

TUFTS COLLEGE LIBRARY

Unbound

Unbound Est. 77

77 30

REVUE
DES
DEUX MONDES

LXXXVII^e ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVII^e ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME TRENTE-NEUVIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

—
1917

1901
1902
1903
1904
1905
1906
1907
1908
1909
1910
1911
1912
1913
1914
1915
1916
1917
1918
1919
1920
1921
1922
1923
1924
1925
1926
1927
1928
1929
1930
1931
1932
1933
1934
1935
1936
1937
1938
1939
1940
1941
1942
1943
1944
1945
1946
1947
1948
1949
1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025

77130

LES YEUX DE L'ASIE⁽¹⁾

LES FUMÉES DU CŒUR

*De Jowahir Singh, Naik, 291^e sikhs,
au grand hôpital avec le dôme qui est à Brighton, Angleterre.*

*A mon frère aîné Ram Singh,
fermier de sept acres et demi du côté Nord du village d'Amirkot à deux
milles environ de la cité d'Anritzar en suivant la route de Lahore.
Pour lui être remis selon les règles du Gouvernement, Août 1915.*

Tu as dû être avisé des blessures que j'ai reçues à Franceville. Maintenant que je vais mieux, j'ai le loisir d'écrire longuement. Ici, nous avons le papier et l'encre à volonté; ici, il est facile de laisser s'échapper les fumées de nos cœurs. Envoie-moi toutes les nouvelles de toutes les moissons et de ce qu'on fait dans notre village. Ton pauvre perroquet pense toujours au Kashmir.

Quant à ce qui me concerne, la tranchée dans laquelle j'étais assis fut bouleversée par un *bomb-golee* (2) aussi gros que notre plus petit coffre à grains : il nous tomba des airs. Il éclata, la terre fut ouverte et se referma sur sept d'entre nous. Moi et deux autres attrapâmes des blessures. Ce ne sont pas des bonbons qu'on distribue en temps de guerre. Dieu laissa mon âme dans cette vie, grâce aux drogues énergiques des docteurs. J'ai habité six hôpitaux avant de venir ici en Angleterre. Celui-ci est comme un temple. Il est installé dans un jardin près de la mer. Nous sommes étendus sur des petits lits de fer, sous un dôme d'or et de couleurs et de verrieres brillantes, avec des colonnes. Notre nourriture est préparée pour nous, conformément à nos croyances, — Sikh, Brahmine ou Musulman et tout le reste.

(1) *Copyright by Rudyard Kipling.*

(2) *Obus.*

Quand un homme meurt, il est de même enterré conformément à sa croyance. Il a beau n'avoir été qu'un palefrenier ou un balayeur, il est enterré comme un grand propriétaire. Ne te mets point en peine désormais de ces affaires-là. Dans la vie ou dans la mort, tout est fait conformément aux ordonnances de notre foi. Des hommes de caste inférieure, des balayeurs par exemple, comptant sur l'ignorance des médecins, prétendent être d'une caste honorable, afin de s'assurer de la considération. Si un balayeur dans cet hôpital dit que sa caste lui défend certaines choses, on le croit : il n'est pas battu. Les Anglais ne méprisent aucune sorte de travail : il y a beaucoup de castes parmi eux, mais ils sont tous d'une seule espèce en ceci.

Par suite de mes blessures, je ne suis pas allé voir les champs anglais ni les villes. Les Français à Franceville travaillent continuellement sans repos. Les Français et les Phlahamahnds (1), qui sont une caste de Français, sont les rois de la culture. Pour ce qui est de celle-ci, ils ont des champs plus grands que les nôtres, sans aucune division, et n'en laissent rien perdre que la largeur du sentier qui les sépare. La terre à Franceville se transmet en toute sécurité de père en fils, moyennant le paiement d'une taxe au gouvernement, tout comme dans les pays civilisés. J'ai observé qu'ils ont toujours leur terre au cœur et à la bouche, tout comme dans les pays civilisés. Ils font rarement pousser plus d'une récolte par an, mais elle suffit à les récompenser parce que leurs champs n'ont pas besoin d'irrigation. La pluie à Franceville est toujours sûre et abondante et même excessive. Ils cultivent tout ce que nous cultivons, les pois, les oignons, l'ail, les épinards, les haricots, les choux et le blé. Ils ne cultivent pas les petits grains ni le millet, et leur seule épice est la moutarde. Leur boisson n'est pas l'eau, mais le jus des pommes, qu'ils pressent dans des barils à cet usage. On le vend deux *pice* la bouteille. Ils ne boivent pas le lait, quoiqu'il y en ait en abondance : c'est tout du lait de vache, dont ils font du beurre dans une baratte que fait tourner un chien. A Franceville, les chiens sont à la fois affables et actifs. Ils jouent avec le chat, ils gardent les moutons, ils barattent le beurre, ils traînent un chariot et le gardent aussi. Quand un régiment rencontre un troupeau, les chiens, dans leur sagesse, ordonnent d'eux-mêmes aux moutons

(1) Flamands.

de marcher d'un seul côté de la route. J'ai souvent vu cela.

Les charrues et les charrettes sont traînées par des chevaux. Les bœufs ne sont pas mis à cette tâche dans ces villages. Le travail des champs est entièrement fait par des vieillards, des femmes et des enfans qui savent tous lire et écrire. Les hommes jeunes vont tous à la guerre. La guerre vient aussi trouver chez eux les gens des villages, mais ils n'y font pas attention, parce qu'ils sont de vrais cultivateurs.

J'ai un ami parmi les Français, un vieux du village où le régiment était établi : chaque jour, avec une bêche à long manche, il remplit de terre les trous faits dans ses champs par les obus de l'ennemi. Je lui demandai une fois de s'arrêter pendant que nous étions ensemble à son travail ; mais il me dit que sa paresse d'un jour lui donnerait double travail pour le jour suivant. Sa petite-fille, une fillette, faisait paître une vache derrière un bois où les obus tombaient, et elle fut tuée ainsi. Notre régiment apprit la nouvelle et il n'y fut pas indifférent, car l'enfant était souvent parmi nous, à demander des boutons de nos uniformes. Elle était petite et pleine de rires, et elle avait appris un peu de notre langue.

Quant à la culture, il n'y a pas de mots pour dire combien elle est parfaite ni combien les cultivateurs sont laborieux. Ils font tous grand cas du fumier. Ils n'ont aucun besoin de brûler la bouse de vache pour se chauffer. Il y a abondance de charbon. Ainsi n'irriguant pas et ne brûlant pas la bouse pour se chauffer, tu comprends, mon frère, que leur richesse croisse toute seule. Ils bâtissent leurs maisons, depuis les temps anciens, autour d'immenses tas de fumier sur lesquels ils jettent toutes choses suivant la saison. C'est une propriété qu'on se transmet de père en fils et qui s'accroît toujours. Grâce au nombre des chevaux de l'armée à certains endroits, il s'y entasse beaucoup de crottin de cheval. Quand c'est excessif, les officiers font allumer un peu de paille près des tas. Les Français et les Phlahamahnds, voyant la fumée, s'assemblent avec des charrettes en criant : « Quel gaspillage est-ce là ! » Les officiers répliquent : « Personne ne veut emporter ce crottin, donc nous le brûlons. » Tous les cultivateurs alors les supplient de leur permettre de l'enlever dans leurs charrettes, ne fût-ce que la charge de deux chiens. Par le moyen de ce stratagème, la cavalerie voit nettoyer ses lignes.

Écoute une petite chose. Les femmes et les jeunes filles de Franceville cultivent aussi bien que les hommes à tous égards. Elles labourent avec deux et quatre chevaux hauts comme de petites montagnes. Les femmes de Franceville tiennent aussi les comptes et les factures. Elles font un prix pour chaque article; et il n'y a pas de marchandage qui tienne, quoi qu'on puisse leur raconter. On ne saurait les tromper sur la valeur d'un seul grain. Et cependant, de leur propre gré, elles sont d'une générosité incroyable. Quand nous revenions de notre service dans les tranchées, elles se levaient à n'importe quelle heure et nous faisaient des boissons chaudes de café au lait avec du pain et du beurre. Puisse Dieu récompenser ces dames un millier de fois pour leur bonté!

Mais n'en laissons pas tout le soin à Dieu. Je désire que tu m'achètes dans la ville d'Amritzar, chez Davee Sahai et Chumla Mall, un tapis, large d'un yard et long d'un yard et demi, bon teint et de bonne qualité, d'une valeur de quarante roupies. Le magasin devra l'envoyer, tous frais payés, à l'adresse que j'ai écrite en caractères anglais au coin de ce papier. C'est la dame de la maison où j'ai logé à Franceville pendant trois mois. Bien qu'elle fût d'un âge avancé et appartint à une grande famille, je n'ai pourtant jamais vu, au cours entier de ces trois mois, la vieille dame rester oisive. Ses trois fils étaient partis pour la guerre. Il y en avait eu un de tué, un autre était à l'hôpital et un troisième à ce moment-là était dans les tranchées. Elle n'avait point de pleurs ni de gémissemens pour la mort ou la maladie, mais sans un mot elle acceptait l'épreuve. Pendant que j'étais dans sa maison, elle se dépensa tellement à mon service que je ne saurais trouver de mots pour décrire ses bontés. De son plein gré, elle a lavé mes vêtemens, fait mon lit et ciré mes bottes tous les jours pendant trois mois. Elle lavait le plancher de ma chambre tous les jours avec de l'eau chaude qu'elle avait elle-même fait chauffer. Chaque matin, elle me préparait un plateau avec du pain, du beurre, du lait et du café. Quand il nous fallut quitter ce village, cette vieille dame pleura sur mon épaule. C'est étrange! Je ne l'avais jamais vue pleurer pour son fils mort, mais elle pleurait pour moi. Bien plus, au moment de la séparation, elle voulut que je prisse un billet de cinq francs pour ma dépense de route.

Au cas où il y aurait quelque doute sur la qualité ou la cou-

leur du tapis, demande une audience au docteur Linley Sahib, s'il est encore à Amritzar. Il connaît les tapis. Dis-lui tout ce que je t'ai écrit sur cette vieille dame — que Dieu l'ait en sa garde avec ce qui reste de sa maison ! — et il avisera. Je ne connais pas le docteur Sahib ; mais il voudra bien avoir l'œil à cela, puisque c'est la guerre. Si le tapis va jusqu'à cinquante roupies, je puis sans crainte le payer avec l'argent qui m'est dû sur nos terres. C'est une vieille dame, il faut donc qu'il soit doux à ses pieds et qu'il ne risque pas de glisser sur le parquet de bois. Elle est de bonne famille et de bonne éducation.

Nous devons à l'avenir faire instruire nos enfans. C'est l'opinion de tout le régiment, car, avec de l'éducation, les femmes mêmes accomplissent des merveilles, comme les femmes de Franceville. Que les garçons et particulièrement les filles apprennent à lire et à bien écrire. Ici, l'instruction est donnée par ordre du gouvernement. Les hommes passent tous leurs jours à la guerre : ce sont les femmes qui font tout le travail de la maison, parce qu'elles ont été bien instruites dans leur enfance. Nous autres du Pendjab n'avons su jusqu'à présent que lier un buffle à la charrue. Il est temps maintenant de lier au joug les vaches laitières. Dis-le bien aux anciens du village et exerce une influence.

Mais revenons à la culture. Les méthodes à Franceville sont bonnes. Tous les outils agricoles sont en fer. Ils ne cassent pas. Un homme a toujours sous la main les outils dont il a besoin pour son travail et les réparations de sa maison. Il n'a pas à retourner jusqu'au village à un mille de là, si quelque chose casse. Nous autres dans le Pendjab nous n'avons jamais pensé, comme le font ces gens, que toutes les réparations d'outils et de charrues peuvent être faites sur place. Tout ce qui est nécessaire quand une courroie casse, c'est que chaque laboureur ait sur lui une alène et un tranchet pour coudre le cuir. Comment procède-t-on à cet égard dans notre pays ? Si le cuir casse, nous disons, nous fermiers, que le cuir est impur et nous retournons des champs au village pour le faire raccommoder par le savetier. Impur ? ne manions-nous pas ce même cuir après qu'il a été réparé ? Et même ne buvons-nous pas de l'eau toute la journée avec la même main qui a transpiré sur le cuir ? En attendant, nous avons sûrement perdu une heure ou deux en allées et venues

Les gens de Franceville sont étonnés d'apprendre que tout notre pays est plein de chiens qui ne travaillent pas, — non pas même à écarter le bétail des champs labourés. Chez les Français, les hommes et les femmes et les petits enfans s'occupent en tout temps au travail de la terre. Les enfans ne portent point de bijoux, mais ils sont plus beaux que je ne saurais le dire. C'est un pays où les femmes ne sont pas voilées. Leur mariage se fait suivant leur propre choix et a lieu entre leur vingtième et leur vingt-cinquième année. Il est rare qu'elles se querellent en poussant des cris. Elles ne se volent pas entre elles. Elles ne disent pas du tout de mensonges. Quand le malheur les frappe, il n'y a aucun cérémonial de douleur, tel que de s'arracher les cheveux ou autre chose semblable. Elles vident la coupe et souffrent en silence. Sans doute ce doit être le fruit de tout ce qu'elles ont appris dans leur jeunesse.

On dit que les Français adorent des idoles. J'ai parlé de cela avec une vieille dame et son *guru* (1) : ce n'est pas vrai, en aucune manière. Il y a certainement des images sur leurs autels, aussi bien que des *deotas* (2), à qui ils présentent des demandes, comme nous faisons au sujet de nos affaires domestiques : mais la prière du cœur va à Dieu lui-même. Les vieux prêtres me l'ont assuré. Tous les jeunes prêtres combattent à la guerre. Les Français se découvrent la tête, mais n'enlèvent pas leurs chaussures, pour prier. Ils ne parlent pas de leur religion aux étrangers et ils ne cherchent pas à faire des conversions. Le vieux prêtre du village où j'ai été cantonné si longtemps disait que toutes les prières dans des temps comme ceux-ci s'en retournent à Dieu. Ce vieux prêtre m'a donné une petite médaille qu'il désirait me voir porter autour du cou. Ces médailles sont considérées comme saintes parmi les Français. C'était un très saint homme et elles détournent le mauvais œil. Les femmes portent aussi des perles saintes pour les aider à faire le compte de leurs prières.

Certains hommes de notre régiment se sont partagé entre eux tout ce qu'ils ont pu ramasser du cordon de ces perles qu'avait coutume de porter la petite fille française que l'obus a tuée. On les a retrouvées à quarante mètres de ses mains. C'était cette petite fille qui nous demandait nos boutons et n'avait peur de rien. Notre régiment a fait le compte des

(1) Prêtre. — (2) Dieux locaux.

perles, estimant qu'il fallait la vie d'un ennemi pour chacune. Nous avons déposé les perles comme gage entre les mains du sergent-comptable du régiment. Quand un de nous était tué, le nombre des perles qui lui restaient à racheter s'ajoutait à l'obligation des autres, ou bien ceux-ci choisissaient quelqu'un qui héritait de sa dette. Il fallut sept semaines avant que toutes les perles fussent rachetées, parce que le temps était mauvais et que nos canons étaient puissans et que l'ennemi ne bougeait plus la nuit venue. Quand tout le compte fut réglé, les perles furent dégagées et retournées au grand-père de la petite avec un certificat, et il pleura.

Cette guerre n'est pas une guerre, c'est une destruction universelle. Tout ce qui s'est passé avant cette guerre, en ce monde, jusqu'à maintenant, n'a été que jeux d'enfans qui se jettent de la poudre de toutes les couleurs. Aucun homme ne saurait concevoir cela. Que pouvez-vous, ou que peut quelqu'un qui ne l'a pas vue, savoir de cette guerre? Quand les ignorans, dans l'avenir, parleront de la guerre, je rirai, même si ce sont mes frères aînés. Considérez ce qu'on fait ici et pour quelles raisons.

Un peu avant que je fusse blessé, j'étais de service auprès d'un officier qui travaillait dans le fil de fer et le bois et la terre à faire des pièges pour l'ennemi. Il avait acheté une tente de toile verte montée sur des piquets, avec une fenêtre de verre souple qui ne pouvait pas se casser. Tous convoitaient la tente. Elle était longue de trois pas sur deux de large. Parmi les convoiteurs était un officier d'artillerie préposé à un canon qui faisait trembler les montagnes. Le canon envoyait un obus de dix *maunds* ou plus (1). Mais ceux qui n'ont jamais vu même un ruisselet ne peuvent pas imaginer l'Indus.

Il offrit beaucoup de roupies pour acheter la tente. Il venait à toute heure, renchérissant sur son offre. Il accablait le propriétaire de ses propos à ce sujet. A la fin, et je l'entendis aussi, le propriétaire de la tente dit à l'officier d'artillerie : « Je suis fatigué de vos importunités. Détruisez aujourd'hui une certaine maison que je vous montrerai et je vous donnerai la tente en cadeau. Autrement n'en parlons plus. » Il lui montra le toit d'une certaine maison blanche qui s'élevait à trois *kos* (2) en arrière des lignes ennemies, un peu en dessous d'une colline boisée sur les deux pentes. Considère cela et

(1) Huit cents livres. — (2) Six milles.

mesure en imagination trois kos le long de la route de Lahore. L'officier artillier dit : « Pardieu, j'accepte ce marché. » Il donna des ordres et évalua la distance ; je le voyais reculer, avancer, aussi vil qu'un amoureux. Puis les coups partirent et à la quatrième décharge les guetteurs virent, avec leurs lunettes, la maison osciller du haut, se pencher et s'abattre. Ce fut comme une dent arrachée par un barbier. A cette vue, l'officier artillier s'élança dans la tente et regarda par la fenêtre et sourit parce que la tente était maintenant à lui. Mais l'ennemi ne pouvait comprendre ce qui s'était passé. Il y eut une grande canonnade toute cette nuit-là et de nombreux régimens ennemis s'ébranlèrent. Les prisonniers faits dans la suite nous dirent que leurs commandans avaient été bouleversés par la chute de la maison, l'attribuant à quelque grand dessein de notre part, et que leurs hommes n'eurent pas de repos pendant une semaine. Pourtant, tout cela avait été fait pour l'amour d'une petite tente verte.

Je te raconte cela pour que tu puisses comprendre la signification des choses. Nous sommes ici dans un monde où les collines sont retournées sens dessus dessous avec les cités qu'elles portent. Celui qui sortira vivant de cette affaire en restera, à jamais, grandi comme un géant. Si quelqu'un veut voir cela, qu'il vienne ici ou qu'il se résigne à la déception pour le reste de sa vie.

Quant à moi, pourquoi m'écris-tu tant de plaintes ? Est-ce toi qui combats dans cette guerre ou est-ce moi ? Tu connais le dicton : « La vie d'un soldat est pour sa famille ; sa mort est pour son pays ; ses désagrémens sont pour lui tout seul. » Je me suis joint au combat quand j'étais jeune, j'ai mangé le sel du Gouvernement jusqu'à l'âge mûr. Je paie ma dette. Quand tout sera fini, le souvenir de notre séparation ne sera qu'un rêve.

Je prie le *guru* de réunir ceux qui sont séparés. Dieu seul est vrai. Tout n'est qu'une ombre.

Qu'il n'y ait aucun retard au sujet du tapis. Elle n'accepterait rien d'autre.

RUDYARD KIPLING.

SOLITUDES⁽¹⁾

DEUXIÈME PARTIE (2)

M. CHAMPEL (*Suite*).

III

Un assez long intervalle s'écoula, avant que nous reprissions l'un et l'autre un peu de calme. M. Champel continuait de pleurer. Dans son émoi, il avait oublié de tirer son mouchoir et se frottait les joues contre la tèteière du canapé. Avec chaque larme, un peu de fard disparaissait et l'on avait ainsi l'impression que, de minute en minute, la jeunesse factice du malheureux s'en allait au ruisseau. Mettant dans mon accent une compassion que j'éprouvais d'ailleurs pleinement, je repris :

— Comment se peut-il que, vous vivant, cette... personne en soit arrivée à un tel état de misère?

Il fit un geste désespéré. Je m'assis à côté de lui. Je pris ses mains.

— Calmez-vous. Nous perdons du temps. Il vaudrait mieux me mettre au courant.

Il releva ses paupières fripées, et entre deux hoquets :

— A quoi bon?

— Mais, à vous aider peut-être!...

Il m'écoutait de l'air d'un homme qui ne comprend pas.

— Impossible! murmura-t-il, impossible!

Je tenais toujours ses mains, ému de pitié. Mon désir de le

(1) *Copyright by* Édouard Estaunié, 1917.

(2) Voyez la *Revue* du 15 avril.

réconforter, en l'obligeant à vider son cœur, excusait mon insistance.

— Encore une fois, m'écriai-je, il s'agit de sauver votre fille! Dominez votre pudeur. Imaginez que vous êtes auprès d'un confesseur et assuré du même secret!

Il acquiesça enfin, découragé :

— Alors faites comme lui : interrogez!

L'interroger, mais sur quoi? par où commencer?

— Non, répliquai-je, mes questions iraient trop au hasard. Si vous tenez à ce que je vous sois utile, ne gâchons pas les instans. On peut revenir d'un moment à l'autre...

La pensée du retour de sa fille lui donna un sursaut. Qu'elle lui causât de la joie ou de la crainte, peu importe : elle seule, en tout cas, semblait capable de rendre une apparence de vie à la loque humaine qu'il était devenu.

— Soit... essayons!...

Et il commença le récit qui suit. Le début en fut prononcé d'une voix lointaine, impersonnelle. On aurait cru qu'il récitait une leçon. Peu à peu, toutefois, il allait s'éveiller de sa stupeur et se prendre lui-même au passé qu'il évoquait.

— Vers la fin de ma jeunesse, j'ai rencontré à Paris une femme qui n'était, en somme, ni meilleure ni pire que beaucoup d'autres réputées honnêtes. Je devais retourner prochainement en province pour y acheter une étude; j'étais muni d'un peu d'argent; la femme se trouvait libre et désirable; nous nous installâmes donc en ménage, tels des voyageurs que le hasard des places a rapprochés et qui profitent d'autant mieux de leur réunion qu'ils sont certains de se séparer à l'arrivée... Puis, l'heure venue de rentrer chacun chez soi, nous nous quittâmes en bons camarades reconnaissans et résignés à s'oublier. Nous avions passé ensemble des semaines charmantes. Nous ne nous étions rien promis. D'un côté comme de l'autre, de l'amertume aurait inutilement gâté les adieux... Mais, bientôt après, un billet laconique m'apprenait que la femme était enceinte. Sept mois plus tard, elle mettait au monde une fille et en mourait... Qu'auriez-vous décidé à ma place? J'allai chercher l'enfant et le ramenai chez moi. Après tout, si je n'étais pas très sûr qu'il fût de moi, j'aurais pu placer plus mal ma charité. Si bien que je m'installai dans mon étude avec un mioche... A vingt-cinq ans, on voit l'existence en beau. L'idée qu'il pût

gâter mon mariage et troubler ma vie, ne m'effleura même pas. Vous voyez que jusqu'ici l'aventure n'est pas extraordinaire...

Un sourire effleura la bouche douloureuse de M. Champel.

— Ce qui suivit n'eut rien non plus d'extraordinaire. Embarrassé d'un morceau de chair uniquement occupé à salir des linges ou à hurler, je m'en souciai, bien entendu, le moins possible. Je bornais mes ambitions à l'ignorer, tout en payant la nourrice. Malheureusement, j'avais eu beau délimiter nos royaumes, les frontières n'existent pas pour un petit être qui prétend agir à sa guise. Bientôt, à propos de tout et même hors de propos, je me heurtai à lui. C'étaient des histoires de dents, des incidens de toilette... Ses moindres gestes devenaient une nouvelle importante. Quand il fit ses premiers pas, ce fut un événement. Bref, si calfeutré que je parusse dans mon indépendance, je fus accaparé par force. Un beau matin, je trouvai naturel d'aller à la mairie et d'en revenir muni, cette fois, d'une paternité en règle. L'aventure m'avait pris au piège et, chose curieuse, je n'en éprouvais aucun regret...

Quatre ans plus tard, je me mariaï. Ma femme avait consenti d'avance à la situation et offert de traiter Henriette comme sa fille. Je n'y vis rien que de naturel. Quand on aime, on trouve naturels tous les sacrifices qui facilitent le bonheur auquel on aspire. Et nous voici, à dater de là, trois au logis, trois qui n'avions qu'à agiter les doigts, semblait-il, pour pétrir du bonheur! Ce qu'il advint...

Ici, M. Champel, commençant de quitter son air absent, se tourna vers moi et s'interrompit :

— Auparavant, que je vous dise qui était ma femme!... Quand je l'épousai, elle avait une tenue de pensionnaire timide, l'air d'une plante verte qui ne saurait vivre sans s'accrocher à une branche forte. Très riche... évidemment trop riche pour moi... cependant je n'y pensais pas. Un coup de passion nous jetait l'un vers l'autre : de même qu'il amenait ma femme à passer sur l'existence d'Henriette, il me rendait aveugle.

Qui l'aperçoit aujourd'hui ne peut soupçonner ce qu'elle était à ce moment : la candeur de son regard, le sourire ingénu de ses lèvres, la douceur de sa voix!... Elle parlait comme on chante. Il ne venait pas à l'idée qu'elle pût avoir une volonté personnelle. J'avais toujours envie de la traiter comme un enfant assez sage pour se dispenser de caprices, pas assez pour s'inté-

resser à autre chose qu'à des riens. Or, à mon heureuse surprise, il se trouva que l'enfant était par-dessus le marché une ménagère parfaite, qu'elle ne prononçait aucune parole qui ne fût raisonnable, enfin que, sans élever le ton, et même en se taisant, elle dirigeait à miracle ce dont elle s'occupait et semblait ne s'occuper que de ce qu'on lui confiait. Comprenez alors l'influence qu'elle prit sur moi? Je n'avais pas seulement pour raison que je l'aimais : j'avais toutes celles qui résultent d'apparences souverainement équilibrées et toujours justes...

Placez maintenant en face de ces apparences, — j'insiste sur le mot, — une gamine indisciplinée, à l'imagination vive, sans cesse en révolte parce que la révolte lui est venue dans le sang et cherchez si je pouvais agir plus sagement qu'en disant à ma femme : « Je t'en remets la direction : façonne-la, si tu le peux, à ton image! » A ma place, n'importe qui aurait agi de même!

Rappelez-vous aussi dans quelles conditions incertaines j'avais recueilli Henriette chez moi, qu'après tout je m'y étais attaché plus par habitude que par instinct, et vous ne vous étonnerez pas outre mesure que de nouveau, à dater de mon mariage, je m'en sois presque désintéressé. Mon affection, sans tendresse véritable, était d'ailleurs mal récompensée. Avec le cours du temps, on eût dit qu'une barrière s'élevait entre nous, toujours plus haute et faite d'incompréhension mutuelle et spontanée. Peut-être y avait-il également trop de questions auxquelles je ne pouvais répondre et qu'Henriette posait avec d'autant plus d'insistance qu'elle en devinait le contre-coup irritant dans mon ménage...

Tout cela, je le sens, est difficile à rendre. Les mots grossissent trop les nuances. Ce que j'exprime existait bien, mais à l'état insaisissable. Personne ne le soupçonnait, pas même moi. Pour le monde, au contraire, nous formions le ménage-type. Il n'était pas jusqu'à la présence d'Henriette à mon foyer qui ne fût acceptée, parce que nous n'avions pas eu d'enfant. Le scandale du début était mieux qu'oublié; il avait presque tourné à notre honneur! Seize années passèrent ainsi, très simples, dépourvues d'incidens. La maison, telle une machine bien huilée, tournait sans bruit. De même que toutes choses y étaient à leur place, nous y paraissions à la nôtre. J'adorais ma femme; ma femme semblait aimer Henriette; j'avais lieu de croire

qu'Henriette le lui rendait; et le temps s'écoulait, sans rien laisser pressentir de ce qu'il préparait... Ah! l'on ne soupçonne pas l'abîme qui sépare trois êtres sous un toit! on ne se quitte pas, on ne cesse de s'interroger, et les pensées vous échappent, les traits mentent, les paroles dissimulent, chacun est dupe de l'autre, et tous s'ignorent! L'enfer était chez moi, j'en étais encore à somnoler dans l'apparence d'un paradis!

Horrible, le réveil qui survint...

La date, vous le supposez bien, est restée gravée là : 26 octobre... C'était le matin. Descendus pour le premier déjeuner, nous attendions Henriette. Je me vois encore allant me chauffer un instant devant la cheminée, tandis que ma femme charge la domestique de prévenir ma fille qu'elle est en retard. Tout à coup, la domestique revient :

— Mademoiselle n'est pas dans sa chambre...

— Avez-vous passé au jardin? interroge ma femme.

Moi, pendant ce temps, j'examine la domestique avec détachement, et j'attends la réponse comme si cela ne me concernait pas.

— C'est que... Mademoiselle n'a pas dû coucher ici. Le lit n'est pas défait.

— Vous dites?

Ma femme s'est levée, vient à moi qui parais toujours ne pas comprendre. Elle me secoue le bras :

— Hector! entends-tu?

Alors seulement le nuage se déchire, un éclair fulgure et me fait tressaillir jusqu'aux moelles. Henriette partie! mais pour quelles raisons? Des yeux j'interroge ma femme. A sa pâleur, je vois qu'elle aussi, avant moi, a deviné qu'un nouveau scandale, mille fois pire que le premier, s'abat sur la maison : et nous voilà gravissant l'escalier, les jambes molles, pareils à des ivrognes. Nous arrivons dans la chambre. Tout y est intact et en ordre. Les meubles ont l'air placide, le lit un aspect virginal, cependant tout crie que ma fille s'est enfuie.

A cette vue, ma gorge se desserre, je parviens à prononcer :

— N'aurait-elle pas au moins laissé un mot... quelque chose?...

— Évidemment! elle aurait dû!...

Aussitôt nos mains bouleversent la table. Ma femme cherche avec la même ardeur que moi. Nous avons l'air de chiens

acharnés sur une piste. Et tandis que nous faisons cela, j'ai l'impression qu'alentour les murs se sont mis à osciller comme des branches, le parquet va et vient, l'univers entier participe à mon ivresse... Enfin paraît une enveloppe. Je m'en saisis. Une minute au moins, — un siècle! — est nécessaire pour en arracher le contenu et je lis :

« Je pars avec celui que j'aime. Oubliez-moi comme j'oublie. »

C'est tout. Pas un regret. Presque un reproche! Aurais-je mal vu? Je m'obstine à relire et à mesure j'éprouve un déchirement jamais ressenti. Il me semble qu'un désastre s'est abattu sur mes épaules, que des années se sont écoulées en une seconde. Bêtement, je me mets à pleurer. Ma femme m'ouvre ses bras :

— Ce n'est pas ta faute! il fallait t'y attendre!...

Elle pleure avec moi, ou du moins je l'imagine. Mais, tandis qu'à travers mes larmes je lève les yeux pour la remercier, j'ai l'intuition qu'un sourire vient d'effleurer sa bouche. Soulagement, ironie, allégresse, compassion, est-ce qu'on sait? En tout cas, j'ai vu cela, je le jure! Oui, j'ai bien vu! je ne me trompe pas... Et ce sourire-là, monsieur, en un tel moment, c'était l'avenir déjà, peut-être aussi le passé!... Nous commençons!...

IV

D'un geste violent, M. Champel arracha son col, déboutonna son gilet, et enfin parvint à se lever. Après avoir tant hésité, son cœur libéré par de premiers aveux n'éprouvait plus qu'un désir : se libérer mieux encore. Quant à moi, spectateur frémissant, j'avais oublié mon souhait de lui être utile et, suspendu aux seules péripéties, j'écoutais avec stupeur cette confession d'une âme brûlant de se livrer tout entière, et certaine déjà de ne pouvoir y parvenir.

Il poursuivit, s'adressant désormais à un interlocuteur invisible, sans plus paraître s'occuper de moi :

— Les jours qui suivirent furent occupés uniquement par la recherche d'Henriette. Que de fois j'eus l'illusion de retrouver la piste et le découragement de la reperdre! Nous courûmes à Dijon. La police ne trouvant rien, nous allâmes à Paris. Je m'adressai à des agences, à un ministre... Efforts inutiles. J'appris seulement que ma fille avait été la proie d'un misérable musicien de théâtre venu, l'été, à Sombornon. Pour le

surplus, pas une lueur et nous dûmes rentrer à l'étude, dans notre maison, seuls et harassés.

Tout de suite je cessai de parler d'Henriette. On eût dit qu'une chose indéfinissable, mais différente pour ma femme et pour moi, nous interdisait de prononcer son nom. Rien d'étonnant à cela, d'ailleurs. Il était méritoire qu'au lieu de se livrer à des reproches, ma femme s'abstint de retours sur le passé. Il était naturel aussi que je m'efforçasse d'oublier et même que la tâche m'en fût légère, tant j'étais déjà, sans le savoir, détaché de ma fille. Cependant, c'est alors, monsieur, que l'inexprimable a commencé...

Oui, c'est à travers ce premier silence volontaire qu'il est venu, sans qu'aucun signe particulier en annonçât le danger! Tout au plus observais-je que la maison avait un visage différent. On ne soupçonne pas l'expression que prennent parfois les objets, le secret dont ils sont lourds, lorsqu'on reste, comme je faisais à ce moment, des heures à les examiner! Que leur demandais-je? Je ne sais pas. Peut-être ce que je devais plus tard demander à ma femme... Quoi qu'il en soit, ceci bientôt me frappa qu'à moi seul la maison devenait intolérable : ma femme, elle, continuait de s'y plaire.

Pareillement, au dehors, des différences parurent entre nous deux. Vous devinez que la fuite d'Henriette avait révolutionné le pays. En vain prétendions-nous qu'elle était en voyage : personne n'était dupe. Or, tandis que j'éprouvais une impossibilité presque matérielle à m'exprimer sur ce sujet, ma femme s'y étalait avec complaisance, prodiguait des détails imaginaires, parlait au besoin des dernières lettres reçues. Simple nuance encore : plus intéressée que moi à étouffer le scandale, elle avait également l'esprit plus libre pour tenir tête à l'orage. N'importe! tant de sang-froid, un mensonge si aisé et toujours plausible me blessaient malgré moi. Quand nous nous retrouvions en tête à tête, je ressentais une gêne. Nous n'étions pas encore séparés : déjà nous étions loin...

Je détaille ces choses qui, à l'heure où elles étaient, m'ont à peine frappé; mais sais-je si elles n'ont pas précisément créé l'inexprimable que je voudrais rendre, ou si ce sont d'autres, au contraire, plus importantes et que je n'aurais pas vues? Après le départ d'Henriette, je n'ai plus en effet traversé ce qu'on appelle un drame. Aucune crise aiguë désormais dans ma vie,

rien que de l'impalpable, une poussière de faits, mais avec cela on erie d'épouvante : si vous hésitez à le croire, regardez-moi ; vous en serez sûr !

Donc, le silence, la quiétude, l'assurance de ma femme au dehors devaient sans doute commencer de nous séparer, et peut-être cela n'aurait-il jamais été plus loin, si un incident que voici n'était venu préciser ce que je n'étais borné jusqu'alors à pressentir. Un après-midi que j'étais seul et ma femme en visites, j'eus le désir de relire le mot laissé par Henriette. J'étais certain de l'avoir rangé dans un tiroir de mon secrétaire. J'ouvre celui-ci : rien... Étonné, je bouleverse mes papiers, vide des enveloppes : rien toujours... Ai-je égaré ce billet ? Serait-il perdu ? Au même instant un soupçon bizarre traverse ma cervelle. Si ma femme l'avait détruit?... mais pourquoi?...

Soudain je me rappelai le texte, assez court, Dieu merci ! pour être exactement retenu : « Je pars avec celui que j'aime : oubliez-moi comme j'oublie. » Qu'est-ce qu'Henriette prétendait oublier ? A qui en voulaient le pardon et la rancune des deux mots : « J'oublie ? » S'adressaient-ils à mon peu de tendresse toujours mal récompensée, ou bien à autre chose, ignoré de moi, et se passant sous mes yeux sans que je m'en sois aperçu ?

Le trouble subit, qui obscurcit ma conscience, me fit peur. Aussitôt, luttant contre moi-même, je voulus ne me souvenir que de l'heure fatale où ma femme et moi avions appris la fuite d'Henriette. Qui m'avait alors soutenu, consolé ? Voyons ! je ne m'abusais pas ! j'étais sûr que nous avions été tous les deux bouleversés de la même manière ! C'était ma femme qui, la première, avait parlé de procéder aux recherches, elle qui avait mis le plus de ténacité dans la poursuite inutile!...

Et si tant de ténacité avait tenu précisément à ceci que ma femme la savait d'avance inutile ? Si son zèle n'avait eu pour objet que de mieux abuser mon amour ? car, à ce moment encore, monsieur, je l'aimais ! Pas un de mes actes, pas une pensée qui n'allât chercher en elle son appui. Je l'aimais, vous dis-je, au point de ne rien vouloir que par elle et pour elle, d'être devenu son double, son miroir ! Seulement, savez-vous ce que ce miroir me rendait tout à coup ? Un sourire ! Oui, le sourire qui avait suivi la découverte!... Allons ! j'étais fou. Le pardon d'Henriette ne pouvait s'adresser à une guerre atroce menée secrètement par celle que j'aimais ! Notre passé, — tout le passé ! —

se levait contre la supposition monstrueuse. Quant au sourire... eh bien ! j'avais mal vu !

J'en étais là, toujours assis devant mon secrétaire, ne remarquant même pas que la nuit avait effacé les formes d'alentour, quand une main se posa sur mon épaule. Ma femme rentrait.

Elle demanda d'une voix tranquille :

— Que cherches-tu ?

Je répondis sans hésiter :

— Le dernier mot d'Henriette.

Elle n'hésita pas plus que moi :

— Alors, tu perds ton temps. Tu ne le trouveras pas : je l'ai détruit.

Je me dressai :

— Tu as fait cela, toi ! toi !... et pour quelles raisons ?

— Je l'ai fait parce que tu le sais par cœur. Sa vue ne pouvait servir qu'à raviver ce que j'ai tant de peine à effacer.

Elle s'exprimait d'une voix lente, dénuée d'embarras : et il était possible, en somme, qu'elle eût agi pour la raison qu'elle indiquait ! Que n'aurais-je pas donné pour apercevoir son regard ! Dès qu'on doute d'une explication, il semble qu'il suffira de plonger dans les yeux de celui qui parle pour y dépister le mensonge : mais peut-on voir des yeux quand on est dans la nuit ?...

Je balbutiai :

— Tu aurais dû...

Elle se pencha vers moi et m'interrompant :

— N'ajoute rien et calme-toi... tout à fait... Suis le conseil : oublie !

Puis nous nous séparâmes, elle pour retirer ses vêtements de visite, moi pour l'attendre dans la salle où le diner venait d'être servi.

Ah ! ce diner, monsieur, où nous fûmes en tête à tête comme te matin, comme la veille, comme toujours depuis seize ans, et où, pour la première fois, j'ai touché la solitude !

Ici un incroyable soulagement traversa le regard de M. Champel. Il répéta :

— La solitude ! voilà : c'est le mot que je cherchais. S'il ne rend pas tout l'inexprimable, il s'en approche... Avant la minute où j'ai perçu que nous étions deux, désirs, pensées, jouissances, tout était commun. Après, le fossé ; derrière chaque apparence une réalité inaccessible, des mots qui se dérobent, des traits

qui demeurent neutres ; et toujours l'impossibilité de s'atteindre, en attendant qu'on se laisse!... Mais où en étais-je ? Ah ! au dîner qui a suivi...

Je vous disais qu'en apparence il n'eut rien de particulier : nous étions sous l'œil de la domestique et nous obéissions, malgré nous, aux habitudes anciennes. J'ignore de quoi nous avons parlé. En tout cas, ce que je ressentais ne parut pas. En revanche, tandis que j'écoutais ma femme, j'étais frappé du son de sa voix. Il se passait pour lui ce que j'avais constaté au retour pour la maison : il était devenu autre, lourd de choses. De même, je croyais vraiment ne penser à rien et mon cœur étouffait sous le poids de questions obscures : précisées seulement au fond de mon inconscient, elles n'avaient pas encore trouvé de traduction dans ma cervelle.

A peine levés de table, nous passâmes au jardin. Il faisait une nuit sereine, belle à en être insolente. Et quelle paix partout!... Semée d'étoiles et de bruits légers, douce comme une caresse, irréelle comme le paradis... Il en est toujours ainsi quand on va rouler dans l'abîme!... Tandis que nous marchions, silencieux, dans l'allée, j'avais envie de démolir à coups de poing l'étrange obstacle que je sentais dressé entre nous depuis une heure, et soudain je repris :

— Il est possible que tu aies eu raison de détruire le billet d'Henriette. En le cherchant aujourd'hui, j'avais moins le désir de retrouver un texte connu par cœur que de m'efforcer de comprendre une chose qui me trouble, à propos de laquelle tu sauras me rassurer peut-être... Que peuvent bien signifier ces mots bizarres : « J'oublie » ?

Ma femme parut se recueillir avant de répondre.

— C'est clair, dit-elle enfin, et tu en saisis le sens comme moi.

Sans s'expliquer plus avant, elle poursuivit :

— Aussi bien, je suis satisfaite que tu aies abordé de toi-même le sujet. Tôt ou tard, il fallait y venir et mieux vaut ce soir que demain. Ta fille n'était pas de ta race. Tu as cru jadis accomplir un devoir de justice en lui donnant ton nom : tu t'es trompé. Elle l'a senti la première. Son oubli efface ton erreur. Ne t'en plains pas : c'est le mieux !

Je voulus l'interrompre, mais elle ne me le permit pas.

— De grâce ! laisse-moi tout dire, du moins tout ce dont

j'ai la conviction morale... Non, Henriette n'est pas de ton sang ni de ta race. Pour en être certain, il suffisait de la suivre si peu que ce fût! Ta fille n'aurait jamais eu ni ces allures de révolte, ni ce goût inné du scandale. Toi-même, sans bien t'en rendre compte, ne le sentais-tu pas? Quand as-tu été vraiment « père? » Tout au plus, durant sa petite enfance, as-tu éprouvé pour elle un attachement d'habitude qui ne différait guère de celui que tu aurais accordé à un jeune chien! Aie donc le courage d'examiner en face un passé qui ne t'était rien et un présent qui te ronge... car il te ronge... Sois tranquille, je vois... tu n'es plus le même. La maison te poursuit de souvenirs dont chacun te fait souffrir. Tu es devenu lointain. Tu vis ailleurs. Cela ne peut pas durer. Je prétends nous défendre contre l'absurde qui nous gagne. Aussi ai-je décidé pour toi et voici ce que tu feras. Tu vas vendre l'étude : ensuite nous partirons... nous quitterons une demeure et un milieu qui parlent trop. Nous irons là où les gens ne sauront pas, où les décors te permettront d'oublier. C'est son mot, n'est-ce pas : « Oublie! » Eh bien! qu'il devienne réalité! Et puis, ceci dit, notre explication, douloureuse, mais utile, terminée, n'y revenons jamais... jamais...

Je ne répondis pas. Une fois de plus ce que disait ma femme était raisonnable peut-être : aucune violence, pas de rancune apparente, ni dans le ton, ni dans les mots : et pourtant, monsieur, à chaque phrase, il semblait que le rideau tombé entre nous devint plus épais. A chaque phrase aussi, je sentais mon doute initial croître en violence et en netteté : si bien qu'à la minute même où j'étais invité à biffer le passé, dans le silence de ma conscience, je décidai au contraire d'y revenir avec d'autres yeux et une âme avertie. Avais-je tort, quand j'affirmais tout à l'heure que c'est bien ce jour-là que la vraie solitude a commencé pour moi?...

Ce qu'elle fut... mais arriverai-je à le dire? Je ne perçois plus, n'est-ce pas? dans le détail indéfini des jours, qu'un bloc de souffrances, avec, çà et là, de grandes lueurs de torture pire, se projetant sur l'ensemble du passé comme un rayon de phare sur un coin de dunes.

Et d'abord la douleur de douter...

Savez-vous ce que peut devenir un doute quand il s'agit de l'être uniquement aimé? Durant des années avoir vécu en l'imaginant probe, sincère et droit; avoir mis en lui toute

confiance, toute tendresse; puis subitement redouter la plus atroce duperie; non seulement soupçonner sa moralité, mais se demander : « Est-ce par lui que ma fille a été réduite à se déshonorer? » Enfin et surtout, avoir la hantise continue du mensonge possible : ne plus oser croire ni soi-même ni personne, mais songer tour à tour : « Je suis trompé! » ou « Je suis injuste!... » Ah! cela, c'est un supplice inexprimable!...

Il n'est rien ou presque rien, en regard de la solitude qui l'accompagne! car il va de soi que j'étais seul, tout seul, à discuter mes soupçons, mon anxiété, mes remords! car, ainsi que ma femme l'avait demandé, je ne voulais, je ne pouvais plus parler! Ma pensée était obsédée du sujet affreux, j'en délirais et je me taisais!

Ne croyez pas non plus que mon silence n'atteignit qu'Henriette... Puisque je doutais de l'âme de ma femme, qu'aurais-je osé lui confier librement? Si je risquais une confiance, si je simulais un geste affectueux, ce n'était plus que pour *savoir*. Dans la tension continue de notre existence nouvelle, les rapports étaient devenus par force l'occasion de pièges surnois. Je trahissais parce que je tremblais d'avoir été trahi. On nous croyait parfaitement unis, figés dans la dignité des ménages satisfaits, mon étude avait été vendue, la maison était neuve, neuves les relations; tout était neuf autour de nous, — et un abîme nous séparait, rempli de ce passé qu'on pouvait croire oublié! Nous nous parlions : nos pensées ne se rencontraient plus. Nous ne nous quittions jamais, et nous n'étions plus jamais ensemble! Les solitaires du désert avaient au moins un idéal commun, je ne sais quoi appareillant leurs espérances; nous n'avions, nous, qu'une certitude, celle d'être désormais seuls, parfaitement seuls, chacun dans notre angoisse!

Il est clair, en effet, que ma femme n'ignorait pas l'obscur travail qui me déchirait. Inutile de voir, quand il s'agit des mouvemens de l'âme : on sent, et c'est une perception aussi nette que le heurt matériel contre ce tabouret, par exemple!... Donc ma femme savait où j'en étais! Elle aussi, à son tour, sans parler, sans jamais aborder de front l'obstacle, goutte à goutte, avec des riens, s'efforçait de lutter contre le passé. L'un après l'autre, nos meubles d'autrefois furent ainsi vendus par elle. Bientôt il ne resta plus autour de moi un objet auquel pût s'accrocher mon

souvenir. La solitude morale dont je défailtais, se doublait d'une autre faite systématiquement dans le décor où je vivais. J'étais devenu un étranger jusque devant ma table!

A ce régime, monsieur, on agit ou on devient fou. C'est pourquoi, cessant de lutter contre mon doute, toujours seul, je décidai d'y projeter la lumière, coûte que coûte, et de découvrir la vérité! L'enquête que j'ai faite alors dura peut-être un an, peut-être plus... Qui n'ai-je pas interrogé? Des domestiques retrouvés à grand'peine, des prêtres, des gens que j'avais cessé de voir et qui s'étonnaient de ma rencontre, auxquels aussi je n'osais livrer le véritable objet de ma recherche... Ce que cela me rapporta? Rien, ou plutôt si : la certitude qu'autrefois, avant la catastrophe, probablement toujours, nous étions déjà des solitaires, plus séparés sous un même toit que des prisonniers mis en cellule! Je n'avais rien su jadis de ma fille : je ne savais rien de plus de ma femme : et que penser de moi-même, puisque, ayant dû sans m'en douter participer au drame, j'en étais encore à me demander si le drame avait existé?

Voyant qu'à ce moment, M. Champel portait la main à sa gorge, je craignis qu'il ne s'arrêtât et l'interrompis :

— Voulez-vous un verre d'eau?

Il refusa d'un signe de main.

— Non, ce n'est pas ce que vous croyez. J'étouffe, mais moralement. J'ai l'impression d'avancer à travers une forêt inextricable, et je crains de m'égarer dans des sentiers inutiles... C'est qu'aussi vous ne savez pas comme il est difficile de parler, quand on s'est tu si longtemps! Et puis, je voudrais me hâter, ne marquer que les étapes, et cependant obtenir que vous compreniez tout!

Comprenez-vous, en particulier, qu'après mon enquête, et justement parce qu'elle n'avait pas eu de solution, nous soyons allés à bien pis? Pourtant telle est la vérité. Nous y sommes venus d'abord à petits pas, par degrés inconscients et successifs : puis d'un bond définitif, à l'heure où, probablement lasse de l'irrespirable qui était autour de nous, ou encore, — sait-on jamais? — obéissant au besoin obscur de vérité qui soulève n'importe qui à une heure donnée, ma femme décida d'éclairer le fond de nos deux êtres et ramena de force à l'air libre ce qui semblait à jamais enseveli dans l'ombre de nos silences...

Cela se passa un soir, au coin du feu. Nous étions assis aux

deux angles de la cheminée du salon, comme aujourd'hui. Soudain, je crus que la foudre tombait. Ma femme disait :

— Veux-tu que nous parlions d'Henriette ?

Je balbutiai, bouleversé :

— Qu'as-tu appris ?

— Rien, et c'est pour cela que je désire régler une situation qui, telle quelle, ne saurait se prolonger sans danger.

Je crus qu'elle voulait parler de l'inexprimable qui me torturait : quelle erreur ! Le propre de l'inexprimable est qu'on ne peut y toucher, ni même l'approcher. On vit de lui, mais bouche close.

— Quelle situation ? demandai-je, affectant aussitôt une extrême réserve.

— Celle qui consiste à rester sous la menace d'un nouveau scandale, d'autant plus inutile cette fois qu'il est en notre pouvoir de le supprimer. En affaires, — c'est toi qui me l'as appris, — on doit toujours supposer qu'on meurt ou va mourir. Si tu disparaissais, à qui irait ta fortune ?

— A qui ?... répétai-je interdit.

— Laisse-moi finir. Il va de soi qu'aucun intérêt personnel ne me guide. Je ne désire pas ton argent : ce que j'ai me suffit. Mais encore une fois, si tu meurs, qui hérite légalement?... Henriette, disparue, et dont personne, heureusement, ne soupçonne ou ne paraît soupçonner l'existence. Alors, sous prétexte de la retrouver, — car on ne la retrouverait pas...

— Qu'en sais-tu ?...

— Où nous n'avons pas réussi jadis, crois-tu que des gens de loi réussiront mieux ? Alors donc, sous prétexte de la retrouver, me voici contrainte de laisser fouiller le passé, la boue, tout ce que, à force de patience et de douleurs, je suis parvenue à effacer... Eh bien ! cela, vraiment, c'est au-dessus de mes forces. J'ai subi l'inévitable : je me refuse à tolérer ce que nous sommes en mesure d'éviter.

— Où veux-tu en venir ?

— A ceci que je te demande de mettre en viager, réversible sur la tête du dernier survivant, nos deux fortunes... La solution est simple. Il n'en existe pas d'autre, et par elle je serai préservée d'une crise... inacceptable...

J'écoutais avec une attention exaspérée. Je ne m'arrêtai pas au sens des mots. J'allais au delà, comme si derrière eux

avait paru, enfin! la clé de l'énigme. A vouloir trop bien couronner une œuvre, on commet parfois de suprêmes maladresses. J'écoutais, vous dis-je, essayant de surprendre sur le visage de ma femme le reflet de l'être véritable, ayant aussi l'effroi de le découvrir. Et tout à coup, je ne pus me tenir, je me levai.

— J'accepte... à condition que tu répondes à ma question. Est-ce uniquement la crainte du scandale qui te guide? n'est-ce pas plutôt le désir d'achever ton œuvre en dépouillant Henriette?

A mesure que je parlais, mes yeux avaient plongé dans les siens. Je les fouillais. Un corps à corps brutal mit aux prises les deux inconnus qui étaient en nous. Ah! je jure bien qu'à ce moment aucun mouvement visible ne m'a échappé! J'attendais avec une anxiété passionnée la réponse, mais j'attendais plus encore, sur le visage, le nuage léger, l'impalpable brouillard qui obscurcit un front dès qu'il ment: je ne vis rien!

— Je ne cherche à dépouiller personne, dit ma femme d'un ton glacé: toutefois, après avoir rempli mon devoir au delà de ce que tu pouvais attendre, je désire ne plus sortir de mon repos... ou de ce qui en tient lieu.

Disait-elle vrai? Plus tard seulement, je me suis rappelé combien la phrase était soigneusement composée de termes indécis. Mais, alors, parce que ses yeux ne m'avaient rien livré, parce que son front ne s'était pas terni, j'ai voulu croire. Une minute, — la première depuis des années! — je crus possible d'échapper à la solitude. Une minute, — et laquelle? celle où j'acceptais de déshériter ma fille! — un immense besoin de rapprochement me souleva. Je fis un pas vers ma femme... Je me penchai... Soudain, je la vis reculer avec violence:

— Ah! non! pas de comédie! Elle serait inutile. Nous sommes seuls!

Le double sens tragique de la réplique me fit frémir de la tête aux pieds. A mon tour, je me redressai:

— Soit, pas de comédie. Ose dire la vérité! As-tu joué le rôle dont je t'accuse? As-tu fait partir ma fille?

Elle haussa les épaules:

— Tu as cherché sans trouver: tant pis. C'est à celui qui se pose la question de la résoudre!

Aveuglé par une fureur subite, je ripostai par un défi:

— Tant pis également si je prends ta réponse pour un aveu!

— Cela ne te rendra pas Henriette!

Ici, monsieur, vous l'avoueraï-je, une exclamation atroce dont le souvenir me déchire aujourd'hui, parce qu'elle exprimait en ce temps-là mes sentimens :

— Ce n'est pas ma fille qui m'intéresse! m'écriai-je, c'est toi, toi seule, dont je veux savoir si tu m'as escroqué ma tendresse!

Un rire strident m'interrompit :

— A quoi bon? ne vois-tu pas où nous en sommes?

Puis, froidement :

— Que ceci suffise! j'ai ta promesse. A parler plus, nous sortirions ce qu'il est inutile de montrer. Après tout, on est liés comme on peut, et nous le sommes vraiment, au delà de ce que tu penses!...

Elle partit ensuite s'enfermer dans sa chambre : mais désormais, si je ne devais rien savoir d'autre concernant le passé, je connaissais le présent : nous n'étions plus des époux, nous étions le couple de deux haines associées pour se mieux déchirer!

Presentez-vous maintenant qu'après la solitude des amans doutant l'un de l'autre, il s'en trouve une autre au regard de laquelle la première n'est qu'un jeu?

Aucun mot jamais pour exprimer la chose monstrueuse qui gisait en nous. Dehors, nous allions bras dessus, bras dessous, comme jadis. Au logis, nous occupions les places d'avant avec les sourires d'avant et, derrière cette façade, l'atrocité de sentimens inexprimés! Nous nous haïssions, nous nous haïssons encore, cela de toute notre âme, mais en le taisant! Je suis sûr d'avoir surpris chez ma femme des désirs de meurtre, et au même moment, elle m'offrait de choisir un menu ou m'invitait à une promenade! Moi aussi, j'ai eu des heures de sang, j'ai oscillé entre le crime et la folie, et c'étaient les instans où je n'occupais de toilette ou garnissais ma serre!... Ma fille? A dire vrai, je n'y ai presque plus songé. Quand, par hasard, cela m'arrivait, c'était pour lui en vouloir d'avoir fait de moi ce que je suis et nullement pour la plaindre ou la regretter.

J'aurais dû partir, me répondez-vous. Non, monsieur, on ne part pas quand on en est là : on reste au contraire avec l'occupation de rendre coup pour coup et souffrance pour souffrance. D'ailleurs, comment se séparer quand on a vécu près de

trente ans ensemble, avec la réputation que nous avons, après de tels sacrifices pour garder la façade? On ne brise pas ainsi le corset des convenances. Ma parole ! entre ma femme et moi, je crois bien qu'il n'y a même plus que ce point de commun : un égal respect du qu'en-dira-t-on ! Il nous a rivés l'un à l'autre plus sûrement que la loi !

Et voilà... Je ne sais pas encore si ma femme fut un miracle de mensonge et une marâtre, je ne sais pas non plus si je fus effroyablement injuste, et cependant je la hais... Pareillement, ma femme n'a jamais su, je le crois, à quel degré j'ai douté d'elle, et elle me hait... Nous avons l'air de Philémon et Baucis égarés dans le siècle ; les domestiques admirent nos prévenances réciproques ; le monde s'extasie sur notre bonne volonté à le servir, nous allons jusqu'à faciliter des mariages, — témoin votre sœur, — et plus isolés que des statues perchées sur des colonnes, nous vivons seuls, tout seuls, uniquement occupés de notre haine, nous haïssant d'autant plus que nous ne pourrions dire exactement pourquoi... Cela, c'est le pire de tout ! Si on savait, à une heure ou à une autre, cela finirait par s'exprimer : mais nous n'exprimons pas. L'inexprimable, je le répète, nous a enserrés, étouffés jusqu'à aujourd'hui, trois heures, jusqu'au moment tragique où Henriette a paru sur le banc... A ce moment...

Un dernier arrêt. Le corps de M. Champel fut agité par un long tremblement.

— Je vous en supplie, m'écriai-je, ne vous arrêtez pas ! nous abordons l'essentiel.

Il tourna vers moi ses yeux où des larmes recommençaient de couler.

— ... A ce moment, je me rappelle mal ce que j'ai senti. Nous ne l'avons pas reconnue tout de suite, ou du moins ma femme voulait que ce ne fût pas elle. Qu'éprouvais-je moi-même ? De la pitié sans doute... oui, une pitié infinie... mais aussi la peur du scandale qui allait recommencer. Oh ! je ne me leurre pas et reconnais la misère de mes sentimens. Il est inconcevable que le simple instinct de protection de la bête pour son petit ne m'ait pas projeté au dehors : il ne l'a pas fait... Oserai-je atteindre au lit de boue qui repose au fond de mon âme ? Cela fait tant de bien de parler et de n'être plus tout à fait seul, puisque quelqu'un m'écoute ! Eh bien ! en aper-

cevant ma fille, j'ai moins encore pensé à elle qu'à l'occasion qui surgissait d'éclairer le doute où je me débats! Puisque ma fille revenait, j'allais donc savoir la vérité!

Rassuré en vous voyant partir tous ensemble, je me suis aussitôt retourné vers ma femme. Du coup, j'ai pu croire que le temps s'abolissait. Nous nous retrouvions à l'heure du dernier entretien que je vous ai rapporté; l'intervalle de haine avait disparu; l'enquête interrompue reprenait son cours!

— Qu'allons-nous faire? demandai-je.

Ma femme répondit :

— C'est bien simple.

Elle s'éloigna pour revenir, un instant après, avec le billet de banque que vous avez vu, et me le montrant :

— Je persiste à penser que ce n'est pas elle. Il est possible que je me trompe. A tout hasard, il y a là de quoi tirer d'affaire n'importe qui.

Elle s'assit ensuite à son bureau et prit une plume.

— Tu vas écrire?

— Au fils Revel, pour qu'il remette notre aumône. Julie la portera.

Je lui arrachai la plume.

— Tu es folle! la laisser repartir ainsi!

— Je ne suis pas folle. Suppose que ce ne soit pas elle? Nous ne savons pas.

— Dis que tu trembles à la seule pensée qu'elle ait reparu!

— J'ai la haine des éclats inutiles, mais je ne tremble devant aucune réalité.

— Tu mens! ta main vacille... Tu as peur, et je sais de quoi!

Elle s'est dressée soudain :

— Plus bas! on peut entendre. De quoi aurais-je peur?

Je lui saisis le bras :

— Peur qu'Henriette ne soit le témoin devant lequel tu ne m'abuseras plus!

Une fois de plus, j'escomptais un cri qui ferait la lumière! Ma femme a ri, monsieur! Elle a ri!... Puis avec un indicible accent de mépris :

— Allons! je vois que tu tiens à remettre le billet à Revel en personne; soit, partons.

Je répétai :

— Soit! rejoignons Henriette.

Elle a ri encore !

— La rejoindre?... non. Suppose que ce soit elle : si elle avait tenu à nous revoir, aurait-elle hésité à pénétrer chez nous ? Elle n'est pas entrée... C'est donc que l'un de nous deux lui fait horreur, mais lequel?... Si ce n'était pas moi ?...

Ensuite... c'est fini, je crois. Nous sommes venus. J'ai voulu monter seul. Henriette était là, derrière la porte... Imaginez la honte d'un père qui, retrouvant sa fille ainsi, n'a pas couru tout de suite vers elle ! Ah ! ma femme avait vu juste en me laissant libre de venir. Voici qu'à mon tour je sollicitais votre entremise... J'étais comme un dormeur en marche... Puis la nouvelle fuite d'Henriette, un choc qui m'éveille, et la sensation que je vais perdre l'unique occasion de n'être plus seul... Vous savez tout.

Tandis qu'il achevait, j'avais surpris un bruit léger dans l'escalier.

— Quelqu'un monte, murmurai-je. Elle, peut-être...

Il recula peureusement vers la fenêtre et, tragique dans son désarroi, balbutia :

— C'est affreux ! A la pensée qu'elle va me trouver là, je n'ai plus qu'un désir : fuir à mon tour et me retrouver seul, malgré le supplice de la solitude !

V

On montait, en effet, mais d'une manière hésitante. Entre une marche et la suivante, le visiteur qui venait avait l'air de se demander chaque fois : « Dois-je aller au delà ? »

— Est-ce toi, Lucie ? criai-je.

Mais avant toute réponse, j'étais déjà fixé. Ma sœur serait arrivée d'une autre allure.

Silence dans l'escalier : toutefois, la montée devient décidée. Enfin, la porte s'ouvre... C'était M^{me} Champel.

Elle avait eu beau ne pas se hâter, sa poitrine se gonflait et retombait avec un bruit de soufflet. Cependant elle sourit à ma vue : dès qu'elle apercevait quelqu'un, le sourire devait faire partie de ses réflexes. Elle ne regarda aussi que moi. Elle affectait de ne pas voir M. Champel. De son côté, après un rapide coup d'œil jeté sur sa femme, celui-ci quitta l'abri de la fenêtre et commença de se promener à travers le salon, tel un

quémandeur qui attend dans l'antichambre son tour de réception. Son visage était redevenu neutre. Peut-être le fait que, M^{me} Champel revenant sans Lucie, l'attente se trouverait prolongée d'autant, l'aidait-il à reprendre son sang-froid.

— Hector, dit tout à coup M^{me} Champel, vous allez prendre froid, sans col et sans gilet.

En même temps, je compris qu'elle n'avait dit cela que pour gagner du temps et se recueillir. Le tête-à-tête où elle nous trouvait, le désordre des vêtemens de son mari, tout lui certifiait la probabilité de complètes confidences, c'est-à-dire de la plus désagréable complication qui pût l'atteindre. Quand elle parla de nouveau, elle parut ne plus s'adresser à personne : ce qu'elle raconterait allait être évidemment pour nous deux.

— Nous sommes parties ensemble. Malheureusement, la neige empêchait d'avancer au gré de M^{lle} Revel. Plus agile que moi, elle s'est décidée à poursuivre à pied. Je n'avais plus qu'à revenir... Me voici.

M. Champel continuait de se promener, l'air absent. Il n'y eut que moi pour approuver de la tête et montrer ainsi que nous écoutions.

M^{me} Champel poursuivit :

— Je serai charmée qu'on retrouve ces gens. C'est pour chacun le meilleur moyen de reconnaître son erreur.

Phrase ambiguë, combien pareille à toutes celles que m'avait rapportées M. Champel !

— De quelle erreur voulez-vous parler ? dis-je presque malgré moi.

M^{me} Champel perdit subitement son sourire, et plantant droit ses yeux dans les miens :

— Entendons-nous bien, monsieur, ou essayons d'y parvenir. J'ignore ce qui a pu vous être raconté pendant mon absence. En tout cas, vous n'aurez pas manqué de constater l'extrême agitation de mon mari. Il est bon de mettre au compte d'un énervement anormal l'exagération de ses impressions présentes.

Ce fut cette fois M. Champel qui répondit pour moi :

— Oh ! nous n'en sommes plus désormais à épiloguer sur des mots !

M^{me} Champel avança d'un pas vers lui :

— Qu'avez-vous donc osé dire ?

— Je ne sais plus, en vérité...

Très pâle, elle revint à moi :

— Je vous en prie, monsieur, que savez-vous ? ou plutôt que croyez-vous savoir ? Car si mon mari et moi avons parfois des différences d'appréciation, ce n'est jamais que sur des points secondaires, et notre foyer, Dieu merci ! est de ceux où les regards étrangers peuvent encore pénétrer sans surprise !

J'allais répondre, mais M. Champel, d'un signe, me fit taire : arrêté net devant sa femme, il la regarda ensuite avec un rire sourd où je me demande ce qui paraissait le plus, de l'ironie ou du défi. Une seconde incertaine suivit. Sans doute un reste de pudeur mondaine empêchait seul le heurt qui était dans l'air. Désireux de l'écartier à tout prix, je rompis le silence qui menaçait :

— Si vous me connaissiez mieux, madame, vous ne doutez pas que tout ce qui se passe ou se passera ici ne reste votre secret autant que le mien ; ainsi rassurez-vous, et attendons plutôt que ma sœur ait ramené celle que vous cherchez.

M^{me} Champel me toisa d'un air incrédule, puis comprenant sans doute qu'insister plus ne servirait qu'à accroître inutilement l'importance de ce qu'avait pu dire son mari, elle haussa les épaules :

— Soit, fit-elle, attendons...

Et tout parut fini, en effet : M. Champel retournait vers la fenêtre, M^{me} Champel s'assit dans un fauteuil. J'affectai de chercher sur une table je ne sais quoi. Nous avions vraiment l'air d'attendre, comme on l'avait décidé : mais qu'attendions-nous ? était-ce la fille de M. Champel ou l'explosion de l'inexprimé?... Soudain M. Champel, qui avait appuyé son front à la vitre, eut une sourde exclamation.

— Je crois que les voici !

Aussitôt, M^{me} Champel se leva d'un bond et accourant, elle aussi, à la fenêtre :

— Où les vois-tu ?

D'instinct elle était revenue au tutoiement des grandes crises. Elle fouilla ensuite du regard la place, ou du moins ce que la neige, alors en plein paroxysme, permettait d'en voir.

— A droite, là, sur le trottoir...

— Tu rêves... ce sont deux femmes... sans enfant...

Ils étaient maintenant l'un à côté de l'autre, la tête collée

au carreau, communiant en apparence dans la même attente : ils étaient là tels que je les avais vus dans leur salon, quand, accoudés à la cheminée, ils contemplaient la femme échouée sur le banc. Mais, cette fois, je me figurais ne plus ignorer le secret de leurs âmes. Singulière présomption, d'ailleurs ! Vaut-on jamais au fond d'un cœur humain ? Et juste à ce moment, n'éprouvais-je pas moi-même un doute bizarre ? Tant de parité dans l'attitude, jusque dans l'usure, eût-elle été réalisable sans une harmonie secrète de leurs êtres ? Qui se trompait ici, M^{me} Champel en affirmant que j'étais victime des imaginations d'un pauvre homme détraqué par l'émotion de l'heure, ou M. Champel en faisant de la haine le seul ciment qui maintint son foyer ? Chose curieuse, j'en venais comme eux à oublier totalement l'origine occasionnelle du drame : que Lucie ramenât ou non la fugitive, peu m'importait vraiment ! le problème était ailleurs : quelle réalité courbait les deux dos également voûtés dont mes yeux surveillaient la silhouette ? Sous quel poids, — luttés silencieuses ou douleurs imaginaires, — succombaient-ils ?

J'en étais à ce point de curiosité sans issue quand une secousse y mit fin.

A la fenêtre, sans que ni l'un ni l'autre eût changé de position, des paroles venaient de s'échanger... Si distinctes, quoique prononcées à voix basse ! Encore un coup, c'était bien comme au salon des Champel ! On ne pouvait pas ne pas les entendre ! Aurais-je pu aussi m'empêcher de les écouter quand, doutant qu'elles parvinssent à m'éclairer, j'étais si assuré qu'elles me ramèneraient au cœur du drame ?

Du dialogue suprême qui commençait alors, j'ai tout retenu, mot par mot. Je ne saurais rendre, hélas ! l'accent concentré, la sonorité sourde qui, à des mots avarés, semblait sans cesse superposer la menace d'autres plus corrosifs. Après avoir perçu cela, comment nier l'inexprimé ? Ah ! désormais impossible de croire que M. Champel eût altéré la vérité : deux êtres qui parlent ainsi, c'est bien la solitude, toute la solitude !

Donc une voix disait :

— Quelle joie pour toi, si on ne la retrouvait pas !

Et l'autre répondit :

— Tu te trompes : de toute mon âme, je souhaite son retour, seule occasion de nous en débarrasser à jamais !

— Tu voudrais me faire croire que c'est moi qu'elle hait !

— C'est que je crois aussi en être sûre.

Un silence. Cette fois, c'est M^{me} Champel qui reprend :

— Sais-tu pourquoi elle te hait ? c'est qu'elle sait que tu as peur de la revoir chez toi.

— Ce n'est pas vrai !

— Tu ne lui as pas ouvert les bras tout de suite : elle ne te le pardonnera plus.

— Ai-je hésité ici à dire qu'elle était ma fille ?

— Des mots ! Avant une heure, ton cœur en saignera de regret : va, nous n'avons plus que cela de pareil, mais nous l'avons bien : le scandale te fait peur autant qu'à moi : tu as la nostalgie du respect.

Nouveau silence. Puis soudain, sans que les corps aient bougé, les deux visages quittent le carreau, apparaissent de profil dans la lumière de neige, si bien que je saisis tout, le mouvement des lèvres sifflantes et qui pourtant retiennent l'expression sur le point d'échapper, la courbe du nez, le frissonnement du menton, la froideur glacée des regards qui s'affrontent...

— Qu'as-tu fait pour qu'elle partit ?

— Comme toi, je me suis contentée de ne pas lui faire signe...

— Il ne s'agit plus d'aujourd'hui... Je parle d'autrefois !...

— Autrefois, quelles chimères ont obscurci ta cervelle au point de la prendre pour ta fille ?...

La voix de M. Champel, sans cesser d'être basse, est devenue frémissante. On sent en lui le besoin de démolir à coups de cris l'obstacle toujours insaisissable qui le sépare de la vérité. Mais que servirait de s'obstiner, quand on sait bien qu'aucune réponse ne satisfera ?

— Et dire que je t'ai aimée !

— Tu as cru aussi aimer Henriette !

— Pourquoi en sommes-nous là ? Pourquoi... répète M. Champel dont je vois nettement le corps osciller comme sous le souffle d'un grand vent.

— Peut-être aussi parce que je t'aimais... réplique M^{me} Champel.

Après, plus rien : le calme définitif, un calme qui a l'air à la fois de marquer la fin d'une crise et de prolonger une très vieille chose, tandis qu'au fond de moi le mur de la solitude

se révèle enfin, devenu tangible, inébranlable, définitif. Quoi qu'ils tentent, quoi qu'ils fassent, puisque à ce moment les Champel n'ont pu s'exprimer plus, ils n'iront pas au delà. Demain comme hier, toujours, ils resteront voués à l'incertitude, à une torture vaine, à des rancunes sans objet tangible, et cela, peut-être, comme ils le disent, parce qu'ils se sont aimés! M^{me} Champel a-t-elle réellement provoqué la première fuite d'Henriette? Si elle se tait obstinément, est-ce parce que mieux vaut l'agonie d'un doute permanent, qu'une certitude détruisant le passé? Est-ce au contraire parce qu'accusé à tort, un grand amour ne tolère pas de si grande trahison? Les deux visages peuvent s'obstiner dans leur mutuel défi : ils ne l'apprendront jamais. Rien ne s'exprime parce que toute clarté serait pire; il n'y a plus qu'une ressource, celle qu'a dite M. Champel : rester seuls, toujours seuls, sans se quitter...

Ils étaient encore à la même place, dans la même attitude, ayant oublié sans doute ma présence, et que j'avais écouté, quand la porte s'ouvrit; Lucie rentrait.

— Eh bien?

Lucie secoua posément son manteau couvert de neige, et de l'air paisible qu'elle avait toujours après besogne faite :

— Eh bien! me répondit-elle, je suis un peu lasse, mais je sais où elle est.

Ce fut M^{me} Champel seule qui s'écria :

— Et vous ne la ramenez pas?

M. Champel, lui, s'était laissé tomber sur un siège et, la tête dans ses mains, pleurait peut-être.

— La ramener? je m'en serais bien gardée! Je n'ai même pas tenté de lui parler : se voyant découverte, elle serait repartie. Tandis que... si vous y tenez... il vous suffira d'aller place de la Gare, chez Raffier... vous savez bien?... oui, Raffier, un café borgne à l'angle de l'avenue. Elle y est installée... elle y dormait quand j'ai passé...

M^{me} Champel s'approcha de son mari et l'obligeant à relever la tête :

— Entends-tu?

Le visage de M. Champel reparut. Quelle vision! des yeux d'aveugle qui avaient l'air de chercher à tâtons dans la lumière, des lèvres mortes, dont on ne savait si elles tentaient de sourire mécaniquement ou de prononcer des mots que personne

n'arriverait à percevoir, enfin sur cette face de cadavre vivant, une expression d'effroi, mélangée à je ne sais quoi de correct et d'indiciblement fripé!

— Entends-tu?

Le visage s'agita pour dire oui. Puis la main tremblante de M. Champel chercha dans une poche, et tout à coup, le billet de banque, — oui, le même! — reparut au bout des doigts blafards, cependant qu'une lueur éclairait le regard de M^{me} Champel : ce ne fut qu'un éclair, au surplus.

— Alors, souffla M. Champel, qu'on lui porte cela, c'est bien ton avis, n'est-ce pas?

— Ah! non, pas nous! m'écriai-je : notre rôle est fini!

— Pas nous! répéta Lucie, sans bien comprendre ce qui gisait sous ces propos hachés.

Je repris :

— Avouez, monsieur, que rien n'est changé depuis tout à l'heure et que maintenant, plus que jamais, c'est à vous ou à Madame, de le remettre à qui de droit!

M. Champel me regarda longuement. Il devait avoir peine à comprendre ce que je disais.

— En effet, déclara M^{me} Champel d'une voix nette, ce sera mieux, Hector! laissez-moi d'abord remettre un peu d'ordre dans votre toilette.

En même temps, elle rattachait son col, boutonnait son gilet, le tout avec des gestes mélicieux et vicillots. Quand elle eut achevé, elle se tourna vers Lucie :

— Nous vous devons beaucoup de remerciemens, mademoiselle. Vous nous aurez aidés jusqu'au bout... Allons, Hector!

Elle prit son bras; en réalité, ce devait être pour le soutenir, tant il chancelait. Et nous nous retrouvâmes, avec Lucie, seuls dans la pièce vide...

C'est tout ce que je sais.

Allèrent-ils retrouver leur fille? qu'est-il advenu du couple effrayant dont le hasard m'a permis d'entrevoir le vrai visage? La vie est une suite d'histoires surprises en cours de route, dont on n'a pas connu le début, dont on ne connaîtra jamais la fin. Est-il même certain qu'elles aient toujours un dénouement?

Peu importe d'ailleurs ce qui suivit pour les Champel. L'essentiel est qu'une fois j'ai respiré l'odeur de solitude que dégageait leur haine. Comment M. Champel pouvait-il encore

vivre, puisque, simple témoin d'une heure, je sens à ce rappel mon cœur serré d'angoisse, tout près de ne plus battre?

LES JAUFFRELIN

I

On aurait tort de conclure de ce qui précède que la solitude résulte de circonstances exceptionnelles. Qu'on en prononce le nom devant le premier venu, n'est-on pas assuré, en effet, de réveiller l'écho d'une souffrance vécue? Il n'est personne qui, à un instant donné, n'ait subi la redoutable atteinte du mal : c'est donc qu'on trouve à sa racine un fait d'ordre universel, une de ces réactions permanentes, souterraines et anonymes à défaut desquelles l'existence suspendrait son cours.

A quelle raison profonde doit-on de connaître la solitude, quels que soient la situation, l'heure, ou le bruit? Pourquoi, même à ses minutes les plus heureuses, l'homme conserve-t-il la cruelle assurance de son isolement? Je me suis longtemps posé en vain la question. Mais un jour est venu où la réponse me fut donnée, jour douloureux dont j'hésite à retracer le détail. Je me demande cependant si, en commençant ces récits, j'ai cherché autre chose qu'un prétexte à l'évoquer. Le plus souvent, l'âme gagne de biais le but de son voyage. On a l'air de flâner et, tout de même, on arrive...

Puisque ce souvenir m'obsède, il faut se décider à le contempler en face. Il y perdra, je le souhaite, une partie de son amertume, et, mieux que les aventures de M^{lle} Gauche ou des Champel, montrera quelle trame de solitude se cache sous le dessin fantaisiste des destinées humaines.

J'ai eu pour ami Pierre Jauffrelin. Notre amitié était venue sans la chercher, parce que nos familles, fort liées, nous avaient réunis d'office. Gamins, nous avons joué ensemble. Camarades de classe, nous attendîmes sur les mêmes bancs et avec une égale impatience, l'heure qui nous rendrait la liberté. Enfin le baccalauréat nous apporta simultanément des affres et des satisfactions pareilles. Affres puérides, pauvres satisfactions : mais on ne mesure les unes et les autres qu'à sa propre expérience, et l'absolu n'existe pas en matière de sentiment.

Il en a été de cette amitié comme de la plupart des amitiés

d'enfance. Le début est délicieux et d'une telle spontanéité que l'on nie pouvoir se quitter jamais. Que de fois, ainsi, Pierre et moi avons fait le projet d'occupations communes et de vies parallèles! Puis, les années passent, les cerveaux comme les visages accusent leurs formes définitives. On se prend à douter peu à peu de la parité charmante qui séduisait. Enfin la passerelle qui servait à se rejoindre et ne fléchissait jamais sous le poids de l'enfant, cède sous celui de l'homme. L'amitié file au fond du trou : elle ne laisse après elle qu'une bonne camaraderie et la mémoire d'un temps où l'on a cru se comprendre, sans s'être jamais pénétrés.

Pierre et moi étions trop dissemblables pour échapper à une telle demi-rupture, même si elle n'eût pas été de règle avec de faibles différences. Sentimental au point d'en paraître violent, nerveux et susceptible comme une femme, abusant de l'analyse et penché sur lui-même sans se soucier du reste de l'univers, Pierre était héréditairement voué à la vie rêveuse, aux projets jamais réalisés et aux amours successifs, quoique toujours sincères. Au contraire, j'ai hérité d'un goût prononcé pour les faits, et mon enthousiasme de physicien n'a rien de commun avec les élans d'un poète. Si l'on ajoute une disproportion singulière dans les fortunes, l'obligation pour moi de gagner ma vie, et la certitude chez Pierre de ne jamais manquer de revenus considérables, on ne sera surpris que d'une chose : c'est qu'après la vingtième année, nous ayons encore échangé quelques lettres et gardé, à défaut de sentimens très vifs, le désir de ne pas tout à fait perdre contact.

Ceci dura jusqu'aux approches de la trentaine.

Il n'y avait aucune raison pour y rien changer, mais un incident imprévu survint, qui desserra des liens déjà si lâches. En 1905, Pierre se maria, et le hasard voulut que sa fiancée fût ma cousine germaine. J'assistai au mariage qui fut banal et somptueux. J'en rapportai l'impression que Pierre était follement épris de sa femme et qu'elle le lui rendait. Après quoi, la vie de chacun reprit son cours. Le nombre des ménages catalogués à l'état civil s'était simplement accru d'une unité. Toutefois, Pierre cessa de m'écrire. Je sus qu'il s'était installé à la campagne et ne m'étonnai pas outre mesure de sa négligence : n'étions-nous pas désormais des parens?

Cinq années encore s'écoulèrent.

Un matin de mai 1911, j'eus la surprise de reconnaître sur une enveloppe l'écriture de Pierre, et voici la lettre que je lus :

« Cher, on ne serait pas comme nous de vieux amis s'il fallait s'excuser d'un silence gardé ou d'une requête importune. Il est d'ailleurs bien vrai que j'ai eu le tort de te négliger et revêtu un air d'oubli qui, avec tout autre, m'empêcherait de continuer. La franchise de l'aveu m'aide à passer outre et à courir droit au fait. Peux-tu prendre le train et venir séjourner quelque temps dans une maison où ta présence est désirée? Si oui, n'hésite pas à boucler ta valise et à partir pour Lugrin, village très villageois, bien qu'il soit proche d'Evian. Tu y seras reçu par le printemps, un ciel limpide et des amis reconnaissants.

« P.-S. — Inutile d'ajouter que j'escompte une réponse affirmative. Elle sera, comme ma demande, la meilleure preuve que nous n'avons jamais cessé de compter l'un sur l'autre. A bientôt. »

Chacun sait que le *post-scriptum* contient toujours l'essentiel d'une lettre. Celui-ci avait un air impératif qui me donna fort à penser. Sans que cela fût dit, mais à n'en point douter, il y avait à l'appel de Pierre une raison grave.

Après avoir hésité entre diverses hypothèses, il me parut que le plus simple était d'accorder ce qu'on me demandait. En conséquence, et bien que je fusse fort occupé, je décidai de partir. Quarante-huit heures après, je débarquais à Lugrin.

Pierre et sa femme m'attendaient sur le quai. Tous deux eurent à ma vue un élan qui ne pouvait tromper.

— Qu'il est gentil à vous de venir tout de suite! dit Arlette, renonçant à notre habituel tutoiement, sans que je comprisse trop pourquoi.

— Tu ne pouvais m'être plus agréable, continua Pierre (et je sentis qu'il me serrait les mains avec une chaleur inaccoutumée). Pour te récompenser, la nature s'est mise en frais de printemps. Mais viens d'abord au logis. Encore cinq minutes d'auto, et nous y serons...

L'auto partit à grande vitesse, et comme l'air qui nous coupait la figure arrêtait toute envie de parler, nous en profitâmes pour nous examiner avec la clairvoyance involontaire dont on use, chaque fois qu'on retrouve des visages familiers après une longue absence.

Arlette, demeurée charmante, avait maigri. Pierre, les traits

fatigués et le teint plus pâle que de coutume, me parut aussi un peu vieilli. Pour le reste, peu de changement. Pierre avait gardé son sourire et sa nonchalance distingués. De même, avec ses cheveux noirs, son profil régulier et sa peau mate sous laquelle on voyait le sang courir, Arlette continuait d'évoquer l'image d'un fruit de plein air robuste et sain. Rien de factice dans ses mouvemens. On devinait son goût naturel pour les routes sans détour et sa haine des analyses vaines. Bref, l'opposé de Pierre, ce qui expliquait qu'il l'eût aimée.

S'aimaient-ils encore, ou autant? A cela comment répondre? Pourtant l'amour possède un rayonnement indéfinissable qui provoque aisément de la gêne. Il est sûr que, venu parce qu'on me l'avait demandé, et à peine en tiers avec eux, j'avais déjà le sentiment d'être de trop.

— Te voici chez toi, dit Pierre gentiment, tandis que l'auto nous arrêtait devant le perron.

La maison, de style savoyard et flanquée de tours carrées, me parut avoir grand air : cependant, elle manquait de gaieté. Trop de murs épais, pas assez d'ouvertures, enfin je ne sais quoi d'humide et de solennel qui glaçait. On me conduisit à ma chambre et je fus laissé libre de procéder à une toilette d'autant plus nécessaire que j'avais voyagé une partie de la nuit.

— Quand cela te chantera, dit Pierre en me quittant, tu n'auras qu'à me rejoindre sous les châtaigniers que voici.

L'heure de la toilette est, entre toutes, propice aux réflexions. Tandis que le corps se livre à une série de mouvemens fastidieux et en ordre immuable, l'esprit court la pretentaine et suit sa fantaisie. « Pourquoi m'a-t-on fait venir? » me demandais-je cette fois avec d'autant plus d'insistance que je me sentais arrivé. Une question d'intérêt paraissait improbable... Alors, des troubles dans le ménage? J'avais cru deviner qu'Arlette et Pierre s'aimaient toujours. Restait qu'ils eussent tout simplement désiré se distraire, après un long tête-à-tête; mais qu'on m'eût choisi pour un pareil office semblait au moins bizarre. La maison enfin me frappait de plus en plus par sa tristesse.

— Comment ont-ils accepté d'y vivre cinq ans sans recevoir personne? murmurai-je; à peine y suis-je arrivé, que j'y étouffe comme dans une prison.

Trop d'humidité, je le répète, trop de silence... Il est vrai que c'étaient choses normales avec de pareils murs, et que

mes oreilles bourdonnaient encore du bruit de Paris. D'ailleurs, dès qu'on approchait de la fenêtre, la mélancolie s'envolait. Aussi joyeux que la demeure était morne, le paysage m'éblouit.

Une fête, avait dit Pierre; il ne se trompait pas. La fête de mai que, si rarement! les gens des villes ont l'occasion d'apercevoir. Partout des branches neuves et des bouquets blancs que le soir commençant teintait de pourpre. Le lac de ce côté était invisible, mais devant moi le village se promenait à travers des vergers. Au-dessus de lui, des prés escadaient le revers de la Dent d'Oche. Comme pour mieux recueillir la lumière, la terre avait l'air de gonfler sa poitrine. Allons! la fatigue du voyage avait dû me disposer mal tout à l'heure : il y avait place ici pour du bonheur et de la gaieté, on n'avait nul besoin de moi pour être heureux, et puisque je souhaitais savoir ce qu'on me voulait, le mieux encore serait d'interroger.

Plantant là paysage et rêveries, je rejoignis Pierre dans l'allée qu'il m'avait désignée. Il y était seul et paraissait m'attendre avec une réelle impatience.

— Eh bien! demandai-je sans autre préambule, puisque nous sommes seuls, vas-tu me dire la raison pour laquelle tu désirais tant que je vinsse?

Il répondit, paisible :

— L'envie de te voir.

— Bien entendu. J'avais cru comprendre toutefois au ton de ta lettre...

Il m'interrompit :

— De grâce, garde-toi de me faire concurrence en cherchant l'impondérable là où il n'existe pas!

Je murmurai, sans cesser pourtant d'être sceptique :

— Alors, voilà qui est parfait, et je n'ai plus qu'à te remercier. Il m'est agréable de penser que, malgré ton bonheur, tu n'as pas remis au grenier notre vieille affection.

Il désigna les arbres qui nous couvraient de leur ombre.

— Comme elle, chaque hiver, on les croit morts : chaque printemps les fait revivre.

Je continuai :

— Et pour vous le printemps n'ayant jamais cessé...

Mais il m'arrêta encore :

— Aurais-tu pris, depuis que nous ne nous voyons plus, mes manies poétiques?... En ce cas, que ce qui est sous tes yeux

suffise à te satisfaire! N'est-ce pas d'ailleurs un adorable pays?

Et il ne s'occupa plus que de me détailler l'horizon. Il avait l'air d'étaler devant moi la campagne; il n'eût pas montré autrement un tapis rare découvert dans une brocante. Tout en l'écoutant, je me sentais de nouveau gagné par une mélancolie sans cause. Était-ce le bruit des feuilles diluant dans leur musique continue les phrases de Pierre... la lumière qui mourait?... j'imaginai que les châtaigniers, imitant la demeure, gardaient sous leur écorce trop de fraîcheur. En dépit du vert naissant, les branches avaient pris l'aspect fripé d'un lendemain d'orage. Les pommiers blancs étaient devenus livides.

— Tu ne sembles pas de mon avis? dit Pierre, surpris de mon silence.

— J'ai froid, répondis-je, réprimant avec peine un frisson.

— Alors, rentrons... d'ailleurs, on sonne le dîner...

Nous regagnâmes la maison sans rien ajouter.

Le repas, comme on pouvait s'y attendre, fut très cordial. Avec Arlette, je dus faire le tour de la famille et des relations communes. Elle écoutait assez mal mes réponses. Elle aussi paraissait courir, sans se soucier du passé qu'elle interrogeait et avec le seul désir de jeter des paroles à travers la pièce. Après quoi, la conversation vagabonda, Pierre tout le premier lançant la meute sur la piste. Peu à peu, d'ailleurs, nous nous sentions les uns et les autres repris par l'attrait des souvenirs communs : vieilles histoires de collège, gamineries d'antan, lorsque Arlette était pour moi la *première cousine*. Qui, dans sa douzième année, n'a pas dressé, dans le sanctuaire encore inviolé de son cœur, un autel provisoire à la *première cousine*? A mesure, j'oubliais l'accueil morose de la demeure, je cessais aussi de me demander pourquoi j'étais venu. Au salon, où de grosses bûches flambaient, j'achevai de perdre ma contrainte. Décidément, on se trouvait bien ici. Quelle atmosphère paisible! Qu'Arlette et Pierre se soient oubliés dans une telle retraite ne m'étonnait plus. Pour les amans véritables, le bruit extérieur est une gêne, et il doit être délicieux d'en être séparés par des murs épais.

J'en étais à goûter ces impressions reposantes quand un détour inattendu de la conversation me rendit subitement à la crainte d'être dupe d'apparences. Entraîné par la suggestion de bien-être qui m'enveloppait, je venais de dire à Pierre :

— Sais-tu que je vous envie? N'avoir que votre tendresse et ce pays pour horizon doit être une part privilégiée...

— Oh! répliqua Pierre avec vivacité, ne te hâte pas trop de la célébrer. J'ai adoré la campagne, mais il y a beau temps que je ne l'aime plus.

— Quelle plaisanterie! m'écriai-je étonné. Il suffisait de l'écouter avant diner pour être certain du contraire.

— Je ne plaisante pas. Toutefois, ce que je ressens est difficile à comprendre, comme tout ce qui répond à un sentiment profond.

Arlette, qui avait écouté jusque là sans mot dire, approcha de son mari :

— Explique, fit-elle.

En même temps, l'inquiétude soudaine qui altérait ses traits me frappa.

Pierre haussa les épaules et affectant de ne s'adresser qu'à moi :

— La campagne me lasse parce qu'elle change trop, parce qu'en me levant chaque matin, je suis sûr de n'y plus rien trouver comme la veille. Il y a des gens pour opposer la terre toujours pareille à la ville toujours changeante : quelle sottise! Ta rue a-t-elle quelquefois modifié son visage? A Paris, avez-vous d'autres saisons que celles créées artificiellement par la température uniforme de vos serres? Ici, autant de jours, autant d'aspects : une vie mouvante qui échappe aux prévisions, gaie quand on a envie de pleurer, triste quand on souhaiterait rire... et impossible d'y échapper! La nature vous plante sa griffe au cou et on doit obéir. Alors, répondras-tu, pourquoi rester? Eh! mon cher, parce qu'ailleurs ce serait pareil! Où trouver dans le monde une chose vraiment stable?

Il se leva, fit le tour de la pièce, et revenant à la cheminée :

— Tout évolue, — c'est la loi; et tout s'altère, — voilà le but.

Une pause suivit. Arlette continuait d'examiner son mari avec l'attention concentrée que j'avais remarquée dès le début.

— Tu assurais jadis que l'amour est stable, murmura-t-elle d'une voix sourde.

Pierre fixa les yeux sur elle, puis, avec un nouveau et imperceptible mouvement d'épaules :

— La mort l'est aussi.

Un silence acheva de souligner la gravité du mot, vraiment dépaycé dans une heure d'intimité où tout parlait de vivre. Image romantique, pensai-je ; mais dans ce cas, pourquoi le trouble d'Arlette, pourquoi son désir évident de répondre, auquel succédait presque aussitôt la décision découragée de ne point parler?...

Après une minute d'attente incertaine, je la vis en effet se diriger vers une des croisées, et là, le front à la vitre, s'absorber dans la feinte contemplation des lumières qui, chaque soir, ourlent la rive du Léman, de Lausanne à Villeneuve.

J'allai la rejoindre.

— Que vous content ces lampions? demandai-je avec une insouciance affectée.

Elle répondit d'un ton absent :

— Qu'ils brillent trop : présage de vent pour demain

— Vous aimez le vent?

— Beaucoup.

— On doit être ici aux premières loges pour écouter sa musique.

— Oui. On est libre de se croire en mer sur un bateau dont la voilure craque.

En parlant, elle n'avait pas cessé d'observer Pierre à la dérobée.

— Comment le trouves-tu? poursuivit-elle brusquement et à voix basse.

Du coup, je sentis son angoisse devenir mienne. Pour m'interroger ainsi, pour qu'elle en revint au tutoiement de jadis, ne fallait-il pas qu'un péril planât sur tous? Bien que sa tête restât comme avant appuyée contre la vitre, je rencontrai ensuite ses yeux qui avaient cherché les miens. Cela suffit pour que j'eusse l'intuition que non seulement elle se cachait de Pierre, mais qu'elle se défiait de moi. Avait-elle donc peur que je ne fusse déjà de connivence avec lui?

— Comment le trouves-tu?

Je n'eus pas le loisir de répondre. Pierre, probablement aux aguets beaucoup plus que je ne le supposais, s'approchait de moi et mettant sa main sur mon épaule :

— Que dit-elle?

Tout de suite en garde, je répliquai de l'air le plus naturel :

— Je suis invité à aller me coucher.

— Déjà?

— Il paraît que j'ai peu dormi la nuit dernière et que cela s'aperçoit.

Pierre, indécis, fit le geste vague de l'homme qui se résigne à ne pas insister.

— S'il en est ainsi, pourquoi tant de façons? Il n'y a qu'à regagner ta chambre. Nous allons t'accompagner.

— C'est cela, reprit Arlette vivement. D'ailleurs il est tard... Dix heures déjà...

Et nous montâmes tous les trois.

Suivirent les propos confus qui sont l'accompagnement rituel d'une installation de ce genre :

— Avez-vous bien tout ce qu'il vous faut? demandait Arlette.

— Demain matin, chocolat, thé ou café? interrogeait Pierre.

On se serra les mains, on se souhaita bonne nuit; enfin, la porte se referma, et, m'asseyant dans un fauteuil, je réfléchis.

On a peine à décrire les mouvemens de l'âme auxquels la logique n'a point de part. Sans doute et plus qu'auparavant je brûlais de savoir pourquoi j'étais venu, à quelles complications je me heurterais le lendemain, enfin quelles raisons mystérieuses commandaient la frayeur d'Arlette et la réserve de Pierre : cependant ce n'était pas cela qui me tenait immobile. En revanche, maintenant que les bruits d'alentour s'étaient tus, dans la pénombre où me laissait un plafonnier isolé au centre d'une pièce trop vaste, enveloppé aussi par l'odeur moisie des lieux inhabités, je devenais la proie d'une tristesse bizarre. Il me semblait avoir été emporté loin de chez moi par une force hostile et inconnue. Je me sentais dans un désert et j'étais seul...

Seul voilà bien le mot qui résume ce que j'éprouvais alors : seul au point d'en éprouver un malaise physique, seul à douter si j'étais éveillé ou la victime d'un rêve. Je me demandais : « Qu'est-ce qui me prend? Pourquoi suis-je ici? » Mais j'avais conscience en même temps que ce que je subissais ne dépendait pas de moi. C'étaient la maison, le lieu, l'heure qui faisaient de moi une chose abandonnée. Je me rappelais qu'à certains soirs de solitude, chez moi, il m'était arrivé de souhaiter éperdument un coup de sonnette, l'arrivée inopinée de n'importe qui, fût-ce un passant qui se trompe. Ici, rien de

pareil. Le moindre craquement de meuble m'aurait arraché un cri. Je descendais dans du silence...

Au bout d'un long moment, je me décidai enfin à l'effort de vaincre ma torpeur. Comme je n'avais aucune velléité de sommeil, je me levai et ouvris ma fenêtre.

Dehors régnait une ombre farouche. Terre et ciel avaient cessé d'être distincts. Au ras du sol comme au zénith, des feux dessinaient des figures inquiétantes, sans qu'on pût savoir si elles étaient formées par les astres ou les lampes du village. Le jardin mettait au pied de la maison une tache noire, qui avait l'air de l'isoler, comme une douve.

Soudain une voix s'éleva :

— Comment ! encore debout ? Pour un homme si fatigué, tu me sembles bien peu pressé ?

Pierre... Se promenait-il dehors pour son plaisir ou pour me surveiller ?

— Bah ! J'ai fait comme toi. Il est agréable de bâiller aux étoiles, mais l'heure vient de tirer ses volets.

— Alors, bonsoir...

— Bonsoir...

Je tendis ensuite les rideaux pour cacher la lumière. Chose singulière, je ne songeais plus à ma solitude. Il me semblait qu'en s'éloignant dans la nuit, Pierre venait de l'emporter avec lui...

II

Le lendemain, je n'attendis pas qu'Arlette et Pierre fussent levés. M'étant éveillé de grand matin, je résolus d'aller me promener dans la campagne, excellente méthode pour dissiper le malaise qui me restait de la soirée.

Après avoir traversé le village, je partis au hasard.

Il suffit presque toujours d'approcher vraiment de la nature pour en subir l'action pacifiante et saine. Très vite, au milieu des champs, on redevient clairvoyant, cependant que les soucis reprennent leurs dimensions humaines. Deux heures de vagabondage à travers les vergers me rendirent ainsi pareil à eux. Au retour, mon impression de solitude s'était dissipée, et l'avenir avait cessé de m'inquiéter : je ne pensais plus qu'au beau soleil en train de fondre la neige des branches fleuries

quand, près du village, j'aperçus Arlette assise au pied d'un châtaignier. J'en éprouvai un mélange de plaisir et d'ennui. J'étais à la fois satisfait de l'occasion qui me permettrait de déchiffrer les énigmes de la veille et mécontent de me heurter de nouveau à des pensées que la promenade avait dissipées.

Sitôt qu'elle m'eut reconnu, Arlette se leva et s'empessa de me rejoindre.

— Bonjour, dit-elle, je t'attendais.

Décidément, dès que nous étions seuls, elle revenait au tutoiement ! Je fus aussi frappé de l'air qu'elle avait. Rien ne subsistait de son calme habituel. On devinait que, si elle s'exprimait encore d'une voix égale, c'était le résultat d'un effort et que, livrée à son seul instinct, elle eût laissé paraître une extrême surexcitation.

Elle poursuivit :

— Rebroussons chemin, d'abord. Ici on risque d'être surpris.

Le mot m'étonna :

— Peste ! m'écriai-je, craindrais-tu les gendarmes, et que se passe-t-il ?

Elle répliqua :

— Tout et rien. Je compte précisément sur toi pour m'aider à le savoir.

En même temps, elle m'entraînait : suivant son désir, nous avions tourné le dos au village et nous marchions très vite.

Je répétau :

— T'aider... volontiers, mais comment ?...

Elle hocha la tête, avec une expression d'angoisse :

— Comment ?... Si je pouvais le dire !...

Un instant, elle demeura silencieuse ; il semblait qu'après avoir voulu me parler, elle hésitât au dernier moment à se livrer sans réserve : puis tout à coup :

— La vérité est que j'ai peur... une peur atroce, sans raison définissable, qui ne me quitte pas, qui ne me trompe pas surtout !...

— Peur ! mais de quoi ?...

Elle resta silencieuse. Je repris, de plus en plus intrigué :

— Serait-ce par hasard... excuse-moi si je deviens indiscret : pour te secourir comme tu le souhaites, il faut bien accepter que je le sois... Serait-ce que Pierre ne t'aime plus ?...

Elle répliqua presque avec violence :

— Non, pas cela... Il m'aime toujours autant... trop peut-être...

— Voilà bien le dernier grief auquel je me serais attendu ! fis-je déconcerté.

Une impatience d'être comprise parut sur son visage tourmenté.

— S'il m'aimait moins pourtant, il est probable que lui et moi échapperions aux complications à travers lesquelles ma tranquillité a disparu !

J'insistai :

— De quelles complications veux-tu parler ?

— Si j'eusse été capable de les préciser, je ne te consulterais pas.

— Mais encore?...

— Que Pierre ne soit plus le même, tu l'as vu tout de suite : ce qu'il est devenu et pourquoi, cela j'ai beau le chercher, je ne le vois pas... Quelle imagination le hante ? D'où vient que je ne rencontre plus jamais ses yeux et qu'au contraire il me regarde, dès qu'il ne se croit plus observé?...

Elle fronça les sourcils :

— Il y a des heures en vérité où je me sens accusée de je ne sais quelle infidélité, où une odeur de soupçon m'étouffe. Il semble qu'entre nous, un autre se soit glissé dont je ne peux déchiffrer le visage et qui, cependant, nous sépare, un autre dont la présence arrête les mots sur mes lèvres pour me rendre maladroite ou inutilement irritable et qu'il écoute, lui, sans lassitude. Encore une fois, que suppose Pierre ? Quels racontars ineptes nourrissent son inquiétude ? A moi, il ne le dira jamais : à toi peut-être... confesse-le : qui sait si tu ne nous aideras pas ainsi à échapper à une crise que je pressens de nature à détruire tout bonheur.

— Quels grands mots ! murmurai-je songeur. Laisse-moi craindre à mon tour que tu ne sois victime du même excès d'imagination dont tu accuses Pierre et, en tout cas, si tu n'as pas d'autres éclaircissemens à me donner, je crains que tu ne m'aies appelé pour rien.

Elle m'interrompit vivement :

— Détrompe-toi, ce n'est pas moi qui t'ai appelé : c'est lui.

— Pierre ? répétai-je surpris. Alors, que me veut-il ?

— Je n'en ai aucune idée, et cela surtout m'effraye!

D'un commun accord, nous venions de nous arrêter; nous regardions à terre comme s'il y avait eu à y chercher un objet perdu. Le corps fait le geste, même quand l'âme prétend s'occuper seule pour son compte.

Je repris :

— « Cela surtout... » Encore des mots excessifs! Notre amitié suffit à justifier son initiative. Et d'ailleurs, n'espères-tu pas en profiter?

Elle hésita :

— C'est que...

— Parle donc!

— Je le crois jaloux de toi...

— Pierre jaloux de moi! à quel propos?

— Tu fais partie de ma jeunesse : il lui en veut comme au présent, plus peut-être.

— Si c'était vrai, m'aurait-il fait venir?

— Et s'il n'avait cherché qu'à vérifier ses doutes, en nous ayant tous deux à sa portée?

— Allons, nous sommes en pleine folie!

— En pleine folie; c'est là justement ce que je n'osais exprimer.

— Arlette, tu ne penses pas ce que tu dis!

— Hélas!

Je la regardais, atterré, plus inquiet pour elle cette fois que pour Pierre.

— Arlette, repris-je, prends garde! Il y a des maux dont il vaut mieux ne jamais prononcer le nom : on risque trop de les attirer sur soi.

Elle se recueillit avant de répondre.

— Oh! je me doutais bien que tu ne me croirais pas! Mais qu'importe! l'essentiel était de te prévenir. Pour le reste, à la grâce des événemens! Rentrons maintenant : ou je me trompe fort, ou il se préoccupe déjà de savoir où nous sommes.

— Il en serait là?

— L'avenir montrera si j'ai tort. Viens!

Déjà elle tournait bride. Je dus l'imiter. En silence et d'un pas plus rapide encore qu'à l'aller, nous refimes la route charmante que nous avions suivie sans la regarder. Autour, c'était toujours le pur matin. Des arbres ployaient sous leurs charges

de fleurs. Les vergers riaient. Nierai-je cependant que je continuais à ne pas les apercevoir? Trop de pensées contradictoires roulaient dans ma tête. Je songeais : « Qu'y a-t-il de réel au fond des terreurs d'Arlette? » Je me demandais aussi : « Qui sait si Pierre à son tour ne va pas m'interroger sur Arlette? » Et ceci me frappait encore qu'Arlette, tout en se plaignant d'être soupçonnée, s'était gardée jalousement de laisser paraître la nature même de ces soupçons. Avec quel soin elle avait tu ce qui lui était personnel ! car pour la jalousie de Pierre à mon égard, je ne parvenais pas à la prendre au sérieux.

Tout à coup, j'entendis qu'Arlette murmurait :

— Regarde! L'avais-je prévu?

Pierre, en effet, venait de paraître, avançant à notre rencontre. Quelle que fût ma surprise, je haussai les épaules :

— Simple coïncidence... Le hasard en provoque tous les jours.

Elle m'interrompt :

— Retiens au moins de ce que je t'ai confié qu'il n'y a plus de hasard, maintenant, pour nous...

Disait-elle vrai? En tout cas, rien ne décevait chez Pierre une inquiétude ou un ennui. Ce fut d'une voix cordiale, le plus simplement du monde, qu'il s'enquit de notre promenade, entendit Arlette m'inviter à la poursuivre avec lui, cependant qu'elle-même rentrerait à la maison où je ne sais quelle raison la rappelait sans délai.

— Puisqu'il en est ainsi, dit-il, dirigeons-nous vers le lac. De ce côté on ne rencontre jamais personne. Nous pourrions bavarder à notre guise.

— Volontiers.

Et je repartis, cela seul ayant changé que Pierre avait pris la place d'Arlette et qu'après la femme j'allais écouter le mari...

Nous demeurâmes sans parler un long moment. Nous avions l'air de ne nous occuper de rien sinon du printemps, des parfums et de la lumière qui nous escortaient.

Ce fut Pierre ensuite qui commença.

— Avez-vous pu, ce matin, bavarder à votre guise? demandait-il.

L'accent était détaché, neutre. Impossible de deviner s'il s'agissait d'une question banale ou d'un fait auquel il attachai de l'importance.

— Non, répliquai-je à tout risque : nous ne nous sommes

retrouvés que tout à l'heure et Arlette avait hâte de rentrer.

— Ah! vraiment?

Je crus surprendre un peu d'ironie dans le ton : mais je ne m'y arrêtai pas. Déjà une bonhomie lasse reparaisait dans la suite de la phrase.

— ... Après tout, il est naturel qu'Arlette et toi soyez contents de vous retrouver. Cinq ans déjà depuis notre mariage... que de nouveautés en cinq ans, et que de confidences on en ramène!

Ici encore une incertitude : libre à moi de prendre les derniers mots pour un banal constat, ou d'y trouver une invite à m'expliquer au sujet des confidences déjà reçues.

— Mon Dieu, murmurai-je, je n'ai jamais eu qualité pour être admis à la confiance d'Arlette. Toutefois, le peu que j'ai pu entrevoir de votre vie, au cours de notre rapide entretien, m'a donné à penser.

— Arlette s'est plainte de moi?

En même temps, les yeux de Pierre se posèrent sur les miens avec une extraordinaire dureté. Je crus qu'il allait s'emporter. Nouvelle surprise : ce fut au contraire une phrase découragée qui suivit :

— Après tout, elle a peut-être raison. Justes ou non, tous les griefs s'équivalent, dès lors qu'ils font souffrir. La souffrance est le seul fait qui compte, parce que seul on ne peut le mettre en doute!

— Arlette ne se plaint pas, fis-je très posément; mais elle s'inquiète, et il me semble qu'elle n'a pas tort, puisque je suis tenté de l'imiter.

— Qu'est-ce qui t'inquiète?

— Toi.

— A quel propos, de grâce?

— C'est toi qui vas me le dire en m'avouant ce que tu attends de ma venue.

— Eh! mon cher, je t'ai déjà répondu hier!

— A d'autres! pour être certain qu'il y a autre chose, il me suffit de chercher ton regard.

Il eut un geste nerveux :

— Ne complique pas inutilement ce qui est simple. J'avais envie de toi : c'est tout.

— Non. Sois sincère et découvre entièrement ta vraie pensée.

— En effet, je puis ajouter beaucoup d'autres motifs à mon désir. Mettons que le moins amical est qu'en séjournant ici et en ce moment tu me rendras service. Arlette d'ailleurs partage mon opinion, si j'en juge à l'air de plaisir que lui donne ta présence.

Il affectait en vain un ton léger : sa voix tremblait. Irrésistiblement cette fois, le souvenir de la jalousie ridicule qu'Arlette supposait en lui traversa ma pensée : je ne pus retenir un peu d'irritation.

— Ta femme n'est pas en cause, déclarai-je sèchement.

Il eut un sourire bizarre :

— Plus que tu ne l'imagines. Attendons l'avenir.

— Quel avenir ?

Ses lèvres frémirent.

— Cela, je te le dirai plus tard... oui, plus tard... probablement demain.

— Pourquoi pas tout de suite ?

— Ah ! non !

Ce fut prononcé violemment, bien que tout bas. On aurait cru, à sa pâleur soudaine, que l'évocation du lendemain déclenchait en lui une inexplicable terreur.

— Pierre ! m'écriai-je, comment ne pas m'inquiéter ? Tu ne caches déjà plus qu'il y a en toi un mystère douloureux !

Il tourna la tête vers moi :

— Un mystère ? Parbleu ! qui n'a pas le sien ? Où qu'on pose son regard, on se heurte à du mystère. Pour n'en plus trouver, il faudrait que tous les cœurs vivans eussent cessé de battre !

Je répliquai :

— Le tien t'étouffe.

Et lui prenant la main :

— Je le sens rien qu'à ta fièvre...

Il se dégagea rudement :

— Assez ! je ne me plains pas. De quel droit prétends-tu en savoir plus ?

Nous venions d'atteindre la berge du lac. De la main, il montra l'horizon.

— Ce décor dans les yeux, voilà le présent. Tais-toi, et jouissons-en. *Amen.*

Il avisa ensuite une place dans un pré et s'assit. Il faisait comme il disait : il m'avait oublié et contemplait l'espace ouvert

en face de lui. Sûr désormais qu'il serait inutile d'insister, je l'imitai.

Spectacle inoubliable. Devant nous, l'eau bleue; sur nos têtes, un ciel de lait; sur la rive, un bruit de caresse et la lèvre mouvante de cet océan calme baisant le gravier. Le Jura coiffé de brumes n'était pas visible. Des mouettes volaient ici et là. A chaque battement d'ailes dans l'air doré répondait une lueur sur la vague prochaine. Après quoi, l'oiseau parti, le flot reprenait son apparence de mort et le fiord sa lumière uniforme.

— Est-ce à ton goût? demanda soudain Pierre. Si oui, ne réponds pas. Imite-moi. Jouis du moment qui passe et attends en paix ce qui doit venir. Surtout, rappelle-toi ce que je disais hier; la beauté de cette heure ne reviendra plus jamais... Quoi? déjà midi?... Arlette doit s'inquiéter, et, — cette fois, — à juste titre. Bah! tant pis! encore un instant, n'est-ce pas?...

On aurait dit qu'à ce moment, il tentait de faire entrer dans ses yeux toute la splendeur du jour qu'il célébrait. Son visage respirait la ferveur du communiant. Malgré moi, j'étais aussi triste que si j'assistais à un adieu.

— Allons-nous-en! fit-il enfin.

Et nous revînmes à la maison. Il avait repris son expression indifférente. Je l'accompagnais en silence. Que ce fût avec le mari ou la femme, la matinée ne m'avait rien appris: cependant ma curiosité avait disparu. A mon tour, je n'avais plus envie d'interroger. Je ne doutais plus qu'il y eût un mystère, mais j'avais peur de le connaître et disais maintenant comme Pierre: « Demain!... Attendons à demain! »

ÉDOUARD ESTAUNIÉ.

(La dernière partie au prochain numéro.)

PROPOS D'UN COMBATTANT

LA

GUERRE EN MACÉDOINE

En deux précédens articles (1) je me suis efforcé de décrire la physionomie de la « guerre mondiale » sur le front occidental. Des écrivains spécialistes, aussi éminens que nombreux, affirment que les traits principaux en sont désormais fixés. Martèlement intensif des fronts, ruée de l'infanterie au delà des tranchées nivelées sont les deux termes d'une sorte de binôme de Newton qui a pour limite « la certitude mathématique de la Victoire. » J'y consens. Je n'ai pas qualité pour prétendre que les formules n'ont qu'un temps à la guerre; que Bellone aime les nouveautés et que, pendant les époques les plus célèbres de l'histoire militaire, les grands capitaines furent précisément ceux qui cessèrent les premiers d'appliquer des formules devenues désuètes. Je suis un trop obscur combattant perdu dans la foule des combattans pour oser prédire la victoire à celui de nos généraux qui, lui aussi, sortira le premier des sentiers battus et révolutionnera le premier la tactique ou la stratégie actuelles par une de ces attaques dont l'adversaire ne peut se préserver avec une parade et une riposte connues. Peut-être aussi n'aura-t-il qu'à développer à fond la maxime du général Pétain : « L'artillerie conquiert, l'infanterie submerge. » C'est que les canons rangés côte à côte, les munitions accumulées en

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril 1915 : « La guerre en Flandre vue par un journaliste américain; » et du 15 juillet 1916 : « Propos d'un combattant. »

montagnes devant la formidable barrière des fronts défensifs, ne suffisent pas à la renverser. Canons et munitions sont des accessoires ou des aides indispensables, mais le principal ouvrier sera toujours le fantassin. Dans son emploi selon des procédés inédits se trouve le secret des victoires décisives, et le sort des prochaines campagnes dépendra de l'endurance des gens de pied plus encore que de l'ardeur des cavaliers ou de la robustesse des tanks. Certes, les partisans de la théorie des pesées latérales et successives n'ont que dédain pour les admirateurs rétrogrades des maximes napoléoniennes et pour les rêveurs qui cherchent leur adaptation au temps présent; mais les uns et les autres finissent par tomber d'accord pour voir dans la « guerre de mouvement » la conclusion logique et désirable de la rupture du front occidental.

Or, cette « guerre de mouvement, » où pouvait-on mieux qu'en Orient lui demander la fin de la guerre? Dans les pays balkaniques tourmentés, où les chemins de fer rares et les routes mauvaises rendent difficiles les gros rassemblements de troupes et les énormes transports de matériel, les forces ennemies ne pouvaient être, croyait-on, protégées par les vastes réseaux barbelés, ni rendues invulnérables par les abris à l'épreuve, ni pourvues de tous les engins perfectionnés qui rendent indispensable une préparation longue et coûteuse où la méthode, la minutie et la richesse du praticien militaire sont plus efficaces que la variété des combinaisons de l'artiste guerrier. A travers les montagnes, au long des vallées, par les défilés et les cols, les stratèges des bureaux de rédaction et d'ailleurs, coupaient, tournaient, enveloppaient : les armées bulgares étaient contraintes à capituler; entre les Austro-Allemands et leurs alliés de Sofia et de Constantinople on faisait glisser nos forces déchainées, et l'on acculait Berlin et Vienne à la famine par l'occupation des greniers de Hongrie. Il y eut ainsi, en Occident, pendant plusieurs mois, une foule de Pyrrhus qui trouvaient pour écouter leurs plans de campagne une foule plus considérable encore de complaisans Cinéas. Après avoir été longtemps considérée comme une cousine pauvre, l'armée d'Orient semblait promise au rôle brillant d'« aile marchante » du front européen.

« Ah! vous partez pour Salonique! vous avez de la chance, car vous arriverez à point pour faire la guerre de mouvement! » disaient volontiers au nouvel élu, avec un soupir d'envie, ceux

que leur grandeur ou leurs fonctions retenaient en France. Mais, quelques pas plus loin, il rencontrait un rescapé des Dardanelles. « Comment! vous allez là-bas? Je vous plains; Salonique ou Sedul Bahr, ça n'a pas dû changer! » Entre ces opinions contradictoires, après une longue période de marches et de combats, on parvient à placer convenablement la vérité.

L'ENTRÉE EN CAMPAGNE

La traversée sur un navire bondé de troupes n'a rien de séduisant. Les besoins du corps expéditionnaire sont si nombreux et si pressans que la flotte commerciale qui sert à le ravitailler sillonne sans repos la Méditerranée. A tenir constamment la mer, à ne s'arrêter que pour s'emplir et se vider de régimens et de batteries, de mulets et de chevaux, de provisions et de munitions, d'effets et de matériel, les beaux vapeurs de nos compagnies de navigation, les élégans et rapides courriers d'Amérique, d'Afrique et d'Extrême-Orient sont vite devenus des « rafiots » sales et nauséabonds. Nul passage en cale sèche n'a permis de nettoyer les peintures, de désinfecter les entreponts, de dégorger les tuyauteries. Nimbés de miasmes, on vogue vers les rivages de l'Hellade, et les souvenirs de l'*Odyssée* affluent. Les courbes astucieuses du bateau qui semble chercher sans la trouver, en déjouant les embûches des sous-marins, sa route vers le port évoquent la galère errante d'Ulysse; en supputant dans le carré des officiers les contingens que les nations de l'Entente expédient vers Salonique, on pense à une ligue achéenne dont le général Sarrail serait l'Agamemnon : « Croyez-vous que les Bulgares occupent déjà Troie? » demande un sous-lieutenant à titre temporaire qui met volontiers au compte d'une amnésie passagère les graves lacunes permanentes de son instruction générale. — « Je ne le pense pas, mon cher camarade, car ils doivent trouver plus avantageuse une offensive sur Ostrovo. » Ainsi les discussions rebondissent de l'antiquité classique aux événemens contemporains. Des juges sévères blâment avec amertume le génie amplificateur des Hellènes qui sut transformer une misérable querelle de chefs de village en obsession pour d'innombrables générations d'écoliers, comme il maquille aujourd'hui en redoutables manigances les tergiversations apeurées du roi Constantin. L'aspect désolé du Pélo-

ponèse et des îles, les exercices d'alerte en cas de torpillage, les longues heures passées en compagnie préventive des ceintures de liège, la recherche anxieuse des périscopes sur les flots qui brillent comme un métal en fusion, les relens d'écuries, de latrines et d'eaux grasses qui vicient l'air jusque dans les cabines les mieux closes, achèvent d'exaspérer les rancunes de potaches, les déceptions de touristes, les regrets de gens de guerre transportés loin de la patrie envahie. Mais la résignation et l'indulgence rendent bientôt la sérénité aux âmes, quand l'inoubliable décor de la baie de Salonique apparaît au loin dans la brume légère, se précise en se rapprochant, et se fixe enfin devant les yeux éblouis.

Salonique! De la ville, rien à noter après les brillans écrivains qui, dans cette *Revue* même, ont décrit son exotisme frelaté: c'est un Port-Saïd mal tenu, un Casablanca devenu grande ville, où se perçoit aussitôt l'impression du déjà vu. Le personnel combattant que la France expédie sur le front macédonien doit s'en tenir à cette impression superficielle, car il n'a pas le loisir de pénétrer dans les mystères psychologiques, topographiques et historiques de la vieille cité qu'évangélisa saint Paul. C'est au camp de Zeitenlik, à quelques kilomètres de la ville, que les régimens vont s'organiser en quelques jours et s'adapter aux exigences, nouvelles pour eux, de la guerre en montagne et de la guerre de mouvement. Ils doivent laisser les *impedimenta* divers que les chefs de corps croyaient pouvoir utiliser en Orient et que, grâce à l'imprécision des circulaires, on avait adroitement amenés de France au prix d'habiles subterfuges et d'astucieuses discussions. Voitures médicales, caisses encombrantes d'archives et de matériel, véhicules bizarres en marge de la dotation réglementaire et glanés un peu partout dans les cantonnemens de Lorraine, de Champagne et de Picardie: « Non, non! vous ne pouvez conserver tout ce bazar! Pendant l'hiver, les routes de la plaine sont impraticables et, en toute saison, les pistes de la montagne ne sont accessibles qu'aux mulets. Versez, versez tout votre matériel à l'artillerie et restez-en aux moyens de transport qu'on va vous donner. »

Il faut s'exécuter, non sans regrets. J'ai cependant vu, défrêché, mais encore fringant, dans les lacs de boue qui environnent Monastir, un omnibus à glaces qu'un régiment colonial avait réquisitionné pendant la mobilisation pour en faire sa

voiture médicale et que, malgré toutes les invites intéressées, il ne voulut pas abandonner à Zeitenlik : « Laissez-le-nous, disaient d'un air engageant les officiers du dépôt. On l'entre-tiendra bien et vous le trouverez embelli à votre retour. — Vous êtes trop aimables, mais cet omnibus est notre mascotte, avait déclaré le médecin-chef. Il nous a suivis au Grand-Couronné, au Bois-le-Prêtre, à Massiges et sur la Somme. Il va rouler en Serbie et nous le ramènerons à Lyon. » Cependant, il est sage d'obéir aux réglemens et de sacrifier le confortable relatif des voitures européennes aux incommodités nécessaires du transport par mulets.

Toucher des mulets ! Jamais un acte aussi simple n'a été rendu plus affolant par l'esprit inventif, mais désorganisateur, de M. Lebureau. Après des marches et des contremarches d'approche, d'innombrables coups de tampon sur des états et des bordereaux, des perceptions préliminaires dans les magasins de l'Intendance, du Génie et de l'Artillerie, la longue théorie des conducteurs improvisés va prendre livraison, au service de la Remonte, des cinq cents à six cents mulets qui transporteront les bagages du régiment.

Pauvres muletiers ! Les vétérans de la guerre avaient frissonné d'une joie sans mélange en écoutant la lecture de la décision qui réservait ces nouveaux emplois aux soldats « des vieilles classes, dignes d'intérêt, » aptes à conduire des animaux. C'était, pensaient-ils, la fin assurée des émotions de la bataille, la promesse de revoir les siens et le village, la douce existence des « employés exempts de sac » rêvée par ceux dont l'ambition est de vivre en marge des camarades qui ne savent pas « se débrouiller. » Les gaillards « ayant conduit des chevaux, » pères de plusieurs enfans, frères de soldats tués à la guerre, combattans « au front depuis le début » comme il se proclamaient avec orgueil, rescapés de toutes les mêlées du front français, avaient cru l'occasion propice et, par centaines, s'étaient affirmés muletiers idoines. L'âme légère et les bras ballans, guidés par un maréchal des logis narquois, ils avaient vu soudain leurs espérances s'évanouir dans la crainte et les regrets. Ils s'étaient trouvés en présence d'une *manada* de mulets indomptés, hargneux, vicieux et rusés. Mulets des pampas d'Argentine qui considéraient chaque homme comme un gaucho redoutable et brutal ; mulets d'Algérie et d'Abyssinie rompus à tous les coups et à toutes les privations ; biques indi-

gènes aux côtes saillantes; mastodontes du Poitou qu'un stage à l'Artillerie de montagne avait transformés en épaves, la vue d'un licol ou d'un bât les secouait d'une fureur affolée. Par des fuites éperdues, par des ruades et par des morsures, la plupart essayaient de se soustraire à de nouvelles relations avec l'humanité. D'autres opposaient la force d'inertie, refusaient de se mouvoir ou se couchaient obstinément; d'autres enfin manifestaient pour la visite obligatoire aux maréchaux ferrans une répugnance invincible. Les candidats évincés remerciaient le destin qui leur fut contraire; ils contemplaient, railleurs, les péripéties de lutttes fertiles en incidens et qui n'étaient pas sans aléas. Ils n'épargnaient pas les quolibets à leurs infortunés camarades qui maudissaient en eux-mêmes le jour où s'était révélée leur vocation de muletiers. Le terrain de la promenade quotidienne semblait être aussi dangereux que les tranchées de la Somme, et l'entraînement des animaux de bât aussi meurtrier qu'un assaut. Mais la sagesse du vieil adage « plus fait douceur que violence » est manifeste tôt ou tard. L'aménité, le pansage méticuleux, les tapes amicales et les croûtes de pain donnent enfin leurs résultats habituels. Le sourire change de camp et les muletiers connaissent enfin la joie d'être au nombre de ces « employés » qui vivent près des cuisines et collectionnent les nouvelles loin du tumulte des combats. Ils ont oublié la fragilité des bonheurs terrestres. Ils ne savent ce que leur réserve l'hiver macédonien, et combien enviable leur paraîtra la boue stable des tranchées quand, en apportant les vivres aux premières lignes, ils erreront la nuit dans les marécages sans repères et sans fin où s'abattra leur mulet fourbu.

Quoique le troc de véhicules bien roulans contre de capricieux animaux de bât soit l'opération essentielle qui transforme un régiment d'infanterie ordinaire en régiment du « type alpin, » fortement altéré d'ailleurs par les vêtemens de toile khaki et les casques coloniaux qui sont indispensables même en septembre dans ce pays à contrastes violens, les nouveaux débarqués n'ont pas encore accompli tous les rites de l'initiation à la guerre orientale. Ils doivent franchir avant leur départ le degré supérieur et passer par les mains expertes des médecins. Ils ont beau affirmer qu'ils subirent déjà mainte fois en France les effets de tous les vaccins préventifs. Le choléra, la typhoïde ont fait trop de victimes pour que de nouvelles piqûres ne

soient pas jugées plus rassurantes. Volontiers, les officiers qui ont des lettres crieraient-ils aux augures du corps de Santé : « Des coups d'épée, messieurs, des coups d'épée, mais pas de coups d'aiguilles ! » En général, moins saturés de réminiscences littéraires, les soldats se contentent d'exhaler leur étonnement par des doléances plus vulgaires : « Mais que leur ai-je donc fait ? Voilà huit fois qu'ils me piquent ! c'est-il que leurs drogues ne valent rien ? Alors, pourquoi recommencer ? — T'en fais pas, mon vieux ! Il faut que nous laissions notre peau à la guerre. Les médecins ont juré de nous avoir, soit par le bistouri, soit par la seringue ! » Tel qui sortit le premier d'une tranchée de départ malgré un violent tir de barrage, frissonne devant l'aiguille fine ; tel autre qui supporta sans chloroforme quelque douloureuse intervention chirurgicale, défaille presque à la vue de la gouttelette de sang vite effacée par le tampon d'ouate ; le vieux colonial saturé de quinine s'effare à la pensée de la petite fièvre que lui donnera le vaccin. Les ruses les plus astucieuses sont essayées pour « couper » à la cérémonie que préside le médecin-chef. Mais les commandans de compagnie, qui ont donné l'exemple du respect des réglemens, veillent à ce qu'il soit imité. Ils sauront bien envoyer à la « séance des retardataires » les subordonnés malins qui ont trouvé un prétexte plausible pour s'esquiver.

Les temps sont bien changés depuis l'époque déjà lointaine où les polémiques du docteur Vincent et du professeur Chantemesse laissaient perplexes les grands chefs du Service de santé. Alors, dans le doute, on laissait les militaires libres de leur choix. N'étaient vaccinés, après d'innombrables réserves, que ceux qui daignaient y consentir. Je me souviens d'une circulaire qu'il fallait commenter, au Maroc, en révélant à la troupe les avantages et les inconvéniens du vaccin préventif. Selon le degré de pression exercé par le chef, il y avait peu ou beaucoup de volontaires pour l'essai d'un sérum discuté : « Je regrette presque, disait un soldat après un de ces appels sans chaleur qu'on faisait à leur instinct de la conservation, je regrette presque de n'avoir pas donné mon nom. — Bah ! répondit un camarade, si c'était si fameux qu'on le dit, on ne nous demanderait pas notre avis. » Maintenant, les diverses vaccinations sont à peu près adoptées par les mœurs militaires. Chacun les accepte comme un de ces devoirs professionnels auxquels on ne

peut se soustraire, et les sceptiques s'en consolent selon la formule : « Si ça ne fait pas de bien, ça ne peut pas faire de mal. »

Quelque absorbans que soient les actes divers qui transforment dans une semaine un régiment venu de France, alourdi par la guerre de position, en troupe prête aux randonnées à travers l'Orient, ils laissent pourtant quelque place à la flânerie. Les guerriers que ne rebutent pas l'éloignement et la vulgarité des plaisirs saloniciens s'échappent vers la ville dont les minarets seuls émergent des nuages de poussière soulevés par les charrois ; les autres, chassés de leurs petites tentes par la chaleur du soir et les mouches harcelantes, errent dans le voisinage du camp et s'extasient devant les spectacles offerts gratuitement à leur ignorance de ruraux déracinés. Ils admirent l'allure et la jeunesse des troupes serbes qui reviennent d'une longue marche ou d'une manœuvre aux environs. Ils regardent, comparent et discutent jusqu'à ce que les sons assourdis d'une symphonie aigrette les attirent vers des parages voisins. Ils se glissent entre les files de carrioles que conduisent des auxiliaires hindous, et vont faire cercle autour de la musique rudimentaire d'un régiment britannique venu du monde austral. Ils observent en se gaussant les grâces martiales du joueur de grosse caisse qui jongle avec ses mailloches, tandis que les fibres lui font cortège sur l'étroit espace où l'orchestre déambule rythmiquement comme des fauves en cage. Un bruit lointain de chants ne tarde pas à solliciter ailleurs leur curiosité. Ils s'orientent, et des appels rageurs de claksons les dispersent en vitesse dans les fossés du chemin : ce sont des automobiles italiens qui rentrent au camp de la division récemment débarquée. Ils admirent au passage la belle ordonnance des tentes, l'aspect cosu des troupes tout de neuf équipées, le luxe enviable d'un matériel où tout semble combiné pour étonner les frères d'armes de l'Entente. Les voilà maintenant près du bivouac où ils aperçoivent les chœurs qui les intriguaient : ce sont les soldats serbes qui font revivre la patrie dans leurs mélodies au rythme grave et plaintif. Non loin de là, les Russes prient en commun sous les étoiles, et leur attitude révèle une impressionnante ferveur : « Sont-ils calotins, tout de même ! » gouaille un loustic vite rappelé par ses camarades au respect du culte professé par nos amis et alliés. Ils s'ébaudissent maintenant au spectacle des « loyalistes » qui n'ont pas voulu rompre leur serment de fidé-

lité au roi Constantin, et qui sont parqués sous la surveillance nonchalante des volontaires macédoniens. Ils terminent leur voyage en Europe par une excursion en pays exotique. Au petit dépôt colonial, ils coudoient des tirailleurs sénégalais fraternisant avec les Annamites et les Malgaches des bataillons d'étapes qui ont construit en quelques semaines des bâtimens commodes et peu coûteux, bien préférables aux classiques marabouts des Européens.

Tous ces peuples, toutes ces races assemblées sur ce coin de terre grecque ne seraient pas des attractions pour les « marsouins » et les « bigors » d'avant la guerre ; mais il en reste si peu aujourd'hui dans les régimens dits « coloniaux » qu'un étonnement admiratif oppresse les paysans d'Auvergne et de Dauphiné, les pêcheurs bretons et les montagnards pyrénéens, à qui l'ancre de leur casque confère en principe le privilège d'avoir tout vu. Silencieux, ils reviennent vers leurs tentes en songeant confusément à toutes ces humanités obscures et paisibles, venues de si loin, que les navires, les railways déversent sans répit dans la vieille Europe où des ouragans apocalyptiques de fer et de feu les transforment en bouillie sanglante, parce qu'un souverain entraîné par la folie collective des grandeurs de son peuple s'est cru le chef d'une nation élue : « C'est plus fort qu'au temps de Napoléon ! constate soudain quelqu'un qui traduit à haute voix le sentiment commun. Si Guillaume a voulu secouer le monde, on peut dire qu'il a réussi. — Oui, mais en attendant, qu'est-ce qu'ils vont prendre, les Bulgares ? » répond un camarade qui ne perd pas le sentiment des prochaines réalités.

SUR LA ROUTE DE FLORINA

Où, qu'est-ce qu'ils vont prendre ? Cette pensée hante toutes les cervelles dans le régiment qui avance avec lenteur sur la grande route de Florina. Jusqu'à la veille du départ, la curiosité de chacun s'était appliquée à la recherche des hypothèses d'itinéraires et de manœuvres qui prenaient Belgrade ou Sofia pour objectif immédiat. On s'était attendu à courir vers le Nord, et l'on se traînait péniblement vers l'Ouest. Déshabitués des longues étapes, ployant sous le faix du sac volumineux que la chaleur fait paraître plus lourd, les soldats « blancs » s'égrènen-

raient volontiers dans les fossés herbeux, ou grimperaient subrepticement dans les auto-camions qui les dépassent en soulevant des trombes de poussière, si l'amour-propre ne galvanisait pas leurs jarrets colonneux : « Vous n'allez pas caner devant les noirs ! » grommellent les gradés quand les défaillances apparaissent manifestes dans le régiment mixte où, depuis la Somme, les Sénégalais ne s'étonnent plus de rien.

Pourtant, les nouveautés ne manquent pas sur cette route poussiéreuse. Ce sont d'abord les parcs, les magasins, les entrepôts de l'armée anglaise, où nos alliés montrent qu'ils savent, eux, voir et prévoir grand. Pendant des kilomètres, on longe des amas de caisses, des balles de fourrages, des montagnes de matériel pour la guerre de tranchées, les écuries et les ateliers de réparations, les cuisines roulantes et voitures de rechange. Des indigènes innombrables et payés s'y livrent avec zèle aux simulacres de travaux qui sont réservés chez nous aux combattants. On dépasse cette ville de planches, de tôle, de toile, de carton bitumé. C'est maintenant la plaine morne, sans arbres, où de pauvres villages de chaume et de pisé s'étalent, dominés par la tour trapue de l'église grecque ou la flèche gracile du minaret. Des troupeaux paissent l'herbe rare en cette fin d'automne, pataugent dans des mares, et sont gardés par des enfans vêtus de haillons aux couleurs voyantes. Sur la route copieusement empierrée, mais où la circulation intense a creusé des ornières profondes comme des sillons, les autos, les charrois de l'artillerie, les grinçans véhicules indigènes trainés par des bœufs se suivent, se croisent, se dépassent. Les hurlemens des troupes, les jurons des conducteurs européens, les imprécations des paysans se mêlent aux lazzi, aux apostrophes coléreuses des fantassins exclus du macadam et confinés sur la bordure raboteuse des fossés.

Parallèle à la voie romaine que le cours des siècles et les fluctuations de la politique ont transformée en route royale grecque, le chemin de fer de Monastir s'allonge et lance vers le Nord la ligne divergente de Nisch : « En voiture pour Paris ! » s'exclament les savans en franchissant le passage à niveau gardé par un gendarme. Autour d'eux on s'inquiète, et des regards soudain voilés de mélancolie ou brillans d'espérance suivent un instant les rails rouillés. Plus que la mer qu'on devine derrière la buée lointaine, ces rubans d'acier émeuvent nos terriens, car

ils apparaissent comme le lien tangible qui rattache leur exil au village natal : « Hé! hé! c'est peut-être bien par là qu'on rentrera chez nous! » Cette hypothèse qui se propage prestement dans les rangs donne aux idées un autre cours. A perte d'haleine on discute aussitôt les mérites comparés des retours par la voie ferrée ou par la mer fertile en périls. Mais il suffit d'un train qui siffle, crachote et s'éloigne péniblement vers l'Ouest pour mettre d'accord tous les bavards, dans un unisson de réflexions hargneuses : « Pourquoi nous font-ils (1) « marcher la route » quand on pourrait arriver plus vite et sans fatigue dans des wagons? » Certes, le reproche ne manque pas de logique apparente. Mais, braves gens, si vous descendiez de voiture près du terrain des prochains combats, vous ne supporteriez pas quelques journées de campagne. Vos jambes vous trahiraient, vous ne sauriez vivre la vie des bivouacs où l'ingéniosité seule, fille de l'habitude, vous donnera toujours le nécessaire et parfois le superflu. C'est donc avec sagesse qu'ils vous font subir l'entraînement préparatoire qui apparaît comme une brimade à votre raison de guerriers conscients. Vous ne trouverez pas en Macédoine, comme en France, des villages pour vous reposer, des mercantis pour vous gruger; mais quelques étapes sur les plaines désertes que les novices affirment être dépourvues de ressources vous apprendront comment on s'y procure de la paille pour dormir, du bois pour les cuisines, des lièvres, des perdrix et des choux pour les marmites. Vous deviendrez experts aux brusques départs en pleine nuit, aux marches avec la boussole lumineuse ou les étoiles pour guides; vos jarrets détendus par les longues factions dans les tranchées françaises se durciront; vos épaules et vos poitrines meurtries aujourd'hui par les sacs et les musettes s'élargiront. Quelques jours de cette existence nomade changeront la troupe ankylosée, que vous êtes, en régiment alerte, résistant et débrouillard. Allez à pied, vous verrez mieux le pays décrit par les guides Joanne et par les touristes qui se sont élancés jusqu'à Florina, derrière nos amis serbes et la petite armée du général Cordonnier.

Car l'échec de la manœuvre bulgare est complet. Après quelques succès qui amenèrent les avant-gardes ennemies jusqu'aux environs du lac d'Ostrovo et firent croire au classique

(1) *Ils*, pour le soldat, ce sont les chefs de tout grade qui sont toujours présents collectivement dans son esprit aux heures de doléances.

débordement de notre aile gauche, avec pour conséquence un appel persuasif au roi Constantin, le choc en retour avait refoulé l'assaillant sur les pentes du Khaïmakalan devenu le théâtre de combats furieux, et nous avait rendu Florina. Mais, en réalité, les opinions ne sont pas unanimes sur le sort de cette petite ville grecque, et sur la nationalité des maîtres du Khaïmakalan. On comprend alors les hésitations de l'Histoire à fixer son verdict sur des faits engloutis dans le passé, puisque les témoins vivans d'épisodes visibles ne peuvent mettre d'accord leurs souvenirs et leurs jugemens. Commandans de gîtes d'étapes, automobilistes qui « en reviennent, » gendarmes et cavaliers qu'on interroge au passage, affirment, tour à tour, avec autorité, les nouvelles les plus contradictoires. Où est la vérité dans le chaos de ces informations vécues et vues qui placent les Serbes victorieux ou vaincus sur l'un ou l'autre versant des montagnes, qui mettent nos communications à la merci des comitadjis hellènes ou albanais, qui lancent les Bulgares en désordre jusque sous les murs de Monastir, ou qui les accrochent sur les hauteurs d'où leurs fusils rendent inhabitables pour nos troupes les confortables maisons de Florina? Qui écouter, et qui croire?

Dans le doute on préfère adopter les espoirs optimistes, et l'on craint d'arriver trop tard. Mais, en examinant les cartes, on voit que Belgrade et Sofia sont loin et qu'on aura le temps d'intervenir. Et puisque deux années du front français nous ont familiarisés avec toutes les ruses, tous les préparatifs, tous les procédés de la guerre de positions, la nécessité paraît impérieuse de donner de la cohésion au régiment disparate, d'accoutumer les cadres aux dispositifs, aux évolutions, aux stratagèmes un peu oubliés de la guerre de mouvement. La marche quotidienne, commencée avant l'aube et terminée avant la forte chaleur du matin, laisse assez de loisirs dans l'après-midi pour se préparer aux combats de rencontre ou de poursuite que l'on imagine prochains. Pendant une heure ou deux, d'après un thème conventionnel, chefs de section, commandans de compagnie, chefs de bataillon, dispersent leurs ouailles à travers les champs, les collines et les vallons. Rendus hargneux d'abord par cette furie de mouvement dont ils disaient qu'elle était au moins intempestive, les uns et les autres en admettaient bientôt la sagesse et l'opportunité. Le « groupe mixte » d'Européens

et de Sénégalais prenait corps: les gradés devenaient habiles dans l'emploi de leurs hommes selon les aptitudes et selon les circonstances. Ils comprenaient combien sont différentes la lutte en plein air où les plissemens imperceptibles du terrain, les fossés, les arbres, les haies sont des auxiliaires trop souvent méconnus, et la ruée brutale sur un sol nivelé, droit devant soi, du taureau qui fonce sur l'obstacle selon le schéma des attaques de tranchées. Ils apprenaient bien des choses qu'on n'avait pu leur enseigner pratiquement dans les secteurs même les plus agités. La variété des formations de marche leur était clairement expliquée par le souvenir encore frais des tirs fusans et percutans qu'ils avaient subis, des bandes de mitrailleuses qu'ils avaient reçues. Ils s'entraînaient à la gymnastique des montagnards, car on leur disait qu'ils forceraient la victoire sur les sommets neigeux qui fermaient au loin l'horizon; mais cette victoire leur paraissait plus facilement accessible quand les vagues de collines et de hauts sommets se couronnaient de châtaigniers.

Les « pelons » mûrs qui tachaient de roux les sombres feuillages étaient l'appât offert à leurs convoitises puérides. Il leur faisait tout oublier : le réveil glacial sous la tente ruisselante de rosée, la sieste écourtée par la manœuvre fatigante, le vague à l'âme de l'exil, l'incertitude parfois angoissée du lendemain. Auvergnats et Bretons, Dauphinois et Pyrénéens, ils retrouvaient du souffle pour grimper allégrement jusqu'aux bois séculaires dont l'arome leur rappelait les châtaigneraies natales qui avaient vu leur enfance de pastoureaux, leurs rudes besognes de jeunes hommes, leurs premiers rendez-vous d'amoureux. O puissance des souvenirs! Faisceaux formés et sacs à terre, à peine le contact était-il pris avec le sous-bois tapissé d'une mousse voilée çà et là par la guipure des feuilles mortes et des fruits tombés, que chacun se retrouvait sans effort chez lui. Après de brefs étonnemens causés par l'identité de sites que séparaient d'aussi vastes espaces, on s'éparpillait pour chercher les châtaignes qui brillaient dans leurs coques entr'ouvertes; elles gonflaient bientôt les musettes, tandis que les mouchoirs soigneusement tenus aux quatre coins s'arrondissaient autour des champignons. Il y en avait beaucoup, des cèpes et des verdettes, des mousserons et des morilles, que l'humidité des nuits faisait éclore, et nos soldats les connaissaient bien. Jusqu'au crépuscule naissant on restait là, vautrés sur les

fougères, affalés sur la mousse, engloutis dans la bruyère. Le tumulte de la route, tenue comme un fil gris, ne pénétrait pas sous la voûte épaisse du feuillage; on ne pouvait se résoudre à quitter ces coins de France. Dieu! que la Macédoine était loin!

Dans cette zone accidentée qui sert de piédestal aux grandes montagnes limitant à l'Ouest le bassin du Vardar, la physionomie des villages augmentait encore l'illusion. Mieux protégés par la nature que les misérables localités de la plaine contre les séculaires incursions des comitadjis de toute race, ils avaient l'air avenant des villages de chez nous. Les maisons blanches chapeautées de rouge par leur toits en tuiles, serties dans la végétation exubérante des jardins, dans les masses harmonieuses des noyers, des bouleaux, des peupliers et des chênes, les clochers carrés de leur basilique ornée de peintures fraîches et naïves comme des tableaux de primitifs, faisaient un violent contraste avec les cahutes grises des vallées, tapies autour de la maison à étages du riche Juif local, que la tradition turque toujours persistante vouait au bleu. Autant les rares habitans des bords de la Moglénica et du Vardar suivaient la misère, le paludisme et la peur, autant les villageois des régions moyennes apparaissaient prospères, vigoureux et satisfaits. Aux vétérans du Tonkin leur allure confiante et fière, leurs costumes confortables ornés de broderies claires au petit point rappelaient les Hans de la frontière chinoise; mais cette bonhomie campagnarde était souvent un masque éraillé sur des faces inquiétantes de pillards. La mise en coupe réglée des troupes stables, dépôts d'éclopés, bataillons d'étapes, relais de convois, pares d'aviation, détachemens du génie, services des subsistances, devait leur paraître moins délectable que les incursions chez les timides voisins de la plaine où leurs razzias égalitaires dépouillaient tantôt les musulmans et tantôt les chrétiens. A quoi bon se perdre dans la recherche de leurs affinités ethnographiques ou religieuses, de leurs aspirations politiques ou sociales? Il faut être diplomate en disponibilité, journaliste à court de copie, touriste ou militaire doué d'un enthousiasme naïf pour croire que ces honnêtes brigands se préoccupent du réveil des petites nationalités, qu'ils saluent avec joie la naissance d'une Macédoine indépendante, qu'ils préfèrent Venizélos au roi Constantin. Ils sont vaguement bulgarophobes et ils se soucient

de tous ces problèmes comme de leur premier coup de fusil. Tout le reste n'est que littérature.

Parfois, cependant, une scène rapide, un paysage imprévu sollicitent les réflexions du genre shakspearien. Le présent, l'avenir, le passé se juxtaposent soudain par des rencontres qui étonnent même les soldats les plus ignorans. Dans les champs où florissaient jadis d'imposantes cités, près des ruines informes d'antiques capitales, des vestiges d'aqueduc amènent encore l'eau pure et fraîche détournée d'un vallon lointain. Elle tombe en cascades à travers les blocs de marbre d'un temple écroulé, rejaillit sur les débris de fûts corinthiens, étend un vernis de mousse sur les figures effacées d'une frise que sculpta peut-être un élève de Phidias, pour s'étaler dans des auges grossières, dans des troncs d'arbres creusés où viennent boire les troupeaux. Par centaines, les bœufs, les buffles, les moutons, se pressent autour de l'abreuvoir, sous la garde placide des enfans d'alentour. Des femmes venues de loin les écartent, remplissent leurs vases de terre rouge en forme d'amphores, et s'en vont doucement dans une harmonie de gestes et d'attitudes que les statuaires grecs ont fixée pour toujours. Elles rient, sans les comprendre, aux complimens égrillards des soldats blancs et des tirailleurs noirs qui s'échappent de la colonne, comme s'en échappaient les guerriers de la phalange ou de la légion, pour se désaltérer à cette fontaine. Du fond de l'Afrique, des contrées lointaines de l'Asie, des extrémités de l'Europe, les combattans de toute race et de toute couleur convergent aujourd'hui vers ce témoin des siècles engloutis; ils frôlent ce chêne millénaire, rejeton vigoureux d'un arbre qui vit peut-être passer Alexandre ou César; ils se confondent à ce carrefour des âges avec les descendans inconsciens des premiers fondateurs de notre patrimoine intellectuel. Antiquité vénérable, présent tumultueux, se projettent ainsi sur le même plan, rendent sensible l'éternité. Le temple écroulé n'est que le symbole des temps révolus; l'eau qui le baigne est la vie qui persiste à travers tous les cataclysmes, les guerriers qui s'y abreuvent sont les peuples en marche vers un monde nouveau.

Mais les occasions de ratiociner sont de plus en plus rares quand on s'avance vers l'Ouest. Après Vodena, chère, dit-on, à Philippe de Macédoine, on se plonge dans une ambiance belliqueuse qu'attestent les soucis, la discrétion verbeuse, les yeux

brillans des « poilus de l'arrière. » Les gestes d'une intense activité secouent la petite armée des travailleurs du Génie qui réparent au petit bonheur les ravages d'une route où les piétons sont considérés comme des intrus. Dans les ambulances, on se prépare à recevoir les convois de blessés que le fracas étouffé du canon annonce prochains; les aéros tourbillonnent autour des hangars d'aviation. Tous les parcs d'artillerie desservis par les trains poussifs de la ligne interrompue à Eksissu essaient des files interminables d'automobiles qui emportent les munitions vers les batteries du front; petits et légers, ils se faufilent à travers tous les obstacles, dépassent comme en se jouant les caravanes des gros camions réservés à l'Intendance. Mais la réalité de l'état de guerre n'apparaît tangible qu'à Ostrovo. C'est là qu'affluent les nouvelles contradictoires et que l'on prend pour la première fois conscience des difficultés d'une campagne en pays macédonien.

La petite ville qui s'étage sur les collines chauves, le lac vapoureux qui la baigne, les cimes tourmentées qui limitent de toutes parts l'horizon et plongent en falaises dans l'eau bleuâtre, le minaret qui émerge de l'ilot désert, les troupes hétérogènes qui bivouaquent sur la plage où se mêlent les uniformes serbes, russes et français, solliciteraient le pinceau du paysagiste, la nonchalance du rêveur, la curiosité du reporter; mais comment peindre, rêver ou comparer, quand les éclairs des « départs » et les geysers terreux des « arrivées » se perçoivent sur le sommet du Khaïmakalan! L'air est si transparent et si léger que la cime disputée paraît toute proche et l'on s'étonne de ne pas entendre le tumulte du combat, de ne pas voir les obus tomber sur la ville où grouillent des militaires affairés. Elle est bien loin cependant et l'on ne peut faire que des conjectures sur le sort du combat furieux qui se livre là-haut. On va vers la gare où se concentrent les résultats d'une activité de fourmière: « Les Serbes ont reperdu le Khaïmakalan, affirme un officier apparemment bien informé. — Mais non! corrige un quidam qui arrive tout essoufflé: les Bulgares ont d'abord réussi leur contre-attaque, mais les Serbes ont tout repris. » Le long d'un train qui sommeille depuis plusieurs heures au bord du quai, — en Orient le temps n'a aucune valeur, même pour le ravitaillement, — des gens qui auraient mieux à faire pérorant, pointent leurs lorgnettes, interrompent leurs vaines investiga-

tions pour commenter les actes du roi Constantin ou les audaces de Vézizelos. Dans les bureaux ouverts à tout venant, de vagues scribes semblent danser le pas des écharpes en agitant sans grâce de polychromes papiers administratifs. Enfin, un remous secoue la foule. Des brancardiers se fraient passage : c'est un convoi de blessés qui arrive, où les Serbes verbeux, les Allemands et les Bulgares dolens sont confondus. Des prisonniers suivent, épuisés par la lutte sauvage qui dure depuis deux jours au corps à corps pour la possession du sommet convoité. On sait alors que nos alliés y ont fait preuve d'une magnifique bravoure et que, grâce à leur constance, ils commencent à progresser sur l'autre versant du Khaïmakalan. Aussitôt la foule se disperse. Les gens affairés oublient leurs affaires pour aller répandre promptement la bonne nouvelle. Ceux que leurs fonctions condamnent aux besognes sans gloire de l'arrière ne sont pas les moins empressés. C'est avec un farouche « ou les aura » qu'ils terminent le récit partout complaisamment colporté d'une bataille dont ils furent les témoins par audition.

Réconfortées par cette espérance, les troupes continuaient, après une nuit fiévreuse, leur marche vers l'Ouest. Elles abandonnaient sur le bord du lac, avant le départ, les encombrantes inutilités qui surchargeaient depuis Salonique les cuisines roulantes et les animaux de bât. Les échappées de vue sur les lacets de la route qui monte vers Gornicevo avaient enfin raison de leur présomptueuse obstination. En vain les fourriers, les gradés aux équipages avaient-ils demandé la veille quelques motifs d'espoir aux conducteurs d'autos, aux notabilités de gîtes d'étapes. Les réponses négatives s'étaient stéréotypées dans un désolant accord. Il fallait donc se résoudre à s'alléger de nouveau pour atteindre sans trop de peine le col qui donne accès dans le bassin de la Cerna. Cette fois, par exception, le verdict de l'opinion publique rendait hommage à la vérité.

Les gradés qui stimulent les hommes, les hommes qui luttent contre les influences combinées de la route et du sac, les muletiers qui s'évertuent à maintenir sur leurs pattes des animaux décidés à se coucher, les conducteurs qui s'ingénient à corriger les lois de la pesanteur par des combinaisons de doubles et triples attelages, n'ont pas l'âme et l'esprit accessibles aux beautés de la nature. Et pourtant, quelle fête pour les yeux dans les paysages qui s'élargissent et s'étendent jus-

qu'aux limites méridionales du lac, dans les gorges où s'enfonce la route entre des rochers roussis, des bois frais, des versans caillouteux et dénudés! Des monceaux de douilles d'obus dénoncent encore les emplacements de l'artillerie qui arrêta l'avance bulgare; des croix modestes protègent le dernier sommeil des combattans tombés dans les rencontres de reconnaissances et d'avant-postes. Mais le soleil qui s'élève, la chaleur qui se concentre sur la route blanche, la soif qui se fait ardente sont de piètres évocateurs d'esthétique et de rêverie pour le fantassin. La poussière s'en mêle, soulevée par les autos innombrables qui se suivent et se hâtent péniblement. Le dédain, la colère, l'envie se succèdent dans leurs sillages nuageux. Des : « Va donc, eh! embusqué! » rageurs ripostent aux meuglemens des trompes, aux rugissemens des claksons.

D'abord, les chauffeurs écoutent ces invectives avec le sourire, puis avec une hautaine indifférence; mais bientôt l'ombre du remords ou de la pitié passe sur leurs physionomies railleuses ou méprisantes. Ils considèrent l'arrière-train de leur camion, le siège rembourré qu'ils occupent et qui offre à côté d'eux une place engageante, les soldats qui s'affalent fourbus dans les fossés ou qui se traînent à pas fléchissans et saccadés. Ils exaucent d'un signe les muettes prières et les convoitises de leurs ennemis : un coup de frein et le camion se fait hospitalier. Sur les marchepieds, les tonneaux, les caisses et les ballots, s'étagent des grappes de troupiers et de gradés qui achèvent sans fatigue la rude étape. La cordialité désormais définitive des relations entre l'automobiliste et le fantassin a son origine sur la rampe de Gornicevo. Plus clément ou plus psychologue que le gendarme, le chauffeur a su se faire pardonner.

Les conducteurs anglais des petites Ford que nos alliés britanniques mettent au service des troupes françaises dans le bassin de la Cerna ne comprenaient probablement pas les injures, mais ils devinaient le sens des curiosités qui se fixaient sur leurs véhicules. Ces autos, qui passaient légères et silencieuses, semblaient vides. Parfois un « khaki » sommeillait entre les ridelles, et on le soupçonnait d'être le convoyeur des victuilles que les popotes d'officiers riches et prodigues envoyaient acheter chaque matin sur les marchés de Salonique. Mais ce n'étaient pas des flacons variés, des caisses de conserves ou des

paniers de légumes qui voyageaient ainsi à vive allure. Quand, d'un signe de tête qui précédait l'arrêt inespéré, le conducteur se montrait secourable, une appréhension vite réprimée arrêtait l'élan des deux ou trois fantassins fourbus qui se précipitaient pour prendre place. Ils apercevaient, en effet, couchés sur le plancher de la voiture, les cinq obus de 155, ou les trente obus de 75, qui s'en allaient ainsi portés vers les batteries du front. Mais le sourire amusé du convoyeur dissipait aussitôt les craintes, en prouvant qu'on pouvait vivre en paix sur un volcan. Du coup, le mystère était éclairci. Mieux que tous les raisonnemens, un auto pour cinq « marmites » révélait les difficultés de la guerre en ce pays lointain. Il ne suffit pas d'y amener des troupes ; il faut les nourrir, les entretenir, évacuer les blessés et les malades, alimenter les canons sans cesse affamés : que de voitures pour le tir quotidien d'une seule batterie !

Portés par les jambes molles ou les autos complaisans, on atteignait enfin Gornicevo. Pendant longtemps, les rédacteurs des ordres de marche en firent la fin d'une étape pour détachemens. Sans doute, sur la carte, le voisinage du lac et d'un cours d'eau bien bleu augmentaient dans les souvenirs de ces messieurs les charmes d'un site réputé au loin, que parfois une randonnée en auto avatt permis d'admirer. Mais si le site est beau avec son moutonnement de sommets chauves et son arrière-plan de miroir liquide terni par les brumes bleuâtres, le cours d'eau n'est qu'un ravin de cailloux et de roches, et le lac est à 7 kilomètres, par un sentier de chèvres ou de comitadjis. Il fallait donc aller plus loin, vers les sources et vers les puits, descendre après avoir monté, jusqu'aux terrasses inférieures de la montagne, sur l'autre versant. Cette déception faisait oublier le réconfort de l'arrivée à Gornicevo. Du col qui le protège contre les terribles vents du Vardar, le village était apparu accueillant. Les costumes des femmes et des enfans faisaient des taches éclatantes dans la grisaille jaunâtre des rocs zébrée de violet dur par le soleil à son zénith. Des soldats serbes accouraient, amènes et bavards, pour faire admirer les effets récents de leur artillerie sur les fortifications improvisées par les Bulgares. Les réseaux barbelés, soutenus par des piquets en fer, étaient à peu près intacts ; les tranchées, au profil et au tracé savans, avaient peu souffert, malgré le relief imposé

par la dureté du sol rocheux. Mais les obus en avaient si bien martelé les abords que les éclats de pierres avaient rendu les parapets intenables. D'ailleurs, la manœuvre française par le Sud y avait plus contribué peut-être que l'attaque du front.

A mesure que s'écartaient les versans de la vallée qui descend dans la plaine de Florina, le théâtre de la guerre s'élargissait devant les regards curieux. De lointains flocons d'ouate dénonçaient les querelles d'artilleurs; mais ils semblaient si tenus dans l'immensité du paysage, le contraste avec les derniers volcans de la Somme était si vif, que la confiance effaçait tout autre sentiment dans les âmes les plus pessimistes: la lutte apparaissait aisée, la victoire facile. Les minarets, les maisons blanches de Monastir, entrevus à travers la gaze bleue de l'air léger, allaient voir bientôt passer des troupes qui balaieraient tout devant elles. Mais les initiés restaient rêveurs. Ils pressentaient des centres de résistance dans les villages dont l'aspect paisible, les arbres touffus, les innombrables troupeaux disséminés à travers la campagne démentaient la sinistre réputation des anciens dominateurs tures et des envahisseurs bulgares. Ils devinaient la puissance des mitrailleuses sur ces terrains plats où nulle ride ne dissimule les formations d'approche et les vagues d'assaut; ils se représentaient les grêles de shrapnells dirigées à coup sûr par les observateurs aux aguets sur les cimes, et projetées par les batteries invisibles derrière les écrans des contreforts. Plus compliquée qu'autrefois se révélait la guerre en pays de montagnes. Les pièges d'une fortification passagère riche en ressources, l'énorme portée, la précision, la force des armes nouvelles plaçaient les clefs des vallées sur les crêtes qui les dominent.

La barrière que les Bulgares étendaient en travers de la plaine apparaissait largement jalonnée par les explosions. De part et d'autre, nulle vie perceptible que celle des troupeaux abandonnés qui punctuaient de taches noires le tapis immense des prés et des champs. Les lorgnettes les plus puissantes ne parvenaient pas à découvrir des cavaliers en reconnaissance, des infanteries diluées en dispositifs d'attaque, en formation d'approche dans la zone battue par les canons. La « guerre de mouvement » semblait finie dès son prologue, et les adversaires semblaient figés dans la « guerre de tranchées. » De positions en positions, l'ennemi pouvait la faire durer longtemps. On le

souçonnait de s'y être préparé, car des racontars couraient dans les bivouacs, les colonnes et les popotes, au sujet des « lignes de Kenali » réputées formidables. Des belvédères de la route en corniche, comme des avions lâchés à la découverte, les yeux fureteurs cherchaient ces lignes fameuses qui protégeaient le camp retranché de Monastir, celles que les espions leur attribuaient plus au Nord comme soutien. On ne discernait que des villages estompés dans la vapeur des marais de la Cerna, et l'inévitable choc en retour faisait lentement succéder le doute à l'espoir. Sans doute les Russes arrivés dans ces parages y créaient une ambiance de fatalisme souriant, et le réconfort se dégageait du grouillement de leurs effectifs copieux. Mais trente mois de guerre avaient démontré qu'on ne renverse pas, sous la seule poussée des hommes, les abris de mitrailleuses et les réseaux de fil de fer. Il faudrait manœuvrer, enlever les sommets, s'assurer le commandement des vues pour retourner au profit de l'assaillant les avantages naturels du défenseur. Encore celui-ci aurait-il la parfaite connaissance d'un pays qu'il sillonnait en tous sens depuis un an et qui ne se dévoilait pour nous que sur des cartes incomplètes, des photographies d'avions insuffisantes, et des rapports d'espions nourris aux deux râteliers.

Dure s'annonçait donc la tâche qui attendait les troupes envoyées de France en renforts, et que les Serbes entreprenaient allégrement. Leurs obus tombaient maintenant sur les pentes Nord de la montagne enfin conquise. Les projectiles fouillaient les ravins, les masses de rochers qui défilaient aux vues des batteries ennemies. Mais, vers l'Ouest, à l'autre extrémité de la plaine, des fumées intermittentes, à peine visibles dans l'éloignement, se soulevaient aux alentours de Florina, et dénonçaient les Bulgares aux aguets sur les hauteurs dominant au Nord la petite cité enfouie dans ses jardins.

LA RETRAITE BULGARE

Les gens de guerre admettent comme un devoir indiscutable l'exploitation à outrance du succès. Mais les praticiens à l'œuvre s'inspirent volontiers de ce principe modérateur : « Il ne faut jamais prendre ses désirs pour la réalité. » D'ailleurs, la vie humaine est faite de contradictions, et les actes démentent

souvent les principes. Pour exploiter un succès, il ne suffit pas d'en avoir le désir ou la volonté : les moyens matériels et moraux ne sont pas moins indispensables. Quand l'ennemi est las de la lutte et songe à la retraite, il faut deviner à temps ses desseins pour les contrarier. Quand l'ennemi « décolle » sous les chocs répétés des troupes d'assaut, il faut des troupes fraîches pour le talonner sans relâche, pour lui inspirer le sentiment de l'impuissance, pour l'empêcher de se ressaisir et de faire tête. Il faut en outre accroître son désordre ou précipiter sa fuite par l'emploi de groupes légers qui menaceront ses lignes de ravitaillement. Au poursuivant il faut des vivres et des munitions en abondance, un service de l'arrière dédaigneux de la routine, méthodique, ingénieux et prévoyant. Lorsque ces conditions, pour diverses causes, ne sont pas satisfaites simultanément, la défaite de l'ennemi se transforme en retraite honorable, et la victoire décisive n'est plus qu'un succès contesté.

C'est ainsi que la campagne de Macédoine est riche en précieuses leçons. Des critiques éminens plus tard viendront, qui interrogeront les champs de bataille et distribueront au petit bonheur l'éloge et le blâme aux belligérens vivans ou défunts. Comme il convient, leurs verdicts seront souvent contradictoires, mais ils s'accorderont pour confirmer, au sujet de plusieurs épisodes, la sagesse de l'aphorisme connu : des deux adversaires est vaincu celui qui croit l'être. Cependant, lorsque le vainqueur par persuasion ne sait ou ne peut « exploiter le succès, » il ne tarde pas à voir combien l'occasion est déesse fantasque, combien sont imprévus ses rendez-vous, et combien elle se lasse vite d'attendre un invité en retard.

Les Bulgares, que la contre-offensive du général Cordonnier et du voïvode Mitchich avait refoulés sur la ligne Florina-Khaïmakalan, ne se trouvaient certes pas dans une mauvaise situation tactique. Ils avaient éprouvé peu de pertes, et ils savaient par l'expérience que leurs positions de la plaine étaient assez solides pour résister à une attaque brusquée. Toute la montagne au Nord de Florina leur appartenait, et le progrès des Serbes sur le Khaïmakalan ne représentait pas encore une sérieuse menace. Ils semblaient terrés pour longtemps dans leurs tranchées discontinues, entre lesquelles s'élançait parfois contre nos avant-postes un escadron audacieux. Ils perfectionnaient et développaient leurs défenses, ils s'amusaient

à rendre désagréables les flâneries dans les rues de Florina, et on les supposait capables d'attendre sur place un choc décisif : « Voilà un petit plateau balayé par deux mitrailleuses, et où il ne faut pas s'aventurer de jour; ce pont est battu par un 88 et ils y font du tir au lapin, même sur un isolé... » disaient obligeamment les anciens aux nouveaux venus qui les relevaient, tout comme en France, dans leurs tranchées. Cependant, cette situation paraissait anormale aux théoriciens : « Ils nous amusent par un rideau sur une avant-ligne, tandis qu'ils complètent l'aménagement de leurs lignes de Kenali qui sont leur position principale. Nous n'avons qu'à foncer dessus! » Foncer dessus, on y songeait. En attendant de passer aux actes, nos patrouilles de nuit s'évertuaient à garder le contact.

Les théoriciens avaient raison. Un beau matin, au point du jour, quelques Sénégalais envoyés en corvée à Florina s'aventurent, pour abrégé le retour, sur un sentier prohibé. Ils arrivent sans encombre, à la grande surprise de leur chef de section. Quoique la fin de la nuit ait été encore agitée par des échanges de grenades, ce silence paraît suspect. Des éclaireurs s'aventurent en rampant près des tranchées bulgares; encouragés par l'impunité, ils franchissent le réseau sommaire, disparaissent derrière le parapet. On les croit perdus, mais ils apparaissent en gesticulant : « Ils sont partis! » s'exclament-ils. Ces cris répétés tout au long de nos lignes font sortir de leurs trous gradés et soldats engourdis par le froid du matin. On interroge, on s'ébaudit. Dans la plaine, nos voisins russes ont dû faire des remarques identiques, car des groupes tenus se glissent comme de petites chenilles dans les fossés, derrière les talus, et s'ébranlent déjà vers le Nord. Le téléphone fonctionne à coups d'appel précipités. La montagne s'anime. Quel beau démarrage! Malgré la fatigue de la relève opérée dans la nuit, Sénégalais et coloniaux vite équipés en guerre s'efforcent d'atteindre par-dessus croupes et ravins l'ennemi fugitif. Mais celui-ci devait avoir pris de l'avance, car nul barrage d'artillerie, nul crépitement de fusillade n'arrêtèrent ce jour-là l'élan des poursuivans.

Ainsi les Bulgares avaient pu « se décrocher, » malgré la proximité des adversaires, en trompant la vigilance des sentinelles, des patrouilles et des observateurs. Ils avaient pu s'éloigner à leur heure, en bon ordre, sans être inquiétés. Ils ne

laissaient derrière eux que de misérables trophées : quelques traîneurs tapis dans les villages et qui se rendaient gaiement à nos éclaireurs, quelques fusils abandonnés dans les fossés, quelques épaves de bivouacs prestement levés. Les emplacements de batteries étaient nets, et l'on n'y trouvait même pas de douilles d'obus. Les boyaux amorcés, les tranchées ébauchées confirmaient le caractère d'avant-ligne à la position qui avait arrêté nos troupes pendant un mois. Les indigènes se montraient indifférens à ce retour de fortune. Ils n'acclamaient pas leurs libérateurs, et ils leur vendaient très cher des poules, des légumes et des œufs. Ils en étaient abondamment pourvus, car les Bulgares avaient respecté ces signes extérieurs de l'aisance, et les villageois en profitaient pour les céder au prix fort aux Français. En toute hâte, emportés par le torrent de la poursuite, on les interrogeait dans un « pidgin » que comprenaient les anciens émigrans revenus d'Angleterre et des États-Unis. Ils étaient nombreux, et des femmes, des enfans aux figures avenantes et fraîches les entouraient : « Atrocités bulgares ? — Nous ne savons pas. — Où sont-ils ? — Là-bas, plus loin que Bitoli ! » Et leurs gestes vagues montraient la plaine qui s'élargit au Nord de Monastir.

Oui, évidemment, on aurait dû « foncer dessus » la veille, ou les jours précédens, ne manqueront pas de conclure les stratèges de cabinet en évaluant les résultats probables d'une attaque brusquée. Mais ceux-là savent-ils ce que ces deux mots volontiers employés : « foncer dessus, » représentent d'aléas et de pertes ? L'audace réfléchie, la témérité inconsciente procèdent d'états d'âme qui n'ont entre eux aucun rapport, et nul chef n'a le droit d'être inconscient. Sur le terrain en tapis de billard de Macédoine et d'ailleurs, il faut avoir vu les fantassins fauchés comme des épis mûrs par une ou deux mitrailleuses dissimulées derrière un petit buisson, par une batterie insoupçonnée, pour comprendre ce que signifient d'intempestifs accès de « furie française » sans le secours des réserves puissantes et manœuvrières. En réalité, les Bulgares laissaient le champ libre. Un savant calcul déterminait-il leur manœuvre, d'ailleurs difficile et fort habilement exécutée, ou l'ennemi fut-il seulement impressionné trop tôt par l'avance méthodique des Serbes sur les crêtes dominant son flanc gauche, par l'arrivée simultanée des renforts russes et français dont ses espions exagéraient

le nombre et les moyens d'action? Voulut-il nous attirer sur un terrain connu, machiné comme une scène de théâtre, dont les détails étaient repérés sur un minutieux canevas de tir qui permettait de frapper à coup sûr? ou craignait-il d'affronter le choc des troupes fraîches, dont l'élan combiné avec une manœuvre enveloppante transformerait en désastre une facile rupture du front? Les historiens militaires discuteront plus tard ces hypothèses et confirmeront une fois de plus la sagesse de la sentence de Pascal sur les rapports des Pyrénées et de la vérité! Quoi qu'il en soit, les troupes alliées marchaient ce jour-là de toute leur vitesse derrière un invisible ennemi. Mais les fantassins les plus agiles sont moins rapides que des avions et des chevaux, et nul escadron, nulle escadrille ne couraient ou volaient devant eux sur les traces. Le contact était perdu.

Le soir, au bivouac, la joie se reflétait partout, sans mélange. Les oreilles les plus exercées ne percevaient aucun bruit révélateur d'escarmouches aux avant-postes; nul village ne flambait, aucun exode d'indigènes larmoyans n'encombrait les chemins. Les imaginations enfiévrées précédaient l'ennemi sur ses lignes de retraite et le voyaient se hâtant vers la Babouna. Glorieux et condescendants, quelques Russes n'hésitaient pas à donner aux affinités slaves le mérite de ce succès obtenu sans coup férir : « Les Bulgares savent que nous sommes venus dans le pays avec vous, et ils se sont refusés à une lutte fratricide. » Des Français les écoutaient, impressionnés par les soudains effets de la voix du sang qu'ils n'avaient jusqu'alors contemplés qu'à l'Ambigu. D'autres acquiesçaient avec une sceptique politesse et, s'engouffrant sous leurs tentes, ils se rappelaient les prophéties sur la guerre de mouvement, qui avaient adouci naguère, quand ils s'éloignaient de France, l'amertume de leur départ. Ils en voyaient l'accomplissement et ils se félicitaient de prendre part à une campagne qui débutait pour eux sous d'aussi favorables auspices. Quant aux soldats, ils ne s'attardaient pas à épiloguer. Tôt couchés, en prévision des fatigues du lendemain, ils s'endormaient sur de réconfortantes impressions : la course derrière Boris était plus amusante que le guet dans une tranchée; les cuisines roulantes avaient suivi, et l'Intendance était aussi arrivée sans grand retard.

Cependant l'ennemi n'était pas aussi loin qu'on le supposait. Le lendemain, les salves de cent vingt fusans et percutans qu'il

lançait sur les zones de passage obligé, les escarmouches de petits groupes qui utilisaient à merveille les talus des champs, les rives boisées des ruisseaux, les bosquets d'arbres des prairies, étonnaient, sans les convaincre, les optimistes impénitens. Ils voyaient d'ailleurs dans ces tiraileries la preuve de leur sagacité. Certes, dans ce pays semblable au Bocage vendéen, la résistance pied à pied était facile; elle aurait pu nous coûter cher. En ne s'y décidant pas, les Bulgares confirmaient leur volonté d'aller loin, vite et sans arrêt. Ces beaux obus tout neufs aux couleurs italiennes, qu'ils lançaient à profusion, ces faibles détachemens de fantassins qui battaient l'estrade, n'étaient que des obstacles semés par une arrière-garde talonnée, pour retarder ou empêcher la bousculade du corps principal. On gagnait donc du terrain, et il fallait se hâter de déchirer le rideau que l'ennemi s'efforçait d'étendre sur ses mouvemens.

Les professeurs d'art militaire mettent volontiers leurs élèves en garde contre les dangereux effets de « l'idée préconçue. » La plupart interprètent ainsi la lettre et non l'esprit de l'aphorisme napoléonien : « s'engager d'abord partout et voir après. » A tort, croyons-nous, car toute offensive stratégique est impossible sans « idée préconçue » qui impose à l'adversaire le plan, la manœuvre et la volonté. Dans le domaine tactique, même, la prise de contact doit procéder d'un plan, dont cette prise de contact démontrera seule la sagesse. Le secret des grands capitaines est dans le produit de la souplesse d'esprit par la rapidité de décision. Il représente, selon les circonstances, soit la persévérance dans l'idée primitive, soit une combinaison nouvelle, qui donnera le succès. L'idée préconçue n'a donc rien de commun avec l'illusion obstinée. Autant la première peut être féconde, autant la seconde est sûrement néfaste. Combinées, elles procurent souvent de coûteux déboires. C'est pourquoi il ne convient pas de prendre, à la guerre ni ailleurs, ses propres désirs pour des réalités. Si quelqu'un s'enfonce complaisamment dans l'erreur, tout contribue à l'y enfoncer.

Un grand chef avide de nouvelles, par exemple, se rapproche à cheval d'un régiment qui progresse depuis le matin sous le feu de l'artillerie et de l'infanterie ennemies. Les troupes sont peu nombreuses; tous les régimens sont engagés selon un dispositif linéaire, chacun dans sa zone de combat. Derrière elles s'allongent, sur les chemins parallèles, les colonnes d'une faible

artillerie de campagne qu'on ne peut utiliser, les théories des trains et des services de la petite armée. L'ennemi est en retraite et on le croit démoralisé. La distance, les rideaux d'arbres épars sur un sol plat empêchent de voir l'action. Passe un soldat blessé allant vers l'arrière : « Votre colonel est-il loin ? — Oh ! oui, à trois kilomètres d'ici. — Et vous-même, étiez-vous loin du colonel quand vous avez été touché ? — Oui, peut-être plus d'un kilomètre. » Trois plus un égale quatre, calcule aussitôt le grand chef qui prend sa carte, mesure au curvimètre, et conclut gaiement : « Mais alors, nous avons dépassé Velusina ! » La carte est fautive, l'échelle est assez petite pour amplifier démesurément les erreurs. Qu'importe, puisqu'elle confirme l'illusion : l'ennemi ne s'est pas arrêté à la barrière qu'il avait édifiée avec soin. Mais, demain, les troupes s'y heurteront. Les Bulgares qu'on croyait loin y feront honneur pendant plusieurs semaines à leurs maîtres allemands. Le tableau des pertes montrera de nouveau que la vaillance ne suffit pas pour renverser tous les obstacles.

Les lignes de Kenali révélaient ainsi tout à coup leur force de résistance. De leur structure, de leur tracé, de leurs moyens de défense on ne savait rien, ou presque rien. Leur camouflage déroutait les plus perspicaces observateurs. On ne pénétra que plus tard le mystère de leur invisibilité dans la plaine, qui les rendait invulnérables. L'ennemi connaissait les particularités du terrain, compact et dur pendant l'été, mais couvert de marécages pendant l'hiver. Aussi les tranchées étaient-elles peu profondes, mais une plongée raccordée au sol naturel par une pente très douce masquait le relief du parapet qui assurait aux fusils et aux mitrailleuses un vaste champ de tir. Vus de face, ces talus soigneusement gazonnés semblaient se confondre avec la ligne d'horizon et déliaient tous les réglages. Les réseaux dissimulés dans les chardons, dans les joncs qui çà et là couvraient les pâturages naturels, derrière les bordures des fossés d'irrigation, cachaient leurs piquets révélateurs aux patrouilles d'infanterie que les ruses d'approche les plus subtiles ne préservaient pas, le jour, de coups bien ajustés. La nuit, les Bulgares plaçaient contre les fils de fer une chaîne de petits groupes terrés au ras du sol et qui faisaient du tir systématique par salves ininterrompues. Des milliers de balles passaient, et la gêne qui en résultait pour les reconnaissances, combinée avec

les difficultés de l'observation diurne, avait prématurément arrêté notre première ligne devant ses objectifs. L'intervalle qui l'en séparait était double ou triple de « la distance d'assaut » où l'on a coutume, sur le front occidental, de placer les parallèles de départ. En arrière et tout proche de ce système ingénieux, plusieurs villages organisés en centres de résistance offraient aux troupes des abris plus confortables que les tranchées occupées seulement par des garnisons de sûreté avec lesquelles elles communiquaient par des fossés aménagés en boyaux. Les tertres qui commémoraient depuis des siècles les tombes oubliées des roitelets locaux étaient creusés en postes d'observation et de mitrailleuses; capitonnés de ciment armé, ils pouvaient défier les projectiles de notre artillerie lourde, et leur camouflage habile les vouait moins aux coups des 155 que les clochers et les maisons.

Sur les montagnes qui dominant la plaine et qui couvraient les flancs des lignes de Kenali, l'adversaire avait usé de moins d'artifice. Les versans abrupts, les flanquemens naturels dans les roches, l'impraticabilité des sentiers, protégeaient ses tranchées mieux encore que les épais réseaux visibles de loin. Mais on devinait, dans les ravins, les abris à contre-pente qui mettaient la garnison et le matériel hors de l'atteinte des obus. Pourtant les bois, les vallées encaissées, les arêtes rocheuses nous invitaient aux offensives où la valeur des troupes et l'initiative des moindres chefs pouvaient assurer peu à peu l'avantage à l'assaillant.

Ainsi, dans la plaine, on se trouvait devant une position dont la force était mal connue et que son apparence bénigne faisait supposer peu redoutable; dans la montagne, il semblait presque impossible de tenter autre chose que des conquêtes d'observatoires et d'emplacements dominans pour l'artillerie. La difficulté des ravitaillemens par animaux de bât et chars indigènes rendait en effet les projets d'attaque générale sur les hauteurs moins séduisans que des plans de bataille bien ordonnée dans la plaine, dont les péripéties tentaient déjà les opérateurs de cinémas. D'ailleurs, tout y conviait : les villageois qui persistaient à indiquer la région de Prilep comme refuge de l'ennemi en fuite; les déserteurs bulgares avec les doléances habituelles sur la morgue de leurs officiers allemands, sur la lassitude et la misère des soldats; enfin la prudence d'adversaires qu'on ne

voyait pas et qu'on soupçonnait de dissimuler leur faible nombre et leur nervosité par les tiraileries sans but de la nuit. Des légendes couraient sur un aviateur haut gradé qui avait plongé ses regards dans les lignes et les avait vues vides; à quoi les guerriers méfians répondaient que l'avion fait toujours cacher le combattant qui ne peut se maquiller comme une voiture, un observatoire ou un canon.

Après deux essais d'attaque brusquée où Russes et Français rivalisèrent d'audace, il fallut bien se rendre à l'évidence. Elle était désagréable pour l'amour-propre des optimistes béats et présomptueux. Elle décevait les espoirs que les favorables débuts de l'offensive propageaient au loin. Elle enseignait aux chimistes que les « obus spéciaux » ne sont, pas plus que l'anticléricalisme, article d'exportation. Elle prouvait enfin, à ceux qui n'y voulaient pas croire, la solidité respectable des troupes ennemies. En vain faisait-on appel à la voix du sang pour amollir les résistances. Les Bulgares restaient insensibles aux charmes des mélodies slaves que des soldats russes, astucieusement choisis, chantaient la nuit devant leurs petits postes : ils infirmaient par des coups de fusil la sagesse de l'aphorisme sur les rapports de la musique et des mœurs.

Avec leurs flancs bien appuyés à des montagnes hérissées d'obstacles, avec leurs abords bien battus par les feux de flanc, avec leur champ de tir sans limites, les lignes de Kenali possédaient donc les caractéristiques essentielles que les anciens cours de fortification réclamaient pour une bonne position défensive. La garnison était nombreuse et résolue. Elle avait une artillerie puissante et bien servie qui pouvait répondre avec largesse aux coups précipités de nos 75. On se trouvait ainsi ramené à la guerre de siège par une évolution rapide qui faisait franchir en quelques jours chacune des étapes où les belligérans du front occidental s'étaient attardés pendant des mois. La fougue du début, qui procédait des témérités d'Alsace et de Belgique, se muait en patience méthodique et méticuleuse, comme dans les secteurs les plus perfectionnés de la Somme ou de Verdun. Croquis, projets, comptes rendus, notes et circulaires volaient en tourbillons entre les états-majors et les tanières des officiers de troupe. Chefs et subordonnés calmaient ainsi les impatiences de l'attente dans une débauche d'écrits conforme à la loi connue : le nombre de papiers réclamés par l'arrière

à l'avant est en raison inverse du cube du nombre d'obus ennemis reçus par l'avant. Mais le papier a moins d'influence que la manœuvre sur les événemens de guerre. Tandis que la foule des combattans se voyait déjà figée dans les tranchées vouées à l'inconfortable par la rareté du matériel, les grands chefs sur la montagne et dans la plaine préparaient lentement l'acte décisif.

La rupture du front était impossible, ou trop onéreuse, si la montagne demeurait inviolable. Mais le voïvode Mitchich n'avait pas besoin d'aviver la foi robuste de ses soldats. Peu à peu, des combats incessans leur donnaient des sommets, les rapprochaient de l'alignement sur lequel se tenaient depuis six semaines les Russes et les Français; peu à peu, leurs progrès d'abord insensibles devenaient une menace pour la gauche des lignes de Kenali qui se trouverait bientôt exposée au feu d'entfilade des canons. Dans la plaine, les explorations des patrouilles, les lorgnettes des observateurs révélaient enfin dans la position bulgare que l'on avait cru sans défaut une fissure causée par la répercussion des chocs serbes sur les hauteurs. Pression violente sur le centre, coup de main par la fissure, attaque fougueuse dans la montagne, tout fut combiné en grand secret pour jouer le grand jeu.

Si les Bulgares ne connaissaient encore que par ouï-dire le type des combats sur le front français, ils en eurent du moins, le 14 novembre, une réduction à leur taille. De notre côté, même, les vétérans de l'Armée d'Orient ne soupçonnaient pas la violence des préparations d'artillerie qui s'est manifestée, depuis la bataille de Champagne, jusque dans le moindre coup de main. Ils n'en avaient jamais tant vu, quoique le bombardement par 155 et 120, qui en Macédoine paraissait effroyable, ne fût qu'une pâle imitation des séances de la Somme ou de Verdun. Mais tout est relatif : lorsque les engins de destruction sont plus puissans et plus perfectionnés, les moyens de protection sont plus efficaces. Il est au moins aussi dangereux d'attendre les arrivées des humbles 150 dans une tranchée à ciel ouvert, si profonde soit-elle, que celle des orgueilleux 270 ou 305 dans un abri-caverne sous 6 mètres de terre. Le combattant ne peut donc se confier, comme en France, qu'à sa bonne étoile. Mais il peut aussi mettre à son actif le nombre restreint des obus qui lui sont destinés. On n'a pas, comme en France, des dépôts

illimités à portée des canons, car les chemins sont mauvais et les transports incertains. On n'a pas de réserves d'hommes nombreuses pour combiner, alimenter une attaque de grand style. Tout est mesquin, sauf la difficulté des entreprises et la bravoure des exécutans. Quelque parfaite que soit son habileté, quelque consommée que soit son expérience de la guerre contemporaine, un chef militaire en Macédoine est condamné à ne pas voir et à ne pas faire grand. Il doit s'y résigner, s'il n'est pas servi par un concours exceptionnel de circonstances qui pourrait élargir ses plans. Les projectiles sont vite épuisés, les troupes sont promptement à bout de souffle, et les renforts sont loin, quand il y en a. Aussi les projets d'engagement général se transforment-ils presque toujours en tentatives plus ou moins efficaces d'attaques locales.

Celle qui fut montée le 14 novembre dans la plaine de l'Est de Kenali restera pendant longtemps un des modèles du genre, car elle donne un relief saisissant aux caractéristiques de la bataille de positions sur le front macédonien. Les 155 courts, les 155 longs, les 120 qu'on avait amenés à grand'peine firent ce que l'on appelle « du bon travail » pendant la période préparatoire. On avait aménagé le terrain d'attaque selon les dernières règles de l'art; mais aucune troupe de manœuvre n'attendait en arrière du rideau formé par les bataillons d'assaut. Or, si le front d'attaque était convenablement martelé, si les réseaux volaient peu à peu en miettes et livraient enfin passage aux vagues déchainées, les organes de flanquement restaient en dehors de la zone étroite où l'artillerie concentrait son tir; ils conservaient toute leur efficacité! Ainsi, faute d'effectifs et faute de matériel, l'assaut donné aux Bulgares ne pouvait être qu'une belle passe d'armes où la parade fut aussi rapide que l'attaque fut fougueuse. Les deux adversaires se retrouvèrent face à face, guettant une défaillance dans le conflit de leurs volontés maintenant arrivé au paroxysme. De notre côté, Sénégalais et marsouins comprenaient bien que le moment était proche où la victoire jusqu'alors hésitante se donnerait au plus têtù. Les actes de bravoure folle et d'héroïsme conscient, dont le récit haché bruissait de bouche en bouche, galvanisaient les survivans qui oubliaient de se compter. Rasant le sol dans la grisaille du crépuscule naissant et des fumées d'explosions, les brancardiers rapportaient les blessés qu'ils ne voulaient pas

exposer aux piétinemens d'un nouvel assaut. Des soldats rampaient, sous la voûte sonore des projectiles pour aller chercher leurs chefs ou leurs camarades, et n'entraînaient le plus souvent dans nos lignes que des corps déchiquetés. En face, entre les obus devenus rares et sous le gazouillis continu des balles, les Bulgares s'agitaient dans une activité qu'on devinait fébrile, à l'abri de leur parapet dont ils s'efforçaient de réparer les ravages. Ils lançaient des grenades au hasard; les salves diluées des fusils crépitaient innombrables, les fusées éclairantes s'élançaient en sifflant. Ce vacarme faisait présager pour le lendemain une résistance farouche d'adversaires résolus à tenir jusqu'au bout.

Il semble, en effet, que l'ennemi ait été trompé par la puissance d'une préparation et la violence d'une attaque où il supposait engagés de gros effectifs. Tandis qu'il se réjouissait sans doute de sa victoire apparente et réservait à la plaine ses forces et ses soins, les Serbes, qui avaient gravi peu à peu les pentes méridionales du massif contourné par la Cerna, mettaient soudain la gauche bulgare en péril. Sans doute, les Français au centre, les Russes à droite, étaient maintenus dans leurs lignes; mais que valait ce succès, d'ailleurs passif, contre la défaite éprouvée vers Polok? Trente canons, près de mille prisonniers, un matériel considérable, étaient les trophées ramassés par les troupes du voïvode Mitchich au temps où deux régimens mixtes de Français et de Sénégalais donnaient à l'Est de Kenali un assaut infructueux. Derrière les sommets couronnés par les Serbes, l'artillerie pourrait bientôt prendre à revers les défenseurs. Il fallait donc se hâter d'échapper à une étreinte qui s'annonçait d'autant plus redoutable qu'un péril nouveau avait surgi.

Sur les fronts stabilisés, inabordables en apparence, la guerre actuelle a remis à la mode les petites opérations dénommées « coups de main. » Ils ont pour but l'enlèvement d'une patrouille ou d'un petit poste, coûtent beaucoup en général et rapportent peu. Mais, dans une période parfois très longue d'inertie guerrière, ils étoffent les communiqués, calment les impatiences des stratèges civils de l'arrière et stimulent l'esprit offensif des guerriers de l'avant. Aux approches des grandes mêlées, ils sont tentés par séries, pour vérifier « l'ordre de bataille, » pour maintenir l'ennemi dans son incertitude

sur la zone d'attaque, pour l'inciter à quelque fausse manœuvre telle que le déplacement intempestif de fantassins et de canons. Ils procèdent tous d'un même type : feintes d'artillerie aux environs, destruction rapide du réseau par torpilles, barrages par gros calibres autour de l'objectif, incursion d'agiles volontaires ou d'exécutans dressés à ce genre de sport, capture de quelques prisonniers, ou sabotage d'une mine, ou déception, suivis d'un violent tir de représailles sur les tranchées de l'agresseur. Rares sont les coups de main tentés d'après des formules différentes où l'art tient plus de place que le schéma.

Le dispositif en échelon des positions ennemies de part et d'autre de la Cerna semblait en offrir une occasion favorable. Sous la poussée des Serbes, les Bulgares avaient en effet évacué, quelques jours auparavant, leurs défenses sur la rive gauche de la rivière, qui s'appuyaient sur Brod, et ils s'étaient installés sur les contreforts de la montagne. Ils n'avaient pas eu le temps de relier par un solide pan coupé les tronçons disjoints de leur ligne, et ils se confiaient à la Cerna pour fermer la fissure béante qui les séparait. Quelques guetteurs veillaient la nuit loin de la rive droite qui leur appartenait et qui contournait une vaste presqu'île de prairies naturelles et de marais habités par des chevaux et des buffles abandonnés. On pouvait donc, avec de l'adresse, traverser la rivière, prendre à dos la position, ouvrir une large brèche dans les réseaux. Or, avant l'aube du 14 novembre, une équipe de pontonniers serbes avait charrié, à proximité de la Cerna, des nacelles qu'on transportait ensuite à bras et qu'on mettait à l'eau sans bruit. Un détachement de cent marsouins environ, avec des mitrailleuses, y prenait place, et les pontonniers le déposaient sur la rive bulgare. Du chef au dernier exécutant, chacun avait étudié, à la vue, pendant une semaine, les itinéraires et les objectifs ; le clair de lune, qui pouvait nuire à l'entreprise pendant la traversée de la Cerna, la favorisait pendant la marche sur un terrain marécageux et dépourvu de repères. La petite troupe se dirigeait droit vers son but, sans s'arrêter à d'inopportunes tiraileries. Elle savait qu'il fallait réussir ou périr, comme les Espagnols de Cortez, car la retraite n'était plus possible, puisque les pontonniers avaient enlevé sans retard leurs fragiles bateaux. Elle prenait à dos la tranchée dont les défenseurs, surpris et d'ailleurs peu nombreux, s'enfuyaient en la disputant à

coups de grenades, s'y étendait jusqu'à l'objectif indiqué, détruisait les réseaux, ouvrait ainsi un large passage dans la barrière que nos troupes pourraient désormais franchir. Les officiers étaient hors de combat dès le début de l'affaire, mais les sous-officiers les remplaçaient de leur mieux. Le détachement, terré au cœur de la position ennemie, prêt à aider les assaillans de la plaine s'ils faisaient une trouée, était une menace redoutable dans son apparente inertie.

De deux adversaires aux prises, est vaincu celui qui croit l'être. Chez nous, ce soir-là, la nouvelle du triomphe serbe à Polok n'était pas encore parvenue dans nos états-majors qui n'avaient pas de liaisons rapides avec le voïvode Mitchich. Les plus optimistes ne songeaient pas à tenter un nouvel assaut ; la troupe isolée dans la position bulgare semblait à la merci d'une contre-attaque nocturne et recevait l'ordre de rentrer dans nos lignes par la brèche qu'elle avait pratiquée chez l'ennemi. Tandis qu'elle se retirait furtivement mais en bon ordre, avec ses blessés et ses morts et quelque butin, les Bulgares se dégageaient avec prestesse, par les moyens qui leur avaient si bien réussi devant Florina. Furent-ils découragés par leur grave échec dans la montagne ? Craignirent-ils pour le lendemain, dans la plaine, des attaques concentriques, grâce au succès du coup de main qui permettait d'amener sans dommage des troupes fraîches sur leur flanc ouvert ? La croyance en notre supériorité numérique, avec ses conséquences, leur fut-elle imposée par la violence de nos efforts ? Avaient-ils atteint ce jour-là le maximum de résistance fixé au préalable dans un programme de manœuvre qui les conduirait hors du guépier macédonien, en maintenant sauve leur réputation militaire ?

Cette dernière hypothèse est la plus plausible. De nombreux indices faisaient supposer que les Bulgares se donnaient le temps d'évacuer le matériel et les approvisionnemens rassemblés à Monastir et dans les centres populeux de la plaine, en prévision d'une campagne d'hiver. Les Serbes exultaient. Ils voyaient déjà l'entrée triomphale du roi Pierre à Monastir, qui deviendrait, en attendant des jours meilleurs, la capitale d'une petite Serbie toujours vivante, le siège d'un gouvernement las d'habiter en garni ou d'être l'invité importun d'hôtes trop polis pour s'en plaindre. Dans leur hâte d'être « chez soi, » ils précipitaient leurs attaques sur la chaîne de montagnes qui leur

était donnée comme zone d'opérations ; ils mangraient contre la lenteur des Russes et des Français dans la plaine, des Français dans le massif montagneux qui sépare le bassin de la Cerna du lac Prespa. Leur fougue contrariait les projets des Bulgares. Elle les faisait pénétrer comme un coin dans le dispositif ennemi, par des succès partiels dont le total provisoire contraignait l'adversaire à reculer et déterminait un nouveau bond de leurs alliés.

A cette lente offensive par échelons les Bulgares opposaient leur parade méthodique. Ils rompaient d'un seul coup pendant la nuit et reportaient leur front en arrière, juste assez loin pour le mettre hors de portée de notre artillerie dont le déplacement leur assurait un répit nécessaire pour l'exécution de leur plan. Ils se croyaient encore talonnés par des forces imposantes, et cette illusion que leur donnait la prise successive des cotes 1212 et 1378 par les Serbes, l'attaque fougueuse des Russes sur la Bistrica, déterminèrent l'abandon de Monastir plus vite qu'ils ne l'avaient sans doute projeté. Afin d'alléger leur retraite, ils incendièrent leurs magasins sans toucher à la ville, et les énormes gerbes de fumée, les nappes de flammes qui montaient plus haut que les minarets annoncèrent au loin, pendant tout un jour et toute une nuit, la résolution de l'adversaire qui s'avouait vaincu.

L'occasion était donc propice de changer sa retraite en déroute, de donner tout au moins de l'air à Monastir, où le général Leblois, commandant des forces disparates de l'Entente dans cette partie de la Macédoine, faisait son entrée le 19 novembre. Le barrage provisoire que les Bulgares tendaient entre les montagnes 1050 et 1248, pour retarder la poursuite, ne paraissait défendu que par de faibles arrière-gardes : « On doit tenir trois jours et s'en aller ensuite à Prilep, » affirmaient les déserteurs et les prisonniers. Mais la mince barrière n'était pressée que par un rideau ténu. Si l'ennemi était battu, les vainqueurs étaient peu nombreux et las. Les chefs bulgares ne tardèrent pas à le deviner. Ils y furent aidés par leurs conseillers allemands. De la mollesse de l'attaque ils conclurent à l'inefficacité de la poursuite et à la possibilité de garder un terrain qui n'était pas encore perdu. Ils ramenèrent vers le Sud les détachemens qui avaient déjà dépassé Prilep ; ils fixèrent par des contre-ordres les troupes qui reculaient lentement dans les montagnes à

l'Ouest de Monastir. Peu à peu les tranchées provisoires, les ouvrages de campagne se hérissèrent de défenses et se garnirent de renforts. On supposa même, un moment, que les Bulgares allaient renverser les rôles. Mais le demi-succès de Roumanie, les hésitations du roi Constantin à prendre le parti auquel le conviaient de rusés conseillers, l'hiver approchant qui transformerait les plaines en lacs de boue et les montagnes en chaos inhabitable, plus encore que l'épuisement général ou les risques d'une offensive, ont maintenu les Bulgares dans des positions qu'ils améliorent chaque jour.

De notre côté, après quelques efforts dont la violence de plus en plus atténuée consacrait l'impuissance, on avait adopté une attitude d'attente, imposée d'ailleurs par les événemens. Le troisième acte de la campagne d'Orient se terminait donc sur un demi-succès. La presse française avait, un peu légèrement, transformé l'entrée à Monastir en victoire féconde. Monastir n'est pas encore la capitale provisoire d'une Serbie ressuscitée; elle est sous le feu des canons bulgares qui ne la bombardent qu'à bon escient, et l'ennemi lance des flammes sur le sommet de la montagne 1050 pour en chasser nos amis italiens. Mais si beaucoup d'illusions ont été déçues, les espoirs justifiés nous restent. Les troupes hétéroclites du général Leblois étaient peu nombreuses. Elles ont pu cependant refouler un ennemi valeureux et bien organisé. Leur fière contenance a supprimé chez l'adversaire toute velléité d'un facile retour offensif. Les Bulgares ont exécuté avec une maëstria incontestable une manœuvre en retraite qui leur vaudra les éloges des connaisseurs. Mais ils en auront moins d'orgueil quand ils connaîtront la force réelle des troupes qui les y ont contraints.

L'ARMÉE D'ORIENT

On a cru pendant longtemps que la machine militaire de l'Entente en Orient resterait en panne dans les environs du camp retranché de Salonique. La campagne dans le bassin de la Cerna prouve que ses rouages ont surmonté les résistances du point mort et qu'ils peuvent pousser en avant cette machine puissante, mais encore mal équilibrée. L'arrêt près de Monastir n'est qu'un incident de route, et le général Sarrail saura bien remettre quand il le faudra le moteur en mouvement. La course

vers la victoire ne sera pas aussi aisée que l'affirment depuis bientôt trois ans les optimistes béats; mais où serait le mérite, si nous arrivions sans encombre à destination?

Déjà, l'offensive en Macédoine, malgré son arrêt apparent, peut intéresser un observateur. Elle mêle dans le cours de ses événemens les diplomates et les financiers, les révolutionnaires et les loyalistes, les gens de lettres et les guerriers. Mais il serait inopportun, et en tout cas malséant, de blâmer ou d'absoudre, de regretter ou de prophétiser, selon que l'on regarde par tel ou tel bout de la lorgnette, les manœuvres des combattans, les fluctuations du roi Constantin, les embarras de Venizélos, les combinaisons des chancelleries. Que valent toutes les arguties contre la limpidité des faits? Or, des faits militaires, les seuls qui nous intéressent actuellement, se dégagent des leçons dont la sagesse est démontrée par l'expérience.

D'abord, la rudesse de la tâche que doit accomplir l'armée d'Orient. Cette armée n'est pas un tout homogène, comme celles qui opèrent sur les fronts italien, russe, asiatique et français. En comptant bien, on y trouve : des comitadjis albanais, des Monténégrins, des Italiens, des Russes, des Anglais, des Français, des Serbes, et même des volontaires macédoniens.

Les pays de Macédoine où cette armée disparate se mesure avec ses adversaires sont moins connus que les classiques théâtres d'opérations dont les caractéristiques les plus futiles étaient passées au crible de l'analyse dans les écoles militaires du temps de paix. Les cartes sont erronées, les routes rares, les ressources locales insuffisantes, les bases éloignées, les transports incertains et lents. Les combinaisons du stratège, les projets du tacticien sont souvent contrariés par l'imprécision des données topographiques et climatériques, autant que par la difficulté des ravitaillemens. Si, sur le front français, un réseau serré de routes magnifiques double un système complet de voies ferrées, en Orient il faut toujours compter sur les déceptions que réservent les pistes tracées à double trait sur les cartes par les topographes, et au hasard dans les champs par les chars des villageois. Le damier de montagnes et de plaines, outre qu'il met à de rudes épreuves l'habileté des services de l'arrière, convient admirablement à une guerre d'usure où le terrain est défendu pied à pied.

Cette guerre, les combattans du front français qui ont vu

les champs de bataille de Champagne, de Verdun, de la Somme, et dont les oreilles bourdonnent encore du tumulte des canons monstrueux, en parlent avec un sourire condescendant. Ils la comparent volontiers à une guerre coloniale, et il ne faudrait pas trop les presser pour qu'ils ne fissent aucune différence entre les Bulgares ou les Turcs, et les « nègres » ou les « Chinois. » Les rescapés des grosses marmites et des mines-volcans sont dans l'erreur. En Orient, le canon parle moins fort ; mais les mitrailleuses et les fusils sont plus bavards. Je connais tels régimens qui ont subi des pertes plus lourdes dans une marche d'approche ou une attaque en Macédoine que dans les premiers chocs de Belgique et dans les célèbres assauts de tranchées en France. Si les torpilles et les obus suffocans ou lacrymogènes, si les jets de flammes et les nappes de gaz sont d'un usage peu commun, ce n'est pas faute de savoir s'en servir ; mais ces engins, qui représentent l'article de luxe dans la guerre actuelle, sont d'un transport et d'une installation difficiles, et les deux adversaires ont assez de mal pour se procurer en abondance l'article courant. Ils l'emploient d'ailleurs avec générosité.

Quiconque supposerait que la fougue française, la ténacité britannique, l'héroïsme serbe, la valeur italienne, l'impassibilité russe, la finesse macédonienne et monténégrine réunies auront facilement raison de la démoralisation bulgare et de la passivité turque se ménagerait de douloureuses déceptions. Les Turcs ont montré aux Dardanelles, comme naguère à Tchataldja et jadis à Plewna ce qu'ils peuvent faire dans une lutte défensive. Que les armées du tsar Ferdinand soient d'une solidité à toute épreuve, on ne saurait le prétendre après les opérations de Florina et de Monastir. Cependant, elles ont su pratiquer l'offensive, elles sont manœuvrières, leur artillerie est vigilante et prompte à l'action, leurs soldats battent volontiers l'estrade et tiennent dans les positions jusqu'à ce qu'ils aient reçu l'ordre de les évacuer. D'ailleurs, par un habile mélange, les troupes allemandes assument seules les risques et les responsabilités dans les secteurs particulièrement importants. Enfin, les Bulgares sont bien pourvus de munitions et bien ravitaillés. Je n'ai jamais vu de déserteur quêmander un morceau de pain.

Contre de tels adversaires la lutte est dure. Elle s'éterniserait sur les montagnes abruptes, dans les vallées larges et les

gorges difficiles, si la supériorité industrielle et numérique de l'Entente ne trouvait tôt ou tard le moyen de s'affirmer. Sur le front de près de 300 kilomètres où sont disséminés les effectifs bulgares et turcs et les maigres contingens allemands, les organisations défensives n'ont pas partout la même solidité. Elles offrent des fissures que la manœuvre permettra d'élargir. La force y aura toujours le dernier mot. Cette force, nous l'avons, et il ne dépend que de nous de l'employer à bon escient. Nous en connaissons maintenant les conditions d'emploi, et les leçons de l'expérience ne seront pas oubliées.

Les troupes françaises ont prouvé de nouveau qu'elles savent s'adapter à toutes les circonstances et à tous les milieux. Les élémens qui les composent sont nombreux et variés; mais l'esprit de corps le plus obtus et le plus chatouilleux ne peut faire des dosages subtils d'estime dans l'appréciation des mérites des divers combattans. Les Sénégalais ont toujours le sourire, les Algériens n'ont pas démenti leur réputation de fatalistes, les Annamites et les Malgaches employés dans les bataillons d'étapes n'ont cessé de se montrer adroits, placides et patients; les Français sont restés eux-mêmes, c'est-à-dire grognards, valeureux et débrouillards.

On pouvait craindre pour le moral de nos auxiliaires exotiques les effets du climat et de l'exil. Dans ce pays à températures extrêmes, les premières rigueurs de l'hiver n'ont guère éprouvé que les Sénégalais avant l'envoi des tirailleurs dans des régions plus clémentes que le bassin de la Černa. Nos soldats noirs ont été alertes, bavards, insoucians au bivouac et pendant la bataille. Ils ont marché à l'ennemi avec la magnifique insouciance que leur donne la foi dans leurs gris-gris et aussi leur naturel mépris du danger. Mais les vagues de froid les transforment en loques pitoyables. Tassés en chien de fusil dans leurs abris individuels, ils disparaissaient sous les couvertures qui cachaient leurs figures et leurs mains violettes. Ils n'auraient pas bougé pour se garer d'un percutant, pour prendre leur poste en cas d'alerte. Le souci de la conservation, les soins de leur vie matérielle, les encouragemens et les menaces ne peuvent les tirer de leur engourdissement. Quand on les oblige à se remuer, à desserrer leur jambières et leurs chaussures pour prévenir les imminentes et redoutables gelures des pieds, ils protestent d'un dolent « y a pas

bon » que les vieux coloniaux n'avaient jamais eu coutume d'entendre. Ces braves gens qui cheminaient sous de violens barrages sans hâter le pas, qui faisaient des folies héroïques pour ramener en lieu sûr leurs gradés français morts ou blessés, ont besoin de soleil ou d'une température élémentaire pour rester les guerriers que notre épopée africaine immortalisera, que Marchand, Baratier et Mangin ont rendus populaires. Les événements de l'après-guerre, mieux encore que les moralistes et les philosophes, diront s'il fut sage de les mêler aux querelles des Blancs ; mais tous nos « Mahmoudous » se sont sacrifiés sans compter pour hâter le triomphe de notre cause. Dieu veuille que la France reconnaissante ne leur donne pas trop tôt en récompense le bulletin de vote de l'électeur inconscient !

Les Annamites et les Malgaches, victimes de préjugés pour le moins raisonnables, sont tenus éloignés des affres de la guerre contemporaine, et sont condamnés aux besognes sans gloire des troupes d'étapes sur les routes et dans les chantiers. Peut-être les Malgaches, où dominent les Hovas intelligens mais peu belliqueux, trouvent-ils en cette matière que les préjugés ont du bon ; mais les Annamites, dans leur vanité d'Asiatiques, n'observent pas sans amertume la différence de prestige qui sépare les auxiliaires jaunes des combattans noirs. Ils envient la renommée des Sénégalais, leur camaraderie exubérante avec les chefs et soldats européens. Recrutés en principe par enrôlemens volontaires parmi les anciens tirailleurs de Cochinchine ou du Tonkin, ils ont la fierté de leurs services militaires et parlent volontiers de leurs expéditions contre le Dè-Tham ou les réformistes chinois : « Moi engagé pour faire tirailleur et pas pour faire coolie, » ne manquent pas d'affirmer, aux coloniaux qui les interrogent en passant, les *linhs* que l'appât de la forte solde et le goût des aventures ont attirés vers la Macédoine dont les montagnes déchiquetées leur rappellent celles de l'Annam ou du Haut-Tonkin. Ils consolent leur amour-propre en accomplissant avec gravité leurs fonctions de surveillans de travaux où, par un ironique retour du sort, ce sont des Blancs, — Macédoniens, il est vrai, ou prisonniers, — qui font les besognes de coolies. Chandement habillés pendant l'hiver, vêtus de toile en été, ils supportent allégrement, dans des bivouacs aménagés avec leur ingéniosité habituelle, leurs tristesses de déracinés. Mais leur courage tranquille et sans

éclat, leur patience et leur adresse manuelle s'accommoderaient fort bien des conditions de la guerre orientale. Ils y rendraient, comme tirailleurs, sans doute autant de services que dans leurs rôles de contremaitres ou de charretiers.

A coudoyer ainsi, dans les espaces restreints de la Macédoine, en même temps que nos auxiliaires coloniaux, les contingens de nos alliés, tous animés par le même désir de vaincre, ceux des Français de France que la lutte mondiale a jetés depuis trois ans dans la fournaise et qui, avant la guerre, ne voyaient pas plus loin que leur clocher ou leur syndicat, comprennent et apprennent. On reprochait jadis aux Français d'être un peuple de décorés qui ne savaient pas la géographie. Certes, les décorés seront toujours très nombreux chez nous, mais nos campagnards et nos citadins auront vu que le monde, hors d'Europe, n'est pas seulement peuplé d'« Arabes » et de « Chinois. » Même les plus fermés aux idées générales savent maintenant que des peuples nouveaux et puissans ont surgi, et que la France n'est plus assez forte pour briser seule les coalitions. Mais les intellectuels et les primaires, les patrons et les artisans, les riches et les miséreux qui s'amalgament dans nos régimens ne s'attardent pas volontiers à raisonner sur l'économie politique. De l'électeur candide ou madré il ne reste plus que le soldat.

Pas plus en Orient qu'en France, le combattant de chez nous n'a la physionomie conventionnelle et caricaturale du « poilu » que les littérateurs de l'arrière ont vulgarisée. Il ne va pas dans la vie incertaine comme un héros antique, inaccessible aux sentimens et aux faiblesses des vulgaires humains. Son rire n'est pas inévitablement sublime, ses plaisanteries ne sont pas sans cesse farouchement héroïques ou héroïquement triviales, ses pensées ne se concentrent pas sur la « lutte du Droit et de la Civilisation contre la Barbarie » et sur le « bidon de pinard. » Chefs et soldats de toutes armes, transplantés en Macédoine, y sont ce qu'ils furent aux Dardanelles et sur le front français : simplement de braves gens.

Parfois ils songent à s'étonner des combinaisons qui les envoient combattre au loin, tandis que des étrangers, Anglais, Russes et Portugais, prennent leur place dans la défense de la patrie. Ils déplorent que le Corps expéditionnaire français ne soit pas exclusivement formé de guerriers voués par état et par

goût aux campagnes d'outre-mer : coloniaux, auxiliaires exotiques, troupes de l'Afrique du Nord. Mais on leur dit que les soldats de l'Entente sont tous des frères ; que les marsouins et les bigors d'avant la guerre sont devenus rares, que les Sénégalais et les Annamites ne seraient pas assez nombreux, et que l'uniforme ne suffit pas pour faire un « Africain. » Alors, nos bons terriens réfléchissent ; la famille, le clocher ou la Bourse du Travail s'éloignent pour un temps de leurs souvenirs. Qu'ils portent sur leur casque l'ancre des coloniaux, le croissant des zouaves, la grenade des métropolitains, ils fraternisent sans arrière-pensée dans les relations occasionnelles du bivouac, de la bataille ou de la tranchée. L'esprit de corps étroit du temps de paix s'est transformé en émulation louable, qui a pour but immédiat le bon renom de l'Arme, ou l'éclat du numéro de régiment. Il en résultera par contre-coup une paix plus glorieuse et plus proche, et chacun s'en réjouit, car le mot « paix » n'a jamais résumé sur le front, malgré toutes les misères et toutes les angoisses, l'idée de paix à tout prix. Même chez ceux qui semblaient être les plus las de se battre, lorsque les Bulgares s'écriaient dans leurs tranchées, vers le 15 décembre : « Hé ! camarades, montrez-vous ! on ne tirera pas, car la paix va être signée ! » cet appel ne trouva aucun écho. Méfiance ? Peut-être. Sentiment confus que « ça ne pouvait pas finir comme ça ? » Sûrement.

Aussi, des privations qui eussent paru intolérables sur le front français sont-elles acceptées sans murmure. La paille, le bois, le vin même peuvent manquer quand les batailles se préparent. On n'incrimine pas l'Intendance, car on n'ignore pas qu'elle est mal outillée, que les routes sont mauvaises, que les camions transportent des cartouches et des obus, que les sous-marins rôdent dans la Méditerranée. Ils se contentent de peu quand ils savent que l'arrière « tient. » Ils ne comparent pas les cantonnemens de France aux mesures macédoniennes que les canons rendent hospitalières à toutes les intempéries. Dans ces villages abandonnés, cloaques de boue et d'immondices, ils s'ingénient à réparer les béantes blessures des toits, à dessécher le sol humide qui leur sert de lit. Ils font cesser dès leur début par un jovial. « Bah ! c'est la guerre ! » les exhortations et les encouragemens. Ils n'en ont pas besoin. Ils n'en ont pas besoin, même lorsqu'ils rêvent devant les cimetières rustiques où

dorment ceux qui furent leurs amis et leurs chefs. A peu près sevrés des permissions que la brièveté des trajets permet d'accorder en France, ils n'en témoignent guère d'amertume. Pen habitués aux longs voyages, ils flairent dans la mer une ennemie sournoise. La douleur ou la joie causée par le décès ou la naissance qui donnent à peu près droit aux départs « à titre exceptionnel » s'aggravent ou s'atténuent d'une indéniable appréhension. Le cas n'est pas très rare du permissionnaire rescapé d'un torpillage à l'aller, ramené par ses sauveteurs à Salonique, qui « ne veut plus rien savoir » pour recommencer le voyage interrompu et renonce à toute permission jusqu'au rapatriement général. Leur besoin inné d'affection, leur sensibilité native, ils les reportent non sur les habitans dont ils ignorent la langue et les coutumes, qui se cachent ou qu'ils suspectent, mais sur les animaux variés qui transforment les régimens et les tranchées en petites ménageries. Du rat déjà glorifié par Pierre Chainé jusqu'au veau capricieux, à la bique efflanquée qu'ils ont trouvés abandonnés dans les champs, se disperse leur désir impérieux de s'extérioriser, de voir d'autres physionomies, de parler à d'autres auditeurs que les camarades auxquels ils sont rivés dans le contact incessant de la petite tente ou des tranchées.

Combien dignes de sympathie et de respect ils apparaissent, nos combattans du front macédonien, sur la terre lointaine où ils sont les ouvriers diligens, silencieux et tenaces du salut national ! Cette épreuve de la guerre altruiste, ils la subissent avec la même fermeté que sur le front français. Que les chemins de fer sans express, les cartes de beurre, les jours sans pâtisseries, les journaux à deux pages paraissent incommodités fautes, quand on les juge par delà les hommes qui ont fait don sans réserve et sans phrases de leur corps, de leur esprit et de leur cœur à la patrie ! Dans les conseils de dirigeans, où s'élaborent les destinées d'une Europe assagie, les grands chefs militaires peuvent appeler le temps avec confiance, comme avocat de leurs projets. En Macédoine aussi bien qu'en France, nos troupes attendront autant qu'il le faudra, sans anxiété sinon sans regrets, la date incertaine du choc final.

PIERRE KHORAT.

RÊVERIES D'APRÈS GUERRE

SUR

DES THÈMES ANCIENS

I

AU PRINTEMPS DE NOS BISAIEULES

Les sages, qui jamais ne furent plus nombreux, à en juger par la quantité de gens aujourd'hui occupés à disserter de l'état social à venir, les sages annoncent que des modifications radicales s'opéreront après la guerre dans les façons d'être et de penser des Français; ils prévoient un renouvellement des mœurs et un bouleversement de la société comparable à celui dont fut la cause cette succession d'événemens justement désignée sous le terme synthétique de « grande révolution. »

Il se peut bien que les sages ne s'abusent pas; mais leur pronostic est contesté par d'autres, joyeux sociologues, atteints d'une sorte de nostalgie de la frivolité, lesquels prédisent que rien ne sera changé quand le monde aura retrouvé son assiette après la formidable commotion; ils assurent que l'arrière, aussi bien que le front, est d'autant plus désireux de plaisirs qu'il en est sevré depuis bientôt trois années pleines, et que Paris, à peine éveillé du cauchemar, reprendra, avec le même entrain qu'auparavant, son rôle jalouse de conducteur des mondiades farandoles.

Ainsi divergent les prophètes : un seul point sur lequel tous s'accordent, car on le discerne dès maintenant, c'est que, graves ou gais, il nous faudra, de toute nécessité, restreindre notre

ardeur dépensière d'antan; nous ne serons pas pauvres : on n'est jamais pauvre en France où, écrivait un historien de Paris, « le peuple sait être riche même quand on lui prend son épargne; » mais nous aurons à solder le prix de la victoire; nul, bien certainement, n'estimera qu'on la paie trop cher, encore que certains considèrent déjà avec amertume l'amoin-drissement de revenus, naguère jugés à peine suffisants, et que vont rogner sensiblement la majoration des impôts, la « lourdeur » des cours, le rapide et progressif renchérissement des denrées. On n'avait pas tout à fait assez pour vivre selon ses prétentions; — de tout temps, les plus fortunés ont possédé « un peu moins qu'assez; » — on devra se réduire et l'on s'effare. Déjà quelques-uns crient misère; d'autres tirent gloriole de la pénurie menaçante; car nous allons voir indubitablement renaître une mode qui semblait abolie depuis le Directoire : le suprême bon ton, en ce temps-là, consistait à être complètement ruiné : on regrettait fort de n'avoir pas été un peu guillotiné sous le règne de Robespierre; mais on devait monter à l'échafaud le lendemain du 9 thermidor, et, sauf la vie, on se vantait d'avoir tout perdu, terres, rentes, pensions, emplois, voulant ainsi se distinguer des « nouveaux riches, » expression qui n'est pas nouvelle et qu'on rencontre à satiété chez les chroniqueurs des premières années du XIX^e siècle. A une belle quêteuse qui sollicitait son aumône, l'auteur du *Génie du Christianisme* répondait, d'un ton navré, mais non sans orgueil : « Je n'ai pas un écu vaillant; je vis pêle-mêle avec les pauvres de M^{me} de Chateaubriand!... » C'était l'époque où le cours de la Bourse était si bas que le cinq pour cent se cotait à six francs : — vous entendez bien : — un capital une fois versé de six francs, — assurait à perpétuité une inscription au Grand Livre pour cinq francs de rente annuelle : et personne ne risquait son argent, soit qu'on n'en eût pas, soit qu'on redoutât ce nouveau genre d'agiotage.

Les gens d'autrefois professaient, en général, un beau dédain de la spéculation et de l'argent dont la source n'était pas limpide. Ceux de la classe moyenne vivaient du revenu d'un bien de campagne qu'ils faisaient valoir, d'une modeste charge héritée ou acquise et, comme leur existence était suffisamment occupée, sans surmenage, par ces paisibles devoirs, ils avaient résolu le problème, — que nous aurions profit à étudier, — d'être riches

avec peu de ressources. Sauf exception de comédies, dont M. Jourdain demeure le personnage type, l'envie ne leur venait jamais de prendre part aux amusemens perpétuels, aux sarabandes mondaines, de ce qu'on appelait alors « les personnes de qualité. »

C'est que, dans ces intérieurs de jadis, chacun avait sa tâche et s'y plaisait : de toutes les causes de dissipation l'oisiveté étant la plus exigeante, on la redoutait à l'égal d'un fléau et on se garant d'elle comme d'un mal insidieux. Il y a peu de maisons bourgeoises où ne soit conservé quelque portrait de trisaïeule, mi-citadine, mi-campagnarde, montrant une belle figure épanouie, un peu rougeaude, mais réjouissante de santé, de calme et de satisfaction. La bonne dame a fait toilette pour poser devant le portraitiste de passage, soucieuse de se présenter dans ses plus beaux atours aux regards respectueux de sa postérité : trois coques de cheveux bouffent sur chacune de ses joues ; le plus magnifique bonnet de son trousseau nimbe sa tête d'une auréole de jolie dentelle ; un châle brodé est épinglé sur ses épaules, et ses deux mains, croisées sur sa poitrine, exhibent à leurs doigts toutes les bagues de la maison. Aimables Françaises d'aujourd'hui qui, peut-être, vous épouvantez des restrictions dont est menacé votre budget, et qui bornez pour le moment vos projets de réforme à des lamentations et à des « Comment va-t-on faire ? » interrogez cette image de grand-mère, si, toutefois, vous ne l'avez pas reléguée au grenier pour la remplacer, sur les murs de votre salon, par quelque portrait d'ancêtre plus flatteur, mais moins authentique : elle vous répondra et vous recevrez d'elle leçon autrement profitable que du plus expérimenté des économistes. La bonne dame au bonnet et au châle était levée, tous les matins, avec l'aube ; attentive à tout, elle allait du potager à l'étable et de l'office au poulailler ; elle excellait aux confitures et présidait à la lessive : elle régnait sur le fruitier, embaumé de la persistante odeur des pommes, et sur l'armoire au linge qui sentait bon la lavande et le vétiver. A la campagne, elle tenait compte des gerbes engrangées, s'occupait des semailles et percevait les fermages ; elle connaissait d'admirables recettes, et si quelque visiteur la surprenait dans sa cuisine, les bras enfarinées, en train de battre la pâte d'une tarte, elle n'en avait point de gêne, et bavardait sans quitter sa besogne. Il faisait bon dîner chez elle, ce qui n'avait

lieu, d'ailleurs, qu'aux anniversaires solennels, aux baptêmes, aux premières communions. Jamais on ne la trouvait oisive, étant persuadée que toutes les heures du jour sont à peine suffisantes au bon gouvernement du ménage. Et si quelque devin, dans le miroir magique des contes sur le cristal duquel on entrevoyait l'avenir, lui eût montré ce qu'est la journée d'une de ses arrière-petites-filles d'aujourd'hui, — courses dans les magasins, thés, visites, vernissages, premières, la hâte, la trépidation, les papotages, le désir irraisonné d'être partout où vont les autres, de voir les mêmes choses, de rester chez soi le moins possible, de lire son nom dans les journaux mondains, joie suprême, — la bonne aïeule en serait tombée d'incompréhension, d'effroi et de fatigue.

On n'entreprend point ici l'éloge suranné du « bon vieux temps; » mais puisqu'il est urgent de nous accommoder de certaines réformes à nos mœurs d'avant-guerre; puisqu'un obligatoire changement s'impose à l'optique universelle et que l'effort de ceux qui n'ont pas eu à combattre va commencer dès que sera terminée la tâche glorieuse de nos défenseurs; puisque, enfin, le but unanime est de restituer à notre France sa souveraineté jadis incontestée, il n'est pas tout à fait oisieux de démêler de quels élémens se composait le charme qui lui avait valu la royauté des nations et de rechercher en quoi consistait cette « douceur de vivre » exaltée par un mot fameux qu'on a cité jusqu'à l'abus, sans nous mettre en mesure d'en apprécier la valeur et d'en comprendre pleinement la justesse. Joubert disait : « Il ne peut y avoir de bon temps à venir que celui qui ressemblera aux bons temps passés, » et, pour rendre à notre pays sa bonne vieille renommée et tout son prestige, il n'est pas besoin de chercher des modèles et des leçons ailleurs que chez nos pères.

Ce par quoi nous séduit la lecture des mémorialistes et des chroniqueurs de la société d'autrefois, c'est, d'abord, l'absence de toute prétention, de toute emphase, la simplicité des habitudes décrites, le ton familier des gens, exempt de morgue, d'affectation ou, comme nous dirions, « d'esbrouffe. » L'ancienne France était simple, ce qui n'est pas l'indice de peu d'esprit.

On objectera Versailles, manifestement créé pour la magnificence et dont nous n'imaginons pas facilement les habitans

autrement qu'en parade et en perpétuelle représentation. Est-ce bien sûr ? Ce qui reste du château de Louis XIV est le somptueux décor de la monarchie, et certes on peut penser que les merveilles d'un tel logis influaient sur les allures de ses occupants ; mais, en dehors des cérémonies pompeuses contées par les Saint-Simon, les Dangeau, les Luynes, on s'aperçoit, quand on furette dans les détails dédaignés par la grande histoire, que les acteurs de ces galas, une fois leur rôle déposé, avaient hâte de se mettre en pantoufles et vivaient « à la bonne franquette, » selon une expression qui leur était chère et qui reste plaisante parce qu'elle est bien de chez nous. L'étiquette, si sévère et respectée fût-elle, n'entamait pas chez eux l'atavique gaminerie de la race : lors du sacre de Louis XVI, les chevaliers du Saint-Esprit, réunis à l'archevêché de Reims en chapitre solennel, virent, sans en être choqués, ni même étonnés, le jeune roi, jusqu'alors si recueilli au cours des longues cérémonies, gambader d'aise en présence de la noble assistance, dès qu'on l'eut désaffublé de l'écrasant manteau qui lui pesait aux épaules (1).

Il n'y a, sans doute, dans aucun palais du monde, salle plus superbe que la chambre à coucher du Roi, à Versailles : c'est, à proprement parler, une sorte de temple, un sanctuaire, où tout est noble, riche, imposant, évocateur de défilés réglés comme des ballets et majestueux comme des offices. Se représente-t-on Louis XV, qui coucha dans cette pièce jusqu'en 1738, sortant de son lit de bon matin pour allumer lui-même son feu (2) ? Voit-on bien le roi de France, les jambes nues sous sa belle robe de chambre en soie blanche, accroupi devant la cheminée, échafaudant des bûches, déliant des cotrets et soufflant sur les braises, pour ne pas déranger ses domestiques ? « Il faut laisser dormir ces pauvres gens, disait-il, je les en empêche assez souvent. » Un bourgeois, en notre temps de démocratie, n'eût-il qu'un valet de chambre, ou même une bonne à tout faire, refuserait de s'astreindre à une corvée si humble et si réfrigérante.

Même simplicité de façon à l'heure du « coucher du Roi. » Ceux qui ont l'honneur d'y assister étaient autant qu'ils le peuvent, — à l'époque de Louis XVI, du moins, — cette obli-

(1) *Mémoires du duc de Croÿ*, p. 328.

(2) *Mémoires du duc de Luynes*, 26 novembre 1737. Cité par Nolhac, *Le Château de Versailles sous Louis XV*.

gation du cérémonial. Près de cette belle porte à vantaux dorés qui, de l'Œil-de-bœuf, donne accès dans la chambre royale, un gros suisse « carré et colossal » est de garde, jour et nuit. Il vit là et n'en sort point ; mieux chauffé que le Roi, à côté d'un énorme poêle, il boit, il mange, il digère : un simple paravent dissimule son petit ménage, sa cuisine et son lit qu'il pousse, le soir, dans la Galerie des Glaces où il dormira. C'est un personnage : douze mots composent tout son vocabulaire ; « Passez, messieurs, passez ! Messieurs, le Roi ! Retirez-vous. On n'entre pas, monseigneur... » Et monseigneur file sans rien dire (1). Ce cerbère franchi, les gentilshommes admis à saluer le Roi avant son sommeil, pénètrent dans la chambre et, à heure fixe, la cérémonie commence, toujours très joyeuse. On ôte au Roi son habit, sa veste et sa chemise ; il reste nu jusqu'à la ceinture, « se grattant, se frottant, comme s'il était seul, en présence de toute la Cour et souvent de beaucoup d'étrangers de distinction. » Le plus qualifié des assistans présente la chemise de nuit : Louis XVI fait « de petites niches pour la mettre, l'évite, passe à côté, se fait poursuivre ; » il rit si fort qu'on l'entend de l'Œil-de-bœuf. La chemise enfin passée, trois valets de chambre défont à la fois la ceinture et la culotte qui tombe jusqu'aux mollets : et c'est dans ce costume, trébuchant dans ces entraves, traînant les pieds, que le Roi commence la tournée du cercle. Puis il se laisse choir dans un fauteuil, en levant les jambes dont deux pages s'emparent pour déboucler les souliers et tirer les bas. C'est l'instant des gais propos, des plaisanteries ; parfois on s'amuse à chatouiller un vieux valet de chambre si sensible que la peur le fait fuir et se cacher jusque dans l'alcôve royale (2). Ou bien le Roi exécute des tours de force, « lève à bras tendu une très lourde pelle de fer qui se trouve à l'Œil-de-bœuf, en mettant encore sur cette pelle un petit page (3)... »

La vie journalière du château est ainsi : chacun y prend ses aises sans prétention à l'apparat. A la chapelle même, dans cette tribune royale que notre imagination peuple de figures hautaines et compassées, le Roi reste bonhomme et ne pense pas à jouer un rôle. Quand, les jours de grande fête, ou lui pré-

(1) Mercier, *Tableau de Paris*, 1782. Tome IV, p. 253, et Comte de France d'Hézacques, *Souvenir d'un page*, 163.

(2) *Mémoires* de la comtesse de Boigne, I, 56. *Souvenirs d'un page*, loc. cit.

(3) *Souvenirs d'un page*.

sente le pain bénit sous la forme d'une brioche de forte taille, Louis XVI fouille dans sa poche, tire son couteau, l'ouvre et se coupe une tranche du gâteau, — à moins qu'il ne prenne pas tant de peines et qu'il morde à même la brioche. Tous les soirs, à neuf heures, il y a pique-nique à Versailles : le Roi et la Reine font porter chez Monsieur leur diner qu'on réchauffe, tant bien que mal, sur un fourneau de fortune. Madame a rapporté, de sa maison de Montreuil, des petits oiseaux pris par elle au filet ; elle en compose une soupe dont elle détient la recette et qui se prépare sous ses yeux, non point dans la cuisine, mais dans son appartement (1).

Et, d'un bout à l'autre du vaste palais, c'est, à l'exemple des maîtres, le train de vie bourgeoise. Rien qui ressemble à ce que nous imaginons d'après les belles estampes que nous a laissées le XVIII^e siècle : jusqu'au milieu du jour, il y a, dans la galerie, défilé de frotteurs, de porteurs d'eau et de monteurs de bois ; même on y rencontre des bestiaux, car vaches, brebis, ânesses sont conduites, pour y donner leur lait, jusque dans l'appartement des princesses (2).

Ce qui paraît plus singulier encore, et, à vrai dire, inexplicable, c'est le livre tenu par le Roi des comptes de ses « petits appartemens, » avec la minutie que n'a point certainement de nos jours la plus honnête et la plus scrupuleuse servante d'un ménage d'employé. Est-ce à dire que nous ignorons tout de ce qu'était la vie de la famille royale, à Versailles, au temps des splendeurs ? Connaissant, par les états du personnel, la foule de serviteurs de tous rangs dont est entourée la personne du Roi, comment admettre que Louis XVI ait été même informé des menues dépenses qu'il mentionne dans ce journal ? Car il marque soigneusement les œufs frais achetés pendant le mois, les pourboires du porteur d'eau, le prix des ports de lettres, le linge remis à la blanchisseuse. — 49 nappes et 438 serviettes en juin 1773. — Il note les carafes cassées, — et on en casse ! — 249 en ce même mois de juin, 545 en juillet ! — Voici, en septembre, « *deux harengs frais* » cotés 3 livres, ce qui est un bon prix ; — « *une corde pour le tournebroche de Fontainebleau*, 1 livre 4 sols. » — Lisons au hasard : « *Six paniers de*

(1) *Mémoires* de M^{me} Campan.

(2) *Consigne des appartemens du château de Versailles*, publiée par Nolhac, *le Château de Versailles sous Louis XV*.

grosses cerises (évidemment c'est le jour des confitures); » — « *abricots pour de la marmelade*; » — « *des brossees à vaisselle et une livre de savon*; » — « *deux livres, pour avoir serré des fagots*; » — « *deux livres encore, pour le raccommodage d'une fourchette et d'un pot à bouillon.* » Une indication qui revient fréquemment est celle-ci : « *Pour des pieds de mouton et du gras-double, 4 livres 12 sols.* » A quoi lui servaient donc, à ce maître de maison si « regardant » tant de panetiers, de cuisiniers, de maîtres d'hôtel, de sommeliers, de coureurs de vins, et les quarante-huit fourriers, et les garde-vaisselle, et les pourvoyeurs, et les hâteurs qu'on trouve à l'énoncé de sa Maison, s'il payait, de sa bourse, « *12 sols une bouteille de vin rouge pour une matelote*; » et comprend-on ce Roi de Trianon, de Marly, de Choisy, de Saint-Hubert, avec des parcs grands comme des provinces, ce Roi qui avait pour jardiniers Jussieu, Richard et Buffon, comprend-on qu'il eût recours à la fleuriste quand il avait besoin d'un bouquet pour la Reine, et qu'il consignât sur son livre de comptes des mentions telles que celle-ci : « *Pour les fleurs naturelles des soupers du mois, 18 livres?* » Ceci, en moyenne, portait la décoration de la table royale à trente-deux sous par jour (1)! Ce qui n'étonne pas moins, c'est que la comptabilité du règne de ce prince, si parcimonieux, se solda par un déficit de centaines de millions; tandis qu'il vérifiait les additions de sa blanchisseuse, se creusait dans la caisse de l'État le gouffre où la monarchie allait s'engloutir.

Un économiste éloquent tirerait, sans nul doute, grands effets de ces oppositions; il importe seulement ici de constater que les plus grands de ce temps-là, et aussi les plus riches, se plaisaient à la familiarité et professaient pour la solennité un dédain d'essence toute française. Ce n'était point caprice de mode, encore moins bravade à la tyrannique étiquette, mais bien goût inné du sans-façon, si naturel à la vieille France que les survivans de la noble société d'avant la Révolution, ne s'étant point départis de ces habitudes de simplicité, les pratiquèrent, sans vergogne, durant tout le premier tiers du XIX^e siècle, alors que, par contraste, les bourgeois triomphans rivalisaient entre eux de gros luxe et d'embarras.

Rien ne surprenait davantage les enrichis du nouveau

(1) *Comptes de Louis XVI*, publiés par M. le comte de Beauchamp, d'après le manuscrit autographe du Roi, conserve aux Archives nationales. 1993.

régime, roulant carrosse avec piqueurs et valets de pied, que de voir M^{me} de Vintimille ou M^{me} de Fezensac descendre de la diligence d'Arpajon ou d'apprendre que la comtesse de Lubersac, au château de Saint-Maurice, écumait le pot-au-feu, tournait la broche et donnait, tous les dimanches, 24 sols à son mari pour jouer à la bouillotte. On rencontrait, dans le faubourg Saint-Denis, M^{me} Molé voyageant, de Champlâtreux à Paris, dans une carriole qu'elle empruntait et dont aurait rougi un notaire de chef-lieu de canton (1); et, des fenêtres du faubourg Saint-Honoré, on apercevait M. de Boissy, « en pet-en-l'air, faisant, dans le jardin de son hôtel, des fagots destinés à sa cuisine. » Même quand vint la Restauration et qu'on reprit de l'importance, alors qu'on pouvait croire au renouveau de l'ancien monde, on continua de vivre à sa guise, sans souci d'éblouir, ni d'accroître, en se guindant, son bon renom, préoccupation de parvenu qui ne vaut que par son argent. Les jeunes mondains de cette époque-là riaient entre eux de M. le baron de Damas, qui, ministre de la Guerre sous Louis XVIII, ne sortait jamais de chez lui le soir et se couchait invariablement à neuf heures (2). Les visiteurs surprenaient M. le vicomte de Martignac, président du Conseil, arrosant, habit bas, le jardin de son hôtel (3), et, tous les jours, depuis l'automne de 1815 jusqu'à la fin de 1818, on rencontrait, vers une heure de l'après-midi, M. le duc de Richelieu, autre président du Conseil, sortant de l'hôtel de la Chancellerie pour fumer sa pipe au pied de la colonne Vendôme et dans la rue de la Paix. Il gagnait ainsi le boulevard et poussait jusqu'à la Madeleine, sans quitter sa bouffarde d'écume qu'il rebourrait et allumait tout en marchant, ce qui attirait d'autant plus l'attention que l'usage du tabac n'était point alors répandu comme il le fut plus tard. Arrivé à la rue Royale, le duc de Richelieu, toujours fumant, revenait sur ses pas, et il ne changeait jamais de parcours parce que, s'il parvenait au ministère une dépêche importante, l'huissier, qui avait la consigne, venait prévenir l'Excellence (4).

Mœurs patriarcales dont l'exemple est donné par les hôtes

(1) *Souvenirs* du baron de Frenilly, p. 254, 251, 250.

(2) *Journal* du comte Rodolphe Apponyi, publié par M. Ernest Daudet, t. 1, p. 29.

(3) Docteur Poumiès de la Siboutie, *Souvenirs d'un médecin de Paris*, publiés par M^{me} A. Branche et L. Dagoury, ses filles, p. 197.

(4) Armand Marquiset, *A travers ma vie*, p. 98.

augustes des Tuileries. Ainsi que son bisaïeul Louis XV, avec lequel il avait, pour le reste, peu de ressemblance, Mgr le duc d'Angoulême, levé à cinq heures, allume lui-même son feu (1). Il faut le dire, à l'excuse de sa livrée : les appartemens royaux n'étaient pas chauffés avant le 1^{er} novembre; qu'un habitant du château se permit d'avoir froid avant que l'étiquette ne l'y autorisât, c'eût été d'une inconvenance dont personne, fût-ce une Altesse royale, n'eût osé se rendre coupable; on devait souffler dans ses doigts et battre la semelle (2), ou se servir soi-même, comme faisait le duc d'Angoulême.

A l'Élysée qu'habitaient le duc et la duchesse de Berry, le train de vie, encore que somptueux aux jours de réception, n'en était pas moins, à l'ordinaire, familial et dénué de toute prétention : par les beaux jours d'été, Leurs Altesses portaient une petite table sur une pelouse et dinaient en tête à tête, à l'ombre des arbres, comme des boutiquiers retirés à la campagne. Le soir, Monsieur, — le futur Charles X, — le duc d'Angoulême et la fille de Louis XVI venaient très souvent des Tuileries, et l'on entamait, entre parens, une partie de loto, amusement que la jeune duchesse jugeait, à la longue, « un peu sérieux (3). » Le cérémonial était même si dédaigné que, les jours de grands dîners aux Tuileries, le duc et la duchesse de Berry allaient, à pied, de leur palais à celui du Roi; c'était à l'époque où, sur le point d'être mère, la princesse redoutait les courses en voiture; elle avait dû renoncer, non sans grand regret, à prendre, pour se promener dans Paris, le populaire omnibus qui lui plaisait tant (4). Alors les deux époux, en dépit de la pluie et de la boue, enjambant les flaques, se garant des bousculades, suivaient, parmi la foule, toute la rue Saint-Honoré, et revenaient la nuit chez eux, bras dessus, bras dessous, à l'égal de bourgeois rentrant du spectacle (5). Plus tard exilée, mère de Roi, la duchesse de Berry se souciait tout aussi peu du décorum : sir Richard Acton, chargé pour elle d'un message des souverains de Naples, racontait combien il avait eu de peine à découvrir la

(1) Comte Alex. de Puymaigre, *Souvenirs sur l'émigration, l'Empire et la Restauration*, p. 288.

(2) *Mémoires* du général comte de Saint-Chamans, p. 468.

(3) *Mémoires* de M^{me} la duchesse de Gontaut, gouvernante des *Enfans de France*, p. 491.

(4) *Souvenirs d'un médecin de Paris*, p. 194.

(5) *Mémoires* de M^{me} la duchesse de Gontaut.

demeure de la princesse dans la petite ville de Massa. Il faisait nuit. Quelqu'un pourtant lui indique la maison; il frappe à plusieurs reprises, entend enfin des pas qui s'approchent, le verrou qu'on tire : c'est Madame elle-même qui vient ouvrir sa porte, un chandelier à la main... (1).

Au Palais-Royal, chez le duc d'Orléans, sauf en quelques circonstances exceptionnelles, la vie de famille est de règle. Même aux soirs de réception, les princesses se tiennent dans la galerie de Valois autour d'une table ronde où chacune d'elles a son tiroir avec un « ouvrage » auquel elle travaille, tout en accueillant les visiteurs qu'introduit un chambellan. Après 1830, quand Louis-Philippe a monté en grade et occupe les Tuileries, la reine Amélie, ses filles et sa belle-sœur ne perdront pas ces habitudes laborieuses : les ambassadeurs et les ministres, venus pour leur rendre hommage, les trouvent toujours assises autour de leur table, au milieu de laquelle est un grand candélabre, avec un petit bougeoir devant chacune des dames qui, toutes, ont une tapisserie à la main (2). Le Roi n'est pas plus cérémonieux : on le rencontre dans l'avenue des Champs-Élysées, revenant à pied de Neuilly jusqu'aux Tuileries, — et il y a du chemin! — Un jeune freluquet de diplomate autrichien, grand conducteur de cotillons, qui l'aperçoit, certain jour, en cet équipage, note dans son journal : « Vieil habit, vieux chapeau, parapluie passé sous le bras, sale et crotté jusqu'à l'échine, le Roi, accompagné d'un de ses commensaux, saluait pour se faire remarquer des passans, entendant les moqueries sur cette ridicule parade et ayant tout à fait manqué ce bel acte de popularité. » L'Autrichien se trompait : Louis-Philippe gardait les habitudes bonasses du temps de sa jeunesse où « l'étalage » n'était pas de bon goût. En quoi, d'ailleurs, il retardait. Car c'est un phénomène déconcertant autant qu'inexplicable : plus Paris se démocratise, au cours du XIX^e siècle, plus il exige de ses maîtres éphémères le faste et la représentation. Depuis qu'il les paie, il en veut pour son argent. Aussi tournait-il en dérision le parapluie du Roi-citoyen, la tapisserie où, pour les promenades au Raincy, celui-ci entassait toute sa famille; et les bouzingots considéraient ce sans-façon royal comme un manque d'égards à leur adresse.

(1) *Journal* du comte Rodolphe Apponyi.

(2) Apponyi, I, p. 2, ch. II, p. 252.

Si l'on cherchait l'origine de l'épidémique prurit de « paraître » qui a envahi la société française, entraînant, pour bien des gens, l'obligation de mener un train contraire à leurs goûts et supérieur à leurs moyens et à leur fortune, on la trouverait, je pense, dans une conception de Bonaparte recréant le monde à son idée. En dotant richement ses maréchaux, ses sénateurs, ses ministres, ses chambellans, il entendait qu'ils fissent de la dépense et jugeait mauvais qu'on ne paradât point en proportion des richesses qu'on lui devait ; mécontentement qu'il ne dissimulait pas et qu'il marqua, un jour, d'une manière assez piquante, au sénateur comte Lemercier. S'étant aperçu que celui-ci continuait à se rendre en fiacre aux Tuileries, quoique pourvu de 36 000 francs de revenus à raison de son titre et de la sénatorerie d'Angers qui lui en produisait tout autant, Bonaparte fit conduire un carrosse neuf, attelé de deux beaux chevaux, le tout « venant de sa part, » à la porte du sénateur économe : celui-ci ne manqua pas d'user de la voiture pour aller aussitôt remercier l'Empereur, lequel se contenta de répondre « qu'il était charmé qu'elle fût de son goût. » Les illusions du comte Lemercier durèrent peu, car, quelques jours plus tard, le carrossier se présenta avec le mémoire qu'il fallut payer (1). La leçon ne fut pas perdue, et chacun s'ingénia pour ne point s'en attirer une semblable. On se trouvait gratifié d'une dotation considérable ; on se voyait propriétaire d'un vaste domaine situé en Pologne, en Hanovre, en Westphalie, mais dont les fermages étaient irréguliers. Cependant, « le désir de plaire au maître, une confiance imprudente dans l'avenir faisaient qu'on montait sa dépense sur les revenus qu'on attendait. Les dettes s'accumulaient ; la gêne se glissait au milieu de cette prétendue opulence... Le maréchal Ney acheta une maison où il dépensa plus d'un million, et souvent il exprima les plaintes de la gêne qu'il éprouvait après une pareille dépense. Il en fut de même du maréchal Davout. A tous était imposée l'acquisition d'un hôtel entraînant les frais du plus magnifique établissement. Ce luxe plaisait à Napoléon, réjouissait les marchands, éblouissait tout le monde, mais tirait chacun de sa sphère et les prétentions devenaient extrêmes (2). »

(1) *Souvenirs d'un nonagénaire*. Mémoires de François-Yves Besnard, publiés par Célestin Port.

(2) *Mémoires de M^{me} de Rémusat*, III, 275.

« Les changemens de fortune, a dit un penseur, ont un grand inconvénient : les enrichis n'ont pas appris à être riches et les ruinés à être pauvres. » De ces accroissemens inopinés de situation, succédant, sans transition, à une pénurie quasi générale, résultait un désarroi social dont on retrouve l'écho chez tous les mémorialistes. Un Prussien, qui connaissait bien Paris pour y avoir séjourné plusieurs fois au temps de Louis XVI, ne le reconnaissait plus quand il le revit sous le Consulat : « Le monde parisien actuel a peu d'attraits, note-t-il en son journal. Dans les réunions où la haute société essaie de se reformer, à l'aide de dîners fastueux et d'assemblées qui sont des cohues, ce n'est pas la culture intellectuelle, mais l'argent des « nouveaux riches » et l'appoint des étrangers qui servent de moyen de rapprochement. Les conversations de ces tables opulentes, roulant toujours sur les mêmes sujets, deviennent vite fastidieuses... Le théâtre, les discussions sur les qualités ou les défauts des pièces nouvelles, qui occupaient autrefois, paraissent n'avoir plus d'intérêt. La Cour de Versailles fournissait aussi une ample matière à la médiosance, les anecdotes foisonnaient : on est très réservé sur la Cour de Saint-Cloud ; l'étranger qui se hasarde à en parler ne trouve pas d'écho ; les Parisiens coupent court par quelques mots brefs : « C'est ça ; c'est égal ! (1)... » Et le même touriste qui regrette l'ancien ton se lamente : « Il y a incontestablement des troubles et un manque d'équilibre dans les esprits. Plus de la moitié des gens que l'on rencontre ont l'air absorbé ; ils bâillent à se démancher la mâchoire quand on leur parle, parce qu'ils ont pris l'habitude des nuits blanches ; ils répondent à peine lorsqu'on leur pose une question. Si, par hasard, vous demandez votre chemin à un passant, il dira d'un air distrait, sans même vous regarder : *Première à droite*. Insistez-vous en faisant le geste indicateur, il réplique : *C'est-à-dire, à gauche !* Revenez-vous à la charge, il répond : *Je veux dire la seconde, la troisième, un enfant vous dira ça !...* » Même pour les Parisiens le contraste est sensible entre l'autrefois et le présent : on ne sait plus causer, ou, du moins, on n'y prend plus de plaisir : « La société, dit tristement Rœderer, a fait à la Révolution une perte immense, peut-être irréparable... elle a perdu la conversation, » et Ségur ne

(1) *Un hiver à Paris sous le Consulat, 1802-1803*, d'après les lettres de J.-F. Reichardt, par A. Laquante.

retrouve plus à Paris « cette douceur, cet atticisme, cette urbanité qui en avaient fait si longtemps le charme et la grâce : chacun parle haut et écoute peu (1). »

A la Cour impériale, plus rien de l'aimable liberté, plus rien des familiarités et des gamineries de Versailles : un ennui superbe pèse sur les Tuileries ; tout y est somptueux et écrasant de magnificence, empreint de grandiose et de solennité ; mais comme on redoute d'y entrer, et comme on a hâte d'en sortir ! Les grands bals y ressemblent à des revues : les invités sont parqués suivant la couleur de leur billet, avec défense de circuler. L'Empereur et l'Impératrice entrent en scène, suivis de leur cortège, prennent place sur une estrade d'où l'Empereur descend seul pour faire le tour de la galerie, ne parlant qu'aux femmes et seulement pour demander leur nom, — et quelquefois leur âge (2). A neuf heures, Leurs Majestés se retirent ; les consignes sont levées, on peut s'en aller : ouf !

L'intimité de la Cour est plus morne encore. M^{me} de Rémusat (3) nous a laissé d'un séjour à Fontainebleau un tableau consternant. Ceux qui ont *les entrées* peuvent se présenter, le soir, dans la galerie où se tient le cercle des souverains : on frappe à la porte ; le chambellan de service annonce ; l'Empereur ordonne : *qu'il entre!* Le nouveau venu se glisse dans le salon et demeure debout contre la muraille à la suite des personnes introduites avant lui : les femmes, elles, exécutent dès la porte leurs trois révérences et s'assoient sans mot dire. Napoléon se promène de long en large, le plus souvent silencieusement, rêvant, sans se soucier de ce qui l'entoure. Il ne sait ou ne veut mettre personne à l'aise et s'étonne qu'on n'ait pas l'air de s'amuser. — « C'est chose singulière, dit-il, j'ai rassemblé à Fontainebleau beaucoup de monde ; j'ai réglé tous les plaisirs, et les visages sont allongés ; chacun a l'air bien fatigué et triste. — C'est, lui répond M. de Talleyrand, que le plaisir ne se mène pas au tambour et qu'ici, comme à l'armée, vous avez toujours l'air de commander : en avant, marche ! »

D'ailleurs l'Empereur tenait à ce que sa cour fût aussi grave qu'imposante. Une Française qui avait vu Versailles et qui, revenant d'émigration, pénétra aux Tuileries impériales,

(1) V. du Bled, *La Société française du XVI^e au XX^e siècle*, VII^e série.

(2) *Mémoires de la comtesse de Boigne*, I, 274.

(3) *Mémoires*, III, 233.

écrivait : « Cela avait grande façon dans un autre genre. »

Cet « autre genre » fut lancé par les « nouveaux riches, » — le terme, on l'a vu, est consacré dès 1802. On les persifle, on les raille, on les parodie sur les théâtres populaires; — *Madame Angot*, poissarde millionnaire, vêtue de soie, couverte de point de Bruxelles, trônant sur de riches sofas et parlant argot, fait le maximum à la Porte-Saint-Martin; mais on va chez eux, on s'y bouscule, on s'y piétine. Ah! ce n'est plus de ces intérieurs d'autrefois, meublés vaille que vaille mais dont l'arrangement, — ou le désordre, — reflétait les goûts, l'originalité et jusqu'aux manies de la maîtresse du logis, comme cette vaste salle de Chenonceaux dont la vieille M^{me} Dupin avait fait son salon, sa salle à manger, son boudoir et sa chambre à coucher et où elle vivait, entourée de jeunes paysannes, sans heure fixe ni pour manger ni pour dormir (1); — ni comme le grand cabinet du magnifique hôtel de la duchesse de Châtillon, rue du Bac, où cette ex-très jolie femme avait groupé huit à dix pendules qui toutes marquaient une heure différente, accroché au plafond, en manière de lustre, une grande cage dorée remplie d'oiseaux qui, tout le long du jour, chantaient à plein bec, et encadré sa glace des portraits de tous les hommes que, au cours de sa galante jeunesse, la dame avait *distingués* (2); — c'était encore moins la patriarcale maison du brave Thouin, l'acolyte et le successeur de Buffon au Jardin des Plantes, qui, durant vingt ans, reçut, tous les dimanches, dans sa cuisine enfumée, la plus haute et la plus célèbre société de Paris, et où l'on voyait M. de Malsherbes, alors qu'il était garde des Sceaux, prenant place sur la huche à pain ou il restait des heures entières (3). — Chez les « nouveaux riches, » le tapissier en vogue a tout le mérite; mais que c'est beau! « Une multitude de réverbères éclaire la cour; » tapis tures et arbustes rares sur le perron et dans le vestibule; tout l'appartement illuminé *a giorno*, est ouvert aux invités, y compris le boudoir et la salle de bains. A chaque arrivant la maîtresse de la maison dit : « Voulez-vous voir ma chambre? » Et on passe en foule dans le sanctuaire : contre une glace immense est placé, sur une estrade, le lit entouré de candélabres à huit bougies, de vases antiques et

(1) Fremilly, 178.

(2) De Boigne, I, 216.

(3) *Memoires de La Revellère-Lépeaux*, I, 77.

de cassolettes. Une fine mousseline l'abrite, relevée sur une tenture en damas de soie violet que couronne un lambrequin de satin vieil or. Dans le salon, Vestris danse aux sons d'un orchestre conduit par un violoniste mulâtre « qu'on se dispute à prix d'or. » Trois soupers chauds se succèdent, gibiers rares, poissons invraisemblables, fruits merveilleux, vins enchanteurs, sucreries inédites... Et voilà une soirée à la Chaussée d'Antin, chez M^{me} Récamier (1).

A l'autre extrémité de Paris, rue de Babylone, réception chez M^{me} Tallien. Les Anglais sont en majorité; ils sont curieux de voir la divorcée du fameux conventionnel. Là aussi on exhibe le lit, tout en ébène décoré de bronzes; un dais très ample et très élevé est soutenu par un grand pélican doré; les rideaux de satin blanc et cramoisi, frangés d'or, retombent en plis opulens, jusqu'au parquet. En robe de satin blanc recouverte de rares dentelles, l'ex-Notre-Dame-de-Thermidor fait seule les honneurs de sa maison. Ses magnifiques cheveux noirs sont roulés en tresses et entrelacés de cordons de perles fines. On chante des romances espagnoles avec accompagnement de guitare; sur le tapis des tables de jeu les louis roulent, s'entassent et disparaissent. Pourtant la soirée paraît longue; on ne s'amuse guère : quant à la « Nymphé » qui reçoit cette foule de visiteurs d'occasion, elle se donne beaucoup de peine, accueille, présente, circule, s'exclame, remercie, implore les artistes de se faire entendre, réclame le silence, excite les applaudissemens, retient les gens pressés qui voudraient être chez eux, reconduit jusqu'au perron ceux qui réussissent à quitter la place, et, le dernier invité disparu, elle tombe sur un fauteuil; défaillante, presque évanouie, soupirant: « Je n'en puis plus! Je suis morte! » La corvée est terminée. Mais certains qui se fourvoient dans ces assemblées de hasard, en comparent déjà, non sans regret, la banalité au charme de ces petits cercles que formaient entre eux les Parisiens d'antan. Nous les connaissons par les tableaux attendris que nous en ont tracés Thiébauld, Frenilly, Dufort de Cheverny, Beugnot, Norvins et bien d'autres. Là ne se rencontraient que gens du même monde, venus pour se trouver ensemble, sûrs de plaire et de pouvoir, sans bourde ni esclandre, parler en toute expan-

(1) *Lettres de Reichardt*, 96 et suiv.

sion; réunions d'une folie charmante, intarissable en badinages, en plaisanteries de toute nature, tempérées par le sens exquis des convenances et qui, « par l'esprit et l'urbanité, étaient la capitale de Paris et faisaient de Paris la capitale du monde (1). »

La société de la province tenait à ces vieilles habitudes et s'en trouvait bien. Plus réfractaires, et pour cause, à l'intoxication de l'argent et à la ridicule émulation de dépenses dont il est la cause, elle vécut, jusqu'en 1830, sur le vieux fonds des amusemens ancestraux, sans avoir l'idée d'innover en cette matière où tout changement est périlleux. Et c'était délicieux, à en croire les souvenirs un peu négligemment rédigés mais très sincèrement évoqués par une femme de la société poitevine, la vicomtesse de Poilouë de Saint-Mars, née Gabrielle de Cisternes, qui devint auteur, et auteur prolixe, sous le pseudonyme de Dash, emprunté à son bien-aimé king's Charles.

Ah! la bonne ville qu'était Poitiers au temps de l'Empire et de la Restauration! Ce n'étaient que bourgeois exquis, douairières éblouissantes, prélats indulgens, galans militaires, gentilshommes irrésistibles et magistrats incomparables. Les belles dames y étaient d'une vertu insoupçonnable et les jeunes filles n'avaient jamais feuilleté ni roman ni livre futile; les plus hardies et les plus avancées se vantaient, — en cachette, — d'avoir lu Florian. Tout de même, l'existence s'écoulait en réjouissances perpétuelles : à personne ne serait venue l'ambition mesquine et grotesque de s'obérer pour paraître aussi bien renté que le voisin, et le plaisir semblait à tous d'autant meilleur qu'il était moins coûteux. La cérémonie était bannie comme un trouble-fête : on se rejoignait, par les beaux soirs, à Blossac. — Blossac est une promenade publique dont les habitans de Poitiers sont justement orgueilleux ; — on faisait cerele, on jabotait de tout ; quand la nuit tombait, l'une des dames présentes proposait de rentrer chez elle : c'était à tour de rôle ; on soupait d'un morceau de jambon ou d'un reste de veau froid découvert dans le garde-manger ; on buvait frais le vin du pays que « les messieurs » allaient tirer au tonneau ; on faisait des chansons ou on dansait au rouron d'un simple violon raclé par un homme de « la coterie. »

L'été, on s'invitait à la campagne et l'on menait « la vie de

(1) Frenilly, 334.

château. » Actuellement, rien que ce mot nous épouvante, au souvenir de certaines villégiatures aussi guindées qu'assommantes... Non ! Ce n'était pas ce que vous croyez : les amis arrivaient à cheval et quelquefois à deux ou trois sur la même monture ; ceux qui avaient voiture ne tiraient point vanité de leur équipage : un « tapecu » était aussi bien accueilli qu'une calèche ; tout le bagage des plus élégantes consistait en une robe de mousseline ; la toilette du matin était celle du soir. Était-elle ternie ? on allait au lavoir, et c'était encore une occasion de gaieté et de divertissement. On déjeunait toute la matinée dans la cuisine, on pêchait des écrevisses, et on dansait dans la cour *le rond de Renchin* ou *le Grand-Père*, autour du crinclin du village qui annonçait en tapant du pied et en criant, du haut de la chaise sur laquelle il était juché : « En avant, les quat'z'autres ! » Il ne faut pas omettre que le décor s'harmonisait avec le costume et le ton des acteurs : un château, en ce temps-là, ne ressemblait en rien à ce que nous nommons ainsi à présent, ni même à une villa, encore moins à un cottage. Un vieil homme qui en avait beaucoup vu racontait : « Le luxe n'avait pas fait grands progrès ; dans les châteaux, les glaces, les parquets, les plafonds, les meubles d'acajou, les grands rideaux de croisées étaient inconnus ; les cheminées de marbre, les tentures, même en papier, étaient encore rares ; quant aux tapis de pied, ainsi que les descentes de lit, on ne les connaissait nulle part en 1820 (1). » On se passait de tout cela, et, au dire des contemporains, on ne souffrait pas de cette rusticité, au contraire. La comtesse Dash, écrivant en 1860, comparant avec mélancolie la jeunesse qu'elle voyait alors avec celle dont elle avait été quarante ans auparavant, disait : « La génération actuelle ne peut pas se faire une idée de cela ! On ne pourrait jamais croire que c'est le même pays et que ce sont les mêmes gens (2). »

Car cet heureux âge devait finir. A mesure que vieillissait le XIX^e siècle et que, de plus en plus, les chemins de fer étendaient sur le pays leurs antennes, de placides provinciaux, jusqu'alors sédentaires, s'offrirent le voyage de Paris : ils en revenaient métamorphosés, affectant, comme Mercier l'avait déjà remarqué, « de tourner en ridicule tout ce qui s'écarte des usages de la capitale, parlant de la Cour comme s'ils la connaissaient, des

(1) *Souvenirs d'un nonagénaire*, II, 281.

(2) *Mémoires des autres*, I, *passim*.

hommes de lettres comme s'ils étaient leurs amis, des sociétés comme s'ils y avaient donné le ton (1). » Ces explorateurs avertis, écoutés comme diseurs d'évangile, dénigraient les joies départementales, assuraient que l'air de la province était étouffant et prenaient l'attitude blasée de visionnaires retombés sur la terre après une excursion dans le Paradis. Ils prononçaient des oracles : « cela se fait à Paris » ou « cela ne se fait pas à Paris. » Souvenez-vous : c'est l'argument au moyen duquel, dans le roman de Flaubert, le beau clerc amoureux triomphe des scrupules chancelans d'Emma Bovary.

Comment! Ça ne se fait pas à Paris de recevoir ses amis sans dilapider en embarras superflus son revenu d'une année? De se plaire, non à ce qui est de mode, mais à ce qui divertit? On ne s'y amuse pas sans toilettes, sans rivalités, sans bijoux, sans intrigues, sans faste et sans « manières? » C'est dommage. Mais on ne le fera plus : il faut bien suivre « les arrêts de la Capitale. » C'est précisément vers la même époque que certains Parisiens, soucieux d'inédites élégances, s'inquiétaient de savoir ce qui se faisait ou ce qui ne se faisait pas à Londres. Il fut de bon ton d'aller là passer la *season* et d'en rapporter l'air gourmé et de prétentieuses dispositions au spleen. Et tandis que nos provinciaux se guindaient à singer les façons du beau monde, celui-ci apportait tous ses soins à se guider bien davantage afin de copier les Anglais, chacun se démenant dans son petit coin et s'efforçant de « chasser le naturel, » dont on s'était si bien trouvé jusqu'alors.

Ces ricochets de pastiches ne passèrent pas inaperçus des moralistes : ils connurent les honneurs de la scène : *Maison Neuve*, *la Famille Benoiton*, de Victorien Sardou, *les Lionnes pauvres* d'Émile Augier, *la Poudre aux yeux* d'Éugène Labiche, sont des documents dont les historiens futurs ne devront pas négliger l'étude, car ils peignent au vif, et dans des tons différents, une étape de notre vie sociale. Par malheur, si le but de la comédie est de « châtier les mauvaises mœurs, » son effet indubitable est surtout de les propager et les succès retentissans de ces œuvres d'actualité, — dont la seconde, principalement, fut jouée sur tous les théâtres de France, — promulgua jusque dans les cantons les plus innocens l'extravagance des toilettes

(1) *Tableau de Paris*, 1782, 1, 87.

et le bouleversement des habitudes parisiennes. Cette fois encore, on se soumit « aux arrêts de la capitale ; » ce fut le temps où les paysannes commencèrent à porter chapeau, où les bourgeoises se risquèrent rue de la Paix et où les élégans se firent habiller à Londres ; le temps encore où se créèrent, un peu partout, d'immenses bazars, dont les alléchans prospectus, imprimés à des millions d'exemplaires, allaient ébranler jusque dans les campagnes les fragiles sagesse féminines, par la reproduction, en séduisantes images, de falbalas mirobolans cotés moins cher qu'un tablier de cretonne ou un bonnet d'organdi ; le temps aussi, hélas ! où notre pays perdit, par ces causes, une part de ce qui faisait son pittoresque, sa grâce et son originalité.

Le fléau n'était pas de ceux qu'on endigue. Dans les vingt années qui précédèrent la guerre, il opéra des ravages. Comme si l'on eût ignoré « qu'il n'y a pas de place au sommet pour tout le monde, » nul ne consentait à être « moindre. » On se poussait dans « le beau monde ; » on voulait recevoir aussi luxueusement qu'on était reçu, sans souci ni lassitude de l'affreuse banalité qu'occasionnaient cette égalité de niveau et cette similitude de prétentions. Ce délire de parité a produit ce phénomène architectural que tous les appartemens de toutes les maisons, bâties depuis quelques années, sont établis sur le même modèle. Les archéologues de l'avenir s'effareront devant ces immeubles aux proportions cyclopéennes, divisés en compartimens dont la distribution varie, il est vrai, suivant la disposition du terrain, mais dont la décoration est partout pareille : ils ne s'expliqueront pas que, dans ce pays, réputé naguère pour son ingéniosité, une époque fut où aucun habitant, de quelque prix qu'il payât son loyer, ne supportait de n'avoir point, comme son voisin d'au-dessus, d'en face, d'au-dessous, d'à côté, des moulures à la grosse, des portes à petites vitres, des lambris de plâtre simulant la boiserie de façon à n'illusionner personne. De modestes rentiers, dans un appartement de 3 000 francs, vous ont une galerie, — une galerie ! — moins vaste que l'armoire à linge de leur grand'mère : cela s'appelle *confort moderne* et cela joue la richesse, sans aucune des qualités du rôle. « Un logis qui ment depuis les bourrelets de la porte jusqu'aux cendres du foyer ; partout la singerie de l'opulence et du luxe, nulle part le vrai beau qui est le simple. Du stuc qui imite le marbre, du papier qui imite l'ébène. Frottez, ça

s'efface; frappez, ça s'écaille... » disait déjà, il y a cinquante ans, le « raisonneur » de *Maison Neuve*. Quelle serait aujourd'hui son indignation devant nos maisons en béton aggloméré qui prétendent ressusciter Trianon à tous les étages, mais où, la nuit, on ne peut tousser, sans réveiller, tant sont frêles les cloisons, tous les locataires de l'immeuble.

Et, tandis que nous nous entassons dans ces fallacieuses demeures, le vieux Paris de nos pères est là, tout proche, avec ses honnêtes et solides maisons aux façades nobles, aux murs robustes, aux pièces vastes, aux plafonds élevés, aux larges escaliers de vraie pierre le long desquels se déroulent de belles rampes en vrai fer forgé. Elles ont la mine renfrognée et sombre, — mais c'est parce que nous les avons abandonnées; l'arrêt qui les condamne est bref et sans appel : « quartiers impossibles ! » Soit ! Tout de même, lorsqu'on feuillette un *Almanach Royal* pour quelque une des années qui précédèrent la Révolution, le regard rencontre des mentions de ce genre : *Monsieur l'abbé de Lattaingant, commandeur ecclésiastique des ordres royaux militaires et hospitaliers de Saint-Lazare de Jérusalem et de Notre-Dame du Mont-Carmel, rue Saint-Sébastien, près du Pont-aux-choux, ou Messire Louis François de Paule Lefebvre d'Ormesson de Noyseau, président à mortier de la Grand'Chambre du Parlement, rue de l'Égout Saint-Paul*; en dépit de l'inélégance des adresses qu'un commis de magasin ne voudrait pas aujourd'hui imprimer sur sa carte, on se prend à rêver de beaux logis aristocratiques, d'antichambres sévères et recueillies, de grands salons silencieux avec de larges cheminées où brûlent des troncs d'arbres, de doubles portes de chêne épaisses de quatre doigts, et l'on songe à la gêne qu'éprouveraient ceux qui habitaient ces vieilles rues « impossibles, » s'il leur fallait vivre, ne fût-ce qu'une semaine, dans la sonore camelote où, par vaniteuse recherche des apparences, nous nous plaisons à grouiller.

Il ne faut point voir en ceci un essai de réquisitoire contre le luxe, féconde expression de la richesse, mais contre l'ostentation « qui n'en est que la grimace. » Après tout, chacun se loge comme il lui convient, et le confort moderne a des partisans respectables. Là où on ne saurait trop le combattre, c'est quand il exerce ses ravages au détriment des monuments du passé. Le cas est fréquent dans nos provinces où des municipalités ignorantes, sinon hostiles par principe à tout ce qui vient

de nos pères, prises, d'ailleurs, de cette frénésie moutonnaire de calquer ce que font les villes riches, dilapident les finances de la commune à édifier des bâtisses aussi prétentieuses que ridicules, sous le prétexte d'améliorer. Le chef-lieu du département s'est endetté pour se mettre « à l'instar de Paris; » il a voulu de « grandes artères, » un lycée de filles, une bourse du travail et un hôtel terminus. Il a fallu, pour cela, renverser des vieux quartiers qui avaient vu l'histoire; l'effet, du reste, n'est pas ce qu'on attendait; les indigènes sont flattés, mais dérouterés de leurs habitudes et les touristes qui, jadis, affluaient, passent maintenant sans séjourner, ayant vu ailleurs, et en mieux, des hôtels terminus, des lycées de filles et des « grandes artères. » La sous-préfecture se ruinera, mais elle se mettra « à l'instar » du chef-lieu, et le résultat est déplorable. Je sais, entre autres, une petite ville ancienne qui serait charmante encore avec ses rues tortueuses, ses toits roux, ses maisons vieillotes et ses fontaines rococo, si, afin de montrer qu'on n'est pas arriéré, on n'avait rasé jusqu'au fond des cryptes une chapelle du xv^e siècle, seul vestige intéressant qui subsistât du passé de la cité, pour élever à sa place un hôtel des postes *modern-style*, si blanc, si cru, si laid, si baroque, si contourné, si insolent, si exotique et si « contresens, » qu'il a l'air d'avoir été transplanté là, tout bâti, des nouveaux quartiers de Leipzig ou de Francfort. Encore trois ou quatre « embellissemens » de ce genre et la petite ville aura perdu tout attrait, toute la physionomie propre qui la distinguait de ses voisines. Fassent le ciel et les « urbanistes » que la reconstruction des localités détruites par la mitraille allemande soit confiée à des architectes soucieux de ne pas donner à ces ressuscitées figure de parvenues, et de leur épargner « la peine de porter à jamais le deuil de leur caractère et de leur beauté (1). » C'est là une question qui n'est pas sans préoccuper ceux qui professent l'amour du pittoresque et le respect de la tradition : elle nous entraînerait trop loin de cette « douceur de vivre » que se vantaient d'avoir connue nos aïeux et dont nous essaierons d'isoler et d'analyser, en quelque sorte, les divers élémens.

LENÔTRE.

(A suivre.)

(1) *Pour relever les ruines*, par M. Joseph Dassonville, *Les Etudes*, janvier 1917.

LE PRINCE DE BÜLOW

ET

LA POLITIQUE ALLEMANDE

On se souvient que, dans les premiers mois de 1914, le prince de Bülow publia un ouvrage considérable, intitulé : *la Politique allemande*, où l'ancien chancelier avait réuni les diverses considérations émises par lui au Reichstag et en d'autres assemblées sur la renaissance de l'Allemagne, ses ambitions mondiales, sa puissance de plus en plus imposante, ainsi que sur ses tendances soi-disant pacifiques au point de vue de la politique extérieure. Il préconisait, comme l'Empereur, la nécessité d'une flotte de guerre pour appuyer l'essor du commerce allemand et assurer la représentation efficace des intérêts maritimes de l'Empire, sans dire alors, comme il vient de le faire, « que l'Allemagne n'avait pas à subir la loi de l'Angleterre, ni à accepter d'elle une amitié qu'elle eût payée de son indépendance. » M. de Bülow avait ajouté à ce recueil de vues personnelles des observations fort intéressantes sur la Double Alliance et la Triple Alliance, les rapports de l'Allemagne avec la France, la Russie, l'Angleterre, la Turquie, l'Italie, le Japon, les États-Unis. Dans un coup d'œil d'ensemble, il avait rapidement examiné diverses questions importantes, telles que, pour le passé, l'affaire de Fachoda et la guerre des Boers et, pour le présent, la possibilité d'une alliance anglo-allemande, l'affaire Marocaine, l'irréconciliabilité de la France au sujet de l'Alsace-Lorraine, puis les premiers succès de la politique mondiale de l'Allemagne qui lui avait fait étendre et

développer d'anciennes colonies dans l'Afrique du Sud-Ouest, en Chine à Kiao-Tchéou, aux îles Carolines et sur les rives de l'Euphrate et du Tigre, de telle sorte que le bras allemand allait atteindre les régions les plus lointaines et que nulle part un intérêt allemand ne pouvait être lésé impunément.

Portant ensuite ses regards sur l'intérieur de l'Empire, le prince de Bülow avait étudié le passé politique du peuple allemand, les divers groupes et intérêts des partis, le Conservatisme, le Libéralisme, le Centre, le Socialisme et la politique du Bloc. Envisageant après cela les grosses questions économiques, il avait considéré la situation de l'Industrie et de l'Agriculture, ainsi que la politique douanière de l'Allemagne. Enfin, abordant la question des Marches de l'Est, il avait célébré « la mission civilisatrice » qui avait conduit les Allemands au delà de l'Elbe et de l'Oder vers l'Est, mission regardée par lui comme la plus grande et la plus heureuse qu'eût entreprise son pays. Dans sa confiance en la puissance inouïe et la prépondérance de l'Allemagne, le prince de Bülow n'avait pas prévu les déceptions auxquelles l'Empire allait s'exposer. Il avait écrit son livre, en 1914, avec une assurance orgueilleuse et avec la persuasion que l'œuvre de Bismarck délierait à jamais les assauts des ennemis les plus forts et les morsures du temps. Pour lui, l'Allemagne avait le droit et le pouvoir de faire désormais une vaste politique mondiale sur la base inébranlable d'une situation sans pareille en Europe, c'est-à-dire de s'assurer l'hégémonie en tout, partout et sur tous. Le travail bismarckien lui avait ouvert les portes de cette politique et elle s'y jetait avec une ardeur et une foi absolues, pour sortir des limites étroites où elle avait été enfermée et se mouvoir à l'aise dans un monde plus vaste. Ses ambitions étaient immenses, et elle les croyait d'avance justifiées.

*
* * *

Ce que l'auteur faisait entrevoir dans le livre de 1914, il le met en pleine lumière aujourd'hui dans la nouvelle édition remaniée et complétée de *la Politique allemande* (1) que son éditeur enthousiaste appelle, dans une réclame retentissante : *Das Buch der Zeit*, — le Livre de l'Époque!

(1) *Die Deutsche Politik*, 1 vol. in-8 avec portrait, Reimar Hobbing; Berlin, 1916.

Sans lui attribuer une importance exagérée, il faut cependant reconnaître que cette édition nouvelle, encore peu connue en France, mérite une attention toute particulière. La politique de l'Allemagne, en face des événements actuels, après trente-deux mois de guerre, s'y révèle en effet dans toute sa réalité, je puis même dire, dans tout son réalisme. Ce que le prince de Bülow ne voulait ou n'osait pas avouer avant les hostilités qui embrasent aujourd'hui le monde entier, maintenant que les dés de fer ont été jetés sur l'échiquier fatal, maintenant que les vitres du temple de Janus ont volé en éclats et que tout ménagement à l'égard des diverses Puissances est devenu chose inutile, il le dit ou le fait entendre clairement. Nous allons donc étudier avec soin ses nouvelles déclarations et chercher à en tirer profit.

Dans la préface de l'édition actuelle, le prince de Bülow remarque qu'il y a deux ans l'Empire allemand avait derrière lui quarante-trois années de paix et pouvait espérer encore une longue période pacifique. Toutefois, dans la politique européenne, il restait nombre de questions importantes à résoudre que lui-même reconnaissait avoir examinées dans son passage aux affaires et que, depuis 1910, il avait continué à suivre dans ses études diplomatiques. Tout en affectant des vues pacifiques, le prince avouait que la guerre avait failli plus d'une fois éclater. Au moment où s'était présentée l'affaire de la Bosnie, c'est-à-dire en 1908 et en 1909, la situation internationale, au point de vue du groupement des Puissances, avait été la même que la situation d'où jaillit la guerre actuelle.

M. de Bülow croit pouvoir affirmer que la diplomatie, par l'habileté de ses ressources et de ses négociations, était arrivée à conjurer le péril, au moins momentanément. Il avait même été jusqu'à penser que la perspective des horreurs d'une guerre européenne déterminerait les hommes d'État à chercher la solution pacifique des conflits possibles. « Cet espoir a été déçu, dit-il. La querelle renouvelée entre l'Autriche et la Serbie, qui ne put être localisée et qui devait amener un bouleversement européen, jeta, l'un contre l'autre, les deux grands groupemens qui s'étaient formés de nos jours, en se fondant sur l'antagonisme de leurs intérêts en Europe et dans le monde. » L'ancien chancelier se garde bien de reconnaître que l'Allemagne imposa sa volonté à l'Autriche-Hongrie qui hésitait encore à déclarer la guerre. Il sait bien pourtant que, si le conflit n'avait pu être

arrêté, c'est à ses ordres et à ses exigences qu'on le doit. Tout ce qu'il trouve à dire sur cette immense querelle qui, par sa faute certaine, a embrasé le monde, c'est que le peuple allemand a fait une fois de plus admirer ses vertus de peuple guerrier et victorieux. *Ses vertus*, le mot est là écrit en toutes lettres!... Ce n'est pas assez. « Les Prussiens et les Allemands qui avaient fait « figure de héros » dans les trois dernières guerres du siècle dernier, ont aujourd'hui dépassé toute attente par « leurs prodiges de persévérance et de courage. »

Et l'empereur Guillaume II?... Ah! pour le prince enthousiaste, comme ce monarque, qui porte le drapeau à la tête de la nation allemande, a une figure admirable! Jamais la bravoure et la fidélité au devoir, traditionnelles dans la Maison des Hohenzollern, ne se sont affirmées avec autant d'éclat. Aussi, l'Empereur a-t-il contribué à consolider ainsi dans les masses l'attachement le plus profond au principe monarchique. Sans s'arrêter dans la voie de l'admiration et des éloges où il est entré, le prince de Bülow célèbre, sur le même ton, le corps des officiers allemands, « lequel défie toute comparaison » par des talens qui assurent la victoire à l'armée. L'auteur ne parle sans doute pas pour l'avenir. Il constate déjà, — et c'est la marque d'un esprit bien résolu, — les victoires présentes qu'il eût bien fait cependant d'énumérer. « L'Allemagne entière, s'écrie-t-il, s'incline avec respect et avec admiration devant la maîtrise du commandement de Hindenburg, vainqueur de la formidable armée russe. » Vient le tour des soldats qu'il fallait louer également sans réserves. « Ce qui restera le prodige de ce temps, dit M. de Bülow, c'est l'héroïsme de ce simple soldat allemand qui, arraché à son paisible labour, à sa femme et à ses enfans, poursuit sans défaillance à travers les mois qui s'écoulaient la sanglante et terrible besogne que requiert le salut de la patrie. » On ne peut certainement nier la bravoure et l'endurance de nos ennemis depuis près d'un millier de jours, mais en les reconnaissant, ne faut-il pas observer qu'à la sanglante et terrible besogne des combats, le soldat allemand, sur l'ordre de ces chefs tant vantés, a ajouté d'autres besognes qui entachent sa bravoure et qui resteront son éternel déshonneur?

Qu'après cela le prince de Bülow vienne dire que si l'Allemagne sort victorieuse d'une lutte contre le monde entier, sa gratitude ira d'abord à ces braves qui ont préféré mourir plutôt

que reculer, c'est son affaire et son rôle de Prussien, décidé à ne voir que la bataille et à fermer les yeux sur les incendies, spoliations, rapt, viols, déportations, incarcérations, tortures et autres infamies voulues par des chefs impitoyables et par des historiens complaisans, dont le seul refrain est : *Krieg ist Krieg!* ou : *Not kennt kein Gebot!* « Aucune guerre, dans l'histoire d'Allemagne, ajoute l'auteur, n'aura vu un héroïsme général comparable à celui-là; aucune guerre n'aura vu non plus tant de sacrifices et tant de pertes douloureuses. » Et alors, dévoilant en une phrase toute la politique allemande à venir, il dit : « Il va de soi que le but principal de notre action doit être aujourd'hui pour nous d'assurer à l'Allemagne, non seulement une indemnité suffisante, mais des garanties contre la répétition d'une guerre se déroulant dans les mêmes conditions ou dans des conditions également défavorables. » Nous verrons quelles seront ces garanties et cette indemnité, mais n'est-il pas bon de noter tout de suite que le pays qui a provoqué et déchainé la guerre, déclare aujourd'hui par un de ses diplomates les plus autorisés qu'il veut s'assurer « contre le renouvellement de pareilles hostilités? »

M. de Bülow aime à constater que, comme chez les autres peuples, la guerre a relégué au second plan les querelles de partis et déterminé la paix entre les citoyens, la *Burgfried*. En apparence, cela est vrai. Mais pour combien de temps? Les socialistes, qui ont prêté un si puissant appui au parti de la guerre, commencent à se diviser quelque peu, et la mobilisation civile, très rigoureuse, peut seule contenir des ressentimens, des récriminations amères, des révoltes inquiétantes. Enfin, le vote récent d'une motion nationale-libérale concernant l'examen de la réforme constitutionnelle et de la représentation nationale, et à laquelle a succédé le Rescrit impérial du 8 avril, n'est-il pas l'indice d'une crise redoutable? M. de Bülow, qui affecte d'être rassuré en politique intérieure, l'est beaucoup moins sur les suites de la guerre elle-même. Il reconnaît qu'elle laissera après elle, chez bien des peuples, « un ressentiment profond. » Il dit que « la haine et les espoirs de revanche influenceront longtemps les relations internationales. Ce serait une lourde faute, ajoute-t-il, que de poursuivre des illusions à ce point de vue et que de vouloir, dans un temps que la guerre a marqué de son caractère et de sa loi, compter parfaitement

avec telles ou telles sympathies antérieurement existantes et peut-être justifiées. »

Quelles sont, grand Dieu ! et où peuvent-elles être ces sympathies antérieures ? Est-ce en France, en Belgique, en Italie, en Russie, en Pologne, qu'il faut les chercher ? Et là où elles semblent peut-être avoir quelque appui, c'est-à-dire en Suède, en Norvège, en Hollande, en Espagne, sont-elles bien sincères ? Que la roue du destin tourne, — comme tout le fait prévoir, — en faveur des Alliés, que restera-t-il de ces sympathies ? Déjà, celles que l'Allemagne escomptait aux États-Unis se sont enfuies, et le mot que le prince de Bismarck aimait à répéter avec une sorte d'orgueil conquérant : « Je suis l'homme le plus haï de l'univers ! » s'applique à toute la nation allemande qu'on appelle avec raison « la monstrueuse Nation, la Nation barbare ! »

Comment éviter ce ressentiment si légitime ? M. de Bülow n'hésite pas à compter sur « la bienfaisante action du temps » et, — ceci pourrait bien le concerner personnellement, — « sur le doigté d'un homme d'État adroit et ferme » pour que des relations normales et confiantes puissent être renouées avec l'ennemi. « Sur les ruines que la guerre laissera après elle, ajoute-t-il, les conquêtes d'ordre moral ne seront pas faciles. »

Mais, diront quelques optimistes, est-ce que l'exemple de l'Autriche n'est pas là ? Est-ce qu'à la défaite de Sadowa n'a pas succédé la conclusion assez rapide de l'alliance austro-allemande ? Ce n'est là, avoue M. de Bülow lui-même, « qu'un semblant de raison. Car où est le pays aujourd'hui, en Europe, auquel l'Allemagne soit liée par dix siècles de la même histoire, par la communauté de la langue, de la formation première, de la littérature, de l'art, des coutumes et des mœurs ? Ce sont là des liens auxquels le parallélisme de certains intérêts ne saurait suppléer. » M. de Bülow remarque encore qu'en 1866, le Schlesvig-Holstein, le Hanovre, la Hesse électorale, le duché de Nassau et Francfort avaient été réunis à la Prusse, et qu'ainsi le rapprochement avec les pays d'outre-Mein s'était établi sur de solides fondemens, tandis que 1871 devait valoir à l'Allemagne l'Alsace et la Lorraine.

La guerre survenue en 1914 est devenue une guerre nationale, aussi bien pour les Français, pour les Anglais que pour les Russes. « Aussi, la haine déchainée par cette guerre persis-

tera en ces pays après la signature de la paix jusqu'à ce que la passion nationale ait trouvé le moyen de s'épancher ailleurs. » Contre cet esprit vindicatif et cette soif de revanche qui se manifesteront de l'Est à l'Ouest et par delà le canal de la Manche, où l'Allemagne découvrira-t-elle une protection certaine? « Dans l'accroissement de sa puissance. » L'aveu est clair. « A nous, s'écrie M. de Bülow, de nous fortifier sur nos frontières et sur notre littoral, et de nous rendre plus inattaquables que nous n'étions quand éclata la guerre. » Cet aveu promet. Mais, pour nous rassurer, le fin diplomate ajoute aussitôt : « Ce ne sera pas en vue de nous assurer l'hégémonie universelle, mais bien pour assurer notre défense nécessaire. La conclusion de la guerre ne peut être négative; elle doit être positive. Il ne s'agit pas seulement pour nous de n'être ni anéantis, ni diminués, ni morcelés, ni réduits en poussière. Il s'agit pour nous d'un bénéfice qui se traduira par un surcroît de sécurité, qui nous dédommagera des peines et des souffrances inconnues jusqu'ici que nous aurons éprouvées, qui nous sera enfin une garantie pour l'avenir. En raison des sentimens que la guerre aura fait naître contre nous, le retour pur et simple au *statu quo ante bellum* ne représenterait pas assurément un gain pour l'Allemagne, mais serait au contraire une défaite pour elle. C'est seulement à la condition que nous sortirons de la guerre plus forts, et qu'un accroissement de notre puissance politique, économique et militaire nous permettra de contenir les hostilités déchainées contre nous, que nous pourrions nous dire, en toute sécurité, que la guerre a amélioré notre situation générale. »

Ceux qui nous parlent encore de la modération possible des Allemands, ceux qui croient à des propositions vagues et hypocrites de paix et de conciliation, ceux qui se défendent même de rêver l'annexion de la moindre parcelle du sol allemand et hésitent presque à revendiquer l'Alsace et la Lorraine intégrales, peuvent saisir maintenant les désirs, les ambitions et les volontés de l'Allemagne. C'est l'un de ses diplomates les plus modérés en apparence, mais l'un des plus exigeans en réalité, qui laisse entrevoir jusqu'où iraient les exigences de son pays, s'il était vainqueur. Avec le même ton calme, la même voix paisible, l'attitude si simple qu'il affectait au Reichstag, M. de Bulow continue sa tâche. Il avait

voulu non seulement conquérir tout le Congo et réduire au Maroc notre situation et notre influence au minimum d'expression; il avait voulu entraîner l'Italie dans la lutte contre la France, la Russie et l'Angleterre, en s'appêtant habilement à la duper après la guerre; il avait voulu, par des manœuvres habiles, reconquérir une fortune que le ressentiment de son maître, surpris et devancé en plein arbitraire par le Reichstag, lui avait enlevé; il est prêt encore aujourd'hui à prier son successeur modeste de lui rendre son poste à la Chancellerie d'État et prêt à dicter, en cas du triomphe auquel il croit toujours, des volontés souveraines à l'Europe. Il ne les indique pas en son livre, mais son ralliement aux idées pangermanistes peut les faire connaître. Il partage les idées d'Ernest Haase qui disait : « Le globe doit être réparti entre les forts; les petits peuples doivent disparaître; il faut qu'ils se fondent dans les grands peuples qui les avoisinent. » Admettons un instant avec M. de Bülow que ses désirs de conquêtes, uniquement inspirés, selon lui, par la pensée de contenir les hostilités des ennemis de l'Allemagne, soient réalisés. Est-ce tout? Ses désirs sont-ils satisfaits? Non... Il est absolument nécessaire que les Allemands maintiennent ou réalisent le contact et resserrent les rapports avec les Neutres. « Dans cet ordre d'idées, dit-il, le souci des intérêts politiques doit l'emporter absolument sur le sentiment, celui-ci fût-il de peu de sympathie réelle. Du fait de l'accroissement de sa puissance, l'Allemagne devra être en état d'affronter les inimitiés que les événemens auront ravivées et fortifiées. De plus, cela dût-il même lui déplaire, elle devrait bien penser qu'elle ne pourrait se fier à l'amitié de ceux-là mêmes qui n'auraient pas été ses adversaires dans la guerre actuelle. »

Ici M. de Bülow avance à pas prudents. « Comme je m'attendais, dit-il, il y a deux ans, à une longue période de paix, pendant laquelle le temps travaillerait en faveur de l'Allemagne, je dus observer alors une extrême réserve à l'endroit de l'étranger... Il va de soi que je puis parler avec plus de précision aujourd'hui. Je ne vois rien dans la politique étrangère qui soit de nature à modifier mon opinion quant aux dispositions de l'étranger à l'égard de l'Empire, car les événemens me donnent raison. L'intransigeance du ressentiment français s'est trop nettement affirmée. On a remarqué en 1913 que je manifestais un trop grand scepticisme au sujet de nos rapports avec

l'Angleterre. On peut constater maintenant que le simple espoir de voir s'établir entre elle et nous des relations cordiales n'a guère été justifié par les faits (1). On avait lieu d'être plus optimiste en ce qui concerne les rapports avec la Russie au moment où l'on était heureusement sorti de la crise survenue lors de l'affaire de la Bosnie. » Ici, M. de Bülow se rassure trop facilement, car cette affaire avait laissé au cœur des Russes le plus amer ressentiment, et les apparences seules, pour les esprits légers, pouvaient faire croire le contraire.

L'ancien chancelier reconnaît qu'entre temps de nouveaux sujets de conflits avaient surgi entre la Russie et l'Autriche-Hongrie à la suite des deux guerres des Balkans, de la guerre de la Turquie contre la Bulgarie, de la Serbie contre la Grèce et de la reprise des hostilités entre les peuples balkaniques. « La qualité des rapports entre la Russie et l'Allemagne, ajoute-t-il, a toujours dépendu, depuis la naissance de la Duplice et l'entrée de l'Empire moscovite dans le système politique de nos ennemis, de la façon dont les conflits d'intérêts ont été traités et de l'attitude personnelle des négociateurs. Le danger pour l'Allemagne de trouver la Russie contre elle dans une guerre européenne ne date pas d'ailleurs de quelques dizaines d'années, mais de la fondation de l'Empire. » La duplicité de l'Allemagne à l'égard de la Russie est notoire. Après l'avoir dupée en 1878 au Congrès de Berlin, et avoir fait ratifier en 1884 à Skiernewicz l'alliance de 1870 et de 1882, elle a obtenu d'elle une neutralité bienveillante pendant six ans. Ensuite, après avoir entraîné la Russie dans les hostilités contre le Japon et dans les solennités du canal de Kiel, elle a monté le piège asiatique qui aurait pu ébranler l'Empire des tsars et encouragé aux aventures néfastes de la Mandchourie et de la Corée. Enfin, après s'être installée à Kiao-Tchéou comme rivale, l'Allemagne a fait conclure à sa rivale dans les Balkans un marché trompeur avec l'Autriche, et amené ensuite le triomphe du Japon, tout cela dans le dessein d'abaisser

(1) Dans un autre passage de l'édition nouvelle, le prince, citant à propos de l'Angleterre la réflexion de Machiavel qui recommande en politique de ne pas se lier à plus fort que soi, de peur d'être à sa merci, nous rapporte une remarque de Bismarck à Sybel en 1893 : « L'Angleterre est le plus dangereux ennemi de l'Allemagne. Elle se tient pour invincible et se figure n'avoir aucun besoin de nous. Elle ne croit pas encore l'Allemagne son égale, et les conditions de l'alliance qu'elle consentirait avec nous seraient de celles que nous ne pourrions jamais accepter. Dans toute alliance que nous signons, il faut que nous soyons les plus forts ! »

la Russie et de lui enlever en Europe toute action décisive. Ceci établi, est-il possible d'admettre que la politique allemande à son égard n'ait pas été une provocation incessante ?

M. de Bülow avoue que, dans un court résumé politique, il a volontairement négligé les développemens relatifs à de vieilles querelles intestines. Cependant, il ne peut dissimuler la satisfaction que lui cause le changement survenu dans la Sozial-Demokratie qui s'est rangée dès la première heure au service de l'intérêt national. « C'est, dit-il, à peu près uniquement sur le terrain des problèmes d'intérêt national que je me suis trouvé en désaccord avec elle. Si l'on excepte ces questions, les revendications légitimes de la Sozial-Demokratie ont trouvé auprès du gouvernement accueil et satisfaction. L'entente avec elle et le gouvernement, ainsi qu'avec les autres partis, sera autrement facile dans l'avenir, du moment que la guerre a supprimé la distinction entre Nationalistes et non-Nationalistes. » Il se réjouit donc de constater que du jour même où la guerre a été déclarée, la Sozial-Demokratie n'a plus envisagé que l'intérêt de la patrie allemande.

Cependant, M. de Bülow avait toujours vu, et il le voit encore, un très grand danger dans le socialisme. Il le disait en ces termes à la veille de la guerre : « La lutte contre lui est le devoir de tout gouvernement allemand, jusqu'à ce que le socialisme soit écrasé et modifié. » L'écrasement, depuis l'échec de la loi du Reichstag contre les socialistes, n'était plus chose possible. Sans doute, on pouvait encore et l'on devait réprimer sans pitié toute atteinte à l'ordre public, comme l'avaient fait en France des ministres issus du parti radical même. Mais intervenir brutalement dans une évolution pacifique pour prévenir des explosions éventuelles, c'était bien différent, car on courait le risque de susciter une violence qui, sans cela, serait restée dans l'ombre, comme l'avaient prouvé les fameuses persécutions contre les démagogues dans les années 1815 et 1845. Il ne fallait pas oublier que le résultat de cette imprudence fut la Révolution de 1848.

Donc, aussi longtemps qu'il serait possible de satisfaire aux nécessités politiques sur le terrain du Droit, il fallait s'y appliquer et cela même dans la lutte contre le socialisme. Il convenait d'en bien étudier le caractère pour se défendre contre ses théories et ses actes qui attaquaient la base de la vie gouverne-

mentale et le caractère particulier de la vie politique allemande. Ce socialisme était dangereux, parce qu'il était foncièrement allemand, à cause de ses capacités d'organisation et de sa discipline sévère. M. de Bulow disait alors de la Sozial-Démokratie ce qu'il n'ose plus dire aujourd'hui, car il en a besoin plus que jamais : « Il ne faut pas songer à la réconcilier avec l'État et à la dissoudre ainsi du même coup, en l'attelant pour un temps au char gouvernemental ou en faisant participer tel ou tel de ses membres aux affaires. » Sans doute aujourd'hui, M. Scheidemann n'est pas ministre officiellement, mais il a cependant quelque crédit dans l'action ministérielle. M. de Bulow ne dirait plus que le socialisme allemand est irréconciliable et intransigeant vis-à-vis de l'État, puisque, le 2 août 1914, tous les socialistes ont voté les crédits militaires et que, depuis deux ans, la presque totalité d'entre eux pousse à la continuation d'une guerre terrible et laisse entrevoir des appétits et des exigences inexorables pour le jour du règlement des comptes avec l'étranger.

M. de Bulow n'accuse donc plus aujourd'hui les socialistes allemands d'être imbus du vieux défaut d'envie, — *propter invidiam*, — que Tacite reprochait à leurs aïeux, les Germains. Il ne dirait plus que ses adeptes manifestent une *haine fanatique* contre la propriété et l'instruction, la naissance et la situation. En 1914, M. de Bulow envisageait la renonciation du gouvernement à la lutte contre la Sozial-Demokratie comme la capitulation du souverain devant la Révolution. « Une entente avec elle serait en Prusse le triomphe du socialisme sur le gouvernement et la Couronne. Le gouvernement prussien ne peut pas essayer avec elle une politique de réconciliation, sans avoir à craindre de détruire l'organisme fondamental de la Prusse. Le mot de Bebel que le socialisme aura cause gagnée quand il aura acquis la Prusse, est vrai. » Que faire alors ? « Il ne nous reste, disait alors M. de Bulow, que l'espoir de le vaincre par des voies indirectes, en l'attaquant dans ses causes et dans ses forces motrices. Isoler de lui le libéralisme et rallier celui-ci au gouvernement et à la Droite ; éclairer le parti ouvrier et lui montrer que le socialisme est incapable de supprimer les soucis et la misère ; conquérir, par la persuasion, la douceur, les bons procédés et les institutions utiles, l'amitié des ouvriers, telle est la conduite à suivre. » Il est vrai qu'à ces

déclarations conciliantes il ajoutait ces restrictions immédiates : « Tant que le socialisme ne remplira pas les conditions exigées de lui, tant qu'il ne se placera pas sur le terrain de la raison et de la légalité, tant qu'il ne fera pas sa paix avec l'ordre monarchique, tant qu'il restera ce qu'il est actuellement, le combat sera le devoir inéluctable du gouvernement, car son agitation est un danger pour le pays tout entier et pour la monarchie. »

Aujourd'hui, tout est au calme, à la douceur, à l'union. Pourquoi?... Parce que, malgré les repentirs bruyans et les criaileries tardives de Haase, Ledebour, Hoffmann et Woghter, la Sozial-Demokratie a pris sa part et ses responsabilités dans la guerre préparée, provoquée et déchainée par l'Allemagne impérialiste. Elle a accepté délibérément une guerre d'agressions et de conquêtes en opposition directe avec les principes de l'Internationale ouvrière. Une petite minorité commence seulement à s'apercevoir de cette faute énorme et à exprimer ses regrets sous une forme plus tapageuse qu'efficace. Mais n'ayons pas du reste confiance en tout cela. La Sozial-Demokratie a agi avec une duplicité qui doit exciter notre juste méfiance, même quand la minorité condamnerait sa complicité avec les hobereaux et les pangermanistes. Ne soyons pas dupes d'une comédie socialiste qui est incapable d'être autre chose qu'une comédie! Ces repentans tardifs parlent d'une paix sans annexions, du retour au *statu quo*. Nous savons ce que cela veut dire. La vraie réponse est celle que le gouvernement français a faite, à la Sorbonne, le 7 mars dernier, dans la fameuse journée dite du Serment National, devant les dix-huit Ligues qui représentaient toute la France et qui ont acclamé et applaudi cette réponse : « Après trente mois de guerre, la France est indomptable et résolue. Comme elle est debout dans la guerre, elle sera debout demain dans la paix réparatrice, avec notre Alsace et notre Lorraine, dans la paix de la victoire, la seule que, pour l'honneur de son histoire et le respect de ses morts, elle puisse accepter. »

*
* *

Une remarque importante qui clôt la Préface de la nouvelle édition de *la Politique allemande* ne peut être négligée, car elle va donner lieu à l'examen d'une question considérable entre toutes, je veux dire celle du militarisme prussien.

« La nigauderie, la sottise avec lesquelles, dit M. de Bülow, les ennemis du peuple allemand traitent, soit en écrits, soit en paroles, le militarisme prussien, fondement de notre existence politique et garantie de notre avenir, m'a fourni l'occasion de révéler l'importance du rôle de l'armée dans l'histoire politique de l'Allemagne. » Aussi, l'ancien chancelier a-t-il tenu à lui consacrer un chapitre spécial qu'il faut étudier de près, car il en vaut la peine.

« C'est sur les épaules de son armée, remarque-t-il, que l'Allemagne a atteint les hauteurs d'où elle embrasse un si vaste horizon. Dans l'immense conflit auquel nous assistons, les difficultés de la guerre que l'Allemagne soutient pour l'avenir de sa politique seront d'abord résolues par notre peuple en armes, dont les bataillons combattent au Sud, à l'Est, à l'Ouest. C'est cette armée, forgée par la vieille Prusse et par elle léguée au nouvel Empire, qui aujourd'hui protège victorieusement le peuple allemand et la terre allemande contre un monde d'ennemis. Nouvelle confirmation de cette vérité que les forces qui ont d'abord fait la grandeur d'un État, sont encore celles qui le maintiennent et assurent son salut. » Cela est de toute évidence et est vrai partout. Mais l'armée prussienne n'a pas seulement à défendre et à protéger le sol national ; elle a aussi à soutenir et à sauvegarder la monarchie. Étudiant le caractère des diverses armées de l'Europe, le prince de Bülow définit ainsi l'armée de l'Empire : « L'armée allemande d'aujourd'hui est monarchiste, parce que l'Empire allemand est essentiellement une création de la monarchie. » Elle a été jetée dans le moule officiel et elle a reçu une forme qui lui impose le caractère même de l'État qu'elle sert. Et c'est pour cela qu'elle est commandée par un corps d'officiers presque exclusivement nobles et que sa discipline est d'une rigidité et d'une sévérité sans pareilles. Le citoyen allemand devient, dès son incorporation, l'instrument même de la volonté impériale, et il doit obéir *perinde ac cadaver*. Qu'on en juge par cette allocution de Guillaume II aux recrues de Potsdam :

« Recrues !

« ... Vous pouvez être appelés d'un moment à l'autre à tirer sur les membres de votre famille, à *sabrer père, mère, frères ou sœurs*. Mes ordres à ce sujet doivent être exécutés avec entrain

et sans murmurer, comme tout ordre que je donne! Vous devez faire votre devoir *sans écouter la voix de votre cœur*. Et maintenant, allez vers vos nouvelles obligations! »

Et quand la guerre, voulue par lui, eut éclaté, Guillaume II lança cette proclamation à l'armée de l'Est : « Je suis l'instrument du Très-Haut. Je suis son glaive, je suis son représentant. Malheur et mort à ceux qui ne croient pas à ma mission! Malheur et mort aux lâches! Qu'ils périssent, tous les ennemis du peuple allemand! Dieu exige leur destruction, Dieu qui, par ma bouche, vous commande d'exécuter sa volonté (1)! »

Après les sommations de leur Empereur, qu'on ne s'étonne donc pas de voir les soldats allemands, sur un simple geste de leurs officiers, soumis eux-mêmes aux volontés impériales, incendier et ravager des villes et des villages, bombarder des cathédrales et des églises, violer des femmes et des jeunes filles, piller les trésors les plus sacrés, égorger des milliers d'innocens et, ces tâches ignobles une fois accomplies, rentrer dans leurs rangs, comme s'ils n'avaient rien fait que de normal et de naturel... Ainsi pliés à une obéissance absolue allant jusqu'au crime, ils constituent une force inébranlable, — en apparence tout au moins, — pour l'Empire et ses institutions. Voilà le militarisme allemand, bien différent de la force armée des nations humaines et civilisatrices! Aussi, quand on attaqua, et avec raison, une conception si barbare, quand on en dénonça l'horreur et l'atrocité, les quatre-vingt-treize Intellectuels allemands se récrièrent et dirent : « Il n'est pas vrai que la lutte contre ce que l'on appelle notre militarisme ne soit pas dirigée contre notre Kultur, comme le prétendent nos hypocrites ennemis. *Sans notre militarisme, notre civilisation serait anéantie depuis longtemps.* C'est pour la protéger que le militarisme est né dans notre pays, exposé comme nul autre à des invasions qui se sont renouvelées de siècle en siècle. L'armée allemande et le peuple allemand ne font qu'un. C'est dans ce

(1) Le prince de Bülow, qui cite Goëthe à tout propos, ne sera pas surpris que je relève ici une observation du célèbre poëte allemand sur la trop grande facilité avec laquelle ses concitoyens se servaient du nom et de la personne sacrée de Dieu : « Les Allemands, disait-il, agissent avec Dieu, l'Être incompréhensible, comme s'il n'était plus que leur égal. S'ils étaient vraiment pénétrés de sa grandeur, ils se tairaient et le respect les empêcherait même de prononcer son nom. » Il est vrai que le professeur Lasson, ou Lazarussohn, a dit que « Dieu le Père était réservé uniquement à l'usage de Sa Majesté. »

sentiment que fraternisent aujourd'hui 70 millions d'Allemands, sans distinction de Kultur, de classe, ni de parti. » Mais ce que ne disent pas ces Intellectuels, et ce qui est cependant au fond de leur pensée, c'est que ce militarisme est fait à la fois pour repousser ou attaquer *per fas et nefas* l'ennemi et pour combattre la Révolution qui, par l'extension du socialisme de plus en plus croissant, menacerait la vieille Allemagne. Ce qui le prouve encore, c'est la récente mobilisation civile qui, faisant de tous les citoyens de seize à soixante ans autant de soldats ou d'instrumens d'État, cherche à empêcher les troubles, les émeutes et les révoltes que les horreurs et les misères d'une trop longue guerre pourraient fatalement déchaîner.

Le prince de Bülow s'extasie naturellement sur la formation sans pareille de l'armée allemande. « Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume I^{er}, ne fut pas seulement l'intraitable sergent de parades de Potsdam ; il fut aussi le créateur dans notre armée de cet esprit qui a conduit les drapeaux prussiens et les drapeaux allemands de Mollwitz et de Hohenfriedberg à Tannenberg et à Verdun. » Il faut convenir que ce dernier nom qui représente bien, il est vrai, l'acharnement de l'ennemi, mais aussi sa défaite, est plutôt là pour nous plaire. Au moment où il apparaissait sous la plume de M. de Bulow, il n'avait pas encore toute l'auréole dont il s'est depuis si justement entouré. Et l'empereur Guillaume II a eu beau décerner le titre de général au kronprinz pour son acharnement inutile à s'emparer de la glorieuse citadelle, il n'a fait que souligner sa défaite.

L'ancien chancelier affirme que de ses rudes et braves hobereaux, Frédéric-Guillaume I^{er} tira l'admirable corps des officiers prussiens, « de nos officiers, dit-il, avec leur austère conception du devoir et de l'honneur, leur sentiment de solidarité qui les lie à leurs subordonnés, leur esprit de camaraderie, leur belle fierté militaire et leur fidèle attachement à la monarchie. » Le Roi, qui portait l'habit de soldat, était le premier officier de l'armée ; les officiers, qui portaient l'habit du Roi, formaient le premier corps dans l'État, le corps auquel le Roi lui-même appartenait. On ne peut s'étonner que M. de Bülow exalte le corps des officiers prussiens, mais quand on se rappelle les violences, les cruautés, les ignominies ordonnées ou exécutées par ces officiers allemands, comme l'assassinat de miss Cavell, on se demande si vraiment il lui était permis de

louer avec tant d'audace leur sentiment du devoir et de l'honneur ! Qui donc espère-t-il tromper ainsi ?

« Frédéric-Guillaume I^{er}, continue M. de Bülow, voulut que les liens fussent non moins solides entre l'armée et le peuple, de telle sorte que dans l'armée, Royauté, Peuple et Etat ne fissent qu'un. Prévoyant l'avenir bien au delà des possibilités de son temps, il formula ainsi le premier paragraphe de ses réglemens : « Tout sujet allemand est né pour porter les armes. » C'était le principe du service militaire obligatoire pour tous, et il a été posé non par la Révolution française, mais par la royauté prussienne... L'idée devançait l'avenir, et sa réalisation ne devait sortir que des difficultés que l'histoire de la Prusse allait bientôt connaître. Il fallut sept ans de vie sous les armes pour créer l'amitié entre la royauté, le peuple et l'État. » Cette unité a été en effet obtenue par la guerre de Sept Ans et par une discipline rigoureuse qui mata le peuple et en fit un serviteur humble et docile. Mais l'orgueilleuse armée, ainsi créée, subit le contre-coup d'une politique sans énergie et fut vaincue à Iéna par un génie supérieur en tout. Il fallut songer à la revanche et, avec l'aide de Sebnarnhorst qui s'était pénétré des méthodes et des leçons napoléoniennes, la levée du peuple en masse put s'opérer en 1813 et en 1814. Grâce à lui et à ses successeurs, l'armée prussienne put affronter les orages de la Révolution de 1848 et resta supérieure aux débats dissolvans de la politique. « Le peuple, revêtu de l'habit du Roi, dit M. de Bülow, incarnait fidèlement l'idée de l'État et le pur sentiment national. A cela les générations nouvelles n'ont rien pu changer. La guerre mondiale d'aujourd'hui voit notre peuple en armes plein de cet idéalisme national qui est l'esprit même de notre armée... Parmi les grandes choses dont l'Allemagne est redevable à la Prusse, la plus grande sera toujours l'armée prussienne, cette œuvre des siècles, que les tempêtes n'ont pu que rendre plus solide. Comme il fallait s'y attendre, les États allemands s'empressèrent d'adopter l'organisation et les traditions de l'armée prussienne... L'héritier de Frédéric-Guillaume I^{er} est devenu le chef supérieur de l'armée allemande, de l'Allemagne tout entière en armes. Et tandis que les armées allemandes accomplissent d'incomparables exploits et que notre peuple attend d'elles pour la patrie le magnifique avenir qui le dédommagera de son dur présent,

l'étranger battu enrage contre le sévère instructeur de l'Allemagne, la Prusse, et, plein de colère, maudit l'armée prussienne, le Militarisme, qui n'est rien autre chose aujourd'hui que l'esprit même de la nation armée. »

On a dû remarquer avec quelle insistance le Mecklembourgeois Bülow affirme l'influence, la prépondérance du génie de la Prusse sur l'Allemagne et comment il fait de celle-ci un élève docile. Sans la Prusse, l'armée n'aurait pas existé et, sans cette armée, il n'y aurait pas eu d'unité possible. « La Prusse n'est pas un État, mais une Armée, » disait hier, à l'*American Club*, M. Lloyd George. Quant au Militarisme, nous comprenons bien maintenant comment il personifie toute la nation qui, d'accord avec son chef, a voulu la guerre actuelle et en subira les conséquences et les responsabilités.

L'ancien chancelier ne nie pas qu'en Allemagne même il n'y ait des doctrinaires fâcheux qui souhaitent ou souhaitent encore l'abolition du militarisme prussien. Mais le présent porte, paraît-il, un coup mortel à leurs désirs et à leurs doctrines. Cet esprit révolutionnaire ne date pas d'aujourd'hui : « C'est à l'énergie de l'empereur Guillaume I^{er}, remarque M. de Bülow, qu'on doit dans l'armée prussienne le maintien de son organisation première et de son esprit traditionnel et la chance de n'être pas devenue, — comme c'est le cas en France, — objet et sujet dans les luttes politiques intérieures. » Or, jamais l'armée française n'a été plus éloignée de la politique et n'a eu plus de discipline et d'amour de la patrie. M. de Bülow est forcé de le constater lui-même. « Si la conduite de cette armée, dit-il, est digne de tous les respects, et si nous pouvons sans peine reconnaître aux Français le droit d'être fiers des qualités et de la vaillance de leurs soldats, nous sommes cependant fondés à nous féliciter davantage de ce que, fidèle dans son esprit et dans son organisation à ses traditions séculaires, notre armée incarne dans le conflit universel cet amour de la patrie supérieur chez l'Allemand à toute opinion et à toute opposition politique. » Le prince de Bülow appelle un prodige l'énergique unanimité avec laquelle tous les Allemands, sans distinction de parti, acceptent les difficultés de l'heure actuelle pour combattre l'étranger. Il est juste de reconnaître cette énergie et cette constance, mais des fissures se produisent déjà dans le bloc, et les dernières séances du Landtag de Prusse,

ainsi que certaines agitations à Berlin, à Munich, à Dresde et en d'autres grandes villes, enfin des motions au Reichstag montrent que le peuple et certains socialistes commencent à trouver ces épreuves bien longues et bien cruelles. « On ne savait pas à l'étranger, affirme l'ancien chancelier, que l'armée allemande était particulièrement apte à tenir et à entraîner comme un seul homme toute la Nation... La voix de notre conscience nous dit ce qu'est en réalité notre militarisme, à savoir l'œuvre la plus précieuse de notre passé politique et national. La caricature que nos ennemis ont devant les yeux et à laquelle ils croient aujourd'hui si fermement, — parce que, hélas! des mains allemandes ont contribué elles-mêmes à la dessiner, — présente le militarisme allemand comme un moyen d'oppression s'imposant lourdement à notre peuple, comme une contrainte exercée pour le compte de la monarchie par la caste militaire, s'employant contre la liberté en Allemagne et y étouffant les aspirations même légitimes de la démocratie moderne. Cette caricature dépeint le militarisme allemand comme une force spéciale faite pour la Prusse, comme la force grâce à laquelle l'État prussien maintient despotiquement la cohésion entre les États de l'Allemagne. »

N'en déplaise à M. de Bülow, cette caricature est un dessin exact. La Prusse militaire est, en effet, le levier qui permet de mettre en mouvement tout le mécanisme de l'Allemagne. Chaque homme est considéré comme un rouage qui doit obéir à l'impulsion donnée sous peine d'être aussitôt brisé et remplacé par un autre. J'en trouvais récemment la démonstration saisissante dans les *Souvenirs* d'un Américain, M. Poultney Bigelow, fils de l'ambassadeur des États-Unis à la cour de Napoléon III et qui, ayant longtemps vécu en Allemagne, a été fort à même de voir et de juger les hommes et les choses de ce pays. Les violences brutales sont en honneur dans l'armée pour inculquer et maintenir la méthode d'éducation prussienne. Les maîtres teutons leur attribuent une vertu spéciale qui finit par être acceptée par les victimes elles-mêmes. Les théories du militarisme prussien sont d'une étroitesse, d'une rigueur, d'une dureté sans pareilles. La Prusse qui mène tout est devenue « une boutique de mécanique militaire. » L'étranger, qui assiste aux parades et aux revues, ne peut cacher sa surprise, et quand il voit tous ces soldats marchant au pas de parade comme des auto-

mates et transformés en véritables machines. Les réglemens très minutieux sont observés à la lettre, et cela même ne suffit pas. D'innombrables écriteaux peuplent tout le territoire allemand et apparaissent au tournant de chaque route. Le *Verboten* y domine et le poteau indicateur, pareil à un sergent de ville, se dresse menaçant et impérieux. Enfreindre un ordre affiché sur une pancarte est considéré par l'Allemand, plié dès l'enfance à la soumission, comme une sorte de crime. Il faut avoir vu des manœuvres allemandes pour se rendre compte de la perfection extraordinaire et monotone avec laquelle fonctionnent tous les élémens militaires. L'armée allemande est restée l'armée du grand Frédéric qui obéit et marche *ad nutum*. Les quatre grands éducateurs, rigoureux et sévères entre tous, Blücher, Gneisenau, Scharnhorst et Moltke sont passés à l'état de demi-dieux. Guillaume I^{er} ne connaissait et n'aimait que les militaires. On lui parlait un jour d'inaugurer une statue de Schiller. Il réfléchit un instant et dit avec gravité : « Schiller ! je n'ai pas trouvé ce nom-là sur la liste de mes officiers. » Jusqu'à ce jour en Allemagne, la prépondérance appartient à l'officier et celui qui porte « l'habit du Roi » passe avant les savans et les artistes les plus illustres. Ainsi, le célèbre Virchow était, dans les cérémonies officielles, obligé de céder le pas à un simple officier. Qu'on s'étonne maintenant de la morgue et des exigences de ceux que Pascal aurait justement appelés « des trognes armées ! »

Le prince de Bülow, persistant à faire du militarisme la clef de voûte de l'édifice allemand, n'attend aucune justice à cet égard de la part de la France qui, paraît-il, par son avidité sans cesse menaçante, a obligé l'Allemagne à mettre sur pied toutes ses forces; non plus que de l'Angleterre qui ignore que la formation d'un État au centre de l'Europe n'est possible qu'au prix de guerres incessantes. Le peuple allemand est plus intelligent. Il sait que sa force la meilleure est celle qui le préserve des périls extérieurs et des menaces de ses ennemis, c'est-à-dire le militarisme. Pour lui, l'armée est l'expression même de l'union entre l'Empire, l'État et la Nation. Pas un Allemand ne conteste cela. « C'est, dit M. de Bulow, ce qu'on n'a pas voulu comprendre de l'autre côté de nos frontières, ou l'on a commis la sottise de croire à un antagonisme qui n'existe pas entre l'armée allemande et le peuple allemand. »

Il n'existe pas encore, cela est vrai. Mais ce n'est pas une

raison de penser, parce que tout le peuple allemand est sous les armes, que ce peuple ne pourra pas se révolter un jour contre une organisation tyrannique qui dispose arbitrairement de lui comme d'un instrument mécanique et le soumet à des luttes effroyables, telles que celle dont il est à la fois acteur et témoin. Si la victoire tant promise ne répond pas à son attente, si les sacrifices gigantesques en hommes et en argent, si les souffrances des femmes, des vieillards et des enfans par des privations excessives et par la famine, si la perte d'un matériel immense et les frais inouïs de la guerre actuelle ne sont pas compensés par des dédommagemens certains, par des indemnités colossales, par des annexions et des conquêtes rémunératrices, par des profits, des avantages et des succès notoires et par la reprise d'une prospérité générale, si enfin les promesses ne sont pas tenues et si la défaite et la misère universelle sont les seuls fruits de tant de sacrifices et de tant d'hécatombes, oh! alors, rien n'arrêtera la Révolution qu'ont préparée les socialistes radicaux ou modérés, et le militarisme, dans sa forme étroite, rigide, autoritaire, tracassière, brutale, aura vécu. Ce ne sera plus un antagonisme, ce sera une séparation violente, ce sera un arrachement. Voilà la vérité!

Pour justifier l'emploi des armes et les violences amenées par elles, le prince de Bulow fait observer que, dès le principe, la question allemande ne pouvait être réglée que par le fer et le sang, et que l'unité allemande était à ce prix. Il fallait en outre que la Prusse fût l'organe de cette action énergique. Aussi, les États allemands avaient-ils dû accepter l'organisation militaire prussienne « et fait par là un pas décisif vers la réunion avec l'État prussien. L'unification militaire précéda l'unification politique. L'Empire fondé, constate M. de Bulow, la pensée de la solidarité entre les États et de l'unité nationale ne s'imposa nulle part plus aisément que dans les rangs de l'Armée. » Mais çà et là cependant persistaient des tendances particularistes. Elles laissaient, paraît-il, l'armée parfaitement indifférente. « Officiers et soldats, au Nord comme au Sud, se sentaient d'abord rattachés à l'armée allemande, à la nation allemande en armes... Le particularisme politique, qui avait fait, durant des siècles, le malheur de l'Allemagne, fut d'abord mis en échec par la nation armée et détruit dans son principe par l'esprit de l'armée. » Cela s'est fait non point de sa

volonté propre, mais par l'institution elle-même. « La forme spécifiquement allemande sous laquelle l'esprit créateur et génial de Scharnhorst vint organiser le service obligatoire, et sous laquelle le roi Guillaume, Boyen et Roon ont continué à le développer, devait s'imposer à la vie nationale allemande sans faire violence au caractère allemand. »

M. de Bülow croit pouvoir affirmer que jamais l'armée allemande n'a été au service de la politique. Elle a eu pourtant à réprimer plus d'une fois des troubles et des émeutes politiques, et ses chefs n'ont jamais caché qu'ils étaient prêts, sur un ordre ou sur un signe venu de haut, à briser toutes manifestations anti-gouvernementales (1). Il est possible que, dans les diverses phases du Kulturkampf, l'armée allemande n'ait pas eu à intervenir, ce qui eût peut-être eu de graves conséquences. Mais il convient de dire que cette armée, liée par son serment à l'Empire et à l'Empereur, ne connaît jusqu'à ce jour d'autre devoir que son devoir militaire et est disposée à traiter avec la dernière rigueur, non seulement les perturbateurs étrangers de l'ordre, mais les siens propres, ne faisant aucune distinction entre des inconnus et des Allemands amis, parens ou non. « Nous savons, dit M. de Bulow, que nous pouvons compter sur l'esprit formé à la caserne et sur les champs de manœuvre, sur l'esprit de soumission ennobli par le sentiment de camaraderie, d'union disciplinée et d'égalité ordonnée. »

Camaraderie, union, égalité, ce sont là de beaux mots, mais, en Allemagne surtout, ce ne sont pas des réalités. Des faits nombreux et encore récents, dont le Reichstag a eu connaissance, prouvent que le principe qui domine dans l'armée est la soumission forcée à des chefs rigides, violens, brutaux, inexorables. Il est certain que l'armée allemande est un tout complet, unique dans son genre, une machine formidable qui, se mouvant sous l'action énergique de volontés indiscutées, va, vient, frappe, broie, tue, immole, incendie, pille, ravage, viole, massacre, et cela comme si la force devait être supérieure au droit et la violence à la justice. « Toutes les conceptions politiques s'effacent, selon M. de Bulow, quand le peuple allemand n'est plus que l'armée sous le commandement suprême de

(1) Bismarck y comptait bien et on le savait. — Guillaume II ne dit-il pas lui-même un jour à une députation socialiste : « Je suis prêt à écouter vos doléances, mais n'allez pas plus loin, ou je fais tirer dans le tas! »

l'Empereur et sous la conduite d'un corps d'officiers dont l'autorité se fonde sur la moderne aristocratie de l'intelligence, du savoir *et de l'éducation*, d'un corps d'officiers tout plein du sentiment de cette démocratique camaraderie qui groupe tous les Allemands, sans distinction de métier ni de situation, pour l'accomplissement d'un même et noble devoir et fait d'eux tous des frères aux heures de détresse et de danger. »

C'est là, je le répète, un beau tableau, mais singulièrement embelli par l'auteur. Il suffit d'interroger des prisonniers allemands pour savoir avec quelle dureté, quelle morgue et quelle inhumanité même leurs chefs les ont traités. Il suffit de voir ces chefs eux-mêmes, prisonniers à leur tour, refuser la réunion ou la cohabitation avec leurs hommes et réclamer pour eux-mêmes, avant tous, des avantages et des traitemens particuliers. Là où l'officier français n'a qu'une pensée : se préoccuper d'abord et avant tout de ses soldats, l'officier allemand, qui les considère comme des êtres inférieurs, ne pense qu'à lui seul et ne sait pas du tout ou ne veut pas savoir ce qu'est la camaraderie militaire.

Ceci dit, libre à M. de Bülow d'affirmer que « l'esprit militariste, tel qu'il a été formé par la Prusse et adopté par l'Allemagne est monarchique autant qu'aristocratique et que démocratique. » « S'il venait à changer, ajoute-t-il, il ne serait plus allemand et cesserait d'être l'expression vigoureuse du génie militaire et de la force de l'Empire allemand. » Et se redressant fièrement contre ceux qui contestent ce fait, il s'écrie : « Si nos ennemis, auxquels, avec l'aide de Dieu, il infligera la défaite, bafouent le militarisme allemand, nous savons, nous, que nous avons à le garder précieusement, parce qu'il assure et la victoire et l'avenir. De cette troupe mercenaire de rudes hobereaux qui suivait le bonnet électoral du vainqueur de Fehrbellin, est sortie la grande armée nationale allemande que le monde voit une fois encore victorieuse sous le commandement d'un Hohenzollern qui porte la couronne impériale. L'esprit du *xx^e* siècle se confond avec la gloire des armées prusso-allemandes et sur nos vieux drapeaux brillent, aujourd'hui comme jadis, les mots d'Henri von Kleist, le poète de la liberté allemande et de l'honneur militaire de la Prusse : « Dans la poussière tous les ennemis du Brandebourg! »

Le couplet est beau, mais il a été chanté trop tôt. Ce n'est pas

au moment où, sous la poussée irrésistible des Français et des Anglais alliés, l'armée allemande cède Bapaume, Noyon, Péronne, Tergnier, Vimy, Liévin, Lens et autres points réputés imprenables, et où elle accomplit une retraite plus forcée encore que stratégique, qu'il convient pour elle de chanter victoire. La répulsion de presque tous les peuples du monde, France, Angleterre, Italie, Russie, Belgique, Serbie, Monténégro, Amérique du Nord et Amérique du Sud, Chine et Japon contre l'odieux militarisme prussien est devenue une force irrésistible qui en viendra à bout. Ce monstre, — car ce n'est plus une institution guerrière, logique, naturelle, acceptable, — ce monstre qui a commis délibérément tous les excès, toutes les violences, toutes les atrocités et qui, en reculant devant un fer vengeur, souille sa fuite en incendiant, en pillant, en ravageant, en ruinant tout ce qui est encore à sa portée; oui, ce monstre subira enfin son châtiment et disparaîtra du globe qu'il a trop longtemps souillé. Si c'est avec lui que le prince de Bulow croit pouvoir continuer encore « la Politique allemande, » qu'il lui fasse d'éternels adieux!

Dans la conclusion de la première édition de son ouvrage en 1914, le prince de Bulow établissait que l'Empire allemand, tel qu'il est sorti du baptême de feu de Sadowa et de Sedan, ne pouvait naître qu'au moment où s'étaient rencontrés l'esprit allemand et la monarchie prussienne. Auparavant, dans un travail de dix siècles, les Allemands avaient atteint l'apogée de leur Kultur, mais ils n'avaient rien obtenu en politique. Fidèle à ses convictions, profondément imbu de l'esprit prussien, l'auteur ne perdait pas une occasion de célébrer la puissance et la prééminence de la Prusse. Tout en reconnaissant les mérites des petits pays allemands dénigrés par Treitschke, et en avouant que la vie intellectuelle de l'Allemagne est l'œuvre de l'Ouest et du Sud allemands, il persistait à attribuer à la Prusse seule la création de l'État allemand. Une forte monarchie à la tête n'excluait pas, suivant l'ancien chancelier, une participation active du peuple aux affaires gouvernementales et une communauté de travail entre lui et la Couronne. « Sans doute, cette communauté a ses limites, mais elle ne pourra être élargie, disait-il, que par une éducation politique confiée à des hommes pratiques, d'intelli-

gence et de science, de prudence et de valeur. » Il convenait d'éveiller l'intérêt politique du peuple par une action énergique, résolue dans le sens national, grande dans ses ambitions, énergique dans ses moyens. Pour cela il fallait amener son attention constante sur les grandes et petites questions de la vie de l'État, au lieu de ne le faire rapidement que lors des luttes électorales, à des intervalles de plusieurs années. L'indifférence indolente à cet égard n'était plus admissible.

Reprenant ce thème dans la nouvelle édition, M. de Bülow dit en forme de conclusion nouvelle : « L'indifférence en matière de politique intérieure et surtout en politique étrangère n'est plus de mise aujourd'hui. Or, simple affaire de goût personnel chez nous pour un petit nombre d'intelligences, la grande politique est pour la majorité la terre inconnue. Il n'est pas de peuple qui incline aussi nettement que les Allemands à compter en politique étrangère avec ses sympathies et ses antipathies, avec l'amour et la haine. De même, il n'est pas de peuple qui incline aussi nettement à fonder la politique étrangère sur les principes de la morale bourgeoise ou de l'honnêteté privée, sur de pures abstractions et des idées préconçues. » Ce jugement ne manque pas d'audace, car ce que nous savons de la politique étrangère des Allemands en France, en Italie, en Angleterre, en Russie, en Chine, aux États-Unis et ailleurs, n'a rien de commun avec l'honnêteté et la morale. Il serait facile d'en donner ici de nombreux exemples, mais les gens les moins avertis en connaissent plus d'un.

Raillant l'abbé Sieyès qui a dit : « Les principes sont faits pour l'école, les États se gouvernent suivant leurs intérêts, » maxime qu'aurait acceptée le prince de Bismarck (1), M. de Bülow affirme que les Allemands sont exposés sans cesse par leur tempérament à juger des choses de l'étranger par le cœur plutôt que par la tête, et c'est ce qui explique « leur manque de psychologie. » C'est ce qui fait aussi que cette difficulté à entrer dans la mentalité des autres, les rend peu sympathiques à tous ceux qui ne sont pas Allemands. Peu de diplomates en Allemagne ont, comme disait Bismarck, l'art de manier les individus et les peuples, prendre, traiter, conduire les

(1) Le chancelier de fer s'est plu en effet à émettre nombre de maximes politiques qu'aurait signées Machiavel, comme celle-ci : « Tous les traités de paix du monde constituent un provisoire qui n'a qu'une valeur momentanée. »

affaires de la manière qui convenait. M. de Bülow, lui, a entendu prononcer ce mot tranchant : « La diplomatie travaille sur la chair humaine... *Die Diplomatie ist Arbeit in Menschenfleisch.* » Aussi, ce maître homme s'égarait-il rarement dans ses appréciations et dans ses prévisions. « Il se gardait bien, dans ses rapports avec l'étranger, de jamais user du ton didactique, de jamais vouloir donner une leçon. Il ne se mêlait des affaires d'un autre peuple qu'en se fondant sur la connaissance approfondie de la mentalité étrangère et que dans le cas où il était sûr de l'effet de sa parole. » Ce portrait est exact. Cependant, plus d'une fois, malgré son flair, sa prudence et son acquis, le prince de Bismarck lui-même s'est trompé.

M. de Bülow engage les imitateurs de ce grand diplomate à ne pas se mettre martel en tête pour autrui et à ne pas prétendre éclairer les peuples sur leur intérêt ; car les peuples, comme les individus, croient savoir à quoi s'en tenir et accueillent mal les conseils de leurs adversaires. Ni conseils, ni sermons ne sont de mise en pareil cas. Ainsi, l'auteur de la *Politique allemande* convient qu'il serait sage aux Allemands de ne pas trop recommander aux autres pays leur Kultur. Ce qui vaut mieux, c'est d'expliquer qu'ils veulent avant tout la sécurité et la force de l'Allemagne.

« Dans la guerre actuelle, ajoute-t-il, il s'agit au premier chef de problèmes politiques et économiques de la solution desquels dépendra, pendant des générations, le bonheur ou le malheur de notre peuple, et non pas précisément des choses de la Kultur. D'ailleurs, le meilleur moyen de soutenir, de développer et de répandre cette Kultur, consiste à lui garder son caractère propre et à soustraire la vie intellectuelle allemande à toute influence pernicieuse venue du dehors. Quel génie chez nous a jamais conquis le monde aussi pleinement et s'est jamais imposé aussi victorieusement que Richard Wagner ? Et d'autre part, qui donc a jamais résisté, comme lui, à toute influence étrangère ?... C'est un souvenir déplorable que celui de la faveur que, bientôt après la campagne de 1870, nous accordions à Sardon, à Dumas, à Augier et à d'autres médiocrités au détriment d'Otto Ludwig, de Hebbel et Grillparzer ! » Mais ces médiocrités là, n'en déplaise à M. de Bülow, plaisaient plus à l'empereur Guillaume II que les ennuyeuses célébrités allemandes dont il fait tant l'éloge.

Dans son culte pour les productions allemandes, l'ancien chancelier rappelle avec tristesse l'accueil trop favorable donné, à la veille de cette guerre, « au détriment de la Muse allemande, » à d'insipides productions étrangères. Il souhaite que la façon dont les écrivains, poètes et artistes, si chaleureusement applaudis en Allemagne, ont répondu à ces bravos, serve de leçon aux Allemands trop naïfs et trop enthousiastes. « Plus violentes, dit-il, auront été l'injustice et l'envie, la fureur et la haine déchaînées contre nous par la guerre, moins nous nous laisserons détourner des buts qui sont les nôtres, moins nous faillirons à notre tâche. N'oublions pas non plus combien mince est le rôle de la reconnaissance dans les choses de la politique. Une dette de reconnaissance dans la vie d'un peuple humilie la fierté nationale et engendre d'ordinaire une secrète rancune plutôt qu'une amitié sincère. » M. de Bülow rappelle que Washington a enseigné à ses compatriotes que c'était une grave erreur que de croire à la générosité et au désintéressement des nations entre elles. William Pitt n'a-t-il pas dit aussi qu'à s'en tenir à la stricte justice, il n'est pas d'empire qui survivrait au soleil d'un jour? Et Pascal n'a-t-il pas affirmé que le droit sans la force était impuissant et que la force était la Reine du monde (1)? Mais n'est-ce pas aussi l'Autriche, alliée de l'Allemagne, qui a proclamé qu'elle étounerait le monde par son ingratitude?

Rappelant aussi la parole de Renan : « La philosophie, pas plus que la chimie ou la mécanique, n'a à intervenir dans la Politique, » M. de Bülow remarque que, si les principes de la politique réaliste sont faits pour être appliqués, il est inutile de les mettre en discours et de les crier sur les toits. Autrement, on exposerait l'Allemagne, — dont la politique, paraît-il, a été foncièrement plus humaine que celle de la France depuis Philippe le Bel jusqu'à Napoléon, que celle de la Russie depuis Pierre le Grand jusqu'à nos jours et que celle de l'Angleterre dans tout le cours de son histoire, — à mériter un odieux renom... O infortunée Allemagne, comme on la calomnie, elle si modérée, si patiente, si loyale, si équitable, si généreuse!

Invoquant encore une fois Pascal et rappelant que le grand

(1) M. de Bülow oublie que Pascal a dit aussi : « Il faut mettre ensemble la justice et la force, et pour cela faire que ce qui est juste soit fort et que ce qui est fort soit juste. »

philosophe distinguait entre l'esprit géométrique et l'esprit de finesse, le prince remarquait que, si le premier cause des malheurs en politique, le second peut éviter bien des sottises. « Le conflit actuel, ajoutait-il, est fait pour obliger le peuple allemand à voir à quel point les choses de la politique étrangère intéressent le sort de chacun et que les grandes questions politiques sont comme autant de cartouches de cette dynamite redoutable qui, manipulée avec maladresse, peut amener à chaque instant de si terribles explosions. Ce conflit est fait encore pour démontrer la pressante nécessité de l'intelligence, de la décision et de la froide raison dans les affaires internationales où la vie de la nation se trouverait engagée, et pour prouver enfin qu'on ne peut se passer en ces questions de l'expérience, de la connaissance approfondie des hommes et des choses, et par là même de la juste appréciation d'autrui. » N'est-il pas permis de voir là une nouvelle allusion à la propre personne de M. de Bülow, une invitation adroite à remettre aux affaires celui qui, pendant douze ans, les a conduites si bien dans l'intérêt de l'Allemagne? Je n'imagine pas cependant que le prince ait voulu faire allusion à sa dernière mission en Italie, qui, malgré des prodiges d'habileté et des millions dépensés, a abouti à un si cruel échec (1).

Insistant sur la nécessité de la prudence en affaires, M. de Bulow rappelait encore que le chancelier de fer, malgré sa rudesse apparente, avait su non seulement dire, mais prouver que la politique est « un art. » Est-ce une critique ou simplement un conseil que l'auteur de la *Politique allemande* exprime en ces termes : « Une politique extérieure habile nous est d'autant plus nécessaire que, placés au centre de l'Europe et entourés d'adversaires de toutes parts, nous sommes constamment sous la menace d'une attaque de l'ennemi? Encerclés, nous le sommes depuis mille ans, depuis que le traité de Verdun, divisant l'héritage de Charlemagne, a divisé la race territorialement et politiquement. Le fait que nous sommes enclavés entre les Latins et les Slaves nous oblige à compter toujours dans notre politique intérieure avec notre situation politique. » Ce n'est pas seulement des hommes d'État que réclame en Allemagne M. de Bulow, c'est aussi une race politique. « Une des

(1) Cf. mon étude sur *la Mission du prince de Bulow à Rome*; Bloud et Gay, 1915.

grandes espérances de notre pays est que cette race sorte du formidable conflit où les âmes auront été si rudement soumises à l'épreuve du feu. Il faudra des hommes au cœur généreux qui s'interdisent de rapetisser et de déformer par l'esprit de parti les grandes questions de politique intérieure, des hommes d'un mâle vouloir et qui sachent exiger du gouvernement une politique aussi élevée dans ses visées qu'énergique dans ses moyens. »

L'auteur envisage, avec une confiance et une sérénité vraiment surprenantes, la fin d'une guerre qui aura rendu, croit-il, l'Empire allemand plus puissant encore, et assuré la reprise prospère des progrès de la nation allemande. Il voit, après cette lutte formidable, la solidité de l'œuvre allemande raffermie et la réalisation de cette parole de Gneisenau : « La Prusse ne pourra plus être asservie, car le peuple tout entier prend part à la lutte. Il a fait preuve d'un grand caractère et c'est ce qui le rend invincible... Ce qui était vrai pour la Prusse, ajoute M. de Bülow, est vrai aujourd'hui pour l'Allemagne qui combat contre un monde d'ennemis et qui a la volonté de s'assurer une paix glorieuse. »

Quels en seraient donc les résultats ? Les doux Allemands, qui ne voulaient pas la guerre, ne souhaitaient qu'une chose : consolider et développer parmi les nations leur situation pour les travaux de la paix. « Mais, remarque M. de Bülow avec amertume, il est écrit que le peuple allemand ne pourra réaliser sa destinée et remplir son rôle dans l'Histoire qu'à travers des chemins bordés d'épines!... Notre peuple ne s'est d'ailleurs jamais rebuté et il ne se rebute pas davantage aujourd'hui. Dans un admirable esprit d'union et de résolution, il montre à l'univers que sa volonté, son courage et sa force dominent l'Histoire et l'emportent sur la Fatalité. Ces qualités, — dont aucun peuple ne témoigna jamais avec une aussi profonde et aussi ferme confiance en Dieu, avec un cœur aussi pur, avec tant de simplicité et tant d'unanimité dans l'abnégation, — ces qualités, le peuple allemand espère et croit qu'elles lui vaudront une paix digne de tels exploits, digne de tels sacrifices, digne de sa patrie, une paix enfin qui lui assure de vraies et sérieuses garanties pour l'avenir. »

En présence de tels éloges, on se prend presque à douter de la sincérité de l'auteur. Quoi ! ce peuple, qui est toute l'armée

allemande aujourd'hui, serait un peuple religieux, au cœur pur, à l'âme simple et généreuse, lui qui vient de se salir par tant de crimes et d'atrocités, lui qui, au moment même où j'écris ces lignes, forcé de battre en retraite devant nos soldats et nos alliés vainqueurs, souille ses derniers pas sur notre sol par des dévastations et des horreurs sans nom? C'est cette armée de barbares et de scélérats qui oserait compter sur une paix glorieuse et s'assurer contre nous, contre toute l'Humanité des garanties sérieuses, c'est-à-dire, avec un développement économique immense et la suprématie sur les mers comme dans le monde entier, une domination absolue et sauvage?... M. de Bülow a écrit ces lignes avec la même impudence que le directeur de la *Zukunft*, Maximilien Harden, osait étaler ainsi ces jours derniers en ces lignes : « Nous autres Allemands, nous avons la conscience pure. Notre honneur est sauf et nos poches sont pleines! »

*
* * *

Quoi qu'en dise et pense l'ancien chancelier, la formidable transformation qu'implique pour l'Allemagne la substitution du nouvel Empire au régime de la confédération et dont les Prussiens espéraient tirer encore un plus grand profit pour l'extension totale de leur domination personnelle aura bientôt vécu. Malgré le rescrit habile de Guillaume II et la promesse de réformes politiques impatiemment attendues, l'œuvre gigantesque de Bismarck s'écroulera; la Prusse démembrée et désarmée verra sa force et sa suprématie anéanties. Les États du Sud et du Nord seront séparés et cette cohésion si menaçante de 70 millions d'Allemands pour le repos du monde, sera enfin dissoute à la satisfaction générale. Quant au militarisme allemand, dont la barbarie abjecte fait la honte de ceux qui l'ont pratiqué et glorifié, il demeurera comme le plus exécrable souvenir de ce que peuvent la Force brutale et la Science sans le droit et sans l'honneur.

M. de Bulow a beau préconiser la puissance et le génie de la Nation et de l'Armée allemandes qu'il trouve supérieures à toute autre nation et à toute autre armée, il n'en est pas moins forcé de reconnaître, avec Alexis de Tocqueville dont il cite un passage fort connu, emprunté à *L'Ancien Régime et la Révolution*, que « la France est la plus brillante en même temps que la plus

dangereuse des nations de l'Europe et la mieux faite pour y devenir tour à tour un objet d'admiration, de haine, de pitié, de terreur, mais jamais d'indifférence. » Aveu digne de remarque et qui fera l'objet de ma conclusion.

L'ennemi lui-même est obligé d'avouer que les qualités de la France l'emportent sur ses défauts et de dire qu'elle est capable des plus grands desseins comme des plus grandes entreprises, s'intéressant aussi bien aux généralités qu'aux détails et portant ses vues ardentes sur tout. Le prince de Bülow, si disposé à louer, à admirer sa propre patrie, ne la flatte guère cependant par cette constatation sortie de sa plume : « Nous autres Allemands, par notre maladresse politique, par les déformations et la confusion de notre vie nationale, nous n'avons que trop souvent trahi le succès de nos armes, et par notre politique intérieure mesquine et à courtes vues, nous nous sommes rendu impossible pendant des siècles une politique étrangère féconde. Nous ne sommes pas un peuple politique. » Un ancien fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, le directeur Althoff osait même aller plus loin. S'il admettait avec orgueil que le peuple allemand fût le plus savant de la terre et le plus capable à la guerre, il ajoutait : « Comment pouvez-vous vous étonner que nous soyons *des ânes en politique*? ... » Cela continue, car la politique étant le sens des généralités, l'Allemand n'ayant pour but que de placer l'intérêt général après l'intérêt le plus restreint, est incapable d'avoir un sens politique avisé. On peut, en conséquence, répéter avec Goethe « que l'Allemand est capable dans le détail et piteux dans l'ensemble. »

Au portrait que Tocqueville a fait de notre pays et qu'à deux fois reproduit M. de Bülow, il me plaît d'ajouter ici celui que Jean-Louis de Guez, sieur de Balzac, en traçait dans *le Prince*, sa remarquable étude sur la situation politique de la France sous Louis XIII. Le philosophe remarque que la Fortune a toujours gouverné en souveraine parmi nous. « On a mis, dit-il, en proverbe notre légèreté, notre inconstance, notre folie. On a dit que la France était un vaisseau à qui la tempête servait de pilote... Toutes les maximes reçues universellement pour véritables se sont trouvées fausses en ce qui nous regarde. Tous les signes d'une mort certaine ont été vains, quand ils ont paru sur nous. Toute la sagesse étrangère s'est trompée au jugement qu'elle a fait de notre monarchie. . » Balzac rappelle

les triomphes éphémères des Espagnols, les guerres civiles depuis Henri II, les factions qui déchiraient le royaume et se sont évanouies, la faiblesse et la timidité des maîtres devant les serviteurs, qui, cependant, n'ont pas empêché l'autorité de se reprendre et de prédominer, et il s'écrie : « Ces désordres et autres semblables ne devaient-ils pas perdre la France, et beaucoup d'États n'ont-ils pas péri à moins que cela ? Elle a pourtant fait mentir tous les devins ; elle a réfuté tous les politiques ; elle a mis des exceptions à toutes les règles générales et il n'y aurait pas tant de quoi s'étonner qu'un corps dont le tempérament fut mauvais et la constitution dérégulée, fût parvenu à une extrême vieillesse par des blessures, des excès et des débauches, que de considérer que cet État a duré contre toutes les apparences humaines. C'est notre fortune qui a corrigé tous les défauts de notre conduite ; c'est le hasard qui nous a sauvés ; ou pour nommer notre bonheur plus chrétiennement et pour quitter les termes de l'usage corrompu qui sentent encore le paganisme, c'est Dieu qui a pris un soin particulier de la France abandonnée et a voulu être son Curateur dans la confusion des affaires. C'est sa Providence qui a perpétuellement combattu contre l'imprudence des hommes ; c'est le Ciel qui a fait autant de miracles qu'ils faisaient de fautes. »

Aujourd'hui, les Français, que les Allemands supposaient, avant cette guerre, indisciplinés, pervers, dégénérés, ont mis résolument en pratique l'antique devise : « Aide-toi, le Ciel t'aidera. » Au premier coup de canon tiré à la frontière, au premier pas de l'envahisseur sur le sol sacré, ils ont senti renaître en leurs âmes la vieille bravoure gauloise et courir dans leurs veines le frisson guerrier. Ils ont oublié leurs divisions et leurs querelles ; ils ont rejeté du pied les théories décevantes et dégradantes, le pacifisme à outrance, la volupté basse, le scepticisme dissolvant, la lâche indifférence. Ils ont voulu connaître et savourer la joie enivrante de la lutte et des périls. A la surprise des Allemands et d'autres peuples, ils se sont montrés, dans leurs élans héroïques, les dignes successeurs de leurs ancêtres, les Francs, qui se glorifiaient avec raison de faire dans le monde les gestes de Dieu.

HENRI WELSCHINGEB

L'AVENIR DU LIVRE FRANÇAIS

Le Congrès du Livre, qui vient de tenir ses assises au Cercle de la Librairie, a remporté un succès si net que les plus beaux profits pour la prospérité du commerce français peuvent, sans vain optimisme, en être dès maintenant escomptés. Dans notre vieille maison corporative du boulevard Saint-Germain, auteurs, éditeurs, imprimeurs, graveurs, tous ceux qui créent le livre, le fabriquent, le vendent, tous ceux qui l'aiment, se sont groupés en un solide faisceau, pour mieux organiser désormais à travers le monde sa propagation et, partant, assurer, au lendemain de la guerre, l'épanouissement des idées françaises.

C'est l'an dernier à Lyon, à la Foire du Livre, dont la paternité revient à M. Édouard Herriot, que le fécond projet naquit, prit corps et grandit. Tous les techniciens du livre se trouvaient réunis. Quelle plus favorable occasion pouvaient-ils espérer pour rechercher en commun les moyens de développer le commerce de la librairie française et de lui donner la place à laquelle il a droit? La « Société des gens de lettres » avec son président M. Pierre Decourcelle, les hommes de science, les artistes, les industriels et les ouvriers, tous se rapprochèrent, se serrèrent les coudes pour marcher au but. Le « Cercle de la Librairie, » dès le premier jour, se donna de toute son âme au mouvement. Le jeune et actif « Comité du Livre, » fondé sous les auspices de M. Maspero par un groupe d'académiciens et d'universitaires, présidé aujourd'hui par M. Émile Picard, ne marchandait pas davantage son concours. La « Maison de la Presse, » de son côté, apporta sa large contribution. Les associations, les syndicats patronaux et ouvriers exposèrent leurs vues, leurs suggestions et leurs projets en des rapports soigneusement

étudiés, richement nourris de faits et de chiffres. La coordination de toutes les bonnes volontés fut si étroite, — la guerre, qui fit de nous il y a deux ans de si prompts improvisateurs, va-t-elle nous donner le génie de l'organisation? — que M. Pierre Decourcelle, chargé de rapporter les décisions de la conférence de Lyon, n'eut pas de peine à les faire unanimement adopter et à grouper en une seconde et plus éclatante manifestation tous les artisans du Livre. Au cours de réunions tenues à la Société des Gens de Lettres, auxquelles prirent part les représentans des auteurs et des musiciens, des éditeurs et des imprimeurs, des fabricans de papier, des graveurs, de toutes les associations, en un mot, qui constituent le Cercle de la Librairie, l'organisation d'un Congrès national du Livre fut décidée et les rapporteurs se mirent incontinent à l'œuvre avec une ardeur et une compétence dont témoignent les travaux soumis au Congrès.

*
* *

Pour beaucoup d'entre nous, dans le monde du livre, l'image colossale de Leipzig, citadelle formidable de l'édition allemande, était devenue depuis quelques années une obsession, une véritable hantise. Et cependant, à voir clairement les choses, cette hégémonie, que l'orgueilleuse ville marchande s'arroge si fièrement, est-il exact qu'elle la détienne, ou, à supposer que cela soit, qu'on ne puisse la lui ravir? Capitale du livre, l'est-elle vraiment?

Pour l'Allemagne et tous les pays de langue allemande, certes elle l'est et le restera. Sa puissance s'étend au delà des frontières de l'Empire, en Scandinavie, en Russie, où plus d'un million et demi d'hommes parlent allemand, en Suisse allemande. Ce privilège, elle le doit tout d'abord à sa situation géographique. Centre de chemins de fer, elle se trouve au milieu de l'Allemagne, installée comme l'araignée au cœur de sa toile. Des rails, encore des rails, toujours des rails convergent vers elle et partent d'elle. Depuis qu'elle a détrôné Francfort, l'ancienne cité du livre allemand, force a été pour tous les États du Nord de l'Europe de s'adresser à ses commissionnaires, chargés par les éditeurs de l'Allemagne entière de grouper tout ce qui s'imprime outre-Rhin et tout ce qu'il arrive de livres français et anglais sur le territoire de l'Empire.

Au delà des mers, Leipzig a l'avantage également d'une

forte clientèle de naturalisés, Germains de l'Amérique du Nord, fils des deux millions d'Allemands qui se sont expatriés depuis 1870 et qui, au recensement de 1910, se chiffraient par neuf millions, Germains de l'Argentine, Germains du Brésil encore, véritables colonies allemandes, prenant leur mot d'ordre à Berlin.

Mais de ce que la librairie allemande, à la veille de la guerre, était prospère, faut-il conclure, comme on le fait couramment, que la nôtre fût en déconfiture, et que Leipzig ait su infliger à Paris une défaite telle que nous ne puissions jamais nous en relever? Rien de moins exact. Cette opinion pessimiste, trop répandue, les chiffres la contredisent formellement. Sans doute, la librairie française n'était pas aussi florissante qu'elle aurait pu, qu'elle aurait dû l'être, qu'elle le sera demain, mais il s'en faut du tout au tout qu'elle eût depuis quelque dix ans glissé, comme certains se plaisent à le répéter, sur la pente de la décadence. Le vrai, c'est, au contraire, que depuis dix ans, le livre français à l'étranger n'a cessé de progresser. Les rapports de MM. Max Leclerc et J.-P. Belin en ont fourni au Congrès l'irréfutable témoignage.

En 1913, nous avons importé 62 537 quintaux de livres, de brochures, de revues et journaux; nous en avons exporté 432 590. Or, l'exportation du commerce français en 1903 n'atteignait pas tout à fait le chiffre de 78 000 quintaux. En neuf années, le progrès a donc été de 70 pour 100. N'est-ce pas là un résultat remarquable, infiniment encourageant pour la lutte future? Si l'on envisage séparément les différentes catégories exportées, on constate pour les livres une augmentation très voisine de 50 pour 100 et pour les périodiques de plus de 160 pour 100. Pour les plaquettes, les catalogues, les imprimés purement commerciaux, de 20 060 en 1903 le chiffre a monté à 31 337 en 1913. Un gain très sensible aussi a été réalisé au chapitre des cartes de géographie, passant pendant cette même période de 141 à 357 quintaux. Peu de progrès en revanche pour la musique, l'Allemagne sur ce point nous écrasant par son organisation et par un matériel d'impression qui lui permettait de nous fournir ses éditions classiques à très bon marché et en même temps d'établir dans d'excellentes conditions pour elle des tirages de nos propres productions. Dans la catégorie des gravures enfin, nous obtenions à tout le moins, avant la guerre,

une diminution constante de l'écart très large séparant nos importations considérables de nos exportations très faibles.

*
*
*

Jetons un coup d'œil sur la carte mondiale de ces progrès. Situons exactement nos meilleurs clients. Puisque le livre français entame la lutte avec le livre allemand, il est bon que nous sachions où sont ses amis, ceux qui souhaitent sa venue de plus en plus fréquente et tendent les mains vers lui, que nous sachions aussi où on ne le voit pas assez ou trop peu, alors que la victoire de nos armes lui promet partout pour demain un cordial accueil.

Au premier rang de notre clientèle, et de beaucoup, la Belgique. Dans l'année qui précéda la guerre, elle suffit à elle seule à absorber la moitié, ou peu s'en faut, de notre production exportée, exactement 56 047 quintaux sur le chiffre total de 132 590 établi par le Tableau général du commerce de la France. Là nos progrès ont été si rapides, que la consommation a doublé en neuf ans. Le livre à vrai dire a peu gagné, mais à l'endroit des périodiques la faveur de nos voisins a fait passer leur envoi du chiffre de 46 449, qu'ils atteignaient en 1905, à celui de 42 134 en 1913. Progrès aussi en Suisse. Si nos périodiques y sont, même en pays romand, bien moins lus qu'en Belgique, le livre en revanche a progressé de 1 691 quintaux en 1905 à 3 349 quintaux en 1913. Au Canada, c'est un véritable triomphe qu'a remporté la librairie française. De 653 quintaux en 1906 la vente de nos livres s'est élevée jusqu'au chiffre de 3 181 en 1916. Elle a quintuplé. Presque partout à travers le monde, nos livres ont vu se doubler le nombre de leurs acheteurs, en Italie, aux États-Unis, en Argentine, au Brésil. Si la situation en Égypte est restée stationnaire, nous marquons avant la guerre un point en Turquie. Un seul échec : en Espagne. Le succès de nos armes aura vite fait de le réparer. Avec le revirement plus sensible de mois en mois de l'opinion espagnole à notre égard, la voie se prépare lentement, mais infailliblement, pour le passage de nos productions littéraires, scientifiques et artistiques. Quant à nos exportations en Angleterre, leur chiffre n'a guère varié depuis dix ans, mais il n'y a sans doute nulle témérité à escompter chez nos loyaux et fidèles alliés une pénétration plus large du livre fran-

çais. A tout prendre d'ailleurs, la Grande-Bretagne était pour nous avant la guerre une bien meilleure cliente que l'Allemagne.

Ce coup d'œil rapide n'a rien, on le voit, de désobligeant pour l'honneur de notre librairie nationale. La situation aurait-elle pu être meilleure? Certes. Pouvons-nous être lus davantage à l'étranger? La pensée française, ennoblie par toutes nos souffrances, sanctifiée par le sang versé et, au contraire de l'allemande, pure de tout esprit de domination, la pensée française, désintéressée et discrète, qui s'offre sans s'imposer et ne se déguise pas sous l'hypocrisie du masque, peut-elle voler d'un vol plus ample, toujours plus loin? On n'en peut douter. A condition toutefois que nous fassions un effort qui, dans les circonstances actuelles, se présente comme un devoir.

*
* * *

Cet effort, il nous faut le donner puissamment, à plein collier. Dans quel sens? C'est ce qu'ont cherché tous ceux qui sont accourus au Congrès du Livre. Et d'abord il a été nécessaire de réagir contre une opinion toute faite, de nous libérer d'une obsession qui nous paralysait. Aux éditeurs et aux libraires de France, depuis quelque cinquante ans, on n'a cessé de vanter Leipzig et son organisation colossale. Leipzig, c'était le modèle que nous devions à tout prix imiter. En dehors de la copie absolue de Leipzig, rien à tenter. En vérité, l'Allemagne avait-elle trouvé la formule unique et valant pour tous les peuples? Voyons donc Leipzig à l'œuvre. Demandons-nous si ses méthodes, admirablement appropriées, nous le reconnaissons, aux conditions du commerce allemand, à ses besoins, aux goûts et aux idées d'outre-Rhin, peuvent répondre aux conditions, qui sont celles de la librairie française, aux besoins, aux goûts, aux idées de chez nous.

Avant toute chose, il convient de tenir compte de la situation où se trouve géographiquement la librairie allemande. A l'inverse de ce qui existe en France, où, à de rares exceptions près, tous les éditeurs sont installés à Paris, qui est devenu en fait la capitale du livre français, ceux de l'Allemagne sont éparpillés à travers l'Empire tout entier. Pour ne citer que les grandes villes, Berlin, Stuttgart, Munich, Tubingen, Gotha ont comme Leipzig leurs importantes maisons d'édition. Le libraire détaillant, quand il lui faut s'approvisionner de nouveautés ou satisfaire aux com-

mandes, serait donc dans l'obligation de s'adresser à vingt villes différentes et dans l'impossibilité de grouper ses expéditions : perte de temps, perte d'argent, lenteurs coûteuses.

La librairie allemande a senti l'impérieux besoin d'un centre, où tous les éditeurs auraient leur représentant et où ses correspondans d'abord, ceux de l'étranger ensuite, seraient assurés de trouver immédiatement tous les livres désirés. La position de Leipzig, la prospérité de son commerce antérieur, qui, au cours des siècles, avait rendu à tous les Allemands sa route familière, désignaient sans conteste cette ville au choix des éditeurs et des libraires, et ce privilège millénaire, cette manière de monopole, dont l'origine remonte au Moyen âge, tout a concouru à le maintenir et à le développer. N'est-il pas singulièrement significatif que tous les livres édités en Allemagne, que ce soit à Francfort, à Dresde ou à Breslau, puissent arriver à Leipzig franco de port, un libraire de Mannheim qui achète à Leipzig un volume édité à Berlin n'ayant à payer que les frais de Leipzig à Mannheim, tandis que le reste demeure à la charge de l'éditeur d'origine ?

Dans ce centre de Leipzig, où siège le « Borsenverein » des éditeurs allemands, les grandes maisons d'édition ont été ainsi amenées à doubler leur rôle de celui de commissionnaires. Elles sont devenues les intermédiaires indispensables entre tous les libraires de l'Allemagne d'une part, tous ses éditeurs de l'autre. Bien plus, s'étant rapidement enrichies, elles ont pris par surcroît figure de banquiers. Leurs puissans capitaux leur ont permis de mettre leur appui financier au service de leur clientèle. Aux libraires elles consentent des réglemens à longue échéance, aux éditeurs de second ou de troisième plan, à ceux dont le fonds de roulement est modeste, elles accordent des avances sur le règlement annuel, qui se traite à Pâques, époque où se tient la fameuse foire du Livre.

Les avantages qu'un tel système présente pour l'Allemagne sautent aux yeux. Un libraire détaillant de Hambourg a reçu de ses cliens commande d'une centaine de volumes publiés par des éditeurs semés aux quatre coins de l'Empire. Nul besoin pour lui d'infliger à ses employés une aussi considérable correspondance, ni à lui-même les frais de cent expéditions différentes. Une lettre, une seule lettre adressée à son commissionnaire et filant vers Leipzig, voilà que lui arrivent, groupés et,

grâce à la libéralité des chemins de fer allemands à l'égard du livre, voyageant en grande vitesse au tarif de la petite, les cent volumes, accompagnés en outre de ceux que leur caractère ou leur valeur ont fait juger par son correspondant dignes de l'intéresser. Cette organisation, qui économise le temps et l'argent, est, sans conteste, parfaitement conçue et jusqu'en ses derniers détails remarquablement « méthodique. » Quand l'un des 12394 libraires figurant sur l'annuaire de Leipzig reçoit une demande, il lui suffit en effet, s'il ne possède pas l'ouvrage en magasin, de l'inscrire sur une petite fiche de papier mince, où toutes les indications sont prévues, tous les modes d'expédition et de paiement, l'envoi à compte ferme, en dépôt ou à titre de nouveauté, etc. Quelques traits de plume sur les précisions inutiles, et l'affaire est réglée. C'est à la « Maison des Libraires » que chaque jour vient déferler de tous les coins de l'Allemagne le flot de ces petites fiches. Organe né lui aussi d'un besoin, comme Leipzig même. Avant la création de ce bureau, qui est, en quelque manière, la poste centrale des libraires allemands, les fiches étaient portées par messagers aux commissionnaires et aux éditeurs. Détail pittoresque, révélé par un auteur d'outre-Rhin : les uns et les autres, pour s'épargner courses et peines, partageaient la route en deux et se donnaient rendez-vous dans un café. On y gagnait du temps et la joie considérable de vider des pots de bière. Aujourd'hui, les fiches arrivent en vrac à la Maison des Libraires. Éditeurs, commissionnaires, chacun y a sa case, comme chaque ville a la sienne à l'intérieur de nos wagons-poste ; une quinzaine d'employés tout au long du jour y distribuent le courrier dès son arrivée. Il ne reste plus aux intéressés qu'à le faire prendre. Si la distance ou leur chiffre d'affaires ne leur permet pas de consacrer un commis à cette besogne, qu'à cela ne tienne : le bureau leur fera parvenir leurs fiches deux ou trois fois par jour.

Pour simplifier encore ces rouages, de gros commissionnaires se sont institués les dépositaires d'un grand nombre de maisons d'édition n'ayant pas de siège à Leipzig. Leur rôle consiste à expédier les commandes dans toutes les villes de l'Allemagne et de l'étranger. En outre, ils emmagasinent d'énormes quantités de livres de tous les pays de langue allemande, les expédient et règlent avec les libraires. C'est ainsi qu'ont surgi ces gigantesques immeubles des Volckmar et des Kœhler, véritables gares

de marchandises du livre. Plus de cinq cents employés s'agitent fiévreusement dans l'immense ruche de Volckmar, bondée, dit-on, de plus de trente millions de volumes. Son dernier catalogue comptait quinze cents pages et trente mille libraires l'ont reçu gratuitement. Rien d'étonnant, n'est-ce pas, à ce qu'une centralisation aussi fortement organisée permette à ces maisons pléthoriques de connaître une fantastique prospérité et il va de soi que, toute l'activité de la librairie allemande étant ainsi drainée vers Leipzig, au jour du règlement, le lundi de Pâques après le *Cantate* de Quasimodo, dans la Maison des Libraires, les chiffres atteints soient énormes.

En faut-il déduire que le seul salut pour nous, éditeurs et libraires de France, soit une plate, une servile imitation de Leipzig? Pas le moins du monde. Nous avons à faire œuvre française, donc à créer et non à imiter.



En premier lieu, affirmons-le tout de suite, ce mécanisme, quelque bien étudié qu'il soit et intimement approprié depuis des siècles, petit à petit, aux besoins de l'Allemagne, il est faux qu'il ait pris dans son engrenage, et à beaucoup près, tout le commerce du monde. L'exportation de l'Europe ne passe pas tout entière par Leipzig. On a tendance à le croire. Il n'en est rien. Pour nous, tout particulièrement, l'intérêt est grand de savoir dans quelles proportions la librairie française est tributaire des maisons de commission de Leipzig, quelles quantités de nos livres prennent le chemin de leurs entrepôts et si nous sommes, en fin de compte, soumis à leur hégémonie. La réponse, nous la trouvons dans les tableaux des statistiques que MM. Leclerc et Belin ont si heureusement annexés au rapport qu'ils ont présenté au Congrès. Nos envois de livres en Allemagne ne dépassent pas 10 pour 100 de notre exportation globale. Que l'Allemagne absorbe pour elle-même, pour ses propres besoins intellectuels, une grande partie de ces envois, la chose est incontestable. Notre littérature, nos livres de science et de médecine ont là-bas une clientèle assidue. On nous lit en Allemagne beaucoup plus que nous ne nous plaisons à le croire. Cette absorption d'un dixième de notre exportation par un pays voisin d'une population aussi dense n'a rien d'extraordinaire. Elle est plutôt faible, très faible, et de ce qui part de chez nous pour l'Alle-

magne il ne doit certainement rester que fort peu pour le transit.

Finissons-en donc une fois pour toutes avec la légende, suivant laquelle la librairie française serait indirectement aux mains des commissionnaires allemands. Chez nous, par suite de la centralisation du livre à Paris, le commerce d'exportation se fait en général directement. Chaque éditeur a ses cliens et ses correspondans par le monde et traite avec eux sans intermédiaire. La méthode a ses avantages; elle présente aussi des inconvéniens: si, en effet, quelques grandes maisons françaises peuvent avoir à l'étranger leurs représentans et lancer au loin des voyageurs, il en existe d'autres, et de tout premier ordre, publiant des ouvrages de valeur, à qui il est matériellement impossible de supporter seules les frais considérables nécessités par une sérieuse représentation par delà les frontières et de l'autre côté des mers.

C'est dans cette direction qu'il faut faire porter notre effort et notre action, en opposant à l'organisation allemande, adaptée au caractère allemand, une organisation qui nous soit personnelle et convienne à notre tempérament. Quelle heure serait mieux choisie que celle où la librairie allemande, embouteillée par la guerre, voit à peu près partout s'arrêter son activité entravée, ligotée? Dieu merci, nous n'avons pas laissé passer cette heure, et dès aujourd'hui la lutte est engagée, la bonne œuvre entreprise. Réunis en une « Société d'études pour l'exportation des éditions françaises, » un certain nombre d'éditeurs parisiens préparent la publication de catalogues, qui ne soient pas inférieurs à ceux de l'Allemagne, et projettent des voyages en commun à l'étranger pour y fonder des dépôts, en même temps que la création à Paris d'un organisme central. Armés d'une forte instruction professionnelle, des commis libraires, accrédités par la Société, iront fonder au loin des maisons de vente, où le livre français se présentera en place avantageuse, offert au client par un homme connaissant à fond son métier. L'effort commercial se doublera d'une active propagande menée par des voyageurs auprès des bibliothèques importantes qui disposent de fonds d'achats, des Universités, des Facultés des Sciences et de Médecine. Nous n'aurons garde d'oublier la publicité, dont nous nous imaginons toujours trop facilement dans notre candeur, nous autres Français, que nous pouvons nous passer. Si bonne que soit notre cause en elle-même, nous chargerons les journaux des pays où nous voulons pénétrer ou progresser, d'an-

noncer ce que nous publions et de tenir leurs lecteurs au courant de notre activité.

Ce qui fait la force commerciale de Leipzig auprès des libraires de l'univers, c'est avant tout l'importance qu'ont su acquérir ses maisons de commission. Leipzig prospère, parce qu'au « Bestallanstalt » de la Maison des Libraires, les milliers de fiches expédiées des quatre coins de l'Allemagne reçoivent rapidement satisfaction. Si nous voulons pour le livre français une exportation victorieuse, quelle nécessité n'y a-t-il pas à posséder chez nous une organisation économe de temps et de main-d'œuvre ? Il faut nous attacher à constituer à Paris des centres d'exportation, qui se ramifieront à travers le monde entier, feront surgir partout succursales et dépôts, sauront habilement lier partie avec les librairies de gros et de détail existant déjà dans les pays où nous voulons obtenir le succès. Le système de l'entraide donnera, n'en doutons pas, les plus heureux résultats. Par une étroite entente avec les libraires indigènes, nous augmenterons nos propres affaires et nous faciliterons les leurs, en leur fournissant le moyen d'ajouter à la vente des livres du pays celle des livres français. On devra établir un service gratuit de bibliographie et de renseignements où toute demande recevra incontinent réponse, et des bureaux de propagande, où l'on cherchera sans cesse de nouveaux débouchés, demeureront dans chaque succursale en relations étroites avec les journaux et les périodiques locaux; des catalogues solidement nourris paraîtront par séries et par spécialités. Aussi bien, est-ce dans cette voie que s'était fort heureusement engagée, dès avant la guerre, une jeune maison française de commission, l'« Agence générale de librairie et de publications, » et c'est cette méthode qui lui a permis d'aller lutter à l'étranger, sur place, contre l'influence allemande, contre le commis allemand, qui trop souvent encore tient le rayon du livre français dans les librairies du monde.

Ne serait-il pas injuste, par ailleurs, d'oublier que d'excellents commissionnaires existent depuis nombre d'années chez nous pour l'exportation du livre français : les Le Soudier pour les pays de langue allemande, les Terquem pour l'Amérique du Nord ? Ils ont rendu à notre corporation d'appréciables services, et les lendemains de la guerre ne pourront qu'ouvrir un plus vaste champ à leur activité.



Pour engager la partie contre le livre allemand, voilà certes d'excellens atouts. Mais rajeunir nos méthodes commerciales ne suffit pas ; ne nous dissimulons pas qu'il nous faut parallèlement mener un sérieux effort industriel, bien imprimer et à bon marché, si nous voulons vaincre la concurrence étrangère. C'est au perfectionnement de notre fabrication et de notre outillage qu'il faut dès à présent nous attacher pour en obtenir des moins-values de prix de revient, qui seules nous permettront en fin de compte de l'emporter sur nos rivaux. Lorsque nous aurons pour nos papiers l'alfa qui nous échappait, pour nos encres les quelques couleurs qui nous manquent, pour nos machines l'outillage moderne que la guerre va laisser derrière elle inoccupé, pour nos exportations, enfin, les moyens de transport et les lignes de navigation nécessaires, alors seulement la France pourra ambitionner et conquérir pour le commerce de ses livres la place qui lui est due à l'étranger.

Aux œuvres de nos écrivains, romanciers, poètes, historiens, philosophes, aux travaux de nos savans et de nos médecins, il faut une belle présentation typographique. L'idée française vaut bien d'être habillée avec goût, d'être dignement parée. Il nous faut de bons ouvriers du livre, partant des écoles professionnelles largement dotées, capables de former des élèves experts, travailleurs, consciencieux, économes de leur temps et, comme l'étaient les vieux « typos » d'antan, fiers, amoureux de leur métier. L'École Estienne joue déjà ce rôle et M. Georges Lecomte, son directeur, y a fait de louables efforts pour former en quatre années de travail de jeunes ouvriers ayant du goût, de l'élégance, de l'amour-propre professionnel, toutes les qualités incontestables de notre race. Mais, à l'heure actuelle, son enseignement est encore trop fermé, et il est souhaitable qu'elle l'étende par une entente plus directe avec les ateliers industriels.

Le bon ouvrier d'aujourd'hui, c'est le bon apprenti d'hier. L'apprentissage, grave question ! Le Congrès du Livre l'a inscrite à son programme et étudiée au point de vue de nos industries. M. Auguste Keufer a rédigé à ce sujet un remarquable rapport. Ici tout est à faire ; car de l'ancien statut de l'apprentissage en France il ne reste plus rien. Actuellement l'apprenti, le prétendu apprenti plutôt, court de maison en

maison, à la recherche d'un supplément de salaire, bien moins désireux de briller au premier rang du métier, que de gagner plus et plus tôt. Il mange son avenir en herbe. Nul lien solide entre le patron, son maître, et lui. Il arrive un jour, part le lendemain, on ne le revoit plus. Quelles qualités professionnelles peut-on attendre d'une pareille instabilité? Il est de toute nécessité, pour l'avenir du livre français et le recrutement de ses artisans, que les obligations réciproques du patron, de l'enfant et de la famille soient fixées par le contrat d'apprentissage, prévu par la loi de 1851 avec signature obligatoire. En Suisse, en Autriche, en Allemagne, conducteurs même et margeurs doivent témoigner d'un apprentissage régulier et leur compétence technique s'en trouve fort bien. Comment pourrions-nous demander moins à ceux des professionnels de l'imprimerie, dont le rôle exige plus de connaissances et plus de talent? Enfin ne convient-il pas que le jeune apprenti prenne en dehors des heures de travail le chemin des cours de dessin, de style, de langues étrangères, que des concours annuels, des expositions de travaux piquent son ambition, que des bourses de voyage, en France et à l'étranger, récompenses des meilleurs, élargissent le champ de sa vision, enrichissent son cerveau? Pour devenir un bon ouvrier, il faut s'élever au-dessus de son métier, le dominer afin de le mieux comprendre et de l'aimer davantage. Mais sans l'appui du Parlement, que s'assurera, souhaitons-le, le prochain Congrès de l'Apprentissage, les vœux les plus fervents de notre Congrès du Livre ne sauraient être que platoniques.

Reste un autre problème capital : la défense de notre fabrication nationale, la question des droits de douane. Jusqu'à ce jour, une opinion généreuse a toujours prévalu chez tous ceux d'entre nous qui se sont attachés à l'expansion de la pensée humaine dans le monde : la nécessité d'accorder à sa forme imprimée le privilège de circuler librement. Dans tous les congrès internationaux, les éditeurs ont jusqu'ici soutenu, contre leurs intérêts même, qu'aucun obstacle ne devait être apporté à la course des idées, aucune entrave, si légère soit-elle, imposée à la diffusion universelle de la littérature, des sciences et des arts. Pas de frontières pour le livre, qui est à tout le monde. Pas de frontières, donc pas de douanes.

Pas de douanes pour le livre de langue anglaise, ou russe, ou espagnole, ou italienne venant à nous, d'accord. Il ne vient

à l'esprit de nul d'entre nous de renoncer à un principe qui est noble et nous est cher, de crier à l'œuvre d'un philosophe anglais, d'un romancier russe, d'un poète italien : « Payez, ou vous n'entrerez pas. Passez à la douane, ou nous ne vous lirons pas. » Mais qu'un livre, imprimé en français à l'étranger, que la production d'un écrivain français éditée par un éditeur étranger puisse avoir accès chez nous, sans acquitter un centime, alors que le papier, le carton, la toile, toutes les matières premières qui le composent et sont nécessaires à un éditeur français pour établir un volume semblable, sont frappés de droits à l'entrée, voilà, n'est-il pas vrai, quelque chose d'inconcevable. Une fois de plus, notre générosité et notre désintéressement se retournent contre nous et nous sommes seuls à payer les frais ! Une maison d'édition française désireuse, à l'endroit d'une collection à bon marché de nos grands classiques, d'entamer la lutte avec un concurrent étranger, ne fut-elle pas amenée récemment par cette invraisemblable anomalie de notre législation douanière, à faire fabriquer les volumes dans le pays même de son rival, l'obligation de payer les droits d'entrée sur le papier et la toile la mettant dans l'impossibilité de produire en France à prix égal ? Étonnons-nous maintenant de l'extraordinaire succès qui a accueilli chez nous ces collections de petits volumes reliés, offerts à des prix très bas et défiant toute concurrence... française.

Profitant de cet état de choses, si dommageable aux éditeurs français, l'Allemagne nous expédiait ses ouvrages de droit international, ses publications d'hygiène pratique et de médecine, ses géographies, ses *Baedeker* en français, enfin sa pernicieuse production de romans pour la jeunesse, ses livraisons de Nick Carter et de Buffalo Bill, tirés dans notre langue à Dresde à un nombre formidable d'exemplaires. Est-il possible que nous soyons plus longtemps dupes et que, devant leurs concurrents, mieux outillés et disposant d'une plus riche main-d'œuvre, nos éditeurs et nos imprimeurs gardent les bras liés ? Le Congrès du Livre n'a pas estimé que le livre français dût mourir plutôt qu'un principe et, la franchise en douane étant, bien entendu, maintenue entière pour les œuvres imprimées en langue étrangère, il a réclamé à juste titre que des droits protecteurs, sagement mesurés et simplement compensateurs, sur les livres imprimés en français et les publications de caractère internatio-

nal comme la musique et les arts graphiques, nous permettent de lutter à armes égales. Fidèles à leur tradition, les éditeurs français ne sauraient pas demander plus, mais ils ne peuvent, sous peine de mort, demander moins.

A ce Congrès du Livre, dont nous attendons beaucoup, l'Université de France a bien voulu venir prendre place et faire entendre sa voix. Par la bouche de ses doyens et de ses professeurs, elle nous a livré ses idées sur les sujets qui l'intéressent plus particulièrement. La catégorie des textes classiques, grecs et latins notamment, où nous sommes encore pour une trop grande part tributaires de l'Allemagne, nous a valu un excellent rapport de MM. Strowski et René Pichon. M. Petit-Dutaillis a, d'autre part, fort judicieusement établi devant les éditeurs de France que le progrès de nos exportations à l'étranger demeurerait en fonction de notre expansion intellectuelle. N'était-ce pas dire du même coup que, pour le succès du livre français, l'Université peut beaucoup? Jadis elle exerçait une surveillance sévère sur notre corporation, elle planait en quelque sorte au-dessus d'elle. Si le temps n'est plus où elle réglait la circulation des livres, fixait les taxes de vente ou de location, obtenait pour les libraires et les « stationnaires » l'exemption des impôts, du guet et de la garde des portes, les couvrait en toute occasion de sa sollicitude, elle n'en reste pas moins à jamais la grande directrice de la jeunesse française, la plus sûre conseillère, la meilleure collaboratrice des éditeurs. En attirant à elle les étudiants étrangers, en envoyant hors de France ses maîtres de conférences et ses professeurs, c'est elle qui saura le mieux donner au monde le goût de notre littérature, l'amour de nos idées.

Certes, au lendemain de la victoire, le rayonnement de la France sera prestigieux; mais pour l'entretenir et le propager, il nous faudra développer inlassablement nos relations littéraires et scientifiques avec l'univers. Nos professeurs seront les pionniers du livre français. L'Université tiendra à honneur de nous aider dans notre tâche. Notre devoir à nous est de perfectionner nos procédés de fabrication, d'organiser fortement notre commerce, et de lui gagner sur les marchés du monde la place qu'il mérite.

LOUIS HACHETTE.

UN CRIME ALLEMAND

LA DESTRUCTION DE COUCY

Coucy n'est plus. La merveille, unique au monde, a péri sans résurrection possible, détruite, sur le sol de France, par un ordre venu de la plus haute volonté qui trône encore sur l'Allemagne. Son illustration s'étendait sur tout le globe. Le chef-d'œuvre exaspérait les reconSTRUCTEURS et les exploitans des ruines truquées qui bordent le Rhin. Il meurt, comme notre Reims, tous deux, le temple et le donjon, trop beaux, trop expressifs, trop français. Il meurt d'un coup de basse lutte inavouable qui, sous le couvert du mensonge méthodique, satisfait l'envie d'un peuple et l'abjection de ses calculs.

Essayons d'évoquer la silhouette nivelée du grand colosse de pierre, de faire comprendre son armature, de rassembler quelques traits de la vie de ceux qui le bâtirent à leur image, connurent auprès de lui des ambitions exaltantes et les passions de leur temps, et qui, dans la sublime forteresse, simples seigneurs de France, et seuls tels, se sentirent égaux de tout empereur et de tout roi.

*
* *

En d'autres temps, lorsqu'en belle saison picarde, les ponts de l'Oise traversés, et roulant sur la route libre, hors de Chauny vers l'Est, en remontant le cours de la petite rivière de l'Ailette,

on quittait l'épaisseur des bois qui se terminent à Folembroy, on apercevait devant soi, s'élevant au sommet d'un éperon montagneux projeté de gauche sur le val, une haute masse composée de tours et de courtines, de volumes cylindriques et de plans verticaux, elle-même dominée par une masse plus haute dont chaque tournant du chemin faisait varier l'apparence, tantôt trapue comme un monstre accroupi sur le cap, tantôt fusant vers le ciel comme une colonne sans fin.

C'était le château de Coucy, son enceinte et son donjon de cinquante-cinq mètres, planté dans un promontoire exhaussé de plus de soixante. L'ensemble, abordé par cette face, offrait un décor symétrique. Deux tours, liées par un secteur de rempart, se dessinaient dans un aplomb qui stabilisait le premier plan. Sous des angles égaux, deux murailles s'en écartaient, qui rejoignaient plus en arrière deux autres tours profilées. Mais le regard, par une obsession grandissante, s'attachait à quelque chose de plus harcelant encore. A mesure qu'on avançait, l'émerveillement s'accroissait. La rondeur isolée du donjon, vue d'en bas, entre la quadruple préparation des tours, avec sa paroi lisse, l'anneau singulier de supports qui lui cerclait le front, avec la couronne de son dernier étage percé d'arcatures à jour, montait par-dessus toutes les lignes, vision centrale et obsédante, montait en absorbant tout le reste, montait vers le soleil ou le nuage.

Ainsi Coucy se révélait-il au passant rapide et fasciné. Mais pour qui stationnait aux alentours, ou bien se trouvait par habitude connaître les sentiers du pays, Coucy réservait encore d'autres spectacles de choix.

En poussant plus à l'Est, de l'autre côté d'un ravin sinueux orienté sur l'Ailette, la hauteur de Moyembrie offrait un étonnant observatoire. De là se découvrait, d'un bout à l'autre de l'éperon, non seulement le donjon, non seulement le château, mais sa place d'armes extérieure, mais aussi la petite ville forte, son cadre conservé, ses remparts et ses portes. Le panorama se développait tout en harmonieuses gradations. La cité, ses maisons basses, ses toits violets, gris ou bruns, son église, son beffroi, sa porte de Soissons vers le Sud, ouverte sur une rampe rapide, sa porte de Laon, bastille à elle seule, donnant sur l'isthme étroit par qui tout l'éperon se rattache au plateau, cette suite marquée de profils et de couleurs se distribuait heureuse-

ment. De biais, ensuite, après les dernières toitures, se dessinait l'enceinte de la place d'armes : tours nombreuses et plongeantes sur le val, secteurs de courtine aux flanquemens répétés. Enfin, vers le musoir extrême, s'accusait le château, et dans le château le donjon, toujours accaparant le regard, aboutissement logique et calculé de tant de défenses successives, à conquérir et à maîtriser, avant d'atteindre son armure à lui, sa ronde et imbrisable cuirasse de pierre.

Ailleurs, à l'Occident, dans le vallon où s'abritait le village de Coucy-la-Ville, c'est à la fin du jour qu'il convenait de se poster. Ce vallon du village, avec le ruisseau qu'il enferme, détache du plateau, du côté où il s'y creuse, comme le ravin de Moyembrie sur l'autre flanc, le palier saillant qui porte le château, la place d'armes et la cité. On entrevoyait, de ce point, la montée de la route accédant à la porte de Chauny. Entre les arbres, du bord du rû, le regard était happé par le donjon, mieux dégagé de là que de partout ailleurs. Il s'élançait de toute sa hauteur démasquée. Lorsque, l'heure s'avancant, des assemblages mobiles de nuées, venues lentement de la mer, laissaient glisser entre eux l'astre penchant vers l'horizon, de longues épées de lumière venaient effleurer son pourtour. Quand le vallon se faisait noir, la dernière s'attardait encore à la couronne ajourée de son faite.

Rien de tout cela ne survit. Donjon, château, ville, ne sont plus qu'une carrière de cailloux, variée çà et là d'un pan de mur. On dit qu'aux alentours, comme après l'éruption d'un volcan, une couche de poudre blanche, de pierre pulvérisée, s'est étalée sur le sol, couvrant de son manteau le squelette des vergers et des bois, le sol stérilisé des herbages et des labours, pareille à la cendre qui vient s'abattre à la base calcinée du Vésuve ou de l'Étna.

*
* *

Imaginons quelque visiteur, par choix et par goût, passant à pied, naguère, une porte de la cité, la porte de Laon, sa barbacane chevauchant l'isthme, son couloir et sa voûte. La ville traversée, les vestiges d'une porte finale aperçus et franchis, un fossé nouveau tranchait de part en part, comme un canal à sec, la largeur totale de l'éperon. Une autre muraille encore, et sa redoutable porte. On pénétrait dans la place d'armes, dans

la « baille, » l'enceinte d'approche, l'élément de défense classique et nécessaire que tout château présentait devant lui, comme en lui-même il englobait un donjon.

Errer dans la baille, au hasard et sans but, voilà trois printemps à peine, était un rare plaisir.

Lieu sauvage et séduisant, cerné de demi-ruines, qui tenait à la fois de la pâture, du verger, de la citadelle, de la lande et de la futaie. Des groupes de gazon, des carrés de légumes, des arbres à fruits, des buissons bas, des ormes et des frênes tout en flèche et en pointe, meublaient ce large espace où le temps et la nature avaient accordé toutes choses. Un vague sentier de ronde, au midi, courait entre les pans de mur, les giroflées et les arbustes. La fortification s'accrochait à la pente, abrupte vers l'Ailette. Ça et là, une embrasure, élargie en porte, permettait de sortir de la salle basse d'une tour flanquante et de prospecter la côte, entre les parcelles de culture étagées en perron. Derrière le rideau des ormes et des frênes, on se rapprochait des parages de la grande défense qui garnissait la fin de l'éperon. La suture du rempart propre de la place d'armes au rempart propre du château, vers le point où s'ouvrait la poterne des champs, était en cet endroit spécialement captivante. C'était la zone que dominait le donjon. Les arbres, dans cet angle où se confondaient les droites et les courbes, les défenses creuses et les défenses hautes, semblaient aspirés par la tour. Presque toujours, au-dessus d'eux, de sa couronne à leur cime, tourbillonnait un vol bruissant de corneilles et de freux.

De la place d'armes, on poussait dans le château même. Contre lui, celle-ci ne se défendait pas, comme elle se gardait contre la ville. Mais tout château, logiquement, se fortifiait contre sa place d'armes. En ce point, obstacle renouvelé, se présentait une tranchée gigantesque, non moins sèche que le fossé de tout à l'heure, mais cette fois close aux deux bouts par l'enveloppe continue du rempart. L'entrée franchie sur la droite, on se trouvait dans la cour, étroite et farouche, devant le spectacle intérieur encore inaperçu.

Ici, tout le sens profond de la forteresse apparaissait avec éclat. La suppression même des bâtimens d'habitation jadis appuyés par le dedans aux élémens de défense ne faisait que le rendre plus saisissant. Un quadrilatère de remparts énormes épousait toute l'assiette du promontoire. Aux angles s'appuyaient

les quatre tours aperçues en perspective de la route de Chauny. Et le donjon s'élançait, réduit suprême, écrasant tout de son volume et de sa hauteur.

Les logis disparus, en leur temps, avaient contenu de belles salles, de nobles étendues sans cloisons, plafonnées de poutres peintes, décorées de nuances vives, garnies de cheminées géantes où les Preuses et les Preux s'alignaient debout et côte à côte sur la saillie du manteau. Par de grands arcs restés debout, par des escaliers rompus, par le dédale des passages souterrains et des galeries de contremine, sur les pas d'un maître de la science combinée des textes et des pierres, on cheminait, allant, venant, descendant vers l'ombre, sondant les creux aveugles, palpant une rainure de herse, et remontant vers le jour. Du niveau qui marquait la salle des Preuses, à l'extrémité du cap, entre les deux tours extrêmes, par les baies découpées dans les embrasures anciennes, apparaissait au loin toute la campagne heureuse.

Le château reconnu, le donjon tyrannisait le regard. Toutes choses environnantes ne semblaient faites que pour lui.

Il se dressait hors du fossé, de la tranchée gigantesque qui séparait le château de la place d'armes, et qui s'incurvait autour de lui. Partant également du fossé qu'elle divisait en deux, une défense spéciale le défendait encore : la muraille énorme et concentrique. Dans le vocabulaire d'alors, une telle muraille s'appelait chemise. Cette lingerie de pierre de la tour géante de Coucy mesura cinq mètres d'épaisseur et vingt mètres de haut.

Avec deux sections de courtine qui venaient se souder de part et d'autre à l'enveloppe continue du rempart extérieur, et qui descendaient chacune à sa rencontre, par le talus, vers le fond, elle composait, sur la moitié de sa courbe, la clôture propre du château, semi-circulaire entre deux lignes droites. Mais, vers le donjon, l'entaille du fossé, la muraille de la chemise, pénétraient dans le château, se creusaient et s'éri-gaient dans la cour, lui interdisant ainsi tout contact, en faisant une île cylindrique de roche au milieu d'un lac de pierre. La masse, pour tout accès possible à sa base, présentait une poterne à laquelle conduisait un ponceau. Par un chenal de sept mètres, poussé à travers l'épaisseur de la paroi, on atteignait le sol de la salle qui avait occupé tout le rez-de-chaussée.

Alors, du bas vers la hauteur, jusqu'au toit de fortune, la vue montait libre. Un grand cylindre creux, immense, démesuré, se développait en altitude. Du centre de la salle, éclairée par trois fenêtres défensives, munie d'une cheminée profonde, creusée d'un puits de soixante mètres, on distinguait un périmètre intérieur à douze pans, douze arcades en tiers-point s'enfonçant dans la muraille, douze branches d'ogive partant des massifs pleins pour supporter une voûte jadis innervée comme une église ronde de Templiers. Les traces de deux étages, sur même plan, se prononçaient nettement, leurs arcades chaque fois plus accentuées, l'élançement des voûtes se devenant plus architectural encore. Dans la tour vide, tombant de divers angles par les archères, des jeux de lumière et d'ombre s'insinuaient avec les heures.

Vrillé dans le mur, l'escalier, depuis le couloir de la poterne, tournait jusqu'au faite. Après avoir stationné à chaque étage, on débouchait sur la plate-forme. De ce niveau sortaient les consoles en saillie qui de loin semblaient baguer la cime. C'étaient les supports de pierre, les « corbeaux, » soutiens fixes et audacieux qui permettaient à cette date, selon le procédé transitoire en usage à l'époque où s'élevait le donjon, de mieux asseoir en surplomb, à cette hauteur, pour le temps d'un siège, les « hourds » de charpente dont l'assemblage établissait, pourvu de machicoulis et d'archères, le chemin de ronde occasionnel et démontable, alors seul connu des bâtisseurs de remparts.

Puis, de la plate-forme atteinte, partait encore le couronnement, le grand portique circulaire et ajouré, timbre héraldique du donjon. Une dernière spire de l'escalier à vis arrivait à fleur de la crête. Douze pieds de largeur permettaient de s'y tenir. De cet ultime sommet, le spectateur solitaire, par un beau jour de France, foulant cette piste vertigineuse, pouvait se dire que nul pays du globe ne possédait pareille œuvre.

*
* * *

Ceux qui avaient créé à leur usage et à leur taille une semblable demeure, château seigneurial et privé, pour y vivre, s'y défendre, et le transmettre, quels étaient-ils, de quelle race et de quelle trempe?

Viollet-le-Duc, en un passage frappant, a cru pouvoir

reconnaître, dans le donjon de Coucy, au point de vue de l'accord de l'homme et du cadre, des caractères spéciaux qui ne se révèlent pas ailleurs. « Dans cette forteresse, dit-il, tout est colossal, tout est bâti sur une échelle plus grande que nature. Tout ce qui tient à l'usage habituel y est conçu dans une proportion supérieure à celle admise aujourd'hui. Les marches des escaliers, les allèges des créneaux, les appuis, les bancs même, semblent faits pour des hommes d'une taille au-dessus de l'ordinaire. On dirait que le constructeur avait voulu créer une impression de force extra-humaine. Il semble que les habitans de cette demeure féodale devaient appartenir à une race de géans. »

Ce caractère à part éclatait tout entier dans leur orgueilleuse devise, où transparait la passion d'indépendance qui gonflait le cœur d'un féodal, maître de cette tour unique, leur devise que chacun sait : « Roi ne suis, — ne prince ne duc ne comte aussi, — je suis le sire de Coucy. »

Ils provenaient, comme lignage, de la maison de Boves, en Amiénois, dont la branche cadette, par filiation directe, se perpétue de nos jours dans la maison de Caix. Enguerrand, fils aîné d'un seigneur de Boves dont on connaît le père, s'était installé à Coucy, à la fin du onzième siècle. Les archevêques de Reims, qui possédaient le village du vallon et le terroir d'alentour, depuis un temps aussi reculé qu'incertain, et dont l'un avait élevé sur l'éperon désert encore, avant l'an mil, une forteresse disputée à ses successeurs par de rudes adversaires laïques, paraissent avoir quitté le tout, abdiquant leurs droits, en des circonstances demeurées inconnues.

Les sires de Coucy réalisent en leur temps un mot célèbre : ils vivent dangereusement. La comtesse de Namur, Sibylle, femme du comte Godefroi, se trouva être désirable. Le premier Enguerrand l'enlève. Il part pour la grande Croisade avec Thomas son fils. Tous deux combattent côte à côte. Un jour, comme les Sarrasins avaient pénétré par surprise dans la position chrétienne, le sire de Coucy, son étendard étant hors de portée, coupe de ses mains son manteau d'écarlate bordé de vair. Il le lacère par bandes, fixe ces bandes à une lance, et charge en jetant son cri, sous les couleurs alternantes de ce fanion improvisé. En souvenir du fait d'armes, son écu portera désormais **six tranches horizontales, six fasces, trois de vair,**

trois de gueules, dont les reflets et l'éclat rouge rappelleront la teinte de l'étoffe qui drapait le chevalier d'Occident, quand sonnèrent les trompettes de bataille, en ce jour de victoire sur le Turc, vers Nazareth ou Jérusalem.

Trois générations passent. Le donjon du Louvre vient de surgir, le plus large et le plus haut connu au bord royal de la Seine. Le sire de Coucy, qui n'est ni duc, ni comte, veut surpasser le Louvre. Et le donjon de son château neuf, sur un cap du Laonnais, se met à pousser une à une ses assises. Enguerrand III, Enguerrand le Grand, démolit la forteresse ancienne dont un archevêque de Reims avait bâti le tout premier type. Reprenant à nouveau le thème de fortification du promontoire et du palier, de leurs pentes et de leurs approches, il crée d'un coup le Coucy qui vient de mourir. Conçue d'ensemble, élevée d'un seul jet, avec des ressources immenses et renaissantes, l'œuvre s'achève, peut-on croire, vers le second quart du treizième siècle.

Alors, de la vallée comme de la ville, autour du donjon dont montait la blancheur ronde, on put voir s'enrouler, comme une hélice débordante, un chemin suspendu sur le vide, s'élevant avec la tour et comme elle en marche vers le ciel. De solides madriers, engagés sur une portion calculée de leur longueur dans une série d'alvéoles réservés pour eux, soutenaient puissamment sa montée. Le long de cette route aérienne à pente régulière et praticable, collante à la paroi courbe qui fuyait sous elle, circulaient les hommes, les animaux de bât, les petits chariots chargés de pierres de taille. Un tel système élévatoire permettait une construction homogène et suivie. L'œuvre parachevée, la dernière assise posée, tout l'appareil, démonté, reprenait la direction de la terre. Les madriers de support, scellés dans la maçonnerie pleine, étaient sciés au niveau de la surface extérieure. Avec les ans, leurs tronçons prisonniers tombaient en poussière, et les pigeons de muraille, les remplaçant dans les creux du parement, y venaient poser au printemps, comme des oiseaux de falaise, les brindilles sèches de leurs nids.

Enguerrand III, dans le château de Coucy qui montait, rêva peut-être la couronne. Les difficultés qui marquèrent la minorité du fils de Blanche de Castille parurent lui offrir l'occasion de dominer la régence et le pouvoir. On assure qu'à sa cour

seigneuriale, il se montrait, entre familiers, avec les ornemens royaux qu'il s'habituaît à porter.

Sa petite-fille, mariée au comte de Guines, greffe la seigneurie sur un autre arbre, issu d'un très vieil estoc, dont les racines plongeaient loin dans la terre et dans le temps.

Cette seconde maison de Coucy, cette seconde dynastie, peut-on dire, occupe toute la durée du quatorzième siècle. Ses représentans relèvent et continuent les armes d'État de la seigneurie, le « fascé de vair et de gueules de six pièces. » Le nom d'Enguerrand leur est commun. Ils prennent femme dans la famille royale d'Écosse, chez les Habsbourg d'Autriche, à la cour d'Angleterre. La figure d'Enguerrand VII, le dernier, se dessine sur un fond mouvementé d'aventures.

Otage en Angleterre, pour assurer la rançon de Jean le Bon, il en revient marié à la seconde fille du roi Édouard. Gêné désormais pour combattre en France les armées de son beau-père, il se jette en Italie, dans les querelles milanaises. Sa mère était Catherine de Habsbourg, fille de Léopold d'Autriche, qui avait disputé la couronne impériale aux maisons de Luxembourg et de Bavière. A la tête d'une expédition française, il va revendiquer les droits qu'il tenait de son aïeul. Il refuse l'épée de connétable. Il brille comme négociateur, en Bretagne, à Paris, en Aragon. Mais toujours l'Italie l'attire. Il y redescend avec le duc d'Anjou, prétendant au trône de Naples, aux côtés du duc de Bourbon, qui prépare à Gènes son expédition d'Afrique, pour le duc d'Orléans dont il appuie les combinaisons politiques. L'occasion survenant, il se croise contre le Turc. C'est le drame final de sa vie. A Nicopolis, Bajazet anéantit l'armée chrétienne. Enguerrand, prisonnier, passe les Dardanelles, avec quelques rares captifs épargnés, et va mourir de maladie sur la terre asiatique, à Brousse, capitale du Sultan qui guette de là Constantinople chancelante et encerclée.

Il ne laissait que deux filles. Louis d'Orléans, déjà maître de Pierrefonds, acheta à l'une sa part qui revint à la couronne avec Louis XII, tandis que celle de l'autre, tombée après la vente, par droit de succession, dans les héritages de la maison de Bar, passait par alliance à celle de Luxembourg, puis à la branche vendômoise des Bourbons entre les mains de qui la recueillait Henri IV.

Enguerrand VII et le duc d'Orléans avaient porté à sa plus

parfaite expression la beauté intérieure du château. C'est Enguerrand qui aménage les grandes salles, décore leurs cheminées des statues des neuf preuses et des neuf preux. Le roi Arthur, Charlemagne et Godefroy de Bouillon, les derniers en date, y avaient accueilli Bertrand du Guesclin, leur dixième compagnon. De Sémiramis à Penthésilée, les preuses, consécration suprême, attendaient Jeanne la Pucelle.

*
* * *

Le château de Coucy, chose singulière, tel qu'il était sorti de terre au temps d'Enguerrand le Grand, ne subit pour ainsi dire aucun siège en forme jusqu'aux guerres civiles françaises du quinzième siècle. Alors, selon les partis, les coups de force et les surprises furent son lot.

Ainsi, naguère, dormaient encore, sous une tour de la porte de la place d'armes vis-à-vis de la ville, ensevelis dans leurs armures au fond d'une sape mystérieuse et recouverte, tout un groupe de combattans bourguignons du comte de Saint-Pol, surpris par la chute écrasante d'un secteur de muraille. Ainsi La Hire, un jour, à ses débuts, gardant Coucy pour le dauphin Charles contre le duc de Bourgogne, et sorti de la forteresse pour aller battre l'estrade aux environs, trouva-t-il le donjon occupé par les prisonniers qu'il y avait laissés en nombre dans leurs geôles. Quelque complicité intérieure gagnée secrètement à leur cause, les captifs, s'ouvrant les portes l'un à l'autre, avaient égorgé le poste, et tenaient bon dans la tour inaccessible où les rôles avaient changé.

En tant que château seigneurial, Coucy demeurait intact. Dans ses *Épîtres Héroïques*, Antoine d'Asi, avant les guerres d'Italie, en décrit l'aspect superbe. Sous les dernier Valois, Androuet du Cerceau, dans ses *Plus excellens bastimens de France*, en gravait encore l'image précieuse. C'est comme place d'État qu'il apprend l'infortune. La Fronde s'achevant, le démantèlement de Coucy, qui avait tenu contre la couronne et repoussé les troupes royales de La Fère et de Laon, fut décidé par Mazarin. Les mines de l'ingénieur Metzseau, qui avait dirigé le siège de La Rochelle, jouèrent sous les portes et sous les corps de logis. A l'intérieur du donjon, les voûtes des trois étages sautèrent avec le toit. La tour devint un tube gigantesque de pierre creuse. Mais telle était la force de son œuvre, que nulle

brèche ne l'ouvrit. Sa hauteur démesurée, dépouillée de ses pinacles, de ses ornemens de tête, demeura culminante sur le val, juste assez atteinte pour pouvoir offrir aux regards cette auguste qualité que le temps apporte aux choses du passé qu'il touche et qu'il épargne.

La Révolution française trouva Coucy, comme terre seigneuriale, figurant parmi les apanages de la postérité du duc d'Orléans, frère de Louis XIV. La branche de Coucy-Vervins, issue des Coucy de la maison de Boves, se continuait par une descendance directe, où le maréchal Oudinot devait chercher alliance. Mais elle n'avait maintenu qu'un nom. Le noble site était menacé. Louis-Philippe le sauva, bienfait inappréciable. L'État, depuis le milieu du dernier siècle, avait pris possession de cette grandeur française.

Une série de circonstances heureuses en avait écarté tout essai de restauration. Des mesures suffisantes préservaient le donjon et son cadre. Coucy, merveille unique, chargeait de magnificence et d'honneur le sommet du promontoire où l'œuvre d'Enguerrand s'enracinait encore pour des siècles.

*
* *

Dans l'extension de sa gloire, Coucy n'eut pas seulement des seigneurs sans pareils. Son rayonnement se projette sur un sonneur de lyre, un poète de haute espèce, dont la légende s'est emparée pour en faire un héros de la passion.

C'est le personnage énigmatique, trouvère et chevalier, qui se nomma le châtelain de Coucy, et dont les poèmes frémis-sans, les amours périlleuses, les aventures lointaines et la seconde mort, mélange bariolé de réel et de fable, ont défrayé la tradition, le conte et le roman.

Renaud de Magny, vers le temps d'Enguerrand III, se trouvait « châtelain » de Coucy. Entendons par cela même qu'il n'en était pas seigneur. La fonction de châtelain, équivalente en principe à celle de gouverneur, répondait à une charge que le possesseur d'un château marquant pouvait créer et concéder comme fief. La châtellenie de Coucy, organisée de bonne heure, à ce qu'il semble, au profit d'une branche cadette du lignage, avait passé par alliance dans la famille de Magny, qui tirait son nom, sans doute, du village de Magny-la-Fosse, entre La Fère et Saint-Quentin. Au début du treizième siècle, Renaud, fils de

Regnier de Magny et de Mauduite de Coucy, portant d'or à la fasce d'azur, au chef de couleur inconnue chargé d'un lionceau de gueules passant, en détenait la qualité, et peut-être en exerçait directement l'office, dans la forteresse que son cousin construisait alors pour abriter son rêve de roi.

C'était peut-être un émérite commandant de place, c'était sûrement un trouvère délicieux. Son œuvre est courte et concentrée : une vingtaine de petits poèmes lyriques, de « chansons, » pour les appeler du nom que leur donnait l'époque. Il y chante ses amours pour une dame élue et secrète. Ses espérances, ses traverses, ses requêtes, ses plaintes retentissent et s'enchevêtrent. Il fait accueil au sentiment de la nature. Un éloignement plein de mystère, un départ pour la Terre-Sainte, apporte une note émouvante et qui permet l'hypothèse. Il pourrait se présenter là, et la chose n'est pas sans exemple parmi les poètes d'*oïl* et les poètes d'*oc*, des élémens possibles de biographie individuelle. Il est également permis de croire à un simple artifice, d'emploi fréquent par ailleurs, et à la présentation verbale de faits et de sentimens d'ordre purement imaginaire.

On peut pencher pour la « littérature. » Car Renaud de Magny, châtelain de Coucy, paraît avoir conduit son existence de la façon la plus normale. Très jeune, il se trouvait pourvu d'un bénéfice de chanoine de Noyon. On le sait marié : sa femme portait le prénom d'Aanor. On lui connaît deux fils, dont l'aîné lui succède en sa terre paternelle et en sa charge fieffée. Il semble qu'il menât la vie des gens de son temps les moins pourvus d'aventures. Mais, quelles que puissent avoir été son infortune ou sa chance, ce fut un poète, un vrai poète, qui savait sentir et chanter.

« Puisque mon cœur ne s'en veut revenir — De vous, dame... » Ainsi définit-il son amour dans une de ses chansons. « Le nouveau temps, le mai, la violette... » Ainsi commence une autre. D'autres encore : « La douce voix du rossignol sauvage... » — « Quand vois venir le beau temps et la fleur... » « Tant ne me sais dementer ne complaindre. — Que puisse avoir de ma douleur soulas. » Tristesse à présent : « Elle a mon cœur, que je n'en quiers ôter... » Et sa plus célèbre, celle qui, très vite, courut le public et le classa : « A vous, amans, plus qu'à nulle autre gent — Est bien raison que ma douleur complaigne... »

Le châtelain de Coucy, connu par certaines de ses œuvres comme type symbolique d'amant « courtois » et passionné, entre de plain-pied dans la légende. Ce qui consacre sa double réputation, c'est le roman qui le met lui-même en scène, le récit qui porte pour titre deux noms désormais inséparables, celui sous lequel on le qualifiait communément et celui d'une personne fictive, le roman du Châtelain de Coucy et de la Dame de Fayel.

C'est le récit des amours tragiques d'un chevalier dont l'auteur fait un châtelain de Coucy, poète et guerrier, portant prénom de Renaud et les armes de la famille de Magny, avec une femme noble du Vermandois, qu'il donne pour la femme du seigneur de Fayel, nom de château pris au hasard, semble-t-il, parmi les manoirs de la région. Fayel, de nos jours plus habituellement orthographié Fayet, était hier encore un village dont la carte certifiait l'existence, et qu'on y trouvait s'accotant à un assez large bois, à une lieue dans le Nord-Est de Saint-Quentin. Entre la résidence du châtelain, Fayet, Saint-Quentin, Moy, Vendeuil et La Fère, avec la Terre-Sainte au loin, se déroulent les épisodes et les scènes. Le trait final, le mari jaloux faisant manger par sa femme le cœur déguisé de son amant, représente l'arrangement, à la mode du temps, du vieux thème légendaire, peut-être d'origine celtique, la navrante histoire déjà versifiée dans le lai qu'Iseut chante en s'accompagnant sur la harpe, un jour de détresse infinie, comme le racontent, en français archaïque et charmant, nos vieux poètes à nous, pillés par d'autres.

Le roman est écrit en vers de huit pieds, rimés en rimes plates, le tout selon les rites de ces sortes d'ouvrages. Ça et là sont intercalées des pièces de vers présentées comme composées et même dites par le héros : ce sont précisément les chansons qui sont l'œuvre avérée du châtelain de Coucy, ainsi incorporées, par ce procédé, à la narration propre. On peut admettre que l'auteur, originaire de la région et la connaissant à merveille, s'appelait, à peu de chose près, Jacquemond Saquespée. L'époque reconnue de la vie de Renaud de Magny est comprise dans le premier tiers du treizième siècle : la date de la composition du roman se placerait au plus tard à deux générations de distance.

L'histoire amoureuse et farouche, objet de confusions fré-

quentes, au point de vue de la trame de la légende ou des personnages qui s'y trouvent mêlés, modifiée par des variantes, soit qu'on l'attribue à d'autres poètes ou chevaliers, soit qu'on y incorpore des éléments tirés du roman non moins célèbre de la *Châtelaine de Vergy*, a défrayé le conte, la nouvelle et le théâtre. L'existence réelle de l'œuvre du châtelain de Coucy, la supposition, purement gratuite d'ailleurs, que sa partenaire ait pu connaître aussi le don de poésie, ont contribué largement à propager la renommée de l'un et de l'autre, sous quelque nom qu'on les désigne, et à la renouveler d'âge en âge.

* * *

Le châtelain de Coucy est donc amoureux de la dame de Fayel. Il se déclare un soir, chez elle, après une visite au château, où il fut retenu à dîner, le seigneur de Fayel étant absent. Des joutes et des fêtes, opportunes, multiplient les motifs d'entretien, de cour discrète et progressante. Le verger du manoir possède une petite porte qui donne sur le bois : par là, moyennant la chambrière, le châtelain gagnera la pièce bien close où l'attend l'objet de ses vœux. Incidens variés, épreuves, triomphe. L'amant récite ses gracieux poèmes. Cette vie de bonheur s'organise et se prolonge.

Mais une femme veillait, une dame du pays, belle et bien née, sensuelle aussi, qui macérait dans la jalousie. Elle révèle tout au mari. La chambrière sauve la situation. Cousine germaine de sa maîtresse, elle se sacrifie pour détourner les soupçons. Invention variées des deux amans, comme à la cour du roi Marc, en Cornouaille. Renaud, méconnaissable sous des bandages, soi-disant écuyer blessé sur la route, se fait hospitaliser au château. La dame, en pèlerinage avec son époux, se laisse choir de cheval, au passage d'un gué. On la soigne au moulin, dont le meunier n'est autre que l'écuyer de naguère. Enfin le seigneur de Fayel, plus ou moins renseigné, trouve un moyen décisif. Il se croise, et demande à sa femme de l'accompagner en Palestine. Elle accepte, concertant le voyage, chose facile à prévoir, avec le troisième pèlerin que l'on devine. Mais le châtelain une fois engagé par serment solennel, et la croix consacrant cousue sur son vêtement, le maître de la dame se fait reconnaître malade et délier de son vœu.

Renaud, fidèle à sa parole, part solitaire et désespéré. Le

seul bien qui lui reste au monde, il l'emporte avec lui : deux tresses dorées, longues, soyeuses, lourdes, que son amante lui offrit, comme une part d'elle-même. Il les met sur son heaume. Le Chevalier Qui Porte Tresses, ainsi le nomment là-bas les Sarrasins qu'il terrifie. Mais le poison d'une flèche a raison de lui. Il veut revoir la France. Il expire en mer. Son écuyer revient seul, rapportant à la dame, sur l'ordre du mourant, dans un coffret, son cœur desséché, avec une lettre dernière et les blondes nattes.

Aux abords de Fayel, l'écuyer se fait surprendre. Alors, comme au temps d'Iseut offerte aux lépreux de Tintagel, le seigneur de Fayel accomplit un acte féroce. Il fait accommoder le cœur comme un mets délicat. La dame, au souper, le mange, insoucieuse, et même en vante la saveur. La vérité crieée par l'époux, la lettre et les nattes certifiant le sacrilège, elle jure simplement que nulle chose ne mangera jamais plus. Et lors, dit le vieux texte : « Ne demoura gaires après — Qu'elle requit à Dieu merci — Et l'ame del corps s'emparty. »

Telle était la fin que la légende et la fiction prêtaient au châtelain de Coucy et à l'objet de sa passion. Sous l'éclat du titre de sa charge plus que sous le bruit de son nom, Renaud de Magny a conquis l'illustration qui se peut acquérir par le verbe et l'image. Lui aussi, comme Enguerrand III, aurait pu se dire : *Eregi monumentum...*

S'il ne construisit pas, comme le grand féodal, la forteresse magique dont rien ne subsiste plus aujourd'hui, s'il ne la posséda pas souverainement, on peut cependant l'imaginer, châtelain du château, vivant à son ombre, parcourant ses chemins de ronde, faisant sonner ses pas dans la vis du donjon, atteignant la plate-forme et la crête du couronnement, et là, silencieux, quelque soir de mai, au sommet de la tour géante, les trompettes guerrières une fois tuées, écoutant par-dessus les vergers de la côte la voix musicale qui lui donnait le rythme et le départ d'un de ses poèmes : « La douce voix du rossignol sauvage... »

Ni donjon, ni château, ni ville n'existent plus. Les *Zerstörungskommandos* et les *Zerstörungspiquets* se sont chargés de la besogne, à loisir, avec des soins de professeur. La masse informe des débris écroulés sur le promontoire coule et descend le long

des pentes comme des poussées de lave sur les flancs ravagés d'un cratère. Seul, dans un chaos minéral, se profile encore un pan de mur, fraction de courtine à laquelle s'adossait la salle des Preuses, entre les deux tours d'angle tombées en poudre. La base du donjon se devine, masquée par les gravats qui l'enfouissent. Toute la contrée, alentour, apparut comme chimique et lunaire à ceux qui la reconquirent. Le règne végétal et le règne humain y avaient été annulés par des hommes.

Entre tant de crimes, celui-ci, inutile, minutieusement prémédité, porte une marque spéciale. La gloire du donjon de Coucy devait ulcérer de souveraines jalousies : c'est pourquoi il a été supprimé de la surface de la terre. La ruine restaurée de Hoh Kœnigsburg ne sera plus maintenant concurrencée par un rival supérieur...

Au moins, les os émiettés du géant, comme les squelettes blanchis de la vallée de Josaphat, ont-ils pu connaître la vision de combattans d'un autre âge montant à l'assaut de ces décombres, par une nuit vengeresse, et pénétrant furieusement sur leur masse en poussière arrachée à une race exécrationnelle. Et les ombres des chevaliers d'autrefois, errantes hors de leurs tombeaux profanés, ont-elles pu saluer les fantassins de France, des armes inconnues à la main, poursuivant de tas de pierres en tas de cendres un ennemi faiblissant, les glorieux fantassins dont les uniformes gluans de fange ou raides de glace portaient comme insignes l'ancre marine du héros colonial et le cor du chasseur que Roland reconnaissait pour le sien.

GERMAIN LEFÈVRE-PONTALIS.

CE QUE LES COLONIES ONT FAIT POUR LA FRANCE

L'Allemagne attendait de la guerre la conquête de la plus grande partie des colonies françaises; ses publicistes ne discutaient que sur le peu qu'ils voulaient bien nous en laisser. Lorsque, dans les derniers jours de juillet 1914, le chancelier comptait encore sur la neutralité de l'Angleterre, il assurait sir Edward Goschen, ambassadeur à Berlin, qu'il ne visait aucune annexion territoriale aux dépens de la France; mais, l'ambassadeur lui ayant posé une question au sujet des colonies françaises, « il répondit qu'il ne pouvait s'engager d'une manière semblable à cet égard (1). » On n'a pas oublié la noble réponse du ministre des Affaires étrangères britannique datée du 30 juillet; elle commence en ces termes : « Le gouvernement de Sa Majesté ne peut pas accueillir un seul instant la proposition du chancelier de s'engager à rester neutre dans de telles conditions. »

Dans l'illusion que leur irrésistible puissance terminerait la guerre par une victoire totale en quelques semaines, les Allemands avaient tout préparé, de longue main, pour nous exproprier promptement de nos colonies. Ils estimaient que ce domaine était pour la France une cause de faiblesse; ils jugeaient que nos troupes et notre matériel de guerre étaient ainsi dispersés à travers toutes les mers du globe; ils étaient convaincus que, dans chacune de nos possessions, la crainte d'une insurrection des indigènes « accrocherait » au moins les contingents de nos garnisons coloniales : ainsi, pour le succès de leur dessein

(1) Télégramme officiel adressé de Berlin, le 29 juillet 1914, par sir E. Goschen à sir Edward Grey.

d'agression, il y aurait là des diversions s'entretenant elles-mêmes. Aussi bien, la proie était tentante ; n'avions-nous pas laissé nos ennemis s'insinuer partout dans nos colonies, cueillir le fret dans nos ports, ouvrir à Hambourg des marchés pour les palmistes de notre Afrique Occidentale, les bois du Gabon, le caoutchouc de Madagascar ?

L'avenir leur semblait si peu douteux qu'ils avouaient leurs ambitions et menaient presque publiquement leurs intrigues ; quelques mouvemens indigènes, pensaient-ils, suffiraient à ruiner la souveraineté française, très peu enracinée ; l'Allemagne organisatrice interviendrait alors et ne tarderait pas à tout pacifier, à tout exploiter scientifiquement. Une rapide comparaison de deux livres fera comprendre le cynisme et découvrira les procédés de nos adversaires ; l'un est l'ouvrage d'Otto Richard Tannenberg, *La plus grande Allemagne* (1), l'autre l'exposé de Pierre Alype sur *La provocation allemande aux Colonies* (2). Tannenberg est un pangermaniste moins diplomate que le prince de Bülow, mais il n'a rien écrit qui ne s'inspire des mêmes idées, du même fétichisme de la race supérieure, que *La Politique allemande* de l'ancien chancelier ; tous deux parlent le langage de l'éternelle Allemagne. Or Tannenberg revendique explicitement un vaste empire centre-africain, aux dépens de la France et de la Belgique, un autre dans l'Asie tropicale, une zone d'influence dans la Chine intérieure, sans parler de nouveaux domaines allemands dans l'Amérique méridionale et dans la Turquie d'Asie, « car nous avons avec les Turcs des relations tout à fait amicales ! »

La « provocation » n'avait épargné aucune de nos colonies : elle travaillait les indigènes musulmans de Tunisie et d'Algérie par des Jeunes-Turcs, elle préparait au Maroc, avec l'aide de protégés disséminés dans les villes et les tribus, un second coup d'Agadir ; des fusils étaient entreposés chez des affiliés, Allemands ou indigènes, à la solde de Karl Fieke, résident de Casablanca. Les deux seuls territoires indépendans de l'Afrique, le Libéria et l'Abyssinie étaient des foyers de complots germaniques contre les Puissances coloniales africaines. En Extrême-Orient, le consul allemand de Hongkong, M. Voretseh, s'entourait de révolutionnaires annamites, avec lesquels il préparait

(1) Traduction Millioud, Paris, 1916. L'original a paru en 1911.

(2) Paris, 1915.

l'expulsion des Français d'Indochine; il se tenait en correspondance avec des fonctionnaires chinois des provinces limitrophes du Tonkin, et des soldats de la Légion étrangère, Allemands d'origine, de nos garnisons frontières; il avait des émissaires au Siam, et visait aussi l'Inde anglaise.

L'Allemagne, par elle-même, n'a pu rien faire ou presque, contre nos colonies: lancer quelques obus sur Philippeville et Bône, du *Geben* et du *Breslau* qui gagnaient Constantinople, couler une canonnière en rade de Tauti furent ses seuls exploits de guerre, médiocres et sans lendemain. Mais elle avait dévolu un rôle plus actif à des complices indigènes, dont la tâche était soigneusement distribuée; ceux-là devaient, non seulement jeter les Français à la mer, mais inquiéter les Anglais et même les Italiens, afin de les décider tout au moins à garder la neutralité. Le canon de la Marne a brisé le rêve allemand, aux colonies comme en Europe; ce n'est plus à des conquêtes, suivant les vœux du pangermanisme, que le Kaiser doit songer, mais à la défense d'un empire dont la vigueur offensive est définitivement enrayée. Cependant ces colonies françaises, dont il escomptait l'aide indirecte contre leur métropole, ajoutent une force nouvelle à celles qui déjà sont coalisées contre la violence germanique: pour la lutte nationale qui mobilise toutes ses énergies, la France trouve dans ses colonies des soldats, des ravitaillemens, de l'argent; elle élabore avec elles, sous le feu, un avenir d'étroite et féconde solidarité.

*
* *

Les métropolitains en résidence aux colonies sont en petit nombre; dans l'Afrique du Nord seulement, pays tempéré, où nos premiers établissemens sont vieux déjà de près d'un siècle, une population notable, de langue et d'origine françaises, s'est constituée, qui vit presque exactement sous les mêmes lois que celles de la métropole. Les conscrits et les réservistes de l'Algérie sont partis comme ceux de France, touchés le même jour par l'ordre de mobilisation; pour la Tunisie, il en fut à peu près de même, tandis qu'au Maroc, pays de toute récente occupation, le résident général imposa quelques règles spéciales à l'ardeur des concitoyens, empressés à faire tout leur devoir. On peut estimer à 120 000 hommes le contingent des Français qui sont ainsi venus de l'Afrique méditerranéenne grossir les diverses unités

de notre front; c'est l'effectif de trois forts corps d'armée, sur le pied de guerre. Dans nos « vieilles colonies, » Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, la loi militaire n'était pas intégralement appliquée au début des hostilités; elle joue sans réserve depuis avril 1915, et a fait passer sous les drapeaux, des réservistes territoriaux aux « bleuets », environ 140 000 Français créoles, affectés suivant leur âge et leur instruction.

Dans nos colonies tropicales, Afrique et Asie, où les Français d'origine se comptent par unités, une mobilisation intégrale aurait privé, brusquement, nos possessions de presque tous leurs états-majors, économiques et administratifs; la raison commandait donc d'apporter à la rigueur des principes certains tempéramens : les *Journaux Officiels* des colonies ont publié les listes nominatives des Français placés « en sursis d'appel; » le total ne dépasse pas quelques centaines. Rendons ici l'hommage qu'ils méritent non seulement à ceux qui sont partis, mais à ceux qui sont restés : alors que la prudence élémentaire interdit les séjours trop prolongés sous les climats tropicaux, ils sont demeurés à leurs postes, chargés d'un travail plus lourd, bien au delà des limites coutumières; tous ont, ainsi, fait campagne; plusieurs sont morts à la peine; eux aussi, sur le front colonial, ils ont tenu; en eux, comme en un cadre vivant, s'est incarnée l'énergie française, résistance aux régressions d'une humanité de civilisation récente, direction de l'activité de guerre, semailles pour des moissons qui ne lèveront qu'après la paix.

Ainsi les colonies n'ont pas aggravé les soucis de la France, engagée en Europe dans le plus formidable conflit de l'histoire; il a suffi, pour les maintenir en ligne, d'un nombre minime de Français, qui ont trouvé un point d'appui solide dans le loyalisme général des indigènes. Le premier service que les colonies aient pu rendre à la métropole, — la première déception qu'elles infligèrent à nos ennemis, c'est d'avoir dispensé la France de s'inquiéter pour elles; concours négatif, si l'on veut, mais pourtant inestimable, car il fut celui du début et n'a pas tardé à changer de signe. Ce n'est pas qu'on n'ait observé çà et là parfois des mouvemens de mécontentement chez les indigènes, mais, grâce à des concours indigènes aussi, nulle part ces incidens n'ont dégénéré en troubles dangereux; en les racontant brièvement, nous expliquerons à la fois comment nos adversaires avaient essayé de dresser nos colonies contre

nous et comment ces manœuvres ont tourné à leur confusion.

En Indochine, des passans étrangers, Chinois pour la plupart, répandaient en août 1914 le bruit des succès allemands, prédisaient la chute de Paris, engageaient les indigènes à se défaire à tout prix de leurs billets de banque français. Des bandes de pirates profitaient de l'inquiétude ambiante pour piller des villages du Tonkin et de la Cochinchine; d'autres parcouraient le haut pays, aux ordres de déserteurs de nos régimens annamites. A la cour de Hué, autour du très jeune roi Duy-Tan, une agitation suspecte régnait dans quelques cercles du palais; là l'incertitude se prolongea plus que dans les autres parties de l'Indochine, jusqu'à une fugue, vraiment enfantine, du Roi, au printemps de 1916. Mais cette excitation demeura toute superficielle : Duy-Tan, ainsi que son père, furent déportés à la Réunion et le conseil des ministres annamites désigna dans la famille royale, avec l'agrément du gouvernement général, un nouveau souverain. En revanche, le roi du Cambodge, Sisovat, apporta dès le début à la France un concours personnel des plus empressés et des plus utiles : on le vit parcourir les campagnes, sans aucun appareil, expliquant familièrement aux paysans leurs devoirs de soumission et de collaboration à la lutte que soutient la France. Une même action fut exercée opportunément par le roi de Luang-Prabang dans la région du haut Laos. Ajoutons que dans les deltas à rizières, les notables des communes s'associèrent à l'administration française pour la suppression rapide du brigandage dont ils étaient les premières victimes. Un renforcement des garnisons de la frontière de Chine, quelques démonstrations par des colonnes volantes et, surtout, la bataille de la Marne firent le reste : dès la fin de 1914, des portraits du général Joffre apparaissaient dans une foule de cases, à côté de l'autel des ancêtres.

L'Afrique Occidentale a été le théâtre d'une expérience poussée trop vite, et non sans une réelle imprudence, le recrutement intensif des tirailleurs noirs, dits Sénégalais. Les tribus auxquelles nous nous adressons sont très inégalement apprivoisées, certaines naturellement belliqueuses, d'autres pacifiques jusqu'à la mollesse; lorsque le recrutement n'est pas lentement progressif, comme avant la guerre, il arrive que des chefs de villages se débarrassent, en les « commandant volontaires, » des vagabonds et des « fortes têtes. »

Quelles que soient l'expérience et la patience des fonctionnaires français préposés à ces délicates opérations, ils peuvent être trompés, ou même débordés; il y eut ainsi en Afrique Occidentale des émeutes locales, particulièrement dans la boucle du Niger et dans le haut Dahomey. A ce moment, les autorités de la côte, démunies par l'envoi en France des meilleurs éléments, ne disposaient pas d'effectifs et d'approvisionnements sûrs pour une répression immédiate, si bien que le mouvement prit quelque ampleur. M. Clozel, gouverneur général, l'a déclaré lui-même, en ouvrant à Dakar, en décembre 1916, la session du Conseil de gouvernement. Mais les quelques administrateurs et officiers restés dans la colonie, aidés des résidens français partout où il y en avait encore, avaient pu du moins circonscrire les foyers; puis, avec des troupes de qualité, très peu nombreuses, ils ont repris en main tout le pays.

La provocation germanique trouvait au Maroc un terrain d'élection: un pays incomplètement occupé encore, des dissidens très actifs dans des régions montagneuses d'accès difficile, une complication touffue d'hypothèques internationales grevant la liberté du protectorat français offraient, semble-t-il, des chances exceptionnelles aux pêcheurs en eau trouble. En France on s'était demandé s'il ne conviendrait pas d'évacuer presque tout le Maroc, nous bornant à l'occupation des ports. Le général Lyautey, résident général, se prononça nettement contre ce programme; il résolut de reporter sur la périphérie toute la défensive, afin d'étendre au maximum la région maintenue sous notre influence, et d'en associer à nous les habitans aussi étroitement que possible: le succès le plus décisif a consacré cette politique hardie et clairvoyante, qui fut d'ailleurs servie par un dévouement aussi ingénieux qu'opiniâtre de tous les Français du Maroc. Les Berbères du Grand Atlas, un instant enorgueillis par l'échec que subit un de nos détachemens (El Herri, 14 novembre 1914), furent vite assagis par une riposte foudroyante du général Henrys; d'autres leçons furent infligées aux tribus du Nord, que des agens allemands ravitaillaient à travers la zone espagnole. Bien que toutes les difficultés ne soient pas encore résolues, on peut dire que, dès le début de 1915, le point mort a été franchi; le Maroc demeure français, et n'a pas cessé d'apporter une aide substantielle à la métropole; relevons, comme un symbole, la première visite du résident

général, le 22 septembre 1915, à Agadir, le port célèbre par la démonstration allemande de 1911.

L'Algérie et la Tunisie ont traversé aussi quelques momens pénibles, où l'on a pu mesurer la constance de nos compatriotes et le loyalisme de presque tous nos indigènes. Lorsqu'elle entra dans la guerre, en mai 1915, l'Italie n'avait, pas plus que nous au Maroc, terminé son œuvre de pacification en Tripolitaine. Elle préféra rabattre sur la côte ses troupes de l'intérieur, ce qui peut s'expliquer par le caractère désertique de cet arrière-pays, très différent du versant atlantique de l'Atlas. Cette retraite provisoire rendit courage aux nomades hostiles; la Turquie, alliée de l'Allemagne, fit passer aux rebelles par des rades non surveillées, des officiers, des armes, de l'argent. Les troupes françaises du Sud tunisien accueillirent fraternellement les garnisons italiennes de quelques postes qui se replièrent au Nord-Ouest; elles-mêmes durent subir le choc de *djiouch* très mordans; la défense de tel *bordj* par une poignée de territoriaux mourant de soif, jusqu'à l'arrivée de renforts, est un épisode digne des plus belles pages de notre épopée africaine. Cependant que la Tunisie du Centre et du Nord prenait part bravement à la grande guerre, le résident général, qu'accompagnaient un des fils du Bey et le général commandant le corps d'occupation, inaugurait le chemin de fer de Gabès, ligne stratégique par laquelle la locomotive atteint, à 524 kilomètres de Tunis, la lisière du Sahara (avril 1916).

L'Algérie, déjà plus vieille terre française, n'a commencé qu'aux toutes dernières années du XIX^e siècle, à définir le régime qui en a fait une annexe originale de la métropole; il lui faut un budget à elle, des lois spéciales inspirées de celles de France, mais non exactement calquées sur elles; ses indigènes, qui ont vu depuis plus de trois quarts de siècle des Français parmi eux, connaissent mieux les avantages de cette association et, parfois, discernent mieux en quoi la race directrice ne l'a pas développée suffisamment encore. Nous essayions, depuis trois ans, l'application de la conscription aux indigènes algériens, suivant des formules assez souples et retouchées par l'expérience. La guerre nous a déterminés à une accélération du mouvement d'où, en quelques endroits, des mécomptes. En 1914 et 1915, la médiocrité des récoltes donna crédit à quelques agitateurs et l'administration dut faire plusieurs

exemples. Tout est rapidement rentré dans l'ordre, avec la collaboration active de chefs indigènes, les plus respectés de leurs coreligionnaires. Dans les districts de colonisation française, dans les communes mixtes où parfois des familles européennes sont isolées parmi des milliers d'indigènes, les femmes des colons mobilisés ont montré, avec la vaillance au labour des paysannes de France, un courage, un esprit de discipline et de direction auxquels M. Lutaud, gouverneur général, rendit justement un public hommage.

* * *

Ainsi les colonies ont paré aux dangers d'une crise qui les surprenait en pleine évolution; elles ont mis en pratique la fière devise de l'Italie contemporaine, *fare da se*. Elles se sont elles-mêmes affermies pendant la guerre; elles ont porté leur effort, sur les terrains d'outre-mer, au delà de leurs propres limites, et directement participé à la guerre sur son théâtre principal. Cette confirmation de la puissance française aux colonies n'est nulle part plus sensible qu'au Maroc. La préface que le général Lyautey écrivait, en janvier 1916, pour le rapport général sur le protectorat à la veille de la guerre, fait ressortir cette avance, réconfortante et vraiment glorieuse. Vainement les agens de l'Allemagne encouragent les chefs qui nous sont hostiles, Abd el Malek au Nord, El Hiba au Sud et, dans la banlieue de Tanger, ce Raisuli dont les Espagnols ont fait témé- rairement un de leurs auxiliaires. L'abolition de la protection allemande et autrichienne, l'arrestation des résidens ennemis les plus compromis, l'arrivée de plusieurs milliers de prisonniers qui furent employés sur les chantiers de travaux publics ont démontré aux Marocains ce que valent les fanfaronnades germaniques; ils s'attachent plus volontiers désormais à la France, qui leur apparait forte en même temps qu'elle les enrichit.

Ce sont des troupes coloniales qui ont conquis les colonies africaines de l'Allemagne voisines de nos possessions, le Togo et le Cameroun; elles ont opéré en liaison tout amicale d'un côté avec les Anglais, de l'autre avec les Anglais et les Belges. L'occupation du Togo fut relativement facile, bien que, de là, les Allemands eussent tout préparé pour envahir notre Dahomey; un gouverneur allemand du Togo, en visite dans cette colonie et invité à notre revue du 14 juillet, en 1908, ne faisait-il pas

suggérer aux indigènes que les Français renonçaient à leur territoire et déjà rendaient au chef de leurs successeurs les honneurs militaires! Dès septembre 1914, tout le Togo était aux mains des Alliés; les Allemands avaient, avant de se rendre, détruit une puissante station de télégraphie sans fil, élevée dans le plus grand mystère, qui devait notamment guider leurs corsaires dans l'Atlantique méridional. L'administration des territoires du Togo a été réglée à l'amiable, provisoirement, par les autorités anglaises et françaises des colonies limitrophes, Gold Coast et Dahomey; les deux métropoles n'ont eu à intervenir que pour approuver cette convention, sanction de l'heureuse initiative des troupes et des fonctionnaires de leurs colonies.

La campagne du Cameroun fut, au contraire, longue et pénible; elle ne fut terminée qu'au début de 1916, par la retraite des derniers contingents allemands sur le territoire espagnol du Muni, où ils furent désarmés. On se rappelle que le traité du 4 novembre 1911 avait cédé à l'Allemagne, en échange de ce que nous pouvions croire son désintéressement au Maroc, une portion notable de notre Congo et notamment deux « piqûres » par où ce « nouveau Cameroun » s'avancé jusqu'à la rencontre du Congo belge, au contact des biefs navigables du bassin intérieur. Quand la guerre éclata, les Allemands, avec leur mauvaise foi coutumière, chicanèrent sur l'extension de ces piqûres; nous étions sur le point de porter ce litige devant la Cour de La Haye. Le premier soin de nos troupes d'Afrique Équatoriale, au début des hostilités, fut de réoccuper le territoire cédé, où déjà les Allemands avaient accumulé d'importantes défenses; mais nous n'en sommes pas restés là et, peu à peu, l'ancien Cameroun tout entier a subi le sort du nouveau. Ainsi ce sont les coloniaux français qui ont vengé notre Afrique Équatoriale des sacrifices imposés par le traité de 1911, et préparé pour cette région le remembrement interallié du continent noir.

La conquête du Cameroun affranchit de tout souci les Belges, qui étaient comme nous menacés par l'insatiable ambition allemande. La neutralité spéciale de leur colonie congolaise avait été violée, à la fin d'août 1914, par une attaque des Allemands contre un poste belge du lac Tanganika; dès lors, les troupes du Congo belge prirent part aux opérations contre le Cameroun, de même qu'elles ont concouru plus tard avec les Anglais à l'investissement de l'Est-africain allemand: les dra-

peaux français, anglais et belge furent hissés ensemble sur la dernière place forte du Cameroun allemand, Yaoundé. Sur un autre front de la guerre coloniale, en Tunisie, la France a pu prêter un utile appui à ses alliés; nous avons vu comment les troupes de notre Sud-tunisien s'étaient solidarisées avec celles de la Tripolitaine italienne. Bizerte, avec l'arsenal très moderne de Sidi-Abdallah, fut une base précieuse pour toutes les flottes de l'Entente, en combinaison avec Malte; beaucoup de transports de troupes et de ravitaillemens ont été organisés à Bizerte; c'est près de cette ville aussi que furent installés, reposés, reconstitués, la plupart des régimens de la vaillante armée serbe, recueillis à Corfou. Par Bizerte, nous touchons à la participation directe de nos colonies dans la grande guerre.

* * *

Cette participation s'est traduite de bien des manières: levées d'hommes, fabrication de matériel, prestations en nature et en argent; la contribution coloniale, sous toutes ces formes, fut un concours puissant pour la métropole. Nous avons parlé plus haut des citoyens français résidant dans nos colonies, et dit comment ils s'étaient courageusement acquittés de leurs obligations militaires; n'y revenons ici que pour signaler, à côté du leur, le zèle patriotique des Français habitant l'étranger; ils ont rivalisé d'ardeur, ingénieurs, négocians, missionnaires, artisans, pour venir prendre leur place dans leurs régimens, sans souci des intérêts qu'ils laissaient derrière eux, parfois irrémédiablement compromis. Les indigènes de nos colonies ne pouvaient nous prêter un concours militaire du même ordre, puisqu'ils n'entrent dans l'armée (sauf exceptions particulières à la Tunisie et à l'Algérie) que par engagements volontaires; tel fut toujours le cas de nos vieux tirailleurs nord-africains, familièrement appelés Turcos, de nos Sénégalais, de nos Malgaches, de nos Indochinois et, plus récemment, de nos soldats des « troupes auxiliaires marocaines. » Nous avons rapidement dirigé sur le front, pendant l'été et l'automne de 1914, toutes les unités indigènes disponibles de l'Afrique du Nord (beaucoup tenaient campagne au Maroc) et de l'Afrique Occidentale; la « division marocaine, » qui s'est couverte de gloire à la bataille de la Marne, comptait, à côté de militaires français, des fantassins indigènes du Maroc qui ne leur furent pas inférieurs.

Très éprouvées par les premières rencontres, ces troupes durent recevoir ensuite des renforts de dépôts à peine constitués; petit à petit, Nord-africains et noirs eurent en France leurs centres d'instruction et de repos, leurs parcs de munitions, leurs hôpitaux, voire leurs mosquées; des sociétés d'assistance se formèrent pour apporter tous les réconforts possibles à ces braves gens qui versaient généreusement leur sang au service de la France. Plusieurs décrets successifs, de 1914 à 1916, prouvent que l'administration de la guerre a appris à mieux ménager cette ressource excellente, en mobilisant nos indigènes suivant leurs aptitudes et combinant l'intérêt de la métropole avec celui des colonies elles-mêmes, qui sont seulement deux aspects de l'intérêt national. Le système des primes pour engagement et rengagement a été complété par des allocations aux familles des hommes sous les drapeaux; si différentes que soient des nôtres les coutumes domestiques indigènes, aucune résolution n'a mieux fait comprendre aux populations de nos colonies que tous, sans distinction de sexe ni d'âge, étaient engagés dans la même partie que la grande Puissance protectrice.

On ne peut donner, sur les contingens d'indigènes enrôlés dans nos armées, que des chiffres approximatifs; les plus vraisemblables ont été réunis par M. Georges Bousset, député de la Réunion, en une instructive brochure récente (1). D'après ces indications, les sujets français d'outre-mer ont contribué à la défense armée de la métropole au nombre minimum de 280 000 hommes, dont beaucoup enrôlés dans des corps d'élite; la fougue des tirailleurs nord-africains et des spahis, partout où ils furent engagés, a été digne de sa réputation légendaire; des Sénégalais, ainsi qu'un bataillon d'Indochinois, se sont signalés sous Verdun; d'autres aux Dardanelles. Il est remarquable que partout les premières familles indigènes ont tenu à envoyer au front français quelques-uns de leurs enfans; plusieurs ont, grade par grade, conquis les galons d'officier, avec les citations les plus élogieuses.

Depuis 1915, le recrutement n'est plus appliqué seulement pour la relève des combattans; d'autres engagements ont été provoqués, qui ont affecté des milliers d'indigènes à nos ser-

(1) *La France d'Outre-mer participe à la guerre*, Paris. Blum, 1916.

vices militaires de l'arrière, ainsi qu'à des usines de guerre. Déjà, depuis 1912, des Kabyles étaient mineurs dans des houillères du Pas-de-Calais, d'autres manœuvres dans des raffineries parisiennes. L'essai, qui avait été satisfaisant, fut généralisé; cette mobilisation civile, qui assure aujourd'hui aux familles des allocations analogues à celles de la mobilisation militaire, a pourvu aux besoins d'abord des usines de guerre en Algérie, puis de diverses autres dans la métropole; d'autres Algériens ont été envoyés dans la Beauce, pour la moisson, ou dans les ports, pour la manutention des docks. Un effort analogue a été demandé au Maroc; des spécialistes ont élaboré un contrat de travail adapté à ces innovations. L'Indochine a envoyé en France des convois d'ouvriers depuis le mois d'août 1915; ces Annamites, très alertes, doués d'une rare faculté d'imitation, sont très appréciés dans les fabriques de munitions et dans les ateliers d'aéronautique; d'autres, ainsi que des Malgaches, font d'excellens infirmiers, silencieux, sobres, soigneux. Le profit de ces découvertes, issues des improvisations de guerre, ne disparaîtra pas au retour de la paix.

Peu préparées pour la production industrielle, les colonies n'ont pu contribuer que par des appoints à la fabrication du matériel, sur leur propre territoire. En général, la main-d'œuvre coloniale a besoin pour ces travaux d'une éducation qu'il n'est pas possible de lui donner sur place; de plus, les transports intérieurs n'ont pas été aménagés pour la circulation facile des minerais et marchandises lourdes; l'Algérie attend encore le chemin de fer qui emmènera sur le port de Bône le fer qui git par montagnes entières, dans l'Ouenza; en Nouvelle-Calédonie, les premiers hauts fourneaux traitant le nickel n'ont été mis à feu que peu de mois avant les hostilités. Dans l'impossibilité d'équiper aux colonies une industrie de guerre suffisante pour renforcer la métropole, les autorités se sont plus modestement proposé de maintenir les approvisionnements de leurs propres territoires; là, bien souvent encore, il a fallu recourir à des importations.

Mais les colonies étaient capables de coopérer d'autre manière au ravitaillement du front européen; beaucoup de leurs produits naturels sont des articles de grande consommation, pour les besoins civils aussi bien que militaires; elles ont de leur mieux mobilisé ces ressources, afin d'en faire profiter la France, et

souvent les Alliés. La longue durée de la guerre a posé une question qui n'avait, au début, préoccupé que quelques spécialistes, celle du change; les statistiques de 1916 accusent que la France a importé, pendant ces douze mois, pour dix milliards de francs au delà du total de ses exportations; cet excédent ressortirait plus formidable, si les calculs avaient été faits sur la valeur actuelle des marchandises, et non sur des mercuriales périmées; en ce moment, nous manquons de la compensation que nous apportent d'ordinaire la venue et le séjour en France de nombreux étrangers. Il est donc exact de dire que, du fait de la guerre, notre pays engage largement son capital; son crédit à l'étranger n'a pas pu n'en point éprouver le contre-coup, d'où la perte au change que subit notre papier sur tous les marchés neutres. Cette crise a été sensiblement atténuée par l'envoi de marchandises coloniales, dont le règlement, purement domestique, ne réagit pas sur les cours du change; mais il importerait de renforcer beaucoup ce mouvement.

L'Indochine, grenier à riz, a expédié plusieurs milliers de tonnes de cette céréale en Europe; une partie était une contribution purement gratuite; elle a envoyé aussi du maïs, plante que les Annamites cultivent très volontiers depuis quelques années, alternativement avec le riz, là où ils peuvent aisément diriger l'irrigation. L'Afrique du Nord a souffert de mauvaises récoltes de grains, en 1914 et 1915; elle n'a donc pu fournir à la métropole son contingent coutumier; les autorités ont dû même prendre des précautions pour conserver sur place, et parfois importer, les quantités nécessaires aux semailles. La contribution en vin a été proportionnellement supérieure, ainsi que celle en fruits et en viande. Les Antilles et la Réunion, où la canne avait bien donné, ont réservé pour la métropole leurs sucres et leurs rhums; on a signalé, en novembre 1914, un chargement direct de sucre de la Réunion à destination de l'Algérie. L'Intendance a réalisé au Maroc des achats considérables en blé, dont une partie a ravitaillé la Tunisie et les armées du Levant; les œufs marocains, dirigés par millions sur la France pendant les mois d'hiver, remplacèrent ceux que les Balkans et la Russie ne nous envoyaient plus. Le chemin de fer abyssin, achevé en 1915 jusqu'aux portes d'Addis Ababa, fit descendre par Djibouti des grains et des cafés éthiopiens.

Une mention spéciale doit signaler le progrès des usines

coloniales pour l'abatage industriel du bétail et la conservation frigorifique des viandes. Dès avant la guerre, des essais avaient été tentés par quelques municipalités de France, pour recommander au public ces viandes, très saines, d'usage courant depuis longtemps en Angleterre et contre lesquelles se coalisaient la prévention des chiens et la jalousie de la concurrence. Les soldats aux armées, souvent ravitaillés en « frigo, » auront beaucoup contribué à faire justice de ces routines ; mais nos colonies, si riches en bétail, n'ont encore expédié que de médiocres quantités ; il faudra beaucoup plus, pour atténuer, après la guerre, la rigueur de la vie chère. La Nouvelle-Calédonie, trop éloignée d'Europe, trouve cependant des acheteurs pour sa fabrique de Gomen-Ouaco, sur son propre territoire et en Océanie. Madagascar est voisine du très important marché britannique de l'Afrique australe, et a pu aider à l'approvisionnement des troupes alliées engagées dans l'Est africain allemand. Pour la France elle-même, il faut compter de préférence sur l'Afrique Occidentale, où déjà l'usine de Lyndiane, près Kaolack, emploie un millier de noirs ; une autre sera bientôt mise en train à Dakar ; des projets analogues sont à l'étude sur la côte atlantique du Maroc, où l'on entend ne pas négliger, non plus, le poisson qui abonde dans ces parages. En même temps que des alimens, le bétail ouest et nord-africain a fourni pour les armées des laines, des peaux (mouton et chèvre) qui ont été particulièrement utiles pendant les rudes hivers des tranchées. Les oléagineux d'Afrique (arachides et palmistes), les alcools de riz d'Indochine ont été travaillés dans des fabriques métropolitaines d'explosifs.

Les chiffres de 1916 montrent que toutes nos colonies, vendant des produits bruts et recevant relativement peu d'articles fabriqués, ont vu leurs exportations se relever et dépasser beaucoup leurs importations. Mais elles n'avaient pas attendu cette amélioration de leur balance commerciale pour participer en capital aux emprunts de la France. Non seulement les trésors coloniaux, notamment par leurs caisses de réserve, et les Banques Coloniales (Indochine, Afrique Occidentale, Algérie, etc.) ont largement souscrit aux émissions de rente perpétuelle et aux Bons de la Défense nationale, mais l'élan a été général, parmi les résidens français et les indigènes : avant l'emprunt de 1916, les souscriptions de l'Algérie atteignaient 370 millions de francs ; la Banque de l'Indochine, qui a aussi des guichets dans nos

colonies de l'Inde, de Djibouti et de l'Océanie, avait réuni 146 millions; la petite île de la Réunion avait versé 3 millions, etc. La bienfaisance privée s'est révélée inépuisable, comme en France même: hôpitaux et dispensaires, paquets pour les soldats du front et les prisonniers, distribution de travail aux femmes des mobilisés. Certaines attentions indigènes furent touchantes: envoi par des gens du Djérid de colis de dattes aux dépôts de tirailleurs, cadeaux d'oranges des jardiniers des Sahels tunisiens pour les convalescens. Les « journées » ont brillamment réussi dans nos colonies; celle du 73, fixée pour l'Indochine au 14 juillet 1913, a donné, en Cochinchine et au Cambodge seulement, plus de 500 000 francs.

*
* *

Ainsi d'âme et de corps, pourrait-on dire, les colonies ont pris part à la guerre; contre le scepticisme de ceux qui les jugeaient un poids mort pour la France, elles se sont révélées l'un des ressorts résistans de la vigueur nationale. Il vaut la peine de nous demander, en terminant, comment nous avons fondé cette solidarité précieuse et s'il ne serait pas possible d'en multiplier les avantages pour l'avenir. La France, c'est une des caractéristiques de son expansion d'outre-mer, a toujours colonisé par la sympathie; toute la croissance récente de son empire colonial a été dirigée suivant les principes de l'association avec les indigènes.. Les musulmans de l'Afrique du Nord et de l'Ouest ont remarqué que la France rouvrait le pèlerinage de La Mecque, au moment même où le chérif de cette ville sainte se séparait du Sultan de Constantinople, inféodé aux Allemands. La Kabylie, tel douar marocain de la Chaouïa, se transforme avec l'argent qu'envoient de France les ouvriers des usines; le seul bureau de poste de Fort-National a payé, du 15 mars au 15 juin 1916, 700 000 francs de mandats ainsi expédiés par des indigènes. La curiosité raisonnée des visiteurs marocains de l'Exposition de Casablanca (1915), de la Foire de Fez (1916) atteste l'intérêt qu'ils portent à un progrès dont ils se voient les acteurs. En Indochine, des Annamites ont commencé à fabriquer de la pâte à papier avec des bambous.

Il n'est pas douteux que nos institutions coloniales devront désormais reconnaître le prix de cette collaboration. Les discours prononcés par les gouverneurs généraux depuis le début des

hostilités sont unanimes sur ce point; autant ils expriment une juste défiance à l'égard d'une législation brutalement importée de la métropole, et visant à conférer aux indigènes le statut exact du citoyen français, autant ils recommandent un système politique qui appellera des indigènes, sous des formes non précisées encore, à prendre leur part de l'administration des colonies. Aussi bien cette préoccupation apparaît-elle aujourd'hui chez les Anglais pour l'Inde, chez les Hollandais pour la Malaisie; elle tend à une adaptation du régime judiciaire et fiscal, à la diffusion d'un enseignement conforme à la mentalité des indigènes, déférent pour leurs traditions et pourtant imprégné d'une volonté de progrès. Scellée dans les douleurs de la guerre, l'association doit être demain plus intime, plus spirituelle, mieux qu'une formule d'école et de bureau.

Cette association s'enracinera solidement dans le cadre d'intérêts solidaires. Sachant ce que nos colonies ont fait pendant la guerre pour soutenir le ravitaillement national, il convient de les considérer comme complémentaires de notre territoire d'Europe, et de les outiller en conséquence. Au mois de juillet dernier, l'*Union Coloniale Française* adressait au président du Conseil une lettre exposant que, sur 4 700 millions de matières premières importées en France en 1913, beaucoup pourraient être demandées à nos colonies, au grand bénéfice de notre change, de notre industrie et, si nous savons nous imposer quelques innovations désirables, de notre marine marchande. Un délai très court suffirait pour organiser l'importation en grand des bois, oléagineux, grains, fruits, viandes; une mise en train de cinq à dix ans, à partir d'aujourd'hui, aménagerait nos colonies en réservoirs toujours garnis de laine, coton, minerais, café, caoutchouc, etc. Tout ceci suppose que le capital français, qui fut si complaisant naguère à des entreprises étrangères, nous dirions même exotiques, sera sollicité vers nos colonies et qu'en même temps nous formerons, par une éducation appropriée, le personnel capable de lui assurer, en terre nationale d'outre-mer, des emplois rémunérateurs, cadres français, peu nombreux, et main-d'œuvre indigène.

Les échanges des colonies avec l'Europe, pendant la première année de la guerre surtout, ont beaucoup souffert de la suppression du pavillon allemand; notre flotte de commerce s'était partout laissé distancer; de Hambourg, importés par vapeurs

allemands, des produits coloniaux français passaient en Autriche, dans les Balkans, chez nos alliés russes, avec lesquels il semblait que nous renoncions, pour beaucoup d'articles, à nouer des relations directes. Sans cesse, les Congrès coloniaux, les journaux spéciaux, les notices du Ministère des Colonies dénonçaient ces habitudes paresseuses; des travaux d'inventaire scientifique, tels que ceux du professeur Perrot, de M. Auguste Chevalier, directeur du laboratoire d'agronomie coloniale du Muséum, étaient, avant la guerre, à peine remarqués de nos commerçans et industriels; en 1913 seulement, un syndicat s'était constitué à Paris entre les importateurs des bois du Gabon; les besoins de nos armées ont donné un essor admirable, presque imprévu, à l'exploitation des graphites de Madagascar.

Que ce progrès continue et se développe désormais, c'est le vœu commun de tous les Français, métropolitains et coloniaux. Il importe qu'il s'appuie sur une rénovation de notre marine marchande, qui va sortir de la période des hostilités, épuisée par la fatigue des navires. Nationaliser les transports extérieurs de nos colonies doit être un des chapitres essentiels du programme de la renaissance française; il y faut des bâtimens adaptés aux exigences de certains frets, spécialisés comme le sont nos wagons pour vins, minerais, gros ou petit bétail, primeurs, etc. A cette question de la réorganisation de nos transports maritimes coloniaux se rattache celle des communications de nos colonies avec la métropole et entre elles, par câbles, télégraphie sans fil, chemins de fer. Profitons des leçons de la guerre pour réclamer une fois de plus la construction de notre grande ligne politique et plus tard économique d'Afrique, le transsaharien. Préparons-nous enfin à prolonger dans la paix la pratique d'une politique coloniale interalliée, qui s'est si heureusement affirmée pendant la guerre; en Afrique notamment, la France a des services à échanger avec ses voisins anglais, belges, portugais. Retenons en un mot, de l'épreuve présente, que la France européenne, même avec les restitutions qu'elle attend d'une justice prochaine, n'est pas ainsi complète; sa constitution intégrale englobe aussi ces colonies, présens de précurseurs trop longtemps dédaignés, qui viennent de lui prodiguer si magnifiquement le témoignage de leur richesse et de leur fidélité.

VERNER DE HEIDENSTAM

L'Académie suédoise, à qui Alfred Nobel, par son testament, a confié le soin de désigner chaque année l'écrivain qui aura produit « l'œuvre littéraire la plus remarquable par ses tendances idéalistes » et de lui décerner l'un des prix qu'il a fondés, l'a attribué pour 1916 au poète Verner de Heidenstam. C'est la première fois qu'elle accorde cette faveur à l'un de ses membres. Selma Lagerlöf l'avait obtenue en 1909 avant qu'elle ne fît partie des *Dix-huit*. Ceux-ci avaient longtemps hésité à en faire bénéficier l'un des leurs; sans doute aussi éprouvaient-ils quelque scrupule à donner ce prix pour la seconde fois à un écrivain suédois. Mais il y a longtemps que le peuple suédois a élu M. de Heidenstam pour son poète national. Et il se trouve que le prix distribué pendant cette grande guerre couronne un écrivain qui a emprunté à la guerre le sujet de son ouvrage le plus caractéristique; il la montre génératrice des vertus de courage et d'héroïsme en traçant d'elle des tableaux qui sont, parmi ceux qu'offre la haute littérature, comparables aux plus beaux et aux plus saisissants.

*
* *

M. de Heidenstam habite sur les bords de l'un des grands lacs de la Suède, le Vetter, véritable mer intérieure, dont les eaux sont d'une transparence singulière. En hiver, il est glacé et d'une blancheur que n'altère aucune ombre. Lorsque au printemps la glace se fend et se sépare en longues banquises qui flottent sur les vagues, elle s'irise comme un cristal cerclé d'un liséré d'or. Les oiseaux aquatiques des lacs voisins qui sont encore pris viennent se baigner dans les eaux libres du Vetter. Au coucher du soleil, mille tableaux fantastiques se dessinent

dans les nuages que chasse le vent. Tout se colore d'un rouge éclatant auquel succède un mauve qui se transforme insensiblement en vert, puis en bleu ardent. Les claires nuits d'été au contraire sont douces et apaisantes; les forêts qui couvrent l'Omberg, une montagne dont le pied abrupt baigne dans le lac, ne sont jamais complètement silencieuses; quand un oiseau a fini de chanter, l'autre commence; mais tout est calme et adouci. Le ciel passe du bleu ou du vert lumineux, cette teinte n'a pas de nom, au bleu de velours; les étoiles brillent un moment, puis bientôt elles pâlissent et s'effacent, l'eau du lac s'agite et les lueurs du matin apparaissent.

D'un belvédère construit au-dessus de sa maison, le poète suit toutes les variations du jour et de la nuit sur ce lac auprès duquel il a vécu dans son enfance, où il est revenu après ses longs voyages. C'est là qu'il travaille, en hiver surtout. C'est là que j'ai pu le voir et m'entretenir avec lui. Les deux portiques à colonnes, les petits carreaux, le toit légèrement bombé de l'habitation montrent qu'elle date de la fin du XVIII^e siècle ou des premières années du XIX^e. Le vestibule étroit et gai par lequel on pénètre dans la maison est blanc avec, à une certaine hauteur, de ces peintures dont les paysans suédois ornaient autrefois leurs chambres et dont les couleurs, où domine le rouge, sont vives et éclatantes. Au premier, une galerie court du côté de la façade qui donne sur le lac et conduit aux salons. J'admire l'arrangement, les fleurs, les meubles, de beaux tapis rapportés d'Orient ou tissés dans la Suède d'aujourd'hui; en face d'un grand poêle de faïence, sur des rayons, sont posés des livres que surmonte un buste de Dante.

On me fait remarquer dans la salle à manger qui est au rez-de-chaussée des taches rosâtres sur le mur blanc. Ce sont les traces du vin qui a jailli du verre que Holger Drachman, le grand lyrique danois, avait coutume, quand il s'asseyait à la table de Heidenstam, de jeter par terre après le repas. Je trouve, le jour où je viens voir l'écrivain, M. Acke, un artiste suédois qui commence son portrait. M^{me} Acke est la fille du poète de la Finlande, Topelius, qui, lorsque M. de Heidenstam a commencé à écrire des vers, a prévu l'avenir de son talent et lui a donné, avec de précieux conseils, de chaleureux encouragemens. Je parle avec elle d'Auguste Gelfroy qui a fait connaître Topelius chez nous par des articles publiés dans la *Revue des Deux*

Mondes. Elle ne le sépare pas dans sa pensée de son admirable compagne qui l'avait suivi dans ses voyages de Scandinavie et dont le souvenir est resté cher aux gens de ces pays qui l'ont approchée.

Après déjeuner, nous nous embarquons sur des canots. M. de Heidenstam est assis en face de moi et tient le gouvernail. Tandis qu'il dirige notre esquif sur ces eaux tranquilles, il m'interroge sur le mouvement nationaliste en France et sur M. Maurice Barrès. Grand, large d'épaules, il a plutôt l'air d'un homme de guerre que d'un écrivain; il est excellent cavalier; il porte des bottes et une casquette anglaise; il est habillé avec une élégance naturelle qui n'a rien de recherché. Ses cheveux bruns sont rejetés en arrière; son profil régulier est fortement dessiné; il y a dans ses yeux bleus et sur son visage une expression de tristesse qui trahit la sensibilité et fait contraste avec la vigueur de sa personne.

Nous traversons une baie qui sépare Naddö, le promontoire sur lequel s'élève la maison de M. de Heidenstam, de la ville de Vadstena. Nous débarquons au pied du beau château des Vasa dont les quatre grosses tours baignent dans l'eau de ses fossés. Puis M. de Heidenstam me mène à l'« Église bleue, » nommée ainsi à cause de la teinte des pierres avec lesquelles elle est bâtie. Elle a été construite en même temps que le premier couvent de Brigittines dont elle dépend, après le départ de sainte Brigitte pour Rome où elle devait mourir longtemps après. Elle ne l'a donc pas vue; mais on montre à l'extérieur de l'église, dans la pierre, cinq petits trous ronds, peu profonds; ce sont, dit-on, les traces des doigts de la sainte qui, trouvant que l'église n'était pas tout à fait dans la direction qu'elle voulait, est venue la pousser légèrement. A l'intérieur, trop proprement restauré, il y a par terre un grand coffre. M. de Heidenstam se penche, l'ouvre et en tire successivement le crâne de sainte Brigitte et celui de sa fille, sainte Catherine; il me fait observer comme ce dernier est lisse, sans aspérité; cela semble bien convenir au caractère harmonieux, bien équilibré de *la Santa Katerina*. Nous visitons ensuite la ville. Dans le couvent, aujourd'hui asile de fous, nous admirons une statue ancienne, aussi grande que nature, de sainte Brigitte pendant ses révélations.



Au delà de l'Omberg, une plaine étendue part du lac. A voir toutes les églises blanches et toutes les fermes rouges qu'elle étale, on devine une terre riche et ancienne; là en effet les premiers missionnaires se sont arrêtés, et c'est de là que le christianisme s'est répandu parmi les Suédois. Les Cisterciens y ont fondé un couvent, Alvastra, non pas tout au bord du Vetter, mais à cinq ou six cents mètres, dans un endroit mélancolique abrité par des arbres que l'on dit être sortis de graines apportées de France. On voit encore au milieu des herbes et des buissons la base des piliers épais de l'église. Le mari de sainte Brigitte, Ulf, est mort dans ce monastère; elle-même s'était établie à peu de distance pendant le temps qu'il a passé à Alvastra. Sur l'emplacement de la chaumière où a vécu la sainte, l'antichrétienne et généreuse Ellen Key a fait bâtir la maison qui abrite ses jours paisibles. Cette voisine de Heidenstam, comme lui une des premières figures de la littérature suédoise contemporaine, a exercé, un peu avant lui, une influence aussi grande, sinon plus grande; malgré la différence de quelques-unes de leurs idées, ils entretiennent des relations d'une chaleureuse amitié.

De l'autre côté du lac, se trouve un château, Ulfhammar, qu'on écrit aujourd'hui Olshammar, où sainte Brigitte et son mari ont demeuré; la chapelle est située au lieu même où se trouvait celle que la sainte avait construite. C'est là qu'est né Verner de Heidenstam le 6 juillet 1859 et qu'il y a grandi. Sa famille appartenait à la bonne noblesse; elle a donné à la Suède des militaires, des médecins et des diplomates. Fils unique, de caractère sauvage, il passa son enfance au milieu d'impressions d'une nature peuplée de fantômes du passé, à laquelle il se livrait tout entier. Une grand'mère qui goûtait la poésie lui faisait lire les lyriques suédois. Il semble qu'aucune influence chrétienne ne se soit fait sentir dans son éducation. Il était délicat; il ne put achever ses études et, en 1876, il fut envoyé dans le Midi de l'Europe. Accompagné d'abord d'un cousin plus âgé que lui, il parcourut l'Italie, l'Égypte, la Grèce, la Palestine. Cette vie errante dura des années; il ne revenait en Suède que pour de courts séjours. Il voulait être peintre; il dessina et peignit à Rome, puis travailla en 1881 à notre École

des Beaux-Arts dans l'atelier de Gérôme. Mais il ne pouvait s'astreindre à l'étude du modèle; le soir chez lui il esquissait des compositions, sorties complètement de son cerveau. Il comprit bientôt que sa vocation ne le portait pas de ce côté, et avec sa femme, à Paris d'abord, puis en Suisse, il mena une existence sans contact avec qui que ce fût. « Une vie solitaire et contemplative, a-t-il dit, dans une maison silencieuse, devant un paysage silencieux, c'est le plus grand bonheur auquel je puisse penser. »

En 1887, il fut rappelé en Suède par la maladie de son père, qu'un matin de juin il trouva étendu, sans vie, sur le parquet de sa chambre.

Depuis longtemps, il aspirait à revoir le désert liquide du Vetter. « La patrie en haillons, où le paysan mord un pain noir et entend les pierres craquer sous le soc de sa charrue, » le rappelait vers elle, tandis qu'il était au milieu des splendeurs de l'Orient. On voit paraître cette pensée avec persistance dans son premier volume de vers, *Pèlerinages et pérégrinations*, qu'il publia en 1888 et qui le rendit célèbre de suite. Un grand poète lyrique s'annonçait. Les morceaux rassemblés à la fin du volume, sous le titre de « Pensées de la solitude, » étaient dignes de tout ce qu'il devait écrire de plus parfait; ils sont composés avec la maîtrise d'un art déjà très sûr de lui-même; des sentimens profonds et simples s'y expriment dans des vers courts, martelés. C'est par la précision que M. de Heidenstam sera classique; il a rapporté d'Italie et de Grèce cette brièveté et cette élégance de forme qui frappent comme les traits essentiels de sa manière (1).



A une époque où Verner de Heidenstam n'était pas encore en possession de toutes les ressources de son talent, il formulait

(1) *Années de pèlerinages et de pérégrinations*, 1888. — *Du col de Tende au Blocksberg*, 1888. — *Renaissance*, 1889. — *Les Noces de Pèpita*, 1890. — *Hans Alienus*, 1892. — *Poèmes*, 1895. — *L'Honneur suédoise*, 1897. — *Les Carolins*, 1897-1898. — *Classicisme et germanisme*, 1898. — *Pensées et esquisses*, 1899. — *Saint Georges et le dragon*, 1900. — *Le Pèlerinage de sainte Brigitte*, 1901. — *La Forêt murmure*, 1904. — *L'Arbre des Folkungar*. I. *Folke Filbyter*, 1906. II. *L'Héritage de Bjälbo*, 1905. — *Les Suédois et leurs chefs*, 1908-1910. — *Dissolution et chute de la philosophie des prolétaires*, 1911. — *En souvenir de Carl de Wirsén*, 1912. — *Nouveaux Poèmes*, 1915.

déjà un programme littéraire pour la nouvelle génération. Dans son livre *Renaissance*, il marquait une réaction et voulait déterminer d'une façon consciente les nouveaux courans. Le public était fatigué du naturalisme, qui avait été à la mode pendant les dix années précédentes. Il l'était plus encore en Suède, où rien ne convenait moins que les productions de cette école au tempérament national, qui aime l'éclat, l'enthousiasme, l'imagination. Le naturalisme, déclarait M. de Heidenstam, a pris aux sciences naturelles et sociales le système des fiches et des notes; il a complètement négligé ce qui appartient à l'âme qu'il a fait entrer dans les catégories scientifiques. « Les idéalistes, écrivait-il en 1888 à Strindberg, ont profondément raison quand ils assurent que la science, avec sa méthode inductive, serre la vie de près, mais n'est pas, encore en état de découvrir autre chose que l'extérieur... La vie de notre âme est pathétique et lyrique... » *Hans Alienus*, le héros d'un poème paru en 1892, sans patrie, sans foyer dans le monde moderne, se détourne de la science parce qu'elle ne fait point de place à la vie spontanée de l'âme et à ses besoins de beauté. L'imagination est la source de toute vie profonde, le courant ininterrompu d'où sortent les visions, les mélodies, les formes artistiques, les idées. L'imagination personnelle est l'apport de chaque poète, de chaque artiste, de chaque créateur. L'écrivain ne peut donc pas être impassible; il faut qu'il se donne sans réserve; cela ne veut pas dire s'étaler; personne ne s'est moins raconté dans son œuvre que l'auteur de *Hans Alienus*.

Les nouveaux poètes qui vont venir doivent avoir l'imagination, le sens de la beauté, la fierté, le soleil dans leur âme. Le pessimisme de ceux qui avaient précédé, et que l'on entendait maudire le monde pour des mésaventures qui sont le lot commun des hommes, est ridicule. Il faut jouir de l'heure présente sans souci de ce qui peut advenir, aimer l'art et la nature. Plus tard, ce seront d'autres spectacles qui enchanteront M. de Heidenstam; mais, quel que soit l'objet qui provoque en lui la joie, il s'y abandonne pleinement.

La chose la plus admirable dans la révolution qu'annonçait le jeune poète et qui répondait à un besoin général, c'est qu'elle a été réalisée par de grands écrivains comme Selma Lagerlöf, Gustav Fröding, Oscar Levérin, qui, spontanément et chacun de sa façon particulière, ont appliqué ces principes.

Selma Lagerlöf, par ses dons de conteuse, a réveillé l'imagination suédoise; Gustav Fröding a renouvelé le vers et y a introduit une profondeur de sentiment toute nationale; Oscar Levettin, à la fois savant, artiste et poète, par ses vers, ses ouvrages de critique et d'histoire littéraire, a transformé et affiné le goût de ses compatriotes. Ami intime de Verner de Heidenstam, il a écrit avec lui les *Noces de Pépita*, parodie de ce naturalisme qu'ils appelaient la « littérature des cordonniers. » Toutes ces influences s'exerçaient dans un sens purement suédois.

Bien des années après, en 1910, Strindberg, avec qui Heidenstam avait eu des relations très cordiales pendant son séjour à l'étranger, entre 1885 et 1889, et auquel il écrivait alors des lettres remplies des idées qui s'éveillaient en lui, l'attaqua avec une extrême violence dans une brochure intitulée *Discours à la nation suédoise*. Il injuriait en même temps plusieurs des hommes dont s'honore la Suède et jetait la boue sur les héros de son histoire. A l'égard de M. de Heidenstam, c'était d'autant plus injustifié que celui-ci, en exposant ses théories littéraires, n'avait jamais fait d'application personnelle et désobligeante à des écrivains dont plusieurs avaient été ses camarades et ses amis; il avait évité ce qui aurait pu les blesser. Dans sa réponse, *La Philosophie des prolétaires*, où il sort de sa réserve habituelle pour écraser Strindberg de son mépris, nous ne relèverons que ce qui complète la doctrine qu'il avait exposée dans *Renaissance, Classicisme et germanisme*, et *Pensées et esquisses*. Il accuse la philosophie de l'école de Strindberg, ainsi que le naturalisme en tant que théorie littéraire, de n'avoir jamais cherché à satisfaire que les appétits matériels des foules, de n'avoir jamais pénétré à l'intérieur de l'homme pour savoir quelles étaient ses aspirations essentielles. Elle a, d'après lui, voulu faire de tous les hommes des prolétaires, pensant et sentant comme des plébéiens; elle n'a pas formulé une conception de la vie; elle n'a pu construire parce qu'elle était utilitaire et bornée. Nous avons besoin aujourd'hui plus que jamais de noblesse et de vertus chevaleresques. Verner de Heidenstam regarde l'avenir et voit la société devenant de plus en plus démocratique dans les formes extérieures et, pour ce qui est des pensées et des sentimens, de plus en plus aristocratique.

La Suède a suivi ce débat avec passion. Strindberg a eu

pour lui le peuple et les socialistes ; d'aucuns parmi les spiritualistes et les chrétiens ont pris aussi son parti ; il leur a paru que, tout fumant de colère, bavant l'insulte et la calomnie, il était cependant plus palpitant de souffrance humaine qu'un adversaire qui, dans son calme et son dédain, avait prétendu disqualifier une manière de voir la vie en lui appliquant le mot de prolétaire. Ces Suédois ajoutaient que, bien qu'il attaquât l'ordre social, il était chrétien dans le fond de son âme, tandis que Heidenstam, quoiqu'il ait glorifié tant de héros chrétiens, était et demeurerait un pur païen.



Le poète a mûri, ses forces se sont concentrées et ramassées ; il est revenu dans son pays, « le pays blanc. » Il publie un volume de vers qui porte ce simple titre, *Poèmes*. Les mots qu'il emploie sont les plus ordinaires ; il en tire les plus riches consonances. Il se sert de la langue suédoise, si bien faite pour la poésie lyrique, en artiste consommé. Il faut renoncer à le traduire ; on ne peut citer des vers pris dans ce livre que comme indication de la pensée d'Heidenstam. Il chante « les heures du matin que tout son être reflète comme une mer ; » il peint les aspects des champs, des bois et des eaux. Il se rappelle avec tendresse la maison paternelle. L'homme n'est jamais seul ; il est rempli du souvenir des morts dont la vie se continue en lui.

Ne dis jamais que ceux qui sont vieux — quand ils ferment les yeux, — que ceux dont nous nous séparons, — que ceux que nous abandonnons — perdent tout parfum et toute couleur — comme les fleurs et l'herbe, — que nous arrachons de notre cœur — un nom, comme sur la vitre — tu souffles un grain de poussière. — Ils se dressent aussi grands — que de puissans esprits. — Ils jettent leur ombre sur la terre — et sur toutes les pensées qui, — quelle qu'ait été ta destinée, — chaque nuit retournent à leur foyer — comme des hirondelles au nid. — Un foyer ! C'est la forteresse — que nous élevons avec des murs solides, — notre monde, le seul — que nous construisions dans le monde.

Le petit poème qui termine le livre révèle l'inspiration qui désormais dominera son œuvre. Il est intitulé *La Sœur qui dort*. Cette sœur bien-aimée que l'on croit morte, c'est la Suède. Ses frères sont prêts à célébrer ses funérailles, tandis que la sœur qui demeure à l'Occident, la Norvège, se dresse dans la

lumière du soleil ; on entend sa voix. Elle salue le jour qui se lève ; elle chante des poèmes, elle est admirée. Faut-il que les frères en deuil brisent leurs flûtes ? Chante-t-on devant les morts ? Et pourtant, pourraient-ils oublier celle qui était leur bien-aimée, qui était tout pour eux ? Voilà que de leurs flûtes ils font un brancard ; ils lèvent la morte sur leurs épaules. Ils la portent au seuil de la maison où le vent du matin et les premiers rayons de l'aurore colorent ses joues. La vierge n'est pas morte ; elle dort.

* * *

Cet attrait qui avait rappelé M. de Heidenstam vers la Suède, qui lui faisait aimer son âpreté, sa dureté, sa stérilité, le ramenait aussi à son histoire et, dans son histoire, à l'époque où peut-être les Suédois avaient le plus souffert. C'est dans cette époque qu'il choisissait le sujet de l'ouvrage qui allait consacrer sa réputation, *les Carolins*. La Suède de Charles XII, telle que la voyait Heidenstam, c'était beaucoup de souffrance mêlée à beaucoup de gloire. Plus que la gloire, ce qui l'intéressait, c'était la grandeur morale et l'esprit de sacrifice qu'avaient montrés ses compatriotes. Artiste avant tout et toujours, il avait cherché autrefois la beauté extérieure ; maintenant, ce qui lui paraissait beau, du point de vue même de l'art, c'était le courage et le don de soi pour quelque chose qui est au-dessus de soi, la patrie. Celle-ci s'incarnait alors dans un roi qui se regardait et que son peuple regardait comme l'instrument de Dieu.

Nous pensons naturellement, à propos des *Carolins*, à l'*Histoire de Charles XII* qui leur ressemble si peu. C'est un brillant portrait de jeune conquérant ; le peintre s'est efforcé de le tracer avec autant d'exactitude qu'il lui a été possible en se servant du témoignage de personnes qui avaient approché son héros. L'audace, le courage, l'insonniance sont les traits du caractère de Charles XII que fait ressortir Voltaire : on les retrouve dans Heidenstam ; en dehors de ceux-ci, il n'y a évidemment rien de commun entre l'histoire spirituelle du Français et le roman épique du Suédois.

Le nom de *Carolins* est celui que l'on donne en Suède aux compagnons de Charles XII pendant ses guerres. Le livre de Heidenstam est une épopée en prose ; la forme de nouvelles

que l'auteur a adoptée lui a permis d'éviter l'encombrement de personnages qu'il y a dans *Guerre et Paix*, pour ne citer que ce grand roman historique. C'est celle de ses œuvres dont il faut parler avant tout si l'on veut le faire comprendre, parce que c'est celle qui le révèle le mieux. Elle est la plus intéressante pour des étrangers parce qu'elle est de toutes la plus fortement colorée, et c'est aussi celle qui a eu en Suède le plus de retentissement.

Le Roi fait l'unité de ces trente-cinq récits en deux volumes. Un mouvement continu anime le drame qui va de la naissance de Charles XII, venu au monde avec du sang dans les mains, à sa mort sur le rempart de Fredrikshall. Ces courtes histoires ne présentent rien de lyrique dans le tour de la narration ; aucun développement, aucune réflexion, aucune émotion apparente de la part de celui qui raconte. Un bref état de fait. C'est en Russie, avant Pultava. Les Suédois surpris par l'hiver sont entrés dans Hadiatch.

Les rues retentissaient de cris de souffrance et, parfois, sur les marches d'un escalier, on trouvait des doigts, des pieds et des jambes coupées. Les voitures étaient serrées les unes contre les autres et formaient une longue file, de la porte de la ville à la place du marché... Empêtrés dans leur harnachement et tournés contre le vent, leurs rênes blanches de gelée, les chevaux étaient là depuis plusieurs jours sans nourriture. Personne n'en prenait soin et quelques-uns de leurs cochers, morts de froid, demeuraient sur leurs sièges, les mains enfoncées dans leurs manches. Certains de ces fourgons ressemblaient à des cercueils ; par les lucarnes des bâches, on voyait des visages sombres qui lisaient penchés sur des livres de prières ou qui, délirant de fièvre, regardaient avec envie les maisons voisines. Des milliers de malheureux imploraient à voix basse ou même sans prononcer de paroles la miséricorde divine. Le long des murs de la ville, on avait rangé les soldats morts ; un grand nombre d'entre eux étaient couverts d'habits rouges de cosaques qui cachaient leurs uniformes en loques, et la plupart avaient les pieds enveloppés de peaux. Des ramiers sauvages et des moineaux, si engourdis par le froid qu'on pouvait les prendre avec la main, se posaient sur la tête et sur les épaules des cadavres, secouant les ailes lorsque les aumôniers passaient pour porter la communion aux mourans.

La concision est souvent telle dans *les Carolins* que les Suédois eux-mêmes y trouvent de l'obscurité, encore que les allusions à des faits de l'histoire de Suède qui leur sont bien connus ne soient pas pour eux une énigme et que tant de noms des compagnons de Charles XII, les Lewenhaupt, les

Oxenstjerne, les Wrangel, les Sparre, les Liljehöök, les Nat och Dag, les mettent dans l'atmosphère des choses quotidiennes, puisque ce sont des noms de familles qui existent encore et dont ils rencontrent chaque jour les représentans.

Charles XII apparaît d'abord comme le jeune guerrier vainqueur qui débarque en Danemark; Dieu lui a confié la mission de châtier les menteurs et les traîtres et, parmi ceux-là, en premier lieu, les souverains qui ont attaqué son pays parce qu'il était dans les mains d'un enfant de quatorze ans. On le voit ensuite en Pologne couché sous sa tente et dormant d'un profond sommeil; sur son lit se vautrent ses chiens Turk et Snushane; pour souper, son valet de chambre lui a apporté deux biscuits et de la neige fondue. On le réveille pour lui raconter la défense victorieuse d'une poignée de Suédois contre un parti de Polonais; ce récit l'enchanté comme un enfant qui entendrait un conte de fées. Vainqueur, il ne tire aucun profit de ses succès; il fait descendre les rois de leurs trônes, les remplace par d'autres; il paie les frais du couronnement de Stanislas Leczinski et fournit jusqu'à l'argent que le nouveau souverain distribue au peuple. Les Suédois restent toujours aussi pauvres.

Dans sa témérité, cent fois il s'expose à la mort. Devant Pultava, on avait creusé des tranchées; deux des pieux qui les fermaient avaient été renversés. Le roi s'arrêta là, derrière une pelote à feu dont les flammes découvraient l'ennemi. *Le petit prince* (un de ses parens) monta sur un des pieux et se tint immobile, les bras collés au corps. Un caporal, Martin le prédicateur, monta sur l'autre; les deux sentinelles se tenaient devant leur roi tandis que les Russes dirigeaient le feu de leurs canons et de leurs mousquets sur cette scène singulière. On eût dit que des verges et des fouets sifflaient dans l'air, que des ouragans mugissaient. Le tonnerre et les éclairs se succédaient, le sol tremblait comme un cheval effrayé, les morceaux de bois et les pierres volaient. Le Roi est là! Il va être tué! criaient les soldats et ils se précipitaient en avant. La lueur des flammes éclairait la Majesté des Excellences et des généraux, le camarade des soldats, le cœur des grands chemins... Il avait épuisé la coupe des aventures de guerre, et il fallait que la boisson fut de plus en plus pimentée pour qu'il y trouvât du goût. Parfois il parlait de gouverner de vastes États, mais des siens il ne songeait qu'à tirer chaque jour des centaines de trabans. Le vent de la gelée d'automne avait soufflé: il s'endurecissait. Son Dieu était devenu le Dieu redoutable de la Bible, le Zebaot vengeur dont il entendait les commandemens en son âme sans avoir besoin de prier. Dans son insouciance de la vie et des souffrances des autres, il montrait une légèreté froide et rayonnante. L'inquiétude avait posé sa grille sur son esprit. Son visage était amaigri, consumé par la fièvre et

couvert de taches de gelée; il était devenu chauve et ses cheveux clair-semés formaient une couronne autour de sa tête.

La bataille de Pultava est perdue, les dernières salves se faisaient; la nuit tombe.

Le silence s'étendit plus solennel; les blessés criaient encore demandant de l'eau. Un dragon blessé se mit à dire des paroles pleines de ferveur et à remercier Dieu de sa blessure. Il prononça pour lui et pour ses camarades les prières des enterremens, puis il entonna le psaume des funérailles, et vingt ou trente voix lui répondirent au loin sous le ciel qu'illuminaient les étoiles.

Le Roi s'est embarqué sur le Dnieper pour se réfugier chez les Turcs. Le caporal Martin, dont la folie est la prédication, désigne du doigt la tente royale abandonnée, et il crie d'une voix retentissante :

Seul il est le transgresseur. Toi, mère, toi épouse en habits de deuil, retourne son image contre le mur. Défends aux petits de prononcer son nom. Toi, petite Dunja, en souvenir de lui, élève un monument de crânes humains et de têtes de chevaux. Et pourtant, je sais qu'un jour, devant le tribunal de la justice, nous nous avancerons sur nos jambes de bois et sur nos béquilles et que nous dirons : Pardonne-lui, Père, comme nous lui pardonnons, car notre amour est devenu à la fois sa victoire et sa défaite!

C'est parce qu'il l'a peinte d'après les impressions changeantes des personnages qui l'entourent que M. de Heidenstam a pu montrer les différentes faces de cette personnalité énigmatique de Charles XII (1). On comprend son pouvoir sur les hommes qu'il a entraînés avec lui dans les déserts de la Russie, et leurs révoltes. Sa physionomie nuancée sous des aspects divers est frappante de réalité. Le Roi est même représenté, lui, l'homme qui jamais auparavant n'a dit un mensonge, commettant l'acte le plus lâche, mentant par timidité et par gaucherie devant ses troupes. A entendre, pendant le siège de Fredrikshall, le soldat Tolle Aarasson exprimer ce qu'il pense de lui, on n'a pas de peine à admettre la possibilité que Charles XII ait été tué par une balle suédoise; on l'a cru longtemps en effet. Et cependant, tandis qu'on l'enterre, un de ses officiers fait cette réflexion qui

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1899 : *Pour le Roi!* — Deux épisodes du règne de Charles XII.

résume les sentimens de la Suède : « Il ne nous a pas rendus heureux et pourtant nous le pleurons comme personne. »

Son caractère ressort encore davantage quand il est mis en opposition avec celui de son ennemi, Pierre le Grand.

Le tsar moscovite reste au milieu de ses sujets comme un père de famille, dit un Holsteinois qui se bat dans l'armée suédoise. D'un pâtissier il fait son ami et il élève à son glorieux trône impérial une servante. Quand il a bu, ses manières sont detestables. Mais sa première parole et sa dernière sont toujours : pour le bien de la Russie. Le roi Carolus, lui, abandonne ses États comme un monceau de cendres fumantes et il n'a pas un ami... Faire sauter des gabions, battre des mains pour deux trompettes et un étendard conquis, voilà ce qui lui va. Pas de sens de l'État, ni de l'armée, tout pour l'individu!... Pas de cœur dans la poitrine. Le roi Carolus est une de ces espèces de demi-génies Suédois qui courent le monde, battent du tambour et font fiasco tandis que le parterre siffle!

Le roi des Carolins doute aussi de la durée de son œuvre et il est inquiet de l'effet qu'il produit; cette préoccupation se traduit par un rêve où il voit Pierre le Grand qui lui crie en éclatant de rire :

Va-t'en, Suédois chauve et boiteux! Que me veux-tu à moi et à mes multitudes d'hommes avec tes regimens décimes et tes quatre pièces de canon? Mes hommes sont des voleurs et des ivrognes, et pour moi ils ont moins de valeur que des clous dans une planche, mais j'en ai à profusion de pareils clous. Je bâtis un vaisseau qui durera des milliers d'années et moi-même je suis aujourd'hui ce que j'étais sur le chantier de Saardam, je ne suis qu'un charpentier. Des millions et des millions d'êtres béniront mon règne.

Le tsar entre à Pultava après sa victoire; la rue est envahie soudain par des mendiants et des gens de toutes sortes; il s'avance au milieu d'eux à pied. Ses yeux noirs étincellent et ses petites moustaches brunes se retroussent sur ses lèvres luisantes. Un gros bouton d'argent orné d'une pierre fausse attache sa chemise et il porte des bas de laine grossière. Il s'arrête parfois devant une porte où on lui offre un verre d'eau-de-vie; plaisantant et riant, il en avale quelques gorgées.

Il désigne la première maison venue pour y prendre son repas; aussitôt grand tapage dans l'escalier : l'un apporte le graau, un autre les cuillères, un troisième les assiettes, un quatrième la boisson; l'Empereur lui-même aide à tout mettre en place, et les ordres sont donnés par un nain bossu qui de son pouce appuyé contre sa narine se mouche en l'air devant le

visage de son maître. Lorsqu'on s'est mis à table, chaque fois que l'on porte une santé, des soldats entrent et tirent des coups de pistolet. Le festin dure des heures. Les boyards et les nains ivres-morts se roulent par terre.

Soudain, parce qu'un Suédois prisonnier refuse ses offres, le tsar est pris d'un accès de colère.

Il pâlit, sa joue se plisse, son bras remue convulsivement; il s'élançe sur un Zaporogue et, de son poing, le frappe au visage. Tous les assistans, y compris les gens ivres, commencent à trembler. « Approchez la femme. Déshabillez-la, crie quelqu'un. Aussitôt qu'il voit les membres d'une femme, il se calme. »

C'est dans une beuverie de ce genre qu'il a donné à Mazeppa le soufflet qui en a fait un allié de Charles XII. Dans une autre à laquelle assiste son dévot fils Alexis, il l'avertit qu'il est le maître de sa vie, « car, dit-il, ce que j'ai donné, je puis le reprendre. »

Si Charles XII dans *les Carolins* demeure un être complexe, la Suède est une héroïne toute pure. Peut-être son jeune roi lui a-t-il plu d'abord à cause des aventures qu'il lui promettait; mais ensuite elle s'est attachée à lui plus profondément parce qu'il parlait de droit et de justice. L'idée qu'elle remplissait la tâche assignée par Dieu a été sa force. Tandis que l'armée poursuit en Pologne sa marche triomphante, dans les camps on n'entend ni cris, ni chansons à boire; seuls les sons du hautbois et des trompettes s'élèvent dans la nuit. Quand arrivent les jours de la défaite, l'abnégation et l'esprit de devoir de ces soldats prennent un caractère religieux. Chez l'enseigne qui meurt gelé à la porte de son roi, il y a surtout du dévouement et de l'enthousiasme pour celui-ci; mais le caporal Graaberg, qui donne à un blessé la dernière goutte d'eau qu'il a conservée, voit réellement le Seigneur conduire les Suédois et leur infliger des épreuves de plus en plus cruelles à mesure qu'ils se montrent plus fidèles à sa volonté. Pour lui Dieu lui-même a déchiré leurs habits, a mis des béquilles sous leurs aisselles, des jambes de bois sous leurs moignons, afin qu'ils deviennent des saints. Prisonniers, dispersés dans toute la Russie jusqu'en Sibérie, les uns enseignent les enfans, d'autres tannent des cuirs, font des résilles, des perruques de crin, des bijoux. Lewenhaupt, « le général March-March, » tient à Moscou

l'état de tous les prisonniers. Le ministre, l'Excellence Piper, ne veut pas les quitter ; il refuse d'acheter sa liberté en payant une rançon. De sa fenêtre il voit partir ceux qu'on échange ; il en entend d'autres que l'on fait travailler à construire la ville, et il se dit : Ce sont là mes frères. La *Dumma Svenska*, la stupide Suédoise, esclave dans le harem du sultan, n'est pas de toutes ces physionomies la moins intéressante. M. de Heidenstam a incarné en elle le caractère suédois ; elle a reçu ce nom à la fois pour sa maladresse à danser et pour la conscience avec laquelle elle s'acquitte de la tâche qu'on lui a confiée, celle de prendre soin des perroquets.

Le peuple qui est resté en Suède égale en sublimité celui qui se bat ou celui qui est captif. Ce sont, à la table du conseil, les ministres qui murmurent contre les continuelles demandes d'argent et qui, recevant un ordre du Roi, lui envoient jusqu'au dernier écu des caisses de l'État. Ce sont les paysans dalécarliens qui viennent de déclarer qu'ils en ont assez de la guerre, des impôts et des levées d'hommes ; ils ont pris leurs mousquets pour tirer sur le bailli ; mais lorsqu'on annonce que le Roi est prisonnier ils abandonnent leurs maisons et leurs champs pour aller le délivrer. Ce sont les femmes en deuil d'un père et d'un mari qui voient chez elles la faim, la peste, et qui font encore partir leur dernier fils pour l'armée. C'est le pasteur de Marstrand, une île de la côte suédoise, dont les Danois viennent de s'emparer. En présence des envahisseurs, dans l'église, il appelle la bénédiction du ciel sur la Suède, à laquelle il promet une éternelle fidélité ; sa prière finie, il tend les mains pour qu'on les enchaîne.

* * *

Quand Verner de Heidenstam choisit sainte Brigitte pour héroïne du roman qu'il écrivit après *les Carolins*, il était inspiré en partie par les souvenirs de son enfance, mais surtout par son admiration pour la volonté humaine lorsqu'elle domine tous les sentimens qui pourraient l'amoindrir. La pieuse dame est petite, encore fraîche et rose, quoiqu'elle ait déjà de grands enfans au commencement du *Pèlerinage de sainte Brigitte* ; elle est douce et l'empire qu'elle exerce est d'autant plus singulier qu'il est accompagné d'une tendresse infinie. Elle a forcé son mari à entrer dans un couvent, elle arrache sa fille à son

jeune époux. « Elle foule aux pieds les cœurs qui l'aiment et ceux qui la haïssent, mais si elle a sur eux cette autorité, c'est qu'elle rayonne d'amour. » « Je veux désormais me vouer à la justice et à l'amour céleste, dit-elle un soir à son confesseur ; mais toute la journée j'ai été tourmentée par un amer regret et par le désir de revoir la pierre sous laquelle repose mon époux. J'ai porté ses enfans ; je les ai élevés, ils sont devenus bons et charmans, et je les aime tous. » Lorsqu'elle arrive en Terre Sainte, suivie de son fils, de sa fille et de ses disciples, elle pense qu'elle a enfin atteint le but de sa vie et, comme si elle voyait le ciel s'ouvrir, elle sent que jamais ceux qu'elle a perdus n'ont été aussi près d'elle. Ce qui montre que M. de Heidenstam ne s'intéresse qu'aux tragédies de l'âme, c'est qu'il a complètement laissé de côté les célèbres *Révélation*s dont il pouvait tirer des effets si pittoresques.

Ses deux autres romans historiques, *Folke Filbyter* et *l'Héritage de Bjälbo*, sont au contraire de fortes et saisissantes évocations des premiers temps de l'histoire de la Suède, de l'époque où elle s'organise en État. La lutte du paysan contre le pouvoir naissant est d'une beauté farouche. Folke Filbyter, ancien chef de Vikings, avec ses cheveux blonds qui lui tombent sur le dos, trône comme un roi au milieu de ses esclaves ; il laboure sa terre et fait paître ses immenses troupeaux. Il est silencieux, rusé, mais il peut aimer et souffrir aussi violemment qu'il peut haïr. Dans les profondeurs des bois sont cachés d'autres ennemis de l'ordre que les rois établissent. Ces rebelles sortent parfois de leurs retraites pour tuer et brûler, mais ils finissent par être traqués et battus.

Les Suédois et leurs chefs offrent une suite de scènes appartenant à l'histoire de Suède. Cet ouvrage en deux volumes fait partie de la collection destinée aux enfans pour laquelle Selma Lagerlöf a écrit *Le Voyage extraordinaire de Nils Holgersson*, qui est une description de la terre suédoise comme *Svenskarna och deras Höcdingar* est une galerie des portraits de ses grands hommes. Malgré toutes ses longueurs *Le Voyage de Nils Holgersson*, pour l'ampleur épique, pourrait plus justement être comparé aux *Carolins* qu'aux *Suédois et leurs chefs*. L'esprit de Selma Lagerlöf, tout instinctif, a pris son essor lorsqu'elle a évoqué devant elle un peuple d'enfans écoutant avec crédulité ses contes imagés. Verner de Heidenstam, dont le tempéra-

ment est essentiellement aristocratique et réfléchi, s'est préoccupé d'être exact et complet, ce qui a pu un peu arrêter ses facultés d'invention sans diminuer d'ailleurs la beauté de certains de ses récits. Tous deux ont illustré la définition du patriotisme qui est dans *les Carolins* : « Cela commence lorsque enfant on compte les clous et les nœuds de bois du plancher... Cela commence par une graine et finit par un grand arbre. C'est d'abord la chambre des enfans, puis cela grandit, ce sont plusieurs chambres, toute une maison, toute une province, tout un pays... Et, hors de ce pays, l'air et l'eau perdent toute fraîcheur. »

La démarche de cet éditeur demandant à deux grands poètes d'écrire des livres de ce genre pour les écoliers était un symptôme de la renaissance patriotique en Suède. Verner de Heidenstam a l'honneur de l'avoir déterminée; il n'est pas seul à l'avoir fait naître; mais il est vraiment celui qui a, le premier, le plus brillamment, le plus consciemment, marché dans cette voie. Il a exprimé son amour pour son pays, il a rendu à la Suède des formes littéraires qui convenaient à son génie, mais surtout il a montré quelle source de poésie pouvait être l'histoire et il a tiré des annales suédoises des thèmes auxquels son talent original a donné un puissant relief. Il faut connaître les choses suédoises pour savoir combien, quoiqu'elle ait toujours eu d'excellens historiens, la Suède, il y a vingt ans, prenait peu d'intérêt à son propre passé et préférerait à son patrioisme ce qui venait de l'étranger.

D'autres comme Selma Lagerlöf, ont répandu sur la terre suédoise d'innombrables légendes. D'autres comme l'historien Hjärne et l'archevêque Söderblom ont donné des formules en communiquant par leurs paroles et par leurs écrits l'ardeur politique et religieuse qui les animait. Les artistes, comme Zorn, Liljefors et Carl Larsson, ont fait admirer la nature suédoise, la maison et le vêtement du paysan dans l'éclat de leur brillante couleur. Ils ont achevé ce que l'auteur des *Carolins* avait commencé. Ce nationalisme a fini par pénétrer partout : il n'est pas en Suède petite boutique ni intérieur bourgeois où l'on ne découvre aujourd'hui dans le choix des gravures et des meubles les signes de cette tendance nouvelle qui porte les Suédois à glorifier leur sol et leurs traditions.

Il faut reconnaître que ce beau mouvement a en partie

dégénéré. Les conservateurs qui l'avaient favorisé n'ont pas su se défendre contre les entreprises de l'influence allemande; germanophiles ou Allemands ont joué auprès d'eux de l'idée de race qu'ils leur ont fait confondre avec l'idée de nation. On leur a représenté qu'ils étaient des Germains et que la cause allemande était la leur, en sorte que ces nationalistes qui d'abord avaient voulu affirmer l'indépendance morale de leur pays arrivaient à se laisser courber sous la plus dangereuse et la plus insinuante des sujétions. Il s'est produit alors ce phénomène singulier que les libéraux et les socialistes sur lesquels avait agi malgré eux ce réveil ont relevé le drapeau que les *Grands Suédois* laissaient échapper de leurs mains. Ils se sont opposés à la domination morale de l'Allemagne, ils se sont dressés contre tout ce qui pouvait sembler une immixtion étrangère, encore davantage contre ce qui pouvait entraîner l'intervention de la Suède dans la guerre aux côtés des Empires centraux. En même temps ils acceptaient l'essentiel du programme de leurs adversaires, la défense de la Suède. Ce courant nationaliste a donc fini par entraîner les élémens qui lui avaient d'abord été contraires.

Vingt ans avant la guerre actuelle, dans une brochure intitulée *Classicisme et germanisme*, Verner de Heidenstam avait donné des définitions de l'esprit classique et de l'esprit germanique. L'esprit classique est, d'après lui, objectif dans sa conception de l'État et dans l'art; il aime la logique et la clarté, il a une dignité aristocratique, l'amour de la culture; il est sociable. L'esprit germanique, toujours d'après lui, c'est le subjectivisme, l'horreur des contours nets et des définitions précises, l'humour, le panthéisme, l'idolâtrie de la nature, la haine de la culture, l'amour de la solitude et une « honnêteté grossière. » L'écrivain suédois entend par ces derniers mots la persistance des instincts primitifs opposée aux raffinemens de la civilisation et cette idée que l'honnêteté consiste à révéler d'une façon brutale ses pensées les plus intimes. « La barbarie est devenue chez les Germains un signe de ralliement, » déclarait M. de Heidenstam en 1898. Nous ne pouvons nous empêcher de remarquer qu'en écrivant ceci à cette date, l'année même de la mort de Bismarck, il cite comme exemples typiques de cette barbarie ses propos tenus pendant la campagne de France et sa conduite à notre égard dans les négociations de la paix.

Heidenstam, lui, a combiné les deux éléments. S'il est romantique par beaucoup de points, son goût, la forme de son art, son amour de la joie saine et humaine sont purement classiques. Il y a chez lui un vrai et profond sentiment de ce qu'il doit à la France. Et cette reconnaissance a contribué à maintenir chez lui, dans l'attitude réservée qu'il a gardée pendant cette guerre, des sympathies françaises, tandis que la plupart de ceux qui avaient adopté ses idées prenaient parti trop ouvertement pour l'Allemagne.

La poésie de Verner de Heidenstam, c'est un rayon dansant qui se pose sur la surface d'un lac, c'est le son clair d'un grelot d'argent dans l'atmosphère glacée d'un jour d'hiver, c'est le froissement de deux épées qui se choquent. Nature ardente, concentrée, plus capable des transports qui éclatent que de l'enthousiasme qui se prodigue, il ne se répand jamais en beaucoup de paroles. Il n'est point un mélancolique. Rien de ce qui est alangui ne lui convient. Il regarde la souffrance en face ; il veut qu'on l'accepte en la dominant, comme un maître et non comme un esclave. Il n'attache de prix qu'aux forces morales. Il ne connaît pas l'attendrissement ; mais il y a dans son œuvre de la bonté et, quand il veut rendre heureux les êtres qu'il crée, il sait leur donner la paix intérieure. Ce n'est pas un poète de l'amour. Le culte des ancêtres se confondant avec celui de la gloire et de la grandeur nationale a suffi à enflammer la passion de son cœur. Et, par une fusion harmonieuse, il arrive à unir ces deux choses en apparence contradictoires, l'exaltation de l'individu et son immolation par le sacrifice, où il trouve seulement son plein épanouissement, à la communauté de la patrie.

JACQUES DE GOUSSANGE.

REVUE LITTÉRAIRE

LES TRIBULATIONS D'HOMÈRE (1)

Un jour, dans les premières années de l'avant-dernier siècle, Homère a bien failli l'échapper belle.

La scène se passe dans la maison de M. Charpentier, place du Chevalier du Guet, un peu de temps après le décès de ce savant homme, qui fut mené aux Cordeliers le 5 mai 1702. M. Charpentier laissait en mourant son héritage à l'un de ses neveux. Or, un jour, M. l'abbé Boscheron, l'auteur des *Nouvelles littéraires* et l'ami du défunt, se présente au logis de la place dite du Chevalier du Guet. Et aussitôt, que voit-il? Le neveu de M. Charpentier, plus un ami du neveu, étaient assis l'un et l'autre devant un grand feu. Chacun d'eux avait auprès de soi un grand sac tout plein de manuscrits et de lettres que les écrivains les plus illustres adressaient naguère à M. Charpentier. Tous deux étaient gris au point qu'ils ne purent se lever de leurs fauteuils à l'entrée de M. l'abbé Boscheron. Ce qui leur restait de force, ils l'employaient à plonger la main dans les sacs et à en tirer des papiers qu'ils jetaient au feu par poignées. « J'arrivai justement, dit M. l'abbé Boscheron, dans le temps que nos braves s'excitaient à qui irait le plus vite dans cette belle expédition... » Ils bégayaient, d'une voix avinée : « Allons ! encore une petite pincée de ces beaux esprits ! »

(1) *Un mensonge de la science allemande, Les Protégomènes à Homère de Fr. Aug. Wolf*, par Victor Bérard (Colin). Cf., du même auteur, *Les Phéniciens et l'Odyssée*, deux volumes (Colin, 1902-1903); — *Les théories dramatiques au XVII^e siècle, étude sur la vie et les œuvres de l'abbé d'Aubignac*, par Charles Arnaud (Picard, 1888); — *Pour mieux connaître Homère*, par Michel Bréal (Hachette, 1906); — *Phéniciens et Grecs en Italie d'après l'Odyssée*, par Philippe Champault (Leroux, 1906).

Autant de précieux feuillets, qui brûlaient d'une flamme claire. M. l'abbé Boscheron n'était point un homme timide ou maladroit. Mais il prit les deux sacs, les enferma dans un coffre, dont il sut cacher la clef. Les deux ivrognes se fâchaient : il sut les apaiser et leur promit de leur rendre les sacs dès que serait vidée encore une bouteille. On ne fait pas taire un ivrogne, mais on le fait boire, facilement. Cette dernière bouteille acheva les terribles gaillards, les endormit. M. l'abbé Boscheron se retira, non sans avoir commandé à la servante de veiller sur eux. Il revint, le lendemain de bonne heure, et trouva le neveu de M. Charpentier plus raisonnable : même, il put lui acheter, contre l'aquit d'une dette ancienne, les papiers de M. Charpentier qui n'avaient pas été jetés au feu. Quand il fut à les examiner, il y trouva, en manuscrit, des *Conjectures académiques* de l'abbé d'Aubignac. Et l'on sait que les *Conjectures académiques* de l'abbé d'Aubignac, inédites alors, sont le premier ouvrage où il soit prétendu qu'Homère n'a point existé. Que M. l'abbé Boscheron fût arrivé cinq minutes plus tard place du Chevalier du Guet : et Homère était sauvé ; deux ivrognes, étourdis respectueux d'une si auguste mémoire, anéantissaient l'impiété, sans le savoir.

Mais Wolf? Il y aurait toujours le très fameux Frédéric-Auguste Wolf. Et nous avons accoutumé d'attribuer à ce garçon la thèse d'un Homère qui n'eût point existé. L'on cite le nom de l'abbé d'Aubignac, et l'on mentionne évasivement ses *Conjectures*, qu'on n'a plus soin de lire ; et l'on s'étend, avec une complaisance infinie, sur les *Prolegomenes* de Wolf, qu'on lit un peu. Sainte-Beuve lui-même, qui croit à Homère et à l'unité des poèmes homériques, c'est Wolf uniquement qu'il réfute : il ne s'arrête pas à « des boutades de gens d'esprit sans autorité, comme l'abbé d'Aubignac. » S'il admet que Wolf ait chez nous un précurseur, ce sera d'Ansse de Villoison, qu'il appelle un « puits de science » et un « moulin à paroles, » gros homme et gras et qui montrait son intempérance dans le boire et le manger non moins que dans l'érudition. Sainte-Beuve ajoute : « Qu'on mette en regard ce profil de Villoison avec la figure de Wolf, le maître éminent, le grand professeur, dont chaque parole porte et pénètre... » Semblablement, lisez la plupart des recens volumes qui traitent de la question homérique : vous y verrez les critiques épiloguer sur Wolf et les « continuateurs de Wolf, » et négliger notre vieil abbé d'Aubignac. Injustice, et dont Homère ne bénéficie pas ! Mais Homère eût bénéficié de cette ivrognerie à laquelle succombait le neveu de M. Charpentier, si M. l'abbé Boscheron ne fût arrivé soudain. Car, sans les *Conjectures*

de l'abbé d'Aubignac, Frédéric-Auguste Wolf n'eût point écrit ses *Prolégomènes*. Le maître éminent, le grand professeur est un plagiaire impudent. Voilà ce que vient de prouver M. Victor Bérard, dans un essai qui est un chef-d'œuvre de sûre dialectique : *Un mensonge de la science allemande, Les Prolégomènes de Frédéric-Auguste Wolf*.

En son latin, que traduit M. Bérard, Wolf écrit : « Je n'établis pas cette discussion pour persuader ceux que la seule réalité n'aura pas convaincus ; je ne désire moi-même qu'être convaincu par de plus fins esprits, en cas d'erreur ou de mauvaise méthode... Quand j'aurai compris que mes idées ne sont pas admises des érudits, qu'elles sont renversées par des argumens de poids et rationnels, je serai le premier à les rétracter. Car en ces lettres [profanes]... » Ou : en fait de littérature... « la recherche de la vérité ne doit s'effrayer de rien qui puisse être contre l'opinion commune ; et, quand l'histoire se tait ou bégaie, chacun doit souffrir de bonne grâce d'être vaincu par des esprits plus vifs et plus adroits à mieux interpréter les obscurités de la tradition et les incertitudes des faits transmis. Sur cette première époque des origines homériques, nous n'avons que de si faibles lueurs ! » Voilà ce que Wolf écrivait en 1795. Et d'Aubignac : « Nous n'avons aucune tradition qui nous ait apporté l'histoire [de ce poète] d'écrivain en écrivain, depuis le temps de la guerre qui se lit en ses vers jusques au nôtre... Le silence d'un si long cours d'années a tout abîmé dans un oubli général, ou, du moins, il est resté si peu de chose qu'on ne peut en avoir aucun témoignage assuré. Chacun peut, dans cette question, penser ce qu'il voudra et mettre hardiment au jour ce qu'il pensera. J'aurais grand tort de me fâcher si quelqu'un me contredisait, puisque j'ose bien contredire tous les autres ; et qui me montrera la vérité que j'e n'aurai pas connue m'accordera une faveur dont je le remercierai quand il l'aura fait de bonne grâce... » L'analogie de ces deux passages est manifeste ; et, si l'on observe qu'ici l'auteur des *Conjectures* n'avait rien dit de si important que le larcin fût abominable, sans doute : néanmoins, il est évident que Wolf écrit sous la dictée d'un souvenir assez proche. Il met d'Aubignac en latin de professeur allemand. Plus d'une fois, M. Bérard, qui le cite en latin, note qu'il ne saurait le traduire sans reprendre les mots des *Conjectures*. Et les idées de Wolf, ce sont les idées de d'Aubignac. Sans les *Conjectures*, pas de *Prolégomènes* !

On répondra que la science n'est pas l'œuvre d'un seul érudit. L'abbé d'Aubignac avait commencé la besogne, et Wolf la continue. Au surplus, Wolf ne se cache pas d'avoir lu son devancier : « Je l'ai

lu et relu, » déclare-t-il. Avec profit, certes! Mais, s'il profite de sa lecture, le malin veille à déconsidérer sa victime. Il présente ainsi l'abbé d'Aubignac : « Notre homme niait l'existence d'Homère et soutenait que l'*Illiade* et l'*Odyssée* n'étaient que deux recueils, deux corps de chants séparés, tragédies, chansons diverses de mendiants, de bateleurs, de carrefours, à la manière des chansons du Pont-Neuf... » Ces derniers mots sont en français dans le texte latin de Wolf... « Et le reste à l'avenant! et, dans la préface, cette déclaration de l'auteur, qu'il n'avait tiré aucun profit des lettres grecques! Que l'on juge du reste! ce n'est que songes et folies, *somnia et deliramenta!* » En d'autres termes, notre compatriote, ce *Francogallus* dérisoire, est un fou. Après cela, qui s'aviserait de confondre l'opinion de l'érudite professeur Wolf avec les délires de ce Français? et qui même s'aviserait de lire ce Français délirant? Personne. En définitive, le professeur Wolf, très astucieux, est parvenu à ses fins. Il avait si bien dénigré notre d'Aubignac et les *Conjectures* que les critiques cessèrent de lire les *Conjectures*, ne lurent que les *Prolegomènes* et annoncèrent que Wolf était un prodigieux inventeur. Un prodigieux menteur, plutôt. S'ils avaient lu Wolf et d'Aubignac, ils auraient vu ce que M. Victor Bérard a découvert : l'imposture de Wolf. Les contemporains de l'imposteur, lisant les *Conjectures* avant que Wolf les eût dégoûtés d'un pareil effort, s'aperçurent de quelque chose. En 1796, d'Ansse de Villoison, que Wolf louait comme l'héritier des Estienne, des Sau-maise et des Casaubon, écrivait à Sainte-Croix : « M. Wolf est un savant du premier mérite; mais il est atteint de la maladie du siècle, de la fureur d'innover. Cependant, comme il est presque impossible de trouver maintenant une erreur nouvelle, il n'a fait que ressusciter celle de l'abbé d'Aubignac... » Tout au plus d'Ansse de Villoison veut-il accorder que Wolf a enrichi d'une vaste érudition l'erreur de l'abbé d'Aubignac. Et le philologue italien Cesarotti, le traducteur d'Homère et d'Ossian, qui avait reçu de Wolf les *Prolegomènes*, l'en remercie comme ceci : « L'hérésie de d'Aubignac, dont vous vous êtes emparé: *Aubignacii haeresim quam tuam fecisti...* » C'est par une « argumentation plus rigoureuse » que Wolf, au dire obligeant de Cesarotti, a transformé en système de Wolf le système de d'Aubignac. Mais Cesarotti, fût-ce avec politesse, note l'annexion. La politesse n'empêcha point Wolf d'être furieux : neuf ans plus tard, il abominait encore « ces gens qui l'accusaient d'avoir repris à son compte les inepties démodées de quelques Français. » Alexis Pierron, bon éditeur de l'*Illiade*, offre au lecteur ce commentaire : « Ces

Français : l'abbé d'Aubignac, Perrault, La Motte, etc., hommes d'esprit, mais absolument dénués de science et de raison. Wolf, qui a traité son sujet en savant consommé, ne veut pas être confondu avec des gens qui parlent de ce qu'ils n'ont pas même pris la peine d'étudier. » M. Victor Bérard se demande si Alexis Pierron, d'autre part, avait pris la peine d'étudier, ou seulement de feuilleter les *Conjectures* de l'abbé d'Aubignac. Et lisez les *Conjectures*, lisez les *Prolégomènes*, — ce n'est pas un travail immense; — et lisez Sainte-Beuve, pour votre récompense : dans les *Portraits contemporains*, un article de 1843, sur Homère; et, dans les *Nouveaux lundis*, un article de 1865, sur l'Histoire grecque de George Grote. Vous aurez, je crois, la certitude que Sainte-Beuve, si curieux pourtant, n'avait pas lu d'Aubignac. Tant avait réussi le coup de Wolf!...

Les inepties de d'Aubignac? Reportons-nous au texte de Wolf. Il accuse l'abbé de considérer *l'Illiade* et *l'Odyssee* comme des recueils de chansons telles qu'en débitent par les rues les mendiants et bateleurs : « à la manière des chansons du Pont-Neuf. » Ces mots, en français dans le latin de Wolf, ont l'air d'une citation. Mais d'Aubignac ne dit rien de ce genre. Puis Wolf accuse d'Aubignac d'avouer, dans sa préface, « n'avoir jamais tiré le moindre profit de l'étude des lettres grecques. » La phrase n'est pas claire? Et Wolf la préfère ainsi. Telle que la voilà, elle vous invite à mépriser le futile Français qui épilogue sur Homère et confesse qu'il ne connaît rien à la littérature grecque. Cherchons, dans les *Conjectures*, l'aveu méprisable de ce Français. Dans la préface des *Conjectures*? Il n'y a point de préface aux *Conjectures*. Mais, au commencement des *Conjectures*, d'Aubignac dit que, pour juger les poèmes d'Homère, il évitera de louer les beautés du langage : « Nous en ignorons toutes les grâces, nous n'en savons pas les délicatesses... Nous ne savons point au vrai comment les Grecs prononçaient leurs lettres... comment ils récitaient leurs vers, car ils avaient encore des syllabes longues et brèves, et ils avaient encore des accens qui changeaient la manière de prononcer... Ceux donc qui estiment la langue grecque, la regardent dans leur imagination. Ces amateurs du grec se font une idole d'une illusion qui leur plaît pour l'avoir acquise avec beaucoup de peine. Pour moi, je n'ai point trouvé dans cette langue ce que j'y cherchais et je ne puis comprendre ce que les autres y ont trouvé... » Conséquemment, d'Aubignac, dans son examen des poèmes homériques, ne fera pas état de la langue, de ses beautés « sensibles, » de son harmonie, de ses qualités musicales. Il a tort? Du moins, cette réserve, ou cette

honnête précaution, n'est-elle point absurde. Et, en tout cas, ce que dit l'auteur des *Conjectures* n'est pas du tout l'« ineptie » que l'auteur des *Prolegomènes* lui attribue. Il y a là, de la part de Wolf, un mauvais procédé, un procédé que M. Victor Bérard qualifie justement : « falsification de textes et faux proprement dits. » Ces mots sont rudes ; Wolf les a mérités. Si, d'ailleurs, on craint que M. Victor Bérard — *Francogallus* irrité — passe sur Wolf une colère où la philologie n'est pas le principal, on se trompe. En 1912, un philologue suisse et l'homme qui alors « connaissait le mieux l'histoire d'Homère durant les temps modernes, » M. Georg Finsler, publiait en allemand, à Leipzig et Berlin, son *Homère dans les temps modernes depuis Dante jusques à Goethe*. Or, les deux propositions que Wolf a citées comme étant de l'abbé d'Aubignac, l'une relative aux chansons du Pont-Neuf et la seconde relative à l'étude des lettres grecques, M. Georg Finsler a eu la conscience de les chercher dans les *Conjectures*. Il dit de l'une : « Voilà une phrase que je ne puis pas retrouver dans d'Aubignac ; » et de la seconde : « La phrase citée dans les *Prolegomènes* n'est pas dans les *Conjectures* ; » ces deux phrases qui servent à démontrer que le Français d'Aubignac était un fol ! Faux proprement dits, falsification de textes : c'est bien le nom qu'il faut donner à ce travail de l'éminent professeur boche.

Wolf a effrontément pillé notre abbé d'Aubignac ; et, pour qu'on ne vit pas la fraude, il s'est efforcé de supprimer sa victime. Le très fameux système de Wolf, c'est le système de l'abbé d'Aubignac.

Mais, au bout de cette réclamation, sommes-nous extrêmement fiers de revendiquer pour un savant de chez nous la négation d'Homère ? Il me semble que nous serions tentés de renoncer à un tel honneur, en voyant ce qu'est devenue, pendant le siècle dernier, l'idée de l'abbé d'Aubignac et de Wolf. Dans son charmant volume, savant et clair, *Pour mieux connaître Homère*, Michel Bréal résume les opinions que les « continuateurs de Wolf » ont énoncées, développées avec entrain. Les uns et les autres admettent comme dogme premier la non-existence d'Homère. C'est la thèse de l'abbé d'Aubignac : « La principale difficulté, qui sera le fondement de ce discours et dont l'éclaircissement servira de règle à tout le reste, est de savoir s'il y eut autrefois un homme particulier nommé Homère, vivant parmi les Grecs anciens, qui ait composé les poésies que nous avons sous son nom, car j'ai bien de la peine à me le persuader. » Alors, faute d'un Homère pour les composer, comment les poèmes homé-

riques sont-ils venus au jour? Lisons là-dessus les continuateurs de Wolf et de l'abbé d'Aubignac. Frédéric Schlegel : « Ce n'est pas une œuvre qui ait été conçue et exécutée ; elle a pris naissance, elle a grandi naturellement. » Toute seule ? Mais oui. Et l'on perd son temps, si l'on objecte à ce Schlegel que cette façon de naître n'est pas « naturelle » du tout. Michel Bréal entend les différens mots de la phrase ; mais il note que, « dans l'ensemble, la pensée est difficile à saisir. » Jacob Grimm, à son tour : « La véritable épopée est celle qui se compose elle-même ; elle ne doit être écrite par aucun poète... » Et voilà ! L'épopée homérique, après l'anéantissement d'Homère, a pu sembler comme un peu orpheline. Orpheline ? Sans père ! Et Jacob Grimm assure que ce n'est point un accident qui soit arrivé à l'*Illiade* et à l'*Odyssee* : l'épopée doit être sans père. C'est la règle du jeu : un poète ? plus d'épopée. Et il ajoute : « L'épopée grecque est une production organique. » Le philosophe Steinthal redouble d'énergie : « Elle est dynamique. » Exactement, qu'est-ce que ça veut dire ? « L'allemand, répond Michel Bréal, se prête merveilleusement à ces formules qui, en leur obscurité, ont quelque chose d'impérieux... » Nous ne saurons pas, en français, ce qu'ont voulu dire, en leur allemand, les Schlegel, les Jacob Grimm et les Steinthal. Michel Bréal essaye de traduire leur jargon métaphysique et devine que, pour eux, l'épopée a en elle-même « sa force de développement. » Mais on reste, devant cette affirmation, très malheureux, fort incertain, tout dépourvu de clairvoyance. Les continuateurs de Wolf et de l'abbé d'Aubignac ont remplacé Homère par une société anonyme. Ensuite, la société anonyme eut à leurs yeux l'inconvénient de multiplier les auteurs de l'*Odyssee* et de l'*Illiade* : refuser un Homère et puis en agréer plusieurs, quelle aventure ! Ils refusèrent tous les Homères et voulurent que l'*Odyssee* et l'*Illiade* fussent nées toutes seules, eussent grandi toutes seules, en vertu de lois organiques ou dynamiques. Bref ils aboutirent à maintes folies périlleuses, peu amusantes.

Notre abbé d'Aubignac, allons-nous lui imputer ces folies ? Et est-il responsable du tour que son hérésie a pris depuis sa mort ?

François Hédelin, qui plus tard fut abbé d'Aubignac, était un homme que ses contemporains ne méprisaient pas. Son biographe, M. Charles Arnaud, cite en faveur de cet écrivain méconnu les plus honorables témoignages. Corneille l'estimait pour ses doctrines littéraires ; Boileau le trouvait « fort habile ; » Racine le lisait et annotait sa *Pratique du théâtre* ; Dacier voyait en lui le successeur

d'Aristote ; Perrault l'appelait « l'homme du monde qui a le goût le plus fin et le plus délicat pour toutes choses ; » Tallemant des Réaux écrivait : « Il en sait plus que personne ; » et Donneau de Visé, sur le point de le combattre, se disait « un petit David attaquant Goliath. » Il n'était assurément ni sot ni dénué de littérature. Les *Conjectures* prouvent assez qu'il possédait, mieux qu'un lettré ordinaire, les grands et les petits auteurs de l'antiquité. Pour accomplir les devoirs de son état, il a prononcé des sermons qui, dit-on, lui auraient valu la renommée d'un orateur sacré, si d'autres soins ne l'avaient requis. Mais il fut précepteur et devint l'homme d'affaires du jeune duc de Fronsac, fils du maréchal de Brézé, neveu du cardinal de Richelieu. Et Richelieu le fit travailler pour la scène. Et, quand son élève, le duc de Fronsac, reçut le titre de grand amiral, Hédelin « travailla dans les affaires de la mer » et prit part à des « négociations politiques importantes. » C'était, dit Chapelain, « un esprit tout de feu qui se jetait à tout. » Vers l'année 1634, il eut l'idée, peut-être saugrenue, de fonder une académie des Belles-Lettres, et dont les membres se réunissaient le premier jour de chaque mois pour examiner les ouvrages d'éloquence et de poésie ; une académie véritable, pour laquelle Hédelin demanda la protection de Sa Majesté. A l'appui de sa requête, il présentait dix-huit argumens, qu'il serait un peu long d'énumérer. Les belles-lettres, disait-il, sont en péril : c'est la faute de nos « doctes maîtres, » qui sont chargés d'instruire le public et ne l'instruisent pas à merveille. Ils s'attachent opiniâtrément aux maximes que les anciens ont laissées dans leurs écrits, se persuadent qu'ils tiennent ainsi la vérité universelle et refusent de rien chercher au delà. Ils condamnent ce qui ne s'accorde point à l'opinion dès longtemps reçue : et, du moment qu'une proposition leur est nouvelle, ils la rejettent. Une trouvaille, ils la détestent et lui préfèrent une erreur un peu vieille ; les plus démonstratives « expériences » ne les touchent pas. D'Aubignac, on le voit, se pose en vif ennemi de la routine, que d'autres nomment tradition. C'est au nom des « nouveautés » qu'il se dresse : et il se présente au Roi lui-même, qui eut soin de ne pas l'écouter, comme le réformateur indispensable. Dès l'enfance, il montra — le goût de la révolte, serait trop dire, — au moins le goût de l'originalité, une désinvolture assez coquette. Il raconte plus tard qu'à peine avait-il onze ans et commençait-il d'entendre le latin, son plaisir fut d'éconduire ces « petits pédagogues triobolaires » qui enseignent aux garçons les principes des langues mortes. Il décida que les livres lui suffisaient et se mit tout seul, délibérément,

à la lecture des auteurs. Il apprit tout seul le grec et l'italien, la rhétorique, la poésie, la cosmographie, la géographie, l'histoire, le droit et la théologie : « et je délie tout homme vivant au monde de se vanter m'avoir jamais rien enseigné comme maître, ni de dire que j'aie jamais étudié une heure dans aucun collège de la terre : et, si je ne suis pas riche, je n'ai rien emprunté des autres!... » Et il assure qu'il observe les lois de la modestie et de la sincérité, en se déclarant, comme saint Augustin jadis, autodidacte. Jeune homme, il fut à Nemours le personnage intéressant d'une société précieuse, pour laquelle il composa des poèmes éperdument allégoriques, à la mode parisienne. Pendant la Fronde, il eut ses amitiés parmi les turbulens, prononça (dit M. Charles Arnaud) l'oraison funèbre de la marquise de Meignelay, tante du cardinal de Retz, l'oraison funèbre du maréchal de Rantzau, qui sortait de la prison royale, l'oraison funèbre de la princesse de Condé; puis, quand le coadjuteur devint le cardinal de Retz, il le harangua solennellement et le félicita d'avoir su « confondre la mauvaise joie de ses ennemis. » Ce d'Aubignac, c'est un frondeur. Habile, du reste, et qui a le talent subtil de ne jamais se compromettre qu'à moitié. Il ne va point au scandale; mais il étonne volontiers son prochain.

Voilà son caractère. Ses *Conjectures*, il les a écrites pour son Académie des Belles-Lettres, pour cette Académie des nouveautés et qui réagit contre la routine. Ce n'est pas un ouvrage de pédant. Et il a dit, dans une de ses *Dissertations*, la quatrième « en forme de remarques sur la tragédie de M. Corneille intitulée OEdipe : » « J'ai pris un genre d'écrire plus convenable à l'entretien des cours et aux conversations des alcôves qu'aux disputes des doctes. » L'abbé Bosscheron, qui l'a bien connu, raconte qu'il parlait de ses *Conjectures* comme d'un « jeu d'esprit » et, en quelque façon, comme d'une gageure : soutenir « qu'Homère n'était pas un bon poète » et que ce médiocre poète n'a point existé, cette prouesse l'aguicha. Et il plaisante, lorsqu'il se déclare athée du dieu Homère et prétend ne se rendre, pour cela, « suspect d'être mal affectionné à la couronne, ni de mal penser de la religion, » refuse la sévérité des lois et les anathèmes de l'Église, annonce qu'il n'aura point à se défendre contre « les orages de la Cour et les foudres du Vatican. » Ses bravades souriantes l'amuse; il ne cache pas qu'il se divertit. Voyez comme il entend les « matières d'érudition : » louange, dit-il, « à tous ceux qui cultivent les sciences et les belles-lettres, de rechercher quelques agréables curiosités et de les communiquer aux autres avec plaisir! »

Il va déprécier le plus grand nom de la poésie antique ; on l'accusera de « malignité : » mais il répond que tout simplement il offre les résultats d'une « recherche honnête et curieuse. » Le bon apôtre ! « Je prétends écrire seulement pour me décharger l'esprit des difficultés qui me font de la peine... » Le gracieux patelinage, aux fins de préparer joliment l'impertinence.

Qu'il y ait, dans le propos de ce bonhomme, une partie de ga-gaure, et de quelle sorte, un passage des *Conjectures* l'indique. Il vient de citer Montaigne, lequel « tient qu'il n'y a point de vision si bourne et si éloignée de la vérité, que l'on ne puisse faire venir à son sens, de biais ou de droit fil. » Et moi, dit-il à peu près, sans me vanter, je ne suis malhabile en tels exploits : « J'ai donné quelque-fois l'interprétation des enchantemens d'Amadis, avec tant de convenance qu'il était vraisemblable que l'auteur les avait imaginés ainsi... J'ai une fois expliqué sur-le-champ la seconde églogue de Virgile, touchant l'amour de Coridon envers le bel Alexis, comme une description de la passion d'un curieux qui désire connaître le Soleil, à l'exemple d'Endymion amoureux de la Lune. Et j'ai des témoins qu'un jour, dans une conversation imprévue, je fis un corps entier de philosophie d'amour, en quatre parties selon l'ordre de nos écoles, avec un rapport si juste et si surprenant qu'il eût fallu peu de travail pour en achever un ouvrage d'importance ! » Il a écrit les *Conjectures* afin de pouvoir dire : — Et j'ai des lecteurs qui savent qu'en trois cents pages de dialectique industrielle je prouve, s'il vous plaît, qu'Homère était un mauvais poète et qui n'a point existé!...

La plaisanterie, dans les *Conjectures académiques* de l'abbé d'Aubignac ? Mais lisez les *Conjectures* : « Achille pleure amèrement pour la perte de sa belle mignonne, qu'il avait rendue sans résistance ; et Thétis vient du fond de la mer, pour le consoler, et monte au ciel solliciter Jupiter en faveur de son fils ; par malheur, les dieux étaient allés en Éthiopie faire débauche... Jupiter a de bonnes intentions pour ce héros ; mais il n'ose en parler devant sa femme Junon, tant il craignait cette diablesse de divinité féminine... Pallas n'est qu'une friponne qui trompe Mars ; et Mars est un grand sot de se laisser tromper... Mars, le dieu de la guerre, quand il est blessé par Diomède, que fait-il ? Vous pensez qu'il va se venger sur Diomède, lui donner cent coups, l'égorger, l'assommer, l'écraser ? Il se contente de crier bien haut, monte en carrosse paisiblement et va dans les cieux se plaindre à Jupiter son père ; et, pour parler plus sérieusement, il

montre son bobo à son bon papa afin qu'il souffle dessus pour en apaiser la douleur. En vérité, Mars le dieu des braves est un grand coquin et bien patient... Junon nettoie elle-même toutes les ordures de son corps avec de l'ambrosie : pauvre et misérable déesse, de n'avoir pas une femme de chambre pour la servir!... Junon met les chevaux au chariot pour conduire Minerve et lui servir de charton : voilà des déesses bien gueuses, de n'avoir pas un palefrenier!... Ce qui m'étonne encore dans la vie des héros de l'*Illiade*, c'est de voir Achille faire la cuisine et Patrocle lui servir de premier garçon : ils mettent la broche au feu, ils fricassent, ils font les sauces!... » Et que penser de Jupiter, quand Junon s'est parée de la ceinture de Vénus ? Il « se trouve soudainement épris d'un dérèglement indigne de sa qualité, qu'on n'approuverait pas en des personnes les plus débauchées. » Contemporain de Scarron, notre d'Aubignac s'amuse aux dépens des héros et des dieux. Pourtant, les *Conjectures* ne sont pas une œuvre burlesque : on y remarque beaucoup d'idées fines, quelques idées justes et, très souvent, la plus adroite invention critique. Les *Conjectures* sont le charmant badinage d'un lettré, mais un badinage.

M. Victor Bérard dénonce et prouve indiscutablement le mensonge de Wolf. « Les *Prolégomènes*, dit-il, sont une série d'imitations ou de plagiat, dissimulés par de véritables faux. » Wolf a copié d'Aubignac et l'a fait passer pour un fou. Il a copié d'Ansse de Villoison, Mérian, et s'est donné pour avoir découvert ce qu'il empruntait, ce qu'il volait à ces érudits. Voilà du travail allemand, du travail *made in Germany*, camelote et contrefaçon. « Je voudrais, conclut M. Victor Bérard, que chacun de nos érudits nous donnât son opinion motivée sur la valeur réelle de l'érudition allemande, sur ses procédés, ses découvertes et, particulièrement, ses relations avec les autres peuples et avec nous. Il est peu de nos spécialistes qui ne pourraient faire, dans les sujets qui leur sont le plus familiers et sur les plus bruyantes renommées de l'Allemagne, ce que je viens d'essayer pour Wolf et ses fameux *Prolégomènes*. » Ces lignes, d'un savant tel que M. Victor Bérard, et dont l'autorité n'est pas contestée, condamnent terriblement l'industrie érudite de ces Boches.

A ce jugement de M. Victor Bérard, qui révèle, dans la science allemande, l'insigne mauvaise foi et le même instinct de pillage que la « race de proie » possède et utilise en toute son activité, je crois qu'il faut ajouter, comme un autre caractère de la dite science alle-

mande, la nigauderie. Et c'est pourquoi j'insiste sur le badinage des *Conjectures*. Le professeur Wolf n'a pas du tout vu que les si plaisantes *Conjectures* de l'abbé d'Aubignac fussent un « jeu d'esprit; » les continuateurs de Wolf ne l'ont pas vu davantage. Ils ont pris pour argent comptant les aventureux paradoxes d'un lettré qui s'amuse, et qui d'ailleurs mêle à ses facéties des vérités, et qui n'aime son jeu hardi que par ce mélange de la fantaisie et de l'étude. Ils ont épilogué lourdement sur la non-existence d'Homère; et sur l'*Iliade* et l'*Odyssée* qui naissent un beau jour, on ne sait comment, par un phénomène de génération spontanée; et sur l'épopée organique ou dynamique. Ils ont transformé en formidable doctrine l'aimable essai de d'Aubignac. Toute l'immense et absurde pédanterie dont l'*Odyssée* et l'*Iliade* sont accablées aujourd'hui dérivent de Wolf et dérivent de l'énorme contresens que l'auteur des *Prolegomènes* a fait sottement sur les *Conjectures*. D'Aubignac ne prévoyait pas cet horrible succès de son petit volume, sans doute. Mais il raconte l'histoire d'un « docte Allemand » qui, ayant lu le roman d'un Français, l'*Orphise Chrissante*, l'interpréta comme un symbole de la pierre philosophale, vint en France exprès pour en conférer avec l'auteur « et le surprit fort des belles imaginations qu'il avait conçues, auxquelles l'auteur n'avait jamais pensé. » Aux enfers, Wolf et ses continuateurs surprennent ainsi l'abbé d'Aubignac et, certainement, le désolent.

Le plus triste et ridicule, c'est que l'idée de l'abbé d'Aubignac, longtemps dédaignée en France, y fut accueillie avec enthousiasme, quand elle y revint marquée de l'estampille allemande : telle était, naguère, notre jobarderie. Il y a peu d'années encore, Homère était pis que mort : il n'avait point vécu. L'on s'éloigne heureusement de ces folies. Le volume de Michel Bréal, *Pour mieux connaître Homère*, a fait rentrer « dans l'ordre normal des productions humaines » les poèmes homériques. Les ouvrages de M. Victor Bérard, *Les Phéniciens et l'Odyssée*, et de M. Philippe Champault, *Phéniciens et Grecs en Italie d'après l'Odyssée*, rendent à Homère sa réalité, son individualité. Nous retournons à la pensée de Fénelon : « Qui s'imaginera que l'*Iliade*, ce poème si parfait, n'ait jamais été composée par un effort du génie d'un grand poète? » Ὁμηρος ἀνίστη, Homère est enfin ressuscité !...

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les événemens qui se succèdent et pour ainsi dire s'accumulent sur presque toute la surface du globe fournissent à la chronique, en attendant l'histoire, une matière d'une masse et d'une densité telles qu'on ne sait plus comment l'aborder. Nous n'avions pu, la dernière fois, et en toute dernière heure, qu'annoncer d'une mention hâtive la victoire anglaise au Nord de la Scarpe : « la crête de Vimy enlevée, onze villages délivrés, plus de six mille prisonniers. » Dans les journées qui ont suivi, cette victoire s'est magnifiquement développée, et comme épanouie : elle a fleuri et fructifié, malgré le printemps le plus maussade dont on puisse se souvenir. La *Revue* n'avait pas encore paru que ce n'était déjà plus de 6 000 prisonniers qu'il fallait parler, mais de plus de 11 000, avec plus de 100 canons, 60 mortiers de tranchée et 160 mitrailleuses. Aujourd'hui, le compte semble établi à plus de 14 000 prisonniers et 228 canons. Mesurons maintenant le succès sur la carte. L'armée britannique, par de glorieuses étapes qui s'appellent Neuville-Saint-Vaast, Carency, Souchez, Givenchy-en-Gohelle, Angres, a investi et occupé Liévin, inaugurant ainsi la reprise du pays minier, du pays noir, qu'elle a naturellement trouvé dévasté et ruiné comme le pays vert. Elle s'est avancée jusqu'aux portes de Lens, jusque dans Lens même, puisqu'elle tient la cité Saint-Pierre, et que, d'ailleurs, Liévin, Lens, les deux villes s'allongent en quelque sorte l'une vers l'autre, ne sont, ou n'étaient, avant l'invasion, qu'une seule ville. Par une pression simultanée, le maréchal sir Douglas Haig accentuait énergiquement la menace que, depuis plusieurs semaines, il dessinait contre Saint-Quentin. Ses troupes s'en approchaient par le Nord-Ouest et par l'Ouest, s'établissant progressivement sur une ligne qui, au Sud de la route de Bapaume à Cambrai, et à peu près parallèlement à la route de Cambrai à Saint-Quentin, part de Boursies, pour aboutir à Fayet et

à Sélency, qui ne sont qu'à « quelques centaines de mètres » de l'ancien chef-lieu du Vermandois. Ce n'est pas tout. L'armée britannique a une troisième et une quatrième pointes dirigées vers Douai et Cambrai. Quand on regarde une carte à petite échelle, on voit que son offensive rayonne d'Arras au Nord, vers Lens ; au Nord-Est, vers Douai ; au Sud-Est, vers Cambrai ; au Sud ou au Sud-Est toujours, mais plus bas, vers Saint-Quentin ; et elle y tend, par surcroît, du Nord-Ouest ou de l'Ouest, de Bapaume ou de Péronne. Et il est clair qu'entre ces quatre directions, l'espace ne demeure pas vide. Une formidable infanterie, une artillerie plus formidable encore. L'emploi de mouvement, de bruit et d'action. A l'Est d'Arras, des deux côtés de la Scarpe, la marche en avant a recommencé.

A cette brillante offensive des Anglais, notre offensive, à nous, ne pouvait manquer de donner la réplique. Elle s'est, en effet, déclenchée le lundi 16 avril, de grand matin, « sur une étendue de quarante kilomètres, » et elle a, de prime assaut, réduit en notre pouvoir, dans le secteur le plus occidental, entre Soissons et Craonne, toute la première position allemande. Dans le second secteur, à l'Est de Craonne, nos troupes ont enlevé la deuxième position ennemie. Le mardi 17, nous avons élargi notre action à l'Est de Reims et, sur un nouveau front de quinze kilomètres, également « enlevé toute la première position allemande. » En même temps, nous conquérions, au Sud de Moronvilliers, et sur une distance de onze kilomètres, « une ligne de hauteurs solidement organisées, depuis le Mont-Cornillet jusqu'à l'Est de Vandresincourt. » Puis, sur trois autres kilomètres, autour du village d'Aubérive, nous brisions le saillant puissamment fortifié que formaient les lignes ennemies. Ces résultats, qui n'étaient que de premiers résultats, étaient fort beaux ; mais il sera sans doute permis d'avouer, maintenant qu'ils ont été consolidés et agrandis, qu'ils parurent d'abord médiocres, au gré de notre impatience. Au gré aussi de notre ignorance, qui ne tenait nul compte des difficultés que la nature et l'art infernal des Allemands avaient comme à l'envi entassées dans ce coin. Un simple coup d'œil jeté, si l'on pouvait le faire, sur le « plan directeur » aurait vite fait de renverser cette impression non moins fautive qu'injuste. Loin de nous étonner que nos soldats n'aient pas, principalement à notre gauche, tout emporté du premier coup, il faut nous émerveiller qu'ils en soient venus à bout du second. Il faut les admirer, les féliciter et les remercier. Ce serait un énorme travail de débrouiller, sur le papier seulement, et de rompre, rien que par l'esprit, toutes ces mailles d'un filet diabolique

qui s'entre-croisent et s'emmêlent. Jugez de ce que ce devait être sur une terre détrempée et fondante, sous des rafales de pluie et de neige, quand on était obligé d'y aller de tout le corps, des pieds et des mains, en face d'ennemis nombreux, serrés comme des grains de sable, couverts par une abondante artillerie, et animés à résister avec acharnement !

Pourtant, nos imaginations, affranchies de ce que la réalité comporte nécessairement de lenteur et de pesanteur, fouettées par d'immenses espérances, aiguillonnées par le spectacle affreux du martyr de la patrie, avaient volé, d'un battement d'ailes, jusqu'à Laon ; et le fait est que, le mardi matin, nos troupes, à bout d'haleine, s'étaient arrêtées au bas des pentes du plateau. Mais, le mercredi, elles les escaladaient, après avoir emporté les villages de Chavonne, de Chivy, tout le terrain jusqu'aux abords de Braye-en-Laonnois. Dans la suite, nous nous emparions, au Nord de Chavonne, du village d'Ostel, du village même de Braye-en-Laonnois, de tout le terrain jusqu'au Tilleul de Courtecon, où nous croisons le légendaire Chemin des Dames. L'un après l'autre, nous prenions, de gauche à droite, dans les coupures qui, du Sud au Nord, entament le plateau, Laffaux, Nanteuil-la-Fosse, Sancy, Jouy, Aizy. « Sur la rive Sud de la rivière, — ce sont les termes du communiqué, — une attaque vivement menée nous donnait la tête de pont organisée par l'ennemi entre Condé et Vailly, ainsi que cette dernière localité tout entière, » ce qui faisait aussitôt tomber le fort de Condé-sur-Aisne. Le deuxième secteur, celui de Craonne, est un pays prédestiné à l'histoire et tout retentissant de noms illustres. Voici, autour de Craonne même, à l'Ouest, la ferme de Heurtebise, le plateau de Vaclerc, que nous tenons ; à l'Est et au Sud-Est, Juvincourt, que les Allemands nous disputent âprement, la Ville-aux-Bois, contre laquelle ils exercent en vain leur fureur. Puis nous entrons, par Berry-aubac, Sapigneul et le Godat, qui forment liaison, dans le troisième secteur, à jamais célèbre, lui aussi, le secteur de Reims. Nous battons l'ennemi, à Berméricourt, à Loivre, à Courcy, dans le périmètre du fort de Brimont qui, dit-on, ne répond plus. De l'autre côté de Reims, nous nous sommes installés sur la chaîne de hauteurs qui court du Mont-Cornillet au Mont-Haut, à la Cote 227, au bois de Moronvilliers, positions réputées longtemps inexpugnables, et que, de la vallée de la Snippe, nos jeunes officiers allaient considérer, l'année dernière, avec envie, comme autant de cimes interdites.

Là semble s'arrêter, pour l'instant, ce qu'on appelle déjà la « bataille de France : » les combats qui, par intervalles, se livrent plus à l'Est, n'étant encore qu'épisodes accessoires : et tel en est le bilan, topographiquement dressé. Soixante-dix kilomètres, ajoutés à la centaine de kilomètres, et plus, que couvre le front britannique, en font, répétons-le, un des drames les plus gigantesques de cette gigantesque guerre, et suffiraient à prouver que, pour vaste qu'il soit, le titre n'en est point usurpé. 14 000 prisonniers et 228 canons, à l'actif des Anglais, 19 000 prisonniers et plus de cent canons, chiffres provisoires, au nôtre, ce sont ensemble 33 000 hommes et 330 canons perdus, par lesquels se solde, ou du moins est en train de se liquider la retraite « géniale » de Hindenburg. Géniale ? Ah ! ici, sur cette terre consacrée par les plus grands souvenirs, et qui connut, il y a un siècle, une retraite vraiment « géniale, » à Craonne même, à la ferme Heurtebise, ne profanons pas l'épithète ! Tout de même Hindenburg n'est pas Napoléon. Qu'il l'ait étudié, et qu'il veuille l'imiter comme, lui et d'autres, ils imitent leur Frédéric, soit ; mais un Austerlitz ne se fabrique point dans les écoles. Peut être quelques-uns de ceux qui se sont, contre toute raison, montrés surpris que nos troupes ne soient pas arrivées à Laon dans les quarante-huit heures, craignent-ils, de la part du maréchal, un arrêt subit, un retour brutal, le coup de tête du bélier. Tandis que nous pressons sur ses ailes, et que nous pesons dessus pour les briser, et que nous décrivons des cercles autour d'elles pour les paralyser et les abattre, qui sait, pensent-ils, ce qu'il médite et ce qu'il nous réserve sur notre centre ? Mais s'ils pensaient premièrement que nos généraux, à nous, pensent aussi, et que leurs moyens, dans tous les sens du mot, ne sont pas moindres ? Les Allemands avaient là dix-neuf divisions ; ils en ont, de plus, ramené douze : ils opèrent, vers Laon ou vers Saint-Quentin, une concentration énorme, on le veut bien, ou, du moins, c'est possible. Et après ? De même que les impatients se seraient apaisés, s'ils avaient mieux connu les difficultés du terrain, de même leur inquiétude tomberait, leur vague-à-l'âme se dissiperait, s'ils savaient combien d'hommes de toutes armes et combien de pièces de tout calibre nous avons massées dans cette région. Nous ne pouvons qu'avoir confiance, et on oserait dire une confiance « joyeuse, » si tant de sang versé, tant de douleurs inévitables, ne devaient à l'avance bannir la joie de nos cœurs, pour en faire quelque chose de grave, de solennel, et comme de religieux. Mais, à nous en tenir au prestige de Hindenburg, c'est, à la vérité, une faute que de ne point assez estimer l'adversaire,

et telle bataille, sans doute, a été perdue pour l'avoir commise; mais c'est la faute contraire, qui se paie aussi cher, que de l'estimer trop, car un homme ne vaut jamais seulement ce qu'il vaut, mais ce qu'il vaut, plus ce qu'on croit qu'il vaut. Ne rapetissons pas celui-ci, mais non plus ne le grossissons pas outre mesure. *Non far idolo un nome.* Il y a une fente dans le bois de l'idole; ne la bouchons pas de notre propre main. La foi populaire dans le maréchal baisse visiblement en Allemagne même: ne lui donnons pas d'aliment; ne contribuons pas de nos deniers au culte du dieu étranger.

Les autres fronts, malgré quelques sursauts intermittens, sommeillent un peu. Ils dorment même un peu plus longtemps qu'on ne le souhaiterait pour une complète et pleinement efficace concordance des poussées. Le front italien a été depuis trois mois immobilisé par la prévision, fondée sur de sérieux indices, d'une nouvelle et plus redoutable attaque austro-allemande débouchant du Trentin, et venant frapper le royaume à son point le plus sensible, en Lombardie; péril qui, maintenant, paraît heureusement évité. L'armée de Macédoine est retenue, entravée par les machinations de la Grèce royale, qu'elle a toujours et qu'elle sent toujours dans son dos. Le front roumain a traversé toute sorte de péripéties: on a dit que Mackensen se préparait par là à une « chevauchée de butin, » à une razzia de blé, vers Odessa, la Bessarabie et les Terres Noires; et puis, au contraire, que ce front allait être sinon raccourci, du moins aminci, et subir un « repli élastique, » dans le style de Hindenburg; on dit, à présent, de temps en temps, que le canon y tonne. Non pas seulement le canon roumain, mais le canon russe, et la nouvelle en serait bien accueillie. L'Allemagne aurait reporté ses projets sur le secteur septentrional, sur la Dwina et le rivage de la Baltique; et ces deux résolutions seraient plutôt successives que contradictoires; entre les deux, il y aurait tout simplement la révolution russe. Il est impossible, Hindenburg ayant la tête faite comme il l'a faite, et ayant employé sa vie comme il l'a menée, qu'il n'ait pas eu l'idée obsédante de profiter du désordre (c'est l'expression la plus modérée dont on puisse user) créé par la chute de l'ancien régime et prolongé par la peine qu'a à s'instituer solidement le régime nouveau, pour prouver son génie en satisfaisant sa monomanie et réaliser son grand dessein en marchant sur Petrograd. On signale, dans cette direction, des mouvemens de troupes qui coïncident et semblent combinés avec des mouvemens suspects de la flotte allemande vers Libau. Cependant, ce qui se passe en Russie, à l'intérieur, et aux

frontières mêmes, demeure confus et obscur. Nous avons le droit et le devoir de le dire, au nom de la cause commune, précisément pour que nos amis l'entendent, et si l'ennemi doit l'entendre comme eux, nous ne courons pas le risque de lui apprendre ce dont il est aussi bien et probablement mieux instruit que nous. Ce qui continue de se passer en Russie, à l'intérieur et aux frontières, nous préoccupe. L'état de l'armée, en premier lieu, et celui des usines de guerre. Ce n'est guère, ce n'est point du tout, le moment de chercher des formes de discipline inédites, modernes, électives, démocratiques et socialistes, parce qu'il n'y en a pas, parce que l'armée est hiérarchie, et parce que la hiérarchie est subordination : ou parce qu'alors il n'y a plus d'armée, il n'y a plus qu'une foule, qui, comme toute foule, n'est que cohue. En second lieu, l'état politique, la crise de l'autorité. Nous voyons bien un gouvernement, dont l'existence, la composition, les intentions, les actes, les discours, les propos nous rassureraient, si nous étions certains de ne pas entrevoir derrière lui un organe parasitaire qui tend, d'une volonté obstinée et têtue, à se faire le gouvernement du gouvernement. Et quel organe ! Irradiant et proliférant, envahissant, tentaculaire : un Comité, d'abord de seize cents membres, ouvriers et soldats, puis, comme nous l'avons noté, de deux mille quatre cents, puis, à présent, de trois mille cinq cents, avec des sous-comités, exécutif, consultatif, qui siègent en permanence, grouillent, s'agitent, péorent, décrètent, disposent, imposent, font leur cuisine, mangent et couchent au Palais de Tauride. Ce Comité a, en paroles, la bonté de laisser au gouvernement provisoire la décision et la responsabilité, mais ce n'est qu'une sagesse toute verbale, puisqu'il se réserve le contrôle, avec sa sanction révolutionnaire, la désobéissance, ou l'opposition ouverte, et qu'il est aisé de deviner ce que peut être un contrôle exercé par trois mille cinq cents meneurs qui se sont en réalité désignés eux-mêmes, et de qui l'auto-investiture nous révèle que ce sont les plus exaltés, les plus remuans, les plus intrigans ou les plus violens, les plus audacieux. Quoique, dans l'armée, des efforts sincères soient faits pour restaurer le commandement, qui ne viennent pas seulement des généraux, et auxquels des soldats eux-mêmes s'associent, il y a encore trop de réunions, trop de manifestations militaires, trop d'ordres du jour votés par les troupes, lorsqu'il suffit qu'il y ait des ordres, et qui ne soient pas mis aux voix. Les désertions, au début, avaient été assez nombreuses. A l'image de la nation, l'armée russe est une armée de paysans. Spontanément ou sur provocation, tant on leur répétait ou ils se

répétaient qu'on allait partager les terres, et que ce serait tant pis pour ceux qui ne seraient pas là, ils étaient partis pour leur village. On nous annonce qu'ils en reviennent, et on nous donne à espérer que, dans un mois ou dans six semaines, l'armée russe, remise en main, sera prête à recevoir le choc, instruite par la leçon du Stokhod, ardente à maintenir la jeune liberté, embrasée, comme d'un feu nouveau, de l'enthousiasme républicain. Il nous est agréable d'en accepter l'augure. Mais comment oublier que, d'ici à un mois ou six semaines, c'est le destin d'un siècle qui peut être joué ?

D'autant plus que la manœuvre percante de l'armée allemande s'accompagne d'une manœuvre enveloppante de la diplomatie austro-allemande, à laquelle collaborent, en un accord édifiant, les chancelleries et la social-démocratie. Le signal de cette seconde manœuvre a été donné le 12 avril, de Stockholm, à un journal hongrois : c'est le gouvernement autrichien qui l'a intercepté, et c'est le ministre impérial et royal des Affaires étrangères, le comte Czernin, qui, dès le 15, s'est empressé d'y répondre. Le gouvernement provisoire de Russie venait de publier, le 14, une déclaration, dont il plaisait au comte Czernin de retenir que ce gouvernement ne se proposait « ni d'opprimer d'autres peuples, ni de leur enlever leur patrimoine national, ni de s'emparer de territoires étrangers, mais qu'il veut, tout à l'opposé, déterminer une paix durable, fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. » Saisissant la balle au bond, l'Autriche-Hongrie, cette colombe, par la bouche de son ministre, roucoulait : « Mais alors, on peut s'entendre ! » — « Parfaitement, on peut s'entendre ! » appuyait, de Berlin même une plus grosse voix, sous le masque de l'officiieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord*. L'indépendance des peuples, le respect de leur patrimoine national, leur droit de disposer d'eux-mêmes, la paix durable, c'est notre affaire ! » Sans perdre une minute, on ramassait en Suisse tout ce qu'on trouvait de proscrits russes ; en Hollande, en Scandinavie, chez les neutres, et hélas ! chez certains belligérans, tout ce que le socialisme neutraliste et pacifiste entretient d'ambassadeurs en disponibilité. En dépit de l'encombrement, l'administration des chemins de fer de l'Empire faisait chauffer un train spécial, et par la voie la plus rapide acheminait les missionnaires vers le théâtre de leurs travaux. Tandis que la plupart s'arrêtaient, par force, en Suède, le Russe Lénine rentrait dans son pays, mais ses théories, si ce n'est sa personne, n'y rencontraient pas, il n'est qu'équitable de le reconnaître, auprès des extrémistes eux-mêmes, l'adhésion qu'il s'était promise. Les

ovations qu'il souleva furent parfois des ovations au rebours ; et il semble que l'influence de Plekhanoff, montrant que l'avenir de la démocratie naissante était, pour la Russie, lié étroitement à la victoire sur l'Allemagne, ait finalement triomphé de la sienne. Mais voilà où l'on en est, à Pétrograd ; et c'est ce qui appelle et fixe la réflexion. On en est à établir, par raison démonstrative, la nécessité de la victoire. On discute l'indiscutable, la guerre, qui dure, s'exaspère, et se décide, pendant qu'on la discute. Notons qu'il ne s'agit plus des buts de guerre, mais du fait même, du fait acquis, actuel, urgent, impératif, impitoyable, de la guerre. Que le gouvernement provisoire, après le Comité du Palais de Tauride, que le prince Lvoff, son président, que M. Milioukoff, ministre des Affaires étrangères, revenant sur des déclarations antérieures, renoncent, pour le jour où la paix sera possible, à toute pensée d'annexion ou de conquête, qu'ils répudient la tradition russe, refusent le testament de Pierre le Grand, abandonnent Constantinople et les Détroits, cela les regarde, cela ne regarde qu'eux. Mais « pour le jour où la paix sera possible. » Ce jour n'est pas encore venu. La paix, présentement, est impossible. Elle est impossible, d'abord, il faut le dire franchement, parce que les Empires du Centre et leurs complices en ont un trop vif désir, marquent trop qu'ils en ont le désir, et, en même temps qu'ils le marquent, laissent trop voir qu'ils nous tendent un piège, et que ce qui serait pour eux une paix « pleine d'honneur. » et un bon marché, ne serait pour nous que déshonneur et duperie. Même s'ils nous disaient, ce qui pourrait arriver, dans la gêne extrême où ils sont, qu'eux aussi, ils se contentent d'une paix sans annexions et sans conquêtes, même dans ce cas, nous nous méfierions. Mais ils en sont toujours, au moins leur recteur de Munich et leur Reventlow, à parler de « saigner la France à blanc, » de ne point lâcher la Belgique, de garder le bassin de Briey, et de nous extirper à tous, les États-Unis compris, qui garantiraient la créance, une indemnité de cent milliards. C'est ce que la Russie doit savoir, c'est ce qu'elle ne peut pas, une heure de plus, négliger. Trop de forces de dissociation, de races, de classes, d'opinions ou de sentimens, tirent son unité et sa puissance à quatre chevaux, l'écartèlent et la désagrègent. Trop de politique et trop de politiciens la dissolvent. Il est indispensable, pour elle, pour nous, pour tous, qu'elle se ressaisisse et se raffermisse. Le premier besoin de la Russie, au sortir de ce bouleversement, est de se rasseoir dans une organisation quelconque, et de n'avoir ni deux gouvernemens, ni trois, ni plusieurs, mais d'en avoir un.

Les révolutions, comme les tremblemens de terre, se propagent par ondes qui vont s'affaiblissant. Par le grand ébranlement russe, l'Allemagne même a été secouée, ou obligée à feindre de l'avoir été, car la sincérité de ses social-démocrates et de ses radicaux d'anti-chambre est douteuse. Il n'empêche que Guillaume II, ne fût-ce que pour se donner figure de souverain libéral et pour soutenir le personnage que son chancelier s'est mis en tête de lui faire rétrospectivement représenter, du prince qui prodigue aux autres les bons conseils, a dû rendre un rescrit, en tant que roi de Prusse, promettant à son peuple la réforme du Landtag. Ce n'est qu'un engagement à terme, valable seulement après la guerre, mais il se pourrait que, sous la pression des circonstances, l'échéance s'en rapprochât. On connaît le système électoral par lequel est nommé le Landtag prussien ; à base jalousement censitaire, vraie pyramide d'impôts, dit système « des tiers, » et que Bismarck proclamait sans ambages, tout en le maintenant sans vergogne : « le plus misérable des régimes électoraux. » Il s'agit, pour les uns, du moins ils le font sonner haut, de lui substituer le suffrage universel, égal, direct et public ; pour d'autres, de trouver un compromis, un moyen terme, entre cet expédient démodé et le suffrage universel. Une Commission va s'en occuper ; c'est tout ce qu'on en peut dire, et c'est en dire tout. En 1848, 1849 et 1850, une autre Commission s'est occupée déjà de quelque chose de pareil ; Frédéric-Guillaume IV lui préféra ses chasseurs et ses grenadiers. Cependant les grèves se multiplient et tournent à l'aigre, notamment dans les usines métallurgiques, à Berlin, à Essen, à Hambourg, un peu partout en Allemagne. Autant qu'on peut le discerner, elles procéderaient de deux causes. Il y aurait d'abord une question d'estomac, une *Magenfrage*, question redoutable en tout temps et en tout lieu, terrible en Allemagne, particulièrement en ce temps-ci. Et il y aurait, en outre, une question politique, mais ce pourrait n'être qu'une comédie. Sans vouloir faire une assimilation forcée, remarquons que c'est ainsi que la révolution russe a commencé et, au surplus, que toutes les révolutions commencent. La tête ne s'échauffe jusqu'à l'explosion que quand l'estomac se refroidit. A quoi le gouvernement prussien se flatte d'obvier en prenant des airs généreux, en invoquant ou évoquant « la royauté populaire des Hohenzollern. » Nous connaissons l'antienne : tous les théoriciens et les juristes des neuf universités de la Prusse l'ont chantée. Elle n'est que la paraphrase d'un mot du Grand Électeur, disant en latin (puisque, jusqu'à Frédéric II, les rois de Prusse n'ont point aimé à parler allemand) : « *Sic gesturus sum*

principatus, ut sciam rem esse populi, non privatam. » Ce n'est donc que la glose d'un texte. Elle vaut ce qu'elle vaut : pratiquement, effectivement, elle ne vaut rien. Pas plus que ne vaut la chimère d'une future « démocratie allemande. » Un de nos meilleurs historiens s'impatienté et presque s'indigne de l'illusion qui tend à séparer l'un de l'autre et à opposer l'un à l'autre le peuple allemand et le gouvernement impérial ou le militarisme allemand, celui-ci agressif, hargneux et odieux, insociable, et l'autre qui, libéré, pourrait rentrer en grâce dans la « société des nations. » Il n'y a pas, selon lui, de plus pure ni de pire utopie, de construction d'esprit plus anti-historique. Comme si la guerre n'était pas l'industrie nationale de la Prusse, et comme si l'Allemagne pouvait sinon se concevoir, du moins se réaliser autrement qu'à l'état de nation militaire ! De par les lois profondes de sa nature et de son être, elle y est éternellement condamnée, et la « démocratie allemande, » à ce point de vue, serait exactement ce qu'est l'Empire allemand : un voisin avec lequel on ne saurait ni traiter en confiance, ni vivre en sûreté.

Mais le monde entier, — les neutres presque autant que les belligérans, — souffre et témoigne par des crises d'un trouble qui va de l'inquiétude à l'angoisse, d'un malaise croissant aux plus cruelles douleurs. En cette seule quinzaine, nous en avons eu ou nous avons failli en avoir quatre ou cinq. Après la crise suédoise, par laquelle le ministère Swarz a remplacé le ministère Hammarskjöld, sans que la différence entre les deux fût très sensible, si ce n'est en ceci que le nouveau président du Conseil serait plus porté que l'ancien (qui, du reste, contrariait là-dessus l'inclination de son propre ministre des Affaires étrangères, M. Wallenberg) à conclure une convention maritime avec l'Angleterre, nous avons eu la crise autrichienne avortée. Trois ministres, deux Allemands, MM. Urban et Baernreither, un Slave, M. Bobrinski, avaient paru sortir du Cabinet Clam-Martinitz ; mais les deux Allemands sont revenus, M. Bobrinsky est resté dehors. Ce n'est qu'un incident, mais qui pourrait bien envelopper le conflit toujours latent et de plus en plus aigu, dans la Monarchie, des nationalités et des langues. A cet égard, il se trame, à Vienne, on ne sait quoi : peut-être une espèce de *home rule*, polonais ou galicien, qui expulserait doucement du Reichsrath, où ils disposent de la majorité, en la déplaçant à leur gré, les représentans de ces provinces, sous couleur de leur octroyer des institutions nationales et un parlement autonome. La position du ministère Clam-Martinitz n'en reste pas moins précaire et chancelante. Sur l'autre rive de la Leitha, dans le

royaume comme dans l'empire, crise larvée : combat de comtes de qualité et d'authenticité diverses, des comtes Jules Andrassy, Apponyi, Karolyi, contre le comte Étienne Tisza ; querelle de seigneurs, de magnats de couloirs et de clubs, à laquelle la rue se mêle et dont on ne sait trop comment elle finira. Fausse crise, en Grèce, chez le roi Constantin. M. Lambros brûlerait, assure-t-il, de retourner à ses chères études. Son auguste élève l'a retenu. Il a beau consulter les chefs de partis : il ne voit pas grand'chose après cet archéologue. Celle-là, la crise grecque, on le sent, pourrait devenir tôt ou tard plus qu'une crise ministérielle. La dernière crise, l'espagnole, dépasserait en portée toutes les autres, s'il était certain que M. Garcia Prieto, marquis de Alhucemas, ne continuât pas tout bonnement le comte de Romanonès et ne fût pas forcé, comme lui, par une fatalité plus puissante que les hommes, de « continuer l'histoire d'Espagne. » Dans le noble message par lequel il a demandé au Roi son congé, et fait ses adieux au peuple, le comte de Romanonès a insisté sur deux points : sur la nécessité pour l'Espagne de persévérer dans la voie où elle s'est engagée en 1912, par ses accords avec nous, et cela nous touche directement ; sur l'intérêt primordial qu'elle a, comme dépositaire du patrimoine spirituel d'une grande race, à « présider la confédération morale de toutes les nations de son sang. » On ne pouvait dire mieux, et personne ne pourrait dire plus. Voici, en effet, que se forme la Confédération morale de toutes les nations de sang espagnol. La Républicaine cubaine, sans mesurer la taille du colosse, a déclaré la guerre à l'Allemagne, malgré la rébellion préventivement fomentée de José Miguel Gomez (et non de Maximo Gomez, comme on l'a partout imprimé, par une erreur d'autant plus regrettable que le vieux « paladin de la liberté des Antilles » est mort voilà quelques années, avec moins d'éclat, il est vrai, qu'il n'avait vécu). D'autres États de l'Amérique centrale, malgré la flamme allemande entretenue au Mexique par d'étranges vestales ; les plus grands États de l'Amérique du Sud, malgré les discordes intestines que les mêmes mains criminelles s'appliquent à envenimer ; dès hier le Brésil, aujourd'hui la République Argentine, demain sans doute le Chili, le Pérou, la Bolivie, ont adopté, adoptent ou adopteront une attitude de plus en plus ferme, mais qui, dès maintenant, ne saurait être plus nette. Ils feront tous ensemble le geste latin, resserreront entre eux la confédération des nations de sang ibérique. Mais cette alliance, plus étroite entre les États de l'Amérique du Sud, se noue autour des États-Unis de l'Amérique du Nord. C'est aux étoiles que vont s'ajouter ces étoiles

nouvelles, c'est sur Washington que se lève la constellation. Le pan-américanisme sera-t-il livré à lui-même? Les liens antiques, les liens héroïques, seront-ils définitivement tranchés, et de la confédération de toutes ces nations de son sang, la nation-mère demeurera-t-elle seule volontairement absente?

M. Lloyd George, dans un discours dont il n'y a nulle exagération à dire que c'est un des plus beaux qui aient jamais été prononcés, a clairement défini ce qu'il faut entendre par « la ligne de Hindenburg. » Elle n'est, cette ligne, ni sur l'Escaut, ni sur la Scarpe, ni sur la Somme, ni sur l'Oise, ni sur l'Aisne, ni sur la Meuse. Peut-être serait-elle au Rhin, mais sûrement elle est entre la Germanie et le monde civilisé. C'est comme la fameuse ligne, tirée d'un coup de doigt sur la sphère, par le pape Alexandre VI et qui partageait l'univers en deux moitiés, une à l'Espagne et l'autre au Portugal. De même ici; les Allemands d'un côté, l'humanité de l'autre. Ce n'est pas la ligne, c'est le fossé de Hindenburg, et ce fossé est un abîme. La « démocratie allemande, » une république ou des républiques allemandes ne feraient pas qu'il n'existe plus; des formes et des formules ne le combleraient pas. Il n'y avait pas d'Empire allemand, du type que Bismarck a créé, il n'y avait pas même de Prusse, lorsque Froissart, ayant vu, par essaims, par nuées, « s'avalier » tous ces pillards « vers Malignes, vers Brousselles, vers Nivelles et Mons-en-Hainnau, » s'écriait : « Maudits soient-ils, ce sont gens sans pitié et sans honneur, et oïssi on n'en deveroit nul prendre à merci ! » Une nation ne s'évade pas de son être; le Prussien ne se libère pas. Le plus cosmopolite des socialistes minoritaires serait, au pouvoir, s'il y arrivait par un miracle que l'Allemagne ne fera point, ce que sont les Hohenzollern, qui, rois et empereurs, ont été, à travers les siècles, ce que, — de quelque surnom qu'il leur fût venu fantaisie de se décorer, l'Achille ou l'Ulysse, le Cicéron, le Nestor, — avaient été les margraves de Brandebourg, depuis le premier de la branche d'Anhalt, Albert l'Ours.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant.

RENÉ DOUMIC.

LES CAPTIFS DÉLIVRÉS ⁽¹⁾

DOUAUMONT-VAUX

21 OCTOBRE — 3 NOVEMBRE 1916

I

Deux dessins de Forain résument dans un raccourci saisissant les deux phases de la bataille de Verdun. Comme un sculpteur, pétrissant la glaise, lui impose une forme, le grand artiste a tiré, de cette prodigieuse matière, les traits essentiels.

Le premier, dédié au général Pétain, ne contient qu'une pierre et qu'un mot. C'est une pierre kilométrique marquée : *Verdun*, devant laquelle gisent les vagues allemandes échouées. Le mot, c'est : *la borne*.

Bis hier, Friedland, und nicht weiter... dit Schiller dans son « Wallenstein : » *jusqu'ici, et pas plus loin*.

Le second dessin est moins noir et moins sobre. Il est plein de mouvement et d'allégresse. Il s'appelle : *La reprise du fort de Douaumont* et porte en épigraphe le commencement du communiqué allemand du 26 octobre 1916 : *L'attaque française, favorisée par un temps brumeux...* Dessous, un soldat français, solidement ramassé sur la jambe gauche, envoie un magistral coup de pied dans le derrière d'un fantassin allemand qu'il expédie dans l'espace au delà du terrain reconquis. Comme légende :... *Et la brume se dissipa*.

(1) Copyright by Henry Bordeaux, 1917.

La bataille d'arrêt a duré du 21 février au début de septembre 1916 : c'est *la borne*. Elle a préparé la victoire qui a été remportée dans les actions des 24 octobre et 15 décembre 1916.

Lors de l'anniversaire du 21 février, le *Journal de Genève* a ainsi dégagé le sens de Verdun : « La bataille de Verdun marquera dans l'histoire le déclin de la puissance allemande... Lorsqu'on a vu, après des mois d'une lutte écrasante, les soldats allemands reculer sur le terrain qu'ils avaient conquis en patageant dans le sang de leurs camarades, le monde a compris d'un coup le symbole de la guerre. »

*
* * *

Verdun a pris d'emblée dans l'histoire la mystérieuse puissance de la légende. Une matière épique est là rassemblée qui formera plus tard, dans notre littérature, le cycle de Verdun, comme il y eut, au temps des Croisades, le cycle de Charlemagne et celui de Guillaume d'Orange.

Je n'ai pas eu de peine à rapprocher *Les derniers jours du fort de Vaux* (1), de la *Chanson de Roland*. A travers les siècles, c'est, selon la juste vision de Barrès, *le visage éternel de la France*.

Au cours de la bataille de Verdun, sur les trente forts qui montent la garde autour de la vieille forteresse, deux furent faits prisonniers : Douaumont, le 25 février 1916, et Vaux le 7 juin. Les captifs ont été délivrés, Douaumont le 24 octobre 1916, et Vaux le 3 novembre suivant. C'est, ici, l'histoire de leur délivrance.

*
* * *

Leur délivrance a été précédée de formidables assauts allemands contre la colline et le fort de Souville, principal rempart de Verdun. Ces assauts furent livrés les 23 juin, 11 juillet, 1^{er} août et 3 septembre, et furent coupés de nos contre-attaques sur Thiaumont, Fleury et Vaux-Chapitre, destinées à maintenir notre ligne. L'ensemble peut prendre ce nom : *la bataille devant Souville*.

L'histoire en sera écrite un jour : Fleury, Thiaumont sont des noms qui égaleront ceux de Douaumont et de Vaux. A

(1) Voyez la *Revue* des 1^{er} et 15 octobre 1916.

partir de juillet, l'adversaire, ne disposant plus des moyens suffisans pour alimenter le combat sur les deux rives à cause de notre offensive sur la Somme, restreint son effort à la rive droite, entre la côte du Poivre dont il occupe la majeure partie et le fond de la Horgne à l'Est du fort de Vaux. C'est par là qu'il entend forcer le passage : il accumule sur ce point le matériel et les effectifs.

Sur ce champ de bataille circonscrit, la principale ossature du terrain est constituée par deux longues arêtes, l'une orientée du Nord-Est au Nord-Ouest : Douaumont-Froideterre, l'autre orientée du Nord-Ouest au Sud-Est : bois Nawé-Fleury. Ces deux mouvemens de terrain se soudent à hauteur de Thiaumont, composant ainsi une sorte de croix inégale. La branche Sud-Ouest de la croix sur laquelle est accroché, légèrement à contre-pente, le village de Fleury, couvre deux ravins, le ravin des Vignes et le ravin de la Poudrière. Les pentes Nord-Est de Fleury, plus régulières, ne sont entaillées que par le ravin de Chambitoux qui sépare le terrain boisé de Vaux-Chapitre de la cote 320. Ce ravin de Chambitoux est coupé perpendiculairement par le ravin du Bazil et prolongé vers le Nord par les Fausses-Côtes. Tous ces vallonnemens défilés servent de cheminemens à l'infanterie ennemie qui, de Douaumont, sa place d'armes, cherchera à progresser vers Fleury-Souville par l'itinéraire Fausses-Côtes-Chambitoux et, plus tard, par les couverts de Vaux-Chapitre.

La branche Nord-Ouest de la croix, celle du bois Nawé, se replie face au Nord et vient mourir au Nord-Est de Bras, au-dessus de la Meuse. Trois ravins parallèles à cette croupe, le Helly, la Couleuvre et la Dame, descendent de Douaumont vers le ravin de Bras. Ce sont aussi des cheminemens pour l'infanterie allemande qui, de la ferme Saint-André, cherchera à atteindre Thiaumont par l'itinéraire les Fosses, les Chambrettes, les pentes Est et Ouest de la cote 378. Notre artillerie vigilante aura vite fait de la rejeter dans le ravin du Helly qui la conduira à l'inévitable halte de Douaumont. Mais après, ce sera la descente hardie et périlleuse sur les pentes à découvert de Douaumont à la ferme de Thiaumont. Nos observateurs en avions saisiront leurs colonnes, et les leçons données à leur audace seront si sanglantes que l'ennemi préférera changer de parcours en fallongeant et amener ses renforts vers Thiau-

mont par le ravin du Bazil et par les pentes de Fleury dont il occupe le village.

La branche Nord-Ouest de la croix monte vers Douaumont en pente douce. La branche Sud-Est, c'est, Froideterre qui domine la vallée de la Meuse et les ravins Sud de Fleury et qui, malgré des bombardemens incessans et formidables, demeure le pivot de notre défense, l'espoir d'une progression possible si l'on veut reprendre Fleury et, un jour, Douaumont. Il faut donc à tout prix consolider Froideterre en reprenant l'ouvrage de Thiaumont perdu le 23 juin.

Tout cet ensemble s'appuie à deux bastions. Au Nord, c'est la côte du Poivre, en partie seulement en notre possession au mois d'octobre 1916, mais précieuse par les vues de ses observatoires sur toute la région à l'Ouest de Douaumont. Au Sud, c'est le mamelon de Souville, dominé par le fort, but des attaques allemandes qui voient en lui le véritable rempart de Verdun.

En arrière de cette ligne de défense, il n'y a plus qu'une dernière crête : Belleville-Saint-Michel, appuyée d'un côté à la Meuse et de l'autre au bois des Hospices.

Sur le plan des lieux on peut mesurer l'importance et l'acharnement des combats qui se sont livrés au cours des mois de juin, juillet, août et au début de septembre devant Souville. Pour les Allemands, Souville représentait la dernière étape avant l'assaut direct de Verdun qui ne serait plus alors protégée que par la dernière ceinture de ses collines. Pour nous, la reprise de Thiaumont et de Fleury pouvait seule nous fournir la base de départ indispensable à une action de grande envergure destinée à nous rendre d'un seul coup Douaumont et Vaux et à libérer complètement la ville de la menace allemande. Fleury est repris les 17-18 août et nous avons pu nous établir au delà de la route de Fleury à Bras, c'est-à-dire presque en bordure de l'ouvrage de Thiaumont.

*
* *

Seules les archives du commandement permettront de mettre en place, dans l'histoire de la grande guerre, chaque épisode. Aucun épisode, en effet, ne peut être détaché de l'ensemble sans risquer de perdre sa véritable signification. De la mer du Nord à la Mésopotamie, c'est une bataille unique qui

se livre, fragmentée en mille actions diverses. Mais ne faut-il pas se hâter de recueillir, quand on le peut, les témoignages de la tradition, soit écrite, soit orale, sur chacune de ces mille actions? Sans doute cette tradition est-elle susceptible d'être complétée et remaniée. Sans doute n'est-ce là qu'une chronique qui n'engage que le chroniqueur. Du moins l'ai-je recueillie avec dévotion partout où j'ai eu l'occasion de la surprendre dans toute sa fraîcheur première, avant qu'elle ait pu s'altérer.

Après *les Derniers jours du fort de Vaux*, n'était-il pas indispensable d'écrire le récit de la victoire qui acheva la longue et dure bataille de Verdun?...

DANS LA CRYPTÉ DE VERDUN

(13 septembre 1916)

Verdun est une vieille ville qui, depuis l'époque romaine où elle s'appelait *Virodunum*, fut l'un des remparts du monde occidental contre les invasions germaniques. Lors du démembrement de l'empire carolingien, elle a donné son nom au fameux traité de 843 qui détachait du royaume de France les Trois-Évêchés pour les adjuger à l'empereur Lothaire. Il faudra des siècles de sagesse politique et d'esprit de suite pour réparer cette faute qui ouvrait les portes aux Barbares. Une Allemagne qui se revendique de l'ancien Empire veut trouver dans cette erreur du passé l'origine historique de ses convoitises, oubliant que, dès le x^e siècle, la possession impériale était supprimée et que Verdun devenait l'apanage des princes-évêques, tandis que le comté de Bar rentrait, un peu plus tard, à son tour, sous la suzeraineté du roi de France. Assiégée par les armées de Charles-Quint (1544), Verdun fut reprise par Henri II (1559) et, de fait, définitivement annexée au royaume, en sorte que le traité de Westphalie ne fit que confirmer un état de choses établi depuis près de cent ans. Cet état de choses, la nécessité pour la France de se garder l'avait créé. En 1792, Verdun, trahie, ne fut occupée que quarante-trois jours, et les traîtres qui l'avaient livrée furent punis de mort. En 1870, cernée et bombardée dès le 13 octobre, malgré une sortie heureuse qui occasionna des pertes sérieuses aux assiégés, trompée par la communication

de dépêches qui annonçaient la reddition de Metz, la capitulation prochaine de Paris et la fin de la guerre, la ville se rendit le 8 novembre, mais la garnison obtint les honneurs militaires et sortit musique en tête et enseignes déployées. Libres, les officiers préférèrent demeurer prisonniers avec leurs hommes.

Verdun a vu les armées de Charles-Quint, du duc de Brunswick et du prince de Saxe ; elle n'a pas vu, elle ne verra pas l'armée du Kronprinz. La bataille qu'elle soutient depuis bientôt huit mois, la plus longue bataille de tous les temps, comme elle a fait apparaître sous les démolitions l'ancienne ceinture de fortifications qui datait du temps des princes-évêques, met en relief l'intelligence prévoyante des fondateurs de la force française qui marquèrent sur ses collines la limite des invasions descendues des Ardennes par le couloir de la Meuse.

Après ses échecs de la Marne et de l'Yser, l'Allemagne se recueillait sur son front occidental. Étonnée d'avoir manqué le coup de surprise que semblaient lui garantir sa préparation directe à la guerre et son avance industrielle, sachant bien que son principal adversaire était là, elle renouvela patiemment son outillage et décupla sa production. L'année 1915 confirma la confiance qu'elle gardait dans sa force : n'avait-elle pas contraint les Russes à reculer en Galicie, pris la Pologne et la Courlande, mené de concert avec l'Autriche et la Bulgarie l'écrasement de la Serbie ? Alors, elle revint au plan primitif qui, seul, pouvait amener la solution de la guerre, et le 21 février, avec la plus formidable accumulation de moyens matériels qui ait jamais été réunie sur un même point et qui représentait le travail préparatoire de plus d'une année, elle attaqua le saillant que notre secteur de Verdun creusait dans ses lignes. La chute de Verdun lui devait-elle rouvrir la route de Paris, comme l'indiquait cette carte trouvée sur un prisonnier le 23 juin et qui raccourcissait à dessein les distances de la forteresse à la capitale, ou l'Allemagne pensait-elle se rabattre sur la Lorraine ? Elle croyait le succès certain. Elle put le croire pendant cinq jours. Aujourd'hui, 13 septembre, plus de deux cents jours se sont écoulés depuis son attaque, près de cinq cent mille de ses soldats ont été mis hors de combat, et au cœur même de la ville qu'elle convoitait, voici que le président de la République française et les représentans des Puissances alliées vont célébrer tranquille-

ment, presque ironiquement, — car il y a de l'ironie à constater l'impuissance du plus gigantesque effort, — dans une cérémonie symbolique, la gloire de Verdun qui a parachevé l'œuvre de la Marne et de l'Yser et sauvé du joug de la Force qui se met au-dessus des lois et des traités la France, le monde, le droit...

*
* *

Verdun, comme une église, a sa crypte où le jour n'entre pas, où ne pénètrent que les fidèles autorisés. Sa crypte, c'est la citadelle. Construite sous les fondations de l'ancienne abbaye de Saint-Vanne qui couronnait la ville, proche l'emplacement de la cathédrale actuelle, elle délie tous les bombardemens et sa vie souterraine n'a jamais été troublée. Elle abrite de nombreux services qui n'ont pas été interrompus. De vastes boulangeries y sont installées : le visiteur aperçoit dans l'une ou l'autre de ses travées des hommes demi-nus dont le torse est rougi par le reflet des brasiers et qui pétrissent la pâte et l'enfourment. Des magasins, des ambulances, des installations chirurgicales, une usine électrique y fonctionnent. Une fois entré, on se croirait dans une ruche paisible et laborieuse, tant l'activité y est grande et tant la menace de la guerre en est absente. Car la ville est saccagée, mais la citadelle est intacte. Les maisons croulent, mais les remparts demeurent. Tout ce qui appartenait à la cité commerçante, trafiquante, étrangère à la défense, est à peu près détruit. Tout ce qui relève de la cité militaire a résisté. Ainsi se mesure l'impuissante rage de l'ennemi qui a précipité inutilement des milliers de tonnes de fer sur Verdun sans atteindre réellement aucune de ses fortifications.

Sans l'éclairage électrique, la citadelle aurait l'aspect de l'un de ces vieux burgs formidables bâtis dans le roc, aux interminables couloirs, aux casemates voûtées, aux oubliettes savamment pratiquées dans l'épaisseur des murs. Il faudrait des torches pour compléter ce décor des *Burgraves*. L'escalier en colimaçon qui dessert les étages se perd dans l'ombre. Des hommes casqués assurent la garde. Des manœuvres roulent des fardeaux. Le réfectoire occupe toute une travée et aboutit aux cuisines dont la fumée a noirci les pierres des voûtes romanes. Ce réfectoire a reçu bien des hôtes illustres. La généreuse et cordiale hospitalité du général Dubois, commandant

d'armes, a, depuis le commencement de la bataille, fait les honneurs de la pittoresque salle à manger, qui réunit la majesté d'une nef à l'éclat et au parfum d'une rôtisserie, à des princes, à des généraux, à des ambassadeurs, à des écrivains, à des représentans de la presse française, alliée ou neutre. Des discours historiques ont été prononcés ici. Évoquer la vie de la citadelle ne sera pas un des chapitres les moins curieux de la chronique de Verdun. N'y ai-je pas entendu M. Athos Romanos, ministre de Grèce à Paris, venu, il est vrai, en son nom personnel et non pas officiellement, qui, en présence de Maurice Barrès et de l'état-major de la place d'armes, apporta dans le plus noble langage et avec une émotion chaleureuse le salut de son pays à la ville assiégée? C'était le 4 avril. Après ses attaques frontales sur la rive droite du 21 février aux premiers jours de mars et sur les deux rives du 6 au 12 mars, l'ennemi avait multiplié durant tout le mois précédent les attaques locales sur le fort et la région de l'étang de Vaux, sur le bois de la Gaillette, sur les bois de Malancourt et d'Avocourt. Il s'acharnait alors sur nos positions d'Haucourt et de Béthincourt qui servaient de défense à la cote 304. Déjà Verdun fixait l'attention du monde qu'elle devait si longtemps retenir. L'entrée dans la citadelle, par une porte repérée et souvent battue, n'avait pas été sans vacarme. Le général Dubois, souriant, avait offert à ses hôtes le tour du propriétaire à travers les ruines qui, çà et là, fumaient encore. Ceux-ci, pour venir de Bar-le-Duc, avaient suivi la fameuse *voie sacrée* qui alimentait de ses camions automobiles toute la bataille. Mais, quand ils pénétrèrent dans le réfectoire voûté, quel ne fut pas l'étonnement des visiteurs en voyant la table jonchée d'œillets blancs et rouges? Les jardins de Verdun continuaient de fleurir. Et le toast de bienvenue qui les accueillit, rappelant les souvenirs classiques que les Grecs d'autrefois nous avaient transmis, comparait aux gardiens des Thermopyles les défenseurs de Douaumont et de Vaux. *Les Grecs d'autrefois* : à peine le sourire du général avait-il souligné l'ironie...

*
* * *

Le dernier « civil » venu à Verdun, avant ce mémorable 13 septembre, fut M. Lloyd George, le ministre de la Guerre britannique. Voici cinq jours qu'il y fut reçu. Un des officiers

qui ont assisté à la visite me raconte, pendant que nous attendons devant la forteresse, l'impression qu'il en a gardée. La plupart des assistans ne savaient pas l'anglais et M. Lloyd George ne parle pas le français. L'interprète de l'état-major traduit en hâte ses paroles en s'efforçant d'en maintenir l'accent. Cet interprète est un érudit qui se passionne pour les finesses du langage. Il comprit, dès qu'il eut regardé et entendu le ministre, que la difficulté serait de communiquer à une traduction ce frémissement de l'âme qui fait palpiter sa phrase. M. Lloyd George est célèbre pour avoir multiplié dans son pays les fabriques d'armes et de munitions et allumé au service de la guerre toutes les usines de la Grande-Bretagne. On s'attend à découvrir en lui ces qualités de commandement, d'aisance, d'activité physique que révèle l'extérieur d'un grand entrepreneur ou d'un grand industriel. Et l'on se trouve en présence d'un petit homme sans recherche et de peu d'apparence. Mais les yeux brillent d'une flamme où l'on croit voir le reflet de tous les hauts fourneaux d'Angleterre. Dès qu'il parle, une sorte d'exaltation quasi religieuse s'empare de ceux qui l'écoutent. Il est de ce pays de Galles, de même race celtique que notre Bretagne, et comme elle chargé de légendes. Il habite le monde des idées. Et les idées, au cours de cette guerre, ont continué de mettre leur empreinte sur la matière.

Après le toast du général Dubois, toujours ingénieux et disert, qui avait remercié le représentant du gouvernement anglais du témoignage qu'il venait rendre aux défenseurs de Verdun, on vit se lever presque avec impatience ce petit homme grave et ardent ensemble. On eut aussitôt la sensation qu'il se passerait quelque chose d'important, de solennel. Ce qu'a dit M. Lloyd George dans cette casemate de la forteresse intacte après deux cents jours de siège, l'univers entier l'a appris. Il faut pourtant que sa péroraison soit ici répétée :

« Le nom de Verdun suffira à évoquer dans l'histoire de tous les siècles un souvenir impérissable. Aucun des grands faits d'armes dont l'histoire de France est remplie ne témoigne mieux des plus hautes qualités de l'armée et du peuple français, et cette bravoure, ce dévouement à la patrie, auxquels le monde a toujours rendu hommage, se sont renforcés d'un sang-froid, d'une tenacité qui n'ont rien à envier au flegme britannique.

« Le souvenir de la victorieuse résistance de Verdun sera immortel, parce que Verdun a sauvé non seulement la France, mais notre grande cause commune et l'humanité tout entière. Sur les hauteurs qui entourent cette vieille citadelle, la puissance malfaisante de l'ennemi est venue se briser, comme une mer furieuse sur un roc de granit. Elles ont dompté la tempête qui menaçait le monde.

« Pour moi, je me sens remué profondément en touchant ce sol sacré. Je ne parle pas en mon nom personnel : je vous apporte l'admiration émue de mon pays et de ce grand Empire dont je suis ici le représentant. Ils s'inclinent avec moi devant le sacrifice et devant la gloire.

« Une fois de plus, pour la défense des grandes causes auxquelles son avenir même est attaché, l'humanité se tourne vers la France... »

— Il parla sur un ton extatique, me rapporte le témoin qui rassemble pour moi ses souvenirs tout frais, comme un prêtre récite les prières de l'office. Nous n'avions pas besoin de comprendre ce qu'il disait pour deviner qu'il s'agissait de sacrifice et de gloire. Et, quand il eut terminé son discours, il leva son verre et par trois fois il prononça en le renforçant, comme une invocation de plus en plus ardente, comme une incantation, ce mot unique : France! France! France! Nous nous sommes tous trouvés debout. Je m'étais levé sans y prendre garde et tous mes camarades avaient dû se lever ainsi : une émotion indicible nous étreignait, un frisson d'amour nous secouait. Nos peines n'existaient plus : il n'y avait plus que la cause à laquelle nous appartenions corps et âme, et que ce mot prononcé avec un accent guttural revêtait, non d'une majesté plus auguste, mais d'un mystérieux bandeau d'admiration étrangère...

*
* * *

La vieille citadelle est parée. La voûte du couloir d'accès disparaît sous les drapeaux. Celle de la casemate réservée à la cérémonie, j'allais dire au culte, est tapissée de lierre. Les ampoules électriques se suspendent comme des fruits à cette verdure. Les parois sont pavoisées aux couleurs des nations alliées et décorées de panoplies. Une estrade, au fond, est dressée avec une assemblée de fauteuils rouges.

L'entrée de l'écoute qui attend les officiers et leur suite est pareillement ornée. Deux canons de bronze, d'un modèle inusité, qui ont servi en 1870, le *Bereau* et la *Marie*, montent la garde devant une reproduction en terre cuite de la citadelle du temps de Vauban. Au dehors, une compagnie du 49^e bataillon de chasseurs à pied, en armes, clairons et fanfare en tête, est prête à rendre les honneurs. Le général Dubois et son état-major sont groupés face à la porte de la ville que doit franchir le cortège.

Le jour est triste, le ciel bas, les campagnes meusiennes, là-bas, le long du fleuve gris, se perdent dans la brume. Les hautes murailles des remparts semblent atteindre ce ciel rapproché. On entend, comme un orage éloigné, les roulemens du canon. La bataille n'est pas finie. Que vient-on célébrer dans Verdun pareille à la Jérusalem désolée des Lamentations?

La cérémonie qui va s'accomplir est sans exemple dans l'histoire. La gloire de Verdun sera unique. La cité vaincue va recevoir l'hommage de la France et de toutes les nations alliées. Le Président de la République française lui apporte la croix de la Légion d'honneur; les représentans des nations alliées, au nom de leurs souverains, lui apportent les insignes de leurs ordres les plus estimés. Verdun va grouper l'alliance et prendre toute sa signification.

« Depuis le 21 février, est-il écrit dans le rapport en date du 29 août, par lequel le ministre de la Guerre présentait au chef de l'État le décret décidant l'attribution de la Légion d'honneur à la place forte, la ville de Verdun, dans sa farouche résolution de maintenir son territoire inviolé, oppose à l'armée de l'invasisseur une résistance qui fait l'admiration du monde... Il est du devoir du gouvernement de la République de proclamer que la ville de Verdun a bien mérité de la patrie. » — A bien mérité de l'Entente, ont voulu ajouter les Alliés.

A la vérité, le nom de Verdun est un symbole, mais à la manière de tous les noms de batailles. La ville représente la barrière dressée devant l'invasion. Elle a, dans cette guerre aux fronts indéfinis, l'importance d'un fleuve, la Marne, l'Yser ou la Somme. N'a-t-elle pas, avec ses collines incurvées, la forme d'un bouclier?

Un à un, sans protocole apparent, les automobiles franchissent la porte de la ville et s'arrêtent un peu avant l'écoute,

devant la double haie de chasseurs à pied. A voix basse, sous les armes, un soldat décoré de la médaille militaire, qui doit connaître son monde, énumère, pour son voisin tout jeune qui doit être une nouvelle recrue, les noms des arrivans :

— Mangin, Nivelle, Pétain, Joffre. Des civils. Un Anglais, un Russe, des étrangers. Le ministre de la Guerre. Le Président.

Un à un, tandis que les clairons sonnent aux champs, le chef de l'État, les ministres, les généraux, les chefs des missions alliées, l'adjoint de la ville de Verdun remplaçant le maire que la maladie rend indisponible, les sénateurs et députés de la Meuse, le préfet du département, le sous-préfet de la ville défilent entre les chasseurs et disparaissent sous la voûte. Ils suivent le long couloir qui les conduit à la casemate aménagée où se déroulera la cérémonie.

Sur l'estrade a pris place le Président de la République. Il est entouré du ministre de l'Intérieur, du ministre de la Guerre et des cinq généraux : le généralissime, le général Pétain commandant le groupe des armées du centre, le général Nivelle commandant la II^e armée, le général Mangin qui commande le secteur, le général Dubois commandant d'armes. L'adjoint au maire, qui représente Verdun, fait face au chef de l'État ; le coussin où seront épinglées les décorations de la ville lui sera remis tout à l'heure. D'un côté de la salle voûtée sont rangés les représentans des groupemens alliés, le général Gilinsky pour la Russie, le général sir A. Paget pour la Grande-Bretagne, le général di Breganze pour l'Italie, le major Monschaert pour la Belgique, le général Stefanovitch pour la Serbie, le général Gvosvitch pour le Monténégro.

Le silence s'est fait, immédiat. Le Président de la République française prend la parole. Il dit le projet d'hommage à Verdun, venu spontanément à l'Empereur de Russie en même temps qu'il était formé par le Gouvernement de la République, et l'adhésion de toutes les Puissances de l'Entente. Il dit le rendez-vous donné dans « cette citadelle inviolée » pour offrir un pieux tribut de reconnaissance à ceux qui ont sauvé le monde et à la cité qui a payé de ses blessures « la victoire de la liberté. »

« Messieurs, voici les murs où se sont brisées les suprêmes espérances de l'Allemagne impériale... »

Il dit le double objectif poursuivi par l'Allemagne : devancer

et empêcher l'offensive que les Alliés préparaient, s'emparer d'une place dont le nom historique rehausserait, dans l'imagination allemande, l'importance militaire.

« Les débris de ces rêves germaniques gisent maintenant à nos pieds. »

Il dit le plan d'action des Alliés élaboré à Chantilly, au Grand Quartier Général, les 6, 7 et 8 décembre 1915, sous la présidence du général Joffre et sur la proposition de l'état-major français, et destiné à coordonner les opérations de la coalition sur l'ensemble indivisible du front de combat. C'est ce plan dont l'Allemagne a voulu, par son attaque du 21 février sur Verdun, rompre l'exécution.

« Les admirables troupes qui, sous le commandement du général Pétain et du général Nivelle, ont soutenu, pendant de si longs mois, le formidable choc de l'armée allemande, ont déjoué, par leur vaillance et leur esprit de sacrifice, les desseins de l'ennemi. »

Elles ont permis la réalisation du plan des états-majors. Une à une, les offensives prévues ont été engagées : celles de la Russie les 4 juin et 2 juillet, celle de l'Italie sur Gorizia le 25 juin, celle de la France et de l'Angleterre sur la Somme le 4^{er} juillet.

« Honneur aux soldats de Verdun ! Ils ont semé et arrosé de leur sang la moisson qui lève aujourd'hui. »

Par eux ces deux syllabes de Verdun ont pris un sens tout autre que celui que l'Allemagne prétendait leur attacher.

« Ce nom de Verdun, auquel l'Allemagne, dans l'intensité de son rêve, avait donné une signification symbolique et qui devait, croyait-elle, évoquer bientôt, devant l'imagination des hommes, une défaite éclatante de notre armée, le découragement irrémédiable de notre pays et l'acceptation passive de la paix allemande, ce nom représente désormais chez les neutres, comme chez nos alliés, ce qu'il y a de plus beau, de plus pur et de meilleur dans l'âme française. Il est devenu comme un synonyme synthétique de patriotisme, de bravoure et de générosité. »

Ainsi est dégagé le sens de la bataille de Verdun. Certes, il tire sa grandeur de bien des ruines et des sacrifices. Les pierres comme les poitrines humaines ont souffert et, plus que ces stoïques poitrines de chair, elles ont gémi.

« Mais Verdun renaîtra de ses cendres : les villages détruits et désertés se relèveront de leurs ruines ; les habitans, trop longtemps exilés, reviendront à leurs foyers restaurés ; ce pays ravagé retrouvera, à l'abri d'une paix victorieuse, sa physionomie riante des jours heureux. Et pendant des siècles, sur tous les points du globe, le nom de Verdun continuera de retentir comme une clameur de victoire et comme un cri de joie poussé par l'humanité délivrée... »

Cette action de grâces à Verdun, rendue par le chef de la France, revêt une grandeur incomparable. Cependant la force des paroles sera dépassée. Comme, dans la consécration sainte, l'idée divine prend une forme tangible, l'offrande à la ville apparaîtra dans une réalité vivante. Tout à coup, dans cette casemate étroite, à demi étouffée sous sa voûte de lierre, perdue au fond de l'immense citadelle, où ne parvient aucun bruit du dehors, les nations, tour à tour, vont répondre à l'appel de leur nom. Les assistans ressentiront véritablement l'impression de leur présence réelle. Ce sera au cœur de Verdun l'assemblée des Alliés groupés autour de la France.

Le Président de la République, descendant un degré, a repris lentement :

« Messieurs, à la ville de Verdun qui a souffert pour la France, à la ville de Verdun qui s'est sacrifiée pour la sainte cause du droit éternel, à la ville de Verdun dont les héroïques défenseurs auront laissé au monde un exemple impérissable de grandeur humaine, je remets :

« Au nom de S. M. l'Empereur de Russie, la croix de Saint-Georges ;

« Au nom de S. M. le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, la Military Cross ;

« Au nom de S. M. le Roi d'Italie, la médaille d'or de la Valeur militaire ;

« Au nom de S. M. le Roi des Belges, la croix de Léopold I^{er} ;

« Au nom de S. M. le Roi de Serbie et de S. A. le Régent, la médaille d'or de la Bravoure militaire ;

« Au nom de S. M. le Roi de Monténégro, la médaille d'or Ohilitch ;

« Au nom du gouvernement de la République, la croix de la Légion d'honneur et la croix de guerre française. »

Nul mot ne peut rendre l'impression de cette litanie d'honneur. Les Puissances sont là, non pas seulement représentées, mais présentes. Et pourtant ce qui donne tant de majesté et de pathétique à la scène, c'est une autre présence, invisible celle-là, qui s'impose à la pensée de tous les assistans. On la cherche des yeux, et, sans la voir, aucun doute n'est possible : elle est là. La ville s'est faite esprit : elle est au milieu de nous. La ville, non pas seulement ses remparts et ses maisons, la cité militaire et la cité civile, non pas seulement son corps troué de cent mille blessures, mais son âme, c'est-à-dire les milliers d'hommes accourus de tous les points de France, tous ceux qui, pour elle et devant elle, ont tenu dans les ravins, sur les collines, dans les villages, dans les forêts, partout où elle était menacée, ceux qui ont tout supporté pour elle, les rigueurs des saisons et les supplices du fer et du feu, les cruautés de la nature et celles, bien pires, de l'ennemi, et tous les morts enfin, qui resteront à jamais couchés dans cette terre de Meuse dont leur chair aura fait une terre sacrée...

Le cérémonial s'accomplit. Une à une, les décorations sont épinglées sur le coussin qui est présenté par le magistrat municipal de Verdun. Voici la croix d'émail blanc de Saint-Georges, portée par un ruban rayé noir et orange, et la Military Cross d'argent, au ruban blanc et violet. La médaille d'or de la Valeur militaire, aux armes de la maison de Savoie, avec l'inscription : *Alla città di Verdun 1916*, est suspendue à un ruban vert ; à un ruban rouge la médaille d'or de la Bravoure militaire de Serbie. Voici la croix de Léopold I^{er}, au ruban amarante, et la médaille d'or Ohilitch du Monténégro, aux couleurs nationales : rouge, bleu et blanc. Voici enfin notre croix de guerre et notre Légion d'honneur. Les chefs des missions étrangères se sont rapprochés et passent les insignes au Président de la République française qui les fixe lui-même. A chaque remise de décoration, la fanfare des chasseurs joue les premières mesures de l'hymne national du pays qui l'a conférée. Puis le tumulte de *la Marseillaise* emplit la voûte.

L'hommage à Verdun ne serait pas intégralement rendu si le grand-maître de la Légion d'honneur ne remettait encore la plaque de grand-officier au général Nivelle, commandant de la II^e armée, comme il l'a remise le 1^{er} mai au général Pétain. Il donne lui-même lecture de la citation : « Commande, depuis

quatre mois, une armée qui a résisté victorieusement aux attaques sans cesse renouvelées de l'ennemi et a supporté héroïquement les plus dures épreuves. A affirmé dans ce commandement, avec les plus brillantes qualités de chef, une énergie et une force de caractère qui ont puissamment influé sur le développement des opérations engagées sur tout le front. Après avoir enrayé l'avance de l'ennemi sur un objectif devenu l'enjeu moral de la guerre, a repris l'offensive pied à pied et, par des attaques répétées, est parvenu à dominer l'adversaire sur le terrain même que ce dernier avait choisi pour un effort décisif. » La bataille portée par lui sur Douaumont, les 22, 23 et 24 mai, pour détourner l'orage de la rive gauche menacée; les batailles livrées par l'ennemi pour s'emparer de Souville, les 23 juin, 11 juillet, 1^{er} août, 3 septembre; Souville protégé et les innombrables opérations entreprises par nous pour rétablir notre ligne sur la crête Thiaumont-Fleury, au bois de Vaux-Chapitre et à la Laufée, pendant les mois de juillet et d'août, et pour assurer ainsi une base de départ aux opérations de plus grande envergure dès longtemps projetées; tout cet effort surhumain pour endiguer le courant et pour le remonter, c'est la tâche accomplie devant Verdun.

A la sortie de l'écoute, comme le cortège officiel va se disloquer, le général Pétain s'avance, le visage rayonnant, vers son successeur au commandement de la II^e armée, et, lui tendant les bras, il lui donne l'accolade. Cette étreinte des deux chefs qui, successivement, ont tenu dans leurs mains le sort de Verdun et qui ont vu ce matin leur œuvre consacrée dans l'histoire, achève de donner à la cérémonie son plein sens et en complète l'émotion.

Les automobiles se sont éloignés. Ils ont franchi à nouveau la Porte Neuve. Aucun bombardement ne les a menacés. La brume qui recouvre l'horizon a empêché l'observation des avions ennemis. C'est une chance, car il est tombé dans la nuit plus de cinquante obus sur le quartier Chauffour choisi pour l'itinéraire. Verdun, pour sa fête, a été favorisée.

*
* *

Avant de rentrer dans la citadelle, je veux revoir Verdun en ruines. Verdun appelle comme un blessé. Mon fidèle compagnon Louis Madelin et moi, nous gagnons la superstructure,

et nous voici dans la ville haute. La vieille tour Saint-Vannes, vestige de l'ancienne abbaye, est ébréchée et béante. Un chéneau tordu et menaçant qui se détache d'elle presque à angle droit décrit dans l'air un dessin caricatural. Ce que nous avons à nos pieds, c'est bien la désolation de la Jérusalem du prophète. Nous descendons vers la cathédrale qui dresse, comme deux bras supplians, ses deux tours presque intactes ; l'intérieur sert de garde-meuble provisoire : il est encombré de tout un bric-à-brac de pauvres mobiliers sauvés en hâte de maisons en flammes. Nous traversons la minuscule place d'armes, celle-là même où le Kronprinz, qui n'en devait jamais connaître les dimensions, annonçait au début de février que l'Empereur passerait à la fin du mois une revue de fête. Elle est ceinturée de démolitions qui furent des habitations et abritèrent des familles. Partout des façades branlantes, des murs croulans, des tas de décombres où se peuvent reconnaître les restes de ce qui sert aux hommes dans la vie quotidienne, débris d'ustensiles de ménage, de tables, de chaises, de vitres, de vaisselle et même de jouets d'enfans. Ça et là, un toit paraît intact : on pousse une porte, et l'on trouve le vide.

A peine si, de loin en loin, le canon fait entendre sa voix. La journée est comme ouatée de brouillard. Nous avançons dans une solitude muette : et ce fut une ville ! Pas un être vivant, pas même un chien errant. Le silence est le maître de ce désert.

Voici, au coin d'un pont, une sentinelle casquée immobile qui semble garder ce cimetière de maisons. Nous arrivons à la Porte Chaussée dont les mâchicoulis et les deux tours crénelées n'ont reçu que des éclats, comme un beau visage éclaboussé. Nous suivons le fleuve jusqu'au Cercle militaire. C'est de là que la ville offre un spectacle d'ensemble.

Le ciel est si bas que l'on distingue à peine, en se retournant, la ceinture des collines. De la ville haute au fleuve qui roule ses eaux grises, c'est comme une cascade de ruines. Au-dessus des épaves, comme un vaisseau sur la mer, la cathédrale dresse ses deux tours désolées.

Pour exprimer la douleur de Verdun, il faut remonter le cours des siècles et chercher les images des Lamentations : « Comment est-elle assise solitaire, la cité populeuse ! Elle est devenue comme une veuve... Elle pleure amèrement durant la

nuît, et les larmes couvrent ses joues... Les chemins de Sion sont dans le deuil, parce que nul ne vient plus à ses fêtes... » Étrange évocation du prophète : au bord du fleuve, voici que Verdun apparaît comme une veuve, et les larmes couvrent ses joues. Elle appelle la vengeance sur ceux qui lui ont versé l'affliction et qui ont précipité sur elle un torrent de maux.

Nous rentrons dans la citadelle. Là, l'impression est tout autre. Dans cette crypte de Verdun brille la flamme du sanctuaire. Nul vent ne l'éteindra. Elle est le signe de la foi et de l'espérance, — foi dans les destinées de la patrie, espérance dans ses puissances spirituelles et matérielles. Verdun est déjà une défaite allemande. Verdun doit être et sera une victoire française. C'est ici que le cœur de la France a brûlé le plus ardemment...

LA VICTOIRE DE DOUAUMONT-VAUX

I. — LES TROMPETTES DE CHARLEMAGNE

(21 octobre 1916)

Comme les appels désespérés du fort de Vaux, dans cette semaine tragique de juin où il fut entouré, évoquent à travers les siècles d'histoire française les appels de Roland sonnant de l'olifant, la grande vague d'infanterie qui va déferler dans les ravins et sur les collines de la rive droite de la Meuse et délivrer les deux captifs, Vaux et Douaumont, évoque le retour de Charlemagne sur le champ de bataille de Roncevaux et la vengeance de l'Empereur.

Roland est mort : Dieu en a l'âme aux cieux... L'Empereur, cependant, arrive à Roncevaux. Pas une seule voie, pas même un seul sentier, pas un espace vide, pas une aune, pas un pied de terrain où il n'y ait corps de Français ou de païens...

L'Empereur fait sonner ses clairons. Puis il s'avance à cheval avec sa grande armée. Enfin ils trouvent la trace des païens, et, d'une ardeur commune, commencent la poursuite...

Mais le soir descend, la nuit va recouvrir la retraite de l'ennemi, le temps va manquer pour accomplir la sainte tâche des représailles. Alors l'Empereur met pied à terre et supplie le Seigneur Dieu d'arrêter le soleil dans sa course. L'ange qui lui est préposé vient le rassurer :

— Chevauche, Charles : la clarté ne te fera point défaut. Tu as perdu la fleur de la France. Dieu le sait. Mais tu peux maintenant te venger de la gent criminelle.

L'Empereur remonte à cheval. Le soleil s'immobilise dans le ciel. Et les Français ont le temps, avant que la nuit tombe, d'écraser l'armée ennemie. Le comte Roland, les douze pairs de France et leurs compagnons sont vengés.

« *Il a beaucoup appris, dit le vieux poète, celui qui connut la douleur.* » Mais il ajoute que le cri des Français est *Montjoie* et qu'aucune nation ne leur peut tenir tête.

L'olifant de Roland a fait trembler les Pyrénées, tandis que le fort de Vaux n'a adressé que des appels muets, par le vol de ses pigeons ou par ses signaux. Les trompettes de Charlemagne ont rempli de terreur l'armée sarrasine, avant que l'ombre de l'Empereur n'apparût dans le soir prolongé : l'armée allemande devant Verdun sera soudainement avertie, par le vacarme de plus de 600 bouches à feu entrant en action le 21 octobre, de la menace qui pèse sur elle et qui va la balayer pour la délivrance de Douaumont et de Vaux.

Après les grandes actions du 23 juin, du 11 juillet, du 1^{er} août, du 3 septembre devant Souville, après les durs combats de Thiaumont et de Fleury, il semble, au mois d'octobre, que la bataille de Verdun se meurt. Les communiqués ne lui mesurent plus qu'une place restreinte. Pour nous n'a-t-elle pas rempli son rôle en barrant la route à l'ennemi, en retenant et usant ses forces, en permettant aux Alliés de réaliser leur plan d'offensive générale? Et pour les Allemands, contraints de faire tête sur la Somme et de parer au désarroi de l'Autriche, n'acceptent-ils pas, avouant leur échec, de rester sur leurs positions?

Mais cette stagnation, succédant à l'effroyable duel de plus de six mois dont les différentes phases ont passionné l'univers au point de substituer une bataille d'opinion à la bataille stratégique, ne peut être qu'une apparence. Les positions mêmes occupées par l'ennemi ne lui permettent pas de renoncer à Verdun. Il n'est pas assez éloigné de Souville et de Froideterre pour n'en pas subir la hantise. L'orgueil et la tactique, le regard du monde et la manœuvre montrent les mêmes exigences. Le 21 juillet, le Kronprinz, haranguant un régiment, le 53^e de la 50^e division, l'a dit, après avoir rappelé les efforts

accomplis par ses troupes : « ... Tous les rudes combats sur le plateau de Vaux, la fidèle résistance dans le difficile secteur de combat, dans le difficile terrain sur la hauteur de Vaux, tout cela la Patrie en restera reconnaissante à la division avec qui votre brave régiment a conquis d'immortels lauriers. C'est pourquoi je suis venu ici vous remercier, remercier chacun de vous de tout cœur. Les Français se figurent maintenant que nous allons desserrer notre étreinte à Verdun parce qu'ils ont enfin commencé leur grande offensive sur la Somme. Au contraire, ils se verront déçus, et nous leur montrerons qu'il n'en sera pas ainsi... » La volonté allemande n'est donc pas, ne peut pas être d'abandonner l'offensive sur Verdun. Mais, forcé de combattre ailleurs, l'ennemi a dû resserrer son champ d'action sur la rive droite de la Meuse. Au mois d'octobre, son front entre le bois d'Avocourt et les Éparges est occupé par quinze divisions, dont huit sur le front d'attaque (entre la carrière d'Haudromont et la Laufée), disposées de l'Ouest à l'Est dans l'ordre suivant : 14^e Division de Réserve, 13^e D. R., 25^e D. R. ; 34^e Division, 34^e D. R., 9^e D., 33^e Division de Réserve, 50^e Division. Prépare-t-il de nouvelles opérations ? Dans tous les cas, la disposition et l'importance des forces qu'il maintient en ligne prouvent sa quasi-certitude de garder ses positions en attendant l'exécution d'autres projets.

De son côté, le commandement français ne peut accepter de laisser la ligne au point où l'ont portée les derniers combats des premiers jours de septembre. Il a réagi contre chacune des grandes attaques allemandes. Ces répliques qui nous ont restitué la crête Fleury-Thiaumont et celle de la Haie-Renard, ont rendu à nos troupes l'ascendant moral indispensable à une plus vaste entreprise. Elles ont rétabli en avant de Souville, but immédiat des offensives ennemies, une barrière, de la route de l'ouvrage de Thiaumont au bois de Vaux-Chapitre, mais une barrière qu'il faut consolider et, partant, porter plus avant. C'est alors (mi-septembre) que la bataille paraît se ralentir. Le duel d'artillerie, dans ce secteur éternellement tourmenté, se mène à l'économie. Et l'infanterie ne sort plus de ses trous. Les deux adversaires restent en présence, l'un rivé à ce Verdun devant lequel il s'use et ne pouvant, au point où il est parvenu après tant de mois et tant de pertes, renoncer à son but sans humiliation, l'autre préparant la vaste et foudroyante

opération qui va devenir la victoire de Douaumont-Vaux.

Le 21 octobre, le temps se lève, facilitant les observations par ballons et avions. Ainsi, le 21 février, s'était-il levé pour le grand départ allemand contre Verdun. La revanche est prête. Notre artillerie entre en action.

Sur tout l'immense champ de bataille ont retenti les nouvelles trompettes de Charlemagne. La terre tremble et les deux captifs, Douaumont et Vaux, attendent frissonnans...

II. — LA MAIRIE DE X...

X... est un gros village dont le bas est traversé par la route de Bar-le-Duc à Verdun et qui s'étage sur la pente de l'un de ces longs vallonnemens dont le pays de Meuse est parcouru. Son église le domine, et la petite flèche de son clocher s'aperçoit de très loin. Le paysage qui l'entoure fait alterner les boqueteaux et les prairies, les coteaux et les plaines. Les mouvemens de terrain, presque réguliers, semblent moutonner, comme les lentes vagues de l'Océan. La mairie, en retrait de la grande route, est un gros bâtiment carré, orné d'un fronton en arc de cercle et précédé d'un perron à double escalier massif. Devant ce monument banal, qui donc passera plus tard sans s'arrêter? Car il est tout chargé d'histoire. C'est là que furent élaborés les plans de la bataille de Verdun, c'est de là que sont partis les ordres. Là le général de Castelnau reçut le 25 février 1916, par un temps de neige, le général Pétain qui venait prendre le commandement de l'armée de Verdun. Là, le général Pétain chargé d'enrayer les efforts que prononçait l'ennemi sur ce front, devant la puissance et le développement d'une attaque qui, de la rive droite, gagnait la rive gauche et s'étendait d'Avocourt aux Éparges, tantôt simultanément et tantôt successivement, prépara cette résistance célèbre qui devait rendre la rupture du front impossible. Là, le général Nivelle, prenant à son tour le 1^{er} mai le commandement de la II^e armée, mit au point l'opération qui devait changer l'échec allemand en définitive victoire française et restituer à la place forte la ceinture intégrale de ses forts.

Dès le mois d'avril, il a jeté les yeux sur Douaumont. Il commandait alors le 3^e corps. Il prend le secteur dans les conditions les plus défavorables; l'ennemi vient de s'emparer du bois

de la Caillette et descend dans le ravin du Bazil. Quelques jours plus tard, il lui faisait remonter les pentes et poussait jusqu'aux approches du grand fort ses postes d'écoute. En mai, quand l'ennemi prononce sur la rive gauche une offensive qui, momentanément, le met en possession de la cote 304, il libère cette rive gauche menacée par le moyen d'une attaque montée sur la rive droite qui réussit à s'emparer (22 mai) du fort de Douaumont où nous ne pouvons, il est vrai, nous maintenir. L'attaque a été menée par la 5^e division (général Mangin). Douaumont repris a été reperdu.

— Nous le reprendrons, a déclaré simplement le général Nivelle, d'accord avec son chef immédiat, le général Pétain, commandant du groupe d'armées.

Voici que l'heure est venue. La méthode des offensives de détail, qui a donné en juillet, en août, en septembre de bons résultats, puisqu'elle nous a permis de réduire le saillant creusé dans nos lignes par les opérations allemandes du 23 juin, du 11 juillet, du 1^{er} août et du 3 septembre, doit être abandonnée. Toute progression nous mettant en vue de l'ennemi, la position nouvelle serait immédiatement rendue intenable; toute action de détail qui aurait réussi serait à reprendre fatalement. Seule une action à grande envergure qui reporterait notre ligne en avant et au delà de l'ancienne barrière des forts, ôterait à l'ennemi ses observatoires, nous restituerait la supériorité du terrain, libérerait définitivement Verdun. Ne pas se contenter de batailler pour reprendre Thiaumont ou la batterie de Damloup, mais emporter d'un seul élan Douaumont et Vaux et les ravins et les collines qui les entourent : tel est l'objectif. Au général Mangin a été confié le commandement des troupes d'attaque.

Cette vaste opération présente de graves difficultés. L'audace de sa conception doit plaire à celui qui, dès qu'il a mis les pieds sur la rive droite de la Meuse, a affirmé son esprit d'offensive. Le 5 avril, le commandant du 3^e corps, rédigeant un de ses ordres, écrivait : « Jamais on ne voit la riposte immédiate qui renverse les rôles, le coup de poing donné par réflexe immédiat, en riposte au coup de poing reçu. » De l'assailli il entend faire l'assaillant. « Dans l'exécution de l'attaque, reprend-il le 21 avril, on n'est jamais trop audacieux. Avec de l'audace, rien d'impossible. » Mais à l'audace doit correspondre

la préparation minutieuse qui prévoit et force la chance. « J'aimerais mieux, a-t-il dit encore, ne rien faire que d'engager une opération qui serait mal préparée. »

L'attaque frontale d'un adversaire posté à travers un terrain découvert est, à la guerre, une des manœuvres les plus hardies. L'histoire nous montre la rareté de son succès. La ligne ennemie en avant de Douaumont et de Vaux représente un ensemble de positions formidables. Où l'assaillant trouvera-t-il le secret de sa supériorité ?

Le commandement n'a pas cru indispensable de la rechercher dans le nombre. Par son deuxième bureau d'état-major, il connaît très exactement le chiffre et la valeur des unités allemandes qu'il a devant lui sur le front qu'il veut attaquer entre Thiaumont et la Laufée : 21 bataillons en première ligne, 7 en soutien, 10 en réserve. Il sait pareillement le nombre de bataillons qui, derrière ces troupes, peuvent être alertés et alimenter le combat. Il ne mettra lui-même en ligne que trois divisions : la division Guyot de Salins, composée de zouaves, de tirailleurs et de marsouins, la division Passaga et la division de Lardemelle, — fantassins et chasseurs à pied, — la première renforcée du 11^e régiment d'infanterie, et la dernière d'un bataillon du 30^e. Mais il aura sous la main les réserves suffisantes, prêtes à relever en cas de nécessité les divisions d'attaque sur le terrain conquis et à assurer, soit son occupation définitive, soit la progression ultérieure, plus deux divisions en réserve d'armée. Ces troupes ont précédemment occupé le secteur Thiaumont-Fleury-Vaux-Chapitre : elles connaissent donc le terrain et l'adversaire. La division Guyot de Salins depuis près de deux mois, les deux autres depuis plus de trois semaines, ont été retirées du front et mises au repos et à l'instruction dans la zone des étapes, en arrière de Bar-le-Duc. Cette instruction, après les avoir remises en main, les a préparées directement au but poursuivi. Un terrain a été aménagé qui figurait le terrain de combat. Un plan du fort de Douaumont y fut même dessiné si exactement que, lorsque le bataillon chargé de prendre le fort y parviendra, chaque soldat gagnera presque machinalement le poste qui lui aura été assigné. A la supériorité du nombre le commandement a préféré la supériorité de la valeur individuelle, de la valeur morale et de l'habileté technique.

Au mois d'avril, avant de lancer une troupe à l'assaut, le général Nivelle écrivait dans un ordre du jour : « Que tous, avant de partir, aient jeté leur cœur par-dessus la tranchée ennemie. » Devenu commandant d'armée, il affirme, dans une note du 17 octobre, la puissance de l'ascendant moral : « Vingt-sept mois de guerre, dit-il, huit mois de bataille à Verdun ont affirmé et confirment tous les jours davantage la supériorité du soldat français sur le soldat allemand. Cette supériorité, dont il faut que tous aient conscience, est encore accrue par la diminution progressive de qualité des troupes que nous avons devant nous et dont beaucoup reviennent de la Somme très affaiblies au matériel comme au moral. Cette supériorité se manifeste par la facilité avec laquelle les prisonniers se sont rendus, aux dernières affaires, en groupes nombreux, même avant l'assaut... Aucun moment ne saurait donc être plus favorable pour attaquer l'ennemi, lui faire de nombreux prisonniers, mettre définitivement Verdun à l'abri de ses entreprises, abaisser encore le moral de la nation et de l'armée ennemies. Une artillerie d'une puissance exceptionnelle maîtrisera l'artillerie ennemie et ouvrira la voie aux troupes d'attaque. La préparation dans toutes ses parties est aussi complète, aussi parfaite que possible. Quant à l'exécution, elle ne saurait manquer d'être également parfaite, grâce à la discipline, à la bonne instruction, à la confiance et à l'entrain résolu des troupes qui auront l'honneur d'en être chargées. Leur volonté de vaincre, d'apporter un gage important de plus à la Victoire définitive, de couvrir leur drapeau de nouvelles gloires, rend un succès magnifique absolument certain. »

Cette préparation « aussi complète, aussi parfaite que possible » comporte, outre l'instruction et le moral des troupes, leur équipement, leur armement, leur transport rapide à pied d'œuvre afin que les relèves s'effectuent sans fatigue avant l'attaque. Les services d'arrière fournissent la remise à neuf de tous les équipemens, les vivres de réserve de la meilleure qualité et du moindre poids, les outils, les munitions ; et quant à l'armement nouveau, il est si complet qu'il permet à l'infanterie de résoudre par ses seuls ressources de nombreux problèmes du champ de bataille. Les transports auront leur part dans le succès, pour l'ordre et l'exactitude de leur marche, selon les horaires et les itinéraires fixés.

« C'est par le feu et non par le choc que se décident aujourd'hui les batailles, » constatait déjà Napoléon. Dès avant la préparation directe de l'opération du 24 octobre, notre artillerie empêche l'ennemi de mettre en état un sol bouleversé par les combats de juillet, d'août et du commencement de septembre : ainsi ne dispose-t-il que de rares boyaux pour gagner sa première ligne. Qu'on se rende compte, pour l'emploi de l'artillerie, des difficultés du problème qui consiste à disposer sur le terrain le nombre de batteries estimées nécessaires, souvent sur plusieurs lignes successives, dans tous les emplacements favorables, à les dissimuler aux vues aériennes, à combiner les moyens de transport pour les innombrables tonnes de munitions qu'exige la consommation de la guerre actuelle, à abriter pièces, servans et munitions pour les préserver des vues et du tir ennemi. Il faut, en outre, étudier minutieusement les objectifs à battre, par les moyens les plus scientifiques : photographies, instrumens d'optique perfectionnés, etc., installer les communications sûres qui permettent aux observateurs et aux cadres d'opérer en tout temps, malgré les bombardemens ennemis les plus violens, suivre, au fur et à mesure des destructions obtenues, l'état des travaux de l'adversaire, surveiller les réfections ou les ouvrages nouveaux qu'il improvise, repérer les batteries qu'il renforce ou qu'il déplace, afin de pouvoir les combattre efficacement. Le travail de l'artillerie réclame une précision mathématique en même temps qu'une direction qui se peut comparer à celle du chef d'orchestre par qui la partition est interprétée et de qui les instrumens reçoivent la mesure et l'élan. Et quelle savante orchestration que celle-ci où, de l'artillerie lourde à grande portée à l'artillerie de campagne et aux engins de tranchées, chaque batterie, chaque canon doit tenir sa partie ! L'accumulation des moyens matériels ne vaut que par la rigueur de l'organisation qui les met en œuvre. Cette organisation, dans la bataille de Douaumont-Vaux, atteint par son agencement et sa régularité la perfection.

Non moins étudiée est la série des ordres qui fixent les différentes phases de l'attaque. Le commandement a décidé d'atteindre un objectif qui, sur un front de 7 kilomètres, constituerait un gain de 3 kilomètres de profondeur en moyenne, des carrières d'Haudromont à l'Ouest à la batterie de Damloup à l'Est, en y comprenant les forts de Douaumont et de Vaux ;

ce dernier devait primitivement faire l'objet d'une opération postérieure, puis il fut compris dans le plan général. Ainsi la barrière des forts dressée devant Verdun serait-elle intégralement rétablie. Or le terrain à parcourir, battu depuis tant de mois, creusé de trous d'obus qui, souvent remplis d'eau, forment fondrières, ajoute des obstacles naturels aux obstacles dressés par l'ennemi. Ces derniers, l'artillerie les réduira, tout au moins dans leurs parties essentielles. Pour les autres, la qualité des troupes et leur connaissance du secteur en répondent. Il faut pourtant insister sur cette difficulté du terrain, sans quoi l'on ne se rendrait pas un compte suffisant de l'effort et de la valeur des troupes. « On a souvent tenté, a écrit le capitaine Gillet qui connaît le secteur et qui est, dans la vie civile, un critique d'art au style riche et savoureux, de décrire ce lieu indescriptible, ce paysage sans nom qui s'étend maintenant de Souville à Douaumont. Un général qui a parcouru les champs de bataille de tous les fronts assure qu'il n'y en avait pas, fussent les marais de Pinsk, de comparables à celui-là. On parle de paysages de cratères : ce qui en donnerait l'idée la plus exacte, ce sont les abords fangeux d'un abreuvoir piétiné par des milliers de bêtes. Mais il faut se figurer, au lieu d'empreintes de sabots, des entonnoirs où des cadavres flottent comme des mouches dans un bol. Car, avec l'habitude qu'ont les sources dans ce pays convexe de se percher sur les hauteurs, chaque trou devient un trou de boue rempli d'un dépôt visqueux de vase et d'eau croupie. Il y a eu là des drames, des sinistres, des engloutissemens d'hommes happés par ces trous. Tel part en corvée dans la nuit, tel coureur emporte un message qui ne revient jamais et dont on n'a plus de nouvelles. L'eau est sur ces plateaux une ennemie plus traîtresse, plus enveloppante, plus redoutable que le feu. A de certains endroits, autour du fort de Douaumont, cette argile détremmée, suante comme du beurre, a été tellement brassée, fouettée par les obus qu'elle a pris toute entière une boursoufflure d'écume, la consistance d'une mousse de savon, cette apparence de grands bouillonnemens de lait qui est celle des mers en furie. »

Afin de ne pas excéder sur un pareil terrain les forces humaines, la marche en avant sera coupée en deux parties. Dans une première avance, le groupement des divisions d'attaque doit s'emparer de la ligne générale suivante : carrière d'Hau-

dromont, ligne à contre-pente sur la croupe Nord du ravin de la Dame, retranchement au Nord de la ferme Thiaumont, batterie de la Fausse-Côte, éperon Sud-Est du bois de Vaux-Chapitre et, devant le fort de Vaux, tranchée Viala au bois Fumin, petit Dépôt à droite de la route du fort, tranchées de Steinmetz et Werder face à la batterie de Damloup. Maîtresses de cette position, les troupes la consolideront immédiatement, sans répit, en la reliant aux organisations de départ, et en assureront l'occupation par des unités spécialement désignées, tandis que des reconnaissances seront poussées au contact de l'ennemi. L'objectif assigné à la seconde phase de l'action est ensuite celui-ci : ligne à contre-pente sur la croupe Nord du ravin de la Couleuvre, village de Douaumont, fort de Douaumont, pentes Nord et Est du ravin de la Fausse-Côte, digue de l'étang de Vaux, village et fort de Vaux, enfin batterie de Damloup. Cette deuxième position conquise doit être occupée dans les mêmes conditions que la première.

Entre ces deux objectifs, un arrêt d'une heure permettra aux troupes de s'organiser et de reprendre leur dispositif de combat. La liaison, toujours si délicate et importante entre l'artillerie et l'infanterie, est réglée dans le temps selon un horaire fixé, ce qui apparaît possible pour une opération limitée et ce qui évitera la difficulté ou la confusion des signaux. Les tirs s'allongeront selon le rythme fixé à la marche, et cette marche s'accomplira collée aux barrages successifs.

L'installation sur les positions est réglée de façon à éviter le désordre qui souvent suit l'assaut, la crise de détente et d'incertitude qui peut fournir à l'ennemi l'occasion de contre-attaquer et réoccuper le terrain perdu. Chaque chef de section est muni d'un plan à grande échelle et sait exactement où il doit poster ses hommes; les compagnies de mitrailleuses connaissent d'avance l'emplacement de leurs pièces et leur mission.

Ainsi la manœuvre est-elle articulée et prête à prendre vie sur le terrain. A partir du 15 octobre, elle pouvait jouer. Il fallait un temps favorable. Le 20 octobre, le baromètre monte, présageant une période sèche. Les bulletins météorologiques sont rassurants. Le 21 octobre, docilement, le soleil se lève, éclairant les tristes et arides paysages de Meuse où va se livrer la bataille. Les avions courent dans le ciel, les ballons se hissent en l'air, formant une immense ligne de transmission. Après

de courts réglages, l'artillerie entreprend son œuvre de mort. Le jour est arrêté; les troupes d'attaque partiront le mardi 24 octobre. L'heure sera fixée ultérieurement.

A la mairie de X... le général et son état-major ont achevé l'œuvre de préparation.

III. — LE CARREFOUR

(22-23 octobre 1916)

Sur la route de Bar-le-Duc à Verdun, à quelques kilomètres de la ville et de la Meuse, un carrefour a été aménagé pour le tournant des camions automobiles. Les troupes l'appellent le *tourniquet*. C'est là que les régimens amenés pour prendre part à la bataille et relever les camarades en ligne descendent de voiture pour gagner leur secteur à pied.

La route de Bar coupe à angle presque droit la route de Sainte-Menehould à Verdun. Ce vallon, que pressent des pentes couronnées d'arbres, s'en va d'un côté vers l'Argonne, de l'autre vers le fleuve. Les pentes portent des villages improvisés, bâtis en planches; — cantonnemens, magasins ou ambulances, — des écuries ouvertes, des abreuvoirs. Ce n'est qu'un rappel des travaux de construction prodigieux effectués dans toute la région pour supporter le poids de la bataille : voies ferrées, routes, gares, approvisionnement, camps, hangars, aqueducs, etc. La guerre moderne exige des ingénieurs, des architectes, des entrepreneurs, des hydrographes, des forestiers, des charpentiers, des cantonniers, etc.

Les camions s'arrêtent, puis décrivent un cercle et vont à vide prendre la file pour le retour. Les hommes qui sont descendus se rangent par bataillons en masse dans les prairies voisines, si piétinées que l'herbe en a disparu, forment les faisceaux, boivent le café suivant l'heure ou mangent la soupe. Puis, en ordre, ils prennent le chemin de Verdun qu'ils vont contourner pour atteindre à la nuit les boyaux d'accès. En s'éloignant, ils dessinent de petites lignes bleues, bientôt confuses, et l'on dirait sur la terre brune une fumée légère au bord des bois déjà dépouillés à demi.

Je n'ai jamais passé là, — et combien de fois en ai-je eu l'occasion ! — sans m'arrêter pour regarder ces départs. De ces soldats qui vont et viennent au repos, allument le feu, l'ali-

mentent de bois mort, font la cuisine, se groupent entre amis pour avaler la soupe ou le café, fument, plaisantent, insoucians, ou s'isolent pour sortir de leur musette une feuille de papier à lettre et la remplir d'un crayon rapide et appliqué, avant de reprendre leur fourniment et leurs armes au signal du commandement et de marcher ils savent où, — de ces soldats tous les visages parlent, les uns jeunes, les autres mûrs, tous bronzés, poussiéreux, tendus, beaux et divers comme le sol de France. Parmi eux il y en a de désignés pour la patrie. Tous ne redescendront pas du secteur. Et tous y montent sans se détourner.

Il semble que cette fois le départ n'ait pas la même gravité : est-il plus insouciant ou plus confiant ? Il y a plus de gaieté dans les propos, sur les figures. Est-ce le pâle soleil d'automne qui détend les nerfs et caresse les yeux ? Un mot passe et repasse comme une paume qu'on se lance en manière de jeu : Douaumont. C'est si bizarre d'entendre le nom menaçant de la fameuse « pierre angulaire » ainsi traité familièrement ! Il semble qu'on aille à Douaumont, comme on va à Saint-Germain ou à Versailles. Une promenade, quoi, et un déjeuner sur l'herbe ! Voici des zouaves, et des tirailleurs, et des marsouins. C'est la division Guyot de Salins qui achève de débarquer. Elle ne doute pas une minute de la conquête de Douaumont. Quel feu et quelle certitude ! Les marsouins, surtout, ne cachent pas le but qui leur est fixé. Douaumont est devenu leur propriété, leur villégiature. Malheur à qui voudrait le leur enlever ! Tout de même, il leur faudra le prendre.

Le général de Salins connaît ses hommes et sait leur parler. Breton d'Auray, il a beaucoup voyagé, beaucoup « roulé. » Il compte à son actif de nombreuses campagnes coloniales. Colonel à Madagascar, au début de la guerre, il a pu rentrer en France à la fin de 1914. Voici l'ordre du jour qu'il a adressé à sa division :

« L'heure est arrivée où, après avoir barré pendant huit mois la route de la France à notre ennemi séculaire et exécré, l'héroïque armée de Verdun va à son tour prendre l'offensive.

« A la ... division, déjà illustre par ses brillants faits d'armes sur l'Yser, à la cote 304, à Vaux-Chapitre, à Fleury,

incombe l'honneur insigne de reprendre le fort de Douaumont.

« Zouaves, marsouins, tirailleurs Sénégalais, vont rivaliser de courage pour inscrire une nouvelle victoire sur leurs glorieux drapeaux.

« Deux des régimens de la division ont déjà été cités à l'ordre de l'armée ; les deux autres brûlent du désir de l'être à leur tour.

« Vos baïonnettes seront appuyées par le travail formidable de 650 canons. Vous serez appuyés à gauche par le 11^e régiment d'infanterie, qui a fait ses preuves à Thiaumont, et à droite par la belle division Passaga, composée de chasseurs à pied et de régimens d'élite d'infanterie.

« Votre victoire est certaine ; le châtement est proche pour le Boche abhorré.

« En avant pour la France ! »

Le général Passaga, qui commande la division voisine, n'a pas été en reste. Lui aussi a servi aux colonies. Il a pris part en 1892 à l'expédition du Dahomey où il a été blessé. C'est un chef expérimenté, calme, toujours maître de lui. Il appelle sa division *la Gauloise*, et voici en quels termes il lui propose, de son côté, un match avec les divisions concurrentes :

« Officiers, sous-officiers, soldats,

« Il y a près de huit mois que l'ennemi exécré, le Boche, voulut étonner le monde par un coup de tonnerre en s'emparant de Verdun. L'héroïsme des poilus de France lui a barré la route et a anéanti ses meilleures troupes.

« Grâce aux défenseurs de Verdun, la Russie a pu infliger à l'ennemi une sanglante défaite et lui capturer près de 400 000 prisonniers.

« Grâce aux défenseurs de Verdun, l'Angleterre et la France se battent chaque jour sur la Somme, où elles lui ont déjà fait près de 60 000 prisonniers.

« Grâce aux défenseurs de Verdun, l'armée de Salonique, celle des Balkans, battent les Bulgares et les Turcs.

« Le Boche tremble maintenant devant nos canons et nos baïonnettes. Il sent que l'heure du châtement est proche pour lui.

« A nos divisions revient l'honneur insigne de lui porter un coup retentissant qui montrera au monde la déchéance de l'armée allemande.

« Nous allons lui arracher un lambeau de cette terre où tant de nos héros reposent dans leur linceul de gloire.

« A notre gauche combattra une division déjà illustre, composée de zouaves, de marsouins, de Marocains et d'Algériens : on s'y dispute l'honneur de reprendre le fort de Douaumont.

« Que ces fiers camarades sachent bien qu'ils peuvent compter sur la Gauloise pour les soutenir, leur ouvrir la porte et partager leur gloire !

« Officiers, sous-officiers, soldats,

« Vous saurez accrocher la croix de guerre à vos drapeaux et à vos fanions ; du premier coup, vous hausserez votre renommée au rang de celle de nos régimens et de nos bataillons les plus fameux.

« La Patrie vous bénira. »

Cet ordre du jour, c'est un sous-officier de chasseurs à pied qui me l'a montré. Il le remâchait comme un cheval son avoine.

— Douaumont ! me dit-il. Pourquoi *leur* a-t-on donné Douaumont ?

Il enviait les marsouins, les tirailleurs et les zouaves.

— Il faudra le prendre, objectai-je.

Il me considéra, étonné :

— Oh ! c'est couru, déclara-t-il simplement.

Quelles troupes que celles-ci qui, d'avance, se disputent l'enjeu ! Et quelle influence d'hypnose exerce sur tous ce nom de Douaumont ! Je n'ai guère assisté à un départ aussi plein d'ardeur. D'habitude, on montre moins d'entrain, plus de souci. Le secteur n'est pas engageant : il est connu et il ne jouit pas d'une réputation de tout repos. Tandis que ces régimens vont au but avec certitude. Douaumont, ce formidable Douaumont tombé on ne sait comme le soir du 23 février, où la division Mangin n'a pu se maintenir le 24 mai, après y être rentrée le 22, leur appartient d'avance.

Les soldats de la division de Lardemelle, — chasseurs et biffins, — n'auront pas Douaumont devant eux. Vaux est leur

objectif. Dur objectif : là, chaque pouce de terre représente des vies humaines. Nulle part on ne s'est tant battu. Le ravin des Fontaines, c'est le ravin de la Mort. Le bois l'umin n'a plus un arbre. Le secteur de Vaux, c'est un cercle de l'Enfer. Les soldats de la division de Lardemelle sont des hommes graves qui viennent pour la plupart de pays montagneux, la Savoie, le Dauphiné, le Bugey. L'existence y est sévère. Il n'y a guère parmi eux de jeunes gens aventureux, avides de courir le monde, comme il y en a parmi les zouaves, les marsouins, les tirailleurs. Un coin de sol de France, toujours le même, leur suffit. Puisqu'il faut en reconquérir un autre, ils sont prêts. Mais qu'on ne leur dise pas de phrases : ils sont réfléchis, ils s'expriment peu, ils sentent en dedans. Point n'est besoin de leur adresser des exhortations. Ils feront leur devoir, tout leur devoir, et même au delà, résolument, mais sans vaine gloire et sans éclat. On peut leur demander les plus grands sacrifices : seulement, il est inutile d'y substituer des mirages, car ils voient clair et ils voient de loin. Troupe admirable et facile à mener pour qui la connaît. Le général de Lardemelle est un des plus jeunes divisionnaires de l'armée. Il s'est distingué en Chine à la défense de Tien-Tsin, lors de la révolte des Boxers. Chef d'état-major d'un corps d'armée, puis d'une armée au début de la guerre, il a commandé ensuite une division en Orient. Il revient de Salonique, et Verdun l'a reçu.

Le long du bois à demi dépouillé, dont le soleil d'automne caresse les dernières feuilles d'or et de rouille, les bataillons se suivent dans la direction de Verdun, laissant entre eux des intervalles. Bientôt, ils ne font plus qu'une légère trace bleue, petite fumée surgie du sol de France, d'une couleur semblable à celle qui monte des villages paisibles à l'heure du retour des champs.

Les trois divisions d'attaque vont occuper leurs parallèles ou leurs tranchées de départ.

*
* *

Les camions automobiles vides attendent au carrefour. Ils doivent emmener jusqu'aux cantonnemens de repos, dans la vallée de l'Ornain ou dans celle de la Saulx au Sud de Bar-le-Duc, au fur et à mesure qu'elles seront relevées, les troupes des deux divisions qui ont été chargées d'aménager le secteur de combat.

Après les opérations des mois de juin, juillet, août et début de septembre menées de la carrière d'Handromont à la Laufée, le sol était si bouleversé qu'il n'y restait plus trace des anciens travaux. Il fallait créer des boyaux, des abris pour les renforts, pour les postes de commandement et de secours, pour les batteries, pour les dépôts de munitions. Le mauvais temps qui fut, au commencement d'octobre, presque continu, le bombardement ennemi qui ne cessait jamais, obligeaient à reconstruire plusieurs fois abris et tranchées. Cependant, avec une obstination qui sut triompher de tous les obstacles, les travaux ont été achevés en temps voulu. A partir du 15 octobre, date primitivement fixée, nous pouvions aborder l'ennemi. Il ne restait plus qu'à guetter l'heure favorable pour la préparation d'artillerie.

C'est une manière de combattre que de creuser la terre sous le feu, et il est juste d'associer à l'œuvre de la victoire ceux qui l'ont laborieusement préparée et ne la verront pas.

Les voici qui, à leur tour, viennent s'embarquer au *Tour-niquet*. A les voir de loin qui grossissent le long du bois, sur la prairie ou sur la route, on ne peut songer à les comparer à de la fumée bleue au ras du sol. Bien plutôt on croirait de la terre en marche. Sont-ce des hommes ou des blocs de boue? Du casque aux godasses, c'est la même teinte uniforme, cette argile brune de Verdun dont tout soldat qui a passé là reconnaît la couleur et l'odeur, et qu'il ne saurait plus confondre avec celle d'Artois ou de Champagne. Elle recouvre les capotes, les culottes, les molletières, les ceinturons et les courroies, les bidons et les musettes, jusqu'aux fusils, jusqu'aux visages. Dans ces visages barbus ou mal rasés, hâves, creusés et bronzés, les yeux brillent de fierté et d'espoir. Fierté de la besogne faite, espoir du repos gagné. Les corps se courbent sous le sac, les mains s'appuient sur des bâtons, les pieds traînent. Le poids que ces épaules portent peut bien les faire plier : c'est un faix de vingt jours de peine au moins. Le retard de l'attaque a prolongé le dur labeur. Ils sont à l'extrémité des forces humaines, cette extrémité qui n'était peut-être connue de personne avant la bataille de Verdun. De bons cantonnemens les attendent. Demain, déjà, lavés, brossés, ayant dormi leur saoul, ayant mangé sans marmites, ils seront tout autres. Mais leur défilé, aujourd'hui, est glorieux et douloureux ensemble. C'est la marche lente des boueux.

Ils montent péniblement dans les camions béans, ils s'aident à se hisser à l'intérieur, ils s'installent sur les banquettes après avoir ramassé en tas, soigneusement, les armes, les fourniments, les sacs. Alors les pipes s'allument, la respiration se modère, mais la conversation ne reprend pas encore. La fatigue clôt les bouches. Les moteurs ronflent, les automobiles démarrent, la poussière vient se coller sur la boue, et dans les visages gris les yeux brillent comme des veilleuses dans les chapelles.

Ils ne verront pas l'attaque. Ils ignoreront, cette fois, son angoissant réveil, les serremens de main aux camarades. L'anxiété du départ, mais aussi la marche en avant, la conquête, la victoire. Cependant ils ne sont pas tous revenus. Ils ont laissé du monde là-haut, l'outil ou le fusil aux doigts. La mort frappe au hasard travailleurs ou guetteurs. Et les revenans aux faces de boue et de poussière, aux regards chargés d'ombre, disparaissent presque sans parler sur le chemin par où les troupes d'attaque sont venues, joyeuses, pour délivrer Douaumont et Vaux...

IV. — LE MOULIN

(23 octobre)

« C'est la jeunesse de la vie, ce sont les personnes qui font les beaux sites (1). »

Ce pauvre village meusien, tout près de Verdun, triste et sale, au creux d'un vallon peu profond, partie en bordure de la grande route, partie descendant vers une eau courante comme un bétail cherchant l'abreuvoir, n'a rien qui puisse retenir les yeux. Et pourtant les curieux d'histoire y viendront chercher des évocations.

Sa maison principale est à l'écart, précédée d'une cour, ceinte d'un jardin. C'est le Moulin. Un salon de campagne, assez vaste, occupe la majeure partie du rez-de-chaussée : des tables, des fauteuils de cuir, des cartes sur chevalets ou fixées au mur, le meublent. De lourdes toiles de tente le coupent en deux, séparant le cabinet de travail du général Mangin et celui de son chef d'état-major, le colonel Fiévet.

(1) Chateaubriand.

Le général Mangin, qui commande les troupes d'attaque, délibère avec le général Nivelle, commandant la II^e armée et le général Pétain commandant le groupe d'armées. La pensée de la bataille qui se livrera demain est là. Elle ne serait rien sans l'exécution : l'exécution n'est rien sans elle. Un plan de bataille se porte dans le cerveau comme celui d'une œuvre d'art avant de prendre forme. Il commence de se réaliser dans la préparation ; puis l'action commence. Elle a commencé le 21 octobre par l'entrée en jeu de l'artillerie ; jour par jour, le commandement a pu suivre les destructions. Ce 23 octobre, un incendie s'est déclaré dans le fort de Douaumont à la suite de l'éclatement d'un obus de 400. Les abris des carrières d'Haudromont à l'Ouest de la batterie de Damloup à l'Est, sont bouleversés. Les ravins sont fouillés et martelés. Une fausse attaque a invité l'ennemi à dévoiler toutes ses batteries qui viennent d'être reconnues au nombre de 150 environ, et dont plus de 60 ont pu être immédiatement et heureusement contrebattues. (C'est ce qu'il appellera dans son communiqué du 24 : briser les attaques françaises.) Les renseignemens d'avions et de ballons sont complets et concordans.

« On ne fait de grandes choses, écrivait Napoléon, qu'autant que l'on sait se concentrer tout entier sur un objet, et marcher à travers tous les contretemps vers un même but. » *Marcher vers un même but à travers tous les contretemps* : les trois qui, derrière ce rideau de toiles de tente, règlent les dernières dispositions pour l'attaque, ont poursuivi depuis des mois le même objet : mettre Verdun hors d'atteinte, et pour cela lui restituer la ceinture de ses forts et de ses collines.

Le soir du 25 février, quand il venait prendre son commandement sur la Meuse, le général Pétain fut accueilli par cette nouvelle : le fort de Douaumont est perdu. Le fort de Douaumont était pris, mais le village tenait. Dès le 26, l'ordre était donné de reprendre le fort. Mais l'ennemi, entré par surprise, s'y était déjà retranché. Le 27, les moyens matériels n'étaient pas à pied d'œuvre et il fallait barrer la route du village assiégé sans arrêt. Le 28, le lieutenant-colonel Joulia, qui avait préparé l'opération, était tué au moment de la conduire. Le 29, les échelles destinées au franchissement des fossés étaient brisées par le bombardement. La malchance s'acharnait contre Douaumont. Le général Pétain n'est pas homme à risquer inutilement

des vies. La bataille faisait rage sur tout le front de Verdun : la tâche la plus pressante était d'organiser la résistance afin de garder la rive droite du fleuve. Il remit à plus tard la reprise de Douaumont, car il sait que les obstacles tournent à leur heure et qu'il faut savoir attendre cette heure.

Le 3 avril, quand le général Nivelle, qui commandait alors le 3^e corps, vint reconnaître le secteur qui lui était confié entre le bois de la Caillette au Sud-Ouest de Douaumont et Damloup, il fut accueilli par cette nouvelle : « L'ennemi s'est emparé du bois de la Caillette; il s'est glissé dans le ravin du Bazil jusqu'à la voie ferrée de Fleury à Vaux. Qu'allez-vous faire? — Attaquer. » Sa volonté d'offensive se manifeste immédiatement. Il a déjà le général Mangin auprès de lui à la tête de l'une de ses divisions. L'ennemi, cependant, ne cesse pas lui-même d'attaquer. Ses attaques et les nôtres se heurtent et se brisent. Les nôtres finissent par l'emporter et il doit remonter les pentes jusqu'aux abords du fort.

C'est dans la région de Frise, où il soutenait à la fin de février une lutte opiniâtre et difficile, que le général Mangin apprit la perte du fort de Douaumont. Ayant lu les radiogrammes allemands, il dit à ses officiers : « Les Allemands s'entendent à tirer parti de cet inconcevable succès. La reprise du fort par nos troupes serait un fait d'armes qui exciterait l'admiration de l'univers. Elle s'impose. » Un mois plus tard, sa division était appelée à Verdun. En avril, elle reprenait la Caillette. En mai elle rentrait, — pour 48 heures, — dans le fort. Lui-même avait vécu ces deux mois en intimité constante avec ce fameux fort qu'il visait. Dans ses reconnaissances, il l'avait approché de tout près, flairé pour ainsi dire comme une proie.

Ainsi l'opération de demain, — 24 octobre, — est-elle pour les trois chefs la réalisation d'une volonté ancienne. Le seul fait que les ordres sont donnés est, à y bien réfléchir, le gage du succès. Un projet longtemps porté, longtemps ajourné par suite des circonstances, s'il prend corps, c'est qu'il est mûr. Pourtant, Douaumont, quel morceau royal! Il s'élève, comme un géant, au-dessus des autres collines de Meuse. Il est pour l'ennemi l'observatoire idéal qui domine les deux rives du fleuve. Comment l'ennemi ne mettrait-il pas tout en œuvre pour le garder? Le fort de Vaux est le soutien ou la menace de la Woëvre. Il est la première clé de Souville. Par Vaux-

Chapitre il y conduit. Perdre Vaux, c'est renoncer à Souville. Pour le reprendre, sommes-nous à distance d'assaut? Le chemin à parcourir est long et épuisant : rien que des trous pleins d'eau croupie, une boue qui colle aux jambes, où l'on risque de s'enlizer, un chaos sans nom. Les retranchemens sont nombreux et redoutables : l'artillerie ne peut les avoir tous détruits. L'ennemi a dû pousser ses réserves, appeler ses renforts. Il a sept divisions groupées dans le secteur. L'entreprise n'est-elle pas bien audacieuse, au-dessus de nos forces? L'Allemagne a rempli le monde de ses victoires de Douaumont et de Vaux : pour les célébrer, elle a embouché la trompette héroïque, elle a mobilisé toutes les puissances de sa presse et de ses agences. Comment imaginer que d'un seul coup nous jetions à bas tout cet échafaudage laborieusement construit pièce à pièce en huit mois? Et voici que les doutes reviennent, que l'inquiétude étreint le cerveau et le cœur. Pourquoi, derrière ces toiles de tente, délibèrent-ils si longtemps?

A défaut des paroles non entendues, il y a les visages qui parlent, et voici les trois chefs. Les visages sont tendus, mais visiblement satisfaits. Ils disent la gravité de la décision prise et l'absolue confiance dans le résultat. Le général Pétain a son air des grands jours : le teint pâle, le clignement des paupières sur les yeux qui indiquent chez lui la préoccupation, mais aussi ce rayonnement du regard, cette majesté de la tête redressée qui impliquent et communiquent la certitude. Le profil régulier et pur du général Nivelle semblerait s'immobiliser comme si le métal de la médaille ou le marbre de la statue le liégeait, tant il est calme et respire la paix et l'harmonie, si le mouvement des lèvres, — ce mouvement qu'on prête au sage avant de parler, — ne trahissait, non le doute, mais l'importance de la détermination. Le général Mangin a les pommettes un peu colorées, mais les yeux rieurs et la bouche est joyeuse : le sanglier a renifflé l'odeur du gibier, il le tient...

J'apprends que rien n'est changé aux ordres : l'heure même est fixée. Cependant le temps est redevenu incertain. Le soir a tiré des brumes sur tout l'horizon. Du fort voisin où je suis remonté je n'ai pu voir ni la ville, ni le fleuve, ni les collines. Les éclairs intermittens des batteries déchirent seuls le paysage de ouate violette, et là-haut ce grand feu qui ne repose sur

aucun trépied, qui est comme suspendu en l'air, c'est Douaumont qui brûle.

Voici une poignée de nouvelles. Un pigeon allemand capturé apporte sous son aile l'aveu du désarroi d'un bataillon ennemi à Thiaumont : dans ce message, le chef déclare toutes les tranchées bouleversées, et demande instamment la relève pour le soir même, les hommes n'étant pas en état de combattre. Une centaine de fantassins se sont constitués prisonniers dans la région de Fleury pour échapper au bombardement de leurs abris et, parmi eux, un officier qui, interrogé, a déclaré avec assurance : « Nous ne prendrons pas plus Verdun que vous ne reprendrez Douaumont. »

Pourvu qu'il fasse beau temps demain !

V. — LA VICTOIRE AILÉE

(24 octobre)

Du sommet de Souville, j'ai vu la Victoire escalader et couronner Douaumont...

Nos batailles modernes ne s'offrent guère en spectacle. Elles sont d'habitude cruelles et mystérieuses. De grands espaces vides parsemés de trous d'obus et coupés de longs sillons qui marquent la terre comme les veines marbrent la main ; des colonnes de fumée qui montent des éclatemens ; une ligne d'ombres bleues qui rasant le sol, puis disparaissent ; un reste de village ruiné qui flambe ; un barrage qui s'allume comme une rampe de théâtre et laisse dans l'incertitude du drame qui s'accomplit derrière ce rideau soudainement tiré, — et c'est tout. Ceux qui sont dans la bataille n'en connaissent jamais qu'un épisode. Elle se suit des observatoires dont le champ est souvent restreint et qui se complètent les uns les autres. Elle s'en va dans les postes de commandement, conduite jusqu'à leurs souterrains ou leurs abris par les fils téléphoniques, transmise par les signaux optiques, volant sur les ailes des pigeons, portée par les coureurs. Mais la victoire du 24 octobre, je l'ai vue se dresser devant moi brusquement, comme un être vivant.

Sans en avoir la portée, sans avoir mis en jeu des forces comparables ni provoqué de telles conséquences, cette journée historique du 24 octobre nous a ramenés aux heureuses jour-

nées des 10 et 11 septembre 1914 où l'immortelle manœuvre de la Marne aboutissait à la retraite de l'armée allemande.

*
* * *

J'ai traversé Verdun livide et morose au petit jour. Le sentier que j'ai suivi pour atteindre, puis dépasser la caserne Marceau était obstrué par des chevaux morts. Dans la cour intérieure de cette caserne qui n'est plus que décombres, une mare de sang : un attelage et ses conducteurs viennent d'être tués ; des brancardiers emportent un blessé la tête recouverte, « voilé devant la mort comme une femme arabe devant l'amour, » me dit mon compagnon qui a vécu en Orient. De là je monte directement à Souville sans prendre le boyau trop boueux. Et je suis surpris de la disproportion entre le tir de notre artillerie et celui de l'ennemi. Nos batteries ne s'arrêtent pas de cracher le feu, tandis que ce chemin de Souville que j'ai connu si marmité est presque de tout repos. La nature est malade, ce ne sont que bois brisés, défoncements du sol, entonnoirs pleins d'eau, mais on y circule presque tranquillement. Mes derniers souvenirs étaient plus tragiques. Le sommet de la colline offre un spectacle qui dépasse l'imagination : labouré comme si d'invisibles charrues l'avaient retourné, tantôt troué de gouffres et d'abîmes et tantôt redressé en amas de terre, il ressemble à une mer furieuse chargée d'épaves, charriant des cadavres.

La cuvette de Verdun était recouverte de brouillard. J'avais cru percer cette brume en montant : elle m'enveloppe et occupe le plateau de Souville. D'elle rien n'émerge. Elle noie les fonds et les coteaux pareillement. Il n'y a plus de paysage éloigné. Mais elle semble donner de la distance aux objets rapprochés. Un tronc d'arbre mutilé, un entonnoir, une baraque démolie, prennent une importance inattendue. Elle ajoute une sorte d'immensité désolée à l'horreur des lieux dont elle-même, pourtant, impose les limites.

La voûte arrondie de la tourelle nous fait signe. Nous nous engouffrons sans hâte dans l'ouverture. Sans hâte, quand il fallait en juin y entrer ou bien en sortir en courant. Les Boches sont-ils terrorisés ou intoxiqués pour riposter si mal à notre feu d'enfer ? La rampe du couloir d'accès est encombrée : des corvées descendent des piles de pains, font rouler des tonneaux

avec précaution. On met en sûreté le précieux ravitaillement. J'arrive aux salles du bas : des coureurs sont rassemblés autour d'une lampe dont la lumière sous l'abat-jour fait apparaître les visages dans un clair-obscur à la Rembrandt ; naturellement, ils jouent aux cartes en attendant les ordres. Dans la salle du fond, je trouve le général Passaga donnant des instructions à des officiers de liaison. Souville est son poste de commandement. Le temps ne lui cause pas d'inquiétude. Le sort en est jeté : il faut courir la chance. Mais, grave et goguenard ensemble, il ne doute point que cette chance ne soit favorable.

Je ressors pour guetter des éclaircies. Le brouillard paraît encore s'épaissir. A dix heures, au moment de casser une croûte, — afin d'être débarrassés de tout souci matériel à l'heure fixée pour l'attaque, — une mauvaise nouvelle nous parvient : le général Ancelin, qui commande l'une des deux brigades de la division, vient d'être blessé gravement comme il rentrait d'une dernière inspection à son poste de commandement de Fleury. Seconde communication téléphonique : il est mort. Dès la première, le choix de son remplaçant est arrêté. — Je passe le commandement au colonel Hutin, ordonne le divisionnaire.

Le colonel Hutin est revenu récemment du Cameroun ; il a été l'un des conquérans de la colonie allemande.

— Pauvre général Ancelin ! ajoute le général Passaga en se retournant vers nous. Il est triste pour un chef de disparaître au moment de l'action. Il eût bien conduit sa brigade. Nous le regretterons demain. Aujourd'hui, soyons tout à notre affaire.

C'est la courte et belle oraison funèbre d'un soldat par un soldat.

L'heure approche. Le général veut se rendre compte par lui-même de l'état des lieux et du temps. Nous gagnons l'observatoire. Seule de toutes les hauteurs qui entourent Verdun, la colline de Souville, on le sait, atteint l'altitude de Douaumont. Entre les deux rivaux émerge la côte de Fleury qui rejoint, comme le bras d'une croix, la côte de Froideterre dont les pentes montent jusqu'au fort de Douaumont qui occupe la crête, en forme de dentelures ou de créneaux. Des ravins se creusent entre la charpente de cette croix allongée. Ce paysage de ravins et de collines qui domine le fort, je l'ai tant regardé auparavant, qu'il me sort des yeux, et mes yeux le cherchent en vain devant moi. Au bout du terrain bouleversé qui descend, je n'aperçois

qu'un arbre déchiqueté qui se dresse péniblement dans la brume et qui ressemble à un calvaire.

Cependant, ce brouillard n'est pas inerte. Il est comme remué, travaillé par le passage incessant et invisible des obus. Leur sifflement est si continu que, malgré soi, on lève la tête pour les chercher en l'air où ils devraient former une voûte d'acier. Notre artillerie écrase les positions ennemies repérées les jours précédens. Et je me souviens de ces journées angoissantes de la fin de février où le vol des obus venait s'abattre sur nous. J'éprouve l'impression inverse, j'ai la sensation de notre supériorité nettement affirmée. Les six ou sept cents voix de nos canons font un chœur prodigieux, s'assemblent en une clameur sauvage, et je cherche à décomposer leur orchestration : cris secs et stridens des 75, basses profondes des 155 et des gros obusiers, plaintes déchirantes des pièces de marine, aboiemens des crapouillots. C'est comme le prélude du *Crépuscule des Dieux* ou comme un psaume sur les abîmes de la terre qui s'entr'ouvrent.

Attaquera-t-on malgré cette ombre? Ne sont-ce pas des conditions désastreuses pour le tir qui doit accompagner la marche en avant? Au contraire, le brouillard ajoutera-t-il à l'attaque un effet de surprise? Je consulte ma montre, l'heure approche, et dans cette attente on se sent gagné par l'inquiétude de la partie remise, de l'espérance ajournée. L'opération a été minutieusement réglée, les troupes sont prêtes. Mais je sais l'audace de l'entreprise : trois divisions, appuyées il est vrai, mais chargées d'en déloger sept de leurs positions formidablement organisées. Entreprise hardie, mais proportionnée comme un chef-d'œuvre et qui devait se réaliser si exactement qu'une fois exécutée elle parut toute simple.

Sur l'invisible terrain que je connais bien, je dispose de mémoire les trois divisions d'attaque : des carrières d'Haudromont sur ma gauche jusqu'au fort de Douaumont en face de moi, la division Guyot de Salins avec ses régimens de zouaves et de tirailleurs, tous déjà cités, et le fameux régiment colonial du Maroc qui a repris le village de Fleury le 17 août; à droite, entre Douaumont et le ravin de la Fausse-Côte, les fantassins et les chasseurs à pied de la division Passaga : plus à droite, dans le secteur de Vaux-Chapitre, les régimens de la division de Lardemelle. Je les imagine, et je ne vois pas à 50 mètres devant moi.

Et j'imagine aussi, non sans une angoisse secrète, l'ordre de bataille allemand, 21 bataillons en première ligne, 7 en soutien, 10 en réserve, les lignes de tranchées, les défenses accessoires, les redoutes, telles que je les ai vues sur les photographies prises en avions, l'ouvrage de Thiaumont, la carrière d'Haudromont, enfin et surtout les forts, Douaumont et Vaux. Nos batteries les ont-elles suffisamment réduits, triturés, cuisinés, mis en bouillie? Comment nos hommes viendront-ils à bout de tels obstacles matériels et humains?

A chaque instant je regarde ma montre : onze heures, onze heures vingt, enfin onze heures quarante. C'est l'heure fixée. Cette attaque, que j'aurais dû voir déferler dans le ravin pour remonter ensuite les pentes, a-t-elle lieu en ce moment? L'artillerie a-t-elle allongé son tir? Impossible de rien savoir. Rien n'est changé au rythme des obus qui passent. Il est onze heures cinquante, il est midi. Mais qu'est-ce que j'entends sur ma droite? Le tac-tac des mitrailleuses. Si les mitrailleuses tirent, l'attaque est déclenchée. Si les mitrailleurs tirent, il n'y a pas de surprise, et les nôtres rencontrent de la résistance.

Je ne les entends plus. Le bruit des canons remplit l'espace, plutôt même le sifflement des projectiles que leurs départs et leurs éclatemens dont la sonorité est amortie par la brume. De nouveau, c'est l'inquiétude, c'est l'incertitude qui se prolongent. Pour savoir ce qui se passe, je retourne au poste de commandement.

Les coureurs attendent leur tour de partir. Ils sont coiffés du casque, le masque en bandoulière. A cause de l'abat-jour leurs visages sont dans l'ombre. Ils ne parlent pas, ils sont prêts. Cependant les nouvelles affluent. Le départ a été magnifique, à l'heure prescrite. La division de Salins a atteint son premier objectif : la carrière d'Haudromont, l'ouvrage de Thiaumont, si disputé les mois précédens, la ferme de Thiaumont qui est au delà (quelle ferme! on n'en retrouve même pas les murs) sont à nous. La division Passaga a atteint la batterie de la Fausse-Côte. La division de Lardemelle rencontre au bois Fumin une résistance acharnée. Partout on a progressé. Selon les ordres, on s'organise, on va repartir, on repart. Mais comme il est difficile de suivre une opération! Le téléphone est à chaque instant coupé, et des équipes d'une ténacité inouïe vont sous le feu rétablir les fils. Les coureurs, les pigeons se succèdent. Des pri-

sonniers sont signalés au poste des Carrières, à celui du Petit-Bois. En voici une vingtaine, dont un officier : maigre, enfiévré, les yeux brillans, la face brûlée disparaissant à demi sous l'énorme casque de tranchée, il répond à toutes les questions et dit la surprise des Allemands dans le brouillard. Les zouaves descendent dans le ravin de la Dame et dans celui de la Couleuvre. Les chasseurs montent les pentes de la Caillette...

Mais de tout cela qui, ce soir, sera une victoire éternelle, rien n'apparaîtra-t-il donc aux yeux dans cette maudite brume ? Elle a joué son rôle efficace. Maintenant, ne va-t-elle pas se dissiper ?

Je regagne les pentes de Souville. Le moteur d'un avion ronfle au-dessus de ma tête. Il vole si bas qu'il va me frôler, accrocher la colline. Je l'aperçois, immense et grisâtre, dans le brouillard. On m'a dit le soir que l'aviateur, se penchant, avait applaudi les fantassins et que ceux-ci, de la terre, avaient rendu à l'oiseau son salut.

Voici que, vers deux heures, le vent, plus fort, commence de tourmenter les nuages. Il les pourchasse, d'autres reviennent. Il redouble de violence, les déchire enfin, et les nuages poursuivis se livrent à une fuite éperdue, comme en montagne au passage des cols quand souffle la tempête. Les nuages tordus et froissés claquent comme des drapeaux, dans les intervalles de leur course, une pente, une crête surgissent. Je vois, je vois, je reconnais la côte de Froideterre, la crête de Fleury, le village réduit en poudre, les pentes de Douaumont, Douaumont enfin et sa dentelure. Les nuages vont maintenant si vite qu'en un clin d'œil leur troupeau s'est dispersé, et le paysage se livre avec cette extraordinaire netteté qui précède ou qui suit le mauvais temps.

Avec mes jumelles, je scrute l'horizon. Je pourrais compter les trous d'obus. Ils sont pleins d'eau, ils se rejoignent ou presque. Nos soldats ont passé là : comment ont-ils pu passer ? Mais ce paysage n'est point mort. La terre tremble sous nous, comme saisie de frissons. L'artillerie ennemie, ressuscitée ou renforcée, multiplie les barrages. Trop tard : nos hommes doivent être au delà. Et là, devant moi, sur la pente de Douaumont, des hommes couleur de la terre remuent. Ils marchent en colonne par un, en ordre. Ils avancent, ils montent, ils approchent. Sur la crête à droite, venant de la batterie Est, en

voici un qui se profile en ombre chinoise, puis un autre, et un autre encore. Il en vient aussi de l'autre côté maintenant. D'autres descendent dans la gorge. Mais ils vont se faire voir, ils vont se faire mitrailler. Ne vous montrez donc pas comme ça ! c'est insensé ! Ils s'agitent, ils tournent, comme s'ils décrivait une ronde au-dessus de Douaumont conquis, une farandole de la Victoire. Écrasent-ils les défenseurs ? Est-ce un corps à corps ? De loin, c'est comme une danse sacrée. Puis la plupart disparaissent à l'intérieur. Un avion décrit de grands cercles au-dessus du fort, comme un oiseau de proie.

Douaumont pris ! Est-ce possible ? J'ai envie de crier. J'ai dû crier, mais je n'ai pu entendre le son de ma voix dans le fracas de la mitraille qui ébranle la colline. Les obus éclatent dans notre voisinage : c'est la riposte allemande sur Souville. J'ai dû crier, car je mâche maintenant un peu de terre qu'un obus vient de faire jaillir jusque dans ma bouche ouverte. Douaumont est à nous. Le géant Douaumont qui, de sa masse et de ses observatoires, domine les deux rives de la Meuse, est de nouveau français. Le captif est délivré.

Je me souviens de ce soir triste du 25 février dernier où, dans la boue et la neige, nous apprimes que Douaumont était perdu. Nous ne voulions pas le croire. Nous ne pouvions pas le croire. Et voici qu'en moins de quatre heures, ce Douaumont avec tout un territoire qui va des carrières d'Haudromont au ravin de la Fausse-Côte, nous est rendu. En moins de quatre heures, le travail allemand de huit mois est aboli. L'ennemi à son tour ne veut pas croire, ne peut pas croire que Douaumont lui soit ravi. Il ne tire pas sur le fort ; il attendra plus d'une heure avant d'oser régler son tir sur son ancienne conquête. Mais il se rattrape sur Souville qui reçoit une large distribution. Les pentes sont pilées, la tourelle sonne, la terre saute. Faut-il donc si vite s'arracher à cette vision triomphale ?

Il est quatre heures et demie. Le soir, déjà, tombe : il est temps de redescendre de Souville sur Verdun : « Vous passez par la caserne Marceau. Chargez-vous de ce Boche. Vous l'y déposerez. L'interprète l'interrogera avant de l'envoyer à l'arrière. »

Et l'on me confie un infirmier allemand fait prisonnier et amené au poste de commandement de la division. C'est un jeune garçon roux et rose, docile et serviable. Je lui donne

ma capote à porter. A peine sommes-nous partis qu'un obus nous couvre de boue. Nous sommes indemnes, mais il s'est couché de tout son long sur ma capote que je reprends, non sans irritation, toute maculée. Il est fort penaud et bredouille des excuses, mais se colle au sol dès qu'il entend un projectile.

Je retraverse le chaos de Souville. Entre les nuages, le ciel couchant se découvre, un ciel tragique, jaune, sulfureux, enflammé. Des rayons obliques viennent atteindre les flaques où ils se reflètent ; le cours de la Meuse étincelle, et par contraste Froideterre fait une grande ombre noire. Voici qu'une multitude de nos avions, maintenant, s'emparent des airs. Ils dépassent Douaumont, ils disparaissent vers les Chambrettes ou vers Hardaumont.

Autant la montée à Souville a été facile, autant la descente en est pénible. L'ennemi veut se venger de son silence de la matinée. Il arrose copieusement les pentes et les ravins. Je dois m'arrêter devant les barrages avec mon Boche, attendre en sa compagnie le bon plaisir de ses compatriotes. Mais il les maudit plus que moi. Il a ses raisons. La journée est si bonne que l'attente ne me cause nulle mauvaise humeur. Enfin je le laisse à Marceau et j'arrive seul à Verdun quand la nuit est tout à fait venue. Verdun n'est pas épargnée. Le bombardement fait rage sur le faubourg que je traverse. Cependant une équipe de territoriaux s'apprête à partir, comme chaque soir, en corvée de ravitaillement.

Qu'est-ce que ce bruit de pas et ces ombres qui s'avancent ? Un régiment relevé ? Aucune relève ne devait avoir lieu cette nuit. C'est le troupeau en ordre des prisonniers. Il y en a plus d'une brigade. Déjà cinq mille, m'assure un sous-officier de l'escorte, et il en descend d'autres. Une colonne de cinq mille prisonniers, je n'avais pas encore vu ce spectacle un soir d'attaque. Même la nuit, c'est une vision inoubliable. La lumière d'une fusée lointaine, tout à coup, dévoile leurs uniformes verts, leurs casques ou leurs bonnets de police, leurs figures terreuses. Puis je ne vois plus que leur masse plaisante, leur défilé ininterrompu.

Partout où je passe, dans cette soirée mémorable, la joie rayonne. Quel peintre rendra le visage d'un général vainqueur, immédiatement après la victoire ?

Au poste de commandement du général Mangin est venu le généralissime. Il y a trouvé les deux chefs successifs de l'armée de Verdun, le général Pétain et le général Nivelle. Il a reçu sans surprise, mais avec satisfaction la suite des nouvelles heureuses, Thiaumont, Haudromont, Douaumont, la Fausse-Côte.

Et le soir même, à la table de travail où le général Pétain, le 10 avril, après la plus terrible attaque allemande sur les deux rives de la Meuse, avait écrit son immortel : *Courage, on les aura*, le général Nivelle a rédigé ce court et saisissant bulletin de victoire :

« Officiers, sous-officiers et soldats du groupement Mangin.

« En quelques heures d'un assaut magnifique, vous avez enlevé d'un seul coup, à votre puissant ennemi, le terrain hérissé d'obstacles et de forteresses du Nord-Est de Verdun, qu'il avait mis huit mois à arracher, par lambeaux, au prix d'efforts acharnés et de sacrifices considérables.

« Vous avez ajouté de nouvelles et éclatantes gloires à celles qui couvrent les drapeaux de l'armée de Verdun. Au nom de cette armée, je vous remercie.

« Vous avez bien mérité de la patrie. »

HENRY BORDEAUX.

(A suivre.)

SOLITUDES ⁽¹⁾

DERNIÈRE PARTIE (2)

III

Le déjeuner fut morne en dépit de la gaieté que nous affections. Pierre ne mangeait que du bout des lèvres. Nous parlions de même, c'est-à-dire que, nous exprimant avec volubilité, nous avions l'air de penser à autre chose. Heureusement, au jardin, le café, les cigarettes et le prétexte de savourer l'air délicieux nous permirent de nous taire. Ce fut une trêve. Après quoi, Arlette se dirigeait vers le perron pour nous laisser en tête à tête quand Pierre la rappela.

— Arlette ! j'oubliais... cet après-midi, j'irai à Meillerie.

— Dois-je commander l'auto ?

— Non.

— Tu prends le train ?

— Ma bicyclette. Le temps est charmant.

— A quelle heure rentreras-tu ?

— Je ne sais... Pourquoi ?

— Pour que nous puissions aller à ta rencontre.

— Gardez-vous-en ! c'est un rendez-vous d'affaires qui m'attend : on ignore toujours quand cela finit.

Aucune raison spéciale n'existait pour m'obliger à suivre de tels propos. Cependant, je ne pus m'empêcher de remarquer l'hésitation de Pierre. Il avait une manière de laisser tomber

(1) *Copyright by* Édouard Estaunié, 1917.

(2) Voyez la *Revue* des 15 avril et 1^{er} mai.

les mots, un par un, qui contrastait violemment avec leur ton désinvolte.

— A quelle heure ton départ ? reprit Arlette, sans parvenir à cacher un peu d'humeur.

— Mais... tout de suite.

— Emmène au moins Revel : Meillerie l'intéressera.

— Qu'y ferait-il tout un après-midi ?

Pierre se tourna vers moi :

— Tu ne m'en veux pas de te lâcher ?

Je répondis en souriant :

— Pas du tout.

Alors, très simplement, Pierre s'approcha d'Arlette, et l'embrassant sur le front :

— Adieu.

Elle répliqua, distraite :

— A ce soir !

Quand elle eut disparu dans la maison, Pierre regarda quelques instans le jardin avec une attention particulière. Puis il parut se décider, alla chercher sa bicyclette, et, revenu avec elle :

— Allons, fit-il, il est temps.

Il me tendit la main.

— A ce soir, dis-je à mon tour machinalement.

Mais il gardait ma main dans la sienne :

— Pendant que j'y pense, qu'on ne se trouble pas si je rentre assez tard.

— Tu seras bien là pour le dîner ?

— Ce n'est pas certain, d'autant que si le vent est favorable, peut-être ferai-je le retour en barque.

— Quelle idée !

— Excellente... Tu n'imagines pas l'agrément d'aller sur un lac où tout fait silence et dans la nuit.

Il me parut vouloir ajouter autre chose, mais dut y renoncer :

— Adieu, acheva-t-il vivement : occupe-toi d'Arlette. Il me semble qu'elle devient nerveuse ; c'est mauvais.

Il remonta ensuite d'un pas vif l'allée des châtaigniers. J'entendis un bruit de grelot. Je ne le vis plus.

L'après-midi commença, lent et vide. Depuis mes entretiens du matin, je n'avais pas cessé de me sentir mal à l'aise.

Le temps de liberté que me ménageaient mes hôtes était d'autant moins propice à me remettre que je devenais la proie de nouvelles pensées singulières. Après avoir trouvé naturel que Pierre partit pour ses affaires, je m'étonnais maintenant qu'il n'eût pas choisi un autre jour. Il était curieux qu'il eût caché jusqu'au dernier moment une obligation si gênante, curieux encore qu'il eût repoussé avec tant de netteté l'offre d'Arlette de nous rendre à sa rencontre... Autour de moi, pourtant, quelle sérénité! A peine si de rares vols d'insectes agitaient l'air! Derrière ma chaise, une corbeille de pivoinés exhalait une odeur de muse capiteuse et fine. Un peu plus loin, des seringas épanchaient leurs parfums plus grossiers. La terre tiède et voluptueuse semblait boire du soleil. Il y avait ainsi un désaccord total entre ma disposition morose et l'extérieur, — précisément celui dont Pierre se plaignait, la veille, avec tant d'apreté. Comme j'ai compris alors l'irritation qu'il lui donnait!

J'en étais là quand Arlette se montra un instant sur le perron.

— Pourquoi ne vas-tu pas faire un tour? me demanda-t-elle. Tu sembles mourir d'ennui.

— Bonne idée! m'écriai-je : viens avec moi.

Mais je vis aussitôt son visage se fermer :

— Non, dit-elle.

— Dans ce cas, l'affaire est conclue; je ne bouge pas.

— Tu as tort. Serait-ce parce que Pierre pourrait rentrer avant toi? Il n'y verrait pas de mal... et même au contraire...

— Que crois-tu donc?

— Rien... je me demande... je ne sais pas...

Mais à scruter l'expression lointaine de son regard, il n'était pas difficile de lire que si, elle aussi, avait trouvé anormale l'absence de Pierre, elle croyait bien en connaître le motif.

Je me remis à errer solitairement à travers le jardin. « Serait-ce Arlette qui a raison? me demandais-je à mon tour. Si Pierre était vraiment jaloux?... » En effet, ceci paraissait plausible qu'il n'eût imaginé son voyage à Meillerie que pour revenir à l'improviste et nous surprendre... mais le plausible n'est pas nécessairement le vrai. Je jugeais le piège sans finesse, indigne de Pierre. J'allais plus loin : admettons la jalousie dont j'avais ri d'abord : une sorte d'instinct m'avertissait qu'à ce moment il serait absurde de s'y arrêter. Non, Pierre

devait s'occuper d'autre chose, dont ni Arlette ni moi n'avions le soupçon...

Vers le soir, j'en étais encore au même point quand je ne sais quelle fringale me prit de quitter les allées où j'étais las de promener mon tourment. Bien convaincu qu'Arlette s'obstinerait à me laisser seul, je me décidai à sortir et, par les mêmes sentiers que le matin, gagnai la campagne.

Avec l'heure, quel changement ! Le lac était devenu gris, les prés noirs, noirs aussi les châtaigniers, cependant qu'autour d'eux l'ombre tombait glaciale. Une mélancolie extraordinaire émanait de la terre qui semblait grelotter sous la brume du soir.

Je marchais depuis assez longtemps, quand le vent, qui jusqu'alors soufflait à peine, grossit d'une manière aussi soudaine qu'inattendue.

On sait la rapidité avec laquelle le temps se transforme dans la région du Léman. En moins de dix minutes, je me trouvai en pleine bourrasque, n'apercevant autour de moi que des arbres couchés et un lac furieux. Des feuilles volaient, mêlées à la poussière et à l'embrun arraché aux vagues. On était, à la lettre, aveuglé et porté par la rafale. Aussitôt, je me rappelai le projet de retour en barque annoncé par Pierre. L'avait-il exécuté ou, prévoyant la tempête, y aurait-il renoncé à temps ?

Ensuite, une peur bête s'empara de moi, d'autant plus irrésistible qu'elle m'interdisait de raisonner. Il était évident que Pierre devait connaître à merveille les fantaisies du lac, que, même parti, il n'avait pas dû s'éloigner de la côte ; dès lors, rien de plus aisé que d'y trouver un abri ; bref, tous les motifs du monde pour ne pas croire à un danger possible. Cependant, je rebroussai chemin en toute hâte, et à peine rentré, interpellai le domestique :

— Monsieur est-il de retour ?

Ce fut Arlette qui répondit, mais depuis le salon :

— Pas encore. Je pense qu'il ne tardera guère...

— Sauf s'il a voulu revenir par le lac !

Elle se dressa :

— Quelle idée ! Il ne le fait jamais !... et, d'ailleurs, il a sa bicyclette...

Son émoi était si violent que je n'eus pas le courage d'expliquer ce que je savais.

— Au fait, je n'y pensais plus : toutefois, voici une averse qui l'obligera sans doute à s'arrêter en cours de route.

— Un grain qui passe. Cela ne durera pas.

Et nous sourimes tous les deux avec un air entendu et parfaitement rassuré. Nous étions déjà en train de nous jouer la comédie, mais pour rien au monde nous n'aurions exprimé la singulière impression qui donnait à nos paroles une couleur chimérique. De quel nom désigner ces mystérieux avertissemens de la conscience, après lesquels l'imprévu est accueilli comme un fait connu depuis longtemps ?

Assis près de la fenêtre, nous regardâmes la pluie tomber. Assaillant les vitres, elle semblait vouloir prendre la maison d'assaut. La musique lugubre du vent disparaissait dans son fracas. Bien qu'il ne fût pas plus de six heures, la nuit avait envahi le salon, et c'est à peine si nous distinguions la tache claire de nos visages.

Absorbés par une égale inquiétude, nous échangeâmes de loin en loin des réflexions quelconques sur Lausanne, le temps, les vagues, le tout sur un ton cérémonieux, à cause des domestiques qui pouvaient venir. En réalité, nous ne nous occupions que de la marche de la pendule.

— Bientôt sept heures... dit enfin Arlette.

— La pluie cesse, vous aviez raison, répondis-je.

— Il doit probablement repartir...

— N'en doutez pas : toutefois, l'ondée se dirige vers Meillerie. L'accalmie ne commencera que plus tard de son côté.

— Non, les nuages vont vers Genève...

— Alors, c'est lui qui doit être en avance sur nos prévisions. Il n'est plus loin.

— Si j'envoyais l'auto ?

— A quoi bon ? Vous avez entendu comme il recommandait qu'on ne le fit pas.

— Soit.

L'idée d'Arlette était raisonnable, ma réponse absurde. Aujourd'hui, en écrivant ces lignes, je me demande comment nous avons pu ainsi nous résigner à continuer d'attendre. Je n'y vois qu'une explication : c'est que déjà prévenus intérieurement de ce qui était arrivé, nous saisissions tout prétexte pour retarder le moment où il faudrait le *réaliser*.

Un long temps encore passa.

Arlette se leva, fit un tour dans la pièce obscure, puis s'arrêtant devant la pendule :

— Huit heures... il serait temps de se mettre à table.

Je répondis en m'efforçant de rire :

— Bonne idée : cela suffit en général pour faire paraître le convive en retard.

Arlette sonna.

— Je vais dire qu'on serve.

Elle eut ensuite un haussement d'épaules découragé :

— N'est-ce pas stupide ? J'avais imaginé qu'à peine parti, il reviendrait...

— Et pour tout autre chose...

— Oui ; maintenant je regrette de n'avoir pas eu raison.

Au même instant la lumière jaillit. Le domestique appelé venait de tourner le bouton de l'électricité. Je ne pus retenir un cri :

— Arlette ! que crains-tu ?

— Et toi ?

Ah ! maintenant qu'on voyait clair, comment dissimuler encore l'angoisse qui nous tenaillait ? Sans l'apparition soudaine de la lumière, peut-être aurions-nous eu le temps de composer nos traits : trop tard ! nos âmes s'étaient découvertes, nous avions vu !

Alors, se tournant vers le domestique, Arlette jeta :

— L'auto ! tout de suite !

Puis me regardant :

— Il y a plus de deux heures que j'aurais dû m'y décider !

Je voulus répliquer :

— Tu as tort de t'affoler.

Mais elle m'interrompit :

— Allons donc ! Depuis que tu es rentré, tu meurs de la même anxiété !

— Je te jure...

— Tu as parlé du lac : quels projets t'a-t-il confiés avant de partir ?

— Rien que de très vague... qu'il reviendrait peut-être en barque...

— Et c'est à Meillerie qu'il se rendait ?

— Oui.

— Soit ! A Meillerie, nous saurons ce qu'il a fait.

— Nous le rencontrerons auparavant !

Elle jeta vers moi un regard étrange :

— A moins qu'il n'ait été ailleurs...

Déjà l'auto ronflait devant le perron : nous partîmes sans ajouter un mot. Puisque la lumière nous avait révélés l'un à l'autre, à quoi bon mentir ? Nous n'avions plus qu'à communier dans la peur. A quoi bon parler ? Des paroles n'auraient servi qu'à nous décourager, et nous humions d'avance une telle odeur de souffrance que nous avions besoin de rester forts.

Ce que furent après cela notre course, nos recherches, j'ai peine à le retrouver aujourd'hui. Suivant une loi plus générale qu'on ne l'imagine, le dénouement a effacé tout ce qui l'a immédiatement précédé. Je revois très bien les heures d'attente que je viens de décrire : les suivantes, certainement plus chargées de fièvre et de faits, sont à peu près mortes dans ma mémoire.

De cette période suprême, voici ce que je retrouve :

D'abord une nouvelle rafale dans la nuit... Nous sommes en route ; nous allons contre le vent ; nous volons et tout vole alentour, les arbres valsent, la haie se dérobe, les maisons fuient. Une seule chose a l'air d'échapper au cyclone, et c'est, projetée par les phares, la grande nappe de clarté qui nous précède... Encore, parce que le chemin tourne, parce que nous-mêmes évitons une ornière, a-t-elle de brusques soubresauts ; ses bords frémissent, se déchirent, escaladent une banquette, sont mordus par un fossé ; puis le rectangle s'égalise, et la plaque lumineuse gît de nouveau, immobile en apparence, pareille à un tapis.

C'est ensuite, à Meillerie, une descente affolée jusqu'au port où il n'y a personne, où, solitaires, les caravelles s'entre-choquent avec des gémissemens d'oiseaux de nuit. On cherche les patrons des barques. Nous heurtons à des portes de taudis. Chaque fois nous jetons la même question :

— Un monsieur est-il parti en bateau, cet après-midi ?

— Oui, répondent les uns ; non, affirment d'autres. Tous se contredisent ; tout aussi est contradictoire, l'heure, le signalement... Il est possible que Pierre soit revenu par le lac, possible qu'il n'en soit rien. Mais est-il seulement venu à Meillerie ? Le notaire n'en sait rien, ni le buraliste, ni la receveuse

des postes... S'il était à la gare, bien sagement, attendant le passage du dernier train?... Hélas! la gare est vide!

Alors un nouvel ordre bref :

— Retournons à Lugrin, dit Arlette.

Sa certitude est absolue : Pierre a dû aller ailleurs qu'à Meillerie. Il n'y a plus qu'à découvrir cet ailleurs.

Un apaisement suit. Nous avons le vent arrière; il galope sans parvenir à nous rejoindre. On pourrait croire que nous n'avancions pas, tant l'air est calme. Du coup la fraîcheur a disparu...

Avons-nous à ce moment discuté un plan de recherches? C'est probable. Toujours est-il qu'à peine sommes-nous rentrés, chacun repart dans la bourrasque. Le jardinier suivra la berge du lac, le valet de chambre se dirige vers Évian, l'auto vers le bout du lac et Lausanne au besoin.

Je demande à Arlette :

— Et nous?

— Nous?... C'est bien simple, nous attendons ici... dans le cas où il reviendrait.

Attendre! nous ne sommes plus capables que de cela... Arlette a raison : attendons en silence, sans bouger, dans ce salon où la pendule seule s'obstine à respirer avec la même régularité.

Encore une vision restée dans ma mémoire :

Il est minuit ou peu s'en faut. Tout à coup j'ai l'illusion d'une chute au fond d'un puits de mine. Ce n'est rien, ou plutôt c'est simplement le vent qui tombe... Personne ne revient. Reviendra-t-on avant le matin? J'en doute. Nous n'avons déjà plus l'espoir qu'on retrouvera Pierre, mais une indication de son passage suffirait à nous soulager. Et je remarque l'air hagard d'Arlette, ses pommettes en feu, ses yeux d'agonisante... Je m'approche d'elle, je lui prends les mains et résolu à me faire obéir :

— Monte dans ta chambre.

Elle réplique d'une voix brisée :

— A quoi bon?

— Pour être forte demain...

— Quoi qu'il y ait, je le serai.

— On dit cela.

— Ah! s'écrie-t-elle, je ne me leurre pas, je sais bien qu'il est parti!

Si ce n'était que cela ! Hélas ! j'ai une autre pensée. Je répète :

— Va ! je t'appellerai, s'il y a lieu.

Elle cède enfin...

C'est tout ce dont je me souviens. Il faut maintenant venir au dénouement, c'est-à-dire à l'aube...

Le jour se levait, blafard, la face savonnée de brouillards. Le lac, comme une cuve, exhalait une vapeur de glace. On avait envie de claquer des dents. Je m'obstinais à errer dans le jardin, guettant nos gens qui ne venaient pas, qui ne viendraient plus sans doute avant de longues heures.

Tout à coup j'avais songé : « *Le demain* dont parlait Pierre est arrivé. Pourquoi Pierre en aurait-il parlé, s'il ne devait pas faire la lumière ? » En même temps, il m'avait semblé que mon attente cessait. Excès de fatigue ou effet d'imagination : non seulement j'étais devenu calme, mais je ne doutais pas qu'il me suffît de bien ouvrir les yeux pour sortir d'incertitude.

A ce moment précis, je crus distinguer un bruit de roues sur la route. Étant remonté jusqu'à celle-ci, j'aperçus alors une carriole revêtue d'une bâche que menaient deux hommes dont l'un était le jardinier.

Une voix cria au fond de moi : « C'est la fin ! » Cependant je ne bougeai pas. Les hommes n'avaient pas l'air de me reconnaître. Ils approchaient à pas réguliers et sans faire aucun signe. Quand ils furent arrivés près de moi, ils arrêtrèrent la carriole. Je ne les interrogeai pas. Je ne fus pas étonné non plus en soulevant la bâche ; avant même que d'y avoir touché, je savais que j'allais apercevoir le cadavre de Pierre affreusement défiguré par la noyade.

Je laissai retomber la toile et reconnus à peine ma propre voix. Je disais :

— Portez-le au salon sans bruit et fermez la porte à clef. Il faut que Madame ne le voie jamais ainsi.

J'avais conscience, en l'ordonnant, d'accomplir la volonté de Pierre. Il ne m'avait peut-être appelé que pour cela... Mais alors comment Pierre avait-il pu prévoir?... Ici ma pensée prit l'épouvante d'elle-même. Je chancelai comme un ivrogne, puis mes yeux s'obscurcirent et, déchiré par une angoisse pire, j'éclatai en sanglots.

IV*

Je passe sur les deux jours qui suivirent. Si imprévu et si cruel que soit un deuil, il donne lieu aux mêmes occupations douloureuses ou répugnantes et ne diffère pas d'un autre.

Ce fut le matin du troisième jour, par une matinée maussade et rêche, que nous conduisimes Pierre au cimetière. Au retour, nous dûmes encore subir la présence des invités venus selon l'usage de la campagne. Enfin, vers le milieu de l'après-midi, la maison reprit le silence particulier aux demeures où la mort a passé. On y parle à voix basse, on y chemine sans bruit. Arlette, épuisée, s'était réfugiée dans sa chambre. Il ne me restait plus qu'une démarche à accomplir et qui était une visite au curé, pour le remercier au nom d'Arlette, ainsi qu'elle m'en avait formellement prié. Toutefois, avant de partir, j'éprouvai, moi aussi, une telle lassitude que je remis à plus tard la corvée et allai m'asseoir d'abord auprès du lac.

J'y demeurai un long moment. Je contemplais la nappe d'eau maintenant si calme et qui, pourtant, avait tué Pierre. Sa beauté me faisait peur. Je ne parvenais pas à oublier son meurtre.

Je songeais aussi à Pierre, de la manière respectueuse et un peu timide dont nous avons coutume d'honorer la mémoire de ceux qui viennent de nous quitter. Je le sentais à la fois présent et infiniment loin. Quelle fatalité l'avait conduit? Avait-il vu la mort approcher de lui? Quels efforts avait-il tentés pour y échapper? Questions très vaines, assurément, bien que, depuis la catastrophe, elles ne m'aient guère quitté!

Puis, tout à coup, sur cette grève, presque à la place où, trois jours auparavant nous avions ensemble admiré l'horizon, l'idée qui m'avait épouventé à la première heure surgit, non plus vague et imprécise, mais impérieuse : Pierre devait *savoir*, dès le matin, quand et comment il devait mourir.

Alors, un suicide? Pour quelles raisons? car on ne se tue pas sans motifs!

De ce qui avait pu se passer *avant* mon arrivée, il est entendu que j'ignorais tout. *Après*, du moins, quelque chose aurait dû me mettre sur la piste : or, non seulement rien ne

justifiait pareille thèse, mais chaque fait contribuait à la ruiner.

Le désespoir d'Arlette était sincère, dénué de retour sur elle-même. Elle ne s'adressait aucun reproche et souffrait uniquement de la fin tragique de Pierre. Autour, je l'entendais plaindre sans arrière-pensée ; aucun doute ne s'élevait au sujet de la marche du ménage. Restait l'enquête sur les circonstances du drame : elle n'avait pas abouti. Une barque échouée avait bien été retrouvée aux environs d'Évian ; toutefois le batelier interrogé n'avait pu dire à qui il l'avait louée. L'aurait-il dit que le renseignement eût été sans valeur, car l'homme s'enivrait à journées faites. Même si Pierre était parti d'Évian et non de Meillerie, qu'aurait-ce prouvé ? Ses affaires pouvaient l'avoir conduit, durant l'après-midi, ici et là. Ainsi, les apparences étaient muettes : cela seul comptait que Pierre *m'avait fait venir*. Je tentai de discuter avec moi-même. Rien ne prouvait, en effet, qu'il n'eût pas eu pour cela une raison plausible : pourquoi dramatiser gratuitement une ignorance rendue définitive par l'imprévu ? Il y avait aussi la phrase obscure et prononcée avec quel accent ! « En séjournant ici et à ce moment, tu me rendras service. » Mais n'aurait-elle pu s'éclairer avec le reste, s'il avait eu le temps de s'expliquer ? Quand on est dans l'indéfinissable, les mots reçoivent trop leur lumière du présent : à force d'être le reflet de nous-mêmes, ils ne servent qu'à égarer...

Je m'égarais. Allons ! trêve de suppositions vaines : la réalité suffisait sans chercher au delà. En route plutôt pour la visite au curé, puisque Arlette y tenait. Mais au fait, à quel propos les remerciemens dont j'étais chargé ? Serait-ce pour avoir rempli un office normal, ou bien pour avoir passé outre à des possibilités de mort volontaire ? Si Arlette avait eu la même idée que moi ?...

Sentant qu'à m'obstiner plus, je déraisonnerais tout à fait, je me levai enfin et, résolu à écarter coûte que coûte la hantise qui me tenait, j'allai sonner au presbytère.

Ce fut l'abbé Rouville en personne qui vint m'ouvrir. Il devait travailler à son jardin et parut à la porte, les manches et la jupe de sa soutane relevées, un tablier bleu autour de la taille. A ma vue, il sembla un peu décontenancé : il avait dû s'attendre à la visite d'un paroissien, non à celle de l'inconnu que j'étais évidemment pour lui.

Je dis aussitôt :

— Je viens de la part de M^{me} Jauffrelin.

— Ah!... très bien... entrez donc, monsieur.

Puis m'ayant conduit dans une pièce, mi-partie salon, mi-partie cabinet de travail :

— Je me lave les mains et suis à vous.

Resté seul, j'en profitai pour examiner les lieux et me faire, si possible, à l'avance une idée de l'homme.

Il y avait là beaucoup de gravures, et de toutes, beaucoup de livres, et de tous. L'imagerie de Saint-Sulpice voisinait avec des reproductions de la Sixtine, la Théologie avec Chateaubriand. L'ensemble marquait un essai de culture et des connaissances plus étendues qu'on n'est accoutumé à en rencontrer dans le clergé de campagne.

Quand l'abbé Rouville me rejoignit, nettoyé, la soutane en ordre, le tablier retiré, j'eus le sentiment de ne pas me tromper et que son allure était, par-dessus le marché, passablement mondaine. Avait-il été envoyé à Lugrin par disgrâce? Était-ce, au contraire, un apôtre épris d'humilité et désireux de renoncer aux succès de la ville pour se consacrer tout entier à un ministère ignoré? peu importe. En tout cas, que son intelligence fût supérieure à la moyenne ne faisait pas doute et je ne tardai pas à m'en apercevoir.

— M^{me} Jauffrelin désire-t-elle de moi quelque chose? demanda-t-il après m'avoir invité à m'asseoir en face de lui.

Je répliquai :

— Non, monsieur. Elle m'a prié toutefois de venir en son nom vous remercier pour le concours que vous avez bien voulu lui apporter durant les heures tragiques qu'elle a traversées. Je tenais à m'acquitter de ma charge dès aujourd'hui.

L'abbé Rouville inclina légèrement la tête :

— M^{me} Jauffrelin est bien bonne.

Puis il se tut, persuadé probablement que ceci n'était qu'un préambule, alors que, vraiment, je n'avais rien autre à ajouter.

Je crus poli de reprendre :

— Vous habitez Lugrin depuis longtemps?

— J'y étais déjà quand M^{me} Jauffrelin est venue s'installer ici.

Il poursuivit d'un ton où je n'aurais su quelle part faire à la réalité et à la politesse :

— J'appréciais beaucoup son malheureux mari. Sans nous voir fréquemment, nous jouissions d'une mutuelle estime l'un pour l'autre. Il n'avait pas, hélas ! la lumière intérieure qui seule procure aux hommes la paix dont ils ont soif ; en revanche, ses témoignages de confiance m'ont souvent touché et je n'ai point cessé de lui en être reconnaissant.

J'approuvai silencieusement, étonné, je l'avoue, que Pierre ne m'eût pas mentionné ce prêtre parmi ses relations amicales.

— Vous êtes sans doute un parent ? poursuivit-il.

— Un ami venu la veille de l'événement... par hasard... ajoutai-je sans parvenir à dissimuler une légère hésitation...

L'abbé Rouville dit avec simplicité :

— Alors... M. Revel ?

— Vous connaissez mon nom ? demandai-je assez surpris.

— M. Jauffrelm m'a beaucoup parlé de vous.

Il y eut ensuite un petit intervalle d'embarras, comme si chacun de nous taisait d'autres choses qu'il aurait voulu dire : mais presque aussitôt l'abbé Rouville se leva, reprenant le fil avant l'incidente :

— Je ne crois pas, monsieur, que les faits arrivent jamais par hasard. C'est toujours la Providence qui, guidant l'homme, permet de les préparer.

— ... ou de les subir, achevai-je, un peu gêné par sa phraséologie ecclésiastique.

Le curé répéta, comme un écho :

— ...ou de les subir...

Saisi d'un doute devant l'insistance de son regard, je repris :

— En tout cas, j'en suis encore à me demander comment la catastrophe a pu se produire. Pierre qui habitait le pays, qui connaissait les dangers du lac...

Il m'interrompit :

— Si vous devez connaître la vérité, soyez sûr qu'elle paraîtra, — pas à votre heure, — à celle marquée par Dieu. D'ici là, contentez-vous de le prier pour votre ami.

Je me levai à mon tour, prenant la phrase pour un congé ; toutefois, je ne pus me tenir d'exprimer une dernière fois mon humeur :

— Hélas ! si souvent la vérité est demeurée cachée qu'il est peu probable de la voir se révéler dans l'atroce aventure qui nous occupe !

— C'est peut-être un bienfait.

— Pour qui?

— Mais... pour la veuve, par exemple.

Avais-je mal entendu ou l'abbé Rouville soupçonnait-il, comme moi, que Pierre avait résolu de mourir?

Je me rassis aussitôt, et sans prendre la peine de cacher mon trouble :

— Vous venez de prononcer une parole, monsieur le curé, qui répond en moi à des préoccupations dont je ne parviens pas, malgré tout, à me dégager. Elle m'autorise en même temps à solliciter un supplément d'explication.

Il affecta de s'étonner :

— Que voulez-vous dire?

— Pourquoi supposez-vous que l'ignorance où nous sommes des circonstances de la mort de mon malheureux ami soit favorable à sa mémoire?

Une lueur passa dans les yeux du prêtre, puis s'éteignit.

— A mon tour, monsieur, permettez-moi de vous assurer que vous n'avez pas dû comprendre ma pensée. Il est vain de chercher à savoir les raisons d'un événement, quand on ne peut plus rien sur celui-ci. L'union de votre ami et de M^{me} Jauffrelin était, je le crains, de celles où les apparences de bonheur recouvrent la tourmente. Votre ami, lui-même, avait des manières de sentir particulièrement vives et j'ai été témoin parfois de sa pudeur à masquer la souffrance que provoquait en lui l'emprise d'idées à la fois profondes et inutiles... M^{me} Jauffrelin a-t-elle été aussi perspicace que moi? je l'ignore. Mais, au cas assez probable où ce ne serait pas, n'estimez-vous pas que le lui révéler aujourd'hui serait ajouter, sans profit pour personne, une cruauté à sa peine déjà cruelle?

Tandis qu'il laissait tomber ses mots, choisissant chacun d'eux avec le souci évident de ne pas mentir, ni de livrer la vérité qu'il connaissait, je n'avais déjà plus qu'un désir : lui arracher celle-ci. Il le pressentit et conclut d'un ton sans réplique :

— Quoi qu'il en soit, répétez à M^{me} Jauffrelin qu'en accompagnant son époux au champ de repos, j'ai invoqué Dieu pour elle autant que pour lui. Il m'a toujours paru que mon rôle de prêtre était de solliciter la miséricorde divine pour les vivans plus encore que pour les morts. « Pardonnez-leur, mon Père,

car ils ne savent ce qu'ils font ! » Voilà le grand mot de l'Évangile et le sommet. Adieu, monsieur.

Il m'avait, tout en parlant, reconduit vers l'entrée ; puis, m'ayant encore salué, il me laissa sur la route...

Je regagnai la maison dans un état d'extrême agitation. Cependant n'était-ce pas ma seule imagination qui m'avait porté à découvrir dans les paroles de l'abbé Rouville l'écho de mes propres pensées ? Il était invraisemblable que, certain d'un suicide, il eût accepté sans hésiter de procéder à des obsèques religieuses, plus invraisemblable encore que Pierre eût mis ce tiers au courant d'incidens de ménage si intimes. Il y avait enfin dans les insinuations du prêtre au sujet d'Arlette je ne sais quoi de déplaisant qui achevait de me mettre en garde. Non, décidément ce que j'avais entendu était sans valeur. Tout au plus devais-je en conclure que les relations entre Arlette et le presbytère manquaient de cordialité. Cela expliquait aussi l'opportunité des remerciemens et le désir d'un mandataire pour les transmettre.

Je venais à peine de remonter dans ma chambre, décidé à y prendre un peu de repos, quand ma porte se rouvrit pour laisser passer Arlette qui m'avait vu rentrer.

— Ne te dérange pas, dit-elle, ne me réponds même pas... Je viens surtout parce que j'ai besoin de n'être pas seule, et pour te mettre au courant de mes projets.

— A ton gré, répondis-je; quels qu'ils soient, je suis à ta disposition, car j'ai décidé de rester ici le temps qu'il faudra.

— Merci.

Elle s'assit, ensuite, l'air accablé, appuya ses coudes sur ses genoux, son menton sur ses deux mains, puis resta ainsi un long moment sans prononcer un mot.

Autour de nous régnait le silence qui succède aux départs et exprime si bien le harassment des choses. Le jardin lui-même était muet, sans cris d'oiseaux, ses branches immobiles.

Ce fut moi qui repris :

— Je crois avoir fait tout ce dont tu m'as chargé.

Elle acquiesça d'un signe lointain. Je poursuivis :

— J'ai terminé par le curé. Sais-tu qu'il est très bien?... Il m'a prié à son tour de te remercier pour la démarche et y a paru sensible.

Arlette eut un imperceptible haussement d'épaules.

Un nouvel intervalle s'écoula. Elle sortit enfin de sa rêverie.

— Tu dois bien supposer que je compte partir d'ici, fit-elle comme si j'avais pu lire jusque là dans ses pensées.

— Où iras-tu ?

— Je l'ignore : c'est d'ailleurs indifférent.

— Tu quitteras cette maison... tout à fait ?

Elle fit : oui, d'un signe de tête et acheva :

— Ne plus vivre dans ce décor, ne plus le voir!... être ailleurs où j'oubtie!...

Je murmurai :

— Alors ?

— Alors, moi partie, tu vendras tout...

— Même les meubles ?

— Surtout !

Je m'inclinai :

— Comme tu voudras...

Elle poursuivit :

— Auparavant, si tu trouves des papiers, — il y en a peut-être dans son cabinet de travail, mais je n'y veux pas rentrer, — n'hésite pas : brûle tout... sans lire.

— Songes-tu de quoi tu vas te priver ? Qui sait si tu ne regretteras pas plus tard ton sacrifice ?

Son regard se détourna du mien.

— Si je pouvais détruire jusqu'au souvenir de ce qui a été et ne sera plus, je n'hésiterais pas, dit-elle d'une voix éteinte.

— Beaucoup paieraient d'une fortune la douceur de le posséder !

— C'est que tu ne sais pas combien il est amer !

Pourquoi me rappelai-je au même moment le mot de l'abbé Rouville : « Les apparences de bonheur recouvrent la tourmente ? » Il me sembla qu'Arlette venait d'exprimer la même idée, mais avec l'accent de l'être qui en a connu la mortelle réalité.

— Étrange, soupirai-je à mi-voix : le curé tout à l'heure avait l'air de partager ton opinion.

Arlette se redressa vivement :

— Qu'a-t-il raconté, celui-là ?

— Oh ! répliquai-je, de quel ton tu le demandes et qu'y a-t-il entre vous ?

Arlette s'était déjà ressaisie :

— Peu de chose : une hostilité personnelle que rien ne justifie, une influence sur Pierre que j'ai crue mauvaise... mais que prétend-il encore? J'ai le droit de le savoir : tu dois me le dire.

— Rassure-toi ; il s'est contenté de philosopher et, à cette occasion, d'exprimer son scepticisme au sujet des bonheurs qui se voient.

— Qu'en sait-il?

Et simplement aussi, parce qu'Arlette ne niait pas, je ne doutai plus qu'une tourmente eût emporté le ménage de Pierre. Ce fut un sentiment si impérieux que, sans hésiter, je pour suivis :

— Toi-même, n'étais-tu pas d'un avis identique, l'autre jour, quand tu me confiais ta peur? Hélas! je n'ai pas compris alors ce que tu redoutais, tandis que maintenant...

Elle saisit mon bras :

— Deviens-tu fou, toi aussi?

— Qui sait si l'affreuse chose...

De nouveau elle m'arrêta, mais cette fois avec une violence qui m'effraya :

— Tais-toi! Tais-toi! n'ajoute rien!...

Elle s'était levée, elle avait tendu les mains en avant, comme pour se protéger contre une agression. Une immense douleur nous étreignit. En dépit du silence exigé, nos yeux n'avaient-ils pas tout dit?

Arlette reprit avec une expression d'accablement :

— Moi qui espérais qu'auprès de toi...

Elle n'acheva pas. Je crus qu'elle allait tomber et courus vers elle.

— Non! non! laisse-moi!...

— Arlette! m'écriai-je...

De la main, elle me fit signe encore de ne pas poursuivre, de ne pas l'accompagner. Du moment que tous les deux savions être torturés par le même cauchemar, pouvions-nous encore nous parler, nous revoir sans nous blesser?

Je la regardai s'éloigner. J'entendis son pas hésitant s'éteindre dans l'escalier. J'étais demeuré sur le palier. J'avais la sensation de m'enfoncer dans des ténèbres. De toute mon âme j'aurais souhaité de la lumière et respirer!

Une voix me fit tressaillir :

— Quelque chose pour Monsieur...

— Quoi? qu'y a-t-il?... Vous dites que c'est pour moi?

Je ne savais plus très bien ce qui arrivait. J'avais saisi machinalement l'enveloppe que me tendait un domestique, j'en faisais déjà sauter les cachets...

— De la part de M. l'abbé Rouville, achevait le domestique.

Sous la première enveloppe, une seconde apparut, ayant pour suscription, de la propre main de Pierre :

« Pour remettre à M. Revel, deux jours après ma mort. »

— Eh bien? qu'attendez-vous? m'écriai-je d'une voix sans timbre, vous voyez bien que je n'ignore pas d'où cela vient!

Et je rentrai dans ma chambre, faisant claquer la porte. Je tenais l'envoi du prêtre comme j'aurais tenu Pierre lui-même. J'avais aussi envie de sangloter, car, avant de rien lire, je croyais ne plus rien ignorer. Vanité des prévisions humaines : l'abbé Rouville ne m'avait pas trompé : la douleur suprême allait paraître!

V

Arrivé à ce point de mon récit, je me contenterai de transcrire sans commentaires les documens.

Ils comprennent une lettre écrite dans la nuit qui suivit mon arrivée, et des fragmens extraits d'un journal intime relu probablement la même nuit et dont le surplus a dû être détruit par Pierre.

Voici la lettre :

« Mon ami, je t'ai fait venir parce que ta présence pouvait adoucir les émotions de demain. Tu es pour moi du passé : qu'es-tu pour Arlette? c'est son secret et le tien. En tout cas, ce passé a toujours été loyal, et Arlette trouvera en toi un camarade sûr. Donc j'ai eu raison de t'appeler.

« Mon ami, je me tuerai demain : oh! proprement, rassure-toi, et sans scandale...

« Le motif, les motifs si tu préfères, je les garde pour moi : c'est mon droit. Un seul t'appartient, parce que tu y es mêlé, sans le savoir, — cela va de soi, — et sans l'avoir voulu, je n'en doute pas. Celui-là, tu le trouveras dans les quelques feuillets écrits au jour le jour et que je joins à ma lettre.

« Lis. Décide ensuite d'un avenir pour lequel je cesse d'être un obstacle.

« Si je ne me suis pas trompé, j'aurai, en m'effaçant, rendu la liberté à celle que j'ai aimée plus que la vie. Si je fus victime d'une illusion, mon sacrifice ira simplement grossir la liste des actes inutiles dont se compose une existence humaine : le mal ne sera pas grand.

« Un mot encore. Qu'Arlette ignore tout, même que je pars le cœur plein d'elle ! Je compte sur toi pour qu'elle m'oublie, car l'oubli est au terme de nos regrets les plus cuisans et il est vain de reculer une échéance inévitable.

« Et puis, fermons le livre...

« J'ai l'espoir qu'il n'est pas le dernier et qu'ailleurs, je ne sais où, il me sera donné d'en parcourir un autre avec des yeux moins douloureux. J'ai l'espoir surtout qu'ailleurs, je ne sais où, les âmes sont pénétrables aux âmes et la lumière règne. Si je ne devais, en m'en allant d'ici, que changer de solitude, la mort serait aussi abominable que la vie, et alors à quoi servirait-elle ? »

Voici le *Journal*. On remarquera que les dates en avaient disparu : le texte toutefois montre qu'il devait s'espacer sur environ trois années.

JOURNAL

Ce matin, bouquet d'aubépines sur la table : bouquet fait avec des branches courtes, trapues, sans élan. Cueilli sur la haie, il en avait gardé l'épaisseur hostile et un air de vouloir nous séparer.

A peine installé, j'ai dit à Arlette :

— Ne trouves-tu pas qu'il est de trop ?

Elle a répondu :

— Pourquoi ? il sent le printemps.

On a toujours tort de fixer par des mots une impression qui nous effleure : c'est une manière de la retenir et l'inviter à être domicile. A partir de là, je ne me suis plus occupé que de bien voir Arlette, en dépit de la barrière qui voulait m'en empêcher. Il existait aussi un second obstacle, mais je ne l'ai remarqué que plus tard. On avait négligé de relever la suspension. L'intervalle laissé libre entre elle et le bouquet était donc très petit.

Il est arrivé ensuite une chose stupide et inexplicable. Comme je continuais de m'acharner à bien voir Arlette, tout à coup je ne l'ai plus reconnue. Quelque autre, à la faveur du bouquet, avait dû se substituer à elle.

Ah! l'on ne soupçonne pas les traits d'un être, tant qu'on n'a pu échapper au magnétisme de ses yeux! Parce que les yeux d'Arlette n'étaient plus visibles, parce que je n'apercevais d'elle qu'un bas de visage, je découvrais sur celui-ci des reliefs extraordinaires. C'est ainsi que, de part et d'autre des lèvres, j'ai distingué un arc tendu pour retenir à tout prix la confiance et, au milieu du menton, un creux pareil à un sceau cadenasant des secrets. En même temps, j'ai senti qu'un voile infiniment ténu, — l'ombre d'une ombre, — descendait entre nous et allait y rester. Même, n'y avait-il pas toujours été, sans que j'y eusse pris garde?

Tout à coup Arlette a repris :

— Décidément, tu avais raison, ces fleurs nous gênent.

Elle a écarté le vase, relevé la suspension. De nouveau, j'ai vu les yeux; mais ils n'étaient plus comme avant.

Je crois que c'est tout.

*
* * *

Aimer n'est pas seulement se sentir soulevé par le désir d'une femme; ce n'est pas uniquement avoir l'obsession de ses lèvres et la hantise de son corps : c'est posséder les pensées qui fleurissent en elle et les images de ses songes; c'est, la cherchant dans ses yeux, s'y retrouver comme dans un miroir sans cesser pourtant de l'y apercevoir; c'est, rayon dans un cristal, traverser l'âme d'un jet pour s'épanouir ensuite en gerbes de couleurs; c'est, à deux, former un univers qui regarde l'autre et ne lui appartient pas...

Est-ce possible? je ne sais plus. Depuis que j'ai vu le visage inconnu qui était pourtant un visage adoré que je croyais connaître, j'ai la certitude qu'au delà d'une réalité présente et qu'on possède il y en a d'autres en nombre incalculé et qu'on ne possédera pas. Oui, derrière l'âme qui est mon délice, dorment d'autres âmes qui m'échappent. Nous avons l'illusion de nous étreindre, nous ne nous étreindrons jamais dans la plénitude du don, et ce ne sera ni la faute de mon appel, ni celle de sa bonne volonté. Pas plus elle que moi ne

pourrions nous livrer en entier : il faudrait pour cela être sûrs de ce que nous sommes et nous n'en avons même pas le soupçon.

Aujourd'hui, j'ai été, moi aussi, scruter mon visage devant une glace. Derrière la face d'amant ivre que je n'ai pas cessé d'être, moi aussi, j'en ai découvert une autre qui m'a glacé. Il y avait sur elle toutes les traces d'un passé que je croyais oublié, que je ne pourrais détailler si je le voulais, et qui, pourtant, demeurent, agissant à la façon du chloroforme. Je me suis réveillé, je perçois de nouveau le présent, mais je n'ai pas cessé de subir le malaise du narcotique : trop faible désormais pour altérer ma conscience, il agit encore assez pour altérer le souvenir.

Que reste-t-il dans Arlette de ce même passé dont elle est, sans le vouloir, la gardienne vigilante ? Quelles plages, vides ou peuplées, son cœur a-t-il traversées, sous quelles lumières son cœur a-t-il battu, en ces temps où je ne la connaissais pas?... et n'est-ce pas cela dont le visage que j'ai découvert prétend conserver le secret?...

*
* *

Ce ne sont que des riens, peut-être un effet d'accoutumance, car on s'habitue vite au bonheur...

Il me semble que nous ne sommes plus heureux de la même façon et que nos joies s'émeussent. Sous prétexte d'agiter des projets, l'extérieur pénètre entre nous, et je m'étonne de le voir accueilli si aisément.

Hier, décision concernant les meubles. Arlette goûte les styles anciens. C'est un désaccord léger, car il me plaît de penser que chaque génération doit laisser aux suivantes le témoignage de son goût personnel.

Nous avons aussi projeté des excursions. Auparavant, il nous suffisait de marcher : peu importait le but.

Tout à l'heure enfin, Arlette m'a prié de lui faire la lecture. Tandis que je tournais les pages du roman qu'elle a choisi, j'entendais la voix d'un importun troubler notre tête-à-tête. Soudain, cette voix, qui était la mienne, a lu :

« C'est la vieille histoire du festin d'amour qui ne peut se changer en pain quotidien. Ils continuaient de se sourire sous leurs parures de fête et avec des mots de circonstance : mais la

faim et la soif les consumaient et leurs regards avaient peur de se rencontrer... »

Arlette n'a pas eu l'air d'entendre : quant à moi, je n'ai pu continuer et j'ai fermé le livre...

Ainsi, peu à peu, je ne saurais dire pourquoi, nait autour de nous une contrainte qui, sans être douloureuse, suffit à rendre nos paroles plus banales, nos gestes moins imprévus. Je répète qu'il ne se passe rien, nos emportemens sont pareils. Nous errons comme avant, les bras liés et aussi proches. Cependant j'ai, d'une manière continue, l'obsession que nous sommes deux : *elle et moi!*

*
* *
*

Conversation singulière avec Arlette. Nous étions au jardin. Tout à coup, elle dit :

— Aujourd'hui, je ne sais quel désir me vient de savoir chez qui tu fréquentais jadis.

— Une enquête, alors?

— C'est si intéressant, du passé...

— Pas plus que les lettres trouvées après décès. On ne les ouvre pas, et on hésite à les brûler. Y toucher me paraît un sacrilège inutile.

J'ai répondu cela, non pas qu'un tel interrogatoire m'effraye, mais parce qu'il répond trop à certaines de mes pensées.

Quelques instans s'écoulaient, et c'est moi qui reprends :

— Toi même, à quoi pensais-tu, de qui as-tu rêvé, quand je ne te connaissais pas encore? Ce que j'ai de toi me semble si peu de chose! Je me sens jaloux de tes projets morts, de tes joies évanouies, de ce qui a rempli des années que j'ignore et qui sont pourtant le plus clair de ta vie!

Arlette m'a interrompu :

— Je croyais qu'y toucher est du sacrilège inutile...

Puis, elle a réfléchi :

— Je crois aussi que je n'existais pas avant de t'avoir rencontré.

Et peut-être est-ce vrai : peut-être aussi n'est-ce qu'une manière de m'interdire son passé comme j'ai réservé le mien. Ainsi, nous avons l'air de deux compagnons de route munis de leurs sacs soigneusement fermés. Tout est commun entre eux, tout, sauf les clés...

*
* * *

Un point de rencontre : Revel.

J'ai parlé de notre camaraderie, de nos farces de jadis. Elle a joué avec lui; ils avaient promis de s'épouser plus tard.

Nos yeux, apercevant une vision pareille, semblaient effacer le temps. Nous avions l'étonnement de promeneurs qui, sans le savoir, ont pénétré dans un parc interdit.

*
* * *

Nous parlons souvent de Revel. J'ai l'impression qu'Arlette trouve du plaisir à remuer les aventures de son enfance où il paraît. Je sais maintenant dans quelles maisons ils jouaient ensemble, les voyages qu'ils ont faits, une histoire de pêche burlesque, un projet d'enlèvement...

Quand Arlette reste pensive, j'ai un moyen sûr de l'arracher au silence. Tandis qu'elle cause, je surveille son regard qui brusquement me quitte, remonte à des lieux ignorés de moi, lit des heures abolies sur une horloge que je n'ai point vue et sourit à un ami que j'ai cru connaître, mais qu'elle connaissait mieux.

Il paraît qu'ils se tutoient. L'avais-je remarqué avant nos noces?

Il paraît qu'ils s'écrivaient jadis. Leur correspondance a cessé quand Arlette s'est fiancée.

Il paraît... mais que sert de répéter de tels enfantillages, dont nous ne nous entretenons que du bout des lèvres et parce qu'il est bon de ne jamais se taire quand on est deux? Cependant, à les rapporter ici, j'éprouve une impression bizarre. Je ne suis pas jaloux : je souffre comme si j'allais le devenir.

Évidemment Revel a été le premier amusement d'Arlette. Il a ensuite disparu de sa route autant qu'a disparu de la mienne la femme qui fit surgir en moi le premier éveil de volupté. Ainsi, nous retrouvons tous, à l'aube de la vie sensuelle, une figure décisive et vaine, et qui nous semble même un peu ridicule, — car en son temps nous n'avons pas su comprendre ce qu'elle disait, — et dont aussi nous osons parler à découvert, — car les souvenirs qu'elle évoque n'exigent aucun mystère. En devenir jaloux serait puéril : en prendre ombrage est sot...

Je l'écris, j'en suis certain, et pourtant je n'ai pu m'empêcher de dire, il y a un instant :

— Gardons un peu de Revel pour nos soirées d'hiver. On aurait tort d'abuser d'un ami, même du meilleur!

Et si je suis à peu près convaincu que Revel n'est rien pour Arlette, je n'en suis pas moins résolu à ne jamais lui écrire, de peur qu'Arlette ne revoie son écriture...

*
* *

Je n'aperçois plus son visage, mais seulement l'autre, celui que j'ai découvert à travers le bouquet.

Sommes-nous changés? Est-ce la pensée de Revel qui gâte nos plus chers momens? Est-ce moi qui obéis à une imagination en désordre? Est-ce Arlette qui réellement se dérobo? J'ai l'intuition, parfois, que nous devenons incapables de nous joindre. Nous parlons, et nos paroles viennent d'au delà. Nos mots restent précis, et je me demande si leur sens est bien celui que je suppose...

Illusion des amans! Jusqu'à ce jour, mon ignorance d'Arlette n'était qu'une source de joie. Chaque heure, en détruisant le paysage du moment, m'en promettait un autre, également féérique; et nous allions... nous allions... Où sommes-nous allés?

Je voudrais oublier que j'ai désiré posséder son passé. L'apôtre qui souhaitait de rester au Thabor avait raison : il eût supprimé le Calvaire et le salut du monde; mais devant la gloire et dans la lumière de Dieu, quel mortel se soucie de l'univers?

*
* *

L'abbé Rouville se prodigue peu et ne paraît, si l'on peut dire, qu'aux jours de commandement. Il m'attire par je ne sais quel air laïque, reflet d'une jeunesse dont il ne parle pas, et un sens apostolique qui le conduit à s'exprimer avec simplicité, sans que cela nuise en rien à sa perception très aigüe des positions humaines.

Il est venu aujourd'hui nous rendre visite.

Arlette, qui le goûte peu et l'accuse de manquer d'onction, s'est dérobée. J'ai donc reçu seul l'abbé et l'ai conduit au jardin.

Nous avons déambulé dans l'allée, pareils à des religieux dans un cloître. Du conflit survenu entre l'évêque et le préfet,

j'ai passé aux instructions du Pape, aux récoltes, enfin au temps qu'il fait. C'est le tour d'usage entre gens peu disposés à se livrer et qui ne possèdent pas, comme à Paris, la ressource indéfinie des romans et du théâtre.

La conversation allait chômeur quand l'abbé a cru devoir me féliciter de mon bonheur et ajouter :

— Puisse Dieu vous accorder qu'il dure ! Soyez aussi son gardien vigilant ; l'homme est toujours à lui-même son plus grand ennemi.

J'ai répliqué :

— Soyez tranquille ; je n'oublie pas que l'essence du bonheur est d'être fugitif.

Il s'est arrêté, et, me scrutant d'un coup d'œil rapide :

— Vous en parlez déjà comme si le vôtre était en péril.

J'ai rougi :

— N'en croyez rien : en revanche, je ne sais quelle superstition me fait craindre de l'étaler. L'homme qui se vante d'être heureux m'a toujours paru reprocher au sort de l'avoir oublié.

— Parfait, a répliqué l'abbé.

A mon tour, piqué par l'allure personnelle qu'il avait prise à mon égard, j'ai repris :

— Mais vous-même, monsieur l'abbé, comment avez-vous eu l'idée de chercher dans une pauvre cure de campagne un état qui me semble fort étranger à vos origines que j'ignore, et à une culture dont je puis témoigner ?

Il a rougi comme j'avais fait auparavant.

— C'est, dit-il, par esprit philosophique et pour fuir un mal que bien peu de gens reconnaissent, bien que tous en soient victimes.

— Vous ajoutez une énigme à la première.

Il s'est recueilli une seconde :

— Oui, je sais que vous n'êtes pas encore en mesure de la déchiffrer, mais cela viendra...

Comme je m'étonnais de plus en plus, il a tenté de s'expliquer, non sans une légère impatience.

— Si j'avais eu, comme vous, la chance de rencontrer une compagne parfaite, moi aussi peut-être, n'aurais-je jamais découvert que la solitude est à la racine de chaque misère humaine... Hélas ! mon expérience m'a interdit de l'ignorer. Je me suis réfugié en Dieu, comme vous vous êtes marié, pour ne

plus être seul. De nous deux, c'est moi qui ai toutes chances de n'être pas déçu.

— Qu'entendez-vous par solitude? demandai-je pensif.

— Si vous ne le savez pas, Dieu me préserve de vous l'apprendre!

Nous continuâmes de cheminer en silence. Il me semblait que ses paroles venaient, par une sorte de résonance, de réveiller en moi ce que les derniers jours ont mis de trouble dans ma pensée.

— Je crois à peu près vous comprendre, ai-je murmuré tout à coup.

Il a répliqué avec vivacité :

— Voici une hésitation qui me prouve justement combien vous ignorez encore ce dont je parle, et je vous en félicite.

Après quoi, nous nous sommes quittés, lui gardant la mine fâchée d'un homme qui a trop parlé, et moi, le cœur glacé, assuré, quoi qu'il en dise, que j'ai compris.

* * *

Ai-je compris? Serait-ce la Solitude qui commence?

Je voudrais analyser une souffrance qui n'est pas tout à fait aiguë sans jamais cesser de rester sensible, faite d'impressions dont aucune ne peut se préciser et dont chacune m'accable...

Je respire avec effort dans un air qui m'étouffe, bien qu'il soit le même qu'auparavant. Je redoute le temps qui vient, non seulement pour la menace que j'y pressens, mais pour la peine que j'aurai à le tuer... Ennui? Appréhension de dissentimens qui n'éclatent jamais? je l'ignore. Solitude, en tout cas, et l'abbé n'a pas menti : si on a peine à la reconnaître, c'est qu'elle revêt mille formes.

Qu'y a-t-il au juste? En apparence, l'accord demeure. Pas de rides à la surface, un bonheur uni... et pourtant je devine entre elle et moi un obstacle indéfinissable, — une pensée, un désir, enfin je ne sais quoi, — grâce auquel une province nous sépare...

C'est surtout quand j'examine Arlette à la dérobée. Quelle absence dans son regard! Où va son rêve? Rejoint-il un autre rêve que je ne soupçonne pas et qui guette le sien? Mais non, si je rencontre ses yeux, je les vois clairs comme au début. De tels yeux ne peuvent mentir.

Et s'ils se contentaient de se taire?... Avec des yeux de

femme, on doit toujours appréhender la duperie d'un secret bien gardé.

Un secret !... c'est probable... ou possible...

Lorsqu'elle est ainsi absente, avec quelle audeur elle paraît vivre, mais ailleurs ! Si je propose quoi que ce soit, elle l'accepte. Elle ne dit jamais non : seulement je devine à son air que la résignation lui est légère, précisément parce que je ne touche pas à l'inconnu de sa vie.

Un secret... mais lequel ?...

Et je retombe dans ma détresse vaine. Une sorte d'usure ronge mon esprit et mes sens. Je végète, sans surprises, sans attente de l'heure qui vient, sans regret pour celle qui m'a quitté, obsédé par une pensée unique : Arlette est là et elle n'est plus présente...

*
* *

Il faut me recueillir pour raconter ce qui vient d'arriver. Il faut que demain, quand moi-même aurai repris mon sang-froid, je sois en mesure de relire les phrases exactes, avec les expressions et jusqu'aux intonations qui les ont soulignées...

Voici. Arlette a jugé bon, pour une raison que j'ignore encore, de congédier Marie.

Marie est cuisinière, et je ne tiens pas plus à Marie qu'à une autre, bien qu'elle nous ait fidèlement servis depuis notre arrivée.

Les renvois de domestiques sont du domaine du ménage et je n'ai rien à y voir. Cependant, quand Arlette m'a dit la chose, j'ai voulu connaître ce qui la motivait : non pas que j'aie désiré y rien changer, mais par un goût naturel de ne pas ignorer ce qui se passe chez moi. J'ai donc demandé :

— Qu'est-il arrivé entre elle et toi ?

Arlette, qui travaillait à son ouvrage avec une évidente nervosité, n'a d'abord pas répondu. Il a fallu répéter la question. Alors, sans lever les yeux, elle a prononcé d'un air calme :

— Rien : une parole de trop et que je n'ai pas supportée.

— Mais laquelle ?

— Je ne m'en souviens déjà plus.

— C'était donc si peu grave ?

Silence d'Arlette. J'insiste :

— Pourquoi ne pas **me** le dire ?

Arlette a un mouvement d'épaules.

— Je croyais qu'il était entendu que tu me faisais crédit, au moins pour la conduite de la maison.

Je m'empresse de répliquer :

— Aussi n'est-il pas question de reviser un procès jugé, mais simplement d'être mis au courant.

Elle a secoué la tête :

— Mettons que c'est un contrôle.

— De la curiosité, plutôt.

— Sais-tu que parfois les curiosités risquent de tuer la confiance ?

Surpris, je me tais à mon tour. Pourquoi une telle résistance à ma demande si naturelle ? Sera-ce notre premier conflit, et pour quelle cause absurde !

Après une courte réflexion, je décide de céder :

— Soit, je ne réclame plus rien. Cependant...

— Quoi encore ?

— Cependant je voudrais relever un mot que tu as prononcé et qui m'inquiète. Tu assures que la curiosité tue la confiance. La tienne en serait-elle déjà là que pour si peu elle risque de sombrer ?

Elle a brusquement déposé son ouvrage et, me regardant cette fois :

— Je me demande où tu veux en venir ?

J'ai dit qu'elle me regardait, et précisément avec les yeux clairs que je lui vois depuis des semaines, ces yeux où l'on se perd si bien qu'on a l'intuition qu'ils sont un piège et ne se livrent ainsi que pour empêcher d'y rien lire. Une fièvre s'est emparée de moi. J'ai repris :

— Arlette, pourquoi n'es-tu plus sincère avec moi et que me caches-tu ?

Elle s'est redressée avec violence :

— Quand t'ai-je caché quelque chose, et vas-tu, pour un ragot de domestique ?...

Je l'ai interrompue :

— Il ne s'agit pas de domestique, il s'agit de nous ! Plus je t'examine depuis de longs jours, plus j'ai la certitude que tu gardes par devers toi je ne sais quelle pensée, un regret peut-être...

Elle a coupé à son tour ma phrase.

— Pierre, serait-ce que tu deviens fou?

— Non, pas fou, mais clairvoyant! Ah! comment découvrir ce qui est là, derrière tes yeux, dans ce cerveau ou je ne pénétrerai jamais?

— Et moi, a-t-elle repris avec le même soudain emportement, moi qui, depuis des semaines, te sens aux aguets devant je ne sais quel gibier, qui n'ose même plus lever la tête de peur de rencontrer la perpétuelle interrogation, ne puis-je te demander, moi aussi : qu'y a-t-il? qu'est-ce qu'on t'a dit? qu'ai-je fait?

D'un même élan nous nous étions levés; nous avions été l'un vers l'autre comme on court à un assaut.

J'ai crié :

— Tais-toi! c'est à moi de réclamer d'abord la vérité!

— La vérité consiste à sortir enfin de la cave où nous étouffons et tâtonnons en aveugles. Parle! Encore une fois, à quoi penses-tu? qui crains-tu? Pourquoi ne puis-je plus désormais prononcer certains noms...

— Celui de Revel par exemple!

— Celui de Revel ou un autre, peu importe! car tous se valent à mes yeux.

Je me suis emparé de ses mains : Revel apparaissant ici m'avait rendu ivre. Mais elle s'est débattue, et tout à coup, avec un rire qui m'a traversé.

— Et penser que c'est peut-être parce que tu m'aimes, que nous en sommes là!

A mon tour, j'ai répliqué :

— Et penser que si tu m'avais aimé comme je t'aime, je n'aurais pas à mendier le nom d'un étranger que je sens nous séparer!

Elle a levé les bras au ciel :

— Pierre! Pierre! ce que tu dis n'a plus de sens. Quel étranger?

— Oui! quel étranger? Fantôme ou vivant? que le cauchemar finisse!

Mais subitement ses bras m'ont enveloppé :

— Pierre! Pierre! arrête-toi! nous allons nous faire du mal et tu sais bien que ce sera pour rien, puisque après cela nous ne nous aimerons pas moins!

Alors, à cet appel, ma colère est tombée comme un manteau.

Dégrisé, j'ai de nouveau plongé dans ses yeux et n'y ai découvert qu'un immense effroi de ne plus nous aimer : une fois de plus, j'ai cru en elle...

Puis je suis monté ici, le prestige tombe et je recommence... Est-ce Revel ? est-ce un autre ? ou est-ce moi qui deviens fou, comme elle le prétend ? Ah ! crocheter ce secret dont je sens plus que jamais qu'il demeure ! Peut-être Marie n'est-elle chassée que pour l'avoir deviné ! Peut-être suffit-il de regarder du dehors pour apercevoir ce que je ne vois pas ! Qui sait si l'abbé Rouville...

Demain, après avoir relu, j'irai au presbytère.

*
* *

Singulière conversation... prêtre encore plus singulier...

Il faut passer sur le début de l'entretien. J'ai d'ailleurs été droit au but.

— Monsieur l'abbé, je désirerais recourir à vos lumières pour un cas où l'expérience de votre ministère me sera d'un utile secours.

— Si c'est au prêtre que vous vous adressez, a-t-il fait aussitôt, mon église est à deux pas.

— Non, c'est l'homme seul dont je viens solliciter les conseils.

Il s'est incliné, puis a écouté mon récit sans placer un mot.

Quel soulagement, à certaines heures, d'étaler sa plaie devant un inconnu ! Non seulement je crois n'avoir rien omis, mais, à mesure que j'avais, je jugeais avec un sens nouveau les choses dont je parlais. Quelques-unes m'ont semblé rapetissées et devenir insignifiantes. L'idée qu'Arlette peut encore aimer Revel, par exemple, m'est apparue subitement comme la fantaisie d'un mauvais rêve. D'autres, au contraire, prenaient un relief extraordinaire, alors que je les avais tenues auparavant pour l'accessoire du décor. C'est ainsi que j'ai insisté sur notre impuissance à nous pénétrer vraiment, sur la sensation d'usure que me donnent nos tête-à-tête. A peine enfin ai-je parlé d'un secret possible, bien que je ne sois venu que pour cela.

Mes explications terminées, j'ai attendu la réponse de l'abbé Rouville, mais il était plongé dans une réflexion profonde.

— Eh bien ? ai-je demandé, que faire ?

Il a répliqué, enfin :

— C'est fort simple : vous réfugier en Dieu ; vous convaincre qu'on ne doit aimer que lui et, en l'aimant uniquement, éprouver un tel détachement d'ici-bas que ce qui vous trouble à ce degré cessera d'exister...

J'ai repris avec humeur :

— Nous ne nous entendons pas. Je ne suis pas venu solliciter ici des remèdes mystiques. Vous avez le droit de me juger à plaindre de n'en pas vouloir, mais prenez-moi pour ce que je suis, c'est-à-dire un homme qui souffre, non un saint ou quelque autre disposé à le devenir : oubliez votre costume, votre foi que je ne partage pas, ne faites appel qu'à votre expérience, — je la soupçonne étendue, — et répondez à ma question par des clartés humaines, les seules à ma portée : encore une fois, que faire ?

Il a hoché la tête :

— Dans ce cas aussi, c'est très simple : rien...

— Comment ! est-ce là tout ce que vous trouvez ? N'avez-vous pas saisi qu'il s'agit de mon bonheur, de ma vie même ?

Il a répété :

— Rien...

Puis m'ayant regardé longuement, pesamment :

— Cher monsieur, ce que vous jugez un cas extraordinaire est, au contraire, de règle. Vous subissez l'évolution commune. Pendant quelques mois, quelques années, vous avez tenté de réaliser la fusion totale de deux êtres, de ne former qu'une âme, qu'un désir. Tant pis, si vous aviez compté échapper à la norme qui gère l'humanité ! On ne s'égare pas vainement dans de pareilles délices, et le retour qui suit les fait payer. Non seulement l'amour ne peut être qu'un moment, mais il n'est qu'un appel. S'il existait tel que vous l'aviez rêvé, reconnaissez que le monde n'aurait plus qu'à suspendre son cours, c'est-à-dire à disparaître. La loi est autre : se chercher, avoir l'illusion de se trouver, ne se trouver qu'à demi, puis devenir l'un pour l'autre une habitude, tantôt agréable, et tantôt subie, s'estimer quelquefois, se tolérer presque toujours, rarement se détester tout à fait, enfin et, sauf exceptions plus rares encore, ne pouvoir plus se quitter. Tel est le tracé universel qui s'impose à vous comme au reste des hommes. Vos soupçons me paraissent la forme malade d'une déception trop prévue. Écartez-les,

parce qu'ils sont de la révolte inutile, résignez-vous à supporter votre déconvenue à laquelle il n'est point de remède; souffrez-en d'abord beaucoup, puis un peu moins; enfin et surtout, gardez-vous d'en faire souffrir aussi la femme qui, suivant toute vraisemblance, traverse à vos côtés, mais sans se plaindre, une douleur pareille.

J'ai répondu :

— Ainsi, vous estimez que deux êtres, tels que nous, auront eu beau aspirer aux mêmes sommets, haleter après la même ivresse, c'est chimère que d'espérer leur union. Le voyage commencé de concert doit en faire deux étrangers?

— Vous avez très bien saisi.

— Ce que vous dites est effroyable!

— Non, monsieur, c'est un constat. L'homme est seul, obligatoirement seul; toutefois, il le remarque rarement. C'est votre malheur que vous vous en soyez aperçu. A cela je ne puis rien, humainement, sinon de vous souhaiter de n'y plus penser. Avec un peu de bonne volonté, on y parvient. Il suffit de s'oublier soi-même pour beaucoup songer aux autres.

— Savez-vous que si c'est vrai, mieux vaudrait mourir?

Il a haussé les épaules :

— Allons! vous oubliez déjà la seconde partie de mon avis : ne pas faire souffrir une autre!

— Souffrirait-elle de ma mort?

— Évidemment!

— J'en doute.

— Pourquoi?

J'ai considéré le prêtre à ce moment. Il avait, comme Arlette, ce regard clair que je prends en haine parce qu'il me semble le signal du mensonge.

— Jurez-moi donc que ma femme n'en aime pas un autre et qu'en disparaissant je ne la rendrais pas heureuse?

Il a répliqué, placide :

— Un prêtre ne jure pas, et l'homme que je suis vous supplie de ne jamais vous poser pareille question. Elle peut faire naître une réponse : c'est imprudent.

— Ah! me suis-je écrié, vous ne me diriez rien, même si vous saviez quelque chose!

Il s'est contenté de hocher la tête avec un sourire incertain.

Ensuite, il a tenu à m'accompagner sur la route et, au

moment où nous nous séparions, a pris encore mon bras amicalement :

— Quand vous aurez le cœur trop lourd, revenez. Il y a ici pour vous accueillir un solitaire, qui a connu les mêmes épreuves que vous. A bientôt, n'est-ce pas ?

* * *

Il a raison. Nous sommes deux ; je suis seul. Là est le supplice.

* * *

Être seul n'est pas vivre dans le silence et hors de toute présence humaine : c'est écouter des paroles et ne pouvoir les entendre, être possédé par une femme et ne pouvoir l'atteindre ; c'est guetter avidement, par delà le sens des mots qui vont et viennent, un autre sens profond que l'on soupçonne, mais qui défie par son mystère la plus audacieuse effraction ; c'est surtout, à l'heure où l'on se croit maître d'une âme, découvrir en elle des paysages lointains, inaccessibles et si vastes que ce qu'on croyait connaître ne compte plus.

Être seul, c'est encore déchirer sa poitrine, mettre son cœur à nu, chercher le cri qui traduira l'émoi dont on est ivre, puis sentir que la phrase vous trahit, qu'aucun verbe n'est capable de porter vers d'autres lèvres le frémissement dont la nôtre a vibré. On appelle, on explique, on supplie. Rarement une réponse vient, et quand elle est arrivée, on s'interroge avec stupeur : « Ne m'a-t-elle pas écouté, ou avons-nous changé de langue ? »

* * *

Plus de roman : je suis seul, Arlette est seule, tout le monde est seul... L'univers est un désert où chacun suit sa route sans percevoir d'autres voix que la sienne, sans rencontrer d'autre compagnon que son ombre... Je remonte le cours de ma vie et découvre n'avoir jamais souffert que de cela, — être seul. J'ai eu des parens, des amis, des maîtresses : j'étais seul ! Après d'Arlette, j'ai cru cesser de l'être : je me trompais, puisque me voici de nouveau seul, déplorablement seul...

Solitude des amans et des amis. Solitude de la mère enlaçant son fils d'une étreinte farouche et du père se mirant dans les

yeux de sa fille. Solitude du prêtre cloîtré dans sa robe noire et du viveur caressant un beau corps...

Et nous allons, du berceau où nous étions seuls, au cercueil où l'on s'étendra seul. Pauvres hommes qui ont l'illusion de se comprendre ! L'homme est impénétrable à l'homme, et la nuit règne autour de nous comme en nous-mêmes.

Maintenant que je saisis le sens profond de la vie, tout s'éclaire, même l'absurde.

L'étreinte n'est plus la fusion définitive de deux êtres qui s'aiment, mais le corps à corps de deux adversaires acharnés à déchirer les plaies que leur solitude a faites.

Minutes divines et atroces où l'illusion jaillit qu'enfin on s'est trouvé ! Plus de secrets ! Les âmes liées comme des lèvres ! Après la randonnée nocturne à travers les soupçons, l'arrivée à la source claire, dans le matin conseiller de lumière ! Puis, soudain, les paupières se relèvent, découvrent un mystère mieux gardé... et dans le silence pâmé, nous avons l'air de deux malades allongeant leur cou au-dessus du gouffre : seulement le gouffre est entre nous.

*
* *

Premier jour de grand hiver. Le vent soufflait depuis une semaine. Ce matin, en me levant, j'ai aperçu la campagne blanche, l'air zébré par les flocons, le lac couleur de suie. Alors nous sommes restés derrière les vitres, sans parler. Il semblait que notre isolement s'accrût de toute l'âpreté de la bise, que plus le froid mettrait de givre sur les croisées et la neige d'obstacles à notre porte, moins le monde s'essaierait à nous troubler. Solitude encore : mais que va-t-elle donner ? Lui devrai-je le rappel émouvant de nos premières tendresses ? Un instant j'en ai eu le fol espoir. Je voyais là-bas les rives mortes, la ville aux trois quarts effacée, l'eau livide. Aucune vie, point de chaleur ni de lumière en dehors de la chambre où nous paraissions deux naufragés sans autre ressource que leur union... Et puis, j'ai regardé les yeux d'Arlette : le secret qui dort en eux y était toujours.

*
* *

Il est ridicule de revenir au tutoiement de deux enfans élevés ensemble. Il est ridicule que nous n'osions plus, ni l'un

ni l'autre, parler de Revel. Après le dîner, j'ai eu le désir de prononcer son nom et j'ai reculé. Cependant, je sentais qu'elle-même songeait à lui au même moment et qu'elle était soulagée, parce que je n'ai pu me résoudre à rompre le silence.

*
* *

Lassitude de vivre. Lassitude d'être seul. Les heures tombent sur mon front comme des gouttes espacées et avec une régularité qui martyrise mes nerfs. Elles ont l'air de scander une marche d'avengle, et moi-même je marche depuis si longtemps !...

*
* *

Comment rendre la nostalgie qui me dévore, le goût de mort qui me vient aux lèvres, la détresse dans laquelle je sombre sans que je tente d'appeler à l'aide, enfin l'atroce mélancolie d'un temps que rien ne peut remplir et qui s'attarde d'autant plus qu'il est plus lourd à supporter...

Je vois l'univers à travers une couche d'eau. Aucune voix ne la traverse, et la mienne s'est tue. Est-ce moi qui ne tiens plus à rien ou les choses qui m'abandonnent ? Mon ombre me quitterait sans provoquer ma surprise. J'ai jeté bas toute ambition. Je heurte du pied, comme un vase vide, mes plus chères espérances. Mon cœur dépouillé ne nourrit pas de désir et ma pensée ne s'agit que pour mieux affirmer l'étendue d'un désastre auquel je souhaite ne pas survivre...

*
* •

Hier soir, enfin ! j'ai osé prononcer le nom. Elle a levé la tête avec un étonnement joué :

— Pourquoi en parler, puisque cela t'est désagréable ? ont murmuré ses lèvres.

Mais sa joie m'a donné envie de crier. Je me suis levé et je l'ai quittée. Ensuite, je ne sais plus où je suis allé. Le bruit du lac soulignait d'un gémissement continu mon pas saccadé. J'apercevais devant moi une ligne pâle qui était la route, et je marchais, je marchais...

Je me disais :

« Comme elle l'aime !... S'écrivent-ils encore ?... Se sont-ils revus ?... Si Revel n'était que la ruse choisie pour mieux cacher l'autre ?... Ah ! l'autre !... qui est l'autre ?... »

Puis tout à coup j'ai pleuré. Jaloux! je suis jaloux!...

En même temps, j'aurais voulu ne plus respirer que l'odeur pure qui vient des cimes, ou me rouler, telle une bête, dans la nature fleurie, vivante et saine...

*
* *

Je me demande avec insistance par quel miracle Arlette est devenue ma femme. Je me demande si elle m'a jamais aimé...

Elle m'a choisi, soit! Il y a tant de raisons au choix des femmes, et à celui d'une vie!

Je n'étais ni beau, ni plus intelligent que la plupart, mais ma famille, ma fortune, la bonne volonté évidente de ma passion suffisaient à faire bon poids dans la balance. Quand on aime, attend-on près d'un an pour répondre? Qu'a-t-elle attendu pendant un an, sinon peut-être de déprendre son âme d'un passé qui la tenait aux entrailles?

Et voici qu'en écrivant ces mots qui me désolent, tandis que toutes mes phrases nient son amour, je sens le mien ressusciter...

*
* *

Nous nous sommes rencontrés ce matin.

Il avait été visiter un malade et revenait paisiblement par un chemin creux.

Je ne pouvais l'éviter, et c'est lui qui, en m'abordant, a demandé :

— Eh bien! où en êtes-vous?

Il examinait en même temps mon visage avec attention. Il avait dû noter, dès le premier coup d'œil, l'allure de somnambule qui est désormais la mienne. Voyant que je ne répondais pas, il a glissé son bras sous le mien :

— Allons! je sens que vous avez besoin de vous taire, mais je suis sûr que vous avez aussi besoin de m'écouter. Tout s'éclaire, n'est-ce pas? Vous goûtez jusqu'à la lie la coupe de solitude et vous vous révoltez... comme je l'ai fait, jadis?... Bref, vous êtes l'oiseau entré par hasard dans la chambre et qui, affolé, tournoyant, bat tantôt la vitre, tantôt la glace. La vitre montre la liberté, la glace ne montre que notre image. On meurt de cela, on croit du moins qu'on va mourir...

Il m'a serré affectueusement contre lui :

— Non, mon ami, l'oiseau a tort de ne pas bien regarder. Il y a aussi une porte menant au couloir et qui est ouverte. Si le plein soleil, c'est-à-dire votre retour à Dieu, ne donne pas directement sur ce passage, c'est tout de même un acheminement vers le grand chemin, et la sortie certaine.

J'ai murmuré :

— La sortie?...

Il a repris, sans s'arrêter à mon interrogation :

— Mon ami (et il appuya sur le mot, qu'il ne vous suffise plus de reconnaître la solitude! Une fois la vérité établie que un et un restent toujours un et un, sans jamais devenir deux, il faut aller au delà, oublier une des unités, — je veux dire s'oublier soi-même, — et penser à l'autre.

— Vous abusez des énigmes. Prétendez-vous qu'après avoir renoncé à son propre bonheur...

Il a achevé :

— On doit faire celui de l'autre... Voilà justement ce que je comptais exprimer d'un seul mot : le sacrifice.

Il a ensuite laissé passer un temps, comme pour me laisser le loisir de m'habituer à l'idée qu'il soulevait; puis j'ai entendu qu'il poursuivait :

— Le sacrifice n'exige ni grands cris ni gestes sublimes. C'est un acte beaucoup plus humble, terre à terre si vous y tenez. Il consiste à bâtir la paix d'un cœur avec les morceaux du sien, quitte à s'étonner après d'avoir gagné soi-même, et par une voie si détournée! un calme auquel on ne croyait plus!

J'ai voulu l'interrompre :

— Supposons, par exemple, que, ravagé par la jalousie...

Il ne m'a pas laissé achever :

— N'allez pas plus loin. Supposons, en effet, que votre âme se consume en soupçons cuisans autant qu'invérifiables : c'est l'heure d'étrangler la bête qui est en vous. Songez plutôt que les mouvemens de l'esprit ne dépendent pas de nous. Un désir qui s'égaré n'aurait de valeur morale que s'il passait à l'acte. Et puis, sacrifiez-vous! Cela consistera ici à oublier votre orgueil, à détendre le bâillon que vos mains appliquent avec colère sur une bouche qui, délivrée, ne parlerait que de vous. La récompense suivra. Comprenez par là que, cessant de

demander à la vie ce qu'elle ne peut donner, l'un et l'autre continuerez la route, sans vous pénétrer, — c'est possible, et même certain, — mais avec douceur et dans une sérénité qui est le terme et le sommet des grandes joies d'ici-bas.

Nous venions d'arriver devant le presbytère. Il a conclu :

— Voilà, je pense, qui vous explique mieux que l'autre jour pourquoi je suis venu dans cette maison... Si je vous le rappelle, c'est pour vous assurer que, parlant de douceur et de sérénité, je n'ai fait que vous traduire une expérience du sacrifice très personnelle et que je n'ai jamais regrettée.

* * *

Je me révolte. A pousser jusqu'au bout les idées de ce prêtre, on devrait... mais non, il a parlé de ce qu'il ignore; l'amour ne se donne pas : il prend !

* * *

Après ceci, mourir...

Une seconde, — oh ! rien qu'une seconde ! — j'ai cru la posséder tout entière ! J'en rapporte la nostalgie d'un paradis qui ne se rouvrira plus.

C'était hier soir. Nous errâmes d'abord à travers les allées. Une tiédeur anormale enveloppait notre marche et j'entendais distinctement le frisselis de sa traîne sur le gravier. Nous ne parlions pas. Le bruit, même d'une voix chère, nous aurait fait tressaillir douloureusement.

Puis nous sommes rentrés, toujours les bras unis, nos corps ployés sous l'émoi que nous avaient jeté les étoiles, le parfum de l'ombre, la nature effacée.

Elle m'a dit :

— Pourquoi y a-t-il des heures où je te sens meilleur ?

J'ai répondu :

— Parce qu'à ces heures-là, je te devine hors du passé.

Elle a haussé les épaules :

— Il n'y a plus de passé.

Parole divine. Mes yeux demandaient : « L'as-tu aimé ? » Les siens répondaient ou je pouvais croire qu'ils répondaient : « Efface jusqu'à son nom ! »

J'ai courbé la tête. Nos lèvres se sont jointes... Et je répète que j'ai envie de mourir, puisque ce matin, quand je l'ai

regardée, je n'ai plus su si j'étais la dupe d'une nuit d'ivresse, ou si, pour quelques heures, j'avais franchi le seuil interdit.

*
* *

Si la solitude est l'essence de la vie, pourquoi la mort ne serait-elle pas l'accès dans un pays où l'on n'est jamais seul?

*
* *

Une seule chose à tenter : faire comme si je savais le secret de l'autre...

*
* *

Je me rappelle un soir aux Champs-Élysées. Un homme pleurait sur un banc. J'approchai de lui et demandai :

— Ne pourrais-je vous venir en aide ?

Il leva la tête avec violence.

— Non, monsieur, il faudrait pour cela que je vous dise ce dont je souffre et je ne peux pas...

Ainsi, c'est cela, la solitude ! ne pouvoir pénétrer un cœur, même s'il s'efforce de se livrer, ne pouvoir exprimer son propre cœur, même devant soi-même. Nous sommes des prisonniers en cellule. On frappe le mur à coups redoublés, on crie, on appelle, on distingue au loin des voix... Si la porte allait s'ouvrir ? mais il ne vient personne et la serrure ne bouge pas.

*
* *

Nuit sereine. J'achève la route, l'apaisement commence...

J'étais un mendiant toléré au festin : le mendiant va se glisser sans bruit hors de la salle. Personne ne s'apercevra qu'il est parti, et l'hôte, depuis si longtemps désiré en secret, n'a plus qu'à venir.

Je viens d'écrire à Revel et goûte l'amère saveur du sacrifice. Ce n'est rien.

Revel ou un autre ? qui prendra ma place ?... qu'importe. L'abbé conseille de bâtir du bonheur avec des débris : il se trompe ! Pour que la partie recommence, il convient de faire place nette. Je m'efface.

O solitude ! il a fallu que sonnât l'heure où je regarde la mort en face, pour enfin te remercier. Tu nous permets du

moins de disparaître sans crainte, car ce qui vient ensuite ne saurait être pire que toi.

Si, plus tard, quelqu'un lit ces lignes, qu'il se dise que, moi aussi, par la vertu du sacrifice, j'ai connu la douceur d'une paix résignée et la volupté de tout donner pour celle que j'aimais...

Nuit sereine.

• • • • •

VI

Je n'insisterai pas sur la première stupeur que me laissa la lecture de ce qui précède.

J'avais donc sans le savoir, par suite d'inexplicables circonstances, joué un rôle prépondérant dans la mort de Pierre! Si expurgé qu'il fût, et bien que nombre d'incidens d'égale gravité aient dû en être écartés, le journal de Pierre m'accusait sans m'excuser ni pardonner. En me le faisant remettre dans les conditions qu'on a vues, il semblait enfin qu'au delà même du tombeau Pierre se fût obstiné à m'attribuer l'entière responsabilité du drame : pour lui, je demeurais l'occasion, consciente ou non, de la tempête qui avait détruit son foyer.

Si violente que fût ma douleur devant une pareille découverte, il s'y mêla aussitôt, je dois l'avouer, une intense révolte qui tarit ma pitié. Je voyais trop la cruelle partialité de mon ami pour m'attacher à le plaindre.

Fort heureusement, aussi, le premier choc subi, d'autres pensées me vinrent qui, si elles ne diminuaient pas ma perplexité, aidèrent pourtant à me rassurer.

Et d'abord, il était évident que Pierre avait été la proie de suggestions morbides. Seul un fou avait pu s'arrêter, sans même l'ombre d'un prétexte, à l'idée de je ne sais quel absurde roman de jeunesse entre Arlette et moi, roman resté vivant et toujours regretté. Arlette n'avait pas eu tort de redouter la folie : les faits, hélas! lui donnaient trop raison!

Autre impression : les propos du prêtre, pour le moins obscurs... Figuraient-ils tous dans les fragmens laissés par Pierre? C'était peu probable. En tout cas, impossible de ne pas y remarquer à l'égard d'Arlette une violente antipathie dont je n'entrevois qu'une origine : avisé comme il le paraissait, l'abbé Rouville avait dû voir ou deviner quelque chose ignoré de Pierre. Qu'était-ce?

Ici les suppositions, quelles qu'elles fussent, devenaient un jeu vain : eu revanche, j'en arrivais logiquement à interroger la conduite d'Arlette, toujours peu explicable, qu'il s'agit de nos relations récentes ou des incidens relatés dans le Journal. Si elle avait appréhendé vraiment un dénouement tragique, — et je ne pouvais en douter, — pourquoi n'avait-elle pas mieux défendu contre lui-même l'homme qu'elle aimait? Quel rôle avait-elle joué? maladroit? indifférent? ou pire?... Irrésistiblement, comme le prêtre, comme Pierre, je humais autour d'elle une odeur de mystère. Je commençais aussi de comprendre qu'en m'adressant après coup son Journal, Pierre avait moins désiré m'accuser que me confier la tâche de dissiper l'obscurité dont il allait mourir : mais par quelle voie y parvenir et y arriverais-je jamais?

Un seul point, à ce moment, attira peu mon attention : je ne m'attachai pas à l'obsession de solitude qui marquait la mesure tout le long des pages de Pierre. J'étais encore à l'heure où « l'on ne comprend pas, » suivant la forte expression de l'abbé Rouville. Tant de désespoir à l'occasion de métaphysique me semblait un corollaire de la folie. Passant ainsi à côté de la principale cause du drame, je prouvai une fois de plus qu'il ne sert de rien de confier sa souffrance, fût-ce au cœur le plus désireux de la partager et que « l'homme est bien impénétrable à l'homme. »

J'en étais là de mes réflexions et me sentais encore tout à mon émoi, quand la porte de la chambre se rouvrit sous la poussée d'Arlette.

Au bruit qu'elle fit et avant même de savoir qui entraît, je rassemblai d'un coup les papiers épars devant moi. Arlette me vit les jeter dans le tiroir de la table, puis fermer à clé celui-ci.

Je me retournai ensuite et demandai d'un ton assez rude :
— Que me veux-tu?

J'avais en effet la crainte de renouer un entretien dont je presentais d'autant mieux les dangers qu'elle et moi à ce moment paraissions étrangement nerveux. On a vu mon état : celui d'Arlette semblait encore plus violent. Ses lèvres frémissaient, et sur son visage d'habitude très calme avait apparu une extraordinaire dureté.

Comme elle ne répondait pas tout de suite, je répétai :

— Qu'y a-t-il? Pourquoi reviens-tu?

Elle tendit le bras vers le tiroir :

— Ces papiers! dit-elle enfin.

J'affectai de ne pas comprendre. Toutefois, voyant qu'elle approchait, je me levai et m'adossai à la table. Nos regards se heurtèrent, pareillement décidés.

Elle reprit :

— Inutile de feindre! Tu as là un dépôt qui me revient. Rends-le!

Je fis « non » d'un signe de tête. Elle poursuivit, avec une violence qui m'effraya :

— C'est de Pierre : donc, c'est à moi!

Je dis encore « non » de la même manière têtue et muette.

— Où ce prêtre l'a-t-il volé, et pourquoi est-ce à toi qu'il le renvoie?

Je murmurai cette fois :

— On t'a dit?... Je te félicite! ta police est bien faite.

— Pas d'ironies inutiles! Ouvre et rends!

Il y eut un autre silence bref : après quoi, très calme, je dis simplement :

— A quoi bon tant de colère? Si tu m'avais donné le loisir de m'expliquer, tu aurais su déjà que, ces papiers ne t'étant pas destinés, je compte les garder.

Avisant en même temps l'enveloppe écrite par Pierre et qui était demeurée sur la table :

— Vois plutôt : c'est bien pour moi... uniquement pour moi!

Stupéfaite, Arlette contempla la suscription, témoignage suprême de la volonté d'au-delà. Puis, je la vis blêmir, reculer... tomber enfin sur un siège lourdement.

— Soit! fit-elle, mettons que je n'ai rien dit.

On perçut de nouveau le bruit sec du tiroir (j'y envoyais l'enveloppe rejoindre le reste du paquet). Et tout parut fini... bien que rien n'eût commencé.

Qu'aurions-nous ajouté, et n'était-ce pas en vérité le mot le plus sage qu'elle venait de prononcer? « Mettons que rien n'est dit. » Après cela, Arlette n'avait plus qu'à repartir, me laissant à mes méditations; moi-même, j'aurais dû l'inviter à s'en aller... Pourtant, elle ne se relevait pas, je me taisais, et nous persistions à nous regarder. Elle n'avait pas renoncé à connaître le testament tombé entre mes mains. Quant à moi, je venais de

penser brusquement qu'il fallait obéir à Pierre sans plus tarder et tenter à tout prix d'établir l'accord définitif entre les vivans et le mort.

Aurais-je cependant osé reprendre la bataille et parler, — cette fois, le premier, — sans l'inexplicable sensation d'alors ?

Aujourd'hui, en retraçant avec sang-froid des minutes si chargées d'émotion, il m'apparaît encore que je n'y fus pas le seul maître de mes paroles et de mes pensées. Quelqu'un, supérieur à moi, me les dictait. Je crois que si j'avais essayé de résister, je me serais évanoui et que d'elles-mêmes, mes lèvres fermées se seraient rouvertes pour continuer !

Et je dis :

— Arlette, le moment est arrivé : confie-moi ton secret.

Ses yeux, qui ne cessaient de fixer les miens, s'agrandirent sous une impression de terreur. Sans doute elle se refusait à comprendre ou peut-être songeait qu'à mon tour j'étais devenu fou ! Toujours entraîné par la force intérieure, je m'imaginai aussi que sa terreur était feinte, que sa compassion pour mon délire ne voulait que mieux assurer une défense nécessaire. J'en étais là déjà que le mort semblait revivre en moi !

Done, je poursuivis :

— Je ne suis pas fou : je ne rêve pas. Je te répète : Arlette, il n'est plus possible que tu te taises ! Quel est le secret qui dort en toi et qui a torturé Pierre ?

Elle continuait d'écouter avec un air d'étonnement sans bornes. Elle ne marquait pas de révolte, ni de colère. Si mon audace la frappait, elle devait surtout trouver extraordinaire que je connusse l'existence du secret.

Je poursuivais toujours :

— Ne va pas croire que je sois poussé par une curiosité vaine : le désir de violer inutilement le mystère de ta conscience ne m'effleure même pas ! Ce qui se passe est bien plus grave ! Nous avons touché à l'heure sacrée ou, devenus de cristal l'un pour l'autre, nous devons dissiper les équivoques, choisir la route, et savoir où tu iras... Qui as-tu aimé ? Était-ce Pierre ? un autre ? moi ?... ou personne ?... Quel nom, quel désir ont mis dans ton regard l'énigme que Pierre, découragé, a renoncé à déchiffrer, qu'à mon tour j'y découvre et que tu dois révéler sous peine de grandir l'irréparable qui est déjà survenu ?...

Arlette, qui avait fermé les yeux au nom de Pierre, les rou-

vrit lentement. Je crus qu'elle allait enfin parler! Un seul mot sortit de ses lèvres :

— Non...

Voulait-elle dire qu'elle ne parlerait pas? était-ce au contraire l'irréparable dont elle niait la réalité? Il importait peu d'ailleurs, puisque, obstinément, j'avais repris :

— Tu refuses de t'expliquer? Tu vas le faire cependant, car il est impossible que tu n'aies pas deviné, que tu ne saches pas la raison qui m'oblige à l'exiger de toi!

Elle m'interrompit encore :

— La raison... Quelle raison?...

Je désignai du geste le tiroir.

— Celle qui est là...

— Tu t'es refusé à me la montrer : maintenant, je ne te crois plus!

— Tu me crois si bien qu'au seul énoncé de ma prière, ton visage s'est fermé... Ah! ne nie pas : tu es capable de te taire, mais pas encore de mentir! Tout à l'heure déjà, simplement parce que j'avais vu le prêtre, tu as cru que j'allais parler et tu as pris la fuite : je ne savais rien et je t'ai laissée partir; maintenant, impossible d'échapper à la vérité! tu vas l'entendre éclairer le passé, décider de l'avenir!...

Elle s'était dressée, cette fois ; non seulement elle ne cherchait plus à fuir, mais elle approchait, accourant pour ainsi dire au-devant des phrases qui la menaçaient. A l'effrayante contraction de son visage, on aurait pu se demander si elle cherchait à hâter leur venue ou au contraire à les empêcher de sonner.

— Assez ! commença-t-elle, assez d'un passé avec lequel tu prétends me torturer !

Je n'écoutais pas.

— Tu dis bien : assez du passé incertain : qu'il soit dans la lumière! Regardons enfin Pierre mourir de ton secret, regardons-le s'offrir en holocauste...

Je n'achevai pas : les mains d'Arlette s'étaient jetées vers ma bouche :

— N'ajoute rien!

— Comment le pourrais-je? Puisque Pierre s'est tué pour toi...

— Arrête! je ne veux plus t'entendre

— ... Je ne veux pas non plus que sa mort soit inutile! Ouvre ton cœur! Qu'on sache à qui il l'a rendue!

Une dernière fois, elle clama :

— Arrête !

Mais ayant saisi ses bras, les yeux dans ses yeux, je criais, moi aussi :

— Ton secret, Arlette ! au nom de Pierre qui t'a délivrée !

Ah ! je jure bien qu'à ce moment j'avais oublié absolument que j'étais mêlé à lui ! Ce que je voulais crocheter sur l'heure, c'était uniquement le mystère qui avait tué mon ami ! car mon ami n'avait pas été fou ! A mon tour, et comme lui, maintenant que je contemplais le visage épouvanté d'Arlette, je le voyais affleurer sur la face, modeler les traits tragiques et y appliquer un masque défiant ma tentative.

— Ton secret, pour que tu en vives, s'il en est mort !

Plus de réponse. Rien qu'un abandon total. Subitement, Arlette était devenue inerte. J'aurais pu la saisir ainsi qu'un mannequin, la jeter par la fenêtre : elle n'aurait pas résisté.

— Ton secret !

Une seconde... dix secondes...

Grand Dieu ! comment exprimer ce qui s'est passé durant un intervalle si bref que j'aurais pu le compter avec mon cœur entre deux respirations ? D'où m'est venue la lueur qui éclairait ainsi et tout d'un coup le martyr de Pierre ? Enfin ! je comprenais que la jalousie, l'amour déçu n'y avaient compté pour rien. Cri balayant la nuit, la Solitude qui seule avait tué Pierre répondait à mon cri : « Tu ne sauras pas ! on ne peut jamais savoir ! » Nous étions bouche à bouche, haleine contre haleine, et grâce à elle, par elle, nos souffles ne pouvaient se joindre, ni ma voix atteindre Arlette !

Qu'ajouterai-je encore ?

Il me semble que soudain mes mains ont relâché leur étreinte. Un extrême découragement avait refroidi ma fièvre. Conscient d'être vaincu, je cessai de regarder Arlette, toujours murée dans son silence ; puis d'une voix que je ne reconnus pas, tant elle était lourde de chagrin sans remède :

— C'est bien : retire-toi, tu n'as plus rien à faire ici.

Elle m'écoutait sans bouger, sans avoir l'air d'entendre...

Je repris :

— Désormais, il n'y a plus qu'à aller chacun de son côté... tout seul...

Elle attendit encore avant de répondre. Quand elle parla,

j'eus l'impression qu'elle s'adressait à moi d'une autre rive et ce fut pour dire seulement :

— Je compte toujours sur toi pour vendre la maison... et le reste.

— Oui, mais va-t'en !

Ensuite elle sortit, sans hâte, à petits pas... Épuisé, je revins à la table et rouvris le tiroir. Dans l'affreuse détresse qui m'oppressait, j'avais conscience de ne pouvoir trouver de secours qu'auprès de Pierre. Je repris son Journal ; j'étais convaincu maintenant d'en avoir méconnu le sens profond, j'avais hâte de le relire avec d'autres yeux... Je crois bien pourtant m'être arrêté à la première phrase sur laquelle je tombai au hasard :

« Ainsi, c'est cela, la Solitude ! ne pouvoir pénétrer un cœur, même s'il s'efforce de se livrer : ne pouvoir exprimer son propre cœur, même pour soi-même... »

Je me souviens également qu'un peu plus tard, j'entendis les domestiques arrimer des bagages sur une voiture, et un roulement de départ. Arlette s'en allait sans adieu...

Ensuite, je ne me rappelle plus rien sinon que, respirant le silence farouche de la demeure abandonnée, j'ai refermé le Journal de Pierre : à quoi bon continuer une lecture qui ne pouvait plus rien m'apprendre ? Je savais maintenant par expérience ce qu'est la Solitude, et qu'une fois reconnue, elle ne pardonne pas.

*
* *

Des trois exemples que je viens de raconter, quelle conclusion tirer, sinon que la Solitude est un instrument de mort, le plus redoutable qui soit ? Morte, M^{lle} Gauche ; mort, Pierre Jauffrelain ; et si M. Champel s'est obstiné à vivre, la mort n'eût-elle pas été bienfaisante pour lui ?

Il me suffit pourtant d'un bref recueillement pour entendre, au fond de moi, une autre voix et, l'ayant connue, douter que la Solitude ne soit que *cela*.

Non, elle n'est peut-être pas uniquement la bête malfaisante qui dévore et tue. Elle est aussi l'éducatrice qui fortifie, le prophète qui soulève. Les vrais forts ont été solitaires. Solitaires encore et presque tous, les savans, les artistes, les saints...

O déchirement de la Solitude ! comme tu nous emportes

loin de nous-mêmes, c'est-à-dire vers les hauteurs ! Arrachant l'homme au présent, tu ne lui laisses plus que l'avenir. D'un geste rude, tu relèves sa tête et le contrains à regarder mieux. Sans toi, aurait-il jamais découvert, par delà les mouvances du visible, l'âme éternelle du monde, les sphères de la pensée pure, le paradis où les cœurs se pénètrent après s'être si longtemps méconnus ?

Ce n'est pas tout.

Désastre et cruauté de la Solitude ! grâce à vous encore, qui n'a senti, au moins un jour, sa douleur se calmer et l'âpreté du souvenir se fondre dans la paix d'un grand espoir ?

Car la Solitude n'est pas seulement une force : elle est aussi l'asile profond des tendresses dépouillées. Par un jeu divin, elle qui sépare si bien les vivans, semble au contraire abattre la muraille devant ceux qui ne sont plus. On ne comprend vraiment les disparus que dans la Solitude où ils nous ont laissés. Tant qu'ils vivaient, on ne savait quels ils étaient : à peine partis, ils deviennent la page ouverte que le cœur solitaire déchiffre tout entière et sans effort.

Mais à quoi bon poursuivre ? Il s'agit trop ici de *choses du dedans*. Baissons les paupières et taisons-nous...

Devant moi, comme au début, la Meije étincelle, ignorante de nos douleurs passagères : cependant, mes yeux ne se détachent pas de ses glaciers... C'est qu'ils te ressemblent, ô Solitude, désert vertigineux, espace mort resplendissant de lumière, royaume du silence ! C'est que, pareils aux solitaires, les malheureux égarés sur leurs crevasses et pris aux pièges que dérobe la neige, deviennent des héros et sont tout près du ciel !...

ÉDOUARD ESTAUNIÉ.

LE PÉRIL

DE

NOTRE MARINE MARCHANDE

II ⁽¹⁾

LE NAVIRE, L'ÉQUIPAGE, LE TRAVAIL A BORD

Dans un précédent article, nous avons montré le péril couru par notre Marine marchande du fait de l'insuffisance des constructions navales. Le mal, nous l'espérons bien, sera conjuré avant qu'il ne devienne incurable. Mais, en admettant que nous ayons élevé le tonnage de notre flotte à la hauteur de nos besoins nationaux, le problème ne sera pas encore complètement résolu. Il importera d'utiliser aussi nos unités de telle sorte qu'elles puissent naviguer dans d'heureuses conditions.

Que faut-il pour répondre aux besoins d'une entreprise de navigation?... Un navire, — un équipage, — un port. Examinons donc quelles sont les erreurs et lacunes existant à ces trois points de vue dans la législation, afin de nous rendre compte des réformes urgentes à accomplir.

Quelques remarques d'ordre général s'imposent tout d'abord. Depuis plusieurs années, on s'est appliqué à considérer l'intérêt de l'armement comme distinct de celui du personnel marin, et certains ont systématiquement opposé les inscrits aux arma-

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} avril

teurs, de sorte que le droit de libre et légitime discussion, ouvert entre le patron et le salarié, a tout de suite dégénéré en conflit aigu, préjudiciable aux uns et aux autres, préjudiciable surtout au pays qui doit avoir une marine pour transporter ses marchandises d'importation et d'exportation et ses produits coloniaux sous pavillon national. Les inscrits, concentrés sur des points bien définis du territoire, forment un collège électoral puissant et agissant, dont on a trop souvent cherché à accaparer les suffrages en attisant les rancunes que de rares dévoyés peuvent nourrir contre les armateurs. Or, dans aucune industrie, la solidarité n'est plus nécessaire que dans la nôtre.

A terre, l'ouvrier est soustrait à la discipline patronale dès l'instant où il a franchi les portes de l'usine, soumise aux lois de police et de sûreté communes à tout le territoire. Au contraire, tant que le marin reste embarqué, il ne saurait y avoir de complète liberté pour lui; les bastingages tracent les limites de son domaine : il se doit, en un mot, tout entier au vaisseau. Celui-ci, par une fiction juridique, est censé prolonger les rivages de son pays d'origine; il forme une petite patrie, détachée de la grande, avec ses lois particulières. Quel est le représentant de l'ordre public? Le capitaine, le « maître après Dieu, » qui est en même temps mandataire de l'armateur. Nous nous trouvons ainsi en présence de cette particularité qu'un homme détient ici tous les pouvoirs : celui du patron et celui de l'État. Ajoutons à cela qu'au point de vue technique aucune comparaison ne saurait être établie entre le sol d'une usine et les planches mouvantes d'un bateau. Le souci de la vie des personnes domine toutes les autres considérations. Devant le devoir impérieux d'assurer la sécurité du voyage, les convenances individuelles les plus respectables doivent momentanément s'effacer.

Cette solidarité entre armateurs et marins n'est pas seulement commandée par ces diverses raisons; elle est encore imposée par des nécessités économiques. Dans toutes les affaires, la production est soumise aux règles de la concurrence, mais tandis que sur terre cette concurrence subit des modifications dues à l'influence des milieux dans lesquels vit l'usine, en mer, les armateurs de toutes les nations opèrent sur le même domaine. Ils sont donc placés les uns vis-à-vis des autres dans des conditions de rivalité commerciale identiques. Un exemple très simple le fera comprendre. Pour envoyer une tonne de marchandises de Paris

à Marseille par voie ferrée, nous sommes obligés de subir des tarifs homologués par le ministre des Travaux publics. Pour faire passer cette tonne du Havre à Liverpool, il nous est loisible de nous adresser à tous les pavillons du monde et plusieurs centaines de Compagnies peuvent s'en charger. Le fret a donc un cours mondial. Une marine marchande prospère doit être en mesure de résister aux fluctuations de ce cours. Ce résultat n'est acquis que si le prix de revient du transport n'est pas supérieur au montant du fret. Les lois qui régissent la composition de l'équipage, les salaires, l'organisation du travail, etc., ont donc une répercussion directe sur l'avenir même des entreprises de mer, parce qu'elles risquent de les placer dans une situation désavantageuse vis-à-vis des étrangers.

Nous savons à quels besoins vitaux répond chez nous l'existence d'une flotte en rapport avec nos mouvemens d'échange. Ne perdons pas la notion du but à atteindre. Il ne peut être réalisé qu'à condition de concilier le point de vue des équipages et celui des armateurs. C'est donc vers une entente bien comprise entre les uns et les autres qu'il faut s'orienter, en renonçant à cette lutte sourde et opiniâtre qui existait avant la guerre à l'état latent. Ce ne seront certes pas les armateurs conscients de leur rôle, qui mettront obstacle à la réalisation de cette nouvelle « union sacrée, » — mais encore ne faut-il pas qu'ils voient les écueils surgir de toutes parts sur leur route et qu'aux difficultés inhérentes à la navigation s'en ajoutent d'autres d'ordre plus électoral que politique. Donnez-nous de bonnes lois correspondant à l'état de *struggle for life* dans lequel nous devons nous débattre et nous aurons la marine marchande qui nous convient. Le patronat maritime sera d'autant plus enclin à reconnaître les services de son personnel que celui-ci n'hésite pas à donner, au cours de cette guerre, une nouvelle preuve de sa vaillance et de son abnégation.

Non seulement les marins ont fait honneur à leur tradition, à bord des bâtimens de guerre, dans cette chasse incessante et énervante contre les sous-marins allemands, mais encore ils ont été jetés dans les tranchées de l'Yser, et là, s'accrochant au sol comme aux dernières épaves d'un vaisseau, ils se sont fait tuer sur place plutôt que d'abandonner le poste d'avant-garde qui leur avait été confié. Cette œuvre glorieuse, ils l'ont accomplie avec un magnifique dévouement, bien qu'ils y fussent mal pré-

parés. Nous n'oublierons pas non plus la conduite des inscrits, de ceux mêmes qui ne sont liés par aucune obligation militaire, à bord des bâtimens de commerce, où ils risquent chaque jour la torpille ennemie afin d'assurer le ravitaillement de la France. De tels services auxquels je m'empresse de rendre l'hommage le plus large ne doivent pas cependant m'empêcher de dire les vérités qui doivent être proclamées afin de sauver notre marine marchande de la décadence qui l'attend inévitablement, après la guerre, si nous n'avons pas le courage de renoncer à certains errements incompatibles avec l'existence même d'une flotte de commerce.

LE NAVIRE

On sait qu'il existe différentes sortes de navires, notamment des voiliers, des cargo-boats et des paquebots. Mais, ce qui frappe, quand on parcourt la liste de la flotte française, c'est l'insuffisance des cargos.

On a reproché à notre armement d'abuser des voiliers et de n'avoir pas construit suffisamment de vapeurs de charge en comparaison du nombre des paquebots en service. Les armateurs n'ont fait que suivre en cela les indications des pouvoirs publics. S'ils ont mis des voiliers sur cale, c'est qu'on les y a engagés en 1881 par l'octroi de primes élevées. A cette époque, la Rue Royale prétendait encore qu'il lui était nécessaire de former, à bord des trois-mâts barques, des gabiers pour équiper ses cuirassés. L'événement a montré l'erreur des bureaux de la Marine. Il serait d'autant plus injuste d'incriminer ici notre armement que la navigation à voiles, poussée chez nous à un haut degré de perfection, nous a rendu et nous rend encore actuellement pour le transport à longue distance des marchandises encombrantes, nitrates, nickel, phosphates, blé, maïs, etc., de très grands services. Quant à la disproportion entre les navires à passagers et les cargo-boats, elle tient à des causes analogues. L'État est également intervenu pour imposer d'abord la construction de bâtimens postaux qui devaient être transformés en croiseurs auxiliaires dès la mobilisation. L'armement français s'est donc conformé aux désirs des autorités compétentes; il a dû se plier à leurs exigences : on ne saurait lui en faire grief. D'ailleurs, les paquebots figurent dans la liste de

notre flotte comme croiseurs auxiliaires, transports rapides de troupes, navires-hôpitaux, patrouilleurs, etc. Sans eux, les expéditions d'Orient eussent été impossibles et nous n'aurions pas pu rapatrier le XIX^e corps dans des conditions si remarquables de rapidité.

Maintenant qu'il s'agit de reconstituer notre flotte marchande, il importe de laisser aux intéressés toute liberté d'allures dans le choix des types de navires qui leur conviennent. Telle Compagnie peut être outillée pour l'armement des *tramps* (on appelle ainsi les cargos qui n'effectuent pas de trajets réguliers), telle autre pour le service des passagers ou des émigrants. Chacune d'elles adaptera ses moyens d'action à la nature de sa clientèle. Ce qui est indéniable, c'est qu'il faut créer en France une puissante flotte de charge. Outre que nous l'obtiendrons plus rapidement que de grands paquebots luxueux, elle répondra à des nécessités plus urgentes lors de la cessation des hostilités. Il convient donc de nous associer aux résolutions récentes de l'Assemblée des Chambres de commerce. Celle-ci a émis le vœu « que le Parlement inscrive à son ordre du jour le plus promptement possible le projet de loi sur l'augmentation de la flotte de charge française et fournisse largement aux armateurs les avances prévues au projet ; qu'en attendant l'effet de cette législation, le Gouvernement facilite, par tous les moyens dont il dispose, l'achat ou l'affrètement en *time charter* des bateaux appartenant à des étrangers ; qu'il rende possible la remise en activité immédiate des chantiers de constructions navales français en leur permettant de s'approvisionner de matières premières et de main-d'œuvre, etc. » Je suis aussi heureux que flatté de constater que ce vœu confirme pleinement les propositions contenues dans mon précédent article (1).

Pour qu'il se réalise, il sera nécessaire d'adopter le système de la « construction en série, » dont on a beaucoup parlé dans ces derniers temps. On a constitué des commissions pour étudier ce très intéressant problème, mais nous ne croyons pas qu'on soit arrivé à le résoudre. Les avantages de la construction en série sont indéniables, ainsi que les réductions qui en résultent dans les prix de revient ; mais pour qu'un chantier se spécialise dans la production d'un tonnage déterminé, il a

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} avril 1917.

besoin de pouvoir compter sur un nombre considérable de commandes sans qu'il soit appelé à modifier en quoi que ce soit ses méthodes, ainsi que cela se produit en Angleterre ou en Amérique. Ce n'est malheureusement pas le cas en France où chaque *firm* a ses petites manies et exige des spécifications personnelles. Pour bénéficier donc de la construction en série, il faut que les propriétaires de navires modifient leurs habitudes. Quand ils commanderont, par exemple, un cargo de 3 000, 6 000 ou 12 000 tonnes, qu'ils ne demandent pas dans les plans arrêtés des modifications entraînant de nouvelles études et des changemens dans l'établissement des chaudières, des machines ou même de la coque. C'est une condition *sine qua non*. Ce défaut n'est malheureusement pas spécial à la marine marchande : la flotte de guerre en a souffert autant, sinon plus qu'elle.

Quelles sont maintenant les difficultés que rencontre l'armement français, dès qu'il s'agit de faire naviguer le vaisseau? Une des premières consiste dans les formalités relatives à la constitution légale de l'équipage pour que le navire obtienne ou plutôt conserve le bénéfice de la francisation. La population du bord vit forcément dans un état social et administratif exceptionnel. Il est donc logique « que ce régime dérogatoire à tout notre statut personnel ne puisse s'établir sans le concours des pouvoirs publics. » L'acte de navigation du 2 septembre 1793 impose à l'armateur que le capitaine, les officiers et les trois quarts de l'équipage soient français. Cette restriction, qui a été confirmée, par décret du 28 janvier 1857, pour le personnel de la machine, ne se trouve pas dans la plupart des législations étrangères. En Allemagne, en Angleterre, en Belgique, en Danemark, en Norvège, dans les Pays-Bas, en Suède, c'est-à-dire dans toutes les marines prospères, aucune règle ne lie l'armement à cet égard. Il n'y a qu'en Espagne, en Italie et au Portugal, dans les pays de race latine, que l'on retrouve des dispositions analogues. Encore, en Italie et au Portugal la réglementation est-elle beaucoup moins sévère que chez nous. La règle de composition de l'équipage constitue une gêne très sérieuse pour l'armement français, surtout pour les navires pratiquant une navigation lointaine. Lorsqu'il s'agit de remplacer des officiers par suite de maladie ou de décès, ou lorsque le remplacement porte sur une propor-

tion supérieure au quart de l'équipage, à la suite de désertion ou d'épidémie, le navire se trouve retenu à l'étranger pendant plusieurs jours avant que l'accord ait pu se faire entre le consul et l'armateur. Que d'exigences superflues et nuisibles!...

L'Amérique nous offre à ce sujet un exemple comparatif qui ne laisse pas d'être éloquent. Alors qu'en France la navigation sous pavillon national est, en fait, réservée aux citoyens français, en Amérique une enquête menée en juin et juillet 1916 sur 433 navires jaugeant 1 520 176 tonnes, a démontré que ceux-ci étaient montés par 21 010 hommes dont 6 692 Américains et 2 486 naturalisés contre 11 832 étrangers. Dans cet ensemble, ce qui est d'ailleurs tout à notre honneur, le contingent français ne figure que pour 55 unités. La proportion des Américains ou naturalisés par rapport à l'ensemble n'était donc que de 45 pour 100. Parmi ces 21 010 hommes, 5 807 étaient affectés au service du pont, 8 413 aux machines, 6 790 au service civil. Sur 8 413 hommes employés pour les machines, 2 026 étaient Espagnols. Quant au personnel civil, il est recruté en majeure partie chez les Américains de couleur. La proportion des individus de nationalité américaine dans la marine des États-Unis semble d'ailleurs diminuer. Elle était de 49,3 pour 100 en 1910; elle n'est plus que de 42,5 pour 100 en 1916, sans avoir jamais cessé de décroître. La flotte yankee s'alimente de déserteurs, qui quittent leurs navires pour se ranger sous les plis du pavillon étoilé.

J'ai cité ces chiffres pour montrer quelles facilités rencontre la marine des États-Unis en regard de la nôtre pour constituer ses équipages. Quant aux Anglais, ils jouissent de l'immense avantage d'employer en grand nombre sur leurs bâtimens des lascars qui s'accommodent aussi bien du noir séjour des chaufferies que de l'élégance ensoleillée des salons.

Grâce à son empire colonial, la France pourrait, elle aussi, trouver parmi ses sujets lointains des élémens capables de satisfaire aux exigences de l'acte de navigation, sans compromettre l'armement des vaisseaux. Les chauffeurs arabes ou somalis laborieux et résistans à la chaleur, les domestiques annamites méticuleux et polis, sont de précieuses recrues pour le service des machines, ou pour celui des passagers, toujours si difficiles à contenter. Il s'agit donc d'utiliser ces indigènes

dans une mesure compatible avec les intérêts généraux de la navigation. Jusqu'ici, l'embarquement des sujets coloniaux français avait été violemment combattu par les syndicats métropolitains sous prétexte que des fraudes étaient à craindre dans la qualification des marins de couleur. Mais, si ces derniers ne se présentent pas toujours porteurs de pièces en règle pour attester leur nationalité, l'Administration est responsable de cet état de choses, car elle ne crée pas dans toutes nos possessions une organisation donnant à ses administrés la possibilité d'établir la preuve de leur état civil. Il y a là une lacune à combler le plus tôt possible pour résoudre cette controverse qui peut avoir sur les destinées de notre marine, une grave répercussion. Il sera bientôt impossible en effet d'alimenter nos chaudières, si l'on se passe du concours des soutiers indigènes. D'un autre côté, le recrutement des garçons de service devient de plus en plus malaisé. Faisons donc appel aux Annamites, puisque nous ne trouvons pas en assez grand nombre chez nous de bons agens pour faire face à ce service.

Les inscrits semblent ne plus contester l'équité de cette introduction des indigènes français à bord de nos vaisseaux. Ici encore, la guerre a changé bien des choses. De tous les points les plus reculés de notre vaste empire, outre les habitans de nos vieilles colonies, des hommes sont accourus pour défendre la mère patrie : le sang des Algériens, des Tunisiens, des Marocains, des Sénégalais, des Malgaches, des Tonkinois s'est mêlé avec celui des inscrits, sur le champ de bataille de l'Yser ou dans les plaines marécageuses du Vardar. Serrons donc les rangs autour du drapeau tricolore en vue du bon combat économique sur tous les marchés du monde. Que les préjugés de race s'effacent devant l'intérêt supérieur du pays et que le pont des navires devienne aussi hospitalier à nos sujets coloniaux que le furent les cantonnemens glorieux de la Marne ou de Salonique.

Il y aurait, sur la constitution légale de l'équipage, d'autres observations accessoires à présenter. Il faudrait d'abord dénoncer l'étroitesse de notre réglementation relative aux brevets et fonctions des capitaines et officiers qui est une cause perpétuelle d'entraves dans l'exploitation des navires français et qui manque de la souplesse nécessaire pour s'adapter aux contingences de l'Industrie maritime. Pour sauvegarder l'amour-propre des

syndicats professionnels, on impose à la Marine marchande des réglemens dont cette industrie ne peut pas s'accommoder : chaque fois que se présente une difficulté d'application, on force les Compagnies à établir par des témoignages et des attestations écrites qu'elles se trouvent dans l'impossibilité de satisfaire aux prescriptions réglementaires. Alors, et alors seulement, on leur accorde le droit de les violer. Mais, pendant tout ce temps, le navire a attendu au port qu'une solution intervint !

Les armateurs auraient le droit d'être découragés par la mesquinerie de pareilles entraves. Je pourrais citer l'exemple relatif au commandement des navires chasseurs de pêche, aux officiers mécaniciens, etc. En ce qui concerne ces derniers, le décret du 9 avril 1912 se traduit par une classification des navires en de si nombreuses catégories qu'il est difficile de trouver le brevet qui convient à la fonction. Il faudrait également relater les difficultés de recrutement des états-majors de voiliers longs courriers. Certaines circulaires ministérielles ont bien admis, en dérogation à l'article 14 du décret du 27 juillet 1908 (encore une nouvelle dérogation), les capitaines au cabotage à remplir exceptionnellement les fonctions d'officiers, à bord des voiliers longs courriers, mais sous réserve que toutes les recherches en vue de trouver des lieutenans au long cours soient demeurées infructueuses. C'est toujours le même système : on est obligé, pour découvrir un officier remplissant les conditions voulues et consentant à s'embarquer, de discuter avec les syndicats intéressés, qui doivent fournir l'attestation qu'il n'y a pas d'officier disponible et de faire ensuite une démarche auprès de l'Administration de la Marine. Finalement, l'autorisation d'embarquer un capitaine au cabotage est accordée, mais le navire n'en a pas moins été retardé durant un laps de temps parfois assez long.

Même souci quand il s'agit de faire commander les bateaux de pêche et les chalands ou de trouver des médecins sanitaires, Quant à la navigation coloniale, on a multiplié sous ses pas les chausse-trapes. Cependant, plus même que ceux de la métropole, nos capitaines coloniaux ont besoin de liberté pour composer leurs équipages. En présence de ces restrictions, ils ne sont plus à même de lutter contre leurs camarades des autres nations qui, eux, peuvent armer leurs navires entièrement avec des indigènes de toutes nationalités.

*
* *

Je suppose enfin que notre navire, muni de tous les sacremens, a obtenu son congé. Son propriétaire ne va pas le livrer à la fureur des flots sans l'assurer contre les risques de toute nature qui l'attendent au large : risques de mer, risques de guerre. Ne parlons pas des premiers. Pour les seconds, la loi du 10 avril 1915, en modifiant les règles de l'assurance d'État contre le risque de guerre, a supprimé le taux maximum de 5 pour 100 qui était anciennement prévu; aucune limite n'étant plus assignée aux « cotations » de la Commission exécutive. L'exposé des motifs de la loi nouvelle a justifié cette mesure par l'augmentation des risques de guerre et ce fait ne saurait être nié. Mais on a perdu de vue le but essentiel pour lequel l'assurance d'État contre le risque de guerre a été établie, et qui est de permettre la navigation en dépit de la campagne sous-marine.

Une conséquence de l'élévation des taux de l'assurance d'État fut de détourner certaines cargaisons de notre pavillon. Le trafic des soies d'Extrême-Orient, dans lequel nos Compagnies avaient toujours conservé une supériorité marquée, leur a été enlevé en grande partie depuis la guerre, parce que les expéditeurs de soie font assurer leurs marchandises plus avantageusement par l'assurance d'État anglaise. Ce résultat est d'autant plus choquant que si, sur un point particulier, le taux d'assurance de l'État français était préférable au taux de l'assurance du Board of Trade, les marchandises n'en seraient pas pour cela détournées au profit du pavillon tricolore. En effet, si la loi française a prévu que la garantie s'étendrait indistinctement à tous, alliés ou neutres, l'assurance anglaise a été établie pour la seule protection du pavillon britannique. Cette disposition a donc tourné au détriment des armateurs français, puisque leurs collègues ont la faculté de choisir l'assurance la plus avantageuse sans que la réciprocité soit admise en notre faveur.

De tels inconvéniens ont conduit notre gouvernement à déposer un nouveau projet de loi organisant l'assurance d'État « obligatoire » contre le risque de guerre, en vue d'éviter l'arrêt du trafic. Ce projet est venu en discussion devant la Chambre, le 13 mars 1917; il a été voté, mais sans fixation de maximum et avec un amendement de M. Cadenat étendant l'assurance obligatoire à « la cargaison » des navires. Il est heureux que le

Sénat ait repoussé cet amendement, car s'il avait été maintenu, il aurait eu pour conséquence de détourner de nos navires les chargeurs qui assurent leurs marchandises où bon leur semble et ne sont nullement disposés à subir un monopole. En revanche, il est profondément regrettable que le rejet du taux maximum laisse encore les armateurs sans recours contre les exigences possibles de la Commission exécutive. J'ai insisté sur ce point pour montrer les conséquences fâcheuses que peuvent entraîner les projets de loi hâtivement votés.

Je ne puis quitter le navire sans parler de son entretien. Il est en lui un organe particulièrement délicat dont il est nécessaire de diminuer la valeur, à chaque bilan, par des amortissemens en rapport avec sa durée normale : c'est l'appareil évaporatoire. Malheureusement, les chaudières s'usent beaucoup trop vite à bord de nos navires. Le fait a été constaté par le ministre de la Marine, dont les services ont dû élaborer toute une série de recommandations relatives à la mise en place des plaques de zinc dans les chaudières marines, pour en éviter la corrosion, à l'embarquement de l'eau douce, à l'emploi de la soudure autogène, aux soins que comportent les chaudières cylindriques des navires réquisitionnés, etc. En outre, un rapport de M. l'ingénieur Ziegel sur l'entretien des chaudières des bâtimens de commerce en Angleterre, document de la plus haute importance pour l'armement français, indique que les difficultés dont nous souffrons ne se sont pas produites sur les navires anglais. Cette différence radicale n'est pas due à des méthodes techniques spéciales; la seule et unique cause réside dans le soin extrême apporté aux chaudières par les mécaniciens et chauffeurs anglais, aussi bien dans la navigation commerciale du temps de paix que dans le service de guerre. Il est extrêmement rare, en effet, que l'on soit conduit à changer les chaudières d'un navire anglais avant que la coque elle-même « soit à bout de course, » c'est-à-dire dans un délai de vingt ans environ.

De pareilles constatations méritent de solliciter au plus haut degré l'attention de nos armateurs. Tout doit être mis en œuvre pour obtenir que les organismes essentiels des navires de commerce battant notre pavillon reçoivent les soins journaliers qui assurent leur bon fonctionnement et leur durée. Mais ce n'est pas là, seulement, un problème d'organisation

matérielle. Il faut, pour obtenir le résultat désiré, non seulement exiger du personnel responsable la compétence nécessaire, non seulement établir un contrôle sévère et efficace, mais inspirer à tous l'attachement sincère à la mission qui leur incombe et l'amour-propre professionnel. L'État ne doit pas se borner à édicter de vaines circulaires sur la conduite rationnelle des appareils évaporatoires; il doit, en outre, en faciliter l'application pratique par l'organisation d'écoles de chauffe où, durant leur service militaire, mécaniciens et chauffeurs recevront une éducation appropriée, leur permettant, plus tard, de mener ou de diriger la chauffe de telle sorte que leur méthode ne place pas l'armement français dans une position désavantageuse. Il est vraiment désolant que notre pays, qui produit de bons ouvriers, n'ait pas été capable de former des spécialistes de la chauffe d'une valeur équivalente à celle des chauffeurs de la marine anglaise.

Ainsi le navire n'est même pas parti que son armateur a déjà connu les tribulations les plus diverses. Il a dû multiplier les démarches pour se conformer à des textes si peu pratiques qu'on est obligé à chaque instant d'y déroger. Bien heureux même si, après des courses nombreuses et des discussions épuisantes, il a pu trouver sur place les élémens voulus pour constituer son équipage réglementaire. En présence de ces faits, les bonnes volontés hésitent à s'offrir. On comprend du reste qu'il fallût avant la guerre une singulière audace pour embrasser la profession d'armateur.

L'ÉQUIPAGE

Le navire est appareillé : cellule vivante, détachée de l'organisme national. Avec son capitaine, représentant l'ordre public, ses officiers, ses matelots, ses ravitaillemens de toutes sortes, le voilà qui flotte sur la mer. Il porte dans ses flancs des marchandises et des passagers. Il s'agit donc d'assurer le voyage et de l'assurer dans des conditions d'économie ouvrant la faculté à l'armateur, après avoir soldé toutes ses dépenses, prélevé la part des frais généraux et amorti son matériel, de réaliser, sur le prix du fret, un honnête bénéfice.

« La sécurité du navire et des gens embarqués, l'accomplissement heureux de l'expédition ont pour condition absolue

la constitution organisée, hiérarchisée de l'équipage et la subordination de tout ce qui se ment à bord à l'autorité du capitaine (1). » Cette vérité élémentaire n'a jamais été contestée. Depuis la plus haute antiquité, la police des équipages à bord des navires de commerce a été soumise à un régime pénal exceptionnel. Celui-ci ne s'applique d'ailleurs qu'à certains faits déterminés troublant l'ordre maritime et il abandonne autrement ses justiciables aux tribunaux de droit commun, sauf en ce qui concerne les premiers actes d'instruction dont, et c'est assez naturel, l'autorité maritime est appelée à connaître en premier ressort.

Un décret-loi du 24 mars 1852, modifié en 1898 et 1902, institue et règle ce régime pénal. Dans la séance du 6 février 1903, mon ancien collègue, M. Pelletan, a prononcé à la Chambre des Députés un réquisitoire violent contre ce décret. « Le rétablissement d'un vieux droit barbare, disait-il, ne laisse pas seulement l'inscrit maritime soumis à une broussaille inextricable de réglemens plus ou moins anciens dans lesquels il est temps de porter la lumière et la hache, mais encore il traîne toute sa vie comme un débris de la discipline militaire au profit d'exploitations privées qui n'ont aucun droit à un tel privilège. » Le décret-loi, encore qu'il ait besoin de certaines retouches, assura jadis la prospérité de notre marine. Il ne mérite point de semblables anathèmes.

Il est essentiel, en effet, que la discipline de l'équipage soit imposée par des sanctions particulières. Or, depuis que M. Pelletan a, du haut de la tribune du Palais-Bourbon, lancé l'interdit contre le décret de 1852, celui-ci reste lettre morte. Tous les ministres qui se sont succédé après M. Pelletan ont hésité à appliquer aux inscrits les peines prévues non seulement pour des faits de désertion, mais encore pour les délits ou crimes en général commis au cours de la navigation. Les plaintes adressées par les capitaines à l'autorité maritime et dénonçant les faits les plus graves n'ont reçu aucune suite et le plus souvent pas même un accusé de réception.

Les conséquences de cet état de choses sont bien connues. J'ai déjà eu l'occasion de les exposer à cette même place au moment où les grèves fréquentes, qui éclataient dans le port de

(1) Fournier, *Tratté sur l'Inscription maritime*.

Marseille, risquaient de désorganiser le service de la navigation française (1). Ces conflits se sont renouvelés à la veille de la mobilisation. On comprendra pourquoi je ne veux pas revenir sur ces faits ; je ne les rappelle que pour montrer combien il est opportun de régler le statut des équipages, afin que dans l'avenir les incidens qui ont marqué le départ de certains navires ne se produisent plus. Ces incidens, la chose est évidente, seraient de nature à faire perdre aux navires français leurs meilleurs abonnés. Les passagers, craignant que le navire ne parte pas à la date annoncée, préféreraient, en effet, voyager sous pavillon étranger plutôt que sur nos lignes et j'ai déjà parlé du dépit attristé de ces Américains, arrivés le matin même par le train transatlantique, et qui apprenaient au sortir de table que leur départ pour New-York était ajourné *sine die* par suite du mauvais vouloir d'un soutier!...

Au nom de cet esprit de concorde auquel je faisais appel au début de cette étude, il est indispensable de se mettre d'accord sur un texte qui tienne compte des desiderata de chacun. Si l'on se pénètre des nécessités du service à bord, la rédaction en sera facile ; que l'on se hâte surtout ; rien n'est plus déplorable qu'une législation pénale inappliquée ; et j'entrevois une menace grosse d'orage dans la caducité d'un code tellement battu en brèche par les administrateurs des quartiers, par les autorités maritimes, par le Parlement enfin, qu'il n'en reste plus rien que de mornes pages, bonnes tout au plus à allumer le feu de la Saint-Jean.

La refonte du décret-loi de 1852 est à l'étude ; mais cette étude semble si laborieuse que nous désespérons presque d'en jamais voir la fin. En effet, par un arrêté du 16 mars 1905, M. Gaston Thomson, qui avait succédé à M. Pelletan à la tête du département de la Marine, chargea une commission ministérielle de préparer cette revision. Les travaux de la commission, qui devait recueillir l'avis des associations d'armateurs ou de marins, aboutirent, à la fin de l'année 1909, c'est-à-dire au bout de cinq années, à l'élaboration d'un texte complet qui fut modifié par M. Chéron alors sous-secrétaire d'État à la Marine et soumis sans délai au Conseil supérieur de la Navigation.

Appelé à se prononcer sur les dispositions de ce projet, le

1) Voyez la *Revue* du 1^{er} novembre 1909.

Comité des armateurs fut unanime à protester contre le danger dont elles menaçaient la Marine marchande. Les notes de séance de la réunion tenue par le Conseil de direction, le 14 janvier 1910, résument brièvement, comme suit, l'appréciation de l'armement : « Les sanctions nouvelles prévues par cet avant-projet sont illusoire dans beaucoup de cas. La procédure de leur application donnerait lieu, en outre, à des discussions continuelles dont le principe même serait la ruine de toute discipline à bord. Enfin, l'autorisation donnée par le chapitre II de rompre le contrat d'engagement sans encourir aucune pénalité, alors qu'il a été régulièrement souscrit, rendrait impossible l'exercice de l'industrie de l'armement, mettrait les armateurs dans l'impossibilité d'assurer la régularité du départ de leurs navires, et éloignerait définitivement de notre pavillon la clientèle des passagers et des chargeurs. » Les ministres intéressés partagèrent d'ailleurs ces inquiétudes. Le ministre du Commerce et de l'Industrie fit observer justement que certaines dispositions de l'avant-projet compromettaient gravement l'autorité du capitaine et constituaient un danger pour la sécurité des personnes embarquées, et un obstacle absolu à la régularité des services. Il prévint qu' « il donnerait mandat à ses représentants au Conseil supérieur de la Navigation de combattre ces dispositions. » Le ministre de la Marine « reconnut la nécessité de la discipline dans l'industrie des transports maritimes et déclara que les quarante années qu'il avait vécu dans la discipline se portaient garant pour lui qu'il ne mettrait pas sa signature au bas d'un projet de loi portant atteinte à l'autorité du capitaine et menaçant ainsi la sécurité de la navigation. »

Mais alors, qu'attendons-nous?... Tout simplement le vote du projet de loi transactionnel qui fut déposé par le Gouvernement dans la séance de la Chambre des Députés du 6 mai 1913 et qui, partageant en cela l'infortune de beaucoup d'autres, dort au fond de quelque casier du Palais-Bourbon.

Certes ce projet n'est pas parfait. Tel qu'il est, cependant, il pourrait instaurer un *modus vivendi* acceptable à condition qu'il fût respecté. « Tout en consacrant le principe d'une législation disciplinaire et pénale maritime distincte de la législation générale, lisons-nous dans l'exposé des motifs, le projet de loi réalise le retour au droit commun en matière de compé-

tence juridictionnelle, par la suppression des tribunaux maritimes spéciaux.

« D'autre part, l'ancien délit de désertion disparaît pour faire place au délit d'absence irrégulière fondé sur deux principes se rattachant à l'intérêt général seul : l'homme d'équipage se doit à sa fonction, tant que la sûreté du navire est en jeu et tant que la continuité des services maritimes l'exige. Il peut échapper à la double obligation qui vient d'être ainsi précisée, mais en se dégageant préalablement des engagements qu'il a pris conformément aux clauses réciproques du contrat passé avec l'armateur.

« Les punitions corporelles sont supprimées, sauf l'emprisonnement disciplinaire à terre pour les fautes graves. Le Gouvernement a cru devoir supprimer également l'amende que le Conseil supérieur de la Navigation avait maintenue, parce qu'elle lui a paru atteindre la famille plus durement que le coupable lui-même; en revanche, une nouvelle peine a été créée : le blâme.

« Les faits qualifiés délits maritimes ont été revus avec soin; on a abandonné toute incrimination spéciale pour les infractions déjà prévues par le code pénal et punies avec une insuffisante rigueur. Dans le même ordre d'idées, on s'est attaché à rapprocher de la loi pénale ordinaire les dispositions qui visent les délits dont le caractère et la gravité offrent une grande analogie avec les délits de droit commun.

« De l'ensemble de la réforme se dégage une réduction générale des pénalités, sans cependant qu'il soit porté atteinte à la discipline. »

On comprend difficilement, après cette lecture, les scrupules qui arrêtent le législateur pour discuter ce projet? Le chapitre le plus délicat est évidemment celui des atteintes au contrat d'engagement. Il me semble que les inscrits ne sauraient prétendre à une législation moins rigoureuse que celle qui leur est proposée. Il n'est pas un marin intelligent, conscient de ses devoirs et soucieux même de sa propre sécurité, qui n'applaudisse aux sanctions frappant l'absence du bord d'un marin étant de quart ou de veille ou même sans être de quart, après le moment auquel le capitaine a fixé le commencement du service par quart en vue de l'appareillage.

Le projet, en revanche, permet la résiliation du contrat entre

la cessation du service après l'arrivée du navire et l'instant où ce service commence en vue de l'appareillage. L'homme est donc attaché au navire, tant que celui-ci est en instance de départ ou en route. Autrement, il est libre de ses actes. C'est le retour au droit commun du contrat de travail, en dehors des circonstances techniques volontairement acceptées qui dictent au matelot son devoir professionnel. On ne saurait exiger moins.

Contrairement à ce qu'a pu dire M. Pelletan, les armateurs n'ont nullement l'intention d'exploiter, aux dépens des inscrits, un privilège, si séculaire qu'il soit. Leur premier souci est de travailler à la grandeur de notre marine marchande et ils savent, hélas! par expérience que leurs efforts ne peuvent être récompensés que sous un régime de discipline où les droits et les devoirs de chacun étant définis par la loi, celle-ci ne sera pas sapée par les ministres mêmes qui devraient la faire appliquer. Ainsi que le fait fort bien observer M. Athalin, rapporteur du projet, « on voit que toutes les législations définissent des infractions propres à la navigation ; que ces infractions sont partout à peu près les mêmes. D'autre part, dans les pays où la législation a été l'objet d'une refonte dans un esprit moderne, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, comme aussi aux États-Unis et en Belgique, la juridiction des tribunaux ordinaires est maintenue d'une manière absolue en matière de crimes, et d'une manière très générale, sinon complète, en matière de délits et de contraventions.

Il y a tendance à réduire le domaine du pouvoir disciplinaire. Il y a tendance également à dépouiller le capitaine du droit de punir lui-même ; en revanche, on précise le caractère du pouvoir de coercition qu'on lui laisse, et si on le réduit en somme au droit de maintenir l'ordre sur le navire, on lui reconnaît ce dernier droit avec toutes les conséquences qui en découlent.

Le Parlement justifie son inaction en déclarant qu'il importe, avant de voter le projet, de régler à nouveau le contrat de travail maritime et de refondre le livre II du Code de commerce. Et c'est ainsi que, depuis dix ans, notre marine marchande a été en butte à des insinuations malveillantes qu'on n'a pas manqué d'exploiter contre nous. Il nous serait facile de les faire taire, après la magnifique leçon d'énergie que nous venons de donner au monde, si nous pouvions définitivement régler le statut des équipages marchands et sortir de cet état d'anarchie si préjudi-

ciable au succès des entreprises de navigation. C'est un devoir pour moi de le dire. Il y va de l'avenir même de notre flotte marchande.

LE TRAVAIL A BORD

Le travail à bord des navires semblait, en raison de sa nature, devoir moins qu'aucun autre se prêter à l'ingérence de l'État. Les fonctions des matelots sont commandées par les éléments. On ne voit pas très bien, en effet, la bordée de quart d'un paquebot discutant une circulaire ministérielle au milieu de la tempête. Or, c'est justement l'organisation du travail à bord qui a donné naissance à la casuistique la plus compliquée en matière de règlement d'administration publique. Un témoignage saisissant de ce fait est fourni par cette constatation que, jusqu'à ce jour, il n'a pas fallu moins de 273 décrets, arrêtés, instructions et dépêches ministérielles pour régler, ou plutôt pour ne pas régler, cette question vitale.

L'intervention des pouvoirs publics était peut-être utile sur certains points; mais je fais un double grief à la réglementation actuelle. En premier lieu, elle découle d'un ensemble de mesures constitué par la juxtaposition des réglementations les plus sévères existant chez les nations maritimes européennes: en sorte que notre marine marchande subit toutes les charges de cet ordre, dont chaque marine concurrente ne subit qu'une partie. En second lieu, elle fait application de dispositions trop générales à une infinité de cas particuliers. En 1913, M. de Monzie, sous-secrétaire d'État, reconnaissait cet état de choses et la nécessité d'y porter remède. C'est ce qui ressort du moins de la consultation adressée le 26 avril 1913 aux directions de l'Inscription maritime et aux associations d'armateurs et de marins.

Il serait fastidieux d'éplucher la législation pour en faire ressortir toutes les erreurs. Contentons-nous de citer les plus frappantes. Par exemple, les dispositions de la loi sont inapplicables à la petite navigation pour laquelle il est indispensable qu'une réglementation spéciale soit élaborée; d'autre part, le recrutement des équipages est menacé dans ses sources vives par la loi de 1907 qui incite les enfans à se tourner de préférence vers d'autres professions que celle de marin. Si l'on n'y prend garde,

l'embarquement des mousses à bord de nos navires, contrarié par les exigences scolaires, ne sera bientôt plus possible. Nous aurons ainsi détourné de la mer de jeunes énergies qui ne demandaient qu'à s'y consacrer. La Bretagne, cette pépinière de notre flotte, ne fournira plus de marins. D'autres que nous ont déjà poussé le cri d'alarme au sujet de cette désaffection de la population cotière des vocations maritimes.

Dans un autre ordre d'idées, la loi oblige parfois les armateurs à embarquer un personnel surabondant. C'est ainsi que l'interprétation qui a prévalu jusqu'ici aboutit à placer sur nos navires des soutiers que les navires étrangers similaires et effectuant les mêmes voyages n'ont pas, ou ont en moins grand nombre. Les effectifs des navires français, qui étaient déjà supérieurs à ceux des bâtimens étrangers, ont été encore accrus de ce fait. Aux termes de l'article 25 de la loi de 1907, le service du personnel des machines doit se faire par trois bordées, non seulement dans la navigation au long cours, mais aussi parfois dans la navigation au cabotage. Dans tous les autres pays, le service à trois bordées n'est appliqué qu'à la seule navigation au long cours.

N'insistons pas davantage pour passer à un autre sujet : celui du repos hebdomadaire. Une comparaison entre les législations française et étrangères fait ressortir que les dispositions de la loi française, concernant le repos hebdomadaire obligatoire, sont les plus dures. Dans la séance du 20 décembre 1909 du Conseil supérieur de la Navigation maritime, M. le sénateur Chautemps a déclaré que la Commission de la Marine du Sénat, dont il avait été rapporteur, n'avait pas cru pouvoir aller au delà sans mettre le pavillon français en infériorité. Mais, lorsque la loi entra en vigueur, les inscrits maritimes de Marseille soutinrent que le repos hebdomadaire, s'il n'avait pu être accordé en raison des nécessités du service, devait être compensé, soit par des allocations supplémentaires, soit par un nombre de jours de congé *avec solde*, accordé au port d'attache ou dans les escales et équivalent au nombre de jours qui ont été supprimés.

La sentence Ditte, rendue le 3 juillet 1909, donna gain de cause aux inscrits maritimes, au grand étonnement des inscrits eux-mêmes : au surplus, elle ne lie que les armateurs ayant adhéré au compromis d'arbitrage, c'est-à-dire ceux de Marseille,

qui payent ainsi un tribut particulier. Les règles qu'elle pose sont en opposition tant avec le texte qu'avec l'esprit de la loi de 1907, et elles ont cette conséquence fâcheuse qu'elles faussent l'esprit des équipages, en inspirant aux marins une conception de leurs devoirs inconciliable avec les exigences de leur métier. En outre, elles ne répondent en aucune façon aux vues du législateur, qui se préoccupait de ménager aux inscrits un jour de repos et non une occasion de gain.

Il est un autre point sur lequel je me permettrai d'insister. Aux termes de l'article 262 du Code de commerce, le marin qui tombe malade pendant le voyage ou qui est blessé au service du navire, est traité et pansé aux frais de l'armateur; en outre, il reçoit ses salaires jusqu'à son rétablissement, mais, si le traitement dure plus de quatre mois, l'obligation de lui verser des salaires cesse au bout du quatrième mois. L'article 262 est, sans contredit, de toutes les anciennes dispositions législatives, une des plus onéreuses pour l'armement, et celle dont l'application fait naître le plus d'abus. Elle est injuste parce que l'obligation qu'elle édicte fait double emploi avec celle qui découle de l'institution de la caisse de prévoyance qui, alimentée à l'aide de prélèvements sur les armateurs, devrait assumer les frais d'accident ou de maladie des marins. Elle est abusive, parce qu'elle permet de faire supporter à l'armateur, parfois pendant plusieurs années consécutives, les frais de traitement d'un matelot dont la maladie, déclarée pendant le voyage, n'a cependant pas été contractée au service du navire. Et que dire de cette interprétation, pour le moins inattendue, qui consiste à mettre à la charge de l'armement les frais de traitement des maladies fâcheuses contractées par les marins?

Cette iniquité s'explique fort bien, si elle ne se justifie pas. Dans tous les cas d'application de l'article 262 qui donnent lieu à des difficultés, il y a deux intérêts en présence : celui du marin et celui de l'armateur. Si l'armateur triomphe, le marin tombe à la charge de l'administration de la Marine : par suite, celle-ci a tendance à prendre fait et cause pour le marin. Il en va autrement lorsque le malade ou le blessé ne trouve pas en face de lui d'armateur sur lequel il puisse faire retomber, avec l'appui de la Marine, les dépenses de son traitement. Tel est le cas où l'armateur s'est libéré par avance de tous frais de traitement, en effectuant le versement forfaitaire prévu par

l'article 262, et celui des petits pêcheurs, patrons ou matelots, atteints de maladie ou de blessures. Ceux-ci, bénéficiant de la Caisse de Prévoyance, doivent pourvoir à leurs dépenses à l'aide de l'allocation qui leur est accordée.

J'en aurai fini avec les principales dispositions intéressant le travail à bord quand j'aurai parlé du rapatriement des marins. L'obligation imposée aux armateurs français, par le décret du 2 septembre 1891, de rapatrier les marins débarqués hors de France, est une charge qui peut devenir très lourde, et qui n'incombe pas, en général, aux armateurs étrangers. Je connais deux cas de rapatriement de marins devenus fous dans des ports de la côte Ouest des États-Unis, et qu'il fallut ramener en France, accompagnés de deux gardiens. Chacun de ces rapatriemens est revenu à l'armateur à une vingtaine de mille francs. Ce ne sont là, bien entendu, que des cas exceptionnels; mais le grand nombre de rapatriemens, même normaux, surtout dans la navigation lointaine, occasionne à l'armement des débours élevés. Les autorités auxquelles est dévolu le soin de rapatrier nos marins ne se préoccupent même pas suffisamment de ménager les deniers de celui aux frais duquel s'opère le voyage. Elles rapatrient presque toujours les marins comme passagers à bord des paquebots, c'est-à-dire de la façon la plus onéreuse. Veut-on des exemples? Le chalutier *Capella* ayant fait naufrage à Terre-Neuve, son équipage aurait pu être rapatrié par voilier français. L'agent consulaire de France à Sydney fit rentrer l'équipage par le courrier de New-York, occasionnant au propriétaire du *Capella* une dépense de 12000 francs environ, dont près de 4000 francs d'entretien en Amérique. On fait couramment figurer dans les dépenses de rapatriement, outre les frais de nourriture, des droits de garde, des fournitures de tabac, de savon, de rafraîchissemens, etc. Certains de ces rapatriemens équivalent à une perte sérieuse pour les armateurs, et cette épée de Damoclès reste suspendue sur leur tête, tant que vogue leur navire.

Ce n'est pourtant pas faute pour eux de contribuer aux retraites ouvrières de leur personnel. La loi du 14 juillet 1908 sur les pensions des invalides leur a fait application du principe des retraites ouvrières avant même que le Parlement n'y eût soumis les industries terrestres. L'armement n'a fait aucune opposition à ce principe. Toutefois il est bon de remarquer que

les armateurs ne sont pas les employeurs de tous les inscrits maritimes, mais seulement de 30 pour 100 d'entre eux. Les cotisations élevées (3 pour 100 des salaires des marins) que la loi du 14 juillet 1908 force les patrons à verser à la Caisse des invalides servent à constituer des retraites non seulement aux équipages qui sont au service de l'armement, mais encore à la masse des inscrits maritimes de la petite pêche; les prestations respectives imposées aux inscrits maritimes comme aux armateurs ayant été calculées en raisonnant comme si tous les inscrits maritimes relevaient d'un armateur.

Faisons la récapitulation de ces exigences : déficit de mousses et excédent de soutiers et de mécaniciens à bord de nos navires; repos hebdomadaire abusif; traitement des maladies, même de celles qui ne résultent pas du service; rapatriement; pensions de retraites et de blessures pour tous les inscrits. Est-il étonnant après cela que les armateurs défailent sous le fardeau? Après les avoir gênés dans la constitution de leurs équipages, on leur a enlevé la seule arme qu'ils eussent pour se garder contre les fauteurs de désordre qui se glissent là comme partout ailleurs. Enfin, ils se trouvent par avance en quelque sorte « handicapés » dans cette lutte ardente et disputée qu'il va leur falloir bientôt livrer pour maintenir haut et ferme nos trois couleurs. Au cours des péripéties de cette « course des pavillons, » l'armement français, écrasé par une série de charges inconnues de ses rivaux, sera promptement distancé. Certaines de ces charges ne sont pas seulement onéreuses : elles sont parfois vexatoires, et plusieurs se superposent entre elles pour assurer le même besoin. De toute façon, nombre d'entre elles laissent la porte ouverte à des abus. Cependant rien n'est plus nuisible à une entreprise commerciale que de n'être pas définitivement fixée sur ses frais généraux. C'est pourquoi il est particulièrement triste qu'aux fantaisies de la réglementation s'ajoutent les inconvénients résultant de l'inconstance de la réglementation elle-même.

Les armateurs vivent dans l'insécurité. Ils passent leur temps à se garder contre les circulaires ennemies qui les assaillent de toutes parts et à se prémunir contre la marée des projets de loi insuffisamment mûris. On croit s'être libéré envers nous en nous accordant des compensations d'armement ou des subventions postales. Mais, outre que celles-ci ne sont pas toujours

équivalentes aux charges spéciales qu'elles ont pour but de compenser, il arrive, ainsi que je l'expliquerai prochainement, que, pendant la durée d'application d'une loi, ces charges se trouvent aggravées de telle sorte que l'équilibre est rompu au préjudice de l'armateur. Celui-ci avait établi ses calculs de prix de revient en tenant compte des primes qu'on lui accordait pendant une période déterminée, et voici que cet échafaudage s'écroule !

J'espère qu'on ne m'accusera pas d'avoir fait au cours de cette étude un plaidoyer *pro domo*. Rien n'est plus éloigné de mes intentions. Pénétré de l'importance qu'il y a pour notre pays de posséder une flotte commerciale capable de répondre aux nécessités de l'après-guerre, j'ai voulu profiter de l'expérience que j'ai acquise en cette matière pour indiquer les solutions primordiales à adopter. J'ai signalé trois sortes de dangers qui guettent l'armateur : danger découlant de l'interprétation étroite de l'acte de navigation de 1793, danger résultant de l'inapplication flagrante du décret-loi disciplinaire de 1852, danger issu des lois concernant le travail à bord. Chacun d'eux constitue une menace mortelle. Ainsi qu'un capitaine, ballotté au milieu des récifs, et obligé de donner à chaque instant, pour les éviter, des coups de barre à gauche, des coups de barre à droite, le chef d'une entreprise de navigation doit louvoyer péniblement pour mener sa barque, perdant son temps et ses forces avant d'arriver au but. Faisons donc sauter ces écueils administratifs ou électoraux, qui barrent sa route, ou du moins diminuons leurs aspérités et éclairons-les de larges balises, au lieu de les dissimuler sous le flot trouble des discussions politiciennes.

Voulons-nous, oui ou non, une marine marchande ? Toute la question est là. Si nous voulons avoir une marine telle qu'elle doit être, il faut savoir l'organiser. J'ai pris soin d'établir plus haut que les complications ne devraient pas provenir des marins eux-mêmes. Ceux-ci, dont la valeur professionnelle est légendaire dans notre pays, viennent de donner la preuve qu'ils valent leurs aînés. Les descendants des gens de mer de M. de Colbert, les fils des gars de Jean-Bart, de Surcouf, du bailli de Suffren, de Courbet n'ont point dégénéré. Ils sont restés ce qu'ils étaient ; des êtres impulsifs, généreux, mais qui deviennent parfois farouches quand ils ont abusé de l'alcool.

Le cabaret est là, sur le quai, à deux pas du bord. Il suffit de franchir la planche de débarquement pour s'asseoir à la table empuantiée, auprès des camarades qui boiront jusqu'à l'ivresse. Fermons donc les portes de ces officines ténébreuses où se dégradent les corps vigoureux, où s'avilissent les âmes simples de nos matelots. Empêchons surtout que les suggestions perfides ne parviennent aux oreilles de nos équipages surexcités.

Ainsi que je crois l'avoir démontré, la grandeur de notre marine marchande ne peut être obtenue que par une entente bien comprise entre les intérêts du personnel marin et ceux de l'armement qu'il faut cesser d'opposer l'un à l'autre. Lorsque cette union nécessaire sera un fait accompli, il nous restera à nous retourner vers l'État français. Sans nier l'opportunité de son contrôle et la nécessité de l'aide matérielle qu'il doit nous apporter, je demande surtout que les pouvoirs publics nous donnent plus de liberté d'action et cessent de nous placer, vis-à-vis des étrangers, dans un état d'incertitude funeste et de lutte défavorable. En revanche, je sollicite des autorités qui en ont la responsabilité une organisation qui, sans porter atteinte à la liberté des travailleurs, soit capable de faire régner à bord de nos navires l'ordre sans lequel aucune entreprise de navigation ne peut se développer. Suivant le mot si juste de l'honorable M. Lloyd George, qu'on ne saurait certes accuser de timidité ou d'étroitesse réactionnaire, « on ne devient vraiment un peuple libre que par une discipline nationale. »

J. CHARLES-ROUX.

RÉVERIES D'APRÈS GUERRE

SUR

DES THÈMES ANCIENS

II ⁽¹⁾

LA DOUCEUR DE VIVRE

Au nombre des élémens dont se constituait l'agrément de la vie d'autrefois, outre la simplicité, comptait assurément la politesse ; non point celle qui consiste en la connaissance et la pratique des usages mondains et qui n'est point du tout méprisable, puisqu'un philosophe considérait cette science des « belles manières » comme « indispensable au bonheur et à la vertu des hommes. » Nos pères la possédaient à fond, et nous n'avons rien à leur envier sur ce point, encore qu'ils fussent plus ombrageux que nous et y apportassent des raffinemens qui nous paraîtraient aujourd'hui excessifs. Dans les salons les plus libres de la fin du xviii^e siècle, tels que celui du château de Hautefontaine dont M^{me} de la Tour du Pin et M^{me} de Boigne nous font un si étonnant tableau, le dérèglement des mœurs se dissimulait sous une apparence de suprême réserve ; jamais, par exemple, un homme ne se serait assis sur un même sofa à côté d'une personne de l'autre sexe, fût-elle sa mère ou sa sœur, et celui « qui aurait posé sa main sur le dossier d'un fauteuil occupé par une femme aurait paru grossièrement inso-

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} mai.

lent (1). » On n'est plus, de nos jours, discrédité pour si peu, et ce sont là délicatesses abolies.

Mais, en dehors de ces bonnes façons qui s'apprennent vite dans les fréquentations élégantes, on trouvait, jadis, répandue par tout le pays et dans toutes les classes, une politesse bien autrement précieuse en ce qu'elle venait du cœur et marquait, outre un désir de plaire poussé jusqu'à la coquetterie, une sorte de besoin inné de dévouement, un altruisme, un don de soi-même joyeusement offert et spontanément exprimé. Tous les Français étaient affables, et cela si naturellement qu'ils ne s'en doutaient pas, tant cette délicieuse qualité s'harmonisait alors avec leur caractère et résultait, pour ainsi dire, de l'équilibre de la nation. Aussi n'est-ce que dans les relations des voyageurs venus de l'étranger qu'on peut rencontrer mention de cette courtoisie charmante qui nous distinguait, et bien à notre insu, de tous les autres peuples. Il en est une, écrite par un Allemand, accouru chez nous dès les premiers troubles de la Révolution, dans sa hâte de juger les coups et de respirer l'air enivrant de la liberté. C'est un certain Campe, originaire, je crois, de Brunswick ; dès son entrée sur notre territoire, il est dans l'extase ; les postillons sont prévenans, de belle humeur, honnêtes, polis et probes ; jamais la moindre plainte, la plus légère dispute. Aux relais, Campe ne voit que des gens rieurs, courtois et empressés ; à la poste de Cuvilly, entre Roye et Senlis, il est hébergé dans une maison « semblable à un petit palais » par une famille « aimable et distinguée. » Il lui advient même là une petite aventure dont il demeure quelque temps penaud : le cabriolet est resté, dételé, sur la route ; personne ne le surveille, et Campe s'inquiète de laisser son portemanteau dans cette voiture abandonnée. L'aubergiste auquel il confie ses craintes le prie d'examiner les portes de sa maison et de sa cour ; pas une clef, pas une serrure ; de simples loquets. « Est-ce qu'on vole donc en Allemagne ? » demande le brave hôtelier. Campe avoue qu'il ne put s'empêcher de rougir et qu'il détourna la conversation.

Le voici à Paris depuis plusieurs jours : « J'en suis encore à chercher, écrit-il, un exemple de grossièreté ; je n'ai jamais assisté à une querelle, même dans les endroits où la foule

(1) De Boigne, I, 44.

était compacte, où on ne pouvait faire dix pas sans bousculer quelqu'un. Celui qui, par mégarde, est heurté, a aussi vite fait de dire : *excusez-moi*, que l'autre : *pardonnez-moi*; tous deux se font des complimens et l'affaire est réglée. » Les factionnaires sont d'une urbanité exquise : « Ayez la bonté, monsieur, de faire un peu de place. — Je vous prie, monsieur, de ne pas vous mettre devant ce canon. » Telle est leur manière. A la porte de la Comédie-Française, un garde, d'un ton de regret et d'excuse, murmure : « Il faut que je vous prie, monsieur, d'ôter vos éperons. »

Il y a grand office à Saint-Sulpice, et l'Allemand veut assister à la cérémonie : l'église est comble à n'y pas pénétrer : quelqu'un, voyant sa déception, crie : « De grâce, laissez passer un étranger ! » Aussitôt la foule s'écarte, se presse, livre passage, et Campe parvient sans peine jusqu'à la grille du chœur... d'où il ne voit rien que le dos d'un grenadier posté là en sentinelle. Campe, tenace, essaie de forcer cet obstacle et de pousser plus avant; mais le soldat navré lui expose « qu'il se ferait un plaisir de l'y autoriser, si ce n'était contre la consigne. » Un autre grenadier survient, prend sur lui de déroger aux ordres donnés, installe l'étranger dans le chœur même, devant le pupitre de l'Évangile, afin qu'il ne soit gêné par rien : si bien que l'officiant, pour ne pas déranger cet intrus, « dut se contenter d'un espace si étroit qu'il ne savait où poser les pieds (1). »

Les cochers, — c'est à croire que ce Teuton exagère, — les cochers font, en toute circonstance, preuve d'une éducation accomplie : si, dans l'incessant mouvement des rues, deux fiacres se heurtent et s'immobilisent, « le conducteur de la voiture accrochée dit à l'autre : « Monsieur, vous m'embarrassez beaucoup, » ou, plus familièrement : « Camarade, vous venez très mal à propos. » Puis ils se concertent tranquillement pour savoir comment ils se tireront d'affaire. » Ce qui porterait à penser que ce sont là des choses vues, en dépit de certains témoignages moins flatteurs, c'est la remarque faite, quelques années plus tard, par un autre Allemand, — Autrichien, celui-ci, — qui, prenant un cabriolet de place, s'assied sur un vieux volume oublié dans la voiture : « C'est à vous, cocher, ce livre? — Oui, bourgeois. » Le « bourgeois » entr'ouvre les pages :

(1) *La Révolution française*, janvier 1910.

Théâtre de Pierre Corneille. Quel pays! quel peuple! Les cochers lisent les classiques (1)!

Les commis, dans les bureaux, sont prévenans et empressés : « Il y règne, écrit Reichard, beaucoup d'ordre et d'exactitude et l'on y trouve une politesse bien rare en Allemagne (2). » Les douaniers sont obligeans, pleins d'attentions; les employés aux passeports se montrent d'une galanterie parfaite : comme un scribe lève, à la frontière; le signalement de M^{me} de Boigne, le chef intervient et, du ton de la plus parfaite discrétion, dit à son subordonné : « Mettez *jolie comme un ange*; ce sera plus court et ne fatiguera pas tant madame. » Les hommes de peine mêmes sont désintéressés et délicats : la même voyageuse, ravie de l'accueil de tous ces braves gens, glisse deux louis dans la main de l'un d'eux; il reparait un instant après et, avec la plus grande politesse : « Madame, voici deux louis que vous avez laissés tomber par mégarde (3). » Ainsi les étrangers, charmés par ces préliminaires enchanteurs, pénètrent-ils en France comme s'ils entraient dans le Paradis : il est bien rare de ne point trouver dans leurs récits trace de l'émotion, du recueillement qu'ils éprouvent à se hasarder dans ce pays de toutes les élégances, de toutes les séductions : il y a, chez quelques-uns, un peu de l'appréhension et de l'embarras d'un rustre qui, conscient de son manque d'usage, s'introduirait dans un salon. Qu'on se rappelle le mot de Goethe, pris d'une sorte de honte de sa nationalité, alors que, dans un magasin de Longwy, intimidé par l'affabilité de la boutiquière, « il se garde bien de marchander et cherche, dit-il, à se montrer aussi poli que peut l'être un Allemand sans tournure. »

Les barrières franchies, c'est bien autre chose! Un volume ne suffirait pas s'il fallait énumérer seulement les dithyrambiques éloges que notre pays inspira à ses visiteurs. Il est vrai que les Français du vieux temps pratiquaient à miracle l'art d'accueillir et apportaient à l'hospitalité des grâces particulières. Sir John Dean Paul qui a passé le détroit, bien bourré de préjugés contre la France, reste confondu dès le premier soir : comme il est entré au théâtre de Calais et qu'il n'y trouve

(1) *Journal du comte Charles de Clary et Aldringen*, publié par M. le baron de Mitis et M. le comte de Pimodan, p. 55.

(2) *Un Prussien en France en 1792*, p. 316.

(3) De Boigne, 1, 209.

pas de place, « deux messieurs, le voyant avec des dames, quittent aussitôt leur loge et insistent pour la lui laisser; et cela, note-t-il, avec un tel naturel et une obstination si polie qu'il nous fut impossible de refuser (1). » L'une des compatriotes de Dean Paul, M^{me} Cradock, se trouvant à Paris, avec son mari, en 1784, conte que, un jour de juin, ils entrèrent pour se rafraîchir dans un café pourvu d'un excellent orchestre : « On n'eut pas plutôt deviné que nous étions Anglais que les musiciens attaquèrent le *God save the King*. » Quelques jours plus tard, à la foire Saint-Laurent, même hommage leur fut rendu, et toute l'assistance, « composée de petits bourgeois et de grands seigneurs, » approuva par ses applaudissemens cette attention.

Il faut reconnaître qu'il était bien autrement facile et intéressant de visiter Paris à cette époque-là que de nos jours. Sans parler, bien entendu, des restrictions imposées par la période de guerre, nous nous heurtons, en temps ordinaire, à tant de consignes, de défenses, de portes systématiquement closes, d'autorisations à solliciter, que les Parisiens eux-mêmes se sont résignés et passent journellement à côté de merveilles qui leur appartiennent, sans même en soupçonner l'existence. Combien peu connaissent, par exemple, le superbe escalier d'honneur et certains salons du Palais-Royal : combien savent que, à la Banque de France, se trouve une galerie qui est, peut-être, le chef-d'œuvre de notre art décoratif? Et imaginez-vous la façon dont serait reçu un touriste qui sonnerait au portail d'un des beaux hôtels des quartiers neufs en se disant désireux de visiter l'immeuble, ou qui se présenterait, sans lettre d'introduction, au palais de l'Élysée pour en parcourir, en curieux, les salons et voir les œuvres d'art dont ils sont ornés? Une telle extravagance conduirait son auteur, sinon à Charenton, du moins au poste de police, et, de là, au dépôt de la Préfecture, monument beaucoup plus libéralement accessible que les habitations des riches collectionneurs, encore qu'il n'offre pas le même genre d'intérêt.

Dans le Paris d'avant 1789 tout était au large ouvert. Les grands seigneurs, les savans, possesseurs de galeries de tableaux ou de cabinets de curiosités, en permettaient l'accès à tous les curieux d'art et de science. Il existe un *Guide des amateurs et des étrangers voyageurs à Paris* (2), imprimé en 1787, où sont

(1) *Journal d'un Voyage à Paris*, traduit et annoté par P. Lacombe.

(2) Par Thiery, 2 vol, in-46.

mentionnés, sans restriction d'autorisation à solliciter ou de titre à faire valoir, nombre d'hôtels particuliers avec l'indication des toiles renommées ou des beaux meubles qu'on y peut admirer : collections de tableaux de M. le maréchal de Noailles, de M. de Calonne, de M. Dufresnoy, notaire, de M. le marquis de Sabran, etc., etc. Cabinets d'histoire naturelle de MM. de Saint-James, de Vergennes, de M. Petit, médecin, de M. le duc de Montmorency ; la liste est longue. Que d'estampes, de dessins, de toiles fameuses, de portraits, de bustes et de statues dont beaucoup doivent exister encore, que nous n'avons jamais vus, que nous ne verrons jamais, jalousement celés aujourd'hui chez des détenteurs peu empressés, pour bien des raisons, d'ébruiter leurs richesses. Au temps fortuné de « la douceur de vivre, » un favorisé de la fortune ne pensait pas que, pour avoir acquis une œuvre d'art, il avait acheté en même temps le droit de l'enfouir et de la dissimuler à tous les regards ; les belles choses étaient réputées patrimoine de la collectivité ; on se glorifiait d'en faire à tous partager la jouissance, moyen le plus sûr d'abolir à la fois la méfiance de l'heureux possesseur et l'envie de l'humble passant.

On pénétrait avec autant de facilité dans les demeures particulières réputées pour la belle ordonnance de leurs appartemens ou l'originalité de leurs décorations ; dans les jardins pittoresques, nombreux alors dans la capitale, aussi bien celui de M. le duc de Chartres, à Monceau, que celui de M. Beaujon, au faubourg Saint-Honoré et de la folie Saint-James, à Neuilly. Les manufacturiers eux-mêmes ouvrent à tout venant leurs fabriques, sans crainte, tant la confiance est absolue et, peut-être, exagérément candide, qu'on copie leurs procédés ou qu'on surprenne leurs secrets. Un étranger ne quitte point Paris sans avoir vu la fabrique de savon de la petite rue d'Enfer ou la filature de coton du sieur Chardemon, au faubourg Saint-Antoine. En 1784, M^{me} Cradock visite la manufacture de papiers peints d'Arthur ; M^{me} Arthur fait très aimablement les honneurs des ateliers, et Arthur lui-même, — qui depuis !... Mais alors il était galant !... — offre, par la main de son fils, à l'étrangère un joli écran du dernier modèle (1).

Les exemples de cette accueillante et générale affabilité

(1) *Journal* inédit de M^{me} Cradock, traduit de l'anglais par M^{me} O. Delphin-Balleyguier, page 73.

sont si nombreux qu'on n'est embarrassé que du choix des citations : l'un des plus frappans est celui de trois étudiants de Nancy qui, venus à pied, en mai 1787, de la Lorraine à Paris où ils n'ont aucune relation, pénètrent avec une facilité, — bien étonnante pour nous, — dans les palais des princes, aussi bien que dans les prisons d'État : une gardienne de la Salpêtrière, après leur avoir montré tous les quartiers de l'immense hospice, les conduit, moyennant un supplément de pourboire, à la cellule où est détenue M^{me} de la Motte, l'héroïne de l'affaire du Collier; ils s'y attardent et causent avec elle, tandis qu'elle « parfile, » — tout en songeant, bien certainement, à l'évasion qu'elle réalisera quelques jours plus tard. Les jeunes Nancéiens vont ainsi, en toute liberté, chez M^{me} Dubarry, à Louveciennes, chez le comte d'Artois, à Bagatelle, où on les introduit jusque dans la chambre à coucher, au Palais-Bourbon qu'habite le prince de Condé et comme, après qu'ils en ont parcouru toutes les galeries, le concierge qui les pilote leur conseille d'écrire à Son Altesse pour obtenir l'entrée des petits appartemens privés, ils ne s'en font point faute et reçoivent à leur adresse un mot du prince qui accorde l'autorisation. A Chantilly, on les promène partout, dans le château, à la ménagerie, aux écuries, à l'île d'amour, au hameau, aux étangs, à l'orangerie, au pavillon chinois; quand ils sont sur le point de quitter ce lieu de délices, un officier de Son Altesse leur propose « avec beaucoup d'honnêteté » de profiter d'une des voitures du prince, lequel part à l'instant pour Paris; et les touristes voyagent, au retour, en compagnie de deux dames de la Cour, dans un carrosse à la livrée de Condé (1).

A Versailles, nos étudiants assistent à la procession des Cordons bleus et à la messe du Roi. On circule dans le château comme au marché; tout est ouvert au premier venu, sous la seule condition de se munir d'une épée : on la loue, pour quelques sous, chez un concierge; encore est-il avec cette consigne des accommodemens, témoin ce clergyman qui, après avoir flâné dans les appartemens et dans la galerie, après avoir croisé le Roi, la Reine, les princes, se met en tête, malgré le négligé de son costume, de ne point quitter la place sans voir le diner de Sa Majesté. Un maître des cérémonies survient et

(1) *La Vie parisienne sous Louis XVI*, d'après le manuscrit de François Cognel, *passim*.

lui objecte son gilet à revers ; — l'Anglais boutonne son habit : — « Cela même ne suffira pas, monsieur, fait le gentilhomme, vous avez un chapeau rond ; » — l'Anglais aplatit son feutre et le place sous son bras. — « Monsieur, reprend le maître des cérémonies, vous êtes si ingénieux pour métamorphoser votre toilette que je ne vous ferai plus d'objection. » Et le clergyman assiste au diner royal (1).

Rien n'établit mieux, au reste, l'extrême liberté du va-et-vient populaire de Versailles que l'anecdote contée par M^{me} Du Hausset, laquelle nous montre Louis XV, entrant, certain jour, dans sa chambre et y trouvant « un monsieur » qui, après avoir erré à l'aventure dans le dédale du château, a poussé une porte au hasard et est arrivé là sans rencontrer un seul huissier pour le remettre en bon chemin. Le Roi était au moins surpris : le « monsieur » tout éperdu ; il exigea d'être fouillé ; un garçon du château étant survenu, reconnu en lui un cuisinier de ses amis, « le premier homme du monde pour le bœuf à l'écarlate. » Sur quoi Louis XV donna à ce pauvre diable cinquante louis destinés à calmer ses alarmes (2).

Ces faits, si minimes que beaucoup, sans doute, les jugeront dénués d'intérêt, sont en contradiction flagrante avec ce qu'enseignent les manuels, à savoir que les puissans de l'ancien régime, les nobles, les seigneurs, se montraient invariablement pleins de morgue, d'arrogance, de prétention et de vanité, durs aux humbles courbés « sur la glèbe » et soumis à tous les caprices de maîtres impitoyables. Pourquoi avoir ainsi falsifié notre belle histoire ? Si, comme on l'a dit, la révolution est un bloc dont on ne doit rien distraire et tout admirer, ne serait-il pas juste que la vieille France bénéficiât du même fétichisme ? Notre bon renom ne date pas d'hier : il est contemporain de nos origines, et on l'amoindrit en lui faisant tort de plusieurs siècles d'existence. On ne voit pas bien, même, à vrai dire, en quoi il a gagné depuis un siècle ; et il n'est pas surprenant, d'ailleurs, que, sans rien perdre de ses qualités natives, un peuple comme le nôtre éprouve une sorte de gêne à les laisser voir. Il a été si souvent berné, dupé, déçu et exploité ; on lui a tant de fois présenté comme définitives des

(1) *Revue retrospective*, nouvelle série. Tome X. *Un Anglais à Paris*.

(2) *Mémoires de M^{me} Du Hausset*, 1826, p. 174.

institutions qui devaient assurer son bonheur et qui étaient déclarées odieuses et tyranniques quelques mois plus tard ; on a réclamé son admiration et son amour pour tant d'hommes qu'il entendait, peu après, traiter de vendus et de criminels ! Il est crédule, on lui prêche le scepticisme ; il est confiant, des fourbes le trompent ; il est accueillant, les espions pullulent ; il aime parler, on lui crie : tais-toi ! Doit-on s'étonner que, aux ronces de si rudes désillusions et de si dures contraintes, il ait laissé des lambeaux de sa candeur, de sa sociabilité et de ses vertus hospitalières, qu'il poussait jusqu'au désintéressement avant qu'il n'eût appris, au contact d'étrangers insolens et chicaniers, à se garder de sa bonté naturelle.

Car c'est une constatation unanime que partout, en France, au temps d'avant nos grands bouleversements, on était reçu « de bon cœur. » Il y a aujourd'hui, chez nous comme ailleurs, des hôtels, voire des *Palaces*, où les égards sont gradués, ainsi que le menu, suivant le prix de la pension. — Autrefois on trouvait l'*Auberge* : c'est-à-dire, non seulement le couvert et le vivre, mais de l'empressement, de l'intérêt, de l'affection, du dévouement. Ah ! les aubergistes de notre pays, qui, jamais, les célébrera dignement ? Une aubergiste de Calais, M^{me} Grandsire, risque sa liberté, peut-être sa vie, pour sauver une émigrée, d'elle inconnue, revenant d'Angleterre sous un faux nom et que le hasard seul a conduite chez elle (1). — A La Flèche, il y a M^{me} Richard qui règne au *Lion-d'Or*, chez qui l'on paie en proportion inverse de ce qu'on mange : trente sols par tête pour deux services en volaille, gibier et poisson, et bon feu dans la chambre ; six francs pour une simple omelette ; car M^{me} Richard ne supporte pas qu'on dédaigne sa cuisine. Elle tutoie ses hôtes de distinction, officiers, prêtres, nobles, et même l'évêque d'Angers, Mgr de Grasse, que réjouit cette familiarité (2). Il serait téméraire d'avancer que le fils de M^{me} Richard dut à quelque aristocratique estomac, reconnaissant des ripailles du *Lion-d'Or*, de voir fléchir la loi en sa faveur ; mais il est certain que, ancien conventionnel ayant voté la mort du Roi, il fut l'un des préfets de la Restauration, qui l'excepta de la proscription des régicides. — A Loches, il y a l'hôtel du sieur Nicolin, ancien cuisinier d'archevêque, chez qui l'on vient de loin et on séjourne

(1) *Mémoires de la duchesse de Gontaut*, p. 50 et suiv.

(2) *Souvenirs d'un Nonagénaire*, I, p. 343.

longtemps en raison de ses « ailes de perdreau en papillotes sur un hachis de truffes... » son triomphe. A Pont-Saint-Esprit, un Anglais, sa femme, son médecin, sa berline et ses gens, pour quatre chambres à feu, un déjeuner, un souper copieux avec filet d'ours, truffes, etc., dessert, punch, vins rares et café, paient, en novembre 1784, une somme si minime qu'une discussion s'engage entre les voyageurs et l'hôtelier, lequel proteste qu'il n'acceptera pas un denier de plus; bien au contraire, avant le départ, il offre une bouteille de liqueur, que les maîtres, confus, refusent et que se partagent leurs domestiques (1).

On ne peut parler des auberges de cette époque sans mentionner au moins l'hôtel Dessin, à Calais : une véritable cité avec cuisines vastes comme des cathédrales, écuries somptueuses, caves opulentes, magasins de tous genres, rues, jardins, allées, places, théâtre, etc. Dessin traitait ses hôtes avec autant de splendeur que de désintéressement; si bien qu'il s'y ruina; mais le trésor royal, comprenant l'importance de conserver dans la ville où débarquaient le plus d'étrangers une institution symbolisant, en quelque sorte, l'accueil de la France, prêta, sans intérêts, à l'aubergiste, une somme considérable afin de rétablir sa situation. On dit même qu'une pairresse d'Angleterre, la duchesse de Kingston, avisée de sa gêne, lui fit don de 50 000 francs (2). Partout, les hôteliers, dussent-ils aller à la banqueroute comme leur célèbre collègue, s'ingénient à faire bonne chère aux hôtes d'un jour qu'ils ne reverront plus. Le docteur Rigby, malgré ses préventions, se résigne à reconnaître, dès les premiers jours de son voyage, que « la cuisine d'auberge est admirable; » des « friassées à faire les délices d'un alderman de Norwich (3). » Dans les restaurants de Paris, même délicatesse, mêmes attentions avec, en plus, une singulière recherche d'élégance. Que chez Méot, maison fameuse, on ne servit que dans des assiettes d'argent (4), il n'y a rien là de très extraordinaire; mais le même luxe se retrouvait dans les restaurants à bas prix et même aux tables d'hôte fréquentées par les étudiants : chez Trianon, rue des Boucheries-Saint-Germain,

(1) *Journal de M^{me} Cradock.*

(2) *Voyage d'un Anglais à Paris, 1788, Revue rétrospective 1889, Tome X, et Reichard, Guide du voyageur en France.*

(3) *Lettres, traduites de l'anglais par M. Caillet — introduction par le baron de Maticourt.*

(4) *Souvenirs inédits de Delécluze, Revue rétrospective, Tome X, p. 272.*

et chez un autre traiteur, rue du passage des Petits-Pères, « on était servi en vaisselle d'argent pour la modique somme de 24 à 30 sols (1), » et, en 1775, chez un petit gargotier de la rue de Harlay, on a, « pour 12 sols, la soupe, le bouilli, une entrée, une pomme et un morceau de fromage, le tout servi en vaisselle plate (2). »

L'ordonnance et le « cérémonial » des repas sont peut-être, entre tous les usages familiers, ceux qui ont, en France, subi, depuis un siècle, le plus de modifications. Aujourd'hui la correction impose aux maîtres de maison l'obligation de se désintéresser, du moins en apparence, de ce qui se passe autour de leur table. Il est de règle qu'ils affectent « l'air de ne pas être chez soi » et qu'ils fassent mine d'ignorer même la composition du diner qu'ils offrent à leurs invités. Ce « bon genre » est passé des tables opulentes aux tables bourgeoises. Jadis il en était autrement et quand « on priait » quelqu'un, c'était une affaire. Chez les paysans riches, et même chez beaucoup de citadins de la classe moyenne, fussent-ils très fortunés, la maîtresse de maison ne s'asseyait pas à table; elle ne consentait à y paraître, sur les instances de toute l'assemblée, qu'après le premier service et pour quelques instans seulement; elle s'éclipsait de nouveau et revenait au dessert occuper sa place jusque là vacante et se mêler à la conversation. Il n'est pas besoin d'être centenaire pour garder souvenir de cette singulière coutume encore observée en Lorraine il y a quarante ans. La raison en était cette idée généralement admise que, lorsqu'on héberge quelqu'un, il convient de témoigner qu'on se donne de la peine pour le recevoir : il n'était pas de bon accueil s'il ne paraissait occasionner un dérangement ou un sacrifice et imposer quelque abnégation. C'est dans ce sentiment qu'il faut chercher l'origine des corvées qu'ont si longtemps volontairement assumées les amphitryons de toutes classes, depuis le villageois traitant ses métayers, jusqu'au souverain recevant les ambassadeurs des puissances étrangères accrédités auprès de son auguste personne. Il leur fallait découper à table les viandes et les volailles et servir chacun des convives avec une phrase aimable. Je crois que l'Empereur ne se soumit jamais à cette

(1) *Vie publique des Français*, I, 353.

(2) *Souvenirs d'un nonagénaire*, I, 207.

obligation de savoir-vivre; mais il fut le seul : la façon dont M. de Talleyrand offrait « du bœuf » à ses invités est restée légendaire; Cambacérés s'acquittait de ce devoir avec l'onction d'un gourmet émérite (1); Masséna avec une maladresse et un emportement tout militaires. Un jour, à son château de Rueil, il attaque un canard qui résiste; il appelle son cuisinier pour le prendre à témoin de la dureté du roti; le maître-queux paraît, son bonnet de coton à la main: le maréchal empoigne à pleines mains la volaille et la lui jette à la tête; mais comme l'homme, voyant venir le projectile, a fait le plongeon, le canard va crever un tableau et ricoche sur un domestique qui s'écroule avec le panier de cristaux dont il est porteur. Masséna, jusque là maussade, montra une humeur charmante durant tout le reste du repas (2).

Louis XVIII, malgré la goutte, « taillait les viandes » avec une rare dextérité, en homme qui, dès sa jeunesse, « s'est exercé à porter la grâce jusque dans les moindres détails; » à chaque service « il offrait à la ronde du plat qui se trouvait devant lui et trouvait là l'occasion de distribuer en même temps son coup d'œil aimable et quelques mots bienveillants (3). » Mais c'est sur les gestes de Louis-Philippe faisant les honneurs de sa table que nous sommes le mieux renseignés. Toute la famille royale, tout le corps diplomatique dînent au Palais-Royal, en octobre 1830. Cinquante convives. L'un d'eux, le comte Rodolphe Apponyi, contemple la bonne figure de la maréchale Maison placée en face de lui. La maréchale lève les yeux au ciel, en disant : — « Que c'est beau de voir le Roi découper! »

Le Roi, en effet, découpe une grosse poularde truffée; il met à cette besogne une grâce « que peu de chefs de cuisine auraient pu atteindre, » et demande à chacun quel est son morceau de prédilection : — « Comte Rodolphe, désirez-vous une aile, une cuisse ou du blanc? » Il faut répondre sans gaucherie et voici quelle est la formule employée par Apponyi, qui sait son monde : — « Si Votre Majesté veut bien m'honorer d'une aile, je m'empresserai de mettre mes remerciemens aux pieds de Votre Majesté. — Pour le comte Rodolphe Apponyi, » dit le

(1) *Un hiver à Paris sous le Consulat*, 222.

(2) *Mémoires du général Bigarré*, 131.

(3) *Mémoires de Beugnot*, 1868, II, 289.

Roi, en déposant sur une assiette un morceau de la poularde. Pendant ce temps, la Reine distribue des écrevisses (1).

Ce récit singulier nécessiterait quelques commentaires ; tel qu'il nous est transmis, il ne permet pas de reconstituer la scène. Pour cinquante personnes, cinq volailles, au moins, sont nécessaires, encore est-il indispensable que tous ne réclament pas « une aile ; » d'où pour chacun l'obligation d'être très attentif à ce qu'auront sollicité et reçu les convives déjà servis. Le Roi, bien certainement, partage ces cinq poulardes : en a-t-il fait autant des pièces de viande du premier service ? En ce cas, il aura passé à ce labour tout le temps du repas. Porte-t-il sur son uniforme brodé, sur ses grands cordons, pour cette rude et périlleuse besogne, un tablier, des serviettes montées jusqu'au col ? Et puis, quelle que soit son habileté, la question posée cinquante fois, l'attente de la réponse, le choix du morceau, exigent, au minimum encore, une minute. C'est presque une heure écoulée avant que toute la table soit servie. Que le temps doit paraître long à celui qui a été, le premier, honoré de l'offre du Roi, et comme le dernier doit se hâter pour ne point retarder le service suivant ! Que d'autres points d'interrogation encore ! On ne saurait trop mettre en garde ceux qui écrivent leurs *Mémoires*, contre l'imprécision dans les menus détails. On sera toujours suffisamment renseigné sur les constitutions, les débats parlementaires et les grands événements de l'histoire ; mais ces petits tableaux de la vie intime et journalière, qui semblent insignifiants aux contemporains, deviennent d'insolubles rébus pour la génération suivante, tant les usages sont sujets au changement et condamnés à l'oubli. Croirait-on que, à une époque qui n'est pas bien éloignée de nous, — sous la Régence, — une élégante n'employait que ses jolies mains pour garnir les assiettes de ses hôtes de marque ? A la fin du xviii^e siècle, M^{me} Dupin, nonagénaire et toujours jeune, conservait cette coutume du temps de ses vingt ans et « servait tout ce qui était devant elle, même l'omelette, avec ses petits doigts (2). » Beaucoup plus près de nous encore, et jusque sous le second Empire, il était du meilleur ton, en certaines de nos provinces, lorsqu'on offrait un grand dîner, de présenter le saladier à l'invitée qu'on désirait particulièrement

(1) *Journal du comte Apponyi*, I, 360.

(2) *Frénilly*, 178.

distinguer, pour qu'elle « retournât » la salade : la dame remerciait, confuse de tant d'honneur, retirait ses bracelets et ses bagues et plongeait ses bras blancs dans la verdure huileuse qu'elle triturait délicatement.

Voilà, sans doute, des raffinemens de politesse qui ne seront pas regrettés. Certains, même, pourront s'en offusquer; mais, puisque nos aïeux y attachaient du prix, c'est que ce petit cérémonial avait pour eux son importance. Le comte Beugnot, qui n'était ni un rustre, ni un sot, prenait, il y a plus de quatre-vingts ans, la défense de ces traditionnelles obligations dont il prévoyait la désuétude. « Peut-être, écrivait-il, n'est-ce pas un si mince mérite pour un maître de maison, même pour un roi, que de savoir faire les honneurs de sa table. Si le maître est d'une condition très supérieure à celle de ses convives, les attentions qu'il leur porte deviennent des faveurs dont ils sont intérieurement plus touchés que des mets qu'on leur offre. Si la condition des uns et des autres est la même, le maître de maison prend sur ses égaux la supériorité de la politesse et des soins. Aujourd'hui, on s'est mis fort à l'aise sur ce chapitre comme sur tant d'autres : le diner n'est plus que ce que la nature l'a fait, une nécessité qui n'est déguisée par rien de ce que la gaieté, la cordialité, le savoir-vivre de nos pères y avaient introduit. »

Ce que Beugnot déplorait, c'était la fin d'un art difficile et délicat; il était nécessaire, jadis, pour traiter ses amis, de posséder bien des talens : le maître de maison qui eût affecté de se désintéresser des plats présentés et de la façon dont était servi chacun de ses convives, eût passé pour un « malappris : » il devait avoir l'œil à tout et à tous, se montrer causeur avenant, proposer galamment les mets, varier les formules, nuancer ses attentions, tout en remplissant, le sourire aux lèvres, le rude office d'écuyer tranchant. Combien il y fallait d'esprit, d'entrain, d'amabilité, d'adresse, de tact, et, encore une fois, d'abnégation ! Le rôle est, de nos jours, singulièrement écourté : l'amphitryon s'assied, en étranger, lui vingtième, à son diner qui se distingue seulement par le luxe de celui d'une table d'hôte de ville d'eaux. Pour bien recevoir, il suffit aujourd'hui d'être riche : c'est un amoindrissement.

Il n'est pas surprenant que, flânant autour des festins royaux

ou dans les salles à manger de la plus élégante société parisienne, nous avons encore retrouvé là cette « douceur de vivre » tant prônée par nos ancêtres : c'est dans ces endroits qu'elle naquit ; mais la province, objectera-t-on, la lointaine et sinistre province, sur laquelle Paris ne rayonnait pas, d'où l'on ne pouvait sortir, où l'on était cloîtré pour la vie, sans même le réconfort du journal qui, actuellement, apporte, chaque jour, à cette exilée, l'écho joyeux de la capitale?... Quel tableau désolant de monotonie, si l'on se risquait à peindre l'existence morose et somnolente, à proprement parler végétative, qu'y devaient mener nos trisaïeux dans les années qui précédèrent le branle-bas de la Révolution !

C'est juger de ce temps-là par aujourd'hui ; et c'est précisément le contraire que nous apprennent les correspondances et les souvenirs laissés par les « ruraux » d'autrefois. Il en ressort cette constatation singulière que le grand mouvement imprimé à tout le pays par nos successives secousses politiques a engourdi la vie de province, l'a presque supprimée. Elle était étonnamment intense à l'époque de Louis XVI ; actuellement, si l'on excepte quelques anciennes capitales, ou même, — soyons larges, — la plupart des chefs-lieux de départemens, elle s'est anémiée et agonise presque partout, et les causes de cette néfaste déchéance sont multiples : l'émulation de maussade uniformité a détruit la variété pittoresque des usages et des traditions ; — la rapidité de l'information moderne a suscité, d'un bout à l'autre du pays, les mêmes préoccupations et les mêmes curiosités ; — Paris attire à soi tous les talens et toutes les fortunes par l'agrément qu'il offre à celles-ci et à ceux-là de se dépenser : — la politique locale, féconde en rancunes, a rompu les liens séculaires qui unissaient entre elles les anciennes familles de la région. On ne fréquente plus chez qui l'on aime, de crainte d'être suspect au comité électoral qui siège en permanence au *Café de la Place* ; on reste chez soi pour n'être point *mal noté* ; on s'observe, on se surveille, on s'espionne ; les fonctionnaires nouveaux venus sont reçus avec une froideur guindée, et il advient le plus souvent que si M. le sous-préfet lui-même, — fût-il homme d'esprit et du monde, ce qui arrive, — risque une tournée de visites, il trouve toutes les portes closes et se voit condamné, — Gaspard Hauser de la politique, — à dépérir d'ennui, d'oisiveté et d'isolement. Ainsi, des gens

qui se coudoient quotidiennement parviennent à vivre plus distans que si des abîmes les séparaient, et ceux qui ont habité quelque temps la province reconnaissent qu'il faudrait posséder le dédain superbe d'un philosophe ou le hiératique renoncement d'un trappiste pour résister à une telle disette d'intimité, de bonne grâce et d'aménité. Le mal, pour peu qu'il s'aggrave, sera irrémédiable, et c'est contre cette acrimonie envahissante qu'il est urgent de réagir, si, dans l'élan d'union et de solidarité qui nous emporte aujourd'hui, nous voulons sincèrement que la France rajeunie récupère son charme légendaire et ne se juge pas méconnaissable quand la fantaisie lui viendra de se regarder dans le miroir de son passé.

Oui, quelque paradoxale que puisse paraître cette affirmation, la vie provinciale, à la fin du xviii^e siècle, était amusante et gaie : même dans les régions les plus « perdues » et considérées comme les moins accessibles, existait une société distinguée ; les simples bourgades recélaient « un cercle » mondain, brillamment composé ; il semble que, plus la pénurie de distractions était à redouter, plus chacun s'évertuait à créer du plaisir.

On a publié, il y a peu d'années, les lettres écrites à sa femme par un conseiller au Parlement de Toulouse, M. de Belbèze, en mission dans le Gévaudan, le Vivarais et les Cévennes, contrées dont les habitans sont peu réputés, je crois, pour leur joyeuseté et leur élégance. Millau, Marvejols, Mende, Florac, Alais, Anduze, la vallée du Rhône, tel est, à peu près, l'itinéraire du magistrat. Partout, il trouve les villes en liesse : on s'en donne à cœur joie de fêter son passage, et ses récits intimes nous enseignent qu'on rencontrait, en ces contrées reculées, des ressources et des raffinemens inconnus aux plus riches cités en notre époque de « progrès : » à Saint-Chely, il est reçu « avec éclat ; » la bourgade est illuminée ; réception, cavalcades, feux de joie ; — au Puy, M. de Belbèze trouve la milice bourgeoise, — plus de quinze cents hommes, — sous les armes ; le souper, chez M. de Riddeberg, est « le plus splendide qu'il ait vu : » cinquante convives, servis en porcelaine de Sèvres ; — à Annonay, il est escorté par cinquante jeunes gens de la ville, en uniforme ventre de biche avec paremens et revers rouges, vestes et culottes blanches ; on le loge dans un couvent où on lui attribue un appartement charmant : antichambre,

salon de compagnie, chambre à coucher, cabinet à livres, cabinet de toilette, le tout ouvrant sur une vaste terrasse plantée d'orangers et autres arbres fruitiers en fleurs; — à Langogne, « la compagnie » est aimable et nombreuse, les femmes sont délicieuses, leurs parures du goût le plus exquis et leurs chapeaux « ravissans; » — à Villeneuve-de-Berg, les honneurs sont rendus par cinquante cavaliers en vestes écarlates, magnifiquement montés sur des chevaux couverts de housses « à la houzarde, » bleues, galonnées d'argent; — à Mende, on joue la comédie : le théâtre n'est qu'une écurie où la crèche forme les loges; mais le programme est de choix : *Zaïre* et *la Pupille*, de Fagan; — à Bourg-Saint-Andéol, plus de quatre-vingts jolies femmes assistent au bal offert par les officiers; — et trouverait-on de nos jours à Alais, ainsi qu'il advint au magistrat toulousain, quatre-vingts négocians du lieu, formant un cortège « superbement habillé et bien monté, éclairé par cent torches que portent des gens à pied, » un souper de soixante-quatre couverts, la comédie, le bal, où paraissent en foule « des dames de la parure la plus recherchée » et toutes « virtuoses de premier ordre pour la danse » à la mode (1)?

Ces choses témoignent d'une abondance, d'un entrain, d'une insouciance, d'une naïveté même depuis longtemps abolis : c'est que ces gens-là, semblables à ce gentilhomme dont parle M^{me} de Genlis, « n'avaient, de leur vie, réfléchi sur les diverses sortes de gouvernemens et sur la politique; » ils ne se croyaient pas en exil dans leur petite capitale, qui ne comptait qu'un parti, celui des bons vivans, et l'ambition ne les portait pas à chercher ailleurs des égaux ou des supérieurs : « chacun avait ses racines de terres, de vassaux, de rang, de charges, de devoirs, de plaisirs, de famille, d'amis, de fortune (2); » on se plaisait dans sa paroisse natale; on y vivait et on y voulait mourir, sans éprouver le besoin de recevoir « des coups de coude à Paris ou des dédains à Versailles. » De là cette facilité, cette aisance de ton qui rendaient la société de province si parfaitement agréable que tous ceux qui, l'ayant connue, l'ont vue disparaître, ont pleuré amèrement sa fin.

(1) Auguste Puis, *Une famille de parlementaires toulousains à la fin de l'ancien régime*. Correspondance du conseiller et de la comtesse d'Albis de Belbèze, 1783-85.

(2) *Frénilly*, 103.

Chez les bourgeois campagnards, davantage isolés, l'existence est, il est vrai, plus austère et moins mouvementée, mais si remplie, si régulière, si « harmonieuse, » qu'elle reste attrayante en dépit de sa sévérité. Notre témoin, ici, est du Périgord : devenu vieux, — et Parisien, — il se souvenait avec attendrissement de la grande demeure paternelle, située à Saint-Germain-du-Salembre, en pleine campagne, à cinq bonnes lieues de Périgueux. C'est une sorte de manoir, commode et confortable : les salles sont vastes, meublées d'armoires énormes, aussi vieilles que les murs de la maison et dont les lourds panneaux sont ornés de personnages ou d'emblèmes sculptés à même le chêne ou le noyer. Les lits, drapés d'amples rideaux de serge, portent, sur quatre colonnes robustes, un dais capitonné de soie ; trois ou quatre dormeurs peuvent, dans chacun d'eux, tenir à l'aise ; et ces proportions se justifient par le nombre des enfans, les familles les moins pourvues en comptant six ou huit. Les murs des chambres à coucher sont tendus de perse ou d'indiennne, ou simplement blanchis à la chaux. La cuisine est la pièce principale : une haute et profonde cheminée où pend, au bout de la crémaillère, une grosse marmite sur un feu de troncs d'arbres ; de chaque côté de lâtre, un banc pour les serviteurs ; un morceau de vieux tapis, près du foyer, pour le chien du tourne-broche ; au-dessus de la tablette, sur laquelle s'alignent les pots à épices, sont accrochés les fusils, les hallebardes, tout l'arsenal de la maison. Un vaiselier, surmonté d'un dressoir, expose des pots et des plats d'étain, brillans comme l'orfèvrerie des châteaux. Deux grandes tables : l'une pour les repas des maîtres, l'autre pour ceux des domestiques, métayers et journaliers ; on mange en même temps, patrons et gens de service, et « Monsieur » ne manque jamais d'envoyer un morceau de choix, un verre de vin, à quelque serviteur qu'il désire honorer ; il trinque cordialement avec tous. La veillée se passe en commun : les maîtres lisent, ou mettent leurs comptes au courant ; les domestiques « pèlent » les châtaignes pour le lendemain ; les servantes, le relavage terminé, prennent leurs quenouilles et filent la laine ou le chanvre ; à dix heures, au plus tard, l'un des enfans dit, à haute voix, la prière ; on couvre le feu ; on distribue les chandelles et l'on va se coucher.

Le jour suivant sera pareil : jamais une heure d'oisiveté ;

partant, point d'ennui ; nulle place pour les rêveries troublantes d'une vie plus agitée et plus indépendante. Tout ce qui se consomme, tout ce qui sert à l'usage de la famille et de son entourage est l'œuvre de la maison. Les vêtements mêmes sont faits sur place, d'étoffes fabriquées, avec la laine des moutons de la bergerie, par des tisserands de louage et cousues par un tailleur qu'on nourrit et qu'on paie six à huit sols à la journée. Le lin et le chanvre, récoltés dans la propriété, filés par les servantes, fournissent le linge ; comme on n'arrête pas d'en mettre sur le métier, comme il est inusable, il s'entasse en piles imposantes dans les énormes bahuts que nous venons d'apercevoir. Une famille de fortune médiocre a souvent des draps, des nappes et des serviettes par centaines, et le reste à l'aventure (1). Le linge est le grand luxe de nos pères : on a retrouvé l'inventaire d'un ancien commerçant de Marseille, petit bourgeois, de condition très modeste : il possède six chemises de batiste, quatre en batiste plus fine, sept garnies de mousseline brodée, neuf plus ordinaires, quatorze en mangarline pour l'hiver, quarante-quatre mouchoirs de divers tissus, trente paires de bas, vingt et un bonnets de coton, quarante-huit coiffes de toile, etc. (2).

Quittons vite ces armoires au linge où nous risquerions de nous attarder, tant la contemplation en est révélatrice, pour revenir à notre campagnard périgourdin, dont bon nombre de nos contemporains n'envient point, sans doute, l'existence, à leur idée trop paisible et trop réglée. Les distractions ne lui font pas défaut, pourtant : il lit, nous l'avons vu ; mais que lit-il ? N'avez-vous jamais exploré l'un de ces grands greniers ménagés sous la toiture des anciennes maisons provinciales ? C'est dans ce « fourre-tout » que chacune des générations qui se sont succédé au vieil immeuble familial a relégué les épaves de celle qui l'y a précédée. Voilà le coin des livres : bouquins à tranches rouges, à reliures de « veau marbré, » voire de maroquin déchiré et terni : c'est la bibliothèque de l'arrière-grand-père qui fut juge à l'échevinage, ou procureur, ou notaire, ou rien, que propriétaire et agriculteur : — quelques livres de droit, recueils de « coutumes » souvent feuilletés ; des almanachs

(1) Docteur Poumiès de la Siboutie, *Souvenirs d'un médecin de Paris*, p. 8.

(2) Octave Teissier, *La maison d'un bourgeois de Marseille au XVIII^e siècle*, cite par M. H. de Gallier, *Les mœurs et la vie privée d'autrefois*.

royaux, des récits de voyage, les *Fables* de La Fontaine, un Gresset; pas un roman, mais des auteurs latins, beaucoup d'auteurs latins; un Martial, un Ovide, un Lucain, un Horace surtout; Horace était la passion de nos aïeux... Nous ne trouverons là rien à notre goût; rien qui puisse nous aider à nous désennuyer une heure. Eh quoi! Ils aimaient ça, ces vieux? Quand ils avaient, tout le jour, arpenté leurs champs ou leurs vignes, compté avec les fermiers, reçu les cliens, surveillé la grange et le pressoir, ils ne se réservaient, pour la soirée, d'autre amusement que de repasser leurs classiques? Eh! oui. C'était leur marotte à tous: ils étaient férus du bien dire et de l'antiquité, et c'est ce qui nous valut, lors de la révolution, quand ces bourgeois lettrés se transformèrent en législateurs, tant de Brutus et de Cassius, tant de harangues imitées de Tite-Live, tant de traits copiés des anciens, si bien que l'un d'eux, frais émoulu du collège, projetait d'appliquer les lois de Minos comme constitution à l'usage des Français régénérés. Travers regrettable, sans doute, dans lequel nous ne risquons pas de tomber: nos engouemens se portent à des objets moins austères et nous ferons bien de veiller à ce qu'on ne dépose au grenier, ni notre vieux linge, ni les résidus de nos bibliothèques: nos chemises, réduites en loques par la brosse et les acides, inspireraient aux âges futurs une triste idée de la conscience de nos blanchisseuses, et nos livres, peut-être, une piètre idée de nos préférences littéraires et du sérieux de nos délassemens.

Ces campagnards solitaires du xviii^e siècle connaissaient, d'ailleurs, d'autres plaisirs que la lecture des auteurs anciens: en Périgord, le moindre événement leur était prétexte à réjouissance: au manoir bourgeois de Saint-Germain-du-Salembre, on recevait les voisins plusieurs fois par an; comme ils invitaient à leur tour, il s'ensuivait deux ou trois réunions par mois. On mettait en réquisition les cuisines et les cuisinières du voisinage: les diners étaient formidables et les appétits homériques; on trouvait là, surtout, une occasion de danser. Il y en avait d'autres: on dansait au Carnaval, aux fêtes votives; on dansait à la fauchaison, aux semailles, aux vendanges: en novembre, on se groupait pour « énoiser, » et on dansait encore: dames de châteaux, « demoiselles, » messieurs, paysans, paysannes, maîtres, domestiques, tous dansaient ensemble, sans distinction

de rang ni de naissance (1). Quand on ne pouvait plus danser, on chantait, et il en était ainsi du Nord au Midi, de la Saintonge à la Franche-Comté. La gaité du Français, quoique proverbiale, demeurait pour les étrangers un sujet d'admiratif ébahissement. Il semble que ce soit là un don particulier, une sorte de monopole, tant notre peuple se distingue par cette exubérance joyeuse de toutes les autres nations de la terre. Sur ce point les témoignages, — sauf deux exceptions : celui de Young et celui de l'Allemand Storch, — sont d'accord ; phénomène quasi unique ou, pour le moins, extrêmement rare. — « Heureux peuple ! » s'écrie Sterne. — « Les villageois sont pleins de vie et de gaité, » nous dit Stevens qui visite la Provence. — « Tous les gens paraissent heureux, » note Rigby en traversant la Flandre (2). Celui-ci est particulièrement intéressant à suivre, car, avant d'aborder le continent, il se figurait les Français « frivoles et nuls, d'un extérieur chétif, et vivant dans une misérable condition causée par l'oppression de leurs maîtres. » Quelle surprise ! Les premiers indigènes qu'il aperçoit, au moment du débarquement, sont les matelots du bateau-pilote sorti du port de Calais : ils sont « énergiques et joyeux. » En ville, le premier soir, il s'étonne de la quantité de promeneurs, « tous gais et expansifs. » Après un jour de route, il s'extasie : « les femmes sont robustes et bien faites ; de petits groupes d'amis sont assis sur le devant des portes ; quelques hommes fument, d'autres jouent aux cartes... » A Lille, les soldats, grands, bien découplés, qu'on rencontre dans les rues « sont d'une gaité et d'une politesse particulièrement agréables. » Les habitans jouissent de leur dimanche « d'une façon joyeuse et animée. » A Cambrai, même constatation : « tout ce que nous voyons porte la marque d'un travail industriel et d'un joyeux entrain. » Les femmes de Roye émerveillent le voyageur : « elles sont d'une beauté vraiment remarquable et presque toutes pourraient être des objets d'admiration. Leur vêtement est d'une simplicité charmante : elles sont bien coiffées et elles ont le sourire aux lèvres. » *Heureux, gaité, joyeux, bonheur*, ces mots reviennent à chaque page. Déjà, cinquante ans auparavant, lady Montague avait écrit : « Les villages sont peuplés de paysans forts et joflifs, vêtus de bons habits et de linge propre : on ne peut imaginer

(1) *Souvenirs d'un médecin de Paris*, 10.

(2) *Voyage d'un Anglais en France*.

quel air d'abondance et de contentement est répandu dans tout le royaume. »

Le paysan de l'ancienne France était-il donc heureux ? C'est une question à laquelle on répond, d'ordinaire, par le mot si souvent cité de La Bruyère qui n'a vu, lui, en nos villageois, que « des animaux farouches mâles et femelles répandus par la campagne. » Outre que l'auteur des *Caractères* vivait à une époque qui n'est point celle que nous explorons, il est permis de penser que très casanier, assure-t-on, il aura quelque jour aperçu des gens qui cueillaient des pissenlits, — c'est, comme nul ne l'ignore, le nom de la plus estimée des salades ; — et, de la nouveauté de ce spectacle, il aura conclu, témérairement, que tous les ruraux vivaient d'herbes et cherchaient leur pâture à la manière des bêtes : simple bévée de citadin qui sort trop rarement de la ville. On allègue aussi, afin de noircir le tableau, les « cahiers de doléances » que toutes les paroisses de France furent, en 1789, autorisées à rédiger pour exposer leurs besoins et formuler leurs vœux de réformes. De cet imposant amas de paperasses qu'on se plaît à exhumer aujourd'hui pour nous faire mieux apprécier les beautés de l'état actuel, s'exhalent, en effet, des cris de détresse, des lamentations à tirer les larmes aux yeux des plus endurcis. Ce sont là des documens irréfutables, dont les originaux sont conservés dans nos archives et portent les signatures des notables qui en sont les auteurs : c'est, en deux mots, de *l'histoire officielle*.

Certes, nul ne songe à nier l'authenticité de ces cahiers fameux ; mais il n'est point interdit de contester leur véridicité. Le seul, peut-être, dont il soit possible de contrôler nettement, après tant d'années, les assertions, ne doit être pris ni au tragique, ni même au sérieux. C'est celui de la paroisse de Nouans. Il fut rédigé par François-Yves Besnard, curé du village, bien placé pour connaître la misère de ses ouailles, et il la décrit, sans emphase comme sans ménagement : la peinture est navrante : « Nouans, expose le Cahier, contient environ 150 feux, dont la moitié est inscrite sur l'état des pauvres, ou ne se procure qu'avec peine les plus étroits moyens de subsistance ; le reste, si l'on excepte trois ou quatre chefs de famille dont la propriété et l'aisance n'ont rien de remarquable, se soutient par son travail et son économie. » Suivent les récriminations contre la milice, les impôts, le prix trop élevé du tabac, les

corvées, etc., charges écrasantes pour des villageois si dénués de ressources.

Le même François-Yves Besnard, brave homme à la vérité, très épris des idées nouvelles, devait, quelques mois plus tard, renoncer au sacerdoce et renvoyer ses lettres de prêtrise. Il ne peut donc être suspect d'indulgence exagérée pour l'ancien régime. Or, dans les *Souvenirs* de sa longue vie, qu'il écrivit pour sa propre satisfaction, il nous présente, de sa paroisse, un tableau tout différent de celui naguère adressé à Messieurs des États généraux : il nous conte comment, en arrivant à Nouans, il remarqua « avec admiration » que le sol était parfaitement cultivé : vergers d'arbres fruitiers, jardins potagers, champs de blé, de chanvre, de haricots, de trèfle ; bœufs, vaches et chevaux pâturaient « ayant de l'herbe jusqu'au ventre. » Pas une parcelle de terrain nu. Les maisons n'étaient guère confortables ; mais les basses-cours étaient bien peuplées et il n'y avait pas de petite ferme de quarante arpens qui ne comptât ordinairement six bœufs de travail, six vaches laitières, six génisses, six taureaux, deux jumens poulinières, soixante à soixante-dix moutons, quatre à cinq porcs... etc. Quant à la nourriture des paysans, même des moins aisés, elle était « substantielle et abondante. » Le pain fort bon, le cidre ne manquait à personne. Le potage, au dîner et au souper, suivi d'un plat de viande ou d'œufs ou de légumes ; au déjeuner et à la collation, toujours deux plats, beurre et fromage, puis, souvent, des fruits crus ou cuits. Les tables étaient couvertes de nappes : chacun des convives, muni d'une assiette, d'une fourchette et d'une cuiller, se servait « suivant son idée. » Les vêtements des plus pauvres, « propres et cossus, » ne différaient en rien de ceux des « richards ; » un simple jardinier était habillé comme son patron. Tout ce monde, hommes et femmes, se réunissait aux cabarets qui « ne désemplissaient pas les jours de dimanches et fêtes, » et où l'on buvait du vin d'Anjou (1). Et voilà quelle est la vie d'une population qui, lorsque le Roi demande à ses sujets de lui faire entendre leurs motifs de plaintes, est représentée, dans son Cahier, comme étant *pour la moitié inscrite sur l'état des pauvres, ou ne se procurant qu'avec peine les plus étroits moyens de subsistance !* Si, pourvus d'un si plantureux

(1) *Souvenirs d'un nonagénaire.*

régime, les paysans d'autrefois se jugeaient dignes de pitié, c'est donc que la France de ce temps-là jouissait d'une prospérité dont nous ne pouvons nous faire une idée. Si, au contraire ils se lamentaient sans raison, il nous faut considérer leurs doléances comme une mystification. Le dilemme me paraît inattaquable. Et croyez donc à l'« histoire officielle. »

Il serait inadmissible, d'ailleurs, que tant de voyageurs qui parcoururent alors la France et tinrent journal de leurs impressions se fussent unanimement trompés sur l'état de richesse du pays ou qu'ils eussent été leurrés par de simples apparences. Ce qu'ils éprouvent peut se résumer en cette phrase du docteur Rigby : « Quel pays que celui-ci ! Quel sol fertile ! Que les habitans sont industrieux ! Quel charmant climat ! » Ils ne sont point rares ceux qui, après avoir traversé nos provinces, sont atteints du spleen, dès qu'ils ont repassé la frontière ; ils finiront leurs jours dans la mélancolie pour avoir quitté la France après l'avoir entrevue. L'opinion de ces étrangers est particulièrement intéressante parce qu'elle repose implicitement sur une comparaison : chez nous, on ne comparait l'état social des paysans qu'avec un idéal inaccessible, et qui sait si la plupart de nos déceptions ne sont pas venues de cette utopie ? Peut-être, en rêvant le mieux, a-t-on compromis le bien ; peut-être que tout ce que les hommes ont imaginé depuis cent trente ans pour rendre la vie meilleure et plus facile, en a, au contraire, compliqué les rouages et détraqué le mécanisme, naguère si parfaitement simple. On étonnerait fort nos contemporains, — et plus encore par ce temps de *vie chère*, — en mentionnant le prix des denrées à la fin de l'ancien régime. En ce qui concerne la seule alimentation, Yves Besnard note que, en Anjou, vers 1780, le saumon, la lamproie, — poissons rares, — valent dix sols la livre : le poisson de mer, qui vient de Caen, est également à bon marché ; pour 10 ou 15 sous on a une couple de poulets ; deux canards pour 18 sous : quant au beurre, on le paie 5 à 6 sols la livre ; la douzaine d'œufs se vend 3 sols. Ceci n'était point particulier à la région, car à l'autre extrémité de la France, on vivait logement à vil prix : M^{me} de Belbèze, en écrivant à son mari, le tient au courant des comptes de la maison : dans son hôtel de Toulouse, ayant cuisinier, fille de cuisine, valet de chambre et bonne d'enfans, on ne dépense pas

plus de 4 livres par jour (1). Encore à l'aurore du Consulat, le baron de Frenilly, dont le revenu ne dépasse point « 10 à 12 000 livres, » possède vaste domaine à la campagne nécessitant régisseur et gardes-chasses, deux appartemens à Paris, dont l'un au faubourg Saint-Honoré, sept domestiques et un coupé « fait à Londres et charmant, à cela près qu'il était passé de mode et nous donnait, avoue-t-il, l'air de personnes distinguées de Brive-la-Gaillarde. »

Comment cet âge d'or a-t-il pris fin ? Par quelles séries de complications, par l'ingérence de combien d'intermédiaires, et de statisticiens, et de fonctionnaires occupés à faciliter les transactions, à encourager l'élevage, à stimuler l'émulation des Comices agricoles, à multiplier les moyens de transport, le poulet qui valait cinq sous arrive-t-il à nous coûter quinze francs ? C'est là un de ces mystères dont les économistes détiennent, bien certainement, l'explication ; mais, pour un profane, l'énigme paraît indéchiffrable.

Outre ces avantages matériels, non méprisables, nos ancêtres en avaient sur nous un autre que nous ne leur envions pas, faute d'être en état d'apprécier et sa douceur et son importance : ils aimaient leurs rois qu'ils considéraient, avec un respect mitigé de beaucoup de familiarité, à l'égal d'un chef de famille. Après tant et de si tragiques révolutions, cette assertion paraîtra téméraire ; elle s'appuie cependant sur des constatations qu'on ne peut infirmer : à ce point de vue comme à bien d'autres, notre histoire a été tellement maquillée par les partis successivement triomphans, qu'à l'étudier autrement que dans leurs récits intéressés, on croirait lire la chronique d'une autre nation très lointaine et très dissemblable de nous. Il est certain que, dans les dix premières années du règne de Louis XVI, époque où ce sentiment atteignit son apogée, le peuple de France se sentait uni à ses maîtres par une longue succession de luttes, de gloires, d'efforts, de traditions, d'intérêts communs ; le lien paraissait indissoluble. Certes, depuis longtemps, des théoriciens novateurs entrevoyaient et « préparaient » l'ouragan ; ceci n'est point de notre sujet ; le peuple, lui, n'entendait pas gronder au loin l'orage ; il fut le dernier à s'apercevoir que le

(1) *Une famille de parlementaires Toulousains*, p. 137.

ciel se couvrait de nuages. Il était, de 1773 à 1785, enivré de joie de voir, comme l'a dit Michelet, « un honnête jeune Roi avec sa jeune épouse s'asseoir sur le trône purifié de Louis XV. » Quels espoirs ! Quelle détente universelle ! Quel libéralisme émanant de la couronne ! « Un noble enthousiasme animait tous les esprits, » écrivait Malesherbes : il semblait que le bonheur du pays était à tout jamais assuré. Même ceux qui avaient à se plaindre de quelque agent du pouvoir ne rendaient pas le souverain responsable de cette oppression subalterne — « Ah ! si le Roi le savait ! » disaient les pauvres gens tracassés par le fisc. Et les femmes de Paris appelaient Louis XVI « notre bon papa. »

Que ce sentiment contint une part de factice, on l'accorde. On y aurait trouvé aussi, à l'analyse, l'amour-propre satisfait, le peuple se trouvait inconsciemment flatté d'obéir à des maîtres en comparaison desquels tous les monarques de l'Europe et de l'Asie n'étaient que « des rois de province. » Il s'enorgueillissait du prestige incontesté de l'auguste famille à laquelle étaient liées ses destinées. Il n'était pas peu fier que la Cour de France fût la plus somptueuse, que le palais de Versailles fût le plus admiré du monde : les robes de bergère que portait la Reine à Trianon, et ses courses en fiacre dans Paris ont plus ébranlé la monarchie que ne l'avaient fait les coupables gaspillages de Louis XV.

« La splendeur est indispensable à une Cour française ; ce n'est pas la vanité des princes, c'est la vanité du peuple qui détermine cette nécessité (1). » Sébastien Mercier a finement noté ce trait de notre caractère : « Un bourgeois de Paris dit très sérieusement à un Anglais : Qu'est-ce que votre Roi ? Il est mal logé, cela fait pitié... Voyez le nôtre... Est-ce là un château superbe ? En avez-vous un pareil à citer ? Quelle grandeur, quel éclat ! Nos princes du sang ont une Cour plus brillante que celle de votre roi d'Angleterre (2). » Ainsi les « petites gens » firent-ils gloire de cette magnificence : bien loin de la jalouser ou d'en critiquer la dépense, le peuple en use avec un contentement manifeste et s'y considère comme chez soi. C'est Mercier encore, observateur pénétrant, qui nous révèle cette bonhomie, pure de toute malice : « Les Parisiens

(1) Xavier Aubryet, *Les représentations du sens commun*, 195.

(2) *Tableau de Paris*, 1782, IV, 256.

prennent la galiote jusqu'à Sèvres et, de là, courent à pied à Versailles pour y voir les princes, la procession des cordons bleus, le parc, puis la ménagerie. On leur ouvre le grand appartement... Ils se pressent, à midi, dans la galerie pour contempler le Roi qui va à la messe, et la Reine, et Monsieur et Madame, et Monsieur Comte d'Artois, et Madame Comtesse d'Artois ; puis ils se disent l'un à l'autre : *As-tu vu le Roi?* — *Oui, il a ri.* — *C'est vrai, il a ri.* — *Il paraît content.* — *Dam! c'est qu'il y a de quoi!* — Au grand couvert, ils remarquent que le Roi a mangé de bon appétit, que la Reine n'a bu qu'un verre d'eau... Voilà qui fournira à l'entretien pendant quinze jours, et les servantes allongeront le col pour mieux écouter ces nouvelles (1). »

On compterait, de nos jours, en France, un nombre très considérable d'électeurs, et non des plus ignares, obstinément persuadés que, sans la Révolution, tout ce qui ne porte pas une particule passerait actuellement son temps à battre l'eau des étangs pour imposer silence aux grenouilles, afin que les nobles pussent reposer en paix. C'est ce qu'on a appelé *l'argument ad bestiam*. En temps de période électorale, il est décisif et triomphal. Jamais plus on ne convaincra notre pays que, — contrairement à ce que lui enseigne l'école, — sur la fin des « dix-huit siècles d'oppression, » — autre cliché d'un effet sûr, — paysans, nobles et bourgeois, grands seigneurs et « vilains, » vivaient dans une sorte de camaraderie, et que la division entre les diverses classes de la société était infiniment moins accentuée qu'aujourd'hui. Un exemple entre cent tout aussi probans : le duc de Croy a été convié à la noce de S. A. S. le prince de Condé : noce très gaie. Certain matin, après avoir dansé toute la nuit, les mariés et leurs intimes, — treize ou quatorze personnes, — s'empilent dans une tapissière, — on disait une « gondole » alors, — quittent le Palais-Bourbon à l'aube levante, font le tour par le Pont-Neuf et vont jusqu'à la place Vendôme réveiller un ami qui habite là et qu'on veut emmener à Vanves où on a résolu de passer la journée. La nouvelle épouse, — Charlotte-Godrefride-Élisabeth de Roban-Soubise, — reste dans la voiture, tandis que ses compagnons secouent

(1) *Tableau de Paris*, 1782. IV, 250.

le dormeur : il consent enfin à se laisser entraîner, et voilà toute la bande en route pour la banlieue. À Vanves, on patauge durant deux heures ; — on est en février ; — on « court la bague, » on joue « au rat, » et on se promène dans le village où l'on rencontre une noce de paysans se dirigeant vers l'église. Charmante aubaine ! Les deux noces n'en feront qu'une : villageois et altesses se mêlent ; on entre ensemble à la paroisse : le curé improvise un petit compliment et reconduit toute cette jeunesse jusqu'à la maison des mariés où est dressée une table de quarante couverts chargée de volailles et de pâtés. « Nous en emportâmes un et fûmes nous réjouir avec les gens de la noce, » relate simplement le duc de Croy, qui ne juge nullement déplacée cette escapade (1) ; notre intelligence de l'histoire est à ce point faussée que, mise au théâtre, fût-ce dans une opérette, une telle anecdote nous paraîtrait d'une extravagante invraisemblance.

À lire les vieux récits laissés par les contemporains, nous croyons comprendre, — à peu près, — que cette tendresse du peuple pour ses maîtres s'accroissait d'une confiance réciproque : on se la témoignait, de part et d'autre, en toute occasion : les souverains ne redoutaient pas de se mêler à la foule ; ils la recherchaient au contraire, certains de la trouver toujours, — miracle de l'amour ! — pleine de tact, de respect discret et de convenance. Quoi de plus révélateur sur ce point que l'aventure d'un étudiant tourangeau récemment débarqué de sa province et qui, curieux de visiter Versailles, est venu y passer une journée en compagnie d'une jeune femme, sa compatriote, dont l'allure nonchalante et la taille arrondie ne laissent aucun doute sur de prochaines espérances de maternité. Ils ont vu les appartemens, la famille royale se rendant à la chapelle, les jardins, Trianon... Vers le soir, les deux provinciaux flânent sur la terrasse du château, parmi une grande affluence composée de gens de tous les mondes : il y a même des bateleurs et des faiseurs de tours. Mais la promeneuse est excédée de fatigue : où se reposer ? Tous les bancs de marbre sont occupés. Enfin le jeune homme en avise un sur lequel deux femmes seulement sont assises : il s'élançe, et va s'emparer de l'espace resté libre à côté d'elles ; il en prend, sans cérémonie, possession,

(1) *Mémoires du duc de Croy*, 138, 139.

fait signe à sa compagne, jette un regard sur sa voisine... C'est la Reine ! Le voilà aussitôt debout, saluant, s'excusant, exposant les motifs de son intrusion : et Marie-Antoinette insiste pour qu'il aille au plus vite chercher celle à qui est destinée la place si vaillamment conquise. Au moment où la dame, fort troublée, va s'asseoir, la Reine fait signe à un heiduque qui passe, lui ordonne de courir aux appartemens et d'en rapporter un coussin qu'elle dispose elle-même sur le banc, disant : « Ce marbre est trop froid pour vous en ce moment, madame ; votre état exige les plus grands soins... » Et la promeneuse enfin installée, la conversation, s'engage, aussi simple qu'entre campagnards qui prennent le frais devant leur porte (1).

Quelques années plus tard, le provincial revit la Reine, au théâtre, cette fois. Devenu auteur dramatique, il avait écrit un livret d'opéra-comique, *Pierre le Grand*, dont Grétry composa la musique. Marie-Antoinette assista à l'une des représentations, et voici ce que Bouilly raconte : dès qu'elle parut dans sa loge, tous les spectateurs, debout, acclamèrent ses trois révérences ; à peine assise, elle promena ses regards sur la salle et découvrit, dans une baignoire, la fille de Grétry, Antoinette, dont elle était la marraine. Alors, quittant son gant, la Reine déposa sur le bout de ses doigts un baiser qu'elle fit voler d'un souffle vers sa filleule. Cette infraction charmante à l'étiquette, ce gentil geste de grâce et de gaminerie, déclencha une tempête de bravos, de pleurs, qui interrompit, durant près d'un quart d'heure, l'orchestre et les chanteurs (2).

Car ce qui plaisait le plus aux bons Parisiens, c'était de surprendre ces petites manifestations affectueuses qui les mêlaient à l'intimité de leurs souverains ; la persuasion que ceux-ci les prenaient, en quelque sorte, pour confidens et témoins de leurs sentimens, les flattait et les attendrissait jusqu'aux larmes. Au Bois de Boulogne, un jour, Marie-Antoinette, montée sur un cheval qu'elle menait « supérieurement, » rencontra le Roi qui, ayant renvoyé sa garde, se promenait suivi d'un important groupe de badauds. La Reine sauta à bas de sa monture : Louis XVI courut à elle et l'embrassa sur le front. La foule applaudit, très émue déjà. Alors le Roi appliqua un gros baiser sur chacune des joues roses de sa femme, et le

(1) J. N. Bouilly. *Mes récapitulations*, I, 491.

(2) *Idem*. I, 285.

peuple, autour d'eux, cria d'enthousiasme, pleura de bonheur ; « tout le bois retentit d'acclamations. » On juge d'après cela quelle importance prenaient pour ce bon peuple, si sensible, les « événemens de famille, » tels que la naissance d'un dauphin. Notre époque ne peut imaginer quelle était l'angoisse dans la France entière, dès les prémices de la nouvelle : lorsqu'elle était connue enfin, « toutes les têtes tournaient » de folie ; l'allégresse se manifestait en transports aussi sincères que bruyans, dans les cafés, dans les spectacles, dans les faubourgs populeux, chez les plus pauvres. On s'abordait dans la rue entre inconnus, on se jetait dans les bras du premier venu ; ceux qui étaient admis au bonheur de contempler l'enfant royal tremblaient d'émotion et sanglotaient de joie. En 1781, le duc de Croy consigne dans son Journal : « On me conduisit chez le Dauphin qui me fit de jolies mines ; les larmes m'en vinrent aux yeux ; l'ancienne gouvernante que j'avais vue, celle du grand-père, m'en sauta au col. La scène fut fort touchante. » Telle était la note. Et il n'y avait pas seulement des dues à la faire entendre. Tout Paris défila à Versailles ; les corps de métiers vinrent tous rendre hommage au nouveau-né : le cortège fut d'une ingéniosité touchante : les ramoneurs « aussi bien vêtus que ceux qui paraissent sur le théâtre, » traînaient une cheminée en haut de laquelle était juché un de leurs plus petits compagnons ; les porteurs de chaises en avaient une très dorée où se voyait une plantureuse nourrice et un gros poupon ; les serruriers, frappant sur une enclume, forgeaient une couronne ; les cordonniers achevaient une petite paire de bottes pour le dauphin au berceau ; les tailleurs mettaient la dernière main à un minuscule uniforme aux couleurs de son régiment. Les fossoyeurs eux-mêmes... Mais on s'aperçut à temps de leur présence et on les dirigea vers les communs du palais, tandis que les autres corporations défilaient sur la terrasse. Les dames de la Halle, elles, vêtues de robes de soie noire et, pour le plus grand nombre, parées de diamans, furent reçues selon le cérémonial accordé à leur classe ; elles dinèrent dans les appartemens royaux ; on les introduisit dans la chambre de la Reine, où se trouvait Louis XVI, à qui l'une d'elles chanta des complets :

Ne craignez pas, cher papa,
D'voir augmenter votre famille,

Le bon Dieu z'y pourvoira.

Fait's-en tant qu'Versaille en fourmille!... etc. (1).

C'était sans façon ; mais, encore une fois, ça se passait en famille!... Ces choses, dites de bon cœur et acceptées de même, n'étonnaient alors personne et réjouissaient nos bons aïeux ; quant à l'impression qu'elles suscitaient chez les étrangers, elle fut résumée par un mot de l'empereur Joseph II qui, se trouvant, un soir, à l'Opéra, avec Marie-Antoinette, fut si frappé de l'enthousiaste et affectueux accueil fait par le public à la souveraine, qu'il s'écria : « *Quelle charmante nation!* » Sur quoi, le Comte d'Artois lui sauta au cou en disant : « Voyez comme nous aimons nos maîtres! » Tout ce qui était à portée, écrit un témoin, « fondit en larmes de joie (2). »

A pousser davantage le tableau, on risquerait de faire rire : ce peuple et ces souverains qui pleurent, dès qu'ils se rencontrent, tant ils s'aiment, paraîtront exagérément sensibles ; mais, à coup sûr, cette sentimentalité comptait pour beaucoup dans l'irrésistible charme de l'autrefois et l'on ne pouvait s'abstenir de lui donner une place dans un essai d'exégèse du mot de Talleyrand évoquant avec mélancolie l'attrait aboli du temps de sa jeunesse. La société dont il déplorait la disparition était, nous avons tenté de le montrer, simple, polie, accueillante, cordiale, confiante, gaie et affectueuse ; et voilà bien des agrémens qui justifieraient, en effet, beaucoup de regrets, s'ils étaient perdus pour toujours. Mais il n'en est rien : la France les possède encore, ces vertus de nos pères, et on ne les lui prendra pas plus qu'on ne peut lui ravir son sol merveilleux, son climat enchanteur, son admirable situation géographique, tous les élémens de prospérité et de grandeur qu'elle a reçus du ciel. Seulement, comme nous n'aimons pas à passer pour naïfs et que nous nous sommes, à la longue, avisés que nous étions souvent les victimes de notre bonhomie constitutionnelle, nous avons mis un masque sur nos qualités héréditaires : un masque de scepticisme, de méfiance, d'ironie, d'indifférence et d'égoïsme. On saura plus tard quelle part eut à cette néfaste métamorphose l'instinctive mise en garde contre la pénétration des intrus

(1) *Mémoires de M^{me} Campan*, 1823, I, 272.

(2) *Mémoires du duc de Croy*, 361.

d'outre-Rhin, qui s'installaient partout à nos côtés, voire à nos places, et ramenaient peu à peu le ton de notre insouciance délicatesse au diapason de leur audacieuse grossièreté.

C'est de cet insensible bouleversement qu'est né le snobisme, un travers si peu de chez nous qu'il a fallu, pour le désigner, enrichir notre langue d'un terme étranger, lequel exprime, au dire d'un philosophe, « la béatitude éprouvée par certains gens en se sentant transplantés de leur milieu naturel dans un milieu plus en évidence. » C'étaient là amusemens mesquins d'avant-guerre : nous avons mieux à faire, désormais ; et puisque nous devons, d'un même cœur, travailler à rendre au plus vite à notre pays son antique auréole de grâce et de séduction, et contribuer à acquitter le montant de la victoire, nous n'avons qu'à méditer ce mot du sage Franklin : « Les impôts que lève l'État sont toujours supportables ; mais les taxes de la mode et de la vanité sont exorbitantes ; » sur quoi nous redeviendrons nous-mêmes et connaîtrons, à notre tour, « la douceur de vivre. » Qu'on ne cherche point, surtout, dans cette rêverie d'un oisif, vaine et inutile comme toutes les rêveries, — à peine excusable en ce temps d'action, — la moindre velléité de dénigrer la France moderne : se plaire, aux heures de loisir, à la fréquentation de celle de jadis n'exclut pas l'admiration qui est due à celle d'aujourd'hui. Et comment pourrait-on ne pas vénérer et chérir une mère dont les enfans étonnent le monde par leur abnégation filiale, leur sublime endurance, leur héroïsme, et qui, depuis trois ans, tracent, chaque jour, de leur sang, les pages d'une épopée qui fera l'émerveillement de l'histoire ?

G. LENOTRE.

LES ENTRETIENS DU COMTE CZERNIN

D'APRÈS LE *LIVRE ROUGE* AUSTRO-HONGROIS

(22 JUILLET 1914 — 27 AOUT 1916)

Parmi les documens diplomatiques récemment publiés, peu de journaux ont signalé le *Livre rouge austro-hongrois sur les affaires roumaines*. La brochure (68 pages) est pourtant intéressante à parcourir, car elle contient la correspondance échangée du 22 juillet 1914 au 27 août 1916 entre le Ballplatz et le représentant de l'Autriche-Hongrie à Bucarest. Or, ce diplomate n'était autre que le comte Czernin, un Tchéque devenu aujourd'hui président du Conseil commun et ministre des Affaires étrangères de la monarchie dualiste. Dans les lettres écrites par ce haut personnage qui fut le confident et l'ami de l'archiduc François-Ferdinand, on suit, pour ainsi dire, au jour le jour, pendant plus de deux ans, ses impressions recueillies tant à la Cour qu'auprès des principaux hommes politiques roumains comme aussi ses pronostics tirés de ce qu'il voyait et entendait dire autour de lui. Jamais, il faut lui rendre cette justice, le comte Czernin ne s'est mépris sur les sympathies de la grande majorité des Roumains à notre égard, ni sur leur ardent désir de profiter de « la grande guerre » (suscitée par les Puissances centrales), pour arracher à la Hongrie cette Transylvanie où 1 500 000 « frères séparés » gémissent sous le joug de fer des Magyars. Nous verrons avec quelle clairvoyance il annonça, deux mois avant l'événement et malgré toutes les

dénégations du gouvernement de Bucarest, l'époque précise où l'armée roumaine entrerait en campagne. Ajoutons qu'il devait être remarquablement renseigné par ses agens secrets qui le tenaient au courant de ce qui se passait jusque dans les réunions du Conseil des ministres.

Pourtant, au début de la guerre, le diplomate autrichien put espérer que la Roumanie conserverait tout au moins la neutralité. Il savait quelle rancune les Roumains gardaient à la Russie de leur avoir pris la Bessarabie au lendemain de la glorieuse campagne de 1877-78 contre les Turcs. Avant tout, il comptait sur la parole du roi Carol qui, resté très allemand, « très Hohenzollern, » comme lui-même le rappelle sans cesse dans ses Mémoires, s'était trouvé en plein désaccord avec ses sujets et avait même failli perdre sa couronne lors de nos défaites de 1870 (1), mais qui, depuis, avait profité de l'affaire de Bessarabie et de la popularité acquise par lui devant Plevna pour orienter de plus en plus sa politique du côté de la Triple avec laquelle il s'était lié, dès 1883, par un traité secret plusieurs fois renouvelé depuis.

Cependant, malgré les apparences, la plupart des Roumains n'avaient pas oublié ce qu'ils devaient à la France, et la situation se trouva complètement changée à partir de la mort du roi Carol. Élevé en Roumanie, marié à une princesse anglaise, l'héritier du trône devait oublier moins malaisément ses origines germaniques et « se vaincre lui-même » pour adopter uniquement les vues et les intérêts de son peuple. Dès lors, le comte Czernin n'ose plus espérer que le nouveau souverain résistera longtemps au courant qui porte ses sujets à s'allier à l'Entente. Il emploie tout son art à retarder le moment fatal, espérant encore que des victoires décisives des Puissances centrales obligeront la Roumanie à garder une neutralité bienveillante à l'égard de l'Autriche; il s'attache à inspirer des craintes salutaires à M. Brătianu et aussi des remords au roi Ferdinand en rappelant à celui-ci les engagements pris par son oncle, l'impossibilité morale de rompre « le pacte d'honneur » qui le lie.

Le 22 juillet 1917, le comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères, chargeait le comte Czernin de même que les autres

(1) Voir à ce sujet le livre où, sous le titre : *Quinze ans d'histoire (1866-1881)*, nous avons essayé d'analyser les curieux mémoires du roi Carol (Plon éd.).

représentans de la Monarchie dualiste à l'étranger, de communiquer au gouvernement auprès duquel il était accrédité, la note que le Ballplatz allait envoyer à Belgrade, note à laquelle la Serbie était mise en demeure de répondre catégoriquement dans les quarante-huit heures. On se rappelle en quels termes outrageans était rédigé cet ultimatum et les exigences inouïes qui y étaient formulées. Cependant, le gouvernement serbe, désireux d'éviter à tout prix une guerre à laquelle il n'était nullement préparé, céda sur tous les points, sauf deux petites réserves, ajoutant, d'ailleurs, « qu'il était toujours prêt à accepter un accord pacifique et à remettre cette question soit à la décision du Tribunal international de la Haye, soit aux Grandes Puissances. »

Le 26 juillet, malgré la demande pressante du gouvernement russe pour obtenir une prolongation du délai imparti à la Serbie, le gouvernement austro-hongrois rompait brutalement les relations diplomatiques avec Belgrade. Le comte Berchtold, en chargeant le comte Czernin d'annoncer la nouvelle au roi de Roumanie, ajoutait :

Le Roi sait combien Sa Majesté Apostolique a l'amour de la paix et le sentiment de sa haute responsabilité... Malheureusement, il ne reste plus d'espoir de trouver une issue pacifique. L'Autriche-Hongrie ne poursuit aucun plan égoïste en Serbie, mais elle doit défendre ses droits contre un voisin dont toute la politique vise à détacher de la Monarchie les populations des frontières. Il faut en finir.

Nous ne prétendons à aucun agrandissement territorial en Serbie. Aussi avons-nous l'espoir que, si une guerre devient nécessaire, elle pourra être localisée.

Nous attendons de la fidélité du Roi aux traités et de sa haute sagesse qu'il maintienne la Roumanie dans une stricte neutralité. Nous-mêmes, nous souvenant de nos devoirs d'alliés, nous ne prendrons aucune décision pouvant toucher aux intérêts de la Roumanie sans nous être entendus avec elle. *Si la Russie prenait une attitude agressive à notre égard, nous compterions sur la loyale coopération de la Roumanie comme étant notre alliée* (1).

Le roi Carol, alors fixé dans la résidence d'été de Sinaïa, accueillit cette communication en garantissant la stricte neu-

(1) C'est nous qui soulignons ce passage.

tralité de la Roumanie dans le conflit austro-serbe ; il se déclara très satisfait des assurances données par le Ballplatz touchant les intérêts roumains.

Mais, ajoute le comte Czernin, en soulignant ce passage de son rapport, *au cas où la Russie marcherait contre nous*, le Roi m'a dit que *nous pourrions, hélas ! difficilement compter sur l'intervention militaire de la Roumanie.*

Jamais je n'avais vu le Roi aussi ému, quand il me déclara que, s'il suivait les mouvemens de son cœur, son armée marcherait aux côtés de la Triple-Alliance, mais il ne pouvait pas : tant de choses avaient changé depuis un an qu'il se trouvait dans l'impossibilité de remplir ses engagements. Néanmoins, il me chargea de dire à Votre Excellence qu'au cas même où la Russie entrerait dans le conflit, il garderait une stricte neutralité : *aucune force au monde ne pourrait lui faire prendre les armes contre la Monarchie (austro-hongroise).*

Obstiné pourtant dans son désir d'apporter une assistance efficace à l'Allemagne, Carol prit alors une mesure exceptionnelle : il convoqua un « Conseil de la Couronne, » — où se trouvaient réunis les anciens présidens du Conseil et les chefs de l'opposition à côté des membres du Cabinet actuel, — pour lui exposer la situation internationale telle qu'il la comprenait. Ce Conseil se tint le 4 août, « au moment où l'opinion du pays était plus excitée que jamais contre la Triple-Alliance. » Le Roi, ainsi qu'il le raconta lui-même au comte Czernin, y avait plaidé chaleureusement la cause de l'intervention, montrant la situation périlleuse où se trouvait la Roumanie et les devoirs qui lui incombait envers ses alliés.

Après une longue discussion au cours de laquelle le Roi exprima nettement sa manière de voir, le Conseil, contre toute attente (*sic*), estima, à l'unanimité moins une voix (1), qu'il n'y avait pas *casus fœderis* (2) et se prononça pour la neutralité. L'attitude de l'Italie a été pour beaucoup dans cette décision. Sa Majesté a protesté énergiquement contre une interprétation aussi mesquine (*cine derartige*

(1) Celle de M. Carp, l'homme politique connu depuis longtemps pour ses opinions germanophiles.

(2) Le traité était, en effet, purement défensif. Il n'avait, d'ailleurs, jamais été ratifié par les Chambres. Aussi quand, pour la première fois dans cette réunion du 4 août 1914, Carol en révéla officiellement l'existence aux membres du Conseil de la Couronne, ceux-ci lui répondirent-ils qu'un pareil traité était sans valeur constitutionnelle et n'engageait tout au plus que la personne privée du Roi.

engherzige Auslegung) du traité d'alliance... En fin de compte, il a, du moins, empêché une déclaration formelle de neutralité et exigé que la Roumanie se décidât à défendre ses frontières. Une alliance avec la Russie a été aussi unanimement repoussée comme impossible.

Sa Majesté m'assura qu'Elle conservait le ferme espoir que la Roumanie aurait ainsi les mains libres dans l'avenir et trouverait même moyen d'entrer en action.

A ce rapport le comte Czernin joignait ses réflexions personnelles :

Ici on ne cherche qu'à gagner du temps jusqu'au jour où la guerre européenne aura donné des résultats. Si nous sommes vainqueurs (et c'est bien l'opinion du Roi), la Roumanie se joindra à nous, mais si, contre toute prévision, la fortune nous trahissait, alors le mot d'ordre : « partage de la monarchie » soulèvera de nouveau les passions contre nous, et la Roumanie s'unira à nos ennemis, mais je crois que le Roi abdiquerait plutôt que d'y consentir. Finalement, tout dépend de nos succès sur le théâtre de la guerre.

C'est ce que répète encore, le 8 août, le diplomate autrichien après une conversation avec M. Take Jonesco :

Ce personnage politique bien connu, qui possède une grande influence, est persuadé que la Roumanie restera neutre jusqu'à la fin de la guerre, tandis que M. Bratiano laisse entendre qu'elle pourrait marcher contre la Russie, mais jamais contre nous. Toutefois, il paraît préoccupé du rôle de l'Italie.

Chose curieuse, on ne constate pas, dans les rapports du comte Czernin, que l'opinion roumaine ait été ébranlée par la nouvelle, pourtant impressionnante, des premières victoires et de l'avance allemande sur notre territoire. En revanche, à la date du 13 septembre, il trouve Bratiano fortement impressionné par les succès des Russes en Galicie et il constate qu'un mouvement de plus en plus accentué se manifeste en faveur d'une coopération active avec l'Entente. « La situation s'aggrave de jour en jour, » écrit-il le 19 septembre.

La nouvelle de la retraite de notre armée a rendu plus vivace encore le désir de nous frapper à mort. On craint de laisser passer le moment et d'arriver trop tard pour prendre part à la curée de la monarchie (*daher bei der « Aufteilung der Monarchie » nicht mehr mitspeisen zu können*). Ce mouvement est naturellement attisé par

les millions russes. Le cri : « Allons en Transylvanie ! » (*Wir wollen nach Siebenbürgen!*) est à l'ordre du jour... Bratiano est toujours abattu et angoissé. Le Roi demeure le seul frein qui puisse encore fonctionner sur cette pente glissante. Patientons et laissons crier les braillards. Du jour où nous aurons le premier succès attendu sur les Russes, tout rentrera ici dans le silence.

A Vienne, on aurait voulu que le comte Czernin obtint le transit du matériel de guerre autrichien envoyé en Turquie. M. Bratiano répondit à cette ouverture par un refus absolu, déclarant la chose impossible : « il y aurait, disait-il, une explosion de colère dans le pays qui veut la guerre contre l'Autriche. » Le comte Czernin se récria, trouvant « cette manière de voir incompatible avec une neutralité bienveillante, et encore plus avec les devoirs d'un allié. »

Cependant, des manifestations de plus en plus significatives se produisaient « dans la rue, dans la presse et dans l'armée : » des milliers de personnes, appartenant à toutes les classes de la société parcouraient les rues de Bucarest en réclamant l'entrée en campagne et « l'envahissement de la Transylvanie, » séduisant mirage à l'obsession duquel les Roumains devaient succomber deux ans plus tard. L'écho de ces manifestations parvenait au chevet du Roi mourant qui, au fond de son lit d'agonie, était torturé par la vision anticipée de son neveu, — un Hohenzollern ! — tirant l'épée contre l'Allemagne. Vision tragique ! La dernière fois que le comte Czernin put l'aborder, Carol lui dit en pleurant : « Je ne souhaite plus que de mourir pour faire une fin. »

La crainte de devoir manquer à sa parole, d'être amené à une félonie sans exemple dans l'histoire, de se déshonorer, en un mot, lui était si odieuse qu'il paraissait littéralement effondré. Et le vieillard reste seul. Votre Excellence connaît le ministère roumain et sait quel jeu il joue. L'entourage le plus proche du Roi est une gêne pour lui et non une aide (1).

Le 23 septembre, le Roi étant trop malade pour le recevoir, le comte Czernin eut une audience du Prince royal :

Il est singulièrement difficile de donner un compte rendu exact

(1) Lettre du comte Czernin, Sibaua, 9 octobre 1914, veille de la mort du roi Carol.

de cette audience. Le prince a si souvent changé d'avis qu'on ne peut guère se fier à ses déclarations. Il commença par me dire que le monde entier voulait la guerre contre nous et il répétait constamment : « Je ne sais comment cela finira. *Une seule chose est impossible : la guerre contre la Russie, sinon tout est possible!* »

Le prince qualifiait d'ailleurs cette politique voulue par le peuple de « suicide de la Roumanie : » si la Roumanie marchait avec la Russie, elle deviendrait sa vassale, et, si l'Autriche était victorieuse, la Roumanie se verrait punie de son attitude ; mais, répétait-il, « que faire contre la volonté d'un peuple ? »

Je lui ai répondu : Sa Majesté, mon très gracieux maître, connaît les difficultés de la situation, mais il sait que le prince royal est, tout comme le Roi, un *homme d'honneur* et, dès lors, incapable d'une aussi misérable trahison.

Alors le Prince royal fut complètement retourné. « Si je faisais cela, déclara-t-il, je me conduirais comme un mauvais drôle (*ganz gemeinter Kerl*). Avant tout, l'honneur ! L'histoire n'aura pas à enregistrer pareille félonie, etc. » Bref, tout le contraire de ce qu'il avait dit au début. Mon impression est des plus mauvaises : le prince est l'instrument sans volonté de son entourage qui n'inspire aucune confiance.

Le 30 septembre, le roi Carol traçait encore de sa main défaillante ces lignes au comte Czernin :

Le Conseil de la Couronne va se réunir dans quelques jours ; ma santé et le désir de gagner du temps ont fait retarder cette réunion. Il est à souhaiter qu'on s'en tienne à une déclaration de neutralité. Pour l'instant, c'est encore le mieux. Puissent nous arriver bientôt des nouvelles de victoires !

A ce moment, le bruit courait, dans les cercles de la Cour, que le Conseil de la Couronne allait décider l'entrée des troupes roumaines en Transylvanie. « On en parlait déjà comme d'un *fait accompli*, » ainsi que de l'abdication de Carol et de l'avènement du Prince royal... Quarante-huit heures plus tard, tout était changé : l'opposition venait de s'entendre avec le Cabinet pour maintenir la neutralité et renvoyer les réservistes dans leurs foyers. C'est qu'on se rendait compte de part et d'autre que les jours du Roi étaient comptés... De fait, Carol succomba dans la journée du 10 octobre.

Peu de temps après cet événement, le comte Czernin prévenait son gouvernement que la situation s'était considérablement

aggravée. A ce moment même (commencement de novembre 1914), on apprit que l'armée autrichienne avait battu en retraite devant les Russes : le parti de la guerre en profitait pour pousser de nouveau à l'entrée en campagne : « On croit ici à la victoire de la Russie, écrivait le chargé d'affaires autrichien. Une crainte hystérique (*hysterische Angst*) d'arriver trop tard pour le partage de la Monarchie domine de nouveau chez nos « fidèles » alliés, et nos ennemis en profitent. Depuis la mort du roi Carol, on ne distingue plus ici que deux groupes compacts : les uns disent le moment venu de nous tomber sur le dos ; les autres, nos « amis, » estiment que la situation n'est pas encore mûre : il faut attendre que nous soyons vraiment battus. Je range dans cette catégorie le couple royal et le président du Conseil. » Celui-ci s'excusait de son mieux auprès du comte Czernin en disant que, « pour se maintenir, il devait faire semblant de hurler avec les loups. »

La saison était déjà avancée et la perspective d'une campagne d'hiver calmait l'ardeur des plus belliqueux qui, dans leur impatience, « avaient été sur le point de renverser le Cabinet Bratiano. » Cependant, le diplomate autrichien sentait bien que cette situation ne pouvait se prolonger longtemps. Si le nouveau Roi évitait de lui parler, beaucoup de personnages politiques se montraient moins réservés et le comte Czernin sentait monter de toutes parts les sympathies pour la France ainsi qu'une « haine passionnée » contre les Empires centraux. Ces sentiments se manifestèrent plus ouvertement encore quand, au printemps de 1915, l'Italie se rangea résolument aux côtés de l'Entente. Malheureusement, à la même époque, on apprit l'avance des armées germaniques en Galicie. Le comte Czernin en profita pour agir sur M. Bratiano en lui montrant « l'Autriche et l'Allemagne plus fortes que jamais : *On pourra donc, lui disait-il, nous rendre la victoire difficile ; on ne peut plus nous l'arracher.* » Le baron Burian, qui venait de succéder au comte Bêrchtold au Ballplatz, chargea le comte Czernin de faire comprendre à Bucarest que ce serait folie de se mettre du côté des Russes, car même la victoire, s'ils pouvaient jamais l'obtenir, leur donnerait la suprématie dans les Balkans : ce serait la mort de la Roumanie. Mais, après les lourdes défaites que les Russes venaient d'éprouver en Galicie, *la Roumanie ne pouvait plus rester neutre ; elle devait apporter son concours armé à l'Autriche.*

C'est ce que le comte Czernin tâcha de faire entendre lors d'une longue audience qu'il obtint du roi Ferdinand le 26 mai et dans laquelle il eut soin d'insister sur *la perfidie italienne*. Le Roi évita de contredire son interlocuteur : il répéta plusieurs fois qu'il ferait tout son possible pour rester neutre, mais en ajoutant que « les souverains constitutionnels ne sont pas les maîtres ; » il ne cacha pas que, si les Autrichiens étaient battus, sa position deviendrait intenable : « La tempête emporterait la dynastie. »

Il y avait à ce moment (26 juin 1915), au dire du comte Czernin, quatre partis politiques à Bucarest : 1^o le parti libéral ; 2^o le parti Marghiloman ; 3^o le groupe Lahovary ; et 4^o les *Takistes* (partisans de Take Jonesco), mais « les numéros 3 et 4 venaient de s'entendre pour l'entrée en action avec la Quadruplice. »

Plusieurs mois se passèrent en discussions au sujet des troupes que la Roumanie avait massées sur ses frontières du côté de l'Autriche. Chaque fois que le comte Czernin pressait M. Bratiano ou le Roi lui-même de rappeler ces troupes, il se heurtait à quelque réponse dilatoire : ou bien ses interlocuteurs alléguaient que, l'Autriche-Hongrie ayant fermé ses frontières à la Roumanie, il était naturel que celle-ci prit des mesures de précaution nécessaires en présence d'une attitude aussi hostile, ou bien l'Autriche ayant levé ces prohibitions, le gouvernement roumain prétextait qu'il ne pouvait rappeler brusquement les régimens sans provoquer une forte émotion dans le pays, ce qu'il fallait éviter. Enfin, le Roi ordonne de ramener les troupes à 10 kilomètres en arrière, mais le comte Czernin apprend bientôt que cet « ordre formel » n'a pas été exécuté et il écrit assez ironiquement au Roi « pour l'informer que ses généraux ignorent les ordres donnés par Sa Majesté (14 septembre 1915). » Tout semble indiquer, à cette date, que la Roumanie est sur le point de mobiliser. Le comte Czernin va donc trouver le président du Conseil pour l'avertir « non à titre officiel, mais en ami, » que la Roumanie se mettrait dans un mauvais cas si elle prenait ce parti, car elle n'est pas dans la même situation que la Grèce. Vienne et Berlin seraient obligées de lui demander des explications. M. Bratiano fait alors observer que la Roumanie est le seul État des Balkans qui n'ait pas mobilisé : elle est pourtant bien en droit de se défendre comme les autres !

Czernin n'admet pas cette thèse : « La Roumanie, lui répond-il, n'a aucun prétexte pour chercher à se défendre : vous savez fort bien que ni l'Autriche ni la Bulgarie ne songent à vous attaquer, tandis que, chez vous, un parti puissant pousse sans cesse à la guerre contre l'Autriche ; si des hostilités venaient à se produire, la Roumanie en serait responsable et les suites pourraient être graves. »

M. Bratiano, écrivait le comte Czernin, a paru « visiblement troublé ; il m'a remercié de ma démarche, mais a refusé de faire aucune promesse. »

La démarche du comte Czernin reçut la pleine approbation du Ballplatz. Le baron Burian chargea le ministre plénipotentiaire de renouveler ses avertissemens à M. Bratiano en lui rappelant les grands intérêts politiques qui avaient naguère amené la Roumanie à contracter alliance avec l'Autriche et l'Allemagne. Le but était alors d'opposer un solide rempart à la poussée des Russes, d'abord vers l'Europe centrale et, ensuite, vers les Balkans. Ce but ne pouvait être oublié à l'heure actuelle. Alors que la Bulgarie elle-même avait su s'affranchir de la terreur moscovite, la Roumanie devait avoir l'énergie de rentrer dans la voie que lui indiquaient l'histoire, comme aussi la sagesse et les vrais intérêts du pays.

L'hiver de 1915-1916 se passa ainsi en négociations dilatoires. Enfin, au mois de mars 1916, le comte Czernin fut chargé par le Ballplatz de demander au Roi lui-même, « sous une forme aimable, mais néanmoins pressante », que la Roumanie observât plus strictement la neutralité en protégeant ses frontières du côté de la Russie comme elle les protégeait vis-à-vis des autres Puissances limitrophes. Le Roi répondit à cette démarche par des paroles rassurantes, mais plutôt vagues. Son ministre des Affaires étrangères, M. Porumbaro, ayant fait observer que la Roumanie ne pouvait être tenue pour responsable si les troupes russes envahissaient son territoire par surprise et sans avertissement préalable, le comte Czernin se récria : « Comment parler de surprise alors que, pour la troisième fois, il mettait le gouvernement roumain en garde contre pareille éventualité? »

Dans les entretiens que le diplomate autrichien eut avec le chef du Cabinet roumain au cours du printemps de 1916, M. Bratiano s'attacha à le convaincre que la terrible guerre qui

incendiait l'Europe depuis près de deux ans étant fatalement destinée à « finir en queue de poisson (*sic*), » la Roumanie devait se féliciter de ne pas être entrée dans la lutte et qu'elle avait tout intérêt à continuer à attendre les événements jusqu'au jour, — si jamais cela devait arriver, — où la victoire se dessinerait nettement dans l'un des deux camps.

L'Europe, disait-il, est dans un état de fièvre qui lui ôte le jugement. Quant à moi, j'ai gardé mon sang-froid et je n'ai qu'à m'applaudir d'avoir résisté aux conseils de ceux qui voulaient nous entraîner dans la guerre, d'un côté ou de l'autre. Où en serions-nous aujourd'hui?... Peut-être la situation sera-t-elle complètement changée dans six mois et me verrai-je alors obligé de prendre d'autres résolutions. Pour le moment, tandis que les Grandes Puissances s'épuisent dans une lutte sans précédent dans l'histoire, la Roumanie fait de très bonnes affaires et, sauf quelques têtes exaltées, personne ne se plaint plus dans le pays.

Le comte Czernin déclare qu'il fut suffoqué de la « franchise cynique » avec laquelle M. Bratianu lui donna à entendre que la Roumanie se tournerait contre l'Autriche, son alliée, si celle-ci était battue; au cas improbable où la guerre aboutirait à un résultat, il croyait bien plutôt à l'écrasement de l'Autriche-Hongrie qu'à celui de la Russie. « J'ai cherché, écrivait le comte Czernin, à combattre ses idées au point de vue moral comme au point de vue rationnel : une guerre sans résultat, lui ai-je dit, est aussi inadmissible pour nous qu'une défaite; et l'hypothèse d'une coopération de votre part, après que nous aurons obtenu la victoire, est une utopie. »

Cependant le succès de l'offensive russe, qui venait de se produire à ce moment en Galicie, exaltait vivement les esprits, et le comte Czernin, toujours bien informé, écrivait le 25 juin à son chef avoir appris *de très bonne source* qu'au dernier Conseil les ministres avaient agité la question d'abandonner la neutralité pour s'allier à l'Entente. Il sollicita aussitôt une audience du Roi, et conclut, de l'air embarrassé, des réponses évasives du souverain, que, si rien n'était encore décidé, la Roumanie n'en négociait pas moins « de façon intensive » avec les Puissances de l'Entente et se déciderait vite à entrer en campagne pour peu que les Russes continuassent leur avance en Galicie; de grandes commandes de munitions avaient été

faites en Russie; la France devait envoyer des batteries lourdes.

Pour prix du concours de la Roumanie, M. Bratiano aurait réclamé :

- 1° Une offensive générale de l'Entente et une avance victorieuse des forces russes;
- 2° Une garantie (*Ruckendeckung*) contre la Bulgarie;
- 3° La Transylvanie, la Bukovine et le Banat;
- 4° La Roumanie déclarerait la guerre à l'Autriche-Hongrie seule et non à l'Allemagne;
- 5° Des fournitures de munitions et de matériel.

Le comte Czernin savait que la Roumanie ne possédait pas l'artillerie ni les munitions suffisantes et, avec une remarquable prévision, fondée sans doute sur des renseignements fournis par ses agens secrets, il estimait, à la date du 28 juin 1916, *qu'elle n'entamerait pas les hostilités avant la seconde quinzaine d'août.*

Il n'osait plus compter sur « la faible résistance du Roi qui, disait-il, influencé par M. Bratiano, allait commettre une honteuse trahison contre le sang des Hohenzollern. »

Cependant le président du Conseil, dans un long entretien qu'il eut, le 30 juin, avec le comte Czernin, chercha de nouveau à le convaincre de son vif désir de maintenir la neutralité, faisant valoir le mérite qu'il avait eu à ne pas profiter déjà, à plusieurs reprises, de la situation critique dans laquelle se trouvait la Monarchie autrichienne. « Actuellement encore, il aurait pu prendre possession de la Bukovine et il ne le faisait pas, mais il s'attachait à prouver combien sa situation était difficile, la peine qu'il aurait à lutter contre le sentiment national si l'Autriche ne parvenait pas à arrêter l'offensive russe. Le comte Czernin n'était pas dupe de ces déclarations: il était persuadé que M. Bratiano ne parlait ainsi que pour mieux masquer ses projets : « Je crois, mandait-il encore dans son télégramme du 30 juin, que l'armée roumaine entrera en campagne dans six à huit semaines, c'est-à-dire aussitôt après les récoltes, quand on aura reçu les munitions envoyées de Russie, car, dans six semaines, dit-on, quinze wagons de fournitures militaires viendront journellement d'Arkangel et de Vladivostok : l'artillerie roumaine pourra alors tirer, en moyenne, 3 000 coups par canon (1). »

(1) Hélas! nous savons aujourd'hui comment la trahison de M. Sturmer a empêché la Russie de tenir ses promesses!

Le comte Czernin chercha à flatter le ministre roumain en lui témoignant son admiration pour la façon habile dont il avait dirigé depuis deux ans les affaires du pays et avait su le préserver d'une catastrophe. « Alors, dit-il, M. Bratiano eut un mot qui a projeté comme une lueur électrique sur ses véritables sentimens : *C'est bien vrai ce que vous dites, mais, cette fois, ce n'est plus du tout la même chose. La guerre touche à sa fin* (1), et il montra l'Autriche n'ayant plus le nombre d'hommes nécessaire pour lutter contre les masses inépuisables de la Russie. » Le diplomate autrichien chercha naturellement à démontrer à son interlocuteur combien ses pronostics étaient faux : « L'Autriche et l'Allemagne possèdent encore de fortes réserves; nous restons solides et unis, tandis que des signes évidens de profonde décomposition se manifestent dans le camp ennemi et je sais de science certaine que, déjà dans les prochaines semaines, la situation sera complètement changée. »

Le comte Czernin se rend bien compte alors (30 juin 1916) que M. Bratiano, très décidé à la guerre, « n'attend que l'heure propice pour faire une promenade militaire en Transylvanie; le fruit ne lui paraît pas encore assez mûr... » Tout dépend de la tournure que vont prendre les événemens... »

Quelques jours plus tard (7 juillet), le diplomate autrichien, toujours exactement renseigné sur ce qui se passe dans la coulisse, mande à Vienne que les Puissances de l'Entente, devenant de plus en plus pressantes, ont, chacune séparément, menacé la Roumanie de ne pas s'intéresser à elle lors de la conclusion de la paix. Cependant, à la dernière réunion du Conseil des ministres, tous les membres présens, — à part le ministre des Finances, M. Costinesco, qui réclamait la mobilisation immédiate et l'entrée de M. Filipesco (le grand patriote francophile) dans le Cabinet Bratiano, — se sont ralliés à l'avis du président pour conserver encore provisoirement la neutralité...

* * *

Tout indiquait que cette situation d'attente ne pouvait se prolonger longtemps. Le 12 juillet, Czernin signale les ordres donnés aux maires roumains concernant les provisions de vivres en vue d'une prochaine mobilisation; les lanternes

(1) En français dans le texte.

de Bucarest ont été voilées par précaution contre les avions, etc.

Le président du Conseil austro-hongrois tenait le Cabinet de Berlin au courant des informations recueillies par le comte Czernin et le *Livre Rouge* contient une longue lettre dans laquelle le baron Burian expose, le 18 juillet 1916, au prince de Hohenlohe, la situation telle qu'elle apparaît d'après les renseignements fournis par le chargé d'affaires autrichien à Bucarest.

Cependant, le comte Czernin continuait à tenir son chef au courant des conversations qu'il avait avec M. Bratiano et les autres ministres : le 26 juillet, — un mois avant de commencer les hostilités, — le chef du Cabinet a encore cherché à le convaincre de ses intentions pacifiques. Il a convenu pourtant qu'au cas où la Monarchie dualiste s'effondrerait, il réclamerait la Transylvanie ; mais pareille éventualité ne se produira pas, car l'Autriche-Hongrie, unie à l'Allemagne, forme un bloc si puissant qu'on ne peut l'écraser. Il était obligé de rester en bons termes avec l'Entente pour en obtenir des munitions ; *mais il n'avait pas contracté alliance avec elle, et il donnerait sa démission plutôt que de se jeter dans la guerre.* Il lui fallait cependant ménager l'opposition dans le pays, user d'atermoiemens, agir, en un mot, très prudemment de peur de soulever une révolution. Quant à lui, il était persuadé que la guerre durerait encore longtemps et serait sans résultats...

Au lendemain du long entretien, que nous venons de résumer, le comte Czernin obtint une audience du Roi. Le souverain se tint sur la réserve ; il affirma pourtant avoir les mêmes idées que son oncle, mais avec moins d'autorité. Il chercha de son mieux à rassurer son visiteur, reconnaissant que l'Entente exerçait une très forte pression à Bucarest, ce qui ne voulait pas dire que Bratiano céderait à cette pression, et « quand même Bratiano y céderait, ajouta-t-il, cela n'engagerait pas le Roi. » Sans doute, disait-il, Bratiano voudrait que la Roumanie eût sa part au cas d'un morcellement de la Monarchie dualiste, mais non amener ce morcellement, et, à ce sujet, le souverain établit une distinction considérable (que Czernin trouve bien subtile) entre profiter du partage (*dabei sein*) et y amener (*herbeiführen*)... Il regrettait beaucoup l'état d'excitation et de fièvre dans lequel était le pays. Quant à la Russie « qui possède encore beaucoup d'hommes, mais qui manque

d'officiers, » il déclara que la Roumanie ne la laisserait pas envahir son territoire.

Le comte Czernin ne doutait pas de la sincérité du monarque, mais il pensait que Bratiano pourrait lui forcer la main, en le mettant subitement en présence du *fait accompli*.

Les Roumains ont-ils encore peur ou bien non? Toute la question politique est là, et le Roi ne nous viendra pas en aide si M. Bratiano n'a plus peur.

Informé de divers côtés des négociations que tramait le président du Conseil roumain avec les Puissances de l'Entente, le baron Burian, en date du 18 juillet, donnait pour instructions au comte Czernin d'agir directement sur le Roi : « bien qu'on ne puisse guère compter sur la force de résistance de sa nature si peu énergique, si impersonnelle, il faut, quand même, tenter auprès du roi Ferdinand une nouvelle démarche, lui mettre sous les yeux le déplorable effet moral que produirait un grossier (*krassen*) manque de parole de sa part, et lui rappeler que, dès le commencement de la guerre, nous avons fermement résolu, d'accord avec le feu roi Carol, que le maintien de l'alliance ne devait pas être modifié. »

Nous trouvons des détails particulièrement intéressans dans une lettre du 29 juillet 1916, où le comte Czernin raconte à son chef comment il s'y est pris pour provoquer des aveux « d'une étonnante et cynique franchise » de la part de M. Bratiano :

Je lui ai dit que c'était peut-être un des derniers entretiens que nous pourrions avoir ensemble. Alors que, durant mes trois ans de séjour dans ce pays, j'en étais venu à être avec lui sur le pied d'une intime amitié, il serait indigne de nous de ne pas nous expliquer franchement ensemble avant de nous séparer; je savais qu'il préparait la guerre. Il négociait avec l'Entente; tous ses intimes annonçaient une mobilisation immédiate. Lui-même excitait tellement l'opinion que Bucarest ressemblait déjà à une maison de fous. Certes, nous n'allions pas reprendre ensemble le vieux thème des devoirs de l'alliance et de la morale en politique, mais il devait savoir que nous envisagions très froidement la perspective d'une déclaration de guerre. Je crois lui avoir dit cela sous une forme adoucie.

M. Bratiano me répondit sur un ton non moins amical : il ne m'avait jamais trompé; il ne m'avait jamais caché que, si la Monarchie (dualiste) s'effondrait, la Roumanie voulait en profiter (*la Roumanie*

ne peut rester à l'écart) (1). La Transylvanie, dans ce cas, ne doit pas être laissée aux Hongrois. Ce n'était pas sa politique spéciale, à lui, Bratiano : aucun personnage politique roumain ne pourrait retenir ses compatriotes si les Russes marchaient « contre Budapest. » Le ministre ne croyait pas que cela arrivât ; il croyait plutôt (et là il mentait) à la fin de la guerre en queue de poisson (2), sans changemens territoriaux. Il n'avait pas lu mes rapports à Votre Excellence, mais, suivant ses conjectures, j'avais écrit que lui, Bratiano, tenait un tout autre langage vis-à-vis de l'Entente. C'était exact. Il laissait espérer à l'Entente que la Roumanie prendrait les armes à ses côtés. Mais il le faisait pour des motifs intérieurs, pour empêcher la révolution (ici Bratiano mentait pour la seconde fois), et il ajournait sans cesse l'attaque pour nous laisser le temps d'améliorer notre situation militaire et refroidir ainsi l'ardeur guerrière des Roumains (ce troisième mensonge était absolument grotesque). Il voulait avoir les munitions qu'il avait déjà payées depuis longtemps, et, naturellement, il ne pourrait les recevoir que si l'Entente était bien disposée pour lui. Pour le moment, il ne songeait pas à la guerre, non à cause de ses moyens de défense, mais parce qu'il ne voulait nullement aggraver notre situation, sauf, — comme il l'avait dit, — si nos défaites étaient irréparables. (Cet aveu, qu'il voulait obtenir la Transylvanie sans guerre, cela, en allemand, s'appelle, non pas conquérir, mais voler : à la vérité, cet aveu ne nous apprenait rien de nouveau, mais n'en était pas moins intéressant à recueillir, venant de sa bouche.) De là, M. Bratiano s'épuisa en détails sur les difficultés de sa lutte pour la neutralité et voulut savoir si je m'en rendais bien compte.

J'entrai jusqu'à un certain point dans ses vues. M. Bratiano ne doit pas penser avoir perdu tout moyen de revenir à nous ; il doit croire que nous comptons encore sur lui comme sur une ancre assurée de la neutralité. Mais je lui répliquai naturellement qu'il était très difficile d'accepter sa manière de voir : son idée des « Russes aux portes de Budapest » me paraissait comique. Il ne verrait pas cela et la croyance à une défaite des Puissances centrales pourrait, par la suite, être fatale à la petite Roumanie. Je devais seulement l'avertir que le lion tenu déjà pour mort pourrait, d'un coup de patte, faire de la Roumanie une autre Serbie.

La conversation dura une heure et se termina de la façon la plus amicale, M. Bratiano s'efforçant même de prendre un ton sentimental et cordial.

De tout cela, je conclus : M. Bratiano (je mets de côté ses péri-

(1) En français dans le texte.

(2) En français dans le texte.

phrases mensongères) est convaincu que notre défaite est imminente. Il veut encore attendre un peu. Combien de temps? Juste autant qu'il nous craindra, pas une minute de plus.

Mais il sait comment nous répondrions à sa trahison, que des troupes allemandes seraient aussi envoyées en Transylvanie et qu'enfin un demi-million de Bulgares lui tomberaient sur le dos.

J'ai causé aussi avec le Roi. Il va sans dire qu'avec lui j'ai dû m'avancer davantage. Nous avons parlé du roi Carol et je lui ai cité ce mot que m'avait dit son regretté oncle : « Si l'Italie vous attaquait, ce serait une cochonnerie (*sic*) dont un Hohenzollern est incapable. » Le Roi me répondit : « J'ai les mêmes idées que mon oncle, mais vous devez bien penser que je dispose de beaucoup moins d'autorité.

Je répliquai que je pouvais seulement comprendre une chose : Sa Majesté ne peut garantir qu'Elle imposera ses volontés, mais Elle gardera ses volontés, ou bien Elle abdiquera. Le Roi resta muet.

Votre Excellence est assez avertie pour savoir qu'il n'y a pas grande confiance à avoir en Sa Majesté : le Roi est un instrument aux mains de Bratiano.



Le comte Czernin eut encore, dans les premiers jours d'août, plusieurs entrevues avec M. Bratiano. Celui-ci cherchait toujours à le convaincre qu'il ne songeait nullement à abandonner la neutralité et, comme le diplomate autrichien, incrédule, prouvait que, malgré les promesses du ministre, des troupes roumaines continuaient à se masser sur les frontières, M. Bratiano donna devant lui des ordres pour savoir ce qu'il en était. Il se montrait préoccupé des nouveaux succès remportés par les Russes. Le comte Czernin prétendit que ces succès avaient été fort exagérés : « Tant de mensonges ont été répandus pour gagner la Roumanie à la cause de l'Entente! — C'est vrai, répondit Bratiano; la Russie fait comme le coq de bruyère qui danse devant ses poules. »

Des mouvemens de troupes n'en continuaient pas moins à se produire le long des frontières, trahissant ainsi les projets du gouvernement roumain.

Le Ballplatz pensa alors que le seul moyen de retenir M. Bratiano était de le rassurer complètement vis-à-vis de la Russie au moment où cette Puissance s'apprêtait à envahir le territoire roumain avec des forces considérables : le baron

Burian chargea donc le comte Czernin de transmettre verbalement la communication suivante à Bucarest :

Confiant (1) dans les assertions de M. Bratiano que la Roumanie repousserait par la force toute atteinte armée à sa neutralité, éventualité qui, — à l'instar de l'incident de Marmornitza, — pourrait se renouveler d'un jour à l'autre dans des dimensions bien autrement sérieuses, le gouvernement impérial et royal, dans l'intention d'éclairer et de rassurer dès à présent le gouvernement roumain, lui fait savoir que, dans le cas où le gouvernement roumain ne se trouverait pas ou ne se croirait pas à même de s'opposer efficacement à une invasion armée russe, il prendra de sa part toutes les mesures militaires que la sécurité des frontières austro-hongroises exigerait et qui seraient jugées nécessaires pour rétablir un état de choses qui permettrait à la Roumanie de garder sa neutralité.

Sur la demande du baron Burian, le prince de Hohenlohe envoya de Berlin des instructions semblables au représentant de l'Allemagne à Bucarest.

Le président du Conseil roumain cherchait encore à gagner du temps. Il répondit à cette communication que l'Autriche-Hongrie pourrait l'aider beaucoup à maintenir la neutralité en abandonnant à la Roumanie un territoire en Bukovine.

J'ai évité de répondre directement à cette tentative d'extorsion (*Erpressungsversuch*), — écrivait le comte Czernin à son chef (2), — parce que j'ignorais les intentions de Votre Excellence à cet égard. J'ai dit seulement que l'idée d'une cession territoriale de notre part pour prix de la neutralité roumaine devait être absolument abandonnée.

En effet, les Roumains pourraient fort bien accepter une telle concession et cependant nous attaquer ensuite, s'ils nous tenaient pour battus, afin d'obtenir encore davantage.

Notre entretien se poursuivait avec des reproches de ma part au sujet des envois de troupes qui se continuaient contre nous. Je parlai cette fois plus clairement encore que de coutume et je dis au ministre « que, s'il voulait avoir la guerre, il l'aurait; mais qu'il ne devait pas me croire assez naïf pour ne pas voir ses préparatifs. » M. Bratiano témoigna alors une émotion visible et, comme toujours, opposa un démenti catégorique aux faits que je lui exposais d'une façon détaillée. Selon lui, les préparatifs militaires dont je me

1) En français dans le texte.

2) Télégramme de Bucarest, 8 août 1916.

plaignais avaient été nécessités par des raisons bien connues de politique intérieure et, ultérieurement, par crainte d'une surprise du côté de la Bulgarie. Cette appréhension, disait-il, n'avait rien d'in vraisemblable, car il était bien possible que, chez nous comme à Sofia, on voulût se débarrasser de la Roumanie.

Je lui répondis que c'était risible : certes, nous marcherions très énergiquement contre la Roumanie si elle nous attaquait, mais nous ne lui demandions rien d'autre qu'une neutralité correcte et de bonnes relations avec nous. D'ailleurs, il pouvait avoir tout de suite la preuve que je lui disais la vérité : qu'il démobilisât et proclamât publiquement la neutralité définitive (de la Roumanie), et je m'engageais à lui venir en aide en ramenant nos troupes en arrière.

M. Bratiano me répondit que nous avions ici des centaines d'espions qui surveillaient toutes ses mesures tandis qu'il ne pouvait contrôler les mouvemens des troupes ni chez nous ni en Bulgarie. Dès lors, des raisons de politique intérieure lui interdisaient complètement la démobilisation. Je devais « comme auparavant » me fier à lui et bien croire qu'il faisait tout son possible pour garder la neutralité.

Le 9 août, le baron Burian chargea, en effet, le comte Czernin de répondre par un refus exprimé dans les formes les plus aimables à la « tentative d'extorsion » exercée par M. Bratiano. Durant les journées suivantes, bien que de nombreux indices annonçassent la rupture prochaine, des bruits contradictoires coururent encore à Bucarest au sujet des intentions du gouvernement roumain. De Vienne, le baron Burian télégraphie, le 10 août, que, suivant des informations venues de divers côtés, une convention militaire a été conclue entre la Roumanie et la Russie, et que la Roumanie se prépare à conclure aussi une convention avec les quatre Puissances de l'Entente. — « Toutefois, il ne faut pas que M. Bratiano se doute encore que nous sommes au courant de la décision qu'il a prise contre nous. »

Le 11 août, le comte Czernin signale l'appel des classes de 1896 à 1914 : des classes plus anciennes ont reçu l'ordre de se tenir prêts. Cependant, à la même date et même quelques jours après, le bruit court à Sinaïa que le Roi n'est pas d'accord avec son premier ministre et chercherait à remplacer le Cabinet Bratiano par un Cabinet Majoresco. Le Roi, dit-on, ne refuserait pas de marcher contre les Puissances centrales si elles devaient être battues, mais il ne croit pas à leur défaite. Cependant,

comme on annonce le 23 août la prochaine réunion d'un Conseil de la Couronne, le comte Czernin ne doute pas que la majorité du Conseil ne donne son adhésion à la politique de Bratiano. La réunion ayant été fixée au matin du 27 août, le comte Czernin obtient, l'avant-veille, une audience du Roi et, suivant les instructions qu'il a reçues de Vienne, il exprime, de la façon la plus amicale, son regret de voir la Roumanie décidée à déclarer la guerre à l'Autriche-Hongrie. Cependant, celle-ci n'avait jamais réclamé de la Roumanie que des relations amicales et une neutralité correcte.

Finalement, je fis comprendre à Sa Majesté que, si Elle voulait la guerre, Elle nous trouverait prêts et j'insistai naturellement sur ce que les préparatifs faits par la Roumanie nous forceraient à prendre une attitude énergique. Le Roi répondit de la façon confuse qui lui est habituelle. Il expliqua que la journée du lendemain serait décisive. Quant à lui, il ne voulait pas la guerre, mais il ne pouvait prendre à lui seul une détermination : celle-ci dépendait du Conseil de la Couronne. Il espérait encore possible de rester neutre ; il ne pouvait me le promettre. Certainement, il ne se sentait pas lié par les arrangemens de Bratiano, mais, d'un autre côté, il croyait que *son armée ne voudrait pas arrêter la marche des Russes*. Il n'était donc pas complètement maître de ses résolutions... Il parla en termes chaleureux de M. Majoresco, et craignait que celui-ci ne pût avoir une majorité au Parlement.

L'entretien se poursuivit ainsi pendant une heure sans aboutir à une solution. Toutefois, à tort ou à raison, le comte Czernin en emporta l'impression que le roi Ferdinand aurait voulu garder la neutralité, mais qu'il ne saurait pas résister à la contrainte exercée par Bratiano : « l'Entente, d'accord avec celui-ci, menaçait le Roi d'obtenir au besoin par la force l'entrée des Russes en Roumanie. »

Le comte Czernin eut, dans la nuit du 25 au 26 août, un entretien suprême avec M. Bratiano. Le président du Conseil lui déclara catégoriquement « qu'il voulait, pouvait et devait rester neutre : le Conseil de la Couronne apporterait dès le lendemain la preuve qu'il disait la vérité. Le Conseil avait été convoqué contre le désir de Bratiano ; celui-ci en concluait que Majoresco voulait le déloger. A plusieurs reprises, il répéta que, tant qu'il resterait au pouvoir, la Roumanie n'entrerait en guerre que si

elle était attaquée, ce qui ne pouvait vraiment arriver que de la part de la Bulgarie. »

Ces assurances trompeuses semblent avoir fait illusion en Allemagne, si l'on en juge d'après le langage de certains journaux de Berlin dans la deuxième quinzaine d'août 1916. Le comte Czernin, plus sceptique, terminait sa dépêche du 26 août en disant avoir la preuve que maintenant « le Roi lui-même paraissait résolu à la guerre. »

*
*
*

Il ne se trompait pas : le lendemain matin dimanche, 27 août, le Conseil de la Couronne, réuni au palais royal de Cotroceni, décidait, malgré l'opposition irréductible du vieux germanophile M. Carp, l'entrée en guerre de la Roumanie aux côtés des Puissances de l'Entente ; le décret de mobilisation était affiché dans l'après-midi et la nouvelle était notifiée, le soir même au Ballplatz par le ministre de Roumanie à Vienne. Les principaux motifs énoncés dans la déclaration de guerre peuvent se résumer ainsi :

Le gouvernement roumain n'avait jadis adhéré à la Triple-Alliance « que dans un but essentiellement conservateur et défensif. » Aussi, en août 1914, avait-il refusé, comme l'Italie, de s'associer à une déclaration de guerre dont il n'avait pas été prévenu. Dès lors, la Triple-Alliance n'existait plus. Pendant cette guerre « faite en dehors de sa volonté et contraire à ses intérêts, » il avait cependant voulu garder la neutralité, eu égard aux assurances données par le gouvernement Impérial et Royal que la Monarchie, en déclarant la guerre à la Serbie, n'avait été inspirée par aucun esprit de conquête, qu'elle ne poursuivait en aucune façon des acquisitions territoriales. Ces assurances ne se sont pas réalisées. On se trouve en présence de situations de fait d'où sortiront de grandes transformations territoriales et des changemens politiques menaçans pour l'avenir de la Roumanie. Celle-ci ne pouvait, d'ailleurs, oublier les liens de sang qui unissent les populations du royaume aux Roumains sujets de la Monarchie austro-hongroise. Ces derniers, malgré toutes les promesses faites, loin d'obtenir les réformes auxquelles ils ont droit, continuent à être traités comme une race inférieure et à subir l'oppression d'une minorité. Deux ans de guerre ont prouvé que l'Autriche-Hongrie, hostile à toute réforme intérieure, persiste à ne pas vouloir faire cesser cette injustice. La Roumanie, sous l'empire de la nécessité de sauvegarder ses intérêts de race, se voit forcée

d'entrer en ligne à côté de ceux qui peuvent mieux assurer la réalisation de son unité nationale.

S'il faut en croire la dépêche du comte Czernin qui clôt le *Livre Rouge* et qui ne put être transmise à Vienne que le 23 septembre, par l'intermédiaire du comte Hadik, ministre d'Autriche à Stockholm, la Russie aurait adressé, le 24 août, au gouvernement roumain un ultimatum contenant, d'une part, de vagues promesses (touchant la Transylvanie, le Banat, la Bukovine (1), probablement aussi les bouches du Danube), et, d'autre part, la menace d'une invasion de 100 000 Russes : « à la Roumanie de choisir si ceux-ci viendraient comme amis ou comme ennemis. » Suivant le comte Czernin, M. Bratiano aurait voulu attendre encore et c'est ce qui explique les assurances qu'il avait données jusqu'au dernier moment au ministre autrichien que la Roumanie resterait neutre. Mais les Puissances de l'Entente l'avaient forcé à déclarer sans plus tarder la guerre à l'Autriche.

Quant au roi Ferdinand de Roumanie, il nous est bien permis de croire qu'il avait été sincère en manifestant, à plusieurs reprises, devant le ministre autrichien, son désir de garder une stricte neutralité et nous ne devons pas nous étonner que ce prince, issu d'une vieille race allemande, ait hésité longtemps avant de se ranger aux vues de son ministre. On a raconté qu'à la veille du jour décisif, il avait montré à la Reine une photographie du château de Sigmaringen en lui disant, les larmes aux yeux : « J'ai joué enfant sous ces beaux arbres-là... je ne les reverrai plus jamais. » On devine quelles tortures morales il dut subir à cette heure suprême. Hésitations, regrets, scrupules dont le souverain constitutionnel, encouragé par la vaillante reine Marie, finit par triompher en déclarant « ne pas vouloir contrarier les volontés de son peuple, ni mettre ses préférences personnelles au-dessus des intérêts du pays. » Vainement les représentans de l'Allemagne et de l'Autriche lui rappelaient-ils sans cesse, depuis deux ans, ses origines germaniques et le traité d'alliance naguère signé par son oncle. Le devoir d'un Hohenzollern devenu roi de Roumanie était d'oublier

(1) Rappelons qu'il y a environ 4 millions de Roumains dans ces provinces, dont les deux premières sont sous le joug magyar et dont la troisième, unie jadis à la Moldavie, se trouve incorporée à l'Autriche depuis 1775.

ces origines et de rompre définitivement une alliance qui n'avait jamais été approuvée par la nation et qui n'avait pas d'existence légale, puisque le Parlement n'avait pas été appelé à la ratifier (1).

« Je me suis vaincu moi-même, a déclaré le Roi dans la réunion du 27 août 1916, et c'est fort de cette victoire que j'ai donné mon approbation à la décision de mon gouvernement. *Grâce à mon armée, à mon peuple, au concours de tous, nous ferons la grande Roumanie!* »

Bien que, quelques semaines plus tard, l'événement ait paru démentir cruellement ces prévisions; bien que, par suite du manque de concours de la Russie, par suite d'infâmes trahisons sur lesquelles il serait prématuré d'insister, une grande partie de la Roumanie subisse aujourd'hui, comme la Belgique et la Serbie, le joug de l'ennemi, nous avons la ferme conviction qu'un avenir prochain justifiera la décision prise par le roi Ferdinand d'accord avec son peuple et nous ne saurions mieux faire que de clore ces lignes comme nous terminions une étude publiée ici même le 4^{er} novembre 1914 sur le roi Carol : « Carol a été le premier roi de Roumanie; Ferdinand sera, lui, le premier roi roumain. »

JEHAN DE WITTE.

(1) Une preuve qu'en dépit du traité secret l'Allemagne ne comptait guère sur l'alliance roumaine a été donnée récemment par M. Charles Nordmann qui, dans un de ses intéressans articles scientifiques, nous a appris que nos ennemis, en fournissant des canons Krupp à l'armée roumaine, avaient eu soin de « saboter » systématiquement un détail optique fait pour assurer la justesse du tir. « Les Allemands se réservaient naturellement, si la Roumanie marchait avec eux, de corriger cette déféctuosité au moment voulu. Au contraire, si elle se déclarait contre eux, le fonctionnement de son artillerie était compromis. » (Voyez la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mars 1917, p. 218.)

UNE SEMAINE DE RÉVOLUTION

A

PÉTROGRAD

Petrograd, 4/17 1917.

La Révolution vient d'éclater à Pétrograd et dans plusieurs autres grandes villes russes. Tous les esprits clairvoyans l'attendaient. Mais on ne la croyait pas si proche.

Depuis des mois, on avait l'impression, — comme ce fut le cas, en 1789, — de « danser sur un volcan. » Malgré les morts accumulés, malgré les inquiétudes de la guerre, malgré les cruelles insuffisances du ravitaillement de la ville, malgré même les rigueurs d'un terrible hiver, une folie de plaisir s'était emparée des habitans de Pétrograd. Des fortunes scandaleuses s'édifiaient en quelques semaines. Peu sûrs de la valeur du « papier » après la guerre, les « nouveaux riches » se hâtaient de le monnayer en jouissances immédiates. Ils éclaboussaient le peuple de leur luxe insolent et parfois criminel. Jamais on n'avait vu tant d'autos circuler dans les rues, de diamans scintiller sur les épaules des femmes. Les théâtres regorgeaient de spectateurs. Dans les restaurants à la mode s'étalait une orgie incessante. Une bouteille de champagne se payait 100 roubles (200 fr.) et on s'amusait à le faire couler à flots. Afin de parer aux inconvéniens de la loi contre l'usage de l'alcool, les grands restaurateurs avaient des « hommes de paille, » chargés de subir à leur place les mois de prison. Le procès Manassévitch-Manoniloff avait été un scandale public. On vivait dans une atmosphère de lucre et de trahison.

Pendant ce temps, la famine s'annonçait menaçante. Non que la Russie manquât des alimens nécessaires à sa subsistance, mais l'impéritie gouvernementale, le système de la *vziatka* (pots-de-vin) arrivé à son apogée, l'avidité insatiable des accapareurs et de probables connivences avec l'ennemi, entraînaient le ravitaillement. Par des froids qui atteignirent *32 degrés Réaumur au-dessous de zéro*, les femmes du peuple, les petites bourgeoises, les domestiques des grandes maisons faisaient la queue, de trois heures après minuit à neuf heures du matin, à la porte des boulangeries ou des magasins de sucre et de thé. Les dernières venues s'en retournaient les mains vides. Malgré leurs salaires, très élevés depuis la guerre, il n'était pas rare qu'en rentrant chez eux les ouvriers se trouvassent sans pain. Les denrées les plus indispensables atteignaient des prix exorbitans. La petite mesure courante de pommes de terre qui, avant la guerre, se payait 15 *kopeks* (0 fr. 35) était vendue 1 rouble 20 k (2 fr. 10), le beurre 3 r. 20 le *fount*, soit 46 francs le kilo. Même hausse exorbitante des prix dans les articles d'habillement. Les bottes, si indispensables dans ces pays de neiges profondes, coûtaient de 50 à 100 roubles (100 à 200 fr.), les bottines de femme de 60 à 120, les souliers des femmes du peuple de 25 à 35; le prix des *pymi* (bottes de feutre que portent les paysans) avait triplé. Et ainsi de tout. Le bois de chauffage manquait, et cela dans un pays qui est le plus riche de l'Europe en forêts après la Suède. Des gens mouraient de froid dans leur chambre sans feu. Même dans des maisons d'un loyer annuel de 2 500 ou 3 000 roubles, le thermomètre, pendant les grands froids, marquait de 5 à 8 degrés seulement. La vie devenait de plus en plus intolérable chaque jour.

Pour ces raisons et d'autres encore, le gouvernement était haï et le mécontentement contre l'Empereur, qui conservait de tels hommes au pouvoir, commençait à sourdre. Chaque ministère semblait prendre à tâche d'aggraver la situation créée par son prédécesseur. A l'incapable Gorémkyne, dont l'insuffisance rendit possible un Miassayédoff et un Soukhomlinoff, avait succédé le germanophile Sturmer, qui faillit réussir à conclure une paix séparée avec l'Allemagne. Protopopoff, le dernier de cette sinistre trilogie, en fut peut-être le pire. Ancien

vice-président de la Douma, traître à son parti, suppôt de Raspoutine, il est aujourd'hui accusé d'avoir préparé la révolution, afin d'en profiter pour obliger la Russie à signer une paix séparée. Dans ce dessein, il s'adjugea, comme président du Conseil, le portefeuille de l'Intérieur. Abandonnant la direction des affaires générales à ses deux acolytes, Bilietsky, ancien chef de police, vilainement compromis, il y a quelques mois, dans le complot du moine Héliodore, et Koorloff un des assassins de l'ancien ministre Stolypine, il s'adonna tout entier à l'organisation de la police. En quelques mois, elle fut presque doublée. On la munit de mitrailleuses dont un certain nombre furent, par avance, disposées sur le toit des maisons situées à l'angle des rues et sur celui des édifices publics. Au moyen de ses agens provocateurs Protopopoff, pensait faire éclater la révolution le 14 février, jour de la convocation de la Douma. Il en aurait pris prétexte pour faire signer à l'Empereur la prorogation de cette Assemblée. Le peuple ne se laissa pas prendre à cette manœuvre. La journée du 14 s'écoula dans le plus grand calme. Lorsque la Révolution éclata, le gouvernement ne l'attendait plus.

Malheureusement, l'Empereur s'était solidarisé avec son ministre. Il a été la victime de son aveuglement. Lorsqu'on se reporte par la pensée à l'accueil enthousiaste que lui fit la Douma, le 12 février 1916, on se dit qu'il eût fallu bien peu pour qu'il fût adoré. Les avertissemens non plus ne lui ont pas manqué. M. Rodzianko, président de la Douma, l'homme qui aura le plus aimé l'Empereur tout en restant fidèle à la cause du peuple, multiplia les avis. Toujours il fut repoussé. L'assassinat de Raspoutine, chez le prince Youssoupop, qui trouva des approbateurs jusque dans la famille impériale, prouvait assez que le mécontentement avait gagné toutes les classes. Le bruit courait d'une révolution de palais prochaine. La noblesse obligerait le souverain à abdiquer en faveur de son fils. J'étais alors à l'hôpital du Grand Palais. Je venais d'y être opérée sur les ordres bienveillans de l'Impératrice. Ma convalescence s'achevait. A la veille de retourner à Pétrograd, j'allai rendre visite à l'une des dames d'honneur du Palais. En termes discrets, mais suffisamment clairs, et en généralisant à dessein, cette femme d'une haute intelligence et d'un grand cœur me laissa deviner le terrible conflit qui se livrait dans

son âme. Prévoyant les événemens et attachée de par tout son passé à la personne des souverains, elle déplorait que « ceux qui sont placés sur les plus hautes cimes du pouvoir n'admissent pas la nécessité de marcher avec leur temps. »

Celle-là aussi, j'en suis sûre, a fait noblement entendre jusqu'à la dernière heure la voix de la vérité.

Quelques jours avant la Révolution, le grand-duc Alexandre Mikhaïlovitch, marié à une sœur du Tsar, se rendit chez son beau-frère et lui exposa la situation sous les couleurs les plus sombres. Même le mot d' « abdication » fut, paraît-il, prononcé.

— Et mon devoir? qu'en fais-tu? aurait répondu l'Empereur.

Comme le grand-duc insistait, montrant la révolution imminente, l'Empereur prit sa tête à deux mains et pleura.

Larmes de Boabdil! Manifestation éternelle des faibles! Toute la conduite du Tsar s'explique par ces larmes.

Dans le désarroi universel, la « société » seule travaillait activement et avec méthode. Il faut savoir que ce terme de « société, » d'un usage courant parmi les Russes, désignait, hier encore, l'ensemble des élémens éclairés du pays, prenant un intérêt actif à sa vie politique et sociale. C'étaient des hommes ayant su garder leur liberté d'esprit et leur indépendance, par quoi ils tranchaient sur les familiers de l'administration et de la bureaucratie; des individus éclairés, — intellectuels pour la plupart, — sachant se faire de l'état des choses une idée puisée à même la réalité. En même temps que les habitudes que l'on contracte par la pratique d'un service actif dans les domaines se rattachant à la vie publique, ces hommes avaient acquis le vif sentiment de responsabilité politique qui s'en dégage. Cette « société » était composée d'éléments tels que la Douma, les Zemstvos, les rudimens d'organisation municipale, les Universités et les professions libérales. Depuis la guerre et sous l'implacable pression des événemens, une évolution s'était produite dans la manière de voir de beaucoup d'hommes, jadis exclusivement attachés à la monarchie et qui s'étaient ralliés à la « société. » C'est la « société » qui, après la terrible révélation qui suivit la chute du ministre Soukhomlinoff, fit appel au peuple russe et organisa 1 1/2 usines et le ravitaillement. Son activité féconde s'étendit à tout. Elle appela à

elle, sans distinction de religion ou d'opinion politique, tous les hommes de bonne volonté. Elle fit passer sur eux un grand souffle de patriotisme et, malgré les entraves que ne cessa de lui apporter le pouvoir, elle réussit à englober la Russie dans un solide et puissant réseau. C'est de son sein qu'est sortie la Révolution.

Jendi 23 février/8 mars.

Le soleil brille; il fait doux : 3 ou 4 degrés à peine au-dessous de zéro. La neige fond sur les appuis des fenêtres et sur les balcons que le soleil touche. Ce n'est pas encore le dégel, mais déjà on peut l'espérer proche. Tout le monde est dehors. Il y a comme une gaieté printanière dans l'air.

Je suis venue en automobile jusqu'aux premières maisons de la Morskaïa (rue de la Mer). Maintenant je longe à pied la Perspective Newsky. Vers quatre heures, un peu lasse d'avoir circulé, je monte dans le premier tramway qui passe, pour me rendre à la Sadovaïa (rue des Jardins) où je trouverai des moyens directs de locomotion. Le tramway est plein. Tout a l'aspect des jours ordinaires. Seule, une foule un peu plus abondante, mais dont la douceur de la température explique et justifie la présence, va et vient le long des grandes artères. Rien ne peut faire prévoir que nous touchons à une révolution presque sans exemple dans les annales de l'humanité.

A la hauteur de Notre-Dame de Kazan, je vois une foule énorme et j'entends des cris. Dans le tramway tout le monde s'agite. On cherche à voir à travers les fenêtres dont un reste de gelée givre les vitres. Je demande :

— Que se passe-t-il ?

— Ce sont les ouvriers de l'usine Poutiloff qui se sont mis en grève et demandent du pain. Ils reviennent de manifester à la Douma.

Sous cette apparence de grève, la Révolution russe commençait.

Presque aussitôt on arrête les tramways; des cavaliers galopent à droite et à gauche de la ligne; les Cosaques accourent, le fusil au dos, la pique au poing. Au-dessus de la foule se détache l'aigrette noire des policiers à cheval. Les grévistes passent, sérieux et dignes, accompagnés de la police. Une multitude les suit en poussant des hurrahs.

Je quitte le tramway pour me mêler au peuple. Aucun désordre. On dirait un jour de fête. Nulle inquiétude sur les visages. Des réflexions se croisent, bienveillantes pour les ouvriers :

— Ils ont raison! On cache la farine! La vie est trop dure et pourtant la Russie a de tout!... On n'y peut plus tenir.

Le pont Anitchkoff, l'entrée de toutes les rues transversales qui aboutissent à la Newsky sont gardés par la police qui disperse aussitôt les rassemblements.

A la Perspective Litiény, l'une des plus peuplées de Pétrograd, la foule est si dense qu'il faut renoncer à s'y frayer un passage. Pas de troubles, non plus. On ne sait pas encore ce que veut le Comité de la grève.

On se recueille, on attend. Quelqu'un dit :

— Ils ont voulu manifester pour influencer la Douma; ils se remettront au travail demain.

Mais une voix répond :

— Comment se mettraient-ils au travail? Ils n'ont même pas de charbon! Cela ira loin!...

Très émue par le spectacle de cette foule, par son calme que je sens gros de résolutions, je remonte jusqu'à la Sadovaïa. La nuit va venir. Je suis lasse. J'habite fort loin, près du théâtre de Marie (Marinsky-théâtre), chez une amie française mariée à un officier de la marine russe, qui s'inquiétera de mon absence. Et qui sait si, plus tard, il me serait possible de regagner la maison?

A la Sadovaïa, même foule. Les tramways ne circulent plus. Impossible de trouver un *isvostchik* (cocher). Après une longue attente, j'aperçois un traîneau vide. Je m'élançe... Mais un monsieur, plus prompt, m'a devancée, a pris place sur le siège étroit. Le traîneau va repartir... Je jette un appel irréflecti et désespéré : « *Pajalousta, vasmittié minia!* » (Je vous en prie, emmenez-moi!) L'heureux preneur du traîneau se retourne, fait un geste de consentement. Je saute auprès de lui et le léger véhicule glisse sur la neige aux regards un peu ébahis des spectateurs! C'est l'enlèvement forcé. Mais quoi! ne sommes-nous pas au prélude de la révolution? Tandis que je m'excuse et m'explique, le traîneau nous emporte vers des régions plus calmes. Mon compagnon et moi nous échangeons quelques prévisions. Il croit à une révolution immédiate. On a vraiment

trop souffert. Et puis, le peuple, patriote, est las de la germanophilie de ses gouvernans. La lutte est engagée : mais qui aura le dernier mot ? Il rappelle 1905 ; le peuple allant au Palais d'Hiver en portant les icônes et le portrait de l'Empereur : la Constitution accordée, puis reprise peu à peu... Cette fois, il est à craindre que le peuple n'ait plus confiance qu'en lui-même et, s'il triomphe, qu'il ne s'arrête pas en chemin. Cependant aucune menace n'a été proférée contre l'Empereur...

Le quartier de Marinsky est si paisible et silencieux que je crois avoir rêvé. A la maison, on s'inquiétait déjà. Je suis la première à y apporter la nouvelle des événemens que, le matin encore, rien ne faisait prévoir. Les révolutionnaires ont bien gardé leur secret.

Vendredi 24.

— La nuit a été tranquille. Mon secrétaire, M. Michel Braguinsky, revenu du front, vient d'arriver. La ville est assez calme et il m'engage à sortir avec lui. Sur la rive gauche de la Néva, les tramways ne marchent plus. M. Michel a pris le dernier qui traversait les ponts, en partant de Vassiliewsky-Ostrow. Même, il a été témoin d'incidens assez significatifs. Voyant un tramway arrêté, il s'adresse à la receveuse et lui demande si l'on va partir.

— Non, car j'ai peur, répond-elle.

Un colonel qui se trouve là l'apostrophe en plaisantant :

— Peur ? Quelle bêtise ! Nous allons partir tout de suite !

Et l'on monte dans le tramway.

Une station plus loin, une nuée de gamins accourt et veut arracher le trolley des fils. Le colonel et M. Michel leur font lâcher prise. Le tramway repart. Les voyageurs ont tiré de l'argent de leurs poches avec leur billet, mais la receveuse refuse de le prendre. Elle invective le *watman* :

— Pourquoi es-tu parti ? Est-ce que tu n'as pas été assez battu ? Moi, j'ai déjà reçu des coups et j'ai peur !...

Le pont du Palais traversé, le tram s'arrête, cette fois pour ne plus repartir.

Nous voici à l'entrée de la Newsky. Le beau temps continue, et la foule est nombreuse, comme la veille. Comme la veille encore, c'est à Notre-Dame de Kazan que l'intérêt commence. Presque tous les magasins sont ouverts. La foule promeneuse

déborde des trottoirs sur la chaussée. Pas de cris : la plus ferme résolution sous le plus grand sang-froid. Quelle différence avec les foules exaltées et mystiques de 1905, vivant une légende, dans une atmosphère de mystère et d'apparat religieux ! Le peuple de 1917 est réaliste. Deux ans de guerre l'ont plus mûri qu'un siècle de tranquillité et de paix.

Je continue à longer la Perspective. Tout à coup, un jeune *praportchik* qui commande un détachement de Cosaques étend le bras d'un geste brusque et un son rauque sort de sa gorge. Les Cosaques obéissent à l'ordre, piquent des deux et chargent pour déblayer la chaussée. La foule s'écarte en courant, puis se reforme derrière le passage des chevaux et crie : « Hourrah ! » On s'étonne de la modération des Cosaques, d'ordinaire si farouches dans la répression. Leur charge exécutée, ils continuent tranquillement à longer la Perspective, au pas, le visage souriant et regardant avec satisfaction la foule qui les acclame. Un ouvrier s'approche d'un officier à cheval :

— Votre haute noblesse, rappelez-vous que nous sommes des affamés!...

Les vivres ont encore renchéri pendant ces deux jours de troubles : une petite mesure de pommes de terre qui valait 25 kopeks (0 fr. 60) avant la guerre, se vend aujourd'hui 5 roubles (10 francs)! Impossible de trouver des œufs. Il y a des gens qui sont absolument sans pain!...

Samedi 25.

Les événements s'aggravent. Les journaux ne paraissent plus. Les ponts de la Néva sont gardés par des patrouilles ; les divers quartiers de la ville ne communiquent plus entre eux. On oblige tous les tramways à s'arrêter ; la foule en a jeté un dans la Néva, d'ailleurs encore recouverte d'une épaisse couche de glace. Des troubles sanglants ont eu lieu dans les quartiers populeux de la ville : à Petrogradskaïa-Stérana et à Vassiliewsky-Ostrow. Dans ce dernier, un *praportchik* a pénétré dans une usine dont les ouvriers avaient décrété « la grève italienne » (les bras croisés devant les machines) et a commandé une salve. Ses soldats se sont refusés à lui obéir. Alors, l'officier a tiré trois coups de revolver qui ont fait trois victimes : deux femmes et un ouvrier. La foule voulut le lyncher, mais il réussit à lui échapper... Un fait analogue s'est produit à la fabrique de

tabac, à Laferme. Il n'y a eu qu'une victime, mais les ouvriers ont exposé le mort dans la cour de l'usine et invité la foule à défiler devant lui. La surexcitation augmente : des magasins ont été pillés et saccagés. Un de nos amis raconte qu'il a assisté au pillage d'une petite boutique juive. Tandis que la foule se ruait à l'intérieur, un soldat passait, indifférent. Soudain, il avise des casquettes d'uniforme qui avaient encore échappé à la convoitise des pillards. Il s'arrête, quitte la sienne, en essaie tranquillement une autre, puis, comme elle s'adapte parfaitement à son crâne, il jette sa vieille casquette dans la boutique et repart de son même pas tranquille et indifférent!... En pleine Perspective Litiény, un gamin de quatorze ans offrait aux passans, pour un rouble les six douzaines, des boutons de nacre, produit de son vol. Insignifians en eux-mêmes, ces menus faits prouvent que déjà le moral du peuple s'oblitére : on ne distingue plus le « tien » du « mien, » le vol s'étale sans crainte de la punition ; demain, peut-être, tous les instincts vont se déchaîner.

Chaque heure nous rapproche de l'inévitable : l'armée commence à prendre parti pour le peuple. Il n'y a plus que les gendarmes et la police dont le loyalisme soit assuré.

Pas un cri contre la guerre, ni contre l'Empereur. On peut encore espérer que le ministère seul et les germanophiles subiront le contre-coup de la situation qu'ils ont créée.

Dimanche 26.

Tous les ministres, sauf Protopopoff, ont donné leur démission. La Russie est sans gouvernement ! Pourquoi n'avertit-on pas l'Empereur de ce qui se passe ? Une Constitution mieux garantie que celle de 1905, un Cabinet Milioukoff avec un ministère responsable suffiraient encore à calmer le peuple. Demain, sans doute, il sera trop tard !

Enfin !... Le téléphone nous apporte la nouvelle que M. Rodzianko, président de la Douma, vient d'adresser un télégramme au Tsar, actuellement à l'État-major général de l'armée, à Mohilef. En voici la teneur :

« La situation est grave. L'anarchie règne dans la capitale. Le gouvernement est paralysé. Désordre complet dans les transports, le ravitaillement et le chauffage. Le mécontentement général s'accroît. Tir désordonné dans les rues. Des troupes

tirent les uns sur les autres. Il est nécessaire de confier la tâche de former un nouveau gouvernement à un homme jouissant de la confiance du pays. Urgent d'agir. Tout retard est pareil à la mort. Je demande à Dieu que la responsabilité de cette heure ne retombe pas sur le Porte-couronne.

« RODZIANKO. »

En même temps, le président de la Douma expédiait ce télégramme à tous les chefs d'armée, en les priant de soutenir sa demande auprès du Tsar.

Je suis invitée à déjeuner chez des amis à la Kamenny-Ostrowski, de l'autre côté de la Néva. Impossible de traverser les ponts. Il faut retourner en arrière ou passer la Néva sur la glace, ce que beaucoup de personnes font, malgré les barrages qu'on y a établis. On entend dans le lointain le tir des mitrailleuses. Les *isvostchiks* sont rares et ne marchent qu'à prix d'or. Le temps continue à être doux, sans dégel. Le peuple paraît déjà plus agité. Des soldats passent avec la baïonnette au canon.

Notre quartier, où je me hâte de revenir, reste calme. Le théâtre de Marie, très voisin de chez nous, affiche pour ce soir un ballet : *La Source*. Le lieutenant X... et sa femme, qui ont des billets pour cette représentation, décident d'y assister. Nous essayons en vain de les retenir.

Pendant leur absence, nous préparons les lampes, nous remplissons d'eau tous les récipients disponibles, dans la prévision que bientôt l'électricité et les conduites d'eau seront coupées.

Tard dans la soirée, coup de téléphone. C'est mon secrétaire qui, pendant tout le temps qu'il ne passe pas auprès de moi, ne cesse de courir la ville et me tient, presque heure par heure, au courant des événemens. Les désordres graves ont commencé. Les mitrailleuses balayaient les rues. La surexcitation croît de minute en minute. Le peuple réclame la déchéance de l'Empereur. Les Cosaques sympathisent de plus en plus avec la foule. « Nous avons, disent-ils, à nous faire pardonner 1905 ! »

Plusieurs régimens dont le loyalisme est douteux ont été consignés dans leurs casernes.

M. Rodzianko a envoyé un second télégramme au Tsar :

« La situation empire. Il faut prendre des mesures immédiates; demain il serait trop tard. L'heure suprême est arrivée où vont se résoudre les destinées du pays et de la dynastie. »

Le lieutenant et sa femme rentrent du théâtre, avec deux amis, — deux voisins, — qu'ils y ont rencontrés. Il est minuit; nous prenons le thé en commentant les événements.

La représentation du ballet a eu lieu sans incidens. Toutefois, on remarquait des vides dans la salle ordinairement archicomble. Beaucoup d'automobiles de maîtres stationnaient devant la porte. Cela prouve que, de ce côté au moins de la Néva, la circulation est encore possible. En dehors des autos ou des équipages privés il ne reste plus aucun moyen de locomotion. Des traîneaux, montés et conduits par des révolutionnaires, parcourent les rues et obligent les *isrostchiks* à la grève. Nos amis qui en avaient décidé un à les reconduire à leur domicile ont été contraints de l'abandonner à mi-chemin sous la pression de la foule.

Si l'Empereur n'intervient pas immédiatement en donnant satisfaction au peuple, rien n'arrêtera la révolution.

Lundi 27.

Des *gardavois* (agens de police) passent dans les maisons pour avertir les habitans paisibles de ne pas se montrer dans les rues aujourd'hui. De tous côtés, des amis inquiets nous téléphonent le même avis. Comme Rodzianko le télégraphiait hier à l'Empereur, c'est aujourd'hui que va se jouer le sort du peuple et de la dynastie...

Le Tsar n'a pas répondu. Les télégrammes des généraux Broussiloff et Rouzsky annonçant, chacun avec des termes un peu différens, qu'ils ont fait leur « devoir envers l'Empereur et la Patrie » ne suffisent pas à calmer l'effervescence. Des grandes résolutions, le peuple va passer aux faits.

Un ami, bien placé pour avoir les nouvelles les plus rapides et les plus sûres, me téléphone de la Douma. Les événemens décisifs ont commencé. A huit heures du matin, les députés ont eu connaissance d'un oukase du Tsar prorogeant l'Assemblée. Aussitôt la nouvelle connue, un sentiment de consternation et d'abattement s'est emparé de toutes les âmes. La Douma renvoyée, c'est le pays livré à Protopopoff et aux germanophiles, la guerre perdue et la Russie trahie. C'est aussi le peuple,

sans chefs pour le guider et le retenir, abandonné à ses instincts de colère et de vengeance et, après, ce seront les horreurs d'une implacable répression.

Un certain nombre de députés, très abattus par la décision impériale, parlaient d'obéir; d'autres affirmaient que l'on aurait l'armée avec soi, qu'il fallait jouer le tout pour le tout. L'hésitation dominait. Quelques-uns désiraient conférer avec leur groupe avant de prendre une décision. Un des leaders les plus hardis et les plus écoutés de la gauche, M. Kérénsky prenait, dit-on, son chapeau et s'appêtait à sortir... A ce moment une chose inouïe se produisit : une femme, M^{me} Sonia Morozova, entre au palais de Tauride en criant : « J'amène l'armée ! » Le régiment de Volhynski, compté parmi les plus fidèles, se rangeait devant la grille de la Douma...

Aussitôt tout change! Les députés qui allaient partir se ravisent, l'enthousiasme un instant ralenti se ravive...

Voici ce qui s'était passé. Le régiment de Volhynski ayant pris des armes et forcé les portes de sa caserne était sorti dans la rue, sans but bien précis. Il rencontra des détachemens des Préobrajensky qui se joignirent à lui. Quelqu'un proposa d'aller libérer les prisonniers de la rue de Tauride. Beaucoup s'y rendirent. Les autres se consultaient, indécis. Sonia Morozova vit ces hommes, eut la prescience rapide du rôle qu'elle pouvait jouer parmi eux et les entraîna en criant : « A la Douma ! » Ils y arrivèrent sans rencontrer d'opposition.

Rassurée par ce secours inattendu, la Douma a repris ses travaux. M. Rodzianko, nommé chef du gouvernement provisoire, est chargé de rédiger une Constitution. C'est 1789 et le serment du Jeu de Paume qui recommencent. Nul ne peut plus prévoir où les événemens s'arrêteront...

Matinée anxieuse. Guiorgni, le matelot, est allé plusieurs fois aux informations. Notre quartier est encore tranquille. Combien d'heures cela durera-t-il?

Le drame commence, déjà terrible et sanglant. L'Arsenal est pris. Le gouverneur, général Matoussoff, a été tué. Le Palais de Justice est en flammes.

Sur la perspective Litiény, un *praportchik* ayant donné l'ordre de tirer contre la foule a été tué à coups de sabre, par ses propres soldats, sur l'escalier d'une maison où il cherchait un refuge. Des troubles sanglans ont lieu à Viborskaïa et à

Pétrogradskaïa-Stérana, deux des quartiers les plus peuplés de Pétrograd. Des batailles incessantes se livrent entre la police et la foule qui a trouvé des armes à l'Arsenal. Un général a été assassiné devant l'hôtel de l'Europe. On dit que le général Rouzsky est attendu à la Douma, porteur de propositions de la part de l'Empereur. Je crains bien qu'il ne soit trop tard.

M. Michel arrive, alors que déjà je ne l'attendais plus. Les révolutionnaires assiègent le Palais d'Hiver. Il a, en passant, pris part à l'attaque.

— Je suis sorti de chez moi, dit-il, à une heure de l'après-midi. La 11^e ligne de Vassiliewsky-Ostrow est calme. Les magasins ont mis leurs volets ou baissé leur rideau de fer. L'ordre est maintenu par des patrouilles du 180^e régiment d'infanterie resté fidèle. Grâce à mon uniforme, on me laisse traverser les ponts.

« Sur la rive gauche de la Néva, le jardin Alexandre est fermé; l'Amirauté est gardée par des troupes fidèles. Vers la Morskaïa, cris et coups de feu. Ils partent du fond des rues qui avoisinent la Newsky. En face du théâtre Alexandre, alerte. Les Cosaques arrivent. Aussitôt on entend le tac-tac des mitrailleuses. C'est la police qui tire des toits contre les Cosaques insurgés. Tous s'enfuient, sauf un, abominablement ivre. Il menace de son fusil des groupes qui stationnent sur le pont Anitchkoff, tire quelques coups en l'air, puis part au galop pour ne s'arrêter que devant le théâtre. Là, il met pied à terre et court embrasser ceux qu'il menaçait tout à l'heure!...

« Quelques pas plus loin, cinq officiers me conseillent de me joindre à eux et de revenir sur mes pas, car la foule désarme et malmène tous les officiers. A nous six, nous formons un groupe assez imposant. Comme nous ne voulons ni rendre nos armes à la foule ni nous en servir contre elle, nous décidons de les confier à quelqu'un. La porte à laquelle nous frappons s'ouvre craintivement; mais, dès les premiers mots d'explication, on nous accueille avec joie. Nous quittons nos sabres, nos revolvers... et nous repartons, désarmés.

« Je voulais absolument aller jusqu'à la Litiény où les scènes les plus terribles se déroulaient. De nouveau, au pont Anitchkoff une fusillade éclate et j'entends siffler les balles. Un homme s'affaisse à quelques pas. Je traverse le pont en courant et

m'aplatis contre les maisons que je longe avec précaution... Le tir cesse tout à coup, comme il a commencé.

« La foule et les troupes révoltées emplissaient la Perspective Litiény. Un combat s'y livrait. On entendait des cris, des ordres, des coups de feu. Les balles claquaient contre les murs en ricochant ou éclataient contre les fenêtres. Les vitres volaient en éclats... Juremens d'hommes, cris de femmes, fuite brusque de gens qui s'affolent, blessés qui tombent et qu'on piétine : une mêlée épique et sanglante ! Vraiment, cela est pire que sur le front ! Là-bas, on sait du moins de quel côté il faut attendre les coups ! Ici, c'est le chaos, la mort à droite, à gauche, devant, derrière, en haut, partout !... En face de l'Arsenal, le Palais de Justice brûle comme une torche. Les gerbes de flammes incendient le ciel, jettent des lueurs inattendues et magnifiques sur les glaces et les neiges accumulées de la Néva. Les canons de bronze, splendidement ouverts et verdis par le temps, qui s'allongent sur la plate-forme de l'Arsenal, léchés par l'incendie ont l'air de monstres accroupis et glorieux assistant à leur apothéose. Des débris de papier brûlés tourbillonnent dans l'air... Des clameurs éperdues montent de la foule...

« Soudain, je me heurte à un officier de mes amis. Il a l'air égaré ; il pâlit et rougit tour à tour. Sa nervosité se traduit en phrases saccadées, en gestes incohérens. Son régiment (Litowsky) s'est réuni aux insurgés. Beaucoup d'officiers ont été tués ; lui-même ne sait comment rejoindre ses hommes. Il me quitte comme un fou et se perd dans la foule.

« Il commence à faire nuit ; je reviens vers la Newsky déserte. Les globes électriques brûlent à peine. Une terreur froide plane. Des ombres hâtives glissent le long des murs... Je suis fatigué et m'en vais d'un pas découragé et nonchalant. Près de la Morskaïa, je rejoins un petit groupe et j'entends des coups de feu. Un soldat et deux ouvriers, abrités par les poteaux du tram et des globes électriques prenaient la Morskaïa en enfilade. Dans le groupe de passans que j'ai rejoints, il y a une femme en larmes. En très mauvais russe, elle me demande : *Voyennaïa Gostinitza* (l'hôtel militaire, ancien hôtel Astoria). C'est une Roumaine, mariée à un Français. Habitante de l'hôtel de l'Europe, elle a eu la fâcheuse inspiration d'accepter à dîner, ce soir, à l'hôtel Astoria. Elle en revient et n'ose plus avancer, ni reculer. Je la prends sous ma protection, mais la

situation est telle dans les parages de l'hôtel de l'Europe que je trouve plus sage de me diriger vers Astoria où j'ai pu la ramener.

« J'étais terriblement las. Je sentais mon état moral empirer de minute en minute. Je pensais à la guerre, que nous perdriens si la révolution se prolongeait; à la France que j'aime, où j'ai vécu six ans et que nous risquions d'entraîner dans notre débâcle; à la révolution, que mon patriotisme avait souhaitée, mais dont le triomphe était encore moins que certain; aux horreurs de la répression qui la suivrait en cas d'échec. Je pensais à mon père et à ma mère, jadis emprisonnés pour leurs idées libérales, mêlés à la sanglante tragédie de Yakout, trainés dans les bagnes de Sibérie; à tous ceux qui, depuis de longues années, travaillent, souffrent, meurent pour que se lève enfin sur la Russie une aurore de justice et de liberté. Cette aurore, elle luirait peut-être demain, mais, aussi, comme il en faudrait peu pour que nous retombassions dans des ténèbres pires!... Jamais je n'avais autant espéré, autant souffert. L'abattement et l'exaltation se succédaient dans mon âme avec une extraordinaire rapidité. Ma sensibilité était portée au paroxysme. Je comprenais pour la première fois ce que durent éprouver les grands martyrs de la liberté russe. Je brûlais de me dévouer comme eux.

« J'arrivai à la hauteur du Palais d'Hiver. Tout de suite j'eus l'impression d'être sur le front. Les coups partaient par salves, comme en exécution d'un ordre donné. Les troupes insurgées tiraient sous l'arc de la Morskaïa et les défenseurs du palais leur répondaient. Je cherchai une troupe organisée pour me joindre à elle. Près du Musée de l'Ermitage, il y avait une masse de soldats, conduits par trois officiers. Je traversai la place à grandes enjambées, sous une pluie de balles. Les officiers m'accueillirent avec plaisir. On me donna une soixantaine d'hommes, un revolver et... carte blanche. Il faisait déjà nuit. Je donnai à mes hommes l'ordre de rallier à volonté la colonne Alexandre, qui occupe le milieu de la place, juste en face du palais. J'aurais voulu en prendre la grande porte et y pénétrer le premier. Mais elle était trop solide et trop bien défendue pour céder à des hommes armés seulement de fusils. Après une dizaine de minutes, nous dûmes nous retirer faute de munitions. »

Les révolutionnaires réquisitionnent les autos dans les maisons et s'emparent de tous ceux qui passent. Dans la journée, trois automobiles de l'Amirauté ont été pris ainsi. Autour de l'un d'eux s'est livrée une bataille qui a fait, en morts ou en blessés, soixante victimes!...

À huit heures du soir, dans notre quartier jusque là, resté calme, une fusillade crépite, sous nos fenêtres, dirait-on. Vite nous éteignons l'électricité, afin de ne pas offrir une cible facile. Toutes les lumières voisines se sont aussi éteintes. Nous ignorons tout ce qui se passe au dehors. D'où tire-t-on? et contre quoi? Nous attendons dans l'angoisse, poussées malgré tout vers les fenêtres d'où l'on peut voir à travers les vitres, les maisons russes n'ayant pas de volets.

La fusillade se précipite; des cris percent la nuit; des gens, des femmes surtout, fuient à toutes jambes. Une des sœurs de mon amie, M^{lle} Reine, debout sur le rebord intérieur de la fenêtre du salon, a ouvert la *fortitchka*, passe la tête et regarde: les révolutionnaires attaquent la *Caserne des Équipages de la Garde marine*, située en angle sur le canal Catherine, à cent mètres à peine de notre maison. Une immense foule grouille sur le pont, le long du canal et dans les rues avoisinantes... Pendant un moment la fusillade redouble et tout à coup, un hourrah formidable retentit...

Presque au même moment, un matelot, ami de Guiorgni, fait irruption dans la cuisine. Il est pâle, sans souffle. Il raconte la scène à laquelle il vient d'assister. Vers sept heures, les révolutionnaires se sont massés devant la caserne et ont parlementé avec les matelots. « Frères, rendez-vous, afin qu'il n'y ait pas de sang versé. » Ayant essuyé un refus, les révolutionnaires ont ouvert le feu. La résistance a été courte. Le hourrah! que nous avons entendu est celui dont le peuple a salué la reddition. Trois officiers ont été tués. Maintenant, les révolutionnaires, suivis d'une foule qui s'accroît à chaque pas, vont attaquer la caserne du 2^e *Équipage de la Baltique*, située à notre gauche, sur le canal de la Moïka...

Cette fois, nous avons le tir à droite et à gauche. En même temps que la lutte commence sur la Moïka, on continue à se battre au canal Catherine. Les policiers ont installé leurs mitrailleuses sur le toit d'un établissement de bains, en face de la caserne, et dans les clochetons d'une église voisine.

La Perspective Lermontowskaïa est prise entre deux feux!

Nuit horrible. Le 2^e Équipage de la Baltique résiste; les révolutionnaires y ont amené les autos blindés. Le tir est tout proche et incessant. On tire dans la rue des coups de feu isolés.

A deux heures du matin, nous sommes encore debout, allant du petit salon où nous sommes réfugiés et qui donne sur la cour, aux fenêtres de la salle à manger ou du grand salon qui prennent vue sur la Perspective. La mère de mon amie, M^{me} de la Croix, veuve d'un consul de France en Russie, qui a déjà vu trois révolutions, prie à genoux et récite son chapelet. Bébé, — que par tendresse nous appelons Beboussy, — et qui a cinq ans, dort comme un ange dans son petit lit. De crainte qu'une balle égarée ne pénétrât à travers les vitres, on l'a abrité derrière une grande armoire pleine de linge et de vêtements.

Il est près de trois heures du matin lorsque nous regagnons nos chambres pour y prendre un repos anxieux que les coups de feu entrecouperent de brusques réveils.

Mardi 28.

Lever matinal. Nous avons le visage pâle, les traits tirés. Nos âmes sont brisées d'émotions et nos corps de fatigue. A peine si l'on goûte au déjeuner auquel on s'attarde si agréablement d'habitude.

La rue est pleine de soldats et de matelots portant le fusil avec la baïonnette au canon.

Des attroupemens se forment sur le seuil des portes. Au premier coup de feu, hommes, femmes et enfans s'engouffrent sous les porches, se ruent sur les portails, se précipitent au fond des cours!

Malgré le froid qui recommence à sévir, les sœurs de charité d'un hôpital de la ville, situé juste en face de nous, stationnent en voile blanc devant leur porte, sous un drapeau de la Croix-Rouge dont la couleur, jadis blanche, accuse non pas vingt-neuf mois, mais vingt-neuf ans de guerre!... Elles ont l'air d'assister à une fête ou, mieux encore, de jouer à « coucou! » ou à « cache-cache. » A chaque coup de fusil ou de revolver elles s'égaillent en riant, le voile flottant, puis réapparaissent. Elles attendent les autos révolutionnaires, leur font des signes au passage, et les voici qui se tassent dans l'un d'eux

un instant arrêté devant l'hôpital, puis rieuses et folles elles partent avec les soldats... Les malades se soigneront comme ils pourront aujourd'hui. Ce n'est pas tous les jours la révolution!...

L'aspect de la rue, le tir désordonné autour de nous, tout fait prévoir une journée plus terrible encore que la veille.

La caserne du 2^e Équipage de la Baltique n'a pu résister aux autos blindés et s'est rendue ce matin. Il y a une cinquantaine de morts. Maintenant les rues sont pleines de matelots armés. On poursuit ou on recherche les policiers qui essayent de trouver un abri dans les maisons. C'est à eux, surtout, que le peuple en veut. Il n'y a pas, en Russie, d'institution plus haïe que celle de la police.

« Vous ne trouverez qu'une chose parfaitement organisée chez nous, me dit un journaliste libéral, à mon arrivée en Russie : c'est la police. La police est l'agent indispensable de notre gouvernement. Par elle s'exerce l'espionnage intérieur. Ses dénonciations incessantes, ses provocations odieuses ont rempli les prisons, peuplé les bagnes sibériens, fait exiler des milliers d'hommes, sans compter ceux qu'elle a réussi à supprimer tout à fait. Rappelez-vous ce conspirateur romain qui voulant dicter une ligne de conduite à l'envoyé de ses complices le conduisit dans son jardin et abattit devant lui, sans mot dire, les plus hautes têtes de pavots. La police politique russe a profité de cet enseignement hautain. Elle a émasculé la Russie en la privant de ses plus nobles intelligences. Si nous avons perdu la Galicie, si nous sommes en train de perdre la Pologne, si nos arsenaux sont vides, nos services désorganisés, n'en cherchez pas la raison ailleurs (1). »

Et maintenant, le peuple se venge, Sur tous les points de Pétrograd, toutes les prisons, tous les postes de police sont en feu. Si l'on a brûlé le Palais de Justice, c'est qu'aux yeux du peuple russe il représentait la forteresse policière comme, pour le peuple de Paris, la Bastille était celle de la tyrannie.

(1) La vigilance des censures russe et française en tout ce qui concerne la situation intérieure de la Russie depuis le commencement de la guerre, a obligé les malheureux journalistes à des silences qui ressemblaient parfois à des compromis de conscience. La Révolution, née du désir des réformes, lève le sceau sur toutes les lèvres et sur toutes les plumes et restaure enfin le droit de chacun à la connaissance de la vérité.

Après les monumens, les individus! La chasse est commencée, terrible. Elle ne s'arrêtera que lorsque le dernier *gardaroï* aura été tué ou mis hors d'état de nuire désormais. Malheureusement, ces vengeances collectives, ces exécutions sommaires ne vont pas sans de regrettables excès. Si le tir de la rue, répondant à celui des toits, est une joute sanglante où les risques sont égaux, la poursuite des misérables fuyards, traqués jusque dans les maisons, révolte. En cette heure où la surexcitation a atteint son apogée, des scènes tragiques se déroulent à quelques pas de nous. Sur le petit pont qui traverse le canal, douze cadavres de *gardaroï*s, dépouillés de leurs vêtements, ont été exposés, nus! On perquisitionne dans les maisons qui avoisinent la caserne, on parle d'incendier l'établissement de bains où quelques policiers résistent encore. Une femme affolée, qui a traversé la rue sous les balles et vu les cadavres des agens, nous assure qu'on tue même ceux qui se rendent.

Un sentiment d'horreur mêlé de curiosité nous ramène aux fenêtres. Et, tout à coup, nous voyons cette chose effroyable : une troupe de soldats avec le sabre au clair, d'ouvriers et de moujiks armés de revolvers, de matelots portant des fusils et de femmes exaltées, désigne le portail de notre cour. Le *dwornik* (portier) qui veut essayer d'en défendre l'entrée est injurié, malmené, écharpé à demi... Quelqu'un a prétendu que des policiers se sont réfugiés dans la maison, et cette centaine d'hommes armés, et dont quelques-uns sont pris d'alcool, s'arroge le droit d'y faire une perquisition brutale. Nous nous rejetons dans une chambre dont les fenêtres, voilées de stores, donnent sur la cour. La foule s'y presse, surexcitée, gesticulante. Un brouhaha menaçant monte jusqu'à nous. Les sabres brandis luisent, trois coups de fusil partent; les femmes, dont le froid ne diminue pas l'exaltation, montrent nos fenêtres du doigt. Aussitôt la colonne turbulente se rue dans l'escalier de service en tirant de nouveaux coups de feu. Pas de doute, c'est à nous qu'ils en veulent! Pourtant nous ne cachons personne. Qui donc leur a fait un faux rapport? Mon amie épouvantée saisit son enfant dans ses bras, le cache dans la salle de bain... Pauvre cachette où l'on aurait vite fait de le découvrir. Puis elle court à son mari, que l'on vient d'assassiner peut-être!...

Minute pathétique. M^{me} de la Croix prie à voix haute : « Seigneur, ayez pitié de nous ! » Yvonne de la Croix et moi nous enfignons à la hâte nos manteaux, nos *bottikis* (1), afin de fuir dans la rue par le grand escalier...

Pendant ce temps, la troupe armée frappe à la porte de la cuisine, à coups de crosses de fusils. Des voix menaçantes crient : « Ouvrez ! » Guiorgni, le matelot, ouvre. De ses bras étendus, il maintient les premiers arrivans et leur parle. « Que voulez-vous ? Nous ne cachons personne. Je suis un des vôtres. S'il y avait quelqu'un de suspect ici, je vous le dirais... »

Paulia, la femme de chambre, les harangue à son tour. Peu à peu, la troupe se calme. Seul gesticule et menace encore un homme aviné. Cela même finit par provoquer une diversion. Les soldats, dont l'esprit est heureusement resté lucide, le prennent par le bras, l'entraînent. Les sabres, les baïonnettes retraversent la cour : nous sommes sauvés ! Béboussy, curieux, point effrayé, sort de sa cachette, tandis que nous nous affaissons sur des chaises, pâles et les jambes rompues. Recevoir une balle sur le front, ou même dans la rue, dans le feu de l'action, passe encore ! mais tomber, par surprise, sous les coups de sabre d'une multitude inconsciente !... La chair se révolte et s'effare. C'est après de telles émotions que l'on perce jusqu'au fond l'odieux des vengeances anonymes, l'injustice des arrêts immédiats et sommaires, des répressions spontanées dont rien ne modère l'arbitraire et ne tempère la rigueur !

De plus en plus, la rue prend un aspect révolutionnaire et guerrier. Les automobiles arborent le drapeau rouge. Tous sont armés d'une mitrailleuse et chargés à l'excès de soldats ayant des bandes de mitrailleuses autour de la ceinture et en travers des reins. Des autos-canons, à la couleur révolutionnaire, transportent d'un point à l'autre des soldats armés, au milieu des ovations de la foule.

Cette foule n'est nullement effrayée. Ce n'est pas contre elle, mais pour elle que se fait la révolution. Elle n'a qu'une balle égarée à craindre. Aussi elle vague par les rues, stationne devant les cours, l'air heureux et confiant. Dispersée par le tir d'un fusil ou le tac-tac d'une mitrailleuse, elle revient vite à ses postes d'observation.

(1) Bottes de feutre, spéciales aux contrées du Nord et que l'on chausse par-dessus les bottines pour se garantir du froid.

Une étrange procession se déroule sous nos yeux. Des femmes, coiffées de fichus de laine beige, enveloppées dans de grands châles sombres; des *moujiks* en touloupe de peau, d'humbles gens en casquette de fourrure, des soldats et jusqu'à des enfans, transportent un matériel d'église où reluisent les métaux et les ors. Voici les icones où les visages, les pieds et les mains seuls apparaissent peints entre la riche sertissure de métal en relief qui représente les habits et dessine les corps. Images d'un art archaïque sacerdotal, peintes au fond des monastères et telles qu'on en vit traîner dans les rues de Byzance, au temps des empereurs iconoclastes! Mais, alors, la foule irritée les brisait comme une imitation sacrilège, renouvelée du paganisme, tandis que celle-ci les transporte avec des soins touchans. Et voici encore, dans un désordre d'arrangement qui paraît le fruit d'un déménagement hâtif, les ornemens liturgiques brodés d'or et d'argent : chasubles, dalmatiques, linge consacré, parures d'autel. Puis viennent les ciboires, les vases précieux, les portes sculptées et dorées d'un iconostase, les lourds chandeliers de cuivre et d'argent... Religieusement soutenu par des mains nombreuses, s'avance, allongé et la face au ciel, le corps d'un grand Christ en croix. Étrange et pénible impression dans cette ville hurlante, parmi ce cortège sans ordre, sous ce ciel hivernal! Les yeux du divin crucifié regardent en haut, douloureusement. Ses bras étendus semblent s'ouvrir sous le coup d'une tragique stupéfaction...

Et, tout à coup, le ciel s'embrase : l'énorme prison de Litowsky-Zamok brûle! Flanquée de quatre tours rondes, elle forme à elle seule un îlot, en face des casernes baltiques, de l'autre côté du pont. Les révolutionnaires y ont mis le feu après en avoir ouvert les portes aux prisonniers. Le Christ qui s'en va, là-bas, porté par les femmes en châle sombre, comme pour une mise au tombeau, est celui de la prison. La phrase évangélique me revient en mémoire : « Le voile du temple se déchira, la terre trembla, les pierres se fendirent, des morts sortirent de leur tombeau! » Alors, comme aujourd'hui, un monde nouveau naissait de l'ancien. Les clameurs, le bouleversement, l'épouvante n'étaient pas moindres dans Jérusalem!

*
* *

5 heures. — Mon ami, M. Jacques Kaplan, téléphone. A la

Serguiewskaïa (rue Serge), qu'il habite, la police a placé des mitrailleuses sur l'église, on tire de la rue et des toits, on perquisitionne dans les maisons. Les révolutionnaires ont pillé plusieurs caves et s'enivrent à qui mieux mieux. Heureusement ces pillages sont peu nombreux par rapport au nombre total des révolutionnaires et à l'immense étendue de la ville. Combien nous devons de remerciemens au Tsar pour l'abolition de l'alcool!... De quels excès n'eût pas été capable cette multitude enivrée de vodka!...

Au coin de Litiény et de Serguiewskaïa on édifie hâtivement un abri pour deux canons et un mortier, tirés de l'Arsenal. Les gueules en ont été tournées dans la direction de la gare de Tsarskoïé-Sélo d'où l'on s'attend à un débarquement de troupes impérialistes.

L'hôtel Astoria (Hôtel militaire) a été pris ce matin, les troupes de Péterhoff sont arrivées à Pétrograd pour se joindre au peuple. Le succès de la Révolution paraît déjà certain...

*
* * *

5 heures et demie. — M. Michel arrive. Il vient de traverser le pont Nicolas et la place de l'Annonciation. Ce ne sont plus les troupes fidèles, mais celles de la Révolution qui gardent les ponts sur la Néva. Tous les soldats sont hors des casernes, et armés. Comme il passait devant le 2^e Équipage de la Baltique, le tir d'une mitrailleuse installée sur le toit de l'église luthérienne éclate au bout de la Morskaïa. Les matelots répondent. Un feu désordonné s'ouvre dans trois directions à la fois. Tout le monde se couche, sauf lui, vaguement abrité contre le mur de la caserne, et un ouvrier qui invective les matelots en les traitant de poltrons! L'homme porte un bras en écharpe et de l'autre, resté libre, il accompagne ses paroles de gestes indignés!

— Il fallait absolument mettre un peu d'ordre dans ce chaos, explique M. Michel. Je me plaçai au milieu de la chaussée et, agitant largement les bras, je criai de toutes mes forces : « *Prikratitié ognogne!* » (Cessez le feu!)

Le commandement se propagea de distance en distance. La fusillade s'arrêta sur un point. Encouragé par le succès, je répétai la même manœuvre du côté du théâtre Marinsky. Elle obtint le même résultat. Seuls continuèrent à tirer les marins qui luttaient contre les policiers et leurs mitrailleuses. Je

me joignis à eux jusqu'à ce que les policiers eussent arrêté leur tir.



6 heures. — La rue est un peu tranquille. Des gens de bonne volonté se mêlent à la foule pour l'inviter au calme. Ils désarment les tout jeunes gens qui ont dérobé çà et là des fusils, des revolvers ou des sabres et qui présentent un réel danger pour la population paisible. Deux ont été désarmés sous nos fenêtres, à la satisfaction générale, et malgré une violente résistance.

Accompagnée de mon secrétaire, je me risque jusqu'à la prison. Elle brûle en crépitant. Les passeports, si haïs en temps de paix, les ordres d'écrou, toute la paperasse criminaliste ou politique s'envole en papillons noirs striés de fils d'or, et retombe en une pincée de cendre... Formidable puissance d'un peuple révolté qui peut anéantir en une heure le travail avéré ou secret de plusieurs siècles de recherches et de délations!...

A la hâte et sans discernement, le peuple, après avoir sauvé le matériel de l'église, essaye d'arracher à l'incendie le pauvre mobilier de la prison. Une literie misérable s'étale le long de la chaussée, pêle-mêle avec les piquets pour tentes militaires que fabriquaient les prisonniers. On jette buffets et armoires par les fenêtres, sans en retirer la vaisselle qui se brise avec fracas sur le pavé! Hilarité de la foule dont tout ce bruit accentue le triomphe!...

— Comme c'est gai, là-bas! tout brûle... disait tout à l'heure un matelot.

Pour moi, l'impression est sinistre, mais grandiose. Un énorme triangle de feu se dessine sur la nuit : à gauche, la prison brûle, à droite le poste de police brûle, et là-bas, formant le sommet du triangle, rougeoit et s'embrase le palais d'un Allemand, le comte Frédérick, ministre de la Cour, que le peuple incendie après l'avoir pillé. Encadrés dans ce triangle fulgurant, les ponts sur les canaux se détachent avec une intensité fantastique. La neige rosit, comme sous les reflets d'une aurore boréale, l'immense caserne de la Baltique, en briques roses, semble un brasier où brûlent des rubis...

A l'arrivée des pompiers, un tir éclate du côté du théâtre, dont la police armée occupe les toits. Un auto blindé s'y dirige à une folle allure. La foule, qui stationnait devant la prison,

se sauve épouvantée. Je juge prudent de la suivre. Nous avons vu tout ce que nous voulions voir. A quoi bon risquer un coup de feu ?

Dans la rue, les soldats ne saluent plus les officiers.

L'amiral Grégorovitch a envoyé à la Douma M. Kititzine, « le héros de la Mer-Noire. » Ce brave marin, que son costume d'officier exposait à toutes les insultes et à tous les coups, était porteur d'une lettre à M. Rodzianko. « En temps de guerre et sous quelque gouvernement que ce soit, l'État-major de la Marine et tous les services de l'Amirauté doivent pouvoir fonctionner sans trouble. Je vous prie donc d'envoyer des troupes de la Douma, afin d'assurer la sécurité et la continuité de nos travaux. »

Ainsi fut fait. Cette intelligente initiative a préservé l'Amirauté.

*
* *

9 heures. — Toute la ville est entre les mains des révolutionnaires. Les troupes de la Douma occupent le Palais d'Hiver. Le peuple exige l'abdication de l'Empereur. Des cris de : « A bas la guerre ! » ont été poussés ; mais ils émanent de quelques socialistes turbulens que le gros de la nation ne consent pas à suivre, — et surtout de provocateurs.

Tous les jours, de nouveaux espions allemands franchissent la frontière, actuellement ouverte par l'absence de police : ce sont eux qui tâchent d'exciter le peuple, afin d'augmenter et surtout de prolonger les désordres... La Russie se laissera-t-elle prendre à leur manœuvre grossière ?...

Visite d'un jeune israélite, Alexandre Bournstein. Trois croix de Saint-Georges, une d'or et deux d'argent, plus une médaille, ornent sa poitrine. Ces décorations témoignent d'un courage d'autant plus incontestable que le gouvernement russe n'a toujours accordé qu'à son corps défendant de telles marques d'honneur aux Juifs. Après avoir combattu deux ans environ, sur presque tous les fronts, successivement, Alexandre Bournstein, pourvu des meilleurs témoignages de ses chefs directs, demanda à suivre la carrière d'officier. Comme Juif, on le lui refusa. Découragé, il quitta le front. Il est aujourd'hui *voyenni tchinovnik* (fonctionnaire militaire) dans une usine de

Pétrograd, avec le titre de *praportchik* (1), qui est le premier grade d'officier.

Avant-hier, lundi, chargé d'une mission secrète, le jeune homme se rendait à l'Arsenal. Arrivé à la Chpalernaïa (2), il se heurte aux révolutionnaires qui en faisaient le siège. Son costume le leur rend suspect. Déjà les massacres d'officiers commençaient. On tire Bounstein de son automobile, on l'insulte ; enfin, on décide de le fusiller immédiatement. Le jeune homme, face à la foule, se croise les bras. Mais comme les fusils sont déjà braqués sur lui, un ouvrier crie :

— Tout de même, on ne peut pas fusiller un brave de cet âge qui a trois croix et une médaille de Saint-Georges sur la poitrine. Camarades, baissez les fusils !

Et on lui rend sa liberté.

Il n'en profite que pour continuer de remplir sa mission.

Sur la Newsky, près de Notre-Dame de Kazan, l'officier qui conduisait l'automobile est tué à son côté : lui-même est insulté par la foule.

— J'étais éconré, dit-il. Je me rendis à l'hôtel Astoria. On y attendait les révolutionnaires. Les salles du bas étaient bondées de voyageurs alarmés, de femmes en pleurs. Quelques-unes, affolées, voulaient fuir. On les en dissuada. La maison était entourée. Deux soldats, sortis de l'hôtel quelques instans auparavant, avaient été tués avant d'avoir fait dix pas. Le désordre, la démoralisation régnaient parmi les habitans de l'hôtel. Tout à coup, un général de cavalerie se met à les haranguer. Il invite les officiers à prendre leurs armes, les dames à aller attendre dans leurs chambres l'issue de la lutte.

« Alors des scènes poignantes se déroulèrent. Des femmes sanglotaient en s'attachant à leur mari qu'elles refusaient de quitter. D'autres demandaient courageusement à combattre avec les hommes. Les autres se précipitaient vers l'escalier pour chercher un refuge aux étages supérieurs. Le luxe des toilettes et des bijoux ajoutait, par contraste, au tragique des visages blémis ou gonflés de larmes.

(1) Ce titre n'était donné aux Juifs qu'à l'arrière et, sur le front, dans la Croix-Rouge. Ils ne pouvaient entrer dans l'armée active que comme simples soldats.

(2) Rue le long de laquelle s'étend l'Arsenal, en angle avec la Perspective Litiény.

« Longtemps on attendit : les révolutionnaires ne vinrent pas. Vers minuit, je me hasardai au dehors. Les abords immédiats de l'hôtel me parurent libres. Je gagnai les quais. J'y étais seul. Cependant une fusillade, venue de loin, les prenait par momens en enfilade. Je marchais en rasant les murs. Tout à coup, une femme et un enfant débouchent d'une rue. Ils n'avaient pas fait trois pas sur le quai qu'un coup de feu les abattit. L'enfant tomba, les bras écartés comme un oiseau qui choit, les ailes ouvertes.

« Sur la rive droite de la Néva, une foule énorme grouillait autour de la forteresse que les révolutionnaires assiégeaient et jusque sur la glace du fleuve où l'on avait amené les canons. Je devais traverser les ponts pour rentrer chez moi. Je m'y dirigeai sous les balles. Par miracle, aucune ne m'atteignit. J'arrivai à mon domicile vers deux heures du matin. Soixante-treize officiers avaient été tués à Pétrograd ce jour-là. »

C'est le lendemain, 28 février, à huit heures, que l'hôtel Astoria fut attaqué... et pris. Qu'on imagine ce réveil épouvanté après une nuit d'angoisse ! Le malheureux général de cavalerie qui avait ordonné la résistance fut tué à coups de baïonnettes et de crosses de fusils. On pillait les caves, on s'enivra ; trois cents officiers furent emmenés comme prisonniers à la Douma et les voyageurs durent chercher un asile dans une ville déjà bondée et où, en ces jours d'épouvante, les portes ne s'ouvrent qu'avec terreur aux inconnus, aux étrangers ou aux suspects... L'ambassade d'Italie en abrita quelques-uns.

La nuit est venue. On n'a pas éclairé les rues. La neige tombe. La foule, peu à peu, s'écoule. Les ivrognes cuvent leur boisson. Il y a comme un commencement d'apaisement dans l'air. Serait-ce déjà la détente ? On entend encore quelques coups de feu dans la nuit... Un grand voile de neige sous lequel s'agitent vaguement des ombres s'étend peu à peu sur la cité...

Mercredi 29.

Nous nous réveillons dans de la blancheur immaculée. Une molle fourrure, de douze à quinze centimètres d'épaisseur, capitonne toutes les fenêtres. Les pas sont plus silencieux et les appels plus discrets. Un froid très vif a succédé à la neige nocturne. On s'en aperçoit à l'engoncement des gens qui pas-

sent. Les cols de fourrure sont remontés jusqu'aux oreilles, la respiration pend en glaçons sur les barbes, les moufles emprisonnent les mains. Cela nous fait espérer plus de tranquillité pour aujourd'hui. Des soldats passent, transportant de grands sacs de pain sur l'épaule. Et voici qu'arrivent les traîneaux qui vont emporter la neige déjà amoncelée en trapèzes le long des trottoirs par une équipe de travailleurs matineux. La rue reprend un peu de son aspect coutumier. De grandes affiches blanches tachent les murs. Guiorgni, qui est allé ce matin à la recherche d'un peu de lait, nous apprend qu'il s'agit d'un appel du gouvernement, invitant les « citoyens » à l'ordre, au calme, au respect des personnes et des propriétés. C'est la première fois que le mot de « citoyen » paraît sur les murs d'une ville russe !

Nous partons pour la Douma : une dizaine de verstes, aller et retour, à faire à pied, faute de moyens de locomotion.

La ville n'est pas aussi calme qu'elle le paraissait de notre fenêtre au petit matin. De menaçans autos la parcourent encore. Des fusillades crépitent au fond des rues que nous évitons soigneusement. La recherche des policiers continue dans les greniers, dans les cours et jusque dans les appartemens privés. Tout à coup, sinistre rencontre : un traîneau plat sur lequel a été jeté un corps nu, recouvert d'un drap blanc. Les jambes dépassent un peu et les pieds nus traînent sur la neige. Un renflement du drap sur la poitrine permet de supposer qu'il y a la-dessous une tête coupée. Des taches de sang maculent la misérable enveloppe. C'est, sans doute, la dépouille de quelque policier que l'on emporte vers je ne sais quel dépôt funèbre...

A certains carrefours où des combats plus acharnés se livrèrent, les murs sont criblés de traces de balles ; une fermeture en planches hâtivement posée remplace les glaces brisées des devantures ; les vitres, étoilées par le passage d'un projectile, sont consolidées tant bien que mal, avec des ronds en papier. Pas un vitrier ne consentirait à les remplacer aujourd'hui, et qui sait si l'on n'achèvera pas de les briser demain ?

Près de la caserne de la Baltique nous avons trouvé de larges traînées de sang.

Le nombre des soldats, l'affluence du peuple augmentent, à mesure que nous approchons de la Douma. Autour du Palais, ce n'est plus une cohue, c'est une multitude : têtes de Christ à

barbes blondes ou rousses des *moujiks*, figures rasées des soldats, crasseuses touloupes de peau, pelisses de fourrures, bonnets à longs poils, ou casquettes d'étudiants, tout cela ondule, boule ou tangué, comme une mer ! Le jardin est envahi, on piétine dans la neige durcie et salie ; les propos les plus divers se croisent ; un soldat crie : « A bas Nicolas II ! Vive la République ! Qu'on nous donne un autre empereur !... »

Alexandre Féodorovitch Kérénsky est l'homme du jour. Il appartient au parti des *troudoviki* (travaillistes) dont il est le chef incontesté. C'est un homme jeune, svelte. Sa figure rasée lui donne un air vaguement américain. Orateur éloquent, il est en outre doué d'une grande activité et d'une étonnante puissance de travail. Mais il a beaucoup abusé de ses forces et le surmenage auquel il s'est contraint a déjà mis une fois sa vie en péril. L'année dernière, après une opération suivie d'un assez long repos en Finlande, les médecins s'accordèrent à lui recommander les plus grands ménagemens. La propagation de ses idées socialistes et ce qu'il considérait comme le seul moyen de sauver son pays, la révolution, lui ont fait négliger de si précieux avis. Depuis le 23 février, il passe une partie de ses jours et de ses nuits à la Douma, le reste du temps à haranguer le peuple. Il a en l'autre jour, à la Douma, un long évanouissement causé par la faiblesse et l'insomnie. Chose extraordinaire : tous les libéraux de Pétrograd, à quelque nuance qu'ils appartiennent, ont mis aujourd'hui leur confiance en lui : les uns parce qu'il est un merveilleux entraîneur d'hommes, les autres parce qu'ils ont foi en sa sagesse et en sa modération. Il sait, au moyen d'habiles concessions, céder aux nécessités du moment, sans transiger avec ses principes. Il est à la fois un grand socialiste et un patriote convaincu.

Je vis pour la première fois M. Kérénsky, il y a vingt mois, lors de mon arrivée en Russie. On était à la veille de la convocation de la Douma (12 juillet 1915). La trahison du ministre de la Guerre, général Soukhomlinoff, venait d'être démasquée ; l'armée russe, sans cartouches, sans obus, exécutait sur le Sann une héroïque mais sanglante retraite. J'allai demander son avis au grand leader socialiste. Il répondit lui-même à mon coup de sonnette et m'introduisit dans son vaste cabinet de travail, meublé de fauteuils à haut dossier de cuir. Je trouvai un homme offrant cette apparente contradiction : une âme bouillante et

tumultueuse, sous un aspect un peu froid. Il ne me cacha pas le fond de sa pensée en ce qui concernait la guerre.

— Le peuple russe, me dit-il, est fatigué de mourir pour un gouvernement qui ne fait rien pour lui. Il a conscience de l'insuffisance de préparation militaire. Jusqu'à présent, on n'a *rien* fait, ou on n'a fait *rien...* que des promesses. A moins que la Douma ne mette ordre à cet état de choses, les Allemands seront victorieux, car si la Russie n'est pas à bout d'hommes, elle est à bout de forces...

Puis, après un instant de grave silence :

— Rappelez-vous ce que je vous dis aujourd'hui : la Russie marche vers la défaite ou vers la Révolution. Nous n'ignorons pas combien une révolution serait dangereuse en temps de guerre. Cependant cela seul peut nous sauver!

Tragique duel qui, de la trahison de Soukhomlinoff au 23 février 1917, fut celui de tant d'âmes russes!

Je pensais à ces paroles prophétiques en pénétrant dans l'immense vestibule de la Douma. J'y rencontrai le docteur Séguel, de la Croix-Rouge russe. Il me mit au courant des événements qui s'étaient déroulés dans l'enceinte du palais.

Hier mardi, 28 mars, à dix heures du soir, le président du Conseil, Protopopoff, s'est présenté à la Douma. Il était pâle; sa lèvre pendait. Ses épaules, subitement voûtées, témoignaient d'un immense accablement. Il semblait porter sur lui le lourd fardeau de ses fautes. Il accosta un milicien.

— Je suis Protopopoff. En citoyen fidèle à sa patrie, je viens me présenter au gouvernement provisoire. Conduisez-moi.

Kérensky prévenu arriva et, au nom du gouvernement, arrêta l'ancien président du Conseil. Puis il le fit entrer dans le cabinet des ministres. Sur le seuil, Protopopoff dit quelques mots à l'oreille du leader socialiste, qui renvoya aussitôt les soldats de garde. Les deux hommes eurent ensuite une longue conversation dont rien n'a transpiré jusqu'ici.

Le nouveau Cabinet est constitué. Les membres du gouvernement provisoire se sont mis d'accord sur les noms à cinq heures du matin; mais ce n'est que vers midi que le bureau de la presse en a donné communication.

Presque tous les grands corps de l'État sont venus ou viennent apporter leur adhésion à la Douma. Le grand-duc Cyrille Vladimirovitch s'est présenté le premier, comme commandant

en chef des équipages de la Garde marine. Puis vinrent le corps des Cadets, le corps des Pages, l'École de cavalerie... L'Escorte impériale, composée de Cosaques, est arrivée hier de Tsarskoïé-Sélo, accompagnée d'une partie de ses officiers. C'était une troupe d'élite et dont on croyait la fidélité inébranlable. Elle a fait sensation à la Douma. La cause du Tsar est perdue ; tout le monde l'abandonne peu à peu !...

Les arrestations ont commencé. Le vieux Gorémykine est amené à la Douma sur un camion automobile. Il paraît plongé dans la stupéfaction et l'hébétude. C'est, malgré tout, un spectacle lamentable. Ses longs favoris blancs volent au vent et, à chaque cahot, sa tête branle comme un battant de cloche. Dabravolsky, ancien ministre de la Justice, Chiglavitoff, président du Conseil d'Empire ; Rein, ministre de la Santé publique, tant d'autres encore ont été arrêtés. Le plus haï, Soukhomlinoff, arrive au milieu des huées de la multitude qui le reconnaît. Le bruit court que les anciens ministres ont été arrêtés à l'Amirauté, sauf l'amiral Grégorovitch qui n'a pas quitté son appartement.

M. Milioukoff, leader du parti Cadet (constitutionnel-démocrate), monté sur une chaise, a prononcé, dans la salle Catherine, un magnifique discours, plein de modération.

Les troupes d'Orianenbaum, de Tsarskoïé-Sélo se sont jointes aux troupes révolutionnaires. Tsarskoïé-Sélo est livré à des bandes de pillards. Le terreur y règne. Le gouverneur de la ville a demandé des troupes à la Douma pour protéger le palais et les habitans.

Le tsésarévitch, — grand-duc Alexis, — est alité. Sa température est de 39°. Il a la rougeole, mais d'une espèce maligne, et son état est très grave. D'après les bruits qui courent aujourd'hui, l'Impératrice aurait écrit à M. Rodzianko en lui demandant de la recueillir au Palais de Tauride avec ses enfans.

M. Rodzianko s'est adressé à tous les commandans de corps d'armée pour leur annoncer le changement de gouvernement et les prier de haranguer leurs troupes.

M. Karaouloff, membre du gouvernement provisoire, a fait publier qu' « il est défendu à qui que ce soit d'arrêter, de perquisitionner ou de réquisitionner sans mandat. »

Nouvelle émotion : deux marins se sont présentés chez mon

amic, revolver au poing, pour demander les armes. Il n'y avait dans la maison qu'un revolver qu'on leur a donné. Nous étions si troublées par cette perquisition inattendue que nous n'avons pas eu la présence d'esprit de demander aux marins de nous montrer leur ordre de perquisition estampillé du cachet de la Douma. Peut-être, après tout, cela est-il mieux ainsi!...

Jeudi 30.

Les arrestations continuent. Les membres des trois Cabinets qui se sont succédé depuis la guerre seraient déjà sous les verrous. Les prisonniers sont d'abord conduits à la Douma et mis en présence d'une autorité qualifiée pour établir leur identité. Toutes les formalités remplies, on les transfère à la forteresse Pierre-et-Paul que le peuple a vidée de ses détenus politiques, — et même de 300 espions allemands qui y étaient enfermés!... Comme les prisons incendiées ont été aussi débarassées à la hâte et sans discernement, 5 000 prisonniers de droit commun : voleurs, assassins et autre graine de bandits sont lâchés à travers les rues de Pétrograd!...

La police ayant été anéantie ou contrainte de se terrer, les étudiants ont pris l'initiative de créer une milice communale pour le rétablissement de l'ordre. Un de ces jeunes gens vient de me raconter que déjà 40 prisonniers, libérés lundi, sont venus à la milice demander qu'on les réintègre en prison. Ils ne savent où coucher et n'ont rien mangé depuis trois jours.

La Douma délivre aux officiers des permis de circulation, afin de les mettre à l'abri des tentatives criminelles dirigées contre eux pendant ces derniers jours.

Les pires nouvelles arrivent de Cronstadt. Les matelots révoltés y ont fait un effroyable massacre d'officiers... Les mêmes épouvantables faits se seraient produits à Réval et à Helsingfors. Explosion de vengeance, expliquent les révolutionnaires, contre une impitoyable discipline et contre ceux qui l'appliquaient en l'aggravant... S'il est vrai que parmi les officiers quelques-uns furent durs et hautains envers leurs hommes, cela excuse-t-il la justice expéditive et sommaire des matelots?

L'Impératrice, consignée au Palais Alexandre à Tsarskoïé-Sélo y est gardée par deux députés de la Douma. Trois des jeunes grandes-duchesses ont pris la rougeole. L'état du tsésarévitch a empiré. On redoute un dénouement fatal.

La déchéance de l'Empereur est décidée. Comme il revenait à Tsarskoïé-Sélo, son train a été arrêté à Bologoïé et on l'a contraint de changer de route. L'Empereur a demandé à se rendre à Pskoff auprès du général Rouzsky. La Douma exige l'abdication de Nicolas II en faveur du grand-duc Alexis, avec la régence de son oncle, le grand-duc Michel Alexandrowitch, frère du Tsar. Une Assemblée nationale constituante, formée de délégués de toutes les provinces de l'Empire et convoquée, selon toute prévision, après la guerre, élaborerait la nouvelle constitution.

De graves dissentimens commencent à s'élever entre le parti modéré de Rodzianko et le groupe des travaillistes, qui a l'armée derrière lui et a pris le nom de *Conseil des députés, des ouvriers et des soldats*. Ce conseil a enjoint aux soldats de n'obéir aux officiers qu'à condition que leurs ordres ne soient pas en contradiction avec les siens. On assure que c'est à la suite de l'ordre n° 1 publié par le Conseil qu'ont eu lieu les massacres d'officiers. L'ordre n° 2 invitant le peuple à la modération est malheureusement arrivé trop tard. Il vient aussi d'élaborer le nouveau *modus vivendi* des troupes de Pétrograd, qui s'étendra bientôt à toute la Russie : « Tous les soldats sont libres après les exercices et égaux à tous les citoyens. Le tutoiement des officiers aux soldats est supprimé, ainsi que les titres donnés par les soldats à leurs officiers. Les soldats sont autorisés à fumer dans la rue. Le salut militaire n'est pas de rigueur. »

Déjà il arrive que les ordres du parti Rodzianko et du groupe socialiste soient contradictoires, par exemple en ce qui concerne la paix et la forme du gouvernement. La Révolution, commencée en haine du parti germanophile, menace de devenir sous la pression socialiste un acheminement vers une paix immédiate et forcément au profit de l'Allemagne. Le peuple russe n'acceptera jamais cette humiliation. De même le « Conseil des députés, des ouvriers et des soldats » veut une république sociale à laquelle la Russie n'est pas préparée. Heureusement, le parti travailliste a pour leader Kérensky et le parti socialiste Tschkheidzé, qui sont l'un et l'autre des hommes de bon sens et de réflexion. Ils se sont attachés à trouver un errain d'entente. Finalement, le groupe travailliste a consenti à publier une déclaration constatant que « ce n'est pas le moment de se lancer dans des querelles de partis, mais qu'il faut mar-

cher épaule contre épaule. » Comme conséquence M. Kérensky a reçu le portefeuille de la Justice et a été reçu à la Douma avec des acclamations.

On annonce que MM. Choulguine et Goutchkoff seront chargés d'aller à Pskoff demander à l'Empereur de signer l'acte d'abdication.

Vendredi 1^{er} mars.

La neige tombe de nouveau, apaisante. La rue est calme; les laitiers passent, tirant après eux les traîneaux chargés de grands pots de lait. Des soldats convoient du pain et de la farine vers les postes de ravitaillement. Les ménagères passent avec leur cabas au bras. Les boutiques sont ouvertes; la poste fonctionne; les journaux anciens vont reparaitre. Soldats et marins réintègrent leurs casernes. Des patrouilles de miliciens parcourent la ville et rétablissent l'ordre. Les *iscostchiks* sortent un à un, timidement. Le travail des usines recommence demain. Dans la cour de la caserne des Équipages de la Baltique, la musique joue *la Marseillaise* que les soldats et le peuple soulignent de leurs applaudissemens.

Est-ce la fin? Cette foule, hier encore hurlante, sera-t-elle assez sage pour se contenter de l'abdication de l'Empereur? Si oui, la Russie peut espérer en l'avenir. Une ère de travail et de liberté s'ouvre pour elle. Mais si la discipline perdue ne se retrouve pas, si la force de production n'est pas doublée par la bonne volonté des travailleurs, si un patriotisme éclairé ne se manifeste dans toutes les âmes, c'est la défaite sur les champs de bataille, la patrie envahie, la liberté compromise dès sa naissance: c'est la Russie livrée pour des années au désordre, aux dissensions intestines et, peut-être, à toutes les horreurs de la réaction.

MARYLIE MARKOVITCH,

REVUE DRAMATIQUE

COMÉDIE-FRANÇAISE. — *Les Noces d'argent*, comédie en quatre actes de M. Paul Géraldy. — THÉÂTRE-ANTOINE, — Société Shakspeare. Représentations du *Marchand de Venise*.

La Comédie-Française s'est trompée. J'aime trop cette grande maison, et j'ai trop largement rendu hommage à la dignité de l'attitude qu'elle observe en ces temps difficiles, pour hésiter à le lui dire. Elle a commis une faute de goût, en représentant une pièce qui n'aurait pas dû être jouée pendant la guerre. Depuis que la victoire de la Marne lui avait permis de rouvrir ses portes, elle s'était bornée à donner des représentations classiques et des reprises de pièces appartenant à son répertoire ou empruntées à d'autres scènes. Pour la première fois, elle vient de monter un ouvrage nouveau et elle a entouré cet événement de toute la solennité d'antan. Or la pièce de M. Géraldy, *les Noces d'argent*, appartient éminemment à un genre dont il est à souhaiter que la guerre nous ait à jamais débarrassés. Elle a été écrite avant la guerre, et il est donc inévitable qu'elle reflète l'état d'esprit qui régnait avant la guerre ; mais justement la guerre nous a rendu intolérable ce que nous supportions alors. Elle a été reçue avant la guerre, c'est entendu ; mais la guerre a mis un abîme entre hier et aujourd'hui. La Comédie-Française n'a pas pensé qu'il y eût lieu de tenir compte d'un « fait nouveau » de cette importance. C'est ce que je lui reproche.

Aux années d'aimable insouciance qui ont précédé la terrible réalité d'août 1914, il est vraisemblable que nous aurions accueilli la comédie de M. Géraldy avec une indulgence amusée, comme l'œuvre d'un jeune homme bien doué pour le théâtre et dont le tort était seulement de suivre les courans de la mode avec trop de docilité. « Encore une

pièce pour nous dénigrer nous-mêmes, aurions-nous dit, et découpée dans le tableau de notre décadence. Mais puisqu'on n'en fait pas d'autres! Il paraît qu'une pièce, où l'on ne nous représenterait pas, nous tous tant que nous sommes, sous les espèces du ridicule ou de l'odieux, n'aurait aucune chance d'être représentée sur une scène française : ce dont meurt notre pays, c'est de cela que vit notre théâtre. C'est ainsi. » Peut-être, en écoutant *les Noces d'argent*, aurions-nous regretté qu'on tint si longtemps notre attention fixée sur de si pauvres choses et si parfaitement dénuées d'intérêt. Car enfin qu'un gamin qui s'émancipe trompe une femme du monde avec une actrice, ou qu'il trompe une actrice avec une femme du monde, qu'est-ce que cela peut bien nous faire? Peut-être aurions-nous supputé que la liste était déjà longue des comédies rosses, et que le besoin ne se faisait pas sentir de l'allonger encore. Et peut-être aurions-nous fait cette remarque qu'un parti pris de pessimisme n'est pas du tout une garantie de justesse dans l'observation et qu'une pièce peut être amère sans être vraie... Je dis « peut être. » car nous en étions venus à tout accepter. En vertu d'une convention tacite passée avec les auteurs, les entrepreneurs de spectacle et le public lui-même, il était entendu que le rôle de la critique devait se borner à enregistrer le succès des pièces, le principe étant posé une fois pour toutes que toute pièce nouvelle ne pouvait être qu'un nouveau succès. Nous n'aurions d'ailleurs pas manqué de louer l'auteur, comme nous le faisons encore, pour sa dextérité qui est réelle, pour les qualités de son dialogue qui est vif et net, semé de formules ingénieuses et de traits qui passent la rampe. Après quoi, la conscience en repos, nous serions retournés à nos affaires, c'est à savoir : bœuf devant les ballets russes ou pâlir sur la question des origines du tango...

Mais, depuis lors, un coup de tonnerre a éclaté, qui nous a réveillés de notre torpeur. Nous avons eu la brusque révélation que nous nous étions trompés sur beaucoup de points et d'abord dans le jugement que nous portions sur nous-mêmes. L'optique s'est trouvée changée, l'ordre des valeurs a été bouleversé. Et tant de choses se sont passées, si effroyables, si magnifiques! Nous vivons dans une telle atmosphère de deuil, d'abnégation, de volonté énergique! Quand des propos de 1914, — comme ces paroles gelées qui fondent au dégel, — viennent à retentir dans cette atmosphère pour laquelle ils n'étaient point faits, ils y sonnent étrangement et, pour tout dire, ils y détonnent péniblement.

Arrivons à l'analyse de la pièce. Nous sommes... Mais au fait où

sommes-nous, chez qui, dans quel milieu? L'auteur a évité de nous renseigner sur ce point, ou plutôt il a eu soin de le laisser dans le vague. Il n'a particularisé ce milieu par aucun trait et n'a aucunement cherché à nous suggérer que ce fût un coin de la société où les rapports entre les parens et les enfans sont un peu exceptionnels. Tout au contraire. C'est ici un intérieur pareil à beaucoup d'autres, où tout se passe comme partout ailleurs, et selon l'usage. A en juger par leur train de vie, les Hamelin ont une large aisance, plutôt qu'ils ne sont riches. Ils travaillent. A quoi? peu importe. M. Hamelin est peut-être avocat ou peut-être ingénieur. Son gendre a des affaires, va à un bureau. Le fils est censé faire son droit. Donc nous ne sommes pas chez des oisifs pervertis par le luxe et abêtis par leur inutilité. Et pas davantage parmi des exotiques ou des déracinés chez qui les principes vacillent et la conscience s'est obscurcie. Non. Nous avons sous les yeux un spécimen d'excellente bourgeoisie moyenne, à l'existence cossue, aux habitudes réglées, aux relations choisies : bref, un type de la meilleure famille française.

Les Hamelin marient leur fille. C'est la réception après l'église. Tandis que leur appartement est en proie aux invités, ils ont réservé une pièce où les personnes de la famille peuvent respirer un instant et reprendre haleine avant de se replonger dans le brouhaha. Le fils de la maison, Max, vient s'y reposer de ses fatigues de garçon d'honneur. Ainsi nous allons faire connaissance avec cet intéressant jeune homme. Il vient d'avoir vingt ans, ou il va les avoir. A cet âge-là, on a le cœur sur les lèvres et on est amoureux de toutes les femmes. Max n'y manque pas, et nous ne songeons guère à lui en vouloir. Il vient de faire un doigt de cour à sa demoiselle d'honneur. Il fera tout à l'heure exactement les mêmes complimens et les mêmes confidences, avec la même gaucherie entreprenante et la même ardente timidité, à sa marraine. Cette marraine n'est une marraine ni au sens littéral du mot, ni au sens figuré d'aujourd'hui qu'il n'avait pas encore. C'est une jeune veuve, Éveline, intime dans la maison, et à qui les enfans ont donné ce surnom d'amitié. La musique, les fleurs, le champagne ont légèrement grisé cette jeune marraine, et cette griserie la prépare à sympathiser avec l'émoi de son filleul. Il y a de l'amour dans l'air... Cependant les nouveaux mariés, Suzanne et Henri, qui partent pour la terre classique du voyage de noces, prennent congé de leurs parens. M. Hamelin se répand tout particulièrement en recommandations sur les visites aux Musées. Ce déballage artistique dissimule mal l'émotion qui l'étreint. C'est lui

surtout qui souffre du départ de sa fille, car il est le père, et ce sera surtout la mère qui souffrira de l'éloignement de son fils. Ainsi va la vie... Premier acte un peu vide, un peu long, mais brillant, agréable et léger.

Deuxième acte. Les deux Hamelin, père et mère, achèvent en tête à tête un déjeuner lugubre. Suzanne est en voyage. Max, lui, n'est pas en voyage, mais ses parens ne le voient pas beaucoup plus pour cela. Levé tard, aussitôt sorti, il se dispense de rentrer pour les repas, sans même prendre la peine de prévenir. D'ailleurs, à ses rares momens de présence réelle, il est absent en esprit, distrait, n'ouvrant plus la bouche que pour quelques monosyllabes évasifs. Il est devenu morose et dur, lui jadis si gentil et si gai ! Nous ne tarderons pas à avoir l'explication de cette métamorphose. « Marraine » est en visite chez les Hamelin, et M^{me} Hamelin, qui ne se méfie pas, s'ouvre à elle des inquiétudes que lui donne ce méchant Max. Éveline ne fait qu'en rire. A cet instant précis, arrive à l'adresse de Max une lettre, que tout dénonce pour être une lettre de femme. Marraine, avec une décision que la qualité de marraine *in partibus* ne suffit certes pas à justifier, décachette la lettre et la lit avec une stupeur bientôt suivie d'une explosion de colère, à laquelle il est impossible de se méprendre. C'est ainsi que M^{me} Hamelin apprend tout à la fois que son fils est l'amant de Marraine, et qu'il trompe Marraine avec une actrice. Déjà ! Comme dira M. Hamelin, le petit gars ne perd pas son temps. Il a fait ces choses et il n'a pas vingt ans !

La scène qui suit, entre les deux femmes, je veux dire entre M^{me} Hamelin et Marraine, est des plus désobligeantes. Que M^{me} Hamelin reproche à son amie de lui avoir pris son fils et la chasse de la maison, rien de mieux : c'est la révolte de la mère et de l'honnête femme. Mais dans cette trop naturelle indignation Marraine ne veut voir que de la jalousie. C'est sur ce thème que la dispute s'engage. Et le débat qui se prolonge, mettant sur la même ligne la mère et la maîtresse, est atroce... Maintenant que les voilà renseignés sur les exploits de leur progéniture, que vont faire les parens ? Quelle attitude auront-ils vis-à-vis d'un poulain si bien parti ? Ne comptons pas sur le père. En apprenant que son fils a une liaison avec Marraine, son premier mouvement a été pour approuver : « C'est une sécurité. » Car il est convenu, dans un certain genre de romans et de pièces de théâtre, que tel est le rêve de toute famille bourgeoise : il est entendu que le souhait le plus vif d'un père avisé et d'une mère prudente, est que leur fils ait avec une femme du monde une liaison de tout repos :

ainsi leur héritier se distrait, sans aucun des inconvéniens que présentent des liaisons moins régulières, et jeunesse se passe en attendant que sonne l'heure du mariage riche. On n'ôtera pas de l'esprit de nos vertueux censeurs de théâtre que tel est le fond de la moralité bourgeoise. M. Hamelin est un père selon cette formule.

Reste la mère. Elle va parler à ce fils dévoyé le langage d'une mère. Elle, l'a fait appeler, elle le fait comparaître. Écoutons-la. Max arrive en tenue de soirée, car il dine dehors et, prévoyant que la petite fête pourra se prolonger, il a soin de prendre la clé de la porte, afin de ne réveiller personne par sa rentrée nocturne ou matinale. Cette utile précaution suggère à M^{me} Hamelin qu'un si grand garçon doit avoir sa clé et elle autorise Max à s'en faire faire une... Et c'est tout... Ainsi finit ce terrible entretien. Nous nous attendions à des remontrances. Nous attendions un de ces morceaux où il est d'usage, depuis l'antiquité, que la comédie élève la voix. C'était précisément quand il s'agissait de morigéner de jeunes écervelés que les anciens admettaient et même conseillaient ce changement de ton. Corneille dans *le Menteur* et Molière dans *Don Juan* ont suivi ce conseil et l'ont autorisé de leur exemple. Ils le jugeaient conforme à la nature des choses et à la logique de la situation. Nous avons changé tout cela, et on le voit bien au parti où se résout M^{me} Hamelin. Quelle brusque révolution s'est donc faite dans son esprit? A-t-elle eu la sensation qu'au lieu de ramener son fils elle ne ferait que l'irriter, et qu'elle y perdrait le peu d'affection qui peut-être lui reste dans un coin de ce cœur jadis tout à elle? Le fait est qu'elle ne souffle mot. Au lieu d'une mercuriale emportée, sévère, violente, rien que le silence et une sorte de demi-complicité. Telles sont les ironies auxquelles se complait un art soucieux avant tout d'éviter le banal, le banal fût-il le vrai, et tel est le fin du fin dans la comédie pessimiste... Et M. Hamelin, dans tout cela, à quoi pense-t-il? Voilà quarante-huit heures que le pauvre homme n'a reçu de nouvelles du jeune ménage. Il en sèche de chagrin, il en est au dépérissement. C'est un de ces pères qui n'auraient pas dû marier leur fille : ils ne peuvent supporter qu'elle soit heureuse en ménage. Quand je dis : « un de ces pères, » je ne sais si vous en connaissez; pour ma part, je n'en ai jamais rencontré ni plusieurs, ni un seul.

Au troisième acte, deux scènes essentielles, dont l'une est destinée à montrer ce que des parens ont désormais à attendre de leur fille, quand ils ont eu l'imprudence de la laisser partir, un beau jour, avec un monsieur, sous le prétexte que ce monsieur est son mari. Suzanne

revient de son voyage de noces, de ce voyage où elle a eu le tort impardonnable de ne correspondre avec ses parens que par cartes postales. Combien différente de notre petite Suzanne d'autrefois ! Elle est dans la maison où elle a toujours vécu, et on dirait d'une étrangère. Elle chuchote à voix basse avec son mari, ce qui, en effet, n'est guère bien élevé. Et ayant avisé, dans la salle à manger de ses parens, un bahut qui ferait joliment bien dans la sienne, elle se le fait offrir. Ainsi elle dépouille ses vieux parens... Est-ce que cela ne vous fait pas frémir ? — L'autre scène est plus forte, va plus loin, et ne nous donne aucune envie de sourire. C'est la scène décisive entre la mère et le fils. Cette scène qui s'imposait, et qui nous a échappé à l'acte précédent, la voici venir. Devant ce fils qui s'enfonce dans sa dureté, dans son impertinence, dans son hostilité à l'égard des siens, la pauvre femme n'en est plus aux reproches. Elle essaie de le reconquérir par la tendresse et fait appel à sa confiance. Elle le devine triste : qu'il lui dise son chagrin, comme autrefois ! Et l'affreux petit bonhomme étale en effet le fond de son âme, de sa vilaine âme, une âme de nocœur, mais surtout de si parfait crétin ! Il a pour maîtresse une vague théâtreuse, personne d'excellente famille, cela va sans dire, qui ne vit pas avec ses parens, mais c'est qu'elle a besoin de calme pour travailler ses rôles. Elle seule « comprend » Max et elle n'aime que lui. Tout serait pour le mieux, n'était un affreux cabot qui donne des inquiétudes à cet amant délicat. Que faire ? Que résoudre ? L'intelligence surmenée de ce jeune idiot se consume dans cette recherche et sombre dans ce mystère... Cependant la malheureuse mère, qui s'est forcée à ce rôle de confidente, ne peut en soutenir jusqu'au bout la contrainte. Devant ce déballage de sottise et d'ignominie, — et c'est là son fils ! — elle ne peut retenir une exclamation de dégoût et réprimer un haut-le-cœur. Fureur du petit qui invective sa mère, lui reprochant de l'avoir attiré dans un piège, d'avoir crocheté son secret, et sort en faisant claquer les portes. Voilà. Ce n'est plus le nocœur, ce n'est plus le paresseux, le carottier, le débauché : c'est le mutle !

Nous ne le reverrons plus, et c'est tant mieux. L'auteur a pratiqué entre la répétition générale et la première, un changement des plus heureux et dont on ne peut que le féliciter. Dans la première version, Max, qui est au régiment, revenait un soir en permission et, pour ne pas rencontrer sa mère, devenue veuve et qu'il n'a pas vue depuis plusieurs jours, s'esquivait par l'escalier de service. Non, en vérité, c'était trop. Nous avons assez vu ce jeune drôle : enlevez-le !

Le dernier acte appartient à la nouvelle mariée. M. Hamelin est mort dans l'intervalle. Il n'était pas vieux ; il n'avait que quarante-neuf ans ; mais c'est un mauvais âge pour les pères : les pères meurent beaucoup à quarante-neuf ans. Il y a de cela six mois : alors, vous comprenez, Suzanne ne peut pas donner un grand dîner. Non. Un dîner intime, quatre couples seulement, élégant, brillant, mais intime, ainsi qu'il convient quand on vient de perdre son père il y a six mois. Nous apprenons, au gré du papotage de Suzanne avec une de ses invitées, qu'elle est très bien pour sa mère : elle va la voir, tous les jours, quand elle n'a pas d'empêchement, entre deux courses, entre deux visites, entre deux essayages, comme elle peut, si elle peut. Et voici, elle-même, la pauvre veuve. Il se trouve que ce soir est pour elle un triste anniversaire : ce sont ses noces d'argent. Alors la pensée lui est venue de se réfugier chez sa fille, de lui demander asile, pour ce soir-là, afin de ne pas rester sans protection contre la solitude et le chagrin. Et, bien sûr, sa fille ne la renvoie pas, sa fille ne la met pas à la porte, elle ne peut pas se plaindre d'avoir été mise à la porte par sa fille : c'est d'elle-même qu'elle s'en va, s'étant rendu compte que sa place n'est pas au milieu de cette jeunesse, et que sa robe de deuil jurerait dans ce décor de fête. A chacun ce qui lui revient. Elle est la mère : son lot est l'abandon... Ayez donc des enfans !

Tel est le bilan de cette bonne famille française. Le fils : un propre à rien et un fêtard. Il est cela et n'est que cela. Rien chez lui à quoi on puisse se raccrocher. Pas un sentiment avouable, pas un scrupule, pas un mouvement généreux, pas une cassure, pas une défaillance, pas un démenti. Il est complet en son genre, il est la perfection du type, il est plus beau que nature. La fille : l'ingratitude en robe de la bonne faiseuse. Elle sait que son père l'adore : quand elle évoquera les derniers momens de ce père et le dernier adieu si touchant qu'il a adressé aux siens, ce sera un soir de réception, entre deux ordres donnés à la cuisinière et sans soupçonner l'inconvenance d'une telle évocation dans un tel cadre. Elle sait ce que souffrent ses parens par l'inconduite de son frère : elle ne cherche ni à les consoler, ni, comme il arrive, à chapitrer le camarade de son enfance. Elle sait quel effondrement a été pour sa mère ce veuvage subit et prématuré : chaque visite qu'elle fait à l'abandonnée est une corvée, dont elle s'acquitte sans dissimuler que c'est pour elle une épouvantable corvée. Ainsi chez les deux enfans et sous deux formes différentes l'égoïsme, le même égoïsme, un égoïsme foncier, et tout n'est qu'égoïsme.

Chez les parens, faiblesse, indulgence excessive, complaisance coupable, manquement aux devoirs les plus élémentaires de l'éducateur. Max est dans sa vingtième année : ce n'est pas un âge où les habitudes soient prises irrémédiablement et où il n'y ait plus rien à tenter. Au début de la pièce, il en est à sa première frasque. Son père, en lui parlant avec fermeté et bonté, d'homme à homme, pourrait sans doute beaucoup pour le retenir sur la pente où il ne fait que s'engager. C'est souvent le salut, pour un enfant en passe de mal tourner, de sentir près de lui une poigne énergique. Mais l'énergie, c'est ce dont manque surtout M. Hamelin. Je le soupçonne de trembler devant son fils, et d'être empêché par une sorte de peur de lui dire les choses nécessaires. Au surplus, il ne pense qu'à sa fille, à cette fille aimée avec une tendresse vraiment ridicule et en quelque sorte malade. La sensibilité, sous cette forme et à ce degré, n'est plus qu'une absurde sensiblerie. M. Hamelin est le plus honnête homme de la terre, à cette nuance près qu'une telle débilité, chez un homme, le rend méprisable. Et la mère ? Croyez bien que je la plains de tout mon cœur. Elle n'a trouvé aucune aide chez son mari, à cette heure où l'éducation d'un fils devient difficile. Elle est seule à porter le poids d'une responsabilité qui ne devrait pas retomber sur elle. Sa tâche est lourde, trop lourde pour elle ; mais enfin elle est mère, que fait-elle pour s'acquitter de son devoir de mère ? Parler ferme à ce méchant gamin, elle y avait songé : elle y renonce. Le prendre par les sentimens, devenir sa camarade, entendre des choses qu'une mère ne doit pas entendre, c'est tout ce qu'elle a trouvée. Voilà de tristes éducateurs et des parens d'une bonté... à faire pitié.

Sécheresse de cœur chez les enfans, imbécillité chez les parens, l'une répond à l'autre. A gâter les enfans on en fait des enfans gâtés, et il est bien impossible qu'on en fasse autre chose. Est-ce là ce qu'a voulu montrer l'auteur ? Est-il l'austère moraliste qui prêche le retour à l'ancienne éducation ? Rien n'indique que tel ait été son dessein. Sa pièce se présente non pas du tout comme une pièce à thèse, mais comme une comédie d'observation. Il a voulu tout simplement ouvrir devant nous l'intérieur d'une famille française et nous inviter à regarder ce qui s'y passe. Il a peint nos mœurs, telles qu'il les a vues ou qu'il a cru les voir, et poussé cordialement la peinture au noir. C'est un genre de pièces que nous connaissons bien et dont on nous a régales à des centaines d'exemplaires : celui-là même sur lequel on a coutume de nous juger à l'étranger, et

sur la foi duquel des juges intéressés croyaient à notre décadence.

Or ce genre éperdument réaliste est éperdument faux. L'impression qui se dégage de ces pièces, calquées sur le réel, est au rebours de la réalité. Pourquoi? Parce que les traits qu'on y groupe peuvent avoir été, chacun en particulier, pris sur le vif, l'accumulation de tous ces traits isolément exacts fait du portrait une peinture de fantaisie, un fantôme à effrayer les gens. Et parce que toute étude qui ne nous est pas présentée expressément comme celle d'un cas d'exception, prend donc un caractère de généralité qui en fausse la portée. Il se peut qu'il y ait eu sur le pavé de Paris de petits dégénérés sans cervelle, sans cœur et sans mœurs, pareils à Max Hamelin. Il se peut qu'il y ait dans notre bourgeoisie des parens promus par leur tendresse maladroite au rang de ganaches. Il est absurde de peindre d'après eux notre jeunesse et notre famille française : il est arbitraire et injuste de nous présenter ceux-là seuls, sans aucune contre-partie : cela ne nous ressemble pas et ne nous a jamais ressemblé ; et l'événement l'a démontré avec abondance, et ce qui s'est passé en France depuis 1914 l'a prouvé avec éclat, et la preuve est faite, et tant pis pour ceux qui n'ont pas su comprendre, et tant pis pour ceux qui ne veulent pas avouer qu'ils s'étaient trompés.

Enfin et surtout, quand il serait vrai que les bonshommes des *Noces d'argent* aient jamais existé, le moment où nous sommes était mal choisi pour les exhumer d'un passé qui semble déjà si lointain. Non, en vérité, ce n'était pas le moment. Et on comprend trop pourquoi. J'admets que Max Hamelin ait été tel que son peintre nous le présente. Un garçon qui avait vingt ans en 1914, il n'y a pas de doute qu'il ne soit aujourd'hui à l'armée, à la tête d'une section ou d'une compagnie. Peut-être est-il engagé dans la grande offensive, et sa mère attend chaque matin avec anxiété la lettre qui lui dira que son fils est encore vivant. Ce n'est pas le moment de rappeler à cette mère les torts oubliés de ce fils pour qui elle tremble. On peut-être est-il tombé aux Éparges, au Bois le Prêtre, au bois de la Caillette, au ravin de la Mort. Hélas ! il n'y a que le choix. Il fallait le laisser dormir en paix.

L'interprétation est bonne. M^{lle} Dux a mis beaucoup d'émotion dans le rôle de la mère ainsi que M^{lle} Cerny dans le rôle de la maîtresse trahie. M^{lle} Valpreux (Suzanne) a de l'élégance et de la grâce, un peu trépidante. M. Bernard est excellent sous les traits du père bonasse, et M. René Rocher a gravé à la pointe sèche le portrait du fils au cœur sec et au monstrueux égoïsme.

Après la reprise de *la Mégère apprivoisée*, à la Comédie-Française, voici que la « Société Shakspeare, » pour le 301^e anniversaire du poète, vient de remettre à la scène *le Marchand de Venise*. Les quelques représentations du Théâtre-Antoine ont obtenu le plus vif succès. Acclamer le génie du grand Will, n'est-ce pas encore une façon de rendre hommage à nos alliés anglais ? Nous avons eu déjà une Société, organisée par mon pauvre camarade de collègue, Camille de Sainte-Croix, pour l'entretien du culte de Shakspeare en France. Elle avait fait de bonne besogne. Souhaitons à celle-ci d'avoir même bonne volonté et meilleure fortune.

La traduction de M. Lucien Népoty m'a paru habile et souple. Toutefois, il semble que le traducteur ait pris avec l'œuvre de Shakspeare des libertés un peu vives, notamment en faisant, au dernier acte, réapparaître Shylock qui vient lui-même, la mort dans l'âme, remettre à Jessica l'acte de donation qui lui transfère tous ses biens. Je ne suis pas sûr non plus que le Shylock de M. Gémier soit toujours celui de Shakspeare : il reste que sa création, très pittoresque et très personnelle, est d'un véritable artiste et lui fait honneur. Il a trouvé, dans la scène du jugement, des ricaneemens de joie sauvage d'un grand effet. M^{lle} Andree Mégard est spirituelle et gracieuse dans le rôle à transformations de Portia. Et M. Vallée fait montre d'une sobre et fine drôlerie dans le rôle du bouffon.

La mise en scène est fort curieuse. Un escalier qui aboutit à la rampe relie la scène à la salle et permet aux acteurs de faire leurs entrées par tous les côtés. Ils surgissent au milieu des spectateurs de l'orchestre, entre-croisent leurs répliques avant que d'être en scène. D'autres gradins, sur le plateau même, ont été très heureusement utilisés pour les groupemens de personnages. Citons entre autres la scène de l'enlèvement de Jessica, dans le va-et-vient et la rumeur joyeuse d'une troupe de bal masqué. Ce tableau très bien réglé laisse aux yeux l'impression d'une toile de maître, où la bigarrure des costumes sous la lueur vacillante des torches harmonise heureusement ses nuances aux tons chauds du ciel vénitien.

RENÉ DOUMIC.

REVUE SCIENTIFIQUE

L'AGRICULTURE ET LA RÉÉDUCATION DES BLESSÉS DE GUERRE.

Les questions dont je vais aujourd'hui entretenir mes lecteurs, la rééducation des blessés de guerre et la production agricole du pays, — problèmes en apparence disparates et que des circonstances récentes viennent de conjuguer de la façon la plus heureuse, — ces questions sont à l'heure présente d'un intérêt dont l'importance n'échappe à personne. A la dure leçon des faits, les milieux les plus dédaigneux naguère des contingences utilitaires et des questions économiques comprennent maintenant que les grandes nations ont besoin pour vivre de pain avant tout. L'éloquence elle-même, l'art, la poésie, les délicieux passe-temps de la métaphysique, la science pure cloîtrée dans sa tour d'ivoire, toutes ces fleurs charmantes de l'idéalisme ne peuvent s'épanouir librement que si l'arbre qui les porte plonge fortement dans le solide humus des réalités nourricières. L'expérience du passé montre que toujours les travaux délicats de l'esprit ont besoin, pour s'épanouir pleinement, de l'aisance des sociétés florissantes dans la liberté qu'elle seule apporte. Aujourd'hui tout le monde comprend chez nous que sinon la meilleure, du moins la plus essentielle façon de travailler pour l'idéal est d'abord de travailler pour le développement économique sans lequel il ne peut vivre, puisque nous ne sommes pas encore tout à fait des esprits purs. Personne ne doute plus maintenant chez nous de ces choses ; c'est un signe réconfortant.

*
* * *

Il y a un an, j'attirais ici même l'attention sur la nécessité de trouver des moyens énergiques et nouveaux pour mettre en valeur la

terre de France déjà trop délaissée avant la guerre et que celle-ci a, par la force des choses, fait négliger de plus en plus. Bien qu'il soit presque toujours inutile de jouer les Cassandre, je prévoyais alors et j'annonçais que de graves difficultés pourraient provenir de là avant la fin de la guerre et après celle-ci. Mais les considérations de ce genre ne faisaient même pas sourire alors, pour la bonne raison qu'on n'y prêtait même pas attention. Quant au déficit alimentaire et agricole du pays, eh bien! l'importation des pays étrangers était là pour y remédier, sans autre effort pour nous que l'abandon d'un peu d'or. C'est cette exportation de notre or, la crise du change, l'appauvrissement en boule de neige qui en devait résulter, c'est en un mot le côté purement financier de la question qui a d'abord un peu inquiété dans ce domaine notre administration. Les réalités de la guerre sous-marine que mènent sauvagement nos ennemis est venue, depuis peu, montrer que le problème est bien plus impérieux encore qu'on n'imaginait, car il ne touche plus seulement à des fictions financières et à des questions de crédit qu'on peut toujours résoudre, mais aux réalités les plus aiguës. Il ne s'agit plus seulement de savoir si les Alliés peuvent acheter et payer ailleurs le blé qui leur manque; il s'agit de savoir si ce blé acheté et payé peut arriver jusqu'à eux. Le développement de la guerre sous-marine y met pour le moins de sérieux obstacles.

Or, dans le moment même que nos transports par mer deviennent plus difficiles, les quantités que nous avons besoin d'importer augmentent. Le contre-blocus allemand a pour but de nous mettre dans la situation du personnage de la fable qui mourait de faim sur son tas d'or. Il n'en saurait être autrement parce qu'avec la prolongation de la guerre, le nombre des bras valides et des animaux de trait disponibles dans les campagnes diminue, quoi qu'on fasse, et aussi parce que les terres insuffisamment soignées s'étiolent et ont un rendement à l'hectare qui, lui aussi, diminue.

En fait (et sans parler des produits nécessaires à l'industrie et des objets fabriqués, ce qui nous entraînerait trop loin), tandis qu'en 1913 nous importions environ 29 millions de quintaux de céréales, grains et farines, en 1916 nous en importions 47 millions de quintaux. Cela nous coûtait 565 millions en 1913 et 1550 millions en 1916 (et, soit dit en passant, la comparaison de ces deux groupes de chiffres suffit à montrer combien le prix unitaire des céréales importées a augmenté dans ces trois années). Si au lieu des seules céréales nous considérons tout l'ensemble des produits alimentaires, nous voyons qu'en 1913

nous en avons importé pour 1 817 millions et pour 4 076 millions en 1916. Rien n'indique, — pour employer une expression chère aux mathématiciens, — un « point d'inflexion » prochain dans la marche ascendante de cette courbe. La décision récente de nos nouveaux alliés, les États-Unis, de nous consacrer de préférence et d'abord leurs exportations est évidemment un symptôme rassurant; mais si nous admettons qu'il suffise à mettre en balance les effets d'un développement encore plus grand de la piraterie sous-marine allemande, il n'en restera pas moins que notre facilité d'importer a diminué pendant que notre besoin d'importer augmente. Pour que cette situation n'aboutisse pas à une impasse, on a fini — on aurait pu commencer par là — par comprendre que le meilleur moyen est de développer notre propre production agricole. (Tout ceci d'ailleurs pourrait s'appliquer avec peu de changement aussi à notre industrie.)

Il y aurait théoriquement plusieurs manières d'augmenter la production de notre sol. La plus rationnelle serait d'améliorer son rendement moyen à l'hectare par des procédés scientifiques que j'ai indiqués naguère ici même, et basés sur un travail plus minutieux de la terre; la seconde serait de remplacer la main-d'œuvre humaine et animale de plus en plus rares, par les procédés mécaniques de la motoculture. Malheureusement, ces deux méthodes qui s'imposeront après la guerre ne sont pas applicables sous l'aiguillon des nécessités présentes : la première parce qu'elle exige une expérimentation scientifique de longue haleine et des perfectionnements dans l'enseignement agricole qui ne peuvent être l'œuvre de quelques semaines : la seconde parce que l'importation des appareils de motoculture est actuellement très difficile, et que leur fabrication sur notre territoire est actuellement presque impossible, toutes nos industries mécaniques et celles notamment de l'automobile étant réquisitionnées pour les besoins immédiats de l'armée.

Il ne reste donc qu'un remède, c'est de tâcher de récupérer tant bien que mal, périodiquement, les hommes nécessaires au travail de la terre. On sait quelles discussions passionnées ont eu lieu récemment sur ce sujet à propos des permissions agricoles à accorder aux classes anciennes de mobilisés, et comment une entente qui respecte tous les intérêts en cause, — et dont le plus immédiat est, il ne faut pas l'oublier, le maintien de l'effectif utile de nos armées, — a pu s'établir à cet égard entre le ministre de l'Agriculture et le commandement.

La main-d'œuvre étrangère et celle de nos colonies peuvent et

doivent également fournir un appoint important, si les ministres intéressés le veulent et savent imposer vite leur volonté, en balayant, au besoin, les barrages bureaucratiques et les réseaux barbelés des longues formalités réglementaires qui pourraient être placés en travers.

Une utilisation plus judicieuse de la main d'œuvre des prisonniers de guerre peut également apporter ici un contingent précieux. On a trop longtemps et trop souvent considéré que le travail des prisonniers était uniquement destiné à les occuper, sans se soucier de savoir si leur travail était utile ou non, et c'est ainsi qu'on ne les a pas, autant qu'il aurait fallu, consacrés à l'agriculture. Tout cela heureusement s'améliore peu à peu, et pour peu que la guerre dure encore cent ans, il n'est aucune partie de notre administration, si bien cachée soit-elle derrière ses toiles d'araignée, qui ne finisse par savoir qu'une nation qui combat pour sa vie a droit qu'on lui épargne des attentes trop longues sur la molesquine des antichambres.

Il est enfin une classe de travailleurs qui peuvent constituer un contingent précieux, ce sont les milliers de combattans qu'une blessure légère a arrachés pour un temps aux champs de bataille et qui peuvent dans les champs pacifiques retrouver leur santé affaiblie et l'usage intégral de leurs membres. Mais ce serait aborder par son tout petit côté l'importante question de la rééducation des blessés de guerre que de la juger d'abord du point de vue utilitaire de notre production agricole. Celui-ci ne doit être que secondaire, et il faut avant tout considérer la santé et l'avenir des glorieux meurtris de la guerre qui priment ici toute autre préoccupation. C'est cette face de la question que je voudrais envisager maintenant.

*
* *

C'est par centaines de mille... pour ne pas dire plus... que se comptent, dans chacune des grandes nations belligérantes, les blessés que le champ de bataille envoie sur les hôpitaux pour que ceux-ci en refassent, sinon de nouveau des combattans, du moins des hommes utiles à la société et qui ne lui soient point des poids morts. L'ordre de grandeur des chiffres précédens suffit à montrer quelle est l'importance pour le pays de la destinée faite aux blessés de la guerre.

On sait aujourd'hui — et dans presque toutes nos familles, hélas ! — que lorsqu'un blessé sort des mains du chirurgien avec ses plaies cicatrisées, il n'est pas encore pour cela véritablement guéri : les plaies fermées ont laissé après elles des muscles diminués ou disparus,

des articulations qui ne jouent plus ou qui jouent mal, des nerfs qui obéissent peu ou point, des os déformés, des cicatrices adhérentes, profondes ou superficielles. Toutes ces navrantes séquelles des blessures de guerre laissent le blessé plus ou moins impotent. Il a besoin, comme un tout petit enfant, de réapprendre peu à peu à se servir à nouveau de son corps ou de ses membres meurtris.

Cette « rééducation » des blessés, — je ne sais si le mot est très français mais la chose l'est assez pour que le mot lui-même ne tarde pas à entrer dans la langue, — cette remise en train de leur organisme qui a pour but de rétablir les fonctions diminuées et de suppléer à celles qui sont abolies, est en réalité la partie la plus importante de la guérison. C'est elle qui, d'un impotent qui fût sans cela devenu non seulement une inutilité mais une charge pour la nation, doit refaire soit un combattant pour le front, soit un travailleur productif pour l'arrière. Mais il ne s'agit point seulement ici de l'intérêt collectif; celui de l'homme qui a saigné pour la Patrie doit légitimement primer tous les autres.

Ce mutilé qui, abandonné à lui-même, fût tombé dans le découragement et dans une oisiveté néfaste pauvrement nourrie par une médiocre pension, en le guérissant lorsqu'on le peut de l'incapacité fonctionnelle de ses membres, on lui rend la dignité et la liberté, qui sont les deux ailes d'une belle vie et sans lesquelles il n'y a point de joie à respirer.

Si, hélas ! un certain nombre sont condamnés presque sans merci à l'impuissance, la plupart des blessés et même des grands blessés sont justiciables d'une rééducation.

Déjà avant la guerre, dans beaucoup de pays et notamment dans les pays scandinaves, il existait, il y a de longues années, des centres destinés, pour un but analogue, aux infirmes. La Russie fit ensuite des établissemens du même genre destinés aux mutilés de la guerre russo-japonaise. Il n'y avait qu'à s'inspirer de ces précédens; mais on a fait mieux encore.

Depuis de nombreux mois, dans presque tous les principaux hôpitaux de France ont été créés des centres de rééducation où on emploie surtout les diverses méthodes de la « physiothérapie. » Encore un mot nouveau et qui désigne une chose vieille comme l'humanité puisqu'il s'agit du traitement physique des patients. Ainsi, lorsqu'un contemporain d'Hippocrate massait un de ses cliens qui s'était d'aventure cassé un bras, il faisait, à l'instar de M. Jourdain, de la physiothérapie sans le savoir.

Comme chaque fois qu'on trouve un nouvel agent physique les médecins s'empressent de l'expérimenter sur leurs cliens, il s'ensuit qu'avec les nombreux phénomènes et rayonnemens physiques nouveaux qu'on a découverts depuis quelques années dans les laboratoires, la physiothérapie s'est notablement développée. Elle comprend aujourd'hui, outre le massage, la mécanothérapie, l'hydrothérapie, la thermothérapie, l'électrothérapie, la radiothérapie, la radiumthérapie, la kinésithérapie... j'en passe et des meilleures, et je m'excuse de devoir emprunter tous ces termes un peu moliéresques au jargon de la Faculté; mais nous n'en avons point d'autres, les poètes ayant bien à tort évité de traiter jusqu'ici ces sujets et de les doter de mots plus élégans.

Si on parcourt un centre de physiothérapie, celui de l'hôpital du Grand Palais par exemple, qui est un des plus ingénieusement installés et des plus complets, on est frappé par la variété des appareils qui y fonctionnent. Ici dans la salle de mécanothérapie s'alignent les engins les plus divers mus, les uns par un balancier, d'autres par une manivelle, d'autres encore par un moteur électrique. Ils sont construits pour faire exécuter *passivement* (je souligne à dessein) des mouvemens corrects aux articulations paresseuses. L'un élève le bras, un autre l'étend, un autre le fléchit: plus loin, des poignets sont mobilisés, des doigts fléchis, des genoux pliés par les machines que surveillent et règlent les médecins et infirmiers. Ailleurs des douches d'air chaud, des plaques chauffantes, des bains de lumière, ailleurs encore des machines à courans galvaniques et faradiques ou seulement statiques, des appareils de haute fréquence, des tables d'électro-diagnostic, triturent les corps des blessés suivant les rites de la thermothérapie, de la photothérapie ou de l'électrothérapie. Ailleurs les ampoules radiologiques tendent dans un clair, obscur leurs ventres verdâtres et phosphorescens gonflés de vide...

L'accumulation de tous ces engins bizarres donne un peu, et bien à tort, l'impression de je ne sais quelles chambres de tortures médiévales. Qui de nous n'y a vu, admiré... et peut-être plaint un peu, nos blessés tournant et s'agitant sur place parmi ces étranges instrumens, comme des écureuils dans leur cage grillagée, l'esprit et le corps tendus dans un fatigant effort?

Et pourtant ces installations ont rendu entre des mains habiles de signalés services: c'est par millions que se comptent les sommes économisées par elles: c'est par dizaine de milliers que se comptent les blessés impotens rendus ainsi capables de marcher et de travailler.

Mais... il y a plusieurs mais : tout d'abord il est incontestable que certaines des méthodes physiothérapiques, comme l'hydrothérapie ou l'électrothérapie, provoquent des réactions utiles que rien ne peut remplacer ; mais les autres, celles qui imposent au blessé une sorte de gymnastique artificielle, celles-là présentent des inconvéniens qui ont apparu à l'expérience.

Le premier est que dans la rééducation des blessés, le succès dépend, pour les trois quarts, de la volonté ou plutôt de la bonne volonté du patient. Celui qui subit son traitement avec passivité — et cela est surtout vrai dans les impotences fréquentes et longues, consécutives aux blessures des nerfs, — celui-là risque fort de s'éterniser dans une demi-impotence. Celui qui au contraire recherche avec joie toutes les occasions d'exercer ses forces renaissantes, d'assouplir ses membres malades, de faire des progrès, celui-là a pour lui de grandes chances de réussite.

Il faut que le patient fasse sans ennui, sinon avec plaisir et avec intérêt, ce qu'on lui demande et c'est par là surtout que pèchent les gymnastiques physiothérapiques en usage, qui semblent, à l'homme du peuple habitué à l'action en vue d'un résultat connu, inefficaces et engendrent chez lui l'ennui, la fatigue nerveuse, l'incompréhension.

En outre l'expérience a montré que, pour refaire des muscles, résorber des œdèmes, assouplir des cicatrices, refaire des surfaces articulaires, innerver un territoire, quelques mouvemens artificiels qui ne peuvent durer que peu de temps chaque jour, à cause de la tension qu'ils exigent, sont bien loin de valoir des mouvemens naturels exécutés durant une grande partie du jour et accomplis presque d'une façon réflexe, c'est-à-dire sans fatigue, parce qu'ils sont habituels.

Un praticien éminent et de grand bon sens, — le professeur Bergonié de l'Université de Bordeaux, l'inventeur de l'ingénieux électrovibreursi précieux pour les recherches des projectiles dans les plaies, — a voulu changer tout cela. Il s'est dit que 92 pour 100 de nos blessés sont aujourd'hui des agriculteurs, que plutôt que de leur faire tourner à vide des machines inutiles pour eux, il valait mieux les faire, doucement et sous la surveillance du médecin, rééduquer leurs membres au moyen des variétés infinies d'attitudes et de mouvemens que permet le travail agricole et entre lesquels le praticien peut choisir selon les cas.

De plus, les blessés ne sont pas lésés seulement par leurs plaies ; les fièvres, les infections et suppurations, la perte de sang, le long séjour au lit, tout cela affaiblit leur organisme tout entier ; leur

foie, leur rein, leur rate, leur cœur, leurs poumons, sont plus ou moins affaiblis. Il est clair qu'à cet égard aussi le travail fait aux champs en plein air sera beaucoup plus propre à fortifier les convalescens et favorable à leur état général, que les gymnastiques physiothérapiques faites, toutes portes closes, dans les salles des hôpitaux.

Le docteur Bergonié a voulu en un mot créer la *physiothérapie agricole*, et il a eu foi dans ce qu'elle pouvait faire de blessés qui seraient, grâce à elle, traités en hommes et non plus en machines à expériences, qui vivraient en plein air et librement sous la surveillance du médecin et y feraient un travail connu et aimé de la plupart d'entre eux, et seulement d'ailleurs pour guérir et non pas pour le résultat utilitaire qu'ils produiraient pourtant comme corollaire.

Tout cela était très séduisant en théorie. Mais dans la pratique, cela ne soulèverait-il pas des difficultés d'organisation? et quels seraient finalement les résultats thérapeutiques et pratiques? Ces questions, le docteur Bergonié n'a pas voulu qu'elles fussent préjudiciables et c'est pourquoi, avec une prudence toute scientifique, il a attendu pendant deux ans que l'expérience leur eût fourni une réponse avant de faire connaître son projet, voulant apporter au monde médical des résultats et non des promesses, des données et non des hypothèses.

Ces résultats et ces données ont été communiqués à l'Académie des Sciences dans une de ses toutes dernières séances et je voudrais ici dégager très brièvement les enseignemens qu'ils comportent.

L'expérience de la physiothérapie agricole a été faite avec toutes ses modalités et de la façon la plus complète depuis plus de deux ans dans un petit hôpital situé à Martillac, dans la Gironde, à la limite de la région des vignobles et de la région des pins et qui compte actuellement 125 lits. C'est là que le docteur Bergonié a substitué le travail agricole d'abord à la mécanothérapie, puis à toutes les méthodes de la thérapeutique physique. Ce travail agricole, par la gamme très riche des efforts à développer, des mouvemens à exécuter, des attitudes à prendre qu'il comporte, se prête au traitement de toutes les variétés d'impotences. Il suffit qu'une prescription du médecin indique le mouvement utile, proportionne l'effort à l'état des muscles et fixe le temps du travail : la nature du travail à exécuter s'en déduit immédiatement. C'est ainsi que l'on a été amené à prescrire la taille ou l'abatage des arbres, les semailles ou l'arrachage des pommes de terre aux blessés des épaules; les transports à la brouette, le sarclage, le piochage, l'arrachage des vignes aux blessés des bras; la taille au

sécateur, la traite des vaches, les vendanges aux blessés des mains; le jardinage aux blessés des hanches; divers travaux de labourage, de jardinage, de bêchage, de sulfatage, d'abatage d'arbres aux blessés des genoux ou des pieds, etc.

L'hôpital où se fait la physiothérapie agricole est une annexe d'un grand hôpital urbain où sont sélectionnés pour y être envoyés les blessés qui peuvent et doivent pratiquer la cure agricole. Ils sont, sous la surveillance constante des médecins et de quelques gradés blessés eux-mêmes et circulant à bicyclette, répartis dans les installations agricoles qui en font la demande, mais avec cette obligation pour l'employeur d'exécuter les prescriptions du médecin inscrites sur la carte du blessé, de le nourrir comme lui-même et de lui payer une indemnité qui est la même, quels que soient le travail fait et le degré de validité du travailleur, étant entendu que celui-ci est là avant tout pour se guérir et ne peut recevoir de salaire.

Au point de vue administratif, il y avait plusieurs manières d'envisager l'organisation du travail agricole; notamment les suivantes qui ont été successivement préconisées et essayées :

1° Travail dans l'hôpital même ou dans une ferme-hôpital. On a dans ce cas l'avantage d'une très bonne et facile surveillance médicale et disciplinaire. En revanche, la surface cultivable dans ces conditions est ordinairement insuffisante; il y a trop de main-d'œuvre pour le travail à faire; le travail lui-même est un peu factice, et au total le rendement économique est médiocre.

2° Travail en équipes envoyées chez l'employeur sous la surveillance d'un gradé. Ce système, qui a l'avantage de ne nécessiter qu'une organisation très simplifiée, présente les inconvénients que voici : la surveillance médicale est à peu près nulle et la surveillance disciplinaire dépend exclusivement du gradé choisi et est par conséquent très variable. Dans ces équipes les grands impotens sont difficilement acceptés ou ne font rien; il y a trop de blessés ensemble.

3° Congé de travail; l'homme est envoyé chez lui pour cultiver son champ, ce qui est pour lui une satisfaction morale énorme et est en somme plus juste que de le faire travailler pour autrui. En revanche, il n'y a plus dans ce cas aucune surveillance médicale, ce qui facilite l'avènement d'habitudes et d'attitudes vicieuses; le rendement est très mauvais avec les blessés qui n'ont pas été déjà réédifiés fonctionnellement.

En revanche, il est meilleur, ou même très bon, avec ceux qui ont fait déjà du travail agricole sous la surveillance du médecin avant de

partir chez eux. En un mot, ce système doit être adopté seulement comme une continuation de la cure en bonne voie ; il en est une récompense aussi, et son refus est une sanction éventuelle d'une volonté de travailler ou de guérir insuffisante.

4° Finalement, l'organisation qui a donné les résultats les plus favorables consiste dans l'emploi de petits centres hospitaliers agricoles à la campagne. Voici comment fonctionne un de ces centres. D'abord comme local, on peut employer un petit hôpital désaffecté, pourvu qu'il soit dans un bourg, un canton rural, ou mieux en pleine campagne. Au besoin, une école, une mairie, un ancien couvent, pourraient très bien convenir.

Comme personnel, il faut avant tout un médecin ayant une ou plusieurs de ces formations à surveiller, et entraîné déjà par un stage. Il faut en outre un gradé pour assurer la discipline militaire, lui-même blessé et ayant besoin d'être rééduqué. Enfin, le centre ainsi constitué a besoin d'un administrateur choisi parmi les personnalités du lieu, maire, conseiller général ou d'arrondissement, etc., qui sert de trait d'union entre les employeurs de la région et l'autorité militaire qui répartit les blessés. Quant au personnel subalterne d'une formation de ce genre, on conçoit qu'il puisse être très réduit.

Les blessés ainsi traités rentrent au petit centre hospitalier pour le repas de midi ou seulement celui du soir suivant leur état ; dans certains cas même, ils n'y rentrent que le samedi soir pour la visite et la contre-visite du médecin local et du médecin inspecteur venu du grand hôpital. Ils sortent du centre de rééducation agricole soit guéris pour retourner au front, sur l'avis du médecin inspecteur et la proposition du médecin traitant, soit pour aller chez eux en congé de travail, soit pour rentrer au grand hôpital en cas de maladie ou de nouvelle intervention chirurgicale nécessaire, en cas d'indiscipline, ou en cas de réforme. Toute cette organisation présente comme on voit beaucoup de souplesse et mille nuances modelées sur l'infinie variété des circonstances.

La place me manque pour entrer dans des détails plus complets relatifs à la surveillance médicale et disciplinaire, au traitement, au transport des blessés ainsi rééduqués. Je puis dire, cependant, que tous ces détails témoignent d'un ingénieux bon sens et d'un sentiment très avisé des nécessités ; tout cela, qui a fait ses preuves depuis plus de deux ans, fait honneur aux organisateurs de la station de Martillac qui dès maintenant a des filiales, ou plutôt des imitatrices dans d'autres parties du même département.

Si nous examinons maintenant les résultats obtenus, on constate d'abord que la santé locale et générale des patients se refait très vite. L'appétit, le sommeil, la gaieté renaissent joyeusement; le plaisir de se retrouver dans un milieu familial, d'y faire œuvre utile à soi-même et aux autres, le sentiment de n'être plus un homme « fini, » ou du moins diminué, régénère ceux que la souffrance et le séjour à l'hôpital avaient déprimés. Ce sont, suivant l'expression d'un témoin, de véritables résurrections.

Au point de vue pratique, deux chiffres soulignent, mieux que tous commentaires, la valeur des résultats obtenus :

1° Plus de 90 pour 100 des blessés traités à Martillac par le travail agricole continu ont été récupérés pour le service militaire.

2° 28 000 journées ont été fournies par ce petit hôpital aux agriculteurs du canton de la Brède; aussi ce canton, par l'état florissant de ses cultures, présente un contraste saisissant avec les cantons voisins où la méthode n'était pas appliquée.

Ces journées faites aux champs, la contribution des blessés à la culture des terres délaissées ou incultes n'est certes qu'un effet secondaire, ou, suivant l'amusante expression du professeur Bergonié, qu'un *sous-produit* de cette usine à guérir qu'est la station de physiothérapie agricole. N'y eût-il que ce sous-produit économique, la supériorité du rendement de ladite usine sur celui des dépôts antérieurs de mécano-thérapie serait encore à considérer. Mais tout y est réuni : les conditions physiologiques les meilleures, le milieu le plus hygiénique moralement et physiquement, le rendement plus élevé en guérisons plus complètes, une contribution à l'agriculture chaque jour plus précieuse, enfin une charge pour le service de santé et pour le trésor sensiblement allégée. Et c'est, ainsi que, lorsque récemment le sous-secrétaire d'État du service de santé a visité la station de Martillac, il a eu la surprise paradoxale de trouver un hôpital vide... et pourtant rempli, mais dont les pensionnaires étaient aux champs.

Notre ministre de l'Agriculture, M. Fernand David, a été vivement frappé par les résultats concluans de ces deux ans d'expériences communiqués à l'Académie des sciences par le professeur Bergonié, et avec sa netteté de vue et sa décision coutumières, il a aperçu tout le profit qu'en les généralisant le pays tout entier pourrait en tirer. — Il a sur ce sujet communiqué ses vues à M. Justin Godart, avec qui il s'est mis facilement d'accord, et je suis en mesure d'annoncer qu'à très bref délai des mesures d'ensemble vont être prises pour que, dans tous les cas où cela est possible, dans toute la France, la physiothérapie agri-

cole soit substituée aux méthodes antérieures de la physiothérapie mécanique. L'avenir de centaines de milliers d'hommes est en cause, et il nous faut espérer qu'aucune manœuvre de la routine ne pourra retarder l'application de cette heureuse mesure.

Pour être tout à fait complet, je devrais, à côté de la rééducation agricole des blessés, traiter parallèlement de l'utilisation par l'agriculture des mutilés guéris. C'est un aspect particulier et non le moins important des vastes problèmes que soulèvent ensemble l'avenir de nos grands blessés et celui de cette autre grande blessée qu'est la terre de France.

Dès aujourd'hui, le problème de la réadaptation des mutilés à leur vie agricole antérieure a été l'objet de travaux et d'essais fructueux dans divers centres-écoles répartis dans tout le pays. Les amputés des membres, les aveugles eux-mêmes y sont remis en état de rendre quelques services. Beaucoup d'aveugles y ont appris à vaquer aux soins du bétail, à la traite, au jardinage.

Les amputés du membre inférieur que gêne la difficulté de la marche dans une terre demi-consistante y sont dressés à vaquer de préférence aux travaux de l'intérieur de la ferme, comme leurs camarades aveugles, et à servir de conducteurs sur le siège des tracteurs et autres machines agricoles. Il y a là, pour toute cette catégorie de mutilés, un vaste débouché qui ne peut que s'étendre à mesure que, par suite des nécessités inéluctables que nous avons signalées, le travail de la terre se fera de plus en plus par des machines. Quant aux mutilés des membres supérieurs, leur utilisation agricole est devenue non seulement possible, mais d'un excellent rendement, grâce aux ingénieux appareils de prothèse que nos spécialistes ont réalisés : bras divers articulés, mains artificielles munies de crochets, de ressorts ou de pinces, spéciaux pour terrassiers, ou pour vignerons, ou pour arboriculteurs, ou pour conducteurs d'attelages ou de tracteurs. Mais tout ceci n'est qu'un corollaire de la question primordiale de la rééducation agricole des blessés de guerre.

Très souvent ces changemens qu'on appelle « réformes » sont seulement des déplacements d'intérêts qui avantagent les uns aux dépens des autres. Aussi lorsqu'il se présente une réforme, comme celle-ci, qui constitue un progrès pour tous et pour tout ce qu'elle touche, le devoir est d'aider autant qu'on peut les premiers battemens d'ailes de cet oiseau rare. C'est ce que j'ai voulu pour ma part tenter ici.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINÉ

La troisième bataille d'Artois, que l'armée britannique a engagée le jeudi 3 mai au matin, a mis aux prises, de la part de nos Alliés une résolution opiniâtre, de la part de l'ennemi une fureur désespérée. D'après tous les témoignages, cette guerre, qui a vu de si terribles mêlées, n'en avait pas encore connu d'aussi ardentes que celles-ci. Nous n'aimons pas beaucoup, pour ce qu'elles ont d'inutilement injurieux, les métaphores empruntées à l'art de la vénerie ; mais on peut le dire : un tel acharnement est le signe que nous arrivons à l'entrée de la tanière et que la bête est sur ses fins. Du moins, c'est le signe qu'elle s'en rapproche. Le champ de bataille couvre, à l'Est d'Arras, du Nord-Est au Sud-Est, et, plus précisément, de la route de Vimy à Acheville au village de Bullecourt, un front d'un peu plus de vingt kilomètres. Pour la commodité du regard, divisons-le en trois secteurs ; mais indiquons d'abord ce qu'était dans cette région la ligne de Hindenburg, ou plutôt celle de ses lignes successives que l'âme poétique et wagnérienne de l'État-major impérial avait baptisée du nom de *Siegfried*, réservant pour la suivante, qui serait plus formidable encore, le nom redouté de *Wotan*, père des épouvantemens ; comme si les guerres d'aujourd'hui, sans prétendre que la force du mythe n'y joue absolument aucun rôle, se décidaient par des mythologies.

Cette ligne, la ligne Siegfried, allait, dans la direction du Nord au Sud, d'Acheville à Bullecourt, en passant approximativement par Arleux-en-Gohelle, Oppy, Gavrelle, Fampoux, Rœux, l'Est de Monchyle-Preux et de Guémappe, Chérisy, Fontaine-les-Croisilles, coupant la route nationale et la voie ferrée d'Arras à Douai, la route nationale d'Arras à Cambrai, plusieurs rivières parmi lesquelles la Scarpe, le Cojeul, la Sensée. Dans le premier des trois secteurs, au

Nord de la Scarpe, les Anglais, s'étant emparés d'Arleux-en-Gohelle, ont prononcé tout de suite une action contre Fresnoy, et là, sur une étendue de trois kilomètres environ, ils ont percé, ou enfoncé, ou fait plier (comme il plaira le mieux au quartier-maître général Ludendorff pour la rédaction de son communiqué) la branche Siegfried de la ligne Hindenburg. Fresnoy est disputé âprement, pris, repris; et, plus bas, Oppy, protégé par son bois, tient dur: mais « nous l'aurons, » jurent à l'envi, tommies, Canadiens et Anzacs, c'est-à-dire, par abréviation, les Canadiens et les Néo-Zélandais. Vers Gavrelle, poussées et contre-poussées; de l'Ouest, le maréchal Haig pèse sur la ligne que, de l'Est, étaie le Kronprinz de Bavière. A Fampoux, sur la voie ferrée, les Britanniques paraissent avoir nettement le dessus. Le deuxième secteur, passé la Scarpe, entre Scarpe et Sensée, avait été, au début de la nouvelle bataille, assez tranquille; mais voici qu'il s'est animé, et que, des deux côtés de la route d'Arras à Douai, des attaques anglaises, des contre-attaques ennemies se disputent les approches de Chérisy, qui commencent à être les avancées de Bullecourt dans le troisième secteur; en fait, avec Fontaine-lès-Croisilles et Croisilles même, les vis de sûreté, les écrous de la grande charnière allemande. C'est, en effet, de Quéant que partent vers les quatre points de l'horizon toutes les lignes, tous les fossés, toutes les tranchées, tous les fils de fer de Hindenburg; c'est là que s'articule son système de défense, et qu'il enlace aux jambes du héros Siegfried les bras du dieu Wotan. Mais une charnière se rompt à coups de marteau, et puisque le Jupiter teuton prise cet instrument qu'il a adopté pour emblème, l'artillerie anglaise ne tardera sans doute pas à lui en donner. Personne, — et Ludendorff moins que personne, — n'oserait nier qu'elle soit devenue experte dans l'art de « marteler, » de « pilonner. » Ce sera ici un gros morceau, et il faudra peut-être de la patience; seulement, quand la charnière sautera, le résultat vaudra la peine.

Cela fait, ces secousses données, c'est le tour de l'armée britannique de se reposer, en en préparant d'autres, et c'est le nôtre, c'est le tour de l'armée française de reprendre une offensive que certains s'étaient trop hâtés de croire arrêtée, mais qui n'était, qui ne pouvait être qu'interrompue, pour l'accomplissement de ses desseins et par les nécessités mêmes de son développement. S'il était permis d'employer une pareille comparaison, nous dirions volontiers que cette offensive, cette double offensive est réglée sur une sorte de rythme alterné. Nous avons, dès le 1^{er} mai, dénoncé l'excès de notre impatience,

laissant entendre que nous avions sans doute conçu de trop vastes espoirs et que nos désirs nous avaient emportés trop loin, trop vite. Les batailles, il est superflu de le dire, ne se livrent pas sur le papier. Sur le terrain, celle-ci, une bataille de l'Aisne, sera, en toute circonstance, rude et difficile. Si l'on tient à s'en assurer, qu'on relise le récit de ce qui se passa, il y a cent trois ans, vers Craonne, le moulin de Vauclerc, la ferme Heurtebise et la Vallée Foulon, alors que le général en chef s'appelait Napoléon, et que les agens d'exécution étaient les maréchaux Ney et Victor, sans que d'ailleurs ils eussent devant eux ni fortifications de campagne hérissées et creusées à loisir, réseaux de vingt mètres d'épaisseur ou abris de douze mètres de profondeur, ni artillerie lourde à grande portée et à grande puissance. La méditation de leurs travaux, le souvenir de leurs fatigues et de leurs pertes sont bien faits pour nous rendre non pas modestes, — il ne faut pas être trop modeste quand on entreprend, et si on l'était trop, on ne risquerait plus rien, — mais constans et persévérans. Faute de mesurer les réalités, et de mesurer sur elles nos forces pour mesurer les possibilités, nous nous ménageons à nous-mêmes des déceptions, que la propagande ennemie, toujours aux aguets, ne manquera pas d'exploiter chez elle, chez les neutres, et, à l'occasion, chez nous. Tâchons d'être à la fois sincères et exacts.

Notre offensive du 16 avril ne nous a pas, il est vrai, donné d'abord tout ce que nous nous en étions promis, mais nous avons eu le premier tort d'en attendre plus qu'elle ne pouvait donner. Ensuite, nous avons eu le deuxième tort, qui aggravait le premier, de ne pas voir tout ce qu'elle avait déjà rendu et ce qu'elle était capable de rendre encore. Nous n'en avons retenu que le bénéfice positif; il nous a paru mince, car nous l'avons borné aux limites, relativement étroites, du terrain gagné; les prisonniers capturés par milliers, les canons enlevés par centaines ont peu compté pour nous, qui ne voulions compter les lieues et les heures. A plus forte raison avons-nous dédaigné le bénéfice négatif, énorme pourtant, d'avoir prévenu, empêché, dispersé une attaque de Hindenburg, lequel n'avait vraisemblablement pas rassemblé en ce point plus de quarante divisions dans la seule pensée de nous barrer la route. Nous la fermer ne lui suffisait pas, il songeait à s'en ouvrir une, et si nous ne nous étions pas jetés sur lui, c'est lui qui se serait rué sur nous. Mais, quand nous avons fait le total, parce qu'il y avait des quantités d'ordre différent qui ne s'additionnaient pas, nous ne nous y sommes point retrouvés. Nous n'avons plus parlé que de

fautes et de sacrifices. Nous avons pris des airs irrités ou désolés ou résignés, selon les tempéramens. D'un succès inachevé, nous avons fait un insuccès. Et il était temps que l'offensive recommençât, et que nous conquérions Craonne, avec les crêtes escarpées qui dominent la rive Sud de l'Ailette ; qu'en Champagne aussi, au Nord-Ouest de Reims, nous marquions un progrès important, augmentant de plus de six mille encore le nombre des prisonniers de l'autre quinzaine. Nous étions en train de créer contre nous, de nos propres mains, de notre propre langue, l'absurde et fausse légende d'un échec ; pure légende, l'heureuse reprise à laquelle nous assistons, et qui n'est qu'un second pas du mouvement initial, en est la démonstration éclatante. Cette fois, c'est le succès absolu, et un admirable succès.

Mais quelle rage avons-nous de nous exalter tour à tour et de nous ravalier sans raison, de ne voir qu'en rose et en noir ? La guerre ne se fait pas seulement sur le champ de bataille ; elle se fait en même temps à l'arrière ; et, par suite, il y a, il doit y avoir pour toute la nation une tenue, une attitude, un langage, en un mot une politique de guerre. Or, il nous faut connaître notre faiblesse pour nous en guérir : sur le champ de bataille, nous ne sommes inférieurs à personne ; en politique, nous ne sommes pas égaux à nous-mêmes. C'est à peu près ce que Machiavel dit au cardinal d'Amboise, dans cet échange de mots vifs qu'ils eurent à Nantes. Le sens politique est en France le moins bien partagé, même entre ceux dont ce serait la fonction et presque le métier d'en avoir. Si le peuple ou le public en avait, il ne prêterait pas une oreille complaisante et des lèvres bavardes à des contes dont quelques-uns coulent peut-être d'une source suspecte. Si le Parlement en avait, il ne discuterait pas tant d'interpellations dangereuses et maintenant inutiles sur la conduite des opérations et les responsabilités encourues par tel ou tel général ; surtout il ne les discuterait pas en un Comité secret qui, au dedans, laissera licence de tout dire, et, au dehors, donnera prétexte à tout supposer. Enfin, si le gouvernement, si tous ses membres en avaient davantage, ils discerneraient plus sûrement que, comme il est des temps de parler et des temps de se taire, il est aussi des temps d'agir et des temps de s'abstenir ou de différer, mais que, lors même que c'est le temps d'agir, il y a encore la manière. Il est évident qu'une guerre qui a déjà duré trois ans ne peut pas ne pas se faire sentir, dans la vie quotidienne, par une gêne de plus en plus grande. Les deux premières années, à ce point de vue, nous ont été légères, à l'excès peut-être, et c'est cet excès que nous payons : nous ne nous sommes privés, nous n'avons

été privés de rien. Peu à peu se sont déclarées, accusées, la crise des prix et la crise des quantités, l'une n'allant pas, ou du moins n'atteignant pas un certain degré, sans l'autre. Des restrictions s'imposaient, du fait même qu'on ne s'était pas imposé de précautions. Mais on pouvait nous restreindre plus discrètement : il n'y avait pas lieu de s'en faire tant de gloire. Même si la rareté de quelques denrées, si la pénurie fût devenue extrême, — et chacun sait que nous en sommes loin, — il eût fallu le dissimuler, l'atténuer, ne pas fournir à l'ennemi cette raison de rapprocher artificieusement notre situation de la sienne, d'enfler à ses propres yeux les effets de sa guerre sous-marine, de ne point désespérer, de se roidir et de tenir encore. Au contraire, nous exagérons notre mal, nous l'étalons. Nos communiqués sont très bons : ne les défaisons pas par nos circulaires. Soutenons la puissance de nos armes par la prudence de nos actes.

D'autant plus que ce n'est que la stricte vérité. Il n'y a, en ce qui concerne les approvisionnements, entre notre situation, quelque attention qu'elle commande, et celle des Empires du Centre, aucun rapprochement fondé et légitime. Nous voyons bien où nous en sommes et nous ne savons qu'imparfaitement où ils en sont ; néanmoins, nous ne l'ignorons pas tout à fait, et nous pouvons le deviner ou le conjecturer à de nombreux indices qui se multiplient, se confirment et se corroborent. L'acharnement lui-même des dernières batailles est un signe que l'Allemagne sent venir l'épuisement de ses moyens ; mais nous avons des aveux explicites : les lettres et discours à la nation allemande, les appels de Hindenburg, les ordres du jour de Grœner, l'étrange communiqué de Ludendorff, où il déclare, — comme Hamlet au cimetière, — qu'il s'agit « d'être ou de ne pas être, » toute cette littérature par laquelle il essaie de masquer la retraite, de replâtrer la fissure et de redresser le fléchissement ; dans un autre genre, les grèves, chaque semaine plus fréquentes, plus étendues, et les troubles chaque fois plus aigus, dont elles sont mêlées. De cette insurmontable lassitude qui présage et précède de plus ou moins près la défaillance, nous avons même une preuve décisive : la manœuvre allemande pour la paix. Le besoin de la paix à tout prix, la nécessité en quelque sorte physiologique de la paix, s'échappe de toutes les bouches, jaillit de toutes les veines, suinte par tous les pores de l'Allemagne. Il n'y a de dissentiment ou de divergence de vues que sur l'espèce de paix qu'on doit rechercher pour avoir le plus de chance de l'obtenir au plus tôt : paix séparée avec l'un des adversaires que l'on détacherait du bloc, ou paix générale avec tous ?

Disons mieux : il y avait naguère dissentiment là-dessus ; à présent on s'est mis d'accord. « Paix générale, » proclament à l'unisson les organes les plus bourdonnans de la social-démocratie, et ces paroles correspondent aux affirmations des « extrémistes » russes.

C'est, en effet, la révolution russe qui a amené ce changement de position de la diplomatie allemande, officieuse sinon officielle, et de ses missionnaires de toute robe. Du temps du Tsar, avec le gouvernement impérial, on ne pouvait poursuivre qu'une paix séparée, en nouant de savantes, peu ragoûtantes, et parfois dégoûtantes intrigues, par le jeu des influences, des trahisons, des séductions et des corruptions germaniques. Depuis les ides de mars, aux yeux des révolutionnaires internationalistes, dont les plus jeunes ont quand même de vieilles barbes, on fait luire, par le jeu des déclamations démagogiques et des rêveries humanitaires, le mirage de la paix générale. Mais, paix générale ou paix séparée, l'une serait pour le monde aussi dangereuse et pour nous aussi détestable que l'autre, si elle était prématurée, car alors elle ne pourrait être que favorable à l'Allemagne. Elle serait favorable à l'Allemagne, même si, comme les extrémistes russes se la représentent, et comme, à de certains symptômes, il semble qu'on incline en Allemagne à y acquiescer, c'était une paix « sans annexions et sans indemnités, » car l'Allemagne sait que c'est désormais le plus qu'elle puisse prétendre ; et finalement, après une fausse défense, de fausses révoltes, des mines, simulacres ou sinagrées, elle l'accepterait avec joie dans la crainte du pire. La social-démocratie est donc à l'œuvre, elle a mis au feu tous ses fers et au vent toutes ses enseignes. La conférence de Stockholm s'organise tout ensemble et se désorganise, avec le socialiste belge Camille Huysmans comme régisseur parlant au public, le Hollandais Troelstra comme metteur en scène ; le fameux Scheidemann comme chef d'orchestre, et, comme forts ténors, le leader viennois Victor Adler, le ministre danois Stauning ; comme chœur sur la scène, les délégations de l'Europe centrale, et le Suédois Branting comme gardien de la salle, qui ne sera pas toute garnie, malheureusement, de neutres et d'ennemis, et où certains socialistes d'un ou deux pays de l'Entente, moins clairvoyans que la majorité, n'ont pas été, par un sursaut de conscience, avertis qu'ils n'avaient point de place.

Cette image de théâtre convient seule à ce qui n'est qu'une comédie, comme n'est qu'une comédie le zèle du Reichstag lui-même pour les réformes, l'extension des droits populaires et des

prérogatives parlementaires, l'introduction dans le royaume de Prusse d'une dose de démocratie qui le transformerait en monarchie constitutionnelle, dans laquelle les pouvoirs s'équilibreraient, et dont le suprême « Seigneur de guerre » ne serait plus que le premier magistrat. Déjà le Reichstag impérial, selon son président, M. Kaempf, qui l'a fait sonner très haut dans sa harangue de rentrée, « est élu par le suffrage le plus libéral du monde ; » et voilà bien la manie allemande de toujours estimer ce qui est allemand au-dessus de tout, le Reichstag étant élu au suffrage universel pur et simple, ni plus ni moins que beaucoup d'autres assemblées dans le monde, dont on ne peut pas dire pour cela qu'elles en soient les plus libérales. Donner au Landtag prussien ce même suffrage universel, direct, égal, secret (et non « public, » ainsi qu'il nous est échappé de l'écrire, par un *lapsus* que le lecteur aura de lui-même corrigé), mettre la Prusse au pas de l'Allemagne, et promettre de mettre l'Allemagne au pas des démocraties représentatives, telle est la partie qu'exécutent, à l'intérieur, les diverses fractions bourgeoises de ce qui, chez nous, se qualifierait « la gauche ; » nationaux-libéraux et progressistes, qui sont les radicaux de là-bas, tandis qu'à l'extérieur les socialistes exécutent des morceaux plus colorés d'une musique plus retentissante. Les dissonances ne manquent pas : le comte Reventlow, le comte Westarp, les pangermanistes, les agrariens, et les admirateurs de Tirpitz, et les adorateurs de Hindenburg, s'en chargent ; mais tout est dans la partition, jusqu'au silence de M. de Bethmann-Hollweg, qui ne cache peut-être pas uniquement son embarras. Ce silence du Chancelier a, du reste, pour correctif l'éloquence ou la loquacité du vice-chancelier, M. Helfferich. « Des réformes, » disent ceux-ci ; « la paix, » disent ceux-là ; et lui, il continue de dire : « Dieu punisse l'Angleterre ! » Il fait plus, et se pique de montrer que Dieu la punit, par le moyen des sous-marins allemands. Il dresse, avec une férocité froide de statisticien et de financier, le bilan de leurs sinistres exploits. Mais ce bilan, comme il arrive, est « arrangé, » et il fallait s'en méfier : M. Helfferich l'a présenté juste au moment où allait se clore le sixième emprunt de guerre allemand. Le gérant grossit les dividendes, pour engager les actionnaires à un nouvel apport de fonds.

Nous sommes ici dans une matière délicate où il importe de se garder autant de la béatitude, ou de la passivité, que du pessimisme et du découragement. M. Lloyd George, droit et robuste, ne s'abandonne à aucune de ces inclinations. Vers le même temps où M. Helfferich faisait à ses auditeurs de Berlin un exposé, monté de ton, des

résultats de la piraterie allemande, le Premier anglais entretenait de ce sujet, qui est un sujet de tous les jours, les corporations du Guildhall, où il venait de recevoir le titre de citoyen de Londres. La force de sa manière est faite de bien des vertus, mais premièrement de sa sincérité. M. Helfferich n'avait montré que les profits, M. Lloyd George a signalé les pertes. Oui, l'Allemagne a coulé un certain nombre, un trop grand nombre de navires marchands britanniques, mais il lui en a coûté un certain nombre, un nombre encore trop petit, de sous-marins. Oui, l'Angleterre, pour combler le vide et réparer le dommage, a bâti un certain nombre, un nombre encore trop petit de navires neufs, mais elle en bâtera, en achètera, en lancera un plus grand nombre. Le tonnage envoyé par le fond s'élève à un chiffre considérable, et M. Lloyd George n'en ôte ni n'en efface rien. L'abstention partielle des neutres terrorisés ajoute, par surcroît, au péril. Les navires qui ne naviguent pas sont momentanément perdus, comme les navires coulés. Le remède, dans ces conditions, consiste à mieux garantir ce qu'on a, et à produire ou trouver ce qu'on n'a pas. Des bateaux, des bateaux, et toujours des bateaux ! La question est de savoir si l'Angleterre construira plus et plus vite que l'Allemagne ne détruira, ou si l'Allemagne pourra détruire plus que l'Angleterre ne pourra construire. C'est un combat et c'est une course. L'Angleterre peut souffrir dans ce combat, mais elle doit gagner la course. Le sous-marin qui l'affaniera n'est pas encore immergé. Et les victoires peu glorieuses que M. Helfferich énumère ne nourrissent que l'orgueil allemand. Elles excitent l'Allemagne à ne pas mourir, mais ne lui rapportent pas de quoi vivre.

Ce qu'elles lui ont pour l'instant rapporté de plus clair, c'est le mépris universel, la haine, déclarée ou contenue, de tous les faibles opprimés, des ruptures diplomatiques et des déclarations de guerre. L'exemple des États-Unis a fructifié. Pendant que Washington fête la mission anglaise en la personne de M. A. J. Balfour, et la mission française, dans les personnes du maréchal Joffre, de M. Viviani, de l'amiral Chocheprat, et se plaît à reconnaître en M. le marquis de Chambren l'ombre vivante de La Fayette, en attendant que débarque la mission italienne conduite par le duc d'Udine et qu'arrive le général russe envoyé par le gouvernement provisoire, le président Wilson et ses secrétaires d'État dessinent et précisent les formes multiples de leur coopération. Les États-Unis assurent tout de suite à l'Entente leur concours pécuniaire, prévu, dans l'emprunt de trente-cinq milliards récemment ordonné, pour une somme de plusieurs milliards :

la Grande-Bretagne, l'Italie ont leur part, la France va avoir la sienne, et, à en juger par l'effusion des sentiments, ce sera la part de prédilection : prêter avec cet élan, c'est donner. Les ressources ainsi fournies serviront à payer, aux États-Unis mêmes, les expéditions de vivres et de matériel faites à chacun des pays de l'Entente ; le capital produira un faible intérêt, sera remboursé à long terme, mais de la sorte le problème du change, qui a si souvent fait l'angoisse de nos ministres des Finances, est résolu. Tout de suite aussi les États-Unis vont apporter à leurs alliés européens leur concours maritime, et, dans le sens le plus concret de l'expression, leur concours alimentaire. Leur flotte marchande, fiévreusement augmentée, va allonger, à travers l'Océan, ses convois qu'escortera la flotte de guerre, et si l'Allemagne exerce contre le pavillon étoilé la fureur de ses torpilleurs, elle torpillera les plus beaux de ses propres transatlantiques. Mais les États Unis entendent, en outre, que leur contribution à la guerre soit vraiment une contribution de guerre ; ils ne veulent pas se contenter de la faire avec leur argent, ils veulent y participer de leur sang. Ils ont décidé de lever, par tranches successives, afin de pouvoir l'instruire et l'expédier plus rapidement, une armée de deux millions d'hommes, renouvelant le prodige britannique d'un pays qui n'a pas d'épée, et qui, en pleine bataille, s'en forge une, égale aux meilleures. A cet effet, ils ont décidé le service obligatoire, que l'abondance de leur population leur permet d'adoucir ou d'assouplir par de larges exemptions. Au cri enthousiaste de M. Roosevelt, 200 000 volontaires se sont empressés de faire écho, et l'on propose de constituer un corps expéditionnaire de six brigades qui, sans tarder, viendrait dans nos tranchées incarner, à la face des Allemands, la résolution de l'âme américaine. Ce n'est pas tout. La Russie, qui a besoin, comme nous, d'or et de nourriture, n'a pas besoin d'hommes, mais d'ordre, d'impulsion et de direction. Des forces gigantesques, colossales, y dorment : il suffit de les éveiller. Ici le secours américain se fait particulièrement ingénieux ; les chemins de fer russes se traînent, et ne donnent que peu du rendement dont ils seraient capables. L'« américanisation » du Transsibérien jettera sur les champs de bataille de l'Europe l'appoint de toute l'Asie orientale, et ouvrira à l'Amérique même une route de plus. Pour ces besognes de vitesse, où il convient de faire rapide plutôt que solide, les procédés américains se recommandent. Ils peuvent décupler le pouvoir de guerre de l'Entente, en fouettant et surexcitant toutes les énergies qui sommeillent.

Au surplus, l'Empire allemand qui a bravé et comme provoqué à plaisir l'inimitié des États-Unis aurait tort de se rire du défi que lui portent ou s'appréhendent à lui porter des États que, dans sa superbe, il peut juger minuscules comme Cuba, Haïti, le Guatemala, la Bolivie, ou exorbitans comme le Brésil et la Chine. Quand une puissance s'est révélée aussi monstrueuse que s'est découverte l'Allemagne, il s'agit non seulement de la battre dans le temps le plus court, mais de l'abattre pour le plus long temps; non seulement de la briser dans la guerre, mais de la brider après la guerre. A cet égard, l'adhésion des Antilles, de l'Amérique centrale, de l'Amérique méridionale, de l'Extrême-Orient, est inappréciable. C'est plus de la moitié du globe qui se retire et qui se refuse. Et nous ne sommes pas au bout. Le Brésil, qui avait rompu ses relations avec l'Allemagne, paraît être décidé à ne pas s'en tenir là : telle est du moins la signification qui semble s'attacher à la retraite du chancelier, M. Lauro Muller, que remplace M. Nilo Peçanha. Rendons cette justice à M. Muller qu'il se montra toujours correct, et qu'il y eut quelquefois du mérite, étant donné ses origines et son nom même qui ne permettait à personne, pas même à lui, de les oublier. Mais saluons M. Peçanha, dont le cœur et le verbe latin sont plus chauds. D'autres républiques du Centre et du Sud hésitent, soupèsent et oscillent encore. La République Argentine s'estime provisoirement satisfaite. Mais, chose curieuse et qui demanderait vérification, on annonce que le général Carranza amènerait le Mexique à résipiscence. Ainsi, de proche en proche, l'attraction des États-Unis emporterait tout le continent.

Seule, drapée dans ce qui lui reste de la cape de Charles-Quint, l'Espagne, trop faible, dit-elle, pour se porter au premier plan, trop fière pour se ranger au second, demeure assise au rivage de l'ancien monde. Ce n'est pas nous qui nous permettrions de parler d'elle en ces termes, c'est un de ses hommes politiques, un de ses chefs de parti, et le plus illustre peut-être de ceux d'à présent, M. Maura. Nous lui en avons connu d'autres. Homme politique, chef de parti, il serait plus juste de dire : orateur. Encore, de l'aveu unanime, le discours que M. Maura a prononcé l'autre dimanche, à la Plaza de Toros, devant 20 000 personnes dont beaucoup étaient venues par curiosité, n'a-t-il pas été de ses bons. Tous les journaux de Madrid ont passé la semaine à en chercher le sens et le lien. Le moindre de ses défauts est d'être obscur; mais il est, de plus, tout rempli d'incohérences et de contradictions. « M. Maura, imprime en manchettes le *Liberal*, défend les germanophiles, les amis de l'Entente, les neutralistes, les

interventionnistes, ceux qui veulent Gibraltar, ceux qui ne le veulent pas, ceux qui luttent et ceux qui ont peur de lutter. » C'est fort bien jugé, mais c'est incomplet, car, tout cela, en même temps que M. Maura le défend, il le critique ou l'attaque, et nous voudrions qu'il n'y eût pas d'irrévérence à dire d'un mot à la française que ce serait le discours de M. Joseph Prudhomme, s'il y avait le sabre. Cependant on a tort d'opposer ces paroles d'hier à celles d'avant-hier, et ce discours des Arènes au discours de Beranga. Nous avons tenu à lire et à relire dans leur texte les deux morceaux. M. Maura est resté fidèle à lui-même; et, s'il se contredit, s'il ne se ressaisit et ne se rassemble pas, ce n'est pas de l'un à l'autre ni entre les deux, c'est en chacun d'eux. A l'appui de la neutralité, il évoque les antiques griefs, qu'il émousse pourtant de sympathies conditionnelles, si bien qu'on pourrait croire, d'une part, que ce discours a été composé au lendemain de la bataille de Rocroy, et, d'autre part, qu'il a été fait tout spécialement en vue de Gibraltar et de Tanger. Mais pourquoi tant d'affaires et de commentaires? Les acclamations échauffées de la « jeunesse mauriste » — y eut-il jamais une « jeunesse canoviste? » — nous dévoilent que ce ne fut, au fond, qu'un geste de politique intérieure.

Dans l'ensemble, nous sommes autorisés à maintenir que la cause est entendue, et que l'opinion du monde, chaque jour plus unanime et plus hardie dans son expression, est pour nous la certitude morale de notre victoire. Nos fidèles amis nous le prouvent de la façon la plus agréable, mais ceux mêmes qui ne sont pas nos amis très passionnés nous le prouvent aussi à leur façon. Il n'est pas jusqu'au roi Constantin qui ne comprenne l'opportunité de nous marquer des dispositions moins hostiles, et qui ne nous fasse cette avance, qu'il voudrait nous faire prendre pour une satisfaction, de congédier M. Lambros et de rappeler M. Zaïmis, dont nous n'eûmes pas trop à nous plaindre, et que nous n'avons pas d'objections à voir revenir, sans toutefois trop en espérer. Nous ne douterions pas de ce qu'il voudrait, qu'il nous faudrait encore douter de ce qu'il pourra. Les destins sont en marche : ils ont trouvé leur voie. La dernière leçon du président du Conseil qui s'en va à son royal élève a dû être que les Cieux et les Enfers étaient pleins de divinités lentes et boiteuses, qu'on n'arrête plus lorsqu'on les a forcées à se lever.

Mais nous voici, avant de finir, ramenés par les dernières nouvelles à tourner encore nos regards vers Pétrograd. Cette semaine a vu apparaître au jour le conflit latent du Gouvernement provisoire et du Comité mixte d'ouvriers et de soldats; conflit fatal, et qui ne

pouvait point tarder. L'occasion en a été la note de M. Milioukoff aux Alliés sur « les buts de guerre » de la Russie. Il avait écrit les deux mots de « garanties » et de « sanctions. » Les internationalistes qui ne craignent rien tant que de blesser l'intéressante Allemagne ont exigé d'abord qu'il les expliquât, puis qu'il expliquât son explication. Sur ce point, dans la forme, le Gouvernement provisoire a cédé. Mais, encore qu'avec une prudence à laquelle l'obligeaient l'état des esprits et la balance des forces, il a commencé à examiner les titres du Comité à dicter ses volontés au nom du peuple russe; et commencer à les examiner, c'est s'acheminer à les reviser. Le prince Lvoff et ses collègues se sont souvenus qu'il y avait tout de même en Russie une assemblée légalement élue, la Douma: que, dissoute par l'Empereur, elle avait refusé de se séparer: et que, la révolution s'étant faite autour d'elle et à propos d'elle, il serait paradoxal que le bouleversement des institutions eût abouti, en ce qui la touche, à la dissolution que le mouvement d'où il est sorti aurait eu pour objet d'empêcher. En la Douma, la Russie continue donc d'avoir une représentation imparfaite peut-être, mais légale, et qui reste la seule légale, sa seule représentation, tant que la Constituante n'a pas été nommée. Pour nous, nous ne nous lasserons pas de le redire: il faut que la Russie ait un gouvernement et qu'elle n'en ait qu'un. Il le faut d'autant plus impérieusement, et d'autant plus tôt, que les généraux Alexoïeff, Roussky, Korniloff signalent une concentration de vaisseaux et de transports allemands vers Liban. Peut-être n'est-ce qu'un épouvantail; mais peut-être sont-ce des préparatifs. Militaire et diplomatique, l'une couvrant et appuyant l'autre, les deux manœuvres allemandes se font de toutes mains et à toutes fins. Derrière la machination de paix, il y a l'opération de guerre, et derrière la machination de guerre, il y a l'opération de paix. Réglons-nous sur ce que l'Allemagne ne peut plus longtemps attendre la paix, et que, militairement ou diplomatiquement, par la ruse ou par l'audace, elle doit ou la surprendre ou l'arracher.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

LA CLOSERIE DE CHAMPDOLENT⁽¹⁾

PREMIÈRE PARTIE

I. — CELLE QUI N'A PERSONNE A PLEURER

La grande ferme de Kerjan était séparée du bourg par tant d'espace et tant d'arbres que le son des cloches y arrivait seulement par volées, et quand le vent soufflait de la mer. Ce matin-là, celui du 2 août 1914, on entendait nettement le premier son de la messe, et le roulement qui se levait des plages, depuis la baie de la Forest jusqu'à la pointe de Moustierlin. Pourtant, Marie Quéverne, la jeune femme, dans sa chambre meublée de deux armoires et riche en coquillages, ne se préparait point. Elle était devant la fenêtre ouverte, et ses yeux clairs, ses yeux que personne ne voyait rire à présent, cherchaient quelque chose ou quelqu'un, vers l'écurie qui est bâtie à droite, ou vers le puits qui est en face de la fenêtre, et dont l'eau, tirée chaque matin, s'attiédit pour les bêtes dans une auge de granit. Près de l'auge, elle aperçut un homme qui menait boire une jument alezane.

— Le Treff?

Il n'y eut point de parole en réponse, mais seulement un pas d'homme et un pas de cheval martelant les cailloux de la cour, et le premier valet de Kerjan, Le Treff, tête de renard

(1) *Copyright by René Bazin, 1917.*

fauve, chapeau à larges bords gansé de velours, petite veste tombant à peine à la ceinture, arriva, longeant le mur, jusqu'auprès de Marie Quéverne. Il tenait par le licol la jument, belle en tout point, dont les naseaux dégouttaient encore de l'eau du puits.

— Le Treff, pourquoi avez-vous tressé la crinière de la Jolie?

— Parce que c'est comme ça qu'on va t'en guerre.

— Comme elle a l'œil vif!

— Je vous crois : tout un paillon d'avoine.

— Tu veux donc qu'ils la prennent?

— Ils la prendront toujours : une bête pareille! C'est un colonel qui la montera, peut-être un général!

La jeune femme considéra un moment la Jolie, qui avait passé la tête par-dessus l'épaule de l'homme, et humait, dans l'air du matin, l'odeur des prés fauchés nouvellement.

— Elle a été travailleuse et douce, dit-elle... On te regrette, ma Jolie!... A quelle heure le biquart doit-il la mener à la ville, pour la conscription?

L'homme fit une grimace, et leva vers la fenêtre son nez pointu encadré de mèches rousses.

— Quinquis? Le biquart descendre à Quimper avec la Jolie? Non! Je ne veux pas la laisser conduire par d'autres. C'est moi qui la mènerai au régiment!

— Et où est le rendez-vous?

— Pour nous, au *Toul ar laer* (ce qui veut dire, en français, sur la place du Voleur). J'irai coucher à la ville, et demain, je la présenterai.

— Cela fera une longue absence, et l'ouvrage ne manque pas à Kerjan!

— Est-ce ma faute, si la guerre a besoin de chevaux?

— Non, évidemment.

— Pouvez-vous grimper dessus, et trotter vos cinq lieues de pays en compagnie des soldats?

La jeune femme eut envie de répondre : « J'en serais capable! » Déjà, dans son esprit, elle avait fait le compte des travaux dont s'exemptait ainsi le valet. Mais elle se tut, parce qu'elle avait besoin de lui, et elle se détourna. Car, si elle commandait dans la maison, bien qu'elle n'y fût pas la première, d'autres lui imposaient leur volonté et l'humiliaient

secrètement, et c'étaient les deux hommes, Le Treff et Kerdudal, parfois même le troisième valet, Quinquis, le biquart, l'adolescent qui avait eu une oreille mangée par un cochon, et auquel elle disait : « Change de côté pour me parler, Quinquis, tu es trop laid de ce côté-ci ! » Le lundi, même après la pluie attendue, quand les terres montantes, qui sèchent vite, offraient leur sol et leurs herbes fumantes au soleil du matin, combien de fois les deux hommes avaient-ils disparu, pour ne rentrer que le soir, ivres de cidre et d'eau-de-vie, guettant un reproche, menaçant de quitter la ferme, et le pays même, au premier mot qui leur serait adressé ? Kerjan des Femmes, comme on disait aux alentours, pour exprimer que le domaine était conduit par Marie Quéverne et par sa mère la veuve Lanio, sonnait du bruit de la dispute plus souvent que les fermes voisines. On entendait les voix hautes des femmes jusque du Vouldro, qui est du côté du bois, et de Champdolent, la closerie écouteuse de tout le murmure des pentes, la closerie posée sur un sommet à droite et que signalaient aux navires deux sapins plantés devant, ébranchés et tordus.

— Eh bien ! Marie, vous ne vous apprêtez pas ?

La mère, la courte Bretonne en costume du dimanche, les deux ailes de la coiffe de Fouësnant sur sa tête carrée, le corps comme un billot de chêne drapé de deuil, se tenait à l'entrée de la chambre, mécontente, et, de ses deux mains gantées de mitaines, désignait les sabots noueux et la jupe à rayures de sa fille. Elle lui disait « vous, » comme font presque toujours les gens du pays, quand ils parlent en breton.

— Non, dit Marie.

— Vous ne venez pas ?

— Puisque je vous le dis.

— C'est la messe !

— Je le sais.

La mère se recula d'étonnement. Elle avait entendu bien des choses de cette bouche impertinente. Mais ne pas aller à la messe ! Sa fille ! Volontairement ! Ses yeux gris de lin, ses yeux ronds, pas commodes, qu'elle fermait à moitié par faiblesse maternelle, considérèrent cette fille qui allait pécher contre le grand commandement dominical. Elle ne pensa pas qu'elle était elle-même responsable, en partie, de cette faute et de bien d'autres ; qu'elle avait adulé Marie, gâté Marie. Non, sa pensée

fut directe et douloureuse. Elle vit le péché, et elle souffrit.

— Ça ne vous est jamais arrivé, pas plus qu'à moi.

— Eh bien ! ça m'arrivera.

— Qu'avez-vous encore ?

— Des raisons...

— J'ai habillé votre fille Jeanne-Marie, et je l'emmène !

— C'est trop petit !

— Je l'emmène !

— Eh bien ! elle me remplacera !

Marie se courba un peu pour que la mère entendit mieux, et, avec une passion singulière, les sourcils rapprochés, sa jeune figure toute contractée et dure, retenant sa voix pour que la cour ne connût pas son secret :

— C'est aujourd'hui que les hommes de la marine partent, n'est-ce pas ? et demain ceux de l'armée ? Je ne veux pas assister à leurs adieux et à leurs embrassades, moi qui n'ai personne à regretter !

— Venez, nous quitterons l'église avant la fin, et vous ne verrez pas les amans. Moi non plus, je n'ai personne. Mon mari est mort, et, d'ailleurs, il serait trop vieux pour la guerre.

— Le mien, le mien est vivant ! Et il est jeune !

— Mais il n'est pas ici.

— Qu'en savez-vous ? Avez-vous pensé qu'il est appelé avec ceux de sa classe, avec les bons braves gens, ses camarades ; qu'il doit se trouver à midi à l'inscription de Concarneau, et qu'il pourrait bien être venu à Fouënant, ce matin, oui, pour me voir passer !

— Vous voyez, vous ne savez même pas où il est !

— Ma pauvre maman ! Vous n'avez donc pas entendu le glas, hier soir ? Toute la terre l'a entendu, mon mari, comme les autres ! Pourquoi ne serait-il pas à Fouënant ? Ah ! ce serait joli à voir ! Il me prendrait par le bras, peut-être, et vous savez ce qu'ils diraient, les autres ?

— Oui, oui, ne répétez pas ! Vous vous rendez malade à toujours songer à cela. Venez, nous irons si vite, en faisant le tour par la petite rue du boulanger, que même si Quéverne avait eu l'idée de reparaitre à Fouënant, il ne pourrait pas vous rencontrer. Venez, ne trahissez point votre Église !

Mais les yeux verts de Marie Quéverne étaient comme la mer aux jours de tempête, quand elle est toute en mouvement

et voilée par l'écume. Elle n'écoutait point. Elle ne cherchait point à répondre. Elle était remuée jusqu'au fond, jusqu'à la vase, aux cailloux et aux herbes mortes.

— Venez, mon enfant ?

Marie remua lentement la tête, sans dire un mot, comme elle faisait quand elle était petite, pour signifier qu'elle ne céderait pas. La mère alors s'en alla. Elle pensait : « Il y a plus de souvenir en elle que je ne croyais. »

Le vent venait de la côte; il rebroussait les feuilles, il montait la colline; mais il n'apportait pas seulement le bruit roulant de la mer et le son des cloches, et la plainte de la multitude des arbres et des herbes remués par son souffle : des murmures de voix, des appels, le hennissement d'un cheval, le claquement des coups de fouet traversaient la campagne dans l'air en mouvement. Marie habitait la plus belle chambre de la maison, et qui n'avait point de porte sur la cour, mais seulement une fenêtre. Par la chambre de la maîtresse de Kerjan, puis par la cuisine, — trois bols à dessins bleus, alignés sur la longue table, près d'un pichet de cidre, montraient que les hommes avaient bu tout à l'heure, — elle arriva aux deux marches de granit qui descendaient dans la cour. Devant elle, la cour en pente, semée de plaques de fumier, fermée à gauche par les étables, était prolongée en avant, au delà du puits, par l'aire, d'où s'élevaient cinq longues meules de foin et de paille, richesse étalée de la ferme, or et argent au soleil. A droite, il y avait une grange et, en retraite, l'écurie.

Marie appela :

— Kerdudal ?

Pas de réponse.

— Quinquis ?

Entre les battans de la porte de l'étable, qui était demi-ouverte, une tête jeune, tendue à l'interrogation, des épaules courbées sous une fourchée de bruyère, apparurent, et, au-dessus, la masse décolorée des grandes bruyères de lande, dont les brins pendaient et faisaient autour du valet une ombre vacillante.

— Vous rechargez la litière des vaches ? C'est bien... Avez-vous vu Kerdudal ?

— Il a pris son chapeau, quand Le Treff a descendu la cour pour mener la Jolie à Quimper.

— A-t-il dit qu'il reviendrait ?

— Non, il n'a rien dit.

La brassée d'herbe tourna, et s'engouffra dans le noir de l'étable. Marie ne put retenir le geste de ses mains, qui s'écartèrent de ses jupes, et se tendirent en avant. Était-il possible ? Ce garçon avait-il donc quitté Kerjan sans dire adieu à personne ? Un homme avec lequel elle avait été bonne, toujours, et presque familière quelquefois, parce qu'il était travailleur, et que leurs deux âges s'accordaient ! Quel trouble, depuis la veille ! Que de pensées qui n'étaient jamais venues, que de regrets soulevés tout à coup du profond de l'être, de ce cœur que nous ne connaissons jamais bien, et qui s'émeut, et qui donne un démenti à tout ce que nous avons dit, à ce que nous disions l'avant-veille ! Qu'advierait-il de ces jeunes hommes qui, en ce moment, dévalaient ou montaient les sentiers et les routes, vers le chemin de fer qui suit le rivage, au Sud, à l'Ouest, au Nord, chemin de ronde de la tour bretonne ? Sans doute, ils affluaient déjà dans les gares et dans les ports. Toute la jeunesse arrachée à la campagne ! Qu'advierait-il encore de ceux dont on ne savait pas où ils étaient, de lui par exemple, dont Marie Quéverne ne pouvait plus chasser le souvenir, depuis ce roulement de tambour et depuis le glas des cloches, et depuis les mots apportés au galop par les pères, les mères, les valets, les enfans apeurés traversant la campagne : La guerre ! la guerre est déclarée !

Elle écouta un instant, puis, sortant de la ferme, tournant à droite, elle passa entre la grange et l'écurie, et prit un chemin d'exploitation que fermait, à trois cents mètres plus loin, une barrière. Elle enjamba l'échalier, et se trouva dans la lande de Kerjan, qui n'était ni très grande, ni très garnie d'ajoncs, de bruyère ou de genêts, àpre bosse de rocher, couverte d'une mince couche de terre, et dont la pente était raide, vers le vallon tout proche. Marie suivit la piste, à travers les touffes distantes du jaguelier, passa le ruisseau en posant le pied sur les pierres émergentes, et remonta l'autre pente. C'était encore Kerjan, l'autre pente ; c'était la grande pommeraie, exposée au midi, et à laquelle faisait suite la petite, vergers réputés, où tous les pommiers avaient été choisis par le vieux Lanio, voilà plus de trente ans. Vivement, elle traversa en diagonale la grande pommeraie, et entra, toujours montant, dans une pièce qu'on avait laissée en jachère, et qu'enveloppaient des

haies d'au moins six ans, hautes, épaisses, débordant en buissons. La dernière, tout au Nord et bordant un chemin, était la plus fournie. Les enfans du voisinage y avaient taillé des cachettes, en plein fourré, entre les truisses de chêne et les cépées de châtaigniers. C'est là que se blottit Marie.

Cachée par les branches et les feuilles, elle dominait, d'au moins deux mètres, le chemin creux venu de très loin, variable de largeur, tournant on ne sait pourquoi, parfois très ombragé, parfois en pleine lumière, que suivaient encore, pour se rendre à Fouësant, les paysans de l'intérieur. Aujourd'hui une rumeur s'élevait entre les talus. Voix des hommes, bruit de pas, hennissement d'un cheval, plainte d'un coffre de voiture secoué par les ornières, ou des trop vieilles roues, dont la ferrure et le bois s'entre-battent à chaque tour.

Marie pouvait voir la pente herbue jusqu'à cent mètres en avant, et, par-dessus l'autre haie du chemin, les toits et les deux sapins de Champdolent. Jamais, depuis les invasions légendaires, quand les guerriers normands menaçaient les Bretons, le chemin n'avait reçu pareil cortège d'hommes et de chevaux qui partaient pour la guerre. Des familles descendaient, entassées dans le char à banes, un jeune gars conduisait, presque toujours un marin, et les femmes avaient le visage triste. D'autres groupes allaient à pied, et il ne s'écoulait guère de minute que Marie Quéverne ne reconnût et ne nommât tout bas quelqu'un du voisinage. C'était le fermier de Kerguen et celui de Keryon ; le fils aîné des Manébily, qui avait mis un brin de géranium sauvage à son chapeau ; c'était le domestique d'un autre fermier de la côte, conduisant une jument grise renommée dans le pays pour sa vitesse, et les trois petits de Rosnabat, accompagnant leur frère, et aussi des inconnus, et des files de chevaux menés par des hommes à califourchon sur le cheval de tête, et qui criaient dans le chemin : « Rangez-vous ! » Marie regardait tout, le cœur serré, et, quand c'étaient des jeunes hommes qui passaient devant elle, de la main, elle écartait les branches, pour suivre plus longtemps ceux qu'elle ne reverrait peut-être pas. Bientôt, dans le chemin, vers la droite, un homme apparut à son tour, qui fit se retirer d'un demi-pied la jeune femme, car elle avait peur d'être vue par celui-là qui venait. Il n'était plus jeune ; il avait bonne mine, dans ce vêtement des dimanches qu'elle connaissait, qu'elle avait raccommo- dé de ses mains : veste

noire, gilet à plusieurs rangs de velours, décoré, en outre, d'une brochette de boutons de métal blanc, pantalon gris et souliers ferrés. Son visage était tout rasé, sauf à la hauteur de l'oreille, où poussaient de petits favoris. Mêmes joues pleines, même teint clair qu'autrefois : mais les bons yeux d'honnête homme qui ne craint rien, les yeux du père de Pierre Quéverne, avaient pleuré, bien sûr, au départ de Champdolent. Lui, père de sept enfans, dont six vivaient encore, il n'en avait plus aucun avec lui : ni l'abbé Jean, vicaire dans un bourg de Cornouaille, au delà de Quimper, ni la fille aînée mariée en Quimperlé, ni la seconde, mariée en Douarnenez, ni l'autre qui était religieuse chez les sœurs du Saint-Esprit, ni le marin, second maître à bord du *Jauréguiberry*, ni le dernier, celui dont on ne disait plus le nom devant elle, plus jamais.

Le vieux Quéverne marchait à côté de la poulinière blanche, la Buissonne, que tirait à la longe un homme d'une quarantaine d'années, domestique à Champdolent. Il allait, lui aussi, conduire à la ville l'unique bête de son écurie. Peut-être la lui laisserait-on ? Elle ne trottait guère et jamais ne galopait. Il la menait quand même où le gouvernement avait dit. Pauvre homme ! La vie avait éprouvé son courage : veuf depuis de longues années, demeuré seul après le départ des enfans, dans une closerie dont la terre était maigre et les pommiers souvent gaulés par le vent de mer, patient, dévotieux, peu causant, il continuait le labour commencé par son père et son grand-père. Même de loin, dans les pardons ou au sortir de l'église, on le reconnaissait, à sa haute taille et à son air de noble ruiné qui ne cède pas. Marie le regardait venir. Elle aussi, elle l'avait quitté. Il arrivait de son pas tranquille et balancé, entre les talus à peine écartés, qui faisaient la coque de navire, sous l'ombre des chênes qui étaient encore les siens. Mais, quand il eut descendu encore, l'espace d'une trentaine de pas, il se trouva dans l'ombre mêlée de soleil des arbres de Kerjan, et il leva les yeux du côté où était Marie. Certes, il ne la vit pas, mais elle avait rencontré la douleur, une fois de plus, et lorsqu'il eut disparu, avec la Buissonne et le valet, derrière les touffes de lande, elle se retira tout à fait et sortit de sa cachette, toute pâle, et si puissamment reprise par le souvenir, qu'elle se dit : — J'irai revoir Champdolent !

Qui pourrait l'espionner ? Quéverne et le valet absens, il ne

pouvait rester, dans la maison du closier, que cette petite Eugénie, une cousine lointaine, qui faisait le ménage, nourrissait les porcs et les poules, et, deux fois le jour, faisait en tricotant, derrière les quatre vaches du domaine, le chemin de l'étable à la pâture et de la pâture à l'étable. Mais la vachère elle-même n'était-elle pas au bourg ?

Marie attendit qu'un groupe de marins, — ils étaient trois, et beaux, et jeunes, et ils chantaient, — eût passé devant les touffes de lande qui la cachaient, pauvre perdrix aux yeux clairs, et elle courut jusqu'à la brèche de la haie, sauta dans le chemin pour un moment désert, et marcha droit vers la closerie de Champdolent.

1910, 1911, 1912, les trois années qu'elle avait vécu sous le toit de Champdolent, les deux premières heureuses ou à peu près, l'autre si dure, ses trois années de jeune femme étaient entre elle et la maison des Quéverne, entre elle et la petite écurie bâtie au fond de la cour, entre elle et la longue chaumine, à demi effondrée, qui fermait la cour à droite, grange pour le fourrage, étable pour les bêtes, logement pour le froment et pour le métivier ; elles accouraient au-devant de la Bretonne, qui venait droit vers la ferme, les mains dans les poches de son tablier, rapide parce qu'elle était audacieuse de nature, les traits tendus par l'émotion, le regard fixe et un peu étrange, et ses deux bandeaux tout dorés sous la coiffe de mouseline ; elles lui disaient : « Te souviens-tu de la douceur de la première année ? te souviens-tu de la famille pauvre et heureuse que vous formiez, le vieux père, toi, ton mari, et la servante Eugénie qui sortait du bourg de Pleuven ? Te souviens-tu de la naissance de Jeanne-Marie ? Des disputes qui ne tardèrent point, des réconciliations, des menaces, des retours de l'homme qui avait bu ? Te souviens-tu ensuite des nuits d'attente, des larmes, et de cette honte qui ne s'effacera pas ?... »

Oh ! oui, elle se souvenait de tout ; elle se commandait à elle-même d'avancer, et on ne voyait dans son allure aucune hésitation ; elle allait droit, sur ses fines jambes hautes, vers la maison de sa joie ancienne et de sa douleur. Derrière elle, des groupes de fermiers et de fermières à pied, des chars à bancs, des chevaux tenus par le licol et qui hennissaient au premier vent de mer, continuaient de descendre vers Fouësnant ; elle ne se détournait pas. Elle avait quitté, d'ailleurs, le chemin com-

mun; elle avait pris celui qu'on pourrait nommer le chemin de Champdolent, et qui va droit à la closerie, et tourne aussitôt, parmi les très vieux arbres, vers des fonds de pays où les hommes ne passent guère, s'ils n'ont affaire au vieux Quéverne. Elle se disait, voyant cette maison tout près, qu'elle n'avait jamais voulu revoir depuis les jours de sa grande honte et de sa grande peine : « Qu'est-ce que je fais ici ? Et que diraient les femmes du bourg, si elles savaient que je monte à Champdolent ? Elles ne manqueraient pas de prétendre que j'ai du regret. Non, je n'en ai pas ! Je n'ai que de la peine... Après tout, n'est-il pas naturel qu'on veuille visiter un endroit où on a passé trois ans de sa jeunesse?... C'était mieux tenu du temps que j'étais là... Le jardin est plein d'herbe, à présent. Comment mon beau-père laisse-t-il un char à bancs dans la cour, exposé à la pluie ? La provision de bois est bien mal empilée sous la grange ? De mon temps, je n'aurais pas souffert cela !... Ce que c'est pauvre, partout, quand il n'y a plus de maîtresse ! »

Marie s'était arrêtée près d'une grosse haie qui est à l'entrée de la cour de Champdolent, et où il y avait, chaque année, autrefois, un nid de merles terriers. Elle ne songeait guère à cela, en s'appuyant contre les épines, le cœur battant, inquiète à cause de cette fille de ferme qui pouvait traverser la cour, et reconnaître l'ancienne maîtresse, la femme de Pierre Quéverne. Mais la crainte n'était pas la plus forte.

Pourquoi restiez-vous là, Marie ? Pourquoi regardiez-vous la maison avec ces yeux durs qu'il connaissait, lui, le mari lointain, et qui lui firent tant de mal ? Vous jetiez un regard sur le puits, près duquel est la selle à laver, toujours mouillée, comme au temps où vous frappiez le linge avec le battoir ; un moment après sur les deux grands sapins qui ont poussé côte à côte, mêlant leurs branches, au bout du jardin clos de petits murs, et vous pensiez aux marins qui aperçoivent, jusque des îles de l'archipel de Cornouaille, les deux pointes toujours vertes et presque toujours tremblantes des sapins de Champdolent. Mais vous reveniez à la maison, tout de suite, et vos yeux se posaient sur les arbustes qui dépassent un peu le mur du jardin ; sur les fenêtres closes ; sur le loquet de la porte que vous abaissiez d'un coup de pouce dominateur, dix fois le jour, en entrant chez vous ; sur le bord du toit bien taillé, épaissi d'un bout à l'autre comme le pied d'une javelle, et d'où tombe,

dans les jours d'orage, une eau divisée en mille gouttes par les tuyaux de la paille. Pourquoi maintenant quittez-vous l'abri de la haie, au risque d'être découverte ? Pourquoi vous approchez-vous de la barrière à claire-voie du jardin ? Le passé est le grand maître, voyez-vous. On peut le maudire, on revient à lui. Cela déchire le cœur d'avoir été heureuse, même un jour. Là vous avez été la nouvelle mariée, puis la nouvelle mère, et toute cette pauvre closerie vous a obéi par amour ou par amitié, Marie, et pendant des mois, bien des mois : votre Pierre, et le vieux Quéverne, et le métivier qu'on louait au commencement de mai, avant de l'engager à l'année, et la servante, et tout ce qui vivait à Champdolent, jusqu'au chien Taro, qui portait le nom d'un écueil.

Marie ouvre la barrière, prenant bien garde de ne pas faire crier le pivot qui tourne dans deux colliers d'osier tordu. Quel abandon, en effet ! Entre les murs bas, dans l'aire qui fait clairière au milieu du jardin, on n'aurait pas trouvé, autrefois, des plaques de mousse et d'herbe. Le long de la maison, il y a encore deux touffes d'aster violet, qu'on appelle la misère, mais tout le reste a péri ; personne n'a pensé à donner vingt coups de bêche ni à semer un paquet de graines comme faisait Marie. Ce que c'est, quand le bonheur est parti ! Marie a vu cela et bien d'autres choses, sans même l'avoir voulu, parce qu'elle est encore la maîtresse, qu'elle a en elle l'âme absente du domaine : elle considère longuement ces murs, cette porte encadrée de pierres de granit, ces fenêtres basses. La première fenêtre est celle de la chambre que Marie habitait. Alors Marie s'est penchée, elle a mis ses mains aux deux côtés de son visage, pour mieux voir à travers les vitres, et appuyé son visage contre le verre.

Cette chambre, la plus belle de Champdolent, c'était celle de ses noces, et ce lit, dans l'angle, en face de la fenêtre, celui où elle avait dormi avec Pierre Quéverne, où elle l'avait attendu, souvent, l'été, quand la flottille des bateaux revenait du large, et que la maison, toute tremblante du vent qui avait poussé les voiles et courbé les deux sapins guetteurs, entendait la voix de l'homme : « Ouvrez, Marie, c'est moi ! » Marie avait voulu le revoir, et voilà pourquoi elle était là, le front touchant les vitres. Elle avait voulu savoir si le père ou la servante couchait à présent entre ces montans de noyer ciré, que Jean

Quéverne avait achetés pour sa belle bru, comme il disait. Eh bien ! non. Les quatre chaises pailonnées, rangées le long du lit, indiquaient déjà que la chambre était inhabitée. Mais elle découvrit un autre signe. Le cœur de la jeune femme battit dans sa poitrine ; elle y porta la main : la grande courteline de coton rouge, bien tirée, couvrait tout le lit, et, du côté du mur, elle se relevait un peu, et dessinait vaguement la forme de deux oreillers, le sien, et l'autre. Depuis plus de vingt mois, ils attendaient, eux aussi. La terre battue était nette ; la cheminée n'avait plus ni tisons ni cendre. Le rameau de buis, à la place habituelle, n'ayant point été renouvelé, pendait encore, jauni par le temps. Chambre close, qu'on balayait de temps à autre, où les choses demeuraient en ordre, et prêtes, comme s'il y avait eu encore une espérance.

Quand Marie se retira, lentement, elle aperçut, dans la vitre, son visage aussi blanc que sa coiffure, et ses yeux cernés d'une grande ombre que le passé avait mise là, tout à coup, et pour un seul regard qu'elle avait jeté sur lui. Alors, vite détournée, elle sortit de l'aire, ferma la barrière à claire-voie, et, par les champs, elle se sauva jusqu'à la ferme de Kerjan.

Il fallut préparer la soupe pour la mère, pour la servante, pour Jeanne-Marie, pour Quinquis. Elle ne mangea pas. La mère, la voyant si troublée, eut que c'était du remords d'avoir manqué la messe. Elle connaissait l'humeur orgueilleuse de sa fille. Elle ne demanda point : « Qu'avez-vous, ma petite Marie ? » Elle dit seulement, seule à parler pendant le repas, des mots tels que la ferme n'en avait jamais entendu, même en 1870 : « Tous les hommes partent... Les marins aujourd'hui, d'autres demain... Ils chantent et ils pleurent... Les deux fils de la veuve Le Baradec, les trois des Guernez sont déjà en route pour se rendre à Concarneau. Je les ai vus. Ils regardaient les femmes, les filles, les maisons, les arbres, comme pour les photographier. Plus de trois cents personnes les entouraient, et marchaient du même pas. Moi, je n'ai pu rester. Ça me faisait trop de mal. Votre petite Jeanne-Marie ne voulait pas revenir, elle, ne comprenant pas. Et les plus beaux chevaux de chez nous passaient. Ma fille, en vérité, c'est toute la jeunesse de Fouësnaut qui s'en va... Ils n'ont rien oublié, pas un homme, pas une bête, et les petits comme les grands vont connaître la guerre... »

Elle ne s'apercevait pas, parlant ainsi, que Marie ne mangeait point, et qu'elle souffrait. La mère parlait comme si Marie avait été veuve. Et Marie songeait, malgré tout, à celui qui était vivant.

Elle travailla, tout l'après-midi, dans les étables et dans l'écurie, avec ce surnois de petit valet, qui la voyait troublée, et qui aurait là une nouvelle à raconter, à la prochaine occasion. « Figurez-vous : Marie Quéverne, qui ne prononce jamais le nom de son mari, elle l'a tout de même dans le cœur. J'ai mené boire les vaches et les taures avec elle ; j'ai refait la litière et aussi celle des chevaux, même celle de la Jolie qui ne rentrera plus ; j'ai mis des brassées de trèfle dans les râteliers de l'étable : la pauvre petite femme, elle est trop fière pour rien dire, surtout à un garçon comme moi, qu'elle prend pour un gamin ; mais je vous jure qu'elle n'était pas gaie ! De toute la journée, je n'ai pas entendu le son de sa voix. »

Vers le soir, Kerdudal reparut. Il était ivre, quand il se planta au milieu de la cour, les bras croisés, face à la maison. Les trois femmes le regardaient à travers les vitres. Le jour mourant et un peu de lune rousse et montante l'éclairaient. Il se tenait à côté du puits, en avant des meules de paille qui étaient blondes dans la brume. Et il fléchissait le torse, à droite et à gauche, à cause de l'ivresse. Il levait son chapeau, rubans flottant au vent de nuit, et il criait : « La guerre, la guerre, la guerre ! Je vous annonce la guerre, femmes, et toi le biquart endormi, et toi Le Treff qui dois être sur les chemins, c'est la guerre ! » Puis, s'imaginant qu'il était un héraut d'armes, ou un garde champêtre, frappant ses cuisses avec ses poings comme s'il avait battu le tambour, il se redressait, et, un par un, il appelait les champs de la terre de Kerjan : « La Grande Pièce, tu m'entends, n'est-ce pas ? C'est la guerre ! Et toi la Lande penchée, et toi la Grande Pommeraie, et toi le Champ du roc, et toi la Pièce longue, et toi la Pièce en vue de la mer, entendez tous : c'est la guerre ! Kerdudal va devenir soldat ! »

Il se tut un moment, et, ayant vu que la porte de l'écurie s'était ouverte et tournait au vent, il voulut aller la fermer ; mais il fut obligé de s'appuyer à l'angle du mur de la vieille grange, qui est là, près des meules de paille, à l'entrée de l'aire. La pensée de la bête de labour, que la conscription avait prise à Kerjan, lui revint dans l'esprit : « Vous ne la vendrez

pas son prix, la jument, veuve Lanio ! Elle est plus belle que l'argent qui vous sera donné. C'est moi qu'on aurait dû envoyer à Quimper, et, vrai, si je ne devais pas être soldat demain, jamais personne, pas même Le Treff, n'aurait été la conduire à la ville ! Elle me suivait comme une levrette. A présent, ils l'ont embarquée dans un wagon de bois. Elle tape des coups de pied dans les planches. Ohé ! les agens de la Compagnie, regardez-la ! Elle passe sa tête de grande vipère entre les barreaux de la fenêtre du wagon. Vous demandez : « Quelle est cette jument, qui a du feu jaune dans les yeux ? Comme elle a les dents blanches et les naseaux pourprés ! » C'est la Jolie, messieurs et dames, celle de Kerjan, la bête nourrie de la meilleure avoine de Fouënant, et qui mangeait, sous les pommiers, des pommes jaunes et des pommes rouges ; celle qui menait aux foires M^{me} Quéverne. Regardez-la ! Vous ne la verrez plus ! Elle va se battre comme moi. Comme Jacques-Jérôme Kerdudal, je vous le dis : la guerre ! la guerre ! »

Les femmes, derrière la fenêtre, ayant soufflé la lampe, redoutaient d'ouvrir la porte à cet ivrogne, qu'un ordre, un reproche, un mouvement, pouvait mettre en colère. Il était terrible, quand l'eau-de-vie lui brûlait les veines. Marie dit alors :

— Laissez-moi : je vais le faire coucher dans la grange. J'ai commandement sur lui.

— Vous allez y aller ! dit la servante.

— Vous n'avez pas peur ? demanda la mère.

Sans répondre, Marie alla vers la porte, qu'elle ouvrit.

Kerdudal la vit descendre les deux marches, et il s'arrêta de crier, et il eut l'air accablé d'un homme pris en faute. Elle s'avancait, menue, et, comme elle faisait toujours, le regard devant elle, n'ayant point peur des hommes et sachant leur parler. Elle avait projeté de le prendre à l'écart, ce soir-là même, et de lui dire : « Kerdudal, là où vous allez, peut-être vous entendrez parler de mon mari. Peut-être le verrez-vous. Vous serez peut-être dans les mêmes batailles : si vous apprenez quelque chose, vous me ferez plaisir en l'écrivant. » Sûrement, elle aurait ajouté autre chose, elle aurait dit : « Ce n'est pas que je tiens à lui, vous comprenez, après ce qui s'est passé. Mais enfin, je ne veux pas être la seule ici qui ne reçoive jamais de lettre, jamais de personne, et qui ne sache pas où est *le sien*. » Mais l'homme n'était point en état de comprendre. Il fallait le

renvoyer de la cour, il fallait empêcher qu'il ne s'emportât, et le faire obéir au son des mots, comme une bête. Elle s'arrêta tout près, et, tandis qu'il se reculait, de l'autre côté du puits, elle lui dit, d'une voix très douce : « Ce soir, vous vous coucherez dans la paille de la grange, Kerdudal, et, demain matin, quand vous serez éveillé, vous viendrez me dire adieu. »

Il obéit aussitôt. Elle le vit ouvrir la porte de la grange et la refermer. Alors le calme de la nuit enveloppa la ferme de Kerjan. Et Marie revint vers la maison. Mais, avant de rentrer, elle se tint un moment sur le seuil, et elle écouta, pour savoir quelle était, dans un si grand événement, la voix de la campagne et de la mer. Que disaient-elles? Elle ne perçut que les bruits accoutumés des soirs les plus tranquilles. Le vent était tombé; les cloches ne sonnaient plus; à peine un bourdonnement très doux, comme celui qui ne meurt point dans les grands coquillages, venait des anses prochaines et des rochers de la côte. Après un moment, un homme chanta dans ce silence, buveur attardé sans doute, du côté des landes de Champdolent. Le bruit d'un automobile se leva, gronda sur la route du bourg, et presque aussitôt s'étouffa entre les maisons ou les talus boisés, et ce fut l'absolu silence, sauf toujours le murmure très léger qui s'élevait de la mer.

Marie regarda autour d'elle, dans la nuit, le faite arrondi des chênes, bien au delà de l'aire. Elle enviait celles que l'annonce de la guerre rendait inquiètes pour leur amour, dans les villages, les fermes, les maisons louées aux étrangers; elle enviait celles qui pleuraient ce soir parce qu'elles avaient un bien à perdre. Demain donc, le second valet, Kerdudal, rejoindrait, avec plusieurs autres du pays, le dépôt de l'infanterie de marine. Elle allait rester avec la mère Lanio et une enfant de trois ans et demi, n'ayant aucune place dans une autre âme humaine, sans lettres à écrire ou à recevoir; plus pauvre en vérité que celles qui, à présent, se désespéraient. Elle était seule, quand toutes les affections, même les fanées, même les défendues, se sentant menacées de mourir, s'exaspéraient, et criaient, et appelaient au secours. Marie Quéverne serait étrangère à tout et à tous; elle ne saurait pas même où combattrait, où tomberait peut-être le mari qu'elle n'aimait plus, et, s'il revenait avec plusieurs autres, ce ne serait point chez elle.

Dans la maison, elle entendit la mère qui trottinait, remet-

tant les chaises et les bancs en place, comme cela se faisait chaque soir à Kerjan. Elle rentra. Les heures de la nuit passèrent l'une après l'autre sur la campagne. Au petit jour, Marie se leva.

Marie se leva et elle regarda, par la fenêtre de sa chambre, si la grange était ouverte. Mais non. Elle écouta, étonnée, traversa la cour, et ouvrit la porte. Kerdudal était déjà parti, et elle ne vit que le trou dans la paille où il avait dormi.

— Que cherchez-vous après le valet? Je l'ai entendu marcher voilà plus d'un quart d'heure.

Alors Marie revint en hâte à la maison. Elle s'habilla comme pour la messe, mais plus vite, elle dit à la mère :

— Habillez Jeanne-Marie quand elle s'éveillera. Moi, il faut que je coure à Fouësnant. Je veux revoir Kerdudal. Tant pis, si je rencontre l'autre!

La mère leva les épaules, mais elle était habituée à obéir, et elle ne s'opposait aux volontés de sa fille que s'il s'agissait des dépenses de la ferme.

Cette fois, Marie ne perdit point de temps et coupa au plus court. En quelques minutes, courant presque, en effet, elle eut gagné la châtaigneraie du manoir de Landébec, tourna par les bois de pins qui sont en arrière, passa près des grandes fermes, pareilles à un village et qui dépendent du domaine, et, bientôt après, déboucha sur la route du bourg, tout près des dernières maisons.

En chemin, elle n'avait rencontré personne. C'est que tout le monde était dans le village : toutes les fermes, toutes les closeries, les moindres chaumières perdues dans la campagne étaient accourues pour l'adieu. La veille, c'étaient les marins qui étaient partis, et, à présent, c'était le tour des coloniaux. La cloche de l'église sonnait la messe de six heures. Il y avait des groupes devant toutes les portes de toutes les maisons, parce que toutes les maisons avaient au moins un homme qui allait partir, et, de l'un à l'autre, comme on le voit faire, au moment où les processions vont passer, des femmes, des enfans, des anciens allaient et venaient. La plupart avaient plusieurs adieux à faire, plusieurs mains à serrer, plusieurs jeunes fronts à embrasser. Toute la longue rue de Fouesnant était peuplée d'une foule ardente, vivante. Les plus pieux étaient entrés dans l'église, et priaient, mais une seule âme animait tout ce pauvre

peuple, une seule pensée commandait les mouvemens, les allers, les retours, les regards, les étreintes, les mots : « Voici les dernières minutes où nous serons ensemble. » On tâchait d'être brave, mais à mesure que les minutes s'écoulaient, le courage de plusieurs de ces jeunes femmes, de ces mères ou de ces jeunes filles, fléchissait, et on voyait pleurer des yeux qui jusque là s'étaient efforcés de rire. Et les yeux les plus tristes n'étaient pas toujours ceux où l'on voyait des larmes.

Tout à coup, en haut du bourg, on entendit un roulement de tambour et un grand bruit de paroles; quelques cris mêlés y répondirent; puis on vit un homme, un officier en tenue, autour duquel on ne sait d'où, de droite, de gauche, de partout, des hommes s'étaient groupés. Un drapeau flottait derrière lui, tenu très haut.

— Qui est-ce?

— Le capitaine.

— Il était en retraite! Il avait une jolie maison.

— C'est son goût de partir.

— C'est son devoir.

— Oui, tu vois bien : il reprend du service; il ne peut pas rester en arrière. La guerre l'appelle!

Déjà, entre les maisons, le cortège descendait, deux clairons sonnaient, un tambour battait; l'officier, prenant la tête du petit bataillon, descendait la rue du bourg, et, à mesure qu'il passait, tous les hommes convoqués à Quimper se joignaient à la troupe, et la grossissaient. C'était, à chaque pas, des adieux rapides, des sanglots, puis des gestes comme on en fait à ceux qui s'éloignent à bord des bateaux; des filles agitaient leur mouchoir, comme elles l'avaient vu faire à des dames sur les jetées des ports.

Quand la troupe avait passé, presque toujours les pères restaient près de la porte, les mères et les femmes rentraient dans la maison. Mais les jeunes filles et les tout jeunes hommes qui n'étaient point en âge de partir, et les enfans, descendaient avec le cortège et faisaient, aux deux côtés, une foule bruyante, tendant les mains vers les soldats et les appelant. On entendait : « Au revoir, mon Jean, au revoir, mon Pierre. Envoyez-nous une carte postale quand vous serez à la frontière. Regardez là-bas, à la fenêtre : c'est Jeanne qui s'est mise là, exprès pour vous. Regardez à présent à votre droite. » Et ils passaient,

le tambour battant toujours : « En avant, en avant ! » Et à mesure que le cortège avançait, devant chaque logis, il y avait des remous comme au long des rochers. Toutes les familles groupées là s'agitaient et se mêlaient, autour de quelques hommes immobiles, des anciens, qui regardaient venir l'officier, et qui ne voulaient pas se laisser gagner par l'émotion. Les jeunes, ceux de l'active, ceux de la réserve, tous ceux qui allaient quitter le pays, faisaient déjà figure de soldats.

Vers le milieu du bourg, sur la gauche, il y avait un rassemblement plus considérable qu'ailleurs, autour de cinq beaux jeunes hommes, les cinq fils des Hascouët, qui sont de gros fermiers au Nord de la commune. Tous les cinq, ils entouraient le père, assis sur une chaise, et qui faisait semblant de fumer sa pipe. Des femmes, des parens, des enfans remuaient sur les bords du groupe ; lui, l'aïeul, il avait la tête penchée. Il regardait de côté l'officier, et le drapeau, et les sonneurs de clairon, et le bataillon qui s'augmentait, et toute la foule en marche ; il ne bougeait point : mais, quand il a vu arriver devant lui le capitaine, il s'est levé, il a fait le salut militaire avec la main qui tenait la pipe, et, regardant l'officier, il a prononcé des mots inusités et le dernier commandement paternel : « Assez causé, mes gars ! C'est votre tour ! Allez ! Vive la France ! » Et les cinq beaux jeunes hommes l'ont quitté. Il y avait, en avant, arrivant en face de la troupe, un cheval rouge de la ferme du Rouhre qui essaya de passer à droite, à gauche, puis, effrayé du bruit et de la foule, tourna bride enlevant son cavalier, et repartit au galop dans la direction de Quimper. Il y avait là aussi, un peu plus loin que les cinq grands gars des Hascouët, et dans la maison d'un boulanger, une jeune femme, plus triste encore que les autres, et qui ne faisait aucun signe à personne ; deux servantes de la maison se tenaient accoudées sur l'appui de la fenêtre, mais elle, un peu en retraite, et, droite entre les deux, cherchait quelqu'un parmi ceux qui passaient. Elle le reconnut, elle s'avança un peu entre les servantes, et, de sa voix claire qu'on entendait si bien quand elle hélait les hommes et les femmes répandus dans les champs, à l'heure de midi, elle appela :

— Kerdudal ?

Le grand valet de Kerjan sortit aussitôt des rangs, et vint devant la fenêtre, en portant la main à son chapeau. Il n'était

plus ivre, il ne pleurerait pas. Il avait un visage grave, et on voyait déjà que, demain, ce serait tout à fait un homme de guerre.

— Que me voulez-vous ? dit-il.

Elle se pencha. Les servantes se retirèrent un peu à leur tour. Très bas, Marie Quéverne continua :

— Kerdudal, si vous le rencontrez à la guerre, écrivez-moi quelque chose de lui ?

Il fit un signe de tête. Il lui serra la main, dans un geste bref, et dit :

— Y a pas grand'chance, mais si ça se trouve, je le ferai tout de même.

Et il rejoignit la troupe, qui avait déjà pris de l'avance. Alors, de toutes les fenêtres, de toutes les portes, ceux qui restaient, de plus en plus nombreux, regardèrent ceux qui s'en allaient. Le son du tambour diminua, la rumeur de la foule se perdit entre les dernières maisons et, bientôt, parmi les arbres de la route. Presque toute la jeunesse de Fouësnant était partie, et il fallait continuer de vivre.

II. — TOUT LE PASSÉ

Elle s'était mariée à vingt ans, le 23 mars 1910, malgré le père, ce grand et sombre Yves Lanio, planteur des deux pommeraies de Kerjan, homme à qui tout avait réussi, le commerce de l'avoine, l'élevage des chevaux, la fabrication du cidre, avant toute chose l'habitude de grogner en affaires quand les autres rusaient, et qui n'entendait point que sa fille épousât un fils de closier, un pauvre, dont on ne pouvait dire même qu'il fût tout paysan. Sa fille était un morceau de son bien. Il comptait grandir encore et s'enrichir par elle.

Courtisée, plaisante à regarder, renommée, même à Fouësnant, pour la souplesse de sa taille et pour son cou mince et fier, que dégageait l'ample col de mousseline tuyauté à la paille, Marie Lanio, un jour qu'elle remuait à la pelle les tas de froment, d'avoine, de blé noir, d'orge, toujours tenus si propres et bien relevés dans le grenier de Kerjan, avait déclaré à son père, venu pour inspecter l'ouvrage : « Autant vous le dire aujourd'hui que demain, mon père, je me suis promise. — A qui ? — J'épouserai Pierre Quéverne, et pas d'autre. » Le père avait

regardé cette fille décidée, appuyée sur le manche de la pelle de bois, au bord du tas de froment, et il était devenu si rouge, lui tout sec de visage et couleur de granit, qu'on put croire un moment qu'il allait être frappé de congestion. Cependant, peu de mois après, il céda. Et il en mourut.

Il céda parce qu'il était aux ordres de sa femme, qui était elle-même aux ordres de sa fille.

Pierre Quéverne, quatrième fils et septième enfant du closier de Champdolent, celui qui habitait dans les terres, un peu plus haut que Kerjan, là où se lèvent deux grands sapins que les marins aperçoivent du large, était bien un pauvre, en effet, et seulement une moitié de paysan. Ils sont nombreux, sur les côtes de Bretagne, les hommes au double métier : laboureurs et semeurs en extrême automne, semeurs encore au premier printemps, sédentaires et terriens pendant les mauvais mois ; puis, tout à coup, vagabonds, enrôlés pour le printemps et l'été par les patrons de pêche, ratissant les basses avec le chalut, ou courant à la poursuite des banes de sardines, de maquereaux ou de thons. Deux jours, trois jours, cinq jours, tantôt plus, tantôt moins, ils restent au large, rentrant le samedi si le poisson et le temps le permettent, repartant au flot du lundi, deux heures avant que la mer ne soit pleine. Pierre Quéverne était de ceux-là. La mer lui avait pris le cœur, bien avant qu'il ne courtsât la fille des Lanio de Kerjan.

Le closier de Champdolent n'avait point vu sans peine ce garçon actif et solide se donner à la pêche, quand la terre eût demandé toute la force et tout le temps des habitans de la closerie. Mais il pouvait alors, à toute rigueur, se passer pour la moisson de l'aide de son dernier fils. Il avait celle d'un autre fils plus âgé, à présent embarqué sur la flotte, et de deux filles : Joséphe, un peu faible de jambes, mais douce de visage, maintenant mariée en Douarnenez, et Julie, la plus bretonne de toutes, grave un peu, silencieuse, ardente au fond de l'âme, et qui devait, à la Toussaint suivante, entrer au noviciat des sœurs du Saint-Esprit. Le pauvre n'avait guère d'ailleurs à s'opposer aux vœux de son Pierre. Pourquoi l'eût-il fait ? N'était-ce point une belle chance, comme on le disait partout, qu'un enfant de la closerie épousât l'héritière de la grande ferme de Kerjan ? Il commanda donc pour les filles un tablier de soie, pour lui-même et pour Pierre un complet galonné de velours,

ce qui l'empêcha, cette année-là, de payer sa propriétaire, et la noce eut lieu, partie dans une auberge de Fouësnant et partie à la ferme.

Elle dura deux jours. Toute la parenté des deux côtés y fut conviée, jusqu'à des cousins si éloignés que, depuis leur enfance, à peine se souvenaient-ils d'avoir entendu prononcer le nom des Lanio ou celui des Quéverne. Mais, invités par un petit billet écrit de la main d'une fille instruite, — Marie chez les Lanio, Julie chez les Quéverne, — ils vinrent, flattés, apportant pour écot une motte de beurre fin. Ils vinrent des profondes terres qui s'étendent et reçoivent la pluie d'hiver et le soleil de la côte entre Rosporden et la forêt de Coatlac'h; de Combat; des pentes méridionales de la Montagne Noire, — où les hommes avaient les cheveux longs; — ils vinrent de Douarnenez, — où les jeunes filles avaient des bijoux comme des femmes; — ils vinrent même des collines qui contraignent les eaux de la rade de Brest, et des champs de primeurs de Roscoff. L'abbé Quéverne, vicaire en Quimperlé, célébra la messe. Les cloches sonnèrent comme aux plus grandes fêtes. Les garçons de la noce tirèrent plus de coups de fusil qu'on n'en peut entendre un jour d'ouverture. Après la messe, et tandis que les mariés, agenouillés sur les tombes, dans le petit cimetière qui entoure l'église, priaient pour les ancêtres, on vit arriver au milieu du village et commencer à jouer, sur la route, devant la porte même, trois joueurs de biniou, parmi lesquels était Bodivit, le meilleur sonneur de toute la Cornouaille. On dansa dans la salle de l'auberge, et, le soir même, dans l'aire bien balayée de la ferme de Kerjan. Les joueurs de biniou, auxquels trois joueurs de bombarde donnaient la réplique, firent danser la gavotte et la valse que là-bas on appelle « le bal. »

Après deux jours, par les chemins verts où tout à l'heure descendaient les conscrits de la grande guerre et les petits chevaux bretons, la mariée monta à Champdolent. Puis, toute la rumeur qui s'était faite autour de ce mariage s'apaisa peu à peu, et il n'y eut qu'un jeune ménage de plus, travaillant la terre, et ne paraissant guère dans la rue de Fouësnant que le dimanche matin, à l'heure de l'office.

Comment ce Pierre Quéverne avait-il pris le cœur de la fille des Lanio de Kerjan? Parce qu'il l'eût enlevée, si on ne la lui avait donnée; parce qu'il l'aimait à la folie et qu'il était de

ceux auxquels on ne résiste guère : un homme, en vérité, né pour le commandement, et qui fait sa troupe et sa suite de tous ceux qu'il rencontre. Ceux qui ne le voyaient qu'une fois, un jour de belle humeur, pouvaient dire de lui : « Quel amusant garçon ! » mais ceux qui le connaissaient bien disaient : « Quel diable d'homme ! » Il était de moyenne taille et plutôt petit, mince et très musclé ; les paris lui plaisaient, et toutes les aventures, et toutes les histoires. Il avait des yeux bruns animés d'une vibration continuelle, un nez solide aux ailes sèches et fortement arquées, deux pinceaux de poils roussâtres au-dessus des lèvres, et le teint briqueté d'un vieux patron de barque. Inégal d'humeur, s'emportant pour un mot, s'apaisant pour un autre, il avait des momens de colère redoutable qu'il savait à merveille se faire pardonner. Câlin avec ses sœurs ou sa femme, plaisant et serviable avec les hommes, on ne le voyait jamais embarrassé. Il avait la réputation d'un homme adroit à toutes choses et sans peur aucune. A la closserie ou dans les fermes voisines, qu'il s'agit de dégager une charrette embourbée, — et Dieu sait si les chemins avaient des ornières en hiver, — ou de couper les hautes branches des ormes, de réparer le toit de chaume entaillé par la tempête, ou d'atteler une jeune bête difficile, tout de suite on appelait Pierre. Et de même, quand la mer était dure, le courant presque aussi rapide que le vent, l'entrée du port cachée par la brume, les hommes d'un bateau étaient tranquilles s'ils savaient que la barre était tenue par Pierre Quéverne. Une photographie le représentait à côté de son père, de son frère l'abbé et de son frère le marin : il était d'une tête moins grand que les autres, mais aucun d'eux n'aurait pu lutter avec lui.

Au fond de cette âme passionnée, vivait le sentiment de l'honneur, une intelligence prompte à distinguer le bien et le mal, une foi peu instruite, mais aimée, ferme et portée au sacrifice : tout un trésor hérité des vieux pères et des vieilles mères de Bretagne. Il ne parlait guère de ces choses ; il les entendait, ce qui vaut mieux, et il était plus dévot que sa femme.

Marie n'appartenait point à une famille aussi saine ; elle n'avait point reçu les mêmes leçons. Ni l'intelligence, ni le cœur ne lui manquaient, ni l'esprit d'ordre, ni le jugement en affaires, ni le désir d'être considérée, qui ne va pas sans conséquences heureuses. Mais on ne l'avait pas élevée. Elle ignorait

la contrainte, la règle, la raison de vivre et le bonheur des autres. Elle s'aimait elle-même au-dessus de tout, et cela gâtait ce qu'il y avait de bon en elle. Dans le bourg de Fouësnant, dans les fermes, on ne pouvait dire qu'elle eût eu des amies ; elle avait eu des adulatrices, des compagnes maintenant mariées pour la plupart, établies loin d'elle ou près d'elle, enfermées dans les devoirs nouveaux et devenues comme étrangères, mais qui n'avaient cessé, au temps où grandissait Marie, de lui répéter, chaque dimanche : « Oh ! la jolie coiffe que vous avez, Marie ! Les jolis cheveux blonds ! Comment faites-vous, pour les si bien relever en casque ? La jolie croix d'or ! Et quelle jolie fille vous êtes ! » Elles la flattaient pour être vues dans son intimité, pour sortir de l'église avec elle, bras dessus, bras dessous, trois ou quatre ensemble, fraîches, bien nippées, ornées de leurs ailes blanches et des rubans qui virent au vent, saluées, à toutes les portes, par un sourire où il y avait au moins un remerciement d'être aussi jeunes et d'être du pays. Cependant, elle n'était pas jolie. C'était trop dire. Elle avait une taille élancée et souple, dont elle était très fière, une grâce prenante, un cou blanc et très fin, que le col échancré dégageait à merveille, des traits petits, une physionomie mobile, nullement dressée, où se lisaient tous les mouvemens d'une âme orgueilleuse toujours et rieuse volontiers : mais les yeux verts n'étaient pas réguliers. Transparens, cela est vrai, et vifs, et habiles à ensorceler ceux ou celles qu'elle avait choisis, ils étaient un peu trop rapprochés, ce qui fait qu'elle biglait légèrement, et qu'on pouvait se demander, la regardant, avec lequel de ses deux yeux on se trouvait en conversation.

Dès le mois d'avril, Pierre s'embarquait, un peu pour gagner de l'argent, mais surtout parce que le changement lui plaisait. Sardinier, thonier, chalutier selon les saisons, il faisait tous les métiers de la mer. Tous les bateaux lui plaisaient, pourvu qu'ils fussent bien commandés et bien voilés. On partait de Concarneau ou du port de Benodet, ou de l'anse de la Forêt, et, tantôt à l'Ouest, tantôt vers le Sud, avec la flottille peu à peu égaillée, on jetait le chalut sur les fonds de sable, ou les filets de surface pour prendre la sardine, ou les lignes amorcées avec des barbes d'épis de maïs que les thons suivent et happent à la course. On ne savait pas le matin où l'on coucherait le soir. Souvent, c'était en mer, sous les voiles abattues ; souvent aussi

dans les ports ou les petits abris de côte qu'on tâchait de regagner. On prenait un repos de quelques heures à Douarnenez, au Pouldu, dans le petit port de l'île d'Yeu, entouré de sécheries de poissons, à Croix-de-Vie, aux Sables-d'Olonne ou entre les écueils de l'archipel des Glenans, que visitent toutes les nuits tant de barques en marche, où le bruit profond de la mer sur les roches ne se tait en aucune saison, et où il y a tant de cailloux, tant de courans, tant de mauvaises passes et tant de poissons de roches, que les pêcheurs disent entre eux : « Qui connaît les Glenans connaît toute la mer. » A Croix-de-Vie, on s'arrêtait souvent, sans entrer dans le port, à l'abri de la Roche de Pilours. On était là dix, vingt, trente bateaux de pêche, assemblés pour un peu de temps, pour moins de temps que la nuit ne durait; les deux bateaux extrêmes, le plus en dehors et le plus en dedans, allumaient un petit feu, et tout dormait, et Pierre aimait particulièrement cette escale de pêche, quand il pouvait descendre à terre, à cause d'une vieille mère en jupes courtes et chaussée de socques de bois, une poissonnière enrichie, vaguement sa cousine, qui le recevait, lui donnait de l'eau-de-vie, et riait à tout ce qu'il disait. Il ne s'entendait pas toujours avec les hommes de la marine, et ce n'est pas pour surprendre. Autant d'espèces de bateaux, autant d'espèces de pêcheurs. Et il y en avait, sur la mer d'été, des barques qui ne se ressemblent point! Des grands thonnières pontés, capables d'aller chasser le germon jusqu'au golfe de Gascogne, des barques grées en sloop, d'autres à deux mâts égaux comme ceux de Concarneau, des barques carrées à l'arrière et d'autres arrondies, et d'autres encore effilées aux deux bouts comme ces solides synagos de la rivière de Vannes, taillés pour naviguer dans les courans, et d'autres toutes frêles, comme ces forbans de la rivière d'Auray, qu'on peut mener à la godille. La forme et la couleur des voiles ne différaient pas moins. Quant à l'humeur des équipages, elle variait avec celle du temps, avec le succès de la pêche, et selon l'origine des hommes, Bretons de Cornouaille, Bretons du Vannetais, gens de la Loire, gens des côtes de Vendée, gens des îles.

Donc, on n'était pas toujours d'accord entre pêcheurs venus de villages différens, et souvent rivaux. Si la sardine, par exemple, était en abondance, il arrivait que les pêcheurs de Vendée refusassent à ceux de Bretagne, ou réciproquement, le

droit de décharger et de vendre le poisson. « Retournez chez vous ! » disaient-ils. Plus d'une fois, sur les quais ou devant les auberges, ou autour des tables, dans les fumées de l'eau-de-vie, des hommes s'étaient battus.

Pierre aimait cette vie que les anciens de sa race avaient sans doute menée avant lui. Marie en souffrait, non seulement à cause des absences répétées pendant six mois, mais parce qu'elle était blessée, dans son amour-propre de femme riche et jolie, d'entendre dire par les filles de Fouësnant : « Il travaille comme un gueux, qui a deux métiers dont aucun n'est bon, ce Pierre Quéverne de Champdolent. Si la femme avait du bien, comme on le prétend, laisserait-elle son mari courir la mer six jours sur sept ? »

Deux volontés dont aucune ne cède ne font point un bon ménage. La jeune femme était capricieuse à Champdolent parce qu'elle l'avait été à Kerjan ; elle s'imaginait que son mari lui obéirait en tout parce que la mère Lanio avait toujours eu peur d'elle. Il lui arrivait de crier, encore maintenant, de commander très haut, de menacer : mais le succès n'était pas le même. Marie s'indignait de ne plus avoir la toute-puissance. Elle le laissait voir. Sans doute, le vieux Quéverne l'aimait, mais il n'était point dépensier, ayant toujours eu bien du mal à ne point s'endetter. Travailler pour Marie, trouver bonne la cuisine qu'elle faisait, laisser la jeune femme à la maison quand les hommes coupaient la moisson, aller porter au bourg le pain que cuisait le boulanger, il le voulait bien. Mais il refusait obstinément d'engager une petite tâcheronne que Marie lui demandait, et qui eût soigné les cochons, conduit au pâturage et ramené les vaches, sarclé les blés, et fait tout l'ouvrage qui n'était point celui de la maison même. Elle se plaignit surtout vers la fin de la première année de son mariage, lorsque, grosse de six mois, toujours plainte et encouragée à se plaindre par sa mère, qu'elle allait voir en cachette, elle dut aider aux semailles, ramasser les pommes tombées et aussi les châtaignes. Sa belle-sœur Julie, la grande laborieuse et la grande silencieuse, toujours prête à se lever pour épargner aux autres une fatigue, celle qui tirait l'eau du puits, celle dont les yeux disaient à chaque instant : « Puis-je servir ? » avait quitté la closerie pour le couvent. Jean Quéverne, maître obéi, ménager de son pauvre bien, répondait : « Les anciennes de chez nous, ma fille, faisaient le

pain que vous ne faites plus ; on n'avait jamais besoin de les prier pour les voir là où le travail pressait ; elles croyaient que tout allait mal là où elles n'étaient pas. Peut-être bien qu'elles avaient raison ! » Le mari n'aimait pas les reproches du père. Il aimait encore moins ceux de sa femme qui boudait, et tantôt il commandait durement et Marie obéissait ; tantôt, par amour, il prenait le parti de sa femme, et disait : « Reste à la maison, j'irai chercher les vaches ; j'irai quérir l'herbe pour les lapins ; j'irai au bourg demander à la lingère si tes coiffes sont repassées ; » tantôt il s'emportait sans bien savoir contre qui, peut-être contre lui-même, et quittait la maison où cette princesse n'avait point les serviteurs qu'elle eût souhaités.

Pour elle cependant, il dépensait tout ce qu'il avait. La première campagne de pêche qui suivit son mariage fut la plus courte et l'une des meilleures qu'il eût faites. Elle ne dura que huit semaines. Tout le gain des jours d'absence et de fatigue, il le versa aux mains des marchands qui viennent un jour ici et un jour là, dans les bourgs de Cornouaille, avec de grandes voitures pleines d'étoffes, de broderies et de rubans. Debout, devant l'étalage forain, ayant près de lui Marie dont la taille était épaisse et le visage tiré, il prenait en riant les pièces d'or et d'argent, une à une, au fond d'un sac de toile grise qui lui servait de porte-monnaie. « Voilà pour le tablier de soie, disait-il ; tu te rappelleras, Marie, que c'est la sardine que nous avons pêchée au large de l'île d'Yeu qui l'a payé !... Voilà pour les rubans pailletés : c'est le prix de trois nuits de chalut, par gros temps, je t'en répons, dans la baie de Bourgneuf... Voilà pour les langes et le bonnet de mon fils ! » Les femmes et les jeunes filles, regardant à distance, pensaient : « Est-elle heureuse ! C'est gentil d'avoir un mari qui dépense pour vous, au lieu d'aller boire, et qui est joli homme, bien sûr, et d'un bon tour ! »

L'enfant naquit au commencement de mars. C'était une fille, frêle et criante. La mère fut longtemps à se remettre. Elle essaya de nourrir et, pendant trois mois, lutta contre l'obstination de cette petite créature, qui se détournait du sein après avoir bu quelques gorgées, et refusait ce lait trop clair.

Là encore, Marie dut céder. Il fallait bien ! Elle sevrà. On la revit dans la maison, souvent assise, geignante et nerveuse. Elle avait obtenu la servante depuis longtemps demandée, une fille de Pleuven, un peu parente des Quéverne, dure à son corps,

dure à comprendre : mais elle ne semblait pas s'apercevoir qu'elle était aidée, et que chacun, dans la closerie, la servait comme il pouvait. « Petite, disait le vieux Quéverne, les années sont difficiles; je suis tout de même content de t'avoir fait plaisir. » Il n'obtenait, pour réponse, qu'un sourire des lèvres vite effacé; les yeux tristes n'avaient pas souri, n'avaient pas même regardé celui qui les cherchait.

Ce fut vers ce temps-là qu'elle dit à Pierre, un soir qu'il rentrait de la pêche :

— Je ne veux plus d'autre enfant. Vous entendez? Je n'en veux plus!

La phrase fut dite très bas, dans le lit de leur mariage, dans la chambre qui avait vu naître bien des enfans, et mourir bien des anciens presque sans reproche. L'homme sentit au profond de son cœur un coup aigu, comme si le couteau d'un chirurgien lui avait percé la chair, car il avait eu le temps de connaître la force de cette volonté de Marie, qui était sans autre commandement que celui du plaisir et celui de la gêne. Il fit semblant de croire qu'elle ne savait ce qu'elle disait. « La fatigue vous fait mal parler, ma petite Marie, dit-il; dormez, le jour a été fatigant, à cause de la lessive à étendre, vos mains sont chaudes comme la fièvre : mais demain, la marée ne me prendra pas avant deux heures, je vous aiderai. » Et il lui caressait le visage et les cheveux, et il lui disait, très bas lui aussi, des choses tendres, sans suite, et des complimens, comme elle les aimait, au temps où elle était sa fiancée. Mais Marie se taisait.

Déjà il lui en voulait de ne pas avoir pris, à Champdolent, toute la place qu'il savait qu'elle aurait pu prendre, et il lui reprochait encore de retourner trop souvent à Kerjan. Parce qu'il était lui-même d'un tempérament hardi et d'une humeur changeante, peu capable d'appliquer très longtemps son esprit aux mêmes choses, mieux doué pour le danger, pour la presse, pour l'occasion difficile, que pour le lent effort continu de la vie monotone, il eût voulu trouver, dans sa femme, la ménagère attentive, prévoyante, calculatrice, et qui parle peu, voit clair, et, presque sans commandement, dirige son monde, comme la lumière, vers qui tout monte et tout regarde, en silence.

La jeune femme ne gagnait rien à trop fréquenter Kerjan. Elle était reprise par la vie d'autrefois, et, n'ayant plus de

devoir, là où elle se plaisait à retourner, elle comparait avec le présent, avec l'avenir surtout dont elle avait peur, cette petite royauté de sa jeunesse. Cependant, ce n'était pas sa jeunesse qu'elle retrouvait ainsi, quand elle s'échappait de Champdolent, sous le moindre prétexte, pour descendre à Kerjan, où les deux valets Le Treff et Quinquis, où la nouvelle servante depuis un an gagée, la lourde Josie, la saluaient comme la maîtresse encore, — et ils ne se trompaient point, — où la mère l'accueillait avec des larmes, avant même que Marie lui eût demandé de la consoler. « Que t'ont-ils fait encore, ma pauvre fille, que te voilà pâle, avec des yeux cernés ? As-tu seulement de quoi te nourrir ? Et le pêcheur de sardines, est-il en mer, ou dans les champs ? Tu n'as donc pas seulement de quoi faire repasser tes cols, que le tien est tout chiffonné ? Ou bien, peut-être, ils te font porter des fagots sur les épaules ? Allons, viens là, et dis-moi tout ! » Marie venait. Elle disait tout : c'était peu de chose en beaucoup de mots. Elle rentrait à Champdolent plus soucieuse qu'elle n'en était partie, plus déliante envers ceux qui espéraient en elle, moins mère, moins femme, moins ménagère. Et la closerie où, près de Marie, vivaient le vieux père, son fils, une enfant, une servante, un métivier, n'ayant pas de maîtresse au cœur veillant sur tous, ignorait la douceur de vivre.

On était à la fin de juillet, au milieu du second été après les noces. Les fermiers de la Bretagne du Sud coupaient l'avoine et le froment qu'un vent sec, assez rare dans cette région maritime, desséchait. La pêche était bonne, le poisson se vendait bien. Sur le quai des petits ports, au retour des barques, les baigneurs, nombreux cette année-là, amusés, secrètement intimidés par le ton des marins, qui n'aiment pas le marchandage, achetaient à n'importe quel prix des poissons même de second choix, des plies, des cats, des tacots, des vieilles, tout ce qui, dans les mois d'hiver, est acheté par les pauvres, et sert à faire la cotriade.

Le closier de Champdolent, voyant que la récolte n'était pas mauvaise et que la pêche donnait beaucoup, se disait, regardant Pierre et Marie : « Ils devraient se réjouir pourtant ! » Mais la paix n'était point dans cette maison. Pour un jour qu'il voyait ses mariés, comme il disait, contents de se retrouver, riant d'être jeunes et de s'aimer, combien de fois n'avait-il pas trouvé que Pierre devenait trop rude, en vérité, et trop exigeant

envers cette femme venue dans la closerie comme par miracle, et qui se montrait prévenante pour le closier, et respectueuse, comme si elle n'eût point quitté une grande ferme pour misérer dans une petite. « Je vois par là qu'elle est bonne, disait-il encore, et, pour le reste, pour le ravaudage et pour le soin de la volaille, pour l'économie, l'exactitude et plusieurs autres choses, elle pourra faire des progrès, car, n'est-ce pas, mon Pierre, c'est pendant qu'elle est blonde encore qu'elle peut changer. »

Mais Pierre continuait de se plaindre, ne fût-ce que par le pli de son front, tantôt d'une chose, tantôt d'une autre. Dans ses yeux, lorsqu'il regardait sa femme, une lueur mauvaise passait souvent, et, n'eût été la présence de Jeanne-Marie, qui commençait à jaser, et qu'il faisait sauter sur ses genoux, et balançait, imitant les mouvemens du roulis, on aurait pu craindre, quelquefois, que Pierre ne quittât la maison, pour toute la journée du dimanche.

Un soir de septembre, comme l'orage grondait sur la mer et au-dessus des terres, et que l'air était aussi chaud que l'haleine d'un four, Jean Quéverne tirait de la paille d'un pailler qui était au fond du jardin, posé sur une litière d'ajoncs, appuyé de deux côtés aux murets de pierre sèche, à la place où, depuis des centaines d'années, une meule toute pareille, longue, bombée, dorée, servait en bas d'abri pour les mulots, en haut de gîte pour les moineaux, et diminuait chaque soir de la valeur de deux bottes de paille, qu'un Quéverne de Champdolent, aïeul, fils, ou petit-fils, portait aux bêtes de l'écurie. Le closier, vêtu de son pantalon et de sa chemise, enfonçait les bras dans l'épaisseur de la paille pressée, et, avec effort, arrachait une poignée, puis une autre, qu'il laissait tomber à ses pieds. D'un coup de poing, il venait de relever et de rejeter en arrière son chapeau de feutre, qui collait à son front mouillé de sueur, lorsque Pierre sortit de la maison, à vingt pas de là, et se dirigea vers lui, rouge de colère, et tendant le poing.

— La gueuse! L'entendez-vous, qui crie, parce que je l'ai cognée? Ah! elle peut crier!

— Vous l'avez cognée, Pierre? Votre femme?

Le père retira lentement ses deux bras, jusqu'aux aisselles enfoncés dans la meule, et, ayant un moment regardé le pêcheur, il le prit par les deux épaules, et le secoua si rudement que l'homme, sans se défendre, tomba sur les genoux, puis assis.

— Mauvais gars! Une femme que vous avez choisie, et qui a plus de bien que nous tous ensemblement! Une femme qui fait tout de même honneur à Champdolent, et que j'apprivoiserai bien aux manières de chez nous, moi je l'ai vu tout de suite! Elle est douce avec moi, parce que je lui parle honnêtement... Qu'est-ce que vous avez à ne pas répondre? Pourquoi l'avez-vous cognée?

Pierre, comme un enfant puni, la tête basse, le buste appuyé à la meule, balbutia :

— Parce que mon tricot n'a pas été raccommodé!

— Et encore?

— Parce qu'elle dit que je ne lui rapporte pas tout mon argent!

— Et encore?

Pierre hésita un moment, il tourna la tête vers la maison, dont la porte était demeurée ouverte, et il dit, très bas :

— Parce qu'on n'est pas heureux, mon père, ni elle, ni moi.

L'ancien, qui était penché au-dessus de lui, se redressa, et sans répondre, respira trois ou quatre fois, comme ceux qui ont reçu un coup rude sur la poitrine, et qui ne peuvent d'abord parler. Il regarda, lui aussi, du côté de la maison, et il vit, appuyée au chambranle de la porte, Marie, qui les observait, Marie, les bras croisés et si hautaine de visage, et si méprisante, que la menace d'un grand malheur, la certitude d'une inimitié telle que la closerie n'en avait point connu, troublèrent la paix de ce vieil honnête homme. D'instinct, il pensa à Dieu, il dit du fond de l'âme : « Aidez-moi! Aidez-moi! Voici que l'épreuve est venue, et que je ne sais comment faire! » Puis, comme il sentait, le long de son corps, monter les épaules de son fils, qui se relevait, il entoura de son bras droit cette pauvre tête égarée à moitié, et qui demeura là, sur la poitrine du père, à la place du cœur. Alors, essayant de ne point montrer sa peine, calmant sa voix, il demanda, doucement :

— Vous avez bu plus que de raison, Pierre, je parie?

— Oui, un peu.

— Ne buvez pas trop de fort, mon pauvre, ça tourne les esprits. Avez-vous encore votre entendement, pour lui parler? Marie nous regarde.

— Je le sais bien.

Elle n'avait pas décroisé les bras, ni déridé son visage. On

voyait jusqu'au feu de ses yeux verts, car le soleil caressait le mur, comme tous les soirs d'été. Elle n'avait pas même relevé sa coiffe qui tombait, avec ses cheveux tout ardents, sur son front et ses joues.

— Écoutez bien, Pierre ! Allez lui demander pardon, parce que vous lui avez fait offense !

— Non ! C'est elle la mauvaise, de nous deux !

— Vous allez, je vous le dis, lui demander pardon. Et vous redeviendrez bien ensemble, comme il faut être.

— J'aime mieux partir ! La marée sera haute à minuit ; les hommes m'attendent.

Comprenant bien qu'il n'arriverait point à bout de cette volonté, l'ancien se tourna droit vers la maison, et il reprit, tout haut :

— Marie, ma fille, voilà votre Pierre qui veut partir, tout de suite, et reprendre son bateau. Retenez-le... Tenez, vous le voyez qui me quitte pour aller à vous... Il avait bu un peu. Faut lui pardonner... Marie ? Marie ?

Pierre traversait le jardin de Champdolent, non pas tout droit, mais un peu de biais, et de façon à prendre la barrière, qui est à l'angle de la maison. Il allait, sans regarder sa femme, occupé cependant d'elle seule, on le devinait, car il marchait lentement, comme ceux qui vont changer de route, et qui attendent l'invitation. Minute où tenait peut-être l'éternité ! Dix pas, — le père les comptait, — quinze pas, vingt pas. Pierre était près de sa femme. En un instant, s'ils l'eussent voulu, l'un ou l'autre, ils auraient été réunis, ils se seraient embrassés, et la paix d'autrefois fût rentrée dans la closerie. C'était du moins ce que pensait le vieux Quéverne. Il appela encore :

— Marie ? Ma fille Marie ? Le voilà qui s'échappe !

Elle ne bougeait pas. Elle était toujours dans le soleil, la tête levée et appuyée contre la bordure de granit brut ; et juste au-dessus d'elle, se détachaient les chiffres qui disaient l'âge du logis, et la date où le premier Quéverne était entré sous le toit de chaume : 1760. Elle suivait des yeux celui qui maintenant lui tournait le dos, et qui se baissait déjà pour ouvrir la claire-voie, et qui descendait dans le chemin. Ses lèvres ne se desserrèrent pas.

Le closier, resté près de la meule de paille, essaya encore d'arrêter l'enfant.

— Pierre, mon gars, la barrière n'est pas fermée, rentrez avec nous ! Rentrez !

Mais les larges épaules vêtues de laine bleue, et le béret de marin s'engagèrent entre les deux talus, diminuèrent, puis disparurent. Un petit moment, le père aperçut encore le béret, entre deux cépées, puis il ne vit plus qu'une bande d'herbe creusée d'ornières, la ligne tordue des haies plantées d'arbres, les planches moissonnées de ses premiers champs, et, au-dessus des terres et du chemin déserts, le tremblement de la lumière qui leur disait adieu.

Alors, il remit son gilet à manches, et il revint. Dans la salle enfumée, où le souper allait réunir les gens de Champdolent, il prit dans ses bras la petite Jeanne-Marie, qui jouait sur la terre battue. Il la souleva jusqu'à ses yeux, et, l'ayant regardée un peu :

— Vous n'êtes pourtant pas orpheline, Jeannette?... Ils n'ont pas songé à vous !

Marie allait et venait dans la pièce, approchant les banes de la table et posant les assiettes. Il dit :

— Mon fils avait bonne envie de revenir, et vous l'avez laissé s'en aller !

Il dit encore :

— Ce n'est pas pour le travail qu'il va me manquer, car depuis longtemps j'ai appris à me passer de lui : mais c'est son cœur que je n'aurai plus !

Elle ne répondit pas. Et, de ce soir-là, Jean Quéverne commença de souffrir d'une grande peine lourde qui s'ajoutait aux autres.

Qu'avaient-ils donc, ces jeunes, pour se quitter ainsi ? Les mariés ne s'entendent pas toujours. On le sait. Il faut s'entre-souffrir. Du temps de la mère Quéverne, qui était vive aussi, le ménage du closier avait connu des heures où l'on se disputait, où l'on se disait l'un à l'autre des choses que le cœur ne pense pas. Mais cela ne durait guère. On avait tant d'estime, lui pour elle, elle pour lui ! On s'aimait pour la vie. Qu'avaient-ils donc, ces jeunes ?

On apprit à Champdolent, peu de temps après, que Pierre s'était embauché dans l'équipage d'un grand chalutier de Concarneau, un bateau neuf et bien monté, qui travaillait et ratissait les banes de sable et de coquilles, de jour, de nuit, les

dimanches même, et ne relâchait guère que dans les ports de Vendée.

Pierre revint cependant. Mais les deux ou trois jours qu'il passait à Champdolent, tous les mois à peu près, étaient des jours redoutés. Avec le printemps, les intervalles s'allongèrent. Pierre s'embaucha dans l'équipage d'un sardinier. Mais, lors même que le poisson était signalé près des côtes de Cornouaille, le pêcheur ne reprenait plus ce chemin de la maison qu'il faisait autrefois à pied, au pas de charge, ou dans les voitures qu'on hèle et qui s'appellent : « Y a-t-il une place ? — Peut-être, si vous n'allez pas loin. » On ne va jamais loin. Il demeurait avec les camarades dormant dans le bateau ou dans les auberges de Douarnenez, de Concarneau, du Pouldu, de Port-Joinville, des Sables.

On le craignait, là aussi, pour sa force et pour la promptitude de ses colères. Il y avait, en cette saison justement, des querelles fréquentes entre les pêcheurs des différents ports de Bretagne ou de Vendée. Concarneau prétendait empêcher Douarnenez de débarquer son poisson et de faire baisser les prix offerts par les sardiniers ; Douarnenez répliquait à ceux de Concarneau : « Vous n'entrerez pas ! » L'île d'Yeu voyait autour de son petit port ses hommes se grouper, menaçans, lorsque, dans le crépuscule, les voiles de toute couleur, arrivant de tous les points du cercle immense de la mer, s'approchaient du môle, chacune amenant aux usines la pêche d'un équipage, les nappes de poissons frais étagées dans la cale et coulant au roulis. Les côtes de la terre vendéenne n'étaient pas plus hospitalières à « l'étranger. »

Un jour de mai 1913, qu'il ventait fort, le bateau noir à deux voiles brunes, le *Cormoran*, que montait Pierre Quéverne, entra dans la rivière endiguée et tournante d'un petit port de Vendée, et, parmi les bateaux déjà amarrés, heurtant les coques et se frayant passage, se glissa jusqu'aux marches basses, mouillées par la marée, d'un escalier du quai. Le patron était à l'avant, debout, vêtu de son surôit jaune. La pêche avait été bonne : dix mille sardines, une belle aubaine. Déjà un mousse d'un des bateaux de Vendée avait dit : « Nous, on n'a presque rien ; Derouet paye cinquante francs le mille. » Mais, sur le quai, plus de vingt hommes attendaient, et des femmes en jupe courte, aussi animées que le patron semblait calme,

les excitaient, disant : « Pas d'étrangers aujourd'hui, mes petits gars ! Ils nous enlèvent le pain de la bouche ! Faut pas permettre qu'il débarque, celui-là ! »

Le patron se tourna vers les quatre hommes et le mousse qui attendaient, les uns assis, les autres debout.

— Débarquez la sardine : la mer est à tout le monde !

— Le port est à nous ! cria une femme.

Une autre, qui était jeune et jolie, cria :

— Faut les tuer ! A mort les Bretons !

Elles se retirèrent alors à l'arrière-plan, muettes, attendant la tragédie des hommes, et dressées sur la pointe de leurs socques. Dans le bateau, les hommes s'étaient déjà courbés, et, plongeant les mains dans le tas mouillé, formaient les poissons, ils avaient rempli un panier ; ils en remplissaient un autre. « Qui va débarquer ? — Moi ! » Quéverne passa le bras gauche dans l'anse du premier panier, et monta sur le banc de nage, puis sur le bord du bateau, pour sauter sur la première marche de l'escalier, que la marée léchait. Il avait le poing droit dans la poche de sa veste. Personne ne se trouvait là pour l'empêcher de mettre pied à terre. Il sauta donc sur la première marche en pliant les genoux, se redressa, regarda, pardessus l'épaule, les camarades qui le regardaient et qui riaient aussi ; puis, entendant les cris des pêcheurs de Vendée : « A mort ! à l'eau ! » il monta en courant, la tête à la hauteur des épaules, furieux, ramassé, criant : « Gare à vous ! Et ne touchez pas au poisson ! » Ses sabots claquèrent neuf fois, car il y avait neuf marches. A la dixième, on vit trois hommes, en haut, qui attendaient l'assaut. Quéverne fonça sur eux ; ils eurent peur, et le laissèrent passer. Mais ils revinrent sur lui, l'entourèrent, et on les vit tous quatre, à vingt mètres du quai, qui roulaient sur les dalles. Alors, la foule accourut ; des poings se levèrent et retombèrent ; les femmes, avec leurs piaulemens aigus, firent cercle autour des combattans, et les portes des cafés s'ouvrirent. Puis un cri d'agonie domina la rumeur de tous : « Ah ! il m'a tué ! » Les témoins s'écartèrent. L'horreur du sang fit taire un moment les femmes. Plusieurs se retirèrent en sanglotant. Pierre Quéverne, d'un bond, se releva. Il était couvert de sang ; il avait encore son couteau à la main droite. L'un de ses adversaires restait étendu à côté de lui. « A qui le tour ? » Quéverne fit trois pas vers le bateau. Il eut le temps d'aperce-

voir plus de vingt hommes, qui s'étaient précipités vers le *Cormoran*, jeter à l'eau le poisson, par baquetées ; il vit le mousse, affolé, qui s'était jeté à la nage, aborder un bateau voisin. Alors, il laissa tomber son couteau, et cria :

— Prenez le Breton, maintenant, tas de lâches, puisqu'il est sans arme !

Et on le prit.

Ce ne fut plus qu'une affaire de gendarmes et de juges. Il n'y avait pas eu meurtre. Un homme, un de ceux qu'on trouvait toujours mêlés aux disputes du port et des cabarets, avait reçu deux terribles coups de lame au sommet de l'épaule gauche et sous la clavicule. Il fut deux mois à se remettre. Quéverne, traduit devant le tribunal de la Roche-sur-Yon, fut condamné à quatre mois de prison, qui commencèrent pour lui le 3 juillet 1913.

A Champdolent, la nouvelle fut portée par un marin, qui raconta la scène.

Les journaux parlèrent ensuite. L'homme n'écrivit rien. Marie attendit. Mais le jour où *le Nouvelliste de Bretagne*, et d'autres journaux, en tête de leur « Chronique locale, » publièrent la condamnation, elle fut prévenue.

Une amie, — une de celles qu'elle nommait ainsi, — vint de Fouësnant pour prévenir Marie Quéverne. Dans la poche de son tablier, elle cachait le papier imprimé, plié en accordéon. Et comme elle entra dans la cour, elle trouva la jeune femme qui lavait près du puits. L'enfant dormait dans un berceau de bois, près de la haie du verger. Le soleil riait dans les gouttes d'eau que le battoir faisait jaillir du linge mouillé ; il riait sur la nuque de Marie, sur le sureau tout rond qui faisait de l'ombre au berceau, sur le torchis de la grange misérable, qui était proche. On eût dit que la joie de vivre habitait là. Un peintre, s'il eût passé, aurait pris un croquis et mis au bas : « Idylle. » En vérité, tout était lumière, chaleur et calme : la paix de l'Océan se répandait hors des rivages et commandait la terre. On n'entendait que le bruit du battoir, et son écho sautant d'un mur à l'autre.

L'amie n'hésita pourtant pas. Elle vint, elle dit :

— Marie ? C'est moi, j'ai à vous parler.

La petite Bretonne, entendant cela, tourna la tête, et posa le battoir.

— De quoi ?

— De lui.

— Alors c'est un malheur ! On ne vient pas dire aux gens qu'ils sont heureux. Qu'y a-t-il ?

Elle vit que l'autre lui tendait un journal, et il y eut de l'épouvante dans ses yeux.

— Mort ? Ils l'ont tué ?

— Non, mais c'est triste tout de même.

Deux heures plus tard, Jean Quéverne revenait du champ le plus éloigné de la closerie, le seul jusqu'où la voix d'un homme, appelant pour la soupe, ne portait pas. Tranquille, comme de coutume, ayant fait son travail, il détela la jument, la suivit dans l'écurie, boucla le licol derrière les oreilles de la Buissonne, et revint vers la maison, en frottant l'une contre l'autre ses mains terreuses.

— Bonsoir, ma fille Marie, dit-il, quand il mit le pied sur le seuil de la cuisine ; vous n'avez pas fini la laverie, à ce que je vois ? Il y en avait trop, n'est-ce pas ?

Un tas de linge savonneux remplissait le panier, près de la porte. Marie, penchée sous la hotte de la cheminée, accrochait la marmite à la crémaillère. Elle comprit, au son de la voix, que son beau-père avait l'âme en paix et disposée à plaisanter.

Mais, quand il eut regardé la femme de son fils Pierre, il cessa de rire. Elle se redressa, elle avait cet air dédaigneux qu'elle prenait pour répondre à son mari, dans les derniers temps qu'ils étaient ensemble : « Je n'ai pas été élevée dans la misère, et j'étais mieux à Kerjan que chez vous ! » Oh ! les vilaines paroles, qui faisaient du mal à plusieurs cœurs, et que personne ne pouvait relever ! Mais cette fois Marie ne disait rien. Elle se tenait droite, les mains dans les poches de son tablier, et sa petite tête impérieuse, qui se détachait en clair sur la suie de la cheminée, semblait avoir pris toute la lumière de la pauvre salle.

— Qu'y a-t-il donc ?

Marie indiqua du doigt l'extrême bout de la table, près de la fenêtre.

— Lisez donc le journal, vous apprendrez où il est, votre fils.

Le closier regarda encore Marie, pour essayer de comprendre. Puis, lentement, comme ceux qui n'ont point envie de connaître

un malheur de plus, et qui doivent pourtant savoir, il alla près de la fenêtre, et prit le journal qui était là, plié. La feuille tremblait dans ses mains.

— Non, reprit Marie, la deuxième page, dernière colonne, en bas.

Il éloigna de ses yeux l'écriture imprimée, afin de mieux lire, et il la tourna vers le jour. Puis il y eut un grand silence, et on entendait le craquement du papier, que les deux bras tendus portaient en vacillant, comme une chose trop lourde.

Et, quand il eut fini de lire, Quéverne regarda encore sa belle-fille. Elle était immobile, à la même place, les sourcils froncés, les lèvres entr'ouvertes, prête à répondre violemment à chaque mot qui serait un reproche. Lui, bien souvent, il s'était senti faible et timide, devant cette fille, plus riche que son fils, d'un autre monde paysan, et que Pierre n'avait pas rendue heureuse. Il l'avait ménagée, et, devinant qu'elle avait du mérite à rester chez lui, il l'aimait. Mais, en ce moment, sa douleur lui fit oublier cette manière tendre et faible qu'il avait de lui parler, ou de se taire. Il eut pitié de son fils. La vue de cette jeune femme, qui avait honte, à présent, de s'appeler Quéverne, l'irrita.

— Pauvre garçon ! dit-il.

— Vous le plaignez ? Il a manqué de tuer un homme ; ce n'est pas étonnant ! Moi, combien de fois m'a-t-il menacé ?

— Je suis sûr qu'il a été provoqué. Il a la main leste, c'est vrai ;... il s'est mis à boire trop de fort, depuis un an, je ne sais pourquoi...

— Est-ce ma faute ?

— Je ne dis pas !

— Alors, pourquoi me regardez-vous comme vous faites ? Voulez-vous dire que je l'ai fait boire ?

— Mais non.

— Que je l'ai rendu malheureux peut-être ? Mais accusez-moi donc ! que je sache une bonne fois ce que vous pensez de moi !

— Je n'ai de pensée qu'en lui, ma pauvre Marie, et je sais bien qu'il a eu tort de lever son couteau ; c'est défendu par les commandemens ; mais je parierais qu'on lui avait fait une injustice. Et alors, dame !...

— Tout ce que vous voudrez ! Vous n'en êtes pas moins le

père d'un condamné, et moi, moi, une fille de Kerjan, je suis la femme d'un condamné, votre fils!...

— C'est vrai. Le malheur est sur nous deux!

Quéverne avait fait le tour de la table, il penchait sa vieille tête, lasse de travail, et, pour la première fois, honteuse, et il tendait les mains, pour embrasser la jeune femme, pensant qu'elle viendrait à lui. Mais elle sortit de dessous la hotte de la cheminée et s'approcha de la fenêtre.

— Non, dit-elle, je me suis trompée en épousant votre fils!

Le closier se redressa. Il eut du mal à se contenir, il répondit :

— Il faut toujours se pardonner quelque chose, Marie, quand on est mariés.

— Pas cela! Femme de prisonnier! Voyez-vous ce qu'elles vont dire, toutes celles de Fouësnant, de La Forest, et des villages de la côte? Aurez-vous le courage d'aller seulement acheter votre tabac, à présent, pour que vos amis vous demandent des nouvelles de Pierre?

— J'irai le voir à la Roche!

— Eh bien! pas moi!

— J'irai pour deux! J'ai déjà le cœur près de lui!

Et Marie, énervée, incapable d'entendre raison, d'écouter seulement ce qu'il disait, reuognée près de la fenêtre, cherchait à l'offenser et à l'humilier, comme elle eût fait, si Pierre avait été là, devant elle, et qu'elle lui eût parlé.

— Je vous dis que j'ai eu tort... Il m'a enjôlée parce que j'étais jeune; mais je n'ai pas été plutôt mariée que j'ai vu que je m'étais trompée... Vous dites que non, en secouant la tête?... Est-ce que les parens savent ce qui se passe dans le cœur de leurs enfans mariés, et ce qui se dit dans les chambres?... Ne m'a-t-il pas quittée, des jours et des nuits, pour courir la mer? Et qu'en restait-il dans sa main, de ses journées de matelot, après qu'il avait bu?... L'avez-vous seulement empêché de s'en aller et de se saouler?... Non, n'est-ce pas, vous aviez peur de lui, comme vous avez peur de moi... Et vous avez raison... Vous espérez avoir la fin de moi en vous taisant!... Vous lui ressemblez, tenez : il faisait comme vous dans ses bons jours.

Le closier était tout près d'elle, et elle se baissait encore, les yeux seulement levés, comme une chatte qui va griffer. Mais lui, étendant sa grosse main, il la passa sur la coiffe blanche :

— Ne parlez plus, vous êtes folle, ma petite... Le chagrin vous fait perdre la raison...

Très bas, d'une voix nette pourtant et qui allait au cœur où elle voulait aller. Marie répondit :

— Je parlerais longtemps si la compagnie ne venait pas,... mais vous pouvez compter, Jean Quéverne, que je ne suis plus de chez vous...

Elle se tut, elle se redressa en faisant mine de remettre en équilibre le banc de cerisier, qui n'était pas souvent d'aplomb sur le sol mal nivelé. Le valet de ferme, la servante étaient entrés dans la salle. Parfaitement maîtresse d'elle-même, elle leur fit signe d'avancer.

— Asseyez-vous : dans cinq minutes le souper sera prêt.

— J'ai faim, dit le valet.

— Tant mieux! j'ai fait de la bouillie d'avoine, et je m'y entends!

Elle parlait du ton le plus naturel, et ne jeta qu'un coup d'œil rapide et indifférent vers la porte, par où sortait Quéverne, le père de son mari, le maître pauvre et bon qu'elle avait insulté.

Il fut longtemps dehors, dans les champs, on ne sait où. Quand il rentra, la table desservie, il prit, sous la serviette, l'énorme tourte de pain, couleur de gland mûr, en tailla une tranche, et se coucha en mangeant.

Trois jours passèrent, et Quéverne pouvait penser que Marie oublierait les mauvais mots qu'elle avait dits; mais, le quatrième jour, au petit matin, elle demanda :

— Vous avez eu le temps de donner l'avoine à la Buissonne : attelez donc après midi, et je m'en irai, avec ma fille et mon fait, par la route de Moustertlin, retrouver ma mère.

— J'y ai repensé, dit le père, et vous ferez selon votre goût, puisque vous le suivez toujours.

Étant sorti, il commanda au valet de tenir attelé le char à bancs pour deux heures, et de ne mettre qu'un seul banc, parce qu'il y aurait « des hardes à emmener. »

A deux heures, il fit charger, dans la voiture, ce qui appartenait à Marie, peu de chose en vérité : un peu de linge, des coiffes dans un carton, quelque vaisselle, un ballot de vêtements, le berceau de Jeanne-Marie, des photographies, des coquillages. Elle aurait voulu aussi emporter le bois de son lit de nocces, mais Quéverne s'y opposa :

— Je le garde. Je veux que mon enfant, quand il sera de retour, trouve au moins dans ma maison quelque chose de vous!

Elle céda. Fut-elle même émue, secrètement, par cette volonté qui contrariait la sienne, mais pour une raison de tendresse? Quéverne put le croire, car elle dit, la main encore appuyée sur le bois luisant :

— Oh! moi, qui se souviendra de moi, dans la maison, si ce n'est pour regretter que j'y sois entrée?

Elle monta la première dans la voiture. Elle ne savait qui la conduirait jusqu'à Kerjan. A sa grande surprise, ce fut le père. Il avait conservé ses vêtemens de travail, lui si fier quand il allait chez d'autres. Avant de monter, il regarda pour voir si Marie avait le cœur à toutes ces choses qu'elle quittait, et si elle disait adieu au bonheur des premiers temps. Tout à l'heure, elle semblait prête à pleurer, près de lui. Il ne vit plus qu'une mère jeune, penchée sur l'enfant qu'elle tenait sur ses genoux et enveloppait de ses bras.

— Marie.

Étonnée, elle leva la tête.

— Regardez, à la porte de l'écurie, le valet qui vous a servie souvent.

La coiffe blanche s'inclina un peu, en signe d'adieu.

— Regardez la servante qui a du chagrin, à cause du petit... Regardez la maison que vous ne verrez plus.

Elle était humiliée, et elle ne salua plus.

Le closier saisit d'une main le rebord de la cage du char à bancs, et, avant même qu'il se fût assis, la Buissonne, qui savait que c'était lui, tourna et partit au grand trot. Il la modéra, à cause des ornières, il passa sous les branches des châtaigniers, avant la ferme neuve de Kerjouan, il suivit le chemin inégal, herbu, tournant, qui rôde entre les champs et descend vers la route de Moustertlin. La distance n'est pas grande, de la closerie à Kerjan. Mais il n'y a guère que les coureurs de musses qui puissent la franchir en ligne droite. Il fallut remonter vers Fouësnaunt, prendre un autre chemin vert, et arriver à la ferme du côté où la maison n'a point de fenêtre vivante, du côté du verger et du four, du côté de l'écurie couverte en chaume. Marie, entre les arbres, quand le talus n'était pas trop haut, regardait les choses de chez elle, mais aucune avec joie. Elle s'inquiétait de rentrer là, au milieu des valets non prévenus, et qui cause-

raient tout bas, derrière les meules de paille, de la mine qu'avait l'héritière de Kerjan, Marie Lanio, femme de condamné, revenue toute seule après trois ans et quatre mois de mariage. Qu'éverne, le buste droit, les yeux en avant, vers les lointains du chemin, ne parlait pas. Il arrêta tout à coup la jument, à l'endroit où s'amorce au chemin une sorte de charroyère qui mène droit à la ferme et fait partie du domaine.

— Je n'irai point chez les autres, dit-il, vous voilà presque rendue; allez toute seule à présent; quand vous aurez mis à bas tout votre fait, vous n'aurez qu'à dire: « Hue, la Buissonne! Retourne à ton maître! » et elle viendra à moi.

Elle remercia. Quand il fut descendu, elle lui tendit même la main, qu'il garda un petit moment.

Ce fut tout l'adieu. Marie tira sur la guide gauche, et ceux qui la virent arriver dans la cour, la prirent pour une folle, parce qu'elle était toute blanche de visage, qu'elle avait les yeux fixes, et qu'elle ne répondait point.

Immobile sur le chemin, caché par le talus, à dix pas de l'entrée de la charroyère, Qu'éverne attendit. Une rumeur de voix, peu de paroles en vérité, passèrent dans l'air chaud. Un homme jura. Des pas sonnèrent sur la pierraille de la cour. Puis il y eut un silence comme si tous les vivans de la ferme étaient entrés dans la maison et faisaient cercle autour de Marie et de Jeanne-Marie. Puis, au petit trot, la jument, tirant la voiture vide, revint vers le carrefour.

Moins d'une demi-heure après, le closier rentrait chez lui. La domestique le vit dételer la Buissonne, comme de coutume, puis, au moment où il passait près d'elle, qui était immobile, elle l'entendit qui disait :

— On va loin encore depuis qu'on est las!

Ils étaient donc séparés, ceux qui avaient voulu vivre ensemble : le closier, Pierre et Marie. A présent, ils étaient dans deux maisons et une prison. L'été mûrissait les avoines dans les terres maigres de Champdolent, mais la main de la ménagère allait manquer pour la maison; la mère de Marie avait retrouvé sa fille, mais douloureuse, irritée, ne pensant plus qu'à ce qui aurait pu être, et comme ensevelie dans le passé, d'où la voix des vivans ne la faisait pas toujours revenir; Pierre n'écrivait pas; il était perdu, et le père, qui avait, comme lui, mais bien caché et réduit à l'ordre, un cœur passionné, disait : « On

ne le reverra point, parce que le gars est trop fier pour se montrer sur la paroisse. »

Il connaissait bien son enfant. Vers la fin d'août, il s'était fait conduire à Quimper, et de là, par le chemin de fer, il avait fait un long voyage, jusqu'à la Roche-sur-Yon, pour voir son fils, une demi-heure, au parloir de la prison. Juge avant tout, plus sévère et plus juste que d'autres, il s'était d'abord informé de la querelle et du motif : « Qui a eu tort, de vous deux ? Dites-le-moi sans mentir ! » Gravement, sans interrompre, il avait écouté l'histoire de marine que lui contait l'enfant vêtu du costume des prisonniers. A mesure que les choses lui étaient expliquées, il s'était senti moins accablé ; il avait regardé moins sévèrement ce fils par lequel il souffrait. Puis il avait conclu :

— C'est vous qui avez eu raison, Pierre. Moi, je ne vous condamne pas. Mais les gens de chez nous ont pris parti contre vous, à cause de Marie... Naviguez à présent, quand vous serez hors d'ici ; moi, je ne pourrai pas vous faire une autre visite ; naviguez tant que vous voudrez... Écrivez seulement un peu... Plus tard, si Dieu le permet, vous reviendrez à Champdolent. Qui sait ?

Le jeune homme avait secoué la tête, pour faire entendre que le père ne disait cela que par bonté, et que mieux valait, pour tous, ne plus se revoir au pays.

Au milieu de l'automne, Pierre avait repris son métier. Il n'écrivait guère. Il ne reparaisait ni à Fouësuant, ni dans les environs.

Dans les premiers temps, on plaignait encore Marie ; on lui disait : « Il a passé à Concarneau. — On l'a vu à Port-Joinville. » Peu à peu, les gens cessèrent de prendre intérêt à une vieille histoire, comme si les histoires étaient immobiles !

Le 2 août 1914, nul au pays, pas même le père, ne savait où était le pêcheur-laboureur, le Breton aux cheveux fauves, le mari qui avait tant aimé la fille de Kerjan. C'est à peine si, trois ou quatre fois, une carte postale était arrivée à Champdolent ; le texte était presque toujours le même, et le timbre de la poste seul différait : « Je suis en bonne santé, et souhaite que la présente vous trouve de même. »

Pierre était le voyageur, sans gîte et sans famille, sur la mer de Bretagne. Et la guerre le surprit au large des Glenans.

Le samedi soir, 4^{er} août, comme le vent soufflait de la côte,

et que la mer était vive, le chalutier, pour reposer les hommes, avait été mouillé à l'abri des dernières roches, au Sud de l'archipel. On venait d'amener les voiles. Le soleil rouge, couronné de deux nuages aussi minces que des lames de fer incandescent, et plus longs que la terre de Bretagne, s'enfonçait dans la mer et allait disparaître. Tout à coup, un sardinier de Benodet, *la Mouette*, sortant d'une des passes des Glenans, vent arrière, arriva à toute allure, et passa par tribord, à toucher le chalutier. Au même moment, l'homme de barre cria : « Il y a la guerre ! il y a la guerre ! » Le patron, les cinq autres marins de l'équipage, déjà couchés sous les toiles, se levèrent en sursaut et montèrent sur les bancs. Ils virent *la Mouette* emportée au loin, dans le rayon du soleil mourant, et un bras, à l'arrière, qui faisait signe.

Le patron du chalutier, un ancien, qui se trouvait près du gouvernail, compta du regard ses compagnons, se souvenant des femmes et des enfans. Il y avait trois mariés qui vivaient avec leur femme, et Pierre était le quatrième. L'un d'eux dit, se frappant le front avec le poing : « Nos pauvres petits, qu'est-ce qu'ils vont devenir ? » Deux autres, sans parler, mais le visage sculpté par la même pensée, se tournèrent du côté où on apercevait, débordant à droite les ilots, la ligne de brume des collines entre Fouësnant et Concarneau. Pierre Quéverne, debout à l'avant, sur le faux-pont, fit semblant de rire, pour montrer que tout lui était, à lui, indifférent. Le grand mousse sifflait la charge.

La mer les soulevait en mesure. Le grondement que font les flots autour des écueils enveloppait la barque. Le patron demanda :

— Va falloir rentrer, puisque c'est la guerre : a-t-on le temps de donner encore un coup de chalut sur la Basse Jaune ?

— Oui, dit Pierre.

Un autre homme répondit de même.

Alors ils se remirent à la manœuvre, et pêchèrent une dernière fois, ensemble, jusque passé minuit.

RENÉ BAZIN.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

L'ALLEMAGNE ET LA GUERRE

TROISIÈME LETTRE⁽¹⁾

LES FORCES MORALES

MONSIEUR LE DIRECTEUR ET CHER CONFRÈRE,

J'ai entendu dire en Amérique que l'art de parler consiste en trois points : 1^o avoir quelque chose à dire ; 2^o le dire ; 3^o se taire. Je croyais, je l'avoue, en être au troisième moment. A quoi bon songer et philosopher, à l'heure actuelle ? Socrate nous enseigne que, si les hommes savent, dans une certaine mesure, ce qu'ils veulent faire, ils ne savent, à aucun degré, ce qu'ils font effectivement, parce que les dieux se sont réservé le soin de tirer les conséquences de leurs actes, c'est-à-dire d'en déterminer le sens. Je doute que, dans le passé, on ait jamais saisi ce que signifiaient le Saint-Empire romain de nation germanique, le rêve de Charles-Quint, le traité de Westphalie, la formation de la Prusse, la philosophie de Fichte, les traités de 1815, la question d'Alsace-Lorraine, les guerres de 1864-66-70, comme, aujourd'hui, on est en mesure de le faire. Raisonner sur les événements en cours est la plus décevante des fantaisies. J'ai maintes fois observé que les inductions les plus savamment construites par les spécialistes les plus qualifiés étaient brutalement démenties par l'événement. L'homme ne peut prédire que le passé.

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre 1914 et du 15 mai 1916.

Et pourtant, comment s'empêcher de réfléchir ? Si, dans un temps comme celui-ci, il est criminel de rêver, à la manière du dilettante, en planant au-dessus de la mêlée, ne pourrait-il pas arriver, par hasard, qu'en cherchant bien, on tombât sur quelque idée juste et utile ? *Life is a trial*, disent les Anglais, vivre, c'est faire des essais en tout sens. Je me résous, mon cher Directeur, à tenter encore une fois l'aventure où vous m'engagez, dans l'espoir que, de ce que j'écrirai, une phrase, une ligne, un mot tombera dans quelque esprit sagace, qui le fera fructifier.

* * *

Jadis, au commencement de la guerre, je me suis demandé ce que signifiaient les actes de brutalité sauvage qui, de toutes parts, signalaient la conduite des Allemands. Il m'a semblé que cette barbarie n'était pas celle des barbares, des hommes primitifs, mais qu'il y fallait voir une méthode froidement et scientifiquement calculée, *eine nüchterne Philosophie*, « une philosophie conçue à jeun, » comme disent les critiques allemands. C'était, en quelque sorte, la synthèse hégélienne de la barbarie et de la civilisation.

Puis, avec tous ceux qui avaient reconnu et admiré le génie de l'Allemagne, tel qu'il s'était manifesté dans les temps passés, je me suis posé la question troublante : comment un tel phénomène a-t-il été possible ? Par quelle métamorphose l'Allemagne de Leibnitz, de Kant, de Goethe est-elle devenue l'Allemagne de Guillaume II ? Et il m'a semblé que, si les circonstances avaient puissamment agi, comme excitations extérieures, pour déterminer ce changement, certains germes, par ailleurs, de la monstrueuse arrogance d'aujourd'hui préexistaient dans l'esprit d'autrefois, en sorte que le changement avait consisté dans l'élimination des tendances modératrices, et dans un développement à outrance des tendances victorieuses, plutôt que dans la génération spontanée d'une âme entièrement nouvelle.

Ces questions demeurent, certes, pendantes et intéressantes, comme le prouvent tant d'écrits journallement publiés, en France et à l'étranger, où elles sont reprises et approfondies. Mais peut-être touchera-t-on de plus près encore la réalité qui nous étreint, si l'on concentre son attention sur le problème suivant : en quoi consistent les principes, l'esprit, le tempéra-

ment moral qui président à l'action allemande d'aujourd'hui; et, puisque, selon la déclaration de tous les maîtres de l'art militaire; en particulier de Napoléon, « les forces morales, à la guerre, constituent plus que la moitié de la réalité, » quel est le degré d'efficacité que comportent les forces morales allemandes, comparées à celles des Alliés?

*
* *

Ce n'est pas chose facile que de pénétrer dans l'âme allemande et de comprendre ce qui s'y passe. Un long et méthodique modelage (*Bildung*), terme par lequel les Allemands désignent l'éducation, a fait, de la conscience allemande, un monde à part. De tout temps, soit dans sa théorie du Saint-Empire romain germanique, soit chez ses philosophes, ses poètes ou ses politiques, l'Allemagne a été hantée par l'idée de l'absolu, du Tout, de l'universel. Elle a conçu ce tout, non comme une somme d'individus, comme un ensemble fait d'unités, mais comme un être substantiellement un, réellement distinct des élémens qui en forment la matière; capable, sans doute, de se mêler à ces élémens par la direction qu'il leur imprime, mais ayant en soi, en dehors d'eux, le principe et la loi de son existence.

Toute la spéculation, tout l'effort de l'Allemagne a tendu à prendre conscience et possession de cet absolu, et à le déployer à travers le monde. Ses penseurs, un Lessing, un Kant, un Fichte, un Hegel, un Goethe en ont donné la définition: tandis que la sagesse classique place la fin suprême de toute activité dans le parfait, conçu comme une forme, achevée et fixe, de l'existence, la pensée allemande met au fond des choses un absolu conçu comme un éternel devenir, comme une puissance contradictoire avec elle-même, ne créant une forme quelconque que pour la détruire et créer autre chose. *Wie ich beharre, bin ich Knecht*: « Si je persiste dans un état quelconque, je m'asservis, » dit Faust. L'absolu n'est pas un but, un terme, c'est un mouvement sans fin, c'est l'effort, non en vue du résultat, mais en vue de l'effort même: *das Streben um des Strebens willen*.

Qu'est-ce, en ce sens, que cette nature des choses (*rerum natura*), où la philosophie classique voyait l'objet de sa recherche? Rien de ce que contient ce monde où nous vivons,

selon la pensée allemande, n'est véritablement : ce qui nous paraît être n'est, en réalité, que posé comme existant (*gesetzt*) par le moi universel, qui veut se réaliser, et qui, selon la loi de son être, ne peut se connaître comme moi qu'en se dédoublant, en se projetant soi-même hors de soi, et en se donnant ainsi un obstacle à constater et à surmonter. La métaphysique allemande, comme l'a bien vu le distingué philosophe américain M. Santayana, dans son profond et élégant ouvrage : *Egotism in German Philosophy*, est la substitution de *Setzen* (poser) et *Gesetzt werden* (être posé) à *Sein*, c'est-à-dire à l'être que la pensée humaine attribue aux choses.

En poursuivant, avec sa logique effrénée, les conséquences de ce principe, la philosophie allemande a, de proche en proche, réduit au rang de moyens, de momens, d'étapes, de formes transitoires, tout ce que l'humanité reconnaît comme fin en soi. Telles la vérité, la beauté, la justice, la sainteté. En vain, devant ces objets, la raison s'incline : pour la pensée allemande, ce sont des formes artificielles et changeantes, que pose devant soi, pour s'affirmer de plus en plus, un moi insondable et irréalisable, qui leur demeure infiniment supérieur.

Une des conséquences de cette doctrine est le rôle effacé qui, dans la théorie de la vie, échoit à la morale, telle que les hommes la comprennent.

L'absolu véritable, le grand moi allemand est au-dessus de la morale. Il est un et il est tout. Il ne reconnaît d'autre loi que celle qui le pousse à se réaliser avec une puissance et une ampleur toujours croissantes. La morale, à ce point de vue, n'a de sens qu'à propos des individus que le grand Tout pose dans le temps et l'espace, pour convertir, par eux, son existence virtuelle en existence actuelle. Elle consiste, pour ces individus, dans le devoir de se subordonner sans condition au tout dont ils font partie. « Il y a chez l'homme, disait Bismarck, une volonté de servir : *Es ist im Menschen ein Dienen-wollendes*. Seule cette volonté compte. Peu importe la conduite que tient l'homme dans les choses qui ne touchent qu'à sa dignité propre ou à ses rapports avec ses semblables. L'amour sexuel, par exemple, selon une doctrine reçue en Allemagne, est chose purement privée : *Liebe ist Privatsache*, c'est-à-dire indifférente. A la morale féminine et sentimentale, qui apprécie la loyauté, la délicatesse, la pureté, l'Allemagne substitue, estime-t-elle,

une morale toute virile, qui ne connaît que l'utilisation des élémens individuels au profit du tout (*die Brauchbarkeit*).

On sait comment, d'idéal et de transcendant, le Tout allemand est devenu visible et matériel. Il n'est autre, depuis Hegel, que l'État, ou, plus précisément, l'État prussien. La moralité vraie consiste, dès lors, à se faire, *perinde ac cadaver*, la chose de cet État. Être esclave de cette toute-puissance, seule réalisation de la conscience divine, s'identifier avec elle, pouvoir dire : *In illa vivimus, movemur et sumus*, c'est participer au gouvernement de l'univers, c'est devenir soi-même, au sens éminent du mot, c'est être libre et tout-puissant.

Telle est la conception de la vie humaine, selon les penseurs allemands : cette philosophie s'est traduite, notamment, par une théorie de la guerre qui présente un grand intérêt.

La guerre n'est nullement, comme le croient les âmes sensibles, un fait anormal et déplorable. Elle a son fondement dans la loi primordiale de l'être, en tant qu'une nation, comme un moi quelconque, ne peut se poser qu'en s'opposant, vivre qu'en brisant des obstacles, et que la guerre est la lutte et la destruction par excellence.

La guerre survient lorsque, un différend se produisant entre deux États ou groupes d'États, le droit se trouve impuissant à le régler. Elle n'est autre chose que le retour à l'état de pure nature, c'est-à-dire à cette condition primitive où la notion de droit n'existe pas encore, et où il n'y a, pour terminer les conflits, d'autre moyen que la force.

La règle de la guerre est déterminée par là. Selon la définition de Clausewitz, « la guerre est un acte de violence, et l'emploi de la violence n'y admet aucune borne. » (*Der Krieg ist ein Akt der Gewalt, und es gibt in der Anwendung derselben keine Grenzen.*)

On ne peut légitimement opposer aucune loi humaine, aucun scrupule de foi jurée, de loyauté, d'humanité, de chevalerie, de sensiblerie, à un mode d'action dont la définition même exclut toute limitation, toute entrave. La perfection de la guerre, c'est la force comme unique fin, comme unique principe, comme unique loi.

Le problème qu'elle pose consiste à convertir, autant qu'on le peut, tous les élémens dont on dispose en forces utilisables, et à organiser ces forces de manière à procurer l'anéantisse-

ment des forces adverses. Les élémens à exploiter sont, les uns de nature matérielle, les autres de nature morale. Les seconds sont plus importans que les premiers. On sait que Bismarck appelait « momens, » — c'est-à-dire poids — psychologiques ces « impondérables, » qui, finalement, font pencher la balance. C'est affaire à la science de manœuvrer ces forces comme on dispose des forces matérielles. Dans l'armée allemande, dans la nation allemande, comme dans le système de Hegel, la vérité, la justice, l'histoire, les faits, les sentimens, l'honneur, les argumens, la logique, n'ont de valeur, n'ont de réalité, que dans la mesure et sous la forme que commande l'intérêt allemand. Tout ce qui n'est point immédiatement de la force est élaboré de manière à se muer en force. Dieu, par exemple, peut, en ce sens, rendre de grands services. Le mot Dieu représente une somme énorme de forces de tension, qu'un chef habile peut s'approprier et convertir en forces vives. D'une manière générale, par un emploi scientifique de l'enthousiasme, du raisonnement, des cantiques, de l'alcool, des *Lieder* sentimentaux, de l'esprit de corps, des chants de guerre, de l'instinct d'imitation, de la suggestion, des appétits bestiaux ou dépravés, de l'orgueil national, du mensonge, de la cupidité, et, en première ligne, de la peur, on discipline, on polarise, on réduit en une force unique, immanente à toute une nation ou à tout un groupe de nations, la multiplicité éparse et incohérente des forces individuelles.

Chez l'adversaire, réciproquement, c'est la totalité des forces, tant morales que matérielles, que l'on s'applique à écraser. On fait appel, pour la destruction des forces morales ennemies, à cette partie de la science qui se nomme psychologie. Mais l'on ne s'en tient pas à cette psychologie classique qui vise simplement, par l'observation, à connaître l'homme tel qu'il est. Dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel, il s'agit de s'assurer l'initiative, de poser, d'imposer à l'adversaire les conditions de l'action. On se met donc en quête d'une science, non spéculative, mais pratique et active, enseignant, non ce que sont les hommes, mais comment on peut les faire tels que l'on veut qu'ils soient. L'Allemand entend déterminer à son gré, modeler, créer le moral de ses adversaires comme le sien propre. Sa psychologie est volontairement pipée, ainsi que toutes ses théories : elle est telle qu'il juge utile qu'elle soit pour servir son dessein.

D'une manière générale, il semble que cette psychologie compte principalement, pour briser les forces morales de l'adversaire, sur la terrorisation, laquelle atteindra son maximum, si l'action est aussi violente, horrible, imprévue et subite que possible. Et sa grande maxime, c'est que l'idée, chez l'homme, ne venant qu'après le fait, dont elle n'est que la traduction mentale, le jugement d'approbation ou de désapprobation n'étant, dès lors, que la constatation, en langage de conscience, du succès ou de l'insuccès confirmé, peu importent les moyens que l'on aura employés pour arriver à ses fins : tôt ou tard, ce qui aura duré sera proclamé la règle de la justice, du droit, du vrai, du bon et du bienfaisant.

Se peut-il que de telles conceptions de la vie et de la guerre suscitent dans les âmes ces forces morales qui, selon la doctrine allemande elle-même, sont la condition essentielle de la victoire ?

Nul doute que ces idées ne jouissent actuellement, chez nos ennemis, d'une efficacité imposante. Elles déterminent, par la discipline de fer où elles s'incarnent, cette tension constante, cet effort d'ensemble, un et aveugle, qui est le pendant psychique des grandes forces de la nature. L'encadrement, l'organisation, qui annihilent l'individu, produisent, comme fatalement, l'identité des sentimens et des volontés. L'appel, officiellement fait, aux passions ignobles de jouissance et de profanation, par exemple, ne peut manquer d'être avidement entendu par un peuple qu'une culture quasi exclusivement physique et intellectuelle a laissé presque à l'état brut, en ce qui touche les côtés affectifs et moraux de la nature humaine.

Il y a, d'ailleurs, une puissance redoutable dans le fait d'être l'homme d'un seul livre, d'un seul point de vue, d'une seule idée. Grâce à la savante combinaison de connaissances et d'ignorances, de faits vrais et de faits faux, d'érudition et de théories, qui constitue ce bouillon de culture qu'on appelle l'enseignement national allemand, la nation allemande aperçoit l'ensemble des événemens humains, depuis la création du monde jusqu'à nos jours, comme formant un système parfaitement lié, dont la signification, à chacune des phases de son développement, n'est autre que l'acheminement vers la réalisation

de l'Empire universel, promis à l'Allemagne par la Destinée.

Et le détail même des faits lui apparaît sous un jour semblable. Telles les péripéties de l'action militaire. De longue date l'Allemand est fait à cette idée, que les voies de la Providence sont impénétrables, en sorte que la défaite même la plus caractérisée est facilement interprétée par lui comme une voie détournée qu'emploie la Providence pour lui donner la victoire. L'obéissance passive qu'on exige de lui ne lui est pas pénible. A l'école, à l'usine, dans la vie corporative, dans la vie commune, il s'est habitué à agir comme une partie dans un tout, comme une cellule dans un organisme. Il est militarisé jusqu'aux moelles. Il se trouve hors de son élément et dépaycé, quand il est forcé de se conduire par lui-même. Enfin, aux jours d'épreuve, il croit, comme à une loi d'airain, à la nécessité, à la toute-puissance du sacrifice. Au sujet de la guerre de 1870, les Allemands se vantent volontiers d'avoir, dans les batailles qu'ils ont gagnées, perdu plus de monde que l'adversaire. La victoire, estiment-ils, à la guerre comme dans les affaires, est à qui sait courir les plus gros risques, essayer les plus grandes pertes. Telle est, enseignent les pasteurs allemands et les philosophes hégéliens, la leçon profonde du christianisme et de l'histoire : qui veut sauver sa vie la perd ; qui la perd la gagne. Se sacrifier à l'État choisi par Dieu pour subjuguier le monde, s'identifier avec les héros en qui l'Éternel se réalise, c'est se vêtir de gloire et d'immortalité.

« La guerre, se demande le baron Colmar von der Goltz, à la fin de son livre fameux : *La Nation en armes*, a-t-elle quelque intérêt pour le simple mortel, pour l'homme du commun ? — Certes ! répond-il, la récompense proposée à sa valeur est véritablement sublime. C'est la même qui brille, au haut du sentier épineux, devant le regard du poète et de l'artiste ; c'est l'immortalité ! Un charme d'une puissance irrésistible git dans ce mot. Objectera-t-on que, si le nom des Frédéric et des Napoléon est destiné à subsister éternellement, les milliers de soldats qui sont tombés pour leur gloire sont oubliés ? Courte et mesquine sagesse ! Les soldats d'Alexandre sont eux-mêmes Alexandre ; Annibal et l'armée d'Annibal ne font qu'un. Le souvenir de la postérité ne sépare pas l'armée de son chef. Les différences de rang disparaissent à ses yeux ; et, dans la mémoire qu'elle garde des grandes actions guerrières, l'humanité honore

tous ceux qui y prirent part, à quelque poste qu'ils aient combattu... Mieux vaut avoir bien rempli son temps, si bref soit-il, que de prolonger une existence inutile. Avoir participé à une grande œuvre, c'est tenir, dans l'histoire, une place qui ne nous sera pas ravie. »

*
* * *

Telles sont les idées dont se nourrissent et vivent les Allemands, telles sont les forces morales qu'ils apportent à la lutte. Quelles sont celles dont nous disposons, et que valent-elles, comparativement ?

Certes, il est avantageux de nous persuader que nos forces morales sont supérieures à celles de l'adversaire, et le patriotisme nous y dispose. Mais la persuasion serait sans doute encore plus profonde et efficace, si elle trouvait sa justification dans un examen méthodique et impartial des choses.

Nous n'avons, nous, ni ne saurions nous arroger la prétention de refaire le monde d'après nos idées ou nos intérêts, et, au nom d'un sens de l'objectif et de l'absolu que nous serions seuls à posséder, de décréter que, d'un bout à l'autre du temps et de l'espace, les êtres et les faits sont tels que le pose, à son gré, notre moi collectif. L'idée ne nous viendrait pas, par exemple, d'enseigner dans nos écoles que l'Allemagne ne se compose que de barbares et de Celtes, comme on enseigne dans les écoles de Berlin que la population des États-Unis comprend : 1^o des nègres, 2^o des Indiens, 3^o des Germains. Nous prenons ingénument le monde tel qu'il nous est donné. Nous y rencontrons des êtres doués de ce que le commun langage appelle : la personnalité. Nous constatons que cet attribut, avec les qualités qu'il implique ou qu'il engendre, — conscience et possession de soi, liberté, capacité morale, sociabilité, originalité artistique et littéraire, — a été tenu, de tout temps, par les hommes les plus intelligents, pour la forme la plus élevée de l'existence en notre monde, et qu'en effet l'être qui en est doué résume en lui et dépasse ce qu'il y a de meilleur dans tous les êtres. Nous estimons donc que ce caractère, ébauché par la nature, susceptible de se perfectionner par un développement libre, doit être respecté là où il existe, favorisé dans son progrès là où il est en voie de formation. Et, constatant que la personnalité se rencontre dans les nations aussi bien que chez les individus,

nous considérons comme un devoir, pour l'humanité, de reconnaître le droit à l'existence, non seulement aux personnes individuelles, mais encore aux nations douées d'une personnalité véritable.

C'est la différence de point de vue existant, à cet égard, entre l'Allemagne et les Alliés qui donne sa signification à la guerre actuelle. Et cette signification vient encore d'être mise en évidence par l'entrée en scène des États-Unis au côté des Alliés. Cette nation avait fait la guerre, en 1860, pour résoudre expérimentalement, à la face du monde, selon la parole d'Abraham Lincoln, la question de savoir « si une nation libre, si le gouvernement du peuple pour le peuple et par le peuple, est susceptible d'exister et de durer. » Aujourd'hui, les États-Unis, par la bouche du Président Wilson, déclarent : « Nous sommes fiers d'offrir notre sang, notre vie, tout ce que nous possédons, pour la défense des principes dont est née notre patrie. »

Cette guerre, dans la pensée de ceux qui l'ont déchainée, n'est pas, tout d'abord, comme on le dit parfois, une guerre économique. L'auteur du livre fameux : « *J'accuse*, » écrivain allemand d'une remarquable compétence, en donne la frappante démonstration. La conquête économique du monde par l'Allemagne, en un temps dont le terme se rapprochait avec une rapidité effrayante, n'était que trop certaine, si la paix eût duré. Mais cette victoire ne lui suffisait pas. Peuple-maitre, *ein Herrenvolk*, ainsi qu'elle aime à se désigner elle-même, l'Allemagne entendait, au nom de sa culture, qu'elle déclarait supérieure à celle de tous les autres peuples, imposer sa domination à l'univers, et l'organiser à sa façon. Elle affectait, d'ailleurs, de n'avoir que du mépris pour ceux qu'elle se disait appelée à gouverner. Et elle se plaisait à s'en faire haïr, car elle définissait la haine une peur lâche et honteuse. A l'heure qu'elle s'était marquée pour frapper le coup décisif, elle jeta le gant aux nations civilisées.

Celles-ci le ramassèrent. Elles se refusèrent à reconnaître comme supérieurement cultivée une nation qui prétendait enlever aux autres l'attribut le plus précieux de l'humanité : le droit d'être soi-même et de développer librement, en respectant le droit des autres, les qualités propres dont on est doué. Et la suite ne montra que trop brutalement de quel côté était la vraie civilisation.

La signification de la lutte est aujourd'hui tellement évidente, que la neutralité morale est devenue impossible, et que la neutralité politique et militaire elle-même ne s'abrite plus guère que derrière l'impuissance.

En fait, les nations qui n'osent entrer dans le conflit sont peut-être celles dont l'existence morale est le plus intéressée à la victoire des Alliés. Car les Allemands ne pourraient, quoi qu'ils fissent, extirper le français et les Français, l'italien et les Italiens, tandis que, vainqueurs, ils anéantiraient, en les absorbant, les nationalités qui, par certains côtés, se rapprochent de la leur. Les Allemands sont encore plus redoutables pour leurs amis que pour leurs ennemis. La guerre de 1870 fut l'absorption de l'Allemagne du Sud par l'Allemagne du Nord; la présente guerre a pour but immédiat l'absorption de l'Autriche.

Ainsi il est bien certain que cette guerre est la lutte soutenue par la foi à l'idéal, par le dévouement à l'humanité, au droit, à la liberté, à la valeur des nationalités, contre la violence, le despotisme et le mépris de la dignité humaine.

Or, les forces morales que, de part et d'autre, une telle lutte met en jeu sont-elles égales entre elles? Le droit qui, même au plus fort de la mêlée, refuse d'abdiquer et de céder la place à un prétendu état de nature où la violence et la fraude régneraient seules, est-il capable de susciter des énergies aussi réelles et efficaces que celles qu'engendre la doctrine brutale : pour la force, par la force?

*
* *

C'est une longue et tragique histoire que celle de la conscience humaine se refusant invinciblement, quelques assauts qu'elle doive subir, à composer avec la force. Rien de plus vraiment sublime que le mot de Caton : *Victrix causa diis placuit, sed victa Catoni*. Avec quel respect le monde n'a-t-il pas salué l'œuvre d'un grand artiste intitulée : *Gloria victis*? Cette victoire morale du droit et de la vertu est le plus beau sujet qui puisse être offert à l'art et à la poésie. Mais l'admiration qu'elle inspire n'est pleine et entière que si, à la résistance intérieure de la conscience se joint la résolution de la volonté, décidée à tous les efforts, à tous les labeurs, à tous les sacrifices, pour transformer la victoire morale en victoire matérielle et effective. *Gloria*

victis, noble devise comme prélude de cette autre : *Gloria victoribus!*

Il faut convenir que les Allemands n'ont rien fait pour endormir les vaincus, pour les induire à oublier. Il entraînait dans leur politique de se ménager une ceinture d'ennemis. Et, la guerre déchaînée, ils se sont, tout de suite, appliqués, avec une sûreté de méthode inouïe, à exciter contre eux les révoltes morales les plus exaspérées. Rien n'a manqué de ce qui pouvait développer au plus haut point, dans les consciences, le sentiment du péril suprême que courait l'humanité. Et, de toutes parts, à mesure qu'on fut informé, cette pensée s'est fait jour : Quand la lutte est entre le bien et le mal, comment l'issue pourrait-elle être douteuse? Il ne se peut que la justice trahisse à ce point ses défenseurs. Cette guerre est l'Armageddon de l'Écriture : la victoire a déjà fait son choix.

Avec quelle conviction, avec quelle ardeur communicative ces grandes idées ne furent-elles pas développées! Cette éloquence, toutefois, suffit-elle à produire le miracle par où la parole se transforme en action?

Il en faut convenir. Ce n'est pas en vain que les hommes ont, de plus en plus, à mesure qu'ils ont réfléchi, distingué entre les mots et les choses. Le temps n'est plus où l'on pensait guérir une maladie en la nommant par son nom. Ce n'est pas assez de démontrer avec une évidence éclatante et de flétrir avec une indignation sincère la barbarie allemande, pour armer les bras et les cœurs de la force nécessaire à son extinction. « Assez de paroles, » ont, dès le début, proclamé les Allemands, qui, eux-mêmes, il est vrai, ne s'en abstiennent guère, « l'heure est aux actes : »

*Der Worte sind genug gewechselt,
Nun lasst uns einmal Taten sehn!*

L'idéal brille dans l'empyrée ; la justice, la liberté trônent dans le monde des noumènes. Mais ces essences suprasensibles n'ont, à cause de leur sublimité même, aucune influence sur notre monde, et c'est le fait de la niaiserie ou de la lâcheté, d'attendre le triomphe de sa cause de la valeur morale qu'on lui attribue.

Si odieuses que soient ces maximes allemandes, elles portent en elles un enseignement. Il est certain que l'Évangile lui-

même, en promettant à l'homme l'assistance divine, attend de lui qu'il agisse, pour sa part, de toutes ses forces. « Nous sommes, dit saint Paul, les collaborateurs de Dieu. »

La condition première d'une action puissante et féconde, c'est l'union. Jamais elle ne fut aussi indispensable. *Quod natum est*, disait Lucrèce, *id procreat usum* : l'organe crée la fonction. Le progrès inouï des moyens de communication a suscité des organisations de plus en plus considérables. Une organisation large et solide est désormais, sur tous les champs de bataille, la condition indispensable d'une action victorieuse.

Les champions du droit n'ont eu garde de méconnaître cette loi des temps modernes. Ils ont créé la noble devise : « Union sacrée. » Et beaucoup d'admirables discours ont, sur ce thème, fait vibrer les cœurs. Il n'est pas certain, toutefois, que cette formule, telle du moins qu'elle est souvent interprétée, suffise à produire le genre d'unité que réclame la guerre actuelle.

Plusieurs, en prononçant avec une conviction émue le mot d'union sacrée, entendent que, provisoirement et dans la mesure qu'ils jugeront convenable, ils mettront de côté leurs revendications particulières, pour se consacrer, le plus largement possible, à la défense nationale. Ils ne dissimulent pas, d'ailleurs, qu'au fond de leur cœur ils conservent religieusement toutes leurs idées, et qu'ils s'empresseront de les remettre en avant dès que la paix sera suffisamment rétablie. D'aucuns se plaisent à conjecturer que les événemens actuels eux-mêmes doivent nécessairement profiter à la cause qui leur est chère et assurer le triomphe de leur parti. Et ils trouvent très pratique d'employer le présent à préparer l'avenir spécial qu'ils ont en vue.

Telle est la manière dont certains entendent l'union sacrée et le patriotisme. On ne peut s'empêcher de se demander si cette préoccupation inquiète de reprendre, aussitôt la guerre terminée, les querelles et les luttes d'antan, au point précis où on les a laissées le 3 août 1914, en se faisant gloire de n'avoir rien appris, rien oublié, est vraiment la disposition la plus favorable à l'accomplissement du devoir présent. Ne semble-t-il pas que, pour de tels esprits, la guerre risque de se réduire à un pénible cauchemar et à un fâcheux intermède, dont il importe, avant tout, de hâter la fin ? Est-il sûr que ceux qui pensent ainsi se donneront tout entiers au devoir actuel, et

réaliseront cette unité profonde et vraie de pensée, de sentiment et d'action, qui est la condition de la victoire ? Et, pour ce qui est de l'avenir, auquel, certes, nous devons, de toutes nos forces, songer dès maintenant, n'est-il pas certain qu'il dépendra, en première ligne, de la manière dont nous aurons conduit et terminé cette guerre ? L'avenir, c'est en ce moment même, ou jamais, que nous le faisons. L'heure actuelle sera, pour l'histoire, un point de départ.

Gardons-nous donc de croire que nous ayons assez fait pour la patrie en prononçant, chacun à sa manière, le mot d'union sacrée. La patrie demande davantage. Lorsque M. Lloyd George, devenu premier ministre, se retrouva dans la Chambre des Communes, il s'écria : « Il n'y a plus de partis. — Monsieur le Premier, lui répondit M. Asquith, il n'y a plus d'opposition. »

Est-ce à dire, maintenant, que les idées, les discours, les formules ne puissent en aucune façon être efficaces ? Ou bien faut-il admettre que, si l'idée peut n'être, en effet, qu'une abstraction et le mot n'être qu'un bruit, il est, d'autre part, certaines idées et certains mots, qui, déjà, sont, véritablement, des vouloirs et des forces ?

*
* *

Il est impossible de vaincre un adversaire puissamment armé, si l'on n'étudie ses moyens d'action, et si l'on ne met à profit les résultats de cette étude. C'est, naturellement, ce que font, dans leur domaine, nos chefs militaires. L'examen critique des forces morales ennemies n'est pas moins utile que celui des forces matérielles.

Les Allemands appliquent avec une logique sans scrupule (*rücksichtslos*) leur maxime : *Krieg ist Krieg* : « La guerre est la guerre. » Étant donné l'état de guerre, ils écartent, purement et simplement, tout ce qui ne tend pas à réaliser la fin de la guerre, telle qu'ils la conçoivent, et ils admettent indistinctement tout ce qui va dans ce sens.

Avant tout, l'État allemand décrète, chez ses citoyens comme chez ses soldats, l'abolition totale des volontés individuelles et leur transmutation en une volonté nationale rigoureusement une. « Dès que l'état de guerre existe, lit-on dans le calendrier populaire *Kunst und Leben* pour 1916, le fantôme

de l'indépendance individuelle s'évanouit ; on se rend compte qu'un peuple est un Tout, sentant et agissant comme tout ; et le petit moi personnel disparaît, absorbé dans le grand moi historique de la nation. »

Il ne suffit pas de taxer d'absurdité cette métaphysique suivant laquelle un Tout est d'autant plus réel et puissant que ses parties sont plus annihilées, pour avoir raison de la force qu'elle suscite. Il faut contre cette force en dresser une plus puissante, de même qu'à l'artillerie ennemie on s'efforce d'opposer une artillerie supérieure. Mais la liberté, pour qui se battent les alliés, permet-elle à ses champions de lutter de coordination, de cohésion, d'abnégation, d'unité, avec leurs adversaires ?

Il n'est pas douteux que, quand il s'agit de masses d'hommes considérables, l'identité de vues, d'objet et de direction, l'exacte répartition du travail, l'utilisation systématique des forces, ainsi que l'élimination des influences antagonistes, ne soient singulièrement plus faciles à réaliser, si l'on part de l'unité elle-même, de l'existence actuelle d'un pouvoir absolu et intangible, que si l'on cherche son point d'appui dans des élémens divers, plus ou moins indépendans, considérés, chacun, comme maître de ses destinées. Dans le premier cas, le problème est, en quelque sorte, mécanique : c'est quelque chose comme l'organisation d'un système astronomique sous l'action d'un astre central. Dans le second cas, le problème est moral : il s'agit de persuader des volontés.

Or, la question est précisément de savoir si nous laisserons dire, si l'issue de cette guerre prouvera que, là où il est nécessaire de s'unifier et de combattre, la liberté se trouve dans une condition d'infériorité irrémédiable.

Sans doute, la liberté, chez les individus et dans les nations, n'a que trop de penchant vers l'égoïsme et vers l'anarchie ; on doit reconnaître, toutefois, qu'il ne lui est pas moins possible de se conformer à la loi et au devoir que de s'y soustraire, d'obéir que de se révolter, de vouloir le bien et l'utile que de se vouloir simplement elle-même. Descartes professait que la perfection de la volonté libre est de s'incliner devant la vérité. Quelle diminution réelle de notre liberté pourrions-nous bien subir, en observant attentivement la puissance d'action que donne à nos adversaires l'organisation dont ils se targuent, et en nous

appropriant, de leurs méthodes, ce qui est compatible avec notre idéal? Puisque, d'une volonté irréductible, nous voulons vaincre, nous voulons, par là même, employer, sans autre restriction que celles qu'impose le respect du droit et de l'honneur, tous les moyens requis pour obtenir la victoire.

Mais, dira-t-on, la préoccupation même de la liberté et de l'honneur s'oppose à un mode d'organisation qui implique, précisément, le mépris de la conscience individuelle et de la morale humaine. Il est certain que l'organisation libérale ne saurait être semblable à l'organisation despotique; mais il n'est nullement évident que la première soit condamnée à être moins forte que la seconde.

Celle-ci fabrique une machine qui est extérieure à son moteur, et dont les parties sont des rouages passifs. La liberté crée des organismes dont les organes sont, eux-mêmes, des organismes, et à travers lesquels, du centre à la circonférence comme de la circonférence au centre, la vie, incessamment, circule. Or la machine qui reçoit son impulsion du dehors est entièrement dépendante, pour son fonctionnement, de cette action extérieure. Que cette action vienne à manquer, ou se trouve impuissante à embrasser toutes les parties, tous les momens d'une réalité de plus en plus complexe et changeante, et la machine, abandonnée à elle-même, ne sera plus qu'une masse inerte et sans défense. Au contraire, la puissance d'un tout dont les parties sont elles-mêmes des tous est faite de la puissance des parties elles-mêmes. Un tel corps est indéfiniment capable de se maintenir, de croître et de se modifier; il peut, par l'initiative des parties comme par celle du pouvoir central, réparer ses pertes, corriger ses défauts, répondre à l'appel imprévu des circonstances. Certes, la liberté est chose hasardeuse : mais il dépend d'elle d'être non un agent de dissolution mais une force bienfaisante, organisatrice et conservatrice, une source d'énergie intarissable, une puissance d'action supérieure à tous les mécanismes : il suffit, pour cela, que, se maîtrisant elle-même, elle sache, sous l'idée du devoir et de l'intérêt commun, obéir et commander.

Mais, si les Allemands se croient moralement plus forts que leurs adversaires, ce n'est pas seulement parce que, dans les individus, ils substituent la volonté du Tout à la volonté propre. C'est encore parce qu'ils placent le premier moteur de

la machine dans une force concrète et actuelle, l'État, et non dans un idéal nuageux, distinct de la réalité. Ils ont su, disent-ils, se faire virilement réalistes, tandis que leurs adversaires sont demeurés des rhéteurs, des sentimentaux, des peuples féminins. Une force réelle préexistante est immédiatement capable d'agir, de s'accroître, de réduire et de s'incorporer des forces étrangères. Mais, des mots les plus sonores et des rêves les plus éthérés on ne peut tirer que du vent et des abstractions. Les Latins, race légère et crédule, parlent avec emphase, et attendent d'un heureux hasard l'apparition du phénomène qu'ils appellent par leurs incantations. L'Allemand, pour obtenir l'effet, commence par poser la cause.

Sur ce point encore, la doctrine allemande est très contestable. Sans doute, certains systèmes philosophiques veulent que l'idée ne soit jamais que le pâle reflet de l'action, l'épiphénomène stérile par lequel notre conscience, ignorante et infatuée, se représente comme un but qu'elle vise ce qui, en réalité, s'opère sans elle. Seul, le fait, nous dit-on, engendre le fait, et nul discours n'est efficace, s'il n'exprime l'action même qui, suivant les lois d'une nécessité mécanique, est en train de se réaliser.

Mais ce déterminisme radical, qui ne veut admettre, dans le rapport du passé à l'avenir, aucune possibilité de contingence, est loin d'être définitivement établi. Aujourd'hui même, d'importantes écoles philosophiques, sinon en Allemagne, où le fatalisme est chez lui, du moins dans les pays de civilisation classique, maintiennent l'antique doctrine suivant laquelle il peut réellement y avoir dans ce qui vient après, par rapport à ce qui précède, quelque chose de nouveau, quelque élément dû à l'intervention d'une activité véritable. « Le monde, aimait à dire William James, n'est pas tout fait (*ready made*), il est, aujourd'hui encore, et il sera toujours, en train de se faire (*in the making*). Et, avec sa verve humoristique, il ajoutait : « Il y a, bien véritablement, des idées que nous pouvons enfourcher » (*ideas upon which we can ride*), c'est-à-dire des idées qui sont capables de nous mener au but qu'elles nous représentent.

C'est que l'idée n'est pas nécessairement cette abstraction, cette chose inerte, que vise et que consacre le travail propre du savant. L'idée scientifique, si merveilleuse, est, en réalité, une création de l'esprit, cherchant une méthode adaptée à ses

facultés pour résoudre ce problème : expliquer les phénomènes sans se donner d'autres élémens que des phénomènes et des connexions de phénomènes. C'est pour satisfaire aux conditions de ce problème que le savant s'ingénie à détacher l'idée du sentiment, de la tendance, de l'âme et de la vie. Ainsi dépouillée, ainsi transformée, l'idée est impropre à mouvoir la volonté. Mais, sous sa forme naturelle, elle est tout autre. La vie de l'âme, en réalité, est une, et l'idée n'en est qu'une partie, solidaire d'ailleurs des autres parties, et fondue avec elles dans une pénétration mutuelle, dont la vie organique n'offre qu'une faible image. Prise ainsi dans sa réalité concrète, l'idée participe immédiatement de l'activité et de l'efficace qui appartiennent à l'âme et à la vie. Elle exerce son influence sur les sentimens et les résolutions, de même qu'elle en exprime les caractères et les tendances. Il y a, entre l'idée et les autres élémens de la vie psychique, action et réaction continuelles.

Ainsi il est très vrai que l'idée est susceptible d'engendrer, et l'on a raison de dire que certaines paroles sont des actes. Mais il s'agit alors de l'idée vivante et concrète, non de l'idée purement intellectuelle. La caractéristique de cette idée vivante, c'est l'effort de réalisation, qui, non seulement l'accompagne, mais en est partie intégrante. Ceux-là seuls la possèdent, qui, déjà, la servent et s'y dévouent. Le Logos dont il est dit dans l'Évangile qu'au commencement il était, et que par lui s'est fait tout ce qui est, n'est pas la parole ou l'idée toute nue : en même temps que parole, il est vie, lumière, amour, sacrifice.

Ne craignons donc pas de l'affirmer : les principes pour lesquels combattent les Alliés ne sont pas nécessairement, comme l'enseigne la psychologie allemande, de simples thèmes de rhétorique. La Révolution française n'est pas une phrase. Il est vrai, d'une vérité positive, que la croyance à la justice, à la valeur de la personnalité dans les individus et dans les nations, aux destinées morales de l'humanité, peut être, non seulement un noble objet de contemplation, mais un élan ardent et efficace du cœur et de la volonté, un effort où se concentrent toutes les énergies, un commencement d'action, qui s'épanouira, dans le monde visible, en réalité concrète. Que les défenseurs du droit et de l'idéal soient véritablement animés de cette foi vive et agissante, qui, selon le vers célèbre de Racine, est seule une foi sincère; et leur idéal devra l'emporter sur l'idéal allemand,

non seulement dans les régions de la pensée pure, mais encore sur les champs de bataille.

En effet, l'idéal allemand consiste à s'approprier et à organiser la plus grande somme possible des forces du monde donné. Il n'a, en réalité, de l'idéal que le nom : il n'est autre chose que le tout, l'organisation du réel. Les Allemands eux-mêmes sont fiers de déclarer que leur idéalisme est foncièrement réaliste. Or, non seulement l'organisation, à elle seule, si elle utilise merveilleusement les matériaux donnés, ne crée rien ; mais, appliquée à l'homme, elle ne saurait, d'une façon sûre et permanente, procurer les résultats qu'elle donne quand on l'applique à la matière brute. Car l'homme, malgré qu'on en ait, peut également se donner ou se refuser ; et nul ne saurait garantir qu'il consentira indéfiniment à se laisser traiter comme une simple quantité de force brute, ou que, s'il se résigne à cette condition, il conservera, dans toutes les circonstances, la même capacité de rendement.

Tout autre est la valeur de l'homme qui combat pour un idéal digne de ce nom.

Le droit, la liberté, la justice, l'humanité, tels que les conçoivent les alliés, dépassent le fait donné, le réel proprement dit. Et ainsi, dire que ces objets sont, eux aussi, à leur manière, des forces, des réalités efficaces, c'est dire qu'une véritable puissance créatrice se communique à l'homme qui veut sérieusement les réaliser. Loin, d'ailleurs, que la discipline acceptée en vue de ces fins idéales risque d'énervier et d'abattre les volontés, elle les exalte. Obéir à une loi que l'on sait juste et haute, c'est avoir conscience de se grandir soi-même.

Les soldats de la justice n'ont pas à craindre que leurs forces ne s'épuisent : elles leur viennent d'une source supérieure et infinie.

* * *

C'est pourquoi il est très juste de dire qu'en tant que l'issue dépend des forces morales, nous pouvons, nous devons vaincre. Mais vaincre, ce n'est pas seulement l'emporter dans la guerre. Après comme avant cette guerre, les Allemands seront. Le danger que leur existence fait courir à l'humanité aura-t-il disparu ?

Personne, apparemment, ne s'imagine qu'il suffise d'un

traité, d'une convention, d'un chiffon de papier, pour maintenir dans les limites du droit les agresseurs de la Serbie, les violeurs de la neutralité belge, les massacreurs des populations civiles, les restaurateurs de l'esclavage, les organisateurs de la guerre sous-marine faite traîtreusement au monde entier. Après comme avant la guerre, les Allemands réussiront, si leurs ambitions sont demeurées les mêmes, à déjouer toutes les précautions, à tourner tous les obstacles. Sans doute, les difficultés qu'ils rencontreront, au début, seront considérables ; mais l'Allemand est patient, dissimulé, insinuant quand il est faible, trameur d'intrigues, habile à parler la langue et le langage des autres peuples, empressé à flatter leurs ambitions, leurs idées et leurs goûts. Il n'est obstacle qui rebute sa ténacité, et qu'il ne s'évertue à convertir en auxiliaire. L'Allemagne de demain aura conscience d'avoir, pendant des années, résisté à l'univers. Quoi qu'il arrive, il est invraisemblable qu'elle se juge vaincue définitivement. C'est par l'épreuve, par la souffrance, par la chute, par le péché, selon la théologie allemande, que l'âme conquiert le salut. Les Allemands sont faits à cette idée, que le mal est l'instrument du bien, que la défaite est le prélude de la victoire. C'est ainsi que Sedan, à leurs yeux, découle d'Iéna, et le nouvel Empire allemand du traité de Westphalie. La prise de Verdun, qu'ils ont poursuivie avec tant d'acharnement, devait être, notamment, dans leur pensée, la consommation de leur effort séculaire pour rayer de l'histoire la date de 1648, qui avait confirmé le traité de Cateau-Cambrésis et consacré le triomphe de la France dans la guerre de Trente Ans. Se venger, punir, *Rache*, *Strafe*, ce sont les deux mobiles d'action qu'ils demandent au passé de leur fournir.

Et que l'on ne s'abuse pas sur la portée des divisions intérieures qui peuvent se produire en Allemagne. L'idée allemande, l'orgueil allemand, le culte de l'organisation allemande sont communs à tous les partis. L'impérialisme marxiste n'est pas moins pangermaniste que l'impérialisme gouvernemental. Et les organisations civiles sont des organisations militaires. Rappelons-nous l'avertissement de Henri Heine : « Quoi qu'il arrive en Allemagne, écrivait-il en 1833, Français, soyez sur vos gardes, demeurez à votre poste, l'arme au bras ! » C'est que, avide de pouvoir et d'indépendance collective, la démocratie allemande l'est encore plus des richesses du pays de France.

Certes, toutes les mesures nécessaires pour réduire un tel ennemi à l'impuissance devront être maintenues pendant un temps actuellement indéterminable. Mais il serait imprudent d'attendre de ces mesures la transformation de la nation de proie en un membre de la société des nations. Si l'Allemagne, telle que nous la voyons, n'est pas le peuple moralement supérieur qu'elle se vante d'être, elle possède, on ne peut le nier, une vitalité, une puissance interne de subsistance et de développement, que les échecs surexcitent plus qu'elles ne l'abattent. Elle s'est dressée tardivement, par un effort spontané, du fond de l'abîme : elle ne pourrait se transformer que par une conversion intérieure, par une seconde naissance. La théorie de Gœthe s'applique à elle :

Genesung (1) *hast du nicht gewonnen,
Wenn sie dir nicht aus eigener Seele quillt.*

« La guérison ne se produira que si elle jaillit du fond de ton âme. »

Est-il admissible que l'Allemagne, d'elle-même, par des causes internes, puisse changer? L'état d'esprit où elle se trouve, et qui est le résultat d'une combinaison de ses tendances primitives avec une éducation systématique, plusieurs fois séculaire, des intelligences, des volontés et des corps, recèle-t-il, en lui-même, quelque principe de dissolution?

On peut supposer que l'Allemagne, après la guerre, continuera de cheminer dans le sens où elle se précipitait dans ces derniers temps. Des deux momens contraires que l'auteur de *Faust* distingue dans l'activité humaine, l'effort et la jouissance, *Streben* et *Genuss*, il est visible que le second tendait, pour l'Allemagne, à devenir le but, tandis que le premier était relégué au rang de moyen. Or, l'idée du *Faust*, c'est que la jouissance comme but de la vie en est la ruine. L'activité la plus intense, si elle se prostitue au bien-être, expire dans le relâchement.

Tel était bien, en fait, le danger qui menaçait l'Allemagne avant cette guerre; et c'est une des raisons qu'invoquait le général von Bernhardi, dans son livre célèbre : *Deutschland*

(1) Le texte porte : *Erquickung*, soulagement.

und der nächste Krieg (1911), pour demander énergiquement qu'on se pressât de la faire.

Si le matérialisme dont les Allemands donnent actuellement des preuves effroyables se maintient parmi eux, il n'est pas douteux que la loi posée par Goethe ne se vérifie à leur sujet, et que, d'eux-mêmes, tôt ou tard, ils ne courent à la dissolution et à la ruine.

. *Savior armis*
Luxuria incubuit.

Que si, se ressaisissant, les Allemands viennent, au contraire, à réfléchir sur la crise actuelle avec quelque liberté d'esprit, il semble impossible qu'ils demeurent dans l'état d'âme où ils se trouvent en ce moment. Cet état se définit : une barbarie consciente et voulue. Or, quoi de plus paradoxal qu'une telle constitution mentale ? Il n'est pas douteux qu'il n'y ait, dans la prétention d'opérer la synthèse de la conscience humaine et de la barbarie, une sorte de démente de l'intelligence et de la volonté, qui, en soi, est un état d'âme absurde et instable. Comme, du feu et de l'eau, mis ensemble, l'un doit nécessairement supprimer l'autre, ainsi conscience et barbarie ne peuvent, indéfiniment, coexister. Asservie à la barbarie, la conscience est déshonorée et anéantie ; la barbarie déchainée au nom de l'impératif catégorique, révolte, en fait, dans leurs momens de lucidité, chez les soldats allemands eux-mêmes, les consciences les plus fanatisées.

Quand et comment se résoudra l'antinomie ? nul ne peut le dire, puisqu'il s'agit ici d'une décision intérieure de l'âme. Mais il est permis de remarquer que l'état d'esprit où l'Allemagne voit la plus haute expression de son génie est, en soi, une chose monstrueuse, et que les monstres, selon les lois de la nature, tendent, d'eux-mêmes, à disparaître.

Bien que l'orientation future de l'Allemagne dépende, avant tout, du travail qui s'opérera au fond des consciences, il n'est que juste d'admettre que certains événemens extérieurs pourront exercer sur les dispositions des esprits une influence considérable. Parmi ces événemens, nul ne serait plus efficace que la persistance et le développement, dans les diverses parties du monde, de libres démocraties, conciliant, de façon manifestement durable, la liberté et le droit des individus avec l'ordre

intérieur, avec la prospérité morale et matérielle, avec la puissance de soutenir, au dehors, ses droits, son indépendance, son intégrité. Rien de contagieux, disait Bossuet, comme l'amour de la liberté. L'Allemagne s'est faite sa geôlière, parce qu'elle affecte de la considérer comme l'éternelle révoltée. Que la liberté se montre plus sage, plus forte, plus sûre que le despotisme, et sa cause pourra trouver des défenseurs sincères et influens, même en Allemagne.

Tout espoir n'est donc pas écarté *a priori*, de voir, quelque jour, l'Allemagne, le peuple allemand, redevenir ou devenir une nation entre les nations, admettre que le droit n'est pas son monopole et sa chose, et qu'il lui est possible de vivre sans dépouiller ou supprimer les autres peuples. Si ce jour survenait, il serait permis aux nations de respirer, et de se contenter, pour assurer leur sécurité, de mesures de défense normales et modérées. Mais, à vrai dire, l'Allemagne, alors, ne serait plus l'Allemagne. Elle, qui est devenue ce qu'elle est en se proposant d'être toujours plus elle-même, et de se faire un corps où son âme se retrouvât, elle aurait, littéralement, changé d'âme. Jusqu'à ce que ce miracle se produise, deux devoirs, avant tout, s'imposent à nous : monter la garde, non seulement à la frontière, mais à l'intérieur ; et demeurer sages, unis et forts, dans la liberté.

ÉMILE BOUTROUX.

LES YEUX DE L'ASIE ¹⁾

II

LA LETTRE DU CAVALIER

Hâtez-vous de remettre cette lettre à :

*La sœur du Risaldar en retraite Major Abdul Qadr Khan,
Dans sa maison derrière le temple de Gulu Shah, près du village de
Korake, dans le Pasrur Tehsil du district de Sialkot, province
du Pendjab. — Expédiée du pays de France, le 23 août 1916, par
Duffadar Abdul Rhaman du 132^e (Pakpattan) de
cavalerie, anciennement Cavaliers de Lambert.*

*Que tous les employés des postes du gouvernement fassent diligence
avec cette lettre.*

Mère, ce que j'ai à vous annoncer, c'est que, pour la première fois en cinq mois, le courrier ne m'a pas apporté votre lettre. Mes pensées sont toujours avec vous. Mère, penchez votre oreille et écoutez-moi. Ne vous tourmentez pas ; je serai bientôt revenu avec vous. Imaginez que je suis simplement allé à Lyallpur (2) ; supposez que j'y ai été retardé longtemps par un officier, ou que je ne suis pas encore prêt à revenir. Mère, pensez à moi toujours comme si j'étais resté tout près de vous : je m'imagine bien, moi, que vous êtes toujours auprès de moi. Du courage, mère ! Il n'y a rien dans ce que j'ai

¹⁾ (1) Voyez la *Revue* du 1^{er} mai.

(2) Grand dépôt de recrutement dans l'Inde.

fait qui vous soit caché. Je vous parle avec vérité, mère ; je vous saluerai de nouveau. Ne vous chagrinez pas. Je vous le dis avec confiance : je m'inclinerai de nouveau devant vous pour vous saluer. Ce sera ainsi, mère. Je viendrai au cœur de la nuit et frapperai à votre porte. Puis j'appellerai bien fort, afin que vous puissiez vous éveiller et m'ouvrir la porte. Avec grand délice vous ouvrirez la porte et me presserez contre votre poitrine, ma mère. Alors je m'assoierai à côté de vous et vous dirai ce qui m'est arrivé, — le bien et le mal. Puis, après le repos et réconfort de la nuit, je sortirai quand le jour sera venu et j'irai saluer tous mes frères à la mosquée et dans les villages. Puis je rentrerai manger mon pain dans le contentement et la félicité. Vous, mère, vous me direz : « Te donnerai-je du *ghi* (1) ? » Je commencerai par répondre fièrement, comme un homme qui a voyagé : « Non, je n'en prendrai pas. Donnez-moi du beurre d'Europe. » Vous insisterez et je pousserai doucement vers vous mon assiette, et vous la remplirez de *ghi* et j'y tremperai mon gâteau avec joie. Croyez-moi, mère, ce retour à la maison se produira tout comme je viens de le décrire. Je vous vois toujours devant moi. Il me semble que c'est hier que je m'inclinai à vos pieds en vous faisant mon salut et que vous posiez votre main sur ma tête.

Mère, mettez votre confiance en Dieu pour sauvegarder ma tête. Si ma tombe est creusée en France, elle ne pourra jamais être dans le Pendjab, fissions-nous pour cela mille ans d'efforts. Si elle est dans le Pendjab, alors je reviendrai certainement jusqu'à elle, là même où elle est. Pour l'instant, mère, considérez ce qu'on me donne à manger. En voici le détail exact. Je mange chaque jour du sucre avec du *ghi* et de la farine, du sel, de la viande, des poivres rouges, des amandes et des dattes, des sucreries de diverses sortes ainsi que des raisins secs et des cardamomes. Le matin, je prends du thé et des biscuits blancs. Une heure après, de l'*halwa* et du *puri* (2). A midi, thé avec du pain ; à sept heures du soir, légumes au carry. Avant de me coucher, je bois du lait. Il y a du lait en abondance dans ce pays. J'ai plus de confortable ici, je vous le jure, mère, qu'aucun officier supérieur dans l'Inde. Quant à notre habillement, on y pourvoit sans compter. Vous vous récrieriez, mère, à voir le beau drap qu'on gaspille. Aussi je vous en prie, mère,

(1) Beurre indigène. — (2) Plats indigènes.

réconfortez-vous au sujet de votre fils. Ne déchirez pas mon cœur en me parlant de vos années. Dussions-nous devenir tous les deux aussi vieux que des éléphants, je suis toujours votre fils qui viendra vous demander, comme je le disais, à votre porte.

Quant aux risques de mort, qui en est exempt nulle part ? Ce n'est certes pas dans le Pendjab. J'apprends que tous ces mendiants religieux de Zilabad ont proclamé une foire sainte cet été afin de se faire nourrir par des personnes pieuses, et que, s'étant maintenant réunis par milliers au bord de la rivière pendant les chaleurs, ils ont propagé le choléra dans tout le district. Le monde entier est livré aux troubles furieux, mère, et il a fallu que ces fils de gens de rien préparent un festival de mendiants pour ajouter à tant de maux. Il devrait y avoir un ordre du gouvernement de faire sortir de l'Inde tous ces coquins fainéans et de les transporter en France et de les envoyer sur le front, de telle sorte que leurs corps puissent être des cibles pour la mitraille. Pourquoi ne peuvent-ils pas noircir leurs visages et s'étendre dans un coin avec une croûte de pain ? Il est certainement juste que les familles nourrissent leurs prêtres, mère ; mais, quand les paresseux s'assemblent par milliers, quémendant, et provoquant les maladies, et souillant l'eau potable, il faudrait leur administrer un châtement.

Beaucoup de maladies, telles que le choléra et la dysenterie, proviennent de ce qu'on boit de l'eau impure. Donc, il vaut mieux la faire bouillir, mère, quoi qu'on en dise. Quand les vêtements sont lavés dans l'eau impure, la maladie se propage encore. Vous allez dire, mère, que je ne suis plus un cavalier, mais une blanchisseuse ou un apothicaire ; mais je vous jure, mère, que ce que j'ai dit est vrai. Alors, j'ai deux recommandations à vous adresser au sujet de la maison que vous dirigez. Je vous prie, ma mère, de donner l'ordre que mon fils ne boive que de l'eau qui ait été bouillie, du moins depuis le commencement des chaleurs jusqu'après les pluies. Voilà une des recommandations. La seconde est celle-ci : comme je descendais vers la mer avec le régiment, la dame docteur Sahiba, des services civils, demanda à la dame de notre colonel s'il y en avait parmi nous qui désiraient faire prendre à leur maisonnée le charme contre la petite vérole. J'étais alors occupé de ma besogne et je ne répondis pas. Faites maintenant savoir à la Sahiba docteur que je désire qu'elle veuille bien faire prendre le

charme à mon fils le plus vite possible. Je vous recommande, mère, sur la tête de l'enfant, que ce soit fait bientôt. Je vous prie respectueusement de prendre ce soin sur vous.

Oh ! ma mère, si je pouvais maintenant vous voir, ne fût-ce que la moitié d'une garde de nuit, ou le soir en préparant le repas ! Je me rappelle les jours d'autrefois dans mes rêves ; mais quand je m'éveille, il y a le dormeur et l'endroit où il est couché, et tout cela est plus loin que Delhi. Mais Dieu accomplira les réunions et sûrement arrangera le retour.

Mère, penchez votre oreille et écoutez-moi sur ce point, ma mère. Il y a une chose dont je désire vous pénétrer fortement. Vous devez savoir que, parmi les recrues du régiment, il y a trop peu de musulmans de notre sorte. On envoie du Pendjab des recrues qui appartiennent au monde des cultivateurs et des ouvriers ordinaires. Il en résulte, au régiment, que nous, musulmans, nous trouvons inférieurs en nombre à ces gens de peu, et que les promotions sont faites en conséquence. Chacune de nos unités, ma mère, a été divisée en deux, c'est-à-dire qu'il y a quatre unités par escadron.

Nous, musulmans, devrions avoir au moins deux unités sur quatre, mais par suite du manque de recrues, nous n'avons pas assez d'hommes de notre sorte pour en former plus d'une. Or, mère, comme c'était du temps de nos pères, celui qui fournit les hommes obtient l'avancement. Donc, si nos amis, chez nous, et en particulier notre Pir-Murshid, voulaient s'efforcer de fournir quinze ou vingt recrues, je pourrais approcher mon colonel Sahib au sujet de ma promotion. Si mon colonel accueillait favorablement ma requête, alors, vous n'auriez plus, là-bas, qu'à vous occuper de fournir les hommes. Mais je crois, mère, qu'il n'y aurait aucune difficulté, si notre Pir-Murshid prenait lui-même l'affaire en mains et si le frère de mon père voulait bien s'y employer aussi. La famille est la famille, mère, fût-elle dispersée aux extrémités de la terre. On se rappelle encore au régiment le nom du frère de mon père à cause de son long service et de ses hauts faits de jadis. Dites-lui, ma mère, que les hommes parlent de lui chaque jour, comme s'il n'avait démissionné que d'hier. S'il parcourt à cheval les villages avec ses médailles, il fera certainement beaucoup de recrues dans notre classe. S'il y en avait cinquante, cela repré-

senterait beaucoup plus d'influence pour moi auprès de mon colonel. Il est fort avide de notre classe de Mahométans. Il en prendra autant qu'il en viendra.

Mère, notre Pir-Murshid aussi est un très saint homme. S'il leur prêchait après la moisson, il trouverait beaucoup de recrues, et je serais promu, et la pension des familles augmente avec la promotion. Dans peu de temps, avec l'assistance de Dieu, je pourrais commander une unité, si les recrues atteignaient un nombre suffisant grâce aux efforts de mes amis et de ceux qui me veulent du bien. L'honneur d'un de nous est l'honneur de tous. Exposez tout ceci au Murshid et à mon oncle.

La cavalerie n'a encore rien fait qui puisse être comparé à notre régiment : c'est peut-être le sort qui l'a voulu ; peut-être aussi les autres ne nous valent-ils pas. Il y a grand honneur à retirer de la lance avant qu'il soit longtemps. La guerre retrouve la liberté de ses mouvemens, et l'on envoie en avant des patrouilles de cavalerie. Nous avons repoussé Mama Lumra (1) de plusieurs milles à travers le pays. Il s'est enraciné de nouveau ; mais ce n'est pas le même Mama Lumra. Son arrogance a disparu. Nos canons retournent la terre de fond en comble sur lui. Il s'est construit des maisons souterraines qui sont de véritables forteresses, avec des lits, des chaises et des lumières. Nos canons les défoncent. Il y a peu à voir, parce que Mama Lumra est enseveli sous terre. Ces jours-ci sont complètement différens des jours où toute notre armée était ici et où les canons de Mama Lumra nous écrasaient jour et nuit. Maintenant, Mama Lumra mange son propre bâton. Le combat continue dans le ciel, sur terre et sous terre. Il a été rarement donné à personne de voir pareil combat. Pourtant, si la pensée se reporte à Dieu, ce n'est rien de plus que la pluie sur un toit.

Mère, j'ai été porté une fois « manquant, tué ou supposé fait prisonnier. » J'étais allé avec une patrouille à un certain endroit au delà duquel nous nous avançâmes jusqu'à une position qui avait été récemment prise par l'infanterie anglaise. Soudain le feu de l'ennemi s'abattit sur nous et derrière nous comme une averse. Voyant que nous ne pouvions pas battre en retraite, nous nous étendîmes dans des trous d'obus. L'ennemi fit les plus grands efforts, mais nos canons, l'ayant trouvé, le bombardèrent et il cessa. Le soir, nous sortîmes des trous d'obus. Nous

(1) Surnom de l'ennemi.

avons à marcher ; le temps était lourd et nous souffrions de la soif. Aussi nos cœurs furent-ils soulagés quand nous rentrâmes au régiment. Nous avons tous été signalés au quartier général de la Division comme perdus. Ce faux rapport fut donc annulé.

Les trous d'obus dans le sol sont de la dimension de notre parc aux chèvres et, en profondeur, de ma hauteur avec le bras levé. Leur nombre est tel qu'on ne les peut compter et il y en a de toutes les couleurs. C'est comme la petite vérole sur la face de la terre.

Nous n'avons point de petite vérole ni de maladies ici. Nos majors sont impitoyables : ils font brûler tout ce que ramassent les balayeurs. On dit qu'il n'y a pas de médecin comme le feu : il ne laisse rien aux mouches. On dit que les mouches produisent les maladies, particulièrement quand on les laisse se poser sur les narines et au coin des yeux des enfans ou tomber dans leurs pots à lait. Souvenez-vous de cela. Les jeunes enfans de ce pays de France sont beaux, et ils ne souffrent point de la maladie. Les femmes ne meurent pas en les mettant au monde. Ceci est dû aux médecins et sages-femmes qui abondent en savoir. C'est un ordre du Gouvernement, mère, qu'il est impossible à une sage-femme de s'établir si elle n'a pas prouvé ses capacités. Ce peuple est idolâtre, mais il ne manque pas de sagesse. Quand il se produit une mort qui n'est pas causée par la guerre, on l'attribue immédiatement à quelque faute du défunt concernant le manger ou le boire ou la manière de vivre. Si quelqu'un meurt sans cause apparente, les médecins mutilent immédiatement le corps pour s'assurer du mal qui se cachait à l'intérieur. Si l'on découvre quelque chose, il y a procès criminel. Ainsi la gent féminine ne trafique pas des poisons, et les femmes du mort n'ont pas lieu de se soupçonner mutuellement. En vérité, mère, le monde ne pêche que par ignorance. Le savoir et les connaissances sont les choses importantes.

Vos lettres m'arrivent à chaque courrier comme si nous étions à notre quartier général. On n'obtient ce résultat que par le savoir. Il y a des centaines de femmes derrière nos lignes qui nettoient et réparent les vêtemens sales des troupes. Après quoi ils sont passés au four à des températures très hautes qui détruisent complètement la vermine et aussi, dit-on, les maladies. On nous a aussi distribué des casques en fer pour protéger la tête

contre la chute des projectiles. On nous a demandé à tous s'il y avait quelque opposition de notre part. Ils sont plus lourds que le *pagri* (1), mais ils font dévier les balles. Sans doute c'est la volonté d'Allah que la vie de ses fidèles soit prolongée grâce à ces coiffures. Il veille particulièrement, pour les rendre à leurs mères, sur les fils qui vont aux pays étrangers.

Nous savons très bien comment le monde est fait. Gagner sa vie et supporter les peines est le devoir de l'homme. Si je vous fais savoir que j'ai gagné un grade au régiment, n'oubliez pas de distribuer des aumônes jusqu'à concurrence de quinze roupies et de nourrir les pauvres.

Mère, penchez votre oreille et écoutez-moi. Il n'y a aucune espèce de danger dans les images que font les boîtes (2). Qui-conque s'y soumet reste à tous égards comme il était avant. On ne lui prend rien de son esprit. Je me suis moi-même prêté, mère, à bien des images de ces boîtes, soit à cheval, soit debout à côté de mon cheval. Si jamais la Sahiba docteur Zénana désire de nouveau faire de mon fils une de ces images, ne lui arrachez pas l'enfant, mais laissez-la prendre l'image et envoyez-la-moi. Je ne peux pas le voir dans mes rêves parce que, à son âge, il change à chaque mois. Quand je suis parti, il commençait à peine à marcher à quatre pattes; maintenant vous me dites qu'il se tient debout en s'accrochant aux jupes. J'ai vraiment très grand désir de voir cela sur une image. Je sais lire les images maintenant aussi parfaitement que les Français. Quand j'étais nouveau dans ce pays, je ne pouvais pas comprendre du tout leur signification. C'est qu'il faut la connaissance qui vient des voyages à l'étranger et de l'expérience. Mère, ce monde abonde en merveilles qui dépassent tout ce qu'on peut croire. Nous, dans l'Inde, ne sommes que des pierres en comparaison de ces gens. Ils n'ont pas de procès entre eux; ils répondent du premier coup la vérité; ils ne se marient pas avant d'avoir de part et d'autre au moins dix-huit ans, et aucun homme ici n'a pouvoir de battre sa femme.

J'ai été logé chez un vieillard et sa femme, qui possèdent sept poules, un âne et un petit champ d'oignons. Ils ramassent le crottin de nos chevaux dans les rangs et l'emportent sur leur dos, très peu à la fois, mais d'une manière continue. Ils n'ont

(1) Turban. — (2) Photographies instantanées.

pas de quoi vivre ; pourtant, ils pourraient voir toute la nourriture du monde sans y toucher, si on ne les y invite pas. Ils se témoignent en toutes choses une courtoisie mutuelle.

Ils m'appellent *Sia* (1), qui correspond à *Mian* (2), et aussi *man barah* (3), qui signifie héros. Je leur ai parlé bien souvent de vous, ma mère, et ils désirent que je vous envoie leurs salutations. La femme m'appelle à rendre un compte rigoureux de mes actions chaque jour. Le soir venu, on me fait rentrer avec les poules ; mes vêtemens sont alors examinés et réparés quand c'est nécessaire. Elle me tourne et retourne entre ses mains. Si je montre de l'impatience, elle me donne une petite tape sur le côté de la tête, et je dis à mon cœur que ce sont vos mains, ma mère.

Maintenant, voici du français, ma mère :

1. *Zuur mononfahn*. Le salut du matin.

2. *Wasi lakafeh*. Le café est prêt.

3. *Abil towah mononfahn*. Levez-vous et allez à la parade.

4. *Dormeh beeahu mon fiz, nublich pahleh Bondihu*. Ceci, c'est leur manière de prendre congé pour la nuit en invoquant la bénédiction de leur Dieu.

Ils se servent d'un *Tashih* (4) de même forme que les nôtres, mais avec plus de grains. Ils disent leurs prières assis ou en marchant. Ayant vu mon *Tashih*, ces deux vieux manifestèrent de la curiosité à l'égard de ma croyance. Certainement, ils sont idolâtres. J'ai vu au bord de la route les images qu'ils adorent. Pourtant, ils ne sont certainement pas des *kafirs* qui cachent la vérité. Mais la miséricorde d'Allah est sans borne. Ils vous envoient tous deux leurs salutations en ces termes : *Onvoyeh no zalutazioun sempresseh ar madam vot mair*. C'est leur forme de bénédiction.

Elle a mis au monde trois fils. Deux sont déjà morts dans cette guerre, et du troisième elle n'a aucune nouvelle depuis le printemps. Il reste dans la maison le fils de son fils aîné. Il a trois ans. Son nom est Pir, qui dans leur langue désigne aussi un saint homme. Il court nu-pieds l'été et ne porte qu'un seul vêtement. Il mange de tout et particulièrement mes dattes. Il a appris à parler dans notre langue et porte un sabre de bois qui a été fait pour lui et un turban de notre couleur. Quand il est fatigué, il se réfugie au milieu de mon lit, malgré la défense

(1) Monsieur. — 2 Titre de respect chez les Mahometans. — (3) Mon brave. —

(4) Rosaire.

de sa grand'mère dont il n'a aucune peur. Il n'a peur de rien. Ma mère, il est presque tout pareil au mien. Il lui envoie ses salutations. Il l'appelle « mon frère qui est dans l'Inde. » Il prie aussi pour lui tout haut, devant une idole qu'on le mène adorer. Comme il est très gras, il ne peut pas encore s'agenouiller longtemps et tombe de côté. L'idole représente *Bibee-Muricm* (1), que dans ce pays on croit être la gardienne des enfans. Il a aussi une petite idole à lui au-dessus de son lit, qui représente un certain saint appelé *Pir*. Il monte sur l'aune et dit qu'il veut devenir soldat dans la cavalerie. Je fais mes délices de sa présence et de sa conversation.

Les enfans de ce pays sont instruits dès leur naissance. Ils vont aux écoles, même quand les obus tombent tout à côté. Ils connaissent tous les pays du monde, savent lire et écrire dans leur langue et calculer. Même les petites filles de huit ans savent calculer, et celles qui sont en âge de se marier connaissent à fond la cuisine, les comptes, la direction d'une maison, le blanchissage des vêtemens, l'agriculture, la confection des habits et toutes les autres charges, sinon elles sont tenues pour faibles d'esprit. On donne à chaque jeune fille une dot à laquelle elle ajoute de ses propres mains. Aucun homme ici ne moleste une femme dans aucun cas. Elles vont et viennent à leur gré pour leurs affaires. Il y a une chose dont je serais bien content, mère. Je serais bien content que tous les hommes de l'Inde fussent transportés en France avec toutes leurs femmes pour voir le pays et profiter de leurs expériences. Ici il n'y a point de querelles ni de discordes, et il n'y a point ici de malhonnêteté. Tout le long du jour, les hommes ici font leur tâche et les femmes font la leur. En comparaison de ces gens, les gens de l'Inde ne travaillent pas du tout. Tout le long du jour, dans l'Inde, ils sont occupés à de mauvaises pensées et les femmes tout le long du jour, dans l'Inde, ne font rien que se quereller. Si les choses sont en cet état, mère, la faute en est aux hommes de l'Inde, car si les hommes voulaient éduquer les femmes, elles abandonneraient les disputes.

Quand un homme va courant de par le monde, son entendement s'élargit et il devient habile aux différentes tâches. Le tout est de montrer du courage. A l'heure présente, chacun fait

(1) La Vierge Marie.

voir sa bravoure ou sa couardise. Les occasions d'avancement viennent vite. Il ne s'en représentera pas de pareilles.

Quant aux propositions de mariage pour mon retour, ces choses peuvent attendre que je sois rentré. Il n'est pas avantageux de prendre dans la maison une enfant ou une faible créature qui, sans qu'il y ait en rien de sa faute, meurt en donnant le jour. S'il y a des pourparlers entre notre maison et quelque autre famille sur ce sujet, on devra comprendre que je tiens au savoir plus qu'à la dot. Il y a des écoles dans l'Inde où des jeunes filles sont élevées par des dames anglaises. Je ne suis pas homme à contracter mariage hors de mon clan ou de mon pays; mais, si je combats pour éloigner Mama Lumra du Pendjab, je veux me choisir mes femmes dans le Pendjab. Je ne désire rien qui soit contraire à la Foi, mère; mais ce qui était vaste hier ne couvre même pas la paume de la main aujourd'hui. Ceci est dû au développement des lumières chez tous les hommes qui vont et viennent et observent des choses dont ils n'avaient jamais auparavant soupçonné l'existence.

Dans ce pays, quand quelqu'un meurt, la tombe est marquée, désignée par un nom et entretenue comme un jardin afin que les autres puissent venir pleurer sur elle. Et l'on ne croit pas qu'un lieu de sépulture soit habité par les mauvais esprits ou les goules. Ayant à remplir un certain service le mois dernier, je passai trois nuits dans un cimetière. Personne ne m'inquiéta, bien que les morts eussent été déplacés de leurs tombes par la violence des explosions d'obus. L'un d'eux était une femme de ce pays, morte depuis peu, que nous réensevelîmes pour l'amour d'Allah et nous fîmes la prière. Dites cela au Pir-Murshid, et que j'ai ensuite accompli le *Tayamummun* (1) avec du sable ou de la poussière au lieu de cendre. Il n'y avait pas assez de temps pour la purification complète.

Oh! ma mère, ma mère, je suis votre fils, votre fils, et comme je l'ai dit en commençant, je sortirai de ce pays pour revenir dans vos bras, quand Dieu le permettra.

RUDYARD KIPLING.

(1) La petite purification.

LES CAPTIFS DÉLIVRÉS⁽¹⁾

DOUAUMONT-VAUX

21 OCTOBRE — 3 NOVEMBRE 1916

II⁽²⁾

DOUAUMONT

I. — DE LA CARRIÈRE D'HAUDROMONT AU VILLAGE DE DOUAUMONT

Les trois divisions se sont dressées à l'heure dite et ont marché sur leur objectif : la division Guyot de Salins, renforcée du 11^e régiment d'infanterie, de la carrière d'Haudromont au fort de Douaumont qui lui est attribué; la division Passaga des angles Sud-Est et Nord-Est du fort au ravin des Fontaines; enfin la division de Lardemelle, augmentée d'un bataillon du 30^e régiment d'infanterie, entre le bois Fumin et le fond de la Horgne, face au fort de Vaux.

Le départ s'est donc accompli dans le brouillard épais qui recouvre les vallonnemens de la Meuse et la série des crêtes. On a progressé à la boussole, sans hâte, en ordre, sur ce fantastique terrain de boue et de trous où il ne faut ni trébucher ni s'enlizer. Les observatoires n'ont pu tout d'abord être utilisés, mais plusieurs avions, malgré la brume, sont sortis : maîtres des airs, — car leurs rivaux d'outre-Rhin ne les ont pas imités, —

[1] *Copyright by Henry Bordeaux.*

[2] *Voyez la Revue du 15 mai.*

et, volant très bas, ils sont parvenus à suivre l'avance des troupes et à renseigner le commandement. Les liaisons par fils téléphoniques sans cesse réparés, par coureurs, et, plus tard, par postes optiques, quand le brouillard se dissipa, ont permis de connaître les phases de la bataille.

De tout le front, ou presque, les nouvelles de victoire se sont à peu d'intervalles succédé : Haudromont, ravins de la Dame et de la Couleuvre, Thiaumont (ouvrage et ferme), Douaumont village et fort, bois de la Caillette, ravin de la Fausse-Côte, bois Fumin, batterie de Damloup, tous ces coins de sol si chèrement disputés depuis huit mois, enjeu de cent combats, arrosés de tant de sang, illustrés de tant de gloire, tombaient entre nos mains d'un seul coup.

Cependant, au bois Fumin et au Petit Dépôt, réduit fortifié pour un bataillon qui couvre la route du fort de Vaux, la division de Lardemelle rencontrait une résistance opiniâtre qui, pour elle, et pour la division Andlauer chargée de la relever, devait prolonger le combat sans interruption jusqu'au 3 novembre dans des conditions particulièrement dures. Les opérations du secteur de Vaux, — d'un mot la bataille de Vaux, — doivent, pour plus de clarté, être isolées et présentées à part. Voici, d'après les témoignages écrits et oraux recueillis avec diligence aussitôt après l'action, les opérations du secteur d'Haudromont au ravin de la Fausse-Côte. Douaumont en est le centre, l'objet principal, le roi. C'est la bataille de Douaumont. La bataille de Douaumont va nous apparaître tout d'abord aux deux ailes. La prise du fort en sera le couronnement.

*
* *
*

A l'aile gauche, notre ligne, avant l'attaque du 24 octobre, partait de la Meuse au delà de Bras, mais en deçà de Vacherauville qui appartenait à l'ennemi, et remontait les pentes de la côte du Poivre dont nous ne possédions qu'une partie. La côte du Poivre termine le massif de Louvemont qui vient s'opposer à la crête Fleury-bois Nawé par la masse boisée d'Haudromont. Haudromont commande la route de Douaumont à Bras et les vallonnemens qui conduisent au village de Douaumont et contournent le fort. Il faut descendre d'Haudromont sur le ravin de la Goulette pour remonter ensuite sur Froideterre. De là son importance pour l'ennemi et pour nous. La carrière

d'Haudromont sera donc le pivot de la bataille. Position rapprochée de notre front, elle peut suivre et enrayer toutes les tentatives que nous ferions sur Douaumont.

La crête Fleury-bois Nawé forme, on se souvient de l'image, le bras transversal de la croix dont la charpente principale est la crête ascendante de Froideterre au fort de Douaumont. A l'ouvrage de Thiaumont se fait la soudure. Après les combats acharnés du commencement de septembre, nous tenions cette crête jusqu'à la route de Fleury à Bras, sans avoir repris l'ouvrage de Thiaumont. Le bois Nawé rejoint le bois Chauffour au Nord-Ouest de Douaumont par un fouillis de mouvemens de terrain coupés de ravins : ravin de la Dame, ravin de la Coulevre et plus en arrière ravin du Helly. Ces ravins coulent tous des pentes de Douaumont : le village est en contre-bas du fort et à l'Ouest.

Pour assurer la possession de Douaumont sur la gauche, il faut donc s'emparer de la carrière d'Haudromont, des ravins de la Dame et de la Coulevre, de l'ouvrage et de la ferme de Thiaumont. L'attaque se fera par deux bataillons de chaque régiment accolés en première ligne, le 3^e bataillon en réserve, les régimens de la gauche à la droite dans l'ordre et avec l'objectif suivant : 11^e régiment d'infanterie (carrière d'Haudromont); 8^e régiment de tirailleurs et 4^e zouaves (ravins de la Dame et de la Coulevre); 4^e régiment mixte, zouaves et tirailleurs (ouvrage et ferme de Thiaumont, village de Douaumont). Quant au régiment colonial du Maroc, le fort lui est réservé.

La carrière d'Haudromont, au-dessus de la route de Douaumont à Bras, s'aperçoit de toutes les crêtes voisines, car elle découpe sur la colline argileuse, plus proche du sommet que de la base, un long rectangle clair de 2 à 300 mètres de longueur sur 50 ou 60 de largeur. Dans sa pierre calcaire qui est utilisée depuis bien des années par tous les bâtisseurs de la région, l'ennemi a creusé des abris, des casemates, des galeries qui défient les gros calibres, et il en a protégé les abords par des retranchemens et des flanquemens garnis de mitrailleuses. Au début de la bataille de Verdun, les troupes du 20^e corps qui l'ont occupée l'avaient fortifiée en creusant en avant une tranchée qu'elles ont appelée du nom du général commandant le corps d'armée, tranchée Balfourier, et sur le flanc, courant du Sud au Nord, une seconde tranchée, la tranchée Nourrisson,

du nom du divisionnaire. L'ensemble de ces travaux forme une sorte de vaste triangle dont la carrière serait la base. Perdue le 17 avril 1916, la carrière a été reprise le 21 mai, lors de notre offensive sur Douaumont, et reperdue le 24 avec le fort.

Le 11^e régiment d'infanterie est composé de Corses et de Provençaux. C'est une troupe remuante, ardente, loquace et d'un élan gai. Son chef, le colonel de Partouneaux, est un brillant cavalier qui a commandé le 2^e hussards (dont le premier colonel fut le cardinal de Richelieu) : lorsque les Allemands, battus aux Épargnes en mars 1915, menèrent une violente offensive au mois d'avril suivant sur la tranchée de Calonne, il amena ses escadrons si promptement qu'il put barrer la route à l'ennemi. Plus tard, il fut chef d'état-major de la région fortifiée de Verdun. De là, il fut appelé au commandement d'un régiment d'infanterie. La tranchée de départ occupée par le 11^e régiment est tournée vers l'Est et coupe à angle droit la route de Bras à Douaumont. A deux cents mètres environ, la tranchée Nourrisson lui fait face, que rencontre en oblique la tranchée Balfourier; la carrière ferme le triangle. Le bataillon Martel est chargé de se jeter sur la tranchée Nourrisson et de gagner de là la tranchée Balfourier, tandis que le bataillon Négrié fera l'assaut de la carrière. Les hommes sont si impatients de partir qu'ils devancent de deux minutes l'heure prescrite. La tranchée Nourrisson est vide, la tranchée Balfourier se défend, mais elle est débordée et dépassée, et d'ailleurs si bouleversée qu'il est assez malaisé de la reconnaître. Il faudra revenir en arrière, la déblayer pour s'y installer et donner la main au 2^e bataillon (Négrié) qui attaque la carrière. La 5^e et la 7^e compagnie de ce bataillon montent à l'assaut en entonnant le couplet de *la Marseillaise* un peu modifié :

Nous entrerons dans la carrière
Quand *les Boches* n'y seront plus...

Les Boches y sont encore et pourraient y opposer une défense redoutable et prolongée, s'ils n'étaient surpris et désarmés. Il faut avant toutes choses paralyser l'action des mitrailleuses qui suffiraient à faire avorter l'opération. Le sous-lieutenant Sergent aborde avec sa section le blockhaus par le Sud : une douzaine d'Allemands sortaient à cet instant pour servir les pièces; le feldwebel qui les conduisait est tué, les autres se

rendent, les mitrailleuses sont prises et retournées. Le sous-lieutenant Carème arrive avec ses hommes par le Nord. Il marche le premier, en avant, et se trouve tout à coup entouré d'ennemis armés de grenades qui s'étaient infiltrés entre les compagnies d'assaut et tentaient de jeter la panique parmi les assaillans. Il tenait à la main son pistolet-lance-fusée. N'ayant pas le temps de chercher une autre arme ni d'appeler du secours, il tire sur le groupe qui s'avance. La fusée part, traînant derrière elle toute une queue d'étincelles. Un grenadier est atteint. Le groupe épouvanté par cet engin inconnu se hâte de se rendre au sous-lieutenant Carème que rejoignent heureusement ses hommes. Deux sections de la 7^e compagnie entrent dans la carrière par l'étage supérieur et la lutte continue au dedans, les Allemands lançant des grenades de bas en haut, nos fantassins tirant de haut en bas. Un homme découvre un dépôt de grenades ennemies qui est aussitôt utilisé avec des cris de joie. Les sapeurs font sauter les casemates. Enfin, un mouchoir blanc apparaît au bout d'un bâton. Le reste des assiégés, une cinquantaine, capitule.

Le 11^e régiment, au pivot de la bataille, avait peu d'espace à parcourir, mais une forte position à enlever. Unissant l'audace de l'attaque frontale à l'habileté de la manœuvre de flanc, il l'eût enlevée, non sans difficulté, mais au prix de pertes légères, s'il n'avait dû subir, dès la pointe du jour, un bombardement meurtrier. Dans la tranchée la plus atteinte, comme le sous-lieutenant Maurin, commandant le peloton, venait d'être tué et que les hommes, immobiles, sans abri, montraient quelque inquiétude, le capitaine de Causans, faisant fonction d'adjutant-major au 2^e bataillon, se porta auprès de ce peloton et, pour le maintenir en état de confiance, il monta sur le parapet et y demeura tranquillement. L'usure des compagnies d'assaut obligea le commandement à faire appel au 1^{er} bataillon, mis en réserve, pour alimenter le combat. Le soir, une contre-attaque allemande déclenchée contre la compagnie de gauche qui perdit trois officiers sur quatre, venait se briser sur nos lignes.

*
* *

Le 8^e tirailleurs (lieutenant-colonel Dufoulon) et le 4^e zouaves (lieutenant-colonel Richaud) doivent atteindre, à travers le bois Nawé, les pentes Nord du ravin de la Dame comme premier

objectif, et, comme deuxième, les pentes Nord du ravin de la Couleuvre. C'est un terrain accidenté qu'un bombardement de huit mois a achevé de bouleverser, tout en bosses, en taillis arrachés, en déclivité tantôt lente et tantôt rapide, nid à traquenards et à surprises, propre à une guerre d'embuscades, à une guérilla. Il faudra parvenir jusqu'à la route de Douaumont à Bras pour tenir le village et interdire à l'Ouest l'accès du fort. La difficulté, sur un pareil terrain, sera de maintenir les liaisons. On se perd de vue aisément, on ne peut garder la même allure sur la raideur des pentes et sur les surfaces plates. Le combat se rompra en une multitude d'épisodes. Ici, l'on avance presque sans rencontre mauvaise. Là, il faut s'attarder à l'assaut d'un blockhaus ou d'un élément de tranchée. La beauté de la manœuvre sera d'assurer l'unité de la marche et de pousser au but sans s'attarder aux détails de l'opération. Les hommes passeront par-dessus des abris armés et bourrés de garnison, continueront leur course au delà de l'obstacle franchi, quitte à revenir ensuite vérifier le terrain acquis et briser les résistances qui s'y pourraient encore dissimuler ou laissant le soin de ce nettoyage aux dernières vagues d'assaut. Le soir du 24 octobre et même les deux ou trois jours qui suivront, des redoutes du ravin de la Dame et du ravin de la Couleuvre seront encore explorées, assiégées et réduites : il en sortira des prisonniers qui n'auront pas soupçonné les résultats de notre victoire et qui seront surpris d'avoir été dépassés.

La merveille de l'opération, pour les tirailleurs et les zouaves, sera donc d'avoir suivi rigoureusement l'horaire fixé et de s'être donné la main sans interruption de la chaîne.

A la gauche, les deux bataillons de tirailleurs, — bataillon Bureau et bataillon Donafort, — marchent accolés. Sur le départ des troupes indigènes, le commandant Hoog, chef d'escadrons au 4^e régiment de spahis, adjoint au colonel commandant le 8^e régiment de tirailleurs, rapporte cet incident caractéristique au point de vue des résultats de notre politique musulmane et de l'attachement indéfectible qu'elle a su inspirer pour la France : « Aussitôt après la sortie des tranchées, qui s'était accomplie dans un ordre parfait et dans un calme impressionnant de grandeur et de beauté, les tirailleurs indigènes qui se portaient en avant dans le cercle immédiat du commandant Donafort se précipitent sur leur chef dans un élan joyeux, lui

baisent l'épaule et l'assurent par les démonstrations les plus vives de leur bonheur de se mesurer enfin avec l'ennemi de la France, de le combattre jusqu'à la victoire et de mourir pour leur patrie d'adoption. Magnifique spectacle que rendait plus émouvant encore l'instant précis où il s'accomplissait. »

La première vague est composée de grenadiers et de fusiliers, la deuxième de voltigeurs et de fusiliers. Presque dès le départ, des mitrailleuses ennemies, dissimulées dans des trous d'obus, entrent en action. Tandis que des groupes de grenadiers les prennent à partie, la progression continue « sans être retardée par ces petits incidens : les vagues déferlent à la même allure, les prisonniers affluent et sont dirigés vers l'arrière en véritable troupeau. » — « Le franchissement des premières tranchées allemandes, écrit le capitaine Lecocq qui commande la 19^e compagnie, se fit sans difficultés. La vague de renfort resta formée en petites colonnes pendant toute la durée de l'assaut, et chacune de celles-ci trouva facilement un point de passage. La première vague fut un peu disloquée (les hommes étant obligés de descendre et de remonter pour franchir les tranchées), mais se remit très rapidement en ordre. L'ennemi n'offrit aucune résistance digne de soldats, mais au contraire se rendit en masse. Les prisonniers qui ne furent pas dénombrés furent immédiatement dirigés vers l'arrière ; la soudaineté de l'assaut les avait rendus fous de terreur. » Les abris ennemis, dans les ravins de la Dame et de la Coulevre, regorgeaient d'habitans qui pensaient éviter les ennuis de notre bombardement. On les ramassa en paquets. Au ravin de la Coulevre, un chef de bataillon fut capturé avec tout son état-major.

Cependant un groupe ennemi escortant une mitrailleuse bat en retraite méthodiquement, s'arrêtant tous les cinquante pas pour remettre la pièce en batterie. Mais les grenadiers, courant sur ses flancs, parviennent à le dépasser et le prennent à revers : le servant avait sa mitrailleuse amarrée au poignet. Un poste téléphonique oppose une résistance acharnée à une section de la 6^e compagnie dont le sous-lieutenant Terson a pris le commandement après la mort de son capitaine : trois de nos hommes réussissent à pénétrer à l'intérieur où ils sont grièvement blessés par l'explosion d'une mine dans le moment qu'ils coupaient les fils des appareils. Au delà du ravin de la Coulevre conquis, une patrouille pousse jusqu'au ravin du

Helly où elle ne découvre personne, mais nos barrages ne permettent pas d'aller plus avant. Le sous-lieutenant Gilbert, avec une fraction de sa compagnie, se porte au delà de la route de Douaumont à Bras, trouve quatre pièces de 77 et un obusier de 150 que notre artillerie a plus ou moins détériorés : ne pouvant les ramener, il achève de les mettre hors de service avec les pétards qu'il a emportés et avec des grenades qu'il allume et glisse dans l'âme des canons par leur bouche. Le combat s'achève dans ces épisodes, tandis que le gros des tirailleurs s'installe au Sud de la route de Bras et entreprend sans retard l'organisation de la position conquise.

*
* * *

Le 4^e zouaves (lieutenant-colonel Richaud) a sa bonne part dans la conquête des ravins aux pentes abruptes et perfides de la Dame et de la Couleuvre. Déjà, au début de septembre, il avait contribué à arrêter la dernière des offensives allemandes sur Souville par les bois de Vaux-Chapitre et la Haie-Renard. Dans son rapport sur les événements de la journée, le lieutenant-colonel Richaud, — chef au regard clair, à l'autorité ferme et paternelle ensemble, mettant en regard l'attitude de ses zouaves et celle de leurs adversaires, — compose, sans l'avoir cherché, le plus pittoresque des diptyques : « Les nombreux Allemands faits prisonniers dans les ravins de la Dame et de la Couleuvre témoignent pour la plupart d'un ahurissement complet comme s'ils ne s'étaient nullement attendus à notre attaque... Un officier supérieur, sorti en hâte de son abri à l'appel de l'adjudant Cailard, apparaît en culotte, sans molletières, tenant à la main ces dernières qu'il offre à l'adjudant en criant : « Chef de corps ! chef de corps ! » Un vaguemestre était en train de procéder au triage des lettres ; il sort de son trou, les yeux hagards, les deux bras levés, brandissant d'une main sa boîte aux lettres, de l'autre une liasse d'enveloppes et s'écrie d'une voix suppliante : « Pardon ! pardon, Monsieur ! » Il est d'ailleurs à remarquer que la plupart criaient : « Pardon ! » plus encore que : « Camarades. » Voilà en propres traits le fantassin allemand de 1916, tel que l'attaque des lignes de Douaumont nous le révèle... » Quel reconfortant spectacle offre par contraste l'autre panneau ! « Avant l'attaque, pendant l'assaut, dans l'organisation des positions conquises, le zouave demeure toujours égal à lui-

même, digne des traditions glorieuses qu'il incarne, gage certain des triomphes de demain. Ses chefs de section lui donnent un superbe et constant exemple. C'est le lieutenant Jamilloux, un merveilleux entraîneur d'hommes, sérieusement blessé au bras dans l'assaut, demeurant quand même à son poste de danger jusqu'à ce que ses forces le trahissent; c'est le sous-lieutenant Bonnin, qui pleure de rage quand son capitaine le place en réserve, et qui trouve toujours un bon prétexte, — vague de brume ou de fumée, flanc à protéger, mitrailleuse à aller prendre, — pour dépasser l'objectif fixé et flairer de plus près le péril; c'est le sous-lieutenant Lemaire, toujours le premier partout, à l'assaut, à la reconnaissance, et qui ne devient le dernier que lorsque celle-ci reçoit l'ordre de rentrer... » La citation des gradés et des zouaves n'est pas moins savoureuse et plaisante. Elle se termine par « leur aïeul à tous, Redonnet, engagé volontaire à cinquante-sept ans et plus jeune de cœur que les plus jeunes, présent fait à la génération de la victoire par la génération élevée voici bientôt un demi-siècle dans le crépuscule de nos malheurs. »

Redonnet, simple soldat, réclame une pause de quelques minutes. Je tiens de lui-même son histoire. Il faut la lui tirer de la bouche. Ce Gascon n'est pas vantard. Les cheveux gris, la barbe grise, les joues creusées, le nez busqué, les traits graves, le teint basané, on le prendrait pour un vieux marchand de tapis, tout à son affaire et ne devant rien à personne, si les yeux vifs, serrés entre de petites rides, ne contenaient plus de songes que l'existence ordinaire n'en peut réaliser. La vie l'a patiné comme le temps les pierres. Il est du pays de Commenge en Haute-Garonne. Dans sa jeunesse, il fut colporteur et roula un peu partout, en Espagne, en Angleterre, au Mexique, transportant en tous lieux avec son ballot l'admiration et l'amour du pays natal. Il le quitte sans cesse et ne parle que de lui. Le mariage le fixe à trente-six ans dans une métairie de choix. Ce nomade se mue aisément en paysan sédentaire, chargé de famille, élevant en paix ses huit enfans. Mais, quand la guerre est déclarée, il veut en être. Fils aîné de veuve, il fut étranger à tout service militaire. Le voilà qui, un jour, annonce sa résolution. On imagine la scène : sa femme est consternée et effarée; sa mère, vieille personne autoritaire accoutumée au gouvernement, lui déclare sans barguigner qu'il

dit des sornettes, qu'il est trop vieux et ne partira pas. Alors il fait des concessions : « Je veux voir des Boches, j'irai garder des prisonniers au Maroc. » Des prisonniers, va pour des prisonniers : c'est un métier de son âge. Et l'ancien colporteur s'en va. On le croit au Maroc : il se bat en Artois, il se bat à Verdun. Il revient au pays, en permission, avec deux étoiles sur la croix de guerre. « Où as-tu pris ça? questionne l'aïeule. Pas en gardant des prisonniers, bien sûr. » Il avoue, comme un coupable. On lui pardonne et il repart. C'est ainsi qu'il fut de l'affaire de Douaumont. Son capitaine, le capitaine de Clermont-Tonnerre, avait bien essayé, — parce que, tout de même, le vieil homme en veut trop faire, — de le semer en route, en lui confiant l'une ou l'autre de ces fonctions utiles, nécessaires même, qui obligent à rester à l'arrière. Au dernier moment, Redonnet trouva le moyen de le rejoindre et, dans l'attaque, il l'accompagnait. « Le capitaine, me dit-il, a gardé sa canne sous le bras pendant toute la bataille. Il ne s'en est même pas servi pour la marche. » Et son accent qui carillonne précipite les syllabes comme si elles aussi menaient l'assaut.

Le capitaine de Clermont-Tonnerre qui, la canne pendue au bras, conduit ses hommes à la bagarre comme un père ses enfans à la promenade, ancien officier, ami et jeune disciple du comte de Mun, attaché comme son illustre patron aux œuvres sociales, a repris tout naturellement sa place dans l'armée et demandé le régiment d'élite où il sert. Son bataillon (4^e : capitaine Jacquot) est peut-être celui qui, le 24 octobre, a ramené le plus de prisonniers : 1600. Sur l'heureuse et presque joyeuse progression de sa compagnie et de la compagnie voisine, capitaine Ageron, un des acteurs a écrit : « Un abri occupé par les Boches dans le ravin de la Dame résistait, tandis que les vagues d'assaut continuaient leur marche triomphante. Le capitaine Ageron, les poches bien garnies de grenades, vient vérifier l'œuvre de ses nettoyeurs. Soudain, de l'orifice d'un souterrain, plusieurs officiers surgissent, revolver en main. Ageron lance une grenade; par malheur elle rate son objectif, atteint le montant de l'entrée, éclate et blesse le propre ordonnance du capitaine. Des zouaves accourent : « F... le camp, leur dit Ageron, vous voyez bien que je vous tape dessus! » Et, substituant le revolver, plus précis, à la grenade folle, Ageron se débarrasse de six adversaires. Un septième se

rendit ou, plus exactement, blessé, se releva pour rejoindre au pas gymnastique des « kamarades » qu'Ageron, après les avoir extraits et groupés, venait d'expédier vers l'arrière. » Le capitaine Ageron reçut, pour ses exploits dignes des chansons de geste et accomplis dans la bonne humeur, la croix d'officier de la Légion d'honneur. « Quand la compagnie de Clermont-Tonnerre, réserve du bataillon, formée en petites colonnes d'escouade, descendit à son tour le flanc du ravin, on put voir ce spectacle étrange, inoubliable, de deux courans d'hommes subdivisés en de multiples filets parallèles et qui marchaient en sens inverse. L'un constitué par les zouaves, la pipe et la gaudriole au bec, l'arme à la bretelle, filait d'une allure calme et tranquille vers les positions boches; l'autre, plus dense, plus épais, était formé de files de « kamarades » silencieux qui, dans une hâte fébrile, couraient vers nos tranchées de départ, courbant l'échine sous les shrapnells de leurs frères. Aucun désordre, aucun mélange. Les files d'attaque se rapprochaient seulement des files de captifs pour quérir, au passage, les boites de cigares ou les saucissons livrés par les kamarades. Pendant la marche sur le deuxième objectif, rares étaient les zouaves qui ne fumaient pas un énorme cigare; et, quand on fut arrivé, le repas de conserves s'agrémenta de délicatesses d'outre-Rhin. En tête de leurs hommes, la mine basse, manteau flottant, les officiers allemands ne sortaient de leur attitude et de leur torpeur que pour saluer les officiers français qui s'en allaient à l'attaque. »

Un autre trait complétera cette description précise et allègre. Comme la compagnie de Clermont-Tonnerre gravit les pentes Nord du ravin de la Dame, un officier supérieur allemand prisonnier, décoré de la Croix de fer et de plusieurs autres ordres, la regarde monter, puis s'avance vers le capitaine, la main tendue en un geste hésitant et une attitude contrite. Le capitaine de Clermont-Tonnerre, qui tient son revolver d'une main, prend de l'autre sa canne suspendue au bras : il se contente de regarder fixement son étrange partenaire, qui ramène aussitôt la main tendue à la visière du casque et s'incline profondément. Et ce dialogue s'échange : — « Soyez sans crainte pour vos hommes; s'ils se rendent, on ne leur fera pas de mal. » — « Vos zouaves, monsieur, répond l'autre, sont les plus beaux soldats que j'aie vus de ma vie, — *mein Leben lang.* »



Comment quitter les zouaves sans relater ici l'une des aventures les plus stupéfiantes de la bataille, un véritable conte des *Mille et une Nuits*, tout à coup intercalé parmi les chants d'épopée? Et précisément à cause de son air de conte des *Mille et une Nuits*, il faudra bien donner à cet épisode l'authenticité d'un rapport. J'ai dit que les vagues d'assaut avaient passé par-dessus des abris bourrés de Boches sans prendre le temps de les nettoyer et qu'il y eut, le soir du 24 et même les jours suivans, des combats à l'intérieur de nos nouvelles lignes entre nos hommes et des fantassins allemands sortant de leurs trous et ne comprenant rien à leur situation singulière. Mais ce qui arriva au sergent Julien est autrement bizarre. Il s'empara à lui tout seul de six officiers, deux cents soldats et six mitrailleuses, et il en fut le plus étonné. Il appartient à la 13^e compagnie du 4^e zouaves. Voici comment le rapport de sa compagnie relate le fait :

« Dans la nuit du 24 au 25 octobre 1916, la corvée de ravitaillement de la 13^e compagnie du 4^e zouaves, conduite par le sergent Julien, se rendait de la route Douaumont-Bras, objectif atteint au cours de la journée, au point de ravitaillement de... La nuit était très obscure : elle perdit momentanément sa direction et se trouva vers vingt-trois heures sur le plateau au Sud-Ouest du fort de Douaumont.

» Soudain le sergent Julien et le zouave Bourdassol qui marchaient en tête, se virent mis en joue par une chaîne de tirailleurs dont les ombres avaient surgi à quelques pas.

« A peine avaient-ils crié : « Quatrième zouaves, ne tirez pas! » qu'ils furent entourés et saisis avec le zouave Gueno qui marchait le troisième; le reste de la corvée put s'esquiver.

« Les trois prisonniers furent précipités violemment dans une sape profonde au fond de laquelle s'ouvrait une longue galerie, fort bien éclairée et garnie de provisions, tonneaux d'eau-de-vie, conserves, etc. Ils furent conduits dans une chambre où se trouvaient six officiers allemands. Ils apprirent alors qu'ils étaient dans un certain ouvrage M (1), dépendance du fort de Douaumont, occupé par une compagnie allemande.

(1) Cet ouvrage a été identifié. C'est l'Abri 320, proche le fort de Douaumont.

« Interrogé par le capitaine, le sergent Julien se défendit d'être prisonnier. « Les prisonniers, c'est vous, dit-il. Douaumont, le fort, la batterie de Damloup sont entre nos mains et vous êtes cernés. »

« Les six officiers témoignèrent alors une grande surprise et le commandant de compagnie donna l'ordre de déséquiper les hommes. Il fit de même et sortit pour aller se rendre avec toute sa compagnie à l'officier du régiment colonial qu'il rencontra le premier.

« Les coloniaux entrèrent alors dans l'ouvrage et prirent livraison des 200 Allemands.

« En reconnaissance, sans doute, le capitaine donna au sergent Julien son revolver et son couteau-poignard à dragonne d'argent.

« Julien avait aperçu six mitrailleuses. Il en prit deux avec l'intention de les porter à son capitaine. Le sol était si peu praticable qu'il dut renoncer à conserver sa prise et qu'il remit ses deux mitrailleuses au lieutenant Roux, de la 19/52 du Génie, en disant à cet officier qu'elles appartenaient au 4^e zouaves. Il regagna ensuite avec les zouaves Bourdassol et Gueno les tranchées de sa compagnie. »

La sultane Scheherazade qui, pour distraire le roi Scharriar et l'empêcher de dépeupler l'Arabie, inventait *Aladin ou la Lampe merveilleuse*, *Ali-Baba ou les quarante voleurs* et tant d'autres histoires qu'elle enchevêtrait les unes dans les autres pour en reculer le dénouement, à la façon des architectes égyptiens qui construisirent le Labyrinthe, n'aurait pu trouver mieux que l'aventure du zouave de Douaumont. Rien n'y manque, ni le chemin perdu et la surprise nocturne, ni la ténébreuse descente dans la terre, ni le réveil dans un palais enchanté, aux parois ornées de tonneaux et de boîtes de conserves, ni la salle brillamment éclairée où les chefs se rassemblent, ni le brusque renversement de la situation au profit du captif qui, tout à coup, devient le maître de ses gardiens et de leurs richesses. Assurément, dans la grande guerre, le zouave de Douaumont méritait un chapitre. Comme les musiciens introduisaient de gré ou de force un ballet dans les opéras les plus dramatiques, en sorte que le public fût préparé par le spectacle des entrechats et des pointes à la mort de Roméo et Juliette, de Raoul et Valentine, ou de tel autre

couple désigné par la poésie, le zouave de Douaumont, dans la sévère épopée de Verdun, représentera le divertissement d'usage.

* * *

Le 4^e régiment mixte, zouaves et tirailleurs (lieutenant-colonel Vernois), doit s'emparer en deux bonds de toutes les organisations défensives de la crête de Thiaumont au village de Douaumont. Ayant à enlever deux objectifs successifs qui paraissaient présenter les mêmes difficultés, le colonel prit la décision de confier chaque mission à un bataillon, réservant au bataillon indigène, dont l'élan au cours d'un assaut est remarquable, l'enlèvement du premier objectif (jusqu'au sommet de la crête entre les ravins de la Dame et de la Couleuvre) et confiant au bataillon de zouaves la conquête du deuxième objectif (lisière Nord du village de Douaumont) qui semblait devoir exiger l'emploi d'une troupe plus manœuvrière. Le dispositif adopté fut celui-ci : le 6^e bataillon de tirailleurs indigènes en tête, puis le 6^e bataillon de zouaves, — le 3^e bataillon de tirailleurs restant en réserve, — chaque bataillon en colonne double, les compagnies formées également en colonne double, les compagnies de mitrailleuses échelonnant leurs sections sur les flanes.

À l'heure prescrite, les tirailleurs, entraînés par leur chef, le commandant Maffrey, s'élançèrent d'un seul bond hors des tranchées. Malgré les difficultés de parcours d'un terrain argileux qui, sur la crête de Fleury, est particulièrement détrempé et bouleversé, ils franchissent sans arrêt le tir de barrage adverse et atteignent en quelques minutes les premières tranchées ennemies. L'ouvrage de Thiaumont est débordé sur la droite par la section de l'aspirant Baylot, soutenue par la section du sous-lieutenant Ali en renfort, tandis que les deux sections des adjudans Beaufrère et Delbecq marchent droit sur l'ouvrage. L'aspirant Baylot arrive le premier : il se heurte à la résistance de sept Allemands terrés dans un abri à moitié éboulé. Le premier qu'il aperçoit à l'entrée de l'abri lève les bras, comme s'il « faisait Kamarad, » tandis que le deuxième le met en joue. Sans perdre son sang-froid, l'aspirant se couche et, à coups de revolver et de grenades, il nettoie l'abri. L'ouvrage est emporté, la marche continue sur la ferme de Thiau-

mont. Le brouillard est toujours épais. L'avion de commandement vient survoler nos lignes à moins de cinquante mètres de hauteur. A peine les tirailleurs le distinguent-ils, mais ils entendent le bruit du moteur. Alors un clairon, pour avertir l'aviateur, sonne la marche du régiment et exécute la sonnerie *Au drapeau*. L'aviateur, renseigné, repart pour rendre compte.

Pendant que les tirailleurs organisent la première position conquise, le bataillon des zouaves, qui les suivait à 200 mètres, les rejoint, franchit la crête qu'ils occupent et se porte d'un seul élan sur le village de Douaumont dont il s'empare et de deux sections et demie de mitrailleuses placées en avant et à une soixantaine de mètres de la lisière Nord, en liaison étroite avec le régiment colonial à droite et le 4^e régiment de zouaves à gauche. Il est à peine trois heures du soir. Ainsi l'in vraisemblable programme a-t-il été rempli à l'heure dite.

L'ouvrage de Thiaumont, le village de Douaumont : il a fallu tant de sang, d'efforts et de temps à l'ennemi pour prendre ces amas de ruines dont nous l'avons chassé si vite !

Sur sa hauteur, le fort de Douaumont domine tout le champ de bataille. Le voilà dépassé sur sa gauche. Mais que se passe-t-il à sa droite?...

II. — DE LA BATTERIE DE DOUAUMONT AU RAVIN DE LA FAUSSE-CÔTE

Sur la droite du fort de Douaumont, dans le même temps, s'avance la division Passaga qui, pour son premier objectif, doit atteindre, au delà du fameux ravin du Bazil où passe la voie ferrée de Fleury à Vaux, la partie Sud du bois de la Caillette, la batterie de la Fausse-Côte et, sur le versant Sud de ce ravin, les pentes Nord et Est de la croupe de Vaux-Chapitre dont l'ennemi a gardé une partie en sa possession après les combats de septembre et qui faisaient saillant dans nos lignes. Ce premier objectif représente déjà un effort et un gain considérables, et la division Passaga est, des trois divisions d'attaque, celle qui a le plus long chemin à parcourir. De plus, à cause de ce saillant même, ses troupes sont disposées en équerre dans les tranchées de départ, en sorte que le départ est déjà une manœuvre : il faut se redresser sans confusion, calculer exactement les distances pour les bataillons accolés. A cette

difficulté s'ajoute celle du brouillard, qui complique les liaisons. Cependant la manœuvre s'exécute au mieux. Le second objectif doit porter la division jusqu'à la tourelle qui se trouve à l'Est du fort, aux pentes Nord et Est du ravin de la Fausse-Côte et à l'Ouest de l'étang de Vaux. Il décrit une ligne légèrement incurvée sur la droite, selon la forme même du ravin. Des crêtes occupées il faut donc descendre dans les fonds, puis remonter les pentes.

La division est composée de deux groupemens : à gauche le groupement Anselin comprenant le 321^e régiment (lieutenant-colonel Picard), le 36^e bataillon de tirailleurs sénégalais dont les compagnies sont intercalées entre celles du 321^e, les 116^e bataillon de chasseurs (commandant Raoult) et 102^e (commandant Florentin) réunis sous le commandement du lieutenant-colonel Hutin : à droite le groupement Doreau, avec le 407^e bataillon de chasseurs (commandant Pintiaux) et le 401^e régiment d'infanterie (lieutenant-colonel Bouchez) : en réserve, le 32^e bataillon de chasseurs (commandant Wendling). Le général Anselin, inspectant ses troupes, avait constaté la veille : « L'enthousiasme des hommes est émouvant. » On sait qu'il fut tué, comme il revenait à son poste de Fleury, une heure avant l'action. Le colonel Hutin prend sa place, remplacé lui-même par le commandant Raoult, qui espérait avoir l'honneur de mener personnellement à l'assaut son bataillon de chasseurs.

Au départ, les compagnies du 321^e ont à traverser la crête glaiseuse de Fleury qui est, par elle-même, un obstacle. Elles la franchissent sans arrêt, avant que le barrage ennemi s'abatte sur Fleury. D'ailleurs, l'artillerie allemande, sans vues et sans renseignements, laisse la zone entre Fleury et la voie ferrée à peu près indemne. En raison des difficultés de terrain et des résistances escomptées, spécialement pour la prise du deuxième objectif, le colonel Picard a fortement organisé le commandement de la troupe d'assaut : « Estimant que l'action des chefs était limitée en largeur à la vue directe de leurs élémens, quatre groupemens étroits, mais échelonnés en profondeur, étaient confiés à trois officiers supérieurs et un capitaine adjudant-major, les troupes noires encadrées entre les unités du 321^e. Ce dispositif très simple avait été pris dès le départ par les élémens de deuxième ligne qui devaient simplement râfler au passage du premier objectif les unités de soutien des bataillons de pre-

mière ligne et renforcer ainsi les deux ailes. » Le brouillard qui, après le redressement du départ, avait été si utile pour parvenir sans barrage à la voie ferrée, se lève par éclaircies et permet d'apercevoir par intervalles le fort de Douaumont. L'effet de cette apparition est prodigieux. Dès lors, c'est la ruée joyeuse à l'assaut. Cependant il faut laisser le fort aux marsouins, — quelques biffins ne résistèrent pas, nous le verrons, à l'honneur d'y pénétrer les premiers, — et se contenter de la batterie Est et de la tourelle qui sont bientôt couvertes de fantassins. « Le spectacle, dit le lieutenant-colonel Picard qui s'était porté de sa personne au-dessus de la voie ferrée pour embrasser l'ensemble de la position, était grandiose : les coloniaux, comme une marée montante, submergeaient le fort dans lequel la lutte continuait ; à l'Est, on apercevait le groupe des bataillons de chasseurs gravissant les pentes de la Caillette et de la Fausse-Côte, pendant qu'une interminable colonne grise de prisonniers remontait le glacis de Chambitoux vers Fleury. Chacun, ému, regardait son voisin, en croyant à peine ses yeux et, quand fut confirmée la prise de Douaumont, ce fut une minute inoubliable. »

Les récits du 116^e et du 102^e bataillons de chasseurs qui grimpèrent les pentes de la Caillette sont tout débordans de mâle allégresse. Au 116^e bataillon, le capitaine adjudant-major Desombourg a pris le commandement. Avant le départ, le sergent-prêtre Nozeran passe dans les sections et donne l'absolution à ceux qui la demandent, puis, debout à côté de l'aumônier qu'un obus tuera tout à l'heure, tous deux bénissent les chasseurs qui vont partir. — « Onze heures quarante ; c'est l'heure fixée, les chasseurs se dressent, baïonnette haute. Le capitaine Desombourg lève sa canne. La première vague s'ébranle, suivie de près par les autres. Le coup d'œil est splendide : couverts de boue, de la couleur de cette terre de France qu'ils défendent et veulent arracher à l'ennemi, les chasseurs sont superbes de calme et de résolution. Que vont-ils trouver derrière la crête ? Combien de nids de mitrailleuses vont se révéler et faucher leurs rangs ? Sous quelles rafales de gros obus vont-ils se trouver pris ? Qu'importe ? Ils marchent en ordre comme à la manœuvre. Le terrain est pénible ; on dirait une mer houleuse subitement figée : de la boue, des débris, des cadavres. Des chasseurs s'enlissent, on les dégage. Le barrage ennemi commence à se déclencher. Trop tard : les vagues passent, elles sont passées. Les

obus éclatent derrière elles. Elles déferlent implacables dans le ravin de Chambitoux qu'elles traversent. De quelques boyaux ou abris qu'a épargnés notre artillerie, des balles sifflent. Les nettoyeurs de tranchées s'y précipitent : quelques grenades bien ajustées, et les Boches font « Kamarad. » Ahuris par notre apparition soudaine, hébétés par le bombardement, ils donnent des cigares, des cigarettes, leurs bidons, leurs casques à leurs gardiens ; ils n'ont qu'une pensée : vite sortir de cet enfer. — « Verdun, c'est là-bas, on va vous y conduire, » dit un loustic. Dans deux abris à notre droite, des groupes ne veulent pas se rendre, ils tirent sur les chasseurs. Le sergent M... s'approche des abris : deux grenades incendiaires... et l'on n'entend plus rien. Une fumée épaisse s'échappe de ces abris qui continuent à brûler jusqu'au soir. L'avance continue, lente, méthodique. Les obus de nos 75, qui font barrage en avant de nous, refrèment l'ardeur des impatients. La fumée augmente, le brouillard est épais, on se dirige à la boussole. Le ravin du Bazil est franchi, la tranchée de Berlin nettoyée, les prisonniers affluent. Les chasseurs sont joyeux de voir leurs groupes qu'on ramène à l'arrière. A douze heures trente, la voie ferrée est atteinte. A douze heures trente-huit, les vagues sont arrivées au sommet de la crête Nord du ravin qui est le but assigné. Les fusiliers mitrailleurs, placés à quelques mètres en avant, scrutent de tous leurs yeux le brouillard traître derrière lequel les contre-attaques se préparent sans doute. Les chasseurs, sous cette protection, s'organisent et creusent des tranchées pour garder le terrain conquis. Le signal convenu est envoyé : « 116^e chasseurs objectif atteint. » C'est comme un rauque cri de victoire dominant le fracas du bombardement. »

Cinquante-huit minutes ont suffi aux vitriers pour atteindre successivement les deux objectifs : ce record de vitesse prend les allures d'une marche triomphale.

Non moins alerte et lyrique est le récit du 102^e bataillon de chasseurs qui opère à la droite du 116^e. On dirait que leurs chefs écrivent comme leurs fanfaresonnent et comme leurs colonnes courent : « L'attaque sera déclenchée à onze heures quarante : » c'est l'ordre du général. A l'heure dite, les chasseurs quittent les parallèles de départ : aucune hésitation, aucun flottement, en dépit même du tir de barrage que l'artillerie allemande concentre sur Fleury. Chacun est à son poste, et, dans la brume légère

qui ouate le paysage et amollit les formes, on distingue des silhouettes d'hommes qui en silence s'alignent et se rangent comme pour la manœuvre. Derrière la ligne de tirailleurs déployés en éventail, le 102^e bataillon s'avance et gagne le ravin du Bazil. On voit ses colonnes d'escouade apparaître, s'évanouir, reparaitre à nouveau. Rien n'arrête leur progression lente et méthodique, articulée par une volonté puissante et tenace. Tous ces hommes, dont l'énergie ramassée est tendue vers l'ennemi, semblent un organisme unique qui essaie ses forces et prend conscience de sa valeur. A treize heures, sans bruit, les colonnes d'escouade s'étirent et se transforment en chaînes continues de tirailleurs. L'arme à la main, les chasseurs du 102^e bataillon s'avancent et gagnent la crête qui domine le ravin du Bazil. Aucune résistance : serait-ce donc un piège ? De-ci, de-là, des patrouilleurs se détachent et gagnent la croupe qui domine nos positions. Une fusillade vive les accueille. — *Ils* sont là. Impatients, les chasseurs courent à l'ennemi et le crépitement des mitrailleuses ne réussit pas à briser leur élan. — Rendez-vous ! rendez-vous ! Les sommations s'accompagnent de gestes significatifs, tandis que de part et d'autre la fusillade reste vive. — Rendez-vous ! rendez-vous ! Le crépitement jaillit, et l'on voit se profiler sur le ciel sombre quelques ennemis qui font mine de jeter bas les armes : Kamerad, Kamerad... Méfiants, les chasseurs continuent leur progression de trous d'obus en trous d'obus. Ils ne sont plus qu'à 50 mètres, et l'on distingue la haute silhouette d'un capitaine allemand qui lève les bras et incite, semble-t-il, ses hommes à le suivre. Geste loyal ? non : c'est simplement la réédition d'une vieille ruse habituelle de nos ennemis. Nos vitriers n'ont pas avancé d'une semelle que toutes les ombres s'évanouissent, démasquant les mitrailleuses. Cette félonie redouble l'ardeur de nos troupiers : balles et grenades arrosent bientôt les lignes de l'ennemi, qui faiblit sous le choc et cherche son salut dans la fuite. Mal lui en prend. Les fusiliers accourent à l'aide de leurs camarades et prennent d'enfilade les boyaux par où l'Allemand tente d'échapper à nos coups. Blessés et mourans jonchent le sol, et nos chasseurs s'élancent à la poursuite des fuyards. Leur défaite tourne bientôt en déroute ; nombre d'entre eux, jetant armes et bagages, cherchent refuge dans nos lignes. Heureux de leur succès, les hommes arrachent aux prisonniers quelques dépouilles opimes :

la curiosité et le désir d'emporter un souvenir vont-ils arrêter leur course et compromettre la pleine réussite de leur attaque? Un clairon a observé cet arrêt à peine perceptible de nos lignes d'assaut et soudain, vibrant et clair, on entend retentir sur le plateau les notes entraînantes de la charge : *Y a d'la goutte à boire là-haut, y a d'la goutte à boire...* L'irrésistible sonnerie émane de l'âme même de la vieille France, rappelle à chacun où est le devoir, et la poursuite continue, implacable et serrée. Nous touchons au but : la deuxième ligne allemande est entre nos mains. Mais sera-t-il donc impossible d'accuser le coup, de signifier à l'adversaire notre volonté de vaincre et de reconquérir pied à pied le sol qu'il nous dispute? O surprise ! sur notre récente conquête deux gradés viennent de planter soudain un drapeau d'étamine aux trois couleurs. A cette heure, sur le sol qu'ont ensanglanté de longs mois de luttés, la vive nuance de cet étendard de fortune semble crier à l'ennemi défaillant : — « Verdun est la poterne du Rhin. Gardiens vigilans du patrimoine qu'ont amassé nos pères, fidèles aux traditions qu'ils nous ont léguées, nous luttons pour la liberté du monde. Nos pas demain réveilleront les morts de Lorraine et d'Alsace. »

Trop rarement, dans cette guerre souterraine de tranchées et de mines, d'entonnoirs et de camoufflets, de va-et-vient sur les mêmes lieux dévastés, dans cette guerre d'attente, d'endurance, de souffrance et de patience, l'occasion s'est présentée de sentir passer sur soi le souffle puissant de la Victoire. Ceux de la Marne étaient si las de leur redressement fantastique qu'ils n'ont pu comprendre qu'après coup toute l'immensité de la tâche surhumaine accomplie par eux. Le désintéressement du soldat a revêtu, pendant tant de jours, un caractère quasi sacré qui l'apparente au renoncement de la sainteté. Mais là, dans cette bataille de Douaumont, la victoire, on la tient au cou, on ne la lâche plus : on avance, on conquiert et, ce que l'on conquiert, ce sont des coins de sol déjà tout chargés de passé historique par un flux et un reflux de cent combats. Alors, de tous ces récits, de toutes ces paroles recueillies, jaillit une belle flamme claire. J'ai eu l'occasion de lire bien des rapports, de regarder sur le terrain même bien des visages : une telle expression d'allégresse, je ne l'avais pas encore rencontrée. C'est la fleur poussée sur le cratère de Douaumont.

Le nombre des prisonniers, leur promptitude à se rendre étonnent et réjouissent nos chasseurs et nos biffins. Voici un capitaine qui ne sait pas ce qu'est devenue sa compagnie : « Ne t'inquiète pas, lui dit familièrement un vitrier, tu la retrouveras à Verdun ; on te la rassemblera. » Il y en a de tout jeunes qui se mettent à pleurer. L'un d'eux, presque un enfant aux joues roses, qui porte à peine quinze ou seize ans, se précipite sur le chef de bataillon du 102^e qu'il vient d'apercevoir et se jette à ses genoux en joignant les mains. Touché de sa jeunesse, le commandant Florentin lui tape sur la joue en riant : « Pauvre gosse, va-t'en, nous ne faisons pas la guerre aux moutards. » Et le petit Boche, rassuré, s'en va solliciter des corvées. Sans les officiers qui les maintiennent, ils n'opposeraient guère de résistance. Dès que les chefs sont blessés, la défense mollit. — A un moment donné, raconte-t-on au 102^e, la résistance ne tient plus qu'à la présence d'un grand officier qui se démène comme un diable et excite tous les courages. Il est partout à la fois. Tant de bravoure mériterait qu'il fût épargné et simplement fait prisonnier. On l'invite à se rendre : peine perdue. Il faut le tuer. Le chasseur Billefod s'adresse à son chef de section : « En voilà assez ! je vais le descendre. » Il se redresse dans son trou d'obus et l'étend d'une balle à la tête. C'est fini : le bataillon entier se rend. Le lieutenant Petit, qui commande la 2^e compagnie engagée sur ce point, se porte auprès du mourant. Ce dernier murmure en français à peu près ceci : « Je suis vaincu, vous êtes des braves ; voici mes papiers et ma croix de fer ; faites parvenir le tout à ma famille. » Le lieutenant Petit donna sa promesse.

Le deuxième objectif atteint, les chasseurs dansent et jonglent avec leurs fusils. Un long cri retentit : *On les a !* Le passage d'un groupe d'avions volant très bas achève de les enthousiasmer. Le bruit des moteurs empêche d'entendre les passagers, mais on voit le geste de leurs mains qui applaudissent. C'est la gloire qui vient d'en haut, comme dans les légendes.

*
* * *

A la droite de la division, en liaison avec la division de Lardemelle, le groupement Doreau (107^e bataillon de chasseurs et 401^e régiment) doit enlever les pentes Nord et Est de la croupe de Vaux-Chapitre, puis gravir les pentes Nord et Est

du ravin de la Fausse-Côte et les tenir jusqu'à l'Ouest de l'étang de Vaux. « ... Onze heures trente-cinq, disent les carnets du 107^e bataillon de chasseurs, un silence solennel ; encore cinq minutes... encore quatre... encore trois... Enfin, un coup de corne retentit, un cri qui semble unique, mais qui sort de toutes les poitrines, lui répond, et l'on part... Le terrain est abominablement détrempé : c'est avec peine, mais gaiement qu'on patauge dans la boue jusqu'au-dessus des genoux, évitant les trous d'obus innombrables. A peine cent mètres faits, on aperçoit une masse grise, compacte, en colonne par quatre et surmontée de bras levés au ciel. Cela crie en chœur : « Kamarades ! » Eh quoi ! ce sont là les Boches ! Mais ils ne se défendent pas : les voilà suppliants, et il y en a la valeur de plus de deux compagnies ! L'enthousiasme grandit au point qu'à peine s'aperçoit-on que la tranchée de Sophie est dépassée et qu'on est déjà à la tranchée d'Elsa. Et voici à gauche les camarades du 116^e bataillon de chasseurs alpins : pour un peu, on se jetterait à leur cou. Les officiers, non sans peine, arrêtent le flot ; on souffle et l'on se met en ordre. Puis, sur la droite, on aperçoit d'autres camarades : c'est le 401^e avec lequel on va marcher maintenant. Vite, on prend langue : la 1^{re} compagnie s'aligne et se tient prête à filer avec le beau 401^e. Le moment vient d'aller au deuxième objectif : bah ! ce sera comme pour le premier, et les abris boches fourmillent de matériel abandonné, même de mitrailleuses en parfait état... Mais où donc sont les Boches ? Le ravin du Bazil est traversé sans encombre, comme à la parade, et peu après nous voici à l'étang de Vaux. Déjà ! Mais on est de taille à aller plus loin. Cependant les balles de mitrailleuses, parties de notre droite, nous rappellent à la réalité. L'ordre est exécuté : le deuxième objectif est tenu, organisons-le. Et vite, l'outil à la main, on creuse et l'on se fortifie. Si l'ennemi réagit, on sera en mesure de lui répondre. Encore des Boches qui viennent, des blessés, puis des équipes sanitaires boches transportant nos propres blessés. Ah ! mais voici un officier, deux même, et tandis que le commandant les interroge, il y a là un noir qui, son couteau à la main, semble les guetter comme une proie et gesticule : « Moi couper caboche : a tiré sur mon adjudant... » Il faut toute l'autorité du commandant pour le renvoyer à son corps. Les prisonniers continuent à affluer, et ce sont des grenadiers, des soldats d'un

corps d'élite : le monogramme de leurs pattes d'épaule et la patte du col l'indiquent. Peu à peu, la nuit tombe ; mais les tranchées s'approfondissent et, si l'ennemi vient, il saura à qui parler. Le silence s'établit. La brève file de nos derniers blessés s'allonge vers l'arrière. Allons ! la journée a été bonne, les pertes nulles pendant l'attaque ; on s'endort après une croûte cassée, espérant que le lendemain « ça collera aussi bien » et qu'on les « rejettera dans la plaine. »

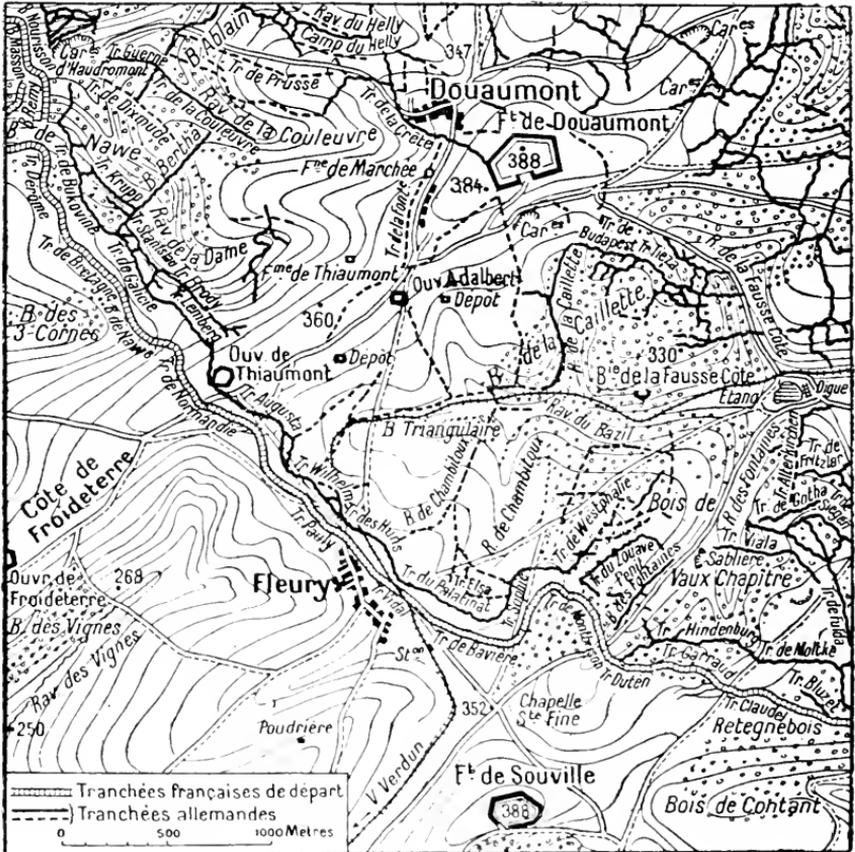
On s'endort : qu'est le fameux *Rêve* de Detaille, avec ses faisceaux bien alignés et son bivouac de jardin public, auprès du sommeil de ces enfans dans la boue froide, sous le bombardement qui continue, après la victoire ?

*
* *

A l'extrême droite du groupement Doreau, le « beau » 401^e n'est pas en retard. De la gauche à la droite, le refrain est le même ; seul le ton change, plus grave ou plus aigu. « Enivrés de confiance par l'intensité de nos feux d'artillerie auxquels ripostait faiblement l'ennemi, les hommes piétinaient impatientement, attendant l'heure décisive. — Onze heures quarante : « Quel sale temps ! » disaient les hommes voyant l'épais brouillard qui, à quinze mètres, leur voilait le terrain où ils devaient progresser. Ils ne comprirent qu'après, devant l'ahurissement des prisonniers, l'utilité de cet écran opaque qui avait masqué leur départ et leur avance. Au coup de sifflet du commandant, tous les hommes bondissent sur le parapet, se resserrent d'abord en grappes autour de leurs chefs de section pour se détendre ensuite en lignes d'escouades, en ordre, comme à la manœuvre. « Hardi, les gars ! » s'écrient les hommes en se serrant la main dans une étreinte hâtive et enthousiaste. A peine avait-on franchi de vingt mètres notre ancienne ligne que les bras éperdus des prisonniers s'agitaient, attestant déjà, avant la conquête matérielle, l'écrasante victoire morale du soldat français. »

Le régiment a franchi, lui aussi, le ravin du Bazil. Il doit atteindre le ravin de la Fausse-Côte à son extrémité, là où ce ravin rejoint l'étang de Vaux. De ce côté, c'est le fort de Vaux « semblable à un grand sphinx » au-dessus de ces eaux dormantes, qui exerce sa fascination. « Rien ne s'oppose à notre marche. Nous devons attendre que le 75 allonge. Nous réparons en obliquant à gauche. L'étang de Vaux apparaît, entouré

de trous d'obus qui le prolongent en marais. Rien devant nous : notre coin semble désert. Plusieurs se plaignent de ce que l'on s'arrête au premier objectif. Mais prudence, et souvenons-nous que nous ne sommes pas seuls. — 13 h. 40 : notre bataillon poursuit l'avance. Alors, dans le brouillard qui se dissipe, nous découvrons le vallon de l'étang, la ligne de chemin de fer à



PLAN DU FORT DE DOUAUMONT ET DE SES ENVIRONS

gauche, une jetée à l'extrémité, la masse grise du fort de Vaux, à droite, semblable à un grand sphinx qui garde ces marais, les ruines du village de Vaux dans le fond. A gauche, une mitrailleuse crépite, on s'arrête, elle s'éteint. Et, l'arme à la bretelle, nous remontons la pente Nord-Est de l'étang. Posément, nous jalonnons nos deux lignes, tandis que l'avion qui plane bien

près de nous peut saluer, au milieu des panneaux blancs, de petits drapeaux aux couleurs françaises. »

L'avance n'est pas aussi aisée sur tout le front du régiment. La 11^e compagnie a fort à faire pour franchir la tranchée Hindenburg et pour masquer l'ouvrage de la Sablière qui menace de flanc l'attaque. C'est un avant-goût de la résistance opiniâtre que la division de Lardemelle rencontrera dans toute la région de Fumin et du fort de Vaux. Le sphinx qui domine les plaines de la Woëvre voudra garder son secret. Le réduit de la Sablière est un repaire de mitrailleuses. L'aspirant Vasseur arrive le premier devant l'abri, devançant ses hommes. Un Allemand est là, baïonnette au canon, qui en défend l'entrée. — A nous deux ! crie Vasseur. — Déjà le Boche se précipite baïonnette basse, mais il s'affaisse, la tête mise en bouillie par une grenade qu'a lancée le soldat Keyser accourant au secours de son chef. Dans l'abri, les Allemands résistent à coups de fusil. Une ou deux sections du 230^e arrivent à la rescousse. Les grenades de Keyser, lancées d'une main calme, tombent avec une implacable précision. Après chaque explosion, ce sont des cris et des râles dans la fumée, jusqu'à ce que les fusils se taisent et que les Boches sortent un par un, les bras en l'air.

Ces combats locaux ne retardent pas l'ensemble de l'opération. « On touchait à l'objectif, rapporte une note du régiment qui, à elle seule, fait tableau. Le spectacle fut splendide. En descendant dans le ravin de la Fausse-Côte, les hommes découvraient là-haut, à gauche, leurs camarades vainqueurs du fort de Douaumont. Électrisés par cette vue, ils ne firent plus qu'une course jusqu'au terme fixé à leur élan. Devant eux se détachait sur la cote 330, un grand nègre agitant un drapeau au bout de son fusil, pendant qu'un autre, debout sur la crête en arrière, sonnait la charge éperdument. »

Si le fort de Douaumont magnétise ainsi à distance les combattants dont les objectifs sont à sa droite et à sa gauche, quelle emprise ne doit-il pas exercer sur ceux qui sont chargés de l'aborder, l'attaquer, le reprendre?...

III. — LE FORT DE DOUAUMONT

Douaumont : de sa hauteur que Souville seul égale, il domine les deux rives du fleuve ; il a des vues au loin sur les vallons et

les creux qui peuvent servir de cheminemens aux Français, et il protège les ravins qui, de ses flancs, coulent vers la Meuse ou vers le Bazil. Tant que Souville ne sera pas pris, Verdun est protégé. Tant que Douaumont ne sera pas repris, Verdun continuera d'être menacé et la bataille de Verdun ne sera pas gagnée. Tous les combattans de Verdun ont subi sa hantise. Mais lui-même, n'est-il pas hanté? Des prisonniers ont raconté que l'un de ses couloirs voûtés sert de cimetière à tout un bataillon. Un coup heureux de notre artillerie, avant notre assaut du mois de mai, a incendié un dépôt de munitions : la garnison presque entière aurait péri, et l'on aurait poussé pêle-mêle les cadavres calcinés et recouverts de chaux dans une cave qu'on aurait murée. Cependant les régimens de notre 5^e division qui sont entrés le 22 mai n'ont pu vérifier la chose : eux-mêmes, après une lutte sanglante, débordés par les entours du fort, ont dû abandonner leur brève conquête. Douaumont porte malheur. Pareil au Drachenfels qui dresse au-dessus du Rhin sa tour ruinée où, jadis, Siegfried tua le dragon, pareil au rocher de la Lurlei où la sirène, procédant par avance aux perfides rigneurs de la guerre sous-marine, attirait traitreusement les bateliers qui abandonnaient au courant leurs bateaux sans direction, il est déjà tout enveloppé des terreurs rhénanes. Sa chute, le soir du 25 février, tient du sortilège. Comme les brumes de l'automne paraissent le reculer et l'agrandir, les combats sans nombre dont il fut le témoin lui composent une atmosphère d'épouvante et de danger qui le rend plus redoutable, plus inaccessible.

Comment cette légende de Douaumont, qui risquait de rendre plus troublantes et plus aléatoires les tentatives faites pour le délivrer, est-elle devenue le culte de Douaumont? Quand il eut décidé l'opération qui devait restituer à Verdun la ceinture de ses forts et de ses collines, le commandement choisit les troupes d'assaut. Chacune fut spécialement préparée à son rôle. Douaumont fut *donné* au régiment colonial du Maroc qui avait reçu la fourragère pour Dixmude et Fleury. Et ce phénomène étrange fut constaté : loin de servir d'épouvantail, Douaumont devenait le lieu d'élection réservé en récompense aux plus braves. Puisqu'on leur avait *donné* Douaumont, il n'y avait plus qu'à y aller. Avant de partir, *ils* étaient sûrs d'y parvenir et d'y rester. De Fleury nivelé, ils l'avaient vu, ils le connais-

saient. Ils le connaissaient pour sa menace permanente, pour son orgueil et sa puissance ; et voici que, rapprochés de lui par le don qu'ils en avaient reçu, ils en parlaient avec familiarité, presque avec insolence. On le plaisantait, on le foulait même aux pieds.

Car on le prenait chaque jour en effigie. Dans la campagne, près de Stainville, gros bourg proche Saint-Dizier où le régiment colonial du Maroc était au repos, le fort avait été tracé sur le sol avec ses dimensions exactes. Des exercices de régiment apprenaient aux bataillons à établir entre eux les accords nécessaires, aux unités et aux divers groupes de spécialistes à se diriger sans hésitation sur leurs objectifs en prenant des points de repère sur les saillans et sur les distances. Chacun des trois bataillons reçut sa mission spéciale. Au 4^e (commandant Modat) reviendra la mise en marche, le signal du départ. Tandis qu'une compagnie sénégalaise et une compagnie de Somalis occuperont nos tranchées et procéderont, à la suite des marsouins, au nettoyage des obstacles que ceux-ci dépasseront, le bataillon Modat, sans se laisser distraire de son but, atteindra le premier objectif qui, au delà des premières défenses ennemies, amènera les autres bataillons à distance d'assaut. Puis, le 1^{er} bataillon (commandant Croll) contournera le fort, le dépassera, se portera à 200 mètres environ en avant, et là organisera solidement le terrain. Enfin le 8^e bataillon (commandant Nicolaÿ) sera chargé d'attaquer le fort de front, de s'en emparer, de le nettoyer et de le remettre en état de servir.

Il y eut entre les trois bataillons une émulation ardente. Chacun voulait le fort. Chacun invoquait son passé, non pas seulement les affaires de Dixmude et de Fleury, mais d'autres actions, plus lointaines, engagées pour la plus grande France. Le bataillon Croll, par exemple, n'avait-il pas déjà fait au Maroc son apprentissage pour s'emparer des places fortes ? Et quand il s'en empare, il sait les garder. Le 12 juin 1914, il avait participé à la prise de la forteresse berbère de Khenifra par le général Henrys. Khenifra est une des charnières les plus importantes de cette armature de la défense du Maroc, créée et maintenue après la déclaration de guerre par le général Lyautey. Elle fut assaillie, le 23 novembre 1914, avec une violence inouïe, par les tribus descendues de l'Atlas. L'assaut dura trois jours et les assaillans durent se retirer avec de grandes pertes. A cette

occasion, le commandant Croll et son bataillon furent l'objet de glorieuses citations, et le général Lyautey tint à honneur d'épingler lui-même au fanion du bataillon la première croix de guerre avec palme décernée aux troupes d'occupation du Maroc. La cérémonie eut lieu au cours d'une grande revue passée avant le départ du régiment colonial pour le front de France au mois d'août 1913.

Cependant le bataillon Nicolaÿ a été choisi. C'était son tour, et aucun des trois ne peut être l'objet d'une préférence. Le lieutenant-colonel Régnier qui commande le régiment sait qu'il peut compter sur tous les trois au même titre. Le commandant Nicolaÿ arrive d'Indochine, et ce sera sa première affaire. Débuter par Douaumont n'est pas un sort commun. Il a dû beaucoup intriguer pour quitter la colonie où ses services l'attachaient, s'embarquer et prendre sa part de la grande guerre. D'avance, il flaire sa proie et la gloire. La vie exotique l'a brûlé et vieilli. Il est très grand, très maigre, un peu voûté, un peu blanchi, la moustache tombante; dans les yeux méditatifs passe cette flamme dorée qu'ont souvent les regards des voyageurs et des rêveurs, leur restée des soleils ou des mirages entrevus. Il marche comme s'il suivait ses songes, et l'on devine où vont ses songes et que rien ne l'arrêtera. Quand il se redresse, il a l'air d'un mage ou d'un prophète, et ses hommes se sentent saisis de respect. Est-ce l'Orient qui donne aux chefs cette grandeur, ce prestige quasi sacerdotal, et non pas seulement à un Lyautey, à un Gonraud, mais à des commandans de bataillons ou de compagnies? J'ai déjà vu cet air-là au commandant d'Ivry, fils de ce charmant compositeur, le marquis d'Ivry, qui écrivit la musique des *Amans de Vérone*, quand il rassemblait au Mourmelon son bataillon marocain. C'était à la fin d'août 1914. Je lui avais porté l'ordre de départ. Je ne devais pas le revoir. On m'a raconté que, miné de fièvre, condamné, ne pouvant plus marcher, mais refusant d'être évacué, il se faisait hisser sur son cheval, et même attacher: ainsi se rendait-il aux premières lignes. On voyait apparaître au pas ce cavalier fantôme, là où nul être vivant ne se montrait de jour. C'était à n'en pas croire ses yeux. Ce mourant entendait choisir sa mort: il fut tué sur son piédestal.

Quand on a vu l'homme, on se rend mieux compte de l'influence qu'il dut exercer sur ses troupes. Le commandant Nicolaÿ

ne se contenta pas de régler avec soin et méthode, pour tous les exécutans, l'économie des divers dispositifs d'attaque, ni de pousser à la perfection le dressage individuel des fusiliers, des voltigeurs et des autres spécialistes; il fit de son bataillon un seul être à mille têtes. « La désignation dont il était l'objet, a-t-il écrit, l'enthousiasmait, sans qu'il se fit illusion sur les difficultés qui l'attendaient, ni sur les droits équivalens des autres bataillons du régiment à un choix aussi désirable. » Chaque soldat sait ce qu'on attend de lui, mais entend concourir au but commun. Il n'y a plus de volontés individuelles, mais une volonté collective réglée par le chef. Le commandant et ses officiers ont pris langue avec les officiers du 129^e régiment qui sont entrés dans le fort le 22 mai : conférence utile pour éclairer la nouvelle équipe sur les précautions essentielles à prendre, et qui rapproche le but en le montrant possible, puisqu'une première fois il a été réalisé, bien que sans lendemain. Les photographies du fort par avions ont été minutieusement étudiées : officiers et gradés ont été conduits en automobiles jusqu'à d'autres forts similaires de la région de Verdun qu'ils ont visités. En somme, conclut le commandant, « toute l'affaire se présente bien, solidement montée, soumise à la chance comme tout projet de bataille, mais à une chance qui valait dix fois qu'on la tentât. » Et de toute cette majesté de visionnaire qui émane de sa personne il contribue à répandre et à propager autour de lui la religion de Douaumont. Dans la religion de Douaumont communie tout le régiment colonial, composé d'éléments hétéroclites, où se mêlent classes, races, croyances, mœurs, accens : une même foi a fait ce miracle.

Le groupe d'attaque comprendra les 1^{re} et 2^e compagnies du 8^e bataillon, la compagnie 19/2 du génie, la moitié de la compagnie de mitrailleuses, une section de lance-flammes, un groupe médical, médecins et brancardiers, un groupe de liaison, téléphonistes et signaleurs. Le fort de Douaumont, devant être abordé par son flanc Ouest et par sa gorge prise en oblique, est d'avance divisé, pour les assaillans, en deux secteurs, l'un comprenant surtout les superstructures, y compris le cavalier, l'autre comprenant surtout les casemates du rez-de-chaussée et le sous-sol. Au départ, le bataillon devait suivre le bataillon Croll à 100 ou 200 mètres de distance. Après le premier objectif atteint, ce dernier devait donc s'ouvrir pour

encercler le fort que le 8^e bataillon aborderait directement.

Le 23 octobre, le régiment gagna ses positions de départ. Dans l'après-midi, on s'en souvient, un heureux obus de 400 détermina un incendie dans le fort. Sans doute, comme au mois de mai, un dépôt de munitions avait-il dû sauter. Peut-être la garnison avait-elle subi des pertes. C'était d'un bon présage. Dans leurs parallèles, les troupes confiantes attendaient l'heure fixée avec impatience.

Si minutieusement achevée que soit leur préparation, si complètes que soient leurs provisions, toutes les affaires humaines demeurent encore soumises à la chance, comme le dit le commandant Nicolaÿ des projets de bataille. La part divine est réservée. Or, dans l'affaire de Douaumont, il semble au début que tout conspire à son échec. Puis la fortune tourne, le destin parle, la victoire s'envole.

Le brouillard qui pouvait favoriser la marche en avant, qui, sur presque toute la ligue, la favorisa, ne cause en face des marsouins aucun effet de surprise. Sentant venir l'attaque, un officier allemand dont la hardiesse faillit nous coûter cher, enlevant ses hommes, était venu avec sa compagnie occuper les tranchées de départ que nos soldats avaient évacuées pour laisser le champ libre à l'artillerie. Quand la compagnie sénégalaise, préposée à leur garde, revient pour se mettre en place, elle trouve la place prise. Un violent combat s'engage chez nous, au lieu d'être porté d'emblée chez l'ennemi. Fâcheux début qui risque de tout compromettre par le retard. Le commandant Modat, qui doit conquérir avec son bataillon le premier objectif et entraîner après lui le régiment, sent l'inquiétude le gagner à mesure que l'heure fixée, — onze heures quarante, — approche. L'heure vient, et l'on se bat toujours. N'importe : il donne le signal ; derrière lui, le bataillon Croll, s'il est nécessaire, renforcera les Sénégalais et les Somalis. Les premières vagues se dressent, franchissent nos parallèles d'où monte, avec un bruit de lutte corps à corps, la fumée des grenades éclatées, se précipitent à l'assaut sur le terrain boueux et bouleversé. Mais le Boche qui fait face aux marsouins est un adversaire redoutable. Prévenu par le tumulte, massé dans la tranchée Augusta, il attend notre attaque. « De terribles feux de flanquement, écrit le capitaine Alexandre qui prit le commandement du bataillon après que le commandant Modat fut blessé,

prennent d'écharpe les premiers assaillans et frappent à la tête un grand nombre de ceux qui s'efforcent de sortir des boyaux glissans : le mouvement ne se continue bientôt plus que de trous d'obus en trous d'obus. Le commandant Modat sent que le moment est décisif ; les commandans des compagnies Dessendie et Maufredi ont la même pensée : dès qu'ils voient le chef de bataillon demander l'effort suprême coûte que coûte, ils entraînent leur compagnie violemment, sans souci des pertes. Les officiers, les gradés et quelques hommes pleins de bravoure enlèvent à leur suite, malgré la boue, dans un mouvement irrésistible, les sections qui avaient ralenti leur débouché. Le spectacle est alors admirable : on ne voit que des files d'hommes debout chargeant dans le brouillard à la recherche des groupes d'ennemis qui tirent toujours. Les pertes augmentent rapidement : dix officiers, dont le chef de bataillon, sont mis hors de combat. La compagnie Maufredi perd tous ses officiers et près de la moitié de son effectif, la compagnie Dessendie est fortement éprouvée aussi, mais l'élan définitif est donné, les marsouins ne songent plus qu'à venger leurs chefs et leurs camarades. En un clin d'œil, les élémens de tranchées qui avaient résisté au feu de notre artillerie sont encerclés à courte distance, indépendamment les uns des autres, par les fractions de soutien des compagnies de tête et des compagnies de soutien. Les premières vagues, après avoir massacré ou pris tout ce qui était devant elles, s'élancent sur le premier objectif à mille mètres environ... » Elles disparaissent dans le brouillard, ayant soin de relier fortement la chaîne. Derrière elles, les groupes ennemis qui ont été dépassés et qui occupent toujours la tranchée Augusta, paient cher les feux de flanquement si meurtriers qu'ils ont exécutés quelques minutes auparavant. Cependant, « les survivans de l'attaque boche étaient dignes des marsouins qui les combattaient : beaucoup refusèrent de se rendre et lancèrent des grenades jusqu'à la mort. Un jeune officier d'une belle stature, cerné par trois coloniaux et sommé de se rendre, répondit en les regardant fièrement : « C'est impossible. » Un autre officier ennemi tira sans relâche les balles de son revolver jusqu'à ce qu'il fût massacré. Certains groupes d'Allemands levèrent les mains quand ils se virent cernés... » Heureux d'avoir la vie sauve, ils offrent de nombreux cigares. Quand la section laissée en arrière s'élançe à la suite

de la première vague, les hommes présentent des cigares à leur chef qui doit se fâcher pour les remettre dans la réalité, mais qui est désarmé par un courage si rapidement insouciant, et c'est avec la « permission de fumer » que la section se dirige vers le premier objectif. Le but atteint, en liaison avec le 4^e régiment mixte à gauche et le 32^e régiment à droite, on s'organise sur place, et l'on commence à creuser une tranchée sous la protection des petits postes qui sont détachés en avant.

Au tour maintenant du bataillon Croll. Il a dû achever, avant de partir, de briser la résistance de la tranchée Augusta. Dans la marche en avant, à l'Est de l'ouvrage de Thiaumont, à cause du brouillard et des difficultés de terrain, un certain mélange se produit parmi les unités avec déviation de direction. Il faut modifier les ordres primitivement donnés et boucher d'extrême urgence un trou dans les lignes. Du bord de son trou de marmite qui lui sert d'observatoire, le chef de bataillon fait un signe, l'agent de liaison Demousaix, tout jeune, presque un enfant, s'avance. « Pour recevoir les ordres sans être vu, il faudrait que l'homme vint se coucher contre son chef. Il n'y pense pas. À genoux et respectueusement penché, il écoute les ordres à transmettre. Il va partir, mais un mitrailleur l'a repéré. Il est atteint de plusieurs balles et s'affaisse sur place, perdant son sang à flots. Un autre agent de liaison vient prendre sa place... » Quelques jours plus tard, au retour de la bataille, le chef de bataillon cherche un emplacement. Voici les anciennes lignes allemandes. Un trou d'obus : le petit conneur est toujours là, dans son attitude déférente, simplement affaissé comme s'il était fatigué. Il a été respecté par les projectiles. Un salut, il faut partir. Tout à l'heure, les brancardiers divisionnaires viendront relever le corps du courageux enfant...

Le bataillon Croll dépasse le premier objectif occupé par le bataillon Modat. Il doit contourner le fort à droite et à gauche, et le bataillon Nicolay, qui doit le suivre de près, abordera de front Domaimont. Suivant le barrage protecteur de l'artillerie, les patrouilles, précédant les vagues, progressent de trous en trous. Soudain, un obstacle plus considérable se dresse. Nul doute : c'est le fossé du fort. Le brouillard commence à se déchirer sous l'action du vent qui se lève. Le fort est là. Le caporal André Barranger qui dirige la patrouille de tête connaît

le thème de manœuvre si souvent répété à Stainville. Ce fossé, — amoncellement de terre, de pierres et de grillages — ne doit pas être franchi. Il sait que ce sera la mission du bataillon Nicolaÿ, ainsi encadré par les compagnies du bataillon Croll qui s'ouvriront pour couvrir ses flancs et dépasser l'obstacle. Il se retourne : le bataillon Nicolaÿ n'est pas là. Il sait encore qu'il est chargé d'observer en avant. Que verra-t-il, s'il ne grimpe pas sur cette masse ? Il sait aussi que le fossé doit être flanqué de mitrailleuses, que le fort est peut-être miné. Qu'importe ! Par un éboulis il se laisse glisser avec ses hommes. Les cœurs battent fort dans les poitrines. Le fossé est vide et muet. Les marsouins montent sur le fort. Ils passeront dessus.

Ils n'y sont pas venus les premiers. Une poignée de biffins a devancé les coloniaux. La gauche de la division Passaga est formée par le groupement du commandant Mégemond qui comprend les 19^e et 23^e compagnies du 321^e régiment et la 5^e compagnie de mitrailleurs. Il a pour mission de s'emparer d'un ouvrage, la batterie, à l'Est du fort, et de donner la main au bataillon Croll en avant de Douaumont. Quand il arrive à la batterie, il ne voit pas le bataillon Croll. Va-t-on laisser le fort échapper ? Se conformant aux ordres du lieutenant Rambaud qui commande la 23^e compagnie, le sous-lieutenant Leseux laisse le gros de sa section aux abords immédiats du fossé qu'il abordait par le Sud-Est et avec trois de ses hommes, le fusilier mitrailleur Jayr et les grenadiers Dumont et Meydon, il franchit le fossé aux trois quarts comblé et met le pied sur l'observatoire et la petite tourelle à l'Est. Avec quelques autres hommes, dont le caporal Laly et le fusilier Jullien, il capture un sous-officier allemand et sept hommes, tandis que Jayr ouvre le feu sur un créneau de mitrailleuse pratiqué à la petite tourelle de l'observatoire. Peut-être est-ce donner l'alarme à l'ennemi avant d'être en force. Mais la petite troupe ne quitte ces lieux fameux où elle est rentrée la première que lorsqu'elle aperçoit les premiers élémens du bataillon colonial.

La patrouille du caporal Barranger fait partie de la compagnie Dorey. Le capitaine Dorey prend l'initiative de franchir le fort au lieu de le contourner, afin de profiter de l'ahurissement de l'ennemi, tout en gardant la liaison avec les unités voisines. Le mouvement s'exécute en ordre, malgré le chaos du terrain. Sa compagnie traverse la superstructure effroyablement boule-

versée et reste en surveillance sur le fort pour ne le quitter qu'à l'arrivée du bataillon Nicolaÿ. Elle reprend alors sa marche au delà du fort où elle se raccorde avec les autres compagnies et le 321^e.

Le bataillon Nicolaÿ avait pris place, le 23 octobre au soir, soit dans l'Abri des Quatre-Cheminées qui est sur la pente de Froideterre descendant au ravin des Vignes, soit dans les boyaux avoisinans. Le 24, à l'heure dite, il se met en route, par le brouillard, sur un terrain glissant. Il se hâte afin de pouvoir établir sa liaison avec le bataillon Croll qui doit le précéder dans la marche sur le fort. Quand il arrive aux parallèles de départ, le bataillon Croll a déjà disparu dans la brume. Le brouillard s'épaissit, on n'y voit pas à vingt mètres. Le sol est crevé de trous plus larges encore et plus profonds que ceux du ravin des Vignes, la terre très lourde colle aux chaussures et ralentit la marche. Il faut donc resserrer le dispositif en largeur comme en profondeur. Trois sections de la première compagnie s'égarent, et il faut les rappeler. Enfin une erreur de boussole, déviée probablement par le voisinage d'un revolver, amène le bataillon dans la direction de Thiaumont. Le chef se rend compte de la fausse direction. Dans quel sens la rectifier ? Il a gagné la tête de la colonne, et il hésite. La boussole s'affole. Où se trouve-t-on exactement ? Quel est, au juste, le retard ? Il connaît la pire angoisse, celle de manquer à sa mission. Seul, son bataillon est préparé et outillé pour attaquer le fort, le nettoyer et l'occuper. S'il n'arrive pas à temps, la bataille tout entière est compromise, l'ennemi peut se ressaisir et se consolider dans l'ouvrage, et ce serait à recommencer. Le commandant Modat, au départ, a traversé une inquiétude analogue. Pour la seconde fois, le régiment rencontre l'obstacle qui conduit à l'échec. Pour la seconde fois, il conjure le mauvais sort. Douaumont a son destin marqué. Le brouillard se déchire comme un rideau, le fort apparaît dans une éclaircie. Et tandis que les marsonins fascinés regardent, deux prisonniers boches, amenés à l'arrière, remarquant leur ébahissement, montrent du doigt Douaumont en leur disant : « Capout ! » La marche est aussitôt reprise après redressement.

De plus en plus le brouillard se dissipe. Quelques nuées qui s'étirent comme du coton traînent encore aux flancs de la colline, trompant sur la distance. Douaumont apparaît comme

ue montagne sainte, Douaumont approche, Douaumont est là. Le fort est abordé par la gorge. Quand le bataillon y parvient, quand il comprend ce qui va s'accomplir, pris soudainement d'un frisson religieux qui se communique de l'un à l'autre, il s'arrête. Les notes du commandant Nicolay constatent cet extraordinaire arrêt, unique peut-être dans l'histoire, du conquérant devant sa conquête :

« Arrachant l'un après l'autre leurs pieds de la boue, écrit-il, les marsouins gagnèrent de l'avant pour profiter de leur chance. Nulle canonnade sur leurs lignes, pas de résistance d'infanterie; le barrage boche intense, mais loin en arrière, dans le ravin des Vignes. Il était près de quinze heures, le détachement Dorey venait d'entrer dans le fort sans coup férir; il était installé au Sud-Ouest des logemens et tourelles, en belle attitude, ne tirant ni ne recevant aucun coup de fusil. Il ne pouvait être question de prendre d'abord méthodiquement la formation de combat primitivement arrêtée; il fallait au contraire attaquer au plus tôt avant que l'ennemi fût revenu de son ahurissement.

« Sous le vol bas de l'avion de France aux trois couleurs croisant au-dessus du fort, le bataillon aborda le fossé en lignes de colonnes de section par un, chefs en tête et l'arme à la bretelle, puis il escalada les pentes raides du rempart de gorge. Arrivé au haut de ce rempart, il avait devant lui les ouvertures béantes des casemates du rez-de-chaussée et, en avant, la cour extraordinairement bouleversée. Devant ce chaos qu'était devenu le grand fort, symbole de volonté et de puissance merveilleusement recouvré, les têtes de colonne s'immobilisèrent et regardèrent. Le chef de bataillon, qui s'était arrêté momentanément au fond du fossé pour vérifier le mouvement, rejoignit la tête à cet instant et, tout en rendant hommage à ce que la vision avait de sacré et d'inoubliable, il donna l'ordre d'attaquer les mitrailleuses qui, du fond des casemates, commençaient à entrer en action.

« Fusiliers, grenadiers et lance-flammes eurent tôt fait de réduire cette première résistance sans conviction qui ne nous coûta que quelques hommes. Puis le cavalier fut abordé et chacun, d'une manière générale, se rendit à son objectif qu'il sut retrouver, malgré le changement d'orientation de l'attaque. En cours de route, les résistances rencontrées aux tourelles

furent dominées l'une après l'autre. Une section de nos mitrailleuses prit sous son feu, à 1 500 mètres, des attelages allemands sur lesquels tirait aussi notre artillerie.

« ...Le bombardement se mit de la partie. Mais, indifférens aux gros obus, tout à leur œuvre qu'ils sentaient grande, les marsouins, ne perdant rien de leur activité ni de leur sang-froid, submergèrent le fort, joyeux de plumer l'aigle d'Allemagne... »

Le commandant Nicolaÿ a rédigé un rapport officiel qui relate sans commentaires la prise du fort et les opérations du bataillon : mais il a voulu exprimer ce qu'il avait éprouvé au cours de cette journée mémorable. Son style grandiose se ressent de la poésie de ces pays d'Orient où il a vécu. Il s'harmonise avec sa personne dont il prend naturellement la majesté.

Le grand fort est, d'apparence, un fouillis dont il est difficile de reconnaître le tour et les ouvrages. Le fossé est à demi comblé : l'escarpe a coulé dedans. La superstructure est défoncée. Les gros calibres l'ont pour ainsi dire coupée en deux, mettant à découvert les entrées des galeries des bâtimens. Les abris des tourelles de 75 et de 155 ont résisté ; ceux des tourelles des mitrailleuses sont assez détériorés. Les deux coffres simples et le coffre double de la contrescarpe peuvent encore abriter des mitrailleuses qui opposeront de la résistance, mais leurs communications sont coupées. Quant aux sous-sols, lorsque l'on y pénétrera, sauf ceux des casemates effondrées, on les trouvera à peu près intacts.

La superstructure et les ouvrages extérieurs sont donc à nous. Le chef de bataillon se rend au rez-de-chaussée pour organiser l'attaque des logemens. Il confie cette mission difficile au capitaine Perrond qui commande la compagnie 19/2 du Génie, en lui adjoignant une demi-section de marsouins. Le maître-ouvrier Paul Dumont, et le sapeur-mineur Jean Ygon, de cette compagnie du génie, marchant les premiers, s'empareront de nombreux prisonniers et d'un important matériel. Il était cinq heures du soir, et déjà la nuit tombait : avant qu'elle ne fût venue tout à fait, il importait de fixer les consignes pour la garde du fort. « Le chef de bataillon remonta alors sur le cavalier où la lutte avait cessé vers dix-neuf heures, il revint au rez-de-chaussée où il apprit que tout allait bien et que les premières résistances rencontrées, en particulier une contre-attaque à la

grenade au cours de laquelle un sous-lieutenant du génie fut blessé, avaient été rapidement surmontées. Vers vingt heures, le capitaine Perroud venait rendre compte que sa mission était terminée et qu'il était entièrement maître de l'infrastructure du fort. Il avait fait une trentaine de prisonniers dont quatre officiers. Une vingtaine de Boches avaient en outre été pris dans le coffre Nord de la contrescarpe par le détachement mixte coloniaux-génie du sergent Fainot de la 1^{re} compagnie. Le chef de bataillon se rendit aussitôt auprès des prisonniers pour séparer les officiers de leur troupe, et il visita le fort, guidé par le *hauptmann* Prollius, de l'artillerie, commandant intérimaire en l'absence du titulaire parti à temps en permission. »

Cet heureux permissionnaire était le major Marquardsen. Le capitaine d'artillerie Prollius, chef-observateur dans le secteur de la division, s'était réfugié dans le bureau de la *Kommandantur* avec un médecin-major et deux officiers, lorsque Perroud entreprit le nettoyage des sous-sols. Les quatre officiers ne firent aucune difficulté pour se rendre. Le commandant intérimaire déclara qu'il ne croyait pas à une progression si rapide de notre attaque : le fort lui paraissait hors d'atteinte. Il confirma l'explosion produite la veille par un obus de 400 : à la suite de cette explosion, une partie de la garnison avait évacué le fort. Lui-même n'y était rentré que dans la matinée et pensait remettre les défenses en état quand les marsouins étaient arrivés. En outre, il informe le commandant Nicolay qu'un incendie, allumé la veille, continue de couvrir dans le voisinage d'un dépôt de 6 000 grenades. Ses hommes faits prisonniers aident les coloniaux à l'éteindre.

La visite intérieure du fort offre un spectacle lugubre. Le *hauptmann* Prollius marche le premier, suivi de près et dominé par la haute taille du commandant Nicolay. C'est tout un monde de couloirs, de casemates, de salles, que cet intérieur. Le commandant Raynal, à Vaux, a tenu cinq jours dans un réduit moins vaste, moins aéré, moins aisé à défendre. Les murs sont intacts, sauf une voûte défoncée. Une odeur nauséabonde accompagne les visiteurs. Les corridors sont dans un état de saleté repoussant. Les chambrées sont dans le plus grand désordre : armes et équipemens abandonnés gisent en tas. Toutes les inscriptions des murs ont été repeintes en allemand. Voici une salle qui a voulu résister ; elle est bondée

de cadavres à demi calcinés, les masques sont encore attachés sur les visages, vision de cauchemar et d'épouvante. Un magasin à vivres est assez abondamment fourni de conserves : viande, lait, haricots, légumes frais, eau minérale, pain de guerre, sucre, thé, café, etc. Demain, on fera l'inventaire du butin. Les papiers du bureau de la *Kommandantur* n'ont pas été détruits : demain, on entreprendra leur dépouillement. Dans les couloirs, une dizaine de mitrailleuses sont encore en batterie ; à cause du bombardement, les Allemands avaient pris la précaution de les descendre des tourelles, sans se douter qu'ils se désarmaient. Décidément, ils n'avaient pas imaginé que les Français auraient l'audace de franchir une distance de près de trois kilomètres et d'arriver au fort d'un seul élan.

Et le commandant Nicolaÿ, dans cette visite nocturne, comme un grand prêtre chargé des exorcismes, dissipe les fantômes, chasse les légendes d'outre-Rhin, ouvre les portes à la claire histoire de France. Plus de Drachenfels, plus de Lurlei, plus de maléfices ni de sortilèges, le fort désinfecté va redevenir un des bastions de Verdun.

Toutes les issues des logemens sont gardées à l'intérieur par des sentinelles que fournit la compagnie du génie, les marouins assurant la garde extérieure. A onze heures du soir, le conquérant envoie son dernier compte rendu : les compagnies continuent à se retrancher. Aucune réaction allemande ne menace directement notre conquête, œuvre commune des trois bataillons du régiment : du bataillon Modat qui a ouvert la voie en brisant les premières lignes ennemies au prix de pertes sérieuses ; du bataillon Groll qui a passé partie autour du fort et partie sur le fort pour s'établir au delà et interposer ses tranchées entre les fossés de l'ouvrage et les lignes allemandes ; du bataillon Nicolaÿ enfin qui a pris possession de la forteresse.

Ainsi fut conquis le fort de Douaumont dans l'après-midi du 24 octobre. Ainsi fut délivré le premier des deux captifs.

IV. — LENDEMAIN DE VICTOIRE

— Un quart d'eau minérale ? Bien que de marque allemande, elle est agréable et se laisse boire.

C'est le commandant Nicolaÿ, nommé commandant du fort,

qui, le lendemain de la victoire, fait les honneurs de sa maison. Il s'est installé dans un local aménagé au premier étage, déblayé en gros, et que la découverte de deux batteries d'accumulateurs a permis d'éclairer. Le lieutenant-colonel Régnier qui commande le régiment colonial du Maroc, son officier adjoint, le capitaine Monnerat, et son état-major, ont établi leur poste de commandement dans un abri du sous-sol. Déjà les visites commencent : voici le lieutenant Pichery, commandant une section de projecteurs, envoyé pour assurer les liaisons optiques et l'éclairage intérieur, voici le lieutenant Maubès chargé du service des tourelles. Des officiers d'état-major, des officiers du génie, de l'artillerie, se succèdent avec des missions spéciales. Il faut organiser le ravitaillement en munitions, en vivres, en eau, créer des pistes, rétablir les communications, nettoyer, rapproprier, reconstruire. Du haut en bas, le fort est étudié, scruté, interrogé, palpé. A la lueur des bougies, les cortèges se suivent, comme les bandes de touristes dans les châteaux du Rhin. Mais, dans les couloirs, il faut prendre garde aux cadavres et aux débris de toutes sortes.

— Nous n'avons pas encore la lumière électrique partout, explique en s'excusant le commandant Nicolaÿ, mais nos prédécesseurs ont eu l'attention de nous laisser des groupes électrogènes auxquels ne manque aucun organe essentiel. Leur remise en marche ne saurait tarder, et nous attendons un personnel spécial d'un moment à l'autre. Quant à la saleté des appartemens, elle dépasse toute imagination : un véritable fumier. Il faudra plusieurs jours pour les mettre en état.

L'état extérieur et intérieur du fort est l'objet des constatations suivantes :

Aspect général. — Tous les abords sont complètement bouleversés et comprennent une succession ininterrompue d'entonnoirs de diverses dimensions. On distingue encore nettement l'emplacement des fossés dont les côtés et le fond sont en fort mauvais état, les maçonneries étant presque entièrement éboulées, les talus détruits et la grille d'escarpe inexistante. Les réseaux de fils de fer n'existent plus. On trouve cependant quelques blocs de béton surmontés de morceaux de piquets en fer ayant fait partie des créneaux. Les locaux de l'entrée du fort sont détruits. Cependant le passage voûté de l'entrée, protégé par 1 mètre de sable et 1 m. 50 de béton de ciment, semble avoir résisté, au moins dans sa partie centrale. Les deux

extrémités sont obstruées par les décombres. La façade des locaux bétonnés, qui était en maçonnerie ordinaire de 0 m. 80 d'épaisseur, a été très fortement endommagée. Les Allemands l'avaient remplacée ou doublée par un mur de sacs à terre, dans lequel des créneaux pour mitrailleuses ou pour grenades avaient été parfois ménagés. Les piédroits en béton de 2 m. 50 sur 2 m. 50 ont été détruits en grande partie. La traverse terrassée symétrique du massif des locaux de commandement par rapport à l'axe du fort n'existe plus.

État intérieur du fort. — Le fort se compose de locaux supérieurs, en maçonnerie ordinaire, protégée par une couche de sable de 1 mètre d'épaisseur et une couche de béton de ciment ayant 2 m. 50 d'épaisseur dans la partie avant et 1 m. 50 dans la partie Est. Au-dessous de ces locaux se trouvent des locaux en sous-sol séparés par une voûte en maçonnerie ordinaire de 0 m. 80 d'épaisseur.

Tous les locaux du sous-sol sont en parfait état, sauf le dernier local à l'Est dans lequel se trouvait un approvisionnement de grenades qui a sauté. Il est possible que cette explosion remonte aux premiers temps de l'occupation du fort par les Allemands : tous les prisonniers avaient en effet raconté que l'explosion d'un dépôt de grenades à l'intérieur du fort avait fait de nombreuses victimes. Cette explosion a entraîné la chute de la voûte séparant ce local du local placé immédiatement au-dessus. Sur les piédroits de ces locaux apparaissent très visibles les traces des flammes provenant de la déflagration des grenades... En résumé, exception faite de ce local, tous les locaux du sous-sol sont en parfait état. Deux d'entre eux servaient aux Allemands de magasin aux vivres et de magasin à eau...

En ce qui concerne les bâtimens du rez-de-chaussée, les extrémités de chacun des couloirs Est et Ouest sont encombrées par les décombres. On s'occupe de leur déblaiement. Ils paraissent intacts. Toutes les casemates de la partie Ouest sont en parfait état et, malgré les obus de gros calibre tombés sur le béton et qui y ont fait des entonnoirs de profondeurs assez variables, aucune fissure ne se remarque sur les voûtes des casemates. Seule l'une d'elles, sur le milieu du fort, a été percée par des 400, vers les façades. Le trou a 4 ou 5 mètres de diamètre... Presque en face, dans un local servant autrefois de magasin à munitions d'infanterie, un autre coup de 400, venant un peu obliquement, a percé la voûte...

En résumé, trois locaux d'habitation seulement sont inutilisables au rez-de-chaussée. Tous les autres sont en bon état et on y retrouve les lits de casemate à quatre places d'autrefois, ainsi que les lits en bois à deux étages faits par les Allemands...

Parmi les abris à munitions, les uns sont en bon état, les autres éboulés. Les magasins de la tourelle de 133 n'existent plus, mais la tourelle a résisté. Celle de 75 est endommagée, mais réparable. La casemate de Bourges a eu son mur de façade en béton armé détruit en partie. Des murs en sacs à terre avaient été édifiés par les Allemands pour le remplacer et le doubler. La plupart des communications bétonnées ont été coupées. Les Allemands avaient projeté trois passages souterrains, mais un seul était en construction au moment de la prise du fort : partant du fond du couloir d'accès du sous-sol, il desservait les locaux de gorge actuellement détruits.

Les citations de ce rapport officiel, rédigé le 27 octobre après une vue des lieux faite la veille, répondent par avance aux tentatives d'explication que vont donner les Allemands par le moyen de l'agence Wolff et de leurs journaux sur leur défaite du 24 octobre. « Les forts de Douaumont et de Vaux, diront-ils, ont joué dans la bataille de Verdun un rôle important aussi longtemps qu'ils furent, comme forts français, au pouvoir des défenseurs. Afin d'affaiblir la position de Verdun, ils durent être rendus inoffensifs. Privés de leurs moyens de combat et en grande partie détruits, ils n'offraient à l'assaillant, au point de vue tactique, qu'une valeur limitée dès l'instant où l'attaque contre Verdun était interrompue (1)... »

L'Allemagne avait claironné dans tout l'univers les noms de Douaumont et de Vaux. Elle s'est chargée de leur assurer une publicité incomparable, colossale. Et quand ces noms retentissants deviennent pour elle des noms de défaites, aussitôt elle fait machine en arrière : « Vaux, Douaumont, vous en avez entendu parler ? c'étaient de mauvais forts démembrés, sans aucune importance ; nous allions les abandonner précisément quand les Français se sont avancés. Ils nous gênaient ; positivement ils nous gênaient. Nous serons beaucoup mieux en arrière. Les Français se sont même trop pressés : ils sont venus quand le retrait de notre ligne commençait de s'accomplir. Simple coïncidence : ils avancent, nous reculons. Coïncidence toute fortuite ; s'ils avaient eu la patience d'attendre, ils auraient trouvé place nette... »

Je ne sais si la coutume des historiens allemands est d'accom-

(1), Agence Wolff, 3 novembre 1916

moder ainsi l'histoire. En histoire comme en guerre, nous n'avons pas l'intention de leur laisser mener la bataille. Nous travaillerons pour la vérité, comme nous avons travaillé pour le droit. Le fort de Douaumont n'était nullement « détruit en grande partie » quand le bataillon Nicolaÿ le réoccupa. Le génie français qui l'a construit pourra même triompher plus tard quand les statisticiens fourniront la liste des tonnes de fer qu'il a reçues en regard de ses très incomplètes démolitions. Quant à son importance, les Allemands se chargent de l'établir. Dans le bureau de la *Kommandantur*, fort bien tenu, un dossier de plusieurs centaines de pièces, uniquement consacré à Douaumont, a été dressé avec bordereau et couverture. Déjà les interprètes volontaires se sont mis à le traduire, avant qu'il soit expédié au Quartier Général de l'Armée. On le dépouille en hâte et l'on y fait des découvertes intéressantes. Dans un mémoire sur le fort, composé en septembre 1916, les raisons de conserver cet ouvrage sont énumérées avec un soin extrême. Il y a du plaisir à lire un travail aussi minutieux. L'auteur n'avait pas prévu l'usage qui en serait fait un jour.

La valeur du fort, y est-il dit, abstraction faite de la grande importance politique de sa possession, réside dans la possibilité de dominer par notre artillerie le terrain situé devant lui, grâce aux observatoires excellents établis dans les tourelles cuirassées. Une surprise de notre première ligne d'infanterie ne peut être empêchée que par ce moyen. De plus, le fort assure, dans une mesure restreinte, un bon abri à nos réserves, à deux kilomètres de notre première ligne. Vu la proximité de l'ennemi, l'absence de tout point d'appui entre la première ligne et le fort, l'état tout à fait insuffisant des défenses d'infanterie du fort lui-même, il faut entrevoir encore aujourd'hui, à tout instant, la possibilité d'une surprise.

Excellent mémoire qui recommande la prudence : rien n'y manque, ni la valeur politique du fort, ni l'intérêt, pour l'artillerie, de ses merveilleux observatoires, ni celui de ses abris pour les réserves. Pas de point d'appui entre la première ligne et le fort : le commandement allemand s'en est préoccupé, car il faut prévoir la surprise d'une attaque, et le 18 septembre, le général von Lochow, commandant le groupe d'attaque Est, donne l'ordre d'organiser d'une manière très puissante cette première ligne qui doit être assurée de tenir par elle-même :

... La ligne atteinte à présent doit être tenue et renforcée par une défense acharnée... Le développement des travaux visera à établir plusieurs positions comprenant chacune plusieurs lignes...

Il importe tout d'abord, — notamment dans le secteur Thiaumont-Bergwald (Vaux-Chapitre), — de renforcer si bien la première ligne qu'elle puisse résister même à de fortes attaques et de diminuer les pertes des relèves en construisant des boyaux et des tranchées d'approche... Le temps qui nous sépare de la mauvaise saison et les forces importantes qui peuvent être mises encore en première ligne doivent être utilisés avec la dernière énergie en vue d'activer les travaux, de façon que des difficultés ne surgissent pas en hiver, ou en cas de diminution des effectifs...

... La continuation des attaques ennemies doit, aux termes d'un ordre intercepté par nous, être attendue avec certitude sur la rive droite de la Meuse. Tous les postes de commandement doivent donc mettre au point l'attitude à tenir au cas où l'adversaire déboucherait sur un point de nos positions, ou au cas où des attaques généralisées de sa part réussiraient. Ce calcul doit prévoir minutieusement toutes les éventualités concevables et préparer dans les moindres détails les contre-mesures les plus pratiques. Il faut à ce sujet faire connaître ses intentions aux unités voisines, afin que ces dernières puissent, le cas échéant, collaborer aux contre-attaques...

La situation exige qu'on ménage des forces disponibles constamment prêtes à un nouveau coup de collier et acharnées au travail, et cela partout. La relève des divisions qui, jusqu'ici, avait lieu fréquemment, il n'y faut plus compter...

Le général von Lochow jouissait en Allemagne d'une grande réputation avant le 24 octobre 1916. Il dirigeait en janvier 1915 les opérations devant Soissons, ce qui lui valut l'ordre *pour le Mérite* auquel l'Empereur ajouta, l'automne suivant, les *feuilles de chêne*. Le 17 octobre, huit jours avant la bataille, comme l'Empereur, accompagné du Kronprinz, inspectait devant Verdun les « troupes de choc » que le général von Lochow commandait, ce dernier adressa au visiteur une harangue enflammée dont le texte parvint au fort de Douaumont, juste à temps pour nous être communiqué. « Nous soupirons tous, disait le général, après le moment où il nous sera permis d'attaquer une fois de plus, dès que Votre Majesté jugera que le moment est venu. » Malheureusement, ce sont Joffre, Pétain, Nivelle et Mangin qui ont jugé le moment venu. Il y a ainsi des coïncidences, mais fâcheuses.

Du' moins ne sont-elles pas fâcheuses pour tout le monde.

Voilà ce que l'on apprend à Douaumont, tout en buvant de l'eau minérale bénévolement transportée par les corvées allemandes. Certes, il y a du plaisir à dépouiller un dossier bien fait. Dans les couloirs du fort, on a ramassé dix ou quinze mitrailleuses que les Allemands avaient descendues pour les soustraire à notre bombardement. Elles étaient mises en batterie, mais ils n'en ont pas fait usage. Aujourd'hui, nous nous en servons. Ainsi en est-il du dossier de la *Kommandantur*.



Cependant, les visiteurs apportent aussi, d'en bas, leur part de nouvelles. Ils disent le chiffre des prisonniers qui, déjà, a dépassé cinq mille, plus 110 officiers dont 8 commandans de bataillon, et ce chiffre augmente de jour en jour. Ils disent l'importance du butin : dans la seule journée du 24 octobre, 15 canons dont 5 de gros calibre, 51 canons de tranchée, 140 mitrailleuses et un matériel de guerre considérable comprenant fusils, munitions, outils et deux postes de télégraphie sans fil. Cependant, le fort de Vaux se défend encore : sur Vaux-Chapitre, la bataille fait rage. Vaux, décidément, ne tombe pas d'un seul coup comme Douaumont.

Mais voici qu'un officier du 2^e bureau, rassemblant et recopiant les interrogatoires des prisonniers, reconstitue la bataille du côté allemand. Rien n'est plus profitable que de l'écouter : on a l'impression que l'ennemi livre ses misères. Le dossier de Douaumont est dépassé.

Le commandement allemand, au dire de nombreux officiers, ne croyait pas à une offensive de grande envergure ; tout au plus s'attendait-il à des attaques locales destinées à retenir des forces devant Verdun. Le dispositif adopté compliquait les ordres : sept divisions accolées sur un front de 9 à 10 kilomètres, ayant chacune une étroite fenêtre en première ligne et des bataillons au repos à une étape en arrière. Notre préparation d'artillerie, commencée trois jours avant l'attaque, avait en majeure partie nivelé les organisations défensives de l'ennemi, dans la zone qui s'étendait du ravin de Helly à la Fausse-Côte, défoncé les arbres, enterré les mitrailleuses. La destruction des abris de première et deuxième lignes eut pour conséquence d'obliger les renforts et les réserves à se disperser pour cher-

cher une protection dans les trous d'obus ; ils cessèrent dès lors d'être disponibles soit comme soutiens de la première ligne, soit pour les contre-attaques locales automatiques telles qu'elles sont recommandées par les instructions du commandement allemand. Les tirs de destruction, de neutralisation, d'aveuglement, ont produit leur effet sur les batteries et les observatoires. Le 22, au cours d'une attaque simulée, 160 batteries s'étaient dévoilées en quelques instans, tirant sur le secteur Hardaumont-Vaux-Chapitre. Le 24, jour de l'attaque, dans toute la journée, une centaine au plus ont été vues en action sur ce même secteur. On peut juger par là des résultats de notre tir. Quant aux pertes infligées à l'infanterie ennemie au cours de la préparation, elles furent si élevées que, dès le 23, il était devenu nécessaire de renforcer ou plutôt de relever presque toutes les unités en ligne. Les relèves furent tentées dans la nuit du 23 au 24 : notre canon les fit avorter ou ne permit aux renforts d'arriver qu'avec des effectifs très réduits. Une carte avait été dressée le 17 octobre des camps et des chemins de relèves de l'ennemi. Les interrogatoires ont permis d'établir que les relèves avaient effectivement et exactement suivi les itinéraires ainsi repérés et y avaient été impitoyablement saisies, détruites ou dispersées par notre canon. Les réserves furent de même atteintes dans leurs camps et aux emplacements que nos renseignemens leur assignaient.

Notre attaque s'était donc déclenchée dans les conditions les plus favorables. Ainsi put-elle atteindre d'un seul élan, sur tout le front, sauf dans le secteur de Vaux, les objectifs extrêmes qui lui avaient été fixés. Au centre, dans le secteur Thiaumont-Douaumont, la résistance opposée par les 34^e et 54^e divisions fut promptement brisée, et le fort de Douaumont tombait entre nos mains. La 34^e division ne comptait que trois régimens qui s'attendaient d'un jour à l'autre à être retirés du front de Verdun. La 54^e ne disposait plus que d'effectifs affaiblis, cent hommes par compagnie. Les relèves intérieures, commencées dans la nuit du 23 au 24, n'étaient pas encore terminées. Cette avance foudroyante sur Douaumont produisit un effet de terreur sur les divisions voisines de droite (25^e D. R.) et de gauche (9^e D.), qui eurent la sensation d'être débordées et ne résistèrent guère. A la 25^e division, quelques élémens, dont le 3^e bataillon du 83^e régiment, réussirent à se soustraire à notre étreinte par

la fuite et à se rallier au Nord du ravin du Helly. A la 9^e division, les compagnies de première ligne du 7^e grenadiers mirent bas les armes sans combattre; les compagnies de deuxième ligne voulurent s'enfuir dans le ravin de la Fausse-Côte où elles furent abattues ou faites prisonnières. Trois compagnies du 154^e régiment, alertées dans leurs abris du ravin de la Fausse-Côte, étaient venues s'établir vers trois heures de l'après-midi sur la crête Sud de ce ravin où elles essayèrent de résister. Mais bientôt entraînées par les fuyards du 7^e grenadiers, elles battirent en retraite avec eux, dans le plus grand désordre, vers les bois d'Hardaumont. Toute cette colonne fut arrêtée, prise d'enfilade et massacrée dans le ravin de la Fausse-Côte par nos mitrailleuses mises en batterie à l'extrémité Est de ce ravin.

Cependant la débâcle du centre ne se propagea pas aux ailes. A l'aile droite, la 13^e division de réserve résista vigoureusement derrière les organisations relativement solides des abords des carrières d'Haudromont. Notre 11^e régiment d'infanterie n'en fut maître, nous le savons, que vers six heures du soir après un rude combat. A l'aile gauche, la 33^e division de réserve et surtout la 50^e division rendirent notre progression très pénible et la limitèrent, le 24, aux lisières Nord de la zone boisée qui entoure le fort de Vaux. C'est la bataille de Vaux qui continue, qui ne se terminera que par la prise du fort.

Ainsi la preuve est-elle faite par l'ennemi lui-même de notre efficace préparation d'artillerie et de l'élan de nos soldats.

*
* *

Des carrières d'Haudromont au ravin de la Fausse-Côte, les vainqueurs organisent le vaste territoire reconquis. Mais ils n'ont pour se reposer qu'une boue glacée sous le bombardement ennemi. Dans la bataille moderne, un soir de victoire est un soir de peines et d'efforts. C'est le vainqueur qui n'a plus d'abris et qui, plus facilement repéré sur les positions qu'il occupe et que le vaincu occupait la veille encore, subit la pire averse de fer.

« Nous nous sommes installés, écrit à sa marraine un soldat du régiment colonial, dans un tron de 400 qui logeait facilement toute ma section. Là, dans ce tron, nous avons beaucoup souffert, la pluie s'étant mise à tomber, les pieds dans l'eau, pas moyen de dormir, il n'y fallait pas songer. Nous passions nos nuits et journées à grelotter de froid, et la faim également, car

le ravitaillement était difficile. Enfin le jour de la relève arrive. Nous étions contents de nous, car nous avons fait ce qu'il était possible à des marsouins de faire... »

Le ravitaillement était difficile, Douaumont étant comme enveloppé de feu. Il fallait pratiquer une piste.

Oui, les nuits sont froides, la boue est glacée. Il pleut, chacun grelotte et peut à peine remuer ses membres transis. Qu'est-ce donc qui reconforte ces hommes privés de sommeil, presque de nourriture, et sans cesse menacés? Un officier du 102^e bataillon de chasseurs fait sa ronde de nuit. Il interpelle des chasseurs qui, malgré la fatigue, travaillent pour se réchauffer :

— Il fait froid, les petits gars.

— Qu'est-ce que ça fait, mon lieutenant? On les a eus, on les aura. Ça réchauffe.

Les jours suivans, une série de contre-attaques allemandes échoue contre nos défenses déjà établies, et même la division de Salins progresse légèrement au delà du fort de Douaumont, et la division Passaga au ravin de la Fausse-Côte.

Après la relève, le général Guyot de Salins adressa cet ordre à sa division :

Le général commandant l'armée vous a déjà, au nom de la France, adressé les félicitations et les remerciemens de la Patrie; je tiens à vous les exprimer de nouveau...

Le Kaiser allemand s'était vanté que, maître du fort de Douaumont, il tenait la clef de Verdun et y entrerait quand il le voudrait.

Pour reprendre Douaumont, la France a fait appel à sa plus belle division, à la vôtre.

Votre attaque, admirablement préparée par vos camarades artilleurs, a été un succès foudroyant. En trois heures vous étiez maîtres du fort de Douaumont et si vous n'êtes pas allés plus loin, c'est que vous en aviez reçu l'ordre formel.

Devant vos uniformes redoutés de marsouins, de zouaves, de tirailleurs, les Allemands épouvantés se sont rendus en masse. Vous en avez ramené près de 2 500 dont 50 officiers.

Soyez fiers de votre œuvre, car vous vous êtes couverts de gloire et, à vos noms, vous avez attaché à jamais le titre de « Vainqueurs de Douaumont. »

Au nom de la France : Merci!

Le général Passaga, à la division voisine, célèbre le culte des morts :

« ... Camarades, saluons fièrement ceux des nôtres dont le sang généreux a payé ce triomphe. Ces héros ne sont pas morts : nobles martyrs de la plus juste des causes, leur âme généreuse, dans les luttes futures, fera rayonner sur nous l'amour sacré d'une Patrie chérie, indignement souillée... »

*
* *
*

Du commandant Nicolaÿ j'ai reçu cette lettre écrite au fort même :

« ... L'enlèvement du fort de Douaumont résulte d'un mérite collectif agréé par le destin.

« Ce mérite est fait de préparation minutieuse, de volonté obstinée et d'esprit de sacrifice. Il ne s'est pas manifesté par une somme d'actes individuels remarquables, à l'inverse de ce qui s'est passé sur les premières lignes. Au fort, notre décision collective a pris d'emblée le pas sur la décision allemande que nous avons dominée en allant rapidement chacun à son objectif, sans tenir compte du bombardement, et sans hésiter devant les premières résistances rencontrées.

« Cela s'est passé ainsi. Il faut voir surtout dans cette journée la grandeur du résultat et la marque du destin. Quant à l'homme, en tant qu'individu, il était très bien préparé, il s'est donné complètement, il a eu le sentiment de la grandeur de sa tâche et il n'a pas eu une seconde d'hésitation. Cela est bien ainsi... »

La prise de Douaumont est une œuvre collective où les efforts et les héroïsmes de tout un bataillon, après ceux des deux autres qui l'ont préparée, viennent se perdre. Le premier commandant du fort ne veut pas qu'un rayon de cette gloire se détache pour mettre un visage en lumière. Comme un prophète d'Orient, il invoque le destin, et par deux fois. N'est-ce pas le destin qui, tout à coup déchirant les nuages, a désigné le fort, d'avance conquis, aux assiégeans égarés? Mais, lui-même, le destin ne l'a-t-il pas marqué? Il est, il restera le vainqueur de Douaumont. Il a passé les mers pour accomplir cet exploit légendaire et, l'ayant accompli, il disparaîtra, car une telle fortune suffit à porter une vie humaine.

A la prochaine bataille, celle du 15 décembre, qui a pour objet d'élargir le cercle autour des forts de façon à les mettre hors des distances d'assaut et qui achèvera par là même la victoire de Verdun dont elle est l'épilogue, le commandant

Nicolaÿ conduit son bataillon à l'attaque du camp de Heurias. Ce camp de Heurias est disposé sur les pentes du ravin qui porte le même nom, en arrière d'Hardaumont et devant Louvemont. Il constitue la défense qu'il faut réduire avant que Louvemont soit à découvert. C'est une sorte de redoute avec des abris-cavernes. La surprise permettrait d'en occuper les issues et de s'en emparer sans coup férir. Mais il n'y eut pas de surprise. Les premières vagues furent retardées par la boue épaisse qui se collait aux semelles. Quand elles déferlèrent, la garnison avait eu le temps de sortir et de se mettre en arrêt. Elles furent accueillies par une fusillade meurtrière. Un tireur ajuste le commandant qui marchait avec elles. Comment n'aurait-il pas reconnu en lui le chef? Tout le désignait, sa haute taille, son allure, cette sorte de majesté qui émanait de sa personne. Il méritait l'honneur d'être choisi. Son destin l'attendait. Il fut atteint d'une balle entre les deux yeux, et tomba d'un seul coup. Mort, il continua de servir. Ses soldats enragés le vengèrent, et le camp de Heurias fut emporté.

Ainsi devait finir le commandant Nicolaÿ, revenu d'Indochine pour prendre le fort de Douaumont.

HENRY BORDEAUX.

(A suivre.)

UN ÉTÉ A SALONIQUE

AVRIL-SEPTEMBRE 1916

III ⁽¹⁾

I

Mai 1916.

Je suis allée, l'autre dimanche, au camp des réfugiés de Lembet, où l'on devait célébrer six mariages. Les femmes, se rappelant ma visite, m'avaient fait demander, par le docteur P..., de revenir les voir et d'assister à la fête nuptiale. J'avoue que la température anormale et l'épouvantable poussière m'ont effrayée... J'ai attendu la dix-septième heure pour partir, et mal m'en a pris, car j'ai manqué la cérémonie religieuse et suis arrivée au moment des danses.

J'ai donc revu le « coron » de briques, dans son affligeante laideur, au bord de la route ravagée. Un soleil jaune donnait à tout le paysage des camps et des collines la patine ambrée d'un tableau de Claude Lorrain. Dans un grand espace à peine nivelé, taché d'herbe flétrie, quatre rondes tournaient, au son des flûtes, des violons et des clarinettes, sur un air mineur qui ressemblait un peu à notre bourrée. La foule des parens et des amis faisait cercle et contemplait les danseurs. Ceux-ci, hommes et femmes, se tenant par leurs bras entre-croisés, sans un sou-

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier et 1^{er} avril 1917.

rire sur leur face impassible, marquaient le pas sur place, avançaient un peu ou reculaient un peu, et formaient un anneau qui se mouvait très lentement. Cette danse, qu'on retrouve dans tout l'Orient, et qui n'a pas dû varier beaucoup depuis les noces d'Hélène, n'évoque pas les délires dionysiaques. Elle a plutôt un caractère religieux. Pendant des heures et des heures, les danseurs tournent ainsi, avec une gravité et une lenteur solennelles, et si cet exercice leur cause un sentiment quelconque de plaisir, ce sentiment ne se révèle pas sur leur visage.

Les bonnes femmes, que je connaissais déjà, avaient apporté des chaises pour les visiteurs. Les vieilles au grand fichu noir dont les figures ont une noblesse naïve, vinrent me saluer, en me touchant la joue de leur main ridée. *Hora kali!* — *Karisto*. Je revis Katerini la dentellière qui ressemble à une peinture alexandrine, Polyxeni qui ressemble à Mireille, et la fille folle qui va toujours, les cheveux dénoués, et croit voir des zeppelins dans le ciel.

A loisir, j'ai pu observer les types. Quel contraste entre la hideur des maisons, le ridicule ingénu de certaines toilettes neuves, — modernes, hélas! d'un arrangement comique sur ces corps de paysannes robustes, — et le caractère antique de la danse! Il y avait là des femmes engoncées dans leurs robes de satin cotonneux, d'un bleu terrible ou d'un rose criard, des femmes qui eussent été belles parées de la simple chemise en grosse toile, du tablier rayé, du voile blanc. Presque toutes ont de grands yeux, des dents parfaites, et d'admirables chevelures. Les longues tresses des jeunes filles, enflammées par le henné, luisaient sur leurs épaules, comme des cordes de pourpre, et certaines avaient la riche couleur rouge chère aux sculpteurs archaïques qui teignaient ainsi les tresses des statues votives destinées au Parthénon primitif. Les mains des rustiques danseuses portaient aussi des traces de teinture, car toutes les jeunes filles avaient dû collaborer à la coiffure des mariées, ce qui est un gage d'heureux amour et de fiançailles prochaines. Les six nouvelles épouses arboraient donc cette même couleur rutilante, et leurs cheveux flottans ou nattés tombaient très bas sur leurs robes blanches; mais c'était là, semblait-il, la seule concession que leur féminine coquetterie eût consentie au vieil usage. La robe était toute moderne, et la couronne d'oranger aurait pu décorer une tête de mariée occidentale. Pourtant quelques fils d'argent s'y mêlaient, avec un autre ornement bien imprévu,

et choisi, — me dit-on, — pour me faire honneur ; les six mariées de Lembet avaient noué à leur couronne virginale d'immenses rubans tricolores, tels qu'on en voit sur les cha-peaux de nos conscrits!...

Et je ne trouvai pas cela si ridicule!

Je le trouvai même assez touchant, et je voulus complimenter les six mariées qui avaient osé cette innovation, accordant ainsi la coquetterie, la politesse, et la politique.

Le lendemain, les journaux de Salonique racontèrent la cérémonie de Lembet, et des reporters mal informés racontèrent gravement que les jeunes épouses, animées du plus ardent sentiment francophile, s'étaient alignées en face de moi, et, soudain soulevant à demi leurs robes blanches, avaient montré, d'un geste hardi mais décent, « des dessous de soie tricolore (*sic*). » Vainement, je voulus rétablir la vérité. La légende subsista, et peut-être quelque faiseur d'opérettes la découvrira-t-il un jour, et mettra-t-il en couplets l'histoire des six mariées tricolores!



Quelques jours plus tard, il fut question encore de cette fête, dans une maison amie où je vais souvent passer une heure, à la fin de l'après-midi. Cette maison, située rue Bulgaroctone, appartient au consul de Belgique, M. Cuypers, directeur de la Compagnie des Eaux, établi depuis vingt ou vingt-cinq ans en Macédoine. Malgré la présence des cavass en costume albanais, on respire, dès l'entrée, je ne sais quel charme flamand, fait de quiétude et de bonhomie. Les meubles et les boiseries sont de chêne luisant. Des faïences de Delft ornent la salle à manger où, sur la table chargée de friandises, fume le café au lait national, un café au lait comme il n'en existe point dans les pâtisseries saloniciennes. Ce petit coin de Belgique est tout à fait charmant et l'on y trouve l'accueil le plus cordial.

Ce jour-là, autour du café au lait de M^{me} Cuypers, il y avait beaucoup de gens, fort variés, comme il est inévitable : le ministre de Belgique à Belgrade, deux jeunes filles grecques aux jolis yeux bleus, un capitaine de vaisseau italien, un colonel serbe, un officier anglais, un médecin de la marine et deux aviateurs français. C'est un raccourci de la société salonicienne en 1917. A ce tableau il manquait un élément néces-

saire, c'est-à-dire un Grec. Le Grec parut enfin sous la forme d'un lieutenant de la gendarmerie crétoise, Crétois lui-même comme Minos, et si fier de l'être que j'en fus informée aussitôt. La Crète a toutes mes sympathies, car c'est un pays qui ne s'est jamais résigné à la servitude. Les Turcs n'ont pu le turquiser; les Boches ne l'« embocheront » point. Si la Grèce moderne ne pense qu'aux bonnes affaires dans une paix sans fierté, la Crète, sauvage encore, pauvre et turbulente, ne craint pas l'odeur de la poudre. Elle a donné de bons officiers à l'armée hellénique, et une gendarmerie qu'on dit excellente. Et puis, elle a donné Venizelos, grand homme d'État, honnête homme, le plus loyal des Grecs, mais non pas le moins subtil, qui paraît en ce moment s'égarer dans le dédale diplomatique, et qui en sortira, en dépit de tout, par quelque porte imprévue...

L'officier crétois avait lu le récit de ma visite à Lembet. Il me déclara que je n'y avais rien vu qui fût digne d'être appelé une « danse » et qu'il voulait me montrer la plus belle chose du monde, c'est-à-dire les soldats crétois, dansant les vingt-trois danses des vingt-trois provinces de Crète, au son des flûtes et des lyres, près du frais ruisseau qu'ombragent des platanes séculaires, cependant que les agneaux rôtissent, embrochés sur des pieux.

J'ai beau me méfier des réminiscences poétiques qui réveillent en toute âme française un philhellénisme parfois inopportun, l'occasion était trop séduisante de revenir à mes premières amours. J'ai adoré la Grèce antique, la Grèce qui peut-être n'a jamais existé sous la forme que je lui prête, mais qui est réelle et vraie, et vivante pour ceux qui l'identifient avec sa poésie éternelle et ses arts inégalés. Je me souviens d'un jardin et d'un figuier aux branches basses, aux larges feuilles douces qui cachaient des fruits bleus, riches de sucre et plus parfumés que le miel. Toute petite fille, je m'installais dans la fourche du vieil arbre et je lisais une traduction de l'*Odyssée*, assez médiocre, un volume fatigué, dont la reliure rouge portait une inscription dédorée : « Lycée impérial de Périgueux. » Je l'ai conservé à travers tous les hasards de ma vie, ce précieux volume, et quand je suis allée en Grèce, pour la première fois, j'ai tenu à l'emporter et à relire certaines pages dans la glorieuse lumière grecque et sous des figuiers attiques. Mais cette

fois, j'ai laissé l'*Odyssée* en France, avec quelques belles illusions. L'histoire qui se fait au jour le jour me fascinait, aux dépens de la légende, et malgré Venizelos et ses amis, malgré ce qui demeure digne d'estime dans la Grèce germanisée, je me sentais plus proche d'Edmond About que de Renan!

Et voilà que les mots mystérieux, les images vagues et divines, qui enchantèrent mon enfance, me reviennent, comme l'arome des figues mielleuses et la chaleur d'un très ancien été. J'irai donc admirer les danses, au bord du ruisseau, sous les platanes, et j'entendrai la flûte et la lyre, en dépit de la politique, en dépit de la voix moqueuse qui chuchote, au fond de moi, je ne sais quel avertissement ironique, menace d'une déception.

J'ai vu les danses crétoises et je n'ai pas été déçue. Malheureusement, le jour choisi par le lieutenant T... était précisément ce même dimanche où l'Union des femmes de France avait organisé une matinée-conférence à l'Hôpital civil français. J'avais promis mon concours et il me fallait absolument rentrer à Salonique avant le déjeuner, la conférence étant annoncée pour trois heures.

On me disait : « C'est tout près, tout près... A vingt minutes de votre hôtel, en automobile. » Mais je sais qu'ici la durée et la distance sont choses extrêmement vagues, et je sais aussi, par expérience, que la crainte de la « panne » est la condition première de l'exactitude. En fait, nous devions partir à neuf heures et il nous fut impossible d'être tous réunis avant dix heures! Et les vingt minutes du trajet, sous un soleil écrasant, se doublèrent et se quadruplèrent, car la route était abominable, les postes anglais pleins de factionnaires très fidèles à leurs consignes et qui exigeaient, pour nous laisser passer, beaucoup d'explications; enfin, la « panne » redoutée ne manqua pas de se produire. Nous étions un peu serrés dans les deux autos, au grand désespoir de celui qui nous avait conviés et qui s'excusait sans cesse, comme s'il n'avait pas fait l'impossible pour assurer notre bien-être et notre plaisir. En dépit de tout, nous étions remplis de patience philosophique et de belle humeur. Ni mes amis belges, ni les jeunes filles grecques, ni moi, ne songions à nous plaindre. Seul un officier mûr et corpulent, le propre chef du lieutenant, qu'il avait bien fallu

inviter, roulait de noirs sourcils comme Zeus irrité et proférait des anathèmes incompréhensibles. J'ai quelques raisons de penser que le récent débarquement des Serbes et la sévérité des consignes britanniques excitaient la fureur de ce militaire. Il regardait, sans aucune sympathie, l'immensité des camps franco-anglais étendue sur la plaine chauve et le fourmillement des soldats en khaki.

Après quelques incidens et accidens, nous parvîmes au lieu de la fête. C'était dans un col assez élevé, entre deux belles montagnes, en pleins retranchemens anglais, des tranchées, des abris, des remparts en sacs de terre ; et, formant un bizarre contraste avec ces aspects un peu farouches, un coin de paysage tout pacifique, vert et frais, un petit morceau de Tempé ou d'Olympie : trois platanes, pas davantage, mais quels platanes ! et comment ont-ils survécu à des siècles de régime turc ? Le musulman, ennemi des arbres, a respecté ces beaux troncs qui, sous les grands gestes immobiles des branches, sous la chevelure ombreuse des feuilles, se dressent, robustes comme des corps de héros. Il semble que l'on voie le gonflement des muscles, la vie de la chair sous le rude épiderme de l'écorce. Les dieux sylvains, qui animent ces nobles formes végétales, sont assurément des dieux virils, et non pas de blanches hamadryades. S'il est ici une nymphe, elle s'est enfuie avec l'eau du ruisseau, effrayée par les barbares cimmériens qui ont édifié, en guise de sanctuaire, une *canteen* fort bien pourvue, et qui se tiennent sur le seuil, vêtus de vareuses brunes et de gilets rayés, la pipe à la bouche. Ces barbares, il faut le dire, ne gâtent point le décor. Ils ont fait alliance avec les Crétois qu'ils traitent aujourd'hui en camarades. Au bord du ruisseau, la table rustique est dressée. Un sergent prend avec ses doigts, dans une bassine, les parts de viande qu'il distribue, et l'odeur de l'agneau rôti, agréable aux dieux, n'est pas moins agréable aux hommes. Les gendarmes, soldats d'élite, beaux garçons sveltes, larges d'épaules, étroits de hanches, portent avec dignité leur costume national : la culotte noire, plissée fin, dont le fond trop large et trop long tombe en forme de poche carrée, les bas tricotés aux vives couleurs, aux dessins en losanges, la ceinture violacée, le gilet écarlate, sous la veste noire. Au près des Écossais rouges et blonds, qui les dominent par leur haute stature, ces Crétois semblent vraiment les fils

d'une vieille race, très fière, dont la force et la rudesse ne vont jamais sans quelque grâce.

L'orchestre est composé de violons et de guitares, de flûtes et de lyres. Pour être sincère, au risque de blasphémer, j'avouerai que la lyre ne peut pas lutter contre les sonorités des autres instrumens. Elle n'a pour elle que le charme de son nom et la beauté de son dessin classique. J'ai ressenti un plaisir enfantin à toucher cette jolie chose dont on a fait un sublime symbole, cette petite lyre à trois cordes, doucement renflée et bombée, ornée d'un laurier naïf sculpté dans le bois blond, sur la rondeur de la coquille.

La musique s'élève tout à coup. C'est un air entraînant, trépidant et monotone. Un premier groupe de danseurs s'avance. Ils se tiennent par la main, et le plus hardi, le plus souple, conduit leur chaîne onduleuse et dirige leurs évolutions. Par ses pas et ses gestes, par son chant qu'il répète ou improvise, ce coryphée donne un sens au petit drame mimé qu'est toute danse primitive.

Le lieutenant T... m'explique qu'un autre danseur joue le rôle de la jeune fille amoureuse et coquette. On le reconnaît au mouchoir qu'il tient par un bout. Le coryphée qui représente l'amant tient l'autre bout. C'est une règle, dans ces jeux, que la femme et l'homme ne se touchent jamais directement ; le mouchoir est leur trait d'union. L'amant parade, frappe le sol du pied, bondit et tourne sur lui-même en claquant des mains, tandis que le danseur qui figure l'amante désirée fait des pas légers, mesurés, reproduits par les comparses. Et les musiciens chantent :

Puisse ton chemin être fleuri
De jasmin et de citronnier !

L'amoureux s'écrie :

Je voudrais, sur ta gorge de cristal,
Placer une montre dorée.

La danse achevée, nous applaudissons les exécutans qui vont se reposer en buvant quelque boisson fraîche aromatisée de mastic. Un autre chœur commence une autre danse qui est, me dit-on, l'antique *pyrrhis*. Cette fois, plus de mouchoir tendu, plus de jeune fille amoureuse. C'est une danse mâle, un simulacre de guerre. Les bottes frappent le sol, imitant le galop

des chevaux ; et, par momens, tous les danseurs se plaçant de profil, dans le même sens, avec la même attitude, rappellent les personnages qui décorent les frises de marbre sculpté ou le flanc rouge et noir des vases.

Le coryphée, saisi d'enthousiasme, chante :

Il n'y a pas de plus belle danse au monde,
Que la pyrrhis crétoise !

Pendant ce temps, des soldats ont apporté un agneau tout embroché, rissolé, odorant et ruisselant de graisse. On le partage de la manière la plus simple, — comme faisaient les convives dans les festins homériques, — et les portions qui nous sont destinées sont mises sur un plat. J'en goûterais volontiers, mais l'heure me presse. Il me faut renoncer à l'agneau rôti, aux poissons frits, aux olives noires, au *kaïmak*, aux gâteaux, à toutes ces bonnes choses qu'une aimable compagnie rend meilleures. Il me faut renoncer à l'ombre des platanes, à la fraîcheur des eaux, à la flûte, à la lyre, aux vingt et une danses crétoises que je n'ai pas vues, que je ne verrai sans doute jamais ; il me faut remonter dans l'automobile chaud comme un four et m'en aller vers Salonique, sous le soleil de midi, dans l'épouvantable poussière...

*
* *

Chemin faisant, je m'avisai que je n'avais pas écrit ma conférence, que j'avais invité six personnes à déjeuner, que j'étais couverte de poussière et qu'à trois heures précises, un grave auditoire m'attendrait à l'Hôpital français. La moindre « panne, » le moindre retard, et c'était, pour moi, une catastrophe ! Je « perdrais la face, » inévitablement ! Inquiète, j'écoutais d'une oreille le lieutenant T... qui me racontait la gloire de sa famille :

— Une des plus anciennes de Crète, madame, et qui, depuis trois siècles, a compté de grands chefs parmi ses membres, une famille qui était presque ancêtre, il y a trente ans, par les luttes contre les Turcs... Alors, les femmes jurèrent de la reconstituer, pour que l'influence ne se perdit pas au bénéfice d'autres familles rivales...

— Et que firent-elles, lieutenant ?

— Elles firent des enfans, madame, beaucoup, beaucoup d'enfans ! Ma propre mère, mariée à douze ans, mourut de fatigue,

dans sa vingt-cinquième année, laissant dix fils et filles...

— Je souhaite, sans y compter, que les Françaises imitent cet héroïsme. Dix enfans, cela vaut dix campagnes!

Nous arrivâmes enfin à Salonique, sans accroc, à une heure un quart. Mes invités m'attendaient. On me témoigna la plus grande indulgence, et je pus me rendre présentable. Quant à la conférence, je décidai de supprimer les notes et de parler comme je l'aurais fait dans un salon. La chance m'était favorable, ce jour-là : je trouvai à l'Hôpital toute la colonie française de Salonique réunie autour du général Sarrail et de l'amiral Moreau. Les blessés convalescens, leurs infirmières et leurs médecins étaient en bonne place. Après la causerie, les dames infirmières nous offrirent un goûter délicieux sur la terrasse du bâtiment préservée du grand soleil par des toiles tendues.

Ces dames sont Françaises ou mariées à des sujets français. Elles ont installé, dans l'hôpital civil de la rue Franque, des salles pour les blessés et malades militaires qu'elles soignent avec beaucoup de dévouement, mais l'exiguïté du local disponible limite forcément le nombre des admissions. J'ai vu, dans une des chambres, quelques « rescapés » de la *Provence* qui étaient l'objet d'une sollicitude toute particulière, car le choc nerveux, éprouvé lors du torpillage, les avait laissés dans un état de dépression et d'anxiété plus pénible que la maladie même.

L'hôpital est sous la direction des sœurs de Saint-Vincent de Paul qui ont créé à Salonique tant d'œuvres excellentes, écoles, dispensaires, onvroirs, etc. Leur cornette blanche, qui porte un peu de la France sur ses ailes de batiste fine, est saluée avec respect et reconnaissance dans tout l'Orient.

Je leur ai promis d'aller visiter leur école et leur orphelinat de Kalamari, où j'aurai le plaisir de retrouver quelques religieuses de l'Hôpital français de Constantinople que j'ai connues en 1909. Les Turcs ne les ont pas molestées, mais l'état de guerre les a contraintes à quitter leur maison et elles ont dû partir, laissant bien des amis fidèles et des regrets, jusque parmi les musulmans.



Le même jour, les Dames Ecossaises offraient un beau concert à leurs malades et à leurs blessés. J'y allai, vers six heures, et j'y retrouvai la plupart de mes auditeurs.

L'hôpital est situé aux Campagnes, sur un vaste terrain encore mal déblayé et tout près de l'hôpital temporaire n° 4. L'emplacement de ces deux hôpitaux n'est pas des plus favorables, mais le Service de Santé, gêné sans cesse par les chicanes des Grecs, n'a pas eu la liberté du choix. Du moins a-t-on fait l'impossible pour remédier aux inconvéniens qu'entraîne l'humidité du sol, trop bas, imprégné d'eau, menacé par la mer. Le personnel infirmier de l'hôpital n° 4, sous la direction du médecin-chef D..., a creusé des canaux d'écoulement et drainé les eaux dangereuses. Déjà, les fleurs et les légumes prospèrent dans les jardins, autour des baraquemens. Une petite jetée forme rempart contre les vagues. L'hôpital des Écossaises est plus voisin du boulevard. On aperçoit, en arrivant, ses tentes aux pans retroussés, et les robes bleues des *nurses* qui s'empressent autour des lits, car, bon gré, mal gré, tout le monde ici doit vivre au grand air, qu'il pleuve ou qu'il vente. C'est tout juste si les *nurses* consentent à s'enfermer dans leur cellule de toile, pour la toilette ou pour le sommeil. Sur les bords de l'allée qui sépare les deux hôpitaux, une foule se presse, claire et gaie, *nurses* en bleu, à galons blancs, infirmières françaises au voile léger, au manteau de laine couleur d'ivoire, officiers, civils, convalescens en pyjamas rayés, dames saloniciennes. Le soleil attiédi baigne d'un fluide doré les tentes et les baraques, les robes claires et les uniformes. Un hydravion bourdonne, très haut. Le vent qui se lève, chaque soir, à cette heure, crispe et rebrousse l'eau verdâtre, moirée d'or par le reflet du ciel. Au loin, Salonique dresse ses cyprès et ses minarets, cierges noirs, cierges blancs, éteints dans une poussière rousse.

Malgré la fête, je désire visiter cet hôpital des Écossaises, qui est une des curiosités de Salonique. Nous avons eu à Paris, vers 1900, un journal qui n'était pas moins intéressant que beaucoup d'autres, et qui était dirigé, administré, rédigé, composé, imprimé exclusivement par des femmes. L'hôpital des Écossaises est, comme *la Fronde*, une manifestation féministe.

Il est dirigé par une vaillante femme, Mrs Harley (1), sœur

(1. Mrs Harley a terminé sa vie, toute d'héroïsme et de charité, par une mort glorieuse. Elle a été tuée, récemment, à Monastir, par un éclat d'obus pendant qu'elle se rendait à l'ambulance qu'elle n'avait jamais cessé de diriger, sous le feu de l'ennemi. Citée à l'ordre du jour, elle représente, pour tous ceux qui l'ont connue, un admirable exemple des plus belles vertus féminines unies au courage du soldat.

du maréchal French. Le médecin-chef, le chirurgien, le bactériologue, le radiologue, le pharmacien, le gestionnaire, les officiers d'administration, tout ce personnel est féminin, et c'est ici exactement le contraire d'un couvent du Mont Athos. Les malades, seuls, appartiennent au sexe mâle.

On peut bien croire que certains hommes, ennemis des nouveautés, sont au moins déconcertés par le féminisme intransigeant des Écossaises. Ils accordent que les doctoresses excellent dans leur art, que les *nurses* sont dévouées et ponctuelles, que les patients trouvent ici une propreté exquise, une discipline douce, mais stricte, et tout le confort possible, mais... mais...

— Elles sont un peu extraordinaires, ces dames féministes! m'a dit un Français qui a les idées de Chrysale... Avez-vous vu la chauffeuse? C'est une personne qui porte culotte, fume la cigarette et ne craint pas de s'aplatir sous sa machine pour exécuter, d'un bras vigoureux, les réparations que ferait un mécanicien.

— Que voulez-vous, mon ami? Si l'automobile marche bien, et si les malades guérissent, peu importe le sexe ou le costume du chauffeur ou du médecin!

Les Anglais sont parfaitement indifférents à ces détails. Ils admettent qu'une femme peut faire un métier rude, et s'habiller comme il lui convient, et s'enlaidir si ça lui plaît! Mais les Français n'oublient jamais qu'une femme est une femme.

D'ailleurs, les Françaises ne s'en plaignent pas!

Donc, la chauffeuse écossaise a été un objet d'étonnement pour la plupart de mes compatriotes. Mais il y a mieux...

— Voyez, me dit-on, ceci, c'est la « sergente. »

— Comment?

— La « femme-sergent, » si vous préférez...

Devant nous, à côté du groupe que forment Mrs Harley et la *head doctor*, miss Macaura, Mrs Hemsley, une personne indéfinissable joue avec une badine. Elle a une longue vareuse d'officier anglais, des culottes, des *leggings* fauves, un chapeau de feutre retroussé, une face haute en couleur et des cheveux gris taillés court. C'est la « femme-sergent, » miss Flora Sanders, qui a fait le coup de fusil et gagne ses galons pendant la retraite de Serbie.

Une héroïne, c'est une héroïne!... La petite Emilienne Moreau, de Lens, est aussi une héroïne, et qui a vaillamment gagné la croix de guerre. Seulement, si elle a fait acte de

soldat, elle ne s'est pas faite soldat. L'héroïne est demeurée une jeune fille, tandis que miss Flora Sanders est devenue un militaire : elle va être promue sous-lieutenant.

Le descendant de Chrysale rend hommage à la bravoure de la « sergente. » mais dans son admiration il y a une sorte de peur... Son vieil instinct latin proteste quand une femme, ne se contentant plus de distinguer un pourpoint d'avec un haut-de-chausse, s'avise de le porter, ce haut-de-chausse!...



Un roulement de tambours, un bourdonnement de cornemuses. Écoutez !... Un orage vibre, éveillant de sourds échos de montagne, tandis que s'effarent mille essaims d'abeilles, parmi la bruyère en fleur. O puissance évocatrice de la musique ! Le paysage oriental s'évanouit. Une douce brume, irisée d'arc-en-ciel, un ruissellement d'eaux vives, un sanglot de cascades, toute la poésie du Nord enchante notre imagination, comme une ballade de Robert Burns. Les musiciens écossais s'avancent, en double file, précédés par les tambours. Au centre, le tambour-major jongle avec ses baguettes, frappe l'énorme caisse enrubannée. Tous ces Calédoniens aux figures rouges, rudes, naïves, qu'enflamme un rayon déclinant, ont la jupe de tartan vert et bleu, sous la veste et le tablier khaki. Leurs bas verts et bleus découvrent leurs jambes musculeuses. Verts et bleus sont les rubans et les enveloppes des cornemuses ; vert et bleu, le bonnet des musiciens. Et par contraste, dans tout ce vert et ce bleu, le rouge des faces, aux joues gonflées, s'avive.

Ils viennent vers nous, dans le tonnerre des tambours. Leur cortège bariolé se divise, tourne en sens contraire, forme le carré, puis s'arrête. Je ne vois plus que les dos larges des musiciens, le geste des tambours qui soulèvent leurs baguettes en les réunissant, pour marquer les pauses, et toujours la gymnastique effrénée du géant à la grosse caisse. Chants étranges, où se mêle une sorte d'ivresse forcenée avec une tristesse déchirante ! Musique guerrière qui me paraît plus primitive encore et cent fois plus sauvage que la frêle chanson crétoise du matin ! En quelques heures, j'aurai donc, par une singulière fortune, entendu ces deux voix qui racontent l'âme de deux races. Petite lyre de Crète, flûte plaintive, souple chaîne des danseurs, le plaisir que vous m'avez donné fut clair comme un verre d'eau

fraîche, prise au ruisseau pendant la chaleur du jour, tandis que ce martèlement continu, cet orage sonore, cette plainte qui siffle et bourdonne, ces couleurs barbares, cette énergie farouche, cette joie sans gaieté font vibrer nos nerfs presque douloureusement et les excitent comme un alcool terrible...



Tous les malades n'ont pu jouir du spectacle qu'avait préparé pour eux la sollicitude des Écossaises. Quelques-uns, — en petit nombre, — n'ont même pas eu la ressource de regarder, de loin, assis sur leurs lits. L'aimable doctoresse qui me guide à travers les tentes, permet que je fasse une petite visite à ces malchanceux, en guise de consolation. Nous voilà donc causant avec les uns et les autres. Il faut peu de chose pour distraire un pauvre alité, perclus de souffrance et fiévreux d'ennui. Un mot, une fleur, un visage inconnu, cela suffit à renouveler durant tout un soir la trame monotone de ses pensées.

Parmi les soldats étendus sur les couchettes, je remarque un homme de trente-cinq ans, au visage creusé, au regard doux, à qui sa barbe et son lorgnon donnent une physionomie... oserai-je dire une « physionomie universitaire? » — C'est cela, pourtant : de la gravité, de la finesse et un peu de componction, la mine du professeur qui n'est pas du tout un cuisinier, mais qui ne connaît guère du monde que sa classe et ses livres. Figure très sympathique et qui paraît dépaysée ici, dans cet hôpital militaire, auprès de ces figures de soldats qu'on devine être des travailleurs manuels, des paysans.

Ce malade est immobilisé par des rhumatismes et je vois bien qu'il s'ennuie un peu. Je m'arrête un instant près de son lit et nous échangeons quelques paroles. Il me raconte qu'il a fait toute la campagne, qu'il est fatigué, souffrant, mais très heureux des bons soins qu'il reçoit. Il regrette seulement de ne pas savoir l'anglais. En fait de langue étrangère, il ne connaît que le latin!... A son tour, il m'interroge. Il me parle de Paris qu'il habite, en temps de paix, et je sens, sous ses questions, l'espèce de tendresse que les vrais Parisiens ont pour leur ville. Alors, dans mon désir de le distraire et de l'égayer, je m'assieds sur une chaise, au pied du lit, mon ombrelle en travers des genoux; et je me mets à raconter Paris. Toute la vie de Paris depuis le 2 août 1914, l'aspect des rues,

les modifications des mœurs, l'extinction du gaz, la réouverture des théâtres, le dernier raid de zeppelins, et l'avènement de la femme, devenue la souveraine des tramways et du Métropolitain. Le malade sourit. Évidemment, ces petites images de Paris l'amuse sans lui donner plus de regret qu'il n'en faut. Il est philosophe. Les traits de mœurs l'intéressent. Il a presque oublié ses rhumatismes. Et moi, qui sais, par expérience, que, pour un Parisien, — fût-il un grave professeur, — le spectacle de la rue est incomplet sans gracieuses silhouettes féminines, je ne veux pas laisser ignorer à celui-là un événement qui a son importance : la mode a changé.

— Vous ne reconnaissez plus les Parisiennes. En 1914, elles ressemblaient à des parapluies. Maintenant, elles ressemblent à des sonnettes.

— Vraiment? C'est curieux...

Je vois que mon interlocuteur considère d'un air étonné, plus perplexe qu'admiratif, mon ample jupe de taffetas noir qui est tout à fait « sonnette. »

— Ah! dit-il avec bonhomie, les dames ont le souci de leur ajustement, même en temps de guerre. Cela ne les empêche pas de montrer de grandes qualités, des vertus... mais... mais... c'est curieux! c'est très curieux!...

Il a un sourire indulgent, le sourire d'un homme qui ne comprend pas très bien, mais qui ne veut pas blâmer ses compatriotes. Assurément, il préfère ses infirmières blanches ou bleues à toutes les « civiles » en robe courte. Et il a bien raison!

Je me lève pour partir; et comme le malade me remercie de ma visite, je me hasarde à lui demander :

— Qu'est-ce que vous faites, monsieur, en temps de paix?

Il répond doucement :

— Madame, je suis ecclésiastique.

— Oh! monsieur l'abbé, excusez-moi!... Si j'avais su!...

Et moi qui vous parlais de la mode!

L'abbé déclare qu'il n'est pas le moins du monde scandalisé, que mes intentions étaient excellentes, que je ne pouvais deviner son état... De célèbres prédicateurs n'ont pas dédaigné les sujets profanes, et se sont occupés de la toilette féminine, pour empêcher certains abus... Saint François de Sales lui-même permettait une honnête coquetterie à ses ouailles...

Et nous tombons d'accord qu'il faut bien savoir où finit la robe pour savoir où commence le péché.

* * *

En quittant l'hôpital des Écossaises, je suis allée au camp d'aviation où l'on a transporté les débris du zeppelin. Chaque jour, des bateaux amènent de nouveaux fragmens qui permettront de reconstituer le dirigeable.

L'immense cadavre disloqué et dépecé gît au bord de la rue, dans un enclos gardé par des sentinelles. C'est un enchevêtrement inouï de pièces métalliques semblables à des colonnes vertébrales, une vague ébauche de dragon avec son ossature compliquée et sa tête conique écrasée sur le sol. Les réservoirs et les pales d'hélice sont dans un hangar voisin. Tout cela déconcerte la pensée par l'imprévu des formes presque animales et l'énormité des proportions. Je me rappelle les galeries du Muséum où sont les squelettes des monstres préhistoriques. L'évolution des espèces a fait disparaître ces géans. N'est-il pas étrange que la science nous en rende la vision qui peuple le ciel et la mer de créatures minérales, cent fois plus terribles que le mégathérium et le plésiosaure, et qui semblent sorties du rêve d'un Rosny ou d'un Wells?

Le terne aluminium se colore d'un reflet rose et fugace. Je cesse bientôt de le regarder, car la magnificence du soir se déploie en symphonie de couleurs, sur la baie qui se creuse à notre droite. Un air blenâtre baigne le blanc et le gris des maisons étagées, au loin, très loin, les petits bâtons de craie des minarets, les petites touffes sombres des jardins, et la muraille fauve et crénelée qui monte, presque verticalement, jusqu'à la citadelle. Entre la ville et le camp d'aviation, le faubourg des Campagnes s'allonge et s'amincit, et sur les ondulations qui relie la colline de Salonique aux contreforts violets du Hortiach, les cimetières turcs éparpillent leurs cailloux blancs dans la broussaille fauve.

À notre gauche, le cap brumeux s'effile. L'Olympe n'est qu'une crête lumineuse, un linéament de neige qui ne cerne aucune masse et paraît suspendu, sans épaisseur, au-dessus du golfe.

Les nuances les plus délicates se jouent sur le ciel et sur les eaux qui continuent le ciel; l'irisation des perles grises, le rose charnel qui colore le cœur profond des roses-thé, le mauve fris-

sonnant des gorges de tourterelles, se fondent en harmonies suaves pour l'enchantement de nos yeux. Mais nos yeux ravés de douceur s'en détournent, et nous recevons, comme un choc sonore, le fracas splendide du couchant. Tout le côté occidental de la baie a pris feu. Des nuages démesurés flambent et roulent de lourdes volutes laineuses frangées de gris, qui découvrent en se consumant d'extraordinaires profondeurs dorées. Là, le ciel écrase la terre et la mer, sous cette fournaise prodigieuse où glisse, écorné par des flocons brûlans et sombres, l'orbe pourpre, l'insoutenable face du soleil. Le blanc devient or et l'or devient cuivre; le cuivre coule en lacs de sang. Le disque énorme descend toujours et les eaux doublent son image brisée par le clapotis qui mêle à des reflets ardents de longues lignes ondulées d'un bleu verdâtre...

II

M. J.

Les Français qui voyagent en Orient pour la première fois éprouvent quelque surprise en entendant parler leur langue par des gens de toutes les classes et de toutes les nationalités. Au Pirée comme à Smyrne, à Constantinople comme au Caire ou à Beyrouth, les bateliers et les porteurs baragouinent en français leurs offres de service; les enseignes des magasins sont en grec et en français ou bien en turc et en français; des journaux sont publiés en français, et c'est en français que nos éternels ennemis calomnient la France.

Ni l'italien, qui fait de sérieux progrès dans la Méditerranée orientale, ni l'allemand qui rebute les Orientaux, malgré l'effort de la propagande germanique et l'appui officiel du gouvernement turc, n'ont pu ruiner la primauté séculaire du français. Cependant, le double assaut est dur. Il ne faut pas que le français se contente de maintenir son rang et ses droits. Qui ne progresse pas commence à déchoir. Si nous ne faisons pas bonne garde, si nous n'aidons pas les œuvres et les hommes qui sont les sentinelles avancées de notre génie national en Orient, nous perdrons du terrain qu'il sera malaisé de reconquérir.

Salonique est vraiment la Babel nouvelle. Les armées alliées n'y ont pas amené moins de dix-sept peuples, en comptant les sujets anglais des Dominions et les indigènes de nos colonies!...

Mais, bien avant la guerre, la diversité des langues était déjà fort remarquable dans la métropole de la Macédoine. Il y avait le turc, langue officielle; le grec, parlé par une partie seulement de la population; le judéo-espagnol, dialecte employé par les israélites, c'est-à-dire par les trois quarts des Saloniciens. Bien entendu, toutes les variétés du serbe, du bulgare et du roumain, sans oublier le langage tzigane, résonnaient dans les faubourgs. Et, parmi l'élite de la société juive, on parlait beaucoup l'italien.

Aujourd'hui, le turc est presque aboli; le judéo-espagnol passe au rang de seconde langue, restreinte à l'intimité des familles; l'italien est délaissé; le grec s'impose, par droit de conquête, mais le français a gagné une place éminente qui paraît trop éminente aux yeux de certains Hellènes et que nous devons défendre par tous les moyens pratiques et même diplomatiques.

Défendre le français, c'est défendre les écoles où on l'enseigne et les maîtres qui l'enseignent.

Il y a trois sortes d'écoles françaises, à Salonique, correspondant aux besoins de trois clientèles bien déterminées, qui ne se mélangent guère: ce sont les écoles congréganistes, celles de la Mission laïque, et enfin les écoles de l'Alliance israélite universelle. Toutes donnent l'enseignement en français, avec des livres scolaires français et des maîtres formés en France.

J'ai visité et admiré ces écoles. C'est un devoir pour nous de connaître, quand nous le pouvons, et de faire connaître à nos compatriotes l'œuvre magnifique accomplie, en Orient, par les missionnaires français, laïques ou religieux. Tous, en effet, sont des missionnaires de la pensée française. Ils l'interprètent sous des formes différentes, avec la même sincérité et le même dévouement. Ici, bien des idées qui semblaient inconciliables ou irréconciliables s'accordent pour la lutte commune, sous le même drapeau. Les passions politiques doivent abdiquer et faire place au sentiment plus élevé de l'intérêt collectif. D'ailleurs, cette « union sacrée » est absolument nécessaire, et l'œuvre qui croirait subsister en conservant telles routines, telles méfiances, et cet esprit mesquin qui engendre les querelles tracassières de chapelle à chapelle et de parti à parti, cette œuvre ne serait pas viable.

C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner du sens nouveau que prennent certains mots, en Orient : laïcité et cléricisme n'expriment pas exactement les mêmes idées, ne désignent pas les mêmes objets qu'en France. Les consuls les plus libres penseurs assistent aux cérémonies religieuses où leur place, — la première place, — est marquée. Les congréganistes, en revanche, ont une hardiesse de pensée, une franchise de ton et d'allure, qui surprendraient fort certaines dévotes de nos provinces. Ils se font honneur de servir la France, et leur mentalité se rapproche beaucoup de celle des soldats.

J'ai retrouvé ici, sous l'uniforme d'interprète militaire, quelques-uns de ces Assomptionnistes dont j'avais tant ou parlé, à Andrinople, en 1909, et dont j'avais connu le supérieur. Je me rappelle le Père C..., bigoumène de Mostratti, près de la frontière bulgare, venant au consulat sur un grand cheval noir, très méchant, dont les ruades épouvantaient toute la rue. Ce Père C..., moine, prêtre, professeur, laboureur, jardinier, médecin, perdu avec quatre ou cinq religieux parmi des paysans de race bulgare aux trois quarts sauvages, obligé de faire le coup de fusil pour défendre son existence contre les bandits soudoyés par le pape ou par le hodja, je me demandais ce qu'il était devenu depuis sept ans, après toutes les guerres balkaniques et depuis la guerre actuelle. Le hasard m'a fait rencontrer, l'autre jour, à Salonique, son propre remplaçant, le Père E..., qui lui avait succédé à Mostratti. Il m'a dit que le Père C... était en sûreté et m'a conté ses propres aventures : comment le monastère, l'école et le dispensaire de Mostratti avaient été brûlés par les Turcs, et comment des fanatiques, le prenant pour le Père C..., l'avaient voulu mettre à mort.

— J'ai dû jurer le grand serment que je n'étais pas le *Kavapappas* (le prêtre noir). Cela ne m'eût pas sauvé, pourtant, si un imam n'avait reconnu en moi le médecin qui avait soigné son père... On m'a gardé prisonnier pendant huit mois, dans un village. Rendu à la liberté, je suis devenu soldat, et je mets au service de l'armée mon expérience et ma connaissance du pays dont je parle tous les dialectes.

Les missionnaires français de Salonique n'ont pas éprouvé de pareilles vicissitudes. Ce sont des Lazaristes, établis dans la ville depuis 1783. Fils de saint Vincent de Paul, ils ont porté dans toute la Turquie l'esprit de charité qui crée et vivifie

les œuvres de ce grand saint et le clair parler de France.

Qui a pu causer avec le visiteur provincial des Lazaristes, dans le petit parloir de son couvent, n'oublie pas l'agrément de cet entretien, plein de leçons discrètes et nuancées qui invitent à la modestie. La gravité du Père Laubry, sa bienveillance affable n'excluent pas une malice légère qui fuse parfois dans le vif regard des yeux, dans le sourire spirituel sous la rude moustache grisonnante, dans un mot qui pique sans jamais blesser. Tel et tel brouillon, qui croit résoudre, avec des phrases, les problèmes politiques, ethniques et religieux les plus compliqués, gagnerait beaucoup à écouter le Père Laubry, qui connaît merveilleusement les choses et les âmes d'Orient, — les choses presque immuables, les âmes infiniment diverses et changeantes. — Il sortirait de cet entretien ravi et un peu inquiet, avec le ferme propos d'être prudent vis-à-vis des autres et de soi-même.

Le Père Laubry affirme l'excellence de l'enseignement comme mode de propagande. Que de choses, dit-il, que d'idées françaises ont passé en Orient, par le moyen de notre langue, féconde semeuse de pensées ! Pour lui ouvrir un vaste champ d'action, le collège ne suffit pas. Il faut atteindre toute la jeunesse, de toutes classes et en particulier des classes populaires. C'est pourquoi les Lazaristes ont appelé, comme adjoints et collaborateurs, à Constantinople d'abord, puis dans les Échelles du Levant, les Frères de la Doctrine chrétienne.

Ceux-ci tiennent actuellement l'école paroissiale de Salonique et le collège où ils donnent l'enseignement primaire supérieur, avec une large place pour les études commerciales et les langues vivantes. Ils ont même un cours complémentaire de commerce, avec des notions de change, d'arbitrage, de mathématiques financières, de sténo-dactylographie, etc. Ils emploient des ouvrages scolaires choisis sur la liste autorisée par le ministère de l'Instruction publique de France.

— Nous nous sommes préoccupés aussi de l'instruction des filles, m'a dit le Père Laubry, et si vous avez séjourné quelque peu de temps en Turquie, vous pouvez mesurer l'importance et les difficultés de la tâche que nous nous proposâmes. Elle était urgente, car la femme fait la famille, même la famille orientale, et son influence est certaine, fût-ce une influence négative. La femme éduquée prépare l'éducation de l'enfant.

Elle lui enseigne, avant l'école, la langue qu'elle a apprise, et la langue est le véhicule des idées.

Mais comment triompher des préjugés millénaires qui vouent la femme orientale, même chrétienne, à l'ignorance et à la demi-réclusion du gynécée ?

Ce fut l'œuvre des Filles de Saint-Vincent de Paul. Elles vinrent à Constantinople, Smyrne et Beyrouth en 1839 et à Salonique en 1855. Leurs patients efforts portèrent les plus beaux fruits, surtout après la guerre de Crimée. Les Turcs, qui avaient admiré le dévouement de ces religieuses dans les ambulances, leur concédèrent de grands terrains pour s'y établir. Écoles populaires, ouvroirs professionnels, dispensaires, orphelinats, hôpitaux se multiplièrent.

— A l'heure présente, me dit le Père, nous avons une église paroissiale, une chapelle annexe à Calamari et une autre à Cavalla. L'école paroissiale instruit gratuitement 75 enfans et il y a 375 élèves au collège des Frères. Nous avons encore à Zeitenlik un établissement d'instruction secondaire qui prépare de futurs prêtres et de futurs instituteurs pour toute la Macédoine ; mais cet établissement, ainsi que les jardins et terrains qui en dépendent, appartient actuellement à l'armée française ; nous nous honorons d'avoir pu les lui offrir, dès son débarquement. Le service de santé y a installé deux hôpitaux temporaires où sont soignés près de quatre mille soldats. Je ne vous énumérerai pas, en détail, les œuvres, similaires aux nôtres, que dirigent les Filles de la Charité. Je vous laisse le plaisir de les connaître par vous-même. Allez donc, pour commencer, à la petite école de Calamari. Je suis certain qu'elle vous intéressera...

*
* * *

Un petit couvent modeste, au bord de la mer, là-bas, dans un extrême faubourg que les camions emplissent de poussière et qui résonne du timbre agaçant des tramways... Passé la grille, après quelques pas sous les arbres d'un jardin, c'est le silence et la quiétude, l'atmosphère assoupie des maisons religieuses où la vie, réglée en tous ses détails, se déroule sans heurts, comme un chapelet. Les voix enfantines qui jasant quelquefois avec des pépiemens d'oiseaux, ne troublent pas cette grande paix. Des cornettes blanches palpitent derrière les croisées des classes. Dans le parloir si calme, lavé, luisant, un peu sombre à cause

des persiennes mi-jointes, je me repose un moment, et j'oublie le ciel torride qui verse sa lumière embrasée sur Salonique.

Ici, j'ai la sensation attendrissante de la France, de la bonne province française, et des souvenirs de ma petite enfance me reviennent dans ce clair-obscur, dans cette douceur conventionnelle. Si j'ai rêvé, autrefois, aux dieux homériques, sous les branches du figuier qui me jetaient leurs ombres mobiles et leurs fruits lourds de sucre rose et de miel, c'est dans un pauvre petit couvent, pareil à celui-ci, que les cantiques et les prières du mois de mai m'ont révélé la plus tendre, la plus suave poésie chrétienne. Peut-être mon âme s'est-elle formée sous cette double influence, et suis-je destinée à m'émouvoir toujours pour des beautés contraires, en apparence ennemies... Mais je n'ai pas le loisir de goûter ces réminiscences. La supérieure qui vient d'entrer et qui me présente ses religieuses, entend bien me montrer toute la maison.

L'école de Calamari comprend un orphelinat et une école payante qui permet d'entretenir l'orphelinat. Les Sœurs, au nombre de huit, ne suffiraient pas à la tâche, bien que le nombre des élèves payantes ait diminué depuis un an, depuis que des familles inquiètes ont abandonné Salonique, par peur des Bulgares. Il a fallu prendre quelques adjointes laïques. Cela était d'autant plus nécessaire que plusieurs religieuses ont été détachées à Zeitenlik, pour l'hôpital et la lingerie.

Le recrutement des élèves est très divers. Toutes ne sont pas catholiques. On trouve bon nombre de petites filles israélites, musulmanes, et même des orthodoxes serbes ou bulgares...

Les religieuses les instruisent avec le même soin et la même affection, mais on devine quelles difficultés compliquent le métier d'institutrice, quand les élèves présentent une si étrange diversité de race et de tempérament.

Nous faisons un arrêt dans chacune des classes. Les petites filles me reconnaissent bien, puisque la plupart d'entre elles assistaient à la représentation émémalographique où j'ai parlé de des enfans en France pendant la guerre. « Elles me sourient sans perdre cette gravité qui rend les enfans orientaux si différens de nos turbulens écoliers. Parmi elles, il y a quelques petites *demmechs*, des réfugiées serbes, des fillettes grecques déjà grandes, venues pour compléter leur instruction française et prendre la bonne prononciation. Il y a même deux ou trois

Bulgares, pensionnaires d'avant la guerre, qui n'ont plus aucune relation avec leur pays et leur famille. Les Sœurs ont pensé que la religion et le vrai sentiment français, tout de justice et de générosité envers la faiblesse innocente, les obligeaient à garder ces pauvres enfans. Quelle Française pourrait désapprouver cette conduite qui, évidemment, ne s'inspire pas des méthodes allemandes ?

D'ailleurs, toutes les petites filles, en dépit de leurs origines, chantent des hymnes patriotiques à la gloire de la France, sous la direction d'une Sœur qui bat la mesure et chante aussi de tout son cœur. C'est un spectacle qui touche et qui fait sourire ! Ces petites balkaniques dont les parens se sont entr'égorgés depuis des siècles, fraternisent par la vertu de l'éducation commune et, chacune avec l'accent de sa race, proclament leur amour pour la France...

Il en restera toujours quelque chose !

Je crois que si les Sœurs aiment toutes leurs élèves, elles ont une tendresse plus profonde pour les pupilles de leur petit orphelinat. Celles-là composent véritablement leur famille.

Enfans abandonnées, cueillies au coin des rues, apportées par des voisins après la mort ou la disparition des parens, elles sont d'abord nourries à la crèche de Zeitenlik. Quant elles ont trois ans, elles viennent à Calamari et elles y restent jusqu'à ce qu'elles soient en âge et en état de gagner leur vie. Quelques-unes y demeurent indéfiniment...

— Voyez-vous, dit la religieuse, toutes ne sont pas capables de vivre heureusement et sagement dans n'importe quel milieu. Certaines sont infirmes de corps et d'autres ont le caractère faible ou ardent. Il leur faut une protection constante, une sollicitude affectueuse autour d'elles... Ce ne sont pas des Occidentales, filles de nations anciennes, policées, assagies. Ici, la nature primitive se révèle dans toute sa force. Le sang est vif et l'humeur farouche... Ces pauvrettes ne souffrent pas de leur situation, pendant l'enfance, mais il en est qui, vers quinze ans, tombent dans une grande mélancolie, quand elles comprennent leur solitude. Nous les guérissons de leur tristesse par nos soins, par la prière, par le travail. Nos enfans apprennent toutes un métier, couture, broderie, repassage. Et celles qui, plus tard, se marient, reviennent à nous comme à leurs parens.

Les Filles de la Charité ont encore d'autres écoles, dans les

quartiers francs de Salonique, et dans plusieurs villes de Macédoine, à Kilkich, à Senidjié-Vardar, à Cavalla et à Monastir. Elles tiennent encore, outre l'hôpital de la rue Franque, des dispensaires, des ouvroirs et l'Asile des pauvres de Kavakia.

*
* *

La Mission laïque française a constitué, à côté des œuvres scolaires déjà existantes, un Lycée de garçons et un Cours secondaire de jeunes filles.

L'un et l'autre ont prospéré sans représenter une concurrence ou une rivalité pour les établissemens congréganistes, car ils répondent à des besoins particuliers et attirent une clientèle qui ne saurait trouver ailleurs les avantages qu'ils offrent. Ils représentent la tradition de l'Université française et le centre où une élite de jeunes gens et de jeunes filles reçoivent l'enseignement secondaire et préparent leur accession à l'enseignement supérieur. On m'a dit qu'autrefois les élèves du Lycée poursuivaient rarement leurs études jusqu'au baccalauréat. Le commerce les détournait trop tôt de la vie intellectuelle et ils avaient hâte de quitter les bancs de leur classe pour les bureaux et les comptoirs. Depuis, une évolution s'est faite, et les jeunes Saloniciens ont compris l'importance de la culture classique qui ne fait point de tort aux qualités pratiques de l'homme d'affaires. Presque tous achèvent le cycle de leurs études secondaires et vont ensuite dans nos Facultés et nos Écoles où ils se spécialisent. Cela suffirait à prouver l'utilité du Lycée français, merveilleux instrument de propagande qui a déjà tenu ce qu'il promettait et ne doit pas en rester là.

Les professeurs et le personnel administratif du Lycée sont recrutés dans les cadres de l'Université. Quand on connaît la répugnance de nos compatriotes pour l'exil volontaire et prolongé, on pense que ceux-là méritent notre reconnaissance. Agrégés ou licenciés, professeurs d'école normale primaire, instituteurs ou institutrices, ils sont tous les bons serviteurs de la France.

Le Lycée comporte une section classique qui prépare aux divers baccalauréats et une section commerciale. La section classique a les préférences des jeunes israélites saloniciens, tandis que la section commerciale est plutôt choisie par les Grecs de Macédoine, par les Musulmans et même par les Serbes. Le diplôme qu'elle délivre est reconnu par les gouvernemens

balkaniques et permet aux bénéficiaires de se placer très avantageusement dans les nombreuses maisons de commerce et les banques de Salonique.

Non loin du Lycée, sur le grand boulevard qui dessert tout le quartier des Campagnes, le Cours secondaire des jeunes filles s'est installé, près de la mer. Les tramways qui s'arrêtent là amènent chaque jour les élèves que l'on prendrait aisément pour des Françaises, à les écouter. Il y a d'ailleurs des Françaises parmi elles, et la propre fille du directeur du Lycée, M. Lecoq, est l'une des plus brillantes. Elle vient de passer les épreuves du « bachot » de philosophie et elle a obtenu la mention « très bien. » Et elle n'est pas la seule bachelière de Salonique.

N'oublions pas l'école primaire qui reçoit 160 enfans de cinq à treize ans, garçons et filles, et les prépare pour le Cours secondaire ou le Lycée.

Le Cours secondaire compte actuellement 190 élèves et il y en a 350 au Lycée. Leur nombre ne pourra que s'accroître.

* * *

Les écoles dont je viens de parler sont des créations françaises, mais elles ne sont pas les seules écoles françaises de Salonique. Le groupement scolaire le plus important est celui de l'Alliance israélite universelle qui donne l'enseignement secondaire moderne à plus de 1 200 garçons et l'enseignement primaire supérieur à plus de 2 500 jeunes filles, sans compter les enfans de l'école maternelle, les élèves de deux écoles suburbaines et les écoles essaimées partout en Macédoine, une à Preveza, trois à Monastir, deux à Janina, une à Serrès, deux à Cavalla, une à Ystip, une à Verria, trois à Uskub. Si bien qu'on a pu dire que « l'Alliance israélite universelle exerce directement son influence sur une population de 3 500 élèves; qu'indirectement elle pourvoit au besoin de culture de 3 000 autres enfans; que ses œuvres post-scolaires comprennent 1 200 membres; que 10 000 personnes au moins, et la véritable élite de la société salonicienne ont passé par les écoles de l'Alliance (1). »

Or, ces écoles sont aussi françaises que les nôtres, par l'éducation qu'on y donne, par les méthodes, les ouvrages scolaires, la formation des maîtres. Ce qui diffère, c'est l'esprit qui est

(1) *Revue franco-macédonienne*, n° 2.

plus particulièrement israélite, quoiqu'il reste très libéral. Et cela est tout naturel. Les écoles de l'Alliance ont été le grand agent de l'émancipation juive, en Orient. Elles ont sauvé de la misère et des ténèbres une immense population très laborieuse, très intelligente, tout à fait digne d'intérêt et que des siècles d'oppression avaient conduite à la plus lamentable déchéance.

L'Alliance israélite universelle est née à Paris, en 1860. Elle a reçu de la France l'initiation intellectuelle et le merveilleux instrument qu'est notre langue. Mille liens de tradition, d'affection, d'intérêt, la rattachent à notre pays qu'elle n'a pas cessé d'aimer et de servir. Son action s'est étendue aux deux extrémités de la Méditerranée, de Tétouan à Bagdad, en Perse, en Mésopotamie, en Syrie, en Palestine, en Anatolie, en Égypte, en Grèce, dans les Balkans et dans toute l'Afrique du Nord. Elle a fondé des écoles d'agriculture dans les régions agricoles, des écoles professionnelles et commerciales un peu partout. Elle envoie même des colons en Argentine et au Brésil. Sous son impulsion et avec l'aide des riches familles de la ville, Albatini, Nehama, Perera, Modiano, Fernandez, la communauté salonicienne a retrouvé une énergie perdue pendant les années de souffrance et de servitude. La mortalité effrayante a diminué; le soleil a pénétré dans l'obscur ghetto, avec la lumière spirituelle. Le sang d'Israël, usé par la vie sédentaire des bureaux, a voulu se renouveler et se rajeunir.

Les maîtres des écoles de l'Alliance sont d'anciens élèves de ces mêmes écoles qui ont montré, au cours de leurs études, quelques aptitudes pédagogiques. L'Alliance les envoie à Paris, dans sa maison de la rue d'Autueil où ils passent quatre années et prennent les diplômes élémentaire et supérieur, tout en s'initiant à la vie et aux idées françaises. Les futures institutrices ont une maison du même genre, à Paris.

On voit quelle est l'importance de l'Alliance israélite au point de vue de notre influence en Orient, et spécialement à Salonique. Les écoles grecques officielles, — Stephanos Noucas et Albanase Constantinides, — ont inscrit l'étude de notre langue dans leurs programmes, mais elles donnent, naturellement, la plus grande part au grec, tandis que dans les écoles israélites le français est la première langue et le grec ne vient qu'en second. Il paraît que la susceptibilité de quelques Hellènes s'en est émue et que, depuis la conquête, le français trouve une

opposition sournoise chez certains hauts fonctionnaires... Qui connaît un peu la Grèce de 1916 ne s'en étonnera point.

La guerre au français s'est fait sentir aussi dans les écoles musulmanes naguère florissantes, aujourd'hui bien diminuées.

— N'oubliez pas de les visiter, ces pauvres écoles, m'a dit un Turc salonicien. Elles furent prospères, autrefois. Avant les guerres balkaniques, elles subsistaient au moyen de l'écolage des élèves, mais il faut dire que 25 p. 100 des écoliers recevaient l'instruction gratuite et que 15 p. 100 donnaient une rétribution misérable. Les gros commerçans *deummehs* entretenaient les deux écoles, Feizié et Tériki, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles. Afin d'augmenter les ressources pécuniaires, on organisait des quêtes, des fêtes de charité, de petites excursions en train de plaisir... Et dans ce temps-là, le français occupait une grande place sur le programme d'études, une place plus importante que celle du turc... Les diplômes de sortie étaient assimilés au baccalauréat et les diplômés allaient directement à l'Université de Constantinople. Depuis la dernière guerre balkanique, tout a changé : il y a moins d'élèves, moins de classes, moins d'argent, et moins de français au programme... Le gouvernement hellénique a promis une subvention qui n'a jamais été payée. Les écoles ont dû s'endetter. Pourtant, elles durent : elles veulent durer, malgré les brimades...

— Vous affirmez que les *deummehs* saloniciens ont des sympathies pour la France, dis-je à mon interlocuteur... Cependant, si ma mémoire est fidèle, Talaat pacha est un *deummeh* et Djavid pacha dirigea une de vos écoles. Or, Talaat et Djavid ne sont pas précisément nos amis.

— Ils auraient pu l'être si... mais laissons la politique, la mauvaise politique ! Nous ne sommes plus Ottomans ; nous sommes sujets grecs. Est-ce de notre faute, si la France et l'Angleterre n'ont pas su lutter contre l'influence allemande à Constantinople, si la révolution turque a évolué dans le sens de la tyrannie, si, en ce moment, l'incurable naïveté de vos diplomates fait le jeu de vos ennemis, dans le Levant !... Oui, laissons la politique ! Il faudrait dire trop de choses et des choses trop tristes... Nous sommes musulmans et sujets grecs et nous aimons la France...

Cette conversation a augmenté mon désir de visiter les écoles des *deunmehs*.

— Ces Turcs sont très sympathiques, me déclara un Israélite, devant qui j'exprimais ce désir. Ils sont honnêtes, charitables, d'une intelligence ouverte et prompte... Et ce dernier point les différencie des véritables Turcs, braves gens à l'esprit lent et lourd... Les *deunmehs*, quoi qu'ils disent ou fassent, gardent les traits essentiels du Juif, dans l'âme comme dans le visage. D'ailleurs, ils ne croient à rien du tout.

— Pas même à la foi enseignée par leur prophète!

— Quel prophète? Sabbetaï Sevi ou Mahomet?... Sabbetaï Sevi est encore honoré parmi eux. Vous savez que le petit rabbin de Smyrne qui voulut jouer le rôle de Messie, au xviii^e siècle, et annonça qu'il allait restaurer le royaume de David, titola complètement la sage et florissante communauté de Salonique. A l'en croire, il allait détrôner le Sultan et prenait, par avance, le titre de Roi des Rois. Le Grand Turc s'en émut. Il fit arrêter le prophète et lui donna le choix entre le turban ou le facot. Sabbetaï préféra le turban.

— Et ses disciples l'imiterent?

— Bien entendu. Mais, de même que l'Espagne avait ses *marraves*, faux convertis, chrétiens de nom et israélites par le cœur, de même la Turquie eut ses *maninin* (vrais croyans) ou *deunmehs* convertis. Ils formèrent une congrégation divisée en trois sectes qui continuèrent de pratiquer, en secret, la religion cabaliste de Sabbetaï Sevi, et ces trois sectes sont représentées encore aujourd'hui par les trois grandes « familles » *deunmehs*. Ces prétendus musulmans ont un nom double, des croyances doubles, — quand ils en ont, — un temple inconnu, caché dans Salonique où des rabbins insoupçonnés célèbrent, pour les initiés, des rites mystérieux... Mais il est des *deunmehs* qui pratiquent, — si l'on peut dire, — l'athéisme. Croyez bien que Tabet et Djavid se soucient aussi peu d'Allah que du Dieu des Juifs, ou du vieux Dieu allemand.

Voilà ce qu'un Israélite m'a raconté. Qu'y a-t-il d'absolument exact dans cette description du *deunmech*? Je n'en sais rien. Les Juifs ont quelques raisons de suspecter la sincérité de leurs frères de race en matière de religion. Cependant, ils estiment les qualités de ces ex-Israélites. Ils reconnaissent tout ce que Salonique a dû au grand administrateur que fut le maire Hamdi-bey.

*
* *

Un jour de printemps, tiède et pluvieux, éteignant, dans sa douceur grise, les mauves crus des maisons peintes et les verts encore vifs des jardins mouillés, quand je montai à travers le quartier turc, jusqu'à l'école musulmane. Elle occupe un pauvre bâtiment tout délabré, où elle s'est installée, tant bien que mal et plutôt mal que bien, depuis la dernière guerre, car les nouveaux conquérans l'ont prestement délogée de son ancienne maison. Le sens de la tolérance n'est pas une vertu balkanique.

Le directeur de l'école Feyzié qui porte le costume européen et le fez, me reçoit dans son cabinet de travail orné de cartes géographiques et de tableaux muraux édités en France...

— Excusez la pauvreté de la maison, dit-il en soupirant. Nous avons peine à vivre, car tous les riches musulmans, bienfaiteurs de l'école, ont quitté le pays.

Il me présente ses collaborateurs, jeunes gens au type sémite, au teint pâle, et le plus pittoresque de tous, le professeur de musique turque, respectable vieillard enturbanné.

Je demande quelques indications sur les méthodes et l'esprit de l'enseignement. Le directeur me répond que les méthodes sont analogues à celles des écoles françaises et que l'esprit est conforme à la loi coranique, avec des tendances libérales. Les *deunmehs* qui se marient entre eux, et chacun dans sa secte particulière, à l'exclusion des deux autres sectes, ne condamnent pas leur femmes à l'ignorance et à la réclusion. Ils permettent qu'elles soient instruites, qu'elles sortent peu ou point voilées, qu'elles connaissent, avant le mariage, le futur époux qui est forcément leur parent plus ou moins lointain.

Nous allons voir les classes, et dans chacune, les élèves qu'on désigne, se lèvent et récitent de longs morceaux de poésie française. L'accent n'est pas aussi pur que dans les écoles de l'Alliance où le français est le langage usuel. Ici l'étude de notre langue est obligatoirement restreinte. Cela me fait apprécier mieux encore le résultat obtenu, qui est véritablement très remarquable. Les jeunes gens comprennent ce qu'ils récitent et ils ont la mémoire richement meublée. J'ai entendu, entre autres, une scène d'*Esther*, celle où Mardochée annonce à sa nièce les intentions d'Assuérus. L'expression des physionomies, l'accent guttural et nasillard, changeaient l'allure du dialogue

racinien, lui prêtaient une couleur étrange, un caractère fanatique et forcené, dont l'orientalisme était plus vrai que celui du théâtre, puisqu'il ne devait rien au costume, rien au décor et très peu de chose au poète.

Un peu plus tard, nous avons eu, dans le vestibule de l'école, une séance de chant arabe et turc. Les petits chanteurs, âgés de six à dix ans, se tenaient debout devant le bon vieux maître enturbanné qui battait la mesure.

D'abord, c'est un chœur, à voix tranquilles et dolentes, avec des notes de gorge, et des notes suraiguës qui, soudain, s'élancent et planent comme de claires fusées de sons. Puis un enfant chante seul. Il est grêle, pâle, plutôt laid. Renversant un peu sa tête chétive, il module des vocalises inouïes, d'une pureté, d'une sûreté extraordinaires. Sa voix est presque trop puissante, trop vibrante pour son petit corps, et je pense au rossignol minuscule dont la voix remplit tout la nuit. Entre ces phrases mélodiques, il y a des temps d'arrêt. L'enfant respire, les yeux fixes et fiévreux, la bouche entr'ouverte et douloureuse, puis il recommence sa plainte tremblée, son cri qui monte et se brise et ressemble à la pénible aspiration vers l'infini d'une âme qui voudrait se libérer.

Deux autres petits chanteurs reprennent, l'un après l'autre, le même thème et le chœur, enfin, confond toutes les voix dans un long murmure à bouche fermée.

Nous entendons encore des prières, des versets arabes du Coran que le chanteur psalmodie après s'être assis sur une chaise, en signe de respect.

Cette musique prolongée éprouve singulièrement mes nerfs. Elle ne les frappe pas, brutalement, comme la musique des Écossais; elle n'est pas sauvage; je ne la crois pas primitive; mais très savante, au contraire, expression d'un art tout différent du nôtre, faite pour d'autres sens, pour d'autres esprits... Sans la comprendre tout à fait, avec une bizarre sensation de jouissance et de répugnance, je subis sa force convulsive qui exalte l'imagination et crée l'extase, comme le tournoiement des derviches.

Après des saluts et des cérémonies, et des remerciemens aux maîtres et aux élèves, nous redescendons les rues pour aller à l'école des filles, qui est une construction blanche, moderne, en béton armé, totalement dénuée de poésie.

Là, nous retrouvons des petites filles sérieuses et char-

mantes, un peu pâlottes, comme leurs camarades de l'Alliance israélite, comme tous les enfans saloniens. Je remarque beaucoup de blondes.

C'est la classe enfantine. Une jeune femme fait exécuter, à ces demoiselles *deunnehs* de cinq à six ans, les exercices Frœbel, exercices de pliage, de dessin, de calcul, et de danse. Deux petites filles se prennent par la main, virevoltent et sautent, en chantant... Et je reconnais leur petite chanson qui n'a rien de turc ni d'arabe, et que tous les petits Parisiens de la « maternelle » savent par cœur. C'est *les Papillons* de Maurice Bouchor!

Dans les classes supérieures, les élèves sont de grandes jeunes filles de seize à dix-huit ans. Elles portent le tchatchaf noir, par-dessus leur robe, mais leur visage est découvert. Quelques-unes sont jolies, avec de grands yeux languissans et impénétrables.

Elles me montrent leurs cahiers, leurs livres, leurs ouvrages de broderie; puis elles commencent ces récitations abondantes que les visiteurs, dans toutes les écoles du Levant, doivent écouter sans mesurer le temps qui passe... *La Conscience*,... *Mon père, ce héros*... *la Mort du Loup*... et bien d'autres poèmes encore! Pour terminer, *la Marseillaise*.

Après cela, j'aurais mauvaise grâce à ne pas louer, comme il convient, la persévérance des maîtres qui sans aide, sans protection, sans subside, enseignent à toute cette jeunesse la connaissance et l'amour du français.

MARCELLE TINAYRE.

(A suivre.)

L'ACTUALITÉ DE VICTOR HUGO

Cette quinzaine a ramené le trente-deuxième anniversaire de la mort de Victor Hugo. Un anniversaire, quand il s'agit des morts, c'est toujours un rappel de souvenirs, un essai de résistance à l'oubli, une volonté de rendre à nouveau vivante par un muet dialogue une chère voix qui s'est tue. Si le mort est un poète, la vraie manière de rajeunir et de glorifier sa mémoire, c'est moins de déposer sur sa tombe des fleurs et des vers que de relire ses œuvres. Et il arrive, quand ce poète est parmi les plus grands, que les événemens collaborent avec lui pour entretenir son culte. Ainsi en est-il pour Victor Hugo. C'est une épreuve singulièrement instructive que de reprendre en mains son œuvre immense et de la relire à la clarté du formidable conflit qui, depuis bientôt trois ans, bouleverse le monde. On est frappé de voir à quel point cette œuvre redevient actuelle. Certains poètes, qui naguère enchantaient nos loisirs, nous apparaissent comme lointains, et nous trouvent moins sensibles à leur prestige ou à leurs grâces contumières. Lui, il est tout près de nous. Le son que rendent ses poèmes s'harmonise à nos présents besoins d'âme. S'il a eu ce mérite d'être pour son siècle un « écho sonore » et d'en exprimer tour à tour toutes les voix, il semble qu'il ait conservé par delà le tombeau ce glorieux privilège. Ne l'applaudit-on pas aujourd'hui aux Matinées nationales, comme, en 1870, on l'applaudissait à l'Opéra et à la Comédie-Française? Il eût été le poète de cette guerre et cette guerre se souvient du poète qu'il a été.

D'autres avant lui ont aimé et célébré la France, depuis l'auteur de cette *Chanson de Roland*, où figure pour la première fois, remarque Gaston Paris, cette divine expression, la douce

France, dans laquelle s'est exprimé avec tant de profondeur l'amour que cette terre inspirait déjà à ses enfans ; » et depuis les poètes qui traduisirent au xiv^e et au xv^e siècle le sentiment national, une infinie tendresse pour le pays souffrant, une admiration sans bornes pour ses défenseurs ; Christine de Pisan, Italienne d'origine, mais Française de cœur, qui célébra Jeanne d'Arc,

Une fillette de seize ans,
Qui d'eux va France descombrant.
Mais tout ce fait Dieu qui la mène :

le Champenois Eustache Deschamps qui chanta la mort de Du Guesclin, « la fleur des preux et la gloire de France ; » le Normand Alain Chartier, qui a condensé dans cette phrase de son *Quadriloge* l'essence même du patriotisme : « Nul labreur ne vous doit être grief pour ce pays sauver qui vous nourrit entre les vivans et entre les morts vous reçoit en sépulture ; » bien d'autres, jusqu'à Michelet qui, pendant les jours de la Révolution de Juillet, « dans une grande lumière aperçut la France. » D'autres aussi, poètes ou prosateurs, ont été d'admirables professeurs d'énergie, depuis Corneille qui s'est plu à dresser l'homme dans ses plus belles attitudes morales et à exalter l'austère beauté du sacrifice, jusqu'à Vauvenargues, épris d'action et de gloire, et qui a formulé un jour cette maxime digne d'être méditée par le peuple qui faiblirait devant le grand devoir : « La guerre n'est pas si onéreuse que la servitude. » L'auteur de *la Légende des Siècles* et de *l'Année Terrible* est de leur lignée : il met au service d'idées et de sentimens pareils l'ampleur et la variété de son inspiration, la souplesse comme la magnificence de son verbe. Cette guerre qui ouvre tant de tombes, mais qui fait jaillir tant de sources, vivant, il l'eût chantée ; mort, il ne partage avec aucun de ses contemporains l'honneur d'être encore à l'unisson de nos âmes, et d'en émouvoir la tendresse comme d'en exalter la vaillance. Ainsi il continue de remplir cette fonction de poète national qu'aussi bien il est seul dans l'histoire de notre littérature à avoir proposée au poète comme sa tâche suprême.

On sait quelles étaient ses idées à ce sujet : il les a exposées à plusieurs reprises dans les préfaces de ses recueils lyriques. Tandis que Lamartine « planait sans effort, » se définissait :

« un amateur en poésie, » écrivait à un ami en 1838 : « Vous savez que ma vie de poète n'a jamais été que le douzième de ma vie réelle. La poésie n'a jamais été pour moi que le plus court des actes de la pensée humaine et celui qui dérobe le moins de temps au travail du jour ; » Victor Hugo maintient entre la poésie et la vie un contact permanent. Les chants du poète « célébreront sans cesse les gloires et les infortunes de son pays ¹, » et pour que sa puissance « soit douce aux hommes, il faut que toutes les fibres du cœur humain vibrent sous ses doigts comme les cordes d'une lyre. » Définissant en 1840 ² ce que devrait être selon lui « le poète complet, » il écrivait, se défendant de penser à lui, mais traçant en fait son propre portrait : « Il serait libre de se pencher sur toutes les misères, de s'agenouiller devant tous les dévouemens... Il s'assimilerait les événemens publics et en ferait entrer la signification dans son œuvre... Il mettrait dans ses poèmes le reflet tantôt éblouissant, tantôt sinistre des événemens contemporains, les panthéons, les tombeaux, les ruines, les souvenirs. » Qu'après cela, pénétré qu'il était de l'importance de sa mission, il en ait parlé tour à tour avec trop de complaisance et d'emphase, — emphase et complaisance qui lui ont été si souvent reprochées, — il n'en reste pas moins qu'une telle conception, soutenue par une richesse de moyens sans égale, le don notamment, disait Leconte de Lisle, de « transmuter la substance de tout en substance poétique, » lui confère une autorité singulière et fait de lui un des maîtres de l'heure.

Au surplus, critiques et poètes, depuis plus d'un demi-siècle, s'accordent à relever dans son œuvre certains traits généraux que la rude épreuve qui vient de nous révéler à nous-mêmes fait saillir en un relief vigoureux. Dès 1835, Sainte-Beuve, cherchant à caractériser par une formule expressive chacun des principaux poètes romantiques, écrivait ³ :

... Hugo, dur partisan,
Comme chez Dante on voit, florentin ou pisan,
Un baron féodal combattre sous l'armure,
Tenait haut sa bannière...

¹ *Odes et Ballades*, Préface de 1823.

² *Les Bayons et les Ombres*, Préface.

³ *Pensées d'aout*, Lettre à Villemain.

Leconte de Lisle, dans la série d'études qu'il fit paraître de *Nain jaune* sur les poètes contemporains, lui reconnaissait pour « fonction supérieure, de sonner victorieusement dans un clairon d'or les fanfares éclatantes de l'âme humaine... » « Esprit très mâle, dit-il encore, force vivante et volontaire... poète viril. » Émile Montégut (1) trouvait en Hugo « une des volontés les plus indomptables qui se soient rencontrées dans le monde poétique... Il est le maître de tout ce qui est accablant : les spectacles effrayans et sublimes, l'orage, la mort, sont ceux que son imagination préfère. » Il a des images, dit M. Ernest Dupuy (2), « qui sonnent comme des clairons de combat. » Et, parlant de *l'Art d'être grand-père* : « Le poète ne recherche plus les effets de vigueur. Il a laissé l'épée, le harnais, le cheval de combat. » Nature mâle et virile, tempérament combatif, passionné de lutte et d'action, génie volontaire jusqu'à la « tension continue, » dit encore Charles Renouvier, jusqu'à forcer l'invisible à se faire visible :

Par la fixité calme et profonde des yeux,

si ces caractéristiques ne sauraient viser à embrasser dans sa totalité son œuvre immense, elles sont du moins de nature à en souligner la valeur d'actualité, que je voudrais préciser et dégager dans les pages suivantes.

*
* *

Et d'abord il est, et il est fier d'être, le fils d'un soldat :

Étant petit, j'ai vu quelqu'un de grand, mon père.
Je m'en souviens : c'était un soldat ; rien de plus.

Il s'est plu à le rappeler en maint passage de ses œuvres, dans *les Odes et Ballades*, dans *les Feuilles d'automne* comme dans *les Rayons et les Ombres*. Et c'est à ce père qu'il a dédié en ces termes *les Voix intérieures* : « A Joseph-Léopold-Sigisbert comte Hugo, lieutenant général des armées du Roi. Non inscrit sur l'Arc de l'Étoile. Son fils respectueux. » Sa famille d'ailleurs était « toute militaire. » Si son père s'engagea comme volontaire à quatorze ans, ses quatre oncles allèrent comme lui

1) *Mélanges critiques*, 1859.

(2) *Victor Hugo. L'homme et le poète*.

aux armées. C'est Léopold Hugo qui raconte à son fils le combat de Talaveyra (1), en Espagne; mais c'est l'oncle Louis qui fait à Victor et à ses frères le récit du *Cimetière d'Eylau*. La part d'hérédité est ici incontestable. Il y a autre chose que des images dans la pièce intitulée : *Mon enfance*, — la « crèche » posée sur un tambour, les « langes du berceau » faits des lambeaux d'une bannière usée, — il y a une part de vérité. Pendant son séjour à Avellino, en 1807, son père le fit inscrire sur les contrôles du régiment de Royal-Corse. « J'ai été enfant de troupe, écrit-il dans une lettre à Charles Hugo du 18 décembre 1869. J'ai une vieille sympathie pour l'armée. J'ai écrit quelque part :

J'aime les gens d'épée, en étant moi-même un.

Tout enfant il a aimé « les crinières flottantes des coursiers, » admiré le panache blanc des lanciers, « le casque gépide » des dragons, suivi « le vol des drapeaux triomphants. » Il a eu pour premier hochet « le nœud d'or d'une épée; » il a rêvé parfois qu'il « saisissait le glaive » de son père. A sept ans, il ne parle que « guerre, assauts et batailles » et souhaite de verser pour une noble cause les flots de « son sang jeune et pur. » Plus tard il a des gestes de soldat, en détente brusque, qui décèlent l'atavisme paternel. Lorsqu'en février 1827, au cours d'une réception à l'ambassade d'Autriche, et sur la suggestion du Cabinet de Vienne, le maréchal Oudinot, duc de Reggio, et le maréchal Soult, duc de Dalmatie, se voient infliger l'affront de s'entendre annoncer sans leurs titres de noblesse napoléonienne, « son sang de soldat ne fait qu'un tour, » et il écrit l'ode *A la colonne de la place Vendôme*. En 1840, le conseil municipal de la ville de Paris refuse de donner six pieds de terre, dans le cimetière du Père-Lachaise, pour le tombeau de la veuve de Junot, ancien gouverneur de Paris, et le ministre de l'Intérieur refuse également un morceau de marbre pour ce monument. C'est Hugo, c'est « le fils du soldat » qui relèvera l'insulte, chantera « le chant expiatoire » et ensevelira en des vers mélancoliques la mémoire de la noble femme. Pendant le siège de Paris, le 9 décembre, il manifeste son intention de sortir

(3) *Tout le Lyce*, t. 2.

avec la batterie de la garde nationale dont ses deux fils font partie (1). « Le 144^e bataillon de la garde nationale se transporta chez le poète, avenue Frochot, et le chef de bataillon lui lut l'adresse suivante : « La garde nationale fait défense à Victor Hugo d'aller à l'ennemi, attendu que tout le monde peut aller à l'ennemi et que Victor Hugo seul peut faire ce que fait Victor Hugo. » Il y a en lui de l'athlète et du paladin, redresseurs de torts, Éviradnus français à qui manque l'armure, mais à qui la plume tient lieu d'épée. « J'engage donc le combat, écrit-il en 1854, avec le dominateur actuel de l'Europe. » Ses auteurs favoris, à Jersey, ce sont « les vieux lutteurs, » Dante, Agrippa, Montluc. Ses vers, *Ultima verba*, son refus écrit d'accepter l'amnistie offerte aux proscrits par le régime impérial ont des raideurs de riposte et des éclairs d'acier. Et quel est le soldat blessé qui ne proclamerait avec lui que

... La blessure est l'altière faveur
Que fait la guerre au brave illustre, au preux sauveur?

L'influence atavique autant que la nature des spectacles que Victor Hugo enfant eut sous les yeux en Italie et en Espagne, et l'atmosphère de batailles créée autour de sa jeunesse par les événemens contemporains, expliquent le caractère non seulement militant, mais militaire, de son œuvre poétique. Les visions guerrières la traversent d'un bout à l'autre, l'animent de cliquetis d'épées, de chocs d'armures, de ruées frénétiques, de mêlées sanglantes. Le tableau de la guerre que *Le Satyre* fait succéder à l'âge d'or, au pur bonheur initial de l'humanité bientôt asservie par les tyrans,

Il dit la guerre; il dit la trompette et le glaive,
La mêlée en feu, l'homme égorgé sans remords...

se diversifie en vivantes images depuis les *Odes* et les *Orientales* jusqu'à *Toute la Lyre*. C'est, dans la septième Ballade, développé avec une significative abondance, le furieux combat que se livrent les deux armées de Halbert, baron normand, et Ronan, prince de Galles, les cuirasses froissées, les dagues trempées de sang, les fantassins mordant le poitrail de fer des

(1) *Choses vues*. Nouvelle série.

grands destriers, la nuit tombant sur la rage inapaisée des adversaires. La guerre de l'indépendance hellénique a fourni plus d'un thème aux *Orientales*, et dans *Navarin*, qui porte en épigraphe un vers des *Perses*, Ἡ πριζιλλοισιν, ἢ ἑλρισιν ὀλοόμενοι, ce ne sont plus deux armées, mais deux flottes, qui s'affrontent dans le beau golfe que domine la blanche ville aux coupoles d'or. Vingt-cinq strophes déroulent complaisamment les évolutions des caravelles, des mahonnes, des felouques, des brigantines, l'abordage et le corps à corps, hache au poing, les brûlots rongéant les flancs des navires, les gueules des canons crachant la mitraille et la mort. Ici, sans doute, les événemens contemporains s'imposent au poète et ne lui laissent pas le libre choix de ses motifs. Mais ailleurs et jusque dans *Les Chansons des Rues et des Bois*, sous forme de toiles composées ou d'esquisses brèves, il affirme spontanément sa prédilection naturelle pour la poésie « de tumulte et de bruit, » pour la description des scènes de violence, où l'homme ne voit dans l'homme qu'un ennemi et pour l'abattre tend tout son effort physique et moral décuplé par la colère et la volonté de vivre. Une tirade des *Burgroves* (1) montre à nos yeux, comme en une eau-forte, les citadelles féodales prises d'assaut par Barberousse. Les cent vingt pages des *Misérables* (2) sur la bataille de Waterloo constituent, à ce point de vue, le plus probant des exemples. « Une des scènes génératrices du drame que nous racontons se rattache à cette bataille, » explique l'auteur. Et sans doute il nous montre Thénardier, le bourreau de Cosette, détroussant Pontmercy évanoui parmi les morts. Mais en réalité, il n'a fait que suivre la pente de son imagination : il a cédé au désir et au plaisir d'évoquer sur le plateau du Mont Saint-Jean les dragons et les cuirassiers de Ney sabrant l'infanterie anglaise.

L'homme qui les envoyait « mourir dans cette fête » et qu'ils salueaient, tels les gladiateurs antiques, du cri de : « Vive l'Empereur ! », celui vers qui, par delà tout un siècle, nos espoirs tremblans se sont souvent reportés aux jours d'augoisse, dans l'idée peut-être illusoire que vivant il eût été le palladium et l'épée victorieuse, Napoléon, devait tenir et tient dans l'œuvre du poète une place prépondérante. Sensible à la poésie du passé comme il était attentif aux événemens de son époque,

(1) *Les Burgroves*, Partie I, Sc. 2.

(2) *Les Misérables*, Partie II, Livre I.

gardien vigilant des « gloires de l'Empire, » Victor Hugo, dans ses rêves d'enfant et d'adolescent comme dans sa pensée d'homme fait et de vieillard, n'a cessé d'être obsédé par l'image du vainqueur d'Iéna et d'Austerlitz ; et malgré les oscillations d'un sentiment qui, tour à tour, cédait et résistait au prestige du « géant historique, » ses vers restent tout illuminés de la splendeur d'une destinée sans pareille. Tout jeune, il prêtait l'oreille à la fanfare napoléonienne, et, au collège de Madrid, il livrait des combats « pour le grand empereur. » À sept ans, dans une fête, au Panthéon, il le vit au milieu de ses grenadiers, furieusement acclamé par la foule,

Passer muet et grave ainsi qu'un dieu d'airain ;

et un peu plus tard, parmi les canons sautant sur les pavés et les volées de cloches, disparaître « dans un flot de poussière dorée. » Dès lors, Napoléon est pour lui « l'homme ineffaçable. » Il peut bien, à vingt ans, dans la ferveur passagère de sa foi royaliste, écrire *Buonaparte* (1), condamner le despote et son immense orgueil, et l'inscrire au rang des « faux dieux, » ou encore, l'année suivante (2), dénoncer celui qui, dans sa folie, voulait « tous les trônes pour marchepied. » Le même recueil contient aussi la pièce *Les Deux Iles* (3), écrite deux ans après, où un diptyque nous montre d'abord l'enfant écoutant les chants mystérieux qui lui prédisent sa grandeur future, l'essor de ses aigles portant son tonnerre dans leurs ongles, les rois veillant aux portes de son palais ; — puis le captif écoutant en lui et autour de lui les voix accusatrices de ses victimes, les malédictions des morts. La postérité se souviendra-t-elle de la Corse ou de Sainte-Hélène, du berceau ou de la tombe ? Le poète se dérobe à l'instant de conclure ; mais déjà on sent chez lui une grande pitié pour l'avortement d'un grand rêve.

Désormais et pendant trente ans, il se fait le panégyriste sans nuances de Napoléon ; il est le « Memnon » de ce « soleil, » le prêtre de ce Dieu. Si, dans l'ode : *À la Colonne de la place Vendôme*, il ne le présente encore que de biais, dans les *Orientales* il le dresse « de toute sa hauteur » et l'exalte dans toutes ses incarnations, jeune consul « pâle sous ses longs cheveux

1. *Odes*, I, 11, 1822.

2. *Odes*, II, 4, 1823. À mon père.

3. *Odes*, III, 6.

noirs, » empereur « grave et serein ; » prisonnier surveillé par un porte-clefs anglais, seul en face de sa pensée tumultueuse et stérile, grand partout, grand surtout dans cette cage sans air où l'enferment les rois. Le 7 octobre 1830, plusieurs pétitionnaires demandaient que la Chambre intervînt pour faire transporter les cendres de Napoléon sous la Colonne Vendôme. Après une seconde délibération, la Chambre crut devoir passer à l'ordre du jour. Ce fut pour Victor Hugo l'occasion d'écrire la seconde *Ode à la Colonne* (1), où le vainqueur de l'Europe apparaît « glanant » les canons ennemis, les jetant par brassées dans la cuve bouillonnante pour que de ce bronze en fusion jaillisse le pilier colossal « fait de gloire et d'airain. » Les années passent. Rien n'efface ou même n'obscurcit la vision éblouissante. Victor Hugo jette-t-il un regard dans une mansarde où travaille une fille du peuple (2) ? Il cloue au mur de la chambre, près de la cheminée, entre une statuette de la Vierge et le buis de l'année, une image de Napoléon ; et près de cette image brille une croix d'honneur, fierté d'un vieux soldat qui n'est plus. Et la pensée de Victor Hugo s'évade de la cellule : avec des mots émouvans, il évoque les revues où l'Empereur décorait ses grognards tremblans de joie, une extase dans leurs yeux fixés sur leur idole. Lorsqu'en 1840 Louis-Philippe, qui commandait en même temps à Horace Vernet une série de tableaux de guerre, chargea le prince de Joinville d'aller recueillir à Sainte-Hélène les cendres du héros, Victor Hugo jeta sur le papier des strophes triomphales. Ce retour des Cendres, il l'avait souhaité, prédit, promis dans l'*Ode à la Colonne* :

Dors ! Nous t'irons chercher. Ce jour viendra peut-être...

Oh ! va, nous te ferons de belles funérailles.

On peut dire qu'il l'avait préparé par l'ardeur et la fidélité de son enthousiasme. Une fois de plus, en images éclatantes, l'essaim bruissant des victoires françaises, Iéna, Arcole, Lodi, Marengo, monte dans l'air lumineux (3). Mais par delà la mort, une suprême conquête éclipse toutes les autres ; c'est la conquête de Paris, la cité sacrée. Car pour la mériter, il faut mêler

(1) *Chants du Crépuscule*, II.

(2) *Les Rayons et les Ombres*, IV.

(3) *Le retour de l'Empereur*.

la grandeur « de l'Océan immense à la majesté du tombeau. » Pourtant l'attentat du 2 décembre réveille chez Victor Hugo le souvenir longtemps endormi du dix-huit Brumaire. En 1852, il est républicain ; il a marché avec le siècle. Il écrit donc cette trilogie : *L'Expiation*. Moscou, Waterloo, Sainte-Hélène, n'ont fait que commencer un châtement divin que devait parachever seulement la parodie de la gloire napoléonienne. Mais ici encore continue d'agir le prestige de « l'homme étrange » qui avait « enivré l'histoire. » Dans les vers qui le frappent il y a plus de tristesse que de colère, de la pitié et du respect. Le justicier reste l'admirateur, le condamné reste le héros. « Chêne vivant, » la hache peut bien « l'insulter ; » le Destin peut bien clouer le prisonnier sur le rocher de Sainte-Hélène : ce crucifié, c'est « le voleur du tonnerre » et du feu céleste ; c'est Prométhée sur le Caucase... La mission, une des missions des grands poètes, est de ne pas laisser tomber en déshérence le legs d'un illustre passé. Si pendant les quarante-quatre ans qui se sont écoulés depuis notre défaite de 1870, tout décidés que nous étions à ne pas déchaîner une guerre de revanche que nous savions devoir être mondiale, nos yeux restaient obstinément fixés sur le « passant prodigieux » dont le seul nom voilà cent ans nous gagnait des batailles, à l'heure où le réveil de l'âme héréditaire nous recrée un patrimoine d'impérissables souvenirs, quel poète est plus digne de notre gratitude que celui qui, consacrant le génie de l'art au génie de l'action, magnifia le plus somptueux pourvoyeur de gloire que la France ait jamais connu ? Cela, d'autant plus que son patriotisme associa toujours à l'éloge de l'incomparable entraîneur d'hommes la louange du soldat français.

L'histoire dira ce que fut le soldat français durant la guerre de 1914, ses témérités meurtrières du début, son adaptation rapide à une forme de défensive et d'offensive imprévue, sa ténacité dans l'effort, la grandeur de son abnégation. Et il nous plaît donc de trouver à travers l'œuvre de Hugo qui a si souvent glorifié les armes de la France, dans la défaite comme dans la victoire, sinon une psychologie détaillée, du moins une image, ou plutôt une fresque des ancêtres de nos héros d'aujourd'hui, affirmant la continuité des vertus guerrières de la race. Dans quelques-unes des plus belles pièces de la *Légende*, des *Châtiments* et de l'*Année Terrible*, le poète a évoqué les soldats de l'an II,

ceux du Premier Empire, et ceux de 79. Tous ignorent pareillement la faiblesse et la peur. Pieds nus, coudes percés, boueux, de l'eau jusqu'au ventre, sans sommeil et sans vivres, les fantassins de Marceau et de Joubert armés de vieux fusils effacent sous leurs pas les frontières, culbutent les rois éperdus, font rouler les trônes comme des feuilles sèches. A Waterloo, sous un déluge de mitraille, les lanciers et les grenadiers de Napoléon s'avancent à pas lents, calmes, l'arme au bras, musique en tête. A Eylau, cent vingt hommes défendent le cimetière. Ils tiennent pendant douze heures sous la neige, sous les obus, sous l'éroulement du clocher et de l'église, épuisés, sanglans, sublimes. Les Français vont à la mort comme à une fête, la fête du grand sacrifice consenti. Ils ont la bravoure spirituelle, l'héroïsme joyeux, et le rire de Kléber est de même source que la chanson de Gayroche sous les balles. Vainqueurs, ils sont élémens. Le général Hugo pardonne au blessé espagnol qu'il s'apprêtait à secourir et dont la balle vient de siffler à son oreille. Ils ne tuent pas pour tuer ni ne se battent pour la conquête. Le principe de leur effort et de leur endurance est de qualité plus haute et plus pure. Ils répondent à l'appel de la patrie en danger; mais ils entendent aussi les plaintes des nations meurtries; ils luttent pour défendre leurs libertés, mais aussi pour libérer les peuples opprimés par les tyrans. Ils sont les chevaliers errans non de la légende, mais de l'histoire.

Ce sont les bienfaisans, ce sont les invincibles...

Ils sont les bienvenus partout où quelqu'un souffre.

Ainsi Victor Hugo atteste ce que fut la vertu française aux plus tragiques tournans de la vie du pays; il porte témoignage pour la beauté d'une âme toujours pareille à elle-même et se révélant de pur métal aux heures de suprême péril.

*
* * *

Il n'a pas porté sur l'âme allemande un moins décisif témoignage, et c'est d'elle aussi que l'on peut dire qu'elle fut toujours pareille à elle-même. Ici, le poète avait d'abord été dupe et, aux beaux temps du romantisme, il avait partagé l'erreur commune. Il s'était attendri sur le compte de la vieille et bonne Allemagne. De cette erreur, qu'attestent des pages fameuses, le spectacle de la tragique réalité l'avait entièrement désabusé. Si nous

aussi, nous avons oublié les leçons de l'histoire. *L'Année Terrible* nous aide à nous convaincre que nous n'assistons pas aujourd'hui à une crise de brutalité allemande que démentirait un long passé d'humanité, mais à une nouvelle explosion d'instincts irrépressibles, irréductibles. On sait les faits. Le 4 septembre, pendant que l'armée prussienne victorieuse marchait sur Paris, la république fut proclamée. Le 5, Victor Hugo, qui était à Bruxelles, prit un train de nuit et à dix heures du soir arrivait à la gare du Nord. Une foule considérable l'y attendait; il lui dit : « Je viens ici faire mon devoir. Je vous remercie de vos acclamations. Mais je les rapporte toutes à cette grande angoisse, la patrie en danger. » Cependant l'armée allemande avançait : elle était aux portes de Paris le 17 septembre. Ce jour-là Hugo publia un appel « Aux Français. » Ce cri de guerre, on lui demanda d'aller le jeter lui-même par toute la France; mais il avait promis de partager le sort de Paris : il resta. Il vécut le drame, « l'hiver fameux du grand bombardement. » Par des aubes froides et blêmes, il suivit les bataillons sortant de la ville bloquée, les enfans tenant leur père par la main, les femmes portant sur leurs épaules le fusil de leur mari et le lui rendant, à la minute de l'adieu, « après l'avoir baisé. » Et sous la dictée des événemens, d'août 1870 à juillet 1871, il écrivit heure par heure le journal des tristesses françaises. Beaucoup de ces pages dessinent par touches successives le portrait du Teuton, du féodal raidi dans son antique armure, s'efforçant d'étrangler l'avenir; elles dégagent le fond intime et l'essence même de la race; et telle est l'âpre verve du polémiste, restée intacte à soixante-huit ans, qu'on pourrait les croire détachées du livre des *Châtimens*, dont l'édition parisienne venait précisément de paraître.

Le poète a vu les Allemands tels alors que nous les voyons aujourd'hui. Ce sont les Huns qui reviennent « ainsi qu'au temps de Frédégaire. » Poussés par leurs sept chefs, les sept peuples saxons marchent sur Paris, pour le punir d'être l'idée et la lumière. La guerre qu'ils font n'est pas guerre de chevaliers loyaux, mais d'espions, de larrons et de traîtres. Vainqueurs, ils déshonorent leur victoire par des procédés de reîtres et de soudards. « Exterminons! » c'est le cri des chefs et des soldats; et c'est leur idéal de poignarder dans le dos leurs adversaires, de mettre sous leurs bottes la vérité, la

justice, les lois, de décréter que la force prime le droit, crée le droit, de faire « prévaloir les ténèbres. » Leur armée peut être une puissante armée, c'est aussi une bande, et les exploits de cette bande sont prouesses de pirates. Leur frénésie de dévastation s'aggrave d'une fureur de pillage (1). Bijoux, montres, glaces, vêtemens, tout est de bonne prise. Certes on se bat, on tue, on brûle, mais en même temps

.... On pense à son petit ménage :
On médite, ajoutant Shylock à Galgacus,
De meubler son amante aux dépens des vaincus ;

et l'on se fait détrousseur de cadavres, cambrioleur de maisons abandonnées. Dans les cours des châteaux, tandis que les châtelains agonisent en des mares de sang, les marteaux rythmiques clouent les caisses d'emballage. La blonde fiancée y trouvera un cadeau de son Fritz bien-aimé, et la vue d'une pendule ou de pièces de linge fanfreluché mouillera ses yeux de douces larmes... L'ironie s'aiguise en ces vers. Mais ailleurs quels accens d'émotion profonde ! Et quelle inexprimable souffrance en effet d'assister au pillage d'abord, puis au dépècement de la patrie envahie, surtout quand cette patrie est une terre bénie entre toutes et dont le souvenir est une fierté, la France ardemment aimée et désirée par le poète durant dix-huit ans d'exil, revue enfin, mais blessée et saignante, et, semble-t-il, désormais impuissante à remplir sa mission traditionnelle.



L'amour de la terre française a suscité chez nous et dès longtemps toute une littérature pathétique. Cet amour est au fond de l'œuvre de Ronsard qui, avant d'écrire ses *Discours*, avait chanté dès sa jeunesse la campagne du Vendômois, les rives du Loir et de la Braye. Et Chateaubriand nous dit en des lignes émouvantes le cas de ce Français, obligé de fuir pendant la Terreur, achetant pour quelques deniers une barque sur le Rhin, chassé d'une rive à l'autre, vivant au milieu du fleuve et dont « toute la consolation était, en errant dans le voisinage de la France, de respirer quelquefois un air qui avait passé sur son pays. » Chateaubriand, et combien d'autres ! Le thème que

(1) *L'Année Terrible*, Décembre : *Prouesses borusses*.

Victor Hugo a d'abord traité et à mainte reprise, c'est la nostalgie de l'exilé. Si la « corde d'airain » vibre à l'ordinaire dans *Les Châtiments*, on y lit aussi une chanson douce et triste (1), — plus triste à nos oreilles d'exprimer la détresse lointaine de tant de Français, — la chanson du proscrit que torture le souvenir du sol natal, du champ d'orge et de la charrue abandonnés, de la maison aux vitres claires, égayée de fleurs, et qui meurt de n'avoir plus qu'une moitié de son âme.

On ne peut pas vivre sans pain :
On ne peut pas non plus vivre sans la patrie.

Les roses mêmes du printemps n'ont pour lui ni parfums, ni couleurs. Car au pays d'exil le ciel est étroit, la lumière avare, et le mois de mai sans la France, « ce n'est pas le mois de Mai. » — Ainsi songeaient déjà au v^e siècle, après l'invasion de Xerxès, Cynthée l'Athénien et le Spartiate Méphialtès (2) ; tous deux bannis, ils ne pouvaient que faire des vœux pour qu'Athènes fût chérie du ciel, et Sparte « invincible à jamais. » — Mais le régime impérial s'écroule dans la tourmente. Le poète repasse la frontière à l'heure où l'étranger la viole ; il assiste à l'effondrement de la France vaincue par la Prusse, à « l'arrachement de Metz et de Strasbourg. » Alors ce sont des hymnes de tendresse, des cris d'amour : « O ma douce patrie ! O ma colombe ! » Français, Hugo souhaiterait presque de ne pas l'être par la naissance, afin d'élire la France comme patrie. Lui qui répandait sa pitié sur tous les souffrants, il souffre « dans la France, » il n'est plus que le fils qui voit saigner sa mère.

Et quelle mère!... Depuis le début de cette guerre, et aux plus sombres jours, ç'a été un de nos réconforts de voir grandir dans le monde, émerveillé de ses vertus, le prestige moral de notre pays. C'est d'Annunzio qui, la veille de l'intervention italienne, écrivait à la fin d'un sonnet : « France ! France ! sans toi le monde serait seul ! » C'est l'Américain Edison qui, dans une déclaration récente, proclamait son enthousiasme pour la France, « la nation la plus splendide que le monde ait jamais connue, » et dont la ruine serait la plus grande catastrophe qui pût frapper la civilisation. Ce sentiment que la mort de la France laisserait l'univers orphelin, que capable de tous les

1) *Les Châtiments*. Livre VII, 6.

2) *Légende des siècles*. Nouvelle série, I, 5. *Les Bannis*.

relèvements, prêtresse d'un feu sacré qui ne doit pas s'éteindre, semeuse d'idées et créatrice d'idéal, elle a joué dans l'histoire un rôle unique que nul peuple à son défaut ne pourrait soutenir, nul ne l'a éprouvé avec plus de force que Victor Hugo ni ne l'a traduit avec plus d'éloquence. Déjà dans les *Odes* (1) il écrivait : « C'est le coq gaulois qui réveille le monde, » et dans les *Chants du Crépuscule* (2), parlant à la jeunesse : « Vous êtes bien les fils de cette France

Qui fait quand il lui plaît pour l'exemple du monde
Tenir un siècle dans un jour!

« Mon nom sous le soleil est France! » crie à Mahomet II sous les murs de Constantinople le géant chevalier de la *Légende* (3). *L'Élégie des Fleurs* (4) reprend le même thème et lui donne toute son ampleur dans un dialogue entre le Poète et le Chœur, dont le lyrisme fervent est pour nous gonfler le cœur d'orgueil et d'amour. Attaquer la France, c'est attaquer l'avenir. La France ne peut pas mourir. Le monde a besoin qu'elle vive, et la chute de tous les empires disparus dans le lointain des âges, l'anéantissement des plus antiques civilisations ne seraient rien « au prix de son éclipse énorme. » Car son génie fait de rectitude et de clarté est fait aussi de bonté. Son geste héréditaire est celui d'une âme qui se penche vers une autre âme pour la consoler. Le cœur immense de l'humanité bat dans la poitrine de la France.

Et le cœur de la France bat dans Paris. Combien de fois Hugo n'a-t-il pas glorifié Paris et le peuple parisien dans *l'Année Terrible*, dans les *Actes et Paroles*, dans *Les Quatre Vents de l'Esprit*! On l'en a raillé abondamment. Mais ce qu'il a dit du Paris d'alors, nos écrivains et nos orateurs ne l'ont-ils pas dit depuis bientôt trois ans du Paris d'aujourd'hui? « Paris! on peut tout lui dire et tout lui demander. Il ne faut pas le juger d'après une surface. Le Paris des grandes circonstances, on le trouvera quand on voudra. » Ainsi s'exprimait ici même M. Maurice Donnay dans sa pièce : *Le Théâtre aux Armées*. En décembre dernier, M^r Henri Robert s'écrivait à la Sor-

(1) *Odes*, III 7.

(2) *Chants du Crépuscule*, I. Dicté après juillet 1830.

(3) *Légende des siècles*, Première série, XI, 2.

(4) *Légende des siècles*, Nouvelle série, II, 22.

bonne, au cours d'une conférence sur l'effort de Paris : « Nous l'aimons, ce peuple représentatif de toute la vie française, ce peuple qui, dans les momens les plus tragiques, s'est toujours montré à la hauteur des événemens et qui sut résumer à travers une glorieuse histoire tout l'esprit, tout le courage de la noble race de France. » Pendant le siège, Hugo a vu les femmes de Paris endurer stoïquement toutes les privations, la faim, le froid, les stations frissonnantes au seuil des boucheries, tandis que l'enfant est sans pain et l'âtre sans flammes ; il a vu les pères, les maris, les frères de ces femmes résolus à mourir « pour que la France vive. » Son admiration, il l'a criée dans ses vers :

O ville! tu feras agenouiller l'Histoire,

dans la prose de son appel aux Français : « Que l'Europe s'attende à un spectacle impossible ; qu'elle s'attende à voir grandir Paris ; » dans celle de son discours aux obsèques de Paul Meurice : « Vénérons ce Paris qui a produit de telles femmes et de tels hommes. Soyons à genoux devant la cité sacrée. » Qui de nous, se rappelant le Paris de la mobilisation, et la veillée des armes, et la subite communion des âmes, de toutes les âmes, ne ferait sienne cette formule d'un raccourci si expressif : « Le formidable est sorti du frivole ? » Et la pièce *Le Parisien du Faubourg* (1), à la lueur des événemens d'hier, a-t-elle rien perdu de sa justesse et de sa vérité ? Oui, le Parisien déconcerte l'observateur superficiel. Il a des insouciances d'enfant, une âme changeante, de subites violences et des gaietés inattendues. Mais vienne le péril, la menace étrangère, il se lève soudain, une flamme dans les yeux, grandit et se transfigure, et achève sa chanson par ce cri : « Léonidas ! »

*
* *

L'œuvre de Victor Hugo, et on ne l'a pas assez dit, est le plus riche répertoire de formules patriotiques que nous offre notre littérature. Elles ont le relief des médailles neuves et le luisant des épées. Elles traduisent nos plus nobles raisons d'agir, le principe même de notre action présente, la valeur du sacrifice accepté, la mort payée de la gloire, tout le meilleur de l'homme

(1) *Les Quatre Vents de l'Esprit*, t. II, 51.

arraché à son moi et tourné vers les cimes. Soldats français, vous êtes, vous avez toujours été ceux

... dont la marche olympique
D'un coin de terre obscur fait une plaine épique.

Pour arrêter l'envahisseur vous avez lutté, vous avez souffert, connu d'atroces agonies, et le rude chemin de votre martyre est semé

De vos gouttes de sang qu'on prend pour des étoiles.

Mais le poète par la magie de son verbe fait,

... Quand un mort glorieux est sous terre,
Sortir un vert laurier de son tombeau dormant.

D'ailleurs, les morts sont plus vivans que les vivans. Nous les croyons absens : ils sont en nous, nous pensons par eux, nous agissons par eux :

C'est un prolongement sublime que la tombe.

Parfois Victor Hugo choisit un porte-paroles. C'est Thémistocle conseillant aux commandans de la flotte de tenter la bataille dans le détroit de l'Enripe :

Consentir à mourir, c'est consentir à vaincre,
Car devant un héros la mort est la moins forte.

Plus souvent sans interprète il jette à poignées les devises lapidaires découpées dans le même métal que les maximes cornéliennes :

Monter, c'est s'immoler. Toute cime est sévère...
Penser à ses aïeux, c'est penser à ses fils...
Car entrer dans la mort, c'est entrer dans le temple...
Le devoir est un Dieu qui ne vent point d'athée...

devises conseillères d'énergie, et partant auxiliaires aussi de la victoire.

J'ajouterai : conseillères de haine, de haine grave et généreuse. Au lendemain d'un conflit qui nous laissera pour long-temps meurtris, il ne doit y avoir place en nos cœurs ni pour la

pitié, — ce serait trahir nos morts, — ni pour le dédain, les Allemands seront toujours redoutables, — mais seulement pour la fidélité d'une indéfectible mémoire. En pleine tourmente, et alors que la France saigne par tant de plaies, il est surperflu sans doute de le prêcher. Mais demain ? L'âme des enfans est légère. Beaucoup vont grandir qui auront vu couler des larmes sans en comprendre la cause. Il faudra qu'ils sachent ce que leur pays a souffert, et ce sera la tâche sacrée des éducateurs de ne jamais permettre à la jeune Patrie d'oublier le monstrueux guet-apens où la France faillit périr. Mais la tâche sera malaisée. La haine, nourriture amère d'une âme inapaisée, n'est pas un sentiment français. Dix siècles de culture nous la déconseillent. La Bruyère la traitait de faiblesse, et elle semblait à Montesquieu « un sentiment douloureux. » Nous savons mieux aimer. Les lettres françaises sont toutes pénétrées de mansuétude et d'humanité. Il faudra pourtant faire aux générations montantes des âmes viriles, fermées à la douceur de l'impossible oubli, raidies par un impérissable souvenir. Des ligues comme la Ligue du Souvenir, la parole, l'image, les pèlerinages aux cimetières où dorment déjà, où dormiront tant de nos soldats, la leçon des ruines s'ajoutant à la leçon des tombes concourront à faire chez nos enfans l'éducation de la haine allemande. Les livres y aideront, les livres de saveur âpre et tonifiante. Et quel plus puissant tonique que *L'Année Terrible* ? La force de rancune de Victor Hugo, qui fait mentir le mot de Joubert : « Hors les affections domestiques, tous les longs sentimens sont impossibles aux Français, » nous est une leçon et un exemple. Semeur de paix et d'union, le poète n'était pas fait pour la haine. « Haïr m'est dur. » Mais « l'amour devient haine en présence du mal. » Il a donc vu sans pitié les cadavres prussiens flotter sur la Seine,

Sur le souple oreiller de l'eau molle et profonde.

Il a béni le canon qui portait son nom, et il écrivait en octobre 1870 à la Société des Gens de Lettres : « Que ce canon venge les mères, les orphelins et les veuves ; qu'il venge la conscience humaine insultée par cette guerre abominable où la barbarie balbutie des sophismes. » Tandis que se négociaient en février les préliminaires du traité de Francfort, il y avait des Français qui — déjà ! — reparlaient de concorde et de fraternité.

Aimer les Allemands! s'écrie Hugo de toute la force de son indignation : le dédain et la haine, c'est la seule attitude qui sied aux vaincus. Honte à qui, tant que la France pleure, relâcherait quelque chose de sa rancune et consentirait à « cette lâcheté qu'on appelle l'oubli! » Il l'a redit inlassablement, en novembre 1872, dans la pièce *Alsace-Lorraine*, où il a rugi sa haine contre les soudards bottés qui foulaient le sol de la Patrie :

Non! nous n'oublierons pas! Lorraine, Alsace, ô villes,
O chers Français, pays sacrés...

en septembre 1873, au moment de la libération du territoire :

Non, remparts, non, clochers superbes, non, jamais
Je n'oublierai Strasbourg et je n'oublierai Metz,

Quatre ans plus tard, dans l'*Élégie des Fléaux*, il adjure encore la France d'avoir sans cesse présente à la pensée l'ennemi héréditaire, de toujours garder dans sa mémoire les villes arrachées, les provinces sanglotantes. Et jusque dans *l'Art d'être Grand-Père*, après *Jeanne endormie*, il a écrit *Patrie*, où il plaint « le malheur sacré de la France » et affirme l'obstination de son ressentiment. Ainsi gronde en ces brûlans poèmes une âme de colère et de violence, et la volonté des destins fait que cette âme est sœur de nos âmes.

Et combien, s'il eût vécu les « années terribles » que nous vivons, sa haine de patriote se serait-elle aggravée de sa haine d'artiste passionné pour les monumens du passé, pour les splendeurs architecturales de la France! Il disait, en 1832, dans la préface de *Notre-Dame de Paris* : « Conservons les monumens anciens. Inspirons à la nation l'amour de l'architecture nationale. L'auteur a déjà dans plus d'une occasion plaidé sa cause. Il sera infatigable à défendre vos édifices historiques. » Sans doute il faisait allusion à l'ode qu'il écrivait en 1823, sous ce titre : *La Bande Noire*.

O débris! Ruines de France...
Arceaux tombés, voûtes brisées;
Vestiges des races passées,
Comme une gloire dérobée,
Comptons chaque pierre tombée.

Admirateur des « vastes symphonies » que sont nos cathédrales gothiques, chantre de Notre-Dame, de nos hôtels de ville, de l'Arc de Triomphe, Victor Hugo a été vraiment le poète des pierres. Il a fait siennes les pages du *Génie du Christianisme* où Chateaubriand célèbre la magnificence de l'art médiéval. La genèse de *Notre-Dame de Paris* a été une pensée d'esthétique. Avant d'être un roman c'est un plaidoyer, un éloquent plaidoyer non seulement pour l'église-cathédrale de Paris, mais pour « toutes les églises de la chrétienté au Moyen Age, » trésors inestimables que les Germains, ceux d'Arras, ceux de Reims, ceux de Meaux et de Bapaume, s'acharnent à détruire avec une sauvagerie de Vandales. Cette phrase de Charles Nodier qui sert d'épigraphe à *La Bande Noire*, « Voyageur obscur, mais religieux, au travers des ruines de la Patrie... Je priais, » il n'aurait que trop de motifs pour la redire avec une douleur infinie en présence des débris sacrés qui jonchent notre sol, et son œuvre contient donc implicitement la flétrissure des attentats commis contre la beauté française.

*
* * *

Même restreinte à son intérêt d'actualité, on voit quelle est l'envergure et la portée unique de cette œuvre. Elle répond à nos besoins d'émotion accrus par la cruelle violence de l'épreuve; elle atteint les portions les plus hautes et à la fois les plus frémissantes de notre sensibilité. Mais ce qui plus encore désigne Victor Hugo comme le poète de la guerre, c'est d'une part l'énormité de son imagination, pièce maîtresse de son génie, et sa vision épique du monde; et de l'autre, sa philosophie ou du moins sa conception même de l'histoire.

Dans l'ordre matériel comme dans l'ordre moral la guerre actuelle a reculé les bornes du possible. Si, en 1870, dans sa *Lettre à une femme*, Hugo écrivait : « Schmitz fait des bulletins plats sur la guerre énorme, » comment qualifierait-il le conflit d'aujourd'hui qui non seulement heurte des millions de combattants, comme les batailles de jadis en mettaient aux prises des milliers, mais qui ébranle les assises des « vieilles nations » et renverse brutalement « les vieilles couronnes, » qui sévit sur la mer et dans les airs comme sur la terre et sous la terre? Tout y est démesuré,

sa durée même, la multiplicité de ses champs de bataille, l'horreur de ses engins meurtriers, le chiffre de ses victimes, et plus que tout la somme de vaillance, d'endurance et d'abnégation dépensée avec une telle prodigalité par nos armées. Les soldats de France écrivent aujourd'hui et signent de leur sang la plus splendide des « épopées. » Le mot se rencontre sous la plume de la plupart de nos écrivains et de nos chroniqueurs de guerre. C'est M. Henry Bordeaux qui écrit la « Geste » du fort de Vaux; c'est M. Charles Le Goffic qui proclame dans l'introduction de son *Dixmude*: « Un miracle de résistance... dans un enfer... Une épopée, telle fut Dixmude. » M. Gustave Lanson dans un article, *L'épopée à l'Officiel*, a senti « qu'il se trouvait en face d'une Iliade ou d'une Chanson de Roland. Les citations ont dans leur précision un art d'évocation énorme. » Pour que nos soldats, à Verdun, sur l'Yser, aient fait ce qu'ils ont fait, il a fallu qu'ils fussent plus que des hommes. Leurs mots, leurs gestes, leurs souffrances, la grandeur aussi et l'horreur des tableaux composés sur tous les fronts par les tonnerres des batteries, les flammes des éclatements, les fumées et les fusées multicolores, tout tient du surnaturel. Les lettres de certains combattans en font foi. L'un écrit: « Au son de la charge on n'est plus des hommes, on est des fantômes. » Un autre: « Jamais je ne reverrai quelque chose de plus fantastique que ces milliers de jambes rouges en rangs serrés qui chargeaient (1). » Et le capitaine Delvert qui se bat dans la région de Vaux: « Cette fois, c'est bien l'enfer. La vallée semble un gouffre géant entouré de collines fantastiques. A travers l'air lourd, irrespirable, ce ne sont que rugissemens, craquemens effroyables. Est-ce le *Crépuscule des Dieux*? La terre s'entr'ouvrant et l'effondrement dans un abîme de feu de ce monde sauvage dont la gueule a failli dévorer l'humanité (2) »

A cette terrible poésie des faits quelle poésie d'imagination aurait pu mieux convenir que celle d'un Victor Hugo, qui non seulement se plaît aux scènes de force débridée, mais encore transforme spontanément la vie dans le sens du grandiose, qui, en les amplifiant, détruit le rapport habituel des choses avec la faiblesse de nos sens, qui dresse dans le donjon des *Burgraves* les vieillards centenaires, qui, lançant Tiphaine à la poursuite

(1) Cité par M. Victor Giraud.

(2) Cité par M. Henry Bordeaux.

d'Angus, crée pour cette chasse « prodigieuse » un décor de cauchemar

Et dans la forêt spectre ils deviennent fantômes?

Si l décrit une bataille, il la voit gigantesque, et la transfigure, non toujours en beauté, mais en surhumanité. Telle la bataille de Waterloo. La cavalerie française descend la colline de la Belle-Alliance : « C'étaient des hommes géans sur des chevaux colosses. Les escadrons énormes s'ébranlèrent. On entendait ce piétinement colossal. On croyait voir s'allonger vers la crête du plateau deux immenses couleuvres d'acier. Cela traversa la bataille comme un prodige. Il semblait que cette masse était devenue monstre. Chaque escadron se gonflait comme un anneau du polype. Pêle-mêle de casques, de cris, de sabres... Là-dessus les cuirasses comme les écailles sur l'hydre. » Soudain la cavalerie débouche sur le plateau : « Et ce fut comme l'entrée d'un tremblement de terre. Les chevaux tombaient gigantesques au milieu de ces quatre murs vivans... La figure de ce combat était monstrueuse. Ces carrés n'étaient plus des bataillons, c'étaient des cratères. Ces cuirassiers n'étaient plus une cavalerie, c'était une tempête. Chaque carré était un volcan attaqué par un nuage. La lave combattait la foudre. » Si l'âme du poète est un cristal sonore, son œil est un verre grossissant. Il n'y a là que des hommes, des bras et des cœurs, et la volonté de vaincre. Et pourtant, pour extérioriser cette vision de mêlée ardente qui s'impose à lui, Hugo est contraint de faire appel aux forces naturelles déchainées en un paroxysme de brutalité. Épopée! disait-on avant la guerre. Mais aujourd'hui, c'est de l'épopée vécue. Chaque assaut donné par nos soldats y ajoute un chant, et le verbe du poète tendu à l'extrême n'exprime plus seulement de dramatiques hyperboles, mais se trouve à la hauteur de nos quotidiennes réalités.

L'imagination de Victor Hugo va plus loin encore, si le voyant qui était en lui a matérialisé un jour, de façon merveilleuse, la scène apocalyptique suggérée à bien des âmes par la monstruosité de la barbarie allemande. Un tel élargissement du champ de la douleur humaine, tant de sang versé et tant de larmes, et le jardin des supplices enrichi de si sombres fleurs! Agonie des vieillards martyrisés avant le coup mortel! Râles des blessés gisans et frappés à coups de crosses! Sanglots des mères devant

les cadavres mutilés de leurs enfans! La justice humaine est impuissante à châtier de tels crimes. C'est vers le ciel, pensons-nous, que doit monter la plainte des martyrs, et nous imaginons les âmes tragiques se pressant au tribunal du Dieu tout-puissant, et requérant vengeance. Ce rêve hallucinatoire, Victor Hugo l'a rêvé; ce tableau, il l'a conçu et brossé avec une admirable largeur dans *La Vision du Dante*. Sept anges tenant sept trompettes sont debout dans une clarté blême et crépusculaire, au seuil de l'infini. Un archange ailé tenant dans ses mains les morceaux d'un glaive et portant écrit sur sa tête le mot : Justice, apparaît. Il crie : « Trépassés, trépassés, levez-vous, accourez! Sortez des nuits, sortez des tombes!

Car Dieu veut que les morts lui parlent des vivans.

Alors, sortant de leurs fosses, monte vers les nuées une armée de spectres. Ce sont des corps sans tête, des femmes montrant leurs seins déchirés, des enfans morts tenant encore leurs jouets, des vieillards tirant avec leurs doigts des balles de leurs os, touchant leurs yeux crevés, soutenant de leurs mains leurs entrailles. Et tous, les mères, les veuves, les vieillards, mais les enfans surtout, en une rumeur grossissante d'orage, clament : « Seigneur! Seigneur! Justice pour la terre! O Dieu bon, punissez! » — « Quels sont vos meurtriers? dit l'Ange. — Les soldats. » Et voici la horde des soldats. Des nuées les accueillent : « Malheur aux assassins! » — « Répondez, dit l'Ange. — Ce n'est pas nous : ce sont nos capitaines. Nous étions le glaive; ils étaient la main. » Et les capitaines accusent les juges : « Nous étions le bras; ils étaient la pensée. » Et les juges accusent les Rois. Et les Rois surgissent de l'abîme, et le dernier d'entre eux

Était à chaque marche encombré de squelettes
Et de cadavres froids aux bouches violettes...
Il posait les deux mains sur sa face morose
Comme pour empêcher qu'on y vit quelque chose.
Quand parfois il ôtait ses mains en se baissant,
On lisait sur son front ces trois mots : Je le jure...

« Je jure, disait le Kaiser, que je n'ai pas voulu cette guerre... » Il y a toujours eu du prophète chez les poètes de génie.

Hugo ne semble-t-il pas encore dans la *Légende des siècles*

avoir préfiguré par la représentation simplifiée qu'il se fait de l'humanité à travers les âges l'image synthétisée du monde à l'heure présente? A mesure que s'éclaire la conscience des peuples et que la guerre s'annexe de nouveaux théâtres, nous assistons de plus en plus à un duel gigantesque entre la Force et le Droit, entre la Civilisation et la Barbarie. Le spectacle se précise de toutes les forces libératrices dressées contre les forces de destruction, d'une coalition de races groupées autour d'un drapeau et d'une idée que d'autres races veulent abattre et détruire. Or l'unité de la *Légende* repose sur une antithèse essentielle entre les bons et les méchants, les victimes et les bourreaux. Ce sont d'un côté les héros bienfaisans et les soldats de la justice éternelle, de l'autre les fauteurs d'injustices et les destructeurs de vies innocentes. Les premiers sont le sel de la terre; les seconds en sont les fléaux. Les héros, ce sont Roland, vainqueur des infans et de leur bande, sauveur du roitelet chétif que guettait le cloître obscur ou le ravin profond, le Cid, les grands vieillards, Eviradnus, le chevalier d'Alsace, Welf, Fabrice, le comte Félibien, Jean Chouan, qui se sacrifie pour sauver Jeanne-Madeleine, et le père de Hugo lui-même. Et il y a aussi, pour nous émouvoir davantage par l'analogie tragique des réalités récentes, le chœur des enfans héros, parfois des enfans martyrs, l'enfant grec qui, assis sur les ruines de Chio, sa patrie, a désappris le sourire; Aymerillot, le petit compagnon vêtu de serge et qui prit Narbonne que nul preux ne voulait prendre; l'enfant anonyme qui sur la barricade, esclave de sa parole, était prêt à mourir comme mourut Gavroche; et ce téméraire et charmant Jacques, lord d'Angus, seize ans, blond et vermeil, vêtu de lin et de soie, plume au front, qui marche si gaiement et si crânement à sa première bataille.

O jeunes gens déjà risqués, à peine éclos!

Angus, frère d'Euryale et de Pallas, fauché comme eux dans sa fleur, frère aussi, du droit de la poésie, de tant de jeunes officiers qui, en août 1914, mettaient leurs gants blancs et leurs plumets de saint-cyriens pour courir à la mort... En face d'eux il y a les rois bourreaux, les goujats couronnés, les tueurs de femmes et d'enfans. C'est en pensant à eux qu'Émile Montégut écrivait (1) : « Comme Hugo sait faire luire à nos yeux l'incendie

1. Émile Montégut, *op. cit.*

des villes!... Pour peindre les tyrans, il a tiré des charniers de l'histoire tout ce qu'ils contenaient de charognes infectes, de chaînes rouillées, de suppliciés en putréfaction. » Les Ratbert, les Othon, les Pancho, les Gesufal, les Ascagne ont avili la guerre, en ont ravalé la tragique grandeur. Où ils ont passé les maisons brûlent, d'âcres tourbillons se tordent sous les nuées et d'horribles râles sortent des fournaies. Ascagne, fils de Jayme, a pris d'assaut Abraz qui lui refusait le passage. Ses soldats ont enfreint les lois de guerre aragonaises: des enfans ont été jetés vivans dans les flammes, et, après trois jours de pillage, le chef a ramené ses gens dans la montagne. Ratbert, fils de Rodolphe et roi d'Arles, après avoir tenu un conseil à Ancône sur le droit qu'il a de conquérir le fief de Final, surprend la citadelle sans défense. La garnison est massacrée. Les tours flambent comme des torches. Et voici que passe une civière que recouvre un linceul: deux pieds d'enfant sortent du brancard. Le drap soulevé, un cadavre apparaît, celui d'Isora, une enfant de cinq ans, étranglée, crispée, livide. Et tandis que Fabrice son aïeul se roule en sanglotant sur la petite morte, le porteglaive tranche d'un seul coup la tête vénérable.

De poème en poème, les atrocités s'aggravent; l'iniquité des rois fait reculer « la limite effroyable des crimes. » Dans la pièce, *Le Jour des Rois*, quatre grandes villes en Bigorre, en Aragon et en Catalogne brûlent à la fois, et les quatre embrasemens se confondent en un gigantesque foyer. Flamme au Nord: c'est Vich incendiée. Au Midi, c'est Gérone. A l'Orient, c'est Lumbier. A l'Occident, c'est Téruel. Don Pancho, roi d'Oloron; Gil, roi de Luz; Ariscat, roi d'Aguas; Gesufal, roi du Mont-Jaxa, sont les incendiaires. Ils fêtent leur jour, le jour des Rois. Ils n'ont même pas épargné le couvent des Filles de la Croix; des souldards ivres en ont brisé les portes et

Tout s'est évanoui dans un rire féroce.

Et tandis que fuient les manans éperdus, mêlés aux troupeaux de moutons et de bœufs, s'écrasant, cohue sans défense, entre les parapets d'un vieux pont de granit, les soldats arrachent aux mères leurs petits et les jettent morts ou vivans dans l'Èbre... Bouleversés que nous sommes au plus profond de notre être par la sauvagerie de la guerre allemande, l'âme accablée par le souvenir, par le spectacle des crimes de nos

ennemis, lorsque nous relisons ces pages de sang et de boue où l'art de Victor Hugo atteint à des effets d'une si rare intensité visuelle, pouvons-nous n'être pas saisis de constater un tel accord entre la vérité et la fiction ? Cette sombre poésie est de l'histoire, histoire d'hier, toute chaude et palpitante encore de larmes et de frissons humains, et la guerre d'aujourd'hui est comme une page suprême, plus émouvante d'être réelle, de la *Légende des siècles*.

Après les grandes secousses de l'histoire, la conscience collective d'une époque requiert un interprète de ses émois et de ses gloires. Sans nul doute une poésie se dégagera, — dans dix ans ? dans quinze ans ? — de l'immense bouleversement qui aura transformé la face du monde. Le poète qui chantera la victoire de la civilisation sur la barbarie, je l'imagine rêvant devant les infinis, et tantôt levant les yeux vers le flamboiement stellaire, tantôt les ramenant vers les lointains de l'ombre. Les images se déposent en lui, les sensations s'élaborent, germe et gestation des tableaux futurs. Son âme sans mesure s'ouvre à tous les sentimens humains et devient un monde. Tour à tour élégiaque, épique, satiriste, il aura des larmes pour les victimes, des hymnes pour les vainqueurs, des imprécations pour les bourreaux. Et comme la France sortira grandie de l'épreuve, il aura surtout des paroles françaises qui nous remueront jusqu'aux entrailles. Son verbe inépuisable se coulera dans toutes les strophes, s'assujettira tous les rythmes. Les mots, tous les mots, seront à sa voix comme un troupeau discipliné. Ceux-ci moduleront la mélancolie des plaintes ; ceux-là clameront des fanfares triomphales... Autant dire que, si la poésie née de la guerre vivra de thèmes renouvelés, elle sera nécessairement dans le sens de la poésie de Victor Hugo. Et ainsi c'est bien lui, « toujours lui, lui partout, » qui est au seuil de la littérature moderne, plus vivant que jamais après trente ans écoulés, plus Français, plus nôtre, et semblable à l'un de ces Mages qu'il a si magnifiquement chantés dans *les Contemplations*, et parmi lesquels, « lorsqu'une forme du mal se lève, »

Dieu choisit quelque grand athlète
De la stature du fléau.

LÉON CURY.

OÙ EN SONT LES DEUX BLOCUS?

Voici quatre mois qu'Alliés et Austro-Allemands ont resserré leurs deux blocus simultanés. Ces opérations qui visent le même but par des moyens fort différents ont-elles déjà donné des résultats, et que peut-on décidément en attendre? Ce sont là les questions auxquelles nous allons essayer de répondre.

Un mot d'abord des moyens d'action employés de part et d'autre. Chez nos adversaires, c'est surtout, on le proclame assez, sur les sous-marins que l'on compte. Les tentatives faites en faveur de la guerre de course n'ont certainement pas été infructueuses : le *Mowee* et le *See adler* ont capturé dans l'océan Atlantique Sud un assez bon nombre de voiliers et de « cargos. » Mais, pour aboutir à des fins pratiques, — ce qui n'est peut-être pas aussi impossible qu'on l'enseigne dans les écoles, — cette méthode de guerre voulait de bien autres moyens d'action que ces deux bateaux maquillés, et aussi un théâtre plus important, le soutien de quelques puissans « croiseurs de combat. » L'appui d'une base sûre, bien outillée, bien pourvue.

En fait, il semble que le *See adler* ait été détruit. Du moins n'en parle-t-on plus. Quant au *Mowee*, on n'entend pas dire qu'il ait de nouveau quitté Hambourg ou Brème pour aller écumer les eaux de la zone torride.

Ne parlons donc que des sous-marins. Et n'en parlons que brièvement puisque aussi bien j'en ai déjà entretenu les lecteurs de cette *Revue* au moment où il était aisé de prévoir le redoublement de rigueur des procédés par lesquels nos ennemis comptent nous obliger à demander merci (1).

L'Amirauté allemande a-t-elle effectivement mis en service

(1) Voyez la *Revue* du 13 janvier 1917 : la Guerre sous-marine de 1917.

les très grands submersibles dont je parlais à cette époque? On l'a nié. Voici qu'il est de nouveau question de ces bâtimens, dont le tonnage peut varier entre 2 500 et 3 000 tonnes. Cela ne saurait surprendre quand on réfléchit que l'entrée en lice des États-Unis étend singulièrement le champ des opérations maritimes, et en même temps prive nos adversaires des bénéfices de certaines complaisances particulièrement favorables à leurs sous-marins. N'apprenons-nous pas, à l'heure où j'écris, qu'une compagnie de navigation américaine desservant les Antilles et l'Amérique du Sud, se faisait un devoir de desservir aussi les submersibles allemands en croisière dans ces parages? On y a mis bon ordre. Mais n'est-il pas curieux de constater qu'il faut qu'un neutre, — et même un neutre plutôt hostile, déjà, à l'Allemagne, — prenne décidément parti en faveur de l'Entente pour être en mesure de supprimer complètement de tels trafics? Que l'on s'étonne, après cela, des secours que trouvent chez certains Espagnols, par exemple, les sous-marins de la Méditerranée occidentale et du golfe de Biscaye!

Tant y a qu'il paraît acquis que le rayon d'action, — et donc le tonnage, — des navires de plongée allemands augmente toujours. C'est ce que déclarait, le 9 mai, au Reichstag, l'amiral von Capelle, élève et successeur de l'amiral von Tirpitz.

Le nombre de ces bâtimens augmente aussi en dépit de pertes croissantes que le ministre allemand reconnaît avec une assez méritoire sincérité. Et, en définitive, Allemands et Anglais, — toujours véridiques, ceux-ci, — se trouvent d'accord sur les grandes lignes d'une situation que l'on peut définir de la manière suivante :

Pour les sous-marins, la construction reste en avance sur la destruction;

Pour les navires de commerce anglais, c'est la destruction qui l'emporte.

Nous verrons tout à l'heure quelles conclusions il convient de tirer de ces deux faits. Revenons à l'examen des moyens d'action de l'ennemi, ou plutôt voyons, maintenant, quelles sont les méthodes d'emploi de ces moyens.

On se rappelle que la déclaration de la Wilhelmstrasse, en date du 31 janvier 1917, aggravait singulièrement les dispositions édictées par le gouvernement impérial en février 1915. La *zone interdite*, jusque là réduite à peu près aux eaux terri-

toriales anglaises, s'étendait désormais à toutes les mers européennes, sauf à la Baltique, à la Méditerranée orientale et à la partie de l'Atlantique qui s'élève le long des fjords de Norvège. Encore, un peu plus tard, et pour bien bloquer la Russie, les Allemands faisaient-ils rentrer dans la zone interdite les eaux de cet Océan qui tangentent la calotte glaciaire de la région arctique.

Tout au plus, pour donner un semblant de satisfaction aux intérêts, disons mieux aux besoins pressans de certains neutres, d'étroits couloirs étaient-ils ménagés dans la zone dangereuse, sans que l'on se préoccupât d'ailleurs le moins du monde de l'impossibilité matérielle où se trouveraient les « cargos » à vapeur de rester dans ces limites, dès qu'il y aurait un peu de brume et les voiliers de ne les point franchir pour louvoyer, si le vent se faisait contraire.

Quant aux pénalités prévues, — et appliquées, — à l'égard des contrevenans, c'est fort simple : toujours le torpillage ou la canonnade sans avis préalable ; toujours les canots abandonnés en plein Océan, fusillés quelquefois ; toujours la destruction, la mort...

Et tout cela sans distinction de nationalité, de destination, de type, de chargement : belligérans ou neutres, paquebots à passagers ou transports-hôpitaux, « cargos » à marchandises ou simples pêcheurs.

Jamais on ne fit régner sur les eaux pareille terreur !...

Reconnaissons-le, la recherche systématique et passionnée de l'intimidation, qui marque d'un trait si net les procédés de guerre actuels de l'Allemagne, semble, cette fois, avoir abouti à un résultat, du moins chez les neutres. Les « rouliers de la mer, » norvégiens, hollandais, danois ne naviguent pour ainsi dire plus, tant leurs pertes, en quelques semaines, leur ont paru exorbitantes et hors de proportion avec des bénéfices qui, pourtant, atteignaient des taux extraordinaires.

Or les Alliés, pris dans l'ensemble, les Anglais en tout cas, avaient besoin du tonnage fourni par ces marines du Nord pour donner à leur mouvement commercial l'aisance et l'élasticité indispensables dans les circonstances critiques de l'état de guerre. On peut dire, — pour ne parler que de ce qui s'est passé et se passe encore chez nous, — que c'est à l'arrêt de la navigation des « cargos » norvégiens qu'est due en grande

partie la crise charbonnière qui sembla, un moment, tarir les sources mêmes de notre vie économique.

Quoi qu'il en soit, nous sommes bien, n'est-ce pas ? en présence d'un moyen d'action nouveau, et l'on voit à plein le développement logique du système de guerre de l'Allemagne. Elle ne vise d'abord que la destruction des navires de commerce des belligérans, ce qui était, du reste, déjà contraire aux prescriptions nettes du droit maritime international. Constatant ensuite que les neutres jouaient un grand rôle dans le ravitaillement des Alliés, elle déclare qu'elle détruira, — avec avertissement préalable, — leurs paquebots, si elle les découvre dans une zone voisine du littoral britannique. Mais bientôt il lui apparaît que cela ne suffit pas. Les gains réalisés par nos « rouliers » sont un appât si puissant qu'ils naviguent toujours, construisant à force pour réparer leurs pertes. Et d'autre part, ces neutres se montrent si timides ; ils courbent si aisément le dos sous les coups, protestant à peine et *pro forma* contre la violence, que l'on peut tout oser... On proclame donc, le 31 janvier 1917, cette abominable loi martiale de la mer où il n'y a même plus le roulement de tambour d'avertissement : on étend largement la zone interdite et dans cette zone interdite on détruira tout, aveuglément. Le simple soupçon d'aller en Angleterre ou d'en revenir vaut un arrêt de mort.

Quelques semaines après, au Reichstag, l'amiral von Capelle peut affirmer sans manquer à la vraisemblance que la guerre sous-marine donne des résultats inespérés, tandis qu'à Londres les ministres anglais, avec cette belle et ferme sincérité qui leur fait moins d'honneur encore qu'à la nation à laquelle ils s'adressent, déclarent que la situation est grave et d'une gravité qui s'accroît.

Pourtant, si les dirigeants de Berlin ont le droit de se montrer satisfaits du succès qu'ils doivent avant tout à leur absolu défaut de scrupules, leur satisfaction n'est pas entière. Ces neutres terrorisés qui, à ce coup, ne veulent plus naviguer du tout, ces neutres, s'ils ravitaillaient l'Angleterre, alimentaient aussi l'Allemagne, malgré toutes les précautions prises par les Alliés pour que les importations hollandaises et scandinaves ne fussent pas suivies de clandestines exportations chez l'ennemi. Il semble donc que l'on ait quelque peu dépassé le but, ce qui arrive presque toujours à qui ne connaît d'autres

voies que celles de la violence. Mais comme on prétend savoir coudre la peau du renard à celle du tigre, comme on est, au demeurant, pressé par le besoin, que déjà souffle dans les masses populaires le vent de la révolte, on entreprend de négocier avec les neutres — et qui sait? peut-être même, sous leur couvert, avec les belligérans, si paradoxal que cela paraisse... On essaie de persuader ces neutres de reprendre la mer, pourvu que ce soit dans l'intérêt de l'Allemagne et l'on se montre prêt à de surprenantes tolérances. On fermera les yeux, par exemple, sur l'expédition des produits agricoles du Danemark en Grande-Bretagne, si le petit royaume consent à livrer largement son bétail sur pied ou ses viandes abattues; et quelles concessions ne fera-t-on pas à la Norvège, si elle veut bien envoyer ses pyrites, dont on est pressé de tirer l'acide sulfurique indispensable aux fabrications de guerre!

Les anciens fournisseurs bénévoles de l'Allemagne, devenus aujourd'hui récalcitrans, se sont-ils laissé convaincre? Il n'est pas toujours aisé de le savoir. Il semble que oui, cependant; mais ce qui est certain, c'est que, soit par des malentendus que l'on peut mettre à la charge des commandans de sous-marins insuffisamment renseignés, soit que les limites imposées aux tolérances aient été dépassées systématiquement par les transporteurs, les torpillages ont recommencé de plus belle contre les « cargos » scandinaves. Il y a quelques jours — j'écris au milieu de mai — on annonçait que 14 navires danois avaient été coulés dans une seule semaine et que les Norvégiens renouçaient décidément à faire sortir le peu qu'il leur reste de bateaux d'autant mieux que les matériaux nécessaires à la construction ne leur arrivent plus ou que, si l'on peut s'en procurer encore, c'est à des prix exorbitans.

Ainsi, en résumé, le blocus allemand par les sous-marins se montre incontestablement efficace, doublement efficace même, d'abord parce que les destructions de navires alliés dépassent les récupérations, ensuite parce que les neutres s'abstiennent de naviguer. Il est donc clair que si les choses ne changeaient pas ou si notre blocus contre l'Allemagne n'était pas plus efficace encore et *plus rapidement efficace*, nous serions acculés dans quelques mois à la nécessité de conclure la paix boiteuse qu'il nous faut éviter à tout prix, tout homme clairvoyant le reconnaît.

Conséquences : il faut venir à bout le plus tôt possible des sous-marins et il faut resserrer étroitement le blocus de l'Allemagne.

Réserçons le premier point, qui nous occupera un peu plus tard, et considérons le second, le blocus que les Alliés font subir à l'Allemagne.

Pour les origines et les modalités premières de ce « blocus à distance, » auquel l'adversaire et les neutres ont toujours reproché de n'être pas « effectif » et par conséquent de n'ouvrir point en faveur du bloqueur le précieux *droit de suite* dont nous avons fait usage dès 1915, je prends la liberté de renvoyer le lecteur à mon étude du 15 février 1916 : *Le nouveau blocus*, où je montrais les inconvénients et, en tout cas, l'insuffisance du système adopté par les Alliés, l'Angleterre en tête. En vérité, il n'était pas besoin d'être prophète pour faire, dès cette époque, sur l'efficacité du blocus de l'Allemagne « au travers des neutres, » les réserves dont on a découvert la justesse, il y a trois mois à peine. Il n'y avait qu'à réfléchir sur la puissance des intérêts particuliers et de l'appât du gain, qui rend si ingénieux les esprits les plus médiocres ; il n'y avait qu'à observer les faits et constater la crainte qu'inspirait l'Allemagne aux malheureux petits peuples limitrophes dont la neutralité la couvre et que, depuis longtemps, dans ses vastes et profonds desseins, elle considérait à la fois comme ses ravitailleurs naturels et comme les indispensables boucliers de son front septentrional, si vulnérable... N'avait-on pas, d'ailleurs, l'exemple du blocus continental et pensait-on pouvoir mieux faire que Napoléon, qui s'était vu mettre constamment en échec par les hommes de négoce, les courtiers, les entrepositaires, servis par de hardis contrebandiers ?

Mais, s'il était imprudent de s'en fier pour un objet si grave à de simples visites de cargaisons que l'on relâchait presque toujours, — au grand dépit, reconnaissons-le, de l'Amirauté anglaise (1), — ou à des « contingentemens » calculés avec une

1. Rapport du chef de l'Amirauté anglaise en 1916, cité par M. Tardieu : « Si l'Allemagne a finalement la liberté de recevoir les grands approvisionnements de céréales et d'autres matières qui, en pratique, passent toutes entre nos mains avant de gagner ce pays (en empruntant les territoires neutres), il semble évident que le blocus ne produit pas les résultats que l'on pourrait attendre du nombre des navires arrêtés et que nous n'usons pas à fond de l'arme qui abrégèrait la durée des hostilités. »

rare complaisance et d'ailleurs presque toujours inobservés (1), enfin, comme je l'écrivais, il y a seize mois, à des tractations compliquées avec des « trusts » de grands négocians plus ou moins sincères, en tout cas dépourvus d'autorité et de moyens de coercition, comment pouvait-on laisser se produire des faits comme ceux que M. le député André Tardieu citait, le 30 mars dernier, à la tribune de la Chambre et qui prouvent jusqu'à l'évidence que ce sont les Alliés eux-mêmes, — « nos alliés surtout, » dit M. Tardieu, — qui ont, pour une certaine part, en 1915 et 1916, nourri, sous le couvert de la Hollande, le peuple allemand et ses armées?

Passons sur des chiffres surprenans, cités à ce sujet par le distingué orateur que le gouvernement vient de charger d'une très importante mission aux États-Unis. Aussi bien, M. Denys Cochin, l'éminent sous-secrétaire d'État chargé du blocus, a-t-il, tout en reconnaissant l'exactitude générale des révélations de M. Tardieu, remis « au point » quelques assertions de détail et montré à la Chambre, — ce qu'elle savait déjà, du reste, — que le blocus que nous faisons subir à nos ennemis, s'il est incomplet, insuffisant, ne laisse pas d'avoir quelque efficacité.

De ces intéressans débats et de ceux que la même question a provoqués en Angleterre, il résulte que les Alliés vont s'efforcer cet an-ci, — trop tard malheureusement pour empêcher que les empires du Centre puissent faire « la soudure! » — de resserrer étroitement les mailles du blocus « au travers des neutres du Nord » et particulièrement des neutres limitrophes de l'Allemagne.

Mais par quels moyens? Par des moyens nouveaux, décisifs? Par les opérations d'ailleurs très variées et dont quelques-unes sont délicates, du *blocus effectif*? Ou encore en mettant les neutres dont il s'agit en demeure de choisir entre les deux partis, puisque enfin il devient de plus en plus évident que leur neutralité est, par la force des choses, par le fait même de leur situation géographique et de leur faiblesse militaire, purement fictive et nécessairement favorable à l'Allemagne?

Non, nous n'en sommes pas encore là. Nous y viendrons peut-être, mais pas avant que de nouvelles épreuves n'aient

(1) Notons encore avec M. Tardieu que, pour la Suisse, il y a 217 articles contingentés tandis que, pour la Hollande, il n'y en a que 27, et, pour le Danemark, 12.

modifié profondément des mentalités dont le trait caractéristique (en soi, fort honorable) est le respect, poussé jusqu'au dernier scrupule, de la liberté, des droits des petites nations... « des petits pays indépendans, » dit-on officiellement, sans s'apercevoir, ou plutôt sans vouloir dire qu'en fait, ces petits pays ne sont plus indépendans, mais vassaux de l'Allemagne.

Eh bien ! donc, encore un coup, que veut-on faire ?

D'abord, étendre et perfectionner le système des consignations et des contingens (1), en ce qui touche les neutres du Nord (c'est déjà fait et bien fait, semble-t-il, en ce qui concerne la Suisse). Ensuite, *recourir à la politique d'achats*, c'est-à-dire, « sans violenter les neutres, » leur demander de nous donner la préférence sur les Allemands quand il s'agit pour eux de vendre et d'exporter les produits de leur propre sol.

Rien à dire sur le premier point, sinon que la fixation des chiffres du contingentement en Hollande et en Danemark sera toujours très difficile, si l'on veut que cette opération soit réellement favorable aux intérêts généraux de l'Entente. Je veux bien que les négocians *alliés* dont je parlais tout à l'heure consentent enfin à ne pas exporter chez les limitrophes de l'Allemagne des stocks de denrées et de matières qu'ils savent bien qu'on fait passer à nos ennemis. Il suffit d'ailleurs que les gouvernemens cessent de fermer les yeux sur ces extraordinaires pratiques. Mais conçoit-on les Hollandais et les Danois eux-mêmes se piquant à l'envi de ne demander que ce qui leur est strictement nécessaire et s'interdisant ainsi des bénéfices considérables, si considérables que leur conscience les absout sans peine d'entretenir la guerre et de favoriser l'iniquité ? Il ne faut pas trop demander aux hommes !

M'objectera-t-on qu'on ne s'en fie pas seulement aux déclarations qu'ils peuvent faire de leurs besoins et que l'on se sert contre eux de leurs propres statistiques d'importations avant la guerre ? Hé ! que de raisons, que d'argumens victorieux ne produiront-ils pas contre une méthode si rigoureuse ! J'en ai cité des exemples, le 15 février 1916, et les preuves abondent.

1) « Avant de donner une autorisation de sortie pour une marchandise à destination d'un neutre limitrophe de l'Allemagne, nous exigeons que cette marchandise soit consignée à une société de surveillance et qu'elle soit contenue comme quantité, dans les limites d'un contingent calculé sur le montant nécessaire à la consommation intérieure de chaque pays... » (Discours de M. Denys Cochin.)

Pourrions-nous, d'ailleurs, les pousser dans leurs derniers retranchemens sans les *violenter*, ce qui est contraire à nos principes? Enfin ne sait-on pas qu'à une statistique donnée on en peut toujours opposer une autre et qu'on fait dire aux chiffres tout ce que l'on veut?...

Mais passons sur le contingentement. Après tout, ce système a donné déjà quelques résultats, comme l'a montré M. le sous-secrétaire d'État, et on en peut tirer de plus marqués encore, si l'on s'attache à vaincre, par une fermeté inflexible, les difficultés dont je viens de parler.

La « politique d'achats, » fort intéressante, certes, et ingénieux moyen d'action, se heurte à des obstacles différens mais qu'il n'est point, non plus, aisé de surmonter.

C'est très bien, sans doute, d'avoir, en achetant 400 000 tonnes de pyrites en Norvège, privé l'Allemagne de produits chimiques qui sont indispensables à ses industries de guerre et fort utiles à son agriculture. Et il n'est pas sans intérêt d'observer que, pour « persuader » les Norvégiens de se prêter à nos desseins, il a fallu les menacer de leur « couper le charbon et le cuivre, » ce qui semble prouver justement l'efficacité de l'attitude énergique (1); mais que d'autres moyens à la disposition de l'Allemagne pour tirer des neutres les matières dont elle manque totalement ou celles qui lui permettent de réserver exclusivement pour les industries de guerre les substances qu'elle ne produit qu'en insuffisante quantité!

« Si les légumes sont si rares et si chers en Hollande, dit le journal socialiste hollandais *Het volk*, c'est que l'Allemagne affamée, mais pleine d'or, les achète à tout prix et qu'elle a la permission de les accaparer... » Suivent des accusations contre le Cabinet de La Haye qu'il est inutile de reproduire. Posons, en revanche, cette simple question : pourrions-nous, le cas échéant, surenchériser? Pourrions-nous jeter l'or à pleines mains sur le marché hollandais pour détourner de l'Allemagne ces

(1) M. Douys Cochin, en rapportant le fait, ajoute ceci qui est bien significatif comme indication de « mentalité. » Sir Edward Carson a dit, à ce sujet, à la Chambre des Communes : « Prenez garde! Il est évident que nous n'avons pas un blocus complet, mais un blocus partiel; et si nous voulions violenter les neutres, nous nous mettrions en guerre avec eux. » Il s'agit de savoir ce que l'on appelle *violenter*. Je remarque seulement qu'à l'égard de la Norvège justement, l'Allemagne a usé, l'automne dernier, de véritables violences pour faire rapporter l'édit du 13 octobre 1916.

légumes — puisque légumes il y a et que c'est fort important — et en faire bénéficier les Alliés? J'en doute, même en tablant sur les subsides américains. Et puis ce sont denrées périssables, qu'il faut « enlever » et exporter tout de suite, par voyages continus. Oui, mais encore un coup, les sous-marins sont là, aux aguets, sans parler des grands torpilleurs de Zeebrugge...

Voilà donc notre politique d'achats paralysée.



« Soit! vont me dire mes lecteurs. Tout cela est assez juste, encore qu'un peu poussé au noir. Mais tout cela va s'arranger. Les États-Unis (1), bien résolus à en finir avec l'Allemagne, les États-Unis qui connaissent le prix du temps et la valeur des décisions fortes, vont mettre les neutres du Nord en demeure de choisir entre le désagrément de fermer leurs portes du côté de l'Allemagne et le danger de se voir couper les vivres, — le blé en tête, — qui leur vient d'Amérique. L'alternative est cruelle, si cruelle (car que dira, que fera l'Allemagne!...) que, tout de suite, des négociations ont été entreprise par les neutres avec la grande république et qu'avant même que le Congrès ait été saisi officiellement de l'affaire, on en discute les termes avec le gouvernement de Washington.

Que résultera-t-il de tout cela? Les Américains se montreront-ils inflexibles? Iront-ils jusqu'à exiger que ce soient les « cargos » des neutres qui aillent chercher au delà de l'Atlantique — et en grand danger de traverser la zone interdite (2) — les denrées et matières indispensables à leur existence, ce qui compliquera singulièrement la difficulté, mais ce qui, après tout, semble fort logique?

Nous n'en savons rien encore. Certainement M. Wilson et le Congrès feront quelque chose dans ce sens; mais des consi-

(1) Le *New York Times* a publié au milieu de mai des chiffres intéressants au sujet des majorations considérables qu'ont subies, en 1915 et 1916, les importations de vivres, denrées, matières premières provenant d'Amérique dans les pays scandinaves, en Suisse et en Hollande. Je ne puis donner ici le détail de ces chiffres. Bornons-nous à en citer les principaux : en Norvège, les importations des États-Unis passent de 8,3 millions de dollars en 1913 à 66,2 millions en 1916. En Danemark, de 18 millions à 56. En Suède, de 12 millions à 49.

(2) Le tracé de cette zone, dans la mer du Nord, est particulièrement compliqué. En fait, Hollandais, Danois, Suédois et Norvégiens du Sud ne peuvent sortir de cette mer sans passer par un étroit défilé, entre l'îlot d'Utsiré et la côte ferme de Karmø, département de Stavanger. Au point de vue nautique, ce n'est pas toujours possible.

dérations de l'ordre humanitaire n'interviendront-elles pas pour adoucir le sort des petits peuples du Nord, encore que, pour parler franc, l'attitude générale de ceux-ci, leur âpreté au gain, les fâcheuses manifestations de la terreur que leur inspire l'ogre allemand aient quelque peu atténué peut-être, dans l'esprit des belligérans anciens et nouveaux, les sympathies qui vont toujours aux faibles?

Mais ce que je tiens à rappeler ici, parce qu'on l'oublie trop souvent chez les Alliés d'Occident, c'est que, pour être décidément privée des exportations hollandaises et scandinaves, l'Allemagne ne serait cependant pas complètement à bout de ressources, parce qu'elle a pris, en temps utile, ses précautions pour faire produire les territoires qu'elle a conquis par ses propres armes et dont elle s'attribuera les récoltes en même temps que les matières premières extraites du sol. La Courlande, une partie de la Lithuanie, la Pologne, la Belgique, une petite portion de la France du Nord sont dans ce cas; et ce sont des terres fertiles qui, cultivées intensivement, auront, en dépit de tant de circonstances défavorables, un bon rendement.

Quant aux contrées conquises par les forces mises en commun des coalisés du centre, la Valachie, la Serbie, la Macédoine orientale, on en partagera les produits au prorata des besoins constatés et nul doute que l'Empire qui détient l'hégémonie ne se fasse une part avantageuse, sinon celle du lion (1).

Enfin il y a la Turquie, la Turquie d'Asie surtout, où depuis longtemps on signale la mise en jeu d'une foule d'ingénieurs agronomes allemands qu'ont suivis quantité de machines agricoles. Il existe une difficulté, celle des transports. Le gouvernement de Berlin, tout-puissant dans l'Empire ottoman, s'efforce avec quelque succès de vaincre ces obstacles. Il semble que ses camions automobiles passent partout et que la traversée du Taurus par le rail allemand soit désormais un fait acquis.

Toujours est-il qu'il ne faut pas espérer que *la soudure* ne se puisse faire en Allemagne, cette année, et que, pour ne se point trop flatter, *il n'y faut compter qu'avec réserve pour 1918.*

1) Je signale à ce sujet aux lecteurs de la *Revue* l'article très documenté qui a paru, le 21 mai, dans *l'Information* sous la signature de M. André Chéradame « Les profits de guerre de l'Allemagne ». Lire particulièrement le paragraphe relatif à la « capture des vivres » et à la mise en valeur, au profit exclusif des Allemands, des 500 000 kilomètres carrés conquis depuis le début de la guerre.

Aussi ne puis-je m'associer complètement à la certitude qu'exprime, dans la *Nouvelle Revue*, M. le député Victor Boret, dans son étude sur le rôle décisif que pourra jouer le blocus au printemps de 1918 et, bien moins encore, à la conclusion que cet homme politique tire de ses prémisses : « Puisque nous savons *sûrement*, dit-il, que, dans un an environ, c'est-à-dire dans l'été de 1918, la vie ne sera plus possible à nos ennemis qu'à la condition, non de nous offrir, mais de nous demander la paix, il ne faut pas sacrifier nos hommes au système de l'offensive quand même. Il faut, au contraire, nous organiser au front et à l'arrière pour vivre l'année qui nous donnera, par sa seule durée, la victoire certaine. »

Organisons nous, — à l'arrière surtout, où tout est encore à peu près à l'état inorganique, — organisons-nous pour « tenir » largement une année de plus : rien de mieux. Tout le monde y donnera les mains. Mais ne prêchons pas la défensive systématique, sous prétexte que « l'offensive quand même, » — si tant est que l'offensive actuelle ait ce caractère, — ne nous a pas donné *tout de suite* tous les résultats que nous en attendions et qu'elle nous a coûté des pertes dont on a, du reste, singulièrement exagéré le total.

Ceci nous conduit, après avoir vu rapidement ce que l'on voulait faire pour « intensifier » le blocus, à examiner ce qu'il conviendrait effectivement de faire pour donner à cette méthode de guerre sa pleine efficacité.

Ce qu'il conviendrait de faire, c'est, évidemment, comme je le disais plus haut, de venir à bout *le plus tôt possible* des sous-marins. Le plus tôt possible, j'y insiste, puisqu'en définitive le *facteur temps* acquiert ici une importance capitale. Des deux adversaires qui se tiennent à la gorge, celui qui gardera le souffle le plus longtemps finira par terrasser l'autre. Encore faut-il que le premier réussisse promptement à desserrer l'étreinte qui menace de l'étouffer.

Quel regret d'ailleurs pour celui-ci de n'avoir pas su donner plus tôt tout son effort ! M. Tardieu a dit avec raison que, dès 1916, la « soudure » n'eût pu être faite en Allemagne si on avait fait subir à cette dernière, — même « au travers des neutres du Nord, » — le blocus que l'on pouvait lui imposer ; et, d'autre part, il est bien clair que l'on n'a opposé, en 1915 et 1916, que des moyens d'action insuffisants aux opérations des

sous-marins. Faut-il que je rappelle, entre cent autres faits, qu'il résulte de déclarations officielles que c'est en avril 1917, seulement, que le département de la Marine a été, chez nous, mis en mesure d'organiser méthodiquement ce que j'appellerai l'aviation anti-sous-marine? Et l'armement des navires de commerce? Et la multiplication des navires de chasse légers? Et la constitution des convois et des escortes? Et la fixation de certains itinéraires, de certaines routes, de certains ports? Et la mise en pratique d'une foule de précautions destinées à dérouter le soursnois adversaire, à déjouer les espions des ports de partance, à priver les sous-marins des services de leurs ravitailleurs clandestins? Etc., etc...

Supposons que tout cela eût été fait ou entrepris dès la déclaration allemande de février 1915, n'en serions-nous pas plus près du succès?

C'est une question cependant de savoir si, même dans ces conditions, le succès eût été complet, puisque, ne l'oublions pas, nos ennemis réussissent à construire plus de sous-marins que nous ne leur en détruisons; ou, ce qui revient au même, que, réparant numériquement leurs pertes, ils produisent des types plus puissans, plus « endurans, » plus rapides, donc capables de faire plus de besogne dans le même laps de temps, capables aussi d'échapper plus aisément aux poursuites et aux embûches.

En réalité, il semble bien que l'État-major naval de Berlin ait résolu le double problème d'augmenter, en dépit de lourdes pertes, l'effectif de ses navires de plongée et de les perfectionner d'une manière sensible, en utilisant à la fois le bénéfice de l'augmentation du tonnage et les enseignemens de l'expérience (1).

Pouvons-nous espérer raisonnablement qu'en présence de progrès si marqués, ceux que nous faisons, — car nous en faisons, certes! — dans l'application de l'exclusive méthode de

1. Je saisis cette occasion pour mettre en garde mes lecteurs contre l'opinion qui semble se répandre que l'armement des navires marchands est la solution du problème de la lutte contre les sous-marins. Cette mesure, très judicieuse et trop longtemps attendue, n'est cependant qu'un *bon moyen* entre beaucoup d'autres. L'augmentation progressive du tonnage des submersibles va leur permettre de se créer une *carapace* à l'épreuve des obus de l'artillerie légère, et, d'autre part, il sera possible de leur donner un approvisionnement beaucoup plus fort de *torpilles légères* lancées par des tubes spéciaux.

poursuite des sous-marins en cours d'opérations, nous permettent de l'emporter à *bref délai* dans cette lutte acharnée ?

Je ne le pense pas. Et je ne le pense même pas, en toute franchise, depuis que, par l'entrée en ligne des États-Unis, nos moyens d'action, en ce qui touche la méthode que je viens de définir, peuvent être considérés comme fortifiés d'une notable manière. Entendons-nous bien : je ne dis pas que nous ne détruirons pas un plus grand nombre de sous-marins ; je suis même assuré du contraire, et déjà, dans cette seconde quinzaine de mai, le « tableau » semble devoir être sensiblement plus fourni. Je dis seulement qu'il n'est certain, ni que les Allemands n'arriveront pas à balancer ces pertes plus grandes par une production encore plus active ; ni que nos pertes, à nous, seront très sensiblement réduites ; ni que, le fussent-elles, ces pertes pourraient être couvertes par la construction (1) dans un délai assez rapproché ; ni, enfin, que les neutres du Nord se décideront à reprendre la navigation et à fournir ainsi à notre ravitaillement *l'appoint indispensable* du tonnage dont ils disposent encore...

Or je prétends que nous ne pouvons pas rester dans cette incertitude, qui n'est rien moins que celle du *to be or not to be*.

Il faut donc faire autre chose et, à la méthode exclusive de « poursuite des sous-marins en cours d'opérations, » joindre celle qui consiste à *empêcher ces submersibles, soit de sortir de leurs bases, soit d'y rentrer si, par hasard, ils réussissaient à s'évader*.

Ni l'idée ni l'expression ne sont nouvelles pour les lecteurs de ce recueil, puisque c'est dans l'automne de 1914 que j'ai formulé pour la première fois, à ce sujet, des propositions bien souvent renouvelées depuis. Avec les réserves indispensables, — réserves qui m'empêchent malheureusement de fournir à cette élite quelques-uns de mes meilleurs argumens, — j'ai exposé (2) les points fondamentaux de la méthode de guerre navale qui satisferait d'une manière complète aux conditions du problème. Je n'y insiste donc pas. Je me borne à rappeler que l'Amirauté britannique semble avoir accepté, il y a quelques mois, mais avec une sorte de timidité, le principe essentiel du système,

(1) Voyez la *Revue* du 4^{er} mars 1917 : « La guerre de côtes et les deux blocus. »

(2) *Revue* du 1^{er} mars 1917, déjà citée.

lorsqu'elle a organisé à grands frais et avec une louable persévérance l'immense barrage de filets et de mines qui, partant de la côte Sud du Jutland danois et pointant vers Flamborough (comté d'York), oblique brusquement à l'Est-Sud-Est pour rejoindre les eaux hollandaises de la Frise.

Ce barrage « à distance » et qui rappelle un peu malencontreusement le « blocus à distance » dont nous avons constaté l'insuffisance, n'a pas donné les résultats que l'on s'en promettait. Il y parut assez lorsque, dans les dernières semaines d'avril, le nombre des navires anglais de plus de 1 600 tonnes détruits par les sous-marins, passa de 17 à 18 en moyenne, *par semaine*, à 38 et 44. L'Amirauté avait pourtant, déjà, essayé d'augmenter l'efficacité du dispositif en rapprochant autant qu'il était possible, sans violer la neutralité des eaux territoriales, les extrémités du barrage des côtes du Jutland et de la Hollande (1).

Mais il est évident, d'une part, que la garde d'une barrière de plusieurs centaines de milles marins, — garde indispensable, cependant, — est fort difficile à organiser, de l'autre, que le barrage ainsi compris et disposé n'empêche pas, par exemple, les submersibles de Wilhelm's haven ou ceux d'Helgoland de rentrer dans l'Elbe, de passer, de là, dans la Baltique, *grâce au canal maritime*, et de déboucher dans la mer du Nord par les détroits danois et le Skager Rack.

A-t-on pris, sur ce dernier point, les mesures absolument nécessaires? Nous l'ignorons et devons l'ignorer. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on ne peut considérer *a priori* comme définitivement efficace que l'occlusion de chacun des estuaires allemands de la mer du Nord, pris isolément, opération qui dépend du système général de la *guerre de côtes* et doit être poursuivie, avec une parfaite méthode, au moyen des engins spéciaux de cette guerre.

Inutile d'ajouter qu'il faut en même temps, — ou immédiatement après, — soit entrer dans la Baltique pour y procéder de la même façon, soit barrer complètement aux sous-marins ennemis la sortie du Sund et même celles du Grand-Belt et du Petit-Belt, par où ils pourraient se glisser dans le Cattégat,

1) Le 18 mai, un grand torpilleur allemand qui, avec quelques autres, *accompagnait un sous-marin*, a sauté sur une mine en vue de l'île hollandaise de Sliermönkoog. Un croiseur auxiliaire qui, sortant de l'estuaire de l'Ems, accourait au secours a eu le même sort. Il est probable que ces bâtiments se sont heurtés à l'extrémité du barrage.

en dépit des mines danoises de ces deux derniers détroits.

N'oublions d'ailleurs pas que les Allemands ont, il y a un an déjà, barré le débouché du Sund dans la Baltique pour empêcher les submersibles anglais d'y rentrer...

Mais, je le répète, ce sujet a déjà été suffisamment traité. Il n'en est pas de même, je crois, des réflexions que suggère nécessairement aux esprits attentifs et clairvoyans la constatation des mesures si énergiques et si judicieuses, — et parfaitement illégales, — au moyen desquelles les Allemands comptent parer au capital danger que leur ferait courir un blocus vraiment hermétique. Ces mesures sont telles qu'un ministre pouvait, il y a quelques semaines, affirmer au Reichstag que tout serait sauvé, si l'on franchissait le cap redoutable des mois de juillet et d'août 1917, « car, disait-il, notre ravitaillement sera mieux assuré en 1918 que cette année-ci. »

Que faut-il donc faire, de notre côté ? Rester partout sur la défensive et permettre à l'Allemagne de « tenir » encore au moins dix-huit mois, grâce aux ressources supplémentaires que lui fourniront les pays qu'elle occupe et ceux dont des alliés soumis tolèrent, bon gré mal gré, la mise en coupe réglée ?

Manifestement non ! et pour cent raisons que l'on me dispensera d'énumérer. Il est, au contraire, absolument indispensable de faire sur tous les fronts, — y compris le front Nord, — les efforts les plus vigoureux pour disputer aux empires du Centre la libre disposition de ces territoires sur lesquels semblent compter, comme ressource suprême, les profonds stratèges du grand état-major. Bien mieux, c'est précisément sur les fronts Est et Sud qu'il conviendrait, en bonne logique, d'agir avec le plus de vigueur et de gagner le plus de terrain.

Hé ! dira-t-on, comment faire, avec la révolution russe, d'un côté, la Grèce de l'autre, sans parler de l'« infranchissable » coupure des Dardanelles et de l'obstacle, au moins moral, que nous oppose la neutralité danoise ?

Aucune de ces difficultés n'est insurmontable, et je me propose, — dans la mesure où cela me sera possible, — d'indiquer à larges touches, dans une prochaine étude, les solutions qui me paraissent satisfaisantes du plus grave problème que cette guerre extraordinaire ait encore posé à notre constance.

Contre-Amiral DEGOUY.

AUGUSTIN FILON⁽¹⁾

Il y a six ans, vers la fin de l'hiver. Dans une salle qu'on avait laissée demi-obscur, à la Société des conférences. Sur l'estrade parut un vieillard presque aveugle, et qu'il fallait amener pas à pas; un vieillard mince, discret, de manières douces, à la figure fine et pâle. Des lunettes noires lui cachaient les yeux et une visière d'étoffe noire lui voilait le front. Il parla; et sa toute petite voix, nette, élégante, vive, dompta le silence: on l'entendit comme une confidence, et pathétique. L'ancien précepteur du Prince impérial, Augustin Filon, parlait de son élève et, comme il disait, de « son Prince, » qui eut inutilement l'âme d'un souverain. Ce ne fut pas une conférence analogue à une autre, un discours: ce fut, en quelque sorte, un souvenir qui s'éveilla, un étrange souvenir, mêlé de jeunesse et de mort; ce fut, à certains momens, une incantation, tant se dessinait, se colorait et s'éclairait la réalité d'autrefois, anéantie, soudain ranimée. Des images passèrent, gaies d'abord, tout embellies d'espérance, puis tragiques, et qui allaient du pavillon de Flore ou du château de Saint-Cloud à Sarrebrück, et à l'exil anglais, et au pays des Zoulous. Cette histoire est bien connue. Augustin Filon ne s'efforçait pas de la renouveler par de saisissantes

(1) *Les mariages de Londres* (Lachaul, 1875); — *Histoire de la littérature anglaise* (1883); — *Nos grands-pères* (1887); — *Amours anglais* (1888); — *Contes du centenaire* (1889); — *Violette Mérian* (1891, Hachette); — *L'élève de Garrick* (1891, Colin); — *Le chemin qui monte* (1893, Hachette); — *Profils anglais* (1893, Calmann-Lévy); — *Mérimée et ses amis* (1894, Hachette); — *Renégat* (1894, Colin); — *Le théâtre anglais* (1896); — *Babel* (1898, Calmann-Lévy); — *De Dumas à Rosland* (1898, Colin); — *Mérimée* (1898, Hachette); — *Sous la tyrannie* (1899, Calmann-Lévy); — *La caricature en Angleterre* (1902); — *Vacances d'artiste* (1907, Hachette); — *Marie Stuart* (1910); — *L'Angleterre d'Edouard VII* (1911, Edition d'art et de littérature); — *Le Prince impérial* (1912, Hachette).

révélations, de la rendre plus poignante par l'effet de son art. L'histoire suffisait. Et, surtout, l'émoi que l'orateur, l'évocatéur plutôt, contenait avec un soin délicat. Bref, à mesure que défilaient tant de promesses, tant de malheurs, les fatalités d'une existence précieuse et sur laquelle de bons Français avaient compté, l'angoisse augmentait. L'aveugle qui faisait voir avait à résister plus difficilement contre l'impatience de son cœur, de sa voix, de ses mains. Il arriva au bout de son récit, put dire adieu à son prince, l'ensevelir, le complimenter d'être mort en héros et le plaindre de n'être pas, malgré son vœu, mort pour la France. En 1911, la France n'était pas dans toute la tribulation; mais, à des signes que personne n'aurait dû méconnaître, elle devinait confusément les lendemains. Elle songeait avec inquiétude au cours que les événemens avaient pris; et elle songeait aux éventualités qui n'avaient pas eu leur aubaine. C'était l'année que notre ambassadeur et M. de Kiderlen-Waechter échangeaient de mystérieux propos, et alarmans... L'aveugle raconta une histoire de jadis et qui, dans la pensée de tout son auditoire, se mêla aux craintes d'une histoire prochaine. Il y eut des sanglots; des larmes ont coulé, sur la mémoire du petit Prince mort, à vingt-trois ans, comme un lion.

Augustin Filon était né en 1841. Son père était professeur; et les derniers humanistes n'oublient pas un poème latin de lui sur le papillon, *flores inter flos aliger ipse*. Augustin Filon se destina pareillement à l'Université, fut normalien et, en 1867, il enseignait la rhétorique au lycée de Grenoble. Vers la fin d'août, pendant ses vacances, Duruy, qu'il avait eu pour maître au lycée Napoléon, puis à l'École normale et qui était maintenant grand maître de l'Université, le fit appeler et lui dit : « On cherche un précepteur pour le Prince impérial. Je vous présente. Allez trouver le général Frossard à Saint-Cloud; il vous attend. » Deux heures après, Filon se présentait au général, très imposant et qui lui demandait tout de go : « Êtes-vous fiancé? » Non. C'est que d'abord il fallait ne pas être fiancé : les autres conditions, Filon les remplissait également bien. De sorte qu'on l'agréa sans retard. En peu de temps, il eut engagé, sans le savoir, toute sa destinée; il eut joint sa fortune à celle de l'Empire. Sans le savoir alors : mais ce fut sa volonté fidèle qui prolongea le pacte et l'abnégation.

La guerre éclate. Le 28 juillet, dans la matinée, l'Empereur avec le Prince, accompagnés du prince Napoléon, partent pour Metz. Le Prince, petit sous-lieutenant de quatorze ans, est radioux. Il assiste au combat de Sarrebrück et bientôt écrit à son précepteur : « Nous entrons à l'heure qu'il est dans Sarrebrück... Toutes les musiques ont joué *la Marseillaise* et tout le monde la chantait : c'était très beau. Les Prussiens l'ont entendue : ça n'a pas dû les rassurer. » Après cela, Wissembourg, et puis Reichshoffen et Forbach. Alors, il faut s'en aller : Verdun, Châlons, deux premières étapes de chagrin; remonter vers le Nord, quitter l'Empereur, gagner Sedan, Mézières, Avesnes, Landrecies, Maubeuge : et les étapes du chagrin sont rapides, nombreuses : passer en Belgique, de là passer en Angleterre. Le 9 septembre, six semaines écoulées, le petit Prince, fatigué, taciturne, retrouve au port d'Hastings, à Marine Hotel, son précepteur. L'Impératrice et l'enfant malheureux s'établissent à Chislehurst, dans le comté de Kent. Camden House : « Lorsque, après tant d'années, j'évoque cette maison de l'exil, lorsque je la regarde à travers mes larmes, avec tant de souvenirs heureux et tristes qu'elle abrite, je ne sais plus si elle me sourit ou me repousse, si je dois la maudire ou l'aimer ! » Pour la maudire ou l'aimer, ce n'est pas à lui-même qu'il pense, mais à l'objet de son dévouement. Il accompagne son élève à Woolwich, quand le Prince est admis à l'École militaire. Il passe avec lui tout le temps que lui laissent les exercices et les cours. Il demeure avec lui, cause avec lui, le gouverne doucement, devient son grand ami quotidien. Il est là, ce 9 janvier 1873, le matin, lorsque le Prince apprend la mort de l'Empereur. Mené à la chambre de son père, le Prince tombe à genoux et récite à haute voix le *Notre Père* : un enfant s'était agenouillé, un homme se releva. Celui qu'on appelait le petit Prince eut la soudaine conscience de son rôle et, non pas de ses droits, de ses devoirs. Deux ans plus tard mourut M. Filon le père; et le Prince écrivit à son maître : « Lorsque j'ai perdu mon père, mon devoir m'est apparu clairement. A partir de ce jour, je n'ai plus eu qu'un but dans la vie et je marche toujours droit devant moi, sans regarder en arrière. » Le précepteur était là, dans la foule, le 16 mars 1874, jour que le Prince fut proclamé majeur et, devant une assemblée de fidèles, pronouça ses jeunes volontés. Le discours est l'œuvre

du Prince, et non pas de ses conseillers, l'œuvre de son intelligence et de son âme : « je l'ai affirmé alors à nos amis et je l'affirme de nouveau, » dit le précepteur, qui a vu les brouillons et qui a vu se développer, s'épanouir cette âme et cette intelligence. Le Prince commença de parler : « sa voix porterait-elle? la mémoire ne lui ferait-elle pas défaut? irait-il jusqu'au bout sans défaillance?... » Il parle de Napoléon III; et l'on crie : « Vive l'Empereur! » C'est un hommage au défunt. Puis il parle du plébiscite : « C'est le salut, dit-il, et c'est le droit! » Ces mots, il les prononce avec une « vigueur d'affirmation » qui marque bien son énergie et sa foi. Et l'on crie encore : « Vive l'Empereur! » Cette fois, le cri s'adresse à l'enfant qui parle. Enfin, le Prince quitta l'école militaire de Woolwich. On décida qu'il n'avait plus besoin d'un précepteur : Augustin Filon se retira.

C'est la vie du Prince, que j'ai l'air de raconter. Mais, pendant sept ans et demi, la vie du maître et celle de l'élève se confondent. Plus exactement, la vie du maître est consacrée, soumise à l'autre, en apparence effacée par l'autre, sans cesse occupée de l'autre : ainsi le bon artisan n'existe que dans son ouvrage. Augustin Filon retourna en France. Il y séjourna un peu de temps, et puis sentit que les événemens avaient changé en définitive son sort et toutes ses conditions d'avenir. La fidélité l'avait conduit en Angleterre et l'y avait retenu. Ce qui bientôt l'y rappela, ce fut une fidélité différente, celle du chagrin. Dans la campagne anglaise, à quelque distance de Londres, il trouva son foyer, vécut très simplement; c'est là qu'il est mort il y a peu de mois. Il a subi ses épreuves; il a eu sa part de bonheur; il a beaucoup travaillé; il a usé son loisir, cherché le divertissement de l'esprit, méditant, s'efforçant d'être utile. Ce qu'il eut de plus gênant à endurer fut l'affaiblissement de sa vue et, lentement, la cécité. Il préparait une étude relative à la caricature anglaise et dut renoncer à sa besogne. Il ne la reprit que de longues années plus tard, quand il posséda ses nouvelles habitudes d'aveugle ou de presque aveugle et put, avec le secours de son entourage, avec les impressions que sa mémoire avait notées, compenser la tâche des yeux. C'est en 1879 que la maladie atteignit au point critique.

Au mois de juin, comme il venait d'être opéré sans qu'on sût encore s'il irait à la guérison, il était dans sa chambre, au lit, rue de Ponthieu. Des camelots, dehors, couraient et

criaient leurs journaux : « La mort du Prince Impérial ! » Il crut entendre, il entendit, il se jeta hors de son lit. Éperdu, il commanda qu'on lui apportât le journal. Une femme qui le veillait descendit, épouvantée, et revint quelques momens après, affectant le calme et lui racontant qu'il avait mal entendu : non, c'était la mort du prince d'Orange que l'on criait dans les rues. Il crut qu'il avait eu le cauchemar. Sa faiblesse l'empêcha d'interroger personne sur la manière dont le prince d'Orange était mort, trop content de savoir ainsi que son Prince était vivant. « On me tint deux mois dans l'ignorance, a-t-il écrit beaucoup plus tard. Ma femme était en deuil et je n'en savais rien. Tout pleurait le Prince autour de moi et je parlais de la joie que j'aurais à le revoir quand je serais guéri. Ce n'est qu'au bout de deux mois que les médecins me jugèrent en état de supporter la nouvelle et une ingénieuse tendresse m'y prépara par mille précautions... » Les boutiquiers et les concierges de la rue de Ponthieu, mis au courant, guettaient le passage des camelots et les détournaient de passer sous les fenêtres du malade. S'il le dit, c'est afin de rendre hommage à de bonnes gens; c'est, en outre, afin de montrer que la cause et la personne du petit Prince étaient populaires.

Tout jeune, encore élève à l'École normale, Augustin Filon donna, aux Conférences du rez-de-chaussée, plusieurs causeries, sur « Le dernier livre de M. Taine, *La Fontaine et ses fables*, » sur « les *Lettres Portugaises*, » sur « Gui Patin, sa vie et sa correspondance. » Ces petites études sont fines et ont déjà le tour de son esprit délicat. Sans doute allait-il céder à la tentation d'être conférencier, littérateur. Et puis le soin de son enseignement d'abord et de son préceptorat le prit tout entier. Ce n'est qu'ensuite, et sous le pseudonyme de Pierre Sandrié qu'il publia ce recueil de nouvelles : *Les mariages de Londres, Les Émotions de Sidney, Libian, La Belle-sœur*. Et vint la maladie. Son premier livre qui compte est son *Histoire de la Littérature anglaise*, qui ne parut qu'en 1883. — quand il avait passé la quarantaine, — et qui résume une très longue, patiente et intelligente enquête.

Fixé près de Londres, Filon résolut de connaître l'Angleterre, et non comme un voyageur, qui regarde, s'étonne et s'en va, ni comme un Anglais, qui, à force de voir toujours la même

chose, ou peu s'en faut, ne la voit plus guère. Il lui sembla que sa qualité, premièrement défavorable, d'étranger tournerait à son avantage : à mesure qu'il serait un étranger qui s'acclimata, il garderait la fraîcheur d'observation libre, mais de mieux en mieux pénétrerait dans le secret d'une âme très différente de la nôtre. Homme de lettres, il commença par la littérature; mais il porta son examen très attentif bien au delà, comme en témoignent son essai sur *Le Théâtre anglais*, puisque l'usage et souvent la raison permettent de distinguer ces deux choses qui ont des analogies et des différences, le théâtre et la littérature; son essai sur *La Caricature en Angleterre*, tout plein de vues très pénétrantes sur l'art anglais: ses *Profils anglais*, profils d'orateurs et d'hommes d'État, Randolph Churchill, Joseph Chamberlain, John Morley, Parnell; enfin son *Angleterre d'Édouard VII*, où il a rassemblé ses remarques et, à la date de 1911, évalué le bilan de l'Angleterre contemporaine. Évidemment, beaucoup de nouveautés se sont produites, là-bas de même que chez nous, dans cet espace de six années, dont les trois dernières valent des siècles. Augustin Filon ne prétendait pas formuler un jugement définitif, ni seulement une appréciation très longtemps durable. Au contraire, il avait un sentiment très vif de la mobilité universelle, en particulier de la mobilité anglaise : un tel sentiment de la transformation, toujours plus rapide, que l'angoisse des lendemains fait, pour ainsi parler, frissonner toute son œuvre d'historien. Au sujet de l'Angleterre, après avoir examiné les tendances contraires et parfois contradictoires qui se disputaient l'âme de ce pays, il écrivait en 1911 : « Que sortira-t-il de ce chaos où bouillonnent ensemble tant d'éléments dont la fusion paraît impossible? Peut-être, quelques-uns le croient et l'affirment, une foi nouvelle, un idéal nouveau, une nouvelle race d'hommes, trempée pour des luttes inconnues et pour des efforts auprès desquels les nôtres n'ont été que jeux d'enfants. Peut-être, d'autres le crient bien haut, la ruine, la conflagration universelle, l'abolition de ces grands principes sociaux que Napoléon appelait des blocs de granit, et la nécessité, pour la génération prochaine, de se construire un abri provisoire dans un désert de ruines. Peut-être rien : rien que le passage d'un monde endormi à travers une queue de comète. » La dernière hypothèse est de précaution dans l'incertitude. Les autres, je ne veux pas dire qu'elles

fussent prophétiques : l'erreur et la vérité s'y mêlent et y font ce désordre qui est l'aspect de l'avenir entr'aperçu, mais non pas vu. Filon ne pouvait pas deviner la guerre; pas plus que Chateaubriand qui, en 1797, épiloguant sur les révolutions de l'humanité, traçait le plan de l'âge attendu, ne devina la survenue imminente de Napoléon, laquelle modifia tout l'avenir. Du moins, Filon fut comme averti d'une catastrophe menaçante, de luttes inconnues, où devait se manifester « une nouvelle race d'hommes. » Et, il n'a pas deviné la guerre; mais, pour le cas de guerre, le rôle que l'Angleterre assumerait, ne l'a-t-il pas défini, quand il analysait et caractérisait « ce noble génie anglais dont le triomphe est le triomphe même de la conscience? » Ses livres suffisaient à démentir l'idée sur laquelle l'Allemagne a fondé son abominable espoir, la vieille idée fautive d'une Angleterre égoïste, opulente et que paralysent l'égoïsme et l'opulence.

D'ailleurs, il n'a pas fait un panégyrique de l'Angleterre. Il en a montré les défauts, les travers. Il en a montré les périls. Comment aurait-il étudié Parnell et, à propos de ce personnage étonnant, la question d'Irlande, sans être alarmé, — trop véridique pour ne pas le dire, — des orages qui, de ce côté, se rassemblaient sur la tranquillité britannique? Parnell est mort; et « Parnell a trop de successeurs pour être remplacé : » mais, la question que Parnell a posée, la mort de Parnell ne l'a pas résolue. Puis, en Angleterre comme en d'autres pays et plus activement que dans certains pays, sévit « l'inévitable, l'implacable, l'insoluble question sociale, » dit Augustin Filon, « notre terreur à tous. » Elle embrouille encore une politique déjà compliquée, où la rivalité des Lords et des Communes apporte des éléments de trouble perpétuel. En 1911, après la mort d'Édouard VII, Filon se demandait, avec une tremblante amitié, comment cette Angleterre, forte et fébrile tout ensemble, se tirerait d'une crise dont il découvrait mieux les symptômes que les remèdes. Il avait confiance.

La confiance qu'il avait dans l'avenir de l'Angleterre tenait sans doute aux marques de santé qu'il observait en elle, et tenait aussi à son estime d'une vertu anglaise qu'on pourrait appeler le sens et le goût de l'évolution. Dans la préface de ses *Profils anglais*, il écrit : « Le peuple anglais est un peuple grand et prospère parce que c'est un peuple évolutionniste... » Cette opinion, cette doctrine même, il l'a plus d'une fois indiquée, parfois

développée, fût-ce à propos de menus problèmes. Le théâtre anglais souffre de la censure? Il en souffrait, du moins, à la fin du siècle dernier. Patience! la censure disparaîtra. Elle ne sera pas supprimée du jour au lendemain : ce n'est pas la manière anglaise. Supprimée du jour au lendemain, la censure? Ce serait une révolution. La manière anglaise a les sages lenteurs de l'évolution. La censure disparaîtra peu à peu, comme l'uniforme si médiéval qui donnait aux gardiens de la Tour, à Londres, un air de mascarade. Un beau jour, les gardiens, sans rien dire à personne, remplacèrent le haut-de-chausses par le pantalon. Et, si l'on trouve que le pantalon si moderne, avec le chaperon, le doublet et la hallebarde, c'est drôle et ce n'est pas joli, patience! le chaperon s'en ira, le doublet et la hallebarde s'en iront. Peut-être alors le pantalon sera-t-il, à son tour, démodé : le pantalon périra. La censure périra; mais il y aura toujours une censure, un censeur, le public, c'est-à-dire les délicats, les rigides, voire les tracassiers. Les puritains veilleront, qui sont « l'une des forces de l'âme nationale, une des raisons qu'a l'Angleterre d'être au monde : » les puritains, ennemis du théâtre, ennemis nécessaires, qui ne lâcheront pas le théâtre anglais. S'ils le lâchaient, « c'est que leur fin serait proche, ou la sienne; et la fin de l'Angleterre ne serait pas loin. » Voilà ce que signifient les pantalons que promènent à petits pas vigilans les gardiens de la Tour.

Badinage? Un symbole!... « Depuis vingt ou vingt-cinq ans, — cette préface des *Profils anglais* est de 1892, — l'Angleterre nous donne le spectacle d'une société qui passe de l'aristocratie à la démocratie sans souffrance, presque sans le savoir, par une lente et pacifique métamorphose des institutions et des mœurs... » En d'autres termes, l'Angleterre est un pays qui sait évoluer. « Là, en effet, est le secret du succès pour les nations. Qui n'est point le serviteur de l'évolution en sera la victime. » Augustin Filon tient à cette idée. Il y revient, quelque vingt ans plus tard, dans son *Angleterre d'Édouard VII* : « L'esprit anglais n'incline pas, comme le nôtre, à philosopher sur le présent; il suit l'évolution sans avoir la prétention de la contrôler ou de la diriger : et il ne se trouve pas mal de ce système, autant que je puis voir. »

S'il faut l'avouer, je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de principes plus dangereux au monde que celui de l'évolution. Mais, réplique-t-on, ce n'est pas un principe; c'est une loi de la nature physique et morale. Non : c'est une hypothèse.

Exactement, une hypothèse d'histoire naturelle, et de laquelle on a prétendu faire un principe moral et social. Et, surtout, c'est un mot. Rien de plus ravageur que certains mots vagues et qui se chargent de contresens : on ne compte plus les dégâts de ce mot, l'évolution. Filon n'est-il pas de mon avis ? Je le croirais, quand il écrit : « Un honnête savant, héritier de Buffon et de Cuvier, sortit de son laboratoire pour rajeunir et préciser la loi de l'éternelle transformation, pressentie par Épicure. En réalité, le darwinisme n'avait rien à faire avec les fluctuations journalières de notre vie politique et sociale, et c'est par un étrange abus des mots que nous usons, en ces matières, du mot d'évolution... » Et ailleurs, à propos du philosophe et historien Freeman, qui fut un des premiers à mettre en valeur la théorie évolutionniste de l'histoire, Filon se réserve : « Considérer le Witenagemot, — ancienne assemblée des Hommes libres et des Sages, — transformé en *Curia Regis* ou la *Curia Regis* transformée en Parlement comme l'histoire naturelle considère le ver à soie qui sort de son cocon, changé en papillon, ce serait confondre la méthode et les procédés de deux sciences fort différentes. » C'est la vérité même, et telle au surplus que Darwin l'a formulée : il a protesté bien des fois contre les imprudens qui étendaient, comme il disait, son hypothèse d'histoire naturelle à des domaines étrangers. Mais on n'enferme pas une doctrine ; et, malgré qu'on en ait, elle rayonne au delà des limites que son inventeur lui veut assigner. Que Darwin approuve ou qu'il blâme l'usage ou l'abus de son hypothèse, l'évolutionnisme lui échappe, se répand, devient une croyance... « N'importe ! dit Augustin Filon, qui tout à l'heure notait, après la découverte de l'honnête savant, l'intrusion de sa découverte dans les systèmes de la vie politique et sociale ; n'importe ! c'est depuis ce moment que nous sentons la terre rouler sous nos pieds et que nous sommes devenus conscients du mouvement continu qui emporte les individus et les sociétés... » Conséquences : une « perpétuelle inquiétude » dans l'esprit des penseurs : pour les sociétés humaines, plus de repos ; et la recherche du bonheur humain n'est plus « un problème de statique, » mais une quête indéfinie. Bref, « il n'y a plus qu'à se laisser vivre. » Ou bien aurez-vous le souci d' « aider à l'évolution ? » autant vaudrait vous charger « d'aider la mer à monter les marées ou la lune à tourner autour de la

terre ! » En somme, il y a chez Filon, je ne dis pas toute la critique, au moins quelques élémens d'une critique au bout de laquelle la philosophie évolutionniste a grièvement pati. Néanmoins, il affirme et il répète que la vertu anglaise par excellence est le don, l'art de l'évolution.

La contrariété se résout, il me semble, si l'on voit que, l'évolution, ce n'est pas à l'immobilité qu'il l'oppose, mais à la révolution. Il croit, — et ce ne peut être qu'un acte de foi, l'un de ceux qu'on fait le plus communément, l'un des plus arbitraires, — que l'aventure humaine se déroule suivant un cours normal ou régulier. L'on n'y change rien : et alors, deux sortes d'hommes lui paraissent également vains et nuisibles, ceux qui prétendent seconder et ceux qui prétendent retarder l'évolution, les révolutionnaires et les réactionnaires. L'Angleterre qu'il a examinée et qu'il a peinte n'est ni révolutionnaire ni réactionnaire. Il la compare à la France. Il écrit : « Pour détacher de la vieille France cette France nouvelle que nous sommes, il a fallu le forceps révolutionnaire : l'Angleterre aristocratique a enfanté l'Angleterre démocratique pendant le sommeil du chloroforme. » Après cela, laissons les formules et les métaphores. Il y a, dans un état social, et quel qu'il soit, deux forces : l'une de changement, — je préfère à ce mot si trompeur d'*évolution* le mot plus simple de *changement*, — et l'autre de maintien. L'une est le mouvement, l'autre la résistance. L'équilibre de ces deux forces fait la stabilité sociale. La suprématie accablante de l'une d'elles a les pires inconvéniens : elle fait le désordre ou la torpeur. Avant la Révolution française, les forces de résistance étaient, chez nous, réduites à l'extrême faiblesse : beaucoup des hommes qui avaient pour mission naturelle de résister n'eurent que l'entrain de céder, et d'aucuns avec un fol enthousiasme. Ce fut du désordre. Il en serait de même aujourd'hui : la torpeur n'est pas à craindre. Et, si l'Angleterre évolue, au lieu de se jeter en incessante révolution, ce n'est pas qu'elle change, c'est qu'elle change posément. Ce n'est point par l'œuvre de sa force mouvante, mais par l'œuvre de sa force résistante.

Mais cette force résistante, ne la confondons pas avec ce qu'on nomme un parti rétrograde. Certes, un tel parti peut, à l'occasion, doit aussi rendre des services, pour peu que l'autre parti aille trop vite et aille trop loin. Si je ne me trompe, c'est

au cœur même de chacun des partis en lutte, — et, par suite, en lutte moins forcenée, — que Filon nous invite à observer le dosage heureux des deux forces. Les exemples qu'il emprunte à la littérature, aux arts, à la vie politique, sociale et quotidienne, montrent dans l'âme anglaise l'élan vers l'avenir et le respect du passé bien réunis et mieux qu'ailleurs. Il a choisi M. Balfour comme le type de « l'homme d'État-gentleman » et insiste sur le fait que ce modéré n'est pas un timide. Il a choisi M. Lloyd George, — « un nom nouveau, dit-il en 1910, et à retenir, car, dans dix ans, tout le monde le connaîtra, » — comme le personnage de la démocratie, il ajoute, de la démocratie puritaine. Puritanisme et démocratie en bonne intelligence dans une très solide et noble tête anglaise, précieuse garantie d'une allure sage vers le progrès, si renommé de nos jours, et sans pour cela rompre avec les anciens jours trop soudainement !

Filon, qui connaissait le peuple d'Angleterre à merveille, lui eût confié le soin de résoudre les plus difficiles problèmes. Vous ne savez que faire des Lords, de la pairie héréditaire ; vous n'avez point envie de conserver leur Chambre et de conserver ainsi la chamaillerie qu'elle entretient avec les Communes ; vous n'osez pas la supprimer ? Consultez le peuple ! Décidez qu'à l'avenir les conflits entre les deux Chambres seront tranchés par voie de referendum : « Un vote populaire, par *oui* ou par *non*, n'occuperait qu'une seule journée et terminerait la crise d'une façon honorable pour tous les amours-propres et laisserait toutes choses en l'état, sans mettre en jeu le prestige royal, sans rien détruire des institutions léguées par la sagesse ancestrale. » On retrouve ici trace des opinions plébiscitaires qu'un partisan du régime impérial considère comme le droit et le salut. Mais il ne s'agit point de politique, au sens malheureux qu'on donne à ce mot. Toujours est-il que le partisan du referendum ou du plébiscite croit au peuple. Filon croit-il au peuple ? Sans aucun doute. Or, lisons ces lignes de lui : « Je l'écris avec une infinie tristesse, obligé que je suis d'accepter un fait qui, hélas ! n'est pas nouveau dans l'histoire : un relâchement dans les mœurs accompagne toujours les revendications de la liberté de penser. » Il ajoute : « Ce n'est pas une conséquence, c'est une coïncidence ; mais cette coïncidence est fatale... » Avec une infinie tristesse ? Il a écrit : « La science, que nous avons l'habitude et le devoir de respecter... » Il a écrit : « Le plus

grand des Français, Voltaire... » Il estime à son prix la liberté de penser ; mais il en constate les coïncidences funestes. Alors, ne va-t-il pas donner au peuple des initiatives redoutables ? Il n'est pas un doctrinaire et ne se flatte pas d'avoir supprimé toutes les difficultés de l'arrangement national et social. De toute manière, s'il croit au peuple et aussi le redoute, s'il croit à la liberté de penser sans dire qu'elle soit anodine, il a une confiance particulière dans le peuple anglais, dans la liberté de ce peuple qu'il juge capable d'innovations, et d'innovations qui ne détruisent pas le trésor légué par la sagesse des ancêtres. Ce peuple a, comme il le peint, le génie de l'évolution.

C'est une des bonnes raisons pour lesquelles il a voulu le révéler à ses compatriotes qui auraient plutôt la manie de la révolution. Il n'a pas vécu très longtemps en Angleterre avant de voir que les Français, — lui, par exemple, — ignoraient leurs voisins de l'île autant que les Anglais le continent. Toute une grande partie de son œuvre est consacrée à corriger ce défaut d'information. Après avoir publié dans cette *Review* ses études sur le théâtre anglais, il donnait à la *Fortnightly Review* la série d'études qu'il a intitulées *De Dumas à Rostand* : c'est l'esquisse, et très finement tracée, du mouvement dramatique en France. D'ailleurs, il ne souhaitait pas qu'une influence directe et impérieuse vint à s'exercer d'une littérature à l'autre. Il mettait en garde ses amis les Anglais contre le prestige de nos comédies. Pendant une période peu ancienne, les Anglais ont copié notre théâtre, et l'ont mal copié ; nos écrivains ne leur ont point enseigné leur secret : le résultat fut de supprimer, pour un temps, le véritable théâtre anglais. Au xvii^e et au xviii^e siècle, à part Dryden et Gray, trouvez un poète anglais : « le peuple qui avait enfanté Shakspeare s'épuisait à imiter Boileau. » Puis le charme si malfaisant se rompt : Burns, Wordsworth, Scott, Byron, Coleridge, Keats, Shelley éclatent magnifiquement. Les arts ? Il y avait un art anglais, — et qui peut-être n'était pas sublime, un art anglais du moins, — à l'époque de William Hogarth, de Rowlandson et de Gillray. Les Préraphaélites ont détruit cet art anglais, cet art insulaire et indigène, quand ils ont apporté d'Italie un art différent, que l'Angleterre n'attendait pas.

Filon préfère aux idées, aux littératures et aux arts cosmo-

polites les œuvres qui traduisent des sentimens nationaux : il n'a pas tort. Il n'a pas tort non plus d'agréer comme un phénomène incontestable cette généralisation de la pensée moderne, qui fait que les écrivains et les artistes d'un pays ne sont pas enfermés dans leur pays; cette curiosité qui fait que le public aussi teinte son goût d'une extrême variété de prédilections souvent très hasardeuses; enfin ce caprice de la mode qui fait que de subites contagions d'esthétiques et d'idées se répandent. On ne résiste pas à l'évolution : tel est notre temps; et nous n'empêcherons pas la terre de tourner. Mais on peut diriger en quelque façon le mouvement qu'on n'arrête pas. Bref, tandis que Filon se liait de plus en plus intimement avec l'âme anglaise, la vogue était chez nous au roman slave : dont se désolait Filon. Les Slaves l'ennuyaient, pour leur mélancolie embrouillée. Il admirait qu'on pût s'obstiner à l'étude méticuleuse d'un si morne chagrin : « cette étude, remarquait-il, ne paraît nous avoir ni égayés, ni fortifiés. » Or, « l'âme anglaise est aussi intéressante et plus saine. » Il eut alors l'intention, qu'il a réalisée très joliment, de réunir « le goût de chez nous à l'humour et à la moralité de nos voisins, » dans une série de contes, *Amours anglais* : et les personnages sont des Anglais; anglais, leurs sentimens; et anglaises, leurs anecdotes. Le conteur, un Parisien, mais qui, tout en préservant son art français, prête à nos voisins sa fine complaisance. Ce n'est pas un pastiche des romans anglais : non pas! Ce serait plutôt un mariage de l'âme anglaise et de l'esprit français. Un essai de mariage : et, si le mariage réussit, vous voyez ce qu'ont à gagner l'un et l'autre de ces deux peuples, pour peu qu'ils veuillent ne pas se méconnaître. La réussite est concluante.

Le recueil des *Amours anglais* commence l'œuvre romanesque de Filon. Plusieurs volumes, nouvelles et romans, l'ont suivi. Et Filon romancier n'est pas seulement un écrivain très délicat, très habile à raconter des histoires, mais un critique, — il est un critique dans ses romans, — qui eut de bonnes idées et résolument les mit en pratique.

L'une des bonnes idées de Filon, — mais on verra comment l'idée est bonne, — c'est de redouter, pour le roman, la philosophie. En d'autres termes, il adore le bon Töpffer et lui dédie, ou dédie à sa mémoire, les *Vacances d'artiste*. Il se lance même à tutoyer cette aimable mémoire et la complimente ainsi :

« Tu ne songeais guère à résoudre ni à poser les grands problèmes sociaux et philosophiques où patauge le roman moderne... » Filon ne veut pas que le roman moderne patauge ; et qui ne l'approuverait ? Il n'a pas l'air d'imaginer que le roman moderne puisse traiter les grands problèmes sociaux et philosophiques sans patauger. Alors, il aime mieux les *Nouvelles genevoises* et, preuve de son abnégation, se place énergiquement sous le patronage et comme à l'ombre du Vaudois qui « n'avait pas son pareil pour faire rire les honnêtes gens aux dépens de leurs petits travers. » Ne médisons pas de ce bon Töpffer ; et aussi ne nous attardons pas à noter que, si Töpffer était le maître incontestable du roman, ce serait dommage. Mais Filon ne croit pas inopportun de rappeler que le roman n'a pas besoin d'être ennuyeux. Ses contemporains le fâchent par leur défaut de futilité. Il se moque, dans *Violette Mérian*, de cette « intensité lugubre, que la jeunesse d'à présent apporte aux incidens les plus frivoles de la vie. » Et, dans son *Mérimée*, il regrette « cette légèreté, cette insouciance qui ont été si longtemps un des élémens de notre caractère national et qui donnaient une teinte gaie à l'héroïsme des anciens Français ; nous, nous sommes tristes, nous prenons la vie et la mort au sérieux et nous imposons cette tristesse aux arts, à la littérature !... » Honneur à Filon, qui a bien vu, contre maints doctrinaires du philosophisme et du moralisme, cette excellente vérité, que la littérature est d'abord un jeu. Las des doctrinaires, il se réfugie auprès de Töpffer l'anodin. Certes, il a de l'indulgence et de l'amitié pour la bonne humeur avisée des *Nouvelles genevoises*. Mais ce n'est pas tout ce qu'il aime. Il aime une rivière qui reflète « un ciel de printemps, léger, clair et gai comme une page d'Edmond About. » Il aime plus encore *Mérimée*, lequel florit à une époque où il y eut de beaux loisirs pour les « jeux brillans » de la littérature.

Il aime l'auteur de *Colomba* : c'est une bonne idée ; c'en est une autre, de savoir au juste, avec l'aide de *Mérimée*, ce qu'on entend au juste par le réalisme. En ce temps-là, quand Filon donna *Mérimée et ses amis*, en 1894, le réalisme sévissait, achevait peut-être de sévir, continuait. Ce n'étaient que lourdes ignominies, entassées lourdement, laideur des paysages, laideur des personnages, laideur des aventures. Dans son étude sur William Hogarth, Filon raconte qu'à huit

ans le petit Charles Lamb fut mené au cimetière d'Islington. Il regardait les tombes, lisait les inscriptions élogieuses, toutes élogieuses. Il demanda : « Où donc enterre-t-on les méchants ? Car, ici, ils sont tous bons ! » Filon, pareillement, après avoir examiné l'œuvre d'Hogarth, demande : « Ils sont tous méchants ici ; où sont les gens de bien ? Où sont les travailleurs qui nourrissent la société, les penseurs qui l'instruisent, les magistrats qui font prévaloir la justice, les médecins qui soignent les maux du corps, les pasteurs qui guérissent les plaies de l'âme?... » La même interrogation, naïve et pressante, est le reproche que méritent nos réalistes, l'un des reproches qu'ils méritent. Filon cherche les honnêtes garçons et filles. En 1898, appréciant les auteurs dramatiques déjà célèbres, il annonce « de hautes destinées » à l'un d'eux, à M. Lavedan : « Qui sait si ce n'est pas lui qui nous ramènera les braves gens au théâtre ? » M. Lavedan lit jouer *Catherine* : la jolie pièce ! un père, « adorable type de vieux naïf ! » sa fille, sérieuse et douce ! une duchesse, « démocrate sans le savoir, et dans le meilleur sens du mot ! » ce Paul Mantel enfin, plus qu'un honnête homme et presque un héros ! « voilà les braves gens que je réclamaïis de M. Lavedan. »

C'est la condamnation du réalisme ? D'un certain réalisme ; de ce faux réalisme qui, dans la réalité, choisit la seule ordure ou qui, moins répugnant, refuse de voir la beauté. Quant à condamner le réalisme, jamais ! Filon ne le condamne pas ; il voudrait le sauver : « Je crois qu'il faut le sauver, dit-il, à tout prix. » Comment le sauver ? « Il n'est pas inutile de remonter par la pensée jusqu'au moment où il venait au monde entre Beyle et Mérimée. Une heure après sa naissance, il n'avait pas encore fait de sottises ; le monde de l'art et de la vie s'ouvrait tout grand devant lui. Imaginons qu'il en est encore là et cherchons la voie... » Bref, le réalisme est la vérité de l'art et de la littérature : une évidente vérité. Seulement, les réalistes ont mal accompli leur besogne. Faute de talent ? Faute d'esprit. Nos réalistes ont été, — Filon, s'il ne le dit pas en toutes lettres, l'insinue, — énormément bêtes. Et, adoucissons la remarque, ils ont manqué terriblement d'esprit. Qu'est-ce que l'esprit ? Si vous n'en savez rien, tant pis. C'est ce qui manque à nos réalistes ; c'est ce qu'il faut qu'on ajoute à la réalité pour qu'elle devienne objet d'art ou de littérature. Mais l'esprit a passé de mode. Qu'est-ce qu'un homme d'esprit ? « une manière de bouffon qui florissait

encore sous le second Empire ! « Prenez garde : les hommes d'esprit servaient à quelque chose. Il y a de sottises idées qui aujourd'hui font leur chemin de la façon la plus dangereuse et qu'une douzaine de railleurs, jadis, auraient arrêtées promptement, blessées, tuées : « on n'est pas tranquille à la pensée de ce qui arrivera lorsqu'il n'y aura plus personne pour se moquer du monde. » Respect à la maréchaussée indispensable des railleurs !

Voilà quelques-uns des principes littéraires de Filon. Ses nouvelles surtout sont charmantes. Et elles ne sont pas d'un imitateur de Mérimée ; ni, je l'avoue, d'un autre Mérimée ; du moins avait-il emprunté à ce grand écrivain, qu'il a connu, — qu'il entendit, un soir, à Saint-Cloud, lire *Lokis* devant l'Impératrice, — l'art du récit rapide, bien en faits et qui met dans la vive réalité sa signification. Les nouvelles d'*Amours anglais* et de *Vacances d'artiste* peignent, en anecdotes, les mœurs d'Angleterre et de France. On y rencontre beaucoup de braves gens, et d'autres. Ne craignez pas les braves gens de Filon : car les braves gens qu'on a su voir avec esprit sont plus amusants que les coquins. Le coquin n'est pas compliqué : l'honnête homme l'est bien davantage ; et c'est chez lui que vous ferez les découvertes les plus dignes de vous étonner, de vous divertir et, s'il vous plaît, de vous choquer, mais agréablement. Les décentes nouvelles de Filon, souvent, sont des merveilles d'ironie. « Je suis d'une génération à qui la vie s'est montrée peu clémente et qui en a gardé quelque amertume, » dit-il un jour aux mânes de Töpffer. Et il s'accuse de manquer de bonhomie. Il a de la bonté. Il se moque et il pardonne. Il taquine ses personnages, mais il a pitié d'eux : et une Violette Mérian, petite institutrice à qui sans doute il fait endurer toutes les misères d'une existence malheureuse et dérisoire, il la récompense au bout du compte ; elle sera duchesse, par un mariage d'amour et, confessons-le, improbable. Ce dénouement, c'est de l'optimisme ? Et l'auteur a voulu séduire nos bonnes volontés, en nous présentant la vertu récompensée ? L'auteur sourit, avec un peu plus de tristesse que de crédulité. Il vous invite à consentir que la vertu n'est pas toujours punie : les hasards n'ont pas tant de méthode.

Sauver à tout prix le réalisme, c'est constater que le réalisme ne va pas bien, c'est aussi faire profession de réaliste. Et Filon cherche la réalité, il la trouve. Il est réaliste dans ses

romans d'histoire, *L'Élève de Garrick* et *Renégat*, tous deux empruntés à l'histoire d'Angleterre et composés avec le plus méticuleux souci de l'exactitude, — « miettes d'histoire que j'ai rapprochées à la manière des anciens mosaïstes; » — et le second, *Renégat*, est un épisode du temps de Marie Stuart : il a écrit une vie de la reine d'Écosse, où le détail des événemens est discuté sans paresse, et le roman contient la même vérité. Il est réaliste, à sa manière la meilleure, dans ses *Contes du Centenaire*, qui sont peut-être son chef-d'œuvre : lisez *Sylvanie*. Ces contes, qu'il a publiés en 1889, commémoraient le centenaire des temps qu'on appelle nouveaux. Il les a dédiés à un grand-père qu'il n'a point connu, né à la veille de la guerre de Sept ans, déjà un homme lorsque M. Linguet sortit de la Bastille, et horloger dans la rue Saint-Denis, confrère ainsi de M. Caron de Beaumarchais : seulement, M. Caron de Beaumarchais fit des pièces de théâtre, non des pièces d'horlogerie.

Claude-François Filon, le grand-père, épousa une fille noble : à cette union, le petit-fils doit « d'aimer passionnément les deux Frances, celle d'autrefois et celle d'aujourd'hui, d'évoquer le bon vieux temps avec autant de piété qu'il apporte de sincère ardeur à jouir du présent. » Mais, dans la maison de Claude-François Filon, l'ancien régime et le nouveau ne firent pas très bon ménage : « il en a été de même dans le pays tout entier. » L'on aperçoit les dispositions du conteur : il n'est point, au sens injurieux qu'on donne à ce mot, un réactionnaire ; et il n'est pas de ces tenants de l'improvisation qui se flattent de croire que la France naquit la nuit du 4 août peut-être ou bien, trois ans plus tard, le 10 août. Dans un petit ouvrage qu'il a destiné à la bibliothèque des écoles et des familles : *Nos grands-pères*, il parle aux enfans : « Surtout, vous qui êtes la France nouvelle, ne laissez jamais calomnier devant vous la vieille France, car elle est votre mère ! » Ce sentiment de la continuité, il l'ajoute au poétique et tendre sentiment du passé. Et c'est la grâce de ces contes, où l'anecdote et le décor, la fantaisie et la pensée forment une harmonie parfaite et ont tant de vérité attrayante et persuasive.

Du réalisme ? Ces deux romans, *Babel* et *Sous la tyrannie*, sont bien des romans réalistes, si l'on entend par là, non pas une gageure de trivialité assommante, mais un intelligent essai de peinture exacte. *Babel*, c'est, dans Londres et aux alentours,

la vie des réfugiés de tous pays et notamment d'une famille de « victimes du Deux Décembre. » Le 2 décembre a eu d'heureuses victimes : celles-ci sont à plaindre, et sont absurdes, prises par toutes les folies et toutes les calamités. *Sous la tyrannie*, c'est, à Paris, le monde de l'opposition républicaine sous l'Empire ; c'est le mélange des nobles rêveries et des hableries les plus démoralisantes. Il y a là des types mémorables. Celui d'un pauvre pédagogue de lycée, que la philosophie tourmente, et qui meurt sans avoir accompli aucune de ses méditations. Découragé ? Non ; il garde la force d'affirmer, aux derniers jours, sa devise et de citer du grec : « *Kindunos kinduneutos* ; c'est l'espoir qui doit nous fasciner, c'est la chance qu'il est beau de courir ! » Il ne maudit pas sa découverte : « c'est que le dévouement n'est pas la fantaisie des belles âmes, mais le devoir strict, la loi universelle, la nécessité souveraine et absolue... » Le type du démagogue très habile et qui fait valoir la démagogie, la fait valoir à son profit. D'ailleurs, tout prêt à se rallier, si l'Empereur y met le prix. Mais, à l'instant de causer avec le « tyran » seul à seul, il s'intimide : « Je ne suis brave que quand il y a du monde. La solitude m'ôte mes moyens... » Le type d'un ancien émeutier devenu sous-préfet très volontiers : « Le premier jour que je suis sorti en voiture avec une escorte, pour aller à l'inauguration d'un abreuvoir, quand le portier est venu me dire : Les gendarmes sont là ! j'ai eu un mouvement pour me sauver... » L'habitude ! Il ne connaissait de gendarmes que pour l'arrêter.

Filon, l'ennemi du réalisme, est, dans ses romans, un peintre de la réalité. Filon, qui se méfie de l'idéologie et qui supplie le romancier de ne pas patanger dans les grands problèmes, ses romans sont tout pleins d'idées ; et l'une de ses nouvelles, *La Malle du capucin*, n'est-elle pas un conte philosophique où la valeur de la science est en cause ? Et Filon, qui déteste la politique, malfaisante et la « pire ennemie » de la littérature, son roman *Sous la tyrannie* ne la refuse pas et fait bien de ne pas la refuser, quand il s'agit de copier d'après nature certains gaillards, dont l'un se console et, mieux, se poulèche, durant l'autre guerre : « Bismarck pourrait nous consoler de Blücher ; les Prussiens nous ont apporté la monarchie en 1815, pourquoi ne nous apporteraient-ils pas la République en 1870 ? » Eh bien ! Filon se contredit ? Pas du tout ! La litté-

rature a besoin de réalité; elle a besoin d'idées, et d'idées pures ou philosophiques, et d'idées incarnées ou politiques. Mais elle doit dominer sa matière, non la subir, et imposer à cette matière qui est à sa disposition l'esprit. Cela, c'est précisément l'art. Et Filon prétendait que l'art, en dépit de toutes considérations de doctrine ou d'école, fût sauvegardé. Il a été un artiste ingénieux, attentif, et laisse, en témoignage de son effort qui l'amusait, une œuvre charmante.

Son dernier livre est une vie du Prince Impérial, écrite avec un soin religieux, avec une simplicité exquise et avec une émotion discrète. Il avait rassemblé tous les documens possibles, et il possédait principalement ses souvenirs, nets comme au premier jour et consacrés par le temps. Il n'apparaît, dans ce récit, que pour dire : « Voici ce que j'ai vu autrefois, ce que j'ai entendu, ce que j'affirme... » Son rôle, je ne dis pas qu'il le diminue; je n'en sais rien : mais le scrupule avec lequel il s'efface est d'une qualité qu'on ne veut point gâter par des éloges. Ce n'est pas fausse modestie, de sa part, et ce n'est rien de telle sorte, quand il se demande s'il a été parfaitement le précepteur qu'il fallait au jeune Prince : ne fut-il pas « trop de la cour, » trop mêlé à la vie politique et mondaine de la famille impériale?... Mais le Prince, par tant de mérites qui le rendaient bien digne de régner, prouve que lui, le maître, avait accompli sa tâche sans faute? Non, réplique-t-il, « cette louange, qui me serait douce, je ne puis l'accepter. Je n'ai pas formé le Prince. Personne n'a formé le Prince. Le Prince s'est formé tout seul... » Et, en effet, le livre montre comment cette âme, d'abord un peu lente, s'épanouit, fleurit d'elle-même... « Ai-je fait tout mon devoir, rien que mon devoir? Un autre n'eût-il pas mieux fait?... Trente-six ans ont passé et cette question, — la plus grave qui se soit jamais posée devant ma conscience, — revient encore l'agiter... » Une telle incertitude répondrait à la question qui la provoque, si les plus fines délicatesses du cœur et de la pensée ne se savaient plus précieuses que le calme.

Et la tristesse de ce livre est celle que Filon n'eût pas toléré d'éconduire : la tristesse d'une espérance où il ne voulait compter pour rien, d'une espérance qu'il préférerait à lui-même, et d'une espérance morte.

ANDRÉ BEAUMIER.

REVUE MUSICALE

UN GRAND MÉCONNU — MUZIO CLEMENTI

Clementi : *Vingt sonates et caprices*, choisis et précédés d'une préface et de notes historiques, par T. de Wyzewa; révisés, doigtés et annotés par M. A. Gastoué. Chez Maurice Senart et C^{ie}; Paris, 20, rue du Dragon. (Édition nationale de musique classique.)

Une dernière fois, presque à la veille de sa mort, notre très regretté confrère et voisin de *Revue*, Teodor de Wyzewa, a bien mérité de la musique et des musiciens. L'érudit, le lettré qu'il était savait toutes les langues. Mais aucune peut-être ne fut mieux connue et plus aimée que la musique par l'artiste qu'il était également. Il se plaisait à chercher la trace ou l'écho de la musique jusque dans la littérature et la poésie. N'était-ce pas hier, et pour les lecteurs de la *Revue*, que Wyzewa définissait ou traduisait en termes empruntés à l'histoire de la musique, — et de la musique de Mozart, — le titre, mystérieux à première vue, de « *Licenza*, » donné par Gabriele d'Annunzio à ses admirables *Impressions de guerre*. Signalant ensuite, non plus au dehors, mais au dedans, au fond même de ces pages, l'harmonieuse analogie dont se compose leur double beauté, le critique musicien ajoutait : « Il faut savoir que, pour émouvans et pour « actuels » que soient les sujets traités par l'illustre écrivain dans ce long « appendice » de sa *Léda sans le cygne*, ces sujets sont souvent traités d'une manière pour ainsi dire purement « musicale, » ou bien entremêlés d'intermèdes où les mots ne tâchent absolument qu'à faire fonction de « musique. » Jamais encore, je crois, dans aucune de ses œuvres en prose, M. d'Annunzio ne s'est aussi pleinement abandonné à sa conception favorite d'un emploi tout lyrique de sa langue natale.

Il y a dans sa *Licenza* des chapitres entiers, — par où j'entends des suites de vingt, de quarante pages, — qui ne sont qu'un simple jeu d'images et de rythmes, beaucoup plus pareils à une *Sonate* d'un Domenico Scarlatti ou d'un Claude Debussy, qu'à n'importe quel chapitre d'un prosateur, ou même d'un poète de chez nous (1). »

Que de fois ailleurs la musique seule, la pure musique, et des plus grands musiciens, ne trouva-t-elle pas, en notre confrère, le mieux informé, le plus sage des juges ! L'auteur de *Beethoven et Wagner* (2) a parlé jadis éloquemment des deux maîtres : témoignant au premier une admiration toujours égale ; à l'autre, qu'il avait idolâtré d'abord, une ferveur atténuée par les années (3). Mais c'est peut-être à Mozart que sa piété croissante réserva jusqu'à la fin « et le premier amour et les premiers honneurs. » Secondé par un collaborateur digne de lui, Wyzewa choisit Mozart, le jeune Mozart, pour le sujet ou plutôt le héros charmant, et jusque là mal connu, de son œuvre maîtresse d'historien et de critique (4). Enfin, depuis deux ou trois ans, il avait en quelque sorte voué toute sa pensée, toute sa passion musicale à la révélation et à la réhabilitation de « ce puissant et singulier Muzio Clementi, » comme il l'appelait un jour, ou comme il nous écrivait aussi, « d'un admirable et infortuné maître, le plus grand à coup sûr entre les grands méconnus. »

Encore, si Clementi n'eût été méconnu que par de médiocres connaisseurs. On peut déjà s'étonner de ne lire dans un dictionnaire de musique, — allemand, s'il vous plaît, — avec une mention, flatteuse d'ailleurs, du célèbre *Gradus ad Parnassum*, que ces lignes insuffisantes : « A côté d'études de mécanique sur la construction du piano, Clementi trouva le temps d'écrire toute une série d'œuvres importantes pour le piano et de former des élèves qui devinrent célèbres (J. B. Cramer et John Field) (5). » Plus singulière, et plus grave, est l'erreur d'un Saint-Saëns, assurant que « Cramer, Clementi, auteurs

(1) Voyez, dans la *Revue* du 25 mars 1917 : « Les Impressions de guerre » de M. d'Annunzio. »

(2) 4 vol. Perrin, 1898.

(3) Sur les connaissances et les préférences musicales de Wyzewa, sur le dernier état de son goût et en particulier sur son culte pour Clementi, nos lecteurs consulteront avec autant de plaisir que de profit le dernier livre, à demi romanesque, auto-biographique à demi, de notre confrère : *Le cahier rouge, ou les deux conversions d'Etienne Brichet* ; Perrin, 1917.

(4) *W. A. Mozart, Sa vie musicale et son œuvre de l'enfance à la pleine maturité*, par MM. T. de Wyzewa et G. de Saint-Foix, t. I et II, Paris, Perrin et C^o, 1912.

(5) Dictionnaire de Riemann.

d'Études et d'Exercices du plus grand style, ont écrit des sonates et des concertos d'une désolante médiocrité (1). » Nous possédons enfin, sur Clementi, l'opinion, deux ou trois fois exprimée, de Mozart. On n'en connaissait que la sévérité, tant que les œuvres du maître italien demeuraient ignorées; il est désormais impossible de n'en pas reconnaître, en l'excusant toutefois, l'injustice. C'est à Vienne, le 24 décembre 1781, que se rencontrèrent Mozart et Clementi. « Rencontre » véritable, espèce de tournoi musical, où l'empereur Joseph II avait convié les deux pianistes, les deux compositeurs. « Clementi, » rapporte Wyzewa, « s'était hâté de composer, en vue de cette séance, une sonate où il avait essayé, assez gauchement, d'imiter le style de son concurrent. Et comme, en outre, lui-même a plus tard avoué que son jeu de pianiste, jusqu'à cette mémorable rencontre avec Mozart, n'était rien qu'un sec et froid déploiement de virtuosité, l'on comprend sans peine l'impression désastreuse produite par lui, ce soir-là, sur son jeune rival.

« Parlons maintenant de Clementi. C'est un bon pianiste... voilà tout ce qu'on peut dire. Il a beaucoup d'habileté dans sa main droite... ses principaux traits sont en tierces... mais à côté de cela, il n'a pas pour un kreutzer de goût ni de sentiment... c'est un simple mécanicien. » Voilà ce que Mozart écrivait, quelques jours après la séance. Et sans doute même cette séance lui avait enlevé tout désir de connaître les nouvelles compositions de celui qu'il appelait dédaigneusement « un simple *mechanicus*, » car ayant appris que sa sœur, à Salzbourg, étudiait un recueil de sonates de Clementi, il mandait encore à son père, le 7 juin 1783 :

« Que les sonates de Clementi ne signifient absolument rien au point de vue de la composition, c'est ce que reconnaîtra aisément quiconque les joue, ou les entend jouer. Et l'on n'y trouve pas non plus de *passages* remarquables ou curieux, à l'exception des sixtes et des octaves, toutes choses dont je prie ma sœur de ne pas trop s'occuper, afin que par là elle ne risque pas de gâter sa légèreté et agilité naturelle, ni la vitesse coulante de son exécution... Ce Clementi est un charlatan, comme tous les Italiens... En dehors de ses passages de tierces, il n'a rien, absolument rien. — pas l'ombre de rendu ni de goût, et bien moins encore de sentiment. »

Sous cet illustre dédain, la mémoire de Clementi demeura longtemps abattue. Beethoven, plus clairvoyant, ou mieux informé que

(1) M. Camille Saint-Saëns *École buissonnière*, p. 306.

Mozart, ne réussit point à l'en relever. Lorsque, plus tard, les biographes de Beethoven, Schindler entre autres, attestèrent que l'auteur des neuf symphonies « avait toujours fait profession d'admirer non pas seulement l'excellence technique, mais aussi l'inspiration foncière et l'émouvante beauté poétique de l'œuvre du « *mechanicus* » et du « charlatan » flétri par Mozart, on ne voulut voir dans cet hommage qu'une boutade paradoxale échappée à l'humeur excentrique et contrariante d'un maître, enclin, disait-on, à renverser les « valeurs » consacrées. Ainsi l'arrêt de Beethoven lui-même ne prévalut point contre le jugement de Mozart. Enfin, avec Wyzewa toujours, il est juste, — et plus juste aujourd'hui que jamais, — de signaler comme une raison dernière, et non la moindre, de l'inique et longue disgrâce, l'égoïsme et l'orgueil allemand. « Car c'est une chose certaine que, depuis un siècle bientôt, l'Europe entière a quasiment confié aux seules mains de l'Allemagne le tableau du développement de la musique entre les débuts de Mozart et l'avènement du romantisme. Sur quoi il est arrivé que les historiens et critiques allemands, convaincus de l'impossibilité pour un maître étranger d'égaliser désormais leurs musiciens nationaux, ont trouvé tout naturel » d'éliminer du tableau, craignant qu'il ne leur y fit ombre, l'œuvre et le génie du dernier des grands Romains.

C'est à Rome en effet qu'il naquit, en 1752; quatre ans avant Mozart, dix-huit ans avant Beethoven. Par rapport à ce dernier surtout, l'avance est à remarquer et à retenir. Le père de Clementi, modeste orfèvre d'église, ayant reconnu de bonne heure le goût et les dispositions musicales de son fils, se hâta de le confier aux meilleurs maîtres d'alors. Ceux-ci n'eurent pas de peine à faire d'un élève aussi bien doté, non seulement un organiste, un pianiste, mais un musicien accompli. Il avait quatorze ans, lorsqu'un riche Anglais, enragé de musique et se trouvant à Rome, sir Peter Beckford, entendit le jeune virtuose. Le dilettante résolut aussitôt d'« acheter, » (c'est le terme qu'il employa l'enfant merveilleux à son père. Il l'acheta en effet, pour sept ans, l'emmena sans retard en Angleterre, et pendant le septennat convenu, dans son château du comté de Dorset, il le retint à son service. Pour le maître, ou « le patron, » et pour le serviteur, pour l'agrément de l'un et pour les talents de l'autre, ce long service ne fut pas perdu. La musique de l'époque, et la meilleure, passa tout entière sous les yeux et les doigts de l'adolescent. Fidèle à ses études romaines, il sut, par la seule force de son génie, les poursuivre, les étendre même jusqu'à l'ordre littéraire et scientifique, et si loin, que

plus d'une fois il faillit, dit-on, abandonner la musique pour l'astronomie.

Vers 1773, à vingt et un ans, et son contrat de vente expiré, Clementi vint se fixer à Londres. Il y remporta de grands succès de virtuose. Il y remplit aussi les fonctions d'accompagnateur à l'Opéra de Haymarket, afin de se familiariser avec la musique de théâtre. Mais c'est à Paris, pendant un peu plus d'une année (été de 1780 — automne de 1781), qu'il commence vraiment sa carrière de compositeur. Il la continue à Vienne, où le salon de l'Empereur est témoin du fameux concours avec Mozart. De Vienne, Clementi regagne Londres, par le chemin des écoliers, des amoureux surtout : par Lyon, où donnant concerts et leçons, il s'éprend d'une de ses élèves, Marie-Françoise-Victoire Imbert-Colomés, fille d'un banquier de la ville. Le souvenir de cette jeune personne le suit à Londres et bientôt l'en ramène, non plus à Lyon cette fois, mais à Chambéry, où sa chère Victoire vient le rejoindre. Tout est prêt pour leur union, mais, sur la plainte du père de la fugitive, un arrêt du gouverneur de Chambéry sépare les fiancés et les renvoie dos à dos, elle, dans sa famille, et lui, sous peine de prison, hors de France. Il se réfugie en Suisse, à Berne, où, de désespoir, il est près de renoncer à la musique. Elle le ressaisit pourtant et, pour honorer du moins l'amour dont elle triomphe, elle s'en inspire dans un recueil de sonates qui portent le nom de l'aimée.

Vers la fin de 1784, Clementi revient s'établir en Angleterre. Un changement profond s'opère en son génie. Le grand, l'illustre pianiste se dégoûte littéralement du piano. A peine écrira-t-il encore, et comme en passant, quelque recueil de sonates pour l'instrument dont il a, plus que personne, créé le style ou le langage nouveau. En dehors de ces retours passagers, sa pensée et son cœur n'appartiennent plus désormais qu'à la symphonie. « Pendant dix ans, de 1786 à 1796, les programmes des concerts publics de Londres annonceront, chaque année, une ou deux *Nouvelles Ouvertures* écrites pour l'orchestre par l'ex-virtuose, qui d'ailleurs aura presque absolument renoncé à se faire entendre comme pianiste... » Rendant compte d'une nouvelle séance de la Société de concerts fondée et dirigée à Londres par le violoniste Salomon, — celle-là même pour laquelle, naguère, Joseph Haydn avait composé ses douze dernières symphonies, — le *Morning Chronicle* du 3 avril 1796 écrivait :

« Une grande symphonie de Clementi, composée l'année passée pour les concerts de l'Opéra, a été exécutée avec diverses modifications et a produit l'effet le plus captivant. Le second mouvement a été

accueilli par des acclamations si intenses, qu'on a dû le rejouer tout entier. Et, en vérité, ce ne sont plus seulement les musiciens et les connaisseurs, mais l'unanimité des auditeurs remplissant la salle, qui se sont montrés pleins de chaleur dans l'expression de leur plaisir et de leur enthousiasme. »

Rien, ou presque rien de ces grandes œuvres ne nous est parvenu. Mais par bonheur, perdues en tant que symphonies, quelques-unes, au moins une demi-douzaine, se sont conservées sous la forme encore admirable, bien que réduite, et trabissant, à n'en pas douter, leur origine première, de sonates pour le piano.

Le triomphe de Clementi en 1796 fut son dernier triomphe de symphoniste, et même de musicien. Il consacra les six années suivantes à l'amélioration, toute mécanique cette fois, du piano. Puis il se fatigua de ce travail, comme de tout le reste, avec l'étrange inquiétude d'âme et l'espèce de perpétuel « inassouvissement » que son biographe signale en lui. Rêveur errant, il parcourut l'Europe, sans jamais plus consentir à se faire entendre, même de ses amis. C'est à peine si parfois le désir lui venait de s'écouter lui-même. Et dans quelles conditions de solitude et de mystère ! Il louait un appartement à l'hôtel et s'installait avec son piano dans la pièce centrale, après avoir pris le soin d'en faire recouvrir les murailles et le plancher de tentures et de tapis épais.

De passage à Berlin, en 1804, il s'y marie, à cinquante-deux ans. Mariage d'amour, malgré son âge, mais de peu de durée. L'année d'après, la mort de sa femme, comme naguère la perte de sa fiancée, le plonge dans un désespoir qui de nouveau l'arrache à la musique : à la sienne du moins, car l'étude des quatuors de Mozart le jette alors en de véritables crises d'enthousiasme et de larmes, et certaines de ses lettres, trop rares, témoignent de son admiration pour le génie de Beethoven.

En 1811, il revient à sa patrie adoptive, l'Angleterre, qu'il ne quittera plus. Amoureux pour la troisième fois, il se marie, pour la seconde et dernière, avec la fille d'un pasteur. De 1815 à 1825, il publie les deux premiers volumes du *Gradus ad Parnassum* ainsi que des sonates de piano. Enfin, avant de composer le troisième volume du *Gradus*, il fait exécuter par l'orchestre de la *Philharmonique* une série de douze grandes symphonies nouvelles, et si nouvelles, que le public et la critique les accueillent avec plus de surprise encore que d'admiration.

Les dernières années de l'artiste allaient s'écouler doucement, dans

un village de la campagne de Londres. Il y meurt en 1832. Et pendant quatre-vingt-cinq ans, nul ne se rencontrera pour ajouter à la juste, mais froide renommée du pédagogue, du maître en la technique du clavier, la gloire aussi légitime et bien autrement éclatante du musicien de génie.

Pour l'établir, il suffit aujourd'hui des vingt sonates et caprices que recueillirent les mains défaillantes, mais fidèles, de Teodor de Wyzewa. Nous ne ferons que rappeler ici le *Gradus ad Parnassum*. Il est familier à tous les pianistes, surtout aux jeunes; mais ceux-ci, d'ordinaire, et justement à cause de leur jeunesse, ne l'estiment pas son véritable prix. Un Wyzewa du moins en faisait grand cas. Il y voyait à tout moment, sous l'« exercice » ou l'« étude, » ou bien plutôt au-dessus, et très haut, la pensée, le sentiment apparaître et changer des formules techniques en des formes de pure et libre beauté. Dans le troisième et dernier volume, très supérieur aux deux autres, dans cette musique d'un passé déjà lointain, il savait reconnaître parfois, à des signes étranges, mais qui ne le trompaient pas, comme un pressentiment de la musique dite, hier encore, « de l'avenir. »

Au fond, une seule musique importe, celle de toujours. Et l'on ne saurait hésiter à tenir Clementi pour un maître, et non des moindres, de cette musique-là. Contemporain de Mozart et de Beethoven, né quatre ans avant l'un, dix-huit ans avant l'autre, il survit à ce dernier de cinq ans. S'il s'est inspiré de Mozart, Mozart, en retour, a subi son influence. Mais surtout, et c'est là son titre le plus glorieux, précurseur incontestable de Beethoven, il l'a plus d'une fois égalé.

Mozart était son dieu. On assure qu'il ne prononçait pas le nom du musicien de *Don Giovanni* sans une émotion qui souvent allait jusqu'aux larmes. « *Quello Mozart,* » aimait-il à répéter, « *ha cavalcato non solamente sopra la musica del passato, ma sopra tutta l'arte dell'avvenire.* » Dès le lendemain de la rencontre de Vienne, il est saisi, pour son jeune vainqueur, d'une admiration que ses œuvres, pendant quelque temps, vont trahir. Il imprègne alors « de rêverie et de grâce poétique la vigueur expressive, encore un peu fruste, » de son art, et, jusqu'en 1783, il hésite, ou plutôt il se partage entre son goût natif de l'émotion pathétique et la divine sérénité du maître qui l'a charmé. En revanche, un peu plus tard, à peine Clementi, par une réforme capitale, et dont l'honneur lui revient, aura-t-il resserré l'unité de l'œuvre musicale, en substituant à la juxtaposition de sujets

divers l'élaboration constante et approfondie d'un thème unique, alors, et pendant cinq ou six mois de l'année 1786, toutes les compositions de Mozart porteront la trace et comme le sceau du nouveau style inauguré par le musicien d'Italie. Ainsi, témoignant d'une influence alternée et réciproque, les deux génies, de temps en temps, se répondent et, pour ainsi parler, s'entrelacent. Il viendra même un jour où Mozart, se souvenant de la sonate exécutée naguère à Vienne par le concurrent qu'alors il dédaigna, ne dédaignera pas d'en reprendre les thèmes, pour faire de ceux-ci la merveilleuse ouverture de son dernier chef-d'œuvre, de la *Flûte Enchantée*. Enfin, quatre ans après la mort de Mozart (1795), à la veille d'entrer dans une de ses périodes de silence, Clementi composera trois grandes sonates destinées à répondre ou correspondre, en guise d'hommage funèbre, aux trois dernières symphonies de son maître bien-aimé.

Trente-trois ans plus tard, quelle triste récompense devait recevoir tant d'amour ! « En 1828, » écrit Wyzewa, « la veuve de Mozart fit paraître, sous le nom de son second mari, une prétendue « Biographie » de l'auteur de *Don Juan*, qui n'était, en réalité, que la reproduction de bon nombre de ses lettres. Et comme l'ex-Madame Mozart et son collaborateur... avaient cru devoir y maintenir la plupart des passages où Mozart exprimait sa première opinion sur Clementi... on peut se figurer l'impression que doit avoir ressentie le vieux musicien en se voyant traité de « *mechanicus*, sans un liard de goût ni de sentiment, » par l'homme qu'il avait, pendant un demi-siècle, le plus passionnément admiré et aimé dans ce monde. » Et si de plus on suppose, avec Wyzewa toujours, que la douleur, le désespoir où l'affreuse révélation jeta Clementi, lui fit détruire, de sa propre main, ses grandes symphonies, on ne pardonnera pas sans peine à Mozart d'avoir désolé le cœur, un cœur tout plein de lui, et déceuré l'œuvre de l'admirable musicien.

Cette œuvre, tour à tour foyer et reflet de celle de Mozart, projetée, quoique de plus loin, sur celle de Beethoven, une encore plus vive et plus surprenante clarté.

Pour étudier par rapport au génie de Beethoven celui d'un maître qui fut longtemps l'hôte de l'Angleterre, on y pourrait distinguer, à la façon de certains critiques anglais, les deux élémens qu'ils appellent volontiers la *practical* et la *poetical basis*, autrement dit la technique, ou la forme, et le sentiment, ou l'âme. Sur le style des sonates beethoveniennes de Clementi, voici la remarque la plus étendue et la plus profonde que Wyzewa nous ait laissée : « Nous savons, d'après le

témoignage de Clementi lui-même, que celui-ci, à l'âge d'environ dix-huit ans, et donc dès l'année 1770 (1), avait déjà produit les trois *Grandes Sonates pour le Forte-piano*, qui, lorsqu'il les a publiées à Londres en 1773, dans son recueil op. 2, ont aussitôt stupéfait et bouleversé tous les « exécutans » de l'Europe, par la richesse et l'éclat imprévu de leur « écriture » instrumentale, destinée depuis lors à devenir universellement la langue habituelle, distinctive, du piano. Que l'on examine et compare, à ce point de vue de l'ensemble des procédés « extérieurs, » des « traits, » des « passages, » de la collaboration des deux mains, etc., la difficile sonate parisienne de Mozart qui s'achève par la *Marche Turque*, par exemple, et la sonate *Pathétique* ou la sonate avec la *Marche funèbre*, de Beethoven, presque toutes les différences que l'on reconnaîtra dans le « vocabulaire » purement instrumental de Beethoven ont eu pour source immédiate l'étonnante série d'inventions « techniques » faites vers l'an 1770, dans un château du comté de Dorset, par un jeune étudiant italien que retenait là, depuis quatre années, l'obligation de régaler tous les jours de savante musique les oreilles d'un vieux bourgeois anglais tout fier de l'avoir « acheté » à son pauvre homme de père. »

Le caractère instrumental et symphonique, le goût et le don, ou la science, du développement, du *working-out*, comme disent encore les Anglais, voilà le signe éminent qui fait beethoveniennes les plus belles sonates de Clementi. Mais ce n'est pas leur unique marque. Tout en elles parle du maître futur et souverain, tout le présage et le promet. D'abord, ce sont des pressentimens et, quelque vingt ans à l'avance, de véritables prophéties mélodiques. Ici nous croyons entendre approcher un thème de *l'Héroïque*; là retentissent déjà, douloureux, irrités, certains appels du finale de *l'Appassionata*. Plus loin encore, ou de plus loin, voici jaillir des éclairs de la *Neuvième Symphonie*, ou bien, longtemps soutenus et portés jusqu'aux cimes, des chants s'élèvent, non seulement égaux, mais pareils à ceux que Beethoven, le Beethoven des derniers chefs-d'œuvre, nommera « cavatines » ou « bagatelles, » de noms trop humbles pour leur transcendante beauté. Ailleurs enfin, le thème ou *l'ictus* initial de la *Symphonie en ut mineur* domine une sonate entière (n° XII, en sol mineur, 1788-1790). Il en est la substance, il en fait l'unité, et les quatre notes qui seront un jour célèbres entre toutes, nous annoncent. — avec quelle puissance ! — l'un des chefs-d'œuvre de Beethoven par

(1) L'année même où naquit Beethoven.

l'un des chefs-d'œuvre de Clementi. Ce n'est pas tout encore : il semble que Beethoven ait reçu de Clementi le secret de certaines modulations, imprévues, bien que logiques et naturelles, qui brusquement renouvellent pour nous l'aspect et comme le visage de l'univers sonore. De même Clementi le premier a tracé, d'une main qu'on dirait allée, ces finales tournoyans, toujours à la Beethoven, qui, de la première à la dernière mesure, nous entraînent et nous enferment en des cercles de joie. Qui donc, avant Beethoven, a fait revenir, par un plus subit et plus pathétique retour, au milieu d'un finale, quelques mesures de l'*adagio* qui le précéda? Que le *tempo* soit lent ou qu'il soit rapide, qui donc s'est ainsi montré le maître, également puissant, de deux ordres ou de deux royaumes : celui de l'action, de la passion portée à l'extrême violence, et celui de la méditation descendue aux dernières profondeurs! Sur l'un et l'autre domaine, Clementi, avant Beethoven, a régné, préparant sur l'un et l'autre l'empire d'un plus grand que lui, du plus grand de tous, et qui de lui procédera.

Encore une fois, c'est un peu de l'âme de Beethoven qui vit et qui respire déjà, qui souffre, qui pleure, qui s'échappe ou se maîtrise, qui combat et qui triomphe, dans la musique de Clementi. Magnifique d'ardeur et de fougue, elle sait être superbe aussi de calme et d'auguste apaisement. Il n'est pas jusqu'à certain *humour*, un peu brusque et même brutal, dont elle n'exprime parfois les à-coups, les éclats, et qui n'ajoute un dernier trait de ressemblance à l'image anticipée que cette musique nous offre, de l'idéal ou de l'*ethos* beethovenien.

Image anticipée, image réduite aussi. Il est vrai que pour l'étendue, pour l'ampleur des proportions, les sonates-symphonies de Clementi ne sauraient être comparées aux grandes sonates et aux symphonies de Beethoven. Généralement courtes, chacun des morceaux qui les composent ne compte qu'un petit nombre de pages. Mais la plénitude de cette musique rachète la brièveté. Pour être sommaire, elle n'est jamais incomplète. Elle enferme, en un étroit espace, la force essentielle qui l'anime et la vivifie tout entière. Elle abonde, je ne dirai pas en ébauches, car on n'y trouve rien d'inachevé, mais en raccourcis. Précise, concise, elle signifie beaucoup, avec peu de signes, et deux mots, chers à l'ancienne Rome : *imperatoria brevitatis*, ne définiraient pas mal, au moins dans un de ses élémens, le génie ou le style de Clementi, ce grand Romain.

Qu'il ait été si grand, et de cette sorte de grandeur : qu'il ait, comme on dit vulgairement, « fait du Beethoven, » et de cette qua-

lité, avant Beethoven, la gloire, pour lui, n'est pas petite, ni médiocre la surprise pour nous. En outre, que ce précurseur irrécusable maître entre tous les maîtres allemands soit un musicien d'Italie, cela paraîtra peut-être, en même temps qu'une atteinte heureuse et trop longtemps ignorée, à l'orgueil germanique, un surcroît d'honneur, aussi précieux qu'inattendu, pour le génie latin. Aussi bien il serait juste, équitable et salubre, que l'histoire musicale, revenue de certains égaremens, reconnût un jour l'influence du génie d'outre-monts dans la formation du génie d'outre-Rhin, que celui-ci, d'ailleurs soit représenté par un Bach ou par un Haende!, par un Mozart, ou même, on le voit aujourd'hui, par un Beethoven. Ainsi Wyzewa mourant a fait œuvre de réparation et de légitime revanche. A nos ennemis, qui n'y avaient nul droit, mais qui, par leur silence au moins, ne cessaient d'y préteudre, il a repris une part usurpée d'idéal et de beauté.

De noble, de pure beauté, et de beauté classique. Celle-ci décidément est la plus belle. On le savait bien, mais on le sait et surtout on le sent mieux encore, lorsque, de cette beauté, qu'on croyait connaître toute, on vient à découvrir, comme c'est ici le cas, des formes ignorées, des chefs-d'œuvre inédits, qui, tout en la reproduisant, en la confirmant, la renouvellent. Elle a sur nous, cette beauté-là, des droits inviolables, et, contre sa gloire ancienne, il n'est pas de jeune renommée, fût-ce la plus éclatante, qui puisse à jamais prévaloir. Dans l'admiration qu'elle nous inspire, dans la joie qu'elle nous cause, il entre de l'assurance et de la certitude. Comme celles d'un Mozart ou d'un Beethoven, les sonates d'un Clementi n'ont plus à redouter l'avenir. Elles comptent parmi les œuvres musicales qui portent le signe, qui rendent le son, non seulement d'un moment ou d'un siècle, mais de toujours. *Sub specie aeternitatis*. L'art classique, seul, a le privilège de nous apparaître sous cet aspect. En lui seul nous reconnaissons, nous honorons le témoin, le gardien fidèle des principes immuables et des commandemens qui ne seront point abolis. En l'an 1780, Clementi publia pour la première fois un Recueil de « *Trois sonates pour le Forte-piano, ou le Clavecin, suivies de Trois Fugues; op. 5, à Paris, chez l'éditeur de musique Baillieux, rue Saint Honoré, près celle de la Lingerie, A la Règle d'Or.* » Heureuse, admirable enseigne en vérité, devise et symbole de la musique annoncée et de toute celle qui lui ressemble. C'est celle-là qu'en vieillissant on aime chaque jour davantage et qu'on aimera la dernière. Il est un temps, a dit Lacordaire, « où nos

passions elles-mêmes, éclairées par leur domination, nous poussent, par lassitude, à des instincts de règle... C'est une heure bénie entre les autres, l'heure où nous entrons dans l'ordre. » Dans la vie esthétique elle-même, ce temps arrive et cette heure sonne. L'ordre, la discipline et la raison, l'éclat, avec la fermeté et la droiture, voilà ce dont est faite l'œuvre d'un Clementi, et, plus haut encore que cette œuvre, la loi qui la gouverne, la loi de l'esprit ou du génie classique, la règle par excellence. « la règle d'or. »

Wyzewa l'estimait précieuse et salutaire entre toutes. Une dernière fois, il en a signalé, dans une œuvre musicale insigne, et la bienfaisance et le prix. « J'ai mis, nous écrivait-il, mon cœur entier à préparer ce recueil. » Aussi bien, avec le désintéressement qui fut une de ses vertus, il ne vit jamais là, selon ses propres expressions encore, qu'un ouvrage de pure piété musicale. » Il avait bien voulu nous y associer. Pour lui, chez lui, que de fois nous avons joué, — sur quel misérable piano! — les chefs-d'œuvre qui le ravissaient, malgré l'indignité de l'instrument et de l'interprète! Il aimait, disait-il en souriant, à nous « commettre le soin de leur gloire. » Sensible à cet honneur, il nous plaît d'envelopper dans un mémorial unique l'hommage de notre admiration pour un grand musicien et le souvenir et le regret de l'ami qui nous l'a révélé. Cette édition de Clementi fut en quelque sorte le testament de Teodor de Wyzewa. Nous n'avons souhaité que d'en être l'exécuteur fidèle et pieux.

CAMILLE BELLARGIE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'effort anglais pour faire sauter le premier écou de la charnière de Quéant, où s'emboitent et s'articulent deux tronçons des lignes allemandes, a donné, au cours de cette quinzaine, des résultats si importants et si sûrement acquis que le maréchal sir Douglas Haig ne craint pas de les constater dans un de ses communiqués. Sur une longueur de vingt kilomètres, qui s'étend, à l'Est d'Arras, depuis Rœux jusqu'au delà de Bullecourt, par Monchy, Guémappe, Chérizy et Fontaine-lès-Croisilles, la première ligne du système de défense auquel Hindenburg a tenu à attacher son nom a été forcée, sauf en un point, au Nord-Ouest de Bullecourt même, aux environs immédiats du village ; il y reste encore à réduire un saillant d'une demi-lieue : un « pilonnage, » un « martèlement » supplémentaire de l'artillerie britannique s'en chargera. Sans doute, ce n'est que le premier écou, et ce n'est que la première ligne d'une position ou de positions dont le caractère paraît être précisément, ainsi que le remarquent de bons juges, d'avoir cherché à « se dégager du principe linéaire. » Mais il leur semble aussi que, par le choix délibéré et la longue préparation de ses réduits, cette première ligne, maintenant enfoncée, « eût une force difficile à égaler ; » et de ce fait, pour le présent et pour l'avenir, le succès de nos Alliés tirerait toute sa valeur.

De notre côté, nous avons poursuivi nos propres succès, non pas seulement en repoussant, sur le Chemin des Dames, vers Cerny-en-Laonnois, Heurtebise et Chevreux, les contre-attaques rageuses du Kronprinz impérial, mais en élargissant nos gains entre les vallées de la Suipe et de la Vesle, en Champagne, dans le massif de Moronvilliers. On dit bien et il faut bien dire : « Nous avons poursuivi nos succès, » car offensive à vastes objectifs, comme celle du 16 avril, offensive à objectifs limités, comme celle d'hier, ou défensive active, dans l'intervalle, c'est une suite de succès continus qui ne forme en

réalité que le développement d'un même succès. Ce qui s'est accompli le 21 mai sur les pentes du Mont Cornillet se relie intimement à ce qui s'y était fait il y a un mois, et en dépend étroitement; de telle sorte qu'on ne saurait opposer l'une à l'autre deux périodes, deux méthodes ni deux fortunes. Sous les changemens de personnes, subsiste et s'affirme, en sa permanence, l'unité de pensée et d'action; nous pouvons saluer avec espoir le général Pétain qui reçoit le commandement, mais après avoir salué avec reconnaissance le général Nivelle qui le lui remet, et ceux de ses collaborateurs à qui ce ne serait pas rendre justice que de ne pas rendre hommage; or, on ne leur doit peut-être que la justice, mais on la leur doit.

Pour ne parler que de l'attaque du 16 avril, que des bavardages inconsidérés ou perfides ont réussi comme à envelopper d'une légende mauvaise, et d'une seule armée, dont les mêmes faux bruits ont d'ailleurs démesurément enflé les pertes, malgré l'extrême difficulté du terrain, aussitôt le signal donné, l'avance a été générale sur tout le front de cette armée, qui couvrait vingt-cinq kilomètres; sur douze kilomètres, ou la moitié du front, notre avance a atteint sept kilomètres en profondeur. En dépit de furieux retours, l'ennemi n'en a pas reconquis un pouce. Rien que dans ce coin, et rien que dans ce début de la bataille, le chiffre des prisonniers faits a été de 5300; 80 canons, 40 lance-mines, un nombre très considérable de mitrailleuses ont été capturés, ainsi que des dépôts de munitions et des dépôts de vivres intacts. Une partie de cette artillerie allemande a été immédiatement employée contre les Allemands. Comme bilan de l'offensive, au total, sur le front entier, et pour toutes les armées engagées, partout du terrain gagné: à part quelques accrocs insignifiants et aisément réparés ou aisément réparables, point de terrain reperdu; plus de cinq cents canons ramenés derrière près de trente mille prisonniers, auxquels les dernières affaires ne font qu'en ajouter quelques milliers de plus; des sacrifices moins lourds pour avancer qu'ils n'ont été parfois pour se maintenir; voilà un « demi-succès » qui n'est demeuré incomplet que par rapport à nos illusions, mais dont, en d'autres temps, ou en d'autres pays, on n'eût pas hésité à faire une victoire.

Succès encore sur le front italien des Alpes Juliennes. Selon le rite, devenu classique, de la guerre moderne, à la suite d'un bombardement intensif des positions ennemies échelonnées de Tolmino à la mer, le général Cadorna a lancé son infanterie à l'assaut des pentes du mont Kuk ou Cucco, dans la zone de Plava, puis des hauteurs à

L'Est de Gorizia et du torrent Verbovizza. Les cotes du Mont Cucco et du Vodice étaient successivement emportées. Tandis qu'à l'aile gauche, une colonne, franchissant l'Isonzo, s'emparait de Bodrez. Au bout de la seconde journée, le 15 mai, on avait déjà dénombré 3 375 prisonniers, dont 98 officiers ; et ce chiffre s'élevait définitivement, le 17 au soir, à 6 432 soldats, 113 officiers ; quant au matériel, on n'avait pas eu le temps de le compter ; on pouvait annoncer pourtant une batterie de canons de montagne, cinq autres canons de petit calibre, deux canons de 105, deux mortiers de 149, des lance-bombes, une trentaine de mitrailleuses et un riche butin en armes et en munitions.

Le mont Cucco représente assez bien, au bord de l'Isonzo, ce que représentait chez nous, au bord de la Suippe, le massif de Moronvilliers, ou, au-dessus de la vallée de l'Ailette, le plateau de Vaclere et de Heurtebise : l'imagination des hommes, arrêtés devant lui et hypnotisés sur sa cime pendant très longtemps, le tenait pour inexpugnable : c'était une espèce de mont interdit ou maudit, qu'on n'escaladerait et ne passerait jamais ; quatorze mois durant, on l'avait miné, creusé, percé de cavernes et de cheminements : à présent qu'on était là-haut, et que, de là-haut, on commandait toutes les vues, on exprimait la joie de le posséder par ce soupir de soulagement : « la fin d'un incubé ! » Cependant les Autrichiens, eux aussi, tentaient des diversions de plus en plus puissantes, mais à l'autre extrémité de l'arc, dans le Trentin, vers Rovereto et le Pasubio. Cette réaction était si indiquée, et d'une stratégie si élémentaire, qu'ils ne pouvaient vraiment espérer y prendre un chef de l'expérience du général Cadorna, qui ne s'en émut guère, parce qu'il l'avait prévue et que, l'ayant prévue, il y avait paré. Il riposta triomphalement, en enfonçant les lignes autrichiennes sur le Carso et en faisant de ce coup 9 000 prisonniers. C'est fêter avec gloire l'anniversaire du 24 mai.

Sur le front italien comme sur le front anglais et sur le front français, l'offensive a donc réussi ; les contre-offensives ont échoué ; les situations se font pendant exactement ; partout, l'Entente a le meilleur, et l'on peut conduire le parallèle au moins jusqu'au moment où le sens politique intervient pour exploiter l'avantage acquis par l'art militaire. Car on pense bien que ce n'est point en Italie que l'esprit politique se trouve en défaut, et que les mots faiblissent jusqu'à intervertir les choses. L'occupation du Vodice, de la cote 632, entre le Monte Cucco et le Monte Santo, la prise de Jamiano, ont été pour les Italiens de grands succès ; ils ont dit tout haut et tout bas, mais d'une commune voix, que c'étaient de grands succès. Et ils n'ont pas

cherché, en ceci ou en cela, quelque prétexte à les diminuer. Ils ont soigneusement marqué ce point pour l'heure des justes rétributions, où il sera donné à chacun selon ses œuvres, sans méconnaître, au surplus, l'aide que leur a apportée la coopération des alliés, notamment par le concours de batteries de l'artillerie lourde britannique.

Cette coopération vient de s'affirmer de nouveau, avec non moins d'évidence, sur le front de Macédoine ou de Salonique, ou plutôt sur les deux fronts de Macédoine et de Salonique, front de terre et front de mer. En effet, tandis qu'une escadrille franco-anglaise d'aviation bombardait les positions turques de Cavalla et de Dédé Agatch, les navires de l'Entente participaient indirectement à l'une des attaques en prenant sous leur feu les communications ennemies. A l'intérieur, en Macédoine même, dans la boucle de la Cerna, aux alentours du lac Doïran, à l'Ouest du Vardar, une grande activité de toutes armes s'est éveillée. Les Impériaux en casque et en turban s'inquiètent des moyens et des desseins du général Sarrail, auquel ils recommencent, en paroles du moins, à opposer leur homme-volant, leur général ubiquiste, Mackensen. Ces inquiétudes montrent clairement qu'ils ne considèrent pas du tout le front balkanique comme secondaire, et, de fait, la rupture d'équilibre pourrait se produire n'importe où. La saison est propice, et il dépend beaucoup des hommes que les dieux le soient ou le deviennent. Jus qu'ici l'armée de Salonique a été paralysée, parce qu'elle n'a pas pu s'appuyer sur sa base naturelle, la Grèce. Deux ans de tâtonnemens et d'erreurs ont empêché de tirer d'une idée juste et hardie ce qu'elle contenait: l'incertitude, les hésitations, les contradictions des gouvernemens de l'Entente, ont fait un point d'arrivée de Salonique, qui ne devait être qu'un point de départ, mais qui ne pouvait l'être que sous de certaines conditions. A cette politique flasque et molle a correspondu ce qu'on appelle plaisamment, à Rome, la politique « turlupinatrice » du gouvernement d'Athènes: et le mot n'est pas commode à traire, mais il n'y a qu'à remonter à la racine pour deviner. C'est en juger sans bienveillance, assurément, mais avec une clairvoyance parfaite. L'instant présent, l'occasion présente, sont le dernier instant, la dernière occasion qui s'offrent à nous de rompre ces enchantemens. Si nous savons le faire, nous ne tarderons pas à être récompensés d'une résolution dont les conséquences seront telles qu'elles nous étonneront. Et si nous ne savons pas le faire, mieux vaut peser le plus tôt possible ce que coûte, ce qu'exige l'expédition de Salonique,

et ce que, gênée, rongée par une faute initiale, elle est capable ou incapable de rapporter.

Depuis le mois de mars, pour dire crûment la vérité, il n'y avait presque plus de front russe. La crise que le gouvernement provisoire a récemment traversée, et d'où il est à peine sorti, aura peut-être été salutaire. On sait quelle en fut l'origine et par quelle série d'incidents elle en est venue à cet aboutissement. Les différentes phases en ont été suivies au jour le jour avec une attention si avertie qu'il serait superflu de les retracer ici. Nous nous bornerons à les rappeler d'un mot. Le gouvernement provisoire a senti, comme tout le monde le sentait, mais avec bien plus de raisons et bien plus de force que personne, qu'il fallait que la Russie eût un gouvernement et qu'elle n'en eût qu'un; qu'une révolution n'est achevée que si elle substitue un régime à un autre, un régime qui vaut ce qu'il vaut à un régime qui valait ce qu'il valait, néanmoins un régime défini, connu et reconnu, ordonnant, obéi, ayant forme et figure; et qu'enfin l'anarchie est une dissolution, mais n'est pas une solution, puisque, par elle, on se traîne sans arriver ni à vivre ni à mourir. D'abord entravé par le Comité des ouvriers et des soldats, contrôlé, contenu, puis contesté, contredit, débordé et défait par lui, impuissant probablement à s'en délivrer en le dispersant, il a pris le parti de se l'associer en appelant à l'exercice du pouvoir régulier quelques-uns de ses membres les plus populaires. Et il se peut qu'il n'y eût pas d'autre parti à prendre, bien qu'il ne soit pas tout à fait aussi vrai de dire des socialistes révolutionnaires, surtout en pleine révolution, ce qu'on a dit des radicaux; qu'un radical ministre n'est plus un ministre radical. Cet assagissement, cet apaisement par absorption est comme la soupape de sûreté des gouvernements démocratiques (qu'on nous pardonne l'incorrection de l'image). Les partis extrêmes ont des nerfs qu'il est plus prudent, quand on ne veut ni ne peut recourir à l'argument suprême, de détendre que d'exaspérer: tant mieux si le procédé réussit au gouvernement provisoire de la Russie, et s'il y gagne d'être désormais le gouvernement unique et nécessaire que le Comité du Palais de Tauride annihilait et annulait en le doublant.

C'est le 10 mai, par un manifeste de M. Kerensky, lui-même socialiste, et alors ministre de la Justice, qui se sentait un peu comme un otage parmi ces « bourgeois notables » de la Russie « censitaire, » qu'il fit connaître son intention: « J'ai dû à mes risques et périls, déclarait M. Kerensky, prendre la représentation dans le gouvernement provisoire de la démocratie ouvrière désorganisée. Aujourd'hui, je consi-

dère la situation comme entièrement changée : d'une part, la situation générale des affaires du pays se complique ; de l'autre, les forces de la démocratie ouvrière s'accroissent, et ne peuvent plus être écartées d'une participation responsable dans la direction de l'État. » En conséquence, plusieurs portefeuilles dans le ministère étaient mis à la disposition des socialistes des diverses nuances ou tendances, révolutionnaires ou nationalistes. Après un premier refus et maintes négociations, le Cabinet qui sert de gouvernement provisoire s'est reconstitué sous la présidence maintenue du prince Lvoff, avec six socialistes, sociaux démocrates, socialistes-nationaux ou travaillistes : le reste, progressiste ou cadet, six ou sept ministres aussi, de façon que le gouvernement se partage en deux fractions sensiblement égales, au moins par le nombre, qui n'est pas tout. Ce qui donne à la combinaison son caractère, plus encore que la présence d'hommes comme M. Skobelev, vice-président du Conseil des délégués ouvriers et soldats, devenu ministre du Travail, comme M. Tseretelli, fameux depuis la révolution de 1905, devenu ministre des Postes et télégraphes, c'est que M. Terestchenko y prend le ministère des Affaires étrangères, et M. Kerensky, les deux ministères réunis de la Guerre et de la Marine ; mais c'a été, premièrement, que M. Milionkoff, dépossédé des Affaires étrangères, a préféré se retirer plutôt que d'aller à l'Instruction publique ; disons tout net qu'au regard des Alliés, ce qui caractérise le remaniement du gouvernement russe, c'est que M. Milionkoff a quitté le département des Affaires étrangères.

Au fond, si la crise n'est pas née de sa note sur les « buts de guerre, » à laquelle nous avons fait une rapide allusion l'autre jour, elle s'est nouée et elle s'est déroulée autour d'elle. On se souvient que M. Milioukoff avait été sommé par les internationalistes de rayer les deux mots qu'il avait osé écrire, à propos de la future paix, de « garanties » et de « sanctions. » Tout en se défendant, comme d'un déshonneur, de la pensée même de conclure une « paix séparée, » le gouvernement russe élargi exprime le désir de savoir si, pour hâter ou rapprocher le jour d'une paix générale, les gouvernements alliés seraient disposés à réviser leurs « buts de guerre » sur la base d'une paix, il ne dit pas « sans garanties et sans sanctions, » mais « sans annexions et sans indemnités. » Admettons, sous toutes réserves, qu'il n'y ait point d'inconvénient à répondre, la réponse étant, au demeurant, rendue moins délicate par les récentes explications du prince Lvoff et de M. Terestchenko, comme par le langage franc et net, concret en sa précision, que M. Albert Thomas a tenu

à Pétrograd même. Il n'est que de s'entendre sur le véritable sens des mots « annexions » et « indemnités. »

M. Asquith, après lord Robert Cecil, à la Chambre des Communes, la semaine dernière; hier, M. Ribot, à la Chambre des députés, ont fixé celui qu'ils leur donnent et que nous leur donnons, à l'exclusion des acceptions bâtarde dans le détour desquelles on prétendrait nous égarer. Résumons-les tous trois en affirmant qu'une reprise n'est pas une annexion; que la revendication de provinces détachées de la patrie par une odieuse violence n'est pas une annexion, et en est même le contraire, une « désannexion, » a dit M. Vandervelde; qu'une rectification de frontière, indispensable pour fermer les portes traitreusement ouvertes à une invasion toujours menaçante, n'est pas davantage une annexion, mais une précaution légitime contre l'agression; et, de même, que la réparation d'un dommage ou d'un crime n'est point une indemnité. Poursuivre la restauration des ruines dont le territoire national a été couvert n'a rien de commun avec le remboursement des dépenses volontairement faites pour la guerre ou, suivant l'expression de M. le président du Conseil, avec « l'amende » imposée au vaincu pour une faute qui n'est pas uniquement et qui peut-être n'est pas du tout la sienne. Dans l'espèce, nous avons affaire, nous Français, à l'Allemagne qui, en 1871, nous a dépouillés de l'Alsace-Lorraine, qui, par la Prusse, en 1815, et dès 1814, avait commencé l'amputation, en nous rognant, sur la Sarre, la Prims, la Lauter et la Queich, des lambeaux de chair; à l'Allemagne qui a dévasté, brûlé, pillé, vidé dix de nos départemens, rasé nos usines, inondé nos mines, saccagé nos maisons, détruit nos monumens: reprises par conséquent, actions en restitution, mais non annexions ni indemnités. Et nous avons affaire, tous les Alliés ensemble, à l'Allemagne, aux Empires du Centre, qui occupent la Belgique, la Pologne, la Roumanie, la Serbie, le Montenegro. Lui faire rendre ce qu'elle a pris, ce qu'elle détient injustement, la mettre hors d'état d'en faire des annexions et de s'en faire des indemnités, tels ont été, tels sont et tels resteront nos « buts de guerre, » les « buts de guerre » communs, qui sont nos conditions de paix, et que nous n'avons point à réviser. Tant que nous n'aurons pas obtenu et assuré cela, il n'y aura pas la paix, parce que, si cela n'est pas et obtenu et assuré, il ne peut y avoir de paix équitable, de paix stable, de paix durable.

Maintenant qu'on a répondu, non pas nous, qui n'engageons que nous, mais M. Ribot, lord Robert Cecil, M. Asquith, qui engagent la

France et la Grande-Bretagne, à la question du gouvernement russe, peut-être serait-il permis de l'interroger à son tour. Nous ne demanderons pas à la Révolution jusqu'où elle a révisé les « butes de guerre » de l'ancien régime. Que la Russie nouvelle répudie ou n'accepte que sous bénéfice d'inventaire les testamens les plus célèbres, c'est un choix qui ne regarde qu'elle. Mais il est un problème qui nous intéresse tous. Comment se prépare-t-elle à tenir les obligations souscrites jadis par le gouvernement impérial et qu'elle a déclaré solennellement vouloir assumer et exécuter ? Des faits graves, l'indiscipline qui déchirait l'armée, la discipline par trop moderne qui la désagrégeait, les démissions, heureusement retirées, des généraux Broussiloff et Gourko, nous avaient à bon droit troublés. Les proclamations du prince Lvoff et de M. Kerensky, la dépêche de M. Terestchenko, nous rassurent, dans la mesure où peuvent être une assurance les plus sincères, les plus mâles paroles, qui ne sont pourtant pas des actes. Il y a quelques jours, au plus aigu de la crise, avant qu'en éclatant elle fût en voie de se résoudre, nous eussions conseillé de faire les comptes et de dresser les plans comme si le facteur russe devait être provisoirement éliminé de nos calculs ; ce qui pourrait nous venir de ce côté-là étant porté en supplément, comme un *boni*. A tout prendre, aujourd'hui, sans croire que toutes choses soient parfaitement rassises et remises en place, qu'un ordre démocratique remplisse pleinement les cadres de l'ordre autocratique aboli, et que l'armée russe soit tirée de cette anarchie spontanée à laquelle la Russie était par son génie prédestinée plus que toute autre nation, il semble qu'il y ait dans son état cette manière d'amélioration qu'on éprouve lorsqu'un abcès crève. Il n'est jamais certain qu'il ne s'en reformera pas un autre à côté, mais c'est, quand même, une rémission et un espoir. Ce sera la guérison, s'il devient avéré que le gouvernement provisoire a autant de volonté que de bonne volonté, et autant de pouvoir que de volonté.

Seulement, la revision des « butes de guerre, » la paix « sans annexions ni indemnités, » ce sont des sujets qu'il serait préférable de ne pas trop agiter encore, et sur lesquels il faudrait, en tout cas, que ce ne fussent pas toujours les mêmes qui se fissent enten dre. Pour nous, si scrupuleux observateurs que nous soyons de « l'union sacrée, » nous ne pouvons cacher qu'à notre avis, on laisse les socialistes beaucoup trop discourir là-dessus, ou, s'il n'est pas facile de les faire taire, qu'on les écoute beaucoup trop. Quel que soit le mérite qu'on ne puisse leur contester, d'être présens à tout, de ne pas s'en-

dormir, et de ne pas souffrir qu'on les néglige ou les oublie, il n'en reste pas moins qu'ils ne sont qu'une part, la plus remuante et la plus bruyante, mais une assez petite part du peuple français et des autres peuples. Ils n'ont pas même le nombre, mais l'eussent ils, et eussent-ils d'ailleurs toute sorte de qualités, qu'ici, nous voulons dire : en cette matière, il leur manquerait la seule qualité qui vaille, la compétence. Un bon traité de paix ne se fait pas d'instinct, avec du sentiment. A coup sûr, dans le monde contemporain, ce serait être médiocrement et incomplètement réaliste, que de ne compter pour rien ces grandes forces idéales, la liberté, le droit, la justice, qui sont de très grandes réalités : mais ce ne sont pas les seules : les nécessités géographiques, historiques, économiques et stratégiques sont aussi des réalités, qu'on ne supprime pas parce qu'on les ignore.

Prenons garde de faire le jeu de l'Allemagne. S'il y a, au milieu de tant d'obscurités, une certitude, c'est que l'Empire allemand aspire de tout son être, tend de tous ses organes à la paix ; et c'est que l'Autriche-Hongrie en est encore plus affamée que l'Allemagne même. La démission, vingt fois annoncée, du comte Tisza, et qui cette fois est présentée comme officielle, pourrait avoir pour cause profonde ce besoin urgent de la paix, bien plus qu'une querelle sur une question intérieure, fût-ce une aussi grosse question que la réforme électorale. Les allées et venues du Chancelier à Vienne, du comte Czernin à Berlin et au grand quartier général, les indiscretions qu'on tolère, quand on ne les provoque ou ne les commet pas, sur « le dissentiment » qui se serait élevé à ce sujet entre les deux Puissances, le soin qu'on prend ensuite de démentir, de dire qu'on est absolument d'accord et que, du reste, dans ces entretiens amicaux, on ne s'est jamais occupé que de la Pologne ; ces démarches, ces confidences, ces demi-secrets, ces révélations sont des feintes par lesquelles il n'est pas permis de se laisser tromper. Le discours hermétique de M. de Bethmann-Hollweg, parlant au Reichstag pour ne rien lui dire, pris qu'il était entre les feux croisés de ses adversaires de gauche et de ses adversaires de droite, discours si équivoque que, depuis la consultation de Panurge sur le mariage, on n'en avait pas entendu d'homme plus embarrassé, ce discours tout en silence est un aveu criant.

Vainement le docteur Roesicke apostrophe M. Scheidemann, et vainement le comte Reventlow ou le baron Gebsattel se déchainent contre le Chancelier. Vainement aussi, et plus vainement encore, on invoque « la paix Hindenburg, » puisque maintenant Hindenburg est le dieu de la paix comme de la guerre. Ce serait si peu de chose

L'Allemagne serait si raisonnable! « Tout ce qu'elle demande, c'est simplement Anvers, la côte de Flandre, les houillères belges, les mines de fer du Nord-Est de la France, Briey et Longwy. » Mais, là non plus, il n'y a pas de ligne Hindenburg : cette ligne n'est pas une ligne, c'est une suite échelonnée de positions : c'est un système de défense à plusieurs lignes ; et la première est la paix Reventlow, celle des agrariens et des paugermaistes, celle du Comité de Dantzig ; on l'appelle « Hindenburg » pour lui porter bonheur. La troisième est la paix Scheidemann, la paix socialiste, la paix sans annexions et sans indemnités. Entre les deux, incécise, flottante, la paix Bethmann-Hollweg, qui aimerait mieux se rapprocher de la première, mais se reporterait au besoin sur la troisième. N'hésitons pas à dire que, dans l'état présent des choses, après trois ans d'une pareille guerre, toutes les deux, paix impérialiste ou paix socialiste, paix Hindenburg ou paix Scheidemann, seraient la paix allemande. Ce ne serait pas en finir que de finir pour recommencer. Souvent, quand a été renouvelé le serment des premiers jours : « Jusqu'au bout! » — « Jusqu'au bout de quoi? » a-t-on demandé. Jusqu'au bout de la volonté et de la puissance d'agression allemande. Il n'y aura de paix que la paix qui brisera entre les mains de l'Allemagne, — empereur allemand et peuple allemand, — les moyens de nuire, et, autour d'elle, effacera ses influences sinistres. C'est ce que M. Ribot, dont la simple éloquence fuit toute déclamation, et que sa modération autorise à se montrer inébranlable, a signifié, du haut de la tribune, en termes sur lesquels il n'y a point à revenir, et auxquels le gouvernement anglais, par la bouche de lord Robert Cecil, a donné, le lendemain, son approbation : « Ils viendront demander la paix, non pas hypocritement comme aujourd'hui, par des moyens touchés et détournés, mais ouvertement, et nous ferons cette paix à des conditions dignes de la France. Et, s'ils ne la demandent pas, cette paix, nous saurons la leur imposer! »

M. Ribot l'a dit simplement définitivement, et, pour le répéter, sans fanfaronnade, nous n'avons qu'à regarder ce qui se passe ou ce qui se prépare au plus près et au plus loin de nous. « Nous avons pu, — c'est encore M. Ribot qui parle, — avoir quelque inquiétude sur la façon dont le gouvernement russe... était enveloppé par d'autres influences qui rendaient son action difficile, et qui laissaient le champ libre à une sorte d'anarchie. » Mais tous nos doutes, la dernière phrase du télégramme de M. Terestchenko les dissipe. Appuyé par la nation tout entière consciente de son devoir, « le gouvernement provisoire

procédera d'urgence à la reconstitution des forces combattives de ses armées pour qu'elles puissent aller, animées du grand souffle révolutionnaire, accomplir la tâche qui leur incombe en commun avec leurs vaillans frères d'armes. » L'Angleterre, malgré l'élan avec lequel elle s'était, dès le début, jetée au secours de la neutralité belge violée, avait dans le pied, comme une épine que l'Allemagne a tâché d'envenimer, la question d'Irlande. L'initiative hardie de M. Lloyd George, remettant à une convention de tous les partis irlandais, depuis les orangistes jusqu'aux *Sinn Feiners*, le soin de régler eux-mêmes, entre Irlandais, le statut de l'Irlande, ôte au poison toute sa virulence, rend à la Grande-Bretagne toute sa force. Avec plus ou moins de confiance dans l'issue de ces conférences, M. John Redmond, pour les nationalistes, M. O'Brien en son propre nom, sir John Lonsdale, au nom de sir Edward Carson, chef de l'Ulster, qui est ministre, y ont donné leur adhésion. Si même la convention ne doit pas réussir à trancher le conflit, elle l'aura calmé; et, tendue, en armes, vers le continent, la Grande-Bretagne, pendant la guerre, n'aura pas à se retourner. Tout récemment, en présentant une nouvelle demande de crédits de 500 millions de livres sterling, M. Bonar Law, comme M. Lloyd George, comme M. Asquith et lord Robert Cecil, a affirmé et confirmé sa fermeté irréductible.

L'Amérique, et, plus explicitement, les trois Amériques, viennent à nous. Déjà nous avions avec nous toute l'Amérique du Nord, les États-Unis et le Canada. Dans l'Amérique centrale, déjà le Guatemala avait rompu les relations diplomatiques avec l'Allemagne; Costa-Rica et Panama avaient déclaré leur solidarité avec les États-Unis. Le Nicaragua et Honduras rompent à leur tour. Cinq républiques sur six se sont donc prononcées. Seul le Salvador s'est jusqu'ici réservé. Le Mexique même, trait d'union ou du moins lieu de rencontre entre le Nord et le Sud, informe l'Empire allemand qu'il est blessé de la barbarie de la guerre sous-marine à outrance. Dans l'Amérique du Sud, le Brésil révoque une déclaration de neutralité qui avait un peu surpris comme étant en contradiction avec la rupture précédemment signifiée, et ce premier pas paraît devoir être suivi d'un second, qui serait le grand pas, la déclaration de guerre. Il est vraisemblable qu'alors le mouvement se propagerait, et que l'Union américaine, l'Union des trois Amériques, grouperait la presque totalité des Républiques américaines. En Extrême-Orient, le Japon, la Chine apportent la contribution de l'Asie. L'Australie, la Nouvelle-Zélande, ont été des ouvriers de la première heure. C'est pourquoi nous osons,

en toute sûreté, poser cet axiome : On peut défier le monde entier se battre, se débattre contre lui, le tenir en échec un certain temps, un temps plus ou moins long : on ne le bat pas.

Fatalement, on est battu ; à la longue même, il vous battrait les bras croisés, si seulement il croisait les bras. Toutes ces Puissances lointaines, les Amériques, l'Extrême-Orient, même celles qui ne songent pas à envoyer des troupes en Europe, porteront à l'Allemagne un coup formidable dès qu'elles ne lui enverront plus rien. Rien directement, rien indirectement. Rien à elle-même, rien pour elle aux neutres complaisans ou terrorisés. Des neutres, il n'y en a plus guère, en dehors de ceux qui sentent et à qui on ne laisse pas oublier qu'ils sont sous la botte. L'impitoyable Allemagne fait sur leur dos sa guerre au monde, assassine leurs marins, coule leur flotte marchande, anéantit leur commerce, coupe leur propre ravitaillement : plus de 600 000 tonnes à la Norvège, plus de 200 000 au Danemark. Ils souffrent tout, de peur d'être exposés à pis. Mais l'Espagne est, géographiquement, au bout de l'Europe, et, historiquement, elle est l'Espagne. M. Garcia Prieto ne pourra pas souffrir ce que le comte de Romanones n'a pas souffert. Pour qu'il se satisfasse d'excuses qui ne valent qu'à terme, il faudrait que le torpillage du *Patricio* fût le dernier. Un de ces jours, après un nouvel attentat, tous les partis et toutes les provinces, non seulement les républicains et les libéraux des grandes villes, mais les carlistes des pays basque et navarrais, se remettront à parler castillan. A cette heure, le service le plus utile que puissent nous rendre nos Alliés des Amériques, c'est, en mesurant exactement leurs expéditions aux neutres sur les besoins vérifiés des neutres, — chiffres de 1913, par exemple, — de les enfermer dans leur neutralité. Qu'ils les aident à se nourrir, soit, mais non pour qu'ils aident à nourrir l'Allemagne. Pour nos amis, le neutre ne peut plus être neutre, qui alimente nos ennemis.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant.

BENJ. DOUMIC.

LA CLOSERIE DE CHAMPDOLENT⁽¹⁾

DEUXIÈME PARTIE (2)

III. — PENDANT QU'ON COUPAIT L'AVOINE

La guerre était commencée.

Les hommes ne sont point revenus en permission pendant les dix premiers mois. Mais vers le commencement de l'été de 1915, tout à coup, les pères, les maris, les frères, les promis, débarquèrent dans les gares, par petits groupes, avec six jours de joie et d'amertume marqués sur une feuille blanche, et, traînant les souliers du gouvernement, vêtus de capotes fanées, coiffés du képi ou du casque, ils prirent chacun le chemin de la maison où quelqu'un les aimait, gens de guerre qui apportaient la vraie nouvelle, voyageurs chargés de musettes, de bidons, de paquets qui enflaient les basques de la capote, revenans du pays de la mort, qui cachaient dans le fin fond d'une poche, pour l'offrir à une femme ou à un enfant, un anneau d'aluminium, un couteau en cuivre d'obus, une broche, une croix; cœurs privés et douloureux, qui battaient vite à présent, et songeaient à la douceur des bras amis, et de la voix qui dit : « Bonjour Jean! Bonjour Louis! Bonjour!... Ah! que je t'attendais! »

Il n'en vint point à Kerjan; il n'en vint point à Champdolent.

(1) *Copyright by René Bazin, 1917.*

(2) Voyez la *Revue* du 1^{er} juin.

Marie avait bien du travail et du tracas. Un seul valet de ferme avait quitté Kerjan. Le Treff, refusé par le conseil de revision, à cause d'une vieille hernie, et mis en sursis d'appel, Quinquis le biquart, trop jeune encore, demeuraient à la ferme. Mais la ferme était grande, et il avait bien fallu que Marie prit sa part de travail, dans les étables, dans les greniers et même aux champs. Elle ne se plaignait plus. Elle ne prétendait plus que sa place fût à la maison seulement. L'exemple d'autres femmes de la campagne, ses voisines, l'avait atteinte dans son orgueil de fermière riche, d'enfant gâtée habituée à se ménager. C'avait été un changement rapide, comme il arrive chez les forts, que les choses plutôt que les raisons font plier, et qui veulent encore en s'abandonnant à une force inconnue. Sensible, nerveuse, imaginative, et cependant maîtresse d'elle-même, elle grandissait le péril, s'emplissait le cœur des nouvelles fâcheuses du début de la guerre et de tous les deuils qu'elle apprenait, et, ne parlant presque pas, ne lisant que de loin en loin quelques lignes d'un journal, le dimanche, elle écoutait autour d'elle la rumeur de toutes les âmes en voyage, en prière, en angoisse, en chagrin. Plus souvent qu'autrefois, elle s'offrait à aller le jeudi, qui était le jour de fournée de Kerjan, porter à Fouësuant le pain pétri par le vieux valet; elle rendait visite à des femmes qu'elle connaissait d'enfance, et qui lui disaient : « Mon mari est aux tranchées, ici, là, » mais dont aucune ne demandait : « Où est le vôtre ? » Ainsi, par la pitié pour les autres, elle essayait de rentrer dans la vie commune. Personne ne riait plus. Même celles qui étaient toutes jeunes, et qui essayaient de plaisanter, s'arrêtaient tout à coup, le temps de respirer, et il y avait une larme au bord de leurs yeux pleins du désir de la vie. Marie revenait, dans le char à banes chargé de lourdes masses de pain gris dont l'odeur emplissait le chemin, et était bue par la terre et les feuilles, qui reconnaissaient l'avoine et le froment de la dernière moisson.

Sans doute, la curiosité, la malignité des autres femmes, ses compagnes, s'étaient retirées d'elle; on ne parlait plus de la « pauvre petite Marie; » chacun avait assez de porter son propre chagrin et de parler de son chagrin. Cette espèce d'encouragement à renier son amour passé, ces mots qu'elle avait si souvent entendus : « Comment as-tu pu épouser ce Pierre Quéverne, toi qui pouvais choisir ? » on ne les lui adressait plus. Mais

elle n'occupait plus la pensée des autres. Dans l'universelle douleur, elle se sentait abandonnée, parfois même traitée en étrangère, devant qui mieux vaut ne pas dire certaines choses. Ne plus intéresser, ne plus amuser, être aussi peu regardée que la vachère à demi folle de Trémorzazec : quelle solitude ! La guerre avait fait cela, et bien d'autres choses encore sur la terre. Il y avait une petite Bretonne de Fouësnant, qui s'aimait trop elle-même, et qui reconnaissait à présent qu'elle n'était aimée que d'elle seule.

Les jours qui précédèrent l'Assomption furent rudes entre tous pour Marie. La chaleur, l'ennui de son cœur vide, la fatigue, avaient rompu les forces de ce jeune corps. Ses yeux étaient devenus trop grands pour le mince visage. Le 14 août, vigile d'une fête dont elle ne se réjouissait point, si ce n'est comme d'une demi-trêve, elle travaillait avec tous ceux de la ferme, avec la mère, de plus en plus lourde, turriforme et rhumatisante, avec Le Treff, avec Quinquis, dans une pièce contiguë à la lande de Kerjan. Depuis deux semaines, l'avoine avait été fauchée sur la croupe exposée au soleil, et d'où l'on voit les îles. Mais la partie basse, couverte, selon les heures, par l'ombre des terres penchées ou par celle des aulnes bordant le ruisseau, nourrissait maigrement et lentement la moisson. Il fallait moissonner à deux fois.

Marie était donc là, courbée, rouge, montant la pente, abattant d'un coup net de faucille la poignée d'avoine qu'elle venait de saisir, puis une seconde, puis une autre. Il y avait, dans la fourrure blonde, des épis encore verts, qu'elle écartait de la main et qu'elle laissait debout. Près d'elle, la mère travaillait de même. Les hommes marchaient en avant, un peu à droite. Tous se hâtaient, car des nuées d'orage, montagnes en mouvement, poussées par le vent du large, entamaient le ciel au-dessus des côtes. Elles étaient gonflées de tant de lumière, que leur ombre même était rousse sur le sol craquelé. L'air brûlait la poitrine. Et Marie, s'étant redressée afin de reprendre haleine, entendit une voix que le battement du sang dans les tempes et le crissement de la faucille avaient jusque là couverte. Un homme l'appelait. Elle reconnut le facteur, qui faisait signe, de l'autre côté de la haie, dans la lande où passe le sentier. Dolente, essuyant son front et ses joues avec sa manche retroussée, elle alla jusqu'au fossé. L'homme, penché par-

dessus les ajoncs du talus, la casquette en arrière, riait sous ses moustaches tombantes, couleur de cidre, et tendait un papier.

— Elle a de la chance, votre petite ! dit-il. C'est son père qui lui écrit !

— Son père !

— Regardez plutôt ! Et il n'écrit pas souvent !

Marie leva la tête, comme une chèvre qui donne un coup de corne.

— Il m'écrirait tous les jours, si je le voulais, facteur : mais je suis bien comme je suis.

Elle prit la carte postale, blanche, décorée des drapeaux alliés, et, avant de lire le verso, elle déchiffra l'adresse de Pierre. Il donnait son adresse complète : régiment d'infanterie coloniale, bataillon, compagnie, secteur. Elle essaya d'imaginer son mari sous l'uniforme colonial ; mais l'image était confuse, celle du visage, celle du regard, qui s'efface vite, et que l'amour même est souvent impuissant à faire revivre en nous. Alors elle tourna la mince feuille de carton, et debout, dans le soleil, regardée de loin, elle lut : « Ma petite Jeanne-Marie, je vous écris des tranchées, pour votre fête. Voilà que vous allez avoir quatre ans et demi. Peut-être que vous ne vous souvenez pas beaucoup de moi, qui vous berçais et vous promenais dans mes bras. C'est déjà ancien, et vous avez un cœur si petit encore ! Nous, on a passé l'hiver et le printemps dans la boue ; à présent, on connaît le chaud : j'ai vu mourir bien des camarades, moi je suis resté. La mort ne veut pas de moi : c'est peut-être pour vous, Jeanne-Marie, ma mignonne. Mais ne vous attendez pas à me revoir : du côté où je suis, il n'y a pas de permissions. J'ai des amis, mais je n'ai pas vu de parents, sauf mon frère l'abbé, qui est aumônier. Je vous embrasse bien. — Pierre Quéverne. »

La mère Lanio observa que sa fille revenait bien lentement vers la cornière du champ d'avoine.

— Qu'est-ce qu'il vous a remis, le piéton ?

— Rien : une carte postale d'un du front.

La mère insista : elle voyait le visage troublé de sa fille, qui passait devant.

— Ça ne serait pas de votre mari ?

— Quand ça serait de lui ? Ce n'est pas à moi qu'il écrit, vous comprenez, c'est à Jeanne-Marie.

Elle reprit sa place, et se courba de nouveau sur les épis, que le souffle qui balaie la terre avant l'orage enfièvrant. Des gouttes d'eau, larges, se mirent à tomber. La mère releva sa robe par-dessus sa tête, et dit, enjambant les poignées d'avoine coupée :

— Vous en venez-vous, Marie ? Ça va être long. Le ciel est comme une suie sur la mer.

— Non.

Les hommes étaient déjà en haut du champ, et rentraient à la ferme, trottant l'un près de l'autre, et le plus vieux enfilant, les bras levés, les manches de sa veste. La jeune femme descendit jusqu'au bas de la lande, sauta dans le pré que coupe le ruisseau, et se mit à l'abri, sous les aulnes. La nuée creva. Marie, pour protéger contre les gouttes de pluie la carte postale de Pierre, la mit dans son corsage. Elle était adossée au tronc d'un arbre, dont le vent faisait tourner la pointe comme une roue. Le bruit des plages passait dans la tempête, et les feuilles jeunes encore et toutes vertes volaient. « Il n'a pas osé m'écrire ; il a bien fait... Il sait que je ne suis pas de celles qui n'ont pas d'honneur, et qui oublient... Depuis bientôt trois ans, il a vécu comme il lui convient de vivre... Moi aussi, d'ailleurs. La guerre ne m'a pas changée, je ne suis ni plus, ni moins... Il espère peut-être que je lui répondrai?... » Toujours le « je » commandait ses pensées. Elle reprenait la litanie des reproches passés, comme si elle eût été menacée du retour prochain de son mari, et, à voix haute, le visage encore tout rouge de la fatigue du jour, la poitrine soulevée par l'émotion, elle parlait à des témoins imaginaires : « Je suis la mal mariée, qui n'a pas eu de chance. Il s'est mis à boire et à m'abandonner. D'autres que moi l'auraient-elles supporté aussi longtemps ? J'avais un cœur fait pour aimer et pour rire. Mais je n'ai pas ri longtemps. Il est fermé, fermé, fermé ! Dites-le dans les bourgs et dans les fermes : je suis rentrée dans mon bien, et Pierre n'y reviendra pas ! »

Cependant, la pluie pénétrait ses vêtements, le vent fraîchissait, les nuées se dépassaient l'une l'autre, les éclairs en dénombraient les étages en mouvement. Oh ! comme l'Océan avait bâti de grosses tours ! Comme elles s'avançaient ! Comme elles croulaient et se reformaient plus hautes, toujours ardentes à la cime ! Marie se trouva sotte d'avoir refusé de revenir à la

maison. Bientôt, elle vit une lueur, puis un rayon vif, sur les avoines et dans les gouttes pressées qui traversaient l'air. Des ramiers se levèrent d'un arbre, et elle reconnut que le grain allait finir. Tout le ciel était d'or vert, du côté d'où soufflait le vent. Le soir s'approchait, et il serait pur.

Encore un quart d'heure, et elle put sortir de la haie. Toute cette exaltation en elle et cette colère étaient tombées. Marie se sentait lasse. Elle monta, glissant sur la terre détrempee, jusqu'au sommet du plateau, et, avant de traverser la pièce dans la largeur, et de reprendre le chemin de la ferme, elle voulut juger de la nuit qui se préparait. Par-dessus la haie, qui était chétive à cause des falaises du sous-sol, la mer lointaine apparut, d'un vert clair jusqu'à l'horizon. Les îles et les cailloux, qui sont devant l'archipel des Glenans, faisaient des taches d'ombre sur cette nappe de lumière, et, aux deux extrémités, tandis qu'elle regardait, les deux phares s'allumèrent, le feu rouge de Penfret, le feu blanc de l'île aux Moutons. Alors, le souvenir des soirs de la première année et de la seconde même, où elle cherchait à reconnaître les voiles des bateaux de pêche, la ressaisit. Ici même, où dans les pièces de Champdolent, qui sont sur le même flanc des pentes, combien de fois était-elle venue, à cette heure voisine de la nuit, où il semble que ceux-là qui tardent ne retrouveront pas leur route? Devant ces témoins, îles, écueils, lumière de la mer et du ciel, elle se sentit comme devant un juge. Elle entendit le démenti qui s'élevait de son propre cœur : « Tu ne dis pas vrai ! Tu l'as aimé ! Tu venais l'attendre, et tu ne pouvais rien voir de plus que ce que tu vois à présent : le luisant de l'eau déserte, et la ligne courte de l'horizon, et la brume roulée en bourrelet au bas du ciel ; mais tu étais anxieuse, joyeuse selon les jours. Tu l'aimais bien. »

Elle revint à Kerjau au moment où les vaches, les flancs saignans de la piqûre des taons, regagnaient l'étable, et cherchaient l'une ou l'autre à s'échapper, pressentant la chaleur de la nuit. L'ombre descendit. Les gens de la ferme se mirent à table. Tous ils observaient Marie. Le Treff, entamant l'énorme pain posé sur la serviette, coupa une tranche, mordit dedans, et dit, la bouche pleine :

— Vous avez donc reçu des nouvelles, Marie ?

Elle considéra le vieux valet, un petit instant, et éclata de rire :

— Je pense bien qu'il voudrait des paquets pour l'hiver ? Qu'en dites-vous ? Mais il n'y a rien ici pour lui. Qu'il en fasse venir de chez son père !

Les deux hommes considéraient en silence, sans s'interrompre de manger, cette femme qui parlait de son mari devenu soldat comme elle avait parlé de lui au temps de la paix. Ils étaient assis en face d'elle, l'un près de l'autre, sur le banc, et, penchés en avant, la pupille de leurs yeux attentive et vivante au bord des paupières, ils guettaient les mots qui allaient venir comme si ç'avait été un gibier. Marie les étonnait et heurtait en eux l'obscur fond de leurs âmes. Ils avaient l'air de l'entendre pour la première fois dire du mal de Quéverne. Pourtant, elle ne faisait que réciter, ce jour-là, la leçon ancienne, variant à peine les mots :

— Pensez-vous que je vais me priver pour lui ? S'il a voulu, avec son gain de pêcheur, il a pu faire des économies. Elles lui serviront, en campagne...

— Son argent, ma fille, il l'a tout bu ! Je ne veux pas que vous dépensiez celui de chez moi, pour un Quéverne !

— N'ayez peur : il ne m'est plus rien ; nous sommes de deux familles !

La mère Lanio eut un petit regard tendre pour Marie. Le Treff ni Quinquis ne parurent d'accord avec elle. Mais le plus ancien demanda, tordant sa gueule pleine :

— Alors, il a écrit, tout de même ? Où il est ?

— Ma foi, je n'en sais rien : voyez vous-même !

Marie mit la main dans son corsage, en retira la carte, et la jeta de l'autre côté de la table, près de l'assiette du premier valet.

— Vous pouvez lire : c'est écrit pour l'enfant, pas pour moi, naturellement.

Et elle but un grand bol de cidre, pendant que, l'un après l'autre, le vieux valet et le jeune déchiffraient, péniblement, les lignes écrites de la tranchée. Quand ils eurent fini, le plus jeune tendit la lettre à Marie.

— C'est malheureux, tout de même !

Il ne savait pas ce qu'il disait. Il avait le cœur tout chaviré d'avoir lu cette pauvre carte. Et la jeune femme ne riait plus. Ils se levèrent de table plus tôt que d'ordinaire, comme s'il y avait eu une dispute entre eux. En vérité, ces deux hommes

étaient dans la guerre, et cette femme n'y était pas. Quand ils montèrent, par l'escalier en pierre dure, pour gagner la soupenne où ils couchaient, Marie courut à la porte de la cuisine. Elle écouta, voulant savoir ce qu'ils pensaient d'elle. Ils se taisaient.

IV. — L'AGENT DE LIAISON

A la même heure, dans un abri creusé à six mètres de profondeur, boisé plus solidement et soigneusement qu'un puits de mine, et pourvu de deux sorties qui rendaient beaucoup moindre le risque d'être enterré vivant, — un des premiers abris perfectionnés de notre front français, — douze hommes étaient rassemblés : cinq agens de liaison de la compagnie, deux fourriers secrétaires, deux téléphonistes, deux agens de liaison des compagnies de droite et de gauche, un clairon. Deux bougies éclairaient l'étroit souterrain, établi perpendiculairement aux tunnels d'accès; l'une était fixée au mur par des clous, l'autre suspendue au bout d'un fil de fer en spirale, qu'on avait attaché au chapeau d'un des cadres de bois. Les couchettes de treillage, garnies de sacs à terre vides, et formant deux étages, occupaient presque tout l'espace; il ne restait de libre qu'un couloir au pied des lits, et, le long de la dernière couchette, un réduit où les téléphonistes avaient installé leur appareil et les fourriers leur table. En ce moment, une partie des hommes étaient déjà couchés; d'autres fumaient et blaguaient, assis à l'extrémité de leur couchette, les pieds dans le couloir, le dos courbé. Le passepoil rouge de leur culotte, le chiffre du régiment, rouge aussi sur l'écusson bleu du col, l'ancre modelée au-dessus de la visière du casque, — tout nouvellement distribué aux soldats du front, — disaient qu'ils faisaient partie des troupes d'infanterie coloniale. Un peu partout, accrochés ou épars, des objets d'équipement, sacs, ceinturons, musettes. Mais, selon l'expression du caporal Prigent, « on savait où c'était. » En cas d'alerte, chacun aurait eu vite fait de retrouver son bien. Les fusils seuls étaient en ordre, au râtelier d'armes, à l'endroit où la galerie de descente débouchait dans le gourbi. On venait de diner. L'atmosphère était chaude et humide, saturée d'une odeur de cuir, de rat, de sueur, de vin et de fromage. Quelques soldats mâchaient encore. Contre l'habitude,

ils faisaient peu de bruit en causant, échangeant de rares propos, sur les incidens de la journée, le goût du pinard, qui ne valait rien depuis deux semaines, et l'espoir qu'ils avaient de bien dormir. On s'appliquait à modérer le tapage. Tout à l'heure, le capitaine Hellequin, de sa voix de commandement, bourrue et pas fâchée, avait crié, de l'autre côté de la cloison :

— Vous m'embêtez, les enfans! Je ne peux pas rédiger mon rapport! Vous faites un train!

Une cloison de planches assemblées à la diable séparait seule, en effet, la chambre des hommes d'avec le poste où travaillait, à droite, le capitaine. Celui-ci, officier jeune, lieutenant avant la guerre au 1^{er} régiment étranger, avait eu la chance, comme il disait, d'être nommé dans un régiment d'infanterie coloniale aux premiers jours d'août 1914. Comme les vrais chefs, il aimait le soldat, il le ménageait, il avait tout le temps, dans son âme résolue, une inquiétude cachée : « Tout est-il prévu? Ne manquent-ils pas de ce qu'ils peuvent avoir? S'ils se plaignent de la pluie, j'en souffre; s'ils se plaignent d'autre chose, je m'accuse. » Mince, long, un peu voûté, le visage en lame orné de deux moustaches tombantes, l'œil bleu d'acier, le regard insistant, dur d'abord, la voix grave, peu causeur, mais donneur de poignées de main, de bourrades et de mots d'amitié qui lui gagnaient les cœurs, on le voyait sans cesse en tournée dans les tranchées, surtout la nuit. Les hommes le surnommaient : « Dort pas. » Il avait coutume de dire : « A la guerre, il y a des choses qu'on ne voit bien que la nuit. » Rarement, il avait le temps et l'occasion de rappeler ses souvenirs d'Afrique. Cependant, il lui était arrivé de faire une étape, à pied, à côté d'un homme de son ancien régiment, et, pendant trois heures de route, les voisins avaient entendu de singuliers noms de villages, et aussi des noms de jumens arabes qui devaient encore galoper dans le sable, là bas : Sarbacane, Gavotte, Houleuse, Ficelle, Lady of my heart, Jactance, Olive.

A présent, transporté d'Afrique en Champagne, il tâchait d'être prêt, lui et sa tribu d'hommes, toujours, à tout. Il écrivait, les coudes appuyés sur une table boiteuse, si mal éclairé par une petite lampe à essence, qu'il était obligé de se pencher beaucoup, pour voir les lettres tracées par la plume, et que le bout de ses moustaches blondes, par momens, touchait le

papier. Les parois de la sape, ici comme de l'autre côté, étaient recouvertes de planches, que soutenaient des cadres de hêtre, mais on avait piqué aux murs des gravures empruntées à divers *magazines* : un général Joffre, en petite tenue, embrassant une enfant alsacienne; un défilé de troupes; la décoration d'un drapeau; une messe en plein air; la vue des ruines de Carency. Chaque image rappelait la guerre. Qui les avait clouées là? Combien d'officiers avaient dormi, écrit, songé, donné des ordres, attendu l'heure d'une ronde, d'une relève, d'une marche en avant, dans cette hôtellerie où tous les voyageurs sont jeunes, et fréquentent la mort? Sur une table, dans un angle, des verres, des assiettes en aluminium, étaient rangés, et voisinaient avec deux bidons, une brosse et un casque bosselé. Dans un retrait, au fond, deux couchettes superposées, faites en grillages de cages à poules, et, dans celle du bas, sous un amas de couvertures brunes, un homme ronflant.

Le capitaine finissait d'écrire son rapport; il jetait un coup d'œil sur le plan du secteur placé devant lui, ajoutait une phrase, consultait encore la carte, et reprenait la rédaction, d'une main ferme et sans hâte. Un peu de temps s'écoula. On n'entendait plus de bruit dans le logement des hommes, qui s'étaient jetés sur leurs couchettes. La porte des agens de liaison s'ouvrit; une tête barbue, coiffée du calot, apparut, demi-éclairée, le nez luisant, les yeux vifs dans le poil brun :

- Mon capitaine?
- Hein? qu'y a-t-il?
- Il est onze heures.
- Merci, Vignard.

L'officier montra, d'un geste du menton, le paquet de couvertures :

— Tu vois, il est malade. Y a-t-il encore un agent de liaison qui ne dorme pas?

- Un, je crois : Pierre Quéverne.
- Tu lui diras de venir avec moi.
- Bien, mon capitaine.

L'ordonnance ne se douta pas de la grâce qui lui était faite. Il continua de ronfler. Le capitaine travailla encore un moment, relut la pièce, plia la feuille en deux, la mit sous enveloppe, écrivit une adresse en initiales, et tendit le pli à l'homme qui était entré tout à fait.

— Tiens, Vignard, tu feras porter le pli par Simon, le signaleur. C'est pour le bataillon. Si on me demande, je suis dans le secteur...

L'homme aida l'officier à endosser le manteau bleu tout délavé par les pluies anciennes, blanchi, verdi par la craie de Champagne, puis souffla la lampe, et, tandis que le capitaine montait les vingt-deux marches de l'escalier, rentra dans le gourbi :

— Vite en haut, Quéverne ! Tu accompagnes le capitaine en secteur !

Quéverne fut rendu dans la tranchée en même temps que son chef. Il avait le fusil à la bretelle, et le casque sur la tête. A dix pas devant lui, à l'entrée de la seconde descente, se tenait le capitaine, qui demeura immobile une demi-minute, réhabituant ses poumons, ses oreilles et ses yeux à l'air libre. C'était une nuit très douce ; on voyait les étoiles entre les deux murs de craie ; le remblai de gauche tout en plein et le sommet du remblai de droite luisaient à la lune levante.

« Il y a de la fusée, » pensa Quéverne.

Il alluma une cigarette, et trouva que la vie avait de bons momens.

— Viens, mon petit.

Quéverne suivit le capitaine, de ce pas roulant et souple qu'il avait pris aux vagues de la mer. Ils firent une centaine de mètres. Leurs souliers, frappant en mesure la claie à trottoir, soulevaient un bruit clair, qui remplissait et vivifiait cette fosse tournante et profonde. Une balle, qui avait dû ricocher sur les fils de fer, siffla et vint se loger dans le parapet, en arrière.

— Abeille ! dit Quéverne.

L'officier, ayant observé trois petits nuages, voyageurs non pressés, au-dessus de la tranchée, murmura de son côté :

— Est Nord-Est, le vent est aux Boches. Faudra veiller aux gaz !

Un grondement sourd, prolongé, ébranla jusqu'à la fine pointe les nerfs du capitaine et de son compagnon. Mais ni l'un ni l'autre des deux hommes n'eut l'air d'y prêter attention. Le coup, — un départ de 120, — avait dû être tiré en arrière, à l'extrémité du secteur. Le bruit de l'arrivée se perdit dans les espaces. Pendant une minute, rien ne troubla plus le silence.

On marchait sur une bosse de la plaine. Le sol était sans caillebotis. Tout à coup, à un tournant, une rumeur de voix toutes proches, arrivant en surprise, fit s'arrêter le capitaine et l'agent de liaison, qui, le long des parois blanches, s'effacèrent. Une ombre apparut, qui n'avait que le sommet du casque dans la lumière douteuse.

— Qu'est-ce que c'est ? demanda l'officier.

— Corvée de matériel de la 5^e. On revient.

— Combien êtes-vous ?

— Vingt.

Les hommes passèrent. L'officier s'éloigna, la canne en avant, d'une allure plus rapide, à présent que les muscles et les os étaient bien en mouvement, avec leur plein de sang renouvelé et leur huile dégourdie. Il allait sans hésiter, en voyageur qui connaît chaque pierre et chaque courbe de ce chemin en dentelures, dans lequel on ne voit qu'à trois pas devant soi, et qui croise d'autres chemins.

— Halte-là !

Le cri est sinistre dans la nuit. L'officier, dans l'ombre, aperçut la pointe d'une baïonnette qui dépassait la masse d'un gros pare-éclat. La voix reprit :

— Qui vive ?

— France ! Ronde d'officier !

— Avance au ralliement !

L'officier fit quatre pas, et s'arrêta de nouveau.

— Carency !

— Passez... ah ! c'est vous, mon capitaine ? J'vous reconnaissais pas.

— Bonsoir, Lépard. C'est bien, tu fais ton métier. Tranquille, la nuit, hein ?

— J'y pensais. Y a des momens, c'est comme chez nous.

Ces mots-là mirent les trois âmes à l'unisson. Mais personne n'en dit plus long. Le devoir était pour l'un de rester, pour les autres de continuer la ronde. Bientôt, ayant tourné encore, invisible dans la craie taillée, l'officier arriva dans un bout de tranchée, long d'une dizaine de mètres, dont les parapets, plusieurs fois écrasés, rompus, creusés par les bombardemens, avaient été renforcés d'un rang, et, çà et là, de deux rangs de sacs de terre. Cinq hommes, immobiles, se tenaient debout sur la banquette de tir, aux aguets, l'oreille tendue. L'un d'eux, le

sergent, au bruit des pas, sauta de la banquette sur le caillebotis, et vint au-devant.

— Ah! c'est vous, mon capitaine?

— Oui, Regnaud. Rien de neuf?

— Peu de chose. J'ai fait tirer plusieurs feux de salve, tout à l'heure, sur des travailleurs que j'entendais, en face. Depuis ce temps-là, rien.

— Allons, mes gars, on sera relevé demain. Ça se tire! Bonsoir! Veillez!

Il n'alla pas loin, revint seulement un peu en arrière, et monta sur la banquette de tir, pour inspecter la plaine. Quéverne s'assit, le fusil entre les jambes : il connaissait le tour d'horizon.

Mettre la tête à la hauteur où étaient, voilà un an, les sillons des champs; non pas se tenir debout sur le terrain des anciens labours, mais aventurer son casque et son visage, petite forme ronde, pas plus grosse qu'un lièvre au gîte, et regarder dans la direction des lignes ennemies, voilà tout ce que pouvaient se permettre, après le coucher du soleil, les hommes du poste d'écoute. Une vaste nappe de terre inculte en avant, légèrement montante, sans un arbre, et que la pauvreté de la lumière privait de tout relief, une ligne de crête longue, en arc, assez nette dans la brume lunaire, et pareille à l'horizon de la mer : voilà ce qu'auraient aperçu des yeux non habitués. A quelle distance était cette crête? Deux cents mètres? Cinq cents? La lueur sans franchise de la nuit ne le disait pas. Le capitaine, lui, le savait. Il observait, un peu en deçà de l'horizon, un bourrelet blanchâtre, irrégulier, nacré par endroits, à cause des reflets : la tranchée allemande. Derrière lui, la plaine encore, mais descendante, coupée et recoupée de tranchées et de boyaux, chacun ayant ses rejets de terre crayeuse, entrelacés dans le gris sombre des friches, ressemblait, en son milieu, à un marais indéfiniment long, où luisaient, sous la lune, ces rides d'eau claire, qui s'éveillent la nuit, et qui meurent, et qui renaissent plus loin, dans l'ombre des roseaux. Silence partout. Partout des yeux qui cherchent, des armes chargées, des signaux. A gauche, loin cependant, une fusée se leva des lignes ennemies, et éclaira le paysage de mort. L'officier put fouiller du regard le chaos des chevaux de frise, en avant, qui protégeaient le poste.

Au moment où la flamme s'éteignait, il crut apercevoir, au delà d'un reste de prairie, nappe verte, en longueur, trouée par les obus, quelques ombres suspectes. Deux coups de feu, un troisième à une seconde d'intervalle, partirent de la tranchée en face. On vit la gerbe fine sortir des canons de fusil, les balles sifflèrent au-dessus du poste, pas très haut. Puis le majesté de la nuit d'août rentra dans son domaine : le ciel et la terre lui appartinrent.

Pas pour longtemps.

— Pierre, dit le capitaine, donne-moi ton fusil.

Les cinq hommes épaulèrent en même temps, sachant ce qu'il allait faire.

— A mon commandement ! Feu par salve ! Joue ! Commencez le feu !

Les six coups de fusil partirent ensemble, brisant l'ombre et le repos commencé.

— Régnard, fais partir une fusée à présent.

— Une grosse, à bague ?

— Oui, dépêche.

Un ronflement de soufflet de forge, une fumée énorme emplirent le poste d'écoute. La fusée monta, traçant dans le ciel une ligne d'étincelles, puis elle s'alluma, et, déployant son parachute, descendit doucement balancée en spirale.

L'officier observa le terrain devant lui, et, satisfait, quitta la banquette de tir. Les Boches étaient prévenus qu'on veillait, au poste d'écoute Plard (du nom d'un soldat tué en février).

La ronde continua. Les quatre postes d'écoute furent visités. On rencontra des travailleurs qui revenaient, d'autres qui parlaient avec la pioche sur l'épaule ; des « hommes de soupe, » des guetteurs. Pierre s'était rapproché du capitaine, qui lui demandait : « C'est vrai que tu joues du flageolet ? où diable as-tu appris ça ? »

Quand le quatrième poste eut été inspecté, avant de prendre le boyau du Puits sans Eau, pour rentrer au gourbi, le capitaine fit signe à Pierre Quéverne de s'asseoir près de lui, sur la banquette d'un bout de tranchée déserte. La lumière était maintenant presque vive. Il étudiait ce masque court, ces sourcils roux que séparait un pli profond, ces yeux qui ne craignaient pas le regard, cette bouche que relevait un sourire vague et sans gaieté, comme une sorte de déli qui s'adressait aux chefs et

aux hommes : cet ensemble de traits et cette physionomie qui n'avaient point de pendant à la belle 7^e du 2.

— Alors, tu dis que c'est en mer que tu as appris ta sacrée musique ?

— Un peu dans les cafés aussi, mon capitaine, à entendre des airs bien chantés par des femmes, et quelquefois par des hommes... Ça amuse les camarades, voilà.

— Quand nous serons au cantonnement, j'irai t'entendre jouer !

Ensemble, involontairement, les deux hommes tressaillirent : une volée de coups de canon, cette fois à droite et partis des lignes françaises, ébranla toute la nuit, tout ce qui veillait et tout ce qui dormait, et les moindres mottes. Le capitaine avait sauté sur la banquette. L'éclatement de quatre obus, presque en même temps, le bruit de l'air déchiré, le bruit de plainte aiguë, et qui va diminuant, emplit à son tour la vallée.

— Des travailleurs, dit Quéverne. Le cuistot me l'avait dit : les Alboches font un boyau devant le poste des *Deux Moineaux*. Ils ont dû remiser !

— Écoute ?

Non, plus rien, à peine un piétinement de troupe, dans les couloirs de terre, pas très loin.

Le capitaine alluma sa pipe. Il connaissait bien presque chaque homme de sa compagnie, mal Quéverne. Ce Breton lui avait été représenté par le précédent commandant de compagnie comme une forte tête, un soldat sans instruction, peu discipliné, brave, et d'humeur inégale. Mais le nouveau capitaine, dédaigneux de la paperasse et des histoires de la vie civile, habitué par la guerre africaine à choisir les hommes pour les coups de main, en appelait à lui-même de tous les rapports qu'on lui faisait, et formait son jugement en causant avec ses soldats. Il n'avait jamais causé avec Pierre Quéverne. Il trouvait l'occasion de le connaître un peu.

— Dis-moi, mon petit, est-ce que tu as des enfans ?

Les yeux de Quéverne se mirent à ciller rapidement, et la main gauche, glissant le long de la cuisse, empauma le genou, et, sans raison, le tint serré. Mais le regard ne quitta point celui du chef.

— Un seul, mon capitaine, une fille, Jeanne-Marie. Je n'ai

pas pu faire mieux, parce que... Enfin, peu importe. Elle a quatre ans depuis le 1^{er} de mars...

— C'est gentil, à cet âge-là! Moi, j'en ai trois... Sans cette guerre, je serais peut-être en permission, avec eux, à Saint-Jean-de-Luz.

— Connais! Il y a une barre, à Saint-Jean-de-Luz, et des femmes qui enveloppent leur chignon dans un petit mouchoir de soie... Il y a aussi des épis de maïs qui sèchent aux fenêtres.

— Ça nous changerait, dis donc!

— En effet!

— Tu n'es pas de ce pays-là, je le sais.

— Non : Fouësnant, un patelin où il y a de jolies femmes aussi, et des belles fermes, et des bateaux.

— Tu regrettes?

— Ça dépend; des fois.

— Tu n'as pas peur, au moins, quand ça chauffe?

— Non, mon capitaine.

— Tu te bats bien? On me l'a dit, et, d'ailleurs, je t'ai vu.

— Que voulez-vous? Le faut.

— Pourtant, ça ne te serait pas égal d'être tué?

— Si.

L'officier se prit à rire :

— Alors, c'est que tu n'aimes pas ta femme?

Quéverne détourna la tête, regarda la muraille de terre blanche, tout près de lui, et essaya de rire aussi.

— Ma femme? J'y tiens comme à un indicateur de chemin de fer de l'an passé...

Il s'arrêta de parler, aussitôt qu'il eut dit cela, et se mit à pleurer.

— Allons, mon petit, en avant! Ce n'est pas pour bavarder que nous sommes aux tranchées.

Ils s'en retournèrent, mais plus près l'un de l'autre, ne se disant rien, songeant aux mêmes choses. « Comment l'ai-je fait pleurer si facilement? se demandait l'officier. Il a un drame d'amour dans sa vie, ce garçon-là : et c'est le secret de l'humeur inégale, et du flageolet pendant des heures, et de ce mépris de la mort, de ce va au-devant dont il a donné plusieurs preuves. Poilâne m'a raconté... Je me souviens... Moi aussi, le 6 juillet, je l'ai vu... Je connais cette espèce-là : c'est un grand cœur de France embourbé dans le chagrin. Ces sacrées femmes l'ont

fait souffrir. Il faut que je sache ! Je puis l'aider, qui sait ? »

Revenu à l'entrée de la descente, il attendit Quéverne, et lui mit la main sur l'épaule.

— Tu es un brave, c'est connu. Poilâne m'a raconté des choses anciennes, du temps de la retraite, ... avant la Marne. Tu as défendu une ferme, avec trois camarades, contre un peloton de uhlands ; tu as donné à l'arrière-garde du régiment le temps de faire sauter le pont... A propos, comment es-tu revenu ?

— A la nage, donc, un marin !

— Pourquoi n'as-tu pas reçu la croix de guerre ?... C'est vrai, elle n'était pas créée, ... mais une citation ?

— On n'avait pas le temps de citer ; on f..... le camp.

— Et depuis ?

— Faut croire que je n'ai pas eu de chance.

— Quand tu as été à l'attaque de la tranchée de la Gale, où le bataillon a perdu tant de monde, avant que je ne sois là, moi, Hellequin, pourquoi...

Le rire jeune de Pierre s'éleva entre les deux bords de craie. Une chouette, qui chassait dans les friches, passa, frôlant le remblai de ses ailes muettes.

— Le commandant a été tué, le lieutenant aussi, auprès duquel j'étais.

— Tu as pris la mitrailleuse, toi avec Chassaing, le Gascon ! Tu l'as rapportée.

— Possible, mais vous savez : pas vu, pas jugé. N'y a que Dieu qui compte juste.

— Je tâcherai de faire comme lui. Car je n'ai personne, dans ma belle 7^e, qui désire aussi fortement que toi la croix de guerre ?

— Peut-être bien.

— Ni qui soit plus près de l'avoir !

— Faut l'occasion !

— Tu la retrouveras. Tu la guettes. Tu as un secret, mon pauvre gars ! Garde-le, si tu veux ; ne me le dis que si je peux te servir.

Sous la lune qui pâlit ce qu'elle éclaire, le visage de Quéverne était devenu tout blanc. Plus de rire, plus de feinte : le cœur était touché. Pour la seconde fois, devant son chef, l'homme redevenait le fils douloureux du closier de Champdolent.

— Mon capitaine, quand je ris, ne faut pas me croire, et

quand je pleure non plus. Le vrai, c'est que j'ai eu du malheur, et qu'il m'en reste quelque chose.

Hellequin se baissa vers l'oreille du soldat.

— Je sais que tu as eu une affaire désagréable... J'ai des papiers qui le disent. Ne tremble donc pas, mon petit, ça n'a plus d'importance... La guerre, c'est l'ascension, ou c'est l'abaissement. Pour toi, c'est l'ascension... Les hommes se mesurent au sacrifice... Tu as cherché à te racheter...

— Moi ?

Quéverne avait penché la tête en arrière, et, les yeux tout grands, la bouche ouverte, toute l'âme répandue sur son visage en peine, il regardait son chef.

— Oui, toi ! Tu veux la croix pour effacer !... Parce que tu aimes ta femme...

— Je ne l'ai pas dit.

— Non, tu le penses. Tu veux reprendre ta place, parmi les tiens, près d'elle, près de ton enfant... Est-ce vrai ?

Pierre se détourna un peu, et regarda la terre, qu'il se mit à pétrir et à tourmenter du bout du pied.

— Trois ans bientôt, mon capitaine, que j'ai quitté la maison !

— Une maison où tu as été heureux ?

— Oui, dans les commencemens, tout à fait. Ensuite, il y a eu de sa faute, et de la mienne, ... de la mienne.

— Toujours ainsi, mon pauvre ami.

— Alors, je suis parti. C'est moi qui ai voulu partir. Et depuis : un homme aussi malheureux qu'un chien, auquel on ne pense pas.

— Qu'en sais-tu ?

— Un homme qui ne reçoit pas une ligne d'écriture, pas un paquet... Qui ne comprend pas pourquoi il vit... Un homme qui habitait dans les bateaux, ... à présent dans les tranchées... Et qui n'a pas seulement un endroit où aller en permission.

— Je lui écrirai, à ta femme ! Je lui dirai ce que je pense de toi...

— Oh ! pas encore ! pas maintenant !... Mon capitaine, je vois bien que vous avez deviné : une autre fois, je vous raconterai !

Mais déjà l'officier, d'un geste prompt, l'avait attiré. Il mit un instant, sur sa poitrine, la tête du Breton, il la serra, comme celle d'un enfant.

— Va dormir. Oublie le passé. Je te promets qu'à la pre-

mière affaire où tu te distingueras, je te l'aurai, ta croix de guerre... Et ça sera fini d'être malheureux : ça sera le paradis !

A l'entrée de ce tunnel qui s'enfonçait dans la terre, au milieu des armées en guerre, dans la solitude apparente et le silence de la nuit d'août, ce qu'il y avait de plus caché dans son cœur, Pierre Quéverne l'avait révélé.

Il se redressa vite, fit le salut militaire, d'un air qui voulait dire : « Je suis à vous, mon capitaine, à la vie, à la mort ! » puis, en trois enjambées, il gagna la seconde entrée du souterrain, et disparut.

Hellequin descendit lentement les marches de l'escalier. Il poussa la mauvaise porte de son gourbi, alluma la lampe, et posa sa montre sur la table, à côté de son revolver. Puis, sur l'étagère clouée à la muraille de bois, il prit un calepin usagé, dépenaillé, dont l'élastique détendu s'enlevait en courbe longue sur la reliure, et chercha une note qu'il avait dû prendre dans les premiers mois de l'année. Sa physionomie, bien commandée, ne décelait pas l'impatience. Sur les pages du cahier, criblées de renvois, de chiffres, de croquis, il avait inscrit les ordres reçus ou donnés, des comptes, des appréciations, en caractères sibyllins, sur des hommes de troupe, les dates des grands jours de la guerre, et, çà et là, trois ou quatre lignes de souvenirs. Il fallut une application soutenue pour s'y reconnaître. Enfin, Hellequin mit le pouce sur le haut d'une page, où le mot de réhabilitation venait de répondre à ses yeux aux aguets. Il approcha la page de la lampe, et lut, à demi-voix :

« Loi du 4 avril 1915, *Officiel* du 7 : « Si le condamné appelé sous les drapeaux, en temps de guerre, a été, pour action d'éclat, l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée, de la division, de la brigade, ou du régiment dont il fait partie, la demande en réhabilitation ne sera soumise à aucune condition de temps ni de résidence. En ce cas, la cour pourra accorder la réhabilitation, même lorsque ni les frais, ni l'amende, ni les dommages-intérêts, n'auraient été payés... etc. »

« Voilà, songea-t-il, pourquoi ce brave garçon s'expose, en toute occasion... La croix rétablira sa réputation, et peut-être son ménage... Quel mauvais coup a-t-il fait ? Je n'en sais rien. Quatre mois de prison : ça ne dit pas tout... Qu'il y en a autour de nous, dans le long sépulcre des vivans, creusé de Calais à Verdun, de ces peines sans confident, de ces pauvres

histoires qui tuent les hommes, comme la fièvre!... Une jeunesse douloureuse, comme c'est prenant! Je l'aime bien, ce Quéverne. Je m'informerai. Nous nous reverrons, et nous recauserons. »

Il regarda la montre. Elle marquait une heure un quart. Il enleva son manteau, le jeta sur la couchette du haut, et, à la force du poignet, se hissa au-dessus de l'ordonnance, toujours endormi et ronflant.

Les jours passèrent. La compagnie alla au repos, elle revint aux tranchées de seconde, puis de première ligne, elle retourna dans le village, aux trois quarts détruit, où les hommes buvaient, jouaient aux cartes et dormaient. Pierre Quéverne et le capitaine Hellequin se trouvèrent bien des fois l'un près de l'autre : mais pour un court moment. Le salut du soldat, ou son regard, disait : « Est-ce que vous vous souvenez de moi ? » D'un petit clignement d'yeux, l'officier répondait : « Oui, je me rappelle ; à bientôt, Quéverne ! » Mais le loisir pour l'un de raconter toute une histoire, et pour l'autre de l'écouter, l'élan qui engage à la confiance, la solitude qui la permet, l'occasion enfin ne se retrouva point. La guerre est ainsi faite, et même le temps de la paix.

V. — LA POMMERAIE

Ils ont leurs pommeraies aussi, dans la Bretagne, moins bien encloses qu'en Normandie, moins amoureusement travaillées, souvent moins proches des fermes, mais couvrant de grands espaces, orientées s'il se peut au Midi ou à l'Est, et belles aux deux saisons du printemps et de l'été.

La pommeraie de Kerjan était faite de deux champs enveloppés de haies, et, de l'une à l'autre pièce, par une charroyère, on pouvait passer. C'était le chef-d'œuvre du père Lanio, le verger d'un riche et d'un connaisseur : arbres choisis, sol profond, pente légère qui présentait au vent du Sud les couronnes épanouies et revêches des pommiers, tout s'y trouvait. Dans les bonnes années, — une fois sur trois environ, — la vente du cidre suffisait à payer le fermage. Or, 1913 était une bonne année.

Le matin du 17 septembre, la mère Lanio, reniflant l'air sur

le pas de la porte, et entendant le bruit mou d'une pomme qui tombait dans l'herbe, devant elle, à l'angle d'un pailler, avait dit à sa fille :

— Marie, faudrait aller aux pommes ?

— C'est de trop bonne heure.

— Non, il y en a tant cette année, qu'elles ont commencé plus tôt à tomber. Alors, vas-y, ma fille ! Dans les temps, ce n'est pas toi que j'envoyais ramasser les pommes, mais avec la guerre, tout change.

Marie, un peu en arrière, répondit :

— Tout change, en effet.

Et Marie s'en alla, sa mère la suivant des yeux plus longtemps que d'habitude.

Elle était, depuis le petit matin, dans la première pommaraie, et, sur le bout de ses sabots, la rosée avait séché, faisant de la boue. Certes, il n'en manquait pas, des pommes tombées. Elle avait apporté dix sacs de toile, le sixième était déjà à moitié plein. D'un pommier à l'autre elle allait, soulevant la poche par les bords qu'elle tenait à deux mains, et la portant appuyée contre son ventre et ses jambes. Elle avait commencé, tout à droite, par les pommes amères, la Féro-Bris, qui est de robe rouge et blanche, par moitié ; puis la Féro-Rhu, presque toute rouge. A présent, elle ramassait les Féro-Guen, qui sont jaunes avec des points de carmin. Et, quand elle se relevait, tout en sueur, elle voyait encore, jaunes et brunes dans l'herbe, sous les grands parasols, en face, à droite, à gauche, jusqu'aux trois haies formant clôture ; les pommes douces qu'on nomme, dans le pays, Petite-Bouteille et Rous-Coumoulen. Que de travail ! Il faisait chaud. Le cri des bêtes de soleil se levait des terres fendillées, et l'air dansait sur les champs voisins.

Marie acheva de remplir le sixième sac, puis, se redressant, elle s'étira, et s'appuya au tronc d'un vieil arbre qui déjà perdait ses feuilles, et dont l'ombre ronde était percée de soleil. Elle était presque en haut de la pièce, et tournée vers les files descendantes des pommiers, lasse, les yeux vagues, ne pensant à rien, lorsque, devant elle, montant la pente, elle vit venir un soldat. Elle rejeta en arrière, d'un mouvement de ses deux paumes effleurant les tempes, les cheveux qui s'étaient collés sur ses joues, et elle pensa : « C'est un bel homme ! » Il marchait vite. Il fut bientôt tout près, coupant à travers le champ

pour atteindre la charroyère. Lui aussi, il la regarda. Ils se reconnurent :

— Kerdudal !

— Marie !

C'était le second valet de Kerjan, celui qui était parti dès le commencement de la guerre, mais combien changé ! Le visage plein, les yeux fermes, une moustache drue et coupée ras, — un peu comme celle de Pierre, — le casque d'acier bleui sur la tête, les bandes molletières serrant la jambe, l'allure rapide et aisée, un air de vie et de défi, faisaient de lui un personnage nouveau : terrien devenu guerrier. En le voyant, elle eut une idée de la bravoure.

— Est-ce qu'ils sont tous comme vous ? demanda-t-elle.

Il se mit à rire, montrant ses dents, que le pain de là-bas avait blanchies.

— Ceux qui ne meurent pas, oui, ils ont bonne mine.

— Le courage ne leur manque pas, à ce que je vois ?

— On en a besoin plus que pour être ici : mais il faut bien, il faut bien...

— Et vous voilà au pays ?

— Mon tour de permission ! Demain, ça sera fini.

— Déjà ?

— Oui donc. J'ai passé à Kerjan : je n'ai trouvé que la patronne, et la petite, qui promet. J'aurais eu de la peine de ne rencontrer personne, parce que, vous comprenez, on ne revient pas souvent. Ma permission, je l'ai passée à Pleuven, où j'ai de la famille, comme vous savez. Je retourne. Il se prépare quelque chose dans le secteur.

— Une attaque ?

— Peut-être bien.

— Une grande ?

— Voyons, Marie, ça n'est pas la peine de vous en faire ? Vous n'avez...

Il allait dire : « Vous n'avez personne au danger. »

La jeune femme, riieuse jusque là, fut ainsi rappelée à sa misère, et elle joignit sur sa robe noire ses mains tachées de terre. Elle demeura un moment silencieuse, sans détourner son regard de Jean-Jérôme Kerdudal, qui, lui aussi, était devenu grave.

— L'uniforme que vous portez là, est-ce celui de la coloniale ?

— Oui. On est tous horizon, n'est-ce pas ? Mais nous, on a un petit peu de rouge, vous voyez, un passepoil, un écusson, des rien.

Elle dit, essayant de sourire, mais n'y parvenant point :

— C'est plus gai.

Ils se sentirent tout tristes, l'un près de l'autre. Ils pensaient à Pierre. Ils ne le nommaient pas.

Et, pendant une minute, ils écoutèrent le vent, qui se levait avec la marée, et brûlait en passant les feuilles de la pommeraie.

— Nous autres, en Champagne...

— Ah ! vous êtes aussi ?...

— Oui...

Il s'arrêta encore. Décidément, cette Marie Quéverne, toute secrète qu'elle fût, laissait paraître dans ses mots, maintenant, qu'elle avait au moins de l'inquiétude pour son mari. En brave homme qu'il était, et tout simple, Kerdudal en fut étonné et content. Ses yeux s'arrondirent et cherchèrent à lire dans les yeux verts, qui allèrent, comme d'habitude, se percher au loin. Marie avait vu ce qu'il pensait, et, secouant son sabot droit, comme si une pierre l'eût gênée, retirant son pied et le remettant dans la chaussure, elle dit :

— Le passé est bien fini, mon pauvre Kerdudal. Mais on s'informe, à cette heure, de tous ceux qu'on a connus, même des parens très loin, et qu'on ne voyait plus. Voilà tout. N'ayez pas l'air jugé.

Il fut piqué, raidit le torse, fronça le sourcil, et dit rudement :

— Au fait, ce que vous pensez ne me regarde pas, Marie. Je suis à d'autres commandemens que le vôtre et celui de votre mère. Je ne sais pas si je reviendrai. Vos histoires, il y a longtemps que je n'y pense plus. On se bat. C'est mon métier maintenant. Et, du diable si j'ai le temps de me rappeler les petites batailles d'ici, quand vous vous disputiez avec Pierre Quéverne. Pourtant, j'avais une commission à vous faire.

— De lui ?

— Non. Je ne l'ai revu qu'une ou deux petites fois. On est du même régiment, mais pas du même bataillon. Dans les relèves, on s'est dit bonjour, comme ça, à la volée. Et puis, c'est grand, la Champagne, plus que d'ici à Douarnenez ! Vous

n'y entendez rien, vous autres de l'arrière. On est comme des taupes, dans les tranchées, on ne se rend pas visite... Non, c'est l'abbé que je veux dire, le frère aîné.

— Alain? l'aumônier?

— Justement. Il est venu me trouver, il m'a demandé si vous le receviez, à Kerjan, au cas où il viendrait. J'ai répondu oui, comme de juste : lui, ce n'est pas comme votre mari...

Et craignant de s'être trop avancé :

— Vous ferez d'ailleurs ce que vous voudrez.

Vivement, elle répondit :

— Vous pouvez le lui dire de ma part : bien sûr qu'on le recevra, quand il le voudra.

— Quand il le pourra! Vous compterez peut-être des semaines, et des semaines, et peut-être des mois avant de le voir. Dans notre métier, sûrs de rien! Au revoir, Marie. Y aura du joli cidre, cette année. Envoyez-m'en, si vous pouvez!

Elle lui tendit la main.

— Au revoir, Kerdudal. Merci de la visite. Où allez-vous par là-haut?

Il étendit le bras, dans la direction de la Closerie, et, de ses larges souliers, brisant l'herbe de la pommeraie, se baissant pour passer sous les branches ou pour ramasser une pomme, il continua de monter vers la charroyère.

Marie, qui l'avait suivi des yeux, le vit traverser la seconde pommeraie, arriver près du talus, enjamber les épines, et sauter légèrement dans le chemin. Elle pensa qu'il se rendait à Champdolent, pour y donner peut-être des nouvelles qu'elle n'avait pas. Elle pensa aussi qu'il était un autre homme, ce Kerdudal, et que la guerre, prenant tous ces jeunes gars comme des apprentis, avait vite découvert et éduqué les courages cachés. « Beau soldat, pensa-t-elle, mais quel mépris il a pour moi! Il est dur d'être traitée comme je viens de l'être, par le domestique de ma mère. »

Encore plusieurs sacs à remplir : elle se courba de nouveau. Mais son esprit n'était plus en Bretagne. Elle cherchait à imaginer son mari, sous cet uniforme et cette bourguignotte, dans les tranchées qu'elle connaissait par les mauvaises photographies des journaux. Lui, bien sûr, il avait dû être des premiers à réussir dans la guerre. « Il était de bataille même chez nous, songeait-elle, peu endurant, peu commode, mais brave, on ne

peut pas le nier. Il doit être à son avantage, lui aussi... Qu'a voulu dire ce Kerdudal, en parlant des attaques prochaines? Est-ce qu'on sait déjà ceux qui feront le combat? Est-ce que Pierre serait désigné? Il est capable de se proposer, à cause de son courage,... et puis d'autre chose. J'aurais dû en demander plus long à ce passant qui ne reviendra peut-être plus, et qui m'a traitée, oui, vraiment, avec toute sorte de pensées cachées dans son esprit, comme si j'étais de ces femmes qui ont manqué à leur mari, tandis que c'est lui, mon mari, qui a... »

Et tous les reproches, et toute l'histoire fausse et vraie, indéfiniment travaillée par l'amour-propre et par le ressentiment, repassaient dans sa mémoire. C'était sa plaidoirie qu'elle refaisait toujours, qui lui donnait raison, mais ne lui donnait point la paix.

Pommes de Petite-Bouteille, pommes Rous-Coumoulen, les sacs finissaient par s'emplier. Le long des talus, dans l'ombre courte des arbres de la lande, là-bas, les bêtes se mettaient à l'abri. Marie regarda le soleil, entre les branches des pommiers, et vit qu'il était près de midi. Elle se sentit lasse, à cause de son chagrin qui ruinait sa jeunesse. Ce Kerdudal s'en était bien aperçu, oui, qu'elle était moins plaisante. Lui qui, autrefois, savait faire des compliments, il l'avait à peine regardée. Pour lui, Kerjan ne comptait donc plus, ni la mère, ni Marie, ni personne du pays? Quand il parlait des « gens de l'arrière, » on se sentait jugé. Était-il bien sûr, même, qu'il ne fût pas du parti de son mari? C'eût été le premier assurément, dans tout Fouësnant; comme la guerre leur avait tourné le cœur, à ces jeunes hommes! Elle jeta le dernier sac, qu'elle venait de prendre et d'ouvrir. Le vieux valet, ce soir, en venant avec la charrette, enlèverait les neuf sacs pleins, et remplirait le dixième.

Rentrée à la ferme, elle dina de mauvaise humeur, et, comme sa mère, les deux valets partis, lui reprochait de n'avoir rien dit, Marie, replaçant les assiettes dans le vaisselier, là, entre l'armoire et l'escalier qui mène au grenier, répliqua :

— Je suis saoule de moi et des autres, saoule de travailler, saoule de vivre.

La mère pensa que c'était la grande fatigue de la moisson, qui n'était point encore passée, et elle répondit :

— Faudra voir le médecin, ma pauvre fille. Ils ont quelquefois des remèdes pour reposer le monde.

VI. — LA VISITE A KERJAN

Jeanne-Marie ressemblait à son père, ayant les cheveux d'un roux doré, abondans, toujours sortant du petit casque de velours pailleté qui les emprisonnait; des yeux ardents, jamais en repos; des dents un peu séparées; un teint vif comme celui des pommes rouges, et surtout une humeur mobile, exubérante et abattue dans la même minute, tendre à l'excès, curieuse de tout, qui fatiguait la grand'mère, et amenait souvent des disputes entre les deux femmes, l'une portée à gronder, l'autre qui défendait l'enfant.

Cinq ans bientôt : c'est l'âge où l'esprit se met en route. L'esprit tourne plus d'une fois le jour, comme le vent, mais on connaît bientôt la direction maîtresse. Marie, comme une veuve, et plus qu'une mariée, tenait près de soi l'enfant unique, et l'enveloppait de son ombre et de son inquiétude. On les voyait ensemble à la maison, dans les champs, sur les routes. A présent que Jeanne-Marie pouvait fournir une bonne course et, s'aidant des deux mains, passer un échelier, elle accompagnait souvent sa mère à Fouënant, les dimanches, quitte à revenir dans la carriole de quelque voisin riche, ou à dormir là-bas, après la messe, une heure ou deux, chez M^{me} Daniel, ou chez M^{le} Frigent la couturière. « Tu la gâteras tant qu'elle ressemblera à ton mari ! disait la mère Lanio. Elle te suit comme un chien. Quand vous vous regardez, j'aime mieux m'en aller : on dirait que tu la manges ! »

C'était vrai. Les enfans ne comprennent pas toutes les pensées qui nous viennent à cause d'eux, de leur visage et de leurs gestes, de leur tendresse pure, de leurs défauts déjà si vifs, de leur âge qui les met à l'abri de tant de maux dont nous souffrons. Quand nous les regardons, ils comprennent seulement que nous les aimons. Et c'est tant mieux. Marie aimait sa fille de l'amour imparfait qu'elle-même avait eu de sa mère. Elle ne la reprenait guère, ayant horreur des larmes. Mais il lui arrivait, lorsqu'elle était ou se croyait seule à la maison, ou quand elle emmenait Jeanne-Marie dans la campagne, de demeurer en contemplation, plus d'un quart d'heure, devant la petite, et de dire ensuite, comme si elle demandait pardon : « Allons, Jeannette, il faut pourtant que je travaille ! »

Dis à maman de travailler! » Et elle élevait l'enfant jusqu'à ses lèvres. Que de choses elle voyait ainsi, dans le paysage immense que sont des yeux d'enfant! Tout son passé, les jours pareils aux jours que vivait Jeanne-Marie, et les autres qui avaient suivi. Elle voyait Pierre, bien souvent, un peu à cause de la ressemblance, un peu par la propre pente de son âme, qui la portait toujours vers sa misère et vers sa joie ancienne. Sans qu'elle le cherchât positivement, elle vivait avec le souvenir de son mari, et la présence de l'enfant l'y contraignait. Mais il n'y avait point de repentir en elle : parce que l'âme était orgueilleuse toujours.

Septembre était passé. La grande attaque de Champagne avait eu lieu. Victoire française, avance de nos troupes, prisonniers par dizaines de mille, les mots et les chiffres avaient pénétré peu à peu jusqu'au profond des fermes et des closeries de Bretagne, et, tout de suite après la joie brève, un cri s'était élevé de bien des âmes en peine : « Depuis cette victoire, mon fils ? mon frère ? mon fiancé ? mon mari, qu'est-il devenu ? » Par la rumeur publique, Marie savait que Pierre avait écrit, le 29 septembre, à Champdolent. Elle n'était plus inquiète, elle qui ne l'était jamais autant que d'autres. Elle avait même dit une fois à Catherine Frigent : « Je ne méritais pas d'avoir des nouvelles une des premières, moi qui suis la moins mariée de la campagne d'ici. »

Alors, les pluies d'automne avaient commencé. Le vent, le vent qui n'arrête plus de souffler, pendant des semaines, poussait, sur les terres déjà mouillées, les nuages toujours pleins d'eau et le mugissement de la mer qui les a formés. On entendait se plaindre les récifs dans la nuit. Les vagues de fond et de surface travaillaient, coupaient le goémon mûr, et le jetaient sur les plages pour les semailles de printemps. Déjà, depuis des jours, les charrettes étroites et faites comme des carènes portées sur des roues, s'en allaient à vide vers la pointe de Moustierlin, et revenaient en geignant.

Le vieux Le Treff, un soir, après souper, devant la cheminée de Kerjan, s'étant frotté les mains qui craquaient comme deux sacs de noix, dit :

— Je ne pourrai pas, tout de même, charger tout seul le goémon, après-demain ?

Il disait cela un samedi. Depuis quelque temps, on remar-

quait qu'il prétendait moins travailler et faire augmenter ses gages. Mais, cette fois, il n'avait pas tort de demander de l'aide.

Les deux fermières, la servante Josie et le biquart, qui formaient un demi-cercle, assis pour un moment, les mains tendues, et prenant ce qu'ils appelaient une poignée de feu, se turent. Cependant, personne ne se proposa pour l'aider. Car l'ouvrage était vraiment dur, pour une jeunesse comme Marie. Quinquis, malade depuis trois jours et grelottant de fièvre, ne pouvait pas aller à la grève de Moustertin. Quant à Josie, elle devait toujours se tenir à la dévotion de la mère Lanio, et ne point quitter la maison. Le silence fut grand, dans la salle, aux murs de laquelle l'ombre seule remuait de cinq personnes immobiles. La flamme dansait devant l'écran noir de la plaque de la cheminée. Les lèvres demeuraient closes, mais les esprits parlaient et discutaient dans le secret. Chacun disait son excuse ou son droit plus àprement que dans le temps passé. La misère de la guerre déjà longue aigrissait la jalousie même, et la tournait en inimitié. Elle rendait le valet intraitable; elle empêchait la vieille Lanio de répondre : « Mon défunt allait bien tout seul au goémon, Le Treff; vous irez, ou bien je réglerai avec vous! » Le bon sens et aussi le bien de la terre demandaient qu'elle dit cela. Mais non : les hommes étaient rares, exigeaient de gros prix, et rompaient pour un rien. Un mot de plus, l'apparence d'un reproche, et Le Treff quittait Kerjan. Cette résolution que le valet avait déjà prise, et qu'on voyait dans son regard, comme une bête rasée, prête à bondir, occupa bientôt seule l'esprit de ces cinq travailleurs de la terre, penchés vers le foyer. Ils continuèrent de se taire si longtemps que la fermière toussa, bien qu'elle n'en eût point envie. Le vent descendait en roulant par la cheminée. Puis Marie, de sa voix nette, qui étonnait on ne savait pourquoi, déclara :

— Moi, j'irai à la mer, lundi, avec Le Treff.

La crise était passée, une ferme était sauvée. La mère Lanio, qui avait la rage au cœur, dit cependant à Le Treff, un moment après :

— Dites, Le Treff, prenez donc une bolée de cidre avant d'aller dormir? Ça vous fera du bien.

Elle alla verrouiller la porte, et s'assurer que toutes les fenêtres étaient bien fermées, et, passant et repassant, elle ne

pouvait s'empêcher de jeter un regard sur Marie, qui était toujours assise devant le feu, et de penser :

« Elle est meilleure que je ne croyais, celle-là ; peut-être meilleure qu'elle n'a été. D'où ça vient-il ? »

Comme elle n'était point d'un esprit très aigu, la mère ne trouvait qu'une réponse :

« Elle prend de l'âge. »

Le lendemain, dans l'après-midi, Marie était seule à la maison. C'était son jour de garde. La mère, les deux valets, avaient quitté Kerjan après le diner de midi. L'unique bruit dans la salle, et on peut dire dans toute la ferme, était la chanson bretonne que chantait à sa poupée la petite Jeanne-Marie, assise à contre-lumière, devant le lit clos de grand'mère Lanio, et berçant, d'un mouvement maternel, tendre et enveloppant, un magot de carton-pâte acheté dans quelque foire du pays. La pluie continuait de tomber. Marie, ayant achevé de laver la vaisselle et de la ranger dans le vaisselier, près de l'escalier, comme elle était lasse et savait le prix de la paix, ne s'arrêta point à regarder l'enfant, mais l'ayant repérée seulement entre ses cils, traversa la pièce, à pas lents, et vint à la porte, qui était ouverte. L'eau coulait, roussie par le purin des étables, dans la cour où le pied des bêtes changeait chaque jour la forme des ornières et le nombre des mares. Derrière les pailiers, au delà, le voile qui tombe du grand métier, le voile tissé par les grains de pluie devenait si épais qu'on ne voyait plus, au travers, que des masses confuses, ployées sous le poids de l'averse, et qui étaient les chênes anciens de Kerjan. A l'abri du pignon de la grange, dans une bande de terre sèche large de deux mains, et où poussaient toute l'année quelques tiges vertes de blé, des pigeons roucoulaient. L'ennui fit bâiller Marie, qui se détourna, et aperçut, à côté du pain enveloppé de linge, sur la table à manger, le livre où elle commençait à faire épeler Jeanne-Marie.

— Allons, mignonne, viens apprendre à lire ?

L'enfant tourna sa tête blonde, les sourcils froncés, observant le visage de la mère, pour voir s'il suffisait de boudier pour que celle-ci lui dit : « Tu ne veux pas ? Eh bien, reste ! » Elle vit, au contraire, que Marie s'asseyait, et posait sur le banc, bien en équilibre, une ancienne boîte à bougies, sur laquelle l'écolière s'assiérait. Soudainement changée, la petite figure s'éclaira, et

l'enfant, se levant, sa poupée encore dans les bras, vint près de la table, et grimpa jusqu'à la boîte, en disant :

— Alors, je lirai la page où il y a un soldat?

La mère céda, sans réfléchir.

Il y avait un soldat au port d'arme, en haut de la page carrée où les lignes étaient rares, et courtes, et imprimées en gros caractères.

— « Nous sommes des Français. Nous défendons la patrie. Mon papa est soldat... » Est-ce que j'ai un papa, moi?

Le doigt de la mère, qui suivait les syllabes sur la page, se leva, mu par un bondissement du cœur. Les deux visages se touchaient presque. Celui de la mère s'écarta lentement. Car il n'était jamais parlé du père dans la maison, si ce n'est par allusions, et de telle façon qu'un enfant ne pût comprendre. Les yeux verts se fermèrent un moment. Toujours lui! L'homme, chassé depuis des années, et toujours présent : dans les gestes de l'enfant et maintenant dans ses mots; dans le silence de la mère ou des valets; dans le souvenir dont on est si peu maître! Il fallait cependant répondre.

— Mais oui, tu en as un.

— Où il est?

— A la guerre.

— Pourquoi n'est-il pas revenu en permission, comme Kerdudal?

— Je ne sais pas.

Jeanne-Marie, voyant que la mère levait les yeux, du côté du plafond, répliqua :

— Si, tu sais!

La mère, pour éviter de rencontrer ce regard clair, passa le bras autour du cou de la petite, et la serra doucement, puis plus fort, puis encore plus fort, et lui dit à l'oreille :

— Petite Jeanne-Marie, dans le régiment où il est, il n'y a pas de permissions.

Une voix faible, du fond de la prison de laine et de chair, mais tout près du cœur, qui l'entendit le premier, demanda :

— Jamais?

— Jamais.

— Même après la guerre?

Une espèce de sanglot étouffé répondit : « Non! » Mais, aussitôt, la jeune femme se dressa debout :

— Qui est là ?

Un homme secouait rudement la boue de ses souliers sur le seuil. Un parapluie ouvert, dégouttant d'eau, entra d'abord.

— Excusez, la compagnie, il fait un temps de chien !

Le parapluie fut fermé. Marie reconnut l'abbé Alain Quéverne, l'aîné de la famille. Il lui parut plus grand, plus décharné qu'autrefois, et tout grisonnant. Son visage d'ascète, et qui ressemblait à celui du bienheureux Vianney, curé d'Ars, n'avait d'épaisseur qu'aux pommettes, et finissait en pointe. Du front jusqu'au menton, il était de la couleur d'un vieil ivoire. Les yeux seuls demeuraient vivans, ardens, pareils à tous ceux de la famille. Il ne les baissait plus, il ne les détournait plus, comme autrefois, au temps des noces de Kerjan ; mais, bien qu'ils fussent toujours commandés et tenus étroitement, la jeune femme vit qu'ils avaient pris, à la guerre, une sorte de résolution et d'autorité, comme ceux de Kerdudal, bien plus grande encore et plus impressionnante, et que, désormais, entre eux et tout être vivant, il y avait un monde d'images, à elle inconnues, qui ne le quittaient pas, dont il marcherait enveloppé jusqu'à la fin de ses jours, et qu'il apercevait devant lui, entre Marie et lui, en cette extrémité de la Bretagne, en cette heure de dimanche et dans cette solitude. Ces yeux-là avaient trop contemplé la souffrance et la mort. Ils en gardaient l'immense pitié de la vie. Marie sentit si bien cela, elle eut une telle certitude immédiate que cet homme la jugeait du point de vue de la mort, qu'elle pensa : « C'est comme un crucifix qui me regarderait. » L'abbé portait, pendue au cou, la croix émaillée des aumôniers militaires.

— Vous êtes donc seule ici, Marie ?

— Oui, la mère est aux vêpres, et les domestiques sont au cabaret, comme d'habitude. Moi, c'est mon tour de garde... Si vous vouliez vous chauffer ?

— Pas de refus ! Vos chemins sont plus mauvais que la vie : il y a de la boue partout.

Elle alla chercher une chaise, remua les cendres, jeta, sur les tisons, des brins de chêne qui séchaient sous l'auvent de la cheminée, puis elle se tint debout, à contre-jour, un peu à cause de l'émotion qui l'empêchait de sentir la fatigue, et aussi par habitude de respect pour le prêtre.

L'abbé Alain étendit ses longues jambes, releva un peu la

soutane qui était mouillée, et ses gros brodequins de marche commencèrent à fumer. Ils n'avaient pas un pouce de cuir qui ne fût couvert de boue. Les ayant considérés un peu de temps, l'abbé, qui était penché vers le feu, les mains à plat sur les genoux, ses deux longues mains blanches, dit :

— Je suis content que vous soyez seule, parce que je viens vous parler de votre mari.

Elle ne répondit pas.

— Il a beaucoup souffert.

— Moi aussi.

— Il cache sa peine.

— Moi, comme lui.

— Pourtant, une des deux fois que je l'ai vu, nous étions seuls, il a pleuré.

— Il est faible, je le sais, car moi, si j'ai pleuré, personne ne l'a vu.

— Si vous n'avez pas pleuré, c'est tant pis, Marie !

— Parce que ?

— Les larmes effacent les fautes.

— Vous êtes bien de votre famille, Alain ! Vous m'accusez !

Elle se recula de deux pas, et dit :

— Prends ta poupée, Jeanne-Marie, et va jouer dans la chambre de maman.

— Ah ! dit l'abbé, sans se retourner, elle était là ? Je ne l'avais pas vue. Vous faites bien de la renvoyer. Ça peut se souvenir.

On entendit la porte s'ouvrir et se fermer, et le bruit de l'eau du toit qui tombait dans l'eau de la cour.

La femme de Pierre Quéverne, les bras croisés, se remit à faire contre son mari un discours qu'elle avait tenu souvent. Et lui, l'abbé, il la laissa parler sans plus la regarder. Ses brodequins et le bas de sa soutane fumaient comme une cuve de lessive. Il se faisait, tandis qu'elle répétait : « Vous auriez voulu qu'une femme comme moi habitât avec un ivrogne, un brutal, un condamné, n'est-ce pas ? Mais dites-le donc ! » Quand il eut été interrogé ainsi jusqu'à trois fois, sentant, au fléchissement de la voix, que la colère baissait, comme un feu qui n'a que des restes de bois à consumer, il dit :

— Marie, regardez-moi dans les yeux.

Elle laissa tomber les bras, le regarda, les yeux bien

droits, à cause de l'émotion, elle qui les avait bigles, et elle dit :

— Voilà!

Et elle rougit en même temps, parce qu'il l'avait devinée, et qu'elle en était déjà sûre.

— Marie, je ne l'excuse pas, mais j'ai connu mon frère avant vous : il n'était pas mauvais avant de se marier. Il ne l'était pas dans les premiers temps de votre mariage. Voyez : j'ai dépassé d'assez peu la quarantaine, et déjà je suis plus usé que mon père ; j'ai connu le mal qui se fait dans le monde, parce que je suis ordonné pour le connaître et pour le pardonner : et j'ai dans l'âme la certitude que la première faute a été la vôtre.

La réponse ne vint pas. Il dit alors :

— Je vous remercie. Je vois que vous êtes bonne, au fond. Marie, quand on revient comme moi du pays de la mort, on peut dire à une autre créature : « Qu'est-ce que c'est que la gêne? Qu'est-ce que c'est que la peur? » Vous étiez faible, comme tant d'autres, comme nous tous. Vous avez eu peur. Vous n'avez pas pensé au devoir, au salut de deux âmes jointes en mariage, à l'aide que vous deviez donner contre le péché toujours rôdant : non, rien qu'à votre plaisir, à votre corps, à vous-même, à votre convenance. Vous n'avez compris, ni la misère de l'homme, ni la vôtre.

Il vit que la tête de cette fière petite Marie faisait un signe d'assentiment.

— Vous avez été appelée au secours, et vous n'êtes pas venue. Tout ce qui est arrivé par la suite, les querelles, l'homme adonné à la boisson, la mésintelligence, le départ, tout le mal a été rassemblé par vous. Il n'y a pas jusqu'à sa condamnation dont vous ne méritiez votre part. Car votre homme n'aurait pas tant couru la mer et la marine, s'il avait été heureux à la maison. N'en faites plus argument, des quatre mois de prison ; vous en avez abusé : ça ne prendrait plus aujourd'hui. Quand la terre boit du sang de France, on vous rirait au nez, et vous le savez bien, si vous faisiez encore la dégoûtée, parce que Pierre, voilà deux ans, a tiré deux pintes de sang à un gars de la Vendée qui voulait empêcher la Bretagne de passer. Il a eu tort, je le veux bien, mais il a racheté sa faute ! C'est un soldat entre les soldats...

— Ça ne m'étonne pas.

— Un homme qui ne tremble pas sous le bombardement...

— Je l'aurais parié.

— Qui se propose pour le danger...

— Alors, là-bas, tout le monde le regarde, mon mari ?

— Et il faut que je vienne ici pour vous dire ces choses-là ! Pour vous faire souvenir de lui ! Depuis quinze mois, il vit dans cet enfer, et vous ne lui avez pas seulement envoyé une chemise pour son pauvre dos, un mouchoir pour pleurer, un paquet de tabac ! Il a juste son prêt pour acheter un verre de vin, au cantonnement ; il est vêtu de boue comme mes souliers, sans soutien, sans nouvelles, obligé quand même de faire bonne figure devant les camarades. Je vous dis qu'il est admirable ! mais vous, qu'est-ce que vous êtes ?

Les yeux de l'abbé cherchèrent en vain ceux de Marie, qui regardait le sol battu et inégal de la ferme. Il eut le sentiment qu'elle ne se défendrait plus ; il reprit :

— Croyez-vous que les tentations manquent, là où il est ? qu'il n'y ait pas des gueuses pour remplacer les femmes comme vous, et que vous soyez sans péché, s'il vient à pécher avec elles, ce que je ne sais pas, lui qui n'a pas l'ombre d'une tendresse humaine pour le secourir ? Tenez, je souffre encore en pensant à l'air qu'il avait quand il m'a demandé, il y aura huit jours demain : « Savez-vous si ma Jeanne-Marie se souvient de moi ? » J'ai été embarrassé. Il ne faut pas mentir, même pour faire du bien. Je lui ai répondu : « Non, mon pauvre, c'est trop petit. Ça n'a pas de souvenir. » Nous étions tous deux dans une maison en ruines, la sienne et celle de trente autres. Il a changé tout de suite de conversation, comme ceux qui ne veulent pas s'attendrir. De vous, il n'a pas parlé, Marie ; du moins, il ne vous a pas nommée une seule fois : mais il vous avait tout entière dans le cœur, comme une noyée dans la mer. Il me disait : « Je suis celui qui n'a plus d'enfant ! »

— C'est vrai !

— « Celui qui n'a plus de femme ! »

— C'est vrai !

— « Celui qui n'a plus de maison ! »

— C'est vrai !

— Marie, tout ce que j'ai dit depuis le commencement, jusqu'au moindre mot, n'est-ce pas vrai aussi ?

Il entendit une voix très basse qui répondait :

— Oui, mon père.

— Alors, Marie, qu'attendez-vous ?

Lentement, elle s'approcha, et elle se mit devant l'abbé, le dos au feu, le visage dans la lumière de la fenêtre, afin qu'il n'y eût point de doute, et qu'on vit bien que son âme était d'accord avec ses mots. Elle ne pleurait pas. Elle était toute droite. Elle avait l'expression de lassitude extrême et de joie commençante de ceux qui ont soutenu une grande lutte contre eux-mêmes, et qui en sortent victorieux.

— Que demandez-vous de moi ?

— Qu'il sache au moins qu'il n'est plus seul sur la terre. Vous lui ferez dire ce que vous voudrez ; vous prendrez le moyen qui vous conviendra. Demain matin, à la première heure, je reviendrai de Champdolent où je vais passer la nuit. Je n'entrerai plus à Kerjan. Je ne m'arrêterai pas.

— Où serez-vous ?

— Je suivrai le chemin qui est derrière la ferme, pour aller dire ma messe à Fouësnant et, de là, repartir pour la Champagne. Si vous venez, vous me donnerez au passage la réponse. Ne faites rien trop vite ; priez afin d'être éclairée ; que la paix soit avec vous !

Il crut entendre que Marie répondait :

— Elle n'est pas venue.

Il s'était levé, et comme, en parlant, elle avait dressé la tête, car il était bien plus grand qu'elle, il lui traça sur le front, du bout de ses doigts consacrés, un petit signe de croix.

Ce fut leur adieu. Ils avaient le cœur, l'un et l'autre, tout plein de pensées grandes. A travers la salle, sans mot dire, ils allèrent vers la porte. Sur le seuil, Marie s'inclina. Mais le prêtre ne la vit pas. Il s'éloignait déjà, n'évitant point les flaques d'eau, les épaules courbées, le parapluie de coton bleu tenu à deux mains et pliant sous les bargnes du vent.

Le soir venu, la mère Lanio, qui rentrait du bourg, trempée et de mauvaise humeur, en accrochant son manteau noir au clou, s'aperçut que la lumière passait en lame sous la porte de la chambre de Marie, et elle ouvrit la porte.

— Que fais-tu là, encore, avec ta fille, devant la table ?

Mais, aussitôt, Marie souffla la lampe, et vint au-devant de sa mère, à tâtons.

— Dis, que fais-tu là ?

— Je lui donnais une leçon.

— C'est bien l'heure! Et pourquoi une lampe? Il fait encore jour, plus qu'à moitié : on fait assez de dépense! Allons! Vite à la cheminée! Les hommes vont être ici dans vingt minutes, et ils en feront, un train, si rien n'est prêt pour le souper!

A peu près vers la même heure, le closier de Champdolent s'entretenait avec son fils Alain. Après avoir causé dans la cuisine, où la servante n'avait cessé, pour savoir des nouvelles, d'essuyer les meubles, d'ouvrir et de fermer l'armoire, de souffler le feu, et de faire mille tours qui n'étaient point dans sa coutume, le père et le fils s'étaient retirés, afin de parler plus librement, dans la chambre à côté, celle qui fut la chambre de Pierre et de Marie. Assis en face l'un de l'autre, sur des chaises dont le bois était verni, — les seules belles chaises de la maison, — graves tous deux, l'un épais de visage, l'autre maigre, mais pareils de traits, pareils de cheveux, et devenus, par le même chagrin, comme voisins d'âge, ils rassemblaient en souvenir la famille dispersée. C'étaient deux chefs tenant conseil. Ils ne différaient guère de jugement. Leurs âmes étaient surtout occupées du ménage « qui n'allait point. » Mais l'abbé, comme il le devait, s'était gardé de raconter le voyage à Kerjan. Il était pâle encore de l'espoir entrevu. Il lui arrivait de sourire bonnement, au milieu d'une phrase. Le père s'en étonnait, et, n'ayant pas les mêmes raisons de confiance, essayait d'en trouver quelqu'une, et de rejoindre son fils, qui lui donnait le ton. Ils s'encourageaient ainsi l'un l'autre. Dehors, la bourrasque continuait. Elle n'ébranlait que le toit, tout le reste étant terre ou granit. Les chevrons se plaignaient d'avoir à porter tant de chaume, de pluie et de vent.

— Ah! disait le père, s'ils pouvaient, un jour, rentrer tous deux, et se remettre ensemble! Je vois que vous y avez songé comme moi, Alain. Il reviendrait, je suppose. Lui, je ne lui ferais point de peine, je vous assure; je le laisserais naviguer, puisque c'est son goût... Je suis encore un peu solide; avec le métier et la fille, je pare au plus gros du travail. On se remettrait à vivre, quatre au lieu de trois, sans se gêner. Pour Marie, je ne suis pas aussi sûr...

— Qui peut mesurer le chemin que font les âmes? Je ne la crois point mauvaise, notre Marie.

— Moi non plus. Elle ne parle guère, elle est fière, comme une riche. Mais elle a pu changer, sans rien nous dire ?

— C'est ma prière de tous les jours.

— La mienne aussi. Ça peut repartir du pied, ce ménage-là, comme un brin coupé. S'il faut vous dire tout, Alain, mon fils, je l'ai toujours bien aimée, même quand j'ai eu de la peine à cause d'elle, même depuis qu'elle a voulu s'en aller.

— Vous la rencontrez, les dimanches ?

— Souventes fois. Nous ne nous parlons point, comme de juste, mais elle a une manière, tout de même, de baisser la tête et de la tourner un peu de mon côté, quand je passe : ah ! mon enfant, l'amitié n'a point besoin de paroles ! Elle traverse l'air !

Dans la chambre, l'ombre s'épaississait. L'un en face de l'autre, penchés tous deux, parlant à voix basse, le père et le fils bâtissaient en rêve l'avenir de Champdolent. Le temps ne leur durait point. Ils causèrent jusqu'à ce qu'il fit tout noir, jusqu'à ce que la servante vint dire : « Quand ça vous plaira ? Les crêpes sont sur la table. »

En se levant, le vieux closier passa près du lit de noyer, que couvrait toujours la couverture rouge, tendue, et sous laquelle les deux oreillers, côte à côte, attendaient.

Au petit jour, dans la brume traversée de pluie qui rendait tristes les champs, les arbres, les herbes sans lumière et sans relief, la porte de Kerjan s'ouvrit. Marie descendit les deux pas de granit, et tourna, à l'angle de la ferme. Elle avait jeté, sur ses cheveux, un châle de laine noire. Elle allait vite, ses sabots tout vernis par l'eau de la pâture qui relie Kerjan au réseau des chemins errans. Ceux-ci dormaient encore. Rien ne remuait, pas même les feuilles. Elle s'accota à un pieu fiché dans la terre, là où finissait la pâture. Le chemin, à sa gauche et à sa droite, s'enfonçait dans la campagne, entamé par les buissons, les gaulis, la chevelure broussailleuse des arbres des talus. Elle attendit, inquiète bientôt de tant de silence. Elle tira sa montre d'argent à laquelle elle ne se fiait point. C'était là que l'abbé Alain lui avait dit d'attendre. Mais n'était-il pas déjà passé ? Il devait se lever matin et marcher vite, ce grand abbé qui ne s'arrêterait pas. Alors, que faire ?... Non, il venait. Dans le creux de la pente, là-bas, ce bruit de fer sur un caillou,

puis ce bruissement de ronces frôlées et de feuilles mortes qui tombent, annonçaient l'approche d'un homme, et de celui-là, bien sûr, qui connaissait la misère du monde. Marie écoutait. Elle tenait sa main droite dans la poche de son tablier, et dans sa main... Il venait, la tête penchée vers la terre qu'il ne voyait point, unique passant de cette heure matinale, tantôt songeant à la ferme dont il s'approchait, tantôt à la messe qu'il dirait dans une demi-heure. La charité du Christ formait le lien. Il disait : « Pourvu qu'elle ait persévéré ! Car son âme a été touchée par la peine de mon frère. Elle a reconnu sa part dans la misère commune. Comme c'est beau de voir qu'on s'est trompé et de ne point nier son tort ! Je crois que le grand amour de soi, qu'elle apportait en mariage, hélas ! comme beaucoup d'autres, a diminué ; je crois qu'avec le temps, elle est devenue jalouse de celles qui souffrent plus qu'elle parce qu'elles ont mieux aimé. Tout ce qu'elle a dit si souvent pour accuser son mari, de vrai et de faux, toute la fontaine de ses médisances, est comme tarie. Il reste l'orgueil sans doute, qui peut se glisser dans le regret et l'arrêter, qui peut l'empêcher de demander pardon, de dire même un mot de pitié. Qu'a-t-elle résolu ? Quel conseil a donné la nuit ? Non, ce n'est pas elle qui conseille, je parle comme le monde : c'est vous, mon Dieu ! car Marie a dû vous appeler à son aide. » La pensée s'offrait à lui, et il ne la repoussait point, qu'il avait été préservé de bien grandes tristesses et tribulations, lui qui n'avait lié son sort à celui d'aucune femme. Il rendait grâces d'être libre, et éprouvait une joie merveilleuse à marcher dans la solitude. Puis l'inquiétude renaissait : « Marie ? Marie ? Qu'a-t-elle décidé ? » Il venait, appuyé sur une canne de houx, paysan d'autrefois, devenu semeur et moissonneur pour un maître nouveau.

Il n'aperçut la jeune femme que quand il fut tout près d'elle, et, la voyant tout humble et toute pâle, serrée dans le châle de deuil, il eut un bon sourire pour la grâce de Dieu qu'il avait devant lui.

Elle était immobile, à deux pas dans l'herbe, attendant qu'il parlât.

— Eh bien ! Marie, que lui dirai-je à celui qui est seul ?

Elle ne répondit pas, elle n'avait plus de forces, elle tendit vers lui une enveloppe jaune. L'abbé prit la lettre, et, se baisant, la fit descendre jusqu'au fond de sa longue poche.

Puis se découvrant, comme s'il saluait une croix :

— Chère pauvre femme, vous avez bien fait ! C'est du bonheur que j'emporte, n'est-ce pas ?

Elle fit signe que oui.

Un moment après, Marie se trouvait de nouveau seule dans la pâture, à la même place, troublée du grand trouble qui suit, d'ordinaire, l'humiliation acceptée, lorsque l'orgueil déçu cherche à deviner l'avenir, et souffle : « Voici que tu as tout fait ; mais l'autre, que va-t-il répondre ? » Par le chemin, dans le matin gris, Alain Quéverne emportait la lettre qu'il ne connaissait pas, dont il savait seulement qu'elle remettrait en joie une âme désespérée.

Dans l'enveloppe jaune, il n'y avait pourtant qu'une carte postale, de celles qui sont fleuries, en haut, d'un bouquet de drapeaux, et qu'on trouve dans tous les villages. Là, sur le côté réservé à la correspondance, Jeanne-Marie, dont sa mère tenait et guidait les doigts, avait écrit, d'une grosse écriture ronde, comme un chapelet de pommes :

« Mon cher papa, je suis grande, puisque j'écris presque toute seule, je suis blonde comme vous, maman dit que je suis souvent gentille, mais je voudrais vous voir. Demandez de ma part une permission à votre capitaine, vous qui n'êtes jamais revenu à Kerjan. Je serai contente, et maman aussi : c'est elle qui me le dit pour vous. Je vous embrasse à deux grands bras.

« JEANNE-MARIE. »

L'adresse avait été écrite par la mère toute seule : il n'y aurait donc point de doute. L'abbé avait eu raison d'enfourir la lettre au fond de sa poche, comme un trésor.

RENÉ BAZIN.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LES YEUX DE L'ASIE⁽¹⁾

III²

UN COMPTE PERSONNEL

La scène se passe à trois milles et demi de la frontière indienne, vers Kohat.

L'heure : au coucher du soleil. Chambre isolée dans une tour, où l'on atteint par une échelle posée à terre. Une femme afghane, enveloppée dans une couverture de coton rouge, est assise par terre sur ses talons, arrangeant une petite lampe de kérosène. Son mari, vieil Afghan à la barbe teinte, est étendu sur un lit indigène recouvert d'un drap rayé bleu et blanc. Il est blessé au genou et à la hanche. Un fusil du gouvernement est appuyé contre le lit. Leur fils, âgé de dix-huit ans, s'agenouille à côté du père, en dépliant une lettre. Tandis que la mère place la lampe allumée dans un retraits du mur, le fils prend le fusil et du bout pousse la porte entr'ouverte. La femme passe à son mari une pipe bourrée de tabac, en soufflant sur le morceau de charbon placé dans le fourneau.

LE FILS, dépliant la lettre. — C'est écrit de France. Son régiment y est encore.

LE PÈRE. — Que dit-il au sujet de l'argent ?

LE FILS, lisant. — « Je suis rassuré d'apprendre que vous recevez maintenant d'une façon régulière ce que je vous envoie sur ma solde. Vous pouvez compter que la somme arrivera désormais chaque mois. J'ai aussi envoyé un supplément de onze roupies en plus de l'allocation : c'est un cadeau pour l'achat de la machine dont vous avez besoin dans vos affaires. »

LE PÈRE, tirant de sa poitrine un revolver bon marché plaqué de nickel. — C'est une bonne machine, et il est un bon fils. Qu'y a-t-il encore ?

(1) *Copyright by Rudyard Kipling.*

(2) Voyez la *Revue* des 1^{er} mai et 1^{er} juin.

LE FILS, lisant. — « Vous me dites que nos ennemis ont tué mon oncle et mon frère aîné, outre qu'ils ont blessé notre père. Je suis au loin et ne peux vous aider en rien. C'est un grand regret pour moi. Nos ennemis ont maintenant deux vies à leur passif. Il faut que nous tirions prompte vengeance. La responsabilité, je suppose, est entièrement sur la tête de mon plus jeune frère. »

LE PÈRE. — Mais je suis encore bon pour tirer assis.

LA MÈRE, doucement. — Ahmed songe à toutes les dispositions qu'il faut prendre. Les hommes blessés ne peuvent pas penser clairement avant que la fièvre ne soit sortie de leur blessure.

LE FILS, lisant. — « Mon plus jeune frère disait qu'il voulait s'engager comme moi quand la moisson serait faite. Il ne saurait plus en être question. Dites-lui qu'il doit se consacrer à l'œuvre qu'il a sur les bras. » (C'est vrai, je ne peux pas m'engager maintenant.) « Dites-lui de ne pas s'égarer à la recherche des gens qui ont commis le meurtre actuel. Ils auront probablement cherché un refuge de l'autre côté de la frontière dans la zone du Gouvernement. » (C'est encore vrai, c'est exactement ce qu'ils ont fait.) « Réglez le compte avec les plus proches parens de nos ennemis, cela forcera les meurtriers, pour sauver leur honneur, à revenir et à s'occuper de leur propre affaire; alors, — Dieu aidant, — nous pourrons les ajouter par-dessus le marché. Vengez-nous sans retard. »

LE PÈRE, caressant sa barbe. — Sans retard... C'est la sagesse même. Mon fils est un homme. Que dit-il d'autre, Akbar ?

LE FILS. — Il dit : « J'ai reçu une lettre de Kohat, m'annonçant qu'un certain homme d'une famille que nous connaissons est en route pour venir ici avec un détachement (1) afin de régler avec moi un compte qu'il prétend que j'ai ouvert. »

LE PÈRE, vivement. — Serait-ce Gul Shere Khan, au sujet de cette jeune fille de Peshawer ?

LE FILS. — Peut-être. Mais Ahmed n'a pas peur. Écoutez ! Il dit : « Si cet homme ou même ses frères désirent venir me retrouver en France, j'en serai charmé. Si, en fait, quelqu'un désire me tuer, laissez-le partir par tous les moyens. Je suis ici présent sur le champ de bataille. J'ai placé ma vie sur un plateau. Les gens de notre pays qui parlent de tuer sont des enfans. Ils n'ont pas vu la réalité des choses. Ici nous ne tour-

(1) De recrues.

nous pas la tête quand il y a quarante tués d'un coup. Les hommes disparaissent ici comme si on les avalait ; ils sont mis en pièces, comme la viande qu'on coupe. Quand nous sommes dans les tranchées, on n'a pas le temps de frapper un coup pour une affaire personnelle. Quand nous sommes au repos dans les villages, on a tué tout son soûl. Deux hommes nous ont rejoints le mois dernier pour rechercher un de mes amis intimes avec qui ils avaient un compte personnel à régler. Ils étaient d'abord de grands ferrailleurs. Ils allèrent même en volontaires dans les tranchées, quoique ce ne fût pas leur tour de service. Ils s'attendaient à pouvoir régler leur compte au cours de quelque bataille. Depuis ce tour de service, ils sont devenus tout à fait doux. Ils n'avaient vu jusqu'alors tuer les hommes que par un et par deux, à plusieurs centaines de mètres les uns des autres. Cette fois, c'était une autre affaire : ils étaient comme des mouches sur du sucre dans une épicerie. N'ayez donc aucune crainte pour moi : vienne qui voudra rejoindre le régiment. Il faut un fort estomac pour ajouter à la ration de notre gouvernement. »

LA MÈRE. — Il écrit comme un poète, mon fils. C'est merveilleux cette manière d'écrire.

LE PÈRE. — Tous les jeunes hommes écrivent de même au sujet de la guerre. Elle satisfait complètement tous leurs désirs. Que dit-il d'autre ?

LE FILS résumant. — Il dit qu'il est bien nourri et qu'il a appris à boire le café français. Il dit qu'il y a deux sortes de tabac français, un jaune et un bleu. Le bleu, dit-il, est le meilleur. On les nomme ainsi d'après les papiers qui les enveloppent. Il dit qu'il ne faut pour rien au monde lui envoyer de l'opium ou des drogues, parce que la punition est sévère et qu'on est vite pris par les médecins du régiment. Il désire qu'on lui envoie un peu de forte teinture comme celle dont se sert notre père.

LA MÈRE, avec un geste. — De la teinture ! Lui ! c'est un enfant. Qu'est-ce qu'il a bien pu faire ?

LE FILS. — Il dit qu'il désire gagner la faveur de son officier indigène dont les poils blancs commencent à se voir et qui n'a pas de teinture. Il dit qu'il remboursera le prix et qu'il n'y a rien à payer pour le colis. Il faut que ce soit de la teinture de henné très forte.

LA MÈRE, riant. — Elle le sera. Je la ferai moi-même. Cela

m'a donné un coup de l'entendre demander des teintures ! Il n'en aura pas besoin pour lui d'ici vingt ans.

LE PÈRE, avec mauvaise humeur. — Lis toujours ! Lis bien tout, tel que c'est écrit, mot pour mot. Que dit-il d'autre ?

LE FILS. — Il parle du pays des Français. Écoutez ! Il dit : « Ce pays est plein d'objets précieux tels que grains, charrues et instrumens, et moutons qui passent la journée couchés dans les champs sans personne pour les garder. Les Français sont un peuple vertueux et ne se volent pas les uns les autres. Il suffit qu'un homme s'approche de quelque chose pour qu'il y ait des yeux fixés sur lui. Prendre un poulet, c'est délier les langues de cinquante vieilles femmes. Je fus averti à mon arrivée que le témoignage de l'une d'elles aurait plus de poids que celui de six honorables Pathans. C'est vrai. Aussi laisse-t-on l'argent et les objets de valeur dans les maisons sans les mettre sous clef. Personne n'ose même y jeter un regard de convoitise. J'ai vu pour deux cents roupies de vêtemens attachés à un clou. Personne ne connaissait la propriétaire : pourtant c'est resté là jusqu'à son retour. »

LA MÈRE. — Voilà un pays qui me conviendrait. Deux cents roupies de vêtemens attachés à des clous ! Elles doivent être toutes des princesses.

LE FILS, continuant. — Écoutez encore ces merveilles. Il dit : « Nous habitons dans des maisons de briques ; les murs sont peints de fleurs et d'oiseaux ; nous nous asseyons sur des chaises recouvertes de soie. Nous dormons dans de hauts lits qui coûtent cent roupies chacun. Il y a du verre à toutes les portes et à toutes les fenêtres. L'abondance de fer et de cuivre jaune, de poterie et d'ustensiles de cuisine en cuivre ne saurait être évaluée. Chaque maison est un palais rempli de pendules, de lampes, de candélabres, de dorures et d'images. »

LE PÈRE. — Quel pays ! Quel pays ! Que va-t-il pouvoir nous rapporter de tout cela ?

LE FILS. — Il dit : « Les habitans défendent leurs biens jusqu'à la dernière extrémité, ne s'agit-il que de la valeur d'un demi-poulet ou d'un rognon de mouton. Ils ne gardent pas leur argent dans leur maison, mais l'envoient au loin pour le placer. Leurs taux d'intérêt sont très bas. Ils parlent entre eux d'emprunts et de gages et de gagner de l'argent, tout comme nous faisons. Nous autres, les troupes indiennes, nous sommes

estimées et honorées par tous, surtout par les enfans. Ces enfans ne portent pas de bijoux. Aussi n'y a-t-il pas de meurtre commis pour l'amour de la parure, excepté par l'ennemi. Ces enfans ressemblent à de petites lunes. Ils s'amuseut à faire avec de la terre des figures d'hommes et de chevaux. Celui qui peut y ajouter des figures de bœufs, d'éléphants avec leurs palanquins, reçoit de grands éloges. Vous rappelez-vous quand j'en faisais moi-même ? »

LA MÈRE. — Si je me rappelle ? Suis-je une bûche de bois ou une vieille baratte ? Continue, Akbar. Que dit encore mon enfant ?

LE FILS. — Il dit : « Quand les enfans ne sont pas à l'école, ils sont au travail dans les champs dès leurs plus jeunes années. Ils perdent vite toute crainte à notre endroit et nous font manœuvrer par les rues du village. Les plus petits nous saluent à tout propos. Ils souffrent peu de la maladie. Les vieilles femmes d'ici sont expertes en médecine : elles font sécher les feuilles des arbres et leur en font une boisson contre les maladies. Une vieille femme m'a donné une herbe à mâcher pour un ver dans ma dent : cela m'a guéri en une heure. »

LA MÈRE. — Que Dieu récompense cette femme ! Je me demande de quoi elle s'est servie.

LE FILS. — Il dit : « C'est ma mère française. »

LA MÈRE. — Quoi ? qui ?... Combien de mères a un homme ? Mais que Dieu ne l'en récompense pas moins. Ça a dû être cette vieille dent double au fond, à gauche, en bas, car je me rappelle...

LE PÈRE. — Laisse donc, c'est guéri maintenant. Qu'est-ce qu'il écrit encore ?

LE FILS. — Il écrit pour faire ses excuses de n'avoir point écrit. Il dit : « J'ai été si occupé, et envoyé d'un endroit à un autre, qu'en plusieurs occasions j'ai manqué la poste. Je sais que vous devez avoir éprouvé de l'inquiétude. Mais ne soyez point fâchés. Que ma mère se rappelle que je ne puis écrire que quand j'ai l'occasion. Et le seul remède, quand on ne peut rien, c'est la patience. »

LE PÈRE, grognon. — Ah ! il n'a pas encore été blessé et il joue au médecin...

LA MÈRE. — Ces paroles sont sages et belles. Mais qu'y a-t-il encore sur sa mère « française ? » Que le feu la brûle !

LE FILS. — Il dit : « De plus, cette mère française que j'ai

en France est fâchée contre moi si je ne lui écris pas sur ma santé. Mère, comme vous, ma mère française fait tout ce qu'elle peut pour mon bien. Je ne puis pas louer assez par écrit tout ce qu'elle fait pour moi. Quand j'étais dans le village derrière la tranchée, s'il arrivait qu'un jour, pour raison de service, je ne fusse pas rentré le soir, elle venait elle-même à ma recherche et me ramenait à la maison. »

LA MÈRE. — Ah! ah! Elle le connaissait! J'aurais voulu pouvoir le prendre par l'autre oreille.

LE FILS. — Il dit : « Et quand je fus envoyé en service dans un autre village, et qu'ainsi je ne pus trouver le temps d'écrire ni à vous, ni à elle, elle vint tout près de l'endroit où j'étais et où l'on ne permet à personne de venir et demanda à voir son garçon. Elle avait avec elle un gros paquet de provisions qu'elle m'apportait à manger. Que pourrais-je dire encore sur le souci qu'elle a de mon bien-être? »

LA MÈRE. — Toutes ces vieilles femmes sont des folles! Mais que Dieu récompense cette femme kafir (1) pour sa bonté, et ses enfans après elle... Comme s'il y avait des ordres capables d'écarter une mère! Dit-il à qui elle ressemble de visage?

LE FILS. — Non. Il continue à parler encore des coutumes des Français. Il dit : « Les nouveaux hommes qui nous rejoignent viennent avec la conviction qu'ils sont dans le pays des Nakashas (2). Ce sont les ignorans qui leur disent ça à leur départ. Ne le croyez pas! Il fait toujours froid ici. On porte beaucoup de vêtemens. Le soleil est absent, l'humidité est toujours là. Pourtant cette France est un pays créé par Allah, et son peuple est manifestement un peuple de gens raisonnables qui raisonnent tout ce qu'ils font. Les fenêtres de leurs maisons ont de bons barreaux. Les portes sont solides, avec des serrures d'une sorte que je n'ai jamais vue auparavant. Leurs chiens sont fidèles. Ils rentrent leurs vaches et leurs ânes et leurs poules avec eux pour la nuit et les ont ainsi sous la main. Leur bétail va au pâturage et revient au moment voulu sous la garde des enfans. Ils taillent leurs arbres fruitiers avec le même soin qu'apporte un barbier aux oreilles et aux narines d'un homme. Les vieilles femmes filent tout en allant et venant. Les ciseaux, les aiguilles, le fil, les boutons sont exposés pour la vente dans des boutiques au marché. On porte les poules par les pieds. Les

(1) Infidèle. (2) Démons.

bouchers vendent des morceaux tout préparés de volaille et de mouton qu'il n'y a plus qu'à faire cuire. Il y a de la graine d'anis, du coriandre et du très bon ail. »

LA MÈRE. — Mais tout ceci, tout ceci est comme chez nous.

LE FILS. — C'est ce qu'il dit. Il dit : « En voyant ces choses, les nouveaux hommes ont le moral tout remonté. Ne soyez pas inquiets de moi. Ces gens ressemblent exactement au reste de l'humanité. Ils sont, pourtant, idolâtres. Ils ne parlent à aucun de nous de leur religion. Leurs Imans (1) sont des vieillards de pieuse apparence vivant dans la pauvreté. Ils vont à leurs offices religieux même pendant que les obus tombent. Leur Dieu est appelé Bondir (2). Il y a aussi la Bibbee Miriam (3). On l'honore à cause de l'intelligence et de la capacité des femmes. »

LE PÈRE. — Hum !... Ah ! c'est mauvais pour la jeunesse de voyager ainsi. Les femmes sont les femmes dans le monde entier. Et après, Akbar ?

LE FILS, lisant. — « Il y a de saintes femmes dans ce pays, vêtues de noir, avec des cornes de toile blanche sur leur tête. Elles non plus n'ont aucune espèce de peur de la mort quand tombent les obus. J'en connais une qui me fait souvent porter des légumes du marché à la maison où elles habitent. Cette maison est remplie d'orphelins. La femme est très vieille, de très haute naissance et de tempérament irascible. Tous les hommes l'appellent Mère. Le colonel lui-même la salue. C'est ainsi qu'on trouve toutes sortes de gens mêlés ensemble dans ce pays de France. »

LA MÈRE. — Ah ! bien, du moins cette sainte femme était de bonne naissance, mais il paraît qu'elle a la langue un peu vive. Continue.

LE FILS. — Il dit : « A cause de mon habileté au fusil, j'ai été fait tirailleur. On me donne une place spéciale pour viser individuellement l'ennemi. C'est du travail qui me connaît. Ce pays était plat et découvert au début. Avec le temps il est devenu tout *kandari-kauderî* (4) de tranchées, *sungars* (5) et chemins de traverse dans la terre. Leurs visages se montrent bien derrière les meurtrières de leurs *sungars*. La distance était de moins de trois cents yards. Il fallait beaucoup d'adresse.

1. Prêtres. — 2. Bon Dieu. — 3. La Vierge Marie. — 4) Coupé. — (5) Petites redoutes où s'abritent les tireurs.

Avant qu'ils se fussent habitués aux précautions, j'en eus neuf à mon compte en cinq jours. C'est plus difficile de nuit. Ils lancent alors des globes de feu qui illuminent tout le terrain. C'est un bon moyen, mais la dépense serait trop grande pour de pauvres gens comme nous. »

LE PÈRE. — Il pense à tout, à tout. Même à la terrible dépense que ce serait pour de pauvres gens comme nous.

LE FILS, lisant. — « J'ai assisté aux funérailles d'une petite fille française. Nous la connaissions tous par son nom de « Marie » qui est Miriam. Elle ne se gênait pas pour déclarer que le régiment était son régiment à elle, à la face du colonel se promenant dans la rue. Elle fut tuée par un obus en faisant paître son bétail. Ses restes furent portés sur une civière exactement selon notre coutume. Il n'y avait pas de pleureurs à gages. Tous les pleureurs marchaient lentement derrière la civière, les femmes avec les hommes. Ce n'est pas la coutume de pousser des cris ou de se frapper la poitrine. On récite toutes les prières sur la tombe elle-même, car la terre où on ensevelit est considérée comme sacrée. Les prières sont récitées par l'Iman du village. La tombe n'est pas garnie de briques et il n'y a rien en retrait. Ils ne savent pas que les Deux Anges visitent les morts. On dit à la fin : « Que la paix et la miséricorde soient avec vous. »

LA MÈRE. — Voyez comme il écrit ! Il aurait fait un grand prêtre, notre fils. Ainsi, ils prient sur leurs morts, là-bas, ces étrangers.

LE PÈRE. — Même un kafir peut prier, mais ce sont manifestement des kafirs : autrement ils ne prieraient pas dans un cimetière. Continue !

LE FILS, lisant. — « Quand leurs prières furent faites, notre havildar-major (1) qui est orthodoxe récita le verset approprié du Coran et jeta un peu de terre dans la tombe. L'iman du village alors l'embrassa. J'ignore si c'est la coutume. Les Français pleurent très peu. Les femmes françaises ont de petites mains et de petits pieds. Elles ont une démarche comme si elles étaient de grande naissance. Elles s'entretiennent avec elles-mêmes en allant et venant ; leurs lèvres s'agitent : c'est à cause de leurs morts. Elles ne sont jamais décontenancées ni à court de paroles. Elles n'oublient rien. Elles ne pardonnent rien non plus. »

(1) Le plus haut rang parmi les sous-officiers.

LA MÈRE. — Bon ! Très bon ! C'est le véritable honneur.

LE FILS. — Écoutez ! Il dit : « Chaque village tient compte par écrit de tout ce que l'ennemi a fait contre lui. Si c'est une vie, il inscrit une vie, que ce soit homme ou prêtre, otage, femme ou bébé. Chaque corne arrachée, et chaque plume, toutes les briques et les tuiles brisées, toutes les choses brûlées, et leur prix, sont inscrits dans le compte. Les hontes et les insultes sont aussi inscrites ; mais il n'y a pas de prix en regard. »

LE PÈRE. — Ça, c'est parfait. Voilà un peuple ! Il n'y a jamais de prix pour la honte infligée. Et ils font une liste de tout cela. Merveilleux !

LE FILS. — Oui. Il dit : « Chaque village tient son propre compte, et tous les comptes sont envoyés au gouvernement pour ses dossiers. L'ensemble du pays de France a ainsi un grand compte à régler avec l'ennemi pour les pertes, pour les vies et pour les ignominies. Ce compte a été tenu depuis le début. Les femmes le tiennent avec les hommes. Toutes les femmes françaises savent lire, écrire et compter dès la jeunesse. Aussi sont-elles en état de tenir le grand compte contre l'ennemi. Je crois qu'il est bon que nos filles aillent à l'école comme cela. Alors nous n'aurons plus de confusion dans nos comptes. Il s'agit seulement d'additionner les sommes perdues et les vies. Nous devrions instruire nos filles. Nous sommes des fous en comparaison de ce peuple. »

LA MÈRE. — Mais une jeune fille pathane n'a pas besoin de toute cette comptabilité pour se souvenir. C'est du temps perdu. Qui donc, dans une famille honorable, a jamais oublié une dette de sang ? Il faut être malade pour écrire ainsi.

LE PÈRE. — On ne doit pas oublier. Nous pourtant, nous sommes à la merci des chansons et des contes. Il est plus sûr, — certainement c'est plus pratique, — de tenir un compte écrit. Puisque ce sont les hommes qui doivent payer la dette, pourquoi ne serait-ce pas les femmes qui tiendraient le compte ?

LA MÈRE. — Les femmes peuvent tenir les comptes en faisant des marques sur un bâton ou sur une quenouille. Il n'est pas nécessaire pour une jeune fille de griffonner dans les livres. Elles ne finissent jamais bien. Elles finissent par...

LE FILS. — Quelquefois, ma mère, quelquefois. Du côté du gouvernement, à la frontière, on apprend aux femmes à lire, à écrire, à compter et...

LA MÈRE, avec intention. — Que loin soit le jour où il entrera une pareille dans ma maison comme fiancée ! Car moi, je dis...

LE PÈRE. — N'importe ! Qu'est-ce qu'il dit, lui, sur ces femmes françaises ?

LE FILS. — Il dit : « Elles ne sont pas divisées d'opinion sur la question de savoir lequel de leurs ennemis il faudra rechercher d'abord. Elles disent : « Réglons le compte chaque jour et chaque nuit avec le groupe le plus rapproché de l'ennemi ; et, quand nous aurons ramené tout l'ennemi à la vraie manière de voir, nous pourrons réclamer ceux-là mêmes qui ont infligé la honte et l'injure. En attendant, peu importe que ce soit une vie ou une autre. » Ceci est de bon conseil pour nous dans notre affaire personnelle, ô ma mère.

LE PÈRE. — Oui, oui, en vérité, c'est un bon avis. Peu importe une vie ou une autre... Est-ce tout ?

LE FILS. — C'est tout. « Peu importe une vie ou une autre. » Et c'est bien aussi ce que je pense.

LA MÈRE. — « Une vie ou une autre. » Précisément ! Et alors nous pouvons lui écrire tout de suite que nous avons tout de suite pris notre revanche.

(Elle prend le fusil de son mari et le passe à son fils, qui étend la main vers lui en jetant un regard à son père.)

LE PÈRE. — C'est sur ta tête, Akbar, que doit reposer ce compte, du moins jusqu'à ce que j'aille mieux. Essayes-tu cette nuit ?

LE FILS. — Peut-être ! Je voudrais que nous eussions la dispendieuse illumination de ces globes de feu dont il parle. (Il se lève à moitié.)

LA MÈRE. — Attends un peu : voici l'appel à l'*ishr* (1).

LE MUEZZIN, penché en dehors de la mosquée du village, tandis que paraissent les premières étoiles. — Dieu est grand ! Dieu est grand ! Dieu est grand ! J'atteste, etc.

(La famille se dispose à la prière du soir.)

RUDYARD KIPLING.

(1. Prière du soir.

LES CAPTIFS DÉLIVRÉS ⁽¹⁾

DOUAUMONT-VAUX

21 OCTOBRE — 20 NOVEMBRE

III ²⁾

VAUX

I. — LA PREMIÈRE JOURNÉE DE LA BATAILLE DE VAUX

(24 octobre.)

Un officier allemand, fait prisonnier le soir du 24 octobre au Petit Dépôt, qui est un ouvrage fortifié sur la route du fort de Vaux, lorsqu'il apprit que le fort de Douaumont était entre nos mains, eut un moment de stupeur, puis, se ressaisissant, il déclara : « Vous avez pris Douaumont, mais vous ne prendrez pas Vaux. »

Il était dans le destin de Vaux, aurait dit le commandant Nicolay, d'offrir chaque fois une résistance plus opiniâtre et prolongée que celle de son orgueilleux rival. Assiégé par les Allemands dès le 9 mars, le fort de Vaux n'était tombé que le 7 juin (3). Il s'était défendu trois mois et, même quand il fut investi (1^{er} juin), le commandant Raynal et l'héroïque garnison y tinrent encore pendant six jours. S'il avait nécessité un si long siège, des pertes si considérables, l'usure de plusieurs

(1) *Copyright by Henry Bordeaux, 1917.*

(2) Voyez la *Berne* des 15 mai et 1^{er} juin.

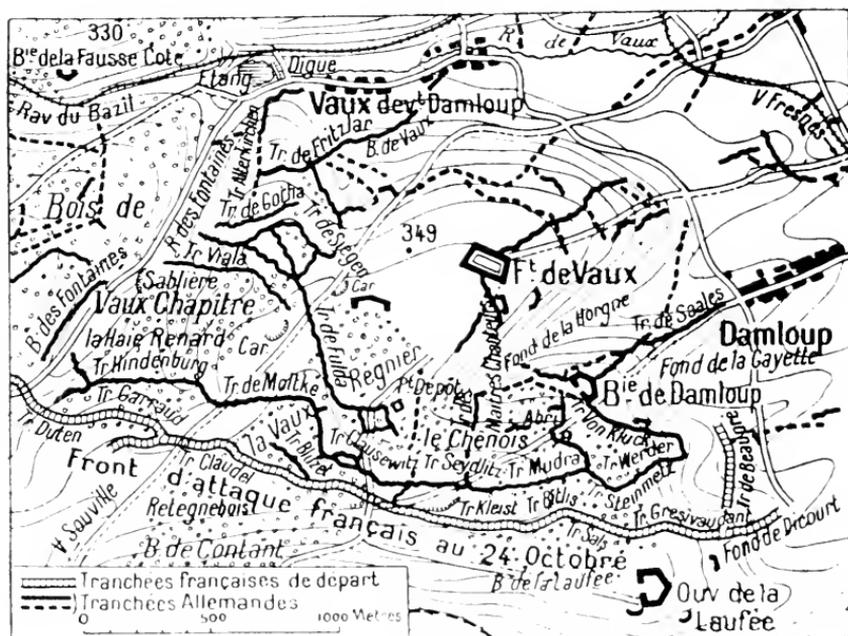
(3) Voyez, dans la *Berne* du 15 octobre 1916, *les Derniers jours du fort de Vaux* (9 mars-7 juin 1916).

divisions, il représentait aux yeux de l'ennemi un objectif d'une importance capitale pour son offensive sur Verdun. Il le couvrait du côté de la Woëvre qu'il domine; il lui permettait d'utiliser les ravins du Bazil, du bois Fumin, des Fontaines et les fonds de la Horgne et de la Gayette pour dissimuler ses mouvemens et préparer ses actions; il lui fournissait des vues sur Tavannes et sur Souville; il lui ouvrait enfin, par les bois de Vaux-Chapitre, l'accès de Souville, rempart de Verdun.

Le fort est élevé sur une hauteur arrondie qui est le dernier contrefort du massif de Souville sur la Woëvre. Cette hauteur, engagée entre le ravin du Bazil au Nord qui aboutit au village de Vaux-devant-Damloup, et, au Sud, le fond de la Horgne, ressemble à quelque lourd vaisseau échoué à l'embouchure d'un fleuve, car elle surplombe de ses pentes, d'abord lentes, puis raides, la plaine de Woëvre, pareille à la mer. Elle est entaillée de ravins profonds dont tous les noms sont devenus familiers : ravins des Fontaines, de la Sablière, du bois Fumin, de la Horgne, de la Gayette. A la suite des combats livrés dans cette région dévastée depuis des mois, le terrain est complètement bouleversé. Avec les trous, les fondrières, les arbres arrachés, les racines, les débris de toutes sortes, il oppose des obstacles naturels à une progression. Notre attaque devait s'étendre dans ce secteur, du Nez de Souville, sorte de promontoire au-dessus du ravin des Fontaines dont l'ennemi s'était emparé au début de septembre, jusqu'au fond de Beaupré que nous dominions et qui est séparé du fond de la Gayette par la crête qu'un régiment de Savoie a désignée ironiquement sous le nom de crête du Mont-Blanc. Elle avait pour objectif, en liaison à gauche avec le 401^e régiment de la division Passaga, le bois Fumin à l'Est du ravin des Fontaines, jusqu'à l'étang de Vaux, la digue qui commande l'entrée du village de Vaux et le village même, toute la croupe portant le fort jusqu'aux pentes qui descendent à la Woëvre, le fond de la Horgne, le fond de la Gayette et le village de Damloup entre les deux. Ainsi la prise du fort serait-elle étayée par la possession des pentes et des ravins qui lui servent d'accès.

L'ennemi avait organisé, non sans habileté, sa plus solide ligne de défense très en avant du fort dont les ouvrages extérieurs, contrescarpes, fossés, coffres, observatoires, tourelle, battus par notre tir, étaient en mauvais état. Cette organisation

comprenait : 1° en première ligne, une tranchée continue, allant du Nez de Souville aux pentes Sud du fond de la Gayette (tranchées Hindenburg, Brochmuck, de Moltke, Clausewitz, Seydlitz, Mudra, Steinmetz, Werder, von Klück); 2° à un kilomètre environ en arrière, une seconde ligne, partant de l'embouchure du ravin des Fontaines (tranchées de Gotha, Hanau, Siegen dans le bois Fumin, Brunehild dans le fond de la



PLAN DE LA BATAILLE DE VAUX

Horgne, de Saales rejoignant la batterie de Damloup au village de Damloup); 3° entre les deux, une ligne de soutien non continue, comprenant divers points d'appui : la Sablière, la Grande-Carrière, le Petit Dépôt, l'Abri de Combat, la batterie de Damloup; 4° enfin, des trous d'obus transformés en repaires de mitrailleuses. Un certain nombre de boyaux étaient en construction pour relier la première ligne à la ligne de soutien ; trois de ces boyaux étaient terminés, boyaux du Petit Dépôt, des Maîtres-Chanteurs et de Tannhauser.

L'aile gauche du dispositif allemand était composée, du bois Fumin à Damloup, de troupes de la 33^e division de réserve et

de la 50^e division. La 33^e division (67^e, 364^e et 130^e régimens), qui avait subi de grandes pertes dans les combats du début de septembre, avait été reconstituée avec des renforts de bonne qualité, anciens soldats blessés et renvoyés au front. Elle tenait les organisations du bois Fumin et de la Vaux-Régnier, ses réserves dissimulées dans le ravin du Muguet et le fond du Loup. La 50^e division (53^e, 39^e et 158^e régimens) allait du bois Chesnois à Damloup, ses réserves dans le ravin de la Plume et au Nord de Damloup. Elle fournissait au fort sa garnison (deux compagnies du 53^e). Elle était favorisée par un système défensif puissant et profond, incomplètement détruit par notre préparation d'artillerie. Les déserteurs et les prisonniers faits dans cette région, au cours des journées qui précédèrent la bataille du 24 octobre, déclarèrent que l'ennemi s'attendait à être attaqué et s'y préparait. Il n'y eut pas d'effet de surprise, tandis que Douaumont se croyait hors d'atteinte.

La tâche assignée à la division de Lardemelle, qui livrera la bataille de Vaux, est donc particulièrement délicate et difficile. Les régimens qui composent cette division (230^e, 333^e, 299^e, 222^e, plus un groupe de deux bataillons de chasseurs, les 50^e et 71^e, et un bataillon du 30^e régiment) sont, je l'ai dit, fournis par des contingens du Dauphiné, de la Savoie, du Bugey. Peu ou pas de jeunes classes, des hommes mûrs, la plupart mariés et pères de famille, presque tous paysans, graves et braves, un peu taciturnes, et qui, après avoir donné leur sueur à la terre, sauront lui donner leur sang. « Si vous êtes en fâcheuse posture, déclarait le général de Négrier, s'il vous faut faire appel au dévouement et au cœur de la troupe, c'est le paysan de France qui vous tirera d'affaire. Croyez-en un vieux légionnaire. » Certes, nous ne serons jamais en fâcheuse posture pendant la bataille de Vaux; mais il faudra durement besogner. Tandis que leurs camarades de gauche, plus heureux, se reposeront le soir même sur les objectifs conquis, les soldats de la division de Lardemelle ne connaîtront pas d'arrêt jusqu'à leur relève. Mais ces paysans armés sauront remuer le sol et tracer peu à peu leur sillon. « Pour résoudre le problème posé à la division de Lardemelle le 24 octobre, a écrit un bon juge, problème qui s'est révélé formidable dès la première minute, il a fallu le paysan de France conduit par des cadres exceptionnels. » Ces cadres, souvent de petits capitaines de vingt à vingt-

cinq ans, que suivent, comme des fétiches, ces hommes qui ont passé la trentaine.

Le 23 octobre, les hommes occupent leurs tranchées de départ. Le 24 octobre au matin, ils sont prêts. Ils ne regardent plus en arrière, du côté du foyer, de la maison, mais devant eux, là, ce terrain défoncé que martellent nos obus, cette ligne imperceptible qui abrite l'ennemi. Malgré le brouillard, ils la peuvent apercevoir, car les lignes, sur presque tout le front du secteur, sont très rapprochées. Cependant la préparation d'artillerie sur le fort de Vaux devait se faire principalement dans la matinée du 24, et le brouillard empêche les réglages.

Le général de Lardemelle a disposé ses troupes en deux groupemens : à gauche, entre le Nez de Souville et la route qui conduit au fort de Vaux, le groupement Challe comprenant, de la gauche à la droite, le 230^e régiment, le 333^e (moins le bataillon de réserve de division), les deux bataillons de chasseurs (50^e et 71^e) et le bataillon Casella du 299^e ; à droite, entre la route de Vaux et le fond de Beaupré, le groupement Giralt composé d'un bataillon du 299^e régiment, du 222^e et d'un bataillon du 30^e.

Il faut d'abord emporter la première ligne continue des tranchées ennemies, du Nez de Souville aux pentes Sud du fond de la Gayette, puis il faut parvenir à la seconde ligne qui appuie le fort à l'Ouest et à l'Est et pour l'atteindre forcer au préalable la série des ouvrages intermédiaires. Le fort sera le troisième et dernier objectif. Le départ dans le brouillard se fait dans un ordre et avec un élan magnifiques. Toute la première ligne ennemie tombe, sauf la tranchée Clausewitz au centre, et une partie de la tranchée Mudra un peu plus à droite. Mais les obstacles se multiplient. C'est une série de véritables forteresses qui exigent un siège : redoute d'Hindenburg au Nez de Souville, réduit de la Sablière dans le ravin du même nom, Clausewitz organisé en caverne avec retranchemens et meurtrières, Grande Carrière à gauche et Petit Dépôt à droite de la route du fort, Abri de Combat et batterie de Damloup à l'extrême droite. De ces réduits, les uns sont enlevés d'emblée, comme l'Abri de Combat, la batterie de Damloup, la Grande Carrière, mais la plupart retardent ou empêchent la marche en avant et ne tombent entre nos mains que la nuit venue : tels la redoute d'Hindenburg, la Sablière, Clausewitz le Petit

Dépôt qu'il faut contourner pour le prendre à revers. La bataille générale se rompt ainsi en une série d'épisodes que le commandement parvient à rassembler. Le soir du 24 octobre est un soir de succès, puisque notre progression est assurée, mais de succès laborieux et incomplet, et des ordres nouveaux sont donnés pour reprendre le lendemain l'attaque sur le fort et le village de Vaux. La journée qui, des carrières d'Haudromont au ravin de la Fausse-Côte, s'achève en triomphe, a été sanglante et disputée sur le sol bouleversé du bois Fumin et dans toute la région de Vaux. On continuera de s'y battre toute la nuit, et le matin du 25 trouvera encore les adversaires aux prises. La défense du fort se fait à distance, aux ouvrages qui le protègent comme des bastions avancés et qui, rendus, le laisseront à découvert.

*
*
*

Chaque épisode mérite sa relation. A la gauche du dispositif, entre le Nez de Souville et la Grande Carrière, opère le 230^e régiment qui a pour chef le lieutenant-colonel Viotte. Le lieutenant-colonel Viotte, ancien chef d'état-major d'une excellente division, la 40^e, est un petit homme brun, ardent, vivant, vibrant, à l'intelligence prompte, à l'énergie communicative. Il ressent à distance, par une télépathie merveilleuse, tout ce que ressentent ses hommes. — A la guerre on peut tout leur demander, déclare-t-il, et ce sont des gens paisibles de la montagne. — Le 6^e bataillon, en liaison avec le 401^e qui forme l'aile droite de la division Passaga, s'engage par compagnies accolées, la compagnie de droite avec deux sections d'assaut (1^{re} vague), deux sections de renfort (2^e vague), la compagnie de gauche avec ses sections en profondeur (quatre vagues d'une section chacune). Le 5^e bataillon part à l'attaque, ses trois compagnies en profondeur, chacune avec trois sections d'assaut et une de renfort, mais les sections formées en colonnes d'escouade par un. — « D'un seul élan, dit le rapport du 6^e bataillon, les officiers en tête, les hommes surgissent des tranchées en bon ordre, la baïonnette haute, et s'élancent en avant. Le lieutenant Seigner enlève ses hommes au cri de : « En avant les gars ! vive la France ! » Quelques coups de fusil allemands claquent, quelques hommes tombent tués ou blessés, et le lieutenant Seigner est du nombre de ces derniers. »

La bataille s'engage immédiatement. Dans la tranchée Brochmuck, les bras se lèvent, les Boches se rendent. Mais il faut que la section du sous-lieutenant Collonge tourne la tranchée Hindenburg pour s'en emparer, et voici que sur le Nez de Souville, aux ouvrages d'Hindenburg, — labyrinthe de tranchées profondes, avec de nombreux trous de renard, — se révèle un centre de résistance ennemie dont la garnison décidée sera difficile à réduire. Le sous-lieutenant Place en entreprend le siège avec sa section. Il en sort, vers midi et demie, une quinzaine de prisonniers. Une heure plus tard, nouvelle sortie : plus de trente, dont un officier. C'est l'effet des grenades bien ajustées. Mais combien sont-ils là dedans ? A en juger par leur fusillade, ils doivent être encore en force. Avec l'aide du sous-lieutenant Rey et de sa section, le lieutenant Place, dont la section a été fort éprouvée, tente un assaut à la baïonnette, mais il est repoussé à coups de grenades. Arrive alors le lieutenant Condammin, — qui est prêtre de son état, — avec une section et demie. Il relève son camarade Place, poursuit le siège méthodiquement, multiplie les démonstrations, pourchasse l'ennemi de réduit en réduit, et, vers huit heures et demie du soir, il tient enfin l'ouvrage tout entier : ce qui restait de la garnison, quarante hommes et un officier, s'est rendu. Après quoi, il se précipite en avant pour rejoindre sa compagnie. Car les vagues d'assaut ont progressé sous le commandement énergique du lieutenant Santier (22^e compagnie), bientôt rejointes par la compagnie (23^e) du capitaine Favre. Mais le capitaine Favre vient se heurter à la redoute de la Sablière qu'assiège déjà une section du 401^e régiment. Un mouvement tournant, opéré par le sous-lieutenant Collonge, décide de la prise des abris où quarante-huit Allemands sont capturés avec quatre mitrailleuses. Le capitaine Favre poursuit sa marche sur le ravin des Fontaines jusqu'à la tranchée Gotha, en liaison avec le 401^e régiment qui arrive sur la croupe de Vaux-Chapitre.

Dans un tel fonillis d'actions, il faut bien commettre l'injustice de choisir et, si l'on rencontre visage plus plaisant ou plus émouvant, le dessiner en deux traits. Les jeunes gens, sur cette guerre longue et triste, jettent un charme d'aisance chevaleresque. Plus détachés du passé, ils se donnent avec plus d'élan à la tâche sacrée. Ce capitaine Favre est à peine majeur, et son grade lui a été donné à titre définitif. Entré à Saint-Cyr un an

avant la guerre, il n'a passé qu'un an à l'École. Où il a gagné sa croix de la Légion d'honneur, à son âge, comment le saurais-je ? il ne parle jamais de ce qu'il a fait. Il est aussi simple dans la bonne fortune que dans la mauvaise, à quoi on le peut reconnaître pour Savoyard. Car le Savoyard ne s'en laisse pas accroire. Les maux ni les honneurs ne triomphent aisément de son humeur placide. Il supporte les uns et les autres avec sérénité. Sa philosophie naturelle lui a enseigné qu'ils finissent. Voici donc le capitaine Favre, après la prise de la Sablière, descendu dans le ravin des Fontaines. Il y cause avec le lieutenant Féron, qui commande la compagnie de droite du 401^e. La liaison entre les deux divisions est parfaite. Puis il arrive à la hauteur de la tranchée Gotha, sur les pentes Ouest du bois Fumin, un peu au-dessus du ravin des Fontaines. Ses patrouilles n'ont pas trouvé le contact de l'ennemi. Il pourrait poursuivre la marche en avant jusqu'à son dernier objectif qui est l'étang de Vaux, mais la résistance rencontrée par les compagnies de droite de son bataillon sur la crête et les pentes Est de ce bois Fumin ne lui permet pas de continuer son mouvement. Il doit rester sur place et fait construire une tranchée qui, le lendemain matin 25, offre déjà une protection efficace. Le matin du 25, il ne peut se résoudre à l'immobilité et il se décide à envoyer une forte patrouille aux abords de l'étang. Ma foi, sa compagnie est à l'abri dans la tranchée qu'elle a creusée : il accompagnera, ou plutôt il conduira sa patrouille composée du sergent David et d'une douzaine d'hommes. « J'en suis aussi, » réclame son camarade, le capitaine Fonbonne, qui l'a rejoint. Le ravin des Fontaines débouche à l'étang de Vaux ; au delà, du côté du village, est la digue. La petite troupe va jusqu'à la digue. Brusquement, comme le capitaine Favre, qui est devant, visite une tranchée allemande entièrement bouleversée, il aperçoit un Boche fumant tranquillement sa pipe à l'entrée d'un abri, au-dessous de lui. Car, dans cette guerre aux larges espaces, on fume tranquillement sa pipe ici, tandis qu'on s'égorge à côté. La bataille fait rage devant la tranchée Gotha ; devant le village de Vaux, l'Allemand se croit en villégiature. Vaux, dont la conquête a donné tant de mal, ne peut être repris d'un coup : on a le temps de voir venir. Le capitaine Favre fait signe à ses hommes de se terrer sans bruit. Il a déjà arrêté son plan. Ce sera un beau coup de filet : toute la garnison des abris faite

prisonnière. Mais il lui faut un renfort de grenadiers pour opérer plus sûrement. « Je vais les chercher, » dit Fonbonne. Il en ramène une dizaine aux musettes bien garnies, sous la conduite de l'adjudant Perret. Pendant son absence, le Boche n'a pas cessé de fumer, ni Favre de l'observer et d'étudier le terrain et les ouvertures des abris. Le chasseur à l'affût n'est pas plus attentif à la surveillance du gibier. Mais le gibier ne va-t-il pas le dévorer? Voici qu'à l'instant même où il va ordonner d'occuper toutes les issues, une section d'infanterie débouche à trente mètres de lui, en colonne par un, venant du village de Vaux. « Couchez-vous, » commande-t-il à voix basse. Les hommes se collent au sol. Ils ne sont pas vus, et la colonne s'engouffre dans les cavernes. Cela fait bien du monde là dedans, et il y a peut-être d'autres ouvertures. Le jeune chef est un vieux routier avisé et prudent. Avant de risquer l'aventure, il convient de mettre de son côté toutes les chances. Il demande deux volontaires : le caporal Farjon et le soldat Arpaillanges se présentent les premiers. A eux trois, ils font une nouvelle reconnaissance des abris. Cependant, à l'une des entrées, le Boche fume toujours sa pipe. On se décide à lui mettre la main au collet : s'il appelle, on le tue. Il lève un œil étonné, prend à la main sa pipe, car un homme à demi étranglé ne peut tirer une bouffée, et se tait. On l'interroge rapidement : il fournit les derniers renseignements utiles. Le capitaine Favre, prompt à l'exécution, une fois qu'elle est résolue, range ses hommes aux diverses entrées. Une grenade suffit ; les Allemands, sans difficulté, sortent de leurs trous : plus de soixante, dont un lieutenant et une paire de médecins. « Est-ce tout? » demande Favre à l'officier. L'officier ne répond pas, mais ses soldats font signe que non derrière lui. Évidemment, une ou deux nouvelles grenades convainqueraient les récalcitrons, mais le capitaine Favre, prudent pour ses hommes, ne l'est guère pour lui-même, et, par surcroît, il est généreux comme un paladin. Il descend tout seul dans le réduit, son revolver en main, et il lie conversation avec les retardataires, leur affirmant qu'il ne leur sera fait aucun mal. Les derniers sortent à leur tour : le total est de quatre-vingt-deux. Maintenant, il faut revenir, avec cette forte colonne, quatre fois plus nombreuse que son escorte. Le retour risque d'être compliqué : un agent de liaison vient prévenir le capitaine Favre que des élémens ennemis progressent sur sa

droite. On presse le pas : une mitrailleuse du 40^e protège le défilé en tirant sur la crête du bois Fumin. Le terrain est mauvais, défoncé, glissant, boueux. Favre se fait une entorse et doit rester en arrière. Aussitôt, il a les deux majors allemands à ses pieds qui le palpent, le frottent, le massent et multiplient leurs services. Appuyé sur cette singulière garde d'honneur, il parvient à rejoindre sa compagnie, mais il doit céder le commandement au sous-lieutenant Place...

A droite de la compagnie Favre, les 22^e et 21^e compagnies s'étaient heurtées, le 24 octobre vers deux heures de l'après-midi, aux défenses de la tranchée de Gotha. L'ennemi retranché, payant d'audace, sort de l'ouvrage avec ses mitrailleuses. Le sous-lieutenant Hugonuenq, fils du doyen de la Faculté de médecine de Lyon, officier remarquable et d'un courage éprouvé, est tué; son camarade, le sous-lieutenant Favrichou, blessé. Mais, aidés par la demi-section du sergent Brochier, ils ont eu le temps de jeter leurs sections sur l'ennemi qui se replie. Le brouillard se dissipe, les avions volent au-dessus du fort : sans savoir encore les nouvelles, par ces mystérieuses affinités qui traversent les airs comme des oiseaux migrateurs, les hommes ont la sensation de la victoire. Cependant les mitrailleuses allemandes les empêchent de progresser au delà de ce premier bond. La nuit les surprend quand la lutte n'est pas finie et quand la ligne demeure incertaine. Les officiers cherchent à réparer cette confusion. « On n'entendait pas un bruit, a écrit le capitaine Fonbonne, commandant la 21^e compagnie; seulement retentissaient par instans les appels de trompette lancés par une fraction allemande que nous encerclions sur le Nez de Souville et qui tentait ainsi de faire savoir qu'elle résistait encore. » Ces mélanges ne sont pas rares au soir d'une attaque. La mort du sous-lieutenant Philippe va être causée par un retour offensif de l'ennemi à l'intérieur même de nos lignes. Le sous-lieutenant Philippe veillait sur ses hommes qui remuaient la terre pour creuser une tranchée. Il allait de long en large, la pipe à la bouche, la canne sous le bras. Soudain il entend des pas derrière lui : est-ce un renfort, ou une relève? Sans méfiance il se retourne, il aperçoit des ombres. L'une d'elles s'avance et prononce ces paroles étranges en un français parfait : « Nous venons nous rendre. Où est l'officier? — C'est moi, » dit Philippe s'avançant et couvrant ses hommes. « Un

coup de feu, ajoute le capitaine Fonbonne à qui je dois ce récit, quelques grenades, des ombres qui traversent, fuyant vers les lignes allemandes, puis plus rien. Philippe était tombé sans un cri, atteint d'une balle au cœur, tué par un parti allemand égaré dans nos lignes et qui tentait par ruse de fuir vers le village ou le fort de Vaux. Ses hommes le ramenèrent près de moi, et durant la nuit, longue nuit de froid et de faim, je fis la veillée funèbre, alors qu'à quelques cents mètres Goury, qui devait mourir le lendemain, pleurait son ami disparu. »

Philippe et Goury, sous-lieutenans à la même compagnie du 230^e, étaient tous deux instituteurs en Haute-Savoie. Une de ces amitiés comme la guerre en noue les unissait, et pourtant ils étaient, d'apparence, si différens ! Philippe, grand, sec, robuste, plutôt silencieux, presque rigide, cœur ardent et sensible sous une écorce rude ; Goury, court et replet, la face pleine et réjouie, le cœur sur la main, la plaisanterie sur les lèvres, gai dans les plus dures traverses.

Comment ne rendrais-je pas un hommage rapide à mes deux glorieux compatriotes ? Auguste Philippe, né à Beaumont (canton de Saint-Julien-en-Genevois), avait trente-trois ans. Fils de cultivateurs, il sortait de la terre : elle fait les races les plus solides et les plus soumises au devoir, car elle est exigeante, mais bonne conseillère. Un de ses frères, soldat au 140^e régiment, a été tué en Champagne en septembre 1915. Instituteur à Saint-Didier, il s'était marié selon ses goûts : tandis qu'il enseignait les petits garçons, sa femme instruisait les petites filles. Ils pratiquaient le même idéal de solidarité humaine. Ils étaient heureux, ils attendaient leur quatrième enfant, quand sur cet humble bonheur la guerre éclata. La maladie vint compliquer la séparation. Philippe, appelé comme sergent instructeur au 30^e régiment à Annecy, dut laisser sa femme en péril. Elle fut sauvée et il put obtenir une brève permission pour la revoir et, avec elle, le nouveau-né. Le 12 octobre, il partait pour les Vosges avec le 230^e et ne devait plus quitter le front. Ces détails de famille rappelleront à tant de soldats les épreuves qu'ils ont traversées. Une vie en reflète des milliers d'autres. C'est pourquoi il faut, de temps à autre, descendre au fond d'une vie.

Philippe est nommé sous-lieutenant en novembre 1914 ; il

est cité à l'ordre de sa division le 25 juin 1915. Mais les honneurs militaires ne lui inspirent aucune vanité : il vit en dedans, sans cesse ramené vers les siens par la pensée, et l'on peut suivre dans ses lettres à sa famille le travail intérieur qui le conduit à l'acceptation complète du devoir, à l'oubli de soi, au sacrifice accompli pour le pays, à l'exemple donné pour le soutien moral de sa femme et de ses enfans. Il était parti sans enthousiasme, parce qu'il le fallait, et même il était de ceux à qui la guerre apparaissait comme une monstrueuse erreur du passé. Ses premières lettres sont pleines de conseils touchans sur l'éducation de ses enfans et de tendres souvenirs. La paix de son foyer le suit. Des chers petits il veut tout connaître. On devine les profondeurs du sentiment paternel. Puis un autre souci le prend peu à peu ; souci du chef qui s'accorde avec sa conscience professionnelle si délicate, presque scrupuleuse et rigoureuse : souci de ses hommes, des hommes qu'il doit diriger et conduire au combat. Son idéal tout humain trouve à s'appliquer. Ces hommes qui dépendent de lui, il les veut connaître, il veut se faire aimer d'eux, leur inspirer confiance.

Il écrit en toute simplicité, sans rien exagérer, sans rien dissimuler. Aucune vantardise, mais peu à peu on découvre chez lui cet oubli complet du danger que le devoir recouvre. Il est si préoccupé de sa tâche, « qui est de conduire ses hommes, de les rassurer » qu'il en omet d'avoir peur, et, pour un peu, il s'en excuserait. Il ne cache pas à sa femme les risques qu'il court, mais il les diminue pour ainsi dire en les rendant familiers : « Tu n'es pas de celles à qui il faut donner des illusions de fausse sécurité. Je t'estime plus haut que cela... » Il lui recommande la paix intérieure. En mars 1916, il lui écrit : « Nous avons bien souffert, mais nous ne sommes que des gosses en face de ceux de Verdun. Peut-être que leurs efforts, leurs souffrances nous dispenseront d'autres efforts. » Verdun préoccupe sa femme, Verdun l'effraie ; elle pressent que Verdun lui prendra son mari. Cependant, il n'y est pas encore envoyé. Et quand il y va, par une délicatesse raffinée, il lui fait hommage de sa propre acceptation. « Dis-toi bien, — lui écrit-il et c'est, je crois, sa dernière lettre, — que j'ai, que tu m'as donné tout le courage nécessaire pour que je fasse bonne figure... Dis-toi bien que tu es avec nos quatre chers petits tout mon bonheur et toute ma pensée... » C'est presque un testament. Il se préoc-

cupait constamment des questions d'éducation : il voulait que ses enfans fussent élevés dans une haute idée de la dignité et de la solidarité humaines. Un de ses compagnons d'armes le définit « un mystique dont la foi sur la fin regrettait d'être tout humaine, » et il ajoute : « son âme ne pouvait concevoir une vilénie... elle était comme son corps robuste et sain et comme taillée dans le roc... » Dernier témoignage de l'action qu'il exerçait : son ordonnance ne voulut pas quitter sa dépouille et, comme il la veillait en pleurant, il fut tué et vint ainsi se coucher aux pieds de son chef.

Pendant le combat reprend dans la nuit. Du ravin des Fontaines à la crête et aux pentes Ouest du bois Fumin, il faut tenir le terrain conquis. A la faveur de l'obscurité, les Allemands tentent une contre-attaque. Ils rôdent sans bruit, en quête d'un passage. Ils surprennent une sentinelle qu'une grenade écrase. Un éclat atteint un petit caporal de vingt ans, un Landais au nom chantant, Balestibeau, qui fait partie de la section du lieutenant Philippe. Il a le flanc déchiré, mais il se redresse, s'offrant à l'ennemi et crie de toutes ses forces : « Aux fusils, camarades ! » Il est criblé de coups et il meurt ; humble d'Assas dont il faut sauver le nom. Les fusils partent et l'attaque éventée échoue.

Le sous-lieutenant Goury ne survivra à Philippe qu'un demi-jour. Il n'avait cessé de plaisanter à son habitude dans cette terrible journée du 24 octobre qu'en apprenant la perte de son ami. L'aube du 25 fut radieuse : il en respira la douceur avec avidité, puis il dut conduire sa section à l'attaque. Il avait, dès la veille, accepté lui-même de mourir. Cette attaque se heurta à des défenses intactes : Goury, une balle au front, tomba en avant de ses hommes à quelques mètres de la redoute allemande qu'il fallait emporter. Il avait exécuté sa consigne et précédé sa troupe. Ainsi les deux amis furent-ils de la même mort comme ils étaient du même pays...

*
* *
*

Au régiment voisin, le 333^e, les deux bataillons engagés, le 5^e (commandant Deleuze) et le 6^e (commandant Lourdel) doivent se succéder, le premier laissant passer le second après avoir conquis les tranchées de Moltke et Fulda comme premier objectif, et les Grandes et Petites Carrières comme deuxième. Pas

de surprise là non plus : dès que les vagues apparaissent hors de nos tranchées, elles sont accueillies par les feux de mousqueterie et de mitrailleuses. A l'une des compagnies, deux officiers tombent sur trois : le troisième, le sous-lieutenant Bataillard, prend sans désespérer le commandement et franchit la tranchée de Moltke. Cette tranchée qui est légèrement à contre-pente a échappé à nos tirs d'artillerie : les sapes ne sont pas détruites, elle est quasi intacte et fortement occupée. Mais l'ennemi est si stupéfait de notre élan et de notre mépris de ses mitrailleuses en action qu'il lâche ses armes et se rend. Le travail des nettoyeurs est simplifié : seuls, quelques groupes, qui cherchent à se défendre avec des pétards, sont exterminés. En dix minutes, cette première ligne de défense est entièrement conquise.

Un si rapide succès excite, grise les hommes. Ils se précipitent sur les Carrières, ouvrage d'une étendue considérable, qui pouvait être un centre de résistance malaisé à réduire. Les premières vagues les dépassent et vont en battre les lisières Nord. Six mitrailleuses ennemies, sorties en hâte des profondes sapes où elles s'abritaient, n'ont pas le temps de se mettre en batterie. Leurs servans « ahuris de nous voir arriver, écrit un des conquérans, alors qu'ils comptaient certainement sur la protection que leur offrait la tranchée de Moltke, se rendent sans combattre, à part quelques isolés qui sont expédiés. » A midi et quart, les Carrières sont prises et nettoyées, presque sans coup férir. En une demi-heure les deux objectifs ont été atteints, ou presque. Il reste les Petites Carrières Nord. Le sous-lieutenant Bailly y court en reconnaissance avec une demi-section : un groupe d'Allemands veut se défendre, promptement il est mis en fuite. Et l'on s'organise sans retard sur les emplacements si prodigieusement enlevés. Au boyau Fulda en arrière, la résistance avait continué : les sections Larivière et Védrines en vinrent à bout, mais les deux chefs y laissèrent la vie. L'aspirant Védrines qui commandait les mitrailleurs fut tué comme il dirigeait le tir de ses pièces, debout sous le feu pour mieux voir.

Le bataillon Lourdel, qui doit dépasser le bataillon Deleuze, pour éviter le tir de barrage, se met en marche à peu d'intervalle, franchit les parallèles de départ, puis le premier objectif ; il atteint le deuxième vers deux heures de l'après-midi. De là, il doit se porter plus avant, contourner par l'Ouest le fort de

Vaux que les deux bataillons de chasseurs attaqueront de front. Mais le mouvement ne peut s'exécuter, à cause de ce qui se passe sur la droite, à la tranchée Clausewitz et au Petit Dépôt. Contre-ordre est donné : les compagnies se fortifient sur place en reliant par des tranchées les trous d'obus. La fin de la journée du 24 et la nuit du 24 au 25 sont utilisées pour ces travaux.

*
* *

La résistance de l'ennemi au centre de la ligne, c'est-à-dire aux tranchées Clausewitz et Seydlitz et à l'ouvrage du Petit Dépôt qui dépasse à peine le sol à droite de la route du fort et qui contient des abris pour un bataillon entier, fait échouer l'attaque directe préparée sur le fort de Vaux. Pour cette attaque directe, le groupe des deux bataillons de chasseurs, le 50^e et le 71^e, rassemblés sous le commandement du lieutenant-colonel Desportes, a été réservé ; mais il faut, avant qu'il soit lancé, qu'il trouve place nette devant lui. Or, si le 230^e a progressé péniblement jusqu'à la tranchée Gotha qu'il n'a pu réduire, si le 333^e s'est emparé brillamment de la tranchée de Moltke et des Grandes Carrières, il a été impossible au 299^e régiment (lieutenant-colonel Vidal) de remplir sa mission dans le temps fixé. Le bataillon Casella du 299^e lance ses vagues d'assaut sur les tranchées Clausewitz et Seydlitz qui sont malheureusement intactes, garnies de fils de fer et protégées par des mitrailleuses. Il ne parvient à pénétrer que dans un élément d'où il renvoie à l'arrière un officier et une vingtaine de prisonniers. La lutte se prolonge. L'aide d'une compagnie du 71^e bataillon de chasseurs achève la prise de Clausewitz, mais après plusieurs heures. Reste le Petit Dépôt. Le bataillon Casella ne peut l'aborder à cause de ses mitrailleuses. Il faut que le 71^e bataillon de chasseurs le contourne par l'Ouest, tandis que le bataillon Picandet du 299^e le déborde par le Nord-Est, après avoir détruit une section de mitrailleuses, flambé un dépôt de munitions, dépassé un blockhaus. Mais à l'heure tardive (minuit) de ce succès chèrement payé, on ne peut plus songer à l'attaque du fort.

Il y faut d'autant moins songer que les deux bataillons de chasseurs, destinés à l'assaut, ont beaucoup souffert. Le bombardement de l'ennemi, sur toute cette région de Vaux, a été continu, effroyable, meurtrier, comme s'il n'avait vu dans

notre préparation d'artillerie des jours précédens que l'indice d'une offensive sur Vaux, estimant Douaumont hors de portée. Avant l'heure même de l'action, le 30^e bataillon de chasseurs a eu ses cadres décimés. Son chef, le commandant Imbert, le fait progresser cependant à hauteur du bataillon Lourdel du 333^e, qui est aux Carrières. Blessé, il doit céder le commandement au capitaine Magnier. Celui-ci se porte à une distance de 3 à 400 mètres du fort, mais il est arrêté par des feux de mitrailleuses et ne peut avancer davantage, en raison de la résistance du Petit Dépôt et du manque de couverture sur sa droite. D'ailleurs, les effectifs sont réduits, les équipes spéciales de sapeurs, de porteurs de lance-flammes, de grenadiers, de nettoyeurs sont disloquées. Le bataillon n'a plus tous ses moyens pour procéder à une attaque. A la nuit, il s'organise sur le terrain qu'il a couvert, cherchant sa liaison à droite avec le 71^e bataillon de chasseurs. Le 25 au matin, le capitaine Magnier blessé doit, à son tour, passer le commandement au lieutenant Rousselot, qui est chargé de ramener le bataillon en arrière pour le former en réserve de division. L'ordre ne pourra être exécuté que la nuit suivante, tant le bombardement est violent et rend impraticable une relève en plein jour.

Le 71^e bataillon de chasseurs (commandant Cour) a traversé des épreuves plus pénibles encore. Une de ses compagnies, la 8^e (capitaine Paillard) aide le bataillon Casella à s'emparer de la tranchée Clausewitz où elle cueille plus de cent prisonniers et délivre le sous-lieutenant Berthelin, qui avait franchi l'obstacle avec les premières vagues de la 9^e compagnie et qui, blessé et revenant en arrière, s'était jeté dans les mains de l'ennemi à Clausewitz, croyant cette tranchée déjà entre nos mains. Clausewitz liquidé, c'est le combat du Petit Dépôt. Il faut manœuvrer : tandis que le bataillon Casella l'aborde de face et que le bataillon Picandet opère son mouvement par l'Est, la 8^e compagnie du 71^e bataillon de chasseurs prend par l'Ouest. La 7^e, capitaine Jolly, vient la renforcer et subit des pertes graves par le tir des mitrailleuses. Le capitaine Jolly, marchant en tête de ses hommes avec une insouciance presque téméraire, tombe un des premiers. Descendu au fond d'un boyau par un de ses chasseurs et se sentant mourir, il le renvoie avec ce message : « Va dire au commandant que je suis mort pour la France. » Il est remplacé par le lieutenant Duménil qui perd

presque aussitôt trois de ses chefs de section. Cependant on aborde de trois côtés le Petit Dépôt, on y pénètre, on y trouve dans la grande galerie une centaine d'Allemands qui se rendent. La liaison s'établit entre les chasseurs et les fantassins. Mais il est minuit, et l'on ne peut songer à une nouvelle progression immédiate. Le bataillon s'installe au coude de la route de Vaux et au Nord du Petit Dépôt. Comme le 50^e, il reçoit, le 25 au matin, l'ordre de se reformer en réserve de division et, comme lui, ne peut l'exécuter que la nuit suivante. Il ne lui restait que cinq officiers dont le commandant. Mais voici que, sur le champ de bataille même, trois de ses officiers, le capitaine Fischer, les sous-lieutenans Ricoux et Chastagner, blessés au début de l'action, viennent, à peine pansés, rejoindre leur corps. L'un est lièvreux et porte le bras en écharpe. L'autre est couvert de contusions. N'importe : ils sentent que dans une pareille bagarre on a besoin d'eux, et ils accourent sous les obus et sous les balles. En revanche, le capitaine Paillard et le lieutenant Buisson, blessés et perdant beaucoup de sang, ne veulent pas s'en aller, et il faut presque les chasser.

*
*
*

Le bataillon Desrochers des Loges (5^e du 222^e, à la droite du bataillon Casella qui fut si longtemps arrêté devant les tranchées Clausewitz et Seydlitz, a la charge de prendre, comme premier objectif, les tranchées Mudra et Steinmetz qui prolongent la première ligne ennemie, laquelle s'achève, à l'extrême droite de notre dispositif de combat, par la tranchée Werder dont la prise est confiée à un bataillon du 30^e régiment, et, pour second objectif, divers retranchemens et redoutes, dont l'Abri de Combat et la batterie de Damloup. L'Abri de Combat, la batterie de Damloup, noms que nous connaissons bien, lieux célèbres où l'on s'est tant battu, où le 112^e et le 52^e régimens accomplirent des prouesses au commencement de juin, quand le fort de Vaux fut entouré, et qui ne furent submergés et perdus que dans la grande attaque du 11 juillet. L'Abri de Combat est de dimensions étroites et n'a pas d'observatoire. Mais la batterie de Damloup est un vaste ouvrage dont les nombreux abris pouvaient contenir, avant qu'une partie n'en fût éboulée, pour le moins une compagnie et demie. Son importance est grande : elle domine le fond de la Horgne, dont les

pentés opposées conduisent au fort de Vaux, elle commande le mouvement de terrain, semblable à une jetée, qui, entre les fonds de la Horgne et de la Gayotte, conduit au village de Damloup au bord de la Woëvre. Le village est relié à la batterie par la tranchée de Saales. Prendre la batterie de Damloup, c'est tenir en partie les accès du fort à l'Ouest.

Le bataillon Desrochers des Loges a deux compagnies en première ligne, la 19^e (capitaine Faidide) à gauche, la 18^e (lieutenant Colonna) à droite, et une en soutien, la 17^e (lieutenant Reneau). La compagnie Faidide saute d'un bond dans la tranchée Mudra, y trouve quelque résistance, qu'elle brise, et s'empare d'une soixantaine de prisonniers, dont l'officier. Mais elle sera constamment gênée et entravée par la prolongation du combat à sa gauche dans la tranchée Seydlitz. Elle est prise de flanc par des mitrailleuses ennemies. Le lieutenant Ouillon tire sur un pointeur, le tue et s'empare de sa pièce; le mitrailleur Cécillon tue les servans d'une autre pièce. Mais le capitaine Morel, qui commande au bataillon la 5^e compagnie de mitrailleurs, devra se mettre en surveillance face à gauche, organiser la position, tirer par intermittences dans la direction de cet ilot qui éternise sa résistance devant le bataillon Casella du 299^e. Sa principale mission sera de couvrir sur la gauche son bataillon et de lui permettre ainsi de progresser; il s'en acquittera à merveille. La compagnie Faidide pourra se porter en avant, prendre et nettoyer plusieurs abris, se maintenir à la hauteur de la compagnie Colonna, qui aura la gloire de s'emparer de la batterie de Damloup, et même collaborer à cette dernière en fournissant l'appoint de la section du sous-lieutenant Dechatre.

La compagnie Colonna a commencé par enlever la tranchée Steinmetz en première ligne ennemie. Le sous-lieutenant Marron y est blessé à la tête et ne consent à la quitter que lorsque l'hémorragie devient trop abondante. Une mitrailleuse ennemie arrête la marche de la section Duchosal. Les soldats Cambrezat et Tripier s'élancent et debout, à quatre mètres, avec une insolence inouïe, l'un tirant, l'autre lançant des grenades, ils tuent pointeurs et servans. La tranchée prise est pleine de cadavres ou de prisonniers.

C'est une section de la 17^e compagnie qui, sous les ordres du sous-lieutenant Frécaut, est chargée d'aller en reconnais-

sance à l'Abri de Combat. Le sous-lieutenant Frécaut dépasse avec ses hommes la tranchée Mudra, détache une fraction sous les ordres du sergent Roujon pour prendre la position par l'Ouest, tandis que lui-même l'attaque de face. Il entre dans l'abri qu'il crible de grenades. Un officier, blessé à la tête, se rend avec six hommes : « Lieutenant, voici ma compagnie, les autres ont été tués. » Mais à peine l'abri est-il occupé, que des mitrailleuses, venant à l'aide, ouvrent le feu. Le sous-lieutenant Frécaut les neutralise avec ses fusils-mitrailleuses.

Reste la fameuse batterie de Damloup. Au 222^e, on est expéditif, et l'opération n'est pas longue. Deux sections de face, une au Nord-Ouest, une au Sud-Est : tel est le dispositif adopté par le lieutenant Colonna. Il est aidé à l'Ouest par le sous-lieutenant Dechatre de la 19^e compagnie, et à l'Est par une section du 30^e régiment qui opère à sa droite. A deux heures de l'après-midi, la redoute est en notre pouvoir, avec une centaine de prisonniers dont deux officiers et tout un matériel.

Le bataillon Desrochers des Loges a remporté un succès complet : 500 hommes de troupe, 10 officiers, 2 canons de tranchée, 18 mitrailleuses, plusieurs dépôts de munitions sont tombés entre ses mains. La batterie de Damloup a fourni, de ce butin, la plus grande partie.

Enfin, à l'extrême droite, le bataillon Baillods, du 30^e régiment, n'a pas moins brillamment réussi. Il a enlevé la tranchée Werder et la tranchée von Klück qui se rejoignent à l'Est et s'ouvrent en équerre, formant ainsi une position triangulaire. La tranchée von Klück aboutit devant la batterie de Damloup dont elle complète les défenses. Il a payé sa conquête d'un minimum de pertes : un tué et dix-sept blessés dans la journée du 24. Rien dans la préparation n'avait été laissé au hasard : trois bons observatoires avaient permis à l'artillerie de perfectionner son tir. Il est vrai que la zone à maîtriser était sans profondeur pour l'ennemi qui avait à dos le fond de la Gayette, en sorte qu'une fois installé, le vainqueur n'avait aucune réaction à redouter, à la condition toutefois que la batterie de Damloup fût enlevée. La compagnie de gauche du bataillon Baillods, entendant dans le brouillard des mitrailleuses en action de ce côté, inquiète sur son flanc gauche, détacha une flanc-garde d'une section pour parer à ce danger, et ce fut cette section qui donna un coup de main à la compagnie Colonna du 222^e.



Tel est le bilan de la bataille de Vaux au soir de la première journée. Toute la première ligne des tranchées ennemies, de Hindenburg à Werder, est tombée. A droite, la victoire est complète. Nous tenons sous nos feux le fond de la Gayette. La prise de la batterie de Damloup nous ouvre, d'une part, le chemin du village, et de l'autre l'accès du fort par l'Ouest, en descendant dans le fond de la Horgne et en remontant ses pentes Est. Au centre, la prise, lente et difficile, du Petit Dépôt, après celle, si rapide, des Carrières, nous conduit aux abords du fort, mais laisse à franchir une distance à découvert, facile à surveiller et à battre. A gauche, si nous tenons le ravin des Fontaines qui nous permettra de marcher vers l'étang et la digue, nous sommes barrés au bois Fumin par la défense de la tranchée Gotha. Au prix de sacrifices cruels et sanglans, nous nous sommes rapprochés, mais les cris de victoire poussés à Douaumont n'ont pas eu d'écho à Vaux. Le fort assailli se défend : il reçoit des renforts, toute l'artillerie ennemie concentre ses feux pour le protéger. Le grand Sphinx dressé au-dessus de la Woëvre garde encore son énigme.

II. — SUR LE FORT

(25 octobre.)

Si la journée du 24 octobre n'a pas été marquée, à l'aile droite de l'armée française, par un succès aussi complet qu'à son aile gauche à la Carrière d'Haudromont et à son centre à Douaumont, la division de Lardemelle a pu néanmoins réaliser un progrès suffisant pour se rapprocher du fort de Vaux à distance d'assaut. Surtout elle a réduit un à un les obstacles rencontrés, ne laissant subsister derrière elle aucune menace, et, à mesure qu'elle avançait, elle a consolidé son front qui a résisté à toutes les contre-attaques. La préparation d'artillerie n'avait pas écrasé toutes les tranchées ennemies qui, au centre, ont ralenti notre offensive. Le brouillard de la matinée du 24 avait empêché les réglages sur le fort même. Enfin l'importance des centres de résistance qui s'étaient révélés au cours de l'attaque n'avait pas permis à nos troupes de première ligne de contourner ces îlots sous le feu des mitrailleuses sans en

entreprendre le siège. Le général de Lardemelle avait jugé plus prudent et plus sûr de poursuivre leur réduction avec les unités amenées à leur faire face et de rétablir avec les réserves le dispositif face à la direction des contre-attaques probables. Ainsi les circonstances l'avaient-elles contraint, pour s'emparer du Petit Dépôt, à exécuter une manœuvre d'encerclement par les deux ailes, le 71^e bataillon de chasseurs à gauche, et le bataillon Picandet du 299^e à droite. Mais il avait utilisé, pour cette manœuvre, les forces qu'il destinait à l'assaut du fort.

Le combat a continué toute la nuit du 24 au 25. Le 25 au matin, de la gauche à la droite, la situation est la suivante. Du ravin des Fontaines, la reconnaissance du capitaine Favre s'est avancée jusqu'à l'étang de Vaux et à la digue sans rencontrer de difficulté : des abris à l'Est de la digue elle a ramené 80 prisonniers. Mais l'ennemi tient la crête et les pentes Ouest du bois Fumin. Devant les tranchées de Gotha et de Siegen, le bataillon Berthelot et le bataillon Roman du 230^e régiment sont arrêtés. Seul, le bataillon Rendu, à gauche, pourrait avancer en bordure du ravin, et le sous-lieutenant Place, qui a remplacé le capitaine Favre dans le commandement de la 23^e compagnie, est retourné à la digue ; mais l'arrêt de la droite ne permet pas cette progression isolée. Le 333^e régiment est en bonne posture, au delà des Carrières qu'il a emportées à l'Est de la route du fort. C'est de son côté qu'une attaque sur le fort pourrait être tentée avec chance d'aboutir. Les deux bataillons de chasseurs ont reçu l'ordre de se reconstituer en réserve de division. Avec leur aide, le 299^e a donc fini par enlever le Petit Dépôt, vers minuit, et par s'établir au delà, en liaison avec le 333^e. Entre lui et le 222^e, le long couloir formé par le boyau des Maîtres-Chanteurs ramène cette ligne en arrière. Enfin, le bataillon Desrochers du 222^e et le bataillon Baillois du 30^e ont atteint du premier coup leur objectif, au delà de la batterie de Damloup, sur la crête qui domine le fond de la Horgne, coupant la jetée qui aboutit au village de Damloup et tenant sous leurs feux le fond de la Gayette.

Le commandement estime cette situation assez nette pour que l'assaut du fort de Vaux puisse être ordonné. N'est-il pas en droit de compter sur le désarroi causé par la chute de Douaumont pour paralyser l'adversaire ? Il met trois bataillons de la

division Andlauer, un du 305^e et deux du 216^e, à la disposition du général de Lardemelle pour cette attaque, qui est fixée au 25 octobre à dix heures du matin. Le 4^e bataillon (commandant Derode) du 305^e régiment est mené de très bonne heure à la tranchée de Seydlitz où il prend la place du bataillon Picandet. Il commence par assurer sa liaison avec le bataillon Desrochers du 222^e en déblayant le boyau des Maîtres-Chanteurs que l'ennemi tenait encore et qui creusait un saillant dans nos lignes. Puis, à six heures du matin, il attaque les retranchemens ennemis au Sud du fond de la Horgne : la 14^e compagnie (capitaine Chaduc) et un détachement des 13^e et 15^e, sous les ordres du lieutenant Noël, marchent sur ces abris, les forcent et les nettoient, y trouvant de nombreux cadavres, une centaine de prisonniers, et un important matériel de mitrailleuses, lance-bombes, fusils, munitions. La mainmise sur les retranchemens et les pentes du fond de la Horgne assure notre droite pour l'assaut du fort.

Cet assaut se déclenche à l'heure dite, après une préparation d'artillerie qui a duré toute la matinée. Il est mené par les 4^e (commandant Gargat) et 6^e (commandant de Varax) bataillons du 216^e (lieutenant-colonel Perchenet). Le bataillon Lourdel, du 333^e, qui a si brillamment achevé l'enlèvement des Carrières, la veille, doit l'étayer à gauche en se portant à la corne Nord du fort, en liaison avec les bataillons du 230^e qui progresseront dans le bois Fumin à hauteur et au-dessus de la digue : car l'attaque du village de Vaux doit suivre de près celle du fort. Mais les bataillons du 230^e rencontrent au bois Fumin les retranchemens des tranchées d'Altenkirchen et de Siegen qui n'ont pas été détruits, ni même désorganisés par le tir de l'artillerie, et il leur est impossible d'avancer. Le bataillon Lourdel a fait le mouvement prescrit : la 23^e compagnie (lieutenant Iwolski) atteint la corne Nord du fort, la 21^e la suit à 150 mètres en arrière. L'arrêt du 230^e les laisse en flèche. La 21^e glisse à la gauche de la 23^e pour former crochet défensif. Mais les deux compagnies sont dans une situation précaire, prises d'enfilade par les mitrailleuses du fort. Dès qu'un homme quitte son trou, il est visé. Les liaisons sont difficiles. Que font, à droite, les deux bataillons du 216^e chargés d'attaquer le fort?

*
* *

Ils doivent partir des Carrières où ils ont été massés. Les Carrières sont à cinq cents mètres du fort. Le 6^e bataillon a pour objectif le saillant Ouest, tandis que le 4^e essaiera de contourner le fort par l'Est. Dans quel état est le fort à la suite du bombardement de la matinée ? L'ennemi est-il désespéré et tremblant dans ses casemates et ses abris ? A-t-il subi le contre-coup de la défaite de Douaumont ? Laissera-t-il approcher l'assaillant et ne lui opposera-t-il qu'une résistance molle et sans conviction ? Dans les Carrières où les troupes attendent l'heure, les chefs tâchent à s'en rendre compte. Le chemin sera malaisé à parcourir : pas un coin de sol intact, partout des trous d'obus, des fondrières, des souches arrachées, et la pluie a détrempé tout ce chaos. Nul paysage plus désolé, plus meurtri, plus funèbre. Hardaumont le domine et le bat de ses feux. Le fort vomit de la fumée comme un cratère de volcan. Au mois de juin, quand le commandement croyait encore pouvoir délivrer le commandant Raynal luttant désespérément dans sa cave avec une troupe de héros, la brigade mixte, mise sous les ordres du colonel Savy et composée du 2^e régiment de zouaves et du régiment colonial du Maroc, parvint à déborder le fort sur les côtés, atteignit les fossés. Elle dut battre en retraite devant les mitrailleuses qui occupaient la superstructure. Le 216^e sera-t-il plus heureux cette fois ? Il est neuf heures et demie ; un obus tombe dans la Carrière sur le groupe des officiers de la 22^e compagnie, quatre sur cinq sont atteints dont le lieutenant Brugel qui la commandait. Le cinquième, le sous-lieutenant Doutré, prend le commandement. L'artillerie ennemie fait rage. Les officiers, les hommes attendent. Ils n'ont pas de doute sur les difficultés de l'opération : Vaux, décidément, est un repaire tragique. Ils sont prêts, ils iront.

A dix heures précises, les deux bataillons s'ébranlent. Dans chaque compagnie, deux sections d'assaut, accolées, forment deux vagues, et deux sections de renfort deux autres vagues. Le commandant est au centre du dispositif, à hauteur de la troisième. La progression se fait par bonds successifs et courts. A gauche, le bataillon de Varax traverse sans trop d'encombre un premier tir de barrage, va s'appuyer à la route. Mais les mitrailleuses placées aux saillants Ouest et Sud du fort et sur

toute la ligne qui sépare ces deux points entrent en action. Mandites mitrailleuses qui déjà firent échouer l'assaut du 8 juin, échapperont-elles donc toujours au tir de notre artillerie? Sur le fort martelé, comment demeurent-elles intactes? Trouvent-elles des abris dans le bouleversement même de la superstructure? Ordre est donné aux compagnies de stopper.

Mais les 21^e et 22^e sont déjà parties et ne peuvent être rappelées. Elles arrivent aux abords immédiats du fort. Elles vont reconnaître le dangereux Sphinx, le regarder face à face, lui arracher son secret. A l'un des derniers bonds qui doivent l'amener au fort, le sous-lieutenant Doutré, qui commande la 22^e, reçoit une balle en plein front : c'est le dernier officier de la compagnie qui tombe. A côté de lui se tient l'aspirant Nérès. Le voyant tomber, il se tourne vers ses hommes, — car tous deux étaient devant, — et crie : « A mon commandement la 22^e! » Sous le tir qui les arrose, tant de face que de flanquement, une trentaine d'hommes parviennent aux fossés, se blottissent dans les trous d'obus. L'aspirant Nérès, trois sergents et cinq grenadiers, se traînant, avancent encore et tentent d'aveugler les fatales mitrailleuses à coups de grenades. Nérès est blessé à la tête. Deux hommes, enfin, atteignent la superstructure. Ils sont sur le fort. Ils ont dépassé l'exploit des marsouins de Douaumont. Dans la tempête ils posent le pied sur le monstre. Ils seront les premiers vainqueurs de Vaux. Et ils n'en sont pas revenus.

Les premières vagues de la 13^e compagnie ont pu se glisser dans la direction du saillant Sud, cherchant à encercler le fort par l'Est. Mais elles sont prises à partie par les batteries ennemies de la Woëvre et subissent de lourdes pertes. La 2^e section arrive jusqu'au fort avec des éléments de la 13^e et de la 14^e compagnie. Elle jette des grenades à l'entrée des casemates qui lui font face. Les mitrailleuses ennemies crachent la mitraille sans discontinuer. L'angle Ouest du fort en est garni. Impossible d'aller plus loin. Pourtant, quelques hommes se hissent sur le fort au-dessus du fossé. Le sous-lieutenant Morgana y mène une partie de sa section. Ils ne peuvent s'y maintenir et redescendent. Les audacieux qui se sont avancés jusque là, qui ont exécuté leur mission avec cette folie d'ardeur et de sacrifice, n'ont plus que l'abri précaire de quelques trous d'obus où ils attendront, immobiles, de nouveaux ordres. Si

l'ordre est de marcher encore, ils marcheront. Mais ils sont coupés du reste du monde. Toutes tentatives de communication par coureurs demeurent infructueuses : pas une ne parviendra à destination. Il est onze heures du matin, et il faudra rester ainsi jusqu'à la nuit. Et, la nuit venue, si lente pour eux malgré la saison, l'ennemi, pour les découvrir, inquiet de notre attaque, multiplie les fusées éclairantes, crée un jour artificiel pour les repérer dans leurs trous, balaye sans cesse le terrain du feu de ses mitrailleuses infatigables. Ceux qui sont revenus de cet enfer ont connu le sommet de l'énergie humaine. Au petit matin, enfin rappelés, ils se retrouvent aux Carrières.

*
* *

L'attaque de face sur le fort de Vaux n'a pas réussi, parce qu'elle n'a pas pu être suffisamment étayée à l'Ouest, et surtout parce que l'artillerie n'a pas pu maîtriser les mitrailleuses. Pourtant, Vaux doit tomber : sa chute a été décidée. Le commandement ordonne de reprendre la préparation d'artillerie. Il faut reporter notre ligne un peu en arrière, jusqu'aux Carrières et au Petit Dépôt. Le mauvais temps et l'extrême difficulté des observations vont prolonger cette préparation. Elle n'arrête pas la longue lutte entreprise sur la gauche de la division pour nous assurer la possession définitive de la croupe du bois Fumin. Après la première ligne des tranchées ennemies, après les ouvrages d'Hindenburg et de la Sablière, le 230^e a rencontré l'obstacle des tranchées de Gotha et de Siegen. Il en a triomphé, mais pour tomber sur les retranchemens d'Altenkirchen et de Fritzlar. Ces retranchemens vont de la croupe du bois jusqu'aux pentes Ouest qui descendent sur l'étang de Vaux et sur le village. Successivement, les bataillons Berthelot, Roman, Rendu, ont fourni leur effort prolongé. Le 26 octobre, le 5^e bataillon du 305^e (commandant Ballay) est mis à la disposition du lieutenant-colonel Viotte qui commande ce secteur. Une nouvelle attaque sera tentée sur Altenkirchen et Fritzlar, afin qu'une ligne solide puisse être établie de la corne Sud-Ouest de l'étang de Vaux à la croupe de Fumin. Au bataillon frais du 305^e le colonel Viotte joint deux compagnies du 6^e bataillon du 230^e. Ce bataillon est commandé par le capitaine Rendu, officier de réserve, qui est le petit-neveu de la célèbre sœur Rosalie, Fille de la Charité. Les lieutenants-instituteurs Philippe et Goury ont

suivi, en conduisant leurs hommes, leur idéal de solidarité humaine ; la formation d'un capitaine Rendu est toute religieuse. Ainsi se confondent dans la France commune tous les cœurs et toutes les pensées. On se souvient de cette sœur Rosalie qui vint du pays de Gex pour assouvir dans un quartier populaire de Paris sa passion des pauvres, qui tint tête au choléra, en 1832, et qui, pendant la Révolution de 1848, fut respectée des insurgés au point de leur pouvoir arracher toutes les victimes réfugiées chez elle avec ce beau cri : « On ne tue pas ici ! » Elle avait donné des Filles de la Charité cette admirable définition : « Une fille de saint Vincent de Paul est une borne sur laquelle tous ceux qui sont fatigués ont le droit de déposer leur fardeau. » Décorée de la Légion d'honneur sous le Second Empire, elle accepta la croix par simplicité, mais ne la porta jamais (1). Son petit-neveu Xavier Rendu, ancien élève des Beaux-Arts, architecte à Saint-Claude, la devait mériter à son tour dans ces terribles journées d'octobre devant Vaux avec cette citation : « ... Capitaine au 230^e régiment, a toujours fait preuve des plus hautes vertus militaires. Le 24 octobre 1916 a conquis, dans un magnifique élan, les positions allemandes de son secteur sur une profondeur de 1 200 à 1 500 mètres. Arrêté ensuite dans sa progression par un ouvrage ennemi puissamment organisé et garni de mitrailleuses, a maintenu son bataillon au contact de cet ouvrage pendant deux jours sous un feu violent, soutenant par son action personnelle le moral de ses troupes et conservant le souci constant de la manœuvre ; a poussé des reconnaissances hardies très au delà de la position qu'il a enveloppée pour couper le ravitaillement de la garnison. A capturé au cours de ces trois journées plus de 400 prisonniers et 7 mitrailleuses. »

Le capitaine Rendu, comme le lieutenant Philippe, comme tant d'autres, laissait derrière lui une femme de santé précaire et des enfans en bas âge. La jeune femme avait offert ses souffrances pour le salut de son mari et même réclamé de Dieu qu'elles fussent augmentées. « Mais, disait-elle à sa garde-malade, je crains d'avoir été présomptueuse, car parfois je souffre trop, et cela nuit à l'accomplissement de mes devoirs d'état. » C'est ici l'hommage respectueux et pieux rendu à une sainte et à une

(1) Voyez *les Semeurs : sœur Rosalie*, par M. F. Laudet. (Perrin, édit.)

morte, car elle succomba à ses souffrances en décembre 1916, comme son mari, après s'être illustré dans le combat de Vaux, avait obtenu de venir voir leur troisième enfant nouveau-né. Il n'est pas inutile de donner sur l'un ou l'autre de nos combattans ces détails privés sans lesquels ne se pourraient comprendre ni le caractère de cette guerre, ni la grandeur et la vertu de tels exemples.

Le tir de l'artillerie lourde, à cause du temps, n'a pu être réglé ni par observateurs terrestres, ni par observateurs aériens. A cinq heures du soir, l'attaque est lancée. Elle atteint et nettoie plusieurs abris du bois Fumin où sont faits plus de cent prisonniers, mais elle se heurte aux défenses toujours intactes de la tranchée d'Altenkirchen. Le bataillon Ballay perd un commandant de compagnie et neuf chefs de section. Le sous-lieutenant Rey, du 230^e, est tué. Le soir, les compagnies s'installent sur les emplacements de fin de combat des détachemens les plus avancés et creusent une tranchée reliant la corne Sud-Ouest de l'Étang de Vaux à la partie Ouest de la tranchée de Gotha qui est en notre possession. Les prisonniers ont signalé la présence de onze mitrailleuses dans le boyau d'Altenkirchen qu'il faudrait battre d'enfilade pour faire tomber toute la position de la croupe du bois Fumin.



Le 27 octobre, commence la relève de la division de Lardemelle par la division Andlauer dont plusieurs bataillons, pris au 305^e et au 216^e, ont déjà été engagés. Le général Andlauer entreprendra une série d'opérations locales pour se relier par la digue à la division Arlabosse qui a relevé la division Passaga et pour entrer en possession de tout le bois Fumin et tenir ainsi les abords Ouest du fort. L'audacieuse attaque du 25 octobre qui nous a menés sur la superstructure a montré à l'ennemi notre volonté inébranlable de pousser notre offensive jusqu'à la prise de l'ouvrage. L'ennemi a pu se rendre compte que les jours du fort étaient comptés et ne dépendaient plus que du renforcement de nos moyens matériels et de l'achèvement de la manœuvre qui l'encagerait définitivement par la possession des pentes Ouest et Est.

Au 28 octobre, la bataille de Vaux nous donnait plus de 1500 prisonniers hommes de troupe, 42 officiers, 4 canons

français de 90, 23 lance-mines, 54 mitrailleuses, deux lance-flammes et un butin considérable de fusils et de munitions. Quelques jours plus tard, le général de Lardemelle, voulant fixer le souvenir de cette lutte de trois jours où tant de bravoure et d'endurance furent dépensées, adressera cet ordre à ses troupes :

Vous venez d'écrire avec votre sang une page admirable devant laquelle s'inclinera la postérité.

Devant vous, il ne pouvait être question de surprise, l'ennemi vous en avait avisés la veille de l'attaque.

Devant vous, dans la zone des approches du fort de Vaux, sur une profondeur de douze cents mètres, l'ennemi avait accumulé obstacles sur obstacles, pensant ainsi rendre vaines toutes les tentatives dirigées contre cet ouvrage.

Tous ces obstacles, vous les avez renversés un à un dans une lutte pied à pied d'une violence inouïe, qui dura vingt heures, et dans laquelle votre bravoure et vos qualités manœuvrières eurent raison de la ténacité allemande.

La question des approches du fort de Vaux ayant été ainsi résolue par votre vaillance, l'ouvrage devait tomber sans coup férir entre nos mains peu de jours après.

Vous avez fait ce que l'ennemi considérait comme impossible. Vous avez provoqué son admiration.

Honneur à vous, mes gars, pour la rude tâche que vous avez remplie si glorieusement. Soyez fiers de vous-mêmes, votre race est la plus belle : elle vivra !

III. — LE JOUR DES MORTS DANS LE FORT DE VAUX

Au général Andlauer revient l'honneur d'avoir réoccupé le fort dont la bataille de Vaux provoqua l'évacuation par les Allemands, et d'avoir repris les villages fameux de Vaux et de Damloup.

Le 28 octobre, un pionnier fait prisonnier donne des renseignements précis sur le fort : 300 hommes y tiennent garnison, les mitrailleuses sont installées sous des abris bétonnés, principalement à la face Sud.

Pendant que les relèvees d'infanterie (les 19^e et 118^e régiments prenant la place des 305^e et 216^e) s'exécutent régulièrement, et qu'une lente progression se poursuit à l'Ouest au bois Fumin où le 305^e régiment a repris les attaques du 230^e sur les tran-

chées d'Altenkirchen, et à l'Est au-dessus du fond de la Horgne où la tranchée de Saales qui joint la batterie de Damloup à Damloup est pour la plus grande part occupée, l'artillerie lourde écrase sans discontinuer le fort et ses entours de la masse de ses 155 et de ses 220. Un déluge de fer rend à l'ennemi la région inhabitable : tirs de harcèlement sur tous les abords, tirs de barrage sur toutes les voies d'accès, tirs d'interdiction dans le fond du ravin de Fumin et sur la route de Damloup à Vaux, tirs de destruction enfin sur le fort et sur le village. La riposte de l'adversaire, d'abord redoutable, va en diminuant : il a tenté de résister à notre domination, il la subit en grondant, elle redouble ses coups, il cède. Cette lutte d'artillerie dure sans interruption du 28 octobre au 2 novembre.

Le 2 novembre, la disproportion est si manifeste que le commandement juge le moment venu de porter le coup décisif. Sans doute le fort peut encore se défendre : l'infrastructure doit garder des parties intactes et, dans des conditions aussi défavorables, le commandant Raynal et ses hommes, débordés et cernés, ont tenu et n'ont été forcés que par la soif. Mais la ténacité est devenue vertu française. L'attaque est fixée au 3 novembre, dans la journée. Cependant les événemens se précipitent : le 2 au petit jour, nos observateurs signalent des mouvemens de troupes en arrière du fort ; ces troupes, au lieu d'approcher, s'en vont. Il y a donc une évacuation, tout au moins partielle, du fort. Des explosions y sont, un peu plus tard, signalées. Enfin le radiogramme allemand annonce lui-même, dans l'après-midi, l'évacuation totale.

Le général décide de brusquer l'occupation. Elle se fera dans la nuit du 2 au 3 novembre, mais sera précédée d'une reconnaissance qui se rendra compte des lieux. Contraint d'abandonner un pareil point d'appui qui nous donne barre sur la Woëvre et qui fut le théâtre de l'un de ses succès les plus longuement disputés, les plus sanglans, les plus célèbres, contraint d'avouer par là sa renonciation définitive à toute entreprise nouvelle sur Verdun, l'ennemi a pu nous tendre un piège, tout au moins céder un terrain miné.

Le capitaine de Persan, de l'état-major de la division Andlauer, est envoyé, porteur des ordres, au lieutenant-colonel Hanw commandant le 298^e régiment alors en réserve de division. Le 298^e, dont les contingens solides et opiniâtres viennent

du Forez, est un régiment d'élite dont le drapeau est décoré. Il était désigné pour l'attaque du fort ; le premier détachement qui pénétrera dans le fort, il le fournira. Ce sera pour lui la revanche des journées de juin, si harassantes et angoissantes, qu'il passa aux abords immédiats de Vaux où le commandant Raynal était muré. On était alors sans nouvelles de l'intérieur dont les messages optiques ne parvenaient plus, quand un groupe du 101^e, dont le brancardier Vanier, et un groupe du 144^e, dont l'aspirant Buffet, réussirent à s'évader dans la nuit du 4 au 5 juin (1) : ils furent recueillis par le 298^e, terré entre les Carrières et le Petit Dépôt. Les premiers témoignages, il les entendus. Il était là encore, lorsque les zouaves et les marsouins, le dépassant le 7 juin, tentèrent le suprême effort de délivrance. Il les vit revenir après l'échec devant les mitrailleuses. Ainsi, les plus pathétiques journées de Vaux, les plus cruelles, il les a vécues et n'en a pas perdu le souvenir. Revenu dans le secteur, il a été choisi pour l'assaut. Le fort qu'il a vu perdre, il le reprendra. Il était prêt à marcher quand arrivent les nouveaux ordres.

La mission confiée au lieutenant Diot, commandant la 21^e compagnie, est celle-ci : reconnaître si le fort de Vaux, dans lequel un incendie s'est déclaré, est occupé ou libre de tout ennemi ; dans ce dernier cas, l'occuper. Les hommes sont transportés en automobiles à la batterie du tunnel de Tavannes. Il est huit heures du soir. Le capitaine de Persan, le lieutenant Diot et le sous-lieutenant Lavève qui doit conduire un détachement du génie les ont précédés. A son poste de commandement, le général Andlauer leur a donné ses dernières instructions. Vers dix heures, le lieutenant Diot s'arrête au poste du colonel commandant le 118^e qui doit fournir une compagnie de soutien. C'est la compagnie Fouache : elle contournera le fort, le dépassera et s'établira au delà, sur les pentes qui font face à la plaine de la Woëvre.

Le lieutenant Diot se dirige avec sa compagnie aux abords du fort. Vers minuit, trois patrouilles sont envoyées en reconnaissance : une du 298^e sur la face Ouest-Sud du fort, celle qui se présente du côté français, et les deux autres du 118^e avec ordre de déborder l'objectif à l'Ouest et au Sud-Est. Le lieute-

(1) Voyez *Les Derniers jours du fort de Vaux*.

nant Diot attend les renseignements de ses patrouilleurs : la nuit est sombre, aucune fusée, aucun coup de feu, mais des barrages en arrière, vers les Carrières et le Petit Dépôt. Une escouade de coureurs est formée pour assurer les liaisons. Les patrouilleurs rentrent une heure plus tard : les abords et le fossé du fort sont libres.

Le lieutenant Diot, après avoir fractionné sa compagnie, la conduit au fort. Il y pénètre de sa personne avec le sous-lieutenant Lavève et le détachement du génie, non sans avoir éprouvé quelque difficulté à découvrir une ouverture. Il inspecte rapidement l'infrastructure qui est déserte. Des débris y fument encore, l'atmosphère y est presque irrespirable. Un peloton de sa compagnie est appelé à l'intérieur. L'autre monte sur la superstructure. Le lieutenant Labarbe et sa section trouvent, en haut, une issue par laquelle ils descendent et rejoignent les occupants. Le 3 novembre, à deux heures trente du matin, presque cinq mois après sa chute, le fort de Vaux est redevenu français. Le second captif est délivré.

*
* *

Un jour entier, le fort est demeuré vide, et ce jour, le sort a voulu que ce fût la fête des Morts.

Les Allemands sont partis aux premières lueurs du matin, non pas dans la calme exécution d'un plan mûri qui s'accomplit à l'heure fixée, sans hâte, les préparatifs terminés à l'avance, mais dans la fièvre et la précipitation d'un départ improvisé qui ressemble étrangement à une fuite. De cette fuite le butin abandonné est la preuve : un million de cartouches, un millier de bouteilles d'eau minérale, trois mille boîtes de conserves, tout un matériel de fusils, de grenades, de lance-flammes, quatre mitrailleuses dont deux empaquetées, prêtes à être emportées. Comme à Donau mont, bien qu'en moins grande quantité, des papiers révélateurs ont été laissés ; parmi eux, une consigne, datée du 21 octobre, concernant la défense du fort en cas d'attaque. Les fuyards se sont bousculés. Ils ont pris leur résolution dans la nuit et ils ont voulu profiter des ténèbres. Ainsi n'ont-ils pas eu le temps d'accomplir toutes les destructions qu'ils eussent souhaitées. L'arrière-garde a promené au hasard la torche et provoqué çà et là l'incendie, même l'explosion d'un petit dépôt de grenades ou de cartouches.

Ils nous avaient accoutumés à un travail plus fini, plus soigné, plus perfectionné. Visiblement, c'est l'œuvre de gens pressés dont la main tâtonne. Et ils ont tant bien que mal bouché les issues pour retarder l'entrée du vainqueur. Départ piteux dont le témoignage est partout écrit dans le fort sali, maculé, pollué, mais, somme toute, intact; départ brusqué qui ressemble à celui des voleurs quand l'aube menace.

Il était plus de minuit lorsque la patrouille envoyée par le lieutenant Diot parvint au fossé du fort. Elle a suivi ce fossé à demi comblé par le mur d'escarpe écroulé. Elle a vaguement distingué dans l'ombre les emplacements béans des casemates, pareils à des ouvertures de grottes. Épiant le moindre bruit, le moindre mouvement, elle a interrogé le Sphinx et interprété son silence. Puis le lieutenant Diot s'est avancé à son tour. Et, avec le lieutenant du génie et ses hommes, il est entré dans le fort.

Mais, entre *leur* départ et notre arrivée, tout un jour s'est écoulé. Tout un jour, les morts de Vaux ont été les maîtres, non pas *les leurs* que leur défaite abandonne et recouvre d'un peu plus de terre, mais les nôtres, délivrés sous une terre qui est redevenue française. C'est aux morts que le fort a été rendu. L'ennemi ne les voyait pas, et ils attendaient, ils guettaient sa fuite pour célébrer leur fête. Alors, dans les couloirs, dans les casemates, dans les chambres débarrassées de tout ennemi vivant, ils se sont rassemblés comme une mystérieuse garnison. Morts des premiers assauts du mois de mars, morts des 407^e et 408^e régimens tués à l'entrée du village, morts du 71^e régiment territorial tués sur les parapets, morts du 3^e bataillon de chasseurs et du 158^e régiment tués sur les pentes, morts des mortels assauts de juin, du 401^e et du 442^e qui défendirent ces décombres quand l'ennemi était autour, dessus et déjà dedans, morts tout chauds encore du 216^e qui, le 25 octobre, marchèrent sous une pluie de feu jusqu'aux fossés, morts des innombrables combats livrés sur ce sol de chair humaine, les voici qui se rangent en ordre par bataillons et par compagnies. Et ils appellent à eux tous les morts de Verdun, ceux des premières journées qui ont attendu si longtemps leur revanche, ceux de la dernière offensive qui sont partis avec tant de confiance. N'est-il pas équitable qu'ils revivent le jour où leur œuvre s'achève, et peut-on concevoir sans eux la libération d'une parcelle de territoire?

Un grand poète de chez nous a écrit que *les yeux humains ne sauraient sans se détourner contempler trop longtemps le spectacle de la douleur*. « Les déesses mêmes s'en lassent, ajoutait-il ironiquement, et les trois mille Océanides qui vinrent consoler Prométhée sur sa croix du Caucase s'en retournèrent le soir. » Vaux est conquis, et la victoire de Vaux est acquise. Avant de se tourner vers cette victoire, pour que nul ne soit plus tard tenté d'oublier les sacrifices qui la payèrent, pour que soit symbolisée la douleur de Verdun qui précéda la joie de Verdun, le destin a placé devant le triomphe cette vigile que fut, dans le fort désert, la fête des morts.

* * *

L'ennemi s'est replié au Nord du ruisseau de Vaux. Le 3 novembre, le 118^e prend possession des glacis du fort jusqu'à la ligne de plus grande pente. Le 4, des patrouilles d'officiers explorent le ravin de l'Ouest, jusqu'au cimetière et aux premières maisons du village; là, elles sont arrêtées par des coups de feu. Mais, dès le lendemain 5, un détachement du 19^e régiment peut s'avancer au delà et capturer un sous-officier allemand et quelques hommes. De l'étang au village de Vaux, ce n'est d'ailleurs qu'un vaste marécage. Néanmoins, les ruines sont fouillées et les pentes gardées.

Damloup est, de même, réoccupé le 4 novembre. Un petit poste allemand y fut pris dans une cave. Le sous-officier qui le commandait ayant exprimé son désappointement d'être cueilli au moment d'une relève, nos hommes attendirent cette relève qu'ils emmenèrent par surcroît.

Ainsi nous sommes redevenus les maîtres de tout le plateau et des ravins qui l'entourent et que commandent à leur embouchure les villages de Damloup et de Vaux. Au delà du fort, nous tenons la crête militaire qui, à deux ou trois cents mètres au Nord-Est, domine les pentes abruptes tombant sur la plaine de Woëvre. Notre ligne est rétablie telle qu'elle était au début de mars, avant les attaques directes de l'ennemi contre le fort.

LES SANCTUAIRES

I. — VAUX

5 novembre.

Le rendez-vous est à la ferme Bellevue, au bord du bois des Hospices : de là nous passerons entre Tavannes et Souville pour obliquer à droite dans la direction du Chénois. Voici le commandant de Douglas, chef d'état-major de la division Andlauer après avoir commandé un bataillon de chasseurs à pied. Du chasseur, il a gardé le pas rapide et l'allure allègre. Mais notre marche est bientôt ralentie. La lune, après une timide apparition, s'est couchée, et la nuit est toute noire. Bien qu'il soit plus de quatre heures du matin, rien ne présage que cette épaisse nuit puisse jamais finir. Nous nous étions engagés dans un boyau si rempli d'eau que nous devons l'abandonner. Aucune piste n'est encore tracée et nous suivons la vague levée de terre qui accompagne ce boyau, en évitant les trous d'obus. On les évite malaisément, et de temps à autre une exclamation ou le bruit d'une chute dans une mare indique suffisamment que l'un ou l'autre de la petite caravane barbote au fond d'un entonnoir. Il faut décidément prendre garde. Il y a des trous si profonds qu'on risque de s'y enlizer dans la boue. Et l'on s'accroche à des restes de fers de fer, à des souches d'arbres arrachés, et l'on franchit des branches ou même des troncs jetés en travers. Ma foi ! l'un de nous se décide à faire usage de sa petite lampe électrique. Mieux vaut encore attirer les obus que se casser une jambe. Un souvenir littéraire me revient. Sainte-Beuve, qui devait se battre en duel un jour de mauvais temps, déclara qu'il ouvrirait son parapluie sur le terrain ; il voulait bien recevoir un coup de pistolet, mais non pas attraper un rhume de cerveau. D'ailleurs, en perdant Douaumont, *ils* ont perdu leur meilleur observatoire. Cependant, ces lueurs intermittentes empêchent les yeux de s'accoutumer à l'obscurité. Quand les ténèbres retombent, il semble que le sol se dérobe. Les fusées qui déchirent la nuit achèvent de jeter le trouble et l'hésitation sur la marche elle-même, si elles permettent de rectifier la direction.

Le guide a trouvé une vague piste un peu meilleure. Comme en montagne, de la tête à la queue de la petite colonne,

chacun passe au suivant les consignes : entonnoir à gauche, fil de fer à droite. J'ai mis le pied sur quelque chose de mou, et instinctivement j'ai fait un pas en arrière. Un jet de lumière jaillit sur un uniforme vert, maculé de sang.

— Un Boche, me dit mon voisin. Nous avons passé le Chénois et laissé le Petit Dépôt à notre gauche. Nous arrivons au fond de la Horgne. J'ai passé là. Il n'y a guère que des cadavres allemands.

J'aime mieux ça. Au commencement de mars, quand j'étais venu, il n'y avait que des cadavres français, coureurs, relèves ou corvées de ravitaillement. Au commencement de mars, l'artillerie ennemie écrasait sans répit toute la région de Vaux : les 210 arrivaient en rafales. C'est la nôtre, aujourd'hui, dont la voix domine. Les éclairs de nos batteries nous réjouissaient au départ comme des regards amicaux. Les batteries allemandes répondent assez mal. A mesure que nous nous rapprochons, néanmoins, les éclatemens deviennent plus nombreux autour de nous.

Je n'avais pas suivi ce chemin. J'avais pris par la Vaux-Régnier et la route du fort, tandis que nous descendons dans le fond de la Horgne, pour remonter ensuite les pentes. Il fait moins sombre : voici la pointe du jour, une aube lugubre, sulfureuse, couleur d'ocre. Nous distinguons mieux l'endroit où nous marchons. Les ténèbres étaient préférables : du moins recouvraient-elles d'un manteau pudique les blessures de la terre et les restes humains. De ce sol qui, jadis, porta des arbres, de la verdure, et des fleurs au printemps, la guerre a fait un désert chaotique dont pas un pouce n'est intact, et qui est tout entier comme une vaste plaie purulente. Les entonniers se rejoignent, se recourent, entrent les uns dans les autres. Dans les rares intervalles, la terre rejetée forme des excroissances, des boursoufflures. Au fond des trous, stagne une eau verdâtre. Des équipemens, des sacs, des armes, des débris de toute nature y nagent. Ça et là, dans cette eau croupie ou bien appuyé à l'une des bosses de terre, git un cadavre ou quelque morceau de cadavre. Celui-ci qui est recouvert d'une toile de tente, c'est, par exception, un des nôtres. Les Allemands, dans leur retraite, ont laissé de nombreuses plumes.

Maintenant, nous gravissons la dernière pente qui, du fond de la Horgne, nous mènera au fort. Nous croisons une corvée

de ravitaillement qui redescend, des brancardiers emportant un blessé, au prix de quelles difficultés ! sur une piste à peine tracée. Et le fort nous apparaît, couronnant le plateau allongé, en forme de meule écrasée et sombre. Les ouvertures des casemates y dessinent des taches plus claires et régulières, pareilles de loin aux yeux multipliés d'un monstre. Je resterais volontiers en contemplation devant cette vision : le Sphinx de la Woëvre, comme l'appelaient les chasseurs, est là. Il est devant nous, celui qui a dévoré tant de victimes et dont le nom a pris place à jamais dans l'histoire de France. Mais il ne faut pas s'attarder. La zone qui entoure le fort est copieusement arrosée. La terre jaillit au choc des obus. Nous nous hâtons : le fort se rapproche. Il n'y a plus de contrescarpe et le fossé est comblé aux trois quarts. Nous entrons dans la gorge qui a été rouverte, car elle était bouchée. Nous descendons un escalier, nous en remontons un autre. Nous sommes dedans.

Les couloirs, déjà déblayés en partie, sont encombrés par les lits allemands à deux étages et sommier de fer. Dans une petite salle voûtée que des bougies fixées dans des goulots de bouteilles éclairent, le commandant du fort a installé son quartier général. Nommé de la veille à ce poste de choix, le capitaine Peyron, adjudant-major au 298^e régiment, nous reçoit en tenue d'intérieur, en bonnet de police, et déséquipé, comme pour affirmer sa prise de possession et la sécurité de ses fonctions. Il tenait conseil sur les travaux à accomplir avec le capitaine Arrighi, à peine majeur, la tête enveloppée, car il a reçu un éclat d'obus, et le lieutenant Diot, premier occupant.

Le lieutenant Diot, qui est entrepreneur à Roanne dans la vie civile, porte trente ans : il est grand, taillé en force, bien découplé, une tête impérieuse de général de la Révolution accoutumé à toutes les initiatives, le teint olivâtre, la lèvre ombrée d'une mince moustache courte, les yeux noirs pleins de feu dont le regard doit se sentir à distance, peser sur les objets où il se pose. L'ensemble est solide, dominateur. Et rien qu'à le voir, on comprend le choix qui, de cet homme, a fait le maître de Vaux. Du fort, il n'a chassé que des fantômes. Il était de taille à en chasser l'ennemi. Sa bravoure et son audace sont légendaires dans son régiment. C'était une attaque en règle qu'il devait mener le 3 novembre quand, dans la soirée du 2, il fut appelé à conduire la reconnaissance du terrain. Sur son

expédition, il est lui-même très sobre. Pour la reconstituer dans ses détails, il faut revenir souvent sur le sujet, afin de tirer chaque fois quelque trait. En les ajoutant l'un à l'autre, patiemment, on arrive à recomposer l'aventure : c'est un travail de mosaïque. Et il faut interroger ses compagnons.

...Il est une heure du matin, le 3 novembre. Le lieutenant Diot attend avec ses hommes en avant des Carrières, à 100 ou 200 mètres à peine du fort, le retour des patrouilles qui sont parties vers minuit pour inspecter les abords et le fossé. Une à une, les trois patrouilles reviennent. Leurs renseignements sont concordans : pas âme qui vive sur tout le terrain fouillé, pas un mouvement, pas un bruit, pas un coup de fusil, pas une fusée ; un silence presque impressionnant. Les barrages ennemis se font en arrière, à hauteur des Carrières et du Petit Dépôt. La place est nette, il n'y a plus qu'à entrer. Pendant que la compagnie du 118^e, commandée par le capitaine Fouache, va contourner le fort et s'établir au-devant, le lieutenant Diot amène sa compagnie jusqu'au fossé : un peloton occupera le dessus, l'autre le suivra à l'intérieur. Lui-même s'avance avec le sous-lieutenant Lavève et le détachement de la compagnie 13/63 du génie qui lui a été adjoint. La nuit est noire comme de l'encre, la moindre lumière révélerait le projet. A tâtons, les explorateurs cherchent une ouverture pour s'y glisser. Les casernes, la gorge, toutes les issues sont murées. Enfin, au coffre Sud-Ouest, un trou est découvert qui devait servir à une mitrailleuse. Le lieutenant Diot essaye de s'y introduire : la fente est trop étroite. Quel est le soldat le plus maigre ? Poulain se présente qui a tournure de jockey. C'est lui qui, le premier, descendra bravement dans l'autre. Diot se déséquipe, ôte sa capote et plonge : à hue, à dia, on le pousse par derrière, tandis que Poulain le tire à l'intérieur. Soufflant, ahavant, peinant, il parvient à passer et, par surcroît, il a élargi la lucarne. C'est le tour de Lavève. A eux trois, ils fouillent le sous-sol. Le soldat a allumé une lanterne, les deux officiers ont poussé le ressort de leurs lampes électriques. Leurs pas retentissent sous les voûtes : ils cherchent à en étouffer la sonorité. Tout de même, ils ignorent comment finira la visite. Ils sont à la merci d'une mine ou d'un guet-apens. Une odeur insupportable les prend à la gorge : mélange de fumée, de gaz, de pourriture. Le spectacle qu'ils ont est sinistre : des détrit

brûlent encore, restes de grenades ou de cartouches explosées, débris sans nom, fumier de guerre. Deux ou trois cadavres sont étendus dans un couloir. Un brasier qui meurt jette sur eux des lueurs brèves. Cette fumée, pourtant, a dû trouver une issue. L'incendie s'est propagé au dehors, des flammes ont été vues par les aviateurs. Tout à coup un bruit de voix, de pierres qui tombent. Les trois hommes restent en arrêt, le revolver au poing. Mais ces voix parlent français. Le lieutenant Labarbe, inspectant la superstructure, a pu pénétrer à l'intérieur avec sa section par une voûte crevée. La jonction se fait gaiement. Cette fois, les explorateurs se sentent chez eux. Ils réoccupent une maison française, souillée, il est vrai, mais utilisable. L'exemple du commandant Raynal n'a pas tenté les Allemands. Ils ont vidé les lieux avec promptitude...

Le lieutenant Peyron ne manque pas de nous offrir le tour du propriétaire. Les ouvrages extérieurs sont assez mal en point : les coffres de contrescarpe sont dévastés, sauf le coffre Sud-Ouest aisément réparable. Une des galeries a sauté. Le couloir qui conduit à la casemate de Bourges de gauche est détérioré, les deux observatoires sont en mauvais état et la coupole de 75 quasi détruite par un obus lourd. Mais la visite intérieure est consolante. Déjà les chambres sont propres et rangées. On achève la toilette des corridors. Et pourtant, quelle besogne ingrate ! La saleté boche a dégoûté le 298^e. Jamais locataire ne prit congé dans des conditions aussi fâcheuses pour sa réputation.

Une galerie d'une quarantaine de mètres de profondeur, boisée et aménagée dans la direction du Nord, et dont la sortie devait aboutir aux abris qui étaient édifiés sur les pentes face à la Woëvre, a été trouvée et déblayée.

— Nous nous sommes trop pressés, dira le général Mangin en l'apprenant : un peu plus tard, ils nous l'eussent livrée achevée.

Nous voici de retour au bureau du commandant d'armes, la *Kommandantur* des Allemands. Un lit à deux étages en occupe le fond. Du second étage émerge la tête hirsute de l'aumônier divisionnaire, l'abbé Rochias. Il a célébré hier la messe dans le grand couloir sommairement ratissé. La première messe de Vaux : quel souvenir inoubliable pour les assistants ! Comme les mauvais miasmes ont été chassés par la ventilation, les

démons d'Odin et de Wotan que les Allemands avaient amenés jusque là ont été exorcisés. Mais comment l'abbé Rochias est monté volontairement au fort dans la nuit du 3 au 4, ce n'est pas lui qui le dira.

A neuf heures du soir, le 3 novembre, comme les médecins-majors achevaient une journée assez rude au poste d'évacuation non loin de Verdun, le médecin-chef de la division, le docteur Antoine, reçoit un message téléphoné lui donnant l'ordre d'envoyer immédiatement au fort de Vaux un médecin et quatre infirmiers pour assurer le service de la garnison et organiser un poste de secours. Le docteur Antoine voudrait bien se désigner lui-même : son activité n'est jamais lasse et il a l'amour du danger : on l'a vu recueillir en personne des blessés, ensevelir des morts en première ligne. Mais l'importance de ses fonctions l'attache à son ambulance, et il désigne le médecin auxiliaire Agostini dont il connaît le dévouement. Il ne lui cache pas son dépit.

— Ce dépit nous a fait du bien, m'avoue en souriant le docteur Agostini. La première impression était plutôt désagréable. Nous étions fatigués, nous allions nous reposer. Et quant au fort de Vaux, il nous avait laissé de tristes souvenirs quand nous étions dans son voisinage au commencement de juin. Le retrouver ne nous disait rien qui vaille. Puisque nous faisons envie au médecin-chef, c'était une mission de confiance, et nous sommes partis avec sérénité. Ce qui acheva de nous ragaillardir, ce fut l'insistance que mit l'aumônier à nous accompagner. « Tenez-vous tranquille, lui disait le médecin-chef. — Eh ! vous vouliez partir, » lui répliqua-t-il. Sur quoi, nous l'emmenâmes.

Les voilà en route pour le Petit Dépôt, l'abbé Rochias, le docteur Agostini, les quatre infirmiers, plus un guide qu'on leur a donné. Au Petit Dépôt, devenu un poste de commandement, changement de guide. Dame ! celui-ci n'est pas très sûr du chemin qui n'est guère fréquenté, mais la distance à franchir n'est pas grande, cinq ou six cents mètres. Partie à minuit du Petit Dépôt, la caravane n'arrivera au fort qu'à trois heures et demie du matin. Pour comprendre ce retard, il faut avoir vu le terrain. Par surcroît, elle se perdit. Il pleut à torrens, l'obscurité est complète, les trous sont profonds, les obus tombent, le guide ne sait plus très bien où il est. Sans

s'en douter, il a contourné le fort et il conduit son monde aux nouvelles tranchées esquissées en première ligne, à deux cents mètres en avant, sur les glacis face à la Woëvre. On n'y attend pas de visites, et l'on est fort surpris de cette arrivée. Le chef de section qui reçoit la petite troupe s'informe à voix basse, — car l'ennemi n'est pas loin, — de ce qu'elle vient faire en ces lieux. « Nous allons au fort. — Vous l'avez dépassé. Il faut retourner en arrière. Un peu plus, vous tombiez chez les Boches. On va vous montrer le chemin. Combien êtes-vous? — Un médecin, quatre infirmiers, le guide et l'aumônier. — Ah! vous avez un aumônier. Passez-moi votre aumônier... » Dans un trou d'obus, l'abbé Rochias entend la confession de l'officier. Celui-ci le passe à un sergent qui le passe à un soldat. De trou en trou, le prêtre *fait* la première ligne. Cependant, les infirmiers attendent et leur attente se prolonge. « Malgré notre impatience, me dit l'un d'eux, nous ne pouvions qu'admirer cet homme qui, sans ordres, par simple devoir sacerdotal, était parti avec nous et trouvait le moyen, sous un feu sévère, sans compter une pluie diluvienne, de donner à de pauvres poilus trempés et en danger permanent, quelques paroles de paix et de consolation qui ne devaient pas leur faire de mal. » Enfin, la caravane prend le vrai chemin du fort. Mauvais chemin, terriblement battu. Un obus tombe presque sur eux. C'est la fin? Il n'éclate pas. « Ça n'est pas étonnant, déclare un des pèlerins à l'arrivée. Cet homme-là est un magicien. » Et il montre le pauvre abbé Rochias tout transi et réduit qui voudrait bien se sécher...

*
* *

Le temps passe, la matinée est déjà bien entamée : il faut partir, mais, auparavant, regarder les plaines de Woëvre, faire avec les yeux un tour d'horizon. Là, jadis, il y a si longtemps, — c'était au mois de mars, — j'avais vu se lever une radieuse aurore et entendu chanter l'alouette : c'était un si étrange contraste avec la tragédie que nous vivions alors, cette douceur printanière, ce chant d'oiseau! La Woëvre, inondée sous un ciel gris, fait un immense marécage que viennent heurter, de Vaux, la pointe de Damloup, celle de Dicourt. On dirait qu'au bord de cette plaine une main géante s'est appuyée, écartant les doigts entre lesquels se creusent les ravins. A

notre gauche, voici la crete noire d'Hardaumont ; c'est, de ce côté, le dernier observatoire de l'ennemi. Plus à gauche encore, Douaumont apparaît, dominant tout le décor, Douaumont qui est à nous.

La sortie n'est pas commode. Il faut attendre la chute d'un obus, prendre son élan et filer à toute allure. — Eh ! là, comme vous trottez ! ralentissons, je vous prie. — La troupe ralentit, et nous en profitons pour nous retourner et emporter dans le regard le fort aux yeux de monstre, Douaumont le géant, et plus près, la Woëvre dont un fugitif rayon de soleil fait tout à coup miroiter les eaux. Puis nous reprenons notre marche sur ce sol convulsé, sans végétation, dont le jour ne permet plus d'ignorer aucune horreur. Un paysage d'astre éteint, de monde inanimé : voilà ce que les Allemands sont venus faire de cette terre de France. Et cette terre qui montre ses plaies crie contre eux. Mais le châtement a commencé ; partout gisent des équipemens de chez eux, des sacs verts, des uniformes verts, tas de cadavres qu'on n'a pas encore eu le temps d'ensevelir.

Nous avons repris le même chemin qu'au départ. Nous sommes maintenant au pied de Souville, mordoré dans la lumière pâle. Les éclatemens autour de nous sont devenus plus rares. Cependant, sur la piste même que nous avons suivie, trois corps sont étendus, tués par le même projectile. Ils sont encore tout chauds. Leurs blessures sont effroyables et leurs chairs mêlées. A peine à quelques pas plus loin, deux soldats creusent un boyau. Ils ont continué leur besogne presque sans interruption. Ils ne peuvent plus rien pour leurs camarades et les brancardiers vont venir. Alors, il faut bien que le travail se fasse. Nous avons passé là tout à l'heure ; pourquoi ceux-ci plutôt que nous ? C'est le destin, aurait dit le commandant Nicolaÿ. Aux abords du fort, il n'y avait pas de victimes : ici comme à la montagne, aux endroits périlleux les accidens sont exceptionnels et, quand on ne se croit plus menacé, la mort vient.

Ceux-ci ont été frappés l'outil à la main. Ils ont l'air de s'être serrés les uns contre les autres pour unir leur faiblesse. Il y a deux ou trois jours, dans le secteur des Épargnes, le commandant de Lépinrière, du 108^e régiment territorial, qui est un régiment de Savoie, pour me montrer la solidarité qui lie ses

vieux soldats, la plupart venus des champs, me racontait la mort de l'un d'entre eux. Ils étaient deux du même patelin, de la même année au delà de la quarantaine, qui travaillaient à peu de distance l'un de l'autre à creuser le même boyau. Une de ces mauvaises torpilles qui mènent un grand vacarme et tournent en l'air avant de choir, éclate dans leur voisinage. L'un est blessé et l'autre indemne. Le blessé appelle à l'aide. L'autre accourt, prêt à l'emporter. Il en a emporté tant d'autres à l'ambulance! C'est un homme fort et nouveau qui ne mesure pas ses services. Mais cette fois, il voit bien que ce n'est plus la peine. Déjà la mort a mis son ombre sur ce visage terreux. Il s'est penché : — Mon pauvre vieux, dis tes prières. Le moribond rouvre les yeux et murmure : — Je ne les sais plus. Mais toi, dis-les. L'autre hésite. Il cherche, il fouille et il répond : — Je n'en sais pas plus long que toi. — Dis-les quand même, insiste le mourant. Alors l'homme tend ses muscles. Ainsi qu'on hisse un seau d'un puits, il tâche à retirer du passé des syllabes oubliées. Mais le seau remonte presque vide : — *Notre père qui êtes aux cieux*, finit-il par dire. Puis il demeure coi, n'ayant pu trouver la suite. Et déjà le mourant a répété d'une voix qui faiblit : — *Notre père qui êtes aux cieux...* Il reste la bouche ouverte, attendant ce qui doit venir et qui ne vient pas. Ah! mais, patience, on travaille, on aboutira. De nouveau l'homme lance le seau et tire la corde, les veines de son front se gonflent, et cette fois il ramène : — *Je vous salue, Marie...* — *Je vous salue, Marie...* a redit le blessé docilement. Et son regard interroge encore. Mais qu'y a-t-il donc après ces paroles? Quand l'homme était petit, sa mère le savait et le lui avait appris. Oui, mais tant d'eau a coulé sous les ponts depuis cette époque! Il est un territorial des dernières classes. Ce n'est pas sa faute s'il a fait tant de chemin depuis son enfance. A-t-il fait tant de chemin? Sur la route il y a les auberges, et c'est là qu'on oublie. Mais quoi? le camarade en redemande et tourne vers lui un œil suppliant. Va-t-il le laisser dans l'embarras? Alors, d'un effort à arracher, avec la corde, toute la margelle du puits, il parvient à amarrer ce troisième commencement : — *Je crois en Dieu...* Le mourant l'a déjà happé. Il n'y en a pas long. Et puisqu'il en réclame encore et puisqu'on ne peut décidément lui en donner davantage, voici que l'homme enchaîne ses trois prises et les fait alterner comme une litanie : — *Notre Père qui êtes aux*

cieux. Je vous salue, Marie. Je crois en Dieu, — jusqu'à ce que les lèvres de son camarade n'aient plus soif et s'arrêtent de remuer...



Nous sommes de retour, le général Andlauer qui a repris Vaux et Damloup est monté au fort la veille, un des premiers. Comme le général Mangin, comme les généraux de Salins et Passaga, il a passé aux colonies sa jeunesse : il s'y est dressé à l'organisation des territoires et des expéditions. Il en a gardé un goût de l'aventure physique. De Vaux il a rapporté une vision de vase où l'on s'enlize, mais aussi d'orgueil. C'est le dernier captif de la grande bataille de Verdun enfin délivré.

Le plus étrange spectacle qu'il ait rencontré au cours de la guerre, c'est peut-être celui d'un mort que la mort n'avait pas pu renverser. Enfoncé dans la boue plus haut que les genoux, maintenu droit par cette boue coagulée, le casque tombé, la tête saignante, ce soldat tué semblait se raidir pour avancer encore. Il avait gardé la pose de la marche. En passant de la vie à la mort, il avait été changé en statue...

Toutes ces visions d'horreur et de splendeur mêlées forment autour de Vaux un halo légendaire. Comme une sentinelle docile, il a repris son poste au bord de la Woëvre. Il continue de monter la garde en avant de la Ville sauvée. Il vit. Et pourtant, il semble qu'il fait déjà partie de ce patrimoine du passé où les poètes viendront puiser, où les conteurs chercheront des récits pour exalter l'imagination des enfans et leur donner à jamais l'amour et l'admiration de la France...

II. — DOUAUMONT

3 décembre.

Un mois a passé depuis la victoire de Douaumont-Vaux, et déjà il n'en est plus question ici où l'on est tout entier aux derniers préparatifs de la nouvelle opération. Cette nouvelle opération achèvera l'œuvre des 24 octobre et 3 novembre qui a rétabli la barrière fortifiée de Verdun. Vaux et Douaumont demeurent menacés, l'un par les feux d'Hardaumont qui le domine, l'autre par les observatoires des Chambrettes et de la cote 378 qui ne lui est inférieure que d'une dizaine de mètres. Le

projet est de pousser jusqu'aux bois des Fosses et des Clarières, qui furent le théâtre des premiers combats les 21, 22 et 23 février. De Vacherauville à Hardaumont, il s'agit d'emporter la côte du Poivre, Louvemont, la cote 378, les Chambrettes et de pousser jusqu'à Bezonvaux. Certes, la ceinture des forts est renouée, mais, quand on veut être chez soi, il ne faut pas laisser l'ennemi trop près de la porte (1).

Je monte à Douaumont avec le capitaine Cavaignac. Le départ à 3 heures du matin est glacial. Le temps s'est mis au beau, mais il gèle. Les étoiles brillent comme elles font aux lendemains de mauvais temps, après que le ciel a été lavé. Au poste de commandement de la division, nous trouvons un guide qui dort à poings fermés sur un fauteuil devant un magnifique feu de bois dont les matériaux ressemblent fort à des débris de planchers. Nous prendrions volontiers sa place. Mais il faut se hâter.

La montée de la côte de Belleville commence de nous réchauffer. La nuit, l'incomparable nuit d'étoiles nous tient compagnie. Du côté de Vaux, une planète, — Jupiter peut-être, — a tant d'éclat que nous sommes tentés de la prendre pour une fusée et d'attendre sa chute. La guerre nous a accoutumés à la pluie des astres artificiels. Mais, plus encore, elle a rattaché l'homme aux constellations. Il a si souvent vécu la nuit qu'il a pris goût à la connaissance des étoiles. Même s'il ignore leurs noms, — leurs beaux noms mystérieux, — il les suit elles-mêmes dans leurs évolutions. Il sait quand elles naissent au firmament et quand elles meurent. Un poète américain qui vivait en France, Alan Seeger, et qui, la guerre déclarée, voulut servir son pays adoptif et s'engagea dans la Légion étrangère, a magnifiquement exprimé ce sentiment nouveau, né d'une familiarité plus étroite avec la nature. Il l'a exprimé, non pas dans un poème, mais dans une lettre qu'il adressait à sa mère avant d'être tué à l'assaut de Belloy-en-Santerre (4 juillet 1916) : « Le soldat en sentinelle, écrivait-il, considérant la crête qui appartient à l'ennemi et au-dessus de laquelle la Grande-Ourse remonte vers le zénith, éprouve un enthousiasme sublime et inconnu de lui jusqu'alors, *une sorte de camaraderie avec les*

(1) Cette opération s'est faite le 15 décembre 1916 : c'est la victoire de Louvemont-Hardaumont qui a complété la victoire de Douaumont-Vaux et terminé la bataille de Verdun.

étoiles. » Il n'y avait auparavant que les astronomes et les pères pour ressentir cette sorte de camaraderie...

Nous redescendons vers le ravin des Vignes pour remonter la pente de Froideterre. Mais, que de changemens depuis que j'étais venu ! Voici une voie ferrée où des hommes poussent des wagonnets, et voici une route, une vraie route, qui n'était certes pas marquée sur la carte.

— Oui, me dit mon compagnon, on construit 25 kilomètres de route et 10 de voie étroite. C'est pour la prochaine offensive.

Ce que la préparation d'une offensive, dans la guerre moderne, réclame et représente de travaux, on le saura un jour, avec stupéfaction. Le peuple romain est grand dans l'histoire parce qu'il a été le peuple bâtisseur. Tout chef d'armée est un constructeur aujourd'hui.

Ces voies ferrées, ces routes nouvelles ont été gagnées sur l'effroyable terrain qu'est le sol argileux de Verdun. Il a fallu apporter ici la pierre et promener le rouleau. Mais cela ne fait que de minces rubans tout bordés de précipices. De chaque côté, d'énormes entonnoirs nous guettent, souvent remplis d'une eau qui commence à se prendre et qui brouille les constellations en les reflétant. Et d'inquiétans débris se distinguent vaguement à la lueur des arbres.

Nous laissons à notre droite Fabri des Quatre Cheminées sur les pentes du ravin des Vignes. Le petit jour qui point nous permet de reconnaître le poste de commandement 119, puis l'ouvrage de Thiaumont, pareil à une grosse motte de terre. Fleury est là-bas, longue tache blanche étendue comme un suaire. Tous ces noms représentent de la douleur et de la gloire : voir leur réalité, c'est mettre ses doigts dans les plaies de Verdun, comme Thomas les mit dans les plaies du Christ, après la Résurrection.

Cependant la voie ferrée que nous avons pris le parti de suivre n'est pas achevée. Il nous faut maintenant marcher sur une piste verglassée et glissante. Il ne nous reste que huit ou neuf cents mètres à parcourir, huit ou neuf cents mètres que nous aurons la chance de parcourir sur un terrain durci par la gelée quand, d'habitude, c'est une boue sans fond où il faut se hasarder comme sur un marécage. Des relèves ont ici perdu des hommes enlizés. Des coureurs n'ont pas reparu. Qu'on imagine ces voyages dans la nuit et sous les obus, où l'on a la sen-

sation d'enfoncer dans une terre gluante sans pouvoir trouver un point d'appui pour s'y raccrocher, et qu'on imagine ce que représente d'efforts une marche en avant dans de telles conditions !

Cette masse noire qui se rapproche, c'est le fort. Au jour naissant qui ne lui impose pas encore des contours nettement définis et le laisse se perdre dans la pénombre, il apparaît comme une moraine chaotique, déchiquetée, travaillée par les avalanches. Mais, de plus près, il porte la trace du travail humain et serait plutôt comparable à quelque énorme *tank* dressé pour écraser de son poids le visiteur. Il avance à grande allure et brusquement il disparaît. Nous sommes entrés dans la gorge et nous sommes happés par le trou d'ouverture. Nous descendons dans le couloir central, mais le fort a été coupé en deux par un obus de 400 qui a creusé un entonnoir de 25 mètres de diamètre. Les galeries que nous suivons portent les noms des vainqueurs : *Général Pétain*, *général Nivelle*, *général Mangin*. Il y a une tourelle *Nicolaïj*. L'ancienne *Kommandantur*, belle pièce éclairée par plusieurs lampes électriques, sert de logis au commandant d'armes, actuellement le commandant de Montalègre, du 49^e bataillon de chasseurs à pied. Sur sa table de travail, dort un gros et gras matou au poil gris.

— C'est un allemand, nous dit-il. Mais nous l'avons naturalisé français.

En effet, il porte autour du cou un ruban tricolore.

Comme à Vaux, c'est le tour du propriétaire. L'héritage ennemi a été plus important à Douaumont : appareils électriques, appareils de télégraphie sans fil, appareils téléphoniques, le tout plus ou moins utilisable. Les magasins de vivres feraient penser à quelque grande maison d'alimentation, s'il ne flottait encore dans l'immeuble une vague odeur cadavérique. L'étage inférieur est intact. L'étage supérieur, outre le fameux entonnoir qui l'a rompu, a l'une ou l'autre de ses galeries crevées. Par les ouvertures, on aperçoit des morceaux du ciel levant, tout vert et or, au-dessus d'un premier plan bouleversé, restes du fossé à demi comblé, levées de terre de la superstructure, démolitions, et trous d'obus. Le contraste de ce ciel fleuri et du gouffre du fond duquel nous le regardons fait songer à quelque vision aperçue de l'*Enfer* de Dante.

De la superstructure se découvre le paysage de mort, moins

étendu qu'on ne s'attendrait à le voir de Douaumont qui, de tout le massif, est avec Souville le plus haut sommet, car la vue se heurte en avant à la cote 378 et aux Chambrettes. Douaumont, si l'on se retourne, livre au regard les deux rives de la Meuse : les Allemands, en le perdant, ont perdu leurs yeux. Il ne nous offre pas à nous, de leur côté, un aussi merveilleux observatoire. Je m'oriente pour embrasser, avant de repartir, le futur champ de bataille, celui de l'opération qui se prépare et qui va dégager les abords de Douaumont et de Vaux, fixer définitivement notre ligne au delà de Verdun. A mes pieds, ce sont les pentes brunes de la colline, toutes piquetées d'entonnoirs et de tranchées comme un visage marbré, et entaillées par une série de ravins. Sur la gauche, voici les ravins de la Couleuvre et du Helly qui vont se perdre vers Hardaumont. Ils semblent sortir de cette tache blanche presque lumineuse qui n'est autre que le village de Douaumont. Au-dessus, ces pentes qui montent et me font face, c'est la cote 378 qui barre l'horizon et masque le bois des Fosses. Plus à droite, sur cette crête, le bois déchiqueté des Chambrettes rassemble ses rares plumeaux. Toute cette terre, sans végétation, semble frappée irrémédiablement : jamais elle ne portera plus ni des fleurs ni des fruits. Ça et là, des colonnes de fumée qui montent des éclatemens et que les détonations accompagnent, font penser à des volcans souterrains qui grondent.

Des souvenirs me reviennent des premiers jours de la bataille, quand de poignans messages annonçaient successivement la perte du bois des Fosses, celle du bois des Caurières, celle des Chambrettes. Déjà la victoire du 24 octobre nous a ramenés au soir du jeudi 24 février. Tous les innombrables assauts livrés par l'ennemi depuis cette date sont annihilés. Et déjà, nous nous préparons à poursuivre nos avantages.

Il est temps d'abandonner ce belvédère, le soleil est déjà haut sur l'horizon. Mais la chance nous favorise et notre sortie est aisée. Un grand tumulte nous fait retourner : derrière nous, un barrage tardif fracasse des pierres, et nous nous arrêtons pour mieux emporter la vision de cette masse désordonnée et romantique que présente le grand fort. Les photographies d'avions lui attribuent des contours définis et il faut croire que ses fossés et ses redoutes ont gardé leur dessin, puisque, de haut, ils s'aperçoivent. Mais, de plain-pied, il n'a plus de forme.

C'est la moraine des grands mouvemens géologiques. Le blanc gel qui la recouvre et la fait étinceler achève de nous reporter aux époques glaciaires.

Ce blanc gel donne à tout le paysage qui nous entoure une apparence si fantastique qu'il ralentit à tout instant notre marche pour le mieux contempler. Nous pouvons nous croire transportés sur une chaîne des Alpes. Dans les fonds, dans les ravins, c'est la mer de nuages. Seuls, émergent les sommets et ces sommets qui, dans la réalité, n'ont que trois ou quatre cents mètres à peine, prennent des airs altiers en se caressant à la clarté froide du soleil d'hiver. Souville, aux flancs baignés de brume, laisse la ligne sinueuse de son plateau flotter comme une écharpe légère. Cette haute falaise arrondie au-dessus d'un océan confus qui recouvre la plaine de la Woëvre porte le fort de Vaux. Autour de nous, la gelée a jeté un manteau d'hermine sur les affreux débris du champ de bataille : un casque, une gamelle, brillent çà et là et, si l'on regardait de plus près les bosses qui bordent les trous, on distinguerait des cadavres.

Mais pourquoi regarder de plus près? Ce beau soleil d'hiver met l'âme en liesse. Les pentes de Froideterre, maintenant hors des vues de l'ennemi, se sont animées. La voie ferrée charrie des wagonnets de munitions et de vivres qu'une troupe bruyante accompagne. On dirait un chantier en plein travail. L'un ou l'autre ouvrier chante à pleine voix. De la côte de Belleville, nous cherchons des yeux la Meuse et Verdun. Mais la Meuse et Verdun sont dans le brouillard. Seules, les deux tours de la cathédrale sortent des nuages comme deux bras levés.

Le silence revêt le plus grand nom du monde :

Un lendemain sans borne enveloppe Verdun.

Là, les hommes français sont venus un à un,

Pas à pas, jour par jour, seconde par seconde,

Témoigner du plus fier et plus stoïque amour.

Ils se sont endormis dans la funèbre épreuve.

Verdun, leur immortelle et pantelante veuve,

Comme pour implorer leur céleste retour.

Tient levés les deux bras de ses deux hautes tours (1).

Apparition prodigieuse de ces deux bras levés au-dessus de la grande ruine victorieuse que les douces nuées sont venues

(1) M^{me} de Noailles.

panser, comme les déesses accourues vers Prométhée crucifié.

Le fort de Vaux m'avait laissé une impression de douleur et de désolation. Mais ce retour de Douaumont prend un rythme joyeux. Ici, le 24 octobre 1916, l'hymne de délivrance a commencé de retentir quand les chaînes du premier captif furent brisées...

*
* *

Henri Heine, le moins Allemand des Allemands, voyageant en Italie, raconte dans les *Reisebilder* qu'il fut pris d'un éblouissement quand le postillon lui cria :

— Nous sommes sur le champ de bataille de Marengo.

« ... C'est ici, écrit-il, que le général Bonaparte but un coup si copieux à la coupe de la gloire que, dans l'ivresse, il devint Premier Consul, Empereur, maître du monde et ne put se réveiller qu'à Sainte-Hélène. »

Et quand la visite s'achève, il ajoute, le soir de son pèlerinage : « ... J'aime les champs de bataille, car tout horrible qu'est la guerre, elle témoigne pourtant de la grandeur intellectuelle de l'homme qui peut défier la mort, son plus puissant ennemi héréditaire. »

Plus tard les pèlerins qui, pieusement, graviront les pentes de ces deux sanctuaires français, Douaumont et Vaux, viendront y célébrer l'immortelle victoire de Verdun, qui marqua l'arrêt de la puissance germanique. De Verdun, ville de douleur, datera, pour la France, une nouvelle ère de gloire. Et ils sentiront sous leurs pieds cette terre frémissante et comme soulevée par tous les morts qui en ont fait à jamais une terre sacrée :

A force d'engloutir, la terre s'est faite homme (1)...

En aucun lieu du monde, ne fut révélé au monde par les hommes un plus grand courage devant la douleur et devant la mort : « la seule chose qui vaille la peine que l'histoire soit écrite, a dit un historien (2), c'est-à-dire, le spectacle d'une âme plus forte que le péril. »

HENRY BORDEAUX.

(1) M^{me} de Noailles.

(2) M. de La Gorce.

AUTOUR D'UN MARIAGE PRINCIER

NOTES ET SOUVENIRS

1878-1913

I

C'était au mois de juillet 1878.

Le Congrès de Berlin venait de finir. Les plénipotentiaires allaient se séparer, après avoir siégé durant plusieurs semaines; ils n'avaient, en dépit de leurs efforts et de leurs prétentions, fondé le repos de l'Europe que sur des bases dont la fragilité devait bientôt apparaître. Le ministre des Affaires étrangères de France, Waddington, qui, avec l'ambassadeur comte de Saint-Vallier et M. Desprez, directeur de la politique au quai d'Orsay, avait représenté son pays dans cette réunion diplomatique, préparait son départ, lorsqu'une dépêche de M. Victor Tiby, représentant français en Danemark, lui apportait à l'improviste une nouvelle sensationnelle. Elle portait que le prince impérial, fils de Napoléon III, qui voyageait dans les pays scandinaves, était attendu à Copenhague au mois d'août et devait être reçu par la famille royale, au château de Bendsdorff. Le but du jeune prince, en procédant à cette visite, était, racontait-on, de se faire connaître des souverains danois et de leur plus jeune fille, la princesse Thyra, la seule qui ne fût pas mariée; la reine d'Angleterre s'intéressait vivement aux deux jeunes gens et souhaitait leur union. Si, comme tout le laissait supposer, ils se plaisaient, les fiançailles ne se feraient pas attendre

et le mariage suivrait promptement. A Copenhague, dans les milieux de la Cour, on gardait le secret sur ce projet ; mais, d'après les initiés, les informations auxquelles il donnait lieu étaient l'expression de la vérité.

Une autre circonstance tendait à prouver leur exactitude ; la famille royale qui, peu de temps auparavant, se proposait de résider en France durant quelques jours, avant de se rendre en Angleterre à l'invitation de la reine Victoria, venait de renoncer à passer par Paris ; elle irait directement à l'île de Wight où elle était attendue. Ce changement d'itinéraire était attribué, d'une part, à la crainte qu'avaient conçue les souverains danois de provoquer, en voyageant, en France, les commentaires des journaux sur l'éventualité de ce mariage dont on entendait parler pour la première fois, et, d'autre part, à l'accord intervenu entre la famille royale et le prince impérial, aux termes duquel ils devaient se retrouver à la cour britannique.

Cette nouvelle, arrivée à Berlin au moment où Waddington allait quitter la capitale allemande, ne pouvait le laisser indifférent et ne pas l'émuouvoir. Bien qu'il n'en eût pas la confirmation officielle, elle lui venait d'une source qu'il devait considérer comme sûre, et c'eût été de sa part un témoignage d'imprévoyance de ne pas mesurer dans toute son étendue le prestige dont se parerait aux yeux des Français le fils de l'Empereur déchu, en épousant la princesse Thyra de Danemark.

Il convient de rappeler quelle situation privilégiée et respectée avaient créée au roi Christian IX, dans l'aréopage des empereurs et des rois, bien qu'il n'y figurât que comme souverain d'un petit État, la dignité de sa vie, la pureté de ses mœurs, la sûreté de son commerce, les agréments de sa cour, dont on disait que c'était une cour patriarcale, et surtout les alliances qu'à la faveur de la grâce captivante de ses filles aînées, Alexandra et Dagmar, il leur avait fait contracter. En 1863, neuf mois avant qu'il montât sur le trône comme successeur de Frédéric VII, et alors qu'il n'était encore que prince de Gluksbourg, la première épousait le prince de Galles, le futur Édouard VII. C'était sa mère, la princesse Louise, qui avait préparé ce mariage, en intéressant à son projet la princesse impériale d'Allemagne, sœur du jeune héritier de la couronne britannique. Celui-ci s'était promptement épris de l'éluë de sa sœur, et le mariage avait été célébré, le 10 mars, à

Windsor. Le 15 novembre, Frédéric VII expirait et le prince de Gluksbourg lui succédait, sous le nom de Christian IX, dans des circonstances critiques qui, l'année suivante, aboutissaient au démembrement de ses États, accompli en quelques semaines par la Prusse et l'Autriche. Mais, moins de deux ans plus tard, le mariage de sa seconde fille venait en quelque sorte le dédommager des malheurs de son royaume et de sa maison.

Fiancée d'abord au grand-duc héritier de Russie, la princesse Dagmar avait eu la douleur d'apprendre sa mort avant la célébration de leur mariage. Mais, au moment d'expirer, il avait pris la main de son frère cadet Alexandre, à qui son trépas allait donner le trône, et, la mettant dans celle de leur père qui se tenait à son chevet, il avait dit : « Aimez-le, mon père, c'est une âme de cristal. »

Recueilli par l'Empereur, le mot avait été entendu à Copenhague, et, en 1866, la fiancée veuve épousait celui qui devait être Alexandre III. Si donc le prince impérial s'alliait à la maison de Danemark, il deviendrait le beau-frère d'un futur roi d'Angleterre et d'un futur empereur de Russie, l'allié de la famille régnante de Grèce issue du pays danois, sans parler de parentés plus éloignées avec d'autres dynasties, que lui auraient créées ces alliances.

Il est aisé de comprendre les préoccupations auxquelles une telle perspective devait livrer le ministre français, et on ne saurait s'étonner qu'il se fût empressé d'en faire part à l'un des plénipotentiaires anglais, lord Beaconsfield, qui n'avait pas encore quitté Berlin. Les deux personnages s'étaient liés pendant la durée du Congrès. Il semble même y avoir eu entre eux plus d'attirance réciproque qu'entre Waddington et l'autre ministre britannique, le marquis de Salisbury. C'est donc à lord Beaconsfield qu'« en toute franchise » Waddington exprima le déplaisir que ressentirait le gouvernement de la République, si ces bruits venaient à se confirmer.

« Je les crois sans fondement, déclara lord Beaconsfield. S'il était question d'un tel mariage, je le saurais. »

Waddington n'était pas convaincu ; les affirmations reçues de Copenhague autorisaient ses doutes. Il insista « sur les embarras intérieurs et les complications extérieures que l'événement pourrait provoquer. » Son interlocuteur ne semblait pas les craindre au même degré que lui, mais ajouta que le

gouvernement français pouvait compter sur ses bons offices personnels, « dans la mesure où son action pourrait se faire sentir en une matière aussi délicate. » Waddington rentra à Paris le lendemain, y voyait le prince de Galles qu'il entretenait de cette affaire et dont le langage l'eût rassuré, si l'ambassadeur britannique, lord Lyons, en affirmant « que le projet paraissait abandonné, » n'eût implicitement avoué qu'il avait existé. Le 9 août, le ministre des Affaires étrangères danois affirmait au ministre de France que la nouvelle était fautive. Mais celui-ci n'en croyait rien et maintenait ses informations antérieures. Ne sachant plus que penser, Waddington se décidait le 28 à écrire au marquis d'Harcourt, notre ambassadeur à Londres.

« Sans méconnaître l'influence que les liens dynastiques peuvent exercer sur la politique des gouvernements, lui mandait-il, nous considérons cette influence comme un faible appoint des forces qui agissent de notre temps sur le destin des peuples. Nous ne devons pas cependant rester inattentifs aux symptômes qui nous annoncent cette tentative d'union entre le fils de Napoléon III et une famille régnante que des alliances antérieures rattachent étroitement aux plus grandes monarchies de l'Europe. Nous pouvons d'autant moins nous montrer indifférents que ce projet nous est représenté comme rencontrant de hautes approbations et même un appui à la cour d'Angleterre. » Après ce préambule, le ministre des Affaires étrangères racontait ce qui s'était passé à Berlin entre lui et lord Beaconsfield, et la promesse d'intervenir faite par ce dernier, à qui le marquis d'Harcourt était prié de la rappeler. Waddington invitait en même temps son représentant à Copenhague à faire comprendre au gouvernement royal « qu'une telle union serait peu conforme au caractère amical des relations du Danemark avec la France. »

« Mais il n'en a jamais été question, répliquait le premier ministre danois, en réponse à cette communication »

A Londres, lord Beaconsfield parlait dans le même sens et n'était pas moins affirmatif. Après information « auprès de la plus haute autorité du royaume, » il affirmait que « les bruits recueillis par le chargé d'affaires de France étaient sans fondement et qu'il était notamment inexact que le prince impérial dût venir à l'île de Wight. » Il semble bien que c'était la vérité

et que le diplomate français accrédité en Danemark s'était laissé tromper par les apparences. Cependant on ne saurait l'affirmer, bien que, pour démontrer l'invraisemblance des rumeurs dont notre représentant s'était fait l'écho, on puisse rappeler qu'à cette même époque, les familiers du prince impérial laissaient entendre que, s'il avait été libre d'obéir à ses sympathies et aux impulsions de son cœur, c'est sur une princesse d'Angleterre, fille de la Reine, que son choix se serait porté. Au surplus, outre qu'il n'est point aisé de pénétrer dans les secrets des familles royales, un autre événement allait couper court à toutes les incertitudes avant que ce jeune prince eût péri prématurément dans une aventure tragique. Alors qu'à Paris on commençait à peine à se rassurer, on apprenait tout à coup que la princesse Thyra, recherchée par un prétendant dont il n'avait pas été question jusque là, venait, avec le consentement de ses parens, de lui accorder sa main.

Ce nouveau venu n'était autre que le duc de Cumberland, fils du roi de Hanovre, Georges V, qu'en 1866, la Prusse avait dépossédé de ses États pour le punir d'avoir pris parti pour l'Autriche dans la guerre austro-prussienne. L'événement s'était accompli le 29 septembre. Trois mois avant, Georges V, vaincu par Manteuffel dans un combat où il avait perdu plus de 4 000 hommes et ne pouvant plus compter sur le secours des Autrichiens mis en déroute, s'était vu contraint de capituler entre les mains du vainqueur. Averti que sa couronne ne lui serait pas rendue, il avait relevé ses officiers et ses fonctionnaires de leur serment de fidélité et s'était réfugié en Autriche, emmenant la reine dont les cheveux, nous dit un contemporain, avaient blanchi en quelques jours et leurs enfans qui allaient être la seule consolation de leur exil. De Pentzing, près de Vienne, il avait protesté contre la spoliation dont il était menacé, en s'engageant à ne jamais renoncer à ses droits. A cette protestation, Guillaume I^{er} avait répondu en proclamant sans autre forme de procès l'annexion du Hanovre à la Prusse, infligeant du même coup un sort pareil à l'Électorat de Hesse, au duché de Nassau et à la ville libre de Francfort. Le duché de Brunswick, qui devait un jour revenir par héritage à un prince de la maison de Hanovre en sa qualité de représentant de la branche cadette de la famille de Brunswick, échappait à la confiscation, parce que son souverain, le duc Guillaume, dernier

représentant de la branche aînée, s'était soumis à la Prusse en temps utile. Elle le récompensait de sa soumission, en lui laissant son duché, tout en se promettant de ne pas permettre que, lorsque sa mort rendrait vacante sa minuscule couronne, elle échût à un fils du roi proscrit. Guillaume I^{er} se vengeait ainsi des alliés de l'Autriche, et s'il n'exerça pas sa rancune et son avidité contre la Bavière, c'est qu'il en fut empêché par Bismarck qui ne voyait que péril dans des annexions plus nombreuses, et les lui fit toucher du doigt. Le conquérant n'en resta pas moins mécontent de n'avoir pu annexer à son royaume d'autres territoires. Après la signature du traité de Prague, il disait d'un accent grondeur : « C'est une paix honteuse. »

Douze années avaient passé sur ces événements, on était en 1878, et le malheureux Georges V, après une fin d'existence obscure et douloureuse, venait de mourir à Paris, le 12 juin, n'ayant pas encore atteint sa soixantième année. C'est son fils Ernest-Auguste, duc de Cumberland, prince en Allemagne par sa parenté avec les Hohenzollern, prince de Grande-Bretagne et d'Irlande, avec le titre et le rang d'Altesse royale en Angleterre, comme issu de la maison des Saxe-Cobourg, qui allait épouser la princesse Thyra de Danemark.

Avant de rappeler les complications et les incidens auxquels ce mariage donna lieu, nous devons raconter comment il s'était fait.

La reine Victoria, qui portait une affection particulière au duc de Cumberland, souhaitait depuis longtemps le voir réconcilié avec la famille impériale d'Allemagne. Après la mort du roi de Hanovre, l'occasion lui semblant propice à une réconciliation, elle avait insisté pour obtenir du prince qu'il renonçât à suivre l'exemple de son père, et à protester contre la confiscation de 1866. D'abord il avait paru disposé à accéder à cette prière. Il s'était engagé vis-à-vis de la Reine à cesser de faire valoir ses droits à la couronne hanovrienne, à la condition que les biens séquestrés qui formaient l'héritage paternel lui seraient restitués, et que ses droits à la succession du duché de Brunswick seraient reconnus par le gouvernement prussien. A ce prix, il se prêterait à une entrevue avec son cousin le prince impérial d'Allemagne qui, à plusieurs reprises, en avait exprimé le désir. Heureuse de cet engagement, la reine Victoria avait chargé lord Beaconsfield de profiter de son séjour à Berlin où l'avait

appelé le Congrès, pour pressentir les dispositions du prince de Bismarck et négocier avec lui un arrangement qui, si le chancelier s'y prêtait, serait d'autant plus facile que l'empereur Guillaume I^{er}, l'impératrice Augusta, leur fils le kronprinz Frédéric, celui-ci chapitré par sa femme la princesse Victoria d'Angleterre, souhaitaient vivement cette réconciliation.

Il est remarquable que, depuis ses victoires de 1866 et de 1870, comme s'il eût redouté d'en compromettre les résultats, ou voulu effacer le souvenir des spoliations qui avaient assuré l'agrandissement de la Prusse et la création à son profit de l'empire d'Allemagne, l'Empereur consacrait ses efforts à faire oublier, sans du reste rien sacrifier de ses gains territoriaux, les procédés à l'aide desquels il les avait réalisés. En se prêtant à un rapprochement avec le fils du roi de Hanovre, il restait semblable à lui-même, et tel il apparaît dans ce rôle à l'égard du prince dont il a odieusement dépouillé le père, tel on le verra se conduire avant, pendant et après envers l'Autriche et la France. En la circonstance, il subissait par surcroît l'influence de l'Impératrice, dont il est juste de dire qu'elle s'est fréquemment appliquée, au cours de sa longue existence, à atténuer ou à réparer dans la mesure du possible, et vis-à-vis des personnes, les malheurs infligés aux nations par la politique de son mari. Le vif attachement du ménage impérial pour la reine Victoria, mitigé chez l'Empereur de beaucoup de déférence et de crainte, et plus désintéressé chez l'Impératrice, encourageait ces dispositions. Elles méritent d'être signalées comme un trait du caractère de Guillaume I^{er} dont les actes ont toujours témoigné du désir de ne pas déplaire à une grande souveraine, amie de sa femme et mère de sa bru, et de ne pas plus laisser la politique et le prince de Bismarck le brouiller avec elle qu'avec l'empereur de Russie, Alexandre II, son neveu, qu'il chérissait comme un fils. Il y a beaucoup d'hypocrisie chez Guillaume; comme la plupart des Hohenzollern, il cachait une nature de reître sous des dehors de gentilhomme dont il aimait à faire montre envers les femmes ou quand il recevait les représentans étrangers; mais il y avait aussi de la sincérité dans son visible effort, après les guerres de 1864, 1866 et 1870, pour qu'elles ne se renouvelassent pas. Il ne mentait pas quand il protestait de son désir de paix universelle. Toutefois, c'est moins d'un ardent amour pour la paix qu'il s'inspirait que de la crainte de compro-

mettre par un excès d'ambition l'œuvre inespérée accomplie par Bismarck.

Le chancelier connaissait à fond le caractère de son maître et savait en jouer. Quelque opiniâtreté qu'il mit, en discutant avec lui des affaires de l'État, à soutenir son opinion, parfois même à laisser la discussion tourner en querelle, il avait l'art de s'arrêter à temps, c'est-à-dire, lorsqu'il sentait que son obstination serait impuissante à vaincre la résistance du souverain. Il y eut souvent entre eux des discussions aigres et violentes, jamais de rupture sérieuse. C'est ainsi que, en ce qui concernait le cas du duc de Cumberland, ayant compris que la ligue formée par la reine Victoria, l'impératrice Augusta et la kronprinzessin Frédéric serait plus forte que lui auprès de l'Empereur, Bismarck accueillit favorablement les ouvertures de lord Beaconsfield et céda sans se faire prier, mais sans dissimuler qu'il y était contraint et forcé.

« En principe, je suis opposé à toute entente avec la maison de Hanovre dont les partisans sont, dans le Reichstag, mes adversaires les plus ardents, dit-il au ministre anglais. Nous n'avons en Prusse aucun intérêt à favoriser le parti guelfe qui entretient dans l'ancien royaume de Georges V une agitation révolutionnaire, et qui profitera pour l'activer des concessions que nous lui ferons. Mais en présence du désir manifesté par mon souverain et par le prince de la Couronne, il m'est impossible de décliner les ouvertures que vous me faites au nom de Sa Majesté la reine, si opposé que j'y sois personnellement. En conséquence, dès que le duc de Cumberland aura déclaré reconnaître l'Empire d'Allemagne et fait une visite à l'Empereur son oncle, il recevra les seize millions de thalers (soixante millions de francs) qui constituent la fortune séquestrée du Roi son père et il sera déclaré héritier du duché de Brunswick. »

Cette réponse ouvrait les voies à un arrangement, et la reine d'Angleterre voyait déjà toutes les difficultés écartées ou aplanies lorsque, au mois d'août, et contre toute attente, était lancé, de Vienne où le duc de Cumberland s'était rendu, un manifeste dans lequel, sous la forme la plus véhémement, et au nom de ses droits d'héritier de Hanovre, il protestait solennellement, à l'exemple de son père, contre l'attentat commis par la Prusse en 1866, par lequel avait été détrônée la dynastie hanovrienne. Il avait signé « duc de Cumberland et de Brunswick. »

Ce brusque changement d'attitude était l'œuvre des chefs du parti guelfe, Windthorst, Bernstorff, Münchansen et autres sujets hanovriens restés fidèles à la cause de leur Roi vaincu, malgré les offres séduisantes de la Prusse (1). Avertis de ce qui se préparait à Londres et à Berlin, ils avaient adressé au duc de Cumberland d'amères représentations. Désireux surtout de le soustraire à l'influence de la cour de Windsor, ils l'avaient pressé de les rejoindre en Autriche. Il s'était rendu à leur appel et, une fois sous la main de ces ardents serviteurs de sa maison, faible et irrésolu, il avait subi leurs directions. Pour lui fermer toute voie de retour à ses engagements antérieurs, ils l'avaient amené à signer et à rendre publique cette protestation rédigée par Windthorst qui, au grand regret de la reine d'Angleterre, mettait fin à toutes les négociations.

Tandis que se déroulaient ces événements, le roi et la reine de Danemark étaient partis pour l'île de Wight avec la princesse Thyra. Ils y allaient tous les ans, attirés à la fois par leur fille aînée la princesse de Galles et par la souveraine britannique dont l'amitié ne leur avait jamais fait défaut. A la fin d'août, ils s'installaient à Balmoral. Bientôt après le duc de Cumberland y arrivait, au lendemain de sa protestation, et y retrouvait la princesse Thyra qu'il y avait rencontrée antérieurement.

Elle venait d'atteindre sa vingt-cinquième année, et toutes les grâces de la femme s'épanouissaient dans sa personne. Elle ressemblait en cela à ses sœurs, possédant au même degré qu'elles les agrémens visibles et les qualités d'esprit et de cœur qui en doublent le prix. L'éducation qu'elle avait reçue à la cour patriarcale de son père, son intelligence et sa bonté, sa connaissance des affaires européennes qu'elle devait à ses fréquens rapprochemens avec ses beaux-frères destinés l'un et l'autre à régner sur un vaste empire et dont elle était fraternellement aimée : autant de privilèges qui déjà la paraient de ce charme dont tous ceux qui l'ont connue ont subi l'attrait.

Intellectuellement le duc de Cumberland ne la valait pas,

(1) Parmi ceux qui cédèrent à ces offres figure le comte de Munster qui fut ensuite ambassadeur d'Allemagne, d'abord à Londres, puis à Paris où il résida en cette qualité de 1886 à 1901. Tombé en disgrâce, il fut rappelé à l'improviste. Un de ses amis s'étant étonné que l'Empereur eût oublié ses services, le comte de Munster répondit : « Oui, l'Empereur les a oubliés ; mais Dieu n'a pas oublié le renégat. »

mais c'était l'honnête homme par excellence, un prince pénétré de la grandeur des deux maisons royales auxquelles il appartenait, conscient des devoirs que lui imposait sa naissance et revêtu de cette parure morale qu'assurent aux victimes de la force s'exerçant contre le droit la noblesse et la dignité dont elles font preuve dans le malheur. L'influence des partisans de son père, devenus les siens, venait de lui donner une apparence d'énergie qui méritait l'estime et la considération. Les trente-trois années qui le séparaient de sa venue au monde avaient épargné sa jeunesse, et il suffisait de le connaître pour être convaincu qu'à défaut de qualités plus brillantes, il possédait toutes celles qui, dans un foyer familial, sont la condition du bonheur. Tel qu'il était, il plut à la princesse Thyra autant qu'elle lui plaisait.

La princesse de Galles semble avoir été la première à s'en apercevoir. Avait-elle reçu des confidences de l'un ou de l'autre; ne devait-elle qu'à sa perspicacité ou à ses observations d'avoir deviné que dans ces deux cœurs l'amour allait éclore? Nous l'ignorons, mais obéissant à la tendresse qu'elle portait à sa sœur et encouragée par l'espoir de l'attirer à Londres et de l'y fixer, elle n'hésita pas à prendre l'initiative des démarches à faire en vue d'un mariage, en dépit des obstacles qu'elle prévoyait. Ce n'est guère que de Berlin qu'ils étaient à redouter, mais tels qu'ils pourraient tout empêcher. Au lendemain de la protestation retentissante du duc de Cumberland qui avait arrêté toutes les tentatives de réconciliation entre lui et la famille impériale d'Allemagne, de quel œil celle-ci verrait-elle la maison de Danemark donner une de ses filles à un prince qui portait atteinte à l'unité germanique en poussant à la révolte par son exemple les populations hanovriennes, incorporées depuis douze ans à la Prusse et qui se montraient satisfaites de leur sort? De quel œil verrait-elle la cour de Londres favoriser cette union et prendre sous sa protection, en alléguant qu'il était prince royal en Angleterre, ce prince allemand allié aux Hohenzollern, qui s'était mis en rébellion ouverte contre eux? C'est donc à Berlin qu'il fallait agir d'abord, et c'est de ce côté que se porta l'activité de la princesse de Galles.

Elle eut vite fait de mettre dans son jeu sa belle-mère la reine Victoria, toujours disposée à intervenir pour multiplier parmi ses proches les alliances matrimoniales qui lui parais-

saient promettre un avenir heureux. Tandis que cette noble souveraine, qui traitait comme un fils le duc de Cumberland, et à qui n'avaient pas échappé les mérites de la princesse Thyra, écrivait à son amie l'impératrice Augusta afin d'obtenir son intervention auprès de l'Empereur pour qu'il laissât s'accomplir sans récriminer une union qui réunissait toutes les convenances et réalisait les vœux de deux cœurs attirés l'un vers l'autre, la princesse de Galles s'adressait à sa belle-sœur la princesse impériale d'Allemagne. Celle-ci entraînait aussitôt dans ses vues et se chargeait de faire accepter le projet par Guillaume I^{er}. C'était, on le voit, une véritable ligue de femmes qui, sous l'impulsion de l'une d'elles, se formait en faveur des amoureux. Mais il apparut bientôt qu'un si grand effort n'était pas nécessaire. L'Empereur averti n'éleva aucune objection et lorsque, quelques jours plus tard, le roi Christian par une lettre autographe annonça le mariage au kronprinz Frédéric, celui-ci, allant plus loin que son père, répondit par d'affectueuses félicitations. Cette réponse, datée du mois de novembre, arriva à Copenhague où la famille royale venait de rentrer. Heureux de l'avoir reçue, le Roi en fit part à son entourage et à plusieurs membres du corps diplomatique.

« Je tenais essentiellement, disait-il, à ce que cette union, qui s'est décidée en dehors de toute préoccupation dynastique et aura surtout un caractère familial, ne pût être considérée comme une atteinte aux relations cordiales que le Danemark entretient avec l'Allemagne. Avant d'y consentir, j'ai voulu avoir l'assentiment du prince impérial qui me garantit celui de son père. Sa réponse va au delà de ce que j'attendais : en des termes d'une cordialité parfaite, il nous félicite, la Reine et moi, et formule des vœux de bonheur pour nos enfans en exprimant l'espoir que les bonnes relations continueront à exister entre nos deux pays. »

Le Roi aurait pu ajouter que, très vraisemblablement, cette lettre avait été écrite sous l'inspiration de la princesse impériale. En tout cas, rien ne s'opposait plus à la réalisation du projet dont il était question depuis plus de deux mois. Le duc de Cumberland arrivait à Copenhague le 15 novembre. Le Roi, le prince royal, le prince Waldemar et le ministre d'Angleterre l'attendaient à la gare. Il était conduit aussitôt au château de Fredensborg où résidait la Cour pendant l'automne, et où il espérait

sans doute se faire oublier. Mais sa présence en Danemark excitait dès ce moment les commentaires de la presse et du public.

A Copenhague, l'opinion s'était d'abord montrée indécise. On se souvenait que, pendant la guerre de 1866, le Hanovre s'était fait le partisan des mesures les plus violentes contre le Danemark et qu'en 1848, ses troupes avaient soutenu les insurgés holstinois. Ces souvenirs n'étaient pas faits pour désigner aux sympathies populaires le fiancé de la princesse Thyra. D'autre part, on rappelait que la maison de Hanovre n'avait pas abdiqué ses droits, que récemment encore le prince les avait solennellement maintenus, ce qui donnait au mariage un caractère anti-allemand qui flattait le sentiment national danois. On n'en redoutait pas moins l'effet que l'événement produirait à Berlin et on eût voulu être rassuré de ce côté. On ne le fut complètement que lorsque le bruit se fut répandu que le prince impérial avait adressé des félicitations à la famille royale. Du reste, dans certains milieux, on inclinait à croire que le prince, à l'occasion de son mariage, renoncerait à la couronne de Hanovre et qu'en tout cas, il restait entendu que le ménage princier ne résiderait pas en Danemark, mais tantôt en Angleterre et tantôt à Pentzing, aux portes de Vienne, dans le voisinage de Schonbrunn, ou dans la Haute-Autriche, à Gründen, propriété des Cumberland. Il semblait donc que le mariage accepté en Allemagne et entouré de précautions n'amènerait aucun refroidissement dans les relations germano-danoises. La presse à Copenhague n'en recommandait pas moins la prudence et reproduisait, à titre d'avertissement, un article de la *Post* de Berlin dans lequel il était dit : « Le Danemark comprend trop bien son intérêt pour laisser une feode gnelle s'établir sur son territoire. » Personne ne souhaitait qu'elle pût s'y établir et ne songeait à la favoriser.

II

A ce moment, se produisait un incident diplomatique qu'on aurait dû prévoir et qui sans doute n'eût pas troublé la joie de la famille royale, si Bismarck, empêché par la volonté de son souverain de laisser voir son mécontentement, n'eût pas saisi cette occasion de le manifester par la brutalité de son intervention. Il déclara ne pouvoir admettre que le gouvernement

impérial fût représenté aux fêtes du mariage. Son ministre en Danemark, von Heydebrand, venait d'être nommé en la même qualité à Stuttgart et le baron de Magnus appelé à le remplacer; mais il n'avait pas encore quitté Copenhague et y attendait l'arrivée de son successeur. A l'improviste, il reçut l'ordre de rejoindre sans retard son nouveau poste, et le baron de Magnus se vit accorder un congé temporaire qu'il n'avait pas sollicité. Une circonstance particulière semblait rendre toute naturelle la décision du chancelier : Heydebrand étant doyen du corps diplomatique eût été appelé à ce titre à adresser, au nom de ses collègues et en son nom, des félicitations aux nouveaux mariés; était-ce possible, quand l'un d'eux était en révolte contre son souverain et refusait de le reconnaître? La cour de Danemark ne se serait donc pas inquiétée, si la mesure eût été entourée de quelque courtoisie et si tout s'était borné au rappel de Heydebrand; mais le secrétaire et le personnel de la légation furent rappelés momentanément, et leur départ fut interprété comme une preuve de la colère du prince de Bismarck. Le ministère danois cependant ne s'en émut pas outre mesure, convaincu qu'aussitôt après les fêtes du mariage et la disparition des jeunes époux, le nuage se dissiperait et qu'il ne resterait aucune trace de ce malaise accidentel. Pour y mettre plus rapidement fin, il conseilla au Roi de hâter les noces. Il avait été décidé qu'elles auraient lieu au mois de janvier; la date en fut fixée au 20 décembre. Le nouveau ménage partirait quinze jours plus tard et jusque là resterait au château de Fredensborg près d'Elseueur. Ces décisions prises, on se rassura et les membres du gouvernement danois affectèrent d'être sans inquiétude. Ils comptaient que le ministre d'Allemagne reviendrait prendre possession de son poste dès que le duc de Cumberland aurait quitté le territoire danois.

« C'est lui, déclaraient-ils, et non le Danemark qu'ont visé les procédés discourtois du prince de Bismarck. Quand le duc ne sera plus là, la colère du chancelier tombera. »

C'était probable en effet. Mais quand on prophétisait ce dénouement comme prochain, on ne prévoyait pas un autre incident qui allait se produire et, dénaturé à dessein par Bismarck, brouiller de nouveau les cartes en excitant, cette fois, non seulement l'irritation du chancelier, mais encore celle de l'Empereur et de son fils.

Le mariage, célébré à la date indiquée, à huit heures du soir dans la chapelle du palais de Christiansborg, conserva le caractère d'une fête de famille. Cependant, le grand-duc Alexis y représenta l'empereur de Russie et annonça l'arrivée prochaine d'une députation du régiment de dragons russes dont Christian IX était colonel honoraire. Ce régiment, maintenant en garnison au Caucase, s'était fait remarquer dans la guerre contre les Turcs, et l'empereur Alexandre avait voulu qu'il fût rendu compte au Roi des distinctions dont « ses dragons » avaient été l'objet pendant la campagne. A Copenhague, cette marque de courtoisie du Tsar et la présence d'un grand-duc aux fêtes du mariage furent considérées comme une réponse du Cabinet de Saint-Pétersbourg aux procédés de l'Allemagne. Assistaient encore aux noces quelques Hanovriens envoyés en députation par les anciens partisans de Georges V, résidant en Hanovre, devenus les amis fidèles de son fils et considérés par le gouvernement allemand comme « des rebelles persévérant dans un état d'insurrection latente et de protestation déclarée contre l'Empire. » C'est en ces termes que la presse de Berlin les qualifiait en annonçant leur arrivée à Copenhague. Toutefois, elle ne semblait pas encore en prendre ombrage. Elle reproduisait d'après les journaux danois, sans commentaires, sinon tout à fait sans aigreur, les détails de la cérémonie, décrivant les toilettes, énumérait les télégrammes de félicitations adressés au roi Christian par les diverses cours, parmi lesquels s'en trouvait un du maréchal de Mac Mahon, président de la République française. Mais l'accent changea et s'aggrava lorsque, à Berlin, on apprit que la « députation guelfe » avait été reçue par le Roi, et plusieurs de ses membres invités à dîner par le ministre des Affaires étrangères, sous le prétexte d'anciennes relations d'amitié.

La cour et le gouvernement allemand, au reçu de cette nouvelle, manifestèrent une colère bruyante. Elle s'envenima, lorsque le bruit se répandit que plusieurs Hanovriens avaient reçu des décorations. Ce ne fut toutefois qu'au bout de quelques jours, le 31 décembre, que les gazettes officielles et officieuses furent autorisées à se faire l'écho de ces griefs. Elles y mirent d'abord une sorte de modération. Mais ce n'était plus seulement le duc de Cumberland qu'elles incriminaient, c'était le Danemark lui-même, accusé formellement « de favoriser les intrigues

contre l'empire allemand et de manquer aux égards que tout pays doit à ses voisins. »

Convaincu qu'il n'avait rien à se reprocher, le gouvernement danois ne se laissait pas encore troubler par la campagne des journaux allemands et, à son exemple, la population restait calme. Tout au plus se demandait-on, dans certains milieux, si l'opposition n'accuserait pas le Roi d'avoir compromis le pays pour une question de famille et d'intérêt privé. Mais tout le monde considérait que, lorsque la vérité serait mieux connue à Berlin et surtout lorsque les mariés auraient quitté le territoire danois, les agitations cesseraient.

Les réceptions du 1^{er} janvier 1879 se ressentirent de cette disposition des esprits et se passèrent dans le plus grand calme. Le corps diplomatique et les principaux dignitaires de la Cour dînèrent au palais suivant l'usage. Les souverains témoignèrent d'une entière tranquillité. Aucune allusion ne fut faite à l'absence des représentans de l'Allemagne. Le Roi et la Reine se montrèrent particulièrement empressés auprès du ministre de France. Ils le chargèrent de renouveler au Président de la République l'expression de leur gratitude pour les félicitations qu'il leur avait adressées à l'occasion du mariage de leur fille.

Reçu dans la journée par le prince royal, le ministre de France avait recueilli de sa bouche des propos aussi bienveillans, inspirés, disait-il, par les bons souvenirs qu'avaient laissés au prince son court séjour à Paris et les attentions dont il avait été l'objet.

En transmettant ces détails à son gouvernement, notre représentant constatait que, durant cette journée, le duc et la duchesse de Cumberland ne s'étaient pas montrés dans la capitale. Ils étaient restés à Fredensborg où le Roi et la Reine devaient les rejoindre dans la soirée. Leur départ pour l'Autriche était fixé à quatre jours de là, au 5 janvier. Les membres du Cabinet l'attendaient avec impatience, convaincus qu'aussitôt après, la légation d'Allemagne se rouvrirait et que les relations diplomatiques entre l'Allemagne et le Danemark reprendraient leur caractère amical. Mais, au même moment, les journaux de Berlin redoublaient de violence, comme si leur inspirateur eût voulu qu'à Copenhague on pût mesurer combien l'offense avait été vivement ressentie. Ils accusaient le gouvernement royal de déloyauté et laissaient entendre que si le duc de Cumberland tra-

versait l'Allemagne pour se rendre en Autriche, il serait arrêté.

Devant cette explosion de menaces, le ministre danois auprès de l'Empereur, M. de Quaade, « homme doux, timide et craintif, » courut à la Wilhelmstrasse pour fournir des explications et prévenir des mesures de rigueur. Mais le comte de Bülow, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, refusa de le recevoir et maintint son refus, malgré les lettres et demandes d'audience qu'il recevait de l'infortuné diplomate. Celui-ci, de plus en plus terrifié, alla faire part de ses perplexités à lord Odo Russell, l'ambassadeur d'Angleterre, à qui sa qualité d'envoyé d'une cour parente, l'éclat de sa carrière diplomatique, son rang social, l'amitié de la princesse impériale et de son mari assuraient une influence, justifiée d'ailleurs par ses mérites et ses services. Il n'avait pas besoin d'être sollicité pour intervenir, venant de recevoir de la cour de Windsor des instructions relatives aux incidens dont M. de Quaade s'alarmait et qui déjà avaient eu des échos à Londres. La famille royale s'en était émue, et on invitait l'ambassadeur à faire ce qui dépendrait de lui pour obtenir que la menace d'arrestation ne fût pas suivie d'effet. Peut-être ce résultat pourrait-il être atteint si le Cabinet de Berlin voulait considérer le duc de Cumberland non comme un prince allemand, mais comme un prince anglais. Il suffirait que cette qualité lui fût reconnue pour le mettre à l'abri de mesures coercitives.

En entrant chez le secrétaire d'État Bülow, l'ambassadeur britannique fut accueilli par des paroles de colère contre le Danemark : « Le roi Christian nous a offensés, en donnant sa fille au duc de Cumberland au lendemain de la manifestation publique de ce révolté, blessante pour l'Empereur. Nous avons fait cependant bon visage, nous bornant à arranger les choses pour que les membres de notre légation ne fussent pas présens au moment des fêtes du mariage, et nous étions résolus à envoyer très prochainement M. de Heydebrand présenter ses lettres de rappel et son successeur M. de Magnus ses lettres de créance; mais la réception faite à la députation guelfe est une insulte qu'il nous est impossible de subir en silence. N'oubliez pas, mon cher ambassadeur, qu'après nous avoir donné longtemps des inquiétudes, le Hanovre est aujourd'hui l'une de nos meilleures provinces et que toute sa population est sincèrement ralliée à l'Empire, à l'exception d'un petit groupe de politiciens, d'am-

bitieux, d'intransigeans qui cherchent toutes les occasions de faire des manifestations séparatistes et de réveiller l'agitation et les regrets dans le pays. C'est ce groupe rebelle que la cour et le gouvernement danois viennent d'accueillir de façon à ranimer ses espérances et à encourager ses tentatives. C'est un mauvais procédé que nous ne pouvons tolérer. »

Lord Odo Russell essayait d'arrêter ce flux de paroles, de rétablir la vérité. « On a exagéré et dénaturé les faits, objectait-il, ils n'ont pas eu le caractère intentionnel sous lequel on vous les a présentés. »

Mais son interlocuteur semblait ne pas entendre et continuait : « N'essayez pas de les excuser. Nous sommes bien informés, et je sais ce que je dis : ils mériteraient une sévère leçon. Nous avons voulu d'abord envoyer ses passeports au ministre de Danemark à Berlin. Mais nous n'irons pas jusque là ; nous nous bornerons pour le moment à retenir ici notre nouvel envoyé à Copenhague ainsi que le personnel de sa légation. Quant aux craintes que vous exprimez pour la sûreté du duc de Cumberland, bien qu'il soit pour nous un prince allemand et non un prince anglais et qu'il nous soit en conséquence loisible de le faire arrêter, vous pouvez rassurer votre gouvernement, mais à une condition, c'est que le duc traversera l'Allemagne sans s'y arrêter. S'il en était autrement, s'il prétendait se rendre en Hanovre comme on lui en prête l'intention, nous n'hésiterions pas à nous saisir de lui et à le conduire à la frontière. Il dépend de sa volonté d'éviter ce désagrément. »

L'ambassadeur attendait cette déclaration ; elle le délivrait d'un gros souci et il s'empressa de télégraphier à son collègue de Copenhague, afin que le duc de Cumberland fût averti des intentions du Cabinet de Berlin et traversât l'Allemagne d'une traite, ce qui fut fait. Il partait pour l'Autriche avec sa femme, le 23 janvier, par Lubeck, afin d'éviter la traversée des duchés de l'Elbe où la famille royale n'avait plus passé depuis 1864, et, le surlendemain, il arrivait à Vienne sans avoir été en route l'objet d'aucune mesure hostile.

Lord Odo Russell, bien que sur ce point la mission dont l'avait chargé sa cour eût pleinement réussi, n'était qu'à demi rassuré quant aux projets ultérieurs de l'Allemagne. Dans le langage de Bülow, il avait cru trouver la preuve qu'elle ne s'en tiendrait pas là et qu'elle entendait pousser plus loin la

leçon sévère dont son ministre des Affaires étrangères avait affirmé la nécessité, sans dire en quoi elle consisterait. Rêvait-on à Berlin l'annexion pure et simple du duché de Brunswick à la Prusse ou quelque incursion sur le territoire danois, suivie d'une spoliation nouvelle?

Ce qui autorisait ces craintes, c'est que le prince impérial d'Allemagne n'appréciait pas la conduite du roi Christian moins durement que Bülow. Lord Odo Russell, qui avait chez lui ses grandes et ses petites entrées, étant allé le voir pour plaider la cause du Danemark, fut presque rabroué et de la belle façon. Le prince impérial lui avait déclaré qu'il était personnellement blessé de la conduite du roi Christian et de son gouvernement : ce souverain s'était adressé à lui et avait fait appel à ses bons sentimens pour obtenir son agrément au mariage de la princesse Thyra avec le duc de Cumberland; il avait immédiatement répondu dans les termes les plus affectueux et s'était employé près de l'Empereur pour qu'il ne conçût aucun déplaisir de cette union, ainsi qu'auprès de la chancellerie allemande, afin que les rapports avec le Danemark ne subissent aucune altération. La récompense de ces bons procédés avait été un encouragement à peine dissimulé donné aux revendications du duc de Cumberland et une réception d'un caractère blessant pour l'Allemagne faite aux députés hanovriens protestataires! Un tel procédé n'était pas excusable. Pour finir cette remontrance que lord Russell était impuissant à modérer, le prince impérial s'était écrié : « Je vous en prie, mon cher, ne cherchez pas à justifier la conduite du roi Christian; vous me désobligeriez. »

L'irritation restait donc très vive dans les hautes régions berlinoises, et très probablement le prince de Bismarck, bien qu'il ne parût pas au cours de ces péripéties, n'y restait pas étranger. Soit que le chancelier cherchât à impressionner le duc de Cumberland, pour l'amener à renoncer à ses droits sur le Hanovre, en lui décrivant les destinées réservées au petit État dont il devait hériter à la mort du duc régnant, dernier représentant de la branche aînée de sa famille, soit qu'on voulût préparer l'opinion à une prise de possession prochaine, on laissait les journaux discuter l'opportunité et la convenance de l'annexion à la Prusse.

Le thème, d'une simplicité remarquable, était celui-ci : la

succession de Brunswick appartenant à la maison de Hanovre, et la Prusse étant venue aux droits de cette maison, elle devait également hériter du duché. Voilà pour la légitimité de l'annexion. Quant à l'opportunité, elle résultait des circonstances : après la protestation du duc de Cumberland et la manifestation guelfe de Copenhague, la Prusse ne devait plus écouter que « la froide raison d'État. » Elle ne pouvait admettre qu'un jour, et en dépit même des renonciations ultérieures que le duc de Cumberland pourrait être amené à souscrire, dans un avenir plus ou moins rapproché, le Danemark devint un point de ralliement pour les séparatistes hanovriens. Le danger serait d'autant plus grand que le prince, recueillant avec le duché le fonds guelfe qui devrait lui être restitué, se trouverait un des plus riches souverains de l'Europe. Le laisser maître du duché serait placer une mèche allumée auprès d'un baril de poudre. Il fallait assurer le bonheur des Brunswickois en les réunissant à la Prusse. L'incertitude serait funeste à leur prospérité ; ils avaient tout à gagner à être gouvernés, après la mort de leur prince actuel, par un fonctionnaire prussien ainsi que les Hanovriens et les Hessois de Cassel, dont le sort n'avait jamais été plus enviable.

On verra plus loin que les Brunswickois, malgré ces perspectives séduisantes, n'étaient pas disposés à aller aussi vite en besogne, et que M. de Bismarck restait encore très éloigné de la solution qu'il laissait les journaux à ses gages lui recommander comme la plus logique et la plus conforme aux intérêts de la monarchie prussienne. Ce qu'il voulait, c'était, d'une part, nous l'avons dit, donner une leçon au Danemark, et, d'autre part, laisser une porte ouverte au duc de Cumberland, pour le cas où ce prince, se montrant accessible au repentir, entrerait dans la voie qui devait le conduire à une réconciliation avec les Hohenzollern.

Cette politique du prince de Bismarck, inspirée par le désir d'avoir raison, sans recourir à la violence, de toutes les difficultés que le particularisme des États allemands devenus terres d'Empire pouvait susciter à l'encontre de l'hégémonie prussienne, et de dissiper les rancunes des annexés, cette politique a été pendant de longues années celle des successeurs du chancelier. Elle est déjà visible en 1881, comme nous le montrerons, alors qu'il était encore tout-puissant, dans le mariage du prince

Guillaume, le futur Guillaume II, avec la princesse de Schleswig-Holstein-Augustenburg ; elle fut définitivement consacrée par le succès, en 1913, lorsque le duc de Brunswick actuel, fils du duc et de la duchesse de Cumberland, épousa la fille du Kaiser.

A l'époque où notre récit a conduit le lecteur, il semble bien que Bismarck considérait qu'en ce qui touchait le Danemark, le but qu'il poursuivait était atteint et la leçon infligée au roi Christian suffisante. On n'en peut guère douter lorsqu'on le voit, le 25 janvier, un mois après le mariage danois qui avait déchainé tant de colères, remettre tout à coup les relations diplomatiques avec le Cabinet de Copenhague sur le même pied que par le passé, en ordonnant à von Heydebrand d'aller présenter ses lettres de rappel, et à son successeur, le baron de Magnus, d'aller prendre possession de son poste.

A la fin de janvier, les explications échangées entre les diplomates à Berlin et à Copenhague, ayant remis les choses au point, le gouvernement danois était en droit de considérer comme dissipés les malentendus antérieurs, et la crise comme terminée. Mais elle allait se rouvrir de la manière la plus imprévue et susciter en Danemark des alarmes bien autrement vives que celles dont il venait d'être délivré.

Lors des négociations qui avaient eu lieu à Prague au mois d'août 1866, en vue de la conclusion de la paix entre l'Autriche et la Prusse, il avait été stipulé que l'empereur François-Joseph transférerait au roi Guillaume tout les droits que la paix de Vienne du 30 octobre 1861 lui avait reconnus sur les duchés de Schleswig et de Holstein, « avec cette réserve que les populations des districts du Nord du Schleswig seraient de nouveau réunies au Danemark, si elles en exprimaient le désir, par un vote librement émis. » L'introduction de cette clause dans le traité définitif, où elle forme l'article 5, avait été proposée, ou peut mieux dire imposée aux contractans lors des pourparlers préliminaires de Nikolsbourg par le médiateur d'alors, l'empereur Napoléon III. C'était une lueur d'espoir laissée au vaincu, une fiche de consolation propre à alléger quelque peu pour lui les amertumes de la défaite. Mais, durant les douze années écoulées depuis le traité de Prague, cette disposition était restée à l'état platonique, en dépit des tentatives du gouvernement danois pour provoquer dans le Nord du Schleswig le vote « librement émis, » par lequel il avait chance

de recouvrer une petite partie de ses provinces perdues. Néanmoins, si fragiles que fussent à cet égard ses espérances, il n'y avait pas renoncé. Or, le 4 février, alors qu'il commençait à peine à se remettre de ses émotions et se flattait de voir ses rapports avec l'Allemagne redevenir rapidement tels qu'ils étaient avant le mariage de la princesse Thyra, le représentant de l'Autriche à Copenhague se présentait chez le ministre des Affaires étrangères et lui annonçait officiellement que le Cabinet de Vienne s'était mis d'accord avec celui de Berlin pour annuler cet article 5. Un traité avait été conclu entre eux à cet effet, à la date du 11 octobre. En même temps que le gouvernement autrichien le notifiait au gouvernement danois, il en publiait le texte dans son *Journal officiel*. Le gouvernement allemand le publiait aussi, mais il ne daigna pas en faire l'objet d'une communication au Cabinet de Copenhague. « C'était bien assez, semblait-il dire, que le Cabinet de Vienne s'en fût chargé. » Ce manquement aux usages aggravait pour le Danemark le dommage que lui causait la décision du 11 octobre.

Le premier mouvement du roi Christian et de ses ministres fut un mouvement d'indignation et de colère. Ils songèrent d'abord à protester à Berlin et à Vienne, à envoyer la protestation aux grandes Puissances, en sollicitant leur intervention; puis ils se ravisèrent, sous l'influence des appréhensions qu'éveillait en eux leur ignorance des mobiles auxquels avaient obéi l'Allemagne et l'Autriche. Que signifiait ce coup de théâtre? Était-il le prologue de quelque invasion nouvelle, ou n'était-ce qu'une manifestation plus accusée du ressentiment du prince de Bismarck? En tout cas, eût-il été prudent de l'irriter en se répandant en récriminations et en plaintes, en essayant d'ameuter contre lui l'opinion publique européenne? La prudence et la peur l'emportèrent; on se contenta d'avertir officieusement les Puissances. Comme il fallait s'y attendre, aucune d'elles ne proposa d'intervenir. La Russie traita d'« odieux escamotage » l'annulation de l'article 5, mais conseilla au Cabinet danois « de n'y attacher aucune importance. » Nonobstant ce conseil, et bien que l'Allemagne n'eût pas fait à Copenhague une communication analogue à celle de l'Autriche, le gouvernement royal chargea son représentant à Berlin de demander au comte de Bülow les explications que l'Autriche n'avait pas cru utile de donner.

Après avoir eu le plus grand mal à obtenir une audience, M. de Quaade fut enfin admis à formuler les questions de son gouvernement, mais, dès les premiers mots, Bülow l'arrêta : « Dans les vues de la chancellerie impériale, lui dit-il, le traité du 11 octobre, annulant l'article 5 de celui de Prague, a eu pour objet de fermer la question de rétrocession d'une partie du Schleswïg, et non de la rouvrir sous une autre forme, comme semble le croire le Cabinet danois. En conséquence, nous devons le prier de ne pas insister sur sa communication et de cesser toute ouverture à ce sujet. »

Ce langage, dépourvu de bienveillance et presque dédaigneux, n'était pas fait pour dissiper les appréhensions du gouvernement royal. Il avait attribué déjà au Cabinet de Berlin des arrière-pensées annexionnistes. Maintenant, il le soupçonnait de préparer quelque mauvais coup, pour hâter l'exécution de ses desseins. L'attitude de Bülow autorisait les suppositions les plus alarmantes. En cette occurrence, on ne pouvait attendre un secours efficace que de la reine Victoria. De nouveau on recourut à elle, ainsi qu'à la princesse Alexandra. Il est dit dans un rapport diplomatique qu'arrivèrent alors à Windsor des lettres éplorées, à la suite desquelles les destinataires firent appel pour la seconde fois aux bons offices de lord Odo Russell. Il reçut de sa souveraine et du prince de Galles la mission particulière de chercher à savoir ce que la cour de Copenhague pouvait avoir à redouter, et de s'efforcer de calmer les ressentimens du Cabinet de Berlin.

Le brillant représentant de la puissante reine britannique était assuré de plus d'égards et de franchise que le modeste et timide diplomate danois. Il interrogea au nom de sa souveraine et on lui répondit par des explications rassurantes dont la sincérité ne lui parut pas douteuse et ne l'était pas. Bulow affirma que le traité du 11 octobre « était sans corrélation aucune avec le fait du mécontentement causé à la chancellerie impériale par la conduite du gouvernement danois. » La date même de sa conclusion en était la preuve. Pendant le Congrès de Berlin, l'Autriche avait voulu témoigner de ses sentimens amicaux pour l'Allemagne, en effaçant du traité de Prague une clause qu'elle n'avait pas demandée, dont elle n'avait jamais réclamé l'exécution et qui, par son caractère de revendication posthume, pouvait, à un moment donné, créer des embarras aux deux

Empires. En la supprimant, ils avaient fait disparaître une menace inutile et dangereuse. Quant à la publication survenue au moment où l'Allemagne avait des griefs particuliers contre le Danemark, il n'y fallait voir qu'une coïncidence fortuite. Le Cabinet austro-hongrois avait désiré cette publication pour attester aux yeux de ses deux parlemens que jamais ses rapports avec l'Empire allemand n'avaient été plus confians ni plus cordiaux.

« Nous nous sommes simplement prêtés à ce désir, ajouta Bülow en finissant, nous avons laissé toute l'initiative à l'Autriche qui seule a notifié officiellement le nouveau traité à la Cour de Copenhague. »

Satisfait par ces explications, lord Odo Russell tenait à savoir si le Cabinet de Berlin était ou non animé d'intentions malveillantes contre le Danemark.

« Nous n'en avons aucune, lui fut-il répondu, et nous l'avons prouvé en remettant au point les relations diplomatiques. »

Mais après cette déclaration, le secrétaire d'État laissa entendre qu'il se pourrait que les rapports entre les deux gouvernemens restassent encore un peu tendus, l'Allemagne ne pouvant oublier si vite l'injure qui lui avait été faite; c'était au Danemark à en effacer le souvenir. On lui signifiait ainsi que ce qu'on attendait de lui, c'était une soumission définitive, une résignation complète aux spoliations de 1864.

III

Entre temps, le Landlag brunswickois tranquilisé par l'Allemagne, quant à l'éventualité qu'il avait redoutée de l'annexion du duché à la Prusse, et assuré de conserver, au moins provisoirement, son autonomie avec un souverain particulier, avait exclu le duc de Cumberland de la succession du prince régnant. Il avait ensuite invité le gouvernement ducal à lui présenter un projet de loi « réglant l'ordre provisoire de la Régence en cas de vacance du trône. » Les ministres s'étaient empressés de déférer à ce désir. Le projet présenté par eux avait été voté, et la question pendante réglée comme suit : en cas d'absence ou d'empêchement du successeur légal, un conseil de régence serait institué; si la succession n'était pas réglée dans l'espace d'un an, un régent, choisi parmi les princes non régnans des

maisons souveraines d'Allemagne serait placé par le Landtag à la tête du gouvernement « jusqu'à l'accession d'un héritier au trône; » en attendant, l'empereur Guillaume serait prié d'exercer la souveraineté militaire.

Ces dispositions garantissaient au Cabinet de Berlin une entière maîtrise sur le duché, mais elles réservaient les droits d'un héritier éventuel et conjuraient une incorporation immédiate. Ainsi, par la volonté du gouvernement ducal, « la porte restait ouverte » au duc de Cumberland. C'était aussi par la volonté de l'empereur Guillaume. Il s'était décidé à user de patience et de longanimité envers le prince rebelle et à lui laisser un délai pour accepter, au prix d'une renonciation définitive à ses prétentions sur le Hanovre, les fonds confisqués au moment de l'annexion et la succession de Brunswick. En agissant ainsi, il donnait satisfaction au désir maintes fois exprimé par la reine d'Angleterre et, du même coup, l'avenir du duché n'étant fixé qu'à titre provisoire, le champ restait libre pour toutes les éventualités. Ce sera pendant plus de trente ans la politique de la maison de Hohenzollern envers les héritiers de la maison de Hanovre. Lorsque, au mois d'octobre 1884, après la mort du duc régnant de Brunswick, la couronne restant sans titulaire, le duc de Cumberland proclamera et revendiquera ses droits, le Cabinet de Berlin lui répondra en faisant voter une fois de plus son exclusion par le conseil fédéral de l'Empire; mais on ne donnera pas de successeur au défunt : un régent sera désigné pour exercer le pouvoir. Décision analogue le 23 février 1907, de telle sorte que si l'héritier légitime, durant cette longue période, est empêché de régner, on aura cependant évité de lui fermer la porte et on ne lui laisse pas ignorer à quelles conditions elle s'ouvrira toute grande pour le laisser entrer. On raisonne et on agit comme si l'on était certain qu'il se lassera de protester et que son intransigeance faiblira tôt ou tard. On estime que ce plan de conduite est plus habile que celui dont quelques hommes violens et inconsidérés se font les avocats.

Il semble établi qu'au moment où il a été adopté, c'est-à-dire en 1879, l'impératrice Augusta et sa bru la princesse impériale ont largement contribué à son adoption. La vieille souveraine n'avait pas toujours eu à se louer de son mari dont, en d'autres temps, les fantaisies galantes s'étaient donné carrière. Mais

l'âge venu pour l'un et pour l'autre, elle affectait d'avoir perdu le souvenir de ce passé déjà lointain. Elle restait passionnément dévouée à son compagnon, et c'est en lui déconseillant autant qu'elle le pouvait les mesures extrêmes, qu'elle exerçait son dévouement, allant jusqu'à conspirer dans ce dessein avec la princesse impériale, surtout lorsqu'il s'agissait d'entraver en certains cas, l'action gouvernementale de Bismarck que les deux femmes et le kronprinz Frédéric, fils de l'une et mari de l'autre, considéraient comme contraire aux intérêts de l'Empire.

A une date relativement récente, j'ai rappelé ici ces intrigues de palais et je n'y reviens que pour en retenir qu'elles ont suggéré au chancelier dans ses confidences à Moritz Busch des paroles singulièrement acrimonieuses contre l'Impératrice et contre « l'Anglaise. » Mais il est également vrai qu'aussi bien pendant la crise germano-danoise qu'au cours des protestations du duc de Brunswick, il a évité de se découvrir. C'est à peine s'il se laisse voir, et il est difficile encore aujourd'hui de préciser s'il a donné son approbation à la politique de l'Empereur où s'il l'a refusée. Au surplus, quelle qu'ait été son attitude, elle n'a pas empêché les événemens de suivre la voie que Guillaume I^{er} souhaitait leur voir prendre. En ce qui touche le Danemark, ils l'ont prise si rapidement qu'à l'automne de 1879, moins d'un an après le mariage de la princesse Thyra, le roi Christian, cédant aux conseils du baron de Magnus, ministre d'Allemagne à Copenhague, s'engageait à se rendre à Berlin avec la Reine pour présenter ses hommages à l'Empereur.

Il était alors en Europe le seul souverain qui ne se fût pas prêté à cette démarche, et cette attitude d'un vaincu condamné par sa faiblesse à renoncer à toute pensée de revanche n'était pas sans dignité, ni sans inspirer le respect. Mais ce n'était plus assez de s'être gardé de tout abaissement comme de toute bravade, l'heure était venue où l'intérêt du royaume commandait un changement de système, non seulement l'intérêt du royaume, mais encore celui de la famille royale, surtout après la crise de l'année précédente. Il était nécessaire que le gouvernement danois ne fût plus exposé aux périls qu'il avait alors courus, et cela ne se pouvait qu'en prouvant à l'Empereur que le roi Christian avait abdiqué tout ressentiment et s'était résigné sans arrière-pensée, et en toute sincérité.

D'autre part, l'assistance de l'Allemagne lui était devenue

nécessaire, non peut-être pour lui, mais pour son fils Georges, roi de Grèce, en proie alors aux difficultés les plus graves par suite du mauvais vouloir que mettait la Turquie à exécuter les décisions du Congrès de Berlin, touchant les nouvelles frontières du royaume hellénique. Ces difficultés, c'est la France qui devait ultérieurement aider à leur solution avec le plus d'efficacité, en prenant l'initiative de démarches péremptoires auprès du gouvernement ottoman et en y associant les grandes Puissances. Mais cette intervention libératrice, que le successeur du roi Georges a bien oubliée, s'annonçait à peine et Christian IX comprenait la nécessité d'intéresser l'Empereur à la cause de son fils, dont la position serait compromise si la Grèce ne recevait pas en Thessalie et en Épire les satisfactions qu'on lui avait fait espérer.

Enfin une autre raison explique la détermination du souverain danois; il ne se flattait pas d'obtenir de son gendre une soumission à la Prusse que peut-être lui-même n'eût pas approuvée, mais il savait que la cour d'Angleterre s'efforçait d'obtenir qu'au moins une partie du fonds guelfe fût restituée à la veuve du roi de Hanovre. Peut-être, en allant à Berlin, faciliterait-il la réussite de ce projet.

Dans la famille impériale, l'annonce de sa visite fut accueillie avec un contentement qu'on ne dissimula pas. En apprenant que les souverains danois s'arrêteraient dans la capitale à leur retour de Vienne où ils étaient allés voir leur fille, l'impératrice Augusta, qui se trouvait à Coblenz, regagna Berlin pour les recevoir, et le prince impérial, qui villégiaturait en Italie, accourut afin de donner par sa présence à cette visite souhaitée depuis longtemps le caractère d'un événement destiné à sceller la réconciliation définitive. A la fin de novembre, les souverains danois arrivaient à Potsdam et y étaient l'objet d'une réception cordiale. On s'attendait à les entendre plaider la cause de leur gendre et solliciter pour sa mère et pour lui la restitution de leur fortune séquestrée. Si telle avait été leur intention, ils s'étaient ravisés, et le nom du duc de Brunswick ne fut pas prononcé. En revanche, le Roi entretint le secrétaire d'État Bulow et le comte de Radowitz, ministre d'Allemagne à Athènes, venu en congé à Berlin, des intérêts de son fils et de la Grèce. Il rapportait de Vienne des promesses satisfaisantes du Cabinet austro-hongrois qui s'était engagé à agir à Constan-

tinople pour vaincre le mauvais vouloir du gouvernement ottoman et il espérait obtenir de même l'appui de l'Allemagne. A cet égard, le prince de Bismarck pouvait seul décider, mais il n'avait pas jugé utile de se déranger pour la visite princière et était resté à Varzin. On lui fit part télégraphiquement de la requête du Roi et il répondit qu'il s'associerait volontiers à toute démarche des Puissances, tendant à agir en Turquie pour que leurs intentions ne fussent pas plus longtemps méconnues.

Il ne semble pas que la politique ait tenu une plus grande place dans les entretiens de Christian IX avec Guillaume I^{er}, ni qu'il y ait été fait allusion à la crise antérieure. Ils ne souhaitaient ni l'un ni l'autre revenir sur des sujets irritants. Cependant, rentré à Copenhague, le Roi racontait qu'il avait trouvé l'Empereur et la famille impériale encore sous l'impression des récents attentats de Hoedel et de Nobiling, très inquiets des progrès que le socialisme faisait en Allemagne et du rapide développement des passions anarchiques. Au total, ils s'étaient séparés enchantés l'un de l'autre, le prince danois ne redoutant plus un retour offensif de l'Allemagne et le prince germanique satisfait d'avoir désarmé le petit voisin dont le ressentiment, bien qu'il n'eût rien à en craindre, avait laissé jusque là planer un nuage sur leurs relations et parfois peut-être éveillé dans sa conscience un remords tardif.

« Un mécontent de moins, » pouvait-il dire en se frottant les mains et en se réjouissant du succès de son système, succès encourageant, et qui ne pouvait que l'inciter à persévérer dans cette voie.

La guerre de 1864 et l'annexion des duchés de l'Elbe à la Prusse lui avaient laissé un autre ennemi, impuissant à nuire celui-là, mais ennemi tout de même ou tout au moins mécontent et boudeur. C'était le prince Christian d'Augustenbourg qui, reniant le renoncement de son père à la couronne de Danemark, consenti par celui-ci en 1852, s'était, en 1863, déclaré candidat à la succession du Schleswig-Holstein, bien qu'elle ne fût pas vacante. En Allemagne, l'opinion, déjà très excitée contre le Danemark, s'était montrée favorable à cette prétention et peut-être eût-elle été suivie d'effet sans l'intervention de Bismarck. Prévoyant que les duchés seraient détachés tôt ou tard des États danois, il pensait que c'était là pour la Prusse une occasion inespérée de se les annexer. Il opérerait d'abord de concert avec

l'Autriche en lui offrant part à deux, puis au besoin contre l'Autriche, si elle ne renonçait pas à sa part du gain réalisé en commun. La campagne de 1864 et celle de 1866 ont été le résultat de cette conception que le roi de Prusse traita d'abord de pure folie, mais qu'il adopta lorsque Bismarck lui eut démontré qu'elle était réalisable, et signifié « que si Sa Majesté ne l'adoptait pas, il donnerait sa démission. »

Il fallait d'abord entraver et paralyser les efforts et les intrigues auxquelles se livrait le prince d'Augustenbourg pour faire aboutir sa candidature. L'invasion du Schleswig par l'armée prussienne lui porta un coup dont elle ne se releva plus. Le candidat, durement évincé, dut renoncer à voir se réaliser ses espérances. De cette déconvenue, il avait gardé le plus amer souvenir. Il était mort en 1869 sans s'être reconcilié avec la Prusse. Son fils, le duc Frédéric, héritier de son ressentiment, avait continué à bouder la cour de Potsdam. Vivant tantôt dans ses domaines, tantôt en Angleterre où l'appelait souvent l'amitié de la reine Victoria à laquelle il était apparenté par sa femme née princesse de Hohenlohe-Langebourg, il ne venait jamais à Berlin. Il avait cinq enfans, dont quatre filles. L'aînée allait atteindre sa vingt-leuxième année sans avoir été demandée en mariage, ce qui pouvait aisément s'expliquer, car elle ne rachetait pas par la beauté la médiocrité de sa fortune. Ceux qui la connaissaient disaient d'elle : « Elle n'est pas jolie, mais elle est charmante. » ce qui eût été vrai, si le charme de la femme résidait uniquement dans la possession des vertus bourgeoises qui peuvent s'exercer au foyer domestique, sans cependant l'embellir ni lui donner d'éclat. Elle avait donc vécu jusque là assez ignorée, lorsque, au commencement de 1880, on annonça son prochain mariage avec le prince Guillaume, petit-fils de l'Empereur, destiné à succéder à son père le kronprinz Frédéric.

Ce jeune homme avait un an de moins que la princesse qu'on lui destinait. Il ne s'était distingué jusque là que par des escapades d'adolescent, des travers de caractère et des actes d'indiscipline filiale qui provoquaient parfois entre ses parens et lui des scènes regrettables ; mais rien n'annonçait dans sa conduite ce qu'il serait plus tard. On le considérait comme un grand enfant, comme un garçon insignifiant séparé de la couronne pour longtemps encore. Son grand-père ne paraissait pas prêt à quitter la vie ; la maladie dont devait mourir son père ne

s'était pas déclarée, et Bismarck n'avait pas encore mis la main sur lui.

Le mariage qui allait lui créer de nouveaux devoirs avait été préparé de longue main par la princesse impériale à l'instigation de sa mère, la reine Victoria. On racontait qu'elle l'avait imposé à son mari dont elle s'était servie, ainsi que de l'impératrice Augusta, pour vaincre la résistance de l'Empereur. Le chancelier n'y avait fait aucune objection. Il lui suffisait que l'Allemagne destinée déjà à avoir un jour pour impératrice une Anglaise, ne fût pas exposée à subir deux fois de suite « le même danger. » Quant au prince d'Augustenbourg, la perspective de l'avenir magnifique et inespéré qui s'offrait à sa fille aînée avait en raison de ses vieux ressentimens. Sa rancune se dissipait on le revit à Berlin, transformé, reconcilié, et ce fut là sans doute le motif qui détermina l'Empereur à consentir à une union bien au-dessous de celles auxquelles pouvait prétendre la famille impériale. Du reste, la reine Victoria avait appelé à Windsor son petit-fils, et les initiés racontaient qu'après avoir passé quinze jours chez sa grand'mère auprès de la jeune fille qu'on lui destinait, le prince Guillaume était rentré à Berlin « très amoureux. »

La princesse ne tarda pas à y venir avec sa famille et, le 2 février 1880, les fiançailles étaient célébrées à Potsdam, au château de Babelsberg, dans l'intimité, et annoncées aussitôt officiellement par le ministre de la maison aux convives du grand diner donné par l'Empereur pour fêter cet événement.

« Un instant après, raconte Hohenlohe dans ses *Mémoires*, les souverains paraissaient. L'Empereur conduisait la fiancée fraîche et gracieuse et lui fit faire le tour des dignitaires. La fiancée fit la meilleure impression. Le Kronprinz se plaignit à moi du peu de faveur que ces fiançailles avaient rencontrée auprès des autres princes et princesses de Prusse. »

Ce n'est pas seulement par eux qu'elles étaient accueillies et commentées sans bienveillance. Les journaux objectaient aigrement que cette alliance ne faisait pas honneur à la Prusse. La famille de la fiancée était obscure, sans illustration d'aucune sorte; elle avait même des parens très modestes, et notamment un médecin de Kiel. C'était une dynastie décbue, oubliée, n'ayant jamais manifesté qu'antipathie à l'Empire. Ces critiques eurent d'abord pour effet de rendre le mariage impopulaire,

mais bientôt, on les oubliait. Lorsque le 27 février 1881, les jeunes époux firent leur entrée dans Berlin, ils furent acclamés, disent les comptes rendus de la solennité, par les cent mille spectateurs qui s'étaient portés sur leur passage. Une fois de plus, Guillaume I^{er} avait lieu de se féliciter, puisque le mariage de son petit-fils lui ramenait satisfait et même comblé un mécontent de la veille. Maintenant, parmi les princes de l'empire, plus ou moins victimes des événemens de 1856, il n'en restait qu'un, le duc de Cumberland, qui parut résolu à ne pas se réconcilier.

On sait qu'il a persévéré dans cette attitude jusqu'en 1913. Durant cette longue période, il a vécu tantôt en Angleterre, tantôt en Autriche, dans une intimité familiale où l'affection de sa femme payée de retour et l'influence qu'elle exerçait sur lui, auraient suffi à le dédommager des malheurs de sa maison, si la mort de son fils aîné, ne les avait aggravés, en vouant le père, et la mère surtout à une douleur inconsolable. A l'improviste, éclatait en Europe la nouvelle que leur second fils, devenu duc de Brunswick par le trépas de l'aîné, allait épouser la princesse Victoira-Louise de Prusse, fille unique de Guillaume II, empereur d'Allemagne.

Nous ne savons rien des négociations qui avaient précédé cet événement, si ce n'est qu'il était dû à l'initiative du grand-duc de Bade et que ce prince y avait pris la part la plus active. Jusqu'à ce jour, à Vienne, le duc de Cumberland s'était montré fort empressé auprès des représentans de l'Entente. Il les recevait, allait les voir, paraissait attacher du prix à ces relations.

« Il est sans prestige, écrit alors un voyageur qui passait quelques semaines en Autriche, mais bien intentionné, d'une simplicité d'allures qui impose la sympathie. Sa femme, la princesse Thyra, atteste plus que lui qu'elle est de race royale. Grâce à la vive passion qu'elle lui a inspirée et que l'âge n'a pas refroidie, elle l'a toujours dominé. Déprimée maintenant par son deuil de mère, elle fait effort pour reparaitre dans les salons et, par affabilité, surmonter sa tristesse. Belle silhouette de reine sans couronne, vieillie prématurément par le chagrin. Je n'ai recueilli de sa bouche aucune parole qui mérite d'être retenue. »

Le mariage du jeune duc de Brunswick une fois résolu, les visites du père dans le monde diplomatique semblaient dictées par un besoin d'expliquer sa renonciation à son attitude de

protestation et presque de s'en excuser. D'une manière générale, on trouvait naturel que les brillantes perspectives ouvertes à son fils et le souci de son bonheur à venir eussent en raison d'une rancune plus que trentenaire, condamnée fatalement, par la complète prussification du Hanovre, à rester platonique et sans profit pour les héritiers de Georges V. Rappelons, d'ailleurs, que si le jeune duc de Brunswick s'alliait à la famille impériale, c'est que sa mère y avait consenti.

Le mariage eut lieu à Berlin le 23 février 1913, avec une pompe inaccoutumée dont la présence de l'empereur de Russie, du roi et de la reine d'Angleterre, et de tous les souverains allemands, relevait l'éclat. Pendant quatre jours que durèrent les fêtes, les rues de la capitale furent remplies d'une foule curieuse de voir passer les princes et qui, contrairement à ses habitudes, saluait de ses acclamations la famille impériale. Le discours que prononça Guillaume II au diner qui suivit le mariage et que les journaux ont alors publié, trahit la vivacité du sentiment que le père éprouvait en se séparant de sa fille. Elle était son enfant gâtée. Seule, elle avait la liberté que n'eût osé prendre sa mère d'entrer dans le cabinet de l'Empereur lorsqu'il délibérait avec ses ministres. Pendant la cérémonie du mariage, son émotion parut aux spectateurs encore plus marquée que celle de l'Impératrice; elle ne fut égalée que par celle du duc de Cumberland. Les deux princes n'étaient pas seulement touchés dans leurs sentimens de famille; c'était aussi l'oubli jeté sur les événemens de 1866, la réconciliation de la maison des Guelfes avec la maison des Hohenzollern, l'acceptation de la spoliation dont la première avait été la victime quarante-sept ans plus tôt et l'assentiment donné par elle à l'annexion du Hanovre à la Prusse. Au surplus, ne semblait-il pas que tous les anciens adversaires se fussent donné rendez-vous à Berlin! Les souverains danois, descendans de Christian IX, avaient tenu à honneur de participer à la joie de la famille impériale : ils s'étaient fait représenter par le fils du prince Waldemar. Ne nous étonnons donc pas que Guillaume II ait alors considéré ce mariage comme l'acte le plus politique de son règne. A la soirée de gala qui, au cours des fêtes, eut lieu à l'Opéra, on le vit prendre la main d'une vieille amie de sa famille qui le félicitait et on l'entendit lui dire : « C'est un grand fait historique. »

On avait remarqué la présence du duc de Mecklenbourg, régent du duché, parmi les invités, présence qui eût été incorrecte si sa régence n'eût pas été au moment de prendre fin. A cet égard, les décisions étaient arrêtées déjà et, quelques semaines plus tard, le gendre de l'Empereur, en faveur duquel le duc de Cumberland avait abdiqué, était proclamé duc régnant de Brunswick, et sa femme prenait rang parmi les souveraines des États confédérés.

Quand on rapproche l'événement que Guillaume II appelait un « grand fait historique » d'autres évènements qui devaient se produire à dix-huit mois de là et déchaîner par tout l'univers les calamités les plus tragiques, on est conduit à se demander s'il ne les prévoyait pas et si, sous les émotions du père de famille dont, chez tout autre que chez ce grand comédien, l'éloquence de la parole et le tremblement de la voix eussent attesté la sincérité, si sous ces dehors pacifiques ne couvaient pas déjà les desseins criminels que la postérité lui reprochera. Assurément, il attachait un grand prix à écarter de lui tous les soupçons. La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, obéissant aux inspirations de la Wilhelmstrasse et prenant acte de la présence du roi d'Angleterre et de l'empereur de Russie aux fêtes du mariage, écrivait : « Elle est provoquée par un événement de caractère familial ; mais elle n'en est pas moins la preuve que l'Europe peut y trouver l'espoir que l'horizon politique s'éclaircit. » Était-ce là autre chose qu'un mot et suffit-il pour nous empêcher de croire que l'Empereur songeait à la guerre ? On était en février et le 4 novembre suivant, il déclarait au roi des Belges qu'elle ne pouvait plus être évitée.

On peut alléguer que huit mois sont plus que suffisants pour modifier une conviction et que l'opinion exprimée en novembre ne prouve rien contre la sincérité de celle de février. Mais le 1^{er} janvier précédent, à la réception du corps diplomatique, modifiant vis-à-vis de M. Jules Cambon son attitude bienveillante et allègre du 1^{er} janvier 1912, témoignage éclatant de sa satisfaction d'avoir vu se régler pacifiquement l'affaire d'Agadir, il lui avait dit d'un ton sévère : « Monsieur l'ambassadeur, voilà vingt ans que je tends la main à la France et qu'elle me la refuse. »

Ne semble-t-il pas que ce langage fût gros de menaces et sentit la poudre ? Est-il illogique de l'interpréter comme la

preuve que la guerre hantait déjà cette tête tour à tour impulsive, calculatrice et ténébreuse ? Si telle est la vérité, n'a-t-on pas le droit d'en conclure que le « grand fait historique » le réjouissait parce qu'il faisait disparaître de l'Allemagne le dernier champion du particularisme, et qu'il pouvait désormais se jeter dans la guerre avec la certitude de n'avoir plus d'ennemi parmi les princes de l'Empire ? Ce n'est là qu'une hypothèse. Mais avec un dissimulateur tel que lui, toutes les hypothèses sont permises.

Quant au duc de Cumberland, sa soumission à l'Allemagne, son renoncement à ses droits sur le Hanovre et la restitution du duché de Brunswick à son fils ont dramatisé sa destinée en le séparant de sa famille anglaise et en lui fermant la Grande-Bretagne, en des conditions particulièrement cruelles. Le Cabinet Asquith avait préparé un projet de loi qui lui retirait, en même temps qu'au duc d'Albany, le siège qu'il occupait à la Chambre des Pairs en qualité de membre de la maison royale d'Angleterre. Jusqu'à ce jour, il n'y a pas été donné suite, mais les deux princes ont été rayés de la liste des chevaliers de la Jarretière, et leurs bannières ont cessé de flotter dans la chapelle Saint-George, à Windsor, où se tiennent les chapitres de l'ordre.

Le mari de la princesse Thyra a fixé en Autriche leur résidence définitive. Ils y vivent en famille dans un palais voisin de Schœnbrunn, avec un minimum de protocole, parmi les restes somptueux du trésor des Guelfes, abondante vaisselle d'or, meubles énormes en argent massif, vitrines surchargées d'objets d'art d'un prix inestimable. Mais il est vraisemblable que ces richesses ne les consolent pas de n'être plus que des exilés et d'être devenus, dans la personne de leur fils, les complices des forfaits de Guillaume II et de François-Joseph.

ERNEST DAUDET.

EMMENÉES EN ESCLAVAGE

POUR CULTIVER LA TERRE

JOURNAL D'UNE DÉPORTÉE

Pour connaître la vérité, c'est aux victimes, directement, qu'il faut la demander. Les pages qu'on va lire n'ont d'autre prétention que d'être un témoignage d'une absolue sincérité. Je les ai écrites d'après les notes et les récits d'Yvonne X... (1), qui fut emmenée en esclavage, par les Allemands, pour cultiver la terre ; le plus souvent je me suis bornée à transcrire le journal de la malheureuse déportée. Après les atrocités commises au début de la guerre par les envahisseurs de la Belgique et de nos provinces du Nord, nous pensions qu'ils ne pourraient imaginer pis. Leur génie malfaisant a trouvé ceci : les déportations de jeunes filles...

Yvonne X... appartient à l'une des meilleures familles de la bourgeoisie lilloise. Sa vie, avant la guerre, s'écoulait calme, régulière, dans la douceur et la tiédeur de nos mœurs provinciales. Chaque jour, chaque heure avait ses attributions : aide à prêter au ménage, exercices de piété, œuvres de bienfaisance, arts d'agrément, promenades, réunions entre amies... C'est à cette existence qu'ôte, un peu lente, pauvre en incidens et dont la monotonie même a son charme, que la jeune fille allait être brusquement arrachée.

(1) Par une discrétion que l'on comprendra, les prénoms et les initiales des personnages dont il est question dans cet article, ont tous été modifiés.

*
*
*

Selon une méthode qui leur est familière quand ils préparent quelque abomination, les Allemands, pour les déportations, n'agissent pas par surprise. Ils annoncent leur décision ou plutôt la font pressentir plusieurs jours à l'avance; ils l'insinuent avec des airs hypocrites : « Les Anglais, par le blocus, rendent de plus en plus difficile le ravitaillement de la population civile : l'autorité militaire demande des travailleurs volontaires pour les travaux des champs... » Personne ne se présente : « En conséquence, fait afficher von Gravenitz, général commandant la place de Lille, l'autorité militaire procédera à l'évacuation d'une partie de la population pour exécuter ces travaux, — et non des travaux militaires, — dans la France occupée, loin derrière le front... Il est recommandé à tous de préparer un bagage de 30 kilos maximum : linge, ustensiles de cuisine, etc. En conséquence, défense est faite, à qui que ce soit, de quitter son domicile légal de huit heures du soir à six heures du matin. Cette mesure étant irrévocable, la population est invitée à rester calme et à obtempérer aux ordres ci-dessus... »

On devine l'émotion des Lillois. Vainement l'évêque de la ville, Mgr Charost, proteste-t-il par une lettre au général von Gravenitz; vainement le maire, M. Delesalle, rappelle-t-il la première proclamation allemande garantissant « l'inviolabilité des civils; » le général allemand se retranche derrière des « ordres supérieurs qu'il a reçus de très haut. » D'ailleurs, « c'est pour le bien de la population » que la décision a été prise.

On est en pleine semaine sainte. Les gens prudents, ceux que les sceptiques traitent d'inquiets, s'occupent de préparer leurs bagages : « Cédant à l'exemple, écrit Yvonne X..., je commence le mien et celui de ma sœur; mais, comme le bruit court que les Allemands n'opéreront ni le dimanche, ni le lundi de Pâques, je remets à plus tard de les terminer. En ville, nos parens, nos amis ne parlent que de la nouvelle menace allemande. Je me souviens que, le jour de Pâques, en finissant notre maigre dîner, je rapporte à ma mère et à ma sœur que, chez une de nos amies, un soldat, venu pour réquisitionner, a déclaré d'un ton de défi : — Bientôt, nous réquisitionnerons les petites

Mademoiselles... — Mais je ne crois pas possible qu'ils viennent me prendre et m'endormir tranquillement. »

Nuit de lundi de Pâques; douce nuit qui a l'odeur du printemps, ciel dont la clarté promet une belle journée. Dès deux heures du matin, dans la rue de Bourgogne où réside le colonel du 64^e, les habitans sont réveillés. Un auto vient chercher le colonel, qui veut diriger lui-même les enlèvemens. Quelques officiers, des musiciens l'accompagnent. La râlle s'opère méthodiquement rue par rue, dans le quartier qu'habite Yvonne X... A quatre heures, elle est presque terminée : « A ce moment, je suis réveillée en sursaut. On carillonne chez nos voisins. Maman, dont je partage la chambre, saute au bas de son lit : « Les voilà ! » Maman n'avait pas fini de parler que, sous nos fenêtres, résonne un bruit de bottes, de crosses de fusil. Notre sonnette tinte avec frénésie. Ne pas ouvrir ? Impossible ! D'ordre du gouverneur militaire, on « doit toujours ouvrir aux Allemands. » Si l'on refuse, si l'on marque de la lenteur, de la mauvaise volonté, c'est l'amende ou la prison. Ma mère descend. Elle se trouve en présence de sept soldats du 64^e... » Ce sont tous de jeunes gens, l'air narquois et comme émoustillé par la besogne qu'ils viennent de faire. Par la suite, les Lillois ont appris qu'aucun soldat marié ou d'âge mûr n'avait voulu participer aux enlèvemens. Le bruit a couru également qu'au café Bellevue, sur la grand'place, des querelles violentes dont plusieurs furent suivies de duels, avaient eu lieu entre des officiers, les uns blâmant, les autres approuvant l'acte inique. Un sous-officier accompagne les soldats qui ont pénétré chez M^{me} X... « C'est un petit gringalet, la moustache blonde coupée court, avec cette mine de fatuité qu'ont tous les sous-officiers allemands. Il prend la parole :

— Madame, combien de personnes, ici ?

— Trois : moi, mes deux filles.

Un soldat s'empare de la feuille de recensement obligatoirement apposée dans le couloir, puis :

— Montrez, madame...

Mais avant que maman ait pu le prévenir, le Boche entre dans ma chambre. Je suis encore couchée. L'homme m'interpelle :

— Vous êtes Mademoiselle Geneviève...

— Yvonne, rectifie maman.

— Mademoiselle, levez-vous! L'officier sera ici dans cinq minutes... »

Ayant dit, l'homme tourne les talons, se dirige vers la seconde chambre. Il va y entrer. M^{me} X... le repousse de la main, frappe à la porte. L'homme ricane : tant d'égards, pour une jeune fille, lui semblent le comble du ridicule. Il recommence son interrogatoire :

— Vous êtes M^{lle} Geneviève? Levez-vous!

Les cinq minutes sont à peine écoulées que l'officier arrive. Dix hommes l'accompagnent, baïonnette au fusil. L'officier parle difficilement le français. : on le dirait gêné par la besogne dont il est chargé. La pâleur de son visage indique un certain trouble de conscience. « Il s'assure de l'identité de chacune de nous ; puis : « Il faut qu'une des deux Mademoiselles se prépare à nous suivre pour aller à la campagne. » Je m'écrie :

— Pour où?

Un sous-officier m'interrompt :

— Silence! C'est un ordre. »

Comme Yvonne X... proteste, de toutes ses forces, l'officier, qui est pressé, finit par dire :

— Ça m'est égal laquelle des deux. Il m'en faut une. Choisissez...

« Alors, les soldats, pour me punir d'avoir osé protester, me désignent immédiatement du doigt :

— Vous, vous!

L'officier fait un trait au crayon bleu en regard de mon nom :

— Vous pouvez prendre 30 kilos de bagages. Vous emporterez une cuillère, une fourchette, un verre et une couverture. Vous avez vingt minutes pour vous préparer. Les soldats vont vous attendre et, si vous n'êtes pas prête... (Il a un geste)... les soldats vous enlèveront (1). »

Yvonne X... se hâte de faire sa toilette et de préparer son mince bagage. Les vingt minutes ne sont pas encore écoulées, déjà les soldats tapent de la crosse dans le vestibule et, du bas de l'escalier, hèlent à grosse voix :

— Mademoiselle! Vite! Vite! Partir!...

(1) Dans la matinée de ce jour, une amie d'Yvonne X... ramassa, dans une des rues du quartier, un papier tombé de la poche d'un officier. Il portait l'ordre : « Agir avec violence, mais sans scandale. »

Yvonne X... descend. Moment poignant. Nous sommes dans une famille profondément chrétienne :

« Maman me bénit, me dit :

— Sois forte, mon enfant. Tâche de soutenir autour de toi.

Nous nous embrassons et nous séparons sans pleurer. »

La porte retombe. Yvonne X... suit un des soldats. Les rues sont désertes, leurs abords gardés militairement. A un tournant, dans la pénombre, une masse confuse apparaît : moutonnement grisâtre de casques, de capotes. Toute une compagnie du 64^e attend, l'arme au pied : « Je dois traverser leurs rangs. Des quolibets se croisent sur mon passage :

— *Ach!* T'en as pigé une belle!

Mon guide m'introduit dans la cour d'une maison où, déjà, quelques femmes sont rassemblées... »

Dans la cour, l'attente se prolonge. Le froid et l'humidité qui précèdent le lever du soleil, s'abattent sur les épaules des captives. Elle frissonnent. « Un brave homme m'offre son panier comme siège... J'interroge la jeune fille qui se trouve à côté de moi. C'est une femme de chambre. Elle m'apprend que la plupart de celles qui m'entourent sont des domestiques enlevées de la place de Tourcoing. »

Une heure passe. Un officier allemand descend le perron, monte à cheval, donne l'ordre du départ. « On nous range. Baïonnette au fusil, des soldats nous encadrent. Le signal est donné : *Los!* Nous emboîtons le pas... »

Maintenant, le jour est tout à fait levé. Les prisonnières avancent avec peine, retardées dans leur marche par leurs bagages. Quelques soldats consentent à aider les plus faibles, les plus fatiguées : « Les gens du quartier nous regardent passer avec stupeur. Une vieille femme me serre la main, elle pleure. D'autres me erient de leur fenêtre :

— Bon courage, mademoiselle, bon courage !

On nous conduit à quelque cent mètres dans l'établissement d'un entrepreneur de constructions. Là, beaucoup de captifs : quelques hommes, nombre de femmes. Parmi celles-ci, M^{lle} de V... Elle a été prise avec sa domestique. Des groupes ne cessent d'arriver. Nous y retrouvons beaucoup de connaissances. C'est toute la population de notre paroisse qu'on enlève : des fillettes auxquelles nous avons fait faire leur première

communion, des jeunes filles de la réunion dominicaine, des domestiques, de petits commerçans... »

Tous sont calmes, « anxieux seulement. » Parfois, un incident déride les visages que l'angoisse contracte. Une grosse femme arrive. Elle a mis sa belle « rhabillure, » comme on dit dans le Nord. Elle est vêtue d'un costume d'un violet éclatant et, dans une toile à carreaux que noue une corde, elle emporte sept paires de sabots. Une autre est chargée d'une partie de sa batterie de cuisine : casseroles, moulin à café... Toutes sont jeunes ou dans la force de l'âge. Ordre a été donné de ne pas enlever de mineures. Plusieurs, pourtant, n'ont que dix-huit ans...

« Vers huit heures, on nous rassemble. On nous remet par rangs de quatre : hommes devant, femmes derrière. Les soldats nous comptent minutieusement. M^{me} de V..., sa domestique, la jeune femme de chambre et moi formons un rang, désireuses de ne pas nous séparer... »

Les prisonniers remontent la rue Colbert pour aller, place Catinat, prendre le tramway qui doit les mener à la gare. Les femmes avancent, le corps déjeté sous le poids de leur bagage. « Nos parens, nos amis sont là, qui font la haie, se pressent, cherchant, parmi nous, les visages connus... » Comment rendre la souffrance des hommes qui, d'un regard désespéré, fixaient les prisonnières, sans rien pouvoir pour les délivrer ? Impuissans, ils serraient les poings dans le vide, les lèvres contractées par la rage. Quelques-uns, les plus vieux, pleuraient. Le curé de la paroisse est venu. Debout dans sa soutane sombre, il bénit chaque groupe, les uns après les autres : *Benedicat vos omnipotens Deus... Benedicat vos !*

C'est dans les hangars de marchandises de la gare Saint-Sauveur qu'on entasse les déportés : toutes les issues en sont gardées.

« Dans le vaste hall, nous sommes au moins six cents. Je vais de groupe en groupe. La vaillance des victimes étonne les sentinelles :

— C'est drôle, elles ne sont pas tristes, ces mademoiselles !

Pendant certaines d'entre nous, dans l'espoir de se faire libérer, veulent voir le major ; mais quelque grave raison de santé qu'elles invoquent, le major leur répond : « L'air de la

campagne vous fera du bien. » A celles qui allèguent leur incapacité pour les travaux des champs : « Ce n'est pas difficile, on vous apprendra. » Dans le hall surchauffé, l'attente devient horriblement pénible. Nous sommes arrivés à neuf heures ; on nous déclare que nous ne partirons pas avant cinq heures du soir. Pour où ? Sans doute pour les Ardennes. »

Assise dans un coin, sur une chaise, Yvonne X... réfléchit :

— Je n'ai rien d'une héroïne, m'a-t-elle dit. Je vous en prie, ne me hissez pas sur un piédestal. J'hésitais sur ce que je devais faire. Si mon désir le plus vif était d'être libérée, mon devoir, je le sentais, était de ne pas abandonner mes sœurs d'infortune. Par mes paroles, je pouvais en reconforter quelques-unes. Pourtant, je ne voulais pas me laisser déporter sans protester : cela aussi, je le devais à ma famille, à moi-même... A qui m'adresser ? Je le demande. On me répond :

— Au capitaine T...

Haut perché sur de longues jambes d'échassier, celui-ci est le type accompli du goujat. Rouge, gonflé de fureur, la cravache en main, il court de tous côtés, l'insulte à la bouche, rudoyant indifféremment civils, soldats et officiers. Il faut le prendre entre deux accès de colère.

J'attends, j'attends longtemps l'occasion favorable. Enfin, je me décide. Je m'approche du capitaine T... Je proteste contre mon enlèvement. Il prend ma carte d'identité, y jette les yeux, me la rend avec ces mots :

— Je ne puis rien pour vous...

Mon sort est fixé. Cependant les représentans de la municipalité, dont le dévouement est parfait, essaient encore une tentative auprès du capitaine. Ils supplient qu'on nous renvoie dans nos familles ; mais plusieurs prisonnières ont été relâchées ce matin. Il faut au capitaine un nombre déterminé de bras. Il secoue sa petite tête : il refuse. »

Cinq heures. On donne l'ordre du départ. Comptés et recomptés soigneusement par les soldats, les captifs défilent. Les hommes passent les premiers. Alors nous nous formons en un petit groupe : M^{lle} de V..., sa bonne, la femme de chambre, que j'appellerai désormais Madeleine, et moi. Nous sommes désireuses de voyager ensemble, de nous aider mutuellement. L'un des membres de la municipalité, M. S..., tente un dernier effort. Dans l'espoir que, faute de place, on nous lais-

sera sur le quai, il nous fait passer les dernières; mais le capitaine T... est là. Avec des airs obséquieux, il s'avance vers nous :

— Montez donc, mesdemoiselles, par ici...

Et comme toutes les voitures sont déjà pleines, on nous pousse, on nous case tant bien que mal dans un wagon sur lequel, à la craie, on a écrit : « Dix-huit femmes. »

C'est un wagon à bestiaux. On l'a muni de banes dans le sens de la largeur; point d'autre ouverture que la porte. La marche qui y donne accès est si haute que les femmes ne peuvent la gravir seules. Les soldats doivent les hisser l'une après l'autre. Nous sommes vingt-quatre prisonniers là dedans : vingt femmes, quatre hommes. Armés de fusil, trois factionnaires du 64^e gardent l'entrée. Ils nous regardent curieusement, épiant nos impressions. L'un d'eux, qui comprend bien le français, écoute ce que nous disons et le répète à ses camarades.

Mais une sonnerie de fifres déchire l'air : le train s'ébranle... »

Jusqu'ici, les victimes ont montré un courage sans défaillance. Mais, à ce moment, beaucoup ne peuvent résister à l'émotion. Des fillettes sanglotent.

« Je me lève alors, raconte Yvonne X... Je propose de prier Dieu tous ensemble, de lui demander de nous protéger. Les sentinelles font silence. Nous récitons une dizaine de chapelet. »

Le courage renaît parmi ces malheureuses.

« Entre nous, nous faisons connaissance. La plupart de mes compagnes sont des domestiques, et je suis bien touchée de les entendre s'apitoyer sur leurs maîtres que leur départ laisse dans l'embarras, plus encore que sur elles-mêmes. On s'enquiert des voisins : « Une telle a-t-elle été prise?... Et une telle?... » Les Allemands se mêlent à la conversation. Ils protestent qu'ils ont dû obéir, qu'il n'y a pas de leur faute dans notre enlèvement :

— Nous, pas pouvoir faire autrement!...

Et comme une fillette recommence à sangloter, l'un des soldats se penche sur le pauvre visage tuméfié par les larmes :

— Pas pleurer, mademoiselle; encore plus triste Allemagne! »

Le convoi chemine très lentement. A chaque arrêt, les soldats vont prendre les ordres. Apparemment, non plus que

leurs prisonnières, ils ne savent où ils vont. La nuit tombe. Il fait froid. On ferme l'unique porte. Dans l'obscurité, une veilleuse rougeoie. Levées depuis quatre heures du matin, les captives n'en peuvent plus. Leur fatigue s'accroît de l'immobilité que, sur leurs bancs de bois, elles sont contraintes de garder. L'atmosphère s'alourdit. Trop de gens sont entassés là dedans. Les soldats fument.

« Quelques-unes de mes compagnes parviennent à s'endormir, à oublier ! Je les envie. Le sommeil me fuit. J'ai tout loisir pour penser... »

Yvonne X... n'est plus une enfant. Elle vient d'avoir trente ans. Elle se rend compte des dangers qu'elle peut courir. Des phrases échappées à certaines de ses compagnes ont achevé de l'éclairer :

— On dit que ce n'est pas seulement pour travailler qu'ils nous emmènent...

« Mourir, pense-t-elle, oui. Mais il y a pire que la mort ! »

Le convoi roule dans la nuit. Les roues des voitures grincent. La locomotive halète. De brusques secousses jettent les voyageuses les unes sur les autres... La longue, l'interminable nuit ! La face du soleil, enfin, émerge du brouillard. Les soldats s'étirent, ouvrent la porte. L'air léger du matin entre à flots, ranime les voyageurs. Où est-on ? A travers la brume, on distingue des hauteurs couvertes de sapins, quelques cimes se détachent : les Ardennes. Des clochers dressent leur flèche aiguë. Les fermes se multiplient, tapies au ras du sol. Dans les prairies, des vaches paissent.

« A cinq heures vingt, le train stoppe. Des officiers, venus de Vervins en automobile, s'entretiennent, sur le quai de la gare, avec l'adjutant de la *Kommandantur* et un civil qui fait fonction de maire. L'adjutant est un gros garçon aux cheveux gras, couleur de filasse. Il a l'air bonasse sous ses lunettes rondes d'automobiliste. Il fait signe à un sous-officier qui procède à l'appel. On nous sépare. Les hommes sont dirigés vers une fabrique que les Allemands ont vidée de son matériel. Les femmes sont groupées sur la route. Nous attendons debout. Heureusement, il fait beau. Le soleil épand sa chaleur. Quelques femmes, des enfans, curieusement, viennent nous regarder à travers les haies. Nous les questionnons :

— Savez-vous ce qu'on va faire de nous, ici ?

Les femmes haussent les épaules :

— Hé ! vous ne resterez pas ici. Avec quoi vous nourrirait-on ? Il n'y a rien...

Nous attendons toujours. Mon Dieu ! que je suis fatiguée !

Un bruit, enfin, se répand. A l'extrémité de notre colonne, il y a une maison. On y passe une visite. Je vais aux informations : c'est d'une visite médicale qu'il s'agit. Les détails nous en parviennent par bribes, nous indignent : on passe, une par une, devant le major et complètement dévêtu !

Je m'adresse au maire :

— Monsieur, je vous en prie, n'y a-t-il pas moyen d'échapper à cette visite ?

Il a un geste d'impuissance :

— Les Allemands sont les maîtres, madame. Quelle que soit leur volonté, il nous faut la subir. »

Yvonne X... est révoltée. Pour la première fois, depuis son départ, elle pleure. Elle retourne trouver ses compagnes. Ensemble, elles interrogent une des prisonnières qui vient de passer la visite :

— « Ils » prétendent que c'est dans notre intérêt, parce que nous devons coucher à deux, dans le même lit... que deux « personnes » ont déjà été reconnues suspectes...

Cependant, les protestations des victimes produisent leur effet. Le major est contraint de se montrer plus convenable : « Quand mon tour vient, vers midi, déclare Yvonne X..., tout se passe correctement... »

Les heures tournent lentement. Le soleil brûle. Après avoir souffert du froid, pendant la nuit, les prisonnières souffrent de la chaleur : « Nous sommes horriblement sales ; nous faisons une toilette sommaire à la pompe de la gare ; puis, assises sur le bord de la route, nous déjeunons de nos restes... Les maires de douze localités dépendant de la *Kommandantur* ont été convoqués pour trois heures. Nous les voyons arriver avec des chariots destinés à transporter les bagages et celles d'entre nous qui sont le plus fatiguées. On nous questionne, on nous groupe, on nous répartit. Les captifs, qui ont été enlevés en même temps que leur femme ou leur sœur, peuvent réclamer celles-ci. Je fais une liste de nos six noms. Je prie qu'on nous laisse ensemble. Nous sommes, paraît-il, désignées pour un village des environs. Mais le maire consent à nous garder ici avec une

vingtaine de captifs, parmi lesquels le fils d'un docteur en médecine de Lille et il s'enquiert d'un logement pour nous... Il voudrait nous loger chez M^{me} D... Mais celle-ci se récusé. Comme à l'annonce d'une catastrophe, elle lève les bras au ciel. Elle fixe sur les nouvelles arrivées des regards méfians. »

Des voisines accourent, font chorus, houspillent le maire, le rendent responsable de toutes les difficultés, de toutes les souffrances de l'occupation et, tandis que les invectives tombent dru sur l'infortuné qui n'en peut mais, les prisonnières attendent piteusement qu'on décide de leur sort. Ce n'est que peu à peu qu'elles comprennent les raisons de l'accueil qui leur est fait. Par un raffinement de méchanceté, les Allemands, en annonçant l'arrivée des captives, leur ont fait injure. Ils ont dit :

— Ce sont des femmes de mauvaise vie...

« Cependant, M^{me} D... a pitié de nous. Elle assure qu'elle ne nous laissera pas dehors pour la nuit. Elle nous introduit dans une maison où l'on avait déposé un matériel d'ambulance... »

La maison, inoccupée depuis le mois d'août 1914, est peu engageante. Le voisinage l'est moins encore. Le jardin est commun à trois maisons dont l'une, occupée par des filles, est ouverte toutes les nuits aux soldats :

« On nous aide à monter des lits puis, aimablement, M^{me} D... nous offre de souper chez elle; mais nous sommes encore sous l'impression de la réception que nous avons eue. Nous n'acceptons qu'un bol de lait chaud qui nous paraît délicieux. C'est le premier que nous buvons depuis l'occupation!... Enfin, livrées à nous-mêmes, nous inspectons les lieux, nous vérifions les verrous, les serrures, puis, harassées de fatigue, brisées d'émotion, nous nous étendons sur les lits, roulées dans nos couvertures. La nuit est paisible; mais lorsque, le matin, je vais prévenir mes compagnes qu'il est temps de se lever pour aller à B... entendre la messe, je vois, à leur mine défaite, qu'elles ont plus pleuré que dormi. »

* * *

Le hameau, où les détenues viennent d'échouer, s'appelle : « Mon Idée, » — quelle ironie! — Formé de petites maisons blanches et propres, voisin de la gare, il est distant du village

de B... de deux kilomètres, environ. « Nous les parcourons en compagnie de M^{me} D... et de sa fille. Chemin faisant, M^{me} D... nous expose ses projets. Elle ne peut nous recevoir chez elle, faute de place, mais elle ne veut pas nous laisser aussi mal installées. Elle va aller à la *Kommandantur*. Elle y est fort connue, car elle a rendu des services à l'ambulance... »

De fait, l'adjudant lui répond de s'arranger comme elle l'entend et M^{me} D... ayant demandé :

— A quoi allez-vous occuper ces jeunes filles ?

L'adjudant réplique :

— Hé ! qu'elles fassent ce qu'elles veulent ! Le commandant est absent. Jusqu'à son retour, je n'ai pas besoin d'elles.

Les gens du village suffisent amplement, en effet, aux travaux qui consistent à piquer des choux sous des châssis aménagés avec les bois et les vitres enlevés à une usine du pays. C'est donc bien la preuve que, dans les déportations de jeunes filles, les Allemands n'ont pas agi par nécessité. Ils ont cherché à infliger une nouvelle souffrance à la population civile ; ils ont espéré fomenter une révolte qu'on aurait réprimée brutalement. Les Lillois ont retenu ce propos, recueilli de la bouche d'officiers :

— Mais enfin, que faut-il faire, pour les pousser à bout ?...

« Après le petit déjeuner chez M^{me} D... reprend Yvonne X..., nous sommes avisées de nous préparer à accompagner l'adjoint au village, pour régler la question de notre ravitaillement. Deux d'entre nous suffisent. Mes amies me demandent de les représenter et, une fois pour toutes, de prendre l'initiative des décisions les concernant ; ce qui fait que, dans la suite, les Allemands m'ont baptisée : M^{lle} Chef !... Je pars avec Madeleine. En route, en causant avec l'adjoint, je comprends que personne dans le village ne soit enchanté de notre arrivée. On n'a aucun besoin de nous et nous sommes des « rogne-part ! »

— Hélas ! gémit l'adjoint, nous avons déjà tant de mal à nous tirer d'affaire ! Un embarras fou, Mademoiselle, cette émigration qui nous arrive ! une charge énorme pour la commune !... »

Les Allemands ont promis leur concours pour le ravitaillement, si c'était nécessaire ; mais, promesses d'Allemands...

Gratifiée d'un peu de pain et de quelques denrées américaines, riz, haricots, café, céréoline, plus quelques grammes de sucre,

Yvonne X... se voit en outre attribuer, — aubaine incroyable, — un morceau de porc frais! Rentrées à « Mon Idée, » les exilées s'occupent à s'installer dans leur nouveau logis. C'est une humble maisonnette qui a souffert de la fusillade : toutes les vitres sont brisées. On a fermé les fenêtres avec des toiles de sacs. La cuisine, où on accède directement, est humide : ses murs sont couverts de plaques de moisissures. Elle donne dans une étroite salle à manger. Au premier étage, deux petites chambres. Toutes les pièces sont carrelées; pas un meuble : rien d'autre qu'un petit poêle en fonte et le reste d'une maigre provision de bois. A la fin de la journée, les prisonnières se trouvent à la tête de deux lits, de deux paires de draps, d'une table, d'un buffet et de six chaises! J'allais oublier quelques casseroles, un bol et une assiette par convive...

C'est une chose merveilleuse de constater, une fois de plus, avec quelle promptitude les Françaises s'adaptent aux pires conditions d'existence. « Nous voilà à notre ménage, écrit Yvonne X... Le soir, nous prenons notre premier repas « chez nous. » Nous sommes heureuses de ne pas être séparées; nous avons un peu l'illusion, ainsi entre nous, d'être en famille. Depuis qu'ils ont compris que nous n'étions pas des « indésirables, » nos voisins sont devenus obligeans. Le nombre de nos lits étant insuffisant, il est convenu que Jeanne et Juliette iront passer la nuit chez M^{me} D... une charmante petite vieille, discrète, qui nous rend de bons offices... A notre gauche habite une « fraudeuse (1). » Elle boit à ses heures, mais c'est une brave femme. » Et la vie s'organise.

Yvonne X... se loue de la sollicitude que le curé de B... témoigne pour les déportées. « L'autre jour, il nous a retenues à déjeuner, au presbytère. Il a fallu lui conter notre histoire. Quand nous lui avons dit notre espoir d'être rapatriées prochainement en France libre ou renvoyées à Lille, il a secoué la tête :

— Oh! les gens du Nord! Les gens du Nord!... Mais, mes pauvres enfans, vous êtes ici pour jusqu'à la fin de la guerre!...

Pauvre M. le curé! Il en a vu de dures! Trainé pendant des heures derrière les voitures des envahisseurs jusqu'à ce qu'il

(1) Fraudeuse ou « Fonceuse, » nom donné, dans la région envahie, à celles qui passent la frontière pour aller chercher du ravitaillement en Belgique.

tombe ; deux fois, par manière de plaisanterie on a fait le simulacre de le fusiller... Malgré ses prédictions pessimistes, il n'arrive pas à nous assombrir et, chargées de livres qu'il nous prête, nous redescendons à « Mon Idée. » De nouveaux déportés viennent d'arriver de Lille. Ils nous disent que les enlèvements y continuent, quartier par quartier... »

Sans égards pour l'état de celles qui ont été désignées, les soldats allemands se comportent d'une manière révoltante. Une jeune femme d'une trentaine d'années est au plus mal : les soldats la tirent de son lit, la portent au tramway : qu'est-il advenu de la mourante ? Dans la ville, la terreur plane. On cite des parens qui ont perdu la raison depuis qu'on leur a enlevé leur fille. On parle d'une domestique que la crainte d'être prise a subitement rendue folle. Ses maîtres l'ont rattrapée, fuyant, les yeux hagards, rue du Molinel, en chemise de nuit, les pieds nus... On raconte qu'un convoi est parti pour l'exil comme on va au feu, bravement, en chantant *la Marseillaise* : bien que le chant soit séditionnel en région envahie, les Allemands n'ont pas osé faire taire les chanteuses... On ajoute quelques traits comiques qui ont ponctué l'horreur du drame. A la gare, un camelot criait :

— Achetez la grande victoire de Lille ! Quinze cents prisonniers sans perdre un seul homme !...

*
* * *

Voici le tableau que trace Yvonne X... de la vie à « Mon Idée » : « Chaque matin, nous allons à la messe, puis nous nous mettons au ménage, ce qui nous prend beaucoup de temps. Il faut dire que nous avons mille difficultés à faire du feu. Nous n'avons que du bois vert. Il nous faut apprendre à le scier, à le fendre à la hache, il faut le sécher. C'est un travail si dur que, toutes les fois que nous le pouvons, nous allons ramasser les déchets des piquets pour tranchées qu'on confectionne à la gare... Le petit poêle, en outre, tire très mal. Une de nous doit surveiller le feu, tandis qu'une autre cuisine. Il nous faut beaucoup d'ingéniosité pour préparer nos repas, il en faut davantage pour varier les menus. Nos provisions sont si restreintes ! C'est tout juste si, en battant les environs, nous arrivons à trouver quelques légumes.

« L'après-midi se passe en grands travaux. Puisque, tous

nous l'assurent ici, nous devons rester à « Mon-Ideé » jusqu'à la fin de la guerre, il faut aviser à nous procurer le nécessaire par notre travail. »

M^{me} D... met un terrain à la disposition des jeunes filles. Elles y travaillent avec ardeur, bêchant, nivelant, ratissant, plantant des pommes de terre, semant des haricots. Ces heures laborieuses sont les meilleures pour les captives. C'est le soir, quand elles sont retirées dans leur maisonnette, que les idées mélancoliques, comme un vol d'oiseaux funèbres, s'abattent sur elles. Quand vient l'heure de se séparer pour la nuit, pas une qui ne se sente le cœur étreint de mille souvenirs douloureux ! C'est l'instant où, dans les familles du Nord demeurées croyantes, la mère, avant de donner à ses enfans le baiser du soir, leur trace, sur le front, une croix légère. Yvonne X... étant l'aînée, « c'est moi, dit-elle, qui remplace les mamans, et qui, le soir, sur le front de mes amies, fais la « petite croix... » Puis, nous montons. Auparavant, j'ai fermé soigneusement notre porte à clé. Précaution inutile, puisque les fenêtres ne ferment qu'avec des toiles. Nous sommes comme dans un moulin. Les cloisons du grenier ne vont pas jusqu'au faite dans ces constructions de village. L'escalade est facile... »

Aussi que d'angoisses, que de terreurs ! Le moindre bruit suspect fait se dresser les jeunes filles, dans leur lit, l'oreille tendue. Quand nous parvenions à nous endormir, c'était d'un mauvais sommeil... » Souvent, dans la nuit, l'une des dormeuses poussait un cri de terreur. Ses compagnes se levaient, couraient pour lui porter secours. La dormeuse s'éveillait d'un cauchemar, le regard empli d'épouvante...

« Pour expliquer notre état de surexcitation, il faut aussi dire que les Allemands, afin que nul n'en ignore, avaient fixé, à notre porte, une grande pancarte sur laquelle étaient écrits, en grosses lettres, ces mots : « Six femmes. » Ainsi, chaque passant pouvait profiter du renseignement. A maintes reprises, dans la journée, des soldats entraient curieusement pour nous dévisager. Un matin, c'est un « diable vert, » comme on appelle les gendarmes dans le pays occupé. Il pousse son cheval jusqu'à la porte, fice ses yeux sur nous, et, pour donner un prétexte à sa visite, demande :

— Pourquoi n'avez-vous pas de vitres à vos fenêtres ?

Une autre fois, devant mes compagnes, j'étais rentrée

pour préparer le repas. Il faisait très chaud. J'avais eu l'imprudence de laisser la porte ouverte. Une voix me fait me retourner. Un soldat est sur le seuil; il essaye d'entrer en conversation :
— Est-ce moi qui fais la cuisine?... Est-ce que nous ne travaillons pas encore?...

Il a une façon insistante de me dévisager. Je commence à ne pas être rassurée. Pour comble de malchance, un nuage crève, une averse s'abat :

— Entrer, mademoiselle! déclare l'Allemand.

Il entre en effet, et, derrière lui, un de ses camarades que je n'avais pas aperçu. Ils s'installent de chaque côté de la porte... Ils ont un drôle d'air. J'ai si peur que je ne trouve aucun moyen de m'échapper. Par bonheur, arrive la fille de M^{me} D... Les deux Bocher interdits s'en vont. Je suis délivrée. »

Ce n'est pas impunément que l'on subit de telles épreuves, ce n'est pas impunément, quand on n'est qu'une femme, que l'on se sent guettée, traquée chaque jour, à chaque minute. Longtemps après sa libération, Yvonne X... devait conserver une expression farouche, l'attitude d'un être sur le qui-vive, prêt pour la défense. On ne pouvait, devant elle, faire allusion à son temps d'esclavage, sans la voir trembler et pâlir, tout son sang reflué soudain vers le cœur.

*
* *

« Les choses en étaient là, quand, un mardi, le bruit se répand, dans le village, que le commandant est revenu! »

Au ton dont cette nouvelle est annoncée, les prisonnières peuvent juger de son importance. D'après les renseignemens qu'elles ont recueillis depuis leur arrivée, elles essayent de se faire une idée du caractère du commandant : « Il se montre, dit-on, moins rapace que les gouverneurs de nos villes du Nord. Les paysans ont conservé leurs vaches, leurs volailles, à la condition de fournir un certain nombre de litres de lait, pour la fabrication des fromages envoyés au front; ils doivent remettre un nombre déterminé d'œufs... Au surplus, les avis sont partagés. D'après les uns, il aurait un peu de sang français dans les veines. Il aurait longtemps habité la France. Il voudrait que les civils souffrent le moins possible de l'occupation... Les autres, sceptiques, concluent : C'est un Allemand comme tous les Allemands.

Le lendemain, nous sommes convoquées pour un nouvel appel à deux heures. Sans doute, le commandant veut nous passer en revue... Cette fois, nous sommes beaucoup plus nombreux. De nouveaux déportés ont doublé notre effectif. »

Dès une heure, les prisonniers se rendent à B... Le temps est orageux ; le soleil brûle ; vainement, sur la route, cherche-t-on un peu d'ombre. La marche est tout à fait pénible. Une femme enceinte de plusieurs mois avance lentement. De ce douloureux défilé s'exhale une morne tristesse.

« Quand nous arrivons à B..., les émigrés (c'est ainsi qu'on nous appelle dans le pays), qui logent à B... sont déjà sous le préau de la mairie. Les sous-officiers, plus pointilleux que d'habitude, montrent une grande activité. Ils courent, s'agitent, commandent :

— Les hommes d'un côté, les femmes d'un autre... Rangez-vous !...

Nous examinons nos nouvelles compagnes. »

Impression pénible. La raffe, cette fois, a surtout porté sur des filles publiques. Toutes les autres épreuves, Yvonne X... et ses amies les supportent d'un cœur ferme. Mais cette promiscuité les révolte :

« Ces malheureuses n'ont même pas la décence de se tenir convenablement. Elles rient très haut ; elles provoquent les soldats dans un langage grossier. L'une surtout, une étrangère qui parle flamand, est odieuse. »

Heureusement, un auto stoppe devant la *Kommandantur*. Le commandant paraît, sanglé dans son uniforme couleur de cendre. La taille haute, la marche très alerte, la tête grisonnante, le visage affable, pas militaire du tout, on devine, en lui, l'homme du monde, le banquier qu'il était « dans le civil. » Il va, vient, tend la main à l'un, à l'autre, s'entretient avec le major : un homme de taille moyenne, celui-ci, maigre ou plutôt efflanqué, avec une tête petite, blonde, un teint blafard, des oreilles sans ourlet et comme grignotées par un mal mystérieux :

« Les sous-officiers procèdent à l'appel. Après quoi, l'un d'eux, Weeks, tout gonflé de son importance, roule vers nous des yeux sévères et nous harangue comme suit :

— Mesdames, Messieurs, maintenant, il faut parler du travail. Si vous travaillez de bonne volonté, vous serez contents.

Si vous ne travaillez pas de bonne volonté, on vous mettra en colonnes et vous travaillerez tout de même.

Ayant dit, Weeks se tourne vers le commandant, qui approuve d'un signe de tête et parcourt nos rangs du regard. »

Son attention est retenue par Yvonne X... et son amie M^{me} de V..., qui dépassent leurs camarades de toute la tête. Il va vers elles, les salue, les toise de bas en haut et, avec un profond étonnement :

— Mesdames ! mais vous ne m'avez pas du tout l'air d'être faites pour les travaux des champs...

Puis, brusquement, coupant court à son embarras :

— Après tout, vous vous arrangerez avec le jardinier !

Il vire sur ses talons. Le jardinier s'approche. C'est un petit soldat rabougri ; les poils de sa barbiche sont durs, raides comme brins de chiendent. Plus d'incisives, ni de canines. Un coup de feu les lui a fait sauter. Il a couru sous le soleil pour être exact. Il ruisselle de sueur. Son uniforme est sale et gras. Répugnant d'aspect, il porte sur lui une odeur forte et aigre : l'odeur boche !

Brusquement, je me mets devant Valentine (la domestique de Simone de V...) Cette grosse fille, pour l'instant, est des plus compromettantes. Elle semble avoir été mise au monde exprès pour travailler la terre. Ses joues rebondies sont rouges comme des tomates, ses manches courtes découvrent deux bras solides. J'affronte l'homme. Il ne sait que quelques mots de français.

— Combien êtes-vous ensemble ?

— Six ; mais nous travaillons déjà. Nous travaillons pour M^{me} D...

— M^{me} D..., connais pas ! Pas sur mon carnet...

Il cherche dans des papiers et n'y trouve pas le nom de M^{me} D..., le jardin de celle-ci n'ayant pas été réquisitionné. J'insiste :

— Nous travaillons chez elle. Nous avons déjà planté des pommes de terre.

— *Nix, nix, nix !* Travailler avec moi.

Il me montre son carnet : sur une page est inscrit : « *Salat, planzen.* » Il me fait écrire nos noms. Puis, laborieusement, il explique :

— Vous (il me désigne de son crayon). Et vous... (il désigne

Simone de V...) rester à la maison, pour *fabricationen...* De la main, il fait le geste de tourner un moulin à café, ce qui, apparemment, signifie : les soins du ménage... Les autres, demain, ici, à huit heures, heure allemande.

Il procède de même avec les groupes suivans. »

Parmi les captives, deux jeunes femmes sont lourdes d'une maternité proche de son terme. Sans égard pour leur état, le jardinier veut les enrégimenter parmi les travailleuses. Ce n'est que devant la réprobation générale : « Mais, vous ne voyez donc pas... » qu'il consent à céder...

*
* * *

Nous arrivons, maintenant, à l'un des passages les plus pénibles de ce récit douloureux. Encore, ce qui suit peut-il s'écrire. Parmi les victimes des déportations, combien, en effet, par pudeur, n'oseront jamais avouer, jamais publier ce qu'elles ont souffert ! Au sujet de ces rapt de jeunes filles, répétons-nous-le, nous ne connaissons qu'une partie de la vérité, la moindre.

Tandis que les prisonniers sont autorisés à s'éloigner, les prisonnières sont dirigées vers une maison inhabitée depuis la guerre. C'est celle du notaire. Les Allemands l'ont en partie vidée de son mobilier. Le rez-de-chaussée a été transformé en corps de garde : « La salle où l'on nous introduit est au premier étage. Un bahut, une table y sont demeurés. Un soulier d'enfant, des bibelots couverts de poussière prouvent que la maison a été abandonnée en hâte. »

La salle est fort petite : ni stores, ni rideaux aux fenêtres ; le grand soleil d'aède : une atmosphère suffocante. Entassées dans cet étroit espace, les prisonnières se demandent :

« Que nous veut-on encore ? »

« Un sous-officier s'assure que toutes les victimes sont présentes. Il ferme la porte, s'assied sur la table, jambes allongées, buste penché en avant :

— Mesdames, vous allez passer une visite. Je sais bien que ce ne sera pas amusant ; mais vous avez déjà quelquefois vu le docteur. Celles qui feront des difficultés seront mises au poste et elles passeront la visite tout de même... Vous passerez, une à la fois. Le major vous attend dans la chambre à côté.

Ces paroles tombent dans un lourd silence, un silence de mort. Nous pensons à la chose infâme qu'il va nous falloir subir

dans quelques minutes et que nous ne pouvons empêcher. Puis, nous donnons libre cours à notre indignation...

L'Allemand de garde, goguenard, propose à celles d'entre nous qui protestent le plus vivement de les conduire tout de suite au poste :

— Avec les rats, mesdemoiselles, avec les rats...

Puis, rudement, il nous fait taire. Cependant, mes amies et moi laissons passer les autres comme si un miracle pouvait nous sauver. Mais toutes les précautions sont prises. L'escalier est gardé; les cartes sont contrôlées; impossible de s'échapper. Mon tour vient. J'entre dans la chambre maudite. Le major s'essuie les mains. D'un coup d'œil, je vois la chambre nue, la table dressée, les oreillers, deux chaises pour soutenir les pieds; à côté une cuvette et les instrumens nickelés qui brillent.

Le major se tient debout, près de la table. De toute la clique allemande, il est le seul à ne jamais saluer. Il est avare de ses paroles. Est-ce honte de la besogne qu'on lui fait faire? Il me fait signe de m'étendre. Je proteste :

— J'ai déjà passé une visite.

— Ce n'est pas de celle-là qu'il s'agit.

— De quoi alors?

Géné, cherchant ses mots comme s'il ne savait pas le français :

— Je vois que vous ne comprenez pas.

J'ai la gorge serrée comme dans un étiau; ma voix s'étrangle. Je dois avoir l'air comme fou. Le major marche de long en large :

— Allons, mademoiselle...

Je le regarde fixement. Je ne veux pas prier, supplier; c'est une attitude que je n'ai jamais eue vis-à-vis d'un Allemand. Je n'oppose qu'une dignité énergique. Mais c'est cela sans doute qui pouvait le mieux lui en imposer. Il cherche un biais :

— Peut-être êtes-vous souffrante, aujourd'hui. Vous passerez une autre fois... »

Les victimes se retrouvent sur la place, frémissantes de colère, pâles de honte. Elles n'osent se regarder, elles n'osent s'interroger. Lentement, par des sentiers détournés, pour ne rencontrer personne, elles regagnent leur maison :

« Mais, à « Mon Idée, » on nous guettait depuis longtemps : Avons-nous vu le commandant?... Devons-nous tra-

vailler? Que s'est-il donc passé?... Pourquoi ces visages décomposés? »

À grand'peine, les malheureuses se débarrassent des importunes. Elles rentrent chez elles, ferment la porte. À leur accablement, succède l'exaltation :

— Les misérables... Avoir osé!...

Dans un coin, trois des compagnes d'Yvonne X..., qui ont dû subir la visite, pleurent éperdument :

— Ils nous ont reconnues *bonnes à tout!*...

Trop de récits, depuis l'invasion, ont été faits devant ces jeunes filles pour qu'elles ignorent le sens de ces mots. Elles connaissent, entre autres, des faits que nous ignorons en France, mais qui sont publics en région envahie. Quand une femme a été possédée par un Allemand, si un enfant naît, le fils est envoyé en Allemagne, graine de soldat; la fille est laissée à la mère.

* * *

« Le lendemain, à quatre heures et demie, la sonnerie du réveil me tire de mon sommeil. Je me lève. J'ouvre toute grande la fenêtre. Le temps s'annonce superbe. Je vais réveiller mes compagnes qui protestent : « Sûrement le réveil a sonné trop tôt. »

— Mais non, vous savez bien que l'heure allemande avance d'une heure sur la nôtre; puis, c'est l'heure d'été maintenant et, si nous voulons communier, ce matin, il est grand temps de se lever.

Simone de V... allume le feu, fait bouillir le lait, le verse dans une bouteille qu'on enveloppe pour le garder chaud. Avec des tartines, il constituera le repas des travailleuses. Jeanne s'est blessée au pied l'avant-veille, en déplaçant un cuvier. Elle veut cependant se rendre au travail. Nous nous y opposons et, pour que les Allemands ne nous cherchent pas d'ennuis, Simone de V... dit simplement :

— J'irai à sa place.

Pour Yvonne X..., sa matinée a un autre emploi. Poursuivant son dessein d'obtenir le rapatriement de ses compagnes et le sien, elle veut voir le commandant :

« Je fais un brin de toilette, c'est-à-dire que je brosse plus soigneusement mon « tailleur » et mon chapeau. J'enfile mes gants dont l'un est troné au pouce. » Dans le village, en effet, on ne trouve plus ni fil, ni aiguilles. Dans les magasins, tout

a été réquisitionné dès le début de l'occupation, et ce n'est pas l'un des moindres soucis des prisonnières de voir leur garde-robe s'user sans pouvoir ni la raccommoder, ni la remplacer : « Nos chaussures surtout s'abîment à vue d'œil : les chemins sont rocailleux et nous les arpentons sans cesse. Chaque matin, nous constatons que les trous de nos bottines s'agrandissent... Dans la hâte du départ, nous n'avons pris que du linge. »

La petite troupe de prisonnières se met en branle pour B... Elles se quittent sur la place, mutuellement se souhaitent bonne chance :

« La porte de la *Kommandantur* est grande ouverte. Le cœur me bat, mais je suis résolue. Sans me soucier de la sentinelle qui ne pense pas d'ailleurs à m'arrêter, j'entre et me trouve dans une maison bourgeoise : petit vestibule, une pièce à droite, une pièce à gauche, toutes deux transformées en bureaux. Les fenêtres, grandes ouvertes sur la place, m'ont permis de voir qu'il y a quelqu'un dans celui de gauche. C'est un gros homme d'âge moyen, l'air doux. Il vient vers moi, me demande ce que je désire !

— Je voudrais voir le commandant.

— Il n'est pas ici.

— On le trouve tous les matins, m'a-t-on dit.

— Oui ; mais pas avant neuf heures.

— Il est neuf heures moins le quart. J'attendrai.

Survient un blanc-bec de secrétaire que j'ai déjà vu. Il a participé à l'appel, hier, sous le préau. Nous l'avons surnommé « Polo, » à cause de sa coiffure. »

Insolent, autoritaire, il parle aux captives ainsi qu'à des condamnées. Si on se permet de lui opposer la moindre objection, il explose comme un canon de 420. En allemand, il s'informe de ce que Yvonne X... vient faire :

— Elle veut parler au commandant.

— C'est pour une réclamation. Il faut la renvoyer.

Puis, tourné vers Yvonne X... en français, d'un ton harpigneux, jetant chaque mot comme une injure :

— Qu'est-ce que vous lui voulez, au commandant ? Il n'y a pas de réclamations à faire.

Très calme, Yvonne X... répète :

— Je veux voir le commandant.

— Il n'est pas ici.

— J'attendrai...

— Il ne viendra pas.

— J'attendrai tout de même.

« Devant mon insistance, le gros s'interpose :

— Madame peut attendre ici...

Et il indique le bureau en face. J'y entre. Le gros m'apporte une chaise. « Polo » me suit, s'assied, nerveux. Il fronce le sourcil et, brusquement :

— Qu'est-ce que vous avez à lui dire, au commandant ?

— Je veux lui parler de ma situation, ici.

— Il n'y a rien à changer à votre situation, ici. D'ailleurs, le commandant ne viendra pas.

— Je vous demande pardon. Le voici qui arrive.

Le commandant, en effet, entre accompagné de Wecks. Il monte l'escalier sans tergiverser, je le suis. Il se retourne sur le palier, ouvre une porte, me fait entrer. Debout, il m'interroge du regard. J'expose que nous sommes ici, plusieurs jeunes filles qui ont été enlevées sans raison. Nos familles ont toujours subvenu à nos besoins. Nous ne sommes pas de la catégorie des chômeuses qu'on a prétendu enlever. Il m'écoute, un peu penché en avant :

— Je sais qu'on a fait... comment appelez-vous cela?... des erreurs...

Il parle un français très pur, en affectant de chercher ses mots. Il s'informe de quelques détails, demande où nous sommes installées et conclut d'un ton dégagé :

— Enfin, vous n'êtes pas si malheureuses que cela !

Je me rappelle ce que j'ai souffert depuis mon enlèvement, hier surtout :

— Vous conviendrez, monsieur le commandant, que des journées comme celle d'hier...

Cette fois, il m'interrompt brutalement :

— Que voulez-vous ? C'est la guerre...

— C'est la guerre, je le sais ! Mon frère a été tué, monsieur le commandant...

Des larmes me montent aux yeux. Indifférent, il me salue, sourit :

— Je verrai ce que je pourrai faire...

Formule banale, manière poïe de se débarrasser de moi... »

Malgré sa déception, Yvonne X... fait diligence pour rentrer

au logis, préparer le repas des travailleuses, ses compagnes. Tandis qu'elle s'affaire devant le poêle, une de leurs voisines, la vieille petite M^{me} B... vient, à pas de loup, lui chuchoter à l'oreille :

— Le commandant est à « Mon Idée. » Il vient d'entrer chez M^{me} D... On va parler de vous...

Quelques minutes se sont à peine écoulées que M^{me} D... arrive en courant, l'air radieux :

— Où est Simone de V...? Le commandant veut la voir.

— Elle est aux choux, vous le savez bien. Je vous l'enverrai quand elle rentrera...

« Midi sonne. Je vais au-devant de mes amies : je les aperçois sur la route où elles s'échelonnent, lassées. Sur leur tête, pour se protéger du soleil, elles ont mis de petits fichus. En me voyant, elles pressent le pas :

— Simone, le commandant est chez M^{me} D... Il veut vous voir.

— J'en suis bien fâchée. Je n'irai pas.

J'insiste. Elle s'obstine. Les autres m'expliquent :

— Elle est très mécontente parce qu'« Il » est venu aux choux. Il a voulu nous photographier. Nous leur avons tourné le dos. Alors, avec un air de se moquer de nous, il a dit :

— Comme elles travaillent bien ! Que pourrait-on faire, vraiment, pour soulager ces pauvres petites ? »

Cependant, tandis que Simone de V... cède et se rend chez M^{me} D..., ses compagnes pressées par la faim commencent de déjeuner. Toutes courbaturées, elles se plaignent de douleurs dans le dos, dans les reins. Le grand soleil a ajouté à leur fatigue. Elles mangent d'abord en silence, mais, bientôt, entre deux bouchées, elles racontent l'emploi de leur temps :

— Nous avons travaillé sans arrêt, sauf une demi-heure, pour déjeuner. Il y avait un soldat pour nous apprendre. Il nous expliquait :

— Si petit chou pas assez enfoncé, *nix* bonne ; si pleuvrir, petit chou promenade... Si trop enfoncé, petit chou étouffer...

« Et, pour mieux nous faire comprendre, il gonflait ses grosses joues, il mimait l'asphyxié... »

Le repas n'était pas terminé que Simone de V... rentre accompagnée de M^{me} D. Elles apportent ce qu'en pareille détresse on appelle de bonnes nouvelles :

« D'abord, nous annonce M^{me} D..., vous pouvez écrire pour rassurer vos mères. Le commandant m'a promis d'envoyer la lettre. Il vous fera parvenir la réponse. Quant à la visite du major, Yvonne, vous pouvez être tranquille, ainsi que vos amies qui ne l'ont pas passée. Le commandant a dit qu'il parlerait au major, qu'on vous en exempterait. Il a ajouté qu'il était très étonné de la façon dont s'était conduit le major qui est, a-t-il dit, « un jeune homme très bien élevé... » Et puis, cet après-midi, vous ne travaillerez pas. J'ai fait remarquer au commandant qu'à ce jeu, dans huit jours, vous n'auriez plus de chaussures. Il est convenu que vous ne travaillerez que le matin... »

L'après-midi se passe à composer la lettre collective. Yvonne X... l'écrit, va la porter à M^{me} D..., la lui lit. Il est entendu que les jeunes filles iront la remettre elles-mêmes, le lendemain, à la *Kommandantur*.

Mais, le lendemain, le commandant est absent et le surlendemain, de même. Les captives se désolent de ces retards.

Enfin, l'après-midi du troisième jour, le commandant vient à « Mon Idée, » s'arrête chez M^{me} D... Lui aussi, il feint de tourner les choses en plaisanterie. Ce que souffrent ces malheureuses ravalées au rang de serves, il ne veut pas le comprendre. Il s'adresse à Yvonne X..., en riant :

— Alors, vous voulez toujours retourner à Lille ?

Yvonne X... le remercie de l'avoir autorisée à écrire et tend sa lettre. Le commandant la prend, la met dans sa poche. Au moment de se retirer, Yvonne X... dit un mot aimable à M^{me} D..., la remerciant de lui être « maternelle ; » le commandant approuve et s'écrie :

— M^{me} D... vous sert de mère, et moi je veux être votre « Père !... »

« L'inconscience de nos ennemis est, pour nous, vraiment inconcevable. »

*
* * *

Le dur travail des champs, l'éloignement du foyer, la privation de leur liberté ne sont pas les seules épreuves infligées aux déportées. Les vivres se font rares : « Nous avons mis en commun nos porte-monnaie, mais notre capital est bien petit. Je suis la seule à avoir emporté quelques pièces d'or. Encore n'ai-je pas plus de deux cents francs. Si notre captivité continue,

comme on nous le dit, jusqu'à la fin de la guerre, il faut ménager nos ressources le plus possible. D'ailleurs, bien des choses manquent ici. A table, Madeleine a beau couper le pain parcimonieusement, il arrive un jour où nous n'en avons plus... »

Heureusement, une recette circule dans le pays. Avec du blé grossièrement moulu et du lait, on peut faire des gaufres. Une voisine prête un gaufrier ; une autre, dans le fond d'un panier, bien caché, apporte un peu de blé. Les jeunes filles commencent de le moudre. Attention à ne pas se laisser pincer ! L'une d'elles fait le guet sur le pas de la porte. Bien lui en prend. Voilà le jardinier ! Moulin à café, blé, gaufrier, comme par enchantement, disparaissent dans le buffet.

L'homme entre, ne s'aperçoit de rien :

— Mademoiselle « Chef, » pourquoi vos amies pas être venues travailler ce matin ?

— Le commandant leur a donné congé.

— Demain alors.

— Oui, s'il ne pleut pas ; parce que, s'il pleut, petits choux promenade.

L'homme s'en va. Les affamées procèdent à la confection de leurs gaufres, les font cuire... Elles leur paraissent exquises !

Le lendemain, il pleut. Quelle chance ! Pas de choux ! Mais le buffet est vide. Yvonne X... et Simone de V... décident d'aller dans les fermes voisines. Peut-être voudra-t-on bien leur vendre quelques œufs :

« La première maison où nous entrons est habitée par un vieux bonhomme tout cassé. Il se retourne, l'air méfiant.

— Vous n'avez pas d'œufs à vendre ?

Il fait « non » de la tête.

Rien, avec toutes ces poules !

— Vous ne savez donc pas qu'on doit donner les œufs à la *Kommandantur* ! Est-ce que vous vous imaginez que j'ai envie de payer des amendes pour vous faire plaisir?... »

Et, pour se débarrasser des quémanteuses, le vieux les interpelle rudement :

— Pourquoi vous promenez-vous au lieu de travailler ? Allez, allez, vous ferez bientôt les foins !...

Nous filons sans demander notre reste, mais, partout, c'est la même chanson :

« On n'a pas d'œufs... Allez voir ailleurs... Allez donc à

Foulzy... vous en trouverez là... La patrouille vient de passer. Point de danger que vous la rencontriez... »

Les bonnes pourvoyeuses suivent le conseil. Foulzy est loin et la pluie redouble. N'importe, elles continuent de marcher. Voici Foulzy. « Qui donc nous a répété que, depuis l'occupation, les villages français sont tenus selon les règles de l'hygiène, de la propreté? Foulzy fait exception. Des tas de fumier sont amoncelés tout le long de la rue. Le purin coule... Nous sautons de pierre en pierre pour ne pas laisser nos souliers dans la boue. Nous frappons à une porte, à une autre... pas de réponse. Le village paraît désert. Enfin, nous apercevons une femme sur le seuil de sa maison :

— Des œufs! Ah! bien, vous tombez mal! Tous ont été portés à la *Kommandantur* ce matin.

Nous sommes navrées. Nos compagnes nous attendent et nous allons rentrer bredouille! Un mioche nous regarde, qui mord dans son pain :

— Petit, ta mère est là?

— Non.

— Elle a des œufs?

— Non.

— Tu ne sais pas où j'en trouverai?

— A la petite porte brune, là-bas.

Je frappe à la porte. J'entre. En haut d'un escalier, une espèce d'échelle, paraît une vieille, débraillée, ni peignée, ni débarbouillée. Je répète ma question.

— Combien vous en faudrait-il?

— Tout ce que vous pourrez me donner.

La vieille descend, ouvre un buffet, en sort une corbeille : et je compte avec elle jusqu'à vingt-huit!

— Qu'est-ce que je vous dois?

— Deux sous l'œuf.

C'est insensé de bon marché! A Lille, un œuf m'aurait coûté soixante-quinze centimes.

Nous partons. A chaque détour du chemin, nous guettons pour voir si la patrouille ne paraît pas... Pas de patrouille. Nous arrivons à la maison. Nous sommes trempées, fourbues, crottées, mais nous rapportons de quoi manger. »

*
* * *

Épuisées par des travaux pour lesquels elles ne sont pas faites, insuffisamment nourries, dormant peu et mal, déprimées par le chagrin, par de constantes angoisses, les captives sentent leurs forces diminuer : « Chaque jour, nous constatons que nous pouvons en faire un peu moins que la veille... »

Les semaines coulent toutes semblables, tristes, mornes ! Longtemps, les pauvres petites ont attendu une réponse à la lettre écrite à leur famille, et que le commandant s'est chargé d'envoyer. La réponse n'arrive pas. La lettre est-elle seulement parvenue (1)?... A mesure que les jours passent, sans amener aucun changement dans leur situation, les prisonnières voient s'évanouir le mirage de leur libération :

« Certains spectacles n'étaient pas pour nous rasséréner. Un jour, sous une pluie battante, passe, devant nous, un « diable vert » à cheval. Il emmène, à toute allure, un homme et trois jeunes filles qui le suivent à pied, courant sous les rafales. Les vêtements des jeunes filles sont trempés. La pluie les leur plaque sur le corps. Le « diable vert » les emmène au poste, parce qu'elles ont refusé de subir la visite infâme du major...

Nous craignons constamment que le commandant ne fût remplacé par un autre qui nous aurait appliqué le règlement dans toute sa rigueur. »

Les prisonnières ont raison de trembler. Le régime qu'elles subissent est vraiment un régime de faveur. Dans d'autres villages de la région ardennaise, des choses se passent, abominables. Trois jeunes femmes refusent de travailler ; on les condamne à être fusillées ; on les colle au mur ; par trois fois, on les met en joue... Presque partout, on mélange, avec intention, les filles honnêtes et les prostituées. On affecte de les englober toutes dans le même mépris. Des jeunes filles, ayant protesté au moment de passer l'odieuse visite du major, reçoivent cette réponse :

— Ne réclamez donc pas tant ! Pour ce que vous êtes toutes !...

Un fermier auquel on a donné six travailleuses qu'on lui a annoncées comme filles de mauvaise vie vient trouver l'officier,

(1) Plus tard, rentrée à Lille, Yvonne X... a eu la preuve que le commandant avait bien envoyé la lettre : mais M^{me} X..., sa mère, ne l'a jamais reçue.

explique qu'il y a eu malentendu. Tout, dans le ton, dans les manières, indique que ces femmes sont honnêtes.

L'officier hausse les épaules :

— Oh! les Français, tous les mêmes! Tous des naïfs!...

Enquête est faite, cependant, qui donne raison au fermier (1).

Si les captives, logées dans des maisons particulières, ne souffrent pas trop de la faim; si les gens du pays, dont la bienfaisance a été entière, rivalisent à les aider, à les ravitailler toutes les fois qu'ils le peuvent; les infortunées, — et c'est le plus grand nombre, — qui sont campées dans des fabriques, sont beaucoup plus à plaindre. On leur donne juste assez, *to keep body and soul together*, comme disent agréablement les Anglais. Elles couchent sur de la paille; elles souffrent, et beaucoup, du contact avec leurs compagnons. Pendant les mois que dure leur captivité, nombre d'entre elles n'oseront pas se déshabiller une seule fois.

Fréquemment aussi, dans un dessein évident de démoralisation, les Allemands ont groupé, dans des maisons particulières, plusieurs hommes et une ou deux femmes. Que dire enfin de l'obligation où, à plusieurs reprises, des jeunes filles se trouvèrent, de loger chez elles des soldats, des régimens revenant de Verdun?...

Dans nombre de villages, les travailleuses sont astreintes à des travaux excessivement durs pour des femmes, tels que retourner les champs à la bêche. On les mène à la cravache :

« Si on relevait la tête, un instant, pour se reposer, si on se disait un mot l'une à l'autre, *on était cinglé en pleine figure.* »

A Antheny, une jeune fille d'une vingtaine d'années, toute mince et délicate, est harcelée de propositions honteuses par un Allemand. Elle le repousse, indignée. Par vengeance, il la condamne aux travaux les plus rebutants : enlever le fumier, le charrier. Quand il la juge venue à rémission, il redevient insistant. Même refus. Il lève sa cravache, la frappe au visage. Le ceinturon du misérable est à portée de main, sur une table; M^{me} X... s'en saisit, en menace son persécuteur. Inutile de dire qu'elle passe en conseil de guerre...

(1) Deux déportées ayant pu, au prix de quels périls! s'évader et regagner Lille, y passent en conseil de guerre. Elles donnent, pour raison de leur evasion, qu'elles ne pouvaient supporter de vivre avec des filles publiques. Le jury les a acquittées.

Comment dépeindre enfin les souffrances des jeunes gens de seize à dix-huit ans, employés dans les coupes de bois? On les loge dans des baraquemens dont les doubles cloisons remplies de sciure entretiennent une vermine dont ils ne peuvent se débarrasser. Ils sont si mal nourris que, la nuit, furtivement, ils vont dérober des pommes de terre dans les silos des Allemands. Ils les font cuire, et la sentinelle laisse faire moyennant sa part de pommes de terre chaudes.

A Flaigues, les rats sont tellement nombreux que les « émigrés, » à tour de rôle, doivent faire le guet pour permettre à leurs camarades de dormir.

Dans ces « coupes, » on exige des jeunes gens qu'ils abattent les arbres, les transportent. Trop faibles pour un si dur travail, maladroits parce qu'ils manquent d'habitude, ils se blessent. Ils ont les jambes couvertes de plaies. On néglige de les soigner; leurs plaies s'enveniment. Un jeune homme de Tourcoing est revenu infirme pour le reste de sa vie. Quand on a enlevé son pansement, c'était une odeur infecte. Le pansement n'avait pas été renouvelé depuis trois semaines...

« Pourtant, déclare Yvonne X..., malgré tant de douleurs, malgré tant de tristesses, nous restions fermes. Que de raisons n'avions-nous pas de ne pas nous décourager! Nous nous rappelions combien l'armée allemande était formidable, au début de la guerre, quand ses troupes ont défilé dans Lille. Cette armée, nous l'avions vue, chaque jour, diminuer en force; nous voyions le moral des soldats faiblir, l'inquiétude les gagner. Nous savions que, finalement, nous serions victorieux, que nous ne pouvions pas ne pas l'être. »



Un jour, enfin, un bruit se répand dans le petit village. D'où émane-t-il? De la *Kommandantur*? Peut-être. Il se confirme : quelques-unes parmi les captives vont être libérées.

En effet, Yvonne X... reçoit un papier écrit au crayon :

« M^{lles} Simone de V..., Yvonne X..., Jeanne..., Juliette..., Madeleine... sont priées de se rendre à B..., à trois heures allemandes, très précises, avec leurs bagages. »

La joie des jeunes filles est si intense qu'elles restent d'abord sans parole, ébranlées jusqu'au plus profond d'elles-mêmes.

Mais, bientôt, elles sentent leur cœur bondir d'allégresse, elles rient, elles s'embrassent.

« Avec une sorte de fièvre, nous rassemblons nos quelques effets. Nous commençons nos valises, quand Hélène D... arrive en coup de vent :

— Le commandant veut vous voir. Venez vite à la maison.

Dans le salon de M^{me} D..., le commandant est assis sur le canapé, les jambes croisées. Il examine les jeunes filles d'un air narquois :

— Ah! ah! c'est qu'elles n'ont déjà plus la même figure! Elles veulent bien me regarder, à présent... »

Croyant qu'elles lui doivent leur retour, les captives le remercient.

— Oh! je n'y suis pour rien. J'ai reçu une dépêche de Lille vous réclamant.

Le commandant attend un de ses officiers, et comme ce dernier tarde, il demande à Yvonne X... :

— Racontez-moi donc comment cela s'est passé à Lille.

« Jobéis. Je ne retranche aucun détail. Je décris la brutalité de notre enlèvement. A tout moment, le commandant m'interrompt :

— C'est inconcevable! C'est vraiment inconcevable!

Et, s'adressant à notre hôtesse :

— Je pense à ma femme, à ma petite Maria-Ursula.

Puis :

— « Ils » ont fait cela bêtement. Tenez, hier, je vais à Z... Un émigré me demande sa libération. Je m'informe de sa profession. Il me répond : chanteur à l'Opéra! »

Et le commandant rit bruyamment... Après quoi, se tournant vers les jeunes filles, il les accable, à la mode allemande, de compliments d'une fade galanterie. Il ne s'arrête plus au milieu de ses hyperboles :

— Vous êtes contentes de partir. Moi, je suis désolé! C'est la fleur de « Mon Idée » qui s'en va... Il ne faut pas dire : non... Tout a son utilité en ce monde, les fleurs et les choux!

« Nous trépignons d'impatience. L'heure passe. Nos bagages ne sont pas faits. Enfin, l'officier arrive. Le commandant se lève; mais, peu pressé, lui, il entame la question de la guerre :

— Il n'y aurait pas la guerre, assure-t-il, si vous le vouliez.

C'est si énorme, cette affirmation, que je proteste :

— Pourtant nous étions bien tranquilles, chez nous...

Il poursuit :

— Je veux dire : la guerre serait finie depuis longtemps ; mais, avec les Français, la Gloire, la Gloire !...

Là-dessus, il s'en va, non sans nous avoir souhaité bon voyage. En un tourne-main, nos bagages sont bâclés. M^{me} D... et Hélène veulent nous accompagner au village. Six jeunes filles y sont déjà. On fait l'appel et, devant les soldats et les paysans ébaubis, nous parcourons, pour la dernière fois, la route que nous avons arpentée si souvent depuis des semaines. Point jalouses de notre chance, nos compagnes nous souhaitent bon voyage. »

*
*
*

A quatre heures, le train s'ébranle. Les voyageuses sont montées dans des compartimens de troisième classe. Un soldat non armé les escorte. Elles ne sont pas au bout de leurs émotions. A Hirson, ordre de descendre.

« Nous pensons d'abord que c'est pour changer de train ; mais non. On nous fait entrer dans une salle d'attente où se trouvent déjà quarante-huit femmes et quatre hommes. Des voitures prennent nos bagages. Qu'est-ce que cela signifie ? S'est-on joué de nous ? Le soldat nous dit que nous passerons la nuit à Hirson. »

Le cortège, en longue file, déambule par la ville. Les habitans s'attroupent pour le regarder.

« La lune serait tombée sur la grand'place, ils n'auraient pas été plus stupéfaits. Depuis la guerre, aucun civil ne voyage en pays envahi. Puis, nous avons un aspect lamentable. Notre unique costume, nous l'avions trainé partout : dans le wagon à bestiaux, aux champs, sous la pluie, sous le soleil ; j'avais, aux pieds, une paire de gros souliers d'homme, en cuir jaune, que j'avais fini par me procurer.

Curieuses, des femmes s'approchent.

— D'où venez-vous?... Que faites-vous, ici ?

Les soldats ne sont pas moins étonnés que les civils. Dans les maisons, les officiers soulèvent les rideaux des fenêtres. D'autres, dans les rues, s'arrêtent.

La route paraît longue quand on ignore le but. Nous arrivons enfin à la *Kommandantur*. Nous attendons longtemps,

debout, dans la cour. Un officier paraît. Il parle français aussi bien que nous.

— Mesdames, je vais faire l'appel... Nous allons vous renvoyer dans vos foyers... Nous n'allons pas vous traiter comme des prisonnières, puisque vous n'avez rien fait de mal ; mais comme vous n'êtes pas toutes là, nous allons vous conduire dans un lazaret où vous serez très bien... Il y a un jardin... Nous espérons que vous ne vous ennuierez pas trop... Vous ne pourrez pas sortir...

Ce lazaret est un ancien pensionnat de jeunes filles. Il a conservé ses dortoirs, ses lits étroits. Il possède une chapelle que dessert un aumônier allemand. »

Groupées dans un des dortoirs, les jeunes filles prennent leur repas : un peu de riz et quelques pommes de terre nageant dans beaucoup d'eau : « Tout en mangeant, nous nous examinions curieusement. La plupart de mes nouvelles compagnes, dans les villages où on les avait déportées, avaient visiblement souffert de la faim. Leurs visages blêmes étaient maigres, leurs yeux fiévreux. On les avait fait travailler durement... Avec elles, nous étions les premières qu'on allait rapatrier à Lille : *quarante-huit sur six mille!*... »

Le lendemain matin, les jeunes filles descendent à la chapelle. L'aumônier allemand les y rejoint, leur distribue des recueils de cantiques. On entonne : « Je suis chrétien... » La messe commence. Après la lecture de l'évangile, l'aumônier se retourne vers les fidèles. Sa difficulté à prononcer le français est extrême. A tout moment, il s'arrête comme s'il cherchait ses mots à tâtons :

« Mes chères chrétiennes, je ne sais pas beaucoup de français, mais je veux dire quelque chose. Vous excuserez, n'est-ce pas ? La Sainte Vierge, mes chères chrétiennes, c'est notre modèle. La Sainte Vierge, ce n'était pas le plaisir et la joie, c'était la crèche et la croix. Et vous, mes chères chrétiennes, c'est aussi la souffrance et la douleur pendant cette guerre... Vous comprenez ce que je veux dire, n'est-ce pas ? Mais la Sainte Vierge, maintenant, c'est, dans le ciel, la fin de toutes ses souffrances. Pour nous autres, chrétiens, ce sera la fin aussi, mais en passant par toutes ces choses pénibles, douloureuses. Je ne sais pas bien dire. Mais vous comprenez, n'est-ce pas, mes chères chrétiennes!... » Paroles toutes simples, mais combien émou-

vantes dans leur incorrection ! « Pour la première fois depuis l'occupation, m'a dit Yvonne X..., nous avons senti une âme battre sous l'uniforme de nos ennemis et s'élever au-dessus des passions humaines. »

La journée se traîne mortellement longue.

« Vers le soir, un officier vient nous annoncer que notre départ est fixé au lendemain, dimanche. Nous devons nous lever à quatre heures du matin. »

Les voyageuses ont tellement peur de manquer leur train que, le lendemain, dès trois heures, elles sont levées. Elles s'habillent, se coiffent à la lueur d'une unique bougie. A cinq heures, elles défilent dans les rues désertes. A six heures, leur convoi s'ébranle. Installées dans des compartimens de troisième classe, elles se trouvent confortablement, en comparaison de leur voyage d'aller. Elles regardent le paysage. Avec une tristesse poignante, elles voient, sous le ciel clair, passer les hauteurs des Ardennes complètement dépourvues. Disparues, les forêts sombres qui habillaient la terre ! Celle-ci apparaît nue, calcinée.

Le train avance lentement. Les arrêts sont fréquens, parfois interminables. A Aulnoye, on stoppe quatre heures sur une voie de garage. A chaque station, les Allemands demandent où nous allons. Nous répondons : « Lille ; » et comme tout bon Allemand ne peut voir une joie chez ses ennemis sans vouloir la transformer en amertume, ils nous crient :

— Lille ! *Capout ! Capout !* »

Enfin, les voyageuses entendent la grande voix du canon. Quelle émotion !

« Il nous manquait là-bas. Quelquefois, des coups lointains étaient perceptibles : c'était le canon de Verdun. Mais, ici, c'est la lutte toute proche, la preuve du bon travail que font les Alliés, la certitude de notre délivrance. Nous croisons des trains militaires de plus en plus nombreux. Fives ! nous sommes tout près ! A trois heures, nous entrons en gare de Lille. Nous croyions qu'on allait nous garder dans une salle d'attente pour ne nous laisser rentrer chez nous qu'à la nuit. Mais non... »

Accompagnées de deux soldats, les jeunes filles suivent la rue de la Gare. « C'est le dimanche après-midi : les Lillois sont en promenade, ils font la haie pour nous voir. On nous reconnaît. On nous interroge. Notre guide nous fait passer devant

les ruines de la mairie incendiée le lundi de Pâques; il nous mène à la *Kommandantur*. On nous renvoie plus loin, rue de Pas. Là, on procède à un dernier appel, à une vérification de notre identité. »

Les prisonnières déjà se croient libres : elles respirent, le cœur au large. Pas encore ! Un gros officier, très chamarré, très décoré, entre, le front dur. Il les toise et, d'un ton rogue, mais plus bête encore que méchant :

— Alors, vous ne voulez pas travailler?...

Sa demande tombe dans un silence méprisant.

« Un officier nous dit :

— Vous êtes libres !

Fendant la foule, arrêtée à chaque pas, par l'un, par l'autre, je finis par sauter dans un tramway. Prévenue, maman m'attendait à la porte de la maison. »

* * *

Tel est dans sa douloureuse simplicité ce récit d'une déportée. Les notes d'Yvonne X..., que j'ai en partie transcrites, ont été rédigées dans la forme, non d'un réquisitoire mais d'un procès-verbal : « Les choses se sont passées ainsi... « Ils » nous ont fait cela... » Je ne sais si je me trompe; cette impersonnalité me semble produire, sans y prétendre, une impression plus forte que ne le ferait une violence pourtant bien justifiée...

Quant à moi, je me bornerai à dire à chacune de mes lectrices : « Imaginez que l'une de celles dont le supplice vient de vous être décrit soit votre propre fille... »

H. CELARIÉ.

ERNEST PSICHARI⁽¹⁾

C'était le petit-fils d'Ernest Renan. « Grec par son père et tout ensemble Français, Latin, Breton par sa mère, en qui sont unis le sang catholique des Renan et le sang protestant des Scheffer, » son cas symbolise avec une force singulière l'aventure spirituelle d'une génération qui, de très bonne heure, sur la plupart des grandes questions, a pris le contre-pied des idées en honneur chez nous il y a un demi-siècle.

Ernest Psichari était né en 1883. Il put connaître son grand-père, et il fut élevé dans le culte de l'auteur de la *Vie de Jésus*. Cependant quelques autres influences se disputèrent assez vite la direction de sa pensée. « A dix-huit ans, — nous dit son ami M. Henri Massis dans l'excellente biographie qu'il lui a consacrée, — il publiait des vers subtils, à la manière de Verlaine et de Mallarmé qui fut aussi celle d'Ary Renan, son oncle. Par ailleurs, épris de métaphysique, il annotait Spinoza et Bergson. » Licencié de philosophie en 1902, il entre au régiment pour accomplir, comme dispensé, son unique année de service militaire.

A cette âme inquiète et partagée la vie de soldat fut une révélation. Là point d'incertitude : la discipline ; point de rêveries inutiles, de discussions démoralisantes : l'action ; une vie régulière et saine, transfigurée par le sentiment du devoir et l'idéalisme patriotique. Du premier jour il fut conquis. En 1904, il signe un réengagement dans l'infanterie ; mais, épris d'une

(1) *La Vie d'Ernest Psichari*, par M. Henri Massis (librairie de l'Art catholique, 1916 ; recueilli dans *le Sacrifice*, du même auteur, Plon, 1917 ; — Ernest Psichari, *Terres de soleil et de sommeil* (Calmann-Lévy, 1908) ; nouvelle édition, préface de Mgr A. Le Roy (L. Conard, 1917) ; — *l'Appel des armes* (G. Oudin, 1913) ; — *le Voyage du Centurion*, préface de M. Paul Bourget (L. Conard, 1916).

Un frère d'Ernest Psichari vient de tomber lui aussi au champ d'honneur.

vie plus active, il change d'arme, quoique sergent, et passe comme simple canonnier dans l'artillerie coloniale. On le nomme bientôt maréchal des logis, et, choisi par le commandant Lenfant, il part en mission au Congo.

Il a raconté dans son premier livre, *Terres de soleil et de sommeil*, ses impressions d'Afrique. Il y a déjà bien du talent dans ce livre, mais, comme il est naturel, un talent qui n'a pas encore pleinement dégagé son originalité. Il rappelle souvent, avec quelque chose de plus heurté, la manière de Loti, dont l'exemple, les leçons, et, peut-être, la destinée ont dû, j'imagine, fortement séduire le jeune écrivain. En tout cas, il imite le plus naïvement du monde ses tours de phrase, et jusqu'à ses procédés de style : « Les mimosas épineux épandaient toujours dans la campagne leurs *blondes odeurs amoureuses*. » Et encore :

Les Bayas sont couchés sur le sol. Cercles noirs autour des feux qui s'éteignent, dans la nuit sombre. Quelques-uns dorment. D'autres sont là, immobiles, étendus sur le dos, les yeux ouverts. Tout à coup, un chant s'élève, et il emplit mon âme, *à en mourir. O le souvenir de cette obsédante lamentation!* Son endormante tristesse! Il n'y a **pas** de paroles à cet air. C'est une gamme en mineur qui commence haut, par une note éclatante, et s'achève en sourdine, par une note traînée et basse, comme un soupir de détresse. Ceux qui chantent s'arrêtent subitement, et d'autres reprennent, *avec des voix lasses et blanches qui font mal*.

Cette vie et ces paysages d'Afrique ont incliné « l'âme violente et navrée » d'Ernest Psichari à des dispositions un peu contradictoires. Tantôt il se laisse aller à des rêveries d'un paganisme volontiers voluptueux; il « s'accorde avec les choses naturelles, non en les divinisant, mais en y rentrant comme dans son milieu naturel et familier. » Il se vante d'être « libéré des ancestrales croyances. » Il écrit : « J'ai reçu une carte d'un ami, chrétien fervent et mystique. Il me disait : « J'espère que de ces solitudes, tu nous reviendras croyant en Dieu. » J'ai pensé souvent à ce mot. Hélas! non, cette Afrique n'est pas la patrie de Dieu. Cette Afrique est le propre triomphe de l'individu. » D'autres fois, — et c'est sur cette impression qu'il nous laisse, — il constate que cette « terre des Barbares » lui a rendu l'espoir et la foi dans « la bonté de l'action; » il éprouve une joie indicible à se répéter à lui-même : « Je suis soldat

français; » il est « fier de garder en soi cette petite lampe de l'héroïsme, si vacillante aujourd'hui; » il a recherché et retrouvé « le meilleur héritage des ancêtres » qui est de faire la guerre, « la guerre pour la guerre. » Voilà l'idée qui donnera à la vie, telle qu'il la rêve, « sa raison et son but. » Et il s'écrie : « Avant de quitter les rives de la Sangha, j'ai la prétention inouïe d'avoir conquis une croyance et d'avoir pu hausser mon rêve au-dessus des doutes et des relativités. »

Credo un peu sommaire peut-être, mais qui du moins a le mérite d'avoir été vécu. En 1908, Ernest Psichari rentrait en France avec la médaille militaire (1). En septembre 1909; il sortait de l'école de Versailles avec les galons de sous-lieutenant, et partait peu après pour la Mauritanie où il devait rester trois ans; il emportait peu de livres : les *Pensées* de Pascal, les *Sermons* de Bossuet, un exemplaire de *Servitude et Grandeur militaires*, et quelques *Cahiers* de son ami Péguy. Il se battit avec une bravoure qui lui valut, avec la croix, une citation à l'ordre de l'armée. A ses heures de loisir, il relisait ses livres de chevet, il méditait, il écrivait. Quand, au mois de décembre 1912, il quittait son « magnifique exil. » il rapportait deux romans, *l'Appel des armes*, celui-ci « achevé sous la tente saharienne, » l'autre, inachevé, *le Voyage du Centurion*.

A les examiner au point de vue purement littéraire, ces deux récits pourraient soulever plus d'une objection. Le style, qui a tant de rares qualités pittoresques et psychologiques, pourrait être parfois plus simple, plus dépouillé, plus direct. Il y a aussi quelque obscurité dans certains détails et dans le dessein général des deux œuvres, et les divers élémens n'en sont pas toujours suffisamment fondus. Mais ce sont là imperfections de jeunesse qu'une plus longue expérience du « métier » d'écrire eût sans doute fait disparaître, — ce dur métier que les mieux doués doivent apprendre, et auquel les improvisations mêmes du génie ne sauraient entièrement suppléer. C'est d'ailleurs faire tort à ces deux livres que de les envisager comme des romans véritables; ce sont, bien plutôt, sous une forme à peine fictive, des demi-confessions, des mémoires, des témoignages d'âme; à ce titre, ces « méditations juvéniles » sont d'un très vivant intérêt.

(1) Les régions qu'il avait explorées sont celles que nous avons cédées à l'Allemagne en 1911 et reconquises en 1914.

On sait la donnée de *l'Appel des armes*. Le fils d'un instituteur anticlérical, pacifiste et antimilitariste, — il en y avait de cette sorte avant la guerre, — Maurice Vincent, à fréquenter un officier heureux et fier de son métier, le capitaine Timothée Nangès, sent naître en lui la vocation militaire, s'engage dans l'artillerie coloniale, et, sous les ordres de Nangès, va faire campagne en Mauritanie. Blessé et réformé, il passera le reste de ses jours à regretter la belle vie d'action disciplinée qu'il a quelque temps connue. Évidemment Ernest Psichari s'est peint lui-même tantôt sous les traits de Nangès, tantôt sous ceux de Maurice Vincent. Comme celui-ci, il se rallie à une tradition vénérable; comme le premier, il se fait du rôle de l'officier une idée hautement éducatrice, une idée véritablement mystique. Comme tous deux enfin, il professe « le militarisme intégral, » et il n'hésite pas à déclarer, ce qui est sans doute excessif, que les canons, ce sont « les réalités les plus réelles qui soient, *les seules réalités du monde moderne.* » Nous voilà assurément bien loin de cette « foire aux vanités, » fruit de la défaite, où s'attardait la génération antérieure. Lui, le jeune officier, il appartient à cette génération nouvelle qui n'a pu prendre son parti de « cet abandonnement de la France, » et qui « n'a pas vu la défaite, et qui s'en souvient » pourtant; et il « pense à la guerre, à la guerre qui purifiera, à la guerre qui sera sainte, qui sera douce à nos cœurs malades... »

Et ce « militarisme intégral » le conduit à d'autres pensées. Maurice Vincent a comme le pressentiment de la mystérieuse parenté qui existe entre l'Église et l'Armée. C'est que toutes deux sont une marche vers l'absolu. « Nous sommes embarqués dans deux grands voyages, entrepris vers une morale, vers une foi, vers une certitude. Routes parallèles, non point convergentes, mais éternellement l'une au-dessous de l'autre, et l'une étroite, l'autre large, mais toutes deux cheminant ensemble. » Quant à Nangès, médiocre, mais modeste chrétien, et qui « ne se croyait pas assez de lumières pour juger la foi de Pascal et de Chateaubriand, » « il aimait les cérémonies de l'Église... Il admirait que la foi fût vivace encore au cœur de la race... Tout l'effort de la pensée humaine avait échoué devant la représentation sensible de ce crucifié. Tous les philosophes et les savans étaient restés impuissans devant le mystère inouï, formidable de la transsubstantiation... Cette perpétuité de la foi, voilà pour

cet homme de grande inquiétude qu'est Nangès, voilà le grand mystère, le mystère transcendant entre tous. »

Que le capitaine Nangès ne fasse qu'un ici avec le lieutenant Psichari, c'est ce que prouve surabondamment *le Voyage du Centurion*. Maxence, le héros du livre, « humble lieutenant des armées de la République, » voyage et combat en Mauritanie. Il voyage aussi à travers l'aride région des idées, en quête d'une certitude et d'une foi. « Maxence avait une âme. Il était né pour croire, et pour aimer, et pour espérer. Il avait une âme, faite à l'image de Dieu, capable de discerner le vrai du faux, le bien du mal. Il ne pouvait se résoudre à ce que la Vérité et la Pureté ne fussent que de vains mots, sans nul soutien. » Dans la solitude et le silence du désert, sous l'action lointaine d'un ami chrétien, ce Pierre-Marie « qu'il revoyait, avec ses joues transparentes, sa barbe rare et mal venue, ses yeux tranquilles et sûrs, cette face blanche inclinée sur l'épaule fragile, » entre son Pascal et son Vigny, Maxence s'interroge anxieusement sur lui-même. « Il écoute pieusement les heures tomber dans l'éternité qui les encadre, il meurt au monde qui l'a déçu. »

Dans cette retraite spirituelle, il est en contact avec les Maures. Il constate, il admire en eux la puissance du sentiment religieux, et il a honte, devant eux, de se déclarer incrédule, « Si absurde est cette infidélité, s'avouait Maxence, que je n'ose même le confesser devant les Maures, et je leur dis : « Nous croyons!... » Ah! oui, ma lâcheté devant eux me fait comprendre combien, malgré moi, et à mon insu, Jésus me lie! » En fait, n'est-il pas, chez les Barbares, l'envoyé de la grande puissance occidentale? Comme tel, il s'oppose à eux, il se sent supérieur à eux. « Au fond, rien n'y peut faire : ce sont vingt siècles de chrétienté qui le séparent des Maures... Il a derrière lui vingt mille croisés, — tout un peuple qui est mort l'épée dressée, la prière clouée sur les lèvres. Il est l'enfant de ce sang-là. » « Maxence arrive au point où les expédiens apparaissent misérables et où il faut choisir. *Il rejettera l'autorité et le fondement de l'autorité, qui est l'armée. Ou bien, il acceptera toute l'autorité, l'humaine et la divine. Homme de fidélité, il ne restera pas hors de la fidélité.* Dans le système de l'ordre, il y a le prêtre et il y a le soldat. Dans le système du désordre, il n'y a plus ni prêtre ni soldat. Il choisira donc l'un ou l'autre. »

Son choix n'est pas douteux. Précisément parce qu'il est

« un soldat de fidélité » il ne saurait choisir le désordre. « La loyauté devant la France mène vite à la loyauté devant le Christ (1). » Et les dernières pages du *Voyage du Centurion* sont un ardent appel à la grâce, une originale reprise et une éloquente paraphrase du *Mystère de Jésus* :

— Je veux, dit Dieu, que ta maison soit en ordre, et que d'abord tu fasses le premier pas. Je ne me donne pas à celui qui est impur, mais à celui qui fait pénitence de ses fautes, je me donne tout entier, comme mon Fils s'est donné tout entier.

— C'est une dure exigence que la vôtre, ô Seigneur. Ne pouvez-vous d'abord toucher mes yeux ?

— Ne peux-tu donc me faire crédit un seul jour ?

— Vous pouvez tout, Seigneur !

— Tu peux tout, ô Maxence. Voici que dans tes mains mortelles, tu tiens la balance, avec le poids juste et le contrôle infailible. Je t'ai libéré du joug et de l'aiguillon. Je t'ai fait plus grand que les mondes, puisque je t'ai donné commandement sur le Paradis qui est plus grand que les mondes... O Maxence, il n'est pas de bornes à ta liberté que mon amour.

C'est, semble-t-il, dans ces dispositions morales qu'Ernest Psichari quittait l'Afrique au mois de décembre 1912. Rentré à Paris, il franchissait le dernier pas. Dans cette Église dont son grand-père s'était détaché il y avait 78 ans, il rentrait par une porte un peu imprévue. On eût sans doute fort étonné Renan, si on lui eût dit que le « militarisme intégral » pouvait conduire au catholicisme intégral. Mais « il y a plusieurs demeures dans la maison de mon père. » Et il faut croire que l'état d'esprit dont témoigne cette conversion était fort répandu parmi la jeunesse contemporaine, car il semble bien que, dans le milieu fréquenté par le jeune officier, son changement d'idées n'ait provoqué aucune objection. Étrange jeunesse, qui, parfois, nous avait fait sourire par l'intempérance batailleuse de ses affir-

† Voyez, dans le même ordre d'idées, la lettre qu'il écrivait, en 1911, à Mgr Jalabert, évêque de Sénégalie (Henri Massis, *op. cit.*, p. 13-14). Et il écrivait, le 15 juin 1912, à son ami M. Maritain : « Tout essai de libération du catholicisme est une absurdité, puisque, bon gré, mal gré, nous sommes chrétiens, et une méchanceté, puisque tout ce que nous avons de beau et de grand en nos cœurs nous vient du catholicisme. Nous n'effaçons pas vingt siècles d'histoire, précédés de toute une éternité... Avec tout cela, je n'ai pas la foi. Je suis, si je puis dire, cette chose absurde, un catholique sans la foi... Et nullement semblable à l'aveugle qui ne demande pas la guérison, j'appelle à grands cris le Dieu qui ne veut pas venir... »

mations et la candeur de ses élans, mais que nous comprenons mieux aujourd'hui, maintenant qu'elle s'est révélée, mûrie, et si noblement sacrifiée sur les champs de bataille! Elle avait le pressentiment de la vie dangereuse qui allait s'ouvrir pour elle, et, pour la mieux vivre, cette vie d'action héroïque, elle réclamait le traditionnel viatique qui avait, sur notre vieux sol gaulois, soutenu et fortifié tant de courages.

Notre génération, — écrivait Ernest Psichari à Agathon en 1913, — notre génération, celle de ceux qui ont commencé leur vie d'homme avec le siècle, est importante. C'est en elle que sont venus tous les espoirs, et nous le savons, *c'est d'elle que dépend le salut de la France, donc celui du monde et de la civilisation*. Tout se joue sur nos têtes. *Il me semble que les jeunes sentent obscurément qu'ils verront de grandes choses, que de grandes choses se feront par eux*. Ils ne seront pas des amateurs ni des sceptiques. Ils ne seront pas des touristes à travers la vie. Ils savent ce qu'on attend d'eux.

Et, après avoir lu *les Jeunes gens d'aujourd'hui* : « Il me semble que tous les traits que vous notez doivent nous mener un jour à *de la gloire guerrière et, pour tout dire, à une revanche dont nous ne devons jamais détourner nos regards*. »

En attendant, Ernest Psichari était tout à ses convictions nouvelles. Il était retourné à Cherbourg. Il y achevait *le Voyage du Centurion* dans des sentimens de ferveur mystique que révèle suffisamment ce mot d'une lettre à M. Paul Bourget : « C'est un tremblement que d'écrire en présence de la Sainte Trinité. » Une idée le hantait : « être prêtre à tout jamais. » Il songeait très sérieusement à se faire dominicain. Au printemps de 1914, il visita le séminaire d'Issy, et retrouva avec émotion, avec piété les lieux qu'ont rendus célèbres les *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*. Il fut convenu qu'il irait d'abord à Rome, pour y prendre ses grades théologiques, et qu'il suivrait comme auditeur libre les cours du Collège Angélique.

La guerre, en éclatant, allait disposer de lui autrement. Il partit dès le second jour, avec le 2^e régiment d'artillerie coloniale. Quelques mois auparavant, il avait écrit : « Il faut que la France fasse la guerre, si elle veut reprendre sa place dans le monde : » vérité d'évidence que ses aînés, peut-être, n'ont pas toujours assez résolument regardée en face. Il disait en quittant Cherbourg : « *Je vais à cette guerre comme à une croisade, parce*

que je sens qu'il s'agit de défendre les deux grandes causes à quoi j'ai voué ma vie. » Et le 20 août, il écrivait à sa mère :

Mon commandement, si modeste qu'il soit, me donne les plus grandes satisfactions : j'ai autour de moi une bande de gaillards très fiers de marcher à l'ennemi et très décidés à se conduire en braves gens... Nous allons certainement à de grandes victoires, et je me repens moins que jamais d'avoir toujours désiré la guerre, qui était nécessaire à l'honneur et à la grandeur de la France. *Elle est venue à l'heure et de la manière qu'il fallait.* Puisse la Providence ne pas nous abandonner dans cette grande et magnifique aventure !

Le 22 août, à Saint-Vincent-Rossignol, près de Neufchâteau, en Belgique, son régiment était engagé dans un terrible combat.

Lancés beaucoup trop en avant pour compter sur aucun secours, — raconte un des survivans, — cernés dès les premières heures de la journée par un ennemi très supérieur en nombre, nous n'avons pu que vendre chèrement notre vie, et c'est ce que nous avons fait. Des marsouins, quelques-uns ont pu s'échapper, de l'artillerie personne. A sept heures du soir, il ne restait plus qu'un charnier de notre belle artillerie divisionnaire : les caïons étaient hors de service, après avoir consommé toutes les munitions : les chevaux étaient éventrés, la moitié du personnel était hors de combat. Les survivans, à la nuit, étaient faits prisonniers par les Allemands... Les hommes ont été d'une bravoure sans égale : pas un n'a bronché. Alors qu'ils étaient sûrs d'y passer tous, pas un n'a flanché : ils ont servi leurs pièces comme à la manœuvre.

Ernest Psichari fut de ceux-là. Il était cinq ou six heures. Le jeune lieutenant venait d'assister son capitaine, grièvement blessé. Il retournait à sa pièce. Les Allemands n'étaient plus qu'à quelques mètres. Soudain on le vit s'affaisser, frappé d'une balle à la tempe. Quand on le retrouva, il avait le visage étrangement calme ; autour de ses mains était enroulé son chapelet.

Le lieutenant Ernest Psichari repose aujourd'hui sur le champ de bataille, avec quatre officiers français et vingt-cinq de ses canonniers. Il l'avait écrit lui-même : « Ce n'est pas en vain qu'il a souffert les premières heures de l'exil, ni que le soleil l'a brûlé, ni que la solitude l'a enseveli sous ses grands voiles de silence. »

VICTOR GIRAUD.

LES FINANCES DE L'ALLEMAGNE

La situation économique de l'Allemagne se présente sous des aspects différens selon qu'on la considère au point de vue alimentaire, industriel, commercial ou financier. C'est un fait indéniable que, grâce au blocus anglo-français qui s'est enfin resserré, le problème de la nourriture a pris chez nos ennemis une acuité croissante. Les innombrables mesures de taxation et de réquisition auxquelles ils ont eu recours en sont une preuve éclatante, à laquelle s'ajoutent les nombreux témoignages de neutres ayant pu pénétrer l'Allemagne et les aveux contenus dans les lettres saisies sur les soldats morts, blessés ou prisonniers. Au point de vue industriel, l'Allemagne, ayant un approvisionnement considérable de charbon et ayant complété les ressources que lui fournissent ses ferrières et celles du Luxembourg par l'occupation du bassin français de Briey, n'a pas éprouvé de difficultés à maintenir l'activité de ses établissemens métallurgiques. Les hausses de la houille et de l'acier et même celle de certains objets fabriqués, locomotives et wagons, qui sont parvenues à notre connaissance, sont faibles par rapport à celles que nous avons dû enregistrer en France. Mais une foule d'autres industries sont arrêtées par la difficulté ou l'impossibilité de se procurer les matières premières, telles que le coton, la laine, la soie, un grand nombre de métaux, les corps gras. Au point de vue commercial, le coup porté à nos ennemis a été rude : il doit à l'heure actuelle rester peu de chose de ces relations avec l'extérieur dont ils enregistraient avec fierté le volume croissant et qui avait à un moment placé

leur commerce extérieur au second rang dans le monde, immédiatement après celui de l'Angleterre. Plus des deux tiers de leurs exportations allaient aux pays qui sont aujourd'hui en guerre avec eux, et si, dans les premiers temps du conflit, ils ont réussi à continuer certaines transactions avec les neutres, dont le territoire avoisine immédiatement le leur, nous ne pensons pas que le volume en ait beaucoup augmenté.

Ce n'est pas au moyen des sous-marins soi-disant marchands, tels que le *Bremen* et le *Deutschland*, dont il a été si fort question à une certaine époque et qui sont aujourd'hui amarrés sous bonne garde dans un port anglais, que pourront se faire des échanges de quelque importance à travers l'Atlantique. On se demandera d'ailleurs bientôt quelle est la nation du Nouveau Monde qui serait encore disposée à traiter avec les négocians allemands.

Parmi les usines, il n'y a de prospères que celles qui travaillent pour la guerre et la marine. Les établissemens Krupp sont en pleine activité; ils ont fondé une filiale près de Munich. Les fabriques de wagons et de locomotives sont actives. Mais un grand nombre d'autres chôment. L'une des nombreuses industries allemandes qui ont souffert de la guerre, est celle de la potasse, dont les exportations ont été considérablement réduites. Le *Journal de Francfort*, au mois de janvier 1917, n'hésitait pas à déclarer que les sociétés concessionnaires, au lieu de se fortifier comme elles auraient dû le faire en temps de paix, avaient suivi une politique aventureuse. La valeur de leur production, qui avait dépassé 200 millions de marks par an, est tombée à la moitié de ce chiffre. L'intervention de l'Empire a été tardive et viciée par la considération des intérêts que plusieurs États particuliers possèdent dans des mines de potasse. Les capitaux qui se sont placés dans ces entreprises sont trop considérables et ne reçoivent qu'une rémunération dérisoire. Il faudra un travail énergique et une politique prévoyante pour assainir cette industrie. On a parlé d'instituer un monopole d'Empire. Mais s'il devait racheter les sociétés sur la base des cours actuels, le résultat serait déplorable pour les finances publiques; si au contraire on n'attribuait aux propriétaires que la valeur réelle de leurs gisemens, il en résulterait pour eux une perte énorme. Voilà un exemple d'autant plus significatif que l'Allemagne avait jusqu'ici une sorte de monopole de cette

matière, monopole qui cessera d'ailleurs d'exister, le jour où nous serons rentrés en possession de l'Alsace.

L'ensemble de cette situation a eu sa répercussion sur les finances et sur la monnaie. L'Allemagne ayant vu se fermer la plupart des débouchés au dehors et ne pouvant plus se procurer de disponibilités à l'étranger, a vu son billet de banque se déprécier rapidement. Elle a émis six emprunts, qu'elle a fait souscrire grâce à de nombreux artifices. Elle a augmenté ses ressources propres au moyen des exactions, des pillages, des vols de toute nature dont ses armées se sont rendues coupables : mais elle n'en approche pas moins du moment où elle éprouvera des difficultés croissantes à se procurer les sommes dont elle a besoin pour elle-même et pour ses alliés.

Nous étudierons le budget, les emprunts, les impôts, la situation bancaire et monétaire; avant de conclure, nous exposerons quelques-unes des idées qui ont actuellement cours en Allemagne au sujet de l'après-guerre et des méthodes envisagées par nos ennemis pour rétablir leur prospérité économique.

I. — BUDGET

Le budget allemand, dont l'origine remonte à la fondation de l'Empire, c'est-à-dire à moins d'un demi-siècle, a suivi une progression rapide, due presque exclusivement aux dépenses militaires. En effet, la plupart des services civils sont assurés par les États particuliers qui ont à leur charge les travaux publics, le commerce, l'industrie, l'instruction publique, la justice, l'agriculture, en un mot tout ce qui n'est pas armée, marine, diplomatie, dette impériale, chemins de fer d'Alsace-Lorraine, assurances ouvrières, postes, télégraphes et téléphones. Pendant longtemps les seules ressources de l'Empire consistaient en impôts de consommation, droits de douane, accise sur un certain nombre de denrées telles que l'alcool, la bière, le sucre, le sel, le tabac, timbre. En cas d'insuffisance de ces recettes, diminuées d'ailleurs par la remise aux États confédérés d'une partie de leur produit, l'Empire était autorisé à réclamer de ces États une contribution dite matriculaire. Théoriquement, il semblait donc qu'il ne dût jamais emprunter, puisque ses déficits, d'après la Constitution, devaient être couverts par les versements de ses feudataires. Mais il

se garda d'user jusqu'au bout de cette faculté, de crainte de mécontenter les contribuables et de provoquer chez eux d'amères réflexions sur les exigences du pouvoir central. Il emprunta à jet continu pour équilibrer des budgets qui se soldaient régulièrement par un déficit. A la veille de la guerre, le capital de la Dette impériale atteignait cinq milliards de marks, soit six milliards et quart de francs.

Mais cela même n'avait pas suffi aux appétits dévorans du Hohenzollern qui avait toujours le mot de paix sur les lèvres, mais qui ne découvrait d'autre moyen d'en assurer les bienfaits à l'humanité que de forger la plus formidable machine de guerre que le monde eût connue. Il empiéta sur le domaine des impôts directs qui, par une sorte d'accord tacite, semblaient avoir été réservés aux États particuliers. Des droits de succession, un impôt sur l'augmentation de la fortune furent institués en faveur de l'Empire. Mais tout cela ne faisait pas rentrer assez vite dans les caisses du Trésor les sommes dont le *Kriegsherr*, le maître de la guerre, titre dont l'Empereur aime à se parer, avait besoin pour l'exécution de ses plans. Impatient d'accumuler dans ses arsenaux tout ce que ses ingénieurs et ses chimistes avaient inventé de moyens de destruction, il fit voter, en 1913, par un Parlement docile la fameuse contribution d'armement (*Wehr Beitrag*) qui fut comme le tocsin d'alarme nous annonçant ce qui se préparait. C'était un impôt sur la fortune et le revenu, prélevé à titre exceptionnel et payable en trois termes annuels : il devait fournir au moins un milliard de marks, entièrement absorbés par les dépenses militaires.

Telles étaient les conditions dans lesquelles l'Empire abordait la guerre. Les dépenses de celle-ci ont toutes, jusqu'à ce jour, été comprises dans un budget séparé, alimenté par l'emprunt et constitué en vertu de votes de crédits globaux consentis par le Parlement et dont le total s'élève, à l'heure actuelle, à 79 milliards de marks. C'est ainsi qu'une loi du 4 août 1914 autorisait le chancelier à faire appel au crédit pour réaliser une somme de 5 milliards de marks et à émettre à cet effet des obligations ou des bons libellés en monnaie nationale ou en monnaies étrangères. Au même budget extraordinaire était versée la réserve métallique de l'Empire d'ensemble 300 millions, comprenant 240 millions d'or et 60 millions d'argent. Les budgets ordinaires sont maintenus pendant la guerre à peu près dans

les cadres et les limites du dernier budget de paix, c'est-à-dire celui de 1914, couvrant la période du 1^{er} avril 1914 au 31 mars 1915.

Le budget ordinaire de 1915 a été fixé à un total de 3323 millions, inférieur d'environ 80 millions au précédent. Une grande partie des dépenses de l'armée et de la flotte ont été enlevées du budget ordinaire, qui a, d'autre part, subi une augmentation de plus d'un milliard du chef du service de la Dette. L'article qu'on s'étonne le plus de voir porté sans changement aux recettes est celui des douanes, inscrites pour 712 millions en 1913 comme en 1914, alors que les relations de l'Allemagne avec une grande partie du monde sont arrêtées. Les dépenses extraordinaires de guerre étaient prévues, par la même loi du 22 mars 1915, à 10042 millions. Quant aux pays de protectorat, presque entièrement occupés par la France et l'Allemagne, le législateur allemand semblait ignorer cette conquête et inscrivait tranquillement aux prévisions de 1915 le chiffre de 1914.

Le budget impérial de 1916, dans sa partie ordinaire, ne dépassait le précédent que de 336 millions et s'élevait à 3659 millions. Aux recettes, les douanes continuaient de figurer pour 712 millions. Les dépenses de l'armée et de la marine, sauf un résidu de 48 millions, avaient entièrement disparu du budget ordinaire, qui se trouvait grossi, au chapitre de la Dette, de 1035 millions. Les dépenses extraordinaires de guerre s'élevaient cette fois à 30 milliards, à couvrir sur fonds d'emprunt.

Le budget impérial pour 1917 a été présenté au mois de février. Il s'élève à 4941 millions, en augmentation de 1282 sur celui de l'année antérieure. L'augmentation provient du service des intérêts de la Dette, qui passe de 2303 à 3566 millions. 81 millions sont prévus pour le remboursement d'anciennes dettes; mais les emprunts de guerre ne sont l'objet d'aucun amortissement. Les dépenses de l'armée et de la marine, à 400 millions près, sont couvertes par le budget extraordinaire de guerre. Quant aux dépenses civiles, le budget reste, pour les dépenses permanentes, dans les limites des dernières estimations du temps de paix, sauf le service des postes et télégraphes qui est en augmentation.

Les dépenses comprennent 3566 millions pour la dette, 750 pour les postes et télégraphes, 146 millions pour les pen-

sions, 120 millions pour les chemins de fer. Le budget spécial de guerre pour l'année en cours s'élèvera vraisemblablement à dix fois le service de la Dette, soit 36 milliards, environ 100 millions de marks par jour. En Allemagne, comme chez les autres belligérans, les dépenses militaires proprement dites et celles qui ont leur source dans la guerre, c'est-à-dire le service des emprunts contractés pour des buts belliqueux, absorbent à peu près la totalité de l'effort financier du pays.

Pour dresser un tableau complet des charges qui pèsent sur chaque habitant de l'empire, il faudrait joindre à ces chiffres ceux du budget de l'État particulier, de la commune et de l'union des communes auxquels il appartient. C'est ainsi que nous pourrions constater que le budget prussien qui va du 4^{er} avril au 31 mars 1915, l'année financière du royaume cadrant avec celle de l'Empire, s'élevait à 4846 millions de marks. Il est vrai que la majorité des recettes provenait des chemins de fer, des forêts et autres domaines agricoles, miniers et industriels de l'État. Les impôts, qui ne figuraient que pour 600 millions, ont été augmentés au cours de la guerre, en particulier par la loi prussienne de juin 1916 qui a ajouté une surtaxe variant de 8 à 100 pour 100 à l'impôt sur le revenu payé par les particuliers, de 45 à 160 pour 100 à l'impôt sur le revenu payé par les sociétés, et de 50 pour 100 sur l'impôt complémentaire (impôt sur le capital). Les taxes communales sont particulièrement lourdes : elles atteignent, dans beaucoup de cas, le double de la part de l'État pour l'impôt sur le revenu ; dernièrement, un ministre déclarait qu'il fallait s'attendre à les voir monter à deux fois et demie cette part, c'est-à-dire que les centimes communaux vont être de 250 pour 100.

II. — LES EMPRUNTS

Nous avons vu quels crédits ont été ouverts aux budgets extraordinaires, pour la conduite de la guerre. Ils s'élevaient au début de mars 1917 à 79 milliards, pour la couverture desquels six emprunts ont été émis. Ils ont été à peu près uniformément offerts au public sous une double forme qui correspondait chaque fois à deux ordres d'idées différens, celui de la Dette à court terme et celui de la Dette consolidée, remboursable à longue échéance, ou même perpétuelle.

Dès le mois de septembre 1914, l'Empire mettait en souscription, au cours de 97 et demi, 1 milliard de marks de Bons du Trésor rapportant 5 pour 100 d'intérêt, remboursables de 1918 à 1920, et une rente 5 pour 100 perpétuelle, non remboursable avant le 1^{er} octobre 1924, pour un montant indéterminé. Il inaugurait, par cette dernière formule, le système qui allait être celui de la plupart des emprunts émis au cours de la guerre par les belligérens. Cette méthode donne aux souscripteurs la certitude de recevoir le montant qu'ils désirent obtenir et les dispense de majorer leurs demandes, en prévision d'une réduction éventuelle. La seconde émission a eu lieu en février 1915 : elle laissait le choix aux souscripteurs entre des Bons du Trésor 5 pour 100 remboursables en 1921 et 1922 ou une rente perpétuelle, identique à celle qui avait été émise en 1914. Le troisième emprunt a eu lieu en octobre, le quatrième en avril, le cinquième en octobre 1916. D'après les publications allemandes, ces cinq opérations auraient fourni 4, 9, 12, 11 et 11, soit au total 47 milliards.

Au mois de mars 1917, l'Empire allemand a émis son sixième emprunt de guerre; l'opération s'est ouverte au lendemain même de l'échéance du dernier versement effectué sur le précédent emprunt. Les souscripteurs ont eu le choix entre une rente 5 pour 100 au cours de 98 pour 100, non remboursable avant 1924, et des Bons du Trésor 4 et demi au même cours de 98. Les souscripteurs qui se sont engagés à ne pas vendre leurs titres avant le 15 avril 1918 les ont reçus à 97,80 pour 100, c'est-à-dire qu'ils ont touché une bonification de 20 pfennig pour 100 marks. Les Bons sont remboursables, à partir du 1^{er} janvier 1918, par tirages semestriels à 110 pour 100. L'amortissement annuel représente un vingtième du total. A partir du 1^{er} juillet 1927, le Trésor a le droit de rembourser au pair ceux des bons qui n'auraient pas été antérieurement amortis. Les porteurs auront de leur côté la faculté de refuser ce remboursement et de réclamer, en échange de leurs bons 4 et demi, des bons 4 pour 100 remboursables par tirages à raison d'un vingtième par an à 115 pour 100. Dix ans plus tard, c'est-à-dire en 1937, ces nouveaux bons pourront à leur tour être remboursés au pair ou être convertis, à la demande des porteurs, en bons 3 et demi, remboursables par tirages au sort à raison d'un vingtième par an à 120 pour 100. La combinaison consiste

à faire coïncider la baisse du taux de l'intérêt avec un relèvement du prix de remboursement. Les derniers bons 3 et demi ne peuvent être remboursés avant 1967; et ils le seront alors au taux de 110, 115 ou 120, suivant qu'il subsistera des bons 4 et demi, 4 ou 3 et demi pour 100. C'est un véritable emprunt à primes. Les titres des emprunts antérieurs peuvent être convertis en Bons du Trésor de la nouvelle émission, mais à condition que leurs possesseurs souscrivent en argent au moins la moitié du capital qu'ils demandent à convertir.

Le fait que le gouvernement a dû avoir recours à une forme d'emprunt aussi nouvelle et consentir une prime de remboursement aussi élevée semble indiquer qu'il craignait de ne plus trouver de souscripteurs en nombre suffisant. Il paie, par ces diverses primes qu'il promet, un taux d'intérêt bien supérieur au taux apparent de 4 et demi qui représente un rendement de 4,59 au prix d'émission de 98, mais qui s'élève à 6 et demi pour 100 pour le porteur dont le bon serait remboursée à 110 au bout de 5 ans et à un taux bien supérieur pour celui qui serait remboursé avant ce délai.

Pour échauffer le zèle des souscripteurs, les journaux publient des graphiques indiquant qu'à ce jour l'Allemagne et ses alliés n'ont dépensé que 102 milliards de marks pour la guerre, tandis que ses adversaires en ont dépensé 210. La charge par tête serait de 928 marks en Allemagne, de 1359 en France et de 1608 en Angleterre. D'autres diagrammes prétendent démontrer que l'Allemagne n'a jusqu'ici dépensé que 56 pour 100 de son revenu national en frais de guerre, alors que nous et la Grande-Bretagne en aurions consacré 80 pour 100 au même objet.

On a remarqué que le prospectus du sixième emprunt parlait avec moins de jactance que les précédents de l'indemnité de guerre qui devait assurer le remboursement des rentes émises. Et pourtant M. Heydebrand, le chef du parti conservateur, déclare que, si l'Allemagne ne touche pas une forte rançon, elle sera ruinée. Les journaux publient de longues listes de souscripteurs. Mais on y relève moins de particuliers que lors des précédentes émissions. Cette fois-ci, ce sont surtout des municipalités, des caisses d'épargne, des institutions d'État qui apportent leur contingent. Les caisses de prêt font d'ailleurs toutes les avances qu'on leur demande au taux réduit de 5 un huitième pour 100 qui, à 2 centimes près, est le même que celui du revenu fourni

par l'emprunt. Quel que soit le résultat de ce dernier appel au crédit, la Dette impériale, à l'heure où nous écrivons, représente à peu près douze fois ce qu'elle était au 1^{er} août 1914.

III. — LES IMPÔTS

Les premières mesures fiscales provoquées par la guerre furent des élévations d'impôts décrétées par les communes au début de 1913. En décembre de la même année, une loi obligea les sociétés et maisons de commerce à porter à une réserve spéciale 50 pour 100 des bénéfices supplémentaires réalisés depuis le début des hostilités. Ce n'était pas encore la taxation, mais une sorte de préparation à l'impôt futur. Une disposition spéciale visait la Banque de l'Empire : outre la taxe de moitié sur l'excédent des bénéfices, elle était tenue d'acquitter une contribution spéciale pour compenser la suppression de l'impôt de 5 pour 100 qui, d'après la charte de la Banque, frappe les billets de banque dépassant le contingent. Ce dernier nom s'applique à la somme que l'émission pouvait atteindre, au delà du chiffre correspondant à l'encaisse métallique, avant d'être taxée : elle était de 550 millions en temps ordinaire et s'élevait à 750 millions à la fin de chaque trimestre, c'est-à-dire les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Au printemps de 1916, l'Empire procéda à l'établissement de nouveaux impôts et au relèvement d'un certain nombre de taxes existantes. La loi du 12 juin 1916 a majoré les droits de douane sur le tabac sous ses diverses formes, feuilles, côtes, tiges, carottes, tabac à priser et à fumer, cigares, cigarettes ; a porté à 7 pfennigs l'impôt par mètre carré de sol planté en tabac, et, tout en surélevant l'impôt sur les cigarettes, a frappé d'une surtaxe de guerre la vente au détail des mêmes cigarettes. Une loi du 17 juin a augmenté le droit de timbre sur les documents relatifs aux transports, lettres de voiture des chemins de fer. Une loi du même jour a relevé les taxes postales et télégraphiques. Enfin la loi du 21 juin 1916 a établi un impôt dit de guerre (*Kriegsteuer*) sur tous les patrimoines qui, au 31 décembre 1916, présentent un accroissement par rapport à leur situation au 31 décembre 1913 et même sur ceux qui dans cet intervalle n'ont pas subi une diminution de plus de 10 pour 100.

Pour bien comprendre les dispositions de la nouvelle loi, il

est utile de rappeler celles de la loi du 3 juillet 1913 sur l'accroissement de la fortune (*Vermögenszuwachssteuergesetz*) généralement désignée sous le nom de loi de l'impôt sur la possession (*Besitzsteuergesetz*).

La loi du 3 juillet 1913 décidait que le point de départ serait la fortune des contribuables évaluée au 1^{er} janvier 1914 selon les règles posées par la loi de contribution spéciale d'armement. Ce montant sera rapproché de celui de la fortune au 31 décembre 1916, et, s'il résulte de cette comparaison une plus-value, l'impôt sera perçu. L'assiette sera opérée dans la suite, de la même manière, tous les trois ans. Le taux s'élève par degrés de 0,75 à 1,50 pour 100. Une surtaxe allant de un dixième à 1 pour 100, frappe les fortunes supérieures à 100 000 marks. La surtaxe maximum de 1 pour 100 ne s'applique qu'aux patrimoines supérieurs à 10 millions de marks.

Partant de ces principes, la loi du 21 juin 1916 considère comme matière imposable, l'accroissement de fortune déterminé conformément à la loi de 1913. Seront déduits de la fortune les biens acquis par voie d'héritage, les versements effectués par suite d'une assurance, les biens acquis par donation, les sommes provenant de l'aliénation d'immeubles ou de capitaux d'exploitation sis à l'étranger ou d'autres objets ne faisant pas partie de la fortune imposable au début de la période d'assiette. Sont au contraire ajoutées à la fortune au 31 décembre 1916, les sommes que le contribuable a employées en donations, les sommes placées par lui en biens fonds ou en capitaux d'exploitation à l'étranger, les sommes consacrées à l'acquisition d'objets d'art, de pierres et de métaux précieux. La taxe est de 5 pour 100 sur les premiers 10 000 marks et s'élève par degrés jusqu'à 50 pour 100, ce dernier taux étant applicable aux accroissemens qui dépassent 300 000 marks. La taxe n'est que de 1 pour 100 sur la différence entre la fortune au 31 décembre 1913 et la fortune au 31 décembre 1916, lorsque le dernier chiffre atteint les neuf dixièmes du premier. On voit qu'il n'y a aucun rapport entre le taux de l'impôt s'appliquant à un accroissement véritable et celui qui frappe la moindre diminution.

Les sociétés par actions, en commandite, les associations minières, les sociétés à responsabilité limitée acquitteront une taxe extraordinaire de guerre sur l'excédent de leurs bénéfices

déterminé par la différence entre la moyenne des profits commerciaux antérieurs et ceux des exercices de guerre. Sont considérés comme tels les trois exercices annuels consécutifs dont le premier embrasse encore le mois d'août 1914 ou l'embrasserait si une société fondée ultérieurement avait déjà existé à cette date. On entend par bénéfices commerciaux les bénéfices constatés au bilan, calculés conformément aux prescriptions légales et aux principes relatifs à la tenue des livres. Il ne sera tenu compte des amortissemens que dans la mesure où ils correspondent à une diminution de valeur. La moyenne sera calculée d'après les résultats des cinq exercices qui ont précédé les exercices de guerre, en éliminant la meilleure et la plus mauvaise année. En tout cas, on admettra comme minimum une somme représentant 6 pour 100 du fonds social. La taxe est à la base de 10 et s'élève par degrés à 30 pour 100 de l'excédent, selon que cet excédent représente 2 pour 100 du fonds social, ou dépasse 15 pour 100. Une surtaxe s'ajoute à la taxe principale, à partir du moment où l'excédent dépasse 10 pour 100. Un tarif spécial est applicable aux sociétés étrangères. Le chancelier de l'Empire est autorisé à prendre des mesures afin d'éviter une double imposition.

Une loi du 26 juin 1916, en supprimant le timbre sur les chèques qui de toute façon cessait d'être en vigueur à la fin de l'année, a établi sur les échanges de marchandises (*waren umsatz stempel*) un timbre d'un dixième pour 100. Sont frappées les déclarations de fournitures de marchandises acquittées, toutes prestations de contre-valeur même quand elles ne sont pas effectuées au comptant, les fournitures de gaz, d'eau, d'électricité. Quiconque exploite une industrie (*Gewerbe*) est tenu de déclarer le montant total des paiemens qu'il a reçus au cours de l'année pour les marchandises livrées dans l'exploitation de son établissement, si ce montant dépasse 3 000 marks.

De nouveaux impôts ont été proposés au mois de mars 1917, notamment une taxe sur la houille et le lignite, une surtaxe de 20 pour 100 à l'impôt de guerre qui frappe déjà l'augmentation de la fortune, un droit sur des transports par chemins de fer, routes et canaux, le tout devant produire 1 250 millions de marks. Ces mesures sont loin d'avoir rencontré une approbation unanime dans la presse. Des journaux même modérés comme la *Gazette de Francfort* ont reproché au chancelier d'avoir enlevé

par surprise le vote du Reichstag au moment où il lui faisait entrevoir des réformes constitutionnelles démocratiques. « Jamais encore le Reichstag n'avait accordé une somme pareille d'impôts, et jamais il n'avait voté aussi rapidement, presque sans débat ni publicité, tout à peu près ayant été réglé dans le sein de la commission. » Les taxes nouvelles sont critiquées à divers points de vue : la surtaxe à l'impôt d'accroissement de la fortune, parce qu'elle n'est accordée que pour un an ; la taxe des charbons et des transports, parce que c'est l'Empire lui-même qui en paiera la majeure partie, étant en ce moment le plus gros consommateur et transporteur de houille et d'autres matières destinées aux fabrications de guerre. D'une façon générale, le parti social-démocrate reproche à ces mesures de ne reposer sur aucun principe économique, d'avoir été prises au hasard, de façon à saisir l'argent où il se trouve. C'est là un précédent des plus dangereux et qui est gros de périls pour l'après-guerre.

IV. — MONNAIE, BANQUE ET CHANGE

L'étalon monétaire de l'Allemagne est le *reichsmark* ou mark, qui correspond au pair, c'est-à-dire lorsque les paiemens se font en or, à 1 fr. 23 centimes. Le pivot de la circulation fiduciaire est, depuis la Loi fondamentale de 1873, la *Reichsbank*, banque de l'Empire, au capital de 180 millions, investie du droit d'émettre des billets. A côté d'elle subsistent quatre autres banques d'émission, celles de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe et de Bade, dont l'importance est bien moindre.

La question de la circulation des billets, importante à toute époque, prend, en temps de guerre, une gravité particulière. Les yeux du pays et ceux de l'étranger sont fixés sur les bilans des banques et en scrutent avec un intérêt croissant les fluctuations hebdomadaires. Le belligérant qui renonce à publier ce document, fait un aveu de faiblesse significatif, qui pèse lourdement sur son crédit. La Banque austro-hongroise n'a plus communiqué aucun compte depuis le 1^{er} août 1914 ; elle s'est bornée à distribuer à ses actionnaires des dividendes sans les accompagner d'aucun commentaire. Ce silence a contribué à la chute de la couronne, qui est la monnaie la plus dépréciée parmi toutes celles des nations engagées dans la lutte.

Le gouvernement allemand ne s'est pas opposé à ce que la Banque de l'Empire continuât à faire connaître son actif et son passif. A travers les situations publiées quatre fois par mois, nous avons pu suivre le développement d'une politique qui s'est efforcée d'abord d'être conservatrice, mais qui, sous l'action des circonstances, a été de plus en plus dirigée dans le sens de l'inflation. La règle fondamentale de l'émission des billets en Allemagne est qu'ils doivent être garantis par une encaisse or égale au moins au tiers du chiffre de la circulation. Dès le début de la guerre, ce principe a été violé; il ne l'a pas été directement par la Banque impériale dont, par divers artifices, les bilans ont été, jusqu'à la fin de 1916, maintenus dans un cadre qui semblait répondre aux exigences de la loi. Mais celle-ci a été tournée de deux manières, par l'émission de billets d'État et par la création des caisses de prêt. Les billets d'État consistent en Bons de caisse de l'Empire (*Reichskassenscheine*). L'origine de ces derniers remonte à une quarantaine d'années, à l'époque où s'accomplit l'unification du système monétaire et bancaire : il en existait, en 1914, 240 millions de marks; ce chiffre a été porté à 360 millions, et peut-être davantage, au cours de la guerre. D'autre part, dès le début des hostilités, des Caisses de prêt ont fonctionné dans les principales villes allemandes et consenti des avances sur titres et marchandises : ces avances étaient faites au moyen de billets (*Darlehens Kassenscheine*) dont le montant dépasse aujourd'hui 3 milliards et demi de marks. Ces Caisses de prêt faisaient partie de l'arsenal financier que nos ennemis avaient préparé avec le même soin que leur outillage militaire. Toutes les mesures étaient prises; les documens rédigés et imprimés d'avance. Aussi, dès le premier jour de la mobilisation, ces établissemens ont-ils ouverts leurs guichets. Leur activité s'est particulièrement développée au moment des émissions successives d'emprunts de l'Empire, pour la souscription desquels ils fournissaient d'amples facilités. La Banque impériale est tenue de recevoir les billets des Caisses de prêt aussi bien que les Bons de caisse de l'Empire; elle est autorisée à les faire figurer dans son encaisse, c'est-à-dire à gager, en les immobilisant, une circulation triple de ses propres billets. On voit quelle atteinte cette réglementation porte aux principes essentiels de l'établissement.

Il résulte de ce procédé que l'on ne saurait se contenter,

pour comparer la situation de la France et celle de l'Allemagne, de rapprocher les bilans des banques d'émission, même en ajoutant, aux chiffres de celui de la *Reichsbank*, ceux des banques de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe et de Bade. Il faut comprendre, dans le total des billets de banque, celui des Bons de caisse de l'Empire et des Bons des caisses de prêt. On trouve alors qu'au 31 décembre 1916 l'augmentation de la circulation allemande, depuis le 1^{er} août 1914, avait été beaucoup plus rapide que celle de la nôtre. Plus élevée au début de la guerre, la circulation de la Banque de France ne s'était accrue, en 29 mois, que de 150 pour 100, tandis que celle de l'Allemagne a grossi de 265 pour 100. La première était encore couverte, au 31 décembre 1916, par une encaisse métallique du tiers, tandis que l'or en dépôt à la *Reichsbank* ne dépassait pas le cinquième du papier de diverse nature circulant en Allemagne. Les calculs par lesquels on essaie de faire apparaître une proportion bien plus favorable ont été critiqués même chez nos ennemis. M. Bendixen, directeur de la Banque hypothécaire de Hambourg, dans une brochure intitulée : « Politique monétaire et théorie de l'argent à la lumière de la guerre mondiale » (*Währungspolitik und Geldtheorie im lichte des Weltkrieges*), n'a pas craint de qualifier d'expédient misérable la disposition législative qui permet à la Banque de faire figurer dans son émission des « chiffons de papier, » fussent-ils revêtus de la signature du caissier de l'Empire ou des directeurs des Caisses de prêt.

L'Allemagne, se rendant compte des dangers que lui fait courir cette inflation, s'efforce de réduire la quantité des billets ou tout au moins de la contenir dans les limites actuelles. Elle encourage l'emploi des chèques en affranchissant ceux-ci de tout droit de timbre. Elle institue le chèque certifié, en déclarant que tout chèque tiré sur la *Reichsbank* et revêtu du visa de celle-ci l'oblige au paiement entre les mains du porteur. Cette ordonnance fait du chèque certifié une sorte de billet de banque temporaire. On parle de donner aux banques particulières l'autorisation de procéder de même à la certification de leurs chèques.

En dépit de ces mesures, l'augmentation de la circulation n'a pas cessé. Elle a entraîné la hausse des prix et contribué à la dépréciation de la monnaie allemande, que mesure d'une

façon inexorable la baisse ininterrompue, depuis août 1914, du mark sur les places étrangères. Le gouvernement a beau multiplier les déclarations pour expliquer que cette baisse est due à la suppression des exportations allemandes, personne ne se laisse prendre à ce paradoxe, puisque les importations sont ralenties dans la même proportion que les exportations et que, si les Allemands sont privés des milliards qu'en temps ordinaire ils recevaient de l'étranger pour prix des marchandises qu'ils leur expédiaient, ils n'ont presque rien, en revanche, à payer en dehors de leurs frontières. C'est avant tout à la méfiance qu'inspire la signature de l'Empire qu'est due la chute du mark. En Suisse, par exemple, il est coté à 75 centimes, alors que le pair est de 1 fr. 23 ; il perd donc presque les deux cinquièmes de sa valeur.

Le gouvernement impérial, conscient du danger, cherche à diminuer la circulation de ses billets. En Belgique et en Pologne, occupées par ses armées, il s'est efforcé d'organiser une circulation indigène qui lui permet de faire rentrer en Allemagne les billets libellés en marks. On sait par quelles mesures arbitraires l'autorité allemande a arraché à la Banque nationale de Belgique et à la Société générale belge, investie par lui depuis le 22 décembre 1914 du droit d'émission, les 400 millions de billets de la *Reichsbank* et de Bons de caisses de prêt allemands qui étaient entre les mains de ces deux établissemens à Bruxelles.

Les ordonnances militaires ayant établi l'équivalence du mark à 1 fr. 25 centimes, c'est-à-dire ayant prétendu donner à la monnaie allemande une valeur supérieure d'à peu près 50 pour 100 à celle que lui assignent les cotes des pays neutres, l'effet classique s'est produit : la population s'est empressée de se débarrasser de tous les billets allemands en conservant ceux qui étaient libellés en francs.

En Pologne, les envahisseurs ont d'abord voulu déprécier le rouble, en lui assignant une valeur beaucoup trop faible par rapport au mark. Mais ils ont échoué. Le rouble n'a cessé de monter. Au mois de janvier 1917, il s'échangeait à Varsovie contre 2 marks 70, somme supérieure à sa parité métallique, qui n'est que de 2 marks 17 pfennig. Deux établissemens ont été fondés. La Caisse de Kovno est une succursale de la Banque pour le commerce et l'industrie de Posen. Elle est autorisée à émettre des Bons pour 100 millions de roubles, garantis par

des lettres de change et des Bons du Trésor allemand. La Caisse de prêt du pays de Pologne, fondée à Varsovie en décembre 1916, émet des billets libellés en une nouvelle monnaie, le mark polonais, auquel on a assigné la valeur du mark allemand. Les billets sont garantis par l'Allemagne : on espère qu'ils remplaceront dans la circulation les billets allemands, qui pourront ainsi être rapatriés. Cette Caisse varsovienne est ainsi destinée à prendre la place, en Pologne, de la Banque d'émission qu'on avait projeté d'y fonder et pour l'organisation de laquelle le président de la *Reichsbank*, M. de Havenstein, s'était rendu sur les lieux : il avait d'ailleurs échoué dans sa tentative. Les débiteurs avaient été provisoirement autorisés à s'acquitter en billets allemands ou en billets russes, le rouble étant compté au pair, c'est-à-dire à 2 marks 17 pfennig. Mais, depuis le mois d'avril 1917, le mark soi-disant polonais, dont la valeur officielle est identique à celle du mark allemand, est seul reconnu comme monnaie légale.

Dans l'Empire, les administrations s'efforcent de multiplier les réglemens par chèques ou viremens. Les Caisses militaires ont été rattachées au service de viremens de la poste ou de la *Reichsbank*. Les Directions de chemins de fer multiplient le nombre de leurs caisses affiliées à la poste et étendent le nombre de leurs employés dont elles paient le traitement par chèque. Le Comité permanent du Congrès des villes allemandes recommande aux municipalités de faire acquitter au moyen de chèques toutes les taxes d'eau, de gaz et d'électricité. D'une façon générale, on rend le chèque postal plus accessible en abaissant le montant du dépôt initial exigé pour l'ouverture d'un compte et qui était jusqu'ici de 50 marks. D'autre part, les comptes de dépôt à la *Reichsbank*, qui jusqu'en juin 1916 se tenaient aux environs de 1 600 millions, ont dépassé à la fin de l'année le chiffre de 4 milliards. Toutes les banques particulières ont été invitées à verser la plus grande partie de leurs disponibilités à la *Reichsbank*, ce qui a permis à celle-ci de grossir son portefeuille en un an de 3 800 millions, en n'augmentant sa circulation que d'un chiffre moindre. Mais celle des billets des Caisses de prêt a bondi, dans la même période, de moins d'un milliard à trois milliards et demi de marks, franchissant ainsi la limite maximum qui avait été fixée en 1914.

Si l'on tient compte de l'ensemble des engagements de la *Reichsbank*, circulation et dépôts, on trouve que la proportion de l'encaisse métallique par rapport à ce total a été en décroissance rapide. De 36 pour 100 au 30 juillet 1914, elle est tombée à 20 pour 100 au 31 décembre 1916 ; elle est de 15 pour 100, si on ajoute les Bons des Caisses de prêt au passif à prendre en considération. A cette même date, la proportion était de 27 pour 100 à la Banque de France. L'effet de l'inflation n'a pas tardé à se faire sentir sur le change allemand.

On sait l'importance qu'a prise, au cours de la présente guerre, cette question du change entre les divers pays, belligérans et neutres. Parmi ceux qui ont été le plus maltraités sous ce rapport figurent en première ligne l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Depuis le début, l'unité monétaire germanique n'a pas cessé de baisser. Dès le mois d'avril 1915, le mark était en perte de 14 pour 100 sur le pair à New-York ; par degrés, il y est descendu jusqu'à 30 pour 100 de perte, cours coté au mois de décembre 1916. Une chute parallèle a été enregistrée aux bourses de Genève, d'Amsterdam, des royaumes scandinaves. Celle de la couronne autrichienne a été bien plus profonde encore : celle-ci, dont la valeur au pair est d'un franc cinq centimes, est tombée au-dessous de 50 centimes, c'est-à-dire qu'elle est dépréciée de plus de moitié. La situation de l'Autriche-Hongrie est plus mauvaise encore que celle de son impériale et impérieuse alliée. Celle-ci, du moins, a réussi jusqu'ici à conserver une façade financière qui peut faire illusion sur sa détresse réelle ; mais à Vienne, on n'a pas su « plastronner » comme à Berlin. Dès le premier jour, le gouvernement a interdit à la Banque d'Autriche-Hongrie de publier aucun bilan, et, depuis lors, personne n'a connu les comptes de cet établissement qui inonde la monarchie de son papier, dont le total reste un mystère.

La baisse du mark a eu des conséquences inattendues. Certaines industries en ont ressenti d'une façon particulièrement curieuse les conséquences. Les services de la navigation rhénane aboutissent pour la plupart en Hollande, où se trouvent, depuis longtemps, les chantiers qui construisent les navires, les compagnies qui les assurent, les banques qui font des avances hypothécaires aux armateurs. Toutes les opérations se règlent en florins hollandais, c'est-à-dire dans une monnaie qui,

depuis le début de la guerre, n'a cessé de s'élever par rapport au mark. Les ouvriers et employés hollandais, de plus en plus nombreux à bord des bâtimens et dans les bureaux des armateurs, exigent le paiement de leur salaire en florins. Le personnel des bateaux, dès que ceux-ci naviguent dans les eaux bataves, demande aussi le règlement de ce qui lui est dû, en florins. Il résulte de ces diverses circonstances une offre constante et, par suite, une dépréciation de plus en plus profonde de la monnaie allemande par rapport à la monnaie hollandaise.

Cet avilissement persistant est un grave sujet de préoccupation pour nos ennemis, bien qu'ils affectent de considérer le phénomène comme peu important. Le professeur Weyermann (de Berne), en essayant d'en rechercher les causes, nous a fait des révélations sur l'étrange manque de confiance de certains Allemands dans l'avenir de la monnaie nationale ; ces bons patriotes ont transporté à l'étranger, particulièrement en Suisse, des sommes importantes, de façon à ne pas subir, sur cette portion de leur fortune, l'effet d'une baisse ultérieure du mark. D'autres ont voulu soustraire au fisc des bénéficiers de guerre et les ont placés en diamans, en perles qu'ils ont déposés en lieu sûr chez leurs correspondans. Nous retenons l'aveu. M. Weyermann réclame une action plus énergique de la commission des charges (*Devisen Centrale*), instituée à Berlin. Il considère que celle qui fonctionne aux bords du Danube a exercé une action plus efficace. Depuis l'ordonnance de décembre 1916, qui a réglé à nouveau la question des paiemens à l'étranger, il semble que les changes soient soumis, sur la place de Vienne, à des fluctuations moins violentes qu'auparavant. Mais ici s'est produit un incident assez piquant. Les Autrichiens créanciers de l'Allemagne doivent mettre à la disposition de leur commission nationale du change les marks qu'ils ont à Berlin. Or, le règlement allemand défend aux débiteurs nationaux de payer leurs créanciers étrangers en marks ! Les Viennois se plaignent également de ne pas pouvoir réaliser à Berlin leurs valeurs allemandes ; ils font observer qu'il serait cependant de l'intérêt de leur allié de laisser la monnaie autrichienne remonter quelque peu. Comme elle subit une perte encore plus forte que le mark, celui-ci fait prime par rapport à la couronne. Il conviendrait, au dire des Autrichiens, que les défenses d'importation édictées en Allemagne se ralentissent vis-à-vis des pro-

duits austro-hongrois. On voit quelle peine les deux alliés ont à se mettre d'accord.

Si, après avoir examiné les banques d'émission, nous considérons les établissemens particuliers, nous constatons que les banques allemandes ont fait grand état du grossissement de leurs chiffres d'affaires et des dividendes qu'elles ont distribués pendant la guerre. A serrer leurs bilans de près, on découvre le côté factice de cette apparente prospérité et les dangers de la situation. Le marché allemand ayant été livré à lui-même depuis le début de la guerre, une diminution rapide des stocks, une utilisation intense des matières premières disponibles y ont amené une abondance relative de capitaux flottans. Il existe, dans l'Empire, 193 banques ayant un capital supérieur à un million, savoir 5 banques d'émission, 40 banques hypothécaires, et 148 banques de crédit proprement dites. On estime que le portefeuille des banques comprend en moyenne 60 pour 100 d'emprunts et de Bons du Trésor de l'Empire et des États, 26 pour 100 de valeurs cotées à la bourse, 14 pour 100 de valeurs diverses. D'autre part, le gros des débiteurs est constitué par l'Empire, les États confédérés, les provinces, les communes, les caisses d'épargne, en un mot les administrations publiques, qui ne seront vraisemblablement pas en mesure de rembourser les banques à la fin des hostilités. On peut dès lors se demander si celles-ci auront, à ce moment-là, les ressources nécessaires pour répondre aux demandes que leur clientèle ne manquera pas de leur adresser.

Nous terminerons ce chapitre par un tableau de notre propre situation bancaire que nous emprunterons à un auteur peu suspect de partialité pour nous. Au milieu des calomnies que les Allemands ne se lassent pas de répandre sur tout ce qui est français, nous relèverons un aveu échappé à la plume d'un de leurs économistes, M. Respindeck, qui, dans un livre récent, a étudié nos finances de guerre. « La Banque de France, dit-il, était admirablement préparée à remplir sa triple tâche, d'aider le gouvernement, de créer des signes fiduciaires, de combattre la dépréciation du change. La créance sur le Trésor est couverte par le pays tout entier, par la fortune nationale, la capacité de travail des habitans. La Banque, a, dès le 20 avril 1915, ramené son faux d'escompte à 5 pour 100, c'est-à-dire à un niveau très modéré pour les circonstances; elle a, par de multiples

moyens, jeté les bases de la renaissance financière du pays, grâce auxquelles la défense nationale et la résistance économique sont assurées. Avec une prudence raisonnée, une attention soutenue, la Banque a rempli son rôle de régulateur de la circulation : le rapport entre le montant des billets et la couverture métallique répond aux exigences formulées par tous les théoriciens. Il est incontestable que la Banque s'est montrée à la hauteur de sa tâche et qu'elle a été le pilier inébranlable sur lequel peuvent reposer solidement toutes les tractations financières. Elle a été la source inépuisable où l'État et l'économie nationale ont trouvé l'aide nécessaire. Elle finance la guerre, elle vivifie l'activité économique, elle soutient les banques et les particuliers, elle travaille de toutes ses forces à la suppression des moratoria des effets, de la bourse et de la banque. Elle stimule le réveil des énergies et elle n'hésite pas à entreprendre la lutte difficile contre la dépréciation du change national qui lui est confié comme un bien suprême. Ses services inestimables resteront pour elle un titre de gloire. »

Tel est le jugement porté par un Allemand sur notre institut d'émission. Il serait intéressant de savoir comment il envisage l'avenir de la Banque impériale de Berlin.

V. — L'APRÈS-GUERRE

L'après-guerre préoccupe énormément nos ennemis. Ils parlent sans cesse de la création de nouveaux syndicats dans le commerce et dans l'industrie, de comptoirs de vente. Ils comptent ne conserver que les usines le mieux installées et travaillant le plus économiquement. Ils parlent beaucoup de monopoles, dirigés par des ingénieurs et non des fonctionnaires, organisés sous forme de sociétés dont les actions, non cotées, seraient entre les mains de l'État, des provinces, ou des communes. Cette idée est tellement dans l'air que l'inventeur d'un nouveau procédé de distillation de la houille demande qu'il fasse l'objet d'un monopole ; celui de la force électrique a déjà été voté en Saxe.

Pour la période de transition de l'état de guerre à l'état de paix, le ministre de l'Intérieur a suggéré diverses mesures en ce qui concerne le travail, le crédit et les approvisionnements de matières premières. En attendant, les négocians et les fabri

cans s'efforcent de se syndiquer de façon à concentrer les commandes dans les maisons qui sont le mieux placées pour les exécuter. Les manufactures fermées recevront une indemnité de celles qui resteront ouvertes : leur personnel passera tout entier au service de l'État, en vertu de la mobilisation civile.

Les Allemands essaient de maintenir leur influence chez les neutres qui n'ont pas les yeux encore suffisamment ouverts sur les dangers que les exécrables ambitions tentonnes ont fait courir à l'univers civilisé. Dans la gazette commerciale qui continue à paraître à Buenos-Ayres sous le titre de *Handels Zeitung*, nous voyons, à côté des réclames de la Banque allemande transatlantique, de la Banque germanique de l'Amérique du Sud, s'étaler de pompeuses annonces du *Norddeutscher Lloyd*, l'une des deux principales compagnies de navigation allemandes, dont pas un navire cependant ne circule sur les mers depuis le mois d'août 1914. Les fabriques de Berlin, d'Augsbourg, de Nuremberg publient des avis comme si l'Océan leur était ouvert et comme si elles étaient en mesure d'expédier leurs produits à leurs clients. Jusqu'à la dernière minute, nos ennemis tenteront de faire croire que leur armature économique est intacte et feindront d'agir comme si, à la minute où cesseront les hostilités, leurs relations avec le reste du monde devaient d'elles-mêmes se rétablir sans difficultés.

Ils s'imaginent que chacun va leur redemander immédiatement les marchandises dont il avait coutume de s'approvisionner chez eux, et dressent un plan de constitution de stocks à cet effet. Ils comptent par exemple sur les produits chimiques, les matières colorantes, les appareils électriques, les sels de potasse. Nous ne savons ce que feront les neutres, dont le nombre diminue d'ailleurs chaque jour. Mais les efforts qui se poursuivent, au cours même des hostilités, chez nous et nos alliés pour organiser la fabrication d'une partie notable de ces objets, nous paraissent de nature à déjouer, sous beaucoup de rapports, les calculs que font nos ennemis. Ceux-ci comptent un peu trop naïvement qu'au lendemain de la paix tout reprendra son cours normal, que les échanges entre eux et nous redeviendront ce qu'ils étaient avant le 1^{er} août 1914. Ceux d'entre eux (ils sont rares) qui ont gardé quelque clairvoyance avouent qu'un facteur essentiel de leur expansion d'antan leur manquera, celui des relations personnelles :

ils sentent eux-mêmes qu'elles ne pourront être rétablies.

Aussi se préoccupent-ils de cimenter une union commerciale de plus en plus intime avec l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie, au moyen d'arrangemens douaniers d'une part, de l'autre par le développement des voies de communication, notamment des canaux. La condition première de la combinaison était le renouvellement du compromis entre l'Autriche et la Hongrie qui expire précisément cette année. On sait que les deux moitiés de cette monarchie vivent sous un régime bizarre qui n'est pas même celui de l'union personnelle, puisque l'empereur habsbourgeois n'est connu des Hongrois que comme leur roi, porteur de la couronne de Saint-Étienne. Depuis qu'en 1867 Beust et Andrassy réglèrent pour la première fois selon le nouveau mode les questions économiques et politiques désormais soumises à l'agrément des deux gouvernemens de Vienne et de Budapest, l'accord ne s'est jamais fait que pour dix ans. Or, comme le disait un homme d'État sceptique, les cinq premières années de la décade se passent à éclaircir les points douteux, les cinq dernières à préparer les modifications que chacune des deux parties demandera lors du renouvellement. Les questions douanières, celles du régime des chemins de fer, de la législation sur les sociétés, de la quote-part supportée par la Cisleithanie et la Transleithanie dans les dépenses communes, le problème de la Banque d'émission ont toujours donné lieu à d'âpres débats entre les deux associés, qui vivent en ennemis plutôt qu'en frères.

L'Allemagne savait qu'elle ne pourrait songer à jeter les bases de la retentissante combinaison centre-européenne (*Mittel Europa*) dont il est fort question aux bords de la Sprée, aussi longtemps que les deux tronçons de la Monarchie alliée ne seraient pas d'accord. Aussi a-t-elle insisté pour qu'une entente, tout au moins de principe, fût conclue entre l'Autriche et la Hongrie. Elle en a reçu l'avis au mois de février 1917. Toutefois, les Parlemens n'ont pas encore donné leur approbation et bien des surprises peuvent encore être réservées de ce côté-là. Le pacte s'étendrait cette fois à vingt et non plus seulement à dix ans.

Les industriels aiment mieux avoir en face d'eux une période plus longue, au cours de laquelle ils pourront amortir des dépenses de premier établissement plus considérables. Mais le

désir de voir le traité signé jusqu'en 1937 est surtout vif du côté de l'Empire allemand, qui se prétend disposé à faire de grands sacrifices à son allié et réclame en échange la certitude d'une plus longue stabilité. La Hongrie aurait obtenu le maintien des droits d'entrée minima de 6 couronnes 30 pour le blé, d'un chiffre proportionnel pour les autres céréales, et une élévation des droits sur la viande et le bétail. La fixation de sa quote-part dans les dépenses communes est réservée, de même que la prolongation du privilège de la Banque.

Les questions de chemins de fer ont été àprement débattues. Les journaux allemands déclarent que cette partie de la discussion a été empreinte de « déloyauté » et que les questions d'exploitation et de tarifs ont été débattues en dehors des considérations d'intérêt général. Ils vont jusqu'à demander qu'on enlève la direction des réseaux aux autorités actuelles pour la remettre entre les mains de l'État-major général!

Les Allemands sont loin d'être unanimes à voir leur salut économique dans la conclusion de l'entente de « l'Europe du milieu. » M. Gotheim, député au Reichstag, a un programme tout différent. Il insiste pour que l'Allemagne s'assure partout la clause de la nation la plus favorisée et soit garantie contre toute taxe d'exportation qui serait dirigée contre elle.

Il demande qu'elle puisse librement s'approvisionner de matières premières et vendre ses objets fabriqués; les deux tiers de son exportation, avant 1914, allaient à ses ennemis et à leurs colonies. Le seul pays qui actuellement fasse concurrence aux produits allemands est le Japon; mais sa fabrication, d'après M. Gotheim, n'est pas assez soignée pour pouvoir lutter d'une façon durable. L'Allemagne, selon le même auteur, reconquerra bien vite les marchés où elle vendait ses machines électriques, ses produits chimiques. Il condamne l'union douanière de l'Europe centrale. La clause de la nation la plus favorisée, qui est le thème sur lequel roule l'argumentation de M. Gotheim, suppose, dit-il, la réciprocité et ne permet donc pas d'accorder un traitement préférentiel à l'Autriche ni à la Bulgarie ni à la Turquie. Il rappelle que l'Autriche-Hongrie n'absorbait en 1913 que 11 pour 100, la Bulgarie et l'Empire ottoman que 1 pour 100 du total des exportations allemandes. Continuant à raisonner en vainqueur, il demande la suppression des traitemens de préférence, que les métropoles, telles que

la France ou l'Angleterre, pourraient accorder à leurs colonies. Il réclame la porte ouverte. Enfin il préconise l'institution d'une Cour internationale chargée de juger les difficultés qui naîtraient pour l'application des tarifs et l'interprétation de la clause de la nation la plus favorisée.

Cet appel à une Cour de la Haye commerciale a une saveur toute particulière sous la plume d'un membre de ce Reichstag qui s'est associé avec enthousiasme aux plus monstrueuses violations du droit international. Se rendant compte d'ailleurs de la difficulté qu'éprouveront les belligérans à régler cette partie du futur traité de paix, l'auteur propose que les anciens tarifs douaniers et conventions commerciales soient remis provisoirement en vigueur jusqu'à la conclusion des accords définitifs. C'est la mentalité nouvelle qui commence à poindre chez les Germains. Pressentant la ruine de leurs plans de domination, ils voudraient revenir au *statu quo ante bellum* sur tous les terrains.

Dans le même ordre d'idées, un professeur de Leipzig, M. Franz Eulenburg, s'imagine que l'Allemagne retrouvera, après la guerre, la plus grande partie des débouchés qui lui étaient ouverts avant 1914. Il reconnaît toutefois le danger qui résultera pour elle de la rupture des relations personnelles, de l'impossibilité d'envoyer des représentans ou de fonder des maisons allemandes dans certains pays. Mais M. Eulenburg estime que ni la France ni la Russie ne pourront se passer des charbons westphaliens et rhénans, et que cette dernière aura besoin d'acheteurs germaniques pour ses céréales. Quant aux neutres, ajoute-t-il, ce serait une erreur que de leur accorder un traitement moins favorable qu'à l'Autriche et aux États balkaniques. Tout en reconnaissant la puissance formidable des États-Unis et celle du Japon, M. Eulenburg prétend que l'Amérique du Sud restera ouverte aux Allemands, qui seuls, dit-il, seront en mesure d'acheter les produits agricoles de ce continent en lui vendant des objets fabriqués. En Europe, une union douanière austro-allemande n'augmenterait pas la capacité d'achat de ces deux empires et diminuerait même plutôt celle de l'Autriche, dont le développement économique serait entravé.

Les espoirs fondés sur le Sud-Est européen et sur le chemin de fer de Bagdad paraissent très exagérés à M. Eulenburg. Peut-être la conquête de la Mésopotamie par les Anglais lui

inspire-t-elle cette sage réserve : il déclare en tout cas que l'Allemagne a besoin du monde transatlantique et que, pour elle, la voie de l'avenir passe par la mer du Nord et non par les Dardanelles. Il échafaude de chimériques calculs sur le marché des deux Amériques : sa brochure était écrite avant le message du président Wilson du 2 avril 1917 et avant que Cuba, le Brésil, et d'autres républiques du Nouveau Monde se fussent rangées aux côtés du Cabinet de Washington.

La déclaration de guerre des États-Unis a achevé de ruiner le rêve allemand de domination maritime, qui s'évanouissait déjà devant l'énergie victorieuse avec laquelle la Grande-Bretagne a conservé la maîtrise de l'Océan. En même temps, la prise de Bagdad a fait s'envoler les plans orientaux de la chancellerie de Berlin. Elle se rabat alors sur les projets de tarifs, de canaux, de moyens de communication de toute sorte au moyen desquels elle espère conserver à l'industrie germanique les débouchés dont elle a besoin.

Toutes ces tentatives dissimulent mal l'inquiétude qui commence à gagner nos ennemis. Ils affectaient, avant 1914, de se révolter contre la tyrannie britannique. Aujourd'hui, que diront-ils des États-Unis, dont l'intervention va être aussi redoutable? L'Amérique n'exporte plus seulement des matières premières, mais elle augmente d'une façon suivie ses expéditions d'objets fabriqués, qui, de 1900 à 1912, ont grandi de moitié vers l'Europe, l'Asie et l'Australie; elles ont triplé vers le Canada et le Mexique, quadruplé vers l'Amérique du Sud, plus que doublé vers l'Afrique. L'un des principaux buts poursuivis par les Allemands dans la constitution de la *Mittel Europa* est d'arriver à se créer des débouchés à l'abri de la concurrence américaine; mais cela est bien peu de chose en comparaison de ceux qu'ils vont perdre.

VI. — CONCLUSION

Nous avons essayé de donner à nos lecteurs une idée de la situation actuelle des finances de l'Allemagne et de son avenir économique. Grande est la difficulté d'un pareil travail. L'observation sur place, qui est la condition première de l'exactitude, étant écartée, il a fallu avoir recours presque exclusivement à des documents de source allemande. Et, comme nos

ennemis excellent à déguiser la vérité, nous sommes en droit de nous demander si les statistiques qu'ils publient sont exactes. Nous les avons admises toutefois comme base de notre étude, parce que nous pensons qu'il est moins dangereux d'exagérer la force de son adversaire que de la sous-estimer. Ne cherchons pas à nous faire d'illusions sur la prétendue faiblesse des Teutons. C'est une race vigoureuse, animée d'un patriotisme étroit, brutal et farouche, mue par des instincts bas et prête à fouler aux pieds toutes les institutions divines et humaines pour asseoir sa domination sur le reste du monde. Son armature économique, nous ne cessons de le répéter avant la guerre, était puissante; elle l'a fortifiée au début de la campagne par l'occupation de la Belgique et du Nord de la France, plus tard par celle de la Pologne, de la Serbie et de la Roumanie. Elle a pressuré de la façon la plus éhontée les populations des territoires envahis, prélevé des contributions monstrueuses et augmenté ainsi ses disponibilités financières. Elle paraît avoir récemment accentué ses pillages, en ne respectant plus aucune partie de la propriété privée et en allant jusqu'à fracturer des coffres-forts et à voler des titres. Quant à l'enlèvement systématique des machines, des matières premières, l'exploitation à son profit des mines et des houillères appartenant à des particuliers, c'est depuis les premiers jours de l'invasion que cette vaste entreprise de banditisme se poursuit. L'addition des sommes et des valeurs que l'État-major berlinois s'est ainsi adjudgées forme un nombre respectable ou plutôt très peu respectable de milliards, qui ont allégé d'autant le budget de la guerre de nos adversaires. Ils auront à nous le restituer, et avec usure. Mais, en attendant, cela leur a permis de dépenser relativement moins que nous et nos alliés, d'autant mieux qu'ils avaient à leur disposition le fer et le charbon que nous sommes obligés d'importer partiellement à des prix très élevés.

Toutefois, l'effort financier qu'ils ont dû faire a tendu à l'excès les ressorts de leur crédit, et nous ne pensons pas qu'ils soient en mesure de procéder à beaucoup de nouvelles opérations d'emprunt. L'échafaudage des Caisses de prêt, la superposition d'une triple circulation de billets, la souscription de tranches successives de rentes et de Bons du Trésor au moyen d'avances consenties sur des titres de même nature antérieure-

ment émis avec les mêmes artifices, constituent un ensemble peu solide. La mesure vraie de la situation financière est donnée par la dépréciation formidable de la monnaie nationale, du mark, dont la baisse, nous l'avons démontré, s'explique essentiellement par la méfiance universelle qu'inspirent, même aux neutres, les procédés du Trésor germanique.

Nous n'insistons pas sur la disette qui sévit en Allemagne et qui contribuera à l'effondrement. Mais, une fois la vie normale rétablie de l'autre côté du Rhin, il s'y trouvera une population nombreuse, disciplinée, habituée au travail et qui sera en mesure de produire annuellement une valeur susceptible de gager l'indemnité de guerre due aux Alliés. Certes, l'expansion teutonne ne reprendra pas son cours dans le monde comme elle le faisait si gaillardement jusqu'en 1914, avec le consentement tacite ou exprès du reste de l'univers. Nous, nos alliés et beaucoup de neutres, nous avons maintenant les yeux ouverts et nous ne laisserons plus ces « indésirables » s'asseoir à notre foyer. Avec un certain nombre de contrées, ils pourront encore commercer ; ils paieront, au moyen d'objets manufacturés, le supplément d'objets d'alimentation et de matières premières qu'ils auront besoin d'importer. Mais ils ne sauraient se flatter de retrouver chez nous et nos alliés les débouchés qu'ils s'y étaient assurés avant la guerre. Nous avons organisé et nous organiserons chez nous un grand nombre de fabrications pour lesquelles nous ne voulons plus être leurs tributaires. Leur industrie et leur commerce seront de ce chef notablement diminués. Voici, par exemple, la *Compagnie nationale des matières colorantes*, qui se prépare à produire, en France, pour nous et nos alliés, des marchandises que nous demandions jadis à l'Allemagne. La *Compagnie générale de construction de locomotives*, fondée sous l'égide d'un de nos grands établissemens de crédit et de deux de nos plus puissantes sociétés métallurgiques, nous affranchira d'une sujétion qui entraînait de graves dangers pour la défense nationale. Il y avait non seulement quelque chose d'humiliant à voir nos Compagnies de chemins de fer et notre réseau d'État confier des commandes aux usines germaniques ; mais c'était courir un péril évident que de dépendre d'un ennemi pour des fournitures essentielles. Désormais, l'Allemagne n'aura plus à nous compter au nombre de ses cliens sur ces divers domaines :

Quant à l'Autriche, sa situation est bien pire. Elle se traîne dans le sillage de son alliée ou plutôt de sa souveraine, copiant servilement les institutions allemandes, telles que Caisses de prêt, offices de ravitaillement et de taxation, modelant ses emprunts sur les emprunts allemands, essayant à Vienne et à Budapest de marcher à la même allure qu'à Berlin. Mais la monarchie dualiste n'a pas la vigueur de celle des Hohenzollern. Depuis longtemps elle luttait contre des difficultés financières et monétaires sans cesse renouvelées. Ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle qu'après une longue série d'efforts elle avait réussi à écarter le fléau du papier-monnaie. Elle y est lourdement retombée dès 1914, à tel point qu'elle n'ose même pas publier le chiffre des billets de banque qu'elle a lancés dans la circulation. La plupart des industries sont arrêtées et les souffrances des populations plus vives encore qu'en Allemagne.

Au début de la guerre, on s'était trop pressé d'annoncer l'épuisement de nos ennemis. Un blocus insuffisant leur a permis de tirer beaucoup de ressources du dehors. Mais celles-ci s'épuisent, et la garde montée par les marines française, anglaise et américaine est plus efficace que jamais. Les prédictions qu'il était prématuré de faire en 1914 et 1915 peuvent être formulées aujourd'hui. L'heure de la justice immanente approche. L'édifice économique des Empires centraux s'écroulera en même temps que leur puissance militaire.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

REVUE LITTÉRAIRE

LITTÉRATURE DE GUERRE (1)

A mesure que la guerre se prolonge, la littérature de la guerre s'enrichit de tous les sentimens que multiplie et développe la dure épreuve. Dans les premiers temps, on la vit aller, pour ainsi dire, au plus pressé, qui était de commenter les événemens, de prouver le bon droit du pays, de montrer le devoir de tous et de chacun, de créer un état de pensée où fussent en éveil l'enthousiasme et la résignation. Les écrivains de la guerre ont accompli une tâche excellente. Ils ont été les véritables meneurs de l'opinion publique, aux jours de la tribulation la plus terrible : on n'a pas oublié ce que fut, par exemple, pour des milliers et des milliers de Français tourmentés, le conseil sûr et souverain d'un Albert de Mun. Depuis lors, la guerre a pris un tel caractère de durée, elle a si profondément posé les questions de vie et de mort, elle pénètre si loin dans l'âme de nos âmes, qu'il ne s'agit plus désormais d'une période cruelle à passer avec courage, à subir avec entrain : mais il s'agit encore de toutes les idées sur lesquelles a vécu notre peuple, de toutes les conditions de son avenir. La littérature de la guerre est ainsi portée, de la remontrance patriotique, à la méditation philosophique.

Cela est sensible, et cela est extrêmement beau, dans le nouveau livre de M. Maurice Barrès, *Les diverses familles spirituelles de la*

(1) *Les diverses familles spirituelles de la France*, par Maurice Barrès (Émile-Paul); *Lettres à une dame blanche* (Société littéraire de France) et *Pendant qu'ils sont à Noyon* (Tallandier), par Maurice Donnay; *Croquis de Paris*, par Maurice Demaison (Plon); *Quelques aspects du vertige mondial*, par Pierre Loti (Flammarion); *La famille française*, par Henri Lavedan (Perrin).

France. L'auteur, au 4 août 1914, applaudit à l'union sacrée, salut de la France, la veille déchirée de toutes les querelles qui ont occupé les dernières années avant la guerre et principalement les dernières semaines : soudain, les querelles sont finies, sont abolies, parce que la France est en péril. Ce fut un admirable jour, celui que l'union, proclamée à la Chambre, voulue et faite par le pays tout entier, rassembla tous les Français dans une seule énergie. Les semaines passèrent, les mois et les années. On ne peut pas dire que l'union sacrée se soit maintenue en sa perfection première. C'est que les motifs déterminans de l'union sacrée ont disparu ; non qu'ils n'existent plus : on les voit beaucoup moins. La confiance qu'il y a dans le pays donne à tout le monde et donne à de vifs partisans une sécurité à la faveur de laquelle plus d'un recommence de chicaner. Cependant, l'union sacrée ne cesse pas d'être indispensable ; et, si la guerre continue, la guerre est déclarée tous les jours : elle exige tous les jours la même discipline, et plus rigoureuse, qu'à l'heure exaltée de la mobilisation. Mais il faut compter avec l'usage, l'habitude et voire les manies de nos cœurs : nos sentimens brefs n'ont pas la même façon de se comporter que nos lentes patiences ; nos sentimens ne résistent pas au temps et ne survivent pas sans se modifier. Puis il y a du loisir, à l'arrière du front, comme au front il y a des répits : la spontanéité première se complique de rêve et de réflexion. La spontanéité, peu à peu, tombe. Et ainsi, l'union sacrée, qui fut au 4 août le chef-d'œuvre de la spontanéité patriotique, a bel et bien risqué de se défaire. A la vérité, elle s'est défaite ; mais, par un bonheur, elle se refit, nouvelle, d'une autre sorte et plus résistante, à mesure qu'elle se défaisait. Travail splendide, qui sauve la patrie, et qui est celui que M. Maurice Barrès analyse.

« L'union sacrée, dit-il, n'a pas consisté à renier nos croyances, ou à les reléguer dans une armoire comme un objet inutile dont on reparlerait plus tard. » A les renier, non ; mais à les mettre dans une armoire, en quelque sorte, si ! les premiers jours, et quand il n'était question que d'une guerre courte, épisode qui excitait la curiosité autant que la bravoure, et après lequel on retournerait à la causerie interrompue, à la causerie et volontiers à la chamaillerie. La première union sacrée ouvrit une parenthèse : et la victoire, au bout de la saison, devait fermer la parenthèse. Mais, quoi ! l'on ne met pas entre parenthèses trois fois les quatre saisons de l'année. Et, la nouvelle union sacrée, la voici, comme la décrit M. Barrès : « Elle ne comporte aucun oubli de ce qui fait vivre nos consciences ; mais, au contraire,

elle est née de ces croyances qui, par tout ce qu'elles ont de plus excellent, se rejoignent en profondeur. Chaque famille spirituelle a maintenu ses droits, mais sous leur forme la plus pure, et, par là même, s'est trouvée toute proche des autres familles qu'elle aurait crues ennemies. » C'est le phénomène le plus étonnant de la guerre.

Des anecdotes le révèlent, par le dehors. Un soir de bourrasque et de pluie, trois aumôniers, un prêtre catholique, un pasteur et un rabbin, se trouvaient ensemble, non loin de soldats qui relevaient des cadavres. Avant de rejeter la terre sur les défunts, les soldats s'adressent à ces trois aumôniers, pour la prière des morts. Et, — de quelle religion, ces défunts? — Mystère. « Eh ! nous allons, à tour de rôle, les bénir... » Le catholique, le protestant et le rabbin, successivement, bénirent les corps ; et puis, « ils ont serré la main des soldats, qui n'étaient pas nécessairement des croyans. » A la bataille de Verdun mourut le capitaine Millon, prêtre. Et le grand ami de ce prêtre-capitaine, c'était son chef de bataillon, lui nettement libre penseur. Le libre penseur alla trouver un de ses soldats, un catholique : « Si j'étais tombé le premier, il aurait dit une messe pour moi. Voulez-vous que nous demandions au curé un service à son intention? » Le libre penseur assista au service avec les soldats et les gens du village. Le curé, après l'évangile, dit quelques mots et pria le chef de bataillon de parler à son tour. Sur les marches de l'autel, le chef de bataillon libre penseur glorifia son ami, le prêtre-capitaine, et sut déclarer « qu'il fallait à la France de demain l'étroite collaboration du prêtre, de l'officier et de l'instituteur. » Ce sont des anecdotes. M. Maurice Barrès ne s'en contente pas, pour montrer cette union profonde et intime des croyances qui ont entre elles le plus de différence et de contrariété. Il va examiner ces croyances, il va examiner le tour qu'elles prennent, dans les âmes où elles sont le principe de toute activité. Les âmes sont difficiles à connaître ? Il n'en doute pas. Elles ne se livrent pas aux regards : elles ont leur pudeur, elles ont leur maladresse, elles ont aussi leur simplicité qui dérouté l'amitié même. Pourtant, leur histoire est leur aveu ; et ces lettres que les combattans écrivent, dans les minutes qui vous arracheraient votre sincérité, si vous aviez le goût de la modestie ou de la supercherie, ces lettres-là sont l'évidente vérité. M. Maurice Barrès les a consultées ; il les cite et il les interprète avec une poignante sympathie. Ces témoignages si brûlans de ferveur, il en tire une lumière vive et qui éclaire de larges pans de la conscience nationale. Il a une admirable puissance de divination morale. Et il

ouvre d'amples vues dans le mystère des rêveries individuelles et collectives. Il étudie ces diverses familles spirituelles de la France, les catholiques, les protestans, les israélites, les socialistes, les traditionalistes. Chacune de ces familles a ses idées particulières qui, au lieu de les diviser, de les séparer, les dirigent vers le même devoir. Tels socialistes puisent dans le souci de la société future la même abnégation, le même dévouement que les catholiques doivent à leur dogme de la vie éternelle. Les protestans consentent à l'idée de la justice le même sacrifice que font les traditionalistes au vœu de maintenir intact l'héritage français. Les uns et les autres « distribuent la même pensée sous des vocables différens ; » tous, en défendant la France, « défendent leur foi particulière : » et c'est leur foi particulière qui les dévoue à la France. « Chacun d'eux confond avec la France sa religion ou sa philosophie. O miracle ! ils ont tous raison !... » Tant la France est une opulente synthèse de pensée.

Dans les anciens tableaux religieux, on voit souvent les personnages, placés côte à côte, merveilleusement dissemblables : il y en a de tous les âges, de tous les métiers, de doux et de violens, de riches et de pauvres ; et chacun d'eux est comme s'il n'avait pas de voisin. Chacun d'eux a son air, sa coutume ; et chacun d'eux est à part soi. Mais tous ont pareillement les yeux levés vers le ciel. Et c'est l'oraison commune, l'oraison particulière adressée au même Dieu, qui les groupe. C'est l'oraison qui fait la composition du tableau. Ainsi, nos diverses familles spirituelles, dévouées à la même patrie, composent par leur dévouement la France.

Pour que fût parfaite l'unanimité du pays dans l'épreuve qu'il subit, on voudrait qu'à l'arrière l'esprit de guerre eût la maîtrise. Il ne l'a pas absolument. Et faut-il appeler famille spirituelle de la France la tribu des frivoles qui paraissent ne pas savoir qu'il y a la guerre ? M. Maurice Donnay a entrepris de les avertir. Il s'adresse, pour ainsi dire, aux gentils et aux gentilles, que l'esprit de guerre n'a pas touchés. C'est pour eux qu'il a écrit ses charmantes *Lettres à une dame blanche* : et, à l'égard de cette dame blanche, il n'a que tendresse et déférence ; mais il lui montre la comédie, assez ridicule et triste, que mènent, à Paris, quelques dames moins blanches et, autour d'elles, bon nombre d'hommes qui, sur ce point, sont femmes. La dame blanche est délicieuse. Dans les premiers temps de la guerre, elle a trempé, distribué des soupes ; elle a tricote ; elle a chanté pour les blessés ; elle a été marraine ; elle a donné aux œuvres. Et, avec tout

cela, elle n'était pas contente d'elle... « Comme dans le vieil opéra-comique cher à nos pères, une dame blanche vous regardait : c'est très gênant; et c'était la dame blanche que vous vouliez être qui vous regardait ainsi... » Elle n'était pas infirmière encore, pour la seule raison que le projet de voir du sang la faisait défaillir. Et puis, ce fut en Bretagne, à la fin d'une belle journée, l'automne... « Un angélus tintait; rien ne manquait à l'émotion de ce moment et l'on pensait que rien n'était plus beau que ce paysage de France, et que la France... D'un hôtel transformé en hôpital, deux infirmières sortaient; leur cape sur le bras, toutes blanches dans le crépuscule, elles montaient une côte assez longue et rapide, d'un pas cadencé, décidé, allongé. Quand elles passèrent, nous vîmes qu'elles étaient toutes jeunes et que leur visage rayonnait de cette gaieté que donne une noble tâche accomplie. Et, quand elles eurent passé, vous avez dit : « Décidément, en rentrant à Paris, je suivrai des cours. » Ainsi, deux filles de la plus active et tangible charité, la beauté de l'heure, la double mélancolie d'un beau jour et des beaux jours qui finissaient, tout cela collabora à votre décision... » La dame blanche est en Bretagne, confinée dans un hôpital militaire, loin des yeux qui la verraient si brave et si bonne : toute seule; et, le soir, dès que ses blessés dorment, elle se retire dans sa chambre et lit Montaigne.

A Paris, elle a laissé sa cousine Clotilde. Et, Clotilde, M. Maurice Donnay l'a rencontrée, qui descendait de son auto et allait rue de Rivoli, prendre le thé. Elle devait retrouver à ce thé le comité de l'œuvre dont elle est présidente, l'œuvre des Désœuvrées : les dames du comité ont rendez-vous, chaque soir, entre cinq et six heures, dans un thé différent; « quelle sujétion !... » Clotilde n'approuve pas, et traite de véritable folie, qu'on soit dame blanche et qu'on choisisse un hôpital à cinq cents kilomètres de Paris et des amis. Elle n'a pas le goût de l'exil; et elle n'a point envie de donner à ses contemporaines un grand exemple : son œuvre des Désœuvrées lui suffit. « Ayant dit ces choses, elle s'est aperçue qu'elle mourait littéralement de froid, malgré ses fourrures, et elle est entrée précipitamment dans la maison de thé où l'attendaient la vice-présidente, la secrétaire et la trésorière... » M. Maurice Donnay déteste Clotilde; et, s'il ne le lui dit pas avec une sévérité rude, c'est que la rudesse ne changerait pas Clotilde, quand la guerre ne l'a point changée. Les personnes qui traversent le temps effroyable de la guerre sans avoir l'air de s'en apercevoir et sans tirer de la guerre aucun enseignement, que leur faut-il? Ce sont des âmes préservées; ce sont des âmes abritées : ce sont des

âmes qui ne sont point des âmes, n'ayant ni charité, ni sensibilité, ni seulement ce peu d'imagination qui vous alarme sur la douleur des autres et vous invite à compatir.

Il y a, dans ces *Lettres à une dame blanche*, les portraits de maintes Clotildes et de maints « rigolos » qui veulent oublier la guerre. Il y a aussi d'assez bonnes gens qui n'oublient pas la guerre, mais enfin qui ont trouvé le moyen de s'en accommoder. Et d'autres en profitent : ceux-là, ce ne sont pas de bonnes gens. M. Donnay ne s'attaque pas aux plus mauvais et dont les fautes ont de quoi choquer tout le monde. Il malmène les demi-coupables : et de grands coupables encore, si la guerre ne leur est pas une souffrance quotidienne et si, de la souffrance, ils ne font pas de la pitié. Il les malmène, à sa façon qui n'est pas brutale. Il les taquine ; mais avec une si adroite justesse que ses victimes auraient mille fois raison de préférer les coups à une telle taquinerie. Jamais il ne se fâche ou ne s'emporte ; mais, souvent, au frémissement de la phrase, il est facile d'apercevoir son impatience. Et, comme l'impatience n'a ici d'autre motif que les sentimens les plus proches du cœur, froissés par le futile égoïsme des badauds, cette satire des badauds, c'est une élégie de la guerre. Ainsi la moquerie est toute mêlée de mélancolie, le rire voilé de larmes. Cette discrétion qui atténue de gaieté le chagrin, de chagrin la gaieté, a une grâce qu'on trouve en plusieurs ouvrages de M. Maurice Donnay et qui, dans ces *Lettres*, émeut infiniment. Puis, il arrange les mots au gré de sa délicate pensée, avec un art qui ne se voit presque pas, avec un art si ingénieux, si habile qu'on le cherche et ne le découvre pas. Il écrit à la dame blanche : « Un des résultats de la grande guerre sera de rendre à la littérature de la spontanéité. Un plus grand nombre d'écrivains oseront être eux-mêmes, se donner, s'abandonner... » Je n'en suis pas sûr ; et même je ne suis pas sûr qu'on doive beaucoup le désirer. Un plus grand nombre d'écrivains ! Et ils se donneraient, s'abandonneraient !... En se donnant, que donneraient ils ? Et, quelques-uns, leur abandon ne vaut pas qu'ils renoncent à être un peu guindés. « Ils pourront être sincères... » Veulent-ils ne l'être pas tous ! Mais la sincérité de M. Donnay, et dans ces *Lettres*, est ravissante. Il était délicieusement naturel dès avant la guerre ; et l'on n'a pas attendu la guerre aussi pour aimer qu'il le fût. Naturel avec un tour qui est de lui ; et il ne s'applique pas du tout, mais il ne fait que céder à son cœur et à son esprit pareils, s'il écrit de ces pages adorables qu'on ne saurait traduire en aucune autre langue, tant le son des syllabes et la mélodie

de la pensée ne sont que choses de chez nous, fines merveilles de France.

Celui-ci encore est de France, et de la plus jolie manière, l'auteur des *Croquis de Paris*, M. Maurice Demaison. Ses croquis, ses petits tableaux, d'une peinture attentive, exacte et habile, forment par leur réunion l'image ample et variée de Paris pendant la première année de la guerre. Et, dans ce mince volume, bat, comme dit un beau sonnet liminaire de M. Henri de Régner, « le cœur vaillant, le cœur sublime de Paris ! » M. Maurice Demaison ne cherche pas le sublime. Seulement, il l'avait sous les yeux : et le sublime de Paris, tout de simplicité, même dans l'héroïsme, et avec bonhomie... Il y a une lettre de M^{me} de La Fayette, où elle feint de ne pas être l'auteur de la *Princesse de Clèves* et profite du stratagème pour juger ce roman qu'elle ne méprise pas : elle aime qu'on n'y trouve rien d'emphatique et de « grimpé, » dit-elle. Rien de « grimpé » non plus, dans le sublime de Paris ni dans les croquis de M. Maurice Demaison. Paris s'attendit aux plus effroyables calamités : et il eut cette coquetterie, de subir élégamment son angoisse. Il fut sauvé : il ne retentit pas de cris de joie plus que, durant les mauvais jours, de cris d'épouvante. Le 3 septembre 1914, — et que n'avait-on pas à craindre alors ? — l'auteur des *Croquis* note qu'un avion boche versa des bombes sur notre ville et qu'un Parisien concluait : « Oui, nous avons le risque des bombes ; mais au moins les autobus ne nous écraseront pas ! » Rester, dans la chance, tel qu'on était avant cela : c'est une rare élégance et que n'ont pas, d'ordinaire, les parvenus. Dans le péril, garder son attitude habituelle : c'est une autre élégance, et presque la même en son origine, le signe de la bonne race et d'un usage ancien. Paris ne ressemble jamais à un parvenu : il a son passé, pour l'aubaine et pour l'infortune. Il a continué, pendant les terribles semaines, sa vie, son badinage aussi. Et M. Maurice Demaison, dans sa peinture de Paris, badine, comme son modèle badinait, avec un entrain qui veille à cacher la tristesse.

Il raconte qu'un de ses amis, juriconsulte, reçut de province, au premier printemps de la guerre, la lettre que voici : « Modeste travailleur, je prépare une monographie de Charles le Simple et du traité de Saint-Clair-sur-Epte par lequel, l'an 911, il donna sa fille Gisèle en mariage à son vainqueur, Rollon, chef des Normands... » Le modeste travailleur demandait au juriconsulte quelques renseignements précis touchant les conventions matrimoniales réglées

par la coutume de Neustrie. Là-dessus, le jurisconsulte se récrie : douze millions d'hommes, d'un bout à l'autre de l'Europe, s'entre-tuent ; ça ne suffit pas pour divertir du mariage de Gisèle un érudit, un maniaque ! M. Maurice Demaison, plus sage : « C'est un brave homme ; il faut le citer à l'ordre du jour civil. » Ce maniaque ? « Il y a plusieurs manières de s'occuper pendant la guerre. La plus noble est de se battre ; ensuite viennent les services qu'on rend à nos soldats ; après cela, il n'en reste qu'une bonne, c'est de faire son métier. Qui-conque n'est point dans les tranchées, les ambulances ou les œuvres charitables, n'a pas d'autre devoir. S'il est balayeur, qu'il balaye ; s'il est ferblantier, qu'il rétame ; mais, pour Dieu, qu'il continue sa vie !... » Peut-être, sur ce point, M. Donnay et M. Demaison ne sont-ils pas tout à fait d'accord. M. Donnay veut que tout le monde serve : tout le monde, et même Clotilde. M. Demaison sera content si Clotilde s'occupe. M. Donnay compte davantage sur l'utilité d'un chacun. M. Demaison n'ose pas demander à tout un chacun de servir : il conjure les inutiles de n'être qu'inutiles et, principalement, de ne pas nuire. Ils sont d'accord, au surplus, pour blâmer les désœuvrés ; et M. Donnay, certainement, approuve M. Demaison, qui écrit : « J'aime l'entomologiste qui pique des papillons. Il alimente le commerce du liège, l'industrie des épingles, celle de la créosote ; il participe à la vie du pays. Et je suis indulgent à la femme qui commande des robes à godets. Elle pourrait employer son argent avec plus d'altruisme ; mais sa coquetterie même n'est pas d'une mauvaise citoyenne : elle soutient le moral des couturiers. Cela vaut mieux que de s'affliger dans une jupe étroite et de dire : Ou n'avance pas ! » Le sublime Paris de guerre, M. Maurice Donnay lui a dédié plus d'un cantique d'amour et d'amical respect, dans ce recueil si attrayant, si pathétique, au titre glorieusement démodé, *Pendant qu'ils sont à Noyon* : « L'âme de Paris ! Elle fut résignée aux pires catastrophes, pendant les premiers jours de septembre. Depuis, elle est confiante et toujours pleine d'espérance et de certitude... L'âme de Paris, ceux qui la jugent du dehors, et sur certains dehors, peuvent la croire indifférente, habituée, légère : ils se trompent !... » Le sublime Paris de la guerre, M. Demaison, comme on voit, le traite avec un peu d'ironie. Entendons ce mot : ne confondons pas l'ironie avec la moquerie. Il y a possiblement de l'amitié, dans l'ironie, même de la tendresse. Et que l'auteur des *Croquis* aime Paris, on le sent à chaque page de son livre. Il en aime les rues et les gens ; il en connaît tous les quartiers, et l'histoire. Il en aime les heures de jour et les heures de nuit, les

paysages, la pierre et la verdure. Il en aime l'esprit, la plaisanterie dans le courage; et il sait que, s'il plaisante, il est de mèche avec Paris. Premiers jours de janvier 1915; la neuvaine de Sainte-Geneviève: « La place du Panthéon offre d'étranges disparates. Un dôme, des colonnades, des torchères de bronze, de vastes étendues. C'est l'endroit le plus solennel et le plus romain de Paris, un Piranèse sans soleil, balayé par le vent. Tout à coup, elle s'achève en quartier provincial: une église posée de guingois, une tour gothique, les ogives d'un couvent, quelques vieilles mesures composent pour l'aquafortiste un décor de petite ville dévote... » L'automne précédent, lorsque Paris était silencieux et désert: « J'ai vu un chat assis, au milieu de la chaussée, en pleine rue Richelieu, à trois heures de l'après-midi. La patte gauche dressée comme une antenne, il lissait les poils de ses cuisses avec sa langue râpeuse, aussi tranquille qu'au fond d'un cabinet de toilette. Effet bien mince de la guerre. Pourtant, c'est la première fois, depuis le cardinal, qu'on aura vu ce tableau dans la rue Richelieu à trois heures de l'après-midi. » Ne croirait-on, — je ne dis pas, lire une description parfaite, — mais voir, au musée Carnavalet, quelqu'une de ces jolies estampes d'autrefois, très pittoresques et d'un style accompli, et qui sont de précieux documens, et qui sont, avec une amusante simplicité, de menus chefs-d'œuvre par la justesse et le goût?

Il y a des croquis de Paris, dans le nouveau livre de M. Pierre Loti, *Quelques aspects du vertige mondial*; deux seulement: et l'un, terrible, scène d'hôpital, un soldat qui ne sait pas qu'il est aveugle et croit, sous les bandeaux, avoir des yeux; il écarte les bandeaux, il tâte ses orbites vides et pousse un cri de détresse à vous déchirer le cœur; l'autre, l'Adieu de Paris au général Gallieni, est un hommage au grand chef et aux foules qui l'avaient reconnu. Et des croquis de la guerre: les villages dévastés, l'Alsace, maisonnettes enguirlandées de roses et qui ont l'air de resplendir sur les fonds de montagnes vertes et qui ont l'air de s'égayer sur les fonds lugubres de la guerre; les tranchées, les « secteurs tranquilles, » où pleuvent les obus et où les soldats se tiennent volontiers sur le pas des abris souterrains, aimant encore mieux « attraper ça dehors » que d'être enterrés vifs; maints croquis de tout ce qu'on voit, puis de ce qu'on devine, croquis des « aspects » et des âmes. Novembre 1916: « Il pleut sur l'enfer de la Somme... » C'est une route, « sorte de voie sacrée qui mène au front, » et que suit, écrase, bouleverse un charroi continu: deux files de

camions, ceux qui vont là-bas, portant des soldats et portant des munitions, portant ce qui tuera et ce qui doit risquer la mort, puis les camions qui reviennent et, parmi eux, les camions d'ambulance. L'un de ces derniers, fermé de tous côtés : « il en coule, goutte à goutte du sang, qui fait des petites taches rouges sur la boue ; il a l'air d'égrener un chapelet rouge : quelque hémorragie soudaine... » Et la pluie, régulière, épaisse : on n'imagine pas qu'elle puisse jamais finir ; « il fait à peine jour tant le ciel est plein d'eau, rien n'indique l'heure, on ne sait pas si c'est midi ou le crépuscule... » Passent des prisonniers aux houppelandes grises : un vilain troupeau, que mènent des bergers étonnans. Les bergers, vêtus et encapuchonnés de toile cirée jaune. Sous le capuchon pointu, d'un jaune serin, sous le passe-montagne bleu, la figure est noire : « Eux, c'est au Sénégal, à la côte de Guinée, qu'on les avait rencontrés jadis, nus sous le soleil torride ; et les voilà transportés sous le ciel pluvieux de la Somme, emmailotés comme des momies ! » Et passent de singulières petites figures jaunes, avec des yeux retroussés à la chinoise, des figures d'extrême-Asie : « Ah ! des Annamites, imprévus ici, sous cette pluie d'hiver ; mais tout est sens dessus dessous dans le monde, tout est Babel, en 1916 !... » Et puis, sur le détail divers de la route et jusqu'à l'horizon, l'infinie désolation de la nature, son retour au chaos ; non le chaos des origines : comment imaginer que naisse de là quelque chose ? le chaos dernier, la fin de tout. « Voilà donc ce que les hommes ont fait de la Terre, qui leur avait été donnée habitable, verte et douce, bien revêtue d'arbres et d'herbages... » Enfin, sur le désastre même, la souveraineté paradoxale de l'âme, les vertus. Le paysage est ainsi, un paysage d'épouvante et que l'âme domine.

A ses pages récentes, et qui sont des visions de la guerre, — des apparitions que le génie du peintre lève comme par un sortilège, — M. Pierre Loti a joint, il a mêlé, des pages d'autrefois, feuillets de voyages, évocations des pays de lumière et de volupté, pays des Ouled-Naïlia, soirs dorés du Bosphore et la Stamboul d'Aziyadé. Il a mêlé aussi à ces images nouvelles ou anciennes les souvenirs de son enfance, le souvenir de sa poupée, le souvenir de sa maison, le souvenir de ses journées qui attendaient et qui ne savaient pas ce qu'elles attendaient. Tout cela, dans un désordre voulu, c'est l'emblème de nos pensées bouleversées, comme est bouleversée la nature en ce temps de la tribulation. Tout cela, pêle-mêle, se réunit et aboutit à la rêverie la plus pathétique, à ce « vertige, » où il semble qu'on assiste à l'effondrement des idées et du monde, où subsistent pourtant cer-

taines idées, celles qu'on appelle croyances, et qui sont la solidité suprême dans le désastre universel.

C'est à ses idées ou croyances que s'attache M. Henri Lavedan ; c'est à leur opportun service qu'il a consacré son livre, *La famille française*.

On se bat, dit-il, on veut la victoire, et l'on s'égorge et l'on s'extermine, — *sic vos non robis*, — pour les enfans. Les hommes qui sont à la guerre et qui prodiguent leur courage ont fait abnégation d'eux-mêmes ; leur sacrifice est au profit de l'avenir. Et donc il faut que dure le principe même de la continuité, de la fécondité, la famille. Or, la famille est en péril et, avec la famille, la fécondité française. Pour mille habitans, vingt-six naissances déclarées dans les années 1874-1876 ; dix-huit dans les années 1911-1915. Et les chiffres de la natalité, pendant cette période de quarante ans, baissent perpétuellement : il n'y a point une année où ils se relèvent, point de caprice dans la ligne descendante... « Cette idée effrayante et certaine, que la France, comme si on la tuait petit à petit, périt faute d'enfans, pénétrera-t-elle enfin dans les masses profondes et s'établira-t-elle comme une nécessité humaine, comme un devoir qui barre la route, auquel on ne peut plus se soustraire et qu'il faut remplir si on veut avancer... respirer, vivre? »

Le problème n'est pas nouveau ; moins il l'est, et plus il devient urgent, à mesure que le mal augmente : et puis la guerre, « la guerre, avec ses hécatombes, qui aggrave et précipite la formidable baisse. » Le problème de la famille est ainsi un problème de guerre.

M. Lavedan l'examine avec un soin parfait, et avec une inquiétude qui donne à tout son livre un accent très pathétique. Il étudie les différentes classes de la société, les riches et les pauvres ; et il n'est pas dupe de la séparation trop nette qu'on établit facilement des pauvres aux riches : mais il étudie les demi-pauvres, et les riches qui n'ont pas de fortune, ceux mêmes qui n'ont pas le sou, enfin les variétés des classes dites moyennes. Il étudie les conditions de l'existence. Il étudie la vieille fille et le vieux garçon : pour les connaître, il ne se borne pas à l'opinion commune. Le vieux garçon qu'il réprimande, ce n'est pas le « caractère de comédie, venu de Scribe ou de Barrière et qui fait songer à Balzac ou à Paul de Kock : » c'est le vieux garçon d'aujourd'hui, lequel a cessé d'être « un personnage gai et inoffensif de roman et de théâtre. » Sa vieille fille n'est pas un type une fois indiqué : il aperçoit de nombreuses variétés de vieilles filles ;

avant de les accuser, il les comprend. Sa finesse de psychologue va très loin dans l'infinité des âmes ; et il pénètre jusqu'à des secrets que les familles dissimulent, secrets qui, lentement d'abord et de plus en plus vite, ont pour effet de ruiner les familles. Plus d'un passage de son livre est un drame : un drame où sont en jeu des êtres innocens presque tous, et les plus coupables près de innocens ; un drame où est en jeu, surtout, la patrie.

Que faire? Eh bien, des lois!... C'est le cri du cœur. Une loi, quelques lois : après cela, nous sommes tranquilles. Nous avons tort!... D'ailleurs, les lois ne sont pas toutes dénuées de toute efficacité. Probablement n'est-il pas vain qu'on prodigue aux familles nombreuses les encouragemens et l'aide sociale. M. Lavedan ne néglige pas les lois : il ne néglige rien, quitte à être méticuleux, avec raison. Mais, ce qu'il a très bien vu, c'est l'insuffisance des lois : « Les meilleures mesures d'ordre pratique, prises et appliquées, ne serviront à rien, malgré leur programme d'efficacité, si elles ne commencent par découler d'un nouvel état d'esprit franchement résolu, d'une conscience ressaisie... » Le problème de la famille est complexe : et, à tous égards, il apparaît, en dernière analyse, comme un problème moral. Refaire la famille, c'est par « une reprise de jugement, de raison, par un retour définitif aux éternels principes qui ont pour mission de régir la conduite humaine, » qu'on y réussira, qu'en tout cas on doit tâcher d'y réussir. Il faut une moralité nouvelle : et c'est l'ancienne moralité française retrouvée. Or, les conséquences morales de la guerre ne sont pas toutes visibles ou prévisibles dès à présent : nous avons un immense inconnu devant nous. Cependant, il semble que la longue et dure épreuve de la guerre nous ramène aux idées et usages qui composaient anciennement la vie française, et il semble que nous retournons au bon sens. On n'ose dire davantage.

Il sera utile et indispensable même que tout le dévouement des hommes qui sont, par l'esprit et par le talent, les guides véritables de la nation, collabore à la meilleure et seule juste et salutaire interprétation de l'épreuve. C'est l'exemple que propose, avec une très belle ardeur, l'auteur de *Servir*, qui tient à servir et n'y manque pas.

ANDRÉ BEAUNIER.

REVUE SCIENTIFIQUE

LA PRÉPARATION DU TIR DE L'ARTILLERIE

« Des canons, des munitions ! » ce *leit-motiv* aujourd'hui célèbre a été une formule véritablement heureuse pour nos armées, et il faut s'étonner qu'elle ait été si longue à s'imposer à quelques-uns de ceux qui avaient charge de préparer la guerre. Mais, si féconde qu'elle ait été et doive être encore, elle ne saurait suffire à tout. En effet, s'il n'était besoin pour vaincre que de projectiles lancés en vrac sur la bande de terrain où, de la mer aux Vosges, se tient l'ennemi, un calcul simple montre qu'il faudrait pour l'en déloger un nombre de ces projectiles pratiquement infini, ou du moins des milliers de fois supérieur à ce qu'on pourra jamais réaliser.

Faute d'être en état d'arroser uniformément d'une pluie continue de projectiles tous les points du terrain où peut être l'ennemi, où il peut aussi n'être pas, on a depuis longtemps tâché de ne tirer qu'aux endroits où il est réellement. Autrement dit, on a cherché à compenser le nombre forcément limité des obus par la précision et l'économie du tir, c'est-à-dire en préparant et en réglant celui-ci.

Si deux duellistes se battaient au revolver à une distance donnée et que l'un eût un bandeau sur les yeux et disposât de dix mille cartouches, il serait infailliblement vaincu par son adversaire, celui-ci n'en pût-il tirer que dix. S'agit-il de faire taire une batterie ou de détruire un abri de mitrailleuses, deux coups au but seront plus efficaces que des milliers à côté. Toutes ces choses, qui sous la forme où je les présente semblent plus que des truismes, ces vérités d'évidence que certaines théories outrancières négligent peut-être un peu trop, prouvent en définitive que la précision du tir, c'est-à-dire sa prépa-

ration et son réglage, sont une des meilleures manières de multiplier les projectiles, je veux dire les projectiles utiles.

Bien tirer est une des solutions les plus simples et la plus économique du problème des canons et des munitions, dont d'ailleurs le nombre, encore un coup, ne saurait jamais être trop grand.

Les problèmes que soulèvent la préparation et le réglage des tirs d'artillerie sont donc fondamentaux. Les solutions qu'on leur donne dans la pratique sont connues de tous ceux qui, dans le monde, se sont un peu occupés de balistique pratique, — et Dieu sait si le nombre s'en est multiplié depuis trois ans! — Dans l'exposé que je voudrais faire ici de ces solutions classiques et en évitant le langage ésotérique des initiés, ces spécialistes ne découvriront rien, je pense, qui ne leur soit connu; aussi n'est-ce point « à eux que ce discours s'adresse. »

*
* *

Les règles, — car ce sont des règles! — qui président à la façon dont se répartissent sur le terrain les coups de canon qu'on y tire, sont les mêmes qui répartissent les petites boules d'ivoire dans les compartimens de la « roulette » en ces palais somptueux où les gens trop riches... ou trop pauvres allaient naguère, quand on avait encore le temps d'avoir des vices, changer leur or contre un peu d'espérance ou d'angoisse. Ce sont les lois de la chance... et de la malchance, ou comme on dit en Sorbonne du calcul des probabilités. Frédéric II l'avait bien compris qui accordait l'empire des champs de bataille à « Sa Sacrée Majesté le Hasard. » Une analyse un peu serrée montre en effet que ce que nous avons accoutumé d'appeler le hasard n'est que la probabilité d'un événement donné, lorsque cette probabilité nous est inconnue. Le hasard n'est qu'un de ces mots plus nombreux qu'on ne croit et derrière lesquels nous essayons pudiquement de cacher notre ignorance.

Mais dans beaucoup de cas, la probabilité des choses nous est accessible. Par exemple, si l'on joue à pile ou face, la probabilité pour que pile sorte est égale à 1/2. Cela ne veut pas dire que, si on fait quatre parties, pile sortira toujours deux fois; mais cela veut dire que, si on joue mille parties, il sortira à très peu près cinq cents fois. Autrement dit, le calcul des probabilités n'est valable que sur un très grand nombre de cas. Comme le nombre des coups de canon qu'on tire à la guerre est, hélas! très grand, et que même le nombre des obus lancés par une seule pièce l'est en général aussi, ces nombres sont justiciables du calcul.

Il règne d'ailleurs à ce sujet quelques petits préjugés parmi les soldats. Par exemple, beaucoup de fantassins sont persuadés que deux obus d'un même tir ne tombent jamais dans le même trou et on les voit, pour franchir une zone dangereuse, sauter d'« entonnoirs » en « entonnoirs, » en choisissant de préférence ceux qui sont les plus fraîchement creusés. Ils ont tort, ou plutôt ils n'ont ni tort ni raison : la chance pour qu'un coup de canon tombe sur un trou d'obus récent est la même que pour qu'il tombe sur un trou ancien donné et de même dimension ; elle est évidemment moitié moindre que pour qu'il tombe sur l'un de deux trous anciens ; et le quart, si on considère quatre trous anciens ; et, comme le nombre des « entonnoirs anciens » est en général plus grand que celui des entonnoirs tout neufs, c'est peut-être là ce qui explique ce petit préjugé. Il en est là comme à la roulette : la chance pour que la rouge sorte est toujours exactement de 50 pour 100, la blanche fût-elle avant sortie dix fois de suite. Faites l'expérience mille fois et vous le constaterez sans réplique. En résumé, et pour pasticher un mot célèbre de Joseph Bertrand, « le canon n'a ni conscience ni mémoire. »

Du point de vue de celui qui reçoit les coups de canon, passons maintenant au point de vue de celui qui les envoie.

*
* *

Lorsqu'un canon est pointé sur un but donné, dans une certaine direction et pour une certaine distance, c'est-à-dire, pour parler le langage des idioles, avec une dérive et une hausse données, il semble que si, sans qu'on change rien, ce canon tirait plusieurs projectiles successifs, ils devraient tous tomber exactement au même point. Le problème du tir serait alors très simple et se réduirait à un pointage exact. Malheureusement, il n'en est rien, et les coups de canon tirés successivement sur hausse unique touchent en général en des points un peu différents. Cela tient à des causes multiples dont voici quelques-unes :

1° Tout d'abord les projectiles successifs dont s'alimente une pièce de canon ne sont pas rigoureusement identiques. Si soignée qu'ait été leur fabrication, ils diffèrent légèrement de poids ; il s'ensuit que, toutes les autres circonstances du tir fussent-elles les mêmes, ces projectiles n'auront pas la même portée ; en effet, ainsi que je l'ai déjà expliqué, deux projectiles de même forme, mais de poids différents portent, pour une même vitesse initiale, à des distances différentes, le plus lourd allant plus loin. Il convient d'ailleurs de remar-

quer que, pour une même charge propulsive, une augmentation de poids se traduit tantôt par une augmentation, tantôt par une diminution de la portée. La portée est diminuée aux faibles distances parce que la vitesse initiale est réduite par l'alourdissement du projectile que propulse une force inchangée. Mais, du fait même que le projectile alourdi a une vitesse initiale diminuée, la résistance de l'air est aussi diminuée (puisque'elle croit, comme on sait, avec le carré de la vitesse). Il s'ensuit qu'après une certaine durée de trajet dans l'air, le projectile alourdi a regagné une vitesse égale à celle du projectile ordinaire ; et cette vitesse, il la conserve mieux que celui-ci, comme je l'ai expliqué, et finit par le dépasser. Pour le 75, c'est vers 3 500 mètres que se produit ce changement de sens dans l'effet du poids du projectile sur la portée.

D'autre part, le calibrage des obus n'est jamais parfait et uniforme ; il s'ensuit que les centres de gravité de plusieurs obus successifs, qui dépendent par surcroît de la répartition et du tassement variables de l'explosif inclus, ne sont pas rigoureusement au même point de ces projectiles. Il en résulte que leurs mouvemens de « nutation (1) » sur leurs trajectoires varient ; que, par conséquent, la grandeur de la résistance opposée par l'air varie aussi, et, de ce fait, leurs portées sont inégales.

Il n'est pas jusqu'à l'état extérieur des projectiles qui n'ait sur celles-ci des effets importants. J'ai expliqué ici même, à propos de l'aviation, combien est importante pour le déplacement rapide d'un mobile dans l'air la rugosité ou le poli de sa surface. Des différences énormes dans les résistances aériennes peuvent en provenir, et c'est pourquoi le vernissage des surfaces alaires des avions est si important. Pareillement, les plus petites rayures, les plus légères dégradations, dans la surface extérieure des obus, influent sur leur trajectoire ; aussi cherche-t-on à les éviter le plus possible en les protégeant par une couche de peinture ou de coaltar. Telles sont les principales causes, provenant des obus eux-mêmes, qui tendent à disperser les coups successifs d'un même canon tirant sur hausse unique.

2° Des effets du même genre proviennent de la charge de poudre qui propulse l'obus. Le poids de cette poudre n'est pas, dans toutes les

(1) Les obus ogivaux ne restent pas rigoureusement à chaque instant sur leur trajectoire, c'est-à-dire que leur axe ne reste pas tout à fait parallèle à celle-ci ; mais ils sont animés autour d'elle d'un petit mouvement de va-et-vient, d'oscillation, qui est une des causes de leur sifflement dans l'air et qui est analogue à la « nutation » de la lune sur son orbite, qui fait que nous connaissons en réalité, à cause du balancement de celle-ci, un peu plus de la moitié de sa surface.

cartouches et dans toutes les gargousses d'un type donné, exactement le même. En outre, la poudre, surtout la poudre moderne n'est pas toujours identique à elle-même; elle vieillit avec le temps, se décompose un peu, a ses maladies (les catastrophes passées de l'*Ému* et de la *Liberté* nous l'ont cruellement appris). Par conséquent, les propriétés balistiques de la poudre changent d'un lot à l'autre; pour un même lot par surcroît elles changent légèrement avec la température et le degré d'humidité de l'air. On admet par exemple que, pour chaque degré au-dessus de 15° centigrades, la force propulsive augmente d'une quantité telle que la vitesse initiale du projectile est accrue d'environ un millième de sa valeur. La vitesse avec laquelle cette poudre brûle dans l'âme du canon n'est pas non plus toujours identiquement la même, car elle dépend des formes un peu variables des brins. On a d'ailleurs à cet égard fait des progrès immenses depuis les immortels travaux de Vieille, qui a eu l'idée de donner aux brins de poudre des formes géométriques leur assurant une combustion régulière et réglable.

3° A côté des causes de dispersion qui proviennent de l'obus et de la poudre, il faut placer celles qui proviennent du canon lui-même. D'abord, on ne peut pas pointer rigoureusement deux fois de suite la pièce d'une manière identique; la précision est en effet limitée par la puissance et le pouvoir séparateur de l'appareil de pointage qui ne sont pas infinis. Puis la pièce est plus ou moins chaude, suivant la température extérieure et le nombre de coups déjà tirés: la force propulsive de la poudre s'en ressent; les rayures sont plus ou moins usées, le frottement de la ceinture plus ou moins vigoureux et par conséquent la contention des gaz dans l'âme de la pièce plus ou moins complète. Toutes ces causes modifient les trajectoires des projectiles.

4° A côté de tout cela qui provient du matériel lui-même, il faut considérer les causes perturbatrices originaires de l'extérieur et surtout de l'atmosphère :

On s'est souvent demandé si les canonnades n'avaient pas d'effets météorologiques, et certains n'ont pas craint d'affirmer que telles pluies abondantes avaient été produites par elles. Cela n'est rien moins que prouvé et, pour ma part, si j'admets volontiers que l'action des ébranlemens produits par l'artillerie peut favoriser dans une certaine mesure les condensations, je crois que cette mesure est négligeable ainsi qu'il ressort de l'examen impartial des données et statistiques météorologiques.

Mais si les coups de canon n'ont pas une influence notable sur l'état de l'atmosphère, ils sont au contraire extrêmement sensibles à celui-ci. Cela est facile à démontrer :

Le vent, en premier lieu, a un effet très important sur les trajectoires des obus. Quand le vent est dirigé exactement dans le sens de la trajectoire, il est clair qu'il allonge celle-ci puisque, dans ce cas, la vitesse de l'obus par rapport à l'air qui va dans le même sens est diminuée, et que par conséquent la résistance de l'air qui dépend de cette vitesse est rendue bien moindre. Par exemple, un obus qui, dans la partie de sa trajectoire où sa vitesse est de 100 mètres à la seconde, traverse un vent de même sens de 10 mètres de vitesse (ce qui est un vent moyen) éprouve de la part de l'air une résistance d'un cinquième plus petite que s'il traversait un air calme et de deux cinquièmes plus petite que dans le même vent se déplaçant en sens contraire.

On conçoit que les portées en soient profondément altérées. En effet, si l'obus se déplaçait, — je fais une hypothèse naturellement irréalisable, seulement pour mieux faire comprendre ma pensée, — dans un vent dont la vitesse et la direction fussent constamment égales aux siennes, il n'éprouverait de la part de l'air aucune résistance et sa portée serait égale à sa portée théorique dans le vide. Or le 75 porterait à près de 28 kilomètres dans le vide, alors qu'en fait sa portée maxima est inférieure à 10 kilomètres ; pour les pièces plus lourdes, la différence entre la portée dans le vide et la portée réelle est proportionnellement moins forte, car l'effet de la résistance de l'air est moindre sur les projectiles lourds ; mais cette différence reste toujours considérable, et l'exemple précédent suffit donc à montrer que les effets du vent peuvent être très grands. Pour les calculer exactement, il faut tenir compte des variations de vitesse et de direction du vent avec l'altitude, qui sont notables et qu'on ne connaît jamais exactement. Ces calculs vérifiés par l'expérience établissent par exemple qu'un vent de 10 mètres produit un écart d'environ 150 mètres dans la portée du 75 tirant à 5000 mètres et d'environ 330 mètres lorsque celui-ci tire à 8000 mètres. — Pour le canon de 95 à la distance de 6000 mètres un vent longitudinal de 10 mètres entraîne une variation de portée de 97 mètres avec l'obus à vitesse initiale de 414 mètres et une variation de 360 mètres (4 fois plus grande) avec l'obus à mitraille à vitesse initiale de 308 mètres. Cette différence provient surtout de ce que l'obus à plus faible vitesse initiale parcourt dans l'air, pour arriver au même point que l'autre, une trajectoire beau-

coup plus incurvée et partant beaucoup plus longue, et aussi de ce que sa vitesse étant moindre, l'influence de celle du vent est proportionnellement plus grande. Ces quelques données montrent, je pense, d'une façon frappante quelles erreurs, quelles pertes de temps et quel gaspillage de munitions commettrait un commandant de batterie qui préparerait son tir sans tenir compte de l'influence du vent. Il va sans dire d'ailleurs que de même qu'un vent longitudinal fait varier la portée, un vent transversal déplace le plan de tir vers la droite ou la gauche et influe sur la dérive. La plupart des vents agissent donc à la fois sur la portée et sur la direction.

L'influence de la température et celle de la pression barométrique ne sont pas moindres. Lorsque la température s'élève, l'air se dilate, sa densité diminue et sa résistance aussi; le contraire a lieu lorsqu'il fait plus froid. Pareillement, lorsque la pression barométrique augmente, l'air est plus dense et offre plus de résistance à l'avancement des projectiles.

Or les tables de tir dont nous parlerons tout à l'heure et qui sont les bréviaires des commandans de batterie et les auxiliaires indispensables de la préparation des tirs sont calculées pour la température de 15° centigrades et la pression de 750 millimètres. Le poids du mètre cube d'air dans ces conditions est de 1208 milligrammes; il s'abaisse à 1105 milligrammes pour une pression de 690 millimètres et une température de 30° centigrade; il s'élève au contraire à 1350 milligrammes pour une pression de 770 millimètres et une température de — 7°,5. Ces variations de sa densité peuvent donc atteindre 1/3 de sa valeur et leur influence sur les portées sont donc très notables. En revanche et contrairement à ce que fait le vent, la température ni la pression n'agissent sur les directions des trajectoires.

Tout cela montre à quel point l'institution d'observations météorologiques régulières et complètes est nécessaire auprès des commandemens d'artillerie. Aussi, dans l'armée allemande comme dans la nôtre, le baromètre, le thermomètre, l'anémomètre complétés par les ballons-sonde et les cerfs-volans qui vont les porter jusque dans les hautes couches atmosphériques, là où monte et s'infléchit la parabole sifflante des obus, sont devenus des accessoires indispensables du canon.

*
* *

Tous les phénomènes que nous venons de passer en revue font que des coups successifs tirés sur une hausse unique ne tombent pas

au même point, et se *dispersent* autour du but. De ces phénomènes les uns tiennent aux imperfections et aux modifications du matériel, et on pourrait en somme y remédier en partie par des fabrications plus soignées; mais ceci même serait inutile, car elles n'empêcheraient pas les irrégularités du même ordre de grandeur produites, comme nous venons de voir, par les perturbations atmosphériques. Celles-ci, non seulement nous ne sommes pas maîtres de les modifier, mais nous ne pouvons même jamais les calculer exactement, puisqu'elles dépendent de données qui nous échappent en partie, concernant les régions inaccessibles de l'atmosphère... ne serait-ce que celles qui baignent les positions ennemies.

Ce sont les petites variations de ces causes qui produisent la *dispersion* des projectiles autour du but. La connaissance des lois de cette dispersion fournit des données indispensables à la construction des tables de tir, et il est nécessaire d'en dire ici un mot.

Si, avec une pièce donnée et sur hausse unique, on tire un très grand nombre de coups de canon (1 000 par exemple), on constate, en relevant soigneusement sur le sol les points d'impact de ces coups de canon, un certain nombre de faits généraux et constants :

Tous les points de chute sont groupés à peu près symétriquement autour d'un certain point O appelé point moyen et près duquel ils sont plus serrés que partout ailleurs. Si l'on trace sur le sol une ligne passant par le point O et par le canon qui a tiré, on remarque que les points de chute sont également répartis à droite et à gauche de cette ligne; si on trace au point O une deuxième ligne perpendiculaire à la première, on fait la même constatation, mais avec cette différence que, de part et d'autre de cette deuxième ligne, les points d'impact s'éloignent en général plus loin que de part et d'autre de la première. Cela veut dire que les écarts en portée sont en moyenne plus grands que les écarts en direction. De là vient que les tirs d'entilade, lorsqu'ils sont possibles, sont les plus efficaces des tirs d'artillerie. Si on mesure les distances des écarts en portée à la ligne qui les sépare et qu'on prenne la moyenne arithmétique de ces écarts, on a ce qu'on appelle l'*écart moyen* en portée : on a de même l'*écart moyen* en direction. Si on trace d'un côté de la ligne qui sépare les écarts en portée une ligne parallèle et de telle sorte que le nombre des points de chute situés à l'extérieur de cette ligne soit égal au nombre des points de chute situés à l'intérieur, la distance qui sépare les deux lignes définit ce qu'on appelle l'*écart probable* en portée. On opère de même pour l'*écart probable* en direction. Donc dire l'*écart pro-*

bable est de tant de mètres, cela veut dire qu'il y a autant de chances pour qu'un coup donné tombe plus près ou plus loin du but que cette quantité; pour parler plus précisément, cela veut dire que sur mille coups visant ce but, cinq cents environ s'en rapprocheront plus que cette quantité et cinq cents moins, ce qui est évident *a priori*, puisque cela résulte de la façon même dont on a déterminé l'écart probable.

Celui-ci est une donnée très importante dans les tables de tir et la préparation du feu, car lorsqu'un coup isolé tombe plus près du but que cet écart, cela signifie que le tir est réglé; ou encore, lorsque sur un certain nombre de coups, la moitié environ tombe d'un côté du but, l'autre de l'autre, cela veut dire que le tir est réglé, qu'il n'y a plus moyen de le rendre plus précis en modifiant le pointage et que le seul moyen de toucher le but est, à partir de ce moment, de multiplier les coups sans modifier la hausse.

La grandeur, ou plutôt la petitesse des écarts probables ainsi déterminés (ce qui est fait en général dans des champs de tir et des polygones spéciaux), donne une mesure de la justesse d'un canon. Par exemple, il ressort du *Cours d'artillerie de l'École de guerre* du général Fayolle, que dans un cas déterminé, l'écart probable s'est trouvé pour le 75 de 0^m,60, pour le canon de 90 de 1^m,10, pour le vieux canon de 12 de 5 mètres, c'est-à-dire que ce dernier est environ 8 fois moins précis que notre petit 75.

Pour illustrer d'un exemple ce qui précède, nous voyons par les tables de tir du 75 que, quand il tire à 2 000 mètres et à 4 000 mètres, les écarts probables en portée et en direction, sont respectivement dans le premier cas 8^m,8 et 0^m,6, et dans le second 13^m,3 et 1^m,6.

Ces indications des tables de tir permettent de résoudre une foule de problèmes pratiques.

Proposons-nous, pour prendre un exemple concret, de calculer la probabilité d'atteindre par un tir d'enfilade à 7 000 mètres une batterie ennemie de 60 mètres de front et de 6 mètres de profondeur par un tir d'obus ordinaire de 155 C tirés à charge O. La table de tir nous indique qu'à cette distance l'écart probable en portée est $E_p = 38^m,50$, et l'écart probable en direction $E_d = 9^m,45$. La longueur de la batterie étant égale à $144 E_p$ et sa profondeur à $0,62 E_d$ on en déduit par un calcul élémentaire que la probabilité cherchée est de 0,06, c'est-à-dire de 6 pour 100. En d'autres termes, sur 100 coups tirés, il est probable que 6 atteindront le rectangle occupé par l'objectif.

Par exemple, encore, la répartition dissymétrique d'un certain nombre de coups tirés sur un objectif permet de connaître la distance du point moyen à celui-ci, et de rectifier le tir en conséquence. Ainsi, si on constate que les trois quarts des coups tirés sont trop courts, on en peut conclure que le point moyen est d'un écart probable en avant du but. On peut calculer facilement, par des procédés analogues et en utilisant les tables de tir, quel est le nombre de coups pour 100 que l'on a chance de placer avec un canon donné sur un but de dimensions données, placé à une distance donnée. Il est évident que le nombre de coups à tirer est, dans ce cas, d'autant plus petit que l'écart est plus faible, et c'est pourquoi les canons modernes et bien construits sont aussi ceux qui gaspillent le moins les munitions. Les mécanismes perfectionnés des pièces récentes, leurs instrumens de pointage, leurs affûts ingénieux n'ont donc pas seulement l'avantage d'un tir plus rapide, d'un transport plus aisé : ce sont des économiseurs de munitions. Tous ces calculs d'ailleurs simples ne sont qu'un jeu pour nos commandans de batterie.

Finalement, qu'est-ce que préparer un tir ? C'est déterminer les élémens initiaux qui servent à tirer le premier coup de canon de telle sorte que celui-ci soit déjà aussi près que possible du but. On voit tout de suite pourquoi il est nécessaire que cette préparation soit faite aussi exactement qu'il se peut : d'une part, elle économise les munitions qu'il faudrait dépenser pour faire des réglages approximatifs ; d'autre part, elle permet, par une efficacité immédiate, de surprendre l'ennemi et de le frapper rapidement au point vulnérable sans lui donner le temps de s'abriter ou de contre-battre.

Pour préparer le tir sur les divers objectifs qui pourront être assignés éventuellement à ses feux, le commandant de batterie procède à l'étude préalable du terrain par des reconnaissances ou sur la carte. Il organise et éprouve les postes d'observation et leurs communications téléphoniques (nous y reviendrons à propos du réglage du tir). Il a utilisé aussi pour ses préparatifs les résultats dûment consignés des tirs antérieurement faits sur les emplacements qu'il occupe.

Il est clair que la connaissance de la position géographique des objectifs est la base essentielle de la préparation du tir. Il faut savoir avant tout où est chacun de ces objectifs, quelles sont sa distance et sa direction ; en un mot, il faut l'avoir localisé, ou, comme on dit maintenant, repéré. A vrai dire, le sens du mot repérer est plus complet que celui du mot localiser : repérer un objectif, c'est à la fois le dé-

couvrir et le localiser, c'est-à-dire déterminer son existence et sa position. Il faut distinguer d'une manière générale les objectifs mobiles et les objectifs fixes. Parmi les premiers, (et pour ne pas parler ici du tir contre avions et aéronefs qui est un problème très spécial méritant lui-même une étude spéciale), on peut classer par exemple, les convois de ravitaillement ou troupes en marche en arrière des lignes ennemies signalés par les observateurs aériens ou terrestres. Le tir contre de tels objectifs est préparé en utilisant leur position momentanée par rapport à tel point fixe et connu du terrain : telle croisée de route, tel arbre, telle maison, etc. Ce tir contre objectifs mobiles dans ces conditions se ramène au tir contre des points fixes corrigé convenablement.

Quant aux objectifs fixes, tranchées et abris, positions de batterie, nœuds de routes, etc., leur repérage est fait par diverses méthodes, aujourd'hui communément employées par l'ennemi comme par nous-même, et dont certaines sont classiques.

L'observation directe des points intéressants faite des observatoires d'artillerie ou d'infanterie permet en général de les localiser, lorsqu'on les voit directement à l'œil nu ou à la jumelle. Mieux encore les *recoupemens* des visées faites sur un point donné d'au moins deux observatoires différens permettent de reporter avec exactitude sur la carte la position de ce point. Quand l'observation terrestre n'est pas possible, on emploie l'observation aérienne complétée par la photographie, et ce sont surtout les photographies prises par les avions de reconnaissance qui permettent de reporter sur les cartes, au moyen d'ingénieuses méthodes de reconstitution, les principaux retranchemens de l'ennemi et ses positions de batterie. Beaucoup de celles-ci étant inaccessibles à la vue, même des avions, à cause des masques naturels ou « camouflés » qui les cachent, on a songé à employer pour les repérer non plus la lumière mais le son. Je décrirai quelque jour les méthodes de repérage par le son que l'ennemi aujourd'hui emploie comme nous et je raconterai leur suggestive histoire. Tout cela fournit les objectifs qu'on situe sur la carte.

Lorsque le but est visible, il suffit de connaître sa distance au canon, et leur différence d'altitude, pour déterminer, à l'aide de la table de tir et des données complémentaires dont nous avons parlé, les élémens initiaux du tir en portée. Mais le but n'étant généralement pas visible, on pointera sur un but auxiliaire, après avoir déterminé l'angle que fait la direction de celui-ci avec celle du but.

Cet angle de direction et la distance sont généralement reportés

avec précision sur des cartes à grande échelle (généralement à l'échelle du 1 /20 000) où sont indiqués les emplacements des batteries, de leurs objectifs et des repères nécessaires à l'exécution et à l'observation du tir. Ces documens topographiques analogues à ceux que les Allemande emploient de leur côté constituent, suivant l'expression aujourd'hui consacrée, des sortes de canevas directeurs du tir. L'échelle du vingt millième, qui est d'ailleurs encore amplifiée dans certaines cartes, est largement suffisante pour la plupart des besoins, puisque 1 centimètre y représente 200 mètres et qu'on peut facilement y faire des déterminations et des pointages à 1 quart de millimètre près, c'est-à-dire à 5 mètres près, ce qui est largement suffisant, les écarts probables des tirs et les erreurs même des déterminations topographiques dépassant cette valeur dans presque tous les cas. Cette échelle a d'ailleurs servi constamment à l'auteur de ces lignes pour ses repérages de batteries par le son, et elle a toujours suffi à tous les besoins.

Sur ces cartes, les emplacements sont désignés très simplement par leur longitude et leur latitude kilométriques, grâce à un quadrillage kilométrique numéroté à partir d'une origine donnée. Celui-ci permet d'exprimer en mètres les coordonnées des points qui reçoivent d'ailleurs ensuite des désignations conventionnelles.

Ayant placé sur son plan directeur, soigneusement fixé sur la planchette de batterie les positions de ses propres pièces et celles des repères et des objectifs dont on lui a communiqué les coordonnées, le commandant de batterie, peut facilement préparer les élémens de ses tirs futurs par rapport à chacun d'eux.

Pour compléter ce matériel auquel est adjoit le classique rapporteur en zinc, les tables de tir ouvrent dans quelque coin de la « cagna » leurs pages austères où des chiffres balistiques s'alignent en bataille. Nos tables de tir sont d'ailleurs tout à fait analogues à celles de l'ennemi et conçues suivant le même type. Elles sont pour l'officier d'artillerie les compagnes silencieuses de tous les jours, surtout de ceux où l'on se bat, et où les bouches des canons clament la mélodie étourdissante que le chef a déchiffrée au long des noires colonnes numériques.

Pour compléter ceci, il me reste maintenant à exposer brièvement comment, après avoir préparé le tir, on le règle et on l'observe.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

De la guerre elle-même, des opérations militaires, il n'y a cette fois que peu de chose à dire. Il semble, non pas qu'on se soit reposé, mais qu'on ait repris haleine un peu sur toute la ligne, de la Mer du Nord à l'Adriatique. Les offensives alternées, la triple offensive d'Occident, l'anglaise, la française, l'italienne ont paru être un instant suspendues. Mais déjà la première se renoue, et l'armée britannique, enlevant le système de défense ennemi au Sud d'Ypres, a conquis une crête qui l'arrêtait depuis 1915, et ramené plus de cinq mille prisonniers.

En face d'elle et de nous, Hindenburg, cette espèce de roi casqué des chemins de fer stratégiques, soumet à un trafic intense les grandes voies qui traversent l'Allemagne d'Est en Ouest et grâce auxquelles il peut tisser ses trames sur l'énorme métier dont des millions d'hommes sont les navettes. Sans métaphore, tout ce que l'inaction du front russe lui permet d'enlever de là-bas, artillerie par centaines de pièces et divisions pas vingtaines, il les jette sur nous; quant à présent, il s'est borné à nous barrer le passage en contre-attaquant avec l'extrême brutalité qui caractérise sa manière. Il tâte le mur qu'il a devant lui, et si, en quelque point, ses coups de bélier répétés parvenaient à y faire une brèche, il lancerait tout de suite, pour l'élargir et pour y passer, les réserves qu'il économise en Russie, ou gratte dans les fonds de tiroir de l'Empire, transporte et accumule ici. Comme la situation est telle sur le front russe que, bien que ce ne soit pas la paix, ce n'est pas non plus la guerre, il y renvoie à tout événement ses régimens fatigués, qui s'y mettent au vert, tranquillement, dans la douceur imperturbée du printemps septentrional, et nous renvoie autant de régimens frais, qu'il met au feu, jusqu'à ce qu'ayant atteint le nombre de pertes réglementaire, ils soient relevés à leur

tour et encore remplacés. Pour la même raison, les Autrichiens font de même sur le Carso.

Il est vrai qu'à en croire même des dépêches de source allemande, tel ou tel secteur du front russo-roumain se réveillerait, et qu'on y entendrait de nouveau gronder le canon. Le nom glorieux de Brousiloff recommence à être prononcé ailleurs que dans des clubs d'officiers ou de soldats. Le voilà généralissime des armées de la Révolution. Espérons que bientôt, le plus tôt possible, ce mot qui fit naître tant d'espérances : « le front unique, » aura retrouvé son sens plein, et ne signifiera plus, au détriment des forces de l'Entente, un seul front, le front d'Occident, anglo-franco-italien, contraint ainsi à recevoir toute la charge et fournir tout l'effort.

En France, la quinzaine appartient presque tout entière à la politique, mais, naturellement, la politique tourne presque tout entière autour des événemens ou des circonstances de la guerre. La Chambre des députés, rentrée le 22 mai, a, en séance publique ou en comité secret, entamé trois discussions sur des sujets qui, à divers titres, ne pouvaient laisser l'opinion indifférente : le ravitaillement, la guerre sous-marine, le projet de voyage des socialistes à Stockholm. De ces trois débats, le plus gros de beaucoup et le plus passionné, on peut dire le plus émouvant, a été le dernier, relatif à la Conférence, à cause de ce que l'ouïe recéléait dans ses flancs. Mais il faut, pour le suivre en ses gonflemens successifs, et jusqu'à l'ordre du jour qui a crevé le sac, prendre l'affaire à son origine.

On se rappelle comment, au lendemain de la révolution russe, est née l'idée de cette espèce de Diète de la Confédération socialiste. Elle apparut d'abord, — ou c'est par là que nous la connûmes d'abord, — dans le journal hongrois *Vilag*, que les bulletins officiels, en leur classification, étiquètent « radical et franc-maçon, » et qui la saluait avec un emportement de lyrisme extravagant. « Stockholm, s'écriait-il, va devenir le second Bethléem de l'humanité ! » Sur l'initiative même de la réunion, il y eut, au début, quelque obscurité. Régulièrement, deux personnes avaient qualité pour lancer la convocation : M. Émile Vandervelde, président, et M. Camille Huysmans, secrétaire du bureau socialiste international, dont le siège avait été fixé à Bruxelles, du consentement de la social-démocratie allemande, afin qu'il y fût plus en sûreté. Mais, cette année, en avril, quand on parla de la Conférence, le président et le secrétaire étaient séparés ; M. Vandervelde était au Havre, M. Huysmans était en Hollande. Est-ce justement parce que ce dernier était en Hollande que la lettre d'invitation fut

signée du socialiste hollandais Troelstra, ou ne doit-on y voir qu'une rencontre fortuite, un pur hasard? Toujours est-il qu'au bout de deux ou trois semaines, nous retrouvons ensemble à Stockholm M. Troelstra et M. Huysmans, fort occupé à fournir sur son aventure des explications qui ne sont pas très claires, au moins pour nous.

Mais enfin, par l'un ou par l'autre, la convocation avait été lancée. Le parti socialiste, le nôtre, S. F. I. O. — Section française de l'Internationale ouvrière, — en sa grande majorité, la reçut plus que froidement, il la traita avec dédain. Qu'est-ce que Troelstra venait faire là-dedans, et que lui voulait cet intrus? Et puis, se rendre à Stockholm, pourquoi? Pour y rencontrer Scheidemann et ses camarades du Schloss et de la Wilhelmstrasse? Tant que la social-démocratie allemande n'aurait pas fait les gestes nécessaires, le socialisme français n'aurait rien ni à lui dire, ni à entendre d'elle. Donc il ne répondrait que par un refus, qu'il n'envelopperait pas de prétextes et n'adoucirait pas d'excuses. Cependant la minorité travaillait, et peu à peu gagnait des voix. Elle en gagnait assez, dans la Fédération de la Seine, — organisation départementale, — pour y devenir majorité et se faire, par suite, attribuer la majorité des mandats au prochain Conseil national, sorte de Convention de tout le socialisme français. Néanmoins l'ancienne majorité, alors, ne désespérait point, ne songeait pas à se rendre, se montrait résolue à lutter.

On apercevait bien l'amorce d'une transaction : dans le cas où la majorité déciderait d'aller à Stockholm, il serait entendu que ce serait pour éclairer le socialisme international, qui peut-être n'en était pas instruit suffisamment, sur les causes et les culpabilités de la guerre, et mettre devant lui en accusation l'Empire allemand et le socialisme allemand, hautement déclarés complices dans le crime et solidaires dans le châtement. Telles étaient, au matin du dimanche de la Pentecôte où tous ces bons apôtres se réunirent dans leur cénacle, les positions et les dispositions. La majorité d'hier voulait voir surtout une chose : si, après avoir résisté, elle acceptait de faire le voyage, ce serait dans un dessein en quelque manière, et à sa manière, patriotique : afin de confondre le socialisme allemand, et de le faire condamner par le socialisme universel. La minorité d'hier, déjà triomphante, ne voyait qu'une chose dans le fait qu'on allait à Stockholm, c'est qu'on y allait. Par delà se tenaient, dans leur île qui n'était ni escarpée ni sans bords, et où une société de jour en jour plus mêlée débarquait, avec les « zimmerwaldiens, » MM. Bourderon et Merrheim, les trois « kienthaliens, » les trois mousquetaires

de la petite classe, MM. Alexandre Blanc, Brizon, Raffin-Dugens. La première séance languit parmi les procédures ; mais l'après-midi, il se fit un coup de lumière ; l'esprit descendit sous la forme de deux députés, retour de Russie, M. Marcel Cachin et M. Marius Moutet.

M. Marcel Cachin, le visage violemment contracté, avec une sorte d'ardeur sombre, les yeux brillans et humides, dans l'exaltation qui, au contact du délire slave, s'était emparée de son âme celtique, peignit en traits de flamme ce qu'ils avaient vu. — Dans l'armée russe, il n'y a plus aujourd'hui que des soldats-citoyens et des officiers ayant une conception nouvelle de leur rôle ; des représentans élus veillent au respect des institutions démocratiques introduites au front. Les comités des ouvriers et soldats, les *Soviet*, en particulier le Soviet de Pétrograd, qui avait délégué dans le gouvernement provisoire M. Kerensky, l'emportent définitivement. Ils veulent que le gouvernement ne soit pas seulement démocratique à l'intérieur, mais qu'il impose à l'extérieur la politique de guerre et de paix pour laquelle, en Russie, toutes les tendances socialistes et révolutionnaires combattent. Ce que demande le Soviet, ce n'est pas une paix séparée, ni une paix à tout prix. C'est pour une guerre de véritable libération qu'il s'est prononcé. — « Obtenez donc de vos gouvernans, dit le Soviet aux socialistes alliés, qu'ils marquent enfin des buts de guerre qui montreront de façon évidente que, si la guerre dure encore, la faute en est uniquement imputable au militarisme allemand. L'infaillible moyen de le montrer, c'est une réunion de l'Internationale. »

Sur quoi, la conscience française de M. Cachin et de M. Moutet a plus qu'un scrupule, une révolte. Ils distinguent obligeamment : « Nous sommes, ont-ils déclaré sur-le-champ au Soviet, opposés à une réunion internationale convoquée dans les conditions que vous savez, mais une convocation émanant de la Révolution russe recevra de nous le meilleur accueil. Quant aux formules de paix du Soviet : « Pas d'annexions, pas de contributions, » elles sont nôtres. Mais la question d'Alsace Lorraine, mais les ravages subis par la Belgique et le Nord de la France, est-ce que cela prend le sens d'une politique d'annexion et d'indemnité ? En poursuivant ces buts, ne sommes-nous pas au centre même de la politique de guerre du socialisme ? — Non, répondent les socialistes russes, ce n'est pas là la politique du socialisme. Celle-ci consiste dans la consultation des populations intéressées et dans le respect absolu de leur verdict. » M. Moutet, non moins brûlant que son compagnon,

confirma, appuya, conclut : « Nous sommes pour qu'on réponde à la Révolution russe, et pour que les conditions posées par elle-même soient acceptées. Nous demandons seulement des explications et nous pensons qu'on peut donner une acceptation de principe à la convocation. » Quelqu'un de la minorité interroge, à double fin : « Nos camarades russes nous demandent-ils de nous rendre à une réunion de l'Internationale ? Nous demandent-ils d'aller à Stockholm ? » — A Stockholm, pense M. Moutet, pour y préparer une réunion de l'Internationale que désirent les camarades russes. La Conférence de Stockholm se limiterait probablement à des auditions séparées des sections nationales ou de fractions de ces sections, qui se côtoieraient, mais ne s'assembleraient pas. On se frôlerait sans se frotter. Les Russes paraissent être aussi de cet avis. Mais il n'y a encore rien de fait, et l'on ne sait pas bien.

Toutefois, voici qui est plus précis. En revenant de Petrograd, les missionnaires se sont arrêtés à Stockholm, où M. Branting, président désigné, leur a remis un document qui porte la date du 19 mai et le titre de : *Programme pour les discussions aux conférences préliminaires*. Ce document est un monument, et, par la substance, sinon par le volume, toute une encyclopédie. Il est divisé en cinq chapitres. — I. Conditions de paix ; — II. Éléments fondamentaux des rapports internationaux ; — III. Réalisation politique de ces buts ; — IV. Action de l'Internationale et de la démocratie ; — V. Conférence socialiste générale. Chacun de ces chapitres, à son tour, se subdivise en plusieurs paragraphes, où il n'est pas un problème politique, juridique, économique qui ne soit soulevé. Là-dessus une controverse s'engage au sein du Conseil national, mais ce n'est pas qu'on juge le programme trop vaste ou qu'on se juge incompetent : on n'a pas de ces faiblesses. Bref, il est résolu, le lundi soir, qu'on ira à Stockholm pour Petrograd, à Petrograd par Stockholm ; tous les chemins sont ouverts, et toutes les portes, d'entrée, de sortie et de rentrée. A l'unanimité, on a voté une motion dont l'essentiel tient en ces lignes : « Le Conseil national... accueille l'initiative des camarades russes, s'y associe pleinement et se joint à eux pour demander la réunion de l'Internationale ; décide en même temps l'envoi d'une délégation à Stockholm apportant dans les conférences préparatoires les vues de la section française pour une action commune destinée à préparer la paix selon les principes formulés par le gouvernement révolutionnaire et les socialistes de Russie. » Les mots ne sont pas machés, et la proposition finale est à retenir.

Au premier bruit d'un voyage possible de nos socialistes à Stockholm, et d'une rencontre possible entre eux et la social-démocratie allemande, tandis que ce n'était encore qu'une fantaisie de la minorité, et avant même que le vote du lundi 28 mai l'eût changée en décision unanime du parti, les inquiétudes les plus vives, les plus légitimes, s'étaient fait jour. Une demande d'interpellation avait été déposée à la Chambre. Si, comme en un temps ordinaire, M. Longuet et M. Renaudel, délégués par la Commission administrative permanente du parti, qui en est le pouvoir exécutif, eussent pu se mettre librement en route, et si, de ce fait, ils n'avaient engagé que M. Longuet et M. Renaudel, ou tout au plus, avec eux, la C. A. P., et si l'on le veut, par surcroît, le Conseil national, et, au total, le parti socialiste, peut-être aurait-ce été déjà tomber dans le piège allemand que de prêter à leur déplacement tant d'importance. Mais, dans le temps malheureux où nous sommes, il leur fallait des passeports, qui ne pouvaient pourtant pas être signés de M. Dubreuilh, et que le gouvernement seul avait qualité pour leur donner. C'était l'obstacle, dès le point de départ. Car, de la part du gouvernement, donner aux mandataires du parti socialiste leurs passeports, c'était marquer, permettre de supposer, admettre implicitement soit qu'on les approuvait, soit, à tout le moins, qu'on ne les désapprouvait pas, qu'on ne les désavouait pas. Le sentiment, à cet égard, de M. Ribot et de son Cabinet ne pouvant guère être douteux, une deuxième question sortait immédiatement de la première, qui s'élargissait : il s'agissait de savoir si le gouvernement serait indépendant, ou si le parti socialiste serait prépondérant ; en d'autres termes, s'il n'y avait qu'un gouvernement, dans le Conseil et sur les banes du ministère, ou s'il y avait, dans la coulisse et sur les banes de l'extrême-gauche, un gouvernement du gouvernement.

Nous devons rendre à M. Ribot cette justice que son parti a été pris tout aussitôt, et qu'il s'y est tenu inébranlablement, en dépit de toutes les manœuvres et de toutes les pressions auxquelles il a été en butte, du premier au dernier moment. Mais, s'il savait l'obstination redoutable des socialistes, il connaissait aussi la résolution, nous ne dirons pas seulement de ses amis, quoiqu'ils se soient empressés de lui en porter la ferme expression, mais des trois quarts de la Chambre et de la quasi-unanimité du Sénat ; et, au dehors, autour des murailles, il entendait la clameur répétant la grande parole, non de la Révolution russe, mais de la Révolution française, qu'on ne traite pas, qu'on ne « cause » pas avec l'ennemi qui

fole le territoire national. Au surplus, il n'a eu besoin de consulter personne que lui-même, et même, plus exactement, il n'a pas eu besoin de se consulter. Il a refusé les passeports. Même pour Pétrograd? car la subtilité socialiste épilguait, et le cas était délicat. Mais, de même que M. Renaudel distinguait entre les lieux, M. Ribot pouvait distinguer entre les temps. « Le gouvernement, a-t-il dit, accordera toujours volontiers des facilités pour aller visiter et entretenir nos amis de Pétrograd, lorsque cette question du congrès de Stockholm aura été écartée et que ceux qui se rendront à Pétrograd ne courront pas le risque de rencontrer, malgré eux, les Allemands. » D'ailleurs, le voyage des deux socialistes, leurs passeports, c'est l'accident ou l'apparence. Le fond, c'est la liberté, l'autorité, la responsabilité du gouvernement, c'est la vérité constitutionnelle. M. le président du Conseil ne s'y est pas trompé, et il y est allé tout droit, après un court exorde : « Le premier inconvénient d'un pareil projet, qui n'est pas né en France, c'est de laisser supposer qu'un parti peut avoir la prétention de se substituer au gouvernement dans la détermination de la politique nationale... Eh bien! la paix future ne peut pas être l'œuvre d'un parti quel qu'il soit... La paix future ne peut être, en ce qui concerne la France, qu'une paix française, c'est-à-dire une paix résumant les aspirations du pays tout entier. » Ensuite, au milieu des « applaudissemens prolongés, » M. Ribot a continué : « Maintenant, comment pourrait-on, à cette heure, à cette heure de la lutte la plus dure et la plus rude, converser avec ceux qui sont nos ennemis, qui, à aucune heure, depuis le commencement de ce drame terrible, n'ont pas eu un mot qui désavoue le crime qui a été commises contre nous, qui ont approuvé de leur silence toutes les atrocités commises contre nous? Et c'est quand la France est encore occupée par l'ennemi que nous pourrions entamer ces conversations? Cela est impossible. La paix ne peut sortir que de la victoire. »

Les acclamations de la Chambre, subitement dressée, duraient encore quand M. Marcel Cachin monta à la tribune, moins pour répondre à M. le président du Conseil que pour tracer devant les députés, comme il l'avait esquissé maintes fois devant le Conseil national du parti socialiste et partout où une curiosité amicale lui avait fait un auditoire, le tableau pathétique de la Russie révolutionnaire telle qu'elle lui était entrée dans les yeux et dans le cœur. Ici, la Chambre s'enferme en Comité secret, et nous ne savons plus rien jusqu'à ce que se rouvre la séance publique. Mais, en rejoignant les deux tronçons, il ne sera pas si malaisé de combler l'inter-

valle et de deviner ce qu'il importe de ne pas tout à fait ignorer.

L'ordre du jour dont il a été donné lecture à la reprise de la séance publique prouve que, dans le Comité secret, le débat s'est encore élargi ; que non seulement la question de gouvernement, la question de savoir s'il y a un gouvernement et où est le gouvernement, s'est superposée à celle, devenue secondaire, des passeports pour le voyage à Stockholm, et par conséquent que le fond même de notre politique intérieure a été évoqué ; mais qu'on a parlé des « buts de guerre, » ou des conditions de la paix, pour le jour, quelque incertain et lointain qu'il puisse être, où la paix sera possible : de ses conditions, pas de ses moyens ; et par conséquent que l'on s'est occupé des directions mêmes de notre politique extérieure ; à ce point que l'objet primitif de la discussion, l'octroi des passeports, précédemment subordonné, a finalement été abandonné, éliminé.

Cet ordre du jour est ainsi conçu : « La Chambre des députés, expression directe de la souveraineté du peuple français, adresse à la démocratie russe et aux autres démocraties alliées son salut. Contresignant la protestation unanime qu'en 1871 firent entendre à l'Assemblée nationale les représentans de l'Alsace-Lorraine malgré elle arrachée à la France, elle déclare attendre de la guerre, qui a été imposée à l'Europe par l'oppression de l'Allemagne impérialiste, avec la libération des territoires envahis, le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère patrie et la juste réparation des dommages. Éloignée de toute pensée de conquêtes et d'asservissement des populations étrangères, elle compte que l'effort des armées de la République et des armées alliées permettra, le militarisme prussien abattu, d'obtenir des garanties de paix et d'indépendance pour les peuples, grands et petits, dans une organisation, dès maintenant préparée, de la société des nations. Confiante dans le gouvernement pour assurer ces résultats par l'action coordonnée, militaire et diplomatique, de tous les Alliés, etc. »

Et certes, une déclaration aussi solennelle eût pu être composée et écrite autrement. Quelqu'un aurait préféré dire : « La Chambre, approuvant l'attitude du Gouvernement, confiante en lui pour conduire énergiquement, avec le plein concours des Alliés, la guerre que la France a été forcée de subir, mais qu'elle est décidée à poursuivre jusqu'à une victoire qui lui assure, conformément à ses droits historiques, à ses intérêts politiques et économiques, aux conditions de sa vie dans le présent et de son développement dans l'avenir, les restitutions, les réparations et les garanties nécessaires ; résolue à n'accepter qu'une paix qui récompense le sacrifice héroïque d'une géné-

ration par la libération des autres et qui fonde sur la justice la sécurité nationale et les relations internationales, etc. » C'eût été peut-être la même pensée, presque le même langage, ce n'était pas le même accent. C'eût été à la fois plus précis et plus général, plus vaste et moins limitatif, moins parlementaire et plus politique; surtout, cela sonnait plus haut. Mais ce n'est pas ce que la Chambre cherchait.

On voit très bien pourquoi et comment a été rédigé le texte qu'elle a retenu. Il a été le fruit de concessions réciproques, ou plutôt de concessions balancées aux uns et aux autres, qui se sont mis à cent pour le dicter. Le salut initial à la démocratie russe n'est pas, de la part de son principal auteur, un simple souvenir classique : c'est une politesse aux socialistes. Le rappel de la protestation des Alsaciens-Lorrains est une idée ingénieuse de M. Klotz. La répudiation de l'esprit de « conquête » est encore une attention pour les socialistes, qui se laisseraient engager en échange à « abattre le militarisme prussien. » L'acte de foi ou d'espérance dans la « société des nations » est à l'adresse de M. Renaudel autant que de M. Wilson, et, par son intention, devient un peu un acte de charité. C'est le « comment ; » quant au « pourquoi, » il n'est pas plus difficile à saisir. La complaisance de tous les groupes, la patience de la Chambre, les adjurations de M. Ribot le révèlent : il s'agit d'éviter une coupure, de retenir les socialistes, de les reprendre, de les ramener. Il s'agit de refaire ou d'affirmer l'union des âmes par l'unanimité des voix. La peine n'a pas été absolument perdue. L'ordre du jour fut adopté par 467 députés contre 52, dont 47 socialistes impénitents et 5 socialistes ou radicaux fantaisistes. Le Sénat qui, selon l'habitude, a doublé sans délai le Comité secret du Palais-Bourbon, a corrigé heureusement par un second ordre du jour, voté, celui-là, à l'unanimité (on n'y connaît pas de socialistes), ce que ce style avait de trop mou. Et, pour ce que ce programme pourrait avoir de trop modeste, M. le président du Conseil a tout réservé en jurant : « Il n'y aura de paix que dans la victoire. » Le Destin n'a pas les mains liées. Nous le forcerons par notre constance ; et notre volonté seule, qui donnera la mesure de notre vertu, fixera celle de notre fortune.

Cen'est pas à dire, — et il faut même dire franchement le contraire, — que nous ne soyons pas, suivant la remarque de M. Ribot, « à l'heure de la lutte la plus rude. » Il n'y a point de place ici pour les fanfaronnades. Oui, l'heure est rude et longue à s'écouler ; et derrière elle viennent peut-être de plus longues et de plus rudes heures. Mais ce n'est pas entre des jours tissés d'or et de soie et des jours emplis

de misères et de deuils, ce n'est pas entre la vie douce et la vie âpre ou gênée que nous avons à choisir, c'est entre la vie et la mort.

La France ne vivra que si les Français, qui ont si magnifiquement montré qu'ils savent mourir, montrent maintenant qu'ils savent souffrir : elle ne durera que s'ils endurent. Qu'est-ce, auprès de cette nécessité, que les petites privations qu'on nous impose? Nous demandons seulement, non pour ne pas les supporter, mais pour pouvoir en supporter d'autres et les supporter plus longtemps, qu'on ne nous en impose pas d'inutiles ou d'inefficaces. Nous demandons que le gouvernement et l'administration comprennent que leur rôle ne consiste pas à tout espérer et tout exiger du public, parce que, s'il en était ainsi, il ne serait besoin ni de gouvernement ni d'administration, et l'on aurait pratiquement établi l'identité de l'ordre et de l'anarchie. Nous demandons que le ministère du ravitaillement ait, plus nettement qu'il ne paraît l'avoir, la conception qu'il peut être et doit être autre chose qu'un ministère du rationnement, qu'un organe d'intervention par interdiction à tort et à travers. Nous demandons que, lorsqu'il n'arrange point, il ne dérange pas, et que, lorsqu'il ne trouve pas en lui-même assez de compétence, il ne craigne pas d'en emprunter. De même pour le blocus et la guerre sous-marine. Sans exagérer les effets de la campagne scélérate entreprise par l'Allemagne « pour mettre l'Entente à genoux, » — du moins ses effets de destruction, ses effets directs, — sans oublier que le résultat est très loin d'avoir atteint ce qu'elle s'était promis, cependant ses effets indirects, ses effets d'intimidation et de paralysie, se font et à la longue se feraient de plus en plus sentir. Nous demandons une action vigoureuse; il y a deux ans que l'amiral Degouy, dans cette *Revue*, en démontrait infatigablement l'urgence et la possibilité; deux ans qu'il ne cessait de rappeler que, pour détruire un nid de guêpes, il ne faut pas attendre qu'elles aient essaimé; que sans doute il en coûtera et l'on paiera, mais que le seul moyen de limiter la perte, dans les cas extrêmes, est de consentir un sacrifice. On s'est enfin décidé à l'entendre ou à faire comme si on l'avait écouté. Toute une série d'attaques combinées, par air et par mer, contre les bases d'Ostende et de Zeebrugge produiront vraisemblablement plus qu'une chasse de plusieurs mois aux mauvais insectes envolés.

Nous avons longuement regardé chez nous; regardons à présent chez l'ennemi. Le besoin de paix, d'une paix rapide, brusquée, qu'éprouvent les Empires du Centre, se trahit chaque jour davantage par des signes chaque jour plus nombreux, plus manifestes, plus concor-

dans. Les menées du prince de Bülow et de M. Erzberger auprès des catholiques, en Suisse, viennent corroborer l'intrigue de M. Scheidemann, en Suède, auprès des socialistes. A défaut d'éléments positifs d'information sur la situation de l'Allemagne (encore que nous sachions qu'elle s'use, même militairement, et nous savons de combien de divisions dans les dernières batailles), cette hâte, cette fièvre, cet épuisement, sont des indications qui créent en nous la certitude morale. Pareillement, les incidens qui ont marqué la réunion du Reichsrath autrichien, après trois années de vacances, le discours du Trône prononcé par l'empereur Charles, les embarras politiques de la Hongrie où l'on ne trouve pas de successeur au comte Tisza, ne sont-ce pas là des symptômes ? L'haleine qui commence à manquer aux deux Empires, ce ne sont pas leurs satellites, ce n'est ni la Bulgarie essoufflée, ni la Turquie effondrée, qui la leur rendront. Ils les portaient pour ainsi dire à la force du poignet : mais il n'est pas de poids plus lourd qu'un poids mort, et l'Allemagne, réduite à trainer l'Autriche-Hongrie, sera tôt ou tard réduite à se trainer.

Tout ce qu'elle peut faire, si elle le peut, c'est de maintenir péniblement, c'est de ne laisser tomber que lentement ses forces, c'est d'épargner sur son déclin. Il ne lui vient de secours, de renfort de nulle part, pas même de la révolution russe, qui n'est pour elle qu'un répit, qu'une halte, que le temps de s'éponger et de se retourner. Mais nous, il nous vient de partout du secours, du renfort, du rafraîchissement. Pendant que la Russie marque le pas, les États-Unis l'allongent, habitués qu'ils sont à marcher vite. Leurs navires de guerre et de transport sont sur nos côtes ; leurs premiers contingens se forment ; ils enrôlent en un jour plus de dix millions de soldats. S'il y avait, dans l'Entente, ce qui n'est pas dit, une défaillance du côté de l'Orient, elle serait compensée du côté de l'Occident, et c'est ce qui n'arrivera pas, mais c'est, au bout du compte, le pis qui puisse nous arriver ; en aucune hypothèse, nous ne courons aucun péril, nous ne courons d'autre risque que celui-là. Partout, au moins, les sympathies se déclarent, s'affirment, s'affermissent, s'enhardissent, grandissent de tout ce dont nous avons grandi dans l'estime et le respect universels, par le prestige de nos chefs, par la vaillance de nos soldats, par la bonne tenue de la nation. La bienveillance du Brésil se change progressivement en un sentiment plus actif, qui ne s'en tiendra pas, il est probable, au sentiment. Nous pouvons, aux cris de l'Allemagne, nous assurer que le coup lui est douloureux pour aujourd'hui et pour demain. Et c'est une preuve de plus de ses

angoisses sur aujourd'hui, que ses inquiétudes sur demain. Comme elle sait, par une expérience d'un demi-siècle, que le pavillon fait plus que de couvrir la marchandise, qu'il l'estampille, et que le commerce suit la victoire, elle doute du fer puisqu'elle doute de l'or, et, puisqu'elle doute du marché, elle doute du drapeau.

En Espagne, s'élèvent, pour nous, les voix les plus chaudes, les plus éloquents. Il serait injuste et maladroit de laisser croire que seuls des adversaires ou des indifférens y ont la parole. Dans cette même Plaza de Toros, qui entendit naguère les réticences et les équivoques de M. Maura, en présence de vingt mille personnes, dont beaucoup peut-être étaient les mêmes, les orateurs des gauches, professeurs illustres ou députés en vue, MM. Albornoz, Ovejero, Castrovido, Menéndez Pallarès, Unamuno, Melquiades Alvarez et Lerroux, nous ont apporté de nobles et touchans témoignages, qui nous induiraient en péché d'orgueil, si la France, en armes pour une cause si juste qu'elle en est sainte, n'avait le droit d'avoir toutes les fiertés.

Qu'elle les ait toutes, pourvu qu'elles lui ouvrent des sources et lui fournissent des raisons de fermeté. En d'autre temps, elle eut l'audace : dans le nôtre, il lui suffira d'avoir de la persévérance. Vouloir et tenir, tenir et vouloir, c'est, « à cette heure de la guerre la plus dure et la plus rude, » le grand secret. Ne pas affaiblir, ne pas énerver notre effort militaire par le fléchissement de notre sens politique ; ne pas couper, de l'arrière, les jarrets à l'avant. Voir clair, mais assez loin, ne pas voir en myope : ne pas fixer trop près de nous des « buts de guerre » contre lesquels irait se briser notre élan. Non seulement ne pas désespérer, mais espérer plus qu'on ne désire. Prenons exemple sur l'Italie. Ce qu'elle veut par-dessus tout, c'est Trieste et c'est le Trentin. Mais elle profite de ses succès de l'isonzo et du Carso pour proclamer l'unité et l'indépendance de l'Albanie sous sa protection. Elle se munit d'une monnaie d'échange, se prémunit contre un futur grand État yougo-slave sur l'Adriatique. Et elle fait, par l'Épire, coup double contre la Grèce. — Elle a recueilli les leçons de Rome, et il y a toujours, en politique, à apprendre à son école.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-NEUVIÈME VOLUME

MAI — JUIN

Livraison du 1^{er} Mai.

| | Pages. |
|--|--------|
| LES YEUX DE L'ASIE. — I. <i>LES FUMÉES DU CŒUR</i> , par M. RUDYARD KIPLING. | 5 |
| SOLITUDES, deuxième partie, par M. ÉDOUARD ESTAUNIÉ. | 43 |
| PROPOS D'UN COMBATTANT. — LA GUERRE EN MACÉDOINE. — <i>L'ENTRÉE EN CAMPAGNE</i> . — <i>SUR LA ROUTE DE FLORINA</i> . — <i>LA RETRAITE BULGARE</i> . — <i>L'ARMÉE D'ORIENT</i> , par PIERRE KHORAT. | 55 |
| RÉVÉRIES D'APRÈS GUERRE SUR DES THÈMES ANCIENS. — I. <i>AU PRINTEMPS DE NOS BISAÏEULES</i> , par M. G. LENOTRE. | 98 |
| LE PRINCE DE BÜLOW ET LA POLITIQUE ALLEMANDE, par M. HENRI WELSCHINGER, de l'Académie des Sciences morales et politiques. | 126 |
| L'AVENIR DU LIVRE FRANÇAIS, par M. LOUIS HACHETTE. | 151 |
| UN CRIME ALLEMAND. — LA DESTRUCTION DE COUCY, par M. GERMAIN LEFÈVRE-PONTALIS. | 165 |
| CE QUE LES COLONIES ONT FAIT POUR LA FRANCE, par M. HENRI LORIN. | 181 |
| VERNER DE HEIDENSTAM, par JACQUES DE COUSSANGE. | 198 |
| REVUE LITTÉRAIRE. — <i>LES TRIBULATIONS D'HOMÈRE</i> , par M. ANDRÉ BEAUNIER. | 217 |
| CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. | 229 |

Livraison du 15 Mai.

| | |
|--|-----|
| LES CAPTIFS DÉLIVRÉS. — DOUAMONT-VAUX (21 OCTOBRE-3 NOVEMBRE 1916). — I. <i>DANS LA CRYPTÉ DE VERDUN</i> . — <i>LA MAIRIE DE X...</i> . — <i>LE CARREFOUR</i> . — <i>LE MOULIN</i> . — <i>LA VICTOIRE AILÉE</i> , avec une carte, par M. HENRY BORDEAUX. | 241 |
| SOLITUDES, dernière partie, par M. ÉDOUARD ESTAUNIÉ. | 288 |
| LE PÉRIL DE NOTRE MARINE MARCHANDE. — II. <i>LE NAVIRE, L'ÉQUIPAGE, LE TRAVAIL A BORD</i> , par M. J. CHARLES-ROUX. | 335 |
| RÉVÉRIES D'APRÈS GUERRE SUR DES THÈMES ANCIENS. — II. <i>LA DOUCEUR DE VIVRE</i> , par M. G. LENOTRE. | 359 |
| LES ENTRETIENS DU COMTE CZERNIN D'APRÈS LE « LIVRE ROUGE » AUSTRO-HONGROIS, par M. le baron JEHAN DE WITTE. | 391 |
| UNE SEMAINE DE RÉVOLUTION A PÉTROGRAD. — <i>L'ANARCHIE DANS LA CAPITALE</i> . — <i>LA DÉFECTION DE L'ARMÉE</i> . — <i>LA PRISE DE L'ARSENAL</i> . — <i>L'INCENDIE DU PALAIS DE JUSTICE</i> . — <i>LES MASSACRES ET LES ARRÊTATIONS</i> . — <i>LES ADHÉSIONS A LA DOUMA</i> , par MARYLIE MARKOVITCH. | 414 |

| | Pages. |
|--|--------|
| REVUE DRAMATIQUE. — <i>LES NOÛES D'ARGENT</i> , à la Comédie-Française, par M. RENE DOUMIC, de l'Académie française. | 447 |
| REVUE SCIENTIFIQUE. — <i>L'AGRICULTURE ET LA RÉÉDUCATION DES BLESSÉS DE GUERRE</i> , par M. CHARLES NORDMANN. | 457 |
| CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. | 469 |

Livraison du 1^{er} Juin.

| | |
|--|-----|
| LA CLOSERIE DE CHAMPOLENT, première partie, par M. RENÉ BAZIN, de l'Académie française. | 481 |
| L'ALLEMAGNE ET LA GUERRE (troisième lettre). — <i>LES FORCES MORALES</i> , par M. ÉMILE BOUTROUX, de l'Académie française. | 524 |
| LES YEUX DE L'ASIE. — II. <i>LA LETTRE DU CAVALIER</i> , par M. RUDYARD KIPLING. | 547 |
| LES CAPTIFS DÉLIVRÉS. — DOUAMONT-VAUX (21 OCTOBRE-3 NOVEMBRE 1916). — II. <i>DOUAMONT</i> . — <i>DE LA CARRIÈRE D'HAUDROMONT AU VILLAGE DE DOUAMONT</i> . — <i>LE FORT</i> . — <i>LENDEMAIN DE VICTOIRE</i> , avec une carte, par M. HENRY BORDEAUX. | 557 |
| UN ÉTÉ A SALONIQUE AVRIL-SEPTEMBRE 1916. — III. <i>DE LA CRÈTE A L'ÉCOSSE : LA LYRE ET LA CORNEMUSE</i> . — <i>UN HOPITAL « FÉMINISTE »</i> . — <i>LES ÉCOLES FRANÇAISES ET LES ÉCOLES MUSULMANES</i> , par M ^{me} MARCELLE TINAYRE. | 606 |
| L'ACTUALITÉ DE VICTOR HUGO, A PROPOS DU TRENTE DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DE SA MORT, par M. LÉON CURY. | 636 |
| Ô EN SONT LES DEUX BLOCS? par M. le Contre-Amiral DEGOUY. | 662 |
| AUGUSTIN FILON, par M. ANDRÉ BEAUNIER. | 678 |
| REVUE MUSICALE. — <i>UN GRAND MÉCONNU : MIZIO CLEMENTI</i> , par M. CAMILLE BELLAIGUE. | 697 |
| CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. | 709 |

Livraison du 15 Juin.

| | |
|--|-----|
| LA CLOSERIE DE CHAMPOLENT, deuxième partie, par M. RENÉ BAZIN, de l'Académie française. | 721 |
| LES YEUX DE L'ASIE. — III. <i>UN COMPTE PERSONNEL</i> , par M. RUDYARD KIPLING. | 760 |
| LES CAPTIFS DÉLIVRÉS. — DOUAMONT-VAUX (21 OCTOBRE-20 NOVEMBRE 1916). — III. <i>FAUX</i> . — <i>LA PREMIÈRE JOURNÉE DE LA BATAILLE</i> . — <i>SUR LE FORT</i> . — <i>LES SANCTUAIRES</i> , avec une carte, par M. HENRY BORDEAUX. | 770 |
| AUTOUR D'UN MARIAGE PRINCIER. — NOTES ET SOUVENIRS (1878-1913), par M. ERNEST DAUDET. | 819 |
| EMMENÉS EN ESCLAVAGE POUR CULTIVER LA TERRE. — JOURNAL D'UNE DÉPORTÉE, par M ^{me} H. CELARIE. | 852 |
| ERNEST PSICHIARI, par M. VICTOR GIHAUD. | 887 |
| LES FINANCES DE L'ALLEMAGNE, par M. RAPHAËL-GEORGES LÉVY, de l'Académie des Sciences morales et politiques. | 895 |
| REVUE LITTÉRAIRE. — <i>LITTÉRATURE DE GUERRE</i> , par M. ANDRÉ BEAUNIER. | 923 |
| REVUE SCIENTIFIQUE. — <i>LA PRÉPARATION DU TIR DE L'ARTILLERIE</i> , par M. CHARLES NORDMANN. | 935 |
| CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. | 947 |



3 9090 007 539 246

